Traité théorique et pratique de la naturalisation, études de droit international privé, par Daniel de Folleville,...

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Folleville, Daniel de (1842-1916). Traité théorique et pratique de la naturalisation, études de droit international privé, par Daniel de Folleville,.... 1880.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
 *La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
 *La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

 *des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
 *des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

DÉPÔT LÉGAL
Nord
324
1880

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE
R.F.
IMPRIMÉS.

TRAITÉ

THÉORIQUE ET PRATIQUE

DE LA

NATURALISATION

ÉTUDES DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

8° F
1622

AUTRES OUVRAGES DU MÊME AUTEUR :

Des caractères distinctifs des associations commerciales en participation (1865). Durand. Une brochure in-8°. (Epuisée).

Considérations générales sur l'acquisition ou la libération par l'effet du temps (1869). Thorin. 1 vol. gr. in-8°. . . . 3 »

De l'interdiction considérée comme cause de séparation de biens judiciaire (1870). Cotillon. Une brochure in-8° . . 1 50

Etude sur le paiement avec subrogation; ses caractères distinctifs (1871). Thorin. Une brochure in-8° . . . . 1 »

Etude sur la jonction des possessions (art. 2235 du Code civil) 1871. Marescq aîné. Une brochure in-8°. (Epuisée) 2 50

De la publicité des contrats pécuniaires de mariage, d'après la loi du 10 juillet 1850. Marescq aîné (1872). Une brochure in-8°. 2 »

La loi du 12 août 1870 et le cours forcé des billets de la Banque de France (1872). Marescq aîné. Une brochure in-8°. » 50

Sommaire du cours de Code civil (Premier examen). Marescq aîné. Une brochure in-8°. Seconde édition (1876). 2 50

De la délégation des fonctions de l'instruction aux juges suppléants (1873). Thorin. Une brochure in-8° . . . . » 50

Comparaison des articles 434, 443 et 479, § premier du Code pénal (1874). Marescq aîné. Une brochure in-8° . . . » 50

Essai sur la vente de la chose d'autrui (1874). Marescq aîné. Un volume in-8° 3 50

De la possession précaire (1874). Marescq aîné. Une br. in-8°. 1 50

Traité de la possession des meubles et des titres au porteur. Marescq aîné. Un fort volume in-8°. Seconde édition (1875) . 12 »

Des clauses de remploi et de la société d'acquêts sous le régime dotal. Marescq aîné. Une brochure in-8° . . . 2 50

Du paiement du prix par l'acheteur en matière de vente (1875). Marescq aîné. Une brochure in-8° 1 50

De la promulgation et de l'application des lois et des décrets (art. 1 du Code civil combiné avec les récentes lois constitutionnelles) (1876). Marescq aîné. Une brochure in-8° . . . . . 1 »

De la propriété littéraire et artistique (1877). Durand et Pédone-Lauriel, éditeurs. Une brochure in-8° . . . . . 1 »

Traité des assurances sur la vie, par M. Paul Herbault; revu et publié, après le décès de l'auteur, par Daniel de Folleville (1877). Marescq aîné. Un volume in-8°. . . . . 6 »

De l'effet déclaratif du partage (explication de l'art. 883 du Code civil) (1877). Thorin éditeur. Une brochure in-8° . . . 1 50

Théorie des prélèvements. (1879) — Une brochure in-8° . 1 50

(*Pour paraître en Novembre* 1880) : *sous presse* :

Règlements des facultés de droit (Code-manuel de MM. les professeurs et étudiants). Un volume in-8°.

TRAITÉ

THÉORIQUE ET PRATIQUE

DE LA

NATURALISATION

ÉTUDES DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS.

PAR

Daniel DE FOLLEVILLE

DOYEN DE LA FACULTÉ DE DROIT DE DOUAI,
AVOCAT A LA COUR D'APPEL,
VICE-PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA RÉFORME
ET LA CODIFICATION DU DROIT DES GENS,
MEMBRE D'HONNEUR DE L'INSTITUT JURIDIQUE INTERNATIONAL D'ITALIE,
OFFICIER D'ACADÉMIE.

PARIS

A. MARESCQ Aîné, Libraire-Éditeur

20, rue Soufflot, 20

au coin de la rue Victor Cousin.

1880

Tous droits réservés.

BIBLIOTECA CENTRALE

AVANT-PROPOS

« L'idéal n'est point que toutes les nations » aient un même code de lois : cette unité » absolue serait un faux idéal ; la vraie unité » consiste à respecter les diversités natio- » nales, sauf à établir des règles, reconnues » par tous les peuples, pour vider les conflits » auxquels donnent lieu les législations par- » ticulières. »

(F. LAURENT, *Le droit civil international*, t. I, pag. 42).

Les questions de droit international, et surtout de droit international privé, sont, plus que jamais, à l'ordre du jour : elles vont, se multipliant sans cesse, avec les progrès de la civilisation et le développement continu des relations entre les peuples.

Aussi, de toutes parts et dans tous les pays, de puissantes associations se sont-elles fondées, en se proposant ce double objectif également important, à savoir, d'une part, l'examen ou

la codification des règles admises ou à admettre dans les rapports internationaux, et d'autre part, l'étude de la législation comparée, qui en est le corollaire indispensable. Nous citerons notamment : en France, la *Société de législation comparée;* en Angleterre, l'*Association pour la réforme et la codification du droit des gens;* en Belgique, l'*Institut de droit international,* créé à Gand; en Italie enfin, l'*Institut juridique international*, fondé à Milan.

Sans doute, la diversité des nationalités entraînera toujours des variations dans la législation, et le conflit sera maintenu, au moins dans une certaine mesure, par la divergence des lois qui peuvent recevoir leur application à un fait juridique déterminé. Mais il y a aussi un élément d'unité, grâce auquel il est possible de préparer un terrain neutre où l'accord pourra se faire.

Or, nous croyons fermement que le droit international privé fournit précisément le lieu de rencontre : il offre le point de jonction où peuvent se concerter et s'entendre les jurisconsultes et les diplomates des divers pays.

Les droits qui touchent à la propriété, à la famille, à l'état des personnes, ne sont pas, en effet, de nature à soulever les susceptibilités des Grandes Puissances, si âpres parfois à se retrancher derrière leurs intérêts et à étouffer même, au besoin, la voix de la vérité, en face de la politique proprement dite et du droit des gens public.

Ce n'est certes pas mettre en avant une utopie, que d'espérer une entente entre les peuples sur le réglement d'intérêts purement civils ou commerciaux. Des traités, mûrement délibérés et mutuellement consentis, suffiraient à mettre fin à tout conflit en pareille matière : l'on ne trouve ici aucune de ces

difficultés aiguës et irritantes, qui arment les nations les unes contre les autres, sans que l'on puisse malheureusement entrevoir la fin de cette douloureuse nécessité d'un recours à la force.

L'expérience est d'ailleurs déjà faite : il existe un nombre assez grand de traités particuliers, qui sont venus consacrer des règles importantes du droit international privé. Il ne reste plus qu'à développer cette initiative et à réaliser, dans les faits de la vie pratique, les conceptions saines et élevées de la science. La diplomatie est toute prête, sur ce point, à suivre le courant de l'opinion publique.

Mais, pour arriver à ce résultat si désirable, à savoir l'extension des traités destinés à mettre fin au conflit, entre les peuples, des intérêts contraires et des lois diverses, il faut que les vraies notions scientifiques se propagent par l'enseignement : il faut que l'attention des jeunes générations soit appelée sur les principes, sérieusement vulgarisés, du droit international privé.

On l'a bien compris ainsi, en Allemagne, en Italie et dans les Pays-Bas : chaque université, dans ces contrées, possède une ou plusieurs chaires de droit international privé.

En France, au contraire, l'enseignement du droit des gens existe à peine de nom. Alors qu'il faudrait un enseignement des sciences politiques et administratives largement organisé, plusieurs écoles de l'Etat n'ont pas même de conférences ouvertes sur le point qui nous occupe. Les Facultés privilégiées, qui ont une chaire de droit des gens, réunissent, sous un même enseignement, le droit public et le droit privé : comme si ces deux aspects, essentiellement distincts, ne méritaient pas d'avoir, chacun, leur représentant ! comme si un seul professeur pouvait

suffire à une tâche aussi écrasante, sans négliger nécessairement l'une ou l'autre des parties également importantes du droit des gens! Chacun sent toute l'utilité qu'il y aurait à compléter l'enseignement universitaire par la création, dans toutes les Facultés de droit de l'Etat, d'une chaire de droit international privé.

A ce dernier point de vue, la situation topographique de la Faculté que nous avons l'honneur de diriger et du barreau auquel nous avons l'avantage d'appartenir, nous a amené à rencontrer, plus d'une fois, des cas embarrassants et méritant d'attirer l'attention des jurisconsultes et des praticiens.

De leur côté, les anciens élèves de l'Ecole de droit, exerçant dans le ressort de la Cour d'appel de Douai, nous ont souvent exprimé leurs doutes et leurs perplexités en face des graves difficultés soumises à leur examen.

C'est qu'en effet les questions relatives à la nationalité, à l'extranéité, à la naturalisation, se présentent, pour ainsi dire, chaque jour, dans les départements limitrophes de la frontière, où résident, à côté de nos nationaux, tant d'étrangers appartenant aux origines les plus différentes.

Tantôt il s'agit d'apprécier la légitimité de revendications émanant de l'autorité militaire, au point de vue du service de l'armée; tantôt il s'agit de l'application des règles du statut personnel (art. 3, al. 3, Cod. civ.), sur le mariage, sur l'adoption, sur la tutelle, etc. Le conflit surgit aussitôt, mettant en jeu les intérêts les plus considérables, pour les particuliers, pour les familles et pour l'Etat.

La ville de Douai a bien voulu s'associer à ces préoccupations d'intérêt général, et un vote libéral du conseil municipal a permis à la Faculté d'instituer, pour MM. les aspirants au doctorat, des

conférences sur le *droit des gens* et sur les *législations comparées de l'Angleterre, de la Belgique et de la France.*

Chargé de ces conférences par le vote unanime de nos collègues, nous avons cru, à la demande de MM. les docteurs, devoir, tout d'abord, concentrer nos recherches sur le droit international privé, et en particulier sur l'importante matière de l'acquisition et de la perte de la qualité de Français.

Telle a été l'origine de ce *Traité théorique et pratique sur la naturalisation*. Il sera divisé en quatre études, suivies de quelques documents annexes.

La *première étude* est consacrée à la naturalisation envisagée comme *faisant acquérir* la qualité de Français, avec un appendice sur l'acquisition de cette qualité par la naissance ou l'origine.

La *seconde étude* traite de la naturalisation envisagée comme moyen de *faire perdre* la qualité de Français, et plus généralement de la perte de la qualité de Français antérieurement acquise.

La *troisième étude* contient l'indication des *effets généraux* de la naturalisation consommée, soit en France, soit en pays étranger.

La *quatrième et dernière étude* se réfère à la *législation comparée* en matière de naturalisation.

Enfin les *annexes* contiennent divers *documents*, la plupart encore inédits, relatifs aux questions de nationalité rencontrées au cours de l'ouvrage.

Deux tables, l'une analytique, l'autre alphabétique, faciliteront les recherches.

En dernière analyse, émettre quelques idées utiles, affirmer des principes sûrs et précis en une matière sujette à tant de controverses, appeler l'attention des jurisconsultes sur des ques-

tions trop souvent négligées, diriger les travaux de MM. les docteurs vers une sphère encore à peu près inexplorée de l'activité humaine, en leur ouvrant parfois des horizons nouveaux, fournir des documents aux praticiens dans un ressort où abondent les questions de nationalité, telle a été notre pensée en publiant cet ouvrage. Puissions-nous avoir modestement atteint ce but, qui est notre seule ambition. Puissions-nous avoir fait un traité réellement théorique et pratique, susceptible d'être, en même temps, étudié avec fruit à l'Ecole et consulté avec quelque avantage au Palais.

Douai, le 31 mai 1880.

Daniel DE FOLLEVILLE.

INTRODUCTION

LEÇON D'OUVERTURE ET INDICATION DE L'OBJET DES CONFÉRENCES FAITES EN 1879-1880

1. En ouvrant une conférence sur le droit des gens, il est utile de bien préciser d'abord son objet et la méthode que nous nous proposons de suivre. Or, toute exposition rationnelle du droit des gens ou du droit international doit présenter, à nos yeux, un triple caractère. Elle doit être, à la fois, historique, pratique et philosophique.

2. Elle doit être, d'abord, *historique* : il importe de faire nettement saisir les développements successifs du droit international, dont l'expansion progressive correspond toujours à la marche de la civilisation. Nous sommes bien loin aujourd'hui, grâce au Ciel, du traitement rigoureux et barbare auquel, dans l'antiquité, étaient soumis les étrangers. Les barrières vont, au contraire, s'abaissant tous les jours davantage, devant l'affirmation répétée de la fraternité des peuples.

3. L'exposition du droit des gens doit encore être *pratique* : il est indispensable, en effet, de connaître les usages constants, les règles diplomatiques et internationales qui sont maintenant plus ou moins universellement acceptées.

4. Elle doit être, enfin, *philosophique*. — Il ne suffit pas de tenir compte de ce qui a été et de ce qui est. Il faut aussi et surtout déterminer ce qui *devrait être*, en vertu des principes éternels de la justice absolue (1).

(1) Comparez M. Rolin-Jaequemyns, *De l'étude de la législation comparée et du droit international : — Revue de droit international*, année 1869, t. 1, pag. 1 et 225.

5. Les généralités auxquelles nous entendons nous borner, dans cette leçon d'ouverture, comprendront l'examen des deux points suivants :

1° Définition du droit des gens ou du droit international. — Existe-t-il réellement comme droit ? — Ou bien ne serait-ce pas simplement une morale internationale ?

2° Fondement et sources du droit des gens ou du droit international. — Ses différentes divisions.

PARTIE PREMIÈRE

Définition du droit des gens : — Existe-t-il comme droit ? — Ou bien est-ce simplement une branche de la morale ?

6. On doit entendre, par droit des gens ou droit international, la réunion des règles respectives de conduite observées par les différentes nations entre elles, en vertu de leur assentiment exprès ou tacite (1).

On peut donc dire que le droit des gens contient les règles de conduite des gouvernements entre eux, avec l'indication de leurs droits et de leurs devoirs. Il établit, en effet, l'égalité juridique et l'autonomie des nations, comme l'égalité juridique et l'autonomie des individus sont établies par la loi civile : mais nous devons signaler, entre les deux législations, une différence profonde et caractéristique : la sanction judiciaire, toute puissante dans chaque Etat au point de vue des intérêts privés, manque absolument au point de vue du droit international, lequel constitue une véritable législation philosophique, dépouillée d'un élément important, à savoir l'action en justice.

7. Cette manière d'envisager le droit international est généralement admise par tous les auteurs. Vattel cependant s'en écarte et base sa définition sur le *jus gentium* des anciens Romains, confondant ainsi les droits publics avec le droit privé commun de

(1) Comparez notre *Notion du droit et de l'obligation*, pag. 42 à 49.

l'humanité. Les jurisconsultes romains, en effet, comprenaient, sous le nom de droit des gens, le droit en usage chez les divers peuples et embrassant non seulement les rapports de nation à nation, mais encore les relations ordinaires de la vie privée (1).

Aujourd'hui la ligne de démarcation est nettement établie, et il faut éviter cette confusion. Prenons des exemples : les règles de la vente, qui était du *jus gentium*, les règles sur la tutelle, institution du droit civil à Rome, sont maintenant en dehors du cadre du droit des gens, tel que nous le comprenons aujourd'hui.

8. On a quelquefois recherché qui, le premier, donna la dénomination spéciale de droit des gens, à l'ensemble de ces règles. C'est généralement à Zouch (1650) que l'on attribue cette invention ; Bentham aurait créé le nom de droit international.

9. Existe-t-il réellement un droit international comme droit, ou est-ce une morale internationale, une simple branche de la morale ?

Les auteurs sont partagés à ce sujet ; deux systèmes sont en présence.

10. Les partisans de la première doctrine nient l'existence d'un droit international comme droit spécial et distinct. Tout droit, disent-ils, suppose essentiellement l'existence d'une *sanction :* or, ici, la sanction de l'action en justice fait défaut. Quand une nation viole le droit de l'autre, comme il n'existe pas de pacte qui lie le genre humain et qui en mette la force collective à la disposition de la nation dont le droit est violé, cette nation ne peut recourir qu'à sa propre force : il lui reste la guerre ; c'est en ce sens que l'on a pu dire : « La force prime le droit. » De plus, à l'origine des nationalités, que trouve-t-on ? C'est la guerre qui les a fondées : le droit s'est développé ensuite. Le droit des gens n'existe donc pas à l'état de droit proprement dit : car il n'y a pas de sanction judiciaire, il n'y a pas de force coercitive pour faire respecter ses décisions.

(1) A vrai dire, il eût été difficile aux Romains d'appliquer le droit international tel que nous le comprenons aujourd'hui, tout ce qui n'était pas Romain étant, à leurs yeux, ou ennemi ou barbare, et compris sous la dénomination générale d'*hostis*.

La sanction est, en effet, ici bien imparfaite : elle se rencontre uniquement dans l'emploi de la force de la part de la nation qui se juge atteinte au point de vue de l'exercice de ses prérogatives légitimes; elle se trouve encore dans la déconsidération méritée dont une nation devient l'objet, quand elle refuse délibérément de se soumettre aux préceptes, dont une convention tacite entre les peuples exige l'observation.

Aussi, M. Acollas n'hésite-t-il pas à nier l'existence du droit international comme droit spécial et distinct : « le droit international, dit-il (*Manuel de droit civil*, t. I, Introd. page VII; aj. broch. sur *l'idée du droit*, pages 26 et 27), est une morale internationale et non pas un droit; le signe propre et caractéristique du droit, *la sanction de l'action*, lui fait défaut. — Entre nations, lorsque l'une viole le droit de l'autre, comme il n'existe pas de pacte qui lie le genre humain et qui en mette la force collective à la disposition de la nation dont le droit est violé, cette nation ne peut recourir qu'à sa propre force. — Cette coercition diffère en deux points de l'action que confère le droit : — 1° L'action n'est accordée qu'à la suite d'un jugement qui déclare quelle est, entre les deux parties en conflit, celle qui a violé le droit de l'autre; — 2° L'action ne s'exerce que dans la mesure où l'exige la réparation du droit violé. — Sans doute, la nation dont le droit est violé emploie légitimement la force pour s'opposer à cette violation; mais il n'y a là qu'un fait de résistance, qui ne constitue pas une sanction de ce droit. — Entre particuliers, c'est un principe fondamental qu'on ne se fait pas justice à soi-même; entre nations, le principe est renversé. — Le droit international peut-il devenir un droit véritable? La sanction de l'action peut-elle y être introduite? — La chimère d'un tribunal arbitral qui déciderait entre les nations est réfutée par l'histoire autant que par la raison. L'amphictyonie grecque n'a pas empêché la lutte d'Athènes et de Sparte, et l'assujettissement final de toute la Grèce au joug de Sparte. — A supposer qu'une sorte d'amphictyonie pût être instituée de manière à donner des garanties suffisantes à la justice, un pareil tribunal aurait toujours ce vice irrémédiable d'être impuissant à faire respecter

ses décisions. — Que si, pour lui venir en aide, on comptait sur la force de l'opinion, qui ne voit immédiatement que le véritable tribunal arbitral serait alors l'opinion elle-même, et que, si l'opinion a une telle force qu'elle fasse obstacle à la guerre entre les nations, c'est que désormais elle les gouverne. »

11. D'autres auteurs prétendent que le droit des gens existe comme droit, et qu'on a raison de ne pas le considérer comme une branche internationale de la morale.

Il faut distinguer, disent-ils, entre le droit *intrinsèquement* considéré en lui-même, et la *garantie* du droit : l'absence même de garanties ne peut pas faire qu'il n'existe point comme droit : le droit civil lui-même est souvent paralysé par des considérations personnelles, la crainte d'un mal plus grand, etc. Or, à l'heure actuelle, il existe, dans les relations internationales, un ensemble de principes indiscutables, que l'opinion publique, la nécessité des choses et le bon sens des nations ont consacrés; ces principes constituent des droits existants comme prérogatives absolues de la liberté humaine. Ces règles constituent si bien des droits que, sans grand effort et dans le domaine de l'abstraction, on pourrait concevoir, par la pensée, un état de civilisation plus avancé, ayant établi une sorte de force collective, et exigeant la réparation dans la mesure du droit violé. C'est, pratiquement parlant, sans doute une utopie, à l'heure actuelle surtout; mais, en supposant cette idée réalisable, l'institution qui en sortirait aurait quelque chose à protéger : elle trouverait matière à rendre de véritables arrêts, désormais devenus efficaces par la force collective dont elle disposerait.

12. Il est inexact d'ailleurs de dire que la loi internationale soit dépourvue de toute sanction; car il est difficile de ne pas considérer comme telle :

1° La guerre — ce grand procès entre les Etats, où l'on est à la fois juge et partie;

2° L'opinion publique — qui sert de régulateur et pèse souvent d'un si grand poids dans la balance des gouvernements;

3° L'appel à l'histoire — qui juge les abus et les condamne.

Donc il existe incontestablement un droit international, dépourvu, il est vrai, de sanction juridique ou judiciaire, mais garanti cependant par les trois puissances que nous venons d'énumérer. — Cette dernière doctrine est celle qui semble prédominer aujourd'hui.

13. Nous arrivons au fondement et aux sources du droit des gens et à ses différentes divisions.

PARTIE DEUXIÈME

Fondement et sources du droit des gens, ou du droit international : Ses différentes divisions.

14. Dans la doctrine, l'on est généralement d'accord pour signaler six sources principales du droit international :

1° Les traités de paix, d'alliance ou de commerce : c'est la source la plus féconde et la mieux acceptée. Ces traités peuvent avoir un triple objet :

a. Ils peuvent avoir pour but de constituer le droit des nations, en affirmant des principes dont l'application est universellement reconnue nécessaire;

b. Ils peuvent avoir pour but d'apporter des exceptions particulières tenant aux nécessités locales ou contingentes du temps ou d'un pays;

c. Ils peuvent intervenir à titre explicatif, pour déterminer et fixer des principes obscurs et mal définis.

Mais, remarquons-le bien, soit qu'ils affirment des principes, soit qu'ils y dérogent, soit qu'ils les expliquent, ils n'ont d'effet, comme les jugements (art. 1351), qu'entre ceux qui y ont été parties. D'un autre côté, il y a peu de traités où tous les gouvernements aient été représentés : il y en a toutefois quelques-uns : nous citerons notamment le traité de Westphalie, le traité de Vienne et le traité de Paris de 1856;

2° Les ordonnances des Etats souverains pour régler les prises maritimes en temps de guerre. C'est une source universellement acceptée; car la mer, n'appartenant à personne, constitue un

terrain neutre, sur lequel il a bien fallu promptement s'entendre ;

3° Les arrêts des tribunaux internationaux, tels que les commissions mixtes et les tribunaux des prises ;

4° Les opinions écrites officiellement ou données confidentiellement par les légistes à leurs gouvernements. — Les archives du département des affaires étrangères contiennent la collection de ces documents. — En Angleterre, chaque année, un rapport est fait sur l'état de la législation internationale publique et sur les décisions prises à la chancellerie : ce rapport est présenté aux membres du Parlement ;

5° Les livres des publicistes. Ces écrits ont d'autant plus de poids qu'ils contiennent plus de témoignages et plus de faits. L'histoire et la pratique y jouent un rôle prépondérant ;

6° L'histoire des guerres et des négociations relatives aux affaires internationales.

Telles sont les sources du droit des gens : passons maintenant à l'étude des divisions qu'il comporte.

15. Considéré théoriquement et comme objet d'étude, le droit des gens se divise :

1° En droit naturel et droit positif ;

2° En droit public et droit privé.

16. Etudions maintenant la distinction du droit des gens en droit naturel et droit positif.

Qu'est-ce d'abord que le droit des gens dit *naturel?* — C'est l'ensemble des règles internationales qui découlent du pur droit primordial, c'est-à-dire indépendamment des origines et des habitudes particulières des différents peuples. Ces sortes de règles trouvent leur siège dans la raison universelle. Ces principes existent indépendamment de toute promulgation ; ils sont immuables, innés et instinctifs, universels et applicables en tous lieux et à tous les hommes.

On appelle quelquefois aussi ce droit, *primitif*, ou *absolu*, ou nécessaire, ou universel, ou interne, ou enfin philosophique.

Qu'est-ce maintenant que le droit des gens *positif* ou *promulgué?* Le droit positif ou promulgué est celui qui, converti en règles

certaines, procède de la volonté expresse ou tacite des nations, et a été l'objet d'une rédaction ou d'une codification quelconque.

Il admet deux subdivisions : il prend le nom de droit des gens coutumier ou non écrit, quand il repose exclusivement sur des usages indiscutables, universellement acceptés. Exemple : l'inviolabilité des ambassadeurs (1).

Il est appelé droit écrit ou conventionnel, quand il repose sur des traités formels ou sur des conventions internationales ; il peut être modifié à l'infini par l'accord des peuples. Exemple : le principe d'intervention et le principe de non-intervention ont, tour à tour, été en honneur dans le droit européen.

17. Nous arrivons maintenant à la distinction du droit des gens *public*, et du droit des gens *privé*. Le droit public comprend les règles du droit des gens qui ont trait aux rapports respectifs des gouvernements entre eux. Le droit privé comprend les principes du droit des gens qui régissent les rapports individuels des différents nationaux, les uns vis-à-vis des autres. Il se préoccupe de trancher les conflits qui peuvent surgir entre les lois civiles et criminelles des divers pays.

18. Dans nos conférences sur le droit international, nous aurons soin de faire une part très large à la législation comparée.

L'étude de la législation comparée est, en effet, devenue indispensable de nos jours en présence de la multiplicité des relations internationales. Ce besoin, du reste, est si universellement reconnu, que, de toutes parts, des associations importantes se sont formées, soit en France, soit à l'étranger, avec ce but unique, comme objet d'études et de recherches.

L'examen des législations contemporaines nous fera rencontrer souvent des exemples à suivre ou des modèles à admirer. Nous y rencontrerons parfois des principes importants, dont la France, au début de ce siècle, a eu l'honneur d'avoir l'initiative. Ce travail de comparaison critique nous aidera parfois même puissamment

(1) Comparez, sur la portée du principe de l'exterritorialité établi en faveur des ambassadeurs et de leur suite, un important arrêt de la Cour de cassation en date du 13 octobre 1865, (Dev. 66-1-33).

à acquérir une plus complète intelligence de nos propres lois. N'oublions pas d'ailleurs que chaque jour les questions pratiques de législation comparée vont se multipliant, et acquièrent une gravité nouvelle. Or, il n'est point permis aux jurisconsultes de rester étrangers aux conquêtes de la science contemporaine. Ils doivent se souvenir que le droit est une science active et militante, dont les ressources doivent toujours être maintenues au niveau des exigences, sans cesse croissantes, du temps et du pays.

19. Nos conférences, durant cette année 1879-1880, commenceront par l'examen détaillé et approfondi des principes qui régissent l'importante matière de la *naturalisation* (1). Il entre d'ailleurs dans nos intentions d'envisager cette institution sous ses différents aspects, et nous lui consacrerons *quatre études distinctes*.

Dans une *première étude*, nous traiterons de la *naturalisation en France*, ou de la *naturalisation considérée comme faisant acquérir la qualité de Français*. Nous prendrons d'ailleurs ce mot de naturalisation dans son sens le plus large : naturalisation ordinaire, — naturalisation privilégiée, — naturalisation par voie d'annexion. Nous verrons ainsi *comment on peut acquérir la qualité de Français*, lorsqu'on n'est pas d'ailleurs Français par la naissance ou l'origine, *jure sanguinis*.

Afin, toutefois, de donner des notions complètes sur les personnes qui sont Françaises dans le sens de la loi et qui peuvent, en conséquence, aux termes de l'article 8, jouir des droits civils

(1) Indépendamment de nos développements sur la *naturalisation*, nous avons encore exposé, au cours de la présente année, sous le titre d'*effets généraux des lois :* 1° la théorie du *statut personnel et du statut réel* (nous comptons en faire l'objet d'une publication ultérieure); 2° la *théorie de la condition civile des étrangers en France*. Les cours professés par nous sur cette dernière matière viennent d'être publiés dans les livraisons troisième et quatrième de la *Revue de l'Institut juridique international* publié à Milan (Italie), sous la direction de notre éminent confrère M. Jacopo Baisini, année 1880, t. 1, pag. 165 et suivantes. Nous saisissons, avec empressement, cette occasion d'exprimer, aux honorables fondateurs de l'*Institut*, notre vive reconnaissance du titre de *membre d'honneur* qu'ils ont bien voulu spontanément nous décerner.

en France, nous ajouterons un court appendice sur l'acquisition de la qualité de Français par droit de naissance.

Dans une *seconde étude*, nous nous occuperons de la *naturalisation en pays étranger* ou de la *naturalisation considérée comme faisant perdre la qualité de Français*. A ce sujet, nous indiquerons aussi quels sont les autres modes par lesquels disparaît la nationalité française. Nous verrons donc ainsi *comment se perd la qualité de Français*.

Arrivé à ce point, notre enseignement aura présenté la théorie complète de l'acquisition et de la perte de la qualité de Français.

Le moment sera donc venu pour nous d'exposer, dans une *troisième étude*, quels sont *les effets généraux de la naturalisation acquise soit en France soit en pays étranger*.

Enfin dans une *quatrième* et dernière *étude*, nous traiterons de la *législation comparée* en matière de naturalisation.

20. Comme l'indique déjà la division qui précède, nos leçons sur la naturalisation seront, de beaucoup, celles auxquelles nous entendons consacrer le plus de développements. L'extrême importance du sujet justifie d'ailleurs pleinement cette étendue.

C'est qu'en effet, de toutes les matières du droit, la naturalisation est peut-être celle qui soulève les questions les plus multiples et les plus complexes. Nous nous trouvons là en présence d'une institution qui touche à la fois au *droit politique et constitutionnel*, — au *droit international*, — et enfin au *droit civil*.

21. Et d'abord la naturalisation n'est pas étrangère, disons-nous, au *droit politique et constitutionnel*. Elle s'y rattache même à un double point de vue : 1° au point de vue de son mode de concession ; 2° au point de vue de ses effets.

22. Quant au mode de concession de la naturalisation, les jurisconsultes les plus éminents, les hommes d'Etat les plus distingués, discutent encore, de nos jours, avec une extrême vivacité. Partout, dans la presse et dans les livres, comme dans les assemblées politiques, l'on voit mis en question le point de savoir à quel *pouvoir*, dans l'Etat, doit appartenir le droit de naturaliser. Est-ce au pouvoir *exécutif*? Est-ce, au contraire, au pouvoir *législatif*?

Il ne nous appartient pas de développer longuement cette thèse de droit politique : qu'il nous suffise d'indiquer, en quelques mots, les principales idées qui ont cours à ce sujet, et l'opinion que nous regardons comme la meilleure.

Un *premier système*, soutenu par des autorités considérables dans la science, se contente, en notre matière, de l'intervention du *pouvoir exécutif*, et telle est la solution consacrée par nos lois actuelles. Ce système s'appuie sur *deux arguments*.

D'abord, dit-on, les demandes de naturalisation sont assez nombreuses, et si elles devaient être examinées par une assemblée législative, elles absorberaient un temps précieux qu'il vaut mieux employer à des travaux d'ordre supérieur.

On ajoute ensuite que, d'ailleurs, par sa nature même, la naturalisation ne rentre pas exclusivement dans le domaine du pouvoir législatif. Elle s'y rattache, sans doute, en tant qu'elle contient une exception, une dérogation à la loi constitutive de la nationalité; mais elle dépend aussi du pouvoir exécutif en tant qu'elle a pour but d'impartir un droit à une personne : car il est du caractère de la loi de statuer sur les intérêts généraux. (En ce sens, comparez les observations de MM. Bourzat et De Montigny, Discussion de la loi du 3 décembre 1849, *Moniteur* de l'année 1849, p. 3831 et suivantes.)

Telle n'est point la théorie à laquelle, pour notre part, nous croyons devoir nous rallier : nous préférons le *second système*, suivant lequel il faut reconnaître au *pouvoir législatif* seul le droit de naturaliser : — il faudrait donc *une loi*.

En effet, qu'est-ce que la naturalisation, sinon l'admission d'un nouvel associé dans la communauté ? Or, un associé ne peut pas être admis dans la communauté sans le consentement de tous les autres associés. Logiquement le droit de naturalisation doit donc appartenir au pouvoir qui représente la souveraineté populaire, c'est-à-dire au pouvoir législatif.

Mais nous n'adoptons pas seulement ce système parce qu'il est rigoureusement conforme à la logique : nous l'adoptons aussi parce qu'il nous paraît satisfaire, bien plus que le premier, aux

mesures de prudence et de garantie qui doivent entourer toute concession de nationalité. Certes, nous n'entendons pas soutenir qu'il faille encore être extrêmement avare dans les collations du droit de cité. Les progrès de la civilisation moderne répugnent à l'admission d'un tel système. Mais il ne faut pas non plus tomber dans l'excès contraire et ouvrir aveuglément les portes de la cité à quiconque veut y entrer. Il faut bien écarter les indignes, sous peine de faire courir les plus grands dangers à la sécurité publique, — sous peine aussi d'avilir et d'humilier le nom de citoyen et les idées patriotiques qui doivent s'y attacher. Or, il est indéniable que le mérite de celui qui sollicite la naturalisation sera bien mieux apprécié par les Chambres que par le chef de l'Etat. Auprès de celui-ci on peut craindre les obsessions, l'influence de la faveur ; — influence qui, au contraire, ne pourra s'exercer que très difficilement auprès des représentants : les sollicitations devraient, en effet, être trop nombreuses pour parvenir à gagner une majorité.

Enfin, qu'on n'objecte pas les difficultés pratiques d'un pareil procédé. Les pertes de temps peuvent toujours être évitées. Quel inconvénient, en effet, y aurait-il à simplifier, pour plus de célérité, la procédure parlementaire en ce qui concernerait l'instruction des demandes en naturalisation? (En ce sens, comparez les discours de MM. J. Favre et Valette, *Moniteur* du 29 novembre 1849, p. 3831 et suiv. — M. Laurent, *Principes de droit civil français*, t. 1, n° 350.)

23. Nous avons dit que la naturalisation touchait encore au droit politique et constitutionnel au point de vue des effets qu'elle doit produire. C'est une question vivement discutée, et sur laquelle nous aurons à revenir plus d'une fois au cours de ces développements, que celle de savoir si la naturalisation doit assimiler complètement le naturalisé aux citoyens de l'Etat naturalisant. En ce qui concerne notamment la France, nous verrons que la législation a varié sur ce point. Jusqu'à la loi nouvelle sur la naturalisation, en date du 29 juin 1867, on controversait (1)

(1) Voyez toutefois l'art. 28 de la Constitution du 14 janvier 1852 et les art. 12 et 16 du décret du 2 février 1852 : ces textes rendaient déjà la controverse fort difficile et l'assimilation très vraisemblable.

encore la question de savoir si le naturalisé jouissait en France, comme le Français d'origine, des droits politiques. Aujourd'hui le doute n'est plus possible : l'assimilation est complète.

Quelle est la valeur théorique d'un pareil système? C'est ce qu'il ne paraît pas aisé de dire *à priori*. D'excellents esprits font observer combien il serait dangereux pour une nation d'admettre au sein des assemblées parlementaires, les individus devenus nationaux par voie de naturalisation, surtout alors qu'elle est conférée par un simple décret. Ils demandent, pour la jouissance de telles prérogatives, une naturalisation qu'ils appellent la *grande naturalisation*, laquelle, pour plus de sûreté et de garantie, serait conférée, sous forme de *loi*, par les représentants du pays.

C'est là, remarquons-le, une distinction qui n'a pas sa raison d'être dans la théorie que nous enseignons. Du moment, en effet, où un individu a été admis au nombre des nationaux par un vote des assemblées parlementaires, il n'est point nécessaire d'exiger une investiture nouvelle, pour lui permettre d'être éligible et de devenir l'un des représentants du pays. Le droit de cité dont il est investi a reçu la plus haute consécration qu'il fût possible de lui donner : celle de la nation elle-même, par l'organe de ses mandataires élus. Il est naturel que ce citoyen naturalisé puisse prendre place au milieu de ceux qui l'ont jugé digne de leurs suffrages. Donc, dans le système par nous admis, la distinction entre la petite et la grande naturalisation ne se conçoit même pas.

Mais il n'est pas sans intérêt de remarquer que la nécessité éprouvée par les partisans de la théorie contraire d'introduire une pareille distinction, constitue un argument de plus pour donner au pouvoir législatif seul le droit de naturaliser. Comment! L'on reconnaît et l'on fait l'aveu que si la naturalisation est l'œuvre du pouvoir exécutif, elle ne suffira pas pour conférer l'éligibilité aux Chambres! Dès lors, pourquoi donc cette naturalisation, œuvre du même pouvoir exécutif, ouvrirait-elle de plein droit l'accès aux plus hautes fonctions publiques : à la Présidence de la République, par exemple. Il est évident que beaucoup de fonctions exigent chez les titulaires autant de

garanties qu'en exige la qualité de conseiller municipal ou général, voire même de sénateur ou de député. Faudra-t-il donc, pour l'admission du naturalisé aux fonctions publiques, exiger, dans tous les cas, une investiture spéciale par voie de grande naturalisation? Les auteurs qui inclinent, en cette matière, vers l'intervention du pouvoir exécutif ont peine à résoudre cette question. Ils sont nécessairement embarrassés de justifier une différence quelconque d'investiture entre l'admission aux fonctions électives, et l'admission aux fonctions publiques en général. Au contraire, si l'on adopte notre théorie, il n'y a pas de difficulté : il est certain que l'individu naturalisé par le pouvoir législatif doit, de plein droit, être réputé apte à tous les emplois, quelque élevés qu'ils puissent être.

Ajoutons qu'un tel procédé est encore salutaire, en ce sens qu'il ne crée pas de divisions entre les citoyens d'un même pays. Il supprime les jalousies et les haines auxquelles doit fatalement donner naissance une sorte de hiérarchie établie parmi les membres d'une même nation. Tous les nationaux, citoyens d'origine ou naturalisés, participent aux mêmes charges ; tous aussi, dans notre système, doivent pouvoir participer aux mêmes fonctions et aux mêmes honneurs.

24. Nous avons maintenant à montrer comment la naturalisation met en jeu les principes internationaux.

25. La règle même qui sert de base à la légitimité de la naturalisation, c'est que tout individu peut librement changer de patrie. C'est le « *ne quis invitus in civitate maneat* » de Cicéron. Comme le dit excellemment M. G. Cogordan dans son beau traité, *De la nationalité au point de vue des rapports internationaux*, p. 7-9 :

« Il serait choquant et contraire à la liberté humaine qu'un individu fût indéfiniment enchaîné dans l'allégeance que sa naissance lui a attribuée : ce serait comme une sorte de servage, à laquelle répugnent tous les esprits libéraux.... Un homme retenu contre son gré, ne sera-t-il pas un plus mauvais citoyen dans le pays qui l'enchaîne, malgré lui, que dans le pays qu'il s'est librement choisi? Enfin une pareille règle est peu conforme à l'intérêt des individus et des Etats : or, l'intérêt, en ces matières, n'est-il

pas le premier but à poursuivre? Un Etat a souvent besoin d'attirer les étrangers pour propager des arts ou des connaissances utiles, et d'autre part un individu pauvre et malheureux dans son pays, qui émigre parce qu'il se sent capable de gagner plus facilement sa vie dans un autre, n'obéit-il pas à un sentiment honorable et légitime, s'il veut unir dorénavant son sort à celui de la contrée où il réside? »

Tous les pays d'ailleurs semblent avoir compris ce besoin et ce droit pour l'homme de prendre *à son gré* la nationalité de ses préférences et de ses goûts. Dans l'antiquité, nous ne rencontrerons qu'une cité, Sparte, admettant une règle contraire. Dans les temps modernes, nous verrons, quand nous en arriverons à notre *quatrième étude*, *De la législation comparée*, que l'Angleterre, après avoir, elle aussi, connu, comme Sparte, le principe de l'allégeance perpétuelle, a fini par s'en dépouiller dans ces derniers temps (1). Malheureusement les Etats-Unis, pays où cependant la liberté semble devoir être en toutes choses le droit commun, n'ont point encore rompu avec les vieux errements qui leur viennent de la législation anglaise. Il est vrai cependant que le droit d'expatriation, s'il n'a point encore été législativement consacré en Amérique, y a été théoriquement proclamé par les pouvoirs publics. Il y a donc lieu d'espérer qu'il ne tardera plus à entrer dans la pratique.

25 *bis*. Il existe encore deux autres principes reçus dans le droit international qu'il convient aussi de placer au seuil même de cette étude. C'est d'abord que *nul ne doit être sans patrie*; c'est ensuite que *nul ne doit avoir deux patries*.

26. *Nul ne doit être sans patrie*. Pourquoi? On se l'explique aisément. C'est qu'en effet l'homme ne doit ni ne peut vivre isolé. Il est essentiellement sociable de sa nature. De plus, pour le perfectionnement de son être, pour triompher des nécessités mêmes de la vie, il a besoin à chaque instant du secours de ses semblables. Ce secours ne saurait donc lui être refusé; mais, en revanche, il est indispensable que lui aussi travaille dans l'intérêt

(1) Bill du 12 mai 1870.

commun, que lui aussi subisse sa part des charges publiques; autrement l'harmonie sociale serait troublée : nul pays ne serait sûr de son lendemain. Or, pour exiger précisément de tels individus déterminés la participation aux charges de telle société, il faut que ces individus fassent partie de cette société. Quiconque vit sur le sol et sous la protection des lois d'un pays, doit appartenir sinon à la nationalité de ce pays, du moins à celle d'un pays déterminé. De cette façon l'égalité ne sera point rompue. L'Etat, sur le territoire duquel le citoyen réside, exigera pour ses nationaux, dans le pays de cet individu, les mêmes avantages qu'il assure à ce dernier. Il y aura ainsi compensation et réciprocité. C'est ce qui n'aurait point lieu, au contraire, si le sujet que nous venons de prendre pour exemple était sans patrie. On se trouverait alors en face d'un véritable scandale, puisqu'il s'agirait d'un individu trouvant partout les droits et les faveurs sans subir nulle part les charges ni les obligations.

Cette situation, que l'on a très justement qualifiée de vagabondage international, a préoccupé plus d'une fois le législateur. Notamment en France nous verrons la loi du 7 février 1851, aux termes de laquelle l'enfant né en France de parents étrangers qui y sont nés eux-mêmes, se voit attribuer, de plein droit *et ipso facto*, la nationalité française. Il est vrai qu'il pouvait encore la répudier à sa majorité. Mais une loi complémentaire du 16 décembre 1874, communément appelée loi des Rotours, du nom du député qui l'a présentée, est venue restreindre cette faculté même de répudiation. Désormais cet enfant ne se dépouillera de la nationalité française que s'il prouve n'avoir pas perdu la nationalité étrangère dont il se réclame, et en remplit les devoirs. Toutefois, malgré ces efforts louables faits pour restreindre le nombre des gens sans patrie, il faut reconnaître qu'il se présente encore bien des cas, dans la pratique, où des individus n'ont aucune nationalité déterminée. Pour ne citer qu'un exemple, nous verrons plus tard que l'établissement d'un Français, sans esprit de retour, en pays étranger, le dépouille de sa qualité de Français (art. 17, al. 3). Et cependant certaines législations étrangères n'admettent

pas que cet établissement procure la nationalité du lieu où il s'est effectué. Voilà donc un Français qui, par suite de son expatriation, se trouvera sans patrie. Un seul moyen existe de mettre pour toujours un terme à ces fâcheuses situations : c'est de décider que la nationalité d'origine ne se perdra que dans le cas où une nationalité nouvelle aurait été acquise à l'étranger. Nous verrons combien la législation française est loin de consacrer une telle règle.

27. Nous avons dit encore que *nul ne doit avoir deux patries :* ce principe est, en effet, non moins rationnel que le précédent. De même qu'on ne peut servir deux maîtres à la fois, de même on ne peut avoir deux patries. Le mot même de patrie éveille l'idée d'une fidélité complète, d'un attachement absolu aux intérêts du pays dont on est le sujet. Au surplus, la dualité de patries n'est qu'une source de difficultés et de conflits internationaux. Trop souvent celui-là qui, en fait, appartient à deux Etats, invoque successivement la protection de l'un contre les exigences de l'autre. Il trouve ainsi le moyen de se soustraire à toutes les charges dans l'un et dans l'autre pays.

Il semblerait donc qu'une telle situation ne dût jamais se présenter. Et cependant on la rencontre fréquemment dans la pratique. Tel est le résultat de la diversité des principes et des lois qui, dans les différents Etats, régissent l'acquisition ou la perte de la nationalité.

Ainsi, par exemple, supposons un individu qui naît de parents français en Angleterre. Il est Français, selon la législation de son pays, *jure sanguinis :* car il suit la condition de son père ; mais la législation anglaise le déclare Anglais par le seul fait de sa naissance sur le sol anglais, *jure soli*.

Autre exemple. En France, la naturalisation ne produit, comme nous le verrons, que des effets essentiellement personnels. Donc l'enfant, déjà né, du citoyen naturalisé conserve, malgré la naturalisation paternelle, sa nationalité d'origine. Au contraire, en Italie, il suit la condition nouvelle de son père. Même observation pour la femme du naturalisé. De là il suit, comme le fait judi-

cieusement observer un éminent jurisconsulte italien et homme d'Etat, M. Mancini (1), qu'on aurait des conflits insolubles entre la France et l'Italie, s'il s'agissait de déclarer leur état et leur capacité, parce que les magistrats des deux pays devraient attribuer aux mêmes personnes des nationalités différentes.

Par quels moyens pourrait-on donc remédier à une situation si anormale et en même temps si dangereuse ? Il y en a deux, du moins en théorie; car, dans la pratique, aucun n'a guère encore été employé. C'est d'abord la stipulation, entre les différents Etats, de *traités* internationaux, pour fixer d'un commun accord des règles conventionnelles et pour les rendre obligatoires dans les conflits d'une législation avec une autre. C'est ensuite l'insertion, dans les lois des différents pays, d'une règle interdisant de conférer à personne la naturalisation tant que l'individu n'aura pas prouvé qu'il a perdu sa nationalité d'origine. Lorsque nous nous occuperons de la législation comparée, nous constaterons les quelques rares efforts entrepris dans ce sens par plusieurs Etats étrangers.

28. Il nous resterait, pour terminer cette introduction, à indiquer l'influence qu'exerce en *droit civil* la naturalisation. Mais c'est là précisément l'objet principal et essentiel de notre ouvrage. Qu'il nous suffise donc de dire que la naturalisation transforme complètement l'état et la capacité juridique du naturalisé. Elle donne un *statut personnel* nouveau : car nous n'admettons pas que ce statut dépende du lieu que l'on habite. Au surplus, l'effet de la naturalisation, si important qu'il soit, est restreint, en ce sens qu'il est personnel au naturalisé lui-même : sa femme, ses enfants restent en dehors de cette transformation d'Etat. C'est là, du moins, le point de vue auquel nous entendons nous placer, quand nous exposerons, dans notre *troisième étude*, les effets de la naturalisation.

Entrons maintenant dans le détail de notre matière, et abordons notre *première étude*.

(1) *Journal de droit international privé*, année 1874, p. 235.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS R.F.

PREMIÈRE ÉTUDE

PREMIÈRE ÉTUDE.

DE LA NATURALISATION

ENVISAGÉE COMME FAISANT ACQUÉRIR LA QUALITÉ DE FRANÇAIS

AVEC

UN APPENDICE SUR L'ACQUISITION DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS PAR LA NAISSANCE OU L'ORIGINE

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS

PRÉLIMINAIRES ET GÉNÉRALITÉS

1. La naturalisation est assurément l'un des sujets qui offrent le champ le plus vaste aux investigations du jurisconsulte, aux réflexions du philosophe, et aux recherches des praticiens.

Les événements politiques et les changements constitutionnels ont laissé leur puissante empreinte dans les nombreuses dispositions législatives qui ont successivement réglementé cette matière.

2. Nous définirons d'abord la naturalisation (en prenant cette expression dans son sens le plus large) de la manière suivante : la naturalisation est un acte de la puissance publique, (dans certains cas un bienfait de la loi), par suite duquel un étranger perd sa nationalité d'origine et devient citoyen d'un nouvel Etat où il est admis à jouir désormais de tous les droits civils accordés aux regnicoles.

Cette réception d'une personne étrangère dans la

communauté et la dépendance politique et sociale d'un certain Etat, est un acte essentiellement de droit public et de souveraineté gouvernementale.

C'est un acte juridique dont la validité ne peut être appréciée que par les autorités de la nouvelle patrie, qui seule a le droit de fixer et de déterminer les conditions sous lesquelles elle entend concéder sa nationalité.

Toute ingérence, en pareille matière, d'un gouvernement étranger constituerait une atteinte au principe de la souveraineté interne et de l'autonomie des Etats.

3. Mais, d'un autre côté, si celui-là seul qui l'accorde peut connaître des effets de la naturalisation et admettre dans son sein qui bon lui semble, nul n'est tenu de demeurer attaché à la nation à laquelle il appartenait tout d'abord. Les nations, en effet, sont des collections ou des agrégations d'individus que la communauté des races, la similitude des intérêts ou la conquête ont réunis et groupés sous un même gouvernement. Or, il peut se faire qu'un jour tel individu, par suite de circonstances dont la nature variera à l'infini, veuille renoncer à sa patrie d'origine pour en adopter une autre : rien, en bonne justice, ne doit s'y opposer : car il s'agit ici d'une initiative indépendante de la liberté humaine. Ce principe semble (nous le disons dès à présent) avoir été parfaitement compris par la loi française : car elle ne soumet, au point de vue du droit international, à la nécessité d'aucune autorisation préalable, le Français qui veut quitter son pays : « Attendu, dit un arrêt de la Cour de Colmar, que, pous-» sant jusqu'aux limites extrêmes le respect absolu du » libre arbitre, la législation de la France n'impose aucun » lien forcé aux nationaux qui seraient tentés d'abdiquer » la mère patrie (1);... attendu que la naturalisation étant

(1) Colmar, 19 mai 1868, — Sir. Dev. 1868-2-245 à 248 avec les annotations et les renvois. Comparez toutefois le décret impérial du 6 avril 1809, rendu, d'ailleurs, au milieu de circonstances exceptionnelles. Nous nous en occuperons, avec détails, ultérieurement dans la suite du présent ouvrage.

» un des attributs de la souveraineté nationale, on ne » saurait contester au canton de Bâle le droit de natura- » liser.... » Telle est la doctrine généralement admise aujourd'hui : tout le monde est d'accord pour reconnaître ce caractère à la naturalisation, et dernièrement la Cour d'appel de Paris lui donnait encore la consécration solennelle de sa haute autorité (1).

4. Mais, si l'on est d'accord sur le principe, l'uniformité est loin d'être atteinte au point de vue de son application. Les formes de la naturalisation sont différentes, en effet, suivant les pays. Chaque législation règle à sa guise et suivant ses aspirations le mode d'intervention de l'autorité publique.

Nous consacrerons d'ailleurs plus loin une étude spéciale à l'examen détaillé de la législation comparée en matière de naturalisation. (Comp. *infrà* notre *quatrième étude*.)

5. Il est à peine besoin de dire que la naturalisation est seulement applicable aux personnes aptes à avoir une nationalité. De là, il suit qu'elle est restreinte aux personnes physiques ou naturelles, et qu'elle ne peut point concerner ces êtres fictifs et abstraits que l'on appelle personnes morales ou civiles, comme, par exemple, les établissements publics. « Est-ce que la personne civile » a une nationalité, dit M. Laurent (2), et peut-elle » l'abdiquer en se faisant naturaliser ailleurs?..... Les » êtres fictifs ont-ils une patrie, une nationalité? Et, par » suite, les mille et une circonstances physiques, intel- » lectuelles, morales, qui constituent la nation, exercent- » elles une influence sur les personnes fictives comme » sur les personnes véritables? La question même n'a » pas de sens. »

(1) Paris, 17 juillet 1876 (Dev. 1876-2-249 à 260). Comparez notre Etude *sur la naturalisation en pays étranger des femmes séparées de corps en France et sur l'incompétence des tribunaux en cette matière*, page 102.

(2) *Principes de droit civil*, t. I, n° 307.

6. La doctrine a introduit, dans la matière de la naturalisation, plusieurs classifications importantes.

Tantôt, la naturalisation se réalise au profit d'une personne déterminée : on dit alors qu'elle est *individuelle*. Dans ce cas, elle est généralement volontaire. Tantôt, elle comprend, du même coup, tout un peuple ou une portion de peuple : on dit alors qu'elle est *collective*. De nos jours, cette hypothèse ne se produit plus qu'à la suite d'une annexion au territoire ou à la suite de son démembrement. Dans ce cas, la naturalisation est forcée. Cependant le droit international moderne s'efforce, de plus en plus, de faire respecter les préférences des personnes ainsi atteintes dans leur nationalité, en leur garantissant un *droit d'option*.

7. La naturalisation individuelle se divise elle-même en *naturalisation proprement dite* et en *naturalisation par le bienfait de la loi*.

La naturalisation proprement dite, sous notre Code civil, constitue le droit commun. C'est celle que l'Etat peut souverainement accorder ou refuser. Elle est caractérisée par l'intervention du gouvernement, à titre gracieux. Reste à savoir quel pouvoir doit rationnellement intervenir. Est-ce le pouvoir législatif, ou le pouvoir exécutif? Nous avons déjà développé cette question plus haut, dans notre *introduction*. Qu'il nous suffise de rappeler ici notre opinion. A notre sens, la naturalisation proprement dite devrait, en bonne législation, être conférée par une *loi*. Puisque la naturalisation consiste dans l'admission d'un nouvel associé au sein de la communauté, quoi de plus naturel que d'exiger le consentement des représentants de la nation, c'est-à-dire de ceux-là qui sont les mandataires directs de la communauté?

La naturalisation par le bienfait de la loi est celle qu'aucun pouvoir n'est appelé à concéder ou à refuser. La loi seule, détermine, dans sa toute puissance, certaines conditions potestatives auxquelles l'étranger devra satisfaire pour être admis à acquérir telle ou telle nationalité.

Dès qu'il les a accomplies, la naturalisation en découle de plein droit à son profit, sans qu'aucun pouvoir puisse la lui dénier.

On conçoit combien un tel mode peut quelquefois devenir dangereux. Un individu arrive ainsi à obtenir la qualité de Français, sans qu'aucun contrôle ait été exercé sur sa conduite et sans qu'aucune décision l'ait déclaré digne d'une telle faveur.

C'est donc avec raison que le Code civil, s'écartant sur ce point de la législation intermédiaire ou révolutionnaire, n'a consacré la naturalisation par le bienfait de la loi que dans des cas tout à fait exceptionnels.

8. Pendant longtemps, et même sous l'empire du Code civil, on a distingué, en France, *la naturalisation simple* de *la grande naturalisation* (1). La première conférait à un étranger la jouissance des droits civils, mais sans lui accorder l'éligibilité aux Chambres. La seconde concédait également le droit spécial d'éligibilité. Cette distinction était-elle bonne?

La réponse à cette question dépend de l'opinion que l'on adopte sur le point de savoir à qui doit appartenir le droit de naturaliser. Si l'on donne ce droit au pouvoir exécutif, on comprend que l'on songe à entourer de garanties plus grandes la concession de l'éligibilité. On n'est point alors surpris de voir l'étranger exclu des Chambres, tant que celles-ci ne l'ont pas admis, en prononçant une naturalisation spéciale. On ne saurait à cet égard prendre trop de précautions.

Mais, suivant le système qui remet au pouvoir législatif seul le droit de naturaliser, une distinction entre la naturalisation simple et la grande naturalisation n'aurait pas de sens sérieux. Toute naturalisation prononcée par les représentants de la nation offrirait des garanties suffisantes pour permettre, sans formalités nouvelles, l'accès de toutes les fonctions et dignités. Au surplus, nous avons déjà

(1) Cette distinction est formellement supprimée aujourd'hui par les art. 1 et 3 de la loi du 29 juin 1867.

examiné cette question dans notre *introduction*. Nous n'avons donc plus à y insister ici.

9. Les lois qui ont réglé, en France, les conditions de la naturalisation, ont souvent changé. En présence de ces variations, on peut se demander quel sera l'effet d'une loi nouvelle sur les naturalisations acquises sous l'empire d'une loi précédente.

Tout le monde est d'accord pour décider que l'étranger, qui n'aurait point encore accompli toutes les conditions exigées par la loi ancienne, au moment de la promulgation de la loi nouvelle, ne pourrait acquérir la qualité de Français qu'en remplissant les conditions requises par cette dernière; mais, au contraire, l'étranger qui aurait déjà acquis la qualité de Français, en accomplissant toutes les conditions exigées par la loi antérieure, n'en serait pas privé par une loi postérieure soumettant la naturalisation à d'autres conditions (1).

S'il est incontestable qu'en principe une loi nouvelle ne rétroagit pas à l'encontre d'une naturalisation déjà acquise ou obtenue, il est également certain que le législateur pourrait pourtant exceptionnellement établir cette rétroactivité. Supposons qu'une loi donne au chef de l'Etat le pouvoir de naturaliser les étrangers, et qu'il ait, en fait, abusé de cette prérogative. Une loi nouvelle pourrait assujettir tous ces naturalisés à une nouvelle condition, celle, par exemple, de demander au pouvoir législatif la confirmation de leur naturalisation antérieure (2). (Comparez dans le même sens, M. Laurent, *Principes de droit civil*, t. I. n° 172.)

10. Chaque Etat a le droit de fixer souverainement les conditions sous lesquelles il conférera sa nationalité. Il peut ainsi arriver qu'un même individu soit sujet de deux nations différentes : il aura alors *deux patries :* situation anormale et regrettable, qui jette l'incertitude

(1) Comp. MM. Aubry et Rau, t. I, § 30, p. 67.

(2) Nous verrons même bientôt que Henri III et Louis XIV ont usé de cette faculté comme d'un moyen de battre monnaie.

sur l'état des personnes, et peut devenir une source féconde de contradictions et d'incompatibilités.

A l'inverse, il peut arriver qu'un même individu ait perdu sa nationalité, sans en avoir encore acquis une nouvelle. Il se trouve alors *sans patrie :* situation non moins singulière que la précédente. Nous avons d'ailleurs exposé déjà les inconvénients de l'une et de l'autre éventualité. (Voyez *suprà* notre *introduction.*)

11. Nous laissons maintenant les préliminaires et généralités, et nous entrons dans le détail de notre matière. Envisageant dans cette *première étude* la naturalisation comme acquise en France, et investissant un étranger de la qualité de Français, nous diviserons notre sujet en deux grandes parties :

Partie première : Notions historiques sur la naturalisation.

Partie deuxième : Comment s'opère la naturalisation ?

Puis, dans un *appendice*, nous nous occuperons brièvement et sommairement de l'acquisition de la qualité de Français par droit de naissance ou d'origine, *jure sanguinis.*

PARTIE PREMIÈRE.

Notions historiques sur la naturalisation.

12. Un phénomène fort curieux se révèle tout d'abord, en cette matière, à l'examen de tout observateur un peu attentif : plus on s'éloigne de notre époque, plus les caractères de la naturalisation varient et s'affaiblissent, pour disparaître entièrement dans les incertitudes qui entourent le berceau des nationalités.

La naturalisation, en effet, ne saurait être constituée à l'origine des sociétés, qui sont toujours jalouses et exclusives au moment de leur formation; aussi plus on remonte vers les premiers temps de l'histoire, plus on est frappé de la difficulté avec laquelle l'étranger était admis dans la cité. Les mesures de défiance, d'hostilité même, qui étaient prises à son égard, étaient à l'origine extrêmement rigoureuses. On ne les voit s'adoucir et se tempérer que peu à peu et lentement, sous la double influence du progrès des lumières et des besoins du commerce.

D'ailleurs, comment la législation des peuples de l'antiquité eût-elle été libérale pour l'étranger, lorsque la religion, qui en était alors le fondement, était elle-même empreinte d'un si profond exclusivisme?

Comme le dit excellemment M. Fustel de Coulanges (1), dans ces temps primitifs, « Le citoyen est l'homme qui a la religion de la cité; l'étranger est celui qui n'a pas accès au culte, celui que les dieux de la cité ne protègent pas et qui n'a pas même le droit de les invoquer.... La religion faisait de la cité un corps qui ne pouvait s'agréger à aucun autre : l'isolement était la loi de la cité. »

13. La loi de Moïse, bien qu'elle repoussât les idées de vengeance contre l'ennemi et déclarât maudit celui qui commettait des injustices contre des étrangers (2), n'en défendait pas moins aux Hébreux des relations avec les nations étrangères qui les environnaient... afin qu'ils conservassent la vraie religion et n'offrissent pas leurs sacrifices aux faux dieux (3).

14. Les Scythes égorgeaient les étrangers sur l'autel de Diane. — Les Egyptiens leur réservaient les travaux les plus durs, et la plupart de leurs monuments furent dus à l'application de cette cruelle coutume. Ils se faisaient même un titre de gloire d'une telle barbarie : car, les

(1) *La Cité antique*. l. III. ch. xii, p. 231, et ch. xiv, p. 241.
(2) *Deutéronome*. v. 19, ch. xxvii.
(3) *Exode*. v. 33, ch. xxiii.

monuments une fois construits, ils y inscrivaient que des étrangers seuls les avaient édifiés et qu'aucun regnicole n'y avait mis la main.

15. En Grèce, les philosophes et les législateurs s'accordaient à admettre que le petit nombre de familles libres, en dehors des étrangers et des esclaves, assure la prospérité des Etats. Platon, dans son livre *des lois*, fixe le chiffre des citoyens à 5040.

15 *bis*. Sparte était régie par les lois de Lycurgue qui passaient pour les plus sages de l'antiquité. Et pourtant, l'entrée de la ville était interdite aux étrangers, « de peur, disait Plutarque, qu'ils n'apprissent aux Lacédémoniens à aimer le vice ; car à mesure que les étrangers arrivent dans les villes, il y entre nécessairement avec eux des propos nouveaux ; ces propos engendrent de nouveaux sentiments qui ne manquent pas de faire éclore un malheureux essaim de passions et d'inclinations nouvelles qui sont entièrement opposées au gouvernement et ruinent toute son harmonie, comme, dans la musique, l'harmonie est ruinée par les dissonances. » (*Vie de Lycurgue*, chap. LVII.)

Nous voyons encore le même Lycurgue, législateur des Lacédémoniens, considérer « n'estre rien plus dangereux pour l'abolition de ses lois que la réception de nouveaux habitants : il mist toute peine et s'estudia à clore l'entrée de sa cité aux étrangers. A ceste fin il défendit aux Lacédémoniens la société et la conjonction par mariage avec les étrangers et étrangères, auxquels il refusa le droit de bourgeoisie et toute communication des affaires publiques... et il défendit tout commerce ou trafic de marchandises estranges. » Tels sont les termes dans lesquels un de nos anciens auteurs, Bacquet (1), nous montre, de son côté, combien dominait dans la législation lacédémonienne cet esprit d'exclusivisme qui devait d'ailleurs amener fatalement la chute de Sparte.

15 *ter*. A Athènes, contrairement à ce que nous

(1) *Droit d'aubeine*. CH. II. § 21.

venons de voir consacré chez sa rivale, la loi de Solon admettait le principe de la naturalisation et de la protection de l'étranger (1). Toutefois, il convient d'ajouter que si, en droit, la concession de la cité était ainsi légalement permise, en fait, elle fut longtemps très rare, et cela pour deux motifs. D'abord, comme le rapporte Démosthènes dans l'un de ses plaidoyers (2), « c'est qu'il fallait conserver aux sacrifices leur pureté; » admettre un étranger parmi les citoyens, c'eût été « lui donner part à la religion et aux sacrifices. » C'est, ensuite, qu'à Athènes, le titre de citoyen avait une importance extrême. Le citoyen était magistrat et avait part au gouvernement. Cette raison elle-même explique et justifie les formes auxquelles était soumise, à Athènes, la concession du droit de cité. En effet, puisqu'en devenant citoyen, on participait à l'autorité souveraine, il était naturel et logique que le souverain seul, le peuple, pût concéder un titre aussi élevé. D'ailleurs, le nom même par lequel on désignait les naturalisés, δημοποίητοι, montre assez que le peuple seul, par un décret, avait le pouvoir de s'assimiler un étranger.

Aussi, la demande de naturalisation était déférée au peuple qui, par un vote secret, l'admettait ou la rejetait. Neuf jours après, un second vote, également secret, validait la présentation. Il fallait que, dans l'un et l'autre de ces scrutins, le candidat réunît au moins six mille suffrages favorables : chiffre énorme si l'on songe que fort rarement une assemblée athénienne compta ce nombre d'électeurs. Ce n'était pas tout. Cette double décision du peuple pouvait encore tomber sur la plainte soit du sénat, tribunal supérieur, soit du premier venu parmi les citoyens qui attaquait le décret. Ainsi l'on veillait à ce que la

(1) L'étranger ordinaire était sauvegardé, dans ses droits, en se mettant sous la protection d'un citoyen athénien, son hôte, πρόξενος.

(2) *In Neæram*, 89, 91, 92, 113, 114.

collation du droit de cité ne fût point due à l'entraînement des passions populaires. On ne voulait point que ce droit fût accordé dans des cas où les conditions requises n'avaient pas été rigoureusement accomplies. Ceux-là seuls pouvaient obtenir la cité qui avaient été bannis de leur pays à perpétuité ou qui avaient établi définitivement à Athènes leurs familles et leurs intérêts. Telle était la conséquence d'un principe que nous verrons bientôt également admis à Rome, à savoir que nul ne peut être membre de deux cités (1).

De plus, après la décision favorable du peuple, l'assimilation de l'étranger ne devenait complète que par un séjour dont la durée était déterminée par la loi. Jusque-là, le naturalisé demeurait exclu de l'exercice des droits politiques les plus importants. Ajoutons, enfin, que les fonctions d'archontes ou grands-prêtres, de membres des tribus ou des curies, n'étaient ouvertes aux descendants de naturalisés qu'après trois générations au moins, ἐκ τριγονιας, tant était persistante la méfiance qu'inspiraient aux Athéniens l'extranéité originaire de celui qu'ils avaient admis au nombre de leurs concitoyens!

La comparaison des errements suivis à Athènes avec ceux suivis à Sparte en matière de naturalisation vient déjà de nous faire assister à un progrès. Ainsi se confirme, une première fois, le caractère que nous donnions, au début de cette étude, à la naturalisation. Ce n'est pas sans raison qu'on représente cette institution comme offrant un tableau fidèle des mœurs et des tendances de chaque peuple et de chaque siècle. L'orgueil, l'égoïsme ou l'intérêt rendent les nations tour à tour avares ou prodigues de concessions, et chacun de ces mobiles imprime à la naturalisation un cachet particulier.

La démonstration de cette vérité va devenir de plus en plus saisissante en parcourant rapidement les différentes étapes de la législation.

(1) Plutarque, *Solon*, 24.

Nous prendrons successivement le droit romain, l'ancienne jurisprudence française, la législation intermédiaire ou révolutionnaire et le droit nouveau ou moderne (1803 à 1880.)

CHAPITRE I

Esquisse sommaire de la jurisprudence romaine en matière de naturalisation.

16. La langue romaine ne connaissait pas le mot naturalisation; mais la chose n'y existait pas moins. Qu'entendons-nous, en effet, par la naturalisation *sensu lato?* C'est l'accès au droit de cité, par tout mode ou tout fait autre que la naissance. Ainsi entendue (toute question de terminologie mise à part), la naturalisation fut connue et pratiquée par les Romains. Pour en bien comprendre le but et la portée, il faut successivement la considérer comme s'appliquant soit à des individus sujets de Rome et soumis à sa domination, soit à des individus indépendants de Rome, mais dont la nation avait conclu avec elle des traités d'amitié, d'hospitalité ou d'alliance. Telle était, en effet, la double catégorie à laquelle s'étendait l'expression de pérégrins (étrangers), du moins à cette époque assez avancée où Rome, ayant essuyé quelques échecs dans son entreprise conquérante, ne continua plus à confondre dans la dénomination commune de *hostes* (ennemis) tous les peuples quelconques dont elle n'était pas encore devenue maîtresse.

SECTION I

Acquisition de la qualité de citoyen romain par des peuples ou individus sujets de Rome.

17. Au nombre des pérégrins, nous venons de comprendre tout d'abord ceux qui étaient sujets de Rome et soumis à sa domination. Nous relevons ainsi une différence fondamentale qui sépare le droit romain de notre législation actuelle. Aujourd'hui nous savons que l'effet primordial d'une conquête est la confusion *ipso facto* des nouveaux sujets parmi les citoyens du pays conquérant. Au contraire, les peuples, devenus sujets de Rome, n'en restaient pas moins des étrangers. Il est vrai, sans doute, qu'à l'origine, les premiers fondateurs de la cité, étant peu nombreux, avaient senti le besoin, pour se fortifier, de s'adjoindre les premiers peuples soumis à leurs armes. Ainsi, après avoir détruit les villes voisines, ils en respectèrent les habitants, qui furent transportés à Rome, admis au droit de cité et incorporés parmi les vainqueurs. Tel fut le sort des Albains, des Véientes, des Capenates et des Falisci. Mais bientôt ce système de transfusions fut inutile et d'ailleurs matériellement impraticable, Rome triomphant de populations de plus en plus nombreuses et éloignées. Alors la situation, faite aux sujets de Rome, fut loin d'être uniforme. Il s'établit de nombreux échelons dans la pérégrinité.

M. Chambellan, dans ses *Etudes historiques*, nous semble avoir mis très judicieusement en relief les motifs de cette diversité de conditions : « Les peuples sujets, dit-il, dont l'influence était grande sur leurs voisins, on les ménageait ; ceux qui, pouvant lutter encore, mettaient bas les armes, on leur accordait une capitulation ; ceux enfin dont la résistance avait été longue et opiniâtre, on les frappait plus durement, pour rendre leur mauvais

vouloir impuissant, et imprimer, par leur exemple, une salutaire terreur à qui serait tenté de faire comme eux. Ainsi s'établissait cette conviction qu'il était habile de céder, et les guerres duraient d'autant moins ; ainsi les rigueurs de quelques-uns détournaient les vaincus moins maltraités d'une rébellion dangereuse, et les faveurs accordées aux plus dociles invitaient les autres à se rapprocher sincèrement du vainqueur. Ainsi encore ces inégalités faisaient naître entre les voisins des jalousies, des haines qui rendaient tout concert impossible, et la sécurité de Rome se fondait sur la discorde des sujets. »

Ce simple aperçu nous montre avec quelle habileté Rome rechercha, dans la concession de la cité, un instrument propre à servir ses intérêts et ses ambitions.

18. On sait que le *jus Quiritium* ou *jus civitatis* comprenait deux catégories de droits : les uns, de l'ordre politique, étaient principalement le droit d'élire (*jus suffragii*) et le droit d'être élu (*jus honorum*) ; les autres, de l'ordre privé, se résumaient eux aussi en deux droits principaux, à savoir le *jus connubii* ou droit de contracter ces *justes noces* auxquelles s'attachaient des effets si importants, et le *jus commercii* ou droit de participer à la propriété quiritaire, aux obligations sanctionnées par le droit civil, et au testament. Eh bien, Rome ne concéda que fort rarement à des peuples sujets le droit de cité dans sa plénitude, c'est-à-dire avec l'ensemble des prérogatives qu'il contenait. Au contraire, décomposant par la pensée le *jus civitatis*, elle en distribuait les éléments d'une main plus ou moins large, suivant la sympathie plus ou moins vive que lui inspirait le peuple soumis, soit à cause de la facilité avec laquelle il s'était laissé vaincre, soit à cause des forces encore respectables qui lui restaient malgré ses désastres.

19. Certes, il ne peut entrer dans nos intentions d'examiner toutes les positions si variées faites par Rome aux populations qui lui furent successivement

soumises. Disons seulement que, de toutes ces positions, il en est une particulièrement favorable : c'est celle des *Latins*. Ces peuples, après diverses péripéties de luttes ou d'alliances avec Rome, avaient vu, en l'an 416, à la suite d'une grande guerre, leur ancienne association définitivement dissoute. Rome triomphante n'avait pas alors traité de la même manière toutes les cités du Latium. Les unes, en général les plus voisines de la grande cité, reçurent le *jus civitatis*. Les autres conservèrent l'ancienne dénomination, *nomen latinum*, ce qui n'emportait que des démembrements de la *civitas*. Ces *Latini veteres* jouissaient du *connubium* et du *commercium*, et ils avaient en outre l'indépendance politique. Mais ce qu'il importe surtout de noter pour l'étude de notre sujet, c'est la facilité avec laquelle ils pouvaient parvenir au *jus civitatis* complet. Ces sujets privilégiés devenaient, en effet, citoyens par trois modes spéciaux : 1° lorsqu'ils se fixaient à Rome, en laissant des enfants dans leur ville (Tite-Live, XLI, 8) ; 2° lorsqu'ils avaient accusé et fait condamner un magistrat romain comme concussionnaire (Cic. *pro Balbo*, 23 et 24) ; 3° lorsque, dans leur pays, ils avaient exercé une magistrature (Gaius, C. I, § 96).

Il y a cela de remarquable que ces différentes conditions, une fois accomplies, produisaient leur effet sans qu'aucune autorité pût l'empêcher. En d'autres termes, il y avait là ce qu'on appelle chez nous la naturalisation par le bienfait de la loi.

20. Nous ne pouvons point ne pas placer à côté des *Latini veteres* deux autres catégories de Latins qui, eux aussi, jouissaient comme les précédents de quelques démembrements du droit de cité et pouvaient également acquérir celui-ci dans toute sa plénitude par des modes spéciaux et privilégiés.

Ce sont d'abord les *Latini coloniarii*. En effet, au moment de la conquête du Latium, les Latins avaient déjà, comme les Romains, l'habitude d'envoyer quelques-

uns de leurs concitoyens fonder des colonies. C'était un excellent moyen de maintenir et de développer sur un sol étranger la puissance latine. Rome ne pouvait qu'encourager cet usage. Elle concourut donc à ces fondations, et c'est de cette époque que datent les *colonies latines*. Le citoyen romain, qui entrait dans une colonie latine, perdait immédiatement sa qualité et ne jouissait plus que du *jus latinitatis* (1).

Pour caractériser d'un mot cette condition, qu'il nous suffise de dire que le droit du *Latium vetus* lui avait servi de type. Ainsi, les Latins coloniaires jouissaient du *jus commercii*. Toutefois le *connubium* ne leur appartenait que s'il avait fait l'objet d'une concession spéciale (Ulp. *Reg.* v. § 4). Au surplus, rien ne s'opposait à ce que l'on étendît aux *Latini coloniarii* ces trois modes de naturalisation par bienfait de la loi que nous avons vues s'appliquer aux *Latini veteres*.

21. L'autre catégorie de Latins que nous avons annoncée est celle des *Latini Juniani*. Elle se rattache à la théorie des affranchissements. Nous n'avons donc pas à y insister. Si l'on combine les dispositions de la loi *Junia Norbana*, rendue sans doute en l'an 671 de Rome, avec celle de la loi *Ælia Sentia*, l'on voit qu'il faut faire rentrer dans cette nouvelle catégorie de Latins, soit les esclaves affranchis par une manumission non solennelle ou avant l'âge de trente ans, soit ceux sur lesquels le maître n'avait que la propriété prétorienne connue sous le nom de l'*in bonis*. A ces individus appartenait en principe, et sauf quelques réserves de détail, le *jus commercii*. Quant au *connubium*, ils n'en jouissaient, comme les Latins coloniaires, qu'en cas de concession spéciale. Mais, pour eux aussi, se trouvait singulièrement facilité l'accès du *jus civitatis*.

(1) Plus tard, la concession de ce droit spécial n'impliqua plus la fondation de colonie et le déplacement de population : elle résultait d'une émigration dans une colonie déjà existante ou d'une décision du prince en faveur de certains individus ou de certaines cités.

En effet, à l'époque classique, ils pouvaient acquérir le droit de cité par huit modes dont Ulpien nous donne l'énumération (*Reg.* III. §§ 1 et 5). Signalons-les brièvement :

1° *Beneficium principale*. — C'était la concession due à la faveur du prince. Rien de particulier d'ailleurs dans cette naturalisation. Nous verrons dans un instant comment elle fut applicable à tous les pérégrins.

2° *Liberi*. — Ce mode pouvait lui-même se présenter sous deux formes distinctes : la *causæ probatio* et l'*erroris causæ probatio*.

La *causæ probatio* avait lieu dans l'hypothèse suivante. Un affranchi latin a épousé, *liberorum quærendorum causâ*, une femme de condition plus élevée ou égale à la sienne. Le mariage a été célébré en présence de sept témoins citoyens romains et pubères. Il en est résulté un enfant aujourd'hui âgé d'un an. Ces différentes circonstances étant réunies, le Latin se présentait devant le magistrat pour en faire la preuve. Le résultat de cette preuve était l'acquisition du droit de cité pour lui, ainsi que pour sa femme et son enfant, s'ils ne l'avaient pas. (Gaius, I. §§ 29 et 30.)

L'*erroris causæ probatio*, accessible d'ailleurs à tous les pérégrins, supposait qu'une personne avait commis, en se mariant, une erreur soit sur sa propre personnalité civile, soit sur celle de son conjoint. Si cette personne en faisait la preuve, elle acquérait la cité et réparait ainsi le préjudice dont son erreur avait pu être la source. Il fallait que le *connubium* n'existât point entre les deux époux, et qu'un enfant fût né de leur union.

3° *Iteratio*. — Ce mode consistait à *réitérer* un affranchissement, de façon à ce que celui qui avait reçu une première fois la liberté sans la cité eût maintenant à la fois l'une et l'autre. Exemple : C'est un esclave devenu simplement Latin parce qu'il n'a pas été affranchi sous une forme solennelle. Que la manumission soit refaite régulièrement, et l'affranchi sera citoyen.

4° *Militiâ*. — Parvenait au droit de cité l'affranchi

latin qui avait servi pendant six ans (plus tard, pendant trois ans seulement) dans le corps des gardes de Rome (Ulp. III. § 5.)

5° et 6° *Navis. — Pistrinum.* — Devenait citoyen le Latin qui construisait soit un *navire* d'une capacité déterminée (à la condition de transporter du blé à Rome pendant six ans), soit un *moulin* ou une boulangerie. Il est facile de dégager, dans ces deux modes, le motif de faveur. C'est une double précaution contre la disette : tant l'Italie impériale avait peine à vivre de ses seules ressources!

7° *Ædificium.* — C'est le droit de cité au profit du Latin qui dépense une certaine partie de sa fortune à édifier une maison à Rome.

8° *Triplex enixus.* — Obtenait le *jus civitatis* la femme latine qui avait mis au monde trois enfants illégitimes : déplorable encouragement à la prostitution!

Nous avons vu quelle était la position faite, au point de vue du droit de cité, aux peuples du Latium. Incidemment, nous avons été amené à examiner la situation des autres classes de Latins. Nous avons déjà dit que, dans cette esquisse sommaire, nous ne pouvions point étudier, d'une manière plus approfondie, la politique suivie par Rome à l'égard de ses nombreux sujets.

22. Nous ajouterons seulement qu'en dehors du *Latium vetus*, le reste de l'Italie avait été loin d'abord d'avoir une condition aussi avantageuse. L'ensemble des concessions particulières qui lui avaient été faites formait le *jus Italicum*. Mais de ce droit, présentant un caractère territorial, ne résultaient pour les habitants que des privilèges très inférieurs à ceux des Latins. Les peuples d'Italie, ne trouvant pas une compensation suffisante aux charges qu'ils supportaient comme alliés et profitant des discordes intestines qui divisaient Rome, relevèrent la tête et réclamèrent hautement le droit de cité. Un refus catégorique leur fut opposé; mais ils trouvèrent bientôt l'occasion de se venger. Le tribun Drusus, dont

les projets étaient favorables aux réclamations des Italiens, fut assassiné, et cet attentat resta impuni. C'en fut assez pour rendre la révolte générale en Italie. Ainsi éclata la *guerre sociale*. Rome finit par avoir le dessus ; mais la lutte avait été si longue et si difficile que Rome sentit le besoin de concéder volontairement après la victoire ce qu'elle n'avait point voulu se laisser arracher par la force.

En effet, dès 665, la loi *Julia* accordait la cité à tous les Latins (Cic. *pro Balbo*, 8). L'année suivante, la loi *Pompeia* l'étendait à toutes les cités italiques. Enfin, la loi *Plautia* alla même jusqu'à donner la cité romaine aux pérégrins déjà dotés du droit de bourgeoisie dans quelqu'une des villes italiques, et domiciliés réellement en Italie, à la charge de venir, dans les soixante jours, déclarer leur intention devant le préteur.

23. En dehors de l'Italie, au delà du Rubicon, mais toujours dans les limites du territoire soumis à Rome, étaient les *provinces*. Rien de fixe dans la situation faite à ces pays. Les uns sont gratifiés, soit du *jus Latii*, soit du *jus Italicum ;* les autres obéissent aux officiers que Rome y envoie : les clauses du traité (*formula provinciæ*) suivant lequel ils sont régis, sont plus ou moins dures suivant les circonstances. Nous connaissons, d'ailleurs, les motifs de cette diversité de conditions. Rome divise pour régner. L'empire cependant, par raison politique, inaugura pour les provinces une ère plus heureuse. Nous allons voir, dans un instant, combien devint alors facile, pour elles, la collation du droit de cité.

SECTION II

Acquisition de la qualité de citoyen romain par des peuples ou des individus indépendants de Rome.

24. Faisons d'abord ici une double observation.

D'une part, nous avons vu que, pour les sujets de

Rome, l'accession au droit de cité était le plus souvent subordonnée à l'accomplissement d'une condition potestative : de sorte que, pour eux, nous avons constaté une *naturalisation* que dans le langage moderne l'on dirait accomplie *par le bienfait de la loi.* Eh bien, en ce qui concerne les pérégrins non soumis à la puissance romaine, c'est l'idée inverse qui domine. Pour eux, l'acquisition du *jus civitatis* n'a presque jamais le caractère d'un droit. Elle se présente, au contraire, la plupart du temps (1), comme une faveur librement accordée. En continuant à emprunter au droit actuel sa terminologie, l'on peut dire qu'il y a là une *naturalisation proprement dite.*

D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que le mode de concession, auquel nous arrivons, n'était pas spécial aux populations indépendantes de Rome ; il avait une application beaucoup plus large. Ainsi rien n'empêchait d'en faire profiter des *sujets* auxquels avaient déjà été conférés quelques démembrements du droit de cité. Il faut l'étendre notamment aux membres de nations soumises, habitant au delà de l'Italie, qui, ne jouissant ni du *jus Latii*, ni du *jus Italicum*, n'auraient point pu se prévaloir des dispositions spéciales et privilégiées que nous avons rapportées plus haut. Voilà comment nous allons être amené à rappeler ici même les concessions du droit de cité qui furent faites aux *provinces.*

25. A l'origine, la collation de la qualité de citoyen romain (2) à des pérégrins fut excessivement rare. C'est qu'en effet, il s'agissait alors d'un titre dont on ne peut que difficilement aujourd'hui apprécier tout le prix. Cette qualité n'emportait-elle pas l'attribution d'un droit particulier et d'une capacité propre dans l'ordre privé comme dans l'ordre public? Quel respect alors pour celui qui

(1) Par exception, *l'erroris causæ probatio* s'appliquait aux pérégrins aussi bien qu'aux Latins.

(2) Une règle qui se maintint jusque sous Justinien, c'est que les pérégrins *deditices* ne pouvaient point aspirer à la cité romaine. On appelait de ce nom les vaincus qui s'étaient rendus à discrétion : le *jus civitatis* était absolument fermé à cette catégorie d'étrangers.

en est revêtu ! Il participe activement au gouvernement, il a le droit d'aspirer aux charges publiques, aux honneurs : il peut même arrêter l'exécution des ordres émanés des magistrats les plus élevés. Dans les relations civiles, partout apparaît l'empreinte profonde marquée par un tel titre. Liens de famille, mariage, propriété, hérédité, aliénations, engagements, tout pour le citoyen revêt un caractère propre et original.

26. De plus, si la collation du droit de cité fut primitivement très rare, elle se produisait pourtant d'une façon qui, semble-t-il, conviendrait plutôt aux concessions larges et généreuses. En effet, tandis qu'Athènes ne connut jamais que les naturalisations individuelles qui seules se prêtaient aux conditions rigoureuses édictées par la législation de ce pays, Rome, presque jusqu'à l'empire, ne connut que les naturalisations collectives, c'est-à-dire les naturalisations s'appliquant à des villes entières ou à des peuples, et non à une personne déterminée. D'où vient cette particularité ? C'est une conséquence de la disposition bien connue des XII Tables qui prohibe les privilèges, c'est-à-dire les lois faites sur tel ou tel homme en particulier : *vetant duodecim Tabulæ*, dit Cicéron (1), *leges privatis hominibus irrogare*. Or, la concession de la qualité de citoyen romain avait précisément lieu sous forme de loi.

Ainsi, la naturalisation fut obtenue d'abord en vertu d'une proposition des rois votée dans les comices. Alors l'étranger, ne pouvant paraître dans ces assemblées, s'y faisait représenter par un citoyen désigné sous le nom d'*assertor civitatis* (2). Sous la République, apparurent deux formes distinctes : le *sénatus-consulte*, et la loi ou le *plébiscite*. Toutefois la naturalisation, accordée par une loi ou un plébiscite, donnait seule le droit au nouveau citoyen de paraître aux comices. Encore, pour être pleinement citoyen, fallait-il, quel que fût

(1) *De legibus*, III, 19.

(2) Denys d'Halic. I, 4, CH. 6. — Cic. *ep. fam.* XIII, §§ 35 et 36.

le mode employé, qu'on eût été inscrit sur les registres du cens : cette formalité était souvent difficile à remplir : car les censeurs, pris en général dans les familles patriciennes, étaient opposés à l'assimilation d'étrangers et leur refusaient l'inscription (1).

27. Mais, plus Rome étendait ses conquêtes, plus il devenait difficile de porter à Rome toutes les questions de naturalisation. De plus, pendant le demi-siècle qui précéda l'établissement de l'Empire, le pouvoir populaire, mis à l'écart, n'était pas encore remplacé par le despotisme impérial : il y eut un intervalle pendant lequel les généraux ou les consuls furent maîtres de tous les pouvoirs.

Aussi la naturalisation changea désormais de caractère. Ceux qui la conféraient se souciaient assez peu des prescriptions de la loi décemvirale. Le droit de naturaliser, étant devenu entre leurs mains un instrument d'ambition et de conquête, s'appliquait aussi bien à des individus déterminés qu'à des populations entières. Par la même raison, nous allons voir les concessions du titre de citoyen devenir très nombreuses. D'ailleurs, outre l'intérêt de ceux-là mêmes qui le prodiguaient, une autre influence explique aussi l'abus que l'on fit de la collation de la cité romaine : C'est le profond discrédit dans lequel était tombé le *jus civitatis*. D'une part, à l'égard des droits privés, s'abaissait de plus en plus, (par l'entremise du droit prétorien et la marche envahissante du *jus gentium* dans les relations des étrangers avec les Romains et même dans les relations des citoyens romains entre eux), l'obstacle d'abord infranchissable qui s'élevait entre les *cives* et les *non cives*. D'autre part, à l'égard des droits politiques aussi, l'importance de la cité diminuait graduellement à mesure que les Romains prenaient l'habitude d'obéir à des maîtres : cette importance finira bientôt par s'effacer entièrement devant le pouvoir absolu de l'em-

(1) Tite-Live, L. 38, § 36; L. 39, § 39.

pereur. La qualité de citoyen qu'autrefois on ne pouvait usurper sous peine de mort, ce droit suprême qui, sous la République florissante, fut envié des rois, deviendra entre les mains des Césars un moyen de spéculation.

28. Ce fut Marius qui, en vertu de la loi *Apuleia* (l'an 653 de Rome), obtint le premier le droit de naturaliser des individus isolés, au nombre de trois habitants dans chacune des colonies qu'il fondait (1). De nombreuses lois de ce genre furent successivement édictées. Une surtout, plus célèbre que les autres, la loi *Gellia Cornelia* (l'an 681 de Rome), autorisa Pompée à concéder le *jus civitatis* en Espagne à ceux qui avaient bien mérité de Rome dans la guerre contre Sertorius (2). César, espérant trouver, dans les nouveaux citoyens, un appui pour sa politique, conféra le droit de cité à plusieurs peuples d'Espagne et à la Gaule Transpadane. Caligula chercha à réaliser, avec la vente du *jus civitatis*, de gros bénéfices; et, sous Claude, l'on vit Messaline et les affranchis de la cour, véritables maîtres de l'Empire, distribuer ce titre avili pour la seule satisfaction de leurs caprices ou de leur cupidité. Sous les empereurs suivants, nous rencontrons presque toujours la même profanation de la qualité de citoyen.

Arrivons tout de suite au règne de Caracalla pour signaler la constitution fameuse édictée par ce prince, en vertu de laquelle le *jus civitatis* était attribué à tous les habitants de l'Empire : « *In orbe* » *romano qui sunt, ex constitutione imperatoris* » *Antonini cives romani effecti sunt* (3). » C'était la généralisation et le couronnement de toutes ces concessions collectives si fréquentes sous l'Empire. D'ailleurs Caracalla, lui aussi, n'avait été déterminé que par un intérêt purement financier. Il existait déjà, au

(1) Cic. *pro Balbo*. c. 21.

(2) Ce fut en vertu de cette loi que Balbus fut reconnu citoyen Romain, sur la plaidoirie de Cicéron.

(3) Ulp. L. 17. Dig. *De statu homin*. 1. 5.

profit du fisc, un impôt de 1/20 sur les affranchissements faits par les citoyens romains, ainsi que sur les successions et les libéralités de dernière volonté recueillies par eux. Pour rendre ces impôts plus productifs, Caracalla en doubla la quotité et multiplia le nombre des contribuables, en faisant de tous ses sujets des citoyens romains.

Nous ne pouvons pas, dans cette esquisse sommaire, examiner les controverses auxquelles a donné lieu la constitution que nous venons de rapporter. On discute surtout sur le point de savoir si la mesure prise par Caracalla devait s'étendre, même dans l'avenir, aux habitants des provinces conquises sous ses successeurs. Sans entrer dans le détail de la question, disons seulement qu'à notre avis, les effets de la constitution devaient être limités à ceux qui, sous le règne de Caracalla, habitaient les provinces de l'Empire et à leur descendance. En effet, comme le dit excellemment M. Demangeat (1), ne serait-il pas bizarre que Caracalla eût eu la prétention d'enchaîner la liberté de ses successeurs, en réglant lui-même, dès à présent, le sort des nouvelles provinces qu'ils pourraient ajouter à l'Empire?

Dans tous les cas, il n'est pas douteux que, sous Justinien, tout sujet est en même temps citoyen Romain : il en est ainsi pour l'avenir comme pour le présent. A cette époque se trouve également supprimée, pour être confondue dans la grande masse des citoyens, la classe des Latins-Juniens, et celle des pérégrins déditices. En dehors des *cives*, il n'y avait plus guère (2) que les habitants des terres non encore explorées, ces *Barbares* qui, d'abord inconnus, seront bientôt redoutables et amèneront la chute de l'Empire.

(1) *Cours élémentaire de Dr. rom.* I. p. 161. Comp. toutefois en sens contraire, Ortolan, *Explic. hist. des Instit.* I, nº 382.

(2) La seule cause de pérégrinité qui subsistait encore parmi les sujets était la déchéance encourue à la suite de certaines condamnations.

29. Nous connaissons maintenant les formes auxquelles était soumise la *naturalisation proprement dite* du droit romain. Nous savons aussi l'usage que l'on en fit. Ces formes mêmes nous montrent qu'il ne pouvait pas être question de conditions à remplir de la part de ceux qui demandaient la cité. En effet, la passion dans les assemblées populaires, le caprice chez les dictateurs, le despotisme impérial, ne se refusaient-ils pas à toute entrave et à tout contrôle? Il est pourtant une condition qui était le plus souvent imposée : c'était l'abjuration du culte national (1).

Ajoutons enfin que, dans le droit romain, l'accession au *jus civitatis* avait des effets restreints et personnels à l'individu même qui l'obtenait, sans s'étendre à sa famille (Gaius, C. 1. § 93). C'est d'ailleurs un principe que nous allons retrouver consacré dans notre ancien droit comme dans notre droit actuel.

CHAPITRE II.

Esquisse sommaire de l'ancienne jurisprudence française en matière de naturalisation.

30. Après l'examen de la législation Romaine, disons quelques mots des peuples qui s'établirent sur les ruines de Rome, à savoir les Germains et particulièrement les Francs. Rome et les Germains, voilà, en effet, les éléments de tout le moyen âge, voilà la double source d'où découlent la plupart des dispositions que nous offrira notre ancien droit à propos de l'institution dont nous traçons rapidement l'histoire. Nous allons nous

(1) Comp. M. Giraud. *Dr. franç. au moyen âge*, t. 1, p. 55.

placer successivement aux différentes époques qui marquent le développement historique de la législation en notre matière.

SECTION I

Epoque germanique.

31. La nation germanique se composait d'une réunion de tribus, d'associations plus ou moins étendues dont les membres étaient liés entre eux par l'obligation d'une garantie mutuelle. Tous les hommes libres d'une même tribu se prêtaient aide et assistance réciproque pour la protection de leur vie, de leur famille, de leurs biens, de tous leurs droits ; à l'inverse, ils étaient aussi solidairement responsables des lésions causées à autrui ou des méfaits commis par l'un d'entre eux. Chacune de ces associations avait droit ou était soumise à la poursuite du *wehrgeld*. On appelait ainsi la réparation pécuniaire due à celui ou à la famille de celui dont le droit avait été violé.

Quiconque ne faisait pas partie de l'une de ces réunions, était un *warganeus*, un étranger, quel que fût son lieu de naissance, quelle que fût aussi la nation à laquelle appartinssent ses père et mère. Comme il n'offrait aucune garantie, et n'avait aucun répondant qui, le cas échéant, pût réparer ses méfaits, on prenait contre lui toutes les mesures propres à l'empêcher de nuire. A la moindre faute, on le mettait à mort; alors même qu'il se conduisait bien, il était le plus souvent réduit en esclavage et vendu comme tel.

32. Ces rigueurs cessaient, dès que l'étranger s'était placé sous l'avouerie d'un répondant, d'un garant. Il trouvait ce garant dans la personne de son hôte, lorsqu'il avait passé trois nuits consécutives dans sa maison. Après ce séjour, la solidarité s'établissait de plein droit entre le warganeus et la famille de son hôte : « *En droit de hoste*, dit Britton, chapitre 12, *volons que chescun*

respoine pur son hoste que il auera hesbergé plus de deux nuyts ensemble. » Voilà ce qui explique la prudence et la circonspection avec lesquelles les Germains pratiquaient le devoir de l'hospitalité.

Cette admission dans la garantie réciproque de la famille, dépendait donc, à défaut d'autorité centrale, du bon vouloir des particuliers. Elle donnait simplement à l'étranger le droit de vivre en paix dans la tribu.

33. Pour être assimilé au Germain, l'étranger, une fois admis dans une famille, devait se faire en quelque sorte naturaliser, c'est-à-dire accueillir dans la tribu. Cette réception dans la tribu pouvait être expresse. Mais elle pouvait aussi être tacite : elle résultait de la résidence paisible, pendant un an et un jour, au sein d'une communauté d'hommes libres. Remarquons l'analogie entre ce séjour et le stage de résidence que nous verrons exigé chez nous pour arriver à la naturalisation. — Dès ce moment, l'étranger avait l'inviolabilité de la vie et de l'honneur, le droit de vengeance privée, les droits à un wehrgeld, le droit de partage des terres; et personne ne pouvait plus lui retirer cette position favorisée.

Pourtant, les privilèges qui, chez les Germains, caractérisaient la véritable liberté, à savoir le droit de porter les armes, celui de paraître au *mallum* (assemblée politique composée des guerriers) et d'y voter, ne pouvaient être conférés qu'expressément par la réunion des hommes libres qui jouissaient déjà de ces droits. « *Arma sumere non ante cuique moris est quam civitas suffecturum probaverit* (Tacite, *De moribus Germ.* Chap. 13). » Il y a là une distinction analogue à celle qui fut établie, à une certaine époque, dans notre législation moderne, entre la naturalisation simple et la grande naturalisation.

SECTION II

Epoque franque.

34. Entre toutes les tribus germaines qui envahirent l'Empire romain, il en est une qui tourna tous ses efforts vers la conquête de la Gaule, c'est la tribu des Francs. Elle suivit, vis-à-vis des Romains, la politique qu'eux-mêmes avaient suivie à l'égard des vaincus : en les soumettant, elle ne leur imposa ni sa nationalité, ni son droit. Chacun fut régi par sa loi personnelle, par sa loi nationale (1).

A l'origine, chez les Francs comme en Germanie, était étranger quiconque ne se rattachait pas à la communauté des hommes libres par le lien de garantie réciproque. Cependant ce droit rigoureux fut mitigé, et l'on commença par reconnaître la nationalité à tous ceux qui naissaient de parents d'origine franque. Plus tard, quand les Francs cessèrent leur vie nomade pour se fixer davantage sur le sol conquis, ils regardèrent comme leurs nationaux tous ceux qui naissaient sur leur territoire. Suivant M. Demangeat (2), tous les avantages qui, en Germanie, étaient l'apanage exclusif du membre de la tribu, furent également refusés, pendant cette période, à tout ce qui n'était pas Franc.

35. Le mode ordinaire d'assimilation qui était offert à l'étranger était l'admission dans une tribu franque. Cependant on rencontre aussi deux modes spéciaux : 1° la femme mariée prenait la nationalité de son mari, à moins, d'après M. de Savigny (3), qu'elle ne déclarât vouloir rester sous l'empire de sa loi personnelle ; 2° L'enfant

(1) Comparez notre *Introduction historique à l'étude du Code civil*, p. 10, nos 49 et suivants.

(2) *Hist. de la condit. des étrangers*, n° 18.

(3) Gloses du XIIIe siècle, sur la loi lombarde.

adultérin pouvait librement se rattacher à la loi qu'il préférait (1).

Ainsi, en principe, chez les Francs, comme chez les Germains, d'ailleurs, la naturalisation n'avait pas lieu par le bienfait de la loi.

36. Pourtant une théorie, connue sous le nom de *théorie des professiones legis*, a prétendu que toute personne, dans l'empire des Francs, avait le droit de déclarer elle-même sous quelle nationalité elle entendait vivre.

Cette doctrine invoque trois arguments principaux. D'abord, dit-on, après la conquête de la Gaule par les Francs, les divers peuples qui composaient le pays conservèrent longtemps leur individualité nationale et législative. Entre ces peuples d'origines si diverses, Francs, Gallo-Romains, Goths, Burgondes et autres, la fusion fut longue et difficile. Chacun demeurait régi par la loi du peuple auquel il appartenait.

Aussi, au commencement de chaque procès, le juge demandait aux parties d'après quelle loi elles voulaient que la sentence fût rendue : *Quâ lege vivis?* leur disait-il. En Italie, les parties faisaient même connaître cette volonté dans un acte appelé *professio legis*.

De plus, la loi salique contient un passage ainsi conçu : « *Si quis ingenuus Francum, aut barbarum, aut hominem qui lege salicâ vivit, occiderit....* » Ce texte, dit-on, distingue le Franc, le barbare, et l'homme qui, sans être ni Franc, ni barbare, vit sous la loi salique : or cet homme ne peut être que le Gallo-Romain qui a opté pour cette législation, *qui professionem legis salicæ fecit.*

Enfin, une constitution de Lothaire, datée de 824, porte ces mots : « *Volumus ut omnis senatus et populus romanus interrogetur quali vult lege vivere et sub eâ vivat* (2). »

Mais la réfutation de ces textes est facile. — D'abord,

(1) Canciani, t. VI, p. 224.

(2) Comp. Montesquieu, *Esprit des lois*, liv. XVIII, ch. IV.

l'interrogation « *Quâ lege vivis?* » démontre qu'on demandait aux parties, non pas sous quelle loi elles voulaient se placer, mais bien sous quelle loi les plaçait leur nationalité. Une loi lombarde de Pépin est en ce sens : « *Per singulos inquirant qualem legem habeant* EX NOMINE (1). » C'est donc le nom de la nation qui décide la loi.

Quant au passage précité de la loi salique, il ne se trouve tel qu'il est rapporté ci-dessus que dans un texte édité par Hérold. Les autres manuscrits portent seulement : « *Si quis ingenuus Francum, aut barbarum hominem qui lege salicâ vivit, occiderit....* » Ce qui comprendrait d'une part le Franc, d'autre part l'étranger véritable, celui qui, n'appartenant pas à une tribu de la confédération, vivrait néanmoins sous la loi salique, parce qu'il se serait placé sous *l'avouerie* du roi. — En ce qui concerne la constitution de Lothaire, elle est spéciale à l'Italie : elle s'adresse non pas à un individu, mais au peuple pris en masse.

Enfin, nous avons vu qu'exceptionnellement l'enfant adultérin et la femme mariée pouvaient librement opter pour la loi *quâ vivere vellent*. La consécration formelle de ces exceptions prouve que l'option n'était pas libre en droit commun.

Aussi la théorie dite des *professiones legis* est-elle aujourd'hui abandonnée (2).

37. Ajoutons qu'à l'époque franque, l'Eglise vivait exclusivement sous la loi romaine. L'entrée dans les ordres ecclésiastiques pouvait donc opérer un changement de nationalité, quant à l'application des lois.

SECTION III

Epoque féodale et coutumière.

38. Nous avons signalé l'importante révolution qui se

(1) Baluze, I, p. 542.

(2) Comp. M. de Savigny, *Histoire du droit romain au moyen âge*, t. I, p. 164 et suiv. — M. Demangeat, *op. cit.*, p. 60 et suivantes.

produisit, sous l'époque franque, au point de vue des règles qui servaient à déterminer les nationaux d'origine. Ce changement ne s'était pas fait d'ailleurs d'un seul coup. Il avait eu lieu lorsque les tribus, abandonnant peu à peu leur vie nomade, s'établirent définitivement et se fixèrent sur le sol. L'extranéité d'origine ne résulta plus désormais de la naissance hors de la tribu ou de l'association, mais bien de la naissance hors du territoire. A la mort de Charlemagne, ce nouveau principe semble bien un fait acquis; car, en partageant ses Etats entre ses trois fils, l'empereur déclare, par une disposition expresse, que, malgré la division de l'empire, les habitants de chacune de ces parties ne seront pas considérés comme des étrangers les uns par rapport aux autres : ils se succèderont réciproquement, aussi bien qu'avant le démembrement du territoire. Cette règle posée par les Francs devint l'un des fondements sur lesquels s'éleva l'édifice de la féodalité. Etablir entre l'homme et la terre des liens indissolubles, donner pour principe à la puissance du seigneur sur le vassal, la naissance de celui-ci sur la terre seigneuriale, ce fut là le trait caractéristique du droit féodal. Pendant la période dans laquelle nous entrons, on retrouve encore l'association des familles; mais elles sont soumises à un chef duquel elles dépendent : ce chef a des droits fort étendus. Au lieu de citoyens, il n'y a plus que des sujets, des serfs ou des vassaux. Le pays est morcelé à l'infini et divisé en une quantité de petits Etats ou provinces : les seigneurs, tout en reconnaissant la suprématie du roi, se considèrent comme les seuls souverains de leurs domaines respectifs.

39. Les étrangers sont désignés sous le nom d'*aubains* (1) qu'ils continuèrent à porter dans la suite. On en

(1) L'étymologie du mot *aubains* a donné lieu à quelques difficultés. — Généralement, les auteurs indiquent le mot aubains comme venant d'*alibi nati*. Il ne faut pas hésiter à repousser cette étymologie sans valeur trouvée après coup par les jurisconsultes. — Au point de vue philologique d'abord, le mot *alibi natus* n'aurait pas donné *aubain*, mais *aubné* ou *aulné*, comme le mot *antè natus* a

distingue deux classes. La première classe comprenait ceux qui, nés en France, quittaient soit la châtellenie, soit le diocèse où ils étaient nés, pour aller se fixer dans un territoire nouveau : c'étaient ceux qu'on peut appeler *aubains français*. La seconde classe se composait des *aubains non français*, c'est-à-dire de ceux qui, nés hors du royaume, venaient se fixer en France. A l'origine de la féodalité, l'étranger, en arrivant sur un territoire, devait faire aveu au seigneur et se placer sous sa protection : il devenait alors son homme, taillable à merci. S'il négligeait de se mettre sous cette avouerie, sa position était pire encore : il était acquis *serf* au seigneur. A cette époque, aucune voie d'assimilation dans le pays n'était donc ouverte à l'aubain. Comparez notre étude sur la *condition civile des étrangers en France*, nos 6 et suivants.

40. Le premier pas dans cette voie amena la substitution de la bourgeoisie au servage. Désormais, l'étranger ne fut plus soumis à l'alternative ou de se faire l'homme d'un chef ou de devenir serf. Par une résidence paisible, prolongée pendant l'an et jour sur le territoire de la

donné *aîné* (et non ainain), comme le mot *post-natus* a donné *puisné* (et non pas puisnain). — La vérité est que l'expression d'*aubains* vient de *albani* : la démonstration de cette assertion est facile à donner, au point de vue tant de l'histoire que des textes eux-mêmes. Voici, en effet, ce qui s'est passé : — Au IXe siècle, les habitants de la Grande-Bretagne et de l'Ecosse, chassés par les invasions des Normands, se réfugièrent, en très grand nombre, dans la Gaule. Ces étrangers, venus d'outre mer, étaient appelés par le peuple *albani*, du nom de leur pays (*Albion* est resté). Il existe un capitulaire spécial de Charlemagne, rendu en 802, pour protéger ces *Albani* que l'on voulait réduire en esclavage. Ils furent si nombreux, qu'ils imposèrent presque immédiatement leur nom à tous les autres étrangers appelés jusque-là *externi* ou *advenæ*. Dès le IXe siècle, tous les étrangers sont donc désignés par la dénomination d'*albani*, d'où est venu très régulièrement le mot français *aubains*. Ainsi encore, le cens ou droit fiscal, que payait parfois l'étranger sous la féodalité, est appelé par les anciens docteurs *justitia* (droit de redevance) *albanorum*, d'où l'expression *droit d'aubaine*. — Les autres étymologies du mot aubain, *alibi natus* ou encore *albinus* (au pied blanchi, poudreux, *pulverulentus*), nous paraissent donc inadmissibles.

seigneurie, il y acquérait le droit de bourgeoisie. L'aveu de bourgeois produisait les mêmes effets pour les personnes de condition franche : il leur évitait la réduction en servitude. Les exigences du commerce obligèrent même les seigneurs à conclure des traités de parcours et entrecours, en vertu desquels celui qui quittait son pays devenait aussitôt bourgeois du souverain dans le pays duquel il venait s'établir, et était nommé bourgeois de parcours.

Après la révolution communale, l'aubain pouvait devenir bourgeois non seulement des seigneurs ou du roi, mais aussi des villes. Celles-ci, au XII^e^ siècle, se divisaient en trois classes : au midi, les municipes où l'organisation municipale romaine s'était conservée ; au centre, les villes de bourgeoisie où la féodalité s'était modérée ; au nord, les communes où le revirement contre le régime féodal avait été violent et complet.

Dans les municipes, la naturalisation se faisait suivant les règles du droit romain : *municipem aut nativitas facit, aut manumissio aut adoptio* (1).

Les villes de bourgeoisie délivraient ce droit moyennant l'aveu et la résidence d'an et jour. Après avoir fait sa demande au prévôt, l'étranger, qui avait résidé dans la cité depuis la Toussaint jusqu'à la Saint-Remy, et qui pendant ce temps avait fait construire ou avait acheté une maison valant au moins 50 sols parisis, devenait *ipso facto* bourgeois de la ville, et signification en était faite au seigneur qu'il avait quitté (2). Dans les communes, la naturalisation résultait d'un serment prêté par l'adepte, sur la présentation du conseil des jurés.

41. On sait combien l'avouerie des seigneurs sur les aubains était une source fructueuse et féconde de profits. Les redevances auxquelles elle donnait lieu étaient nombreuses, et leur quotité variait suivant les coutumes.

(1) L. 1, Dig. *ad municipalem*, 50, 1.

(2) Ordonn. de 1287, Guizot, *Hist. de la civilis. en France*, t. v, leçon 15, p. 82.

Et d'abord les seigneurs percevaient le droit de *chevage*, sorte d'impôt annuel dû par tout chef de famille aubain. Le droit de *formariage* leur appartenait également : c'était le droit dû par l'aubain qui, avec le consentement du seigneur, épousait une personne d'une autre condition que lui, ou une personne quelconque établie dans une autre seigneurie. Bacquet, d'après les registres de la Chambre des comptes, nous dit qu'il était du tiers des biens ; Pothier ajoute qu'il était quelquefois de la moitié.

Les aubains étaient, en outre, frappés de plusieurs incapacités.

Au point de vue du *droit public*, ils étaient absolument incapables d'occuper une fonction publique dans le royaume. Ainsi, il leur était défendu d'obtenir des archevêchés, évêchés, abbayes, prieurés et autres dignités.

Au point de vue du *droit privé*, les aubains étaient incapables de recevoir ou de disposer par testament, ou autre acte à cause de mort, comme ils étaient incapables de transmettre ou de recueillir par voie de succession *ab intestat*. A leur mort, tout ce qu'ils avaient pu acquérir appartenait au seigneur : « Aubains ne peuvent succéder ni tester que jusques à cinq sols, et pour le remède de leurs âmes (1). »

42. On conçoit qu'une source aussi fructueuse de revenus dut attirer l'attention des rois. C'est effectivement ce qui arriva. Ils ne tardèrent pas à disputer aux seigneurs le patronage des aubains qu'ils présentèrent comme un attribut de la couronne. Mais cette prétention ne triompha pas, en un jour, des résistances seigneuriales. Deux phases surtout sont à remarquer dans ce conflit. D'abord, à la faveur du vieil adage, « Le roi est le patron des étrangers, » les légistes firent prévaloir ce principe que tout aubain était placé sous l'avouerie et protection du monarque, à moins que, dans l'an et jour, il n'eût fait aveu au seigneur.

(1) Loysel, *Inst. coutum.*, liv. I, tit. I, nº 49.

Plus tard, la victoire de la royauté devint décisive : les aubains furent déclarés libres, et défense leur fut faite de reconnaître un autre seigneur que le roi (1). A partir de ce moment, un fait est essentiel à noter : c'est qu'il n'y a plus désormais qu'une seule classe d'aubains, ceux nés hors du royaume. Ils furent exemptés des droits de chevage et de formariage; mais, jusques dans ces derniers siècles, à leur mort, leurs biens, sauf quelques exceptions, furent dévolus au roi. C'est ce que l'on continua à appeler le droit d'aubaine : dénomination qui prit, comme on le voit, un sens assez restreint. C'est cette incapacité pour l'aubain de transmettre son hérédité qui faisait dire que si l'aubain vivait libre en France, il mourait serf. Ajoutons enfin que les étrangers continuèrent aussi à être exclus des fonctions publiques.

Tant que les droits d'aubaine furent reconnus aux seigneurs, à eux aussi dut être reconnu le pouvoir d'en faire remise, c'est-à-dire de naturaliser. Mais, lorsque la royauté eut achevé son œuvre de centralisation et se fut enfin rendue prépondérante, alors elle dut logiquement devenir la seule dispensatrice de ce droit, que jusque-là elle avait exercé concurremment avec les seigneurs. Sans doute, ces derniers résistèrent et s'arrogèrent encore parfois le droit de naturaliser. Mais tout cela n'eut qu'un temps. Grand fieffeux du royaume, le roi avait attiré à lui toutes les bourgeoisies et aubaines : le droit de naturalisation appartint donc exclusivement à la couronne. On peut dire, si l'on veut, que la France était, dès maintenant, devenue une grande ville de bourgeoisie : au lieu de seigneurs ayant droit *d'admettre des bourgeois*, on se trouvait en présence d'un roi ayant droit de *naturaliser;* l'aubain ne se voyait plus octroyer des lettres de bourgeoisie, mais des lettres de naturalité.

Nous allons voir, en arrivant à *l'époque monarchique*, sous quelles conditions et en quelles circonstances ces lettres pouvaient être conférées.

(1) Etablissements de Saint-Louis, liv. I, ch. XXIV.

43. Mais auparavant, nous devons parler du changement de nationalité collectif, qui, à l'époque féodale, pouvait aussi résulter d'une *annexion* au territoire français, ou de son démembrement. Jusqu'ici, en effet, nous n'avons parlé que de la naturalisation individuelle.

Eh bien, à cette époque, le principe, d'après lequel la conquête ou les cessions amiables opèrent immédiatement l'incorporation du pays annexé au territoire français, est la règle qui préside aux effets de l'annexion. Seulement l'on rencontre alors de nombreuses restrictions au principe, motivées par l'organisation sociale et politique du temps. Puisque, dans le système féodal, chaque pays, chaque portion de territoire a ses lois et ses institutions distinctes, les rois se trouvaient naturellement amenés à laisser aux pays nouvellement annexés leurs lois et leurs institutions, pourvu, bien entendu, qu'elles ne fussent pas contraires au droit public et constitutionnel du royaume. Il en était ainsi, même si le territoire annexé n'était pas soumis au régime féodal, par exemple s'il s'agissait d'une commune ou d'une ville libre. La seule particularité à remarquer, en pareille hypothèse, était le remplacement des gouverneurs anciens par des gouverneurs royaux; ce qui enlevait à la cité l'indépendance de son administration. Toutefois, à une époque plus avancée du régime féodal, on arrive à constater plus d'unification et de centralisation dans les effets de l'annexion. Alors, en effet, le pouvoir royal a limité, par l'institution des baillis, la compétence judiciaire des seigneurs : de plus, il a établi une cour royale ou *parlement*, devant laquelle étaient portés les appels des sentences seigneuriales. A partir de ce moment, s'il se rencontrait dans un pays annexé un parlement devant qui étaient jugés les appels des sentences rendues en premier ressort, ce parlement devait, à moins d'une exception expresse, céder la place au parlement de Paris, à qui, en principe, était dévolu le pouvoir de juger en dernier ressort. Comparez sur ce point les développements donnés par M. René Selosse,

dans son remarquable *traité de l'annexion au territoire français et de son démembrement* (1).

44. Si tels étaient, à l'époque féodale, les effets attachés aux modifications territoriales, quelles en étaient les *causes?*

Ces causes étaient de différentes sortes. On peut les ramener à deux groupes : les unes provenant du fait du roi, les autres du fait de la nation.

44 bis. Quant aux *premières*, elles se manifestaient soit au moment même de l'avènement au trône, soit au cours du règne. En effet, on constate dans l'histoire qu'au temps où Hugues-Capet fut couronné roi, celui-ci, désireux de donner à la royauté un territoire indépendant pour s'affranchir de la tutelle des seigneurs, prit ce territoire sur ses propres biens : ce fut, suivant le langage original des anciens auteurs, la dot qu'il apporta à la couronne de France, en se mariant avec elle. Mais ce que Hugues-Capet avait fait, l'usage l'imposa à ses successeurs; et, à partir de ce règne, l'on vit tous les princes unir leur patrimoine à celui de la nation, par le seul fait de leur élévation au trône. — D'un autre côté, les actes d'acquisition que le roi pouvait accomplir pendant son règne, tant en son nom personnel qu'en sa qualité de souverain, profitaient également au domaine national. Pour réaliser ces augmentations de territoire, le roi jouissait même d'une liberté complète. Quant aux diminutions ou démembrements, il n'en fut pas de même à toutes les époques. S'il est vrai que, sous la première et la deuxième race, le roi, considéré comme propriétaire de tout le territoire auquel il commandait, avait, par voie de con-

(1) Cet ouvrage a été couronné par la Faculté de droit de Douai et par l'Académie de législation de Toulouse. Les emprunts que nous aurons à lui faire seront nécessairement fort restreints : nous ne devons, en effet, traiter ici que de l'un des effets particuliers de l'annexion, à savoir le changement de nationalité. M. Selosse a exposé, au contraire, les effets généraux de l'annexion à tous les points de vue. Le changement de nationalité n'est pour lui qu'un chapitre de son grand travail, sous ce titre, *Effets de l'annexion dans le droit privé*, p. 281 à 365.

séquence, le pouvoir absolu de l'aliéner ; au contraire, sous la troisième race, apparaît le principe de l'inaliénabilité et de l'indivisibilité du domaine national. Alors le roi n'a plus la faculté de diviser son royaume entre ses fils; ceux-ci, en se mariant, ne reçoivent plus de dotation, mais ils reçoivent de simples apanages. En outre, si les rois conservèrent longtemps encore le droit de concéder à leurs sujets une certaine portion de territoire, du moins ils retenaient, sur les domaines ainsi engagés, une sorte de propriété éminente : ils exigeaient, d'une façon efficace, des seigneurs gratifiés, les services et l'hommage. Enfin, longtemps aussi, le roi garda le pouvoir de faire librement des aliénations de territoire, même au profit de souverains étrangers. Mais, à partir de Philippe-le-Bel, commence une ère nouvelle. L'exagération de la puissance royale a provoqué une réaction, et désormais les Etats-Généraux doivent être consultés sur l'opportunité des démembrements. Dès 1359, on les voit, après la bataille de Poitiers, rejeter le traité de Brétigny, par lequel le roi Jean, alors prisonnier des Anglais, renonçait à la possession de la Guyenne. Cette restriction apportée au pouvoir royal disparaît toutefois en l'année 1604 jusqu'à l'établissement des principes nouveaux dus à la révolution de 1789.

44 ter. Un simple mot maintenant sur les modifications territoriales provenant du fait de la nation. D'abord, il n'est point besoin d'insister sur la conquête : bien qu'elle ne fût pas plus légitime autrefois qu'aujourd'hui, il faut reconnaître cependant qu'elle joua, dans la constitution du territoire, le rôle principal. Mais l'organisation même qui servait de base à la féodalité, aboutissait aussi tantôt à un démembrement, tantôt à une annexion. Ainsi, il y eut démembrement lorsque, vers le x^{e} siècle, le royaume se divisa en un nombre infini de seigneuries indépendantes. Mais il y eut, au contraire, annexion, lorsque, plus tard, la royauté, ayant recouvré une partie de son ancienne force, parvint à se faire

respecter des seigneurs : lorsque ceux-ci encouraient l'indignité vis-à-vis du roi, notamment en ne rendant pas l'hommage, le fief qu'ils détenaient rentrait dans le domaine royal d'où il était sorti. Comparez M. Selosse, *op. cit.*, p. 21 à 50.

SECTION IV

Epoque monarchique.

45. Sous cette époque, nous distinguerons encore la naturalisation individuelle et la naturalisation collective.

A propos de la naturalisation individuelle, signalons d'abord les lettres de naturalité, que nous avons déjà annoncées plus haut, n° 42. Les *lettres de naturalité* constituent un mode de naturalisation proprement dite. Le droit de les conférer dépend exclusivement du pouvoir gracieux du roi, qui les accorde selon son bon plaisir. Et cependant elles sont alors le droit commun en matière de naturalisation. On ne connaissait guère, en effet, sous l'ancienne monarchie française, la naturalisation par le bienfait de la loi. Cela se comprend d'ailleurs aisément, si l'on se rappelle l'effet principal qu'emporte la naturalisation. Cet acte, à l'époque où nous nous plaçons, n'est rien autre chose que la remise du droit d'aubaine, c'est-à-dire l'abandon d'un droit intéressant au premier chef les finances royales. Quoi d'étonnant dès lors que le roi dût nécessairement intervenir?

Ajoutons toutefois que ce principe n'était pas absolu et souffrait quelques exceptions. Ainsi, lorsqu'un citoyen français avait quitté depuis longtemps le territoire, son retour en France suffisait pour lui rendre, de plein droit, le titre et la qualité de Français avec effet rétroactif. De même, le fils d'un Français naturalisé à l'étranger, pouvait, par sa rentrée en France, et sur sa simple demande, acquérir le titre de Français (1). Enfin,

(1) Que fallait-il décider pour les enfants nés en pays étrangers

quelques coutumes, et entre autres celle de Bourgogne, décidaient que la femme étrangère devenait de droit Française par son mariage avec un citoyen français : « La femme de main-morte qui se marie à homme franc est Franche. » (*Anc. cout. de Bourgogne*, t. IX, art. 7.) Pothier cite même le fait, comme admis sans conteste de son temps.

La forme des lettres de naturalité dépendait d'abord de la volonté royale. De même les conditions sous lesquelles on les concédait n'eurent, en principe, d'autres règles que le caprice du pouvoir absolu.

Cette matière pourtant fut l'objet de plusieurs dispositions, notamment d'une ordonnance du 23 mars 1302, d'une autre ordonnance de Louis XII en 1498, et d'une déclaration de février 1720.

46. De la combinaison de ces différents textes, il

d'un Français qui habitait hors de France, mais sans avoir perdu sa nationalité?

D'abord, ces enfants furent considérés comme aubains dès leur naissance. Ils étaient, en effet, nés hors de France. Or, un principe que les capitulaires des Mérovingiens et des Carlovingiens avaient légué à la féodalité et qui fut encore en vigueur pendant une bonne partie de la période monarchique, voulait que la seule naissance en France donnât les droits de Français originaire. Toutefois, s'il est vrai que ce principe territorial règla longtemps, à l'exclusion de tout autre, la question de la nationalité d'origine, il arriva aussi un moment où l'idée de tenir compte des liens du sang se fit jour. Bourjon nous signale son apparition (*Droit commun de la France*, tome I. tit. VII, sect. 2, n° 27). En effet, à l'époque où écrit ce jurisconsulte, les enfants, nés à l'étranger de parents français, obtenaient des lettres de naturalité en venant se fixer en France, et ces lettres avaient même un effet rétroactif. C'était une première revendication des droits du sang. Plus tard, la législation fit un pas décisif dans cette voie, et l'on admit le principe que la nationalité d'origine de l'enfant peut aussi être fondée sur celle de ses auteurs, quel que soit son lieu de naissance. Ainsi, il est certain que, du temps de Pothier, on appliquait cette double règle : Est Français; 1° l'enfant né, même de parents étrangers, sur un sol français; 2° l'enfant né, même sur un sol étranger, de parents français. (*Traité des personnes*, 1re partie, tit. 2, sect. 1.)

Sous l'empire de notre droit actuel, le principe, que la féodalité avait légué à l'ancien droit, a été abandonné, et l'on ne reconnaît comme Français d'origine que l'individu issu de parents français, quel que soit le sol où il a vu le jour.

résulte d'abord que les lettres de naturalité n'étaient accordées qu'aux étrangers catholiques. Cette condition, assurément incompatible avec nos idées modernes, ne doit point surprendre, si l'on se reporte au temps d'intolérance où elle était exigée. D'ailleurs, plus d'une fois on passa outre. Ainsi, Law et le maréchal de Saxe furent naturalisés, quoique protestants.

L'ordonnance de 1287 soumettait déjà la concession du droit de bourgeoisie à un séjour dans la ville. L'ordonnance de 1498 subordonna aussi la validité de la naturalisation à une résidence en France pendant un an et un jour. Des actes postérieurs virent, dans la cessation de résidence, une renonciation implicite à la naturalisation qu'on avait d'abord obtenue.

Enfin, les lettres de naturalité étaient délivrées en grande chancellerie. Pour qu'elles pussent priver le roi de son droit d'aubaine, il fallait qu'elles fussent enregistrées dans les chambres chargées de veiller aux intérêts particuliers du roi : c'est-à-dire à la chambre des comptes, dans les chambres des domaines, et autres bureaux de finance (1). De même, pour qu'elles pussent donner à l'ancien aubain le droit de recueillir la succession de ses parents français, elles devaient être enregistrées par l'autorité devant laquelle se discutent les intérêts des particuliers, c'est-à-dire par le Parlement (2). Un édit de 1703 exigea aussi l'insinuation au greffe de la situation des biens possédés par le naturalisé, ou, à défaut de biens, au lieu de son domicile. Mais l'inaccomplissement de cette formalité purement fiscale n'empêchait pas le changement d'état. L'ancien aubain pouvait recueillir des successions ouvertes avant l'insinuation (3).

Ajoutons que les étrangers n'obtenaient en général les

(1) Déclaration de Saint-Maur-les-Fossés du 17 septembre 1582.

(2) Arrêt du 4 septembre 1738. Ancien Denisart, *verbo* Naturalisation, nos 18 et 19.

(3) Arrêt du 18 mars 1747 : Denisart, Collect. de décisions nouvelles, *verbo* Naturalisation. no 19.

lettres de naturalité, qu'en payant au roi une certaine somme fixée par « Messieurs des comptes. » Quoi qu'en dise Bacquet (1), cette somme était le plus souvent élevée. C'était un dédommagement pour les droits d'aubaine qui, sans la naturalisation, auraient appartenu au roi. Henri III et Louis XIV, pour faire payer ce droit une seconde fois, imposèrent aux étrangers déjà naturalisés l'obligation de faire confirmer leurs lettres.

47. A côté des *lettres de naturalité*, il y avait encore, dans l'ancien droit, les *lettres de déclaration de naturalité*. Des différences profondes distinguaient ces deux catégories d'actes. Signalons-les en quelques mots.

Les lettres de naturalité constituaient le mode général de naturalisation. Les lettres de déclaration n'étaient applicables que dans des cas particuliers. Elles étaient accordées à certaines personnes originaires de provinces sur lesquelles le roi n'avait pas abdiqué ses prétentions (2).

Bacquet a pensé que les lettres de déclaration étaient aussi nécessaires pour réhabiliter « les regnicoles, qui par une longue absence, étaient réputés avoir abdiqué leur patrie, et qui revenaient en France (3). »

Mais Pothier est d'avis que leur retour seul suffisait pour les réintégrer dans la nationalité française, sauf pourtant le cas où ils se seraient fait naturaliser à l'étranger.

Les lettres de naturalité, créant un état nouveau, n'avaient aucune action sur le passé. Les lettres de déclaration avaient, au contraire, un effet rétroactif; elles constataient un état préexistant : aussi d'Aguesseau, dans son 32e plaidoyer, les compare-t-il au *jus postliminii* du droit romain.

Enfin, les lettres de naturalité étaient personnelles, tandis que les lettres de déclaration s'étendaient aux enfants du naturalisé nés hors du royaume.

(1) *Droit d'aubaine*. 3e partie, ch. 23, nos 1, 2, 3.
(2) Pothier. *Des personnes*. 1re part., tit. II, sect. 1.
(3) Bacquet. *Introd. à la prat.*, t. II, p. 139, *verbo* Lettres de déclar.

48. Au surplus, la forme de naturalisation, que nous venons d'étudier, était celle propre à des personnes déterminées. Mais il faut aussi noter que plus d'une fois, dans l'ancien droit, la nationalité française embrassa tout un peuple ou toute une catégorie de personnes satisfaisant à des conditions préalablement indiquées. Il y avait alors naturalisation collective. Celle-ci découlait, soit de décisions royales contenues dans des édits et lettres patentes, soit d'annexions au territoire français. Arrêtons-nous un instant à ces deux sources.

49. *Décisions royales.* — Le roi, en accordant collectivement la qualité de Français, poursuivait un double but : tantôt il voulait assurer la prospérité d'une œuvre nationale, tantôt il voulait affirmer ses prétentions à la souveraineté sur un Etat voisin.

A la première catégorie appartiennent la déclaration d'Henri IV, de 1607, renouvelée le 18 avril 1625 et le 31 décembre 1643, qui faisait résulter la qualité de Français du fait d'avoir travaillé dans les tapisseries de Flandre ; l'édit de 1667, qui déclara *vrais et naturels sujets* tous ceux qui auraient travaillé dix ans à l'hôtel des Gobelins ; l'arrêt du conseil de 1722, qui attribua le même effet au travail exercé également, pendant dix ans, par des étrangers catholiques dans les tapisseries de Beauvais ; l'édit d'avril 1687, qui naturalise tous étrangers ayant servi pendant cinq ans sur les vaisseaux du roi, et l'ordonnance de 1715, qui accorde aussi la nationalité aux gens de guerre catholiques qui auraient servi pendant dix ans dans les armées royales, à charge par eux de déclarer leur intention de toujours demeurer en France.

Dans la seconde catégorie rentrent les lettres patentes, par lesquelles Louis XII traita comme ses sujets les habitants du comté d'Avignon, alors que celui-ci était encore sous la souveraineté du pape. Les habitants du comté de Bourgogne furent aussi, suivant Choppin, considérés comme naturels français, même avant la conquête

de cette province. De même, les originaires de la Flandre, après que François Ier eut renoncé à ses droits sur cette province, continuèrent à être regardés comme Français en France, d'abord sous la condition d'obtenir des lettres de déclaration, plus tard à la charge seulement de prouver qu'ils étaient réellement nés en Flandre. Enfin les individus, nés à Toul, à Metz ou à Verdun, étaient considérés comme Français avant que ces trois villes fussent cédées à la France, et des lettres patentes de 1596, confirmées en 1608, étendirent le même privilège aux Génevois.

50. *Annexions.* — L'annexion, résultant d'une cession amiable de territoire ou d'une conquête, était aussi un mode de naturalisation collective. Celle-ci embrassait les sujets de l'Etat cessionnaire *domiciliés* sur la portion de territoire cédée à la France. « Lorsqu'une province est réunie à la Couronne, dit Pothier (1), ses habitants doivent être considérés comme Français naturels. » De même il faudrait regarder, comme devenus Français, les étrangers qui, avant l'annexion à la France, auraient obtenu, dans la province cédée, suivant les lois du pays, les droits de citoyens.

Mais, s'il est vrai que les citoyens de la nation démembrée, domiciliés sur la portion de territoire cédée ou conquise, changeaient incontestablement de nationalité, du moins, il faut avoir bien soin de ne pas ranger dans la même catégorie ceux-là qui n'auraient eu, sur ce territoire, qu'une simple résidence et non un véritable domicile.

Cette règle a même été formellement sanctionnée par un traité de paix conclu entre Louis XIV et Charles II d'Angleterre, en 1667. L'article 14 de cette convention est, en effet, ainsi conçu :

« Si quelques-uns des sujets du roi de la Grande-
» Bretagne s'étaient obligés comme mercenaires à servir
» de soldats ou de colons et laboureurs, ou en quelque
» autre qualité, soit au roi très chrétien, soit à quel-

(1) *Des personnes*, tit. II, sect. 1.

» ques-uns de ses sujets demeurant dans les îles conquises » appartenant avant la guerre à la Grande-Bretagne, » moyennant des gages payables par année ou par mois » ou à la journée, telles conventions cesseront après la » restitution des îles, en payant les gages à proportion » de la peine et du travail, et ils auront la liberté de » retourner avec ceux de leur nation et de vivre sous » la domination du sérénissime roi de la Grande-Bre- » tagne. » (Comp. Dumont, *Corps universel du droit des gens*, t. 7, partie 1re.)

Au sujet de la naturalisation en France par voie d'annexion, on rencontre, dans nos anciens auteurs, les traces d'une controverse assez vive. On discutait, en effet, la question de savoir à partir au juste de quel moment les sujets de la province incorporée à la France devaient être regardés comme Français.

51. Une *première opinion* soutenait que la naturalisation découlait de *plein droit* du fait même de l'annexion. Ce système eut pour lui l'autorité de Denisart (1) et aussi celle de l'avocat général Joly de Fleury. Nous voyons, en effet, cet éminent magistrat, dans son réquisitoire qui précéda un arrêt rendu, par la grande chambre du Parlement de Paris, le 6 septembre 1707, déclarer expressément « que les lettres patentes du roi étaient une formalité surabondante qui assurait davantage l'effet de la conquête, mais qui n'imprimait aucun nouveau caractère aux habitants du pays. »

52. Une *seconde opinion*, au contraire, enseignait que l'annexion, pour emporter changement de nationalité, devait avoir été proclamée par lettres patentes ou déclaration royale. Cette doctrine fut consacrée par un arrêt du Parlement de Paris du 21 janvier 1683. Dumoulin (2) l'admettait également et en faisait l'application aux Bretons qui, réunis de fait à la France en 1491 par suite du

(1) Coll. de décis. nouv., *verbo* Naturalisation, n° 16.

(2) *Cout. de Paris*, tit. des fiefs, § 20. — Dans le même sens, Choppin. *Traité du domaine*, liv. I, tit. V.

mariage d'Anne de Bretagne avec Charles VIII, furent obligés cependant, pour succéder en France, de se faire naturaliser Français jusqu'en 1532. A cette époque seulement, François Ier proclama la réunion de la Bretagne à la France par des lettres patentes vérifiées au Parlement, le 13 novembre de cette année (1).

53. Nous connaissons maintenant quels étaient, sous l'ancienne monarchie française, les différents modes de naturalisation. Voyons quels étaient alors les effets de la naturalisation une fois conférée.

En principe, l'aubain naturalisé Français était assimilé au Français originaire. Il pouvait donc désormais librement disposer et recevoir par testament ou *ab intestat*. Mais, pour que la transmission de ses biens fût efficace, il fallait que ses héritiers ne fussent pas eux-mêmes soumis au droit d'aubaine, c'est-à-dire fussent regnicoles. Aussi, l'enregistrement des lettres en la chambre des comptes portait-il toujours la clause « *Proviso quod heredes impetrantis sint regnicolæ.* »

54. Notons, toutefois, une divergence d'interprétation à laquelle cette clause avait donné lieu.

Quelques auteurs, parmi lesquels Alciat, avaient pensé que le mot *heredes* de la formule n'était relatif qu'aux plus proches parents appelés à succéder. Aussi, se plaçant dans

(1) Des deux opinions que nous venons de rapporter, laquelle prévalut? La majorité des interprètes modernes incline pour l'opinion de Dumoulin; mais cette assertion paraît fort contestable à M. René Selosse (*Op. cit.*, p. 137), et nous adhérons pleinement aux raisons données par ce savant auteur. En effet, l'arrêt du Parlement de Paris, du 21 janvier 1683, ne semble-t-il pas avoir reçu sa véritable interprétation dans le réquisitoire précité de M. l'avocat général Joly de Fleury? — En outre, tous les traités d'annexion de cette époque contiennent un préambule dans lequel le souverain étranger délie de leur serment de fidélité les habitants des pays démembrés, « lesquels... ledit roi consent être, *dès à présent*, et pour toujours unis et incorporés à la couronne de France..... » — Enfin, étant connu le principe fondamental dans notre ancien droit en vertu duquel les individus prenaient au sol leur nationalité, *jure soli*, n'était-il pas logique que les citoyens attachés à ce sol devinssent Français dès le moment même où le territoire devenait lui-même français?

l'hypothèse où l'aubain naturalisé laissait des héritiers étrangers et d'autres regnicoles, mais plus éloignés, ces auteurs décidaient que la succession, ne se trouvant pas dans les conditions prévues par la clause dont il s'agit, devait être régie par le droit d'aubaine, c'est-à-dire être dévolue au roi.

Mais Bacquet (1) trouvait une telle interprétation plus *subtile* qu'*équitable* : car le mot héritier, dit-il, *non solum ad proximum heredem, sed ad ultiores refertur.* Aussi, dans le cas précité, n'hésitait-il pas à accorder le droit héréditaire aux parents regnicoles.

55. Signalons encore une autre dissidence entre nos anciens auteurs à propos de ce droit héréditaire de l'aubain naturalisé.

Tandis que, selon Bacquet et Davot, le citoyen naturalisé devait occuper, dans l'ordre successoral, la même position que s'il eût été Français originaire, Loysel, au contraire, était d'avis que l'héritier français naturel passât avant l'aubain naturalisé, fût-il même plus éloigné en degré (2).

56. Pothier, caractérisant les effets de la naturalisation, disait que l'étranger naturalisé jouissait de « *presque* » tous les droits des citoyens. Les controverses que nous venons de rapporter expliqueraient déjà la réserve de cette formule. Quelques dispositions non contestées vont la justifier pleinement.

C'est qu'en effet la condition du naturalisé était inférieure à celle du Français originaire, en ce sens que le naturalisé ne pouvait prétendre aux bénéfices soit séculiers, soit de prélatures. De là il suit qu'il ne pouvait être pourvu d'évêchés, archevêchés et abbayes. L'accès aux bénéfices n'était permis au naturalisé qu'en vertu de *lettres de capacité* (3). De plus, l'aubain naturalisé

(1) *Droit d'aubaine*, 3e partie, ch. XXV, n° 6 et ch. XXVI, n° 1 et suiv. — Dans le même sens, Pothier. *Des personnes*, tit. II, sect. 3. — Comp. M. Demangeat. *Condition civile des étrangers*, n° 43, p. 167.

(2) Bacquet, *loc. cit.* liv. I, ch. 33, n° 4. — Davot, *Traité de droit français*, t. II, p. 29.

(3) Capitulaire de 806. — Ordonn. du 10 mars 1431 et du 13 juin

demeurait soumis au droit dû par les étrangers à raison du commerce qu'ils faisaient en France.

Un avantage doit cependant être signalé à l'actif du naturalisé : c'est que, quand il disposait de ses biens, il n'était pas assujetti aux réserves coutumières (1). En cela, sa situation était, par exception, supérieure à celle du Français d'origine.

CHAPITRE III

Esquisse sommaire de la législation intermédiaire ou révolutionnaire, en matière de naturalisation.

57. Sous toute la monarchie ancienne, la *naturalisation* était restée une *véritable faveur du souverain*, libre de l'accorder arbitrairement ou de la refuser. Elle avait été, trop souvent, un moyen déguisé d'exercer de véritables exactions à l'égard des étrangers.

Les progrès de la civilisation devaient nécessairement amener une amélioration sensible dans le sort des étrangers ou des *aubains*.

Dès le XVIII^e^ siècle, la monarchie française conclut, avec plusieurs nations voisines, des traités portant abolition réciproque du droit d'aubaine.

Toutefois, la plupart de ces conventions réservèrent, au profit du roi, un droit de *détraction* attribuant au souverain, tantôt un vingtième, tantôt un dixième seu-

1499. — Ordonn. de Blois de 1579, d'Orléans, de Moulins, de Villers-Cotterets.

(1) Comp. M. Demangeat. *op. cit.*, n° 43.

lement des successions laissées par des étrangers en France.

Aussi, durant tout le XVIII^e^ siècle, les pratiques et les habitudes de la royauté en cette matière eurent-elles à subir les plus vives attaques des économistes et des philosophes (1).

Necker proclama le droit d'aubaine « encore plus préjudiciable aux nations qui l'exercent qu'aux étrangers dont on usurpe ainsi la fortune. » Montesquieu avait déjà flétri le droit d'aubaine du nom de *droit insensé*. Tous les esprits s'accordaient donc, à la veille de la Révolution française, à réclamer une réforme fondamentale imposée d'ailleurs par les nécessités sociales les mieux constatées.

Par suite, sous la législation intermédiaire ou révolutionnaire, nous allons voir ici la naturalisation prendre un caractère tout nouveau. Elle va résulter, *de plein droit*, du concours de certaines circonstances et conditions, dont la réalisation et l'accomplissement opéreront la naturalisation, indépendamment de toute déclaration et de tout contrôle, soit du pouvoir exécutif, soit du pouvoir législatif.

Il y avait là un excès : car tout Etat a le droit et le devoir de s'assurer de la moralité comme de l'honorabilité de ceux qui sollicitent l'avantage d'être admis au nombre de ses nationaux.

58. Nous aurons à donner successivement quelques détails sur les actes législatifs suivants :

1° La loi des 30 avril — 2 mai 1790, bientôt suivie par le décret du 18 août 1790 rendu par l'assemblée Constituante ;

2° La constitution des 3-14 septembre 1791 ;

3° La constitution du 24 juin 1793 ;

4° La constitution du 5 fructidor an III ;

5° Enfin la constitution du 22 frimaire an VIII.

(1) Comp. Montesquieu. *Esprit des lois*, liv. 21, ch. 17. — Laferrière, *Histoire des principes, des institutions et des lois de la Révolution française.*

Nous exposerons le système organisé par ces différents documents législatifs avec les principales applications pratiques. Nous indiquerons également comment se combinaient les diverses règles établies successivement en matière de naturalisation, au moment du passage d'une constitution à une autre.

SECTION I

Loi des 30 avril-2 mai 1790.

59. C'est la première application que nous trouvions des idées nouvelles : cette loi, en effet, était ainsi conçue :

« Tous ceux, qui, nés hors du royaume de parents » étrangers, sont établis en France, seront réputés » Français et admis, en prêtant le serment civique, à » l'exercice des droits de citoyen actif, après cinq ans de » domicile continu dans le royaume, s'ils ont, en outre, » ou acquis des immeubles, ou épousé une Française, ou » formé un établissement de commerce, ou reçu, dans » quelque ville, des lettres de bourgeoisie. »

Donc, plus d'arbitraire, plus « de bon plaisir, » plus de contrôle même. L'étranger devient Français, de plein droit, pourvu qu'il accomplisse les trois conditions exigées: 1° cinq ans de domicile en France; 2° acquisition d'immeubles, ou mariage avec une Française, ou création d'un établissement de *commerce*, ou obtention de lettres de bourgeoisie; 3° prestation du serment civique. Et encore les auteurs ne sont-ils point d'accord sur la portée de cette troisième condition.

60. Une controverse sérieuse s'est, en effet, élevée sur le rôle du serment civique dans la naturalisation. La prestation de ce serment était-elle nécessaire pour acquérir la qualité de Français, ou bien ne l'exigeait-on que pour l'exercice des droits politiques ?

Un premier système considère le serment civique

comme une condition *sine quâ non* de la naturalisation. Le texte de la loi est formel, dit-on; il ne distingue pas entre le titre de Français et la qualité de citoyen. De plus, les questions de civisme étaient prépondérantes dans les assemblées de cette époque : l'on sait, en effet, l'importance qu'ont eue les certificats de civisme, et le rôle qu'ils ont joué durant cette période. Le serment civique était donc une troisième condition indispensable pour obtenir la qualité de Français (1).

Nous ne saurions nous associer à cette opinion, et nous pensons, aussi bien avec la majorité des auteurs qu'avec une jurisprudence presque constante (2), que la prestation du serment n'était exigée que pour acquérir les droits politiques. En effet, les mots « et » *admis* en *prêtant le serment civique*... » sont placés dans une phrase incidente qui se rapporte exclusivement aux droits de citoyen actif, sans modifier en rien, pour l'acquisition de la qualité de Français, les conditions déterminées par la phrase principale du décret. Nous pouvons ajouter que ce serment ne présentait d'intérêt et d'utilité pratique, qu'au point de vue de l'exercice des droits politiques.

61. Et maintenant, quels étaient les étrangers visés par la loi? Etait-elle applicable aussi bien aux étrangers fixés en France depuis sa promulgation, qu'aux étrangers y résidant auparavant?

Ici encore les auteurs sont divisés, et une première opinion, à laquelle M. Fœlix apporte l'appui de son autorité, enseigne (3) que la loi des 30 avril-2 mai 1790 ne s'applique qu'aux étrangers établis en France avant sa promulgation :

(1) Nîmes, 22 décembre 1825, Sir. 26-2-209.

(2) Merlin, Rép. *verbo* Naturalisation, nº 5. Coin-Delisle, sur l'art. 8, nº 10. Fœlix, *op. cit.* nº 5. *Req. rej.* 27 avril 1819, Sir. 19-1-313. Colmar, 26 décembre 1829, Sir. 30-2-62. Douai, 19 mai 1835, Sir. 1836-2-98.

(3) Fœlix, *Revue de droit français et étranger*, t. x, p. 446 et suiv., nº 4.

1° Dit-il, le texte n'offre aucune obscurité : « ... *Seront » Français... ceux qui sont établis en France !* »

2° Quand il s'agit d'un privilège ou d'une exception, il faut toujours entendre la loi dans un sens restrictif : *exceptiones sunt strictissimæ interpretationis.*

Une seconde opinion, consacrée par de nombreux arrêts, et à laquelle nous nous rallions complètement, prétend que la loi des 30 avril-2 mai 1790 n'établit aucune distinction et vise tous les étrangers domiciliés en France, qu'ils s'y soient établis avant ou après sa promulgation.

Et d'abord, au point de vue des textes, la loi ne dit pas : « qui sont *actuellement établis* en France : » il faut donc s'en rapporter, pour l'interprétation, aux principes généraux du droit : or les lois, conçues au présent, régissent toujours l'avenir, quand le législateur n'a pas formellement déclaré le contraire (1).

Ensuite, au point de vue de la raison, nous ne voyons aucun motif de distinguer entre ces deux catégories de personnes.

Telle est l'économie générale de cette loi célèbre qui a été le point de départ d'une organisation nouvelle.

62. L'assemblée nationale, d'ailleurs, ne s'en tint point là dans ses innovations ; elle désira améliorer la situation de ceux qui, ne profitant pas des facilités offertes pour acquérir la qualité de Français, voulaient demeurer étrangers : elle abolit, en conséquence, les droits d'aubaine et de détraction par le *décret-loi des* 6-18 *août* 1790. Les termes méritent d'en être rapportés : « L'as- » semblée nationale, considérant que le droit d'aubaine » est contraire aux principes de fraternité qui doivent » lier tous les hommes, quels que soient leur pays » et leur gouvernement ; que ce droit, établi dans » les temps barbares, doit être proscrit chez un peuple, » qui a fondé sa constitution sur les droits de l'homme

(1) MM. Aubry et Rau, t. 1er, 4 éd. p. 247, note 6.

» et du citoyen, et que la France libre doit ouvrir » son sein à tous les peuples de la terre, en les in- » vitant à jouir, sous un gouvernement libre, des droits » sacrés et inviolables de l'humanité, a décrété : *Le* » *droit d'aubaine et celui de détraction sont abolis* » *pour toujours.* »

La loi des 6-18 août 1790 relevait donc les étrangers de leurs anciennes incapacités.

63. *La loi du* 8 *avril* 1791 vint préciser quelques-uns de leurs droits. Désormais les étrangers sont capables de succéder *ab intestat*, de disposer et de recevoir, à quelque titre et par quelque mode que ce soit : mais remarquons que, s'ils sont admis à la participation de tous les droits civils, la jouissance des droits politiques leur est toujours interdite.

Nous suivons ainsi, pas à pas, la marche des idées nouvelles. Dans cette période, nous avons vu, au nom de la fraternité humaine, *la liberté la plus complète* accordée à l'étranger en France. Au nom de l'ordre social, les *facilités* les *plus grandes* sont offertes aux *domiciliés* pour acquérir la qualité de Français; voyons maintenant si cette bienveillance leur fut continuée.

SECTION II

Constitution des 3-14 septembre 1791.

64. Cette constitution reproduit les lois antérieures, mais avec des modifications ou des innovations considérables. Voici le texte des articles principaux :

Titre II : *Article* 2. « Sont citoyens français :

1° » Ceux qui sont nés en France d'un père français ;

2° » Ceux qui, nés en France d'un père étranger, ont » fixé *leur résidence dans le royaume ;*

3° » Ceux qui, nés en pays étranger d'un père

» français, *sont venus s'établir* en France et *ont prêté*
» le serment civique;

4° » Enfin ceux qui, nés en pays étranger et des-
» cendant, à quelque titre que ce soit, d'un Français
» ou d'une Française expatriés pour cause de religion,
» *viennent demeurer en France*, et y prêtent le ser-
» ment civique;

Article 3. — 5° » Ceux qui, nés hors du royaume
» de parents étrangers, résident en France, deviennent
» citoyens français après *cinq* ans de domicile continu
» dans le royaume, s'ils y ont, en outre, acquis des
» immeubles, ou épousé une Française, ou formé un
» établissement d'agriculture ou de commerce et s'ils
» ont prêté le serment civique. »

De la lecture de ces paragraphes 2, 3, 4 et 5, il résulte qu'il y a quatre manières d'obtenir la qualité de Français; nous en trouverons une cinquième dans l'article 4, que nous citerons plus loin.

64 *bis*. Le paragraphe premier, rapporté *suprà*, n° 64, ne consacre pas un mode de naturalisation : il contient la constatation d'un fait et la proclamation d'un principe. Pour savoir qui est Français, on considère l'origine et le lieu de la naissance. Nous n'avons donc pas à nous arrêter sur ce point.

Mais nous devons étudier les cinq modes de naturalisation qui forment l'objet, soit des paragraphes 2, 3, 4 et 5 cités plus haut, n° 64, soit de l'article 4 de notre Constitution des 3-14 septembre 1791, cité *infrà*, n° 64 *bis in fine* : 1° La *simple résidence* est suffisante pour les enfants, *nés en France d'un père étranger;* aucun stage n'est exigé.

2° La *simple résidence* et la *prestation du serment civique* sont nécessaires pour ceux qui *sont nés à l'étranger* d'un *père français*. Ici encore nous ne voyons pas de condition de stage édictée.

3° Le *domicile* en France sans stage et la *prestation* du *serment* sont imposés à ceux qui, *nés en*

pays étranger, descendent, à quelque degré que ce soit, d'un Français ou d'une Française expatriés pour cause de religion (1).

Ce qui distingue cette catégorie de la précédente, c'est qu'on ne se préoccupe, pour la filiation, ni du *sexe*, ni du *degré*. Il faut, en second lieu, que les ancêtres se soient expatriés pour *cause de religion*. Cet article, d'ailleurs, n'est que la reproduction de l'article 22 d'un décret des 9-15 décembre 1790 relatif *au mode de restitution des biens des religionnaires fugitifs*.

4° Le *domicile sérieux et continu, cinq ans de stage* et *la prestation du serment civique* sont exigés de ceux qui, *nés, hors du royaume,* de *parents étrangers*, résident en France, s'ils y ont, en outre, ou *acquis des immeubles*, ou *épousé une Française,* ou *formé un établissement d'agriculture ou de commerce.*

Notre article *trois* semble donc être la reproduction de la loi des 30 avril - 2 mai 1790.

Remarquons seulement :

a. Qu'il n'est plus question de *lettres de bourgeoisie ;* leur obtention est donc insuffisante pour acquérir la qualité de Français ;

b. Qu'un *établissement d'agriculture* est assimilé aux établissements de *commerce ;*

c. Que le *serment civique* est expressément exigé ; nous ne pouvons plus alléguer ici les raisons de texte et de grammaire (2) précédemment invoquées à propos de la loi des 30 avril - 2 mai 1790, pour soulever une controverse.

5° Le cinquième mode de naturalisation ressort de l'article 4 de la constitution des 3-14 septembre 1791, dont voici la teneur : Article 4. — « Le pouvoir législatif

(1) Ce décret a reçu des applications pratiques : Cour d'Aix, 25 mars 1866, Affaire Adnet.

(2) Fœlix, *op. cit.*, nos 6 et 9. Montpellier, 22 juin 1866, Sir. 67-2-24. — *Contrà* Aubry et Rau, t. 1, 4e éd., p. 247, note 8 *in fine*, § 71.

pourra, *pour des considérations importantes*, donner à un étranger un acte de naturalisation, sans autres conditions que de fixer son domicile en France et d'y prêter le serment civique. » C'est à la faveur de cette disposition que la loi du 26 août 1792 conféra le titre de citoyen à Bentham, Washington, Klopstock et Kosciusko.

65. Nous devons faire une remarque avant de terminer cette période. — C'est qu'aucune de ces lois ne fournit, soit au pouvoir législatif, soit au pouvoir exécutif, des moyens de contrôle et d'enquête sur l'honorabilité et la moralité des nouveaux citoyens. La naturalisation résultait *ipso facto* du concours des conditions exigées, indépendamment de toute manifestation de volonté de la part des intéressés. C'était une lacune considérable : car cette absence de mesures de surveillance exposait la France à recevoir, parmi ses membres, des individus dangereux ou indignes.

66. La constitution du 24 juin 1793, loin d'apporter le remède, ne fit qu'aggraver le mal.

SECTION III

Constitution du 24 juin 1793.

67. La constitution du 24 juin 1793 poussa jusqu'à ses dernières limites l'idée de *fraternité humaine* et multiplia à l'infini les circonstances de la naturalisation afin d'en faciliter l'obtention.

68. L'article 4 de cette constitution était ainsi conçu :

« Tout homme *né* et *domicilié en France*, âgé de » *vingt et un ans* accomplis qui, domicilié depuis une » année, y *vit* de son travail, ou *acquiert* une pro- » priété, ou *épouse* une Française, ou *adopte* un enfant, » ou *nourrit* un vieillard; tout *étranger* enfin qui sera » jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'hu-

» manité, est admis à l'exercice des droits de citoyen » français. »

Ainsi la prestation du serment civique n'est plus exigée.

Le stage de cinq années est réduit à *une* seule année.

Les garanties vont diminuant toujours pour aboutir à trois conditions d'une facilité inouïe : être âgé de vingt et un ans, — être domicilié en France, — y vivre de son travail. — Pour trop vouloir innover, on était tombé dans la pire des situations : c'était livrer le pays aux aventuriers, c'était apporter le bouleversement dans les institutions politiques ; c'était exposer la France à être envahie par le trop-plein et trop souvent par l'écume des nations voisines. Aussi cette constitution ne devait-elle vivre que quelques mois, et un décret du 10 octobre 1793, c'est-à-dire de la même année, vint bientôt en arrêter les effets désastreux.

Pourtant, ceux-là, qui avaient pu se trouver dans les conditions demandées, profitèrent de la naturalisation acquise, le décret nouveau ne pouvant pas rétroagir contre les faits accomplis (1).

69. Mais quels individus devait-on comprendre dans cette catégorie d'étrangers non atteints par le décret du 10 octobre 1793 ? Fallait-il qu'ils eussent déclaré accepter la nationalité française, ou bien le seul fait d'avoir rempli les conditions édictées par la loi leur conférait-il de plein droit la qualité de Français ?

M. Duvergier (2) enseigne que l'acceptation était alors une condition indispensable de la naturalisation ; suivant cet auteur, la loi ne constituait qu'une simple pollicitation, une offre unilatérale de naturalisation qui ne devait produire ses effets que par le consentement de l'étranger venant cadrer avec l'offre et la compléter.

(1) Colmar, 13 octobre 1829, *Journal du Palais*, *verbo* Naturalisation, n° 20.

(2) Duvergier, *Collection des lois*, 2e édition, t. v, p. 354, note 2. *Sic* Orléans, 25 juin 1830.

Il nous est impossible d'accepter cette opinion, et nous pensons, avec la majorité des arrêts (1) et des auteurs, que la loi conférait *ipso facto* la qualité de citoyens français aux étrangers qui se trouvaient, en fait, dans les conditions voulues.

Le texte, en effet, garde un silence complet sur la nécessité d'une adhésion formelle de l'étranger. Ce ne pourrait être qu'une simple formalité, et l'on connaît l'adage : *favores ampliandi*. Le législateur se contente de l'*intention*, laquelle même ressort de l'accomplissement de toutes les conditions inscrites dans la constitution du 24 juin 1793.

Remarquons, toutefois, qu'il fallait que le domicile de l'étranger fût sérieux et son travail suffisamment actif et rémunérateur, capable en un mot de créer un lien de communauté entre cet étranger et la société française (2).

SECTION IV

Constitution du 5 fructidor, an III ou 22 août 1795.

70. Cette constitution, revenant sur les abus de la constitution précédente, rétablit la distinction entre les étrangers nés en France et ceux nés hors du royaume et détermina des conditions plus rigoureuses pour la naturalisation.

D'abord elle enleva au pouvoir législatif la faculté d'accorder, à son gré, la naturalisation. De plus, elle décida que tout homme *né et résidant en France, âgé de vingt et un ans, inscrit sur le registre civique de son canton, ayant demeuré un an sur le territoire de la république et payant une contribution directe,*

(1) Lyon, 10 novembre 1827; Douai, 30 novembre 1840; Riom, 7 avril 1835.

(2) Bordeaux, 17 juin 1847, Sir. 1847-2-468. *Journal du Palais*, *verbo* Naturalisation, nos 17 et 18.

foncière ou personnelle, pourrait être considéré comme citoyen français (art. 8 et 10).

Quant à l'étranger proprement dit, il devenait citoyen français, « lorsqu'après avoir atteint l'âge de *vingt et un ans accomplis* et *avoir déclaré l'intention de se fixer en France*, il y avait *résidé pendant sept années* consécutives *(à partir de sa déclaration)*, pourvu qu'il payât une *contribution directe*, et qu'en outre, il possédât une propriété foncière ou un établissement *d'agriculture* ou de *commerce*, ou qu'il eût *épousé* une Française. »

71. Ainsi était inauguré un principe nouveau, à savoir la nécessité d'une déclaration préalable de domicile par l'étranger, avec indication de l'intention de devenir Français : la naturalisation ne résultait plus virtuellement de la réunion de certaines circonstances, comme sous les constitutions antérieures : voyez, en ce sens, un arrêt de la Cour de cassation du 26 janvier 1835 ; *contrà*, toutefois M. Coin-Delisle, *Jouissance et privation des droits civils*, sur l'article 8 du Code civil, n° 15. Comparez M. Stoïcesco, *Etude sur la naturalisation*, p. 231. L'on s'accorde généralement à reconnaître cependant que, par *à contrario* des articles 8 et 9 de cette même constitution, le payement de la contribution foncière n'est requis que pour l'obtention des droits politiques.

72. Sans doute, les lois que nous venons d'étudier sont abrogées aujourd'hui ; mais elles peuvent être invoquées néanmoins pour déterminer la nationalité, soit des individus encore existants qui se trouvaient compris dans les termes de leurs dispositions, soit de leurs enfants, dont on contesterait la qualité ; car il est certain que tous ceux qui ont acquis la qualité de Français par l'un des moyens énoncés dans nos lois intermédiaires, l'ont conservée s'ils sont encore existants ; ils l'ont transmise par la génération à leurs descendants, *jure sanguinis*.

SECTION V

Constitution du 22 frimaire an VIII.

73. Les mesures préventives de la constitution du 5 *fructidor* an III, n'étaient déjà plus suffisantes pour calmer les esprits inquiets.

Un revirement, d'autant plus complet que l'illusion avait été plus grande, se manifesta dans l'opinion publique : nous en trouvons la preuve dans la constitution du 22 frimaire an VIII : « Les relations de la France avec l'Europe devaient inspirer, en effet, de légitimes défiances envers celui qui, pour devenir Français, se séparait d'une nation en armes contre nous, et la législation semblait attester, de la part des pouvoirs publics, une préoccupation plus vive de garder nos frontières que d'élargir notre hospitalité (1). »

74. Cette constitution, d'ailleurs, a une grande importance : c'est à elle que se réfère le Code civil dans son article 7 ainsi conçu : « L'exercice des droits civils est indépendant de la qualité de citoyen, laquelle ne s'acquiert et ne se conserve que conformément à la *loi constitutionnelle.* »

Voici les principaux articles de cette constitution nouvelle :

Article 2. *Tout homme né et résidant en France, qui, âgé de vingt et un ans accomplis, s'est fait inscrire sur le registre civique de son arrondissement communal, et qui a demeuré depuis, pendant un an, sur le territoire de la république, est citoyen français.* »

Nous retrouvons ici l'article 8 de la constitution du 5 fructidor an III.

Article 3. *Un étranger devient citoyen français lorsque, après avoir atteint l'âge de vingt et un ans accomplis et avoir déclaré l'intention de se fixer en France, il y a résidé pendant dix années consécutives.* »

(1) Exposé des motifs de la loi du 29 juin 1867.

L'article 13 du Code civil a eu, plus tard, pour but principal de faciliter, à l'étranger, cette espèce de stage politique, par la concession des droits civils en France pendant sa durée.

75. La plus grande modification, apportée par la constitution du 22 frimaire an VIII, consiste dans la durée du stage qui, de *cinq* ans, est portée à *dix* années.

Mais on était tombé dans un autre inconvénient : c'est que les hommes de mérite, d'un âge trop avancé, devaient renoncer à l'espoir d'accomplir jamais leur stage. Plus tard, différents documents législatifs vinrent modifier cet état de choses ; nous y reviendrons bientôt, en suivant toujours l'ordre des dates.

76. Nous sommes ainsi arrivés au droit nouveau ; mais avant d'en aborder l'étude, il est nécessaire de soumettre au lecteur deux remarques importantes.

77. Voici d'abord la première observation. Quelque facile que se soit montré le droit intermédiaire pour accorder la qualité de Français, jamais la seule résidence en France n'a suffi pour conférer ce titre. Il a toujours fallu à l'étranger l'accomplissement, en outre, d'une ou de plusieurs conditions indispensables, — par exemple, (suivant les époques), être né en *France* d'un père étranger, avoir prêté le serment civique, avoir satisfait à certaines conditions d'âge, etc.

78. Ensuite, au milieu de toutes ces lois se succédant à intervalles si rapprochés dans le droit intermédiaire, il est une question, qui sans aucun doute dut souvent se poser : c'est celle de savoir quels pouvaient être les effets d'une constitution nouvelle sur une naturalisation obtenue en conformité d'une constitution antérieure. On comprendrait même que l'inquiétude eût pu troubler un instant les nombreux intéressés : car il s'agit là de lois politiques. Or, n'est-il pas constant, en doctrine comme en jurisprudence, que les lois de cette catégorie régissent même le passé ?

Eh bien, il ne faut pas hésiter à tenir pour certain

que si l'étranger avait, au moment où la constitution nouvelle était publiée, accompli toutes les conditions sous lesquelles la constitution précédente conférait la naturalisation, il était définitivement Français, sans qu'il eût besoin, pour conserver cet état, de remplir aucune autre formalité. Pour admettre le contraire, il faudrait supposer l'étranger encore dans l'expectative et à la veille seulement de satisfaire aux conditions requises pour parvenir à la naturalisation.

Une considération bien simple vient à l'appui de ce caractère irrévocable que nous attribuons à la nationalité une fois acquise. C'est qu'en effet, il s'agit ici d'un fait accompli qui constitue un droit pour l'individu au profit duquel il s'est opéré. Il importe peu que, dans l'espèce, il ne s'agisse pas d'un droit dérivant d'un contrat et comptant dans le patrimoine. Nous avons supposé que la naturalisation avait été acquise. Or, le juge ne peut pas invalider un acte légalement fait sous l'empire de la loi ancienne. Le législateur seul le pourrait, si l'intérêt social paraissait assez gravement engagé pour commander une telle décision : ce qui d'ailleurs ne se présentera que très rarement. Ajoutez que l'équité favorise singulièrement cette solution : car l'application d'une loi nouvelle à une naturalisation déjà obtenue, loin d'offrir des avantages à quelqu'un, bouleverserait tout ensemble et les familles, et l'Etat. (Comp. M. Laurent, *Principes de droit civil*, t. I, n° 170. — M. Demolombe, t. I, n° 41.)

79. Les différentes dispositions législatives que nous venons de passer en revue ouvraient — souvent même trop largement — l'accès de notre nationalité aux *individus* de tous pays. Mais, avant de passer à l'étude de la législation moderne, il convient de noter que, dans le droit intermédiaire comme dans l'ancien droit, la collation de la qualité de Français embrassa plus d'une fois, non plus seulement des personnes déterminées, mais bien des peuples entiers. Nous voulons par-

ler des naturalisations collectives par voie d'annexions au territoire. Les habitants des pays conquis ou cédés acquéraient la nationalité nouvelle, par le fait même de la conquête ou de la cession. Ils étaient assimilés aux Français *originaires* : les traités de Mulhouse et de Genève (1) consacrent expressément cet effet. Mais les personnes ainsi atteintes pouvaient se soustraire à la sujétion nouvelle en se retirant sur le territoire de leur ancienne patrie (2).

Toutefois, il faut noter qu'au début de la période révolutionnaire, l'annexion à la France emportait pour le territoire annexé un régime bien rigoureux.

Ainsi, sous la Convention, le pouvoir révolutionnaire règnait en maître et appliquait ses principes sur le nouveau territoire dès que celui-ci était *occupé* par nos armées. On n'attendait point qu'un traité fût venu consacrer l'annexion. Il est vrai que théoriquement la législation nationale des provinces annexées n'était pas abolie : les principes de la Révolution n'étaient introduits que seulement à titre d'exceptions. Seulement, comme, en fait, les commissaires envoyés dans ces provinces étaient juges des exceptions, celles-ci devenaient la règle, absorbant ainsi la législation du pays annexé.

Plus tard, après la Convention et sous le Directoire et le Consulat, les esprits étant devenus plus calmes et le gouvernement central étant plus régulièrement organisé, l'interprétation des principes révolutionnaires dans les pays annexés, donna lieu à moins d'arbitraire et de rigueur. (Comparez en ce sens, M. Selosse, *op. cit.*, p. 151-155.)

(1) 28 janvier et 18 avril 1798.

(2) Voyez notamment les traités de Campo-Formio (17 octobre 1797) et d'Amiens (27 mars 1802), qui fixaient à trois ans le délai d'émigration.

CHAPITRE IV

Esquisse sommaire du droit nouveau ou moderne (1803 à 1880), en matière de naturalisation.

80. Nous ferons connaître les différents documents législatifs, qui ont été, de 1803 à 1880, successivement promulgués en France.

81. En France, au moment de la promulgation du Code civil, c'est toujours l'article 3 de la constitution du 22 frimaire an VIII qui continue de former la base de la législation en fait de naturalisation : il faut donc alors, pour devenir citoyen français :

1° Avoir vingt et un ans accomplis;

2° Avoir déclaré l'intention de se fixer en France;

3° Y avoir résidé effectivement pendant dix années consécutives.

82. Toutefois, cet état de choses présentait deux défauts considérables. Il était, tout ensemble et *trop facile* et *trop difficile* d'obtenir le bénéfice de la naturalisation. Aussi, de 1803 à 1848, puis de 1848 à 1880, plusieurs documents législatifs, extensifs ou restrictifs (suivant les cas), de l'action gouvernementale, sont venus compléter les dispositions anciennes. Parmi ces documents législatifs, les uns ont apporté des *entraves*, les autres ont, au contraire, accordé des *facilités* nouvelles à l'acquisition du titre de citoyen français.

83. Nous disons d'abord que la constitution de l'an VIII était *trop facile* à certains égards.

Les articles 3 et suivants ne demandaient, en effet, aucune garantie de *moralité sociale* ni *avant*, ni *après* la naturalisation.

Ni avant : « *Tout étranger*, » disent nos articles; donc,

qu'un repris de justice, ou qu'un étranger compromis dans des entreprises portant atteinte à l'honneur, se mît en devoir d'accomplir les conditions exigées par la loi, et le gouvernement se voyait contraint de rester spectateur, impuissant et désarmé, d'une naturalisation imposée par la constitution;

Ni après : Ses *dix* ans de stage écoulés, l'étranger était devenu, en effet, Français de *plein droit*, et nul ne pouvait lui retirer un titre ainsi obtenu en se conformant à la loi.

Il y avait donc là une lacune regrettable. Un avis du conseil d'Etat des 18-20 prairial an XI (9 juin 1803) et un décret impérial du 17 mars 1809 ont remédié à ce vice par une double disposition.

1° *L'avis du conseil d'Etat* des 18-20 prairial an XI a eu pour objet de réformer les facilités excessives de la constitution du 22 frimaire an VIII. En voici le texte : « Le conseil d'Etat est d'avis que, dans tous les cas où » un étranger veut s'établir en France, il est tenu d'ob- » tenir la *permission du gouvernement*, et que ces » permissions, pouvant être, suivant les circonstances, » sujettes à des modifications, à des restrictions, et » même à des révocations, ne sauraient être déterminées » par des règles ou des formules générales. » Ainsi donc, l'étranger ne pouvait être admis à résider en France, et à y faire son stage en vue de la naturalisation, qu'autant qu'il y avait été préalablement autorisé par le chef de l'Etat. L'article 13 du Code civil se réfère même à cette disposition lorsqu'il parle de l'autorisation du roi : Article 13 du Code civil : « *L'étranger qui aura été admis, par l'autorisation de l'empereur (du chef de l'Etat) à établir son domicile en France, y jouira de tous les droits civils tant qu'il continuera d'y résider.* »

2° *Le décret impérial du* 17 *mars* 1809 est venu, à son tour, apporter une *entrave* à l'obtention de la naturalisation, *une fois les conditions accomplies*. D'après l'article 1er de ce décret, les *dix* années de stage une

fois révolues, la naturalisation n'aura lieu qu'autant qu'elle sera conférée par le chef de l'Etat. Ainsi, la naturalisation cesse d'opérer de plein droit; elle est subordonnée à l'obtention de lettres de naturalisation délivrées au nom du chef du gouvernement; même après les *dix* années écoulées, il faut qu'un nouvel acte du pouvoir exécutif intervienne pour la prononcer.

Tels sont les deux actes importants qui ont remédié aux *facilités excessives* de la constitution du 22 frimaire an VIII.

84. Nous avons ajouté, en second lieu, que l'article 3 de cette constitution s'était montré *trop difficile* dans certains cas :

Dix ans de résidence, en effet, dans tous les cas et toujours, c'était bien long et pour l'étranger et pour nous-mêmes :

a. Pour l'étranger d'abord. Il pouvait arriver que, suivant la législation de son pays, il perdît sa nationalité dans un temps plus court que celui exigé par le droit nouveau en France pour acquérir notre nationalité. Il se trouvait alors sans patrie, pendant quelque temps; or c'est toujours là un résultat fâcheux.

b. Pour nous-mêmes. Car nous pouvions perdre des étrangers de mérite éloignés de notre naturalisation par la longueur exagérée des délais. Aussi cette disposition a-t-elle été vivement critiquée au conseil d'Etat: M. Rœderer, dans la séance du 4 fructidor an IX, s'exprimait en ces termes : « *C'est un défaut dans la cons-* » *titution de ne pas autoriser de lettres de naturalité.* » *Il en résultera que des hommes d'un rare mérite, tel* » *que Franklin, par exemple, ne pourront jamais* » *devenir Français, parce qu'ils seront d'un âge trop* » *avancé pour espérer d'accomplir leur stage politique.* » Cette réflexion était juste.

85. On commença par apporter deux exceptions à la nécessité d'une résidence de *dix* ans :

La première exception résulte des sénatus-consultes

organiques des 21-26 vendémiaire *an* XI *et du* 19 *février* 1808. D'après le sénatus-consulte du 26 vendémiaire an XI, le gouvernement était autorisé à conférer *pendant cinq ans* la qualité de citoyen français, après *un* an de domicile, à l'étranger qui la solliciterait, pour services importants, talents, inventions, industrie utile, ou grands établissements formés en France.

Quant au sénatus-consulte du 19 février 1808, il eut pour but de rendre perpétuel le pouvoir du gouvernement d'abord limité à *cinq* ans.

86. Nous trouvons une nouvelle et seconde exception dans *l'ordonnance du 4 juin* 1814 : voici les termes de l'article 1er : « *Conformément aux anciennes constitutions* » *françaises, aucun étranger ne pourra siéger, à* » *compter de ce jour, ni dans la chambre des pairs, ni* » *dans celle des députés, à moins que, par d'importants* » *services rendus à l'Etat, il n'ait obtenu de nous* » *des lettres de naturalisation vérifiées par les deux* » *Chambres.* »

Nous venons de dire que l'ordonnance du 4 juin 1814 constituait une exception à la nécessité du long stage de dix années de résidence. C'est bien là, en effet, ce qui semble résulter des termes que nous venons de rapporter. Il s'agit là d'une naturalisation exceptionnelle. Elle devait sans doute être méritée par des services importants. Mais, dès que le roi avait apprécié le mérite, il accordait les lettres de naturalisation librement et sans être enchaîné par les conditions du droit commun. On a essayé, sans doute, de soutenir la théorie contraire; mais cette opinion ne rencontra point de nombreux adhérents et ne fut jamais suivie par la pratique. La chancellerie se conforma toujours au système que nous venons d'enseigner. (Comp. M. Demolombe, t. I, nº 159.)

87. Mais l'examen de l'ordonnance précitée suggère une autre observation plus importante encore. C'est qu'en effet, elle crée en réalité deux sortes de naturalisations : la *naturalisation simple* qui conférait les droits civils et

les droits politiques, sauf pourtant celui d'*éligibilité ;* et la *grande naturalisation* qui ne contient pas, en réalité, autre chose que l'investiture particulière de ce dernier droit. Tandis que celle-là rentrait dans les attributions du pouvoir gracieux du roi, celle-ci exigeait une vérification sérieuse faite par les chambres, autrement dit, elle était prononcée par une *loi.*

87 *bis.* Notons tout de suite que cette disposition fut reproduite plus tard par la loi des 13-21 novembre et 3 décembre 1849, dont l'article 1er, dernier alinéa, portait : « *L'étranger naturalisé ne jouira du droit d'éligibité à l'assemblée nationale qu'en vertu d'une loi.* »

Mais aujourd'hui, on ne distingue plus ces deux espèces de naturalisations, et une loi n'est pas nécessaire pour qu'un étranger simplement naturalisé puisse siéger dans les Chambres. C'est ce qui résulte de l'article 28 de la constitution du 14 janvier 1852 et autres monuments législatifs dont nous examinerons plus tard la portée : voyez notamment les articles 12 et 26 du décret du 2 février 1852 ; consultez surtout les termes formels de la loi du 29 juin 1867, articles 1 et 3.

88. Quelques mois après l'ordonnance que nous venons de mentionner, parut une loi qui modifia aussi profondément les règles de la naturalisation : c'est la loi du 14 octobre 1814. Elle était rendue, il est vrai, dans des circonstances toutes particulières. Elle fut édictée à la suite du démembrement du premier empire, et elle eut pour but de maintenir, dans certains cas, et de faciliter, dans d'autres, l'acquisition de la qualité de Français aux habitants originaires des provinces séparées de la France en 1814 et en 1815. Plus tard, lorsque, dans notre *seconde étude,* nous examinerons les principes relatifs à la perte de la qualité de Français par l'effet du démembrement du territoire, nous reviendrons sur la loi du 14 octobre 1814. Nous en présenterons l'analyse et le commentaire ; nous nous contentons, pour le

moment, de donner ici le texte de cet important document législatif : « ARTICLE 1er. *Tous les habitants des départements qui avaient été réunis au territoire de la France depuis* 1791, *et qui, en vertu de cette réunion, se sont établis sur le territoire actuel de la France, et y ont résidé, sans interruption, depuis dix années et depuis l'âge de vingt et un ans, sont censés avoir fait la déclaration exigée par l'article* 3 *de la loi du* 22 *frimaire an VIII, à charge par eux de déclarer dans le délai de trois mois, à dater de la publication des présentes, qu'ils persistent dans la volonté de se fixer en France. — Ils obtiendront à cet effet de nous, des lettres de déclaration de naturalité, et ils pourront jouir dès ce moment des droits de citoyen français, à l'exception de ceux réservés dans l'article* 1er *de l'ordonnance du* 4 *juin, qui ne pourront être accordés qu'en vertu de lettres de naturalisation vérifiées dans les deux chambres.*

» ARTICLE 2. *Ceux qui n'ont pas encore dix années de résidence réelle dans l'intérieur de la France, acquerront les mêmes droits de citoyen français le jour où leurs dix ans de résidence seront révolus, à charge de faire, dans le même délai, la déclaration susdite. — Nous nous réservons néanmoins d'accorder, lorsque nous le jugerons convenable, même avant les dix ans de résidence révolus, des lettres de déclaration de naturalité.*

» ARTICLE 3. *A l'égard des individus nés et encore domiciliés dans des départements qui, après avoir fait partie de la France, en ont été séparés par les derniers traités, nous pourrons leur accorder la permission de s'établir dans notre royaume et d'y jouir des droits civils; mais ils ne pourront exercer ceux de citoyen français qu'après avoir fait la déclaration prescrite, après avoir rempli les conditions imposées par la loi du* 22 *frimaire an VIII, et avoir obtenu de nous des lettres de déclaration de naturalité.*

» *Nous nous réservons néanmoins d'accorder lesdites lettres, quand nous le jugerons convenable, avant les dix ans de résidence révolus.* »

89. Plus de trente années s'écoulèrent sans promulgation de lois nouvelles concernant la naturalisation. Il faut, en effet, passer de 1814 à 1848 pour trouver un monument législatif important sur la matière.

90. Nous arrivons ainsi à l'étude du *décret provisoire des* 28-31 *mars* 1848.

« Article 1er. *Le ministre de la justice est provisoirement autorisé à accorder la naturalisation à tous les étrangers qui la demanderont et qui justifieront, par actes officiels ou authentiques, qu'ils résident en France depuis cinq ans au moins, et qui, en outre, produiront, à l'appui de leur demande, l'attestation par le maire de Paris ou le préfet de police, pour le département de la Seine, et par les commissaires du gouvernement, pour les autres départements, qu'ils sont dignes, sous tous les rapports, d'être admis à jouir des droits de citoyen français.* »

L'article 2 *a trait au payement des droits.*

91. Par ce décret, nous retombons dans le provisoire et l'arbitraire.

Le ministre de la justice devient omnipotent et accorde, à son gré, la naturalisation. Celle-ci reste cependant une faveur : car tout étranger ne peut pas obtenir de prime-abord sur sa demande la qualité de citoyen français : il doit, au contraire, produire des actes *officiels* ou *authentiques* constatant : « Qu'il réside en France depuis *cinq* ans au moins, et produire l'attestation, par le maire de Paris ou le préfet de police, qu'il est digne, sous tous les rapports, d'être admis à jouir de tous les droits de citoyen français. »

Ce n'est pas ici le lieu d'apprécier le but du législateur en édictant cette loi. Le contre-coup de la révolution de février se faisait sentir ; le commerce et l'industrie dans le marasme ne pouvaient occuper la multitude

des travailleurs accrue de cet appoint que l'on est toujours sûr de retrouver au jour des révolutions ; il fallait prendre une mesure énergique pour assurer le travail aux ouvriers français, et l'on ne parlait de rien moins que d'expulser les étrangers.

Le législateur crut tourner la difficulté en édictant le décret précité du 28 mars 1848 : mais alors on retomba dans les inconvénients de la constitution du 24 juin 1793. Plus de 2500 individus furent naturalisés dans l'espace de quelques mois, et il est à présumer que, malgré les précautions requises, plus d'un citoyen indigne parvint à produire les attestations exigées.

92. Quoi qu'il en soit, on ne fut pas longtemps sans reconnaître les dangers d'un pareil envahissement, et un *arrêté ministériel inséré au Moniteur du* 29 *juin* 1848, vint suspendre les effets du décret provisoire.

En voici le texte : « *Environ* 2500 *naturalisations* » *ont été accordées en vertu du décret du* 28 *mars* » *dernier. Ces mesures ont pleinement atteint le but* » *que ce décret se proposait. D'un autre côté, il y a* » *tout lieu de croire que la nouvelle constitution,* » *comme la précédente, contiendra des dispositions* » *définitives, en ce qui concerne les étrangers qui* » *désirent devenir citoyens français. Dans cet état de* » *choses, le ministre de la justice a jugé qu'il devait* » *suspendre l'exercice du droit provisoire que lui* » *confère ce décret. En conséquence, il ne sera plus* » *statué sur les demandes de naturalisation, jusqu'à* » *ce que la législation soit définitivement fixée sur* » *ce point important* (1). »

On rentrait ainsi dans le système des législations antérieures, en attendant la nouvelle constitution qui d'ailleurs fut promulguée peu après.

93. Nous arrivons ainsi à la *loi des* 13-21 *no-*

(1) Sirey, *Lois annotées*, 1848. Note 1.

vembre, 3-11 *décembre* 1849 *sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France.*

Le mode général de naturalisation, offert aux étrangers par la France, était alors réglé par la constitution du 22 frimaire an VIII modifiée par le décret du 17 mars 1809 et par les sénatus-consultes des 22 vendémiaire an VI et 19 février 1808.

La loi du 11 décembre 1849 n'eut d'autre but que de fondre ensemble ces divers documents législatifs et de les réunir sous un seul et même titre.

« Article 1er. *Le Président de la République statuera* » *sur les demandes en naturalisation. La naturalisation ne pourra être accordée, qu'après enquête* » *faite par le gouvernement relativement à la moralité de l'étranger, et sur l'avis favorable du conseil d'Etat. L'étranger devra, en outre, réunir les* » *deux conditions suivantes :* — 1° *d'avoir, après l'âge* » *de vingt et un ans accomplis, obtenu l'autorisation* » *d'établir son domicile en France conformément à* » *l'article* 13 *du Code civil;* 2° *d'avoir résidé pendant dix ans, en France, depuis cette autorisation.* » *L'étranger naturalisé ne jouira du droit d'éligibilité* » *à l'assemblée nationale qu'en vertu d'une loi.* »

94. Cinq conditions principales étaient donc exigées de l'étranger qui voulait acquérir le bénéfice de la naturalisation ordinaire : à savoir :

I. Obtenir du gouvernement, après l'âge de vingt et un ans accomplis, l'autorisation de fixer son domicile en France ;

II. Résidence effective de dix ans à partir de l'autorisation, sauf la restriction de l'article 2 en faveur des étrangers de talent :

« Article 2. *Néanmoins le délai de dix ans pourra* » *être réduit à une année en faveur des étrangers* » *qui auront rendu à la France des services importants ou qui auront apporté en France, soit une* » *industrie, soit des inventions utiles, soit des talents*

» *distingués ou qui auront formé de grands éta-*
» *blissements.* »

III. Enquête du gouvernement sur la moralité de l'étranger;

IV. Avis « favorable » du conseil d'Etat.

Sous le décret organique du 2 février 1852, le mot « *favorable* » disparut : le conseil d'Etat, en effet, n'avait plus une autorité propre et indépendante du pouvoir exécutif, et l'empereur, dégagé de la tutelle du conseil d'Etat, pouvait accorder l'autorisation même malgré un avis opposé.

V. Ratification par le gouvernement de la demande en naturalisation.

95. Voici maintenant les termes de l'article 3 : « *Tant* » *que la naturalisation n'aura pas été prononcée, l'au-* » *torisation accordée à l'étranger d'établir son domicile* » *en France, pourra toujours être révoquée ou modifiée* » *par décision du gouvernement qui devra prendre* » *l'avis du conseil d'Etat.* » M. Wolowski, lors de la discussion, proposa de remplacer ces mots, « *qui* » *devra prendre l'avis du conseil d'Etat,* » par ceux-ci « *sur l'avis conforme du conseil d'Etat.* » Mais le rapporteur fit observer que le droit d'expulser les étrangers était, avant tout, une question de police, et qu'entraver la liberté d'action du pouvoir exécutif, en cette matière, pour le placer sous la dépendance du conseil d'Etat, c'était menacer la sécurité publique, à laquelle le pouvoir exécutif doit incessamment veiller, et dont il est responsable.

« ARTICLE 4. *Les dispositions de la loi du* 14 *oc-* » *tobre* 1814, *concernant les habitants des départements* » *réunis à la France, ne pourront plus être appliquées* » *à l'avenir.*

» ARTICLE 5. *Les dispositions qui précèdent ne portent* » *aucune atteinte aux droits d'éligibilité à l'assemblée,* » *acquis aux étrangers, naturalisés avant la promul-* » *gation de la présente loi.*

» Article 6. *L'étranger qui aura fait, avant la pro-*
» *mulgation de la présente loi, la déclaration pres-*
» *crite par l'article* 3 *de la constitution de l'an* VIII,
» *pourra, après une résidence de dix années, obtenir*
» *la naturalisation, suivant la forme indiquée par*
» *l'article* 1er. »

L'article 4 précité a eu pour but de faire cesser à l'avenir une extension tout à fait arbitraire de la loi du 14 octobre 1814; on avait, en effet, regardé dans la pratique le délai de trois mois fixé par cette loi, comme simplement comminatoire, et on en avait appliqué encore ultérieurement les dispositions. C'était là une illégalité à laquelle il était bon de mettre un terme.

Les articles 5 et 6 ont été ajoutés à la loi du 3 décembre 1849 par suite d'un amendement proposé par M. Joly et soutenu par MM. Valette et Demante.

On se demandait si les étrangers, qui avaient rempli les formalités exigées par la législation précédente, sans obtenir des lettres de grande naturalisation, seraient éligibles.

Après l'amendement, le doute ne fut plus possible.

Nous laissons de côté les autres articles qui ne nous intéressent pas au point de vue de la naturalisation. Tel est l'ensemble des dispositions de cette loi importante, qui ne présente d'ailleurs plus aujourd'hui qu'un intérêt historique.

96. Depuis 1849, en effet, plusieurs lois, décrets et sénatus-consultes, ont achevé la réglementation de la matière, soit en formulant quelque principe nouveau, soit en donnant une plus grande extension aux règles anciennes.

Ce sont d'abord les lois des 22-25 mars 1849 et 7-12 février 1851 qui vinrent modifier l'article 9 du Code civil. Aux termes de cet article, tout individu né en France d'un étranger peut réclamer la qualité de Français dans l'année qui suit sa majorité, pourvu qu'il fixe son domicile en France. Il y a déjà là, comme on le

voit, une grande faveur. Eh bien, les lois précitées viennent encore l'augmenter en vue d'hypothèses particulièrement intéressantes. La loi des 7-12 février 1851 vise en outre les enfants d'étrangers naturalisés Français.

97. Voici d'abord les termes de la loi des 22-25 mars 1849 modifiant l'article 9 du Code civil dans certaines circonstances déterminées :

« ARTICLE UNIQUE. *L'individu, né en France d'un étranger, sera admis, même après l'année qui suivra l'époque de sa majorité, à faire la déclaration prescrite par l'article 9 du Code civil, s'il se trouve dans l'une des deux conditions suivantes :*

1° *S'il sert ou s'il a servi dans les armées françaises de terre ou de mer ;*

2° *S'il a satisfait à la loi du recrutement sans exciper de son extranéité.* »

98. Voici maintenant le texte de la loi des 22-29 janvier 7-12 février 1851 concernant les individus nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés et les enfants des étrangers naturalisés.

« ARTICLE 1er *Est Français, tout individu né en* » *France d'un étranger qui lui-même y est né à moins* » *que, dans l'année qui suivra l'époque de sa majo-* » *rité, telle qu'elle est fixée par la loi française, il ne* » *réclame la qualité d'étranger par une déclaration* » *faite soit devant l'autorité municipale du lieu de* » *sa résidence, soit devant les agents diplomatiques* » *ou consulaires accrédités en France, par le gouver-* » *nement étranger.* »

« ARTICLE 2. *L'article 9 du Code civil est applicable* » *aux enfants de l'étranger naturalisé quoique nés en* » *pays étranger, s'ils étaient mineurs lors de la natu-* » *ralisation : — à l'égard des enfants nés en France* » *ou à l'étranger, qui étaient majeurs à cette même* » *époque, l'article 9 du Code civil leur est applicable* » *dans l'année qui suivra celle de ladite natura-* » *lisation.* »

99. Ce n'est pas ici le lieu d'insister sur ces lois. Leur texte, que nous venons de rapporter, suffit pour donner une idée de leur économie générale. Leurs dispositions sont d'ailleurs intimement liées à l'article 9 du Code civil, c'est-à-dire à un mode de naturalisation par le bienfait de la loi. Les questions très intéressantes qu'a soulevées leur interprétation trouveront donc leur place naturelle dans cet ouvrage, lorsque nous nous occuperons de cette espèce particulière de naturalisation.

Après les lois de 1849 et de 1851, les nouvelles sources qui se présentent les premières à nos recherches sont deux actes qui marquent les débuts du second Empire : la constitution du 14 janvier 1852 et le décret du 25 janvier de la même année.

100. *La Constitution du 14 janvier* 1852, contient deux articles à noter ici :

« Article 48. *Les conseillers d'Etat sont nommés par le président de la République et révocables par lui.*

» Article 51. *Il (le conseil d'Etat) soutient au nom du gouvernement la discussion des projets de loi devant le Sénat et le Corps législatif.*

» *Les conseillers d'Etat, chargés de porter la parole au nom du gouvernement, sont désignés par le président de la République.* »

101. Le décret du 25 janvier 1852, s'exprime ainsi :

« Article 1er. *Le conseil d'Etat, sous la direction du président de la République, rédige les projets de loi et en soutient la discussion devant le Corps législatif. Il propose les décrets qui statuent : 1° sur les affaires administratives dont l'examen lui est déféré par des dispositions législatives ou règlementaires ; 2° sur le contentieux administratif ; 3° sur les conflits d'attribution entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire.*

» *Il est nécessairement appelé à donner son avis sur tous les décrets portant règlement d'administration publique ou qui doivent être rendus dans la forme*

de ces règlements. Il connaît des affaires de haute police administrative à l'égard des fonctionnaires dont les actes sont déférés à sa connaissance par le président de la République. Enfin, il donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le président de la République ou par ses ministres.

» Article 5. *Le conseil d'Etat est présidé par le président de la République ou, en son absence, par le vice-président du conseil d'Etat. Celui-ci préside également, lorsqu'il le juge convenable, les différentes sections administratives et l'assemblée du conseil d'Etat délibérant au contentieux.*

» Article 24. *La délibération n'est pas publique. Le projet de décret est transcrit sur le procès-verbal des délibérations qui font mention des membres présents ayant délibéré. L'expédition du projet est signée par le président de la section du contentieux et remise, par le vice-président du conseil d'Etat, au Président de la République. Le décret qui intervient est contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice. Si ce décret n'est pas conforme au projet proposé par le conseil d'Etat, il est inséré au Moniteur et au Bulletin des lois. Dans tous les cas, le décret est lu en séance publique.* »

Comme on le voit, ces articles avaient, entr'autres choses, pour objet de tracer le rôle du conseil d'Etat en matière de naturalisation : ils règlementaient la situation nouvelle.

102. Mais un peu plus loin, dans son article 26, le décret organique de 1852 contient aussi une disposition qui doit arrêter un instant notre attention. Il déclare, en effet, « *éligibles* sans condition de domicile, tous les électeurs âgés de vingt-cinq ans. » Or, comme l'étranger qui obtient la naturalisation simple est électeur, on en concluait qu'il devenait de plein droit éligible, et que la grande naturalisation était implicitement abrogée (1). Cette opinion rencontra des adversaires dans la doctrine : mais elle fut admise dans la pratique. Ainsi le prince Ponia-

(1) Comp. M. Beudant. *Rev. crit.* t. VII, p. 10.

towski, naturalisé par décret du 22 octobre 1854, fut nommé sénateur par un autre décret du 4 décembre suivant, et non par une loi.

103. Nous avons déjà eu l'occasion de rapporter une loi se rattachant à la matière du *démembrement* du territoire (loi du 14 octobre 1814). Nous arrivons maintenant à un décret rendu en vue d'une hypothèse inverse, pour le cas d'une annexion à notre territoire. C'est le décret du 30 juin 1860. Il est ainsi conçu :

Décret du 30 *juin* 1860, *portant que la qualité de Français pourra être réclamée par les sujets sardes majeurs, et dont le domicile est établi en Savoie et dans l'arrondissement de Nice, et par les sujets sardes encore mineurs nés dans lesdits pays :*

« ARTICLE 1er. *Les sujets sardes majeurs et dont le* » *domicile est établi dans les territoires réunis à la France* » *par le traité du* 24 *mars* 1860, *pourront, pendant le* » *cours d'une année, à dater des présentes, réclamer la* » *qualité de Français.*

» *Les demandes adressées à cet effet aux préfets des* » *départements où se trouve leur résidence, seront, après* » *information, transmises à notre garde des sceaux,* » *ministre de la justice, sur le rapport duquel la natu-* » *ralisation sera, s'il y échet, accordée sans formalités et* » *sans payement de droits.*

» ARTICLE 2. *Les sujets sardes encore mineurs, nés en* » *Savoie et dans l'arrondissement de Nice, pourront, dans* » *l'année qui suivra l'époque de leur majorité, réclamer* » *la qualité de Français, en se conformant à l'article* 9 *du* » *Code Napoléon.* »

Il est peu de dispositions dont le sens soit aussi obscur et aussi discuté que ce décret. Il convenait de le mentionner, à sa date, dans cette nomenclature des différents monuments législatifs sur la naturalisation. Quant à l'examen des difficultés qu'il soulève, nous le renvoyons à la fin de la présente étude, au moment où nous nous

occuperons de la qualité de Français acquise par voie d'annexion au territoire.

104. Comme beaucoup d'étrangers, à un certain moment du dernier empire, affluaient en Algérie, on voulut que notre colonie africaine « ne perdit pas, à ce mélange d'étrangers, le caractère de la nationalité française, » et on résolut de transformer autant que possible, en citoyens français, ceux qui émigraient en ce pays (1). Aussi un sénatus-consulte du 14 juillet 1865 vint-il faciliter pour eux la naturalisation : *Sénatus-consulte du 14 juillet* 1865 *sur l'état des personnes et la naturalisation en Algérie* :

« Article 3. *L'étranger qui justifie de trois années de » résidence en Algérie, peut être admis à jouir de tous les » droits de citoyen français.*

» Article 4. *La qualité de citoyen français ne peut » être obtenue, conformément aux articles* 1, 2 *et* 3 *du » présent sénatus-consulte, qu'à l'âge de vingt et un ans » accomplis; elle est conférée par décret impérial rendu » en conseil d'Etat.* »

104 *bis*. Ainsi, trois conditions sont exigées par les articles 3 et 4 de ce sénatus-consulte :

1° Une résidence de trois ans au lieu du séjour de dix ans exigé en droit commun ;

2° L'âge de vingt et un ans;

3° Un décret impérial rendu en conseil d'Etat.

En Algérie, l'étranger n'est donc pas astreint à un stage de résidence aussi long qu'en France. Cette faveur peut s'expliquer. C'est qu'en effet, l'étranger, qui se fixe en France, jouit immédiatement de tous les bienfaits de notre civilisation ; il peut y trouver une position sûre, tranquille et prospère, tandis que le colon étranger, qui va porter en Algérie son travail et ses capitaux, a des chances à courir; les difficultés qu'il affronte sont grandes, ses efforts sont méritoires, et il serait injuste de ne pas

(1) Rapport de M. Delangle au Sénat (30 juin 1865).

simplifier pour lui les formalités que la loi impose aux autres étrangers.

105. Nous arrivons à la *loi des* 29 *juin*-5 *juillet* 1867, dont voici le texte :

« ARTICLE 1er. *Les articles* 1 *et* 2 *de la loi du* 3 *dé-*
» *cembre* 1849 *sont remplacés par les dispositions suivantes :*

» ARTICLE 1er. *L'étranger qui, après l'âge de vingt et*
» *un ans accomplis, a, conformément à l'article* 13 *du Code*
» *Napoléon, obtenu l'autorisation d'établir son domicile en*
» *France, et y a résidé pendant trois années, peut être*
» *admis à jouir de tous les droits de citoyen français.*

» *Les trois années courront à partir du jour où la de-*
» *mande d'autorisation aura été enregistrée au ministère de*
» *la justice.*

» *Est assimilé à la résidence en France, le séjour en*
» *pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée*
» *par le gouvernement français.*

» *Il est statué sur la demande en naturalisation, après*
» *enquête sur la moralité de l'étranger, par un décret de*
» *l'Empereur, rendu sur le rapport du ministre de la justice,*
» *le conseil d'Etat entendu.*

» ARTICLE 2. *Le délai de trois ans, fixé par l'article*
» *précédent, pourra être réduit à une seule année en*
» *faveur des étrangers qui auront rendu à la France des*
» *services importants, qui auront introduit en France soit*
» *une industrie nouvelle, soit des inventions utiles, qui y*
» *auront apporté des talents distingués, qui y auront formé*
» *de grands établissements, ou créé de grandes exploita-*
» *tions agricoles.*

» *L'article* 5 *de la loi du* 3 *décembre* 1849 *est abrogé.* »

106. Cette loi consacre une *double* innovation.

Première innovation :

a. Elle réduit à *trois* ans (au lieu de dix ans) la durée normale du stage imposé à tout étranger pour devenir Français. La nouvelle loi généralise ainsi la décision antérieure spéciale à l'Algérie ;

b. L'article 1er assimile à la résidence en France, le

séjour *en pays étranger*, pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français, par exemple les fonctions de consul ;

c. Le délai de *trois* ans peut même, aux termes de l'article 2 de la nouvelle loi, être réduit à *une seule année* en faveur des étrangers distingués, qui ont apporté en France des inventions utiles ou fondé de grands établissements, soit industriels, soit *agricoles*.

Seconde innovation :

La loi nouvelle, en supprimant l'article 1 et l'article 5 de la loi de 1849, efface désormais sans controverse possible toute différence entre *deux* naturalisations que notre ancien droit distinguait autrefois : la *grande* et la *petite naturalisation*. Tout étranger, devenu Français, sera maintenant non seulement en possession des droits civils, mais encore en possession des droits politiques dans toute leur plénitude : il pourra être non seulement électeur mais même éligible au Corps législatif. Telles sont les deux innovations capitales de la loi du 29 juin 1867.

107. Nous ne pouvons pourtant pas laisser passer la loi du 29 juin 1867, loi aujourd'hui fondamentale en matière de naturalisation, sans signaler quelques critiques importantes auxquelles son application a déjà donné lieu.

Et d'abord, il est à remarquer que cette loi impose à l'étranger l'obligation de demander, préalablement à sa naturalisation, l'autorisation d'établir en France son domicile. Les trois années de stage de résidence ne commencent à courir que du jour où cette demande préalable d'autorisation a été enregistrée au ministère de la justice. C'est là une exigence qui, dans ces derniers temps, a fait l'objet d'une première critique.

A quoi bon, en effet, ce préliminaire de l'autorisation?

Cette formalité fut établie par la loi du 3 décembre 1849. A cette époque, on essayait de la justifier en disant que le gouvernement serait prévenu par cette demande d'autorisation que lui adresserait l'étranger.

Une première enquête, disait-on, sera faite sur le point de savoir si cet individu est digne de la première faveur qu'il sollicite : puis l'attention gouvernementale, une fois ainsi appelée sur lui, ne s'en détournera plus. La conduite de l'étranger sera incessamment surveillée pendant les trois années de résidence qui suivront l'autorisation de domicile. De cette façon, il paraissait impossible que la naturalisation vînt jamais à être conférée à un individu indigne.

Mais le législateur ne s'apercevait pas qu'il allait ainsi consacrer une disposition faisant double emploi avec une autre, et complètement surabondante. En effet, s'il était vrai que la demande d'autorisation devait être l'occasion d'une première enquête et le point de départ d'une surveillance continuée pendant trois années, pourquoi donc exigeait-on encore une nouvelle enquête le jour où l'étranger, après l'accomplissement de son stage, demanderait la naturalisation? N'était-il pas suffisant de constater l'honorabilité et la moralité de l'étranger seulement à l'époque de sa demande en naturalisation? Il faut avouer qu'il est difficile de ne pas reconnaître, dans cette double demande, dans cette double enquête, un excès de précaution qui touche à la défiance. De tels errements ne sont-ils pas excessifs à notre époque?

Nous savons que le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 est venu abroger cette formalité préalable de l'autorisation pour les étrangers qui résident en Algérie. Nous ne comprenons pas que le législateur du 29 juin 1867 n'ait pas généralisé cette mesure. Nous le comprenons d'autant moins que cette autorisation n'est pas gratuite. La chancellerie ne l'accorde que moyennant finances : de telle sorte que l'étranger se trouve forcé, d'ores et déjà, de débourser de l'argent en vue d'une naturalisation qu'il n'obtiendra que dans trois ans. Et encore cette naturalisation elle-même, l'obtiendra-t-il à l'expiration de ce délai? Il ne le sait point. Son obtention est encore bien incertaine. N'est-elle pas subordonnée au résultat favo-

rable d'une nouvelle enquête... et au payement de nouveaux droits?

De plus, cette nouvelle enquête, combien de temps plaira-t-il au gouvernement de la faire durer? Nul ne le sait. La loi ne lui a assigné aucun délai. Il peut même laisser la demande de l'étranger sans réponse aucune, et prolonger indéfiniment ses incertitudes, ce qui est encore pire qu'un refus catégorique.

108. Enfin, comme dernière formalité inutilement exigée par la loi du 29 juin 1867, signalons l'intervention du conseil d'Etat. Sans doute on l'exigeait aussi en 1849. Mais c'est qu'alors les membres de ce grand Corps étaient élus par l'Assemblée. Demander leur avis, était donc, à cette époque, faire participer en réalité la puissance législative à la collation du droit de cité. Ainsi entendue, l'intervention du conseil d'Etat était à nos yeux très rationnelle. Peut-être même aurait-on dû s'engager plus avant dans cette voie et faire rentrer la naturalisation dans les attributions du pouvoir législatif. Telle est, en effet, la solution que nous avons déjà enseignée dans le cours de cet ouvrage et que nous semble commander le respect dû à la souveraineté nationale. — Mais aujourd'hui, les membres du conseil d'Etat étant, comme tous autres fonctionnaires, nommés par le pouvoir exécutif, nous ne voyons pas bien quelle nécessité s'imposait de leur donner voix au chapitre.

Toutes ces critiques nous paraissent inébranlables.

109. Ajoutons qu'elles ont récemment trouvé un écho dans le Parlement. En effet, à la séance du 20 février 1877 (1), MM. les députés Escanyé, Massot, Escarguel, Folliet, Ducroz, Vignes, Loubet, déposaient une *proposition de loi* tendant à modifier la loi du 29 juin 1867 dans un sens conforme aux vœux que nous venons d'exprimer :

« Nous pensons, disaient ces honorables représentants

(1) *Journ. offic.* du 27 février 1877, p. 1499.

dans l'exposé des motifs qui précède leur projet, que l'obligation où sont les étrangers de solliciter l'autorisation de fixer leur domicile en France, alors même qu'ils y résident depuis très longtemps, constitue un obstacle qui a pour effet de diminuer considérablement les demandes. Ces étrangers, en effet, établis en France, quoique dépourvus d'une autorisation régulière, participent, par le seul fait de leur résidence, à tous les avantages de la vie civile; ils y trouvent protection complète pour leur personne et pour leurs biens; par leur situation et leur conduite, ils écartent le seul danger qu'ils aient à craindre, une expulsion; s'ils n'ont pas la jouissance des droits politiques (et quelques-uns trouvent plus d'avantages que d'inconvénients à en être privés), ils sont en même temps affranchis d'un grand nombre d'obligations imposées aux Français. Il faut donc chez eux une volonté bien puissante et bien obstinée, pour qu'ils se décident à demander une autorisation qui n'ajoute à peu près rien aux avantages dont ils jouissent déjà et qui a l'inconvénient d'appeler l'attention sur leur personne, leurs biens, leurs relations, alors qu'ils ne sont pas assurés, soit d'obtenir cette même autorisation, soit, après l'avoir obtenue, d'en recueillir le bénéfice, c'est-à-dire la naturalisation.

» L'autorisation, d'ailleurs, ne s'accorde pas gratuitement; il y a des droits assez élevés à payer, et on n'aime guère à débourser de l'argent pour un avantage qui est très incertain et qui, en tous cas, ne pourra être obtenu qu'après un assez long délai.

» Un sénatus-consulte, en date du 14 juillet 1865, a supprimé pour les étrangers qui résident ou vont résider en Algérie cette formalité préalable de l'autorisation. De là, dans la législation actuelle, deux modes différents d'obtenir la naturalisation, selon que l'étranger réside en France ou en Algérie. L'intérêt colonial, il est vrai, a motivé ces dispositions plus favorables en faveur de l'étranger résidant en Algérie.

» Mais, sans qu'il y ait lieu d'attacher trop d'importance à cette conséquence singulière, — qu'un étranger qui a obtenu la naturalisation par le seul fait d'un séjour prolongé en Algérie, peut venir s'établir aussitôt en France et s'affranchir subrepticement d'une formalité prescrite par la loi, — il faut remarquer que, pour supprimer la formalité de l'autorisation en Algérie, on a fait valoir des considérations qui trouvent leur application dans les deux cas.

» La formalité de l'autorisation fut établie par la loi du 3 décembre 1849. En faisant de l'octroi de cette autorisation le point de départ du délai de résidence nécessaire pour obtenir la naturalisation, on disait alors que le Gouvernement, ainsi prévenu de la demande qui se produirait plus tard, serait à même de surveiller la conduite de l'étranger et de recueillir successivement toutes les informations nécessaires. Les auteurs du sénatus-consulte firent remarquer que cet avantage était une illusion : car la naturalisation n'étant pas un droit, mais une faveur, il serait toujours permis au Gouvernement de n'accorder la naturalisation qu'après avoir obtenu tous les renseignements précis et complets de nature à le rassurer sur les intentions de l'étranger et à l'édifier sur sa moralité.

» Ainsi les garanties peuvent être les mêmes, que la formalité de l'autorisation existe ou n'existe pas. La vérité est que l'enquête une fois faite sur la demande d'autorisation, l'administration perd complètement de vue l'étranger; cette première enquête ne la dispense pas d'en faire une seconde, quand elle est saisie plus tard de la demande en naturalisation. Il y a donc lieu de supprimer, en France comme en Algérie, la formalité de l'autorisation.

» Mais, d'un autre côté, nous estimons que le délai de trois ans est insuffisant; il faudrait le porter à cinq ans. C'est, en effet, dans la durée de la résidence, dont la justification d'ailleurs doit être faite d'une

manière complète, que se trouve la plus sérieuse garantie qui puisse être exigée en pareille matière, et celle-ci n'a pas l'inconvénient, comme la formalité de l'autorisation, de faire obstacle aux demandes.

» Dans l'état actuel de la législation, le Président de la République statue sur la demande, après enquête sur la moralité de l'étranger ; mais aucun délai n'est imparti à cet égard. La demande peut donc être rejetée par prétérition ou ajournée indéfiniment, sans que l'étranger puisse savoir si elle a fait l'objet d'un examen sérieux. Il nous paraît nécessaire de fixer un délai au Gouvernement pour accueillir ou rejeter la demande, en accordant dans ce dernier cas à l'étranger, qui aura continué de résider en France, le droit de la reproduire après un certain laps de temps.

» Enfin, l'intervention du conseil d'Etat nous paraît hors de propos en pareille matière. Il n'y a pas de questions de droit à résoudre ; tout gît dans l'appréciation des faits. La loi de 1849 avait exigé l'intervention du conseil d'Etat, mais à une époque où les membres de ce conseil étaient nommés par l'Assemblée ; c'était alors associer en quelque sorte le pouvoir législatif à une mesure qui, en définitive, est un acte de souveraineté. Disons en terminant que ces derniers mots indiquent un point de vue sous lequel la question méritera plus tard d'être envisagée.

» Par ces motifs, nous avons l'honneur de présenter la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

» ARTICLE UNIQUE. — L'article 1^er^ de la loi du 27 juin 1867 est modifié ainsi qu'il suit :

» L'étranger qui, après l'âge de vingt et un ans accomplis, aura résidé en France pendant cinq années consécutives, pourra être admis à jouir de tous les droits de citoyen français.

» Est assimilé à la résidence en France, le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le Gouvernement français.

» Il est statué sur la demande en naturalisation, après enquête sur la moralité de l'étranger et dans le délai d'un an, soit par un décret du Président de la République, rendu sur le rapport du ministre de la justice, si la demande est accordée, soit par une simple lettre ou décision ministérielle, notifiée à l'étranger, si la demande est rejetée. Dans ce dernier cas, la demande pourra être reproduite deux ans après.

» Un compte rendu des naturalisations accordées sera présenté tous les ans aux Chambres. »

110. Nous regrettons, pour notre part, que ce projet de loi n'ait point encore été voté.

Grâce à ces modifications apportées dans ses détails, la loi du 29 juin 1867 deviendrait, de tout point, supérieure aux lois antérieurement rendues en matière de naturalisation.

Après cette première étape, il ne lui en resterait plus qu'une seconde à franchir pour atteindre la perfection. Nous voulons parler de la naturalisation mise aux mains du législateur lui-même, c'est-à-dire toujours accordée par une *loi*.

Peut-être le temps n'est-il pas loin où nous verrons la réalisation de ces souhaits.

111. Enfin, pour achever notre étude historique, nous citerons quelques décrets, promulgués dans des circonstances exceptionnelles : ils n'ont sans doute qu'un caractère transitoire, mais ils n'en sont pas moins d'une grande importance.

112. Mentionnons d'abord le *décret du 12 septembre 1870*, qui autorise *provisoirement* le ministre de la justice à statuer, *sans prendre l'avis du conseil d'Etat*, sur les demandes de naturalisation formées par les étrangers, qui ont obtenu l'autorisation d'établir leur domicile en France.

« Le gouvernement de la défense nationale,

» DÉCRÈTE :

» ARTICLE 1er. *Le ministre de la justice est provisoire-*
» *ment autorisé à statuer, sans prendre l'avis du conseil*
» *d'Etat, sur les demandes de naturalisation formées*
» *par les étrangers qui ont obtenu l'autorisation d'établir*
» *leur domicile en France, conformément aux dispositions*
» *de l'article 13 du Code civil, ou qui auront fait, anté-*
» *rieurement à la promulgation de la loi du 3 décembre*
» 1849, *la déclaration prescrite par l'article 3 de la*
» *constitution de l'an VIII.*

» ARTICLE 2. *Les dispositions des lois du 3 décembre 1849*
» *et du 29 juin 1867 sont maintenues en tout ce qui*
» *n'est pas contraire au présent décret.*

» ARTICLE 3. *Le payement des droits établis dans*
» *l'intérêt du trésor national par l'ordonnance du 8*
» *octobre 1814 et par la loi du 28 avril 1816 continuera*
» *d'être opéré. Est également maintenue la disposition*
» *de l'ordonnance du 8 octobre 1814 qui autorise à*
» *remettre lesdits droits en tout ou en partie.*

» Signé : TROCHU. »

Le conseil d'Etat, en effet, ayant disparu au milieu des événements de 1870, on se trouvait en présence d'une difficulté que le décret est venu trancher; ce décret demeura en vigueur jusqu'à la réorganisation du conseil d'Etat sous M. Thiers.

113. Nous signalerons maintenant le *décret du 26 octobre* 1870, relatif à la naturalisation des étrangers ayant pris part à la guerre de 1870 pour la défense de la France :

« Le gouvernement de la défense nationale,

» Considérant qu'un certain nombre de demandes d'admission à domicile et de naturalisation ont été formées par des étrangers qui prennent actuellement part à la défense de Paris,

» Décrète :

» Article 1er. *Le délai d'un an exigé par l'article* » *2 de la loi du 3 décembre 1849, modifié par la loi* » *du 29 juin 1867, pour la naturalisation exception-* » *nelle, ne sera pas imposé aux étrangers, qui auront* » *pris part à la guerre actuelle pour la défense de la* » *France. En conséquence, ces étrangers pourront être* » *naturalisés, aussitôt après leur admission à domicile,* » *sauf l'enquête prescrite par la loi.*

» Article 2. *Les demandes d'admission à domicile* » *ou de naturalisation, formées par les étrangers qui se* » *trouvent dans le cas de l'article 1er, sont dispensées de* » *tous frais.*

» Article 3. *Les dispositions qui précèdent ne seront* » *applicables qu'aux demandes formées avant l'expira-* » *tion des deux mois qui suivront la cessation de la* » *guerre.*

» Signé : TROCHU. »

114. Mais, que devait-on considérer comme constituant une part prise à la guerre? L'embarras était grand : aussi se vit-on dans l'obligation de préciser les règles à observer, sur ce point, à l'aide d'un nouveau *décret en date du 19 novembre* 1870 : ce décret a déterminé les conditions de la naturalisation exceptionnelle dont il s'agit ici : « La délégation du gouvernement de la défense nationale :

» Vu le décret rendu à Paris, le 26 octobre 1870 et qui facilite la naturalisation au profit des étrangers qui auront pris part à la guerre actuelle pour la défense de la France;

» Attendu qu'il importe de préciser les conditions à remplir et les formes à suivre pour que la naturalisation soit régulièrement octroyée,

» DÉCRÈTE :

» ARTICLE 1er. *Sera considéré comme ayant pris part à* » *la guerre, tout étranger qui se sera engagé au service* » *militaire ou maritime, ou aura obtenu un grade ou un* » *brevet dans l'armée auxiliaire ou une légion étrangère,* » *ou qui aura rempli une fonction conférée par le gou-* » *vernement de la République, soit aux armées, soit dans* » *un service public assimilé au service militaire, ou qui* » *aura accepté ou rempli une mission conférée par l'au-* » *torité compétente, pour l'armement ou la fabrication* » *des armes ou munitions, ou pour les hôpitaux mili-* » *taires et les soins aux blessés en dehors du lieu de* » *son domicile; ou pour forcer des blocus ou investisse-* » *ments, ou pour d'autres actes ou faits utiles aux* » *armées françaises autorisés et convenus avec l'autorité* » *et constituant une action personnelle et directe, à l'ex-* » *clusion d'une simple coopération pécuniaire.*

» ARTICLE 2. *Si l'étranger a déjà été admis à domicile, la* » *naturalisation pourra être prononcée aussitôt après la* » *clôture de l'enquête ordinaire où il aura été justifié de* » *l'accomplissement des conditions spéciales spécifiées* » *dans l'article* 1er.

» ARTICLE 3. *Si l'admission à domicile n'a pas encore* » *été accordée, une seule enquête suffira pour prononcer,* » *simultanément et par une même décision, l'admission* » *à domicile et l'admission à la jouissance des droits de* » *citoyens français.*

» ARTICLE 4. *Seront considérées comme formées dans le* » *délai de deux mois, imparti par l'article* 3 *du décret* » *du* 26 *octobre, les demandes enregistrées soit au mi-* » *nistère de la justice, soit à la préfecture du départe-* » *ment où réside l'étranger, et qui auront acquis ainsi une* » *date certaine.*

» ARTICLE 9. *La dispense de tous frais accordée par* » *l'article* 2 *du décret s'entend de tous droits de chancel-* » *lerie et autres perçus au profit de l'Etat et des droits* » *de sceau, mais non des droits dus à des communes ou*

» *des officiers publics pour délivrance des pièces justi-*
» *ficatives ordinaires.*

» Fait à Tours, le 17 novembre 1870.

» Signé : CRÉMIEUX »

115. *Enfin, la loi des* 16-29 *décembre* 1874 *concernant les individus nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés*, vint compléter la loi des 7-12 février 1851 : « L'Assemblée nationale a adopté la loi dont la teneur suit :

» ARTICLE 1er. L'article 1er de la loi des 7-12 février 1851 est ainsi modifié :

« *Est Français tout individu né en France d'un étranger* » *qui lui-même y est né, à moins que, dans l'année qui* » *suivra l'époque de sa majorité telle qu'elle est fixée par* » *la loi française, il ne réclame la qualité d'étranger par* » *une déclaration faite, soit devant l'autorité municipale* » *du lieu de sa résidence, soit devant les agents diplo-* » *matiques et consulaires de France à l'étranger, et qu'il ne* » *justifie avoir conservé sa nationalité d'origine par une* » *attestation en due forme de son gouvernement, laquelle* » *demeurera annexée à la déclaration.*

» *Cette déclaration pourra être faite par procuration* » *spéciale et authentique.*

» ARTICLE 2. *Les jeunes gens, auxquels s'applique* » *l'article précédent, peuvent soit s'engager volontaire-* » *ment dans les armées de terre ou de mer, soit con-* » *tracter l'engagement conditionnel d'un an, conformément* » *à la loi du 27 juillet* 1872, *titre* IV, IIIe *section, soit* » *entrer dans les écoles du gouvernement à l'âge fixé par* » *les lois et règlements, en déclarant qu'ils renoncent* » *à réclamer la qualité d'étrangers dans l'année qui* » *suivra leur majorité. Cette déclaration ne peut être* » *faite qu'avec le consentement exprès et spécial du père,* » *ou, à défaut du père, de la mère, ou à défaut de* » *père et de mère, qu'avec l'autorisation du conseil de* » *famille. Elle ne doit être reçue qu'après les examens*

» *d'admission et s'ils sont favorables.* » (Versailles, séance publique des 13 juillet, 10 et 16 décembre 1874.)

La règle, édictée dans l'article 1er *in fine* précité, était devenue nécessaire pour éviter les abus auxquels se livraient les étrangers, établis, de père en fils, dans nos départements frontières.

Grâce à leur situation mal définie, ils bénéficiaient de tous les avantages et ils échappaient aux charges aussi bien en France que dans leur pays d'origine.

L'article 2 a eu pour but de faciliter l'accès de nos écoles aux jeunes gens qui, n'étant pas encore majeurs, s'en voyaient refuser l'entrée, sous le prétexte que leur âge ne leur permettait pas encore de disposer de leur nationalité.

Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir sur cette disposition à propos de l'article 9 du Code civil.

116. Nous avons ainsi terminé la nomenclature des différentes lois qui, jusqu'à la présente année 1880, se sont succédé en France, en matière de naturalisation. Nous donnerons plus tard l'indication de l'état actuel des lois étrangères sur ce sujet : la législation comparée formera l'objet d'une étude spéciale : Voyez *infrà* notre *quatrième Étude.*

Pour le moment, nous devons nous préoccuper des différentes formes sous lesquelles la naturalisation peut se produire d'après nos lois.

PARTIE DEUXIÈME.

Comment s'opère la naturalisation?

117. La naturalisation, en prenant ce mot dans son acception la plus étendue et en l'envisageant comme le

moyen, *lato sensu*, pour un étranger, d'acquérir la qualité de Français, peut s'accomplir de trois manières :

1° Par le mode *général* et *ordinaire* de naturalisation établi à l'usage des étrangers, soit par le Code civil, soit par les actes législatifs antérieurs ou postérieurs à ce Code qui sont encore en vigueur. C'est la naturalisation *proprement dite* ;

2° Par les modes *spéciaux* et *privilégiés* de naturalisation que le Code civil, combiné avec quelques lois particulières, accorde à certains étrangers que le législateur a jugés plus dignes de faveur que les autres : (c'est la naturalisation par le bienfait de la loi) ;

3° Par l'annexion à la France d'un territoire étranger.

De là une subdivision toute naturelle de notre partie deuxième en trois chapitres.

CHAPITRE I

De la NATURALISATION PROPREMENT DITE, c'est-à-dire de l'acquisition de la qualité de Français, par l'accomplissement des conditions habituellement requises des étrangers, aux termes des actes législatifs soit antérieurs, soit postérieurs à la promulgation du Code civil.

118. Pour déterminer comment s'opère la naturalisation proprement dite, il faut combiner l'article 3 de la constitution du 22 frimaire an VIII avec la loi des 13-21 novembre, 3-11 décembre 1849 complétée et modifiée par la loi du 29 juin 1867.

119. *Six* conditions nous paraissent dès lors à la fois

nécessaires et suffisantes aujourd'hui, à remplir par l'étranger :

1° Avoir, après l'âge de vingt et un ans accomplis, obtenu du gouvernement l'autorisation d'établir son domicile en France conformément à l'article 13 du Code civil (art. 1, loi du 29 juin 1867) ;

2° Avoir effectivement résidé en France durant trois années ; ce stage de trois ans commence à courir du jour où la demande formée par l'étranger, pour être admis à établir son domicile en France, a été enregistrée au ministère de la justice (art. 1, loi du 29 juin 1867). Nous trouvons, dans cette même loi, que le séjour en pays étranger, pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français, est assimilé à la résidence en France (art. 1, alin. 3, loi du 29 juin 1867) ;

3° Aux termes de l'article 2 de la loi du 29 juin 1867, le stage peut être réduit à *une* année, non seulement pour les diverses causes indiquées dans la loi du 3 décembre 1849 (art. 2), mais encore en faveur des étrangers qui ont créé en France de grandes exploitations *agricoles* ;

4° Il faut une enquête du gouvernement sur la moralité de l'étranger (art. 1, *in fine*, loi du 29 juin 1867) ;

5° Le conseil d'Etat doit être *entendu* et donner son avis (art. 1, *in fine*, loi du 29 juin 1867). Le chef du gouvernement est d'ailleurs indépendant : il peut rendre une décision autorisant la naturalisation, même malgré l'avis contraire du conseil d'Etat.

Observons que, sous l'empire du décret du 30 janvier 1852 (art. 13), la délibération définitive du conseil d'Etat en matière de naturalisation devait toujours être prise en *assemblée générale*. Aujourd'hui, depuis le décret du 21 août 1872 (art. 5, § 17), il n'en est ainsi qu'au cas de la naturalisation exceptionnelle régie par l'article 2 de la loi du 29 juin 1867. Mais, pour la naturalisation ordinaire, il suffit que l'affaire soit portée devant la *section* de l'intérieur du conseil d'Etat ;

6° Il est statué sur la demande en naturalisation par

un décret (1) du chef de l'Etat, rendu sur le rapport du ministre de la justice. Il faut donc un acte du pouvoir exécutif répondant favorablement à la demande de l'étranger (art. 1, dernier alinéa, loi du 29 juin 1867).

120. Mais il n'y a plus lieu de distinguer aujourd'hui la naturalisation *simple* et la *grande* naturalisation. Tout étranger, devenu Français par la réunion des diverses conditions énumérées plus haut, acquiert la plénitude de la capacité *civile* et *politique;* il devient non seulement électeur, mais encore éligible : il peut être appelé à siéger dans les assemblées politiques.

121. Telles sont les conditions que devra remplir tout étranger, en général, qui voudra acquérir la qualité de Français. Mais il est une catégorie particulière d'étrangers pour lesquels on se demande si ces conditions devront encore être remplies. Nous voulons parler de cette multitude d'individus qui, établis en France de père en fils depuis un temps immémorial, n'ont pas obtenu la naturalisation proprement dite, mais jouissent, néanmoins, de la possession d'état de Français.

La France, en effet, par son climat, ses productions, son industrie, ses arts, ses plaisirs, son hospitalité, est devenue comme le rendez-vous de tout ce que le monde compte d'intelligent, de sérieux ou d'oisif. — Beaucoup même, pour jouir plus à leur aise des ressources mises si largement à leur portée, ont renoncé à leur patrie d'origine et ont élu un domicile définitif dans la France, dont ils ont pris les mœurs et les habitudes.

Quelle sera donc leur situation au point de vue de la nationalité française?

Trois systèmes sont en présence.

122. Un *premier système*, développé par M. Delvincourt, déclare ces individus naturalisés de plein droit

(1) Nous avons déjà fait observer qu'il eût été plus conforme aux vrais principes de faire une loi. Voyez notamment notre *Introduction*, plus haut, n° 22, p. XI.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS R F

Français, par l'effet même de leur longue possession d'état de Français.

Le savant auteur s'appuie sur *deux* arguments, l'un de *texte*, l'autre de *raison* :

1° *Argument de texte*. — Le troisième alinéa de l'article 17 du Code civil décide que les Français, établis en pays étranger, sans esprit de retour, sont censés avoir perdu la qualité de Français. Pourquoi ne pas conclure, par un argument *à pari*, que l'étranger, établi en France, sans esprit de retour, doit, par réciprocité, être considéré comme Français ?

2° *Argument de raison*. — Si l'on admettait la solution contraire, on arriverait à un résultat injuste et fâcheux : — *injuste;* car peut-être ces étrangers ont-ils supporté sans réclamation toutes les charges attachées à la qualité de citoyen français ; — *fâcheux;* car il peut s'en trouver qui occupent, en fait, des emplois publics, ou siègent, soit dans les assemblées parlementaires, soit dans les conseils municipaux, par suite d'une erreur de leurs électeurs, tout le monde les croyant Français.

123. Proudhon (1) a imaginé un second système qui a pour but de créer aux étrangers dont il s'agit une situation mixte qui s'appellerait l'INCOLAT. — D'après cet auteur, d'un côté, l'étranger établi en France à perpétuelle demeure serait regardé comme *Français*. Ainsi, ses enfants seraient, dès leur naissance, investis de notre nationalité comme issus d'un père français ; son état et sa capacité personnelle seraient régis par la loi française ; enfin, avant la loi du 22 juillet 1867, abolitive de la contrainte par corps, il aurait été passible de cette mesure rigoureuse seulement dans les mêmes cas que le Français. Mais, d'un autre côté, et pour tout le reste, cet individu continuerait à être traité comme tout *étranger;* notamment on ne pouvait point lui reconnaître les droits de successibilité : « En effet, dit » Proudhon, l'étranger n'a pas l'exercice des droits civils

(1) *Traité sur l'état des personnes*, t. 1, p. 190-202.

» de cette espèce, parce que le roi, n'ayant pas con-
» senti à son établissement, n'a renoncé ni pour l'intérêt
» du fisc, ni dans l'intérêt de ses autres sujets, aux
» droits qui peuvent leur appartenir au préjudice du
» nouveau domicilié. »

Il est vrai, cependant, qu'à ce dernier point de vue, la question a beaucoup perdu de son intérêt depuis l'abrogation des articles 726 et 912 du Code civil par la loi du 14 juillet 1819.

On invoque à l'appui de ce système hybride :

1° *La tradition historique.* — Même à Rome, dit-on, on retrouve la distinction de ce triple étage de personnes : 1. les étrangers ; 2. les nationaux ; 3. les *Incolæ* qui occupaient une place intermédiaire entre les deux classes précédentes. (Loi 239, § 2, *De verbor. signific.*, Dig. liv. 50, tit. 16);

2° *La raison.* — Rien de plus juste, en effet, que d'attribuer la qualité de Français, au moins pour la plupart des avantages qu'elle comporte, à celui qui, par la force des choses, a pu se considérer comme tel et souvent a supporté les charges d'un titre qu'il pouvait croire lui appartenir ;

3° *Le silence du Code* qui permet de concilier ici les opinions extrêmes sans se mettre en contradiction avec la loi.

124. Ces raisons pourtant ne nous ont pas convaincu, et nous n'hésitons pas, au contraire, à adopter un *troisième système* suivant lequel les étrangers, établis en France à perpétuelle demeure, mais sans avoir accompli les conditions requises pour la naturalisation, restent des étrangers ordinaires soumis aux mêmes obligations que ces derniers et n'ayant aussi que les mêmes droits. Par suite, nous aboutissons à des conséquences nécessairement contraires à celles de Proudhon :

1° Ainsi, à notre avis, les enfants de ces individus naîtront étrangers ; 2° ces individus eux-mêmes seront tenus de fournir la caution *judicatum solvi* comme tout

étranger demandeur en justice ; 3° leurs obligations et successions seront régies également par le statut particulier des étrangers.

Ce sont là, en effet, des décisions qui nous paraissent conformes *aux textes du Code et aux règles nouvellement édictées par la loi du* 29 *juin* 1867.

Et d'abord, d'après les principes de notre droit, pour devenir Français, il faut se faire naturaliser et avoir obtenu du gouvernement l'autorisation de fixer son domicile en France. Or, les individus dont la situation nous occupe, n'ont rempli aucune de ces conditions.

D'ailleurs, *par sa nature*, la naturalisation est un acte politique et gouvernemental ; elle est une émanation de la souveraineté interne du pays ; elle suppose, tout au moins, une enquête sur la moralité et l'honorabilité des individus, puis une concession gracieuse du gouvernement. Toutes ces garanties disparaissent si la naturalisation peut résulter de circonstances arbitraires et imprévues.

On objecte qu'il est injuste de repousser ainsi des étrangers qui ont participé peut-être aux charges incombant au citoyen français ! Nous répondrons que ces charges ne sont que la juste compensation des avantages que leur séjour en France leur procure ; quant aux charges réelles, telles que celles du jury, du service militaire, etc., ils n'ont jamais pu y être astreints, ni même y être admis sur leur demande (art. 2, loi du 21 mars 1832, art. 10, loi du 22 mars 1831 sur la garde nationale, et art. 1, 3 et 7 de la loi militaire actuelle des 27 juillet-17 août 1872). Bien plus, ils auront souvent, grâce à leur qualité d'étrangers, été préférés à nos nationaux, soit comme ouvriers dans les manufactures, soit au point de vue du mariage, les familles trouvant dans leur situation même un avenir assuré. — Et puis, en somme, on ne fait que leur appliquer le vieil adage : « *Jura vigilantibus succurrunt, dormientibus desunt.* » Si ces individus avaient réellement désiré

avoir une situation nettement définie, ils n'avaient qu'à accomplir les formalités exigées par la loi.

Enfin, les lois des 7-12 février 1851 et 29 décembre 1874, que nous expliquerons plus loin, en édictant des règles nouvelles, ont consacré implicitement notre solution. Il en résulte, en effet, que les individus en question ne sont Français *que s'ils sont nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés*, et pourvu qu'ils ne réclament pas la qualité d'étrangers dans l'année de leur majorité. C'est donc que l'établissement à perpétuelle demeure dans notre pays ne suffit pas pour opérer la naturalisation : incontestablement, si Proudhon eût eu à se placer en face de ces lois, il n'aurait jamais proposé son système de *l'incolat*. C'est également en ce sens que s'est prononcée la jurisprudence française. Comp. notamment Cass. 1er octobre 1836, (Sir. Dev. 1836-1-859).

124 *bis*. Ajoutons cependant que, si le séjour en France, quelque long qu'il soit, n'emporte pas la naturalisation, du moins, lorsque la possession d'état de la qualité de Français vient s'y joindre, il peut produire un effet important. C'est qu'il crée en faveur de la nationalité française une forte *présomption* que pourra seule détruire une preuve décisive et incontestable d'extranéité. Mais nous touchons ainsi à un autre ordre d'idées, et nous arrivons à une nouvelle question, celle de savoir comment se prouve la naturalisation, régulièrement opérée d'ailleurs, lorsqu'elle vient à être contestée.

125. A cette question : *Comment se prouve la naturalisation?* il est évident qu'on ne peut pas faire une réponse absolue. Cela dépend, en effet, des formes qu'elle revêt, et il devient dès lors nécessaire de distinguer suivant les époques.

Ainsi : 1° *Dans l'ancien droit*. — La naturalisation se prouvait par la représentation des *lettres de naturalité* accordées par le roi et munies de son sceau.

2° *Dans le droit intermédiaire*. — Nous savons qu'il n'existait plus alors de lettres de naturalité. La naturalisa-

tion résultait *ipso facto* de l'accomplissement de certaines conditions; elle tirait sa force tout entière de la loi. *C'étaient donc bien ici les tribunaux qui étaient seuls compétents.* A eux incombait la mission de voir si toutes les conditions requises par les textes législatifs avaient été accomplies. Cette vérification une fois faite, la solution s'imposait, la qualité de Français était reconnue.

3° Le décret du 17 mars 1809 inaugura le système en vigueur aujourd'hui; celui de la naturalisation considérée comme l'un des attributs du chef de l'Etat. Elle résultait alors de *l'insertion* du décret impérial *au Bulletin des lois* : copie de ce décret était adressée à l'étranger, et en cas de contestation le *conseil d'Etat*, section du contentieux, devait statuer sur la difficulté.

4° L'ordonnance du 8 octobre 1814 et la charte de 1830 revinrent au système des *lettres de naturalisation*, dont l'usage se maintint jusqu'en 1848, époque où elles furent définitivement abolies.

Aujourd'hui, d'après la loi du 29 juin 1867, la naturalisation s'opère par un décret du chef de l'Etat, inséré au *Bulletin des lois* et dont copie est adressée à l'étranger dont la demande a été accueillie. La minute est conservée aux archives de l'Etat. Dès lors, en cas de contestation, l'étranger n'a qu'à représenter cette copie accompagnée du numéro du *Bulletin des lois*, et la section du contentieux du conseil d'Etat statuera sur la difficulté. Les tribunaux ordinaires n'ont donc plus ici qu'un rôle effacé (1). Ils n'ont plus cette compétence étendue qui, nous l'avons

(1) Observons ici, en passant, que toutes les questions de nationalité *constituant des questions d'Etat, doivent, à peine de nullité, être jugées par les Cours d'appel en audience solennelle.* (Décret 30 mars 1808, art. 22.) Voyez en ce sens un arrêt de la Cour de cassation du 9 décembre 1878, en la cause du préfet de la Savoie contre Vigliano. — Voici les termes de cet arrêt : La Cour : — Vu l'article 22 du décret du 30 mars 1808 :

Attendu que la nationalité fait partie de l'état civil des citoyens; que, dès lors, les questions de nationalité constituent des questions d'État dans le sens de l'art. 22 du décret du 30 mars 1808, et doivent, par conséquent, être jugées par les Cours d'appel en audience

vu, constituait le droit commun à l'époque intermédiaire. Ajoutons cependant qu'ils la ressaisissent dans les cas où la qualité de Français ne dépend encore que de l'accomplissement de conditions potestatives, c'est-à-dire dans les cas exceptionnels où la naturalisation s'opère par le bienfait de la loi. C'est précisément à l'examen de ce nouveau point que nous sommes maintenant arrivés.

CHAPITRE II

De la naturalisation par les modes spéciaux et privilégiés accordés à certains étrangers que le Code civil ou des lois antérieures ou postérieures à ce Code ont jugés particulièrement dignes de faveur; — en d'autres termes, de la NATURALISATION PAR LE BIENFAIT DE LA LOI.

126. On peut distinguer aujourd'hui *dix* circonstances principales, dans lesquelles peut se réaliser l'acquisition de la qualité de Français par le bienfait de la loi. Parmi ces différents modes de naturalisation privilégiée, les uns servent à faire *obtenir* le bénéfice de la nationalité française, dont une personne avait toujours été privée; les

solennelle; — Attendu que l'unique question du procès était de savoir si Vigliano, né sujet sarde, avait conservé la nationalité sarde, ou avait acquis la nationalité française; — Que la Cour d'appel de Chambéry, saisie de cette question à l'occasion d'une inscription sur les listes électorales, ne pouvait donc y statuer qu'en audience solennelle; que, cependant, il a été statué à l'audience de la chambre civile seule; — En quoi il a été contrevenu à l'art. 22 précité du décret du 30 mars 1808; — Casse, etc. — Du 9 décembre 1878. — Cour de cassation, Ch. civ. — MM. Mercier, 1er prés.; Massé, rapp.; Desjardins, av. gén. (concl. conf.).

autres permettent de *recouvrer* la qualité de Français précédemment perdue. Cinq d'entre eux sont organisés par les textes mêmes du Code civil; les cinq autres procèdent de lois particulières, la plupart postérieures à la promulgation de ce Code.

Voici d'abord l'énumération des situations ou des personnes au profit desquelles ces dispositions de faveur sont applicables.

Nous allons rencontrer ainsi *dix cas* d'application :

1° Individus nés en France d'un étranger (art. 9 Cod. civ.);

2° Etrangers qui ont subi la loi du recrutement et se sont laissés enrôler dans l'armée française de terre ou de mer sans exciper de leur extranéité, et sans protester contre l'erreur commise à leur préjudice (L. 22 mars 1849);

3° Individus nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y étaient nés (art 1er L. 7 février 1851, et L. 16-29 décembre 1874);

4° Enfants nés de parents d'origine étrangère qui se sont fait naturaliser en France (art. 2, L. 7 février 1851);

5° Individus nés en pays étranger de parents français d'origine, mais qui ont ensuite perdu cette qualité (art. 10, § 2, C. civ.);

6° Descendants de personnes expatriées pour cause de religion (art. 22, décr. des 9-15 décembre 1790);

7° Personnes françaises d'origine, mais qui avaient perdu cette qualité (art. 18, C. civ.);

8° Femmes étrangères qui épousent des Français (art. 12, C. civ.);

9° Femmes françaises de naissance qui ont épousé des étrangers et qui, étant devenues veuves, désirent recouvrer la qualité de Françaises que leur mariage leur avait fait perdre (art. 19, alin. 2);

10° Etrangers ayant pris part à la guerre de 1870 contre la Prusse (décr. du 26 octobre 1870 et du 19 novembre 1870).

SECTION I

Individus nés en France d'un étranger.

127. Nous savons que, dans l'ancien droit, tout individu né en France de parents étrangers était Français (1) : c'était l'application de ce qu'on appelait le *jus soli*. La même règle fut également consacrée par les lois de la révolution. Lors de la confection du Code civil, tandis que le premier consul demandait le maintien de ce principe, afin de pouvoir appeler sous les drapeaux tous les individus nés sur le sol français, le tribunat, au contraire, soutenait qu'il était plus rationnel de considérer comme étrangers les enfants nés en quelque lieu que ce soit, fût-ce même en France, de parents étrangers, et de ne regarder comme Français que les enfants nés, soit en France, soit en pays étrangers, de parents français. Cette dernière idée prévalut : ce fut la consécration du *jus sanguinis*.

Mais les motifs, invoqués pour faire admettre l'autre principe, étaient trop sérieux pour qu'on n'en tînt pas un certain compte. Aussi, les enfants nés en France de parents étrangers ne furent-ils pas placés sur la même ligne que les étrangers ordinaires. On leur permit d'acquérir la nationalité française par le bienfait de la loi. L'article 9 du Code civil est, en effet, ainsi conçu : « Tout individu né en France d'un étranger pourra, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, réclamer la qualité de Français, pourvu que, dans le cas où il résiderait en France, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile, et que, dans le cas où il résiderait en pays

(1) Il ne faut cependant pas perdre de vue qu'à un certain moment de l'ancienne jurisprudence, en face de ce principe qui descendait de la féodalité, s'en éleva un autre appliqué cumulativement avec le premier : en vertu de cette règle nouvelle, l'enfant qui naissait de parents français, même en pays étrangers, fut aussi Français, *jure sanguinis*. V. *suprà*, nº 45 et la note.

étranger, il fasse sa soumission de fixer en France son domicile, et qu'il l'y établisse dans l'année à compter de l'acte de soumission. »

128. Nous allons voir en quoi consiste le privilège consacré par cette disposition, et quel en est le fondement rationnel; à quels enfants il s'applique; à partir de quelle époque il peut et doit être exercé; quelle est enfin l'étendue de ses effets : Comparez notre *Etude sur les Français par droit de naissance* et sur la situation juridique des individus nés en France d'un étranger, p. 24.

§ I.

En quoi consiste le privilège consacré par l'article 9 du Code civil, et quel en est le fondement rationnel ?

129. L'enfant, né en France d'un étranger, peut acquérir la qualité de Français sous des conditions faciles. Le Code exige seulement : — s'il réside déjà en France, qu'il déclare son intention d'y fixer son domicile; — s'il réside en pays étranger, qu'il fasse sa soumission de fixer en France son domicile, et qu'il l'y établisse dans l'année à compter de l'acte de soumission.

130. Ces formalités sont à la fois suffisantes et nécessaires. Une fois remplies, elles rendent efficace la réclamation de l'enfant : le gouvernement ne peut pas la repousser, et il est même inutile qu'il y réponde par la concession de lettres de naturalisation (Cass. rej., 19 août 1844, Dev. 44-1-776).

Mais elles doivent être strictement accomplies. Ainsi la déclaration de soumission ne peut être présumée ni suppléée par des équivalents. C'est en vain, par exemple, qu'on invoquerait un enrôlement dans l'armée française, et une résidence continuelle sur le territoire. L'article 9 consacre, en effet, une naturalisation *exceptionnelle :* or, les exceptions sont de droit étroit, et, pour s'en prévaloir, il faut observer toutes les forma-

lités requises par la loi. D'ailleurs, l'étranger qui profite du bénéfice de l'article 9, abdique sa patrie d'origine, en même temps qu'il acquiert une patrie nouvelle; il renonce du même coup à sa nationalité, c'est-à-dire au plus précieux des droits, et l'on comprend qu'un acte aussi grave ne puisse pas être implicite, mais doive résulter d'une déclaration formelle. — Cassation, 8 juillet 1846 (D. P. 46-1-263); — Douai, 17 janvier 1848 (D. P. 48-2-164).

131. Ajoutons que, notre article n'ayant pas indiqué en quel lieu devrait être faite la déclaration ou la soumission, il est naturel de penser qu'elle sera régulière, si elle est reçue par la municipalité, soit du lieu où réside actuellement le déclarant, soit de celui où il veut établir son domicile. Il est même admis que la compétence de l'officier de l'état civil à cet égard n'est pas exclusive; c'est ce qui résulte de la discussion qui eut lieu au conseil d'Etat. Les individus, résidant à l'étranger, feront donc valablement leur soumission devant un agent diplomatique ou consulaire français. S'ils se trouvent sur un vaisseau ou à l'armée, ils feront leur déclaration dans la forme réglée pour les actes de l'état civil dans ces circonstances exceptionnelles (art. 59 et 88, Cod. civ.) (1).

132. L'article 9 du Code civil est fondé sur deux motifs : D'abord on a pensé que l'enfant étranger, qui aurait reçu le jour sur la terre de France, aurait toujours pour elle cet attachement instinctif que la nature a mis dans le cœur de l'homme pour les lieux qui l'ont vu naître. Seulement, la loi tient à s'assurer de la sincérité de cet attachement : elle veut que l'enfant le manifeste en venant s'établir sur le sol natal. Ensuite, le plus souvent, né en France, l'étranger y aura été élevé, il en aura pris les mœurs et les habitudes, et ainsi, suivant l'expression de Merlin, dès avant sa naturalisation, il sera devenu « un Français commencé. »

(1) Comp. MM. Aubry et Rau, t. I, § 70, texte et note 6.

§ II

A quels enfants s'applique le bénéfice de l'article 9?

133. Tout d'abord, il est certain que la disposition de l'article 9 n'a point pu s'étendre aux enfants étrangers déjà nés au moment de la promulgation du Code. En effet, s'ils sont nés en France, ils sont devenus Français de plein droit en vertu de l'ancien principe du *jus soli* (1). Un auteur a même prétendu que cette solution était applicable aux enfants étrangers, nés en France postérieurement à la promulgation du Code, mais déjà conçus à cette époque. Nous pensons néanmoins, avec la jurisprudence, que cette idée est inexacte : car s'il est vrai qu'autrefois l'enfant, né en France de parents étrangers, était Français de plein droit, du moins fallait-il qu'il fût né. Tant qu'il n'était que conçu, il n'avait pas, quant à sa nationalité, un droit acquis, placé à l'abri des innovations législatives. D'ailleurs, l'article 9 vise « *tout* individu *né* en France d'un étranger, » sans distinguer sous l'empire de quelle loi se plaçait sa conception (2).

134. Remarquons qu'aucune distinction n'est faite entre les enfants légitimes et les enfants naturels : dès lors, les uns et les autres peuvent invoquer le bénéfice de l'article 9.

135. Dans tous les cas, il faut que trois conditions se trouvent réunies dans la personne de l'enfant : 1° qu'il soit né; 2° que le lieu de sa naissance soit le territoire français; 3° que son auteur soit un étranger. Reprenons ces trois propositions.

136. 1° Il faut que l'enfant étranger soit *né* en France. Dès lors, que décider si l'enfant avait été *conçu* en France, et était né en pays étranger? Pourrait-il invoquer l'article 9?

(1) Req. rej. 8 thermidor an X (Sirey, 3-1-368); — Paris, 13 novembre 1841 (Dev. 41-2-609); — Douai, 1er juin 1855 (Dev. 55-2-591); — Civ. cass., 5 mai 1862 (Dev. 62-1-657).

(2) Req. rej. 15 juillet 1840 (Dev. 40-1-900).

M. Richelot (1) incline pour l'affirmative, en s'appuyant sur la fiction qui répute né l'enfant conçu, chaque fois que son intérêt le réclame : *infans conceptus pro jàm nato habetur, quotiès de commodis ejus agitur.*

137. Nous ne pouvons point adhérer à cette opinion. D'abord, l'article 9 ne vise que l'individu « *né* » en France d'un étranger, et il faut d'autant moins étendre ce texte, qu'il régit une matière exceptionnelle. De plus, pourquoi a-t-on facilité la naturalisation de l'enfant né en France d'un étranger? Parce que l'homme éprouve toujours une affection naturelle pour la terre sur laquelle il a porté ses premiers regards; parce que, vraisemblablement aussi, il y reçoit sa première éducation. Or, ces raisons ne s'appliquent pas à l'enfant simplement conçu en France. Enfin quelles inextricables difficultés l'on éprouverait pour constater d'une façon certaine que l'enfant a réellement été conçu en France! Le moment de la conception n'est-il pas incertain, sujet à mille contestations (2)?

138. 2° Il faut que le lieu de la naissance soit le *territoire français*. Une question spéciale surgit à ce propos. Lorsque l'enfant d'un étranger vient à naître en mer sur un navire français, doit-il être considéré comme né en France? Il faut distinguer suivant qu'il s'agit d'un vaisseau de guerre ou d'un vaisseau marchand. La naissance a-t-elle eu lieu sur un vaisseau de guerre? alors l'enfant est toujours réputé né sur le territoire français : car un vaisseau de guerre, en quelque lieu qu'il se trouve, est regardé comme la continuation du territoire de la nation à laquelle il appartient. La naissance a-t-elle eu lieu sur un navire marchand? alors l'enfant, suivant nous, ne serait réputé né sur le sol français que si le navire, au moment de la naissance, voguait en pleine

(1) T. I, p. 69, note 21.

(2) Cass. 15 janvier 1840 (Dev. 40-1-900). N'oublions pas que les présomptions légales des art. 312, 313 et suivants sont établies seulement en matière de filiation : elles ne sauraient, sans violer l'art. 1350, être étendues en matière de détermination de nationalité : telle est, au moins, l'opinion qui nous paraît la plus exacte.

mer; si ce vaisseau marchand se trouvait, au contraire, près d'une côte, dans les eaux territoriales d'un Etat étranger, l'enfant serait censé né sur le territoire de cet Etat.

139. D'après le droit des gens, l'hôtel d'un ambassadeur est regardé comme faisant partie du territoire de la nation que cet ambassadeur représente. Aussi, de prime abord, on pourrait être tenté d'étendre le privilège de l'article 9 aux enfants nés à l'étranger dans l'hôtel des ambassadeurs français, et de le refuser, à l'inverse, à ceux nés en France dans les hôtels des ambassadeurs étrangers. Mais la fiction qui répute sol étranger l'hôtel de l'ambassadeur, n'existe que relativement à celui-ci, envisagé comme représentant de sa nation. La règle de l'exterritorialité établie en faveur des ministres étrangers n'a une application légitime qu'autant qu'elle est justifiée par les besoins de la fonction qu'ils remplissent : ce principe du droit des gens ne peut donc influer sur l'état civil de l'enfant (1). Comp. Cass. 13 octobre 1865 (Dev. 1866-1-33).

140. Lors de la rédaction de l'article 9 du Code civil, il a été déclaré que, pour l'application de cet article, la naissance dans les colonies équivaudrait à la naissance en France (Locré, t. II, p. 249). Par suite, l'individu, né en Algérie de parents étrangers, peut réclamer la qualité de Français. Seulement, suivant la jurisprudence, il importerait d'examiner sur quelle partie du territoire français cet individu aurait manifesté l'intention de fixer son domicile. S'il avait choisi la terre algérienne pour lieu de son établissement, il devrait être considéré comme un Français-Algérien, et par suite, comme soumis à la situation juridique, que des lois spéciales ont faite à cette catégorie particulière de Français (2).

(1) Voyez Dalloz, *verbo* Droit civil, nº 129.

(2) Comp. Paris, 18 mars 1868 (D. P. 69-2-56). Cette solution toutefois nous inspire certains doutes : car elle constitue une application, au moins indirecte, du *jus soli*, aujourd'hui, on le sait, abrogé par le Code civil : voyez *suprà*, nº 127.

141. Notons encore qu'à la suite de l'annexion de la Savoie et de Nice à la France, un décret du 30 juin 1860, dont nous avons plus haut donné le texte (V. *suprà*, n° 103) et dont nous rechercherons plus loin la portée, a concédé aux sujets Sardes, encore mineurs lors de l'annexion, et nés en Savoie ou dans l'arrondissement de Nice, la faculté de réclamer, dans l'année de leur majorité, la nationalité française, en se conformant à l'article 9 du Code civil. Ce décret a ainsi considéré comme nés en France, des enfants qui, en réalité, avaient reçu le jour sur un sol étranger.

142. 3° Enfin, il faut que l'auteur de l'enfant soit *un étranger*. Sur cette condition, on a soulevé, dans la doctrine, trois questions, que nous mentionnerons rapidement.

143. D'abord, on s'est placé en présence de l'enfant d'un étranger autorisé à établir son domicile en France (art 13, Code civil). M. Delvincourt (t. 1, p. 189, note 1) enseigne qu'il est Français dès sa naissance, et que, par suite, l'article 9 ne lui est point applicable.

Mais cette idée est inadmissible. L'enfant, au moment de sa naissance, suit la condition de son père. Or, un étranger, autorisé à fixer en France son domicile, demeure étranger. Par conséquent, son enfant naît étranger : s'il veut devenir Français par un mode privilégié, il doit recourir à l'article 9. Par identité de raison, la même solution s'applique à l'enfant né d'un étranger établi en France à perpétuelle demeure (1).

144. On a demandé quelle serait la position de l'enfant né en France de parents qui n'auraient plus de patrie. Cet enfant, a-t-on dit, ne pourra pas invoquer l'article 9 du Code civil, parce qu'il est né Français. D'ailleurs, on conçoit que l'on exige la déclaration requise par l'article 9, chez celui auquel le choix est offert entre deux patries ; mais il serait dérisoire de la demander à celui qui n'aurait pas de patrie, s'il n'acceptait pas celle que la

(1) Comp. MM. Aubry et Rau, t. 1, § 70, p. 236.

naissance sur notre sol lui a donnée. De plus, dans notre ancien droit, un double principe était suivi : on regardait comme Français d'origine, et tout à la fois, celui qui naissait de parents français, et celui qui naissait en France de parents étrangers. Le second de ces principes engendrait une double conséquence. Etait Français de naissance : 1° celui qui naissait en France de parents étrangers ; 2° celui qui naissait en France de parents qui n'avaient plus de patrie. Or, quelle a été l'œuvre du législateur moderne ? Il a laissé debout le premier principe, qui subordonnait la nationalité d'origine à la filiation. A-t-il supprimé, dans son entier, le second, qui rattachait la nationalité à la naissance sur le sol ? Non ; car autrement il aurait dit : Sera étrangère toute personne née en France d'un autre que d'un Français. Au contraire, il s'est contenté de décider que celui-là ne serait plus Français, de plein droit, qui naîtrait en France de parents étrangers. En d'autres termes, le Code civil n'a détruit que la première conséquence du *jus soli :* il a laissé subsister la seconde, à savoir que l'individu né en France de parents sans patrie, est Français de plein droit. Enfin, ajoute-t-on, la règle consacrée par l'article 9 est, au fond, celle-ci : la naissance sur le sol confère la qualité de Français, pourvu qu'elle soit accompagnée de l'intention de s'y fixer. Or, cette intention doit se présumer chez celui qui n'en peut raisonnablement point avoir d'autre (1) ?

145. Pour nous, nous n'hésitons pas à penser que l'enfant, né en France de parents qui n'ont *plus* de patrie, n'est pas Français de naissance ; mais il peut, pour le devenir, se prévaloir de l'article 9. En effet, notre législateur a eu le choix entre les deux principes qui, autrefois, réglaient la nationalité d'origine. Pour un moment, grâce aux instances du premier consul, ce fut la doctrine du *jus soli* qui triompha. Mais bientôt après, le tribunat fit comprendre que cette maxime trouvait sa source et

(1) Comp. Demante, t. I, n° 18 *bis*, p. 66 et 67 ; Valette, sur *Proudhon*, t. I, p. 200.

son explication dans le régime féodal, et que, ce régime étant aboli, la règle devait elle-même disparaître. Cette protestation fut écoutée, et les rédacteurs du Code civil consacrèrent, dans l'article 10, le *jus sanguinis*. Ainsi, le changement a été radical et complet. Le Code ayant répudié le *jus soli*, il faut répudier aussi toutes les conséquences qui en découlaient. D'ailleurs, l'article 9 exige que l'enfant soit issu de parents étrangers. Or celui qui naît en France de parents sans patrie se trouve précisément dans cette situation. Ces parents, n'ayant pas de patrie, sont étrangers par rapport à la France. — L'article 9, objecte-t-on, revient à dire que la naissance sur le sol de la France confère la nationalité française, pourvu qu'elle soit accompagnée de l'intention de s'y fixer, et l'on ajoute que, dans l'espèce, cette intention doit se présumer. Mais cette présomption est contraire à la loi. L'article 9 veut que l'enfant « *déclare* » son intention de s'établir en France (1).

146. Enfin, on a encore agité la question de savoir si les enfants, nés en France de père et mère inconnus, pourraient invoquer le bénéfice de l'article 9. Une opinion leur accorde ce droit. En effet, d'une part, ces enfants doivent être considérés comme sans patrie dès leur naissance : aujourd'hui, l'enfant ayant sa nationalité d'origine déterminée par celle du père, celui qui légalement n'a pas de père ne peut pas avoir de patrie. Ces enfants sont donc étrangers par rapport à la France : donc ils satisfont à la condition de l'article 9. D'autre part, les motifs, qui ont fait édicter cette disposition, s'appliquent à ces enfants : ils seront nécessairement élevés dans notre pays ; ils en prendront les mœurs et les habitudes, et ils ressentiront toujours pour lui un vif sentiment d'affection (2).

147. Nous ne pensons pas cependant que cette solu-

(1) Comp. M. Demolombe, t. 1, n° 152 ; — M. Laurent, t. 1, n° 334.

(2) Comp. M. Laurent, t. 1, n^{os} 328 et 335 ; — M. Richelot, t. 1, p. 112.

tion soit exacte. D'abord, elle regarde les enfants de père et mère inconnus comme nés sans patrie. Mais le fait, pour un individu, de ne se rattacher à aucune nationalité, constitue un état tout à fait anormal, qu'on ne doit proclamer que dans le cas de nécessité absolue. Or, la raison et la loi s'accordent pour faire considérer les enfants nés en France de parents inconnus comme Français d'origine. En effet, on ne sait pas s'ils sont issus de parents français ou de parents étrangers ; il y a doute : dès lors, il faut incliner pour ce qui constitue en France la règle générale, c'est-à-dire pour la nationalité française. Cette présomption, outre qu'elle est raisonnable, est légale. Nous ne prétendons pas, sans doute, invoquer le décret du 4 juillet 1793, déclarant les enfants trouvés « enfants naturels de la patrie. » On pourrait répondre que ce décret, étant antérieur au Code, n'a fait qu'appliquer l'ancien principe, suivant lequel la naissance sur le sol était attributive de nationalité. Mais un autre décret du 19 janvier 1811, édicté sous l'empire de la législation actuelle, décide, dans son article 19, que les enfants trouvés sont appelés à l'armée comme conscrits. Or, imposer aux enfants nés en France de parents inconnus une charge qui, par sa nature, n'incombe qu'aux Français, n'est-ce pas leur supposer la qualité de Français (1)?

148. Nous venons de parler d'un enfant né en France de père et mère *inconnus*. Pour terminer, nous avons maintenant à signaler une situation spéciale : celle d'un enfant naturel qui serait né en France d'une *mère française*, mais qui, dans la suite, aurait été *reconnu*

(1) Sous l'empire du Code civil pur, un enfant né en France d'un étranger, qui lui-même y était né, pouvait se prévaloir de l'article 9. Mais la loi des 7-12 février 1851 a décidé que cet individu n'aurait pas ce droit, parce qu'il serait désormais considéré comme Français de naissance. A l'inverse, le Code civil ne permettait jamais à un enfant étranger, né hors de France, d'invoquer l'article 9. La même loi des 7-12 février 1851 (art. 2) lui donne cette faculté, si son père se fait naturaliser Français. Nous reviendrons plus loin sur ces dispositions additionnelles au Code.

par un père étranger. Comme on le voit, l'enfant en question était *Français dès sa naissance*, car il était issu hors mariage d'une *mère française* qui seule l'avait reconnu. Dès lors, il semble que cet enfant ne devrait jamais avoir à invoquer l'article 9 du Code civil, cette disposition de faveur ayant été édictée pour des enfants issus d'un auteur étranger. Nous allons voir cependant que l'applicabilité de l'article 9, en cette espèce, est possible.

En effet, l'enfant, dont il s'agit, a été, nous le supposons, *reconnu* dans la suite par un père de nationalité étrangère. Eh bien, c'est un principe constant, dans notre droit, que les effets attachés à la reconnaissance d'un enfant naturel sont rétroactifs et remontent jusqu'à la naissance même de cet enfant. De là, il résulte qu'un enfant naturel, né en France d'une femme française, puis reconnu ensuite par un père étranger, est censé issu en France d'un père étranger : il est réputé avoir pris, au moment même de sa naissance, la nationalité étrangère de ce dernier (1). En résumé, la situation de cet enfant, après la reconnaissance faite par son père, est celle-ci : c'est un enfant né sur le sol français et dont l'auteur est étranger. En d'autres termes, il satisfait à toutes les conditions requises pour l'application de l'article 9. Rien ne s'oppose à ce qu'il puisse invoquer ce texte.

149. La seule question qui peut-être puisse faire doute est celle de savoir à *quelle époque* cet enfant devrait faire sa réclamation dans le cas où il aurait été reconnu plus d'un an après sa majorité. On sait, en effet, que, en droit commun, la réclamation doit se produire dans l'année qui suit la majorité. Nous reviendrons, dans la

(1) Ce raisonnement suppose connue cette règle que l'enfant naturel, reconnu à la fois par son père et par sa mère, suit de préférence la *nationalité paternelle*. Ce n'est pas ici le lieu d'insister sur ce point. Nous y reviendrons ultérieurement lorsque, dans un appendice, nous examinerons quelles personnes sont *Françaises par droit de naissance*. (*Infrà*, nos 323 à 350.)

section suivante, sur cette question (*Infrà*, nos 151-158). Seulement, par esprit d'équité, nous déciderons que, dans cette espèce particulière, la réclamation peut avoir lieu dans l'année qui suit la reconnaissance de l'enfant : *à l'impossible nul n'est tenu.*

150. Les solutions, que nous venons de donner ici, sont généralement admises en doctrine et en jurisprudence. Bornons-nous à citer sur ce point la décision judiciaire la plus récente. Elle émane du tribunal d'Albertville et porte la date du 15 mars 1879.

Il s'agissait, dans cette affaire, d'un enfant naturel nommé Chrysanthe Donche, lequel était né en Savoie, de la femme Donche devenue Française, à la suite du traité d'annexion du 24 mars 1860. Plus tard, cette femme qui seule, à l'origine, avait reconnu l'enfant, épousa le sieur Carmellini, sujet Sarde, dont la nationalité étrangère était restée sans atteinte, d'après la solution du tribunal, même après l'annexion de son pays à la France. Le sieur Carmellini *reconnut*, par contrat de mariage, et par suite légitima du même coup le jeune Donche. Celui-ci, ainsi devenu Chrysanthe *Carmellini*, prétendit, dans la suite, qu'il était étranger, comme étant né en France d'un étranger. Il s'appuyait, comme on le voit, sur l'effet rétroactif de la reconnaissance faite par son père. Ajoutons qu'il ne s'était point d'ailleurs prévalu, en temps utile, des dispositions de l'article 9 du Code civil.

Cette prétention fut admise par un jugement ainsi motivé : « En ce qui touche Chrysanthe Carmellini....

» Attendu qu'il résulte de l'acte de mariage sus-énoncé que les deux époux l'ont reconnu pour leur fils; que cette reconnaissance et la légitimation, qui en est la suite, en fixant légalement à cet enfant son origine paternelle, celle d'un père étranger, lui impriment, suivant la doctrine la plus accréditée, la qualité d'étranger....; attendu que, dans ces conditions, il n'a pas usé de la faculté qui lui était accordée par ledit article 9 du Code civil;

que dès lors il n'est pas Français....; par ces motifs, etc.... » (Comp. *la France judiciaire*, année 1879, 2e partie, p. 561.)

§ III

A quelle époque le privilège, consacré par l'article 9, peut-il et doit-il être exercé?

151. Aux termes de l'article 9, l'individu né en France d'un étranger pourra réclamer la qualité de Français « *dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité.* »

Ce délai d'un an, dans lequel peut se produire la réclamation, est fatal : il ne peut être, ni avancé, ni reculé. De là une conséquence rigoureuse. Supposons qu'un enfant, né en France, et sujet d'un pays où la majorité est, comme chez nous, fixée à vingt et un ans, se destine à l'école de Saint-Cyr ou à l'école polytechnique. D'une part, le temps pendant lequel on peut entrer dans ces établissements dure jusqu'à vingt et un ans : il expire donc lorsque commence celui où peut se produire la réclamation prévue par l'article 9. D'autre part, l'accès de ces écoles est exclusivement réservé aux Français. Par suite, cet enfant, né en France d'un étranger, sera fatalement exclu des examens, puisqu'il ne peut réclamer la qualité de Français qu'après avoir atteint l'âge qui lui ferme la porte des écoles. Le tribunal civil de la Seine (1), frappé de ce résultat, avait décidé que cet enfant pourrait faire, pendant sa minorité, avec l'assistance de son père, la déclaration requise par l'article 9, sauf à la renouveler plus tard après sa majorité. Mais la Cour de Paris (2) et la Cour suprême (3) ont refusé de s'associer à cette jurisprudence. Cette dernière solution est, d'ailleurs, préférable. Lorsque la loi édicte une

(1) Trib. de la Seine, 23 avril 1850 (Dev. 50-2-465).

(2) Paris, 14 juillet 1856 (Journ. *Le Droit*, 18 juillet 1856); — Paris, 30 juillet 1859 (Dev. 59-2-682).

(3) Cass. 31 décembre 1860 (Dev. 61-1-227).

naturalisation exceptionnelle, il est, en effet, logique d'exiger l'accomplissement strict des conditions qu'elle impose, quels que soient les inconvénients pratiques, plus ou moins graves, qui puissent en résulter.

152. Si l'époque, à laquelle l'enfant peut invoquer la nationalité française, ne peut être avancée lorsqu'il s'agit de se prévaloir d'un bénéfice, elle ne peut pas l'être non plus quand il s'agit de s'acquitter d'une obligation. Ainsi, de la loi du 27 juillet 1872, article 9, il résulte que les jeunes gens, nés en France d'étrangers, concourent au tirage au sort, qui suit la déclaration faite par eux, en vertu de l'article 9 du Code civil; en d'autres termes, ils ne prennent part au tirage, qu'après avoir accompli leur vingt et unième année. Cette solution se trouvait déjà consacrée par l'article 2 de la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement. On conçoit, en effet, que ces individus ne puissent point être appelés, comme les Français d'origine, après l'âge de vingt ans révolus : car, à ce moment, ils sont encore étrangers, et la loi du 27 juillet 1872 (art. 7) déclare que nul n'est admis dans les troupes françaises, s'il n'est Français.

153. Le délai, imparti par l'article 9 du Code civil, ne peut pas davantage être étendu ou reculé. Cette proposition, d'ailleurs, n'a jamais été contestée en principe. On y apporte seulement quelques tempéraments. Ainsi, supposons l'hypothèse suivante : un enfant naturel naît en France, et il est reconnu seulement par sa mère, qui est Française. Dès ce moment, il est donc Français. Plus tard, lorsque déjà depuis plus d'un an, il a atteint sa majorité, son père, que nous supposons étranger, vient à le reconnaître. L'enfant, jusque-là Français, devient étranger. Eh bien, on décide que, quoique majeur depuis plus d'un an, il pourra profiter de l'article 9, pourvu qu'il fasse sa réclamation dans l'année qui suit la reconnaissance faite par son père. En effet, cet enfant, Français à sa majorité, ne pouvait pas songer, à cette époque, à se prévaloir du bénéfice de la loi. C'est seulement le

jour où son père l'a reconnu, qu'il a pu sentir le besoin, et former la résolution de recouvrer la nationalité française (1).

154. S'il est vrai qu'en général l'étranger, né en France d'un étranger, doit faire sa réclamation dans l'année qui suit sa majorité, quelle est cette majorité? Est-ce celle déterminée par la loi française? Est-ce celle fixée par la loi du pays auquel l'enfant appartenait jusqu'à sa réclamation?

155. Un premier système prétend qu'il s'agit de la majorité française (art. 488 C. civ.). — En effet, dit-on, il n'est pas à supposer que le législateur ait voulu subordonner aux prescriptions d'une loi étrangère le délai durant lequel pourrait être réclamée une faveur accordée par la loi française. — En outre, depuis le décret du 20 septembre 1790, fixant la majorité des Français à vingt et un ans au lieu de vingt-cinq, toutes les lois qui parlent de majorité, non seulement pour les Français, mais aussi pour les étrangers dans leurs rapports avec la France, indiquent l'âge de vingt et un ans. Il en était ainsi spécialement de la constitution du 22 frimaire an VIII, sous l'empire de laquelle le Code civil a été publié. Il est donc vraisemblable que, dans l'article 9, le législateur entendait aussi se référer à l'âge de vingt et un ans. — De plus, ajoute-t-on, de deux choses l'une : ou bien la majorité étrangère est en deçà de vingt et un ans, et alors il conviendrait de ne pas permettre à un enfant encore trop inexpérimenté le choix si important d'une nationalité ; — ou bien la majorité étrangère est fixée au delà de vingt et un

(1) Nous devons également noter que des lois postérieures au Code et sur lesquelles nous reviendrons tout à l'heure, ont prolongé le délai d'un an dont parle l'article 9 du Code civil, ou reculé son point de départ. C'est d'abord la loi des 22-25 mars 1849 pour l'individu né en France d'un étranger, pourvu qu'il ait servi dans nos armées, ou satisfait, dans notre pays, à la loi du recrutement. C'est ensuite l'article 2 de la loi des 7-12 février 1851, pour ceux nés, hors de France, d'un père étranger, naturalisé Français postérieurement à leur naissance.

ans, et alors il serait étrange d'admettre un étranger ordinaire à faire, à vingt et un ans, suivant la constitution, la déclaration de sa volonté d'être Français, et de reculer au delà de cet âge l'époque où l'enfant étranger né en France pourrait, suivant l'article 9, réclamer la qualité de Français : ce serait se montrer plus rigoureux envers un individu que la loi veut, au contraire, traiter avec plus de faveur (1).

156. Un second système, que nous adoptons, décide que l'article 9 se réfère à la majorité déterminée par la loi du pays étranger auquel l'enfant appartient jusqu'à sa réclamation. — En effet, l'article 9 déclare que cet enfant pourra réclamer dans l'année qui suivra l'époque de *sa* majorité. Or, tant que cet individu n'est pas devenu Français, quelle est *sa* majorité, si ce n'est celle fixée par son état personnel, c'est-à-dire par la loi de l'Etat dont il est encore sujet? — D'ailleurs, si l'on s'en rapportait à la majorité française, souvent l'enfant ne pourrait point exercer son droit. Ainsi, supposons qu'il appartienne à un pays où la majorité est reculée à vingt-cinq ans. Il s'ensuit que, même après vingt et un ans, mais avant vingt-cinq, il reste enchaîné dans les liens de la tutelle, et n'a point la liberté de ses actions. Dès lors, son tuteur pourra l'empêcher de satisfaire aux conditions de l'article 9. Dans tous les cas, même si son tuteur lui permettait d'y satisfaire, l'enfant serait, sans doute, considéré en France comme devenu Français; mais, dans son pays d'origine, il serait regardé comme n'ayant point perdu sa nationalité : car il est admis en général qu'une pleine capacité est nécessaire pour abdiquer sa patrie. Cet enfant appartiendrait donc à deux Etats différents, situation qu'il faut éviter autant que possible.

Enfin, ajoutons qu'un enfant, tant qu'il est mineur, tant qu'un autre veille pour lui à la gestion de ses biens et à la direction de sa personne, ne songe guère à se

(1) Comp. Duranton, t. I, n° 129. — Coin-Delisle, article 9, n° 25. — MM. Aubry et Rau, t. I, § 70, texte et note 5.

choisir une position sociale ni un lieu d'établissement définitif. C'est sa majorité qui, en le livrant à lui-même, lui fait sentir ce besoin. Or, quelle majorité produira cet effet, sinon celle du pays auquel il appartient?

En vain l'on prétend argumenter de l'article 3 de la constitution du 22 frimaire an VIII. Cet article 3 s'appliquait à tout étranger en général, tandis que l'article 9 du Code civil est spécial et ne concerne que l'étranger né en France. On comprend, du reste, que le législateur de l'an VIII ait édicté le terme fixe de vingt et un ans pour tous les étrangers indistinctement : cet âge déterminait le moment à partir duquel la déclaration pouvait être faite; mais cette déclaration elle-même ne devait pas nécessairement s'effectuer dans la vingt et unième année : on pouvait encore y procéder ultérieurement à telle époque qu'on voulait. Par conséquent, l'étranger, dont la loi personnelle fixait la majorité à vingt-cinq ans, ne courait aucun danger de forclusion. Au contraire, quand l'article 9 du Code civil parle de l'année qui suit la majorité, il indique à la fois et le temps où la réclamation de l'enfant étranger est possible, et celui où elle devra se produire sous peine de déchéance. On conçoit, dès lors, qu'il faille placer l'année de la réclamation à une époque où elle pourra se faire librement et efficacement (1).

157. Pourtant, parmi les partisans du système auquel nous venons d'adhérer, quelques-uns ont pensé que si l'enfant était national d'un pays où la majorité serait plus précoce qu'en France, il ne pourrait et il ne devrait réclamer la qualité de Français qu'à partir de vingt et un ans (2).

Nous n'acceptons point cette restriction. Le texte de l'article 9 est général. D'ailleurs, notre solution est dési-

(1) Comp. M. Demolombe, t. I, n° 165. — M. Valette, *Explication sommaire du livre premier*, p. 12. — Demante, t. I, n° 19 *bis*, II. — Coin-Delisle, *Revue crit. de législ.*, 1864, t. XXV, p. 13 et suiv. — Douai, 10 février 1868 (Dev. 68-2-140).

(2) Comparez notamment M. Cogordan, *La nationalité au point de vue des rapports internationaux*, p. 80.

rable : car elle donne au réclamant la faculté d'exercer certains droits que la loi française confère seulement aux nationaux qui n'ont pas encore accompli leur vingt et unième année. Ainsi, cette manière de voir permet de tempérer, dans une certaine mesure, la situation rigoureuse, que nous signalions tout à l'heure, en ce qui concerne l'admission aux écoles de Saint-Cyr et polytechnique.

158. La question doctrinale que nous venons d'exposer ne paraît pas s'être jamais présentée devant les tribunaux français ; du moins, nous ne connaissons aucune décision à ce sujet.

Mais il n'en est pas de même en Belgique où la jurisprudence vient de se fixer définitivement dans le sens opposé à notre opinion. En effet, par arrêt du 6 février 1878 (Sir. 1879-2-265), la Cour de cassation de Bruxelles a décidé que l'individu né en Belgique d'un étranger et qui veut, par application de l'article 9 du Code civil, opter pour la nationalité belge, doit faire sa déclaration dans l'année qui suit sa majorité telle qu'elle est déterminée par la loi belge (1).

Nous ne reviendrons pas sur la critique de ce système. Notons seulement le considérant suivant invoqué par les magistrats belges : « Attendu qu'en effet, dit la Cour, les principes qui régissent le statut personnel de l'étranger s'effacent chaque fois que leur application est de nature à compromettre un intérêt public ; et que le droit d'option de patrie dont traite l'article 9, a été introduit par des considérations d'ordre public en vue d'un intérêt national qu'aurait pu froisser l'intervention de lois étrangères.... »

Dans ce raisonnement, la prémisse est vraie : mais la conséquence que l'on prétend en tirer nous paraît fausse : elle ne tend à rien moins qu'à nier l'efficacité du statut personnel au regard de la collation de la nationalité. On ne comprend pas en quoi l'intérêt public d'un pays est

(!) L'article 488 du Code civil en vigueur en Belgique, fixe, du reste, la majorité à vingt et un ans; il adopte ainsi exactement la limite d'âge fixée par le même article 488 du Code civil français.

intéressé à ce que l'on puisse faire entrer au nombre des nationaux de ce pays un individu que le pays voisin regarde encore comme incapable d'aliéner sa nationalité. C'est vouloir multiplier, à plaisir, cette situation regrettable et anormale que nous avons déjà signalée : la dualité de patries. Au surplus, pour être logique, il faudrait aller jusqu'à dire que, pour conférer une naturalisation proprement dite, un gouvernement n'a pas à tenir compte de la capacité ou de l'incapacité de celui qui la demande. Que deviennent, dès lors, les convenances internationales? Que devient le respect mutuel que se doivent les souverainetés? (Comp. Sirey, *loco suprà cit.*, avec la note de l'arrêtiste.)

§ IV.

Quelle est l'étendue du privivilège consacré par l'article 9 du Code civil, et quels sont ses effets?

159. Nous n'avons pas à examiner ici toutes les conséquences qui s'attachent à l'application du bénéfice de l'article 9 ; ce sont celles de la naturalisation en général ; nous voulons seulement résoudre la question de savoir à partir de quel moment l'on doit considérer comme Français l'enfant qui a satisfait aux conditions de l'article 9. Ne devient-il Français que pour l'avenir, *ut ex nunc?* ou bien est-il censé l'être dès le jour de sa naissance, *ut ex tunc?*

160. Des auteurs considérables ont décidé que la réclamation, dont il s'agit dans l'article 9, avait pour résultat de faire considérer l'étranger né en France comme Français depuis sa naissance. — A l'appui de cette doctrine, on apporte les cinq motifs suivants :

1° Aux termes de l'article 9, cet individu « pourra *réclamer*.... » *Réclamer!* dit-on : c'est donc un droit : il *réclame* la qualité de Français parce qu'elle était déjà à lui ; il fallait seulement, de sa part, un acte de volonté pour fixer définitivement, sur sa tête, cette qualité ;

2° Aux termes de l'article 20 du Code civil, « les individus qui recouvreront la qualité de Français dans

les cas prévus par les articles 10, 18 et 19, ne pourront s'en prévaloir qu'après avoir rempli les conditions qui leur sont imposées par ces articles, *et seulement pour l'exercice des droits ouverts à leur profit depuis cette époque.* » Or, dit-on, dans cet article 20, il n'y a aucun renvoi à l'article 9 : c'est donc qu'à la différence des dispositions contenues dans les articles 10, 18 et 19, la disposition de notre article 9 est essentiellement rétroactive : *Qui dicit de uno negat de altero ;*

3° On invoque ensuite l'article 1179, aux termes duquel « *la condition accomplie a un effet rétroactif au jour auquel l'engagement a été contracté.* » Or, dit-on, dès le jour de sa naissance, l'individu, dont s'occupe l'article 9, avait un droit futur et éventuel à revendiquer plus tard la qualité de Français : donc, l'accomplissement, au moment de sa majorité, des conditions auxquelles cette revendication est subordonnée, lui imprime, d'une manière rétroactive, la qualité de Français ;

4° Telle est aussi l'idée exprimée par le tribun Gary, dans son discours au Corps législatif, lorsqu'il dit, en parlant de l'individu né en France : « Le bonheur de sa naissance n'est pas perdu pour lui ; la loi lui offre de lui assurer le bienfait de la nature ; mais il faut qu'il déclare l'intention de le *conserver.* » La naturalisation produit donc un effet rétroactif. — C'est la théorie admise par la Cour de cassation (19 juillet 1848. Dev. 48-1-529) ;

5° Ajoutez que la loi du 28 mai 1853 sur la caisse des retraites et rentes viagères pour la vieillesse, admet, dans son article 3, alinéa 2, et dans son article 10, alinéa 2, des dépôts effectués au nom d'étrangers qui, plus tard, rempliront les formalités de l'article 9 du Code civil. On suppose donc encore ici nécessairement la rétroactivité de l'option. (Comp. Aubry et Rau, t. 1, § 10.)

161. Nous éprouvons, pour notre part, des doutes très sérieux quant à la solidité de cette doctrine, et nous proposons, au contraire, de dire que l'individu, naturalisé dans les termes de l'article 9, n'acquiert la qualité de

Français que *pour l'avenir* et nullement pour le passé :

Ier argument. — *a. Au point de vue grammatical*, d'abord, est-il bien vrai que ce mot « *réclamer*, » employé par notre article 9, ait le sens énergique et spécial qu'on lui attribue ? Cette expression a, en général, un sens bien indéterminé ; il est synonyme de *demander* ou *solliciter*. Cet argument grammatical est donc, en réalité, peu concluant. — Le mot *recouvrer*, d'ailleurs, dans l'article 20, n'emporte pas (tout le monde le reconnaît) l'idée de rétroactivité. Et cependant, on ne peut *recouvrer* que ce que l'on avait auparavant ; — *b. Au point de vue du droit*, l'on objecte que l'article 9 n'est pas rappelé dans l'article 20, et l'on en conclut, *à contrario*, qu'il doit y avoir rétroactivité dans le cas de l'article 9. Cet argument ne saurait être admis. Voici, en effet, pourquoi on n'a pas rappelé l'article 9 dans l'article 20. Dans ce dernier article, et dans les articles 10, 18 et 19 auxquels il renvoie, il s'agit constamment d'individus qui avaient été déjà Français, qui avaient ensuite perdu cette qualité, et qui demandent à la *recouvrer*. Il y avait donc nécessairement doute à leur égard : on aurait pu trouver juste d'effacer entièrement la lacune par une *restitutio in integrum*, absolue et entière, qui leur aurait rendu rétroactivement la qualité perdue. Eh bien, ce doute, l'article 20 l'a tranché contre l'étranger : on ne lui accorde pas le bénéfice de la rétroactivité ; mais il était bon de le dire. Au contraire, quelle nécessité y avait-il de se référer à l'article 9 ? L'enfant dont il est question dans cet article, lui, n'a jamais été Français avant la déclaration que le texte lui impose ; il était si bien étranger que, s'il s'était abstenu dans l'année de sa majorité, cette qualité d'étranger lui était définitivement acquise : pourquoi donc alors une rétroactivité que ne commandent ni la situation, ni les textes ?

IIe argument. — La doctrine de la rétroactivité paraît inadmissible en présence des articles 726 et 912 du Code civil, tels qu'ils existaient avant la loi du 14 juillet 1819.

« *Un étranger*, dit l'article 726, *n'est admis à succéder aux biens que son parent, étranger ou Français, possède dans le territoire français, que dans les cas et de la manière dont un Français succède à son parent possédant des biens dans le pays de cet étranger, conformément aux dispositions de l'article* 11, *au titre* DE LA JOUISSANCE ET DE LA PRIVATION DES DROITS CIVILS. » L'article 912 s'exprime dans les termes suivants : « *On ne pourra disposer, au profit d'un étranger, que dans le cas où cet étranger pourrait disposer au profit d'un Français.* » L'argument que l'on peut tirer de ces textes est fort sérieux, tranchant même, suivant nous. En effet, la qualité d'étranger avait des conséquences fort graves sous le Code civil. En 1804, les étrangers étaient absolument incapables de succéder, même à leurs parents français. Eh bien, je suppose que l'individu né en France d'un étranger fût (étant encore au berceau) devenu l'héritier de l'un de ses parents, soit en vertu de la loi (*ab intestat*), soit en vertu d'un testament!... Sa succession a dû être déférée, en vertu des articles 726 et 912, aux héritiers français du degré subséquent. Mais si, par le seul fait de sa soumission, à l'âge de vingt et un ans, l'individu né en France d'un étranger prend *rétroactivement* la qualité de Français, comme le veut la Cour de cassation, il faudra aussi apparemment qu'il reprenne l'investiture de tous ses droits dans le passé : et alors, voyez où nous marchons ! La succession n'aura été déférée aux héritiers du degré subséquent qu'à titre provisoire seulement! Et ce provisoire aura pu durer pendant vingt et un ans peut-être ; et durant ce temps, les héritiers putatifs auront joui de bonne foi des biens, ils auront perçu les fruits! Ainsi, par l'accomplissement d'une condition *toute potestative* de la part de l'étranger, ils se verront spoliés et obligés de tout rendre, c'est-à-dire le plus souvent ruinés par cette accumulation de fruits à restituer !!! Tout cela est contraire à la libre transmission des biens comme aux principes de la plus stricte équité.

Cette conséquence paraît de tous points inadmissible;

III^e argument. — On objecte la disposition de l'article 1179, d'après lequel « la condition accomplie a un effet rétroactif au jour auquel l'engagement a été contracté. » Mais nous ferons remarquer que c'est là une véritable pétition de principes : car précisément ce que nous soutenons, c'est que cet article ne s'applique pas ici;

IV^e argument. — On objecte encore les travaux préparatoires. Cette objection est de peu de valeur; car on y trouve exprimées les opinions les plus dissemblables, et l'on y rencontre des arguments pour soutenir toutes les opinions : les travaux préparatoires ne peuvent dès lors être réellement concluants, que lorsqu'ils viennent appuyer un texte de loi;

V^e argument. — On nous oppose enfin la loi du 28 mai 1853, sur les caisses des retraites pour la vieillesse, articles 3 et 10, admettant les étrangers à faire des versements. Mais la réponse est facile : l'on peut dire que, si la loi nouvelle a cru devoir s'expliquer sur ce point, c'est que le droit commun ne menait pas à ce résultat de la rétroactivité. Cet argument serait donc plutôt favorable à l'opinion que nous défendons.

Il faut donc, à notre avis, décider que l'enfant né en France d'un étranger n'acquiert la qualité de Français qu'à partir du jour où il a régulièrement formulé la réclamation requise par la loi (1), sans aucune rétroactivité.

162. Maintenant que nous connaissons la controverse et la solution qu'elle comporte, examinons les conséquences qui en découlent dans la pratique.

Sous l'empire des articles 726 et 912 du Code civil,

(1) Comp. Fœlix, *Droit internat.*, p, 41; — Marcadé, t. I, n° 115 *ter;* — Duvergier, sur Toullier, t. I, n° 261; — Ducaurroy, sur l'article 9; — Bugnet, sur Pothier, t. I, p. 10, et t. IX, p. 17; — Demante, t. I, n° 19 *bis;* — Paris, 4 janvier 1847 (D. P. 47-2-34); Bruxelles, 8 janvier 1872 (D. P. 72-2-13). Voyez aussi les développements de M. Demolombe, t. I, n° 163 : l'éminent jurisconsulte considère cette difficulté comme l'une des plus délicates du sujet et comme susceptible de motiver les plus graves hésitations.

si l'on donnait un effet rétroactif à la déclaration de l'enfant, il fallait l'admettre à recueillir les droits qui, pendant sa minorité, s'étaient ouverts à son profit, par suite de successions, de legs ou de donations; il fallait, au contraire, l'en exclure comme étranger, si l'on décidait que sa déclaration n'était efficace que pour l'avenir.

De même, au temps où l'étranger, devenu Français, ne pouvait siéger dans les assemblées législatives que si la grande naturalisation lui avait été conférée, l'individu, qui avait réclamé la qualité de Français suivant l'article 9, était éligible de plein droit, si l'on décidait que l'acquisition de sa nationalité était rétroactive. Alors, en effet, il était considéré comme un Français d'origine. Au contraire, il devait, suivant le système opposé, recourir à la grande naturalisation.

La loi du 14 juillet 1819, abolitive des articles 726 et 912, ayant permis à tout étranger de succéder en France et d'y recueillir des donations, et la loi du 29 juin 1867 ayant attaché l'éligibilité à toute naturalisation, le double intérêt pratique que nous venons de signaler a disparu.

163. Mais la loi du 14 juillet 1819, que nous venons de mentionner, contient elle-même un article 2, qui accorde aux cohéritiers *français* le droit de prélèvement : ce droit consiste à prendre, avant tout partage, sur les biens situés en France, une portion égale à la valeur des biens situés en pays étranger, dont ils seraient exclus, à quelque titre que ce soit, en vertu des lois et coutumes locales. Supposons qu'une succession se trouve dévolue à un enfant né en France d'un étranger, avant qu'il ait réclamé notre nationalité. Plus tard, après sa réclamation, il n'aura pas droit au prélèvement suivant la solution que nous avons adoptée, parce qu'il faut le considérer comme ayant été un cohéritier *étranger* au jour où la succession s'est ouverte (1).

(1) Comp. M. Demangeat, *Droit internat. privé de Fœlix*, t. I, p. 108, note 6.

164. Aux termes de l'article 14, un créancier français peut poursuivre son débiteur étranger devant les tribunaux français, même si le débiteur ne réside pas en France. Mais, suivant une opinion, pour que ce privilège existe, il faut que le créancier ait été Français dès l'origine de la créance. Supposons donc un individu né en France de parents étrangers, qui, pendant sa minorité, devient créancier d'un étranger. Il réclame plus tard la qualité de Français. Pourra-t-il alors actionner en France son débiteur? Il ne le pourra pas ; car il faudrait, pour cela (ce que nous n'avons pas admis), que, le changement de nationalité remontant jusqu'au jour de sa naissance, il fût considéré comme ayant été Français au moment où la créance s'ouvrait à son profit.

165. Supposons que l'individu, né en France d'un étranger, ne fasse les déclarations prescrites par l'article 9 qu'à la fin de sa vingt-deuxième année. Les actes notariés où il aura figuré comme témoin, depuis l'accomplissement des vingt et un ans jusqu'à sa réclamation, seraient valables si l'on admettait la rétroactivité. Ils sont nuls dans le système contraire.

166. Un étranger né en France se marie, pendant sa minorité, avec une femme étrangère, et il a un enfant. Ensuite, devenu majeur, il réclame la nationalité française ; si l'on décidait que sa demande a produit effet même dans le passé, il faudrait regarder sa femme comme Française, par application de l'article 12 du Code civil ; car son mari serait censé avoir été Français lors du mariage : de même il faudrait aussi considérer l'enfant comme Français ; car il serait censé issu d'un père français. Mais, dans l'opinion que nous avons adoptée, la femme et l'enfant resteront étrangers, tant qu'ils ne se feront pas eux-mêmes naturaliser.

167. En outre, un nouvel intérêt de notre question s'est révélé il y a peu de temps, en une matière où jusqu'ici on ne l'avait pas encore rencontré, en matière criminelle. Disons tout de suite que l'opinion, par nous

enseignée, n'a pas été adoptée. La *Cour d'assises du Nord* l'a, en effet, repoussée par un arrêt du 3 août 1877. Mais avant de rapporter les termes de cette décision importante, faisons d'abord un court exposé des faits : nous l'empruntons au *Recueil* spécial des arrêts de la Cour d'appel de Douai, tome xxxv, p. 173.

Vers le 15 mars 1876, un sieur Liévin Brans quittait *Lille où il était né de parents belges* le 2 janvier 1856. Il y avait connu Charles Denoyette qu'il savait natif de Gand. Arrivé dans cette dernière ville, Brans obtint de la municipalité un extrait, en bonne forme, de l'acte de naissance de Charles Denoyette; sous le même nom, il obtint aussi un certificat de bonne conduite et un certificat négatif de condamnations encourues en matière pénale. Muni de ces pièces, il contracta un engagement de huit ans dans l'armée belge, ce qui lui donnait droit à une prime de 1600 francs sur lesquels 300 francs étaient à toucher le jour de l'incorporation. Ce même jour, et après avoir touché les 300 francs, Brans désertait et passait en France.

Quelque temps après ces faits, c'est-à-dire le 31 janvier 1877, Brans avait fait, à la municipalité de Lille, la réclamation de la qualité de Français, et les déclarations exigées par l'article 9 du Code civil.

Recherché pour les actes commis en Belgique, Brans fut arrêté et renvoyé devant la Cour d'assises du Nord, sous l'inculpation de faux en écriture authentique et publique et d'usage de pièces fausses.

A l'audience, son défenseur, Me Honoré, déclina pour lui la compétence de la juridiction française, prétendant que le crime reproché à Brans avait été commis en Belgique, antérieurement à la réclamation par lui faite de la nationalité française, c'est-à-dire alors qu'il était encore étranger. Dès lors, concluait-on, Brans n'était justiciable que de la juridiction belge.

C'est en vain, ajoutait-on, que, pour appliquer à Brans l'article 5 de notre Code d'Instruction criminelle, tel

que l'a rédigé la loi modificative du 27 juin 1866, on tenterait de soutenir que, dans le cas prévu par l'article 9 du Code civil, l'état de l'enfant né en France d'un étranger, reste en suspens jusqu'à sa majorité ; en vain on dirait qu'à cette époque, lorsqu'il réclame la qualité de Français, il est censé, par suite d'une fiction de la loi, avoir été Français dès sa naissance, ce qui aurait eu pour effet, dans l'espèce, de faire considérer Brans comme déjà Français au moment où il commettait son crime, et par suite de le faire déclarer justiciable de la juridiction française. A cette objection, qui effectivement fut développée et soutenue avec talent, par M. l'avocat général Grévin, le défenseur répondait par avance qu'un tel principe n'était écrit nulle part, et que s'il pouvait, par hypothèse, être admis, c'était seulement du moins lorsqu'il s'agissait d'attribuer des avantages à l'enfant de l'étranger, et non point, lorsqu'il s'agissait de rendre sa position plus mauvaise, en lui faisant, par exemple, encourir une peine. Au surplus, disait-on encore, en matière criminelle, la date du crime fixe la situation de l'accusé en ce qui concerne la pénalité et la compétence nationale, sans que les événements postérieurs puissent avoir d'influence sur le fond même de l'affaire.

168. Cette manière de voir, conforme d'ailleurs à la doctrine que nous enseignions tout à l'heure sur l'article 9 du Code civil, fut pourtant repoussée par la Cour d'assises du Nord. La Cour a rendu, sous la présidence de M. Lemaire, un arrêt ainsi conçu : « Attendu qu'il était de principe dans l'ancien droit que tout individu né en France était Français ; — que l'article 9 du Code civil n'a point abrogé ce principe ; qu'il l'a seulement modifié en ce qu'il pouvait avoir d'excessif, alors que, s'appliquant au fils né en France d'un étranger, il lui imposait la nationalité française, en raison du seul fait accidentel de sa naissance, sans lui laisser la liberté d'y préférer la nationalité paternelle ; — que c'est uni-

quement pour respecter cette liberté que le législateur de 1803, sans se départir du principe ancien, a voulu néanmoins que ce principe ne produisît effet, à l'égard des fils d'étrangers, qu'à la condition que ceux-ci ratifieraient, à l'époque où ils seraient devenus capables d'exprimer légalement leur volonté, l'adoption que la France leur offrait à titre d'enfants nés sur son territoire ;

» Attendu que, jusqu'à cette ratification, le droit du fils d'étranger à la qualité de Français, tout en restant entier, demeure en suspens ; mais qu'une fois la condition remplie, ce droit rétroagit, quant à ses effets, au jour même du fait qui l'a engendré, c'est-à-dire du jour même de la naissance de celui qui, dans le délai où la loi lui permet d'agir, en réclame le bénéfice (art. 1179 Code civ.) ;

» Attendu que cette interprétation s'induit encore du rapprochement des termes de l'article 9 avec ceux des articles 10, 18 et 19 ; — que ces articles, statuant à l'égard d'une autre catégorie d'individus, les Français ayant perdu leur qualité, disposent que ces individus pourront, moyennant certaines formalités prescrites, non point *réclamer*, mais *recouvrer* cette qualité ;

» Que cette expression *recouvrer*, dont se sert le législateur pour désigner la revendication d'un droit perdu, implique évidemment que le mot *réclamer*, inscrit en l'article 9, concerne un droit de nature différente, c'est-à-dire acquis à celui qui le réclame ;

» Attendu que si l'article 20 dispose que ceux qui *recouvrent* la qualité de Français, ne pourront s'en prévaloir que pour l'avenir, cette restriction doit s'entendre non du cas prévu par l'article 9, mais des cas mentionnés aux articles 10, 18 et 19, expressément et limitativement visés par l'article 20 ;

» Attendu que l'accomplissement des formalités de l'article 9, ayant eu, en vertu des principes qui précèdent, un effet rétroactif au jour de sa naissance,

Brans doit être considéré comme ayant, dès ce jour, acquis la qualité de Français, et, dès lors, comme ayant commis, en cette qualité, le 27 mars 1876, les faits criminels dont il est accusé ;

» La Cour se déclare compétente. »

169. Enfin, nous pouvons, dans le même ordre d'idées, mentionner, *en matière administrative*, une décision conforme à l'interprétation par nous adoptée sur l'article 9 du Code civil. Un sieur Rigot, né le 18 juin 1847 de parents étrangers, avait réclamé, le 7 mars 1869, alors qu'il était devenu majeur, la qualité de Français. Dans cette situation, il avait été considéré comme ayant été omis dans les tirages des années antérieures : conformément aux articles 2 et 9 de la loi du 21 mars 1832, il lui avait été fait application de l'article 76 de la loi des 27 juillet-17 août 1872, sur le recrutement de l'armée, et il avait été mis dans la réserve de l'armée active, sous les mêmes conditions que les autres jeunes gens de la classe de 1869. Il demanda à être compris dans la classe de 1867. Sa réclamation ayant été rejetée par une décision du ministre de la guerre, il en appela devant le conseil d'Etat. A l'appui de son pourvoi, le sieur Rigot faisait observer, entre autres arguments, « qu'ayant fait la déclaration prescrite par l'article 9 du Code civil, il était *rétroactivement* placé dans la classe de 1867. »

Mais M. le commissaire du Gouvernement, Laferrière, combattit cette prétention, et soutint que la déclaration faite en conformité de l'article 9 du Code civil était, non pas déclarative, mais simplement « *attributive* » de nationalité. Ces conclusions, conformes à la théorie soutenue par nous, *suprà*, nº 161, furent admises. Le conseil d'Etat décida que le sieur Rigot devait marcher avec la classe de l'année de sa déclaration, et non avec la classe à laquelle il eût appartenu par son âge, s'il eût été Français de naissance. (Conseil d'Etat, 19 janvier 1877, Dev. 1879-2-63.)

*

SECTION II

Etrangers qui ont subi la loi du recrutement et se sont laissé enrôler dans l'armée française de terre ou de mer, sans exciper de leur extranéité et sans protester contre l'erreur commise à leur préjudice (loi des 22-25 mars 1849).

170. La situation des individus, dont il s'agit dans cette section, est réglée par la loi des 22-25 mars 1849, dont voici les termes : ARTICLE UNIQUE. *L'individu, né en France d'un étranger, sera admis, même après l'année qui suivra l'époque de sa majorité,[1] à faire la déclaration prescrite par l'article 9 du Code civil, s'il se trouve dans l'une des deux conditions suivantes : — 1° S'il sert ou s'il a servi dans les armées françaises de terre ou de mer ; — 2° S'il a satisfait à la loi du recrutement, sans exciper de son extranéité.*

Comme on le voit, la loi du 22 mars 1849 a supprimé toute limitation de délai : elle a admis, à quelque époque que ce soit après sa majorité, la réclamation de l'étranger né en France, qui sert ou a servi dans les armées françaises, ou qui, sans être, ni avoir été militaire, a, du moins, satisfait à la loi du recrutement, et n'a échappé au service que par l'effet d'une infirmité ou par une cause légale d'exemption autre que son extranéité.

171. Observons que la loi du 22 mars 1849 prévoit l'hypothèse où un étranger, né en France, aurait été appelé sous les drapeaux, *avant* d'avoir réclamé la nationalité française. D'autre part, la loi du 21 mars 1832, qui était encore en vigueur en 1849, et celle du 27 juillet 1872 (art. 1, 3, 7 et 9), qui nous régit actuellement, disposent toutes deux que l'individu, né en France d'un étranger, ne pourra satisfaire au recrutement qu'*après* avoir fait les déclarations et réclamations prescrites par l'article 9 du Code civil. L'harmonie entre ces dispositions n'est donc pas parfaite. Cependant la loi

du 22 mars 1849 n'est pas sans objet : elle trouvera son application, toutes les fois que, par suite d'une erreur commise, soit par l'administration, soit par l'étranger né en France, celui-ci aura été, avant sa réclamation, incorporé dans l'armée française, ou du moins appelé à courir les chances du tirage au sort.

172. La disposition de la loi des 22-25 mars 1849 se justifie aisément. On a pensé fort justement que le fait de s'être laissé enrôler dans nos armées, ou du moins de s'être offert à l'enrôlement, était la preuve d'affection la plus certaine que l'on pouvait témoigner à la France. En outre, on a observé que souvent aussi l'individu, né en France d'un étranger, n'invoquait pas son extranéité pour se soustraire au service militaire, précisément parce qu'il ignorait sa qualité d'étranger, et se croyait Français. Dans cette position, l'enfant était incorporé dans nos armées et laissait écouler l'année pendant laquelle il aurait pu réclamer la nationalité française. Plus tard, lorsqu'il avait donné ses services à la France, son état réel venant à être connu, on le forçait, s'il voulait être Français, à recourir à la naturalisation proprement dite. C'était là une excessive rigueur. La loi du 22 mars 1849 l'a fait disparaître, en permettant à cet individu d'invoquer toujours le bénéfice de l'article 9.

173. Au sujet de la loi des 22-25 mars 1849, il s'est élevé, dans ces dernières années, une question pratique qui a excité un vif intérêt. Un sieur Sioën était né en France de parents étrangers ; en 1855, lorsqu'après sa vingtième année, il se vit inscrit sur les listes du contingent militaire, il demanda et obtint sa radiation, en excipant de sa nationalité étrangère ; de plus, il laissa passer l'année qui suivait sa majorité, sans satisfaire aux formalités prescrites par l'article 9 du Code civil. Plus tard, avant l'accomplissement de sa trentième année. M. Sioën se fit inscrire, comme omis, sur les tableaux de recensement : il prit part au tirage au sort de l'année 1865, et bénéficia d'un bon numéro. Il prétendit alors que la loi

des 22-25 mars 1849 lui était applicable, et que, par suite, il pouvait encore se prévaloir de l'article 9 du Code civil. Sa réclamation était-elle fondée?

La question fut portée, le 20 novembre 1867, devant le tribunal civil de Lille, qui la résolut affirmativement: puis, par arrêt du 10 février 1868, la Cour d'appel de Douai confirma ce jugement (Dev. 68-2-140). Mais l'arrêt de la Cour de Douai ayant été cassé pour vices de forme, l'affaire fut renvoyée devant la Cour d'appel d'Amiens, qui se prononça en sens opposé, et décida que le sieur Sioën ne pouvait point se prévaloir de la loi du 22 mars 1849 (1). Le pourvoi en cassation, formé contre cette décision, fut rejeté (2).

Notons d'ailleurs que la Cour suprême a encore adopté plus récemment une solution identique (3).

174. Pour refuser, dans l'espèce, au sieur Sioën, le droit de réclamer la qualité de Français, on présentait trois arguments principaux : d'abord, disait-on, l'individu dont il s'agit ne pouvait point invoquer la loi du 22 mars 1849 : car il n'avait pas servi dans les armées françaises, et il avait même, en 1855, excipé formellement de son extranéité, pour se soustraire à la loi du recrutement. — D'ailleurs, ajoutait-on, son inscription tardive sur les tableaux du recensement n'était pas légale, et ne pouvait point produire d'effets juridiques : c'est comme omis qu'on l'avait fait figurer sur les listes; mais on ne pouvait pas considérer comme tel, celui qui, loin d'être omis, avait été une première fois inscrit, et n'avait été radié que sur sa demande. — Enfin, disait-on encore, la loi des 22-25 mars 1849, en permettant de réclamer la qualité de Français pendant un délai illimité, a entendu récompenser le dévouement spontané d'étrangers, qui donnaient à la France un gage de leurs sentiments patriotiques; l'on ne peut, dès lors, accorder la même faveur à ceux qui, par

(1) Amiens, 25 novembre 1868 (Dev. 69-2-1).
(2) Cass., 27 janvier 1869 (Dev. 69-1-129).
(3) Cass., 16 avril 1872 (Dev. 73-1-418).

calcul, invoquent d'abord leur extranéité, puis reviennent sur cette détermination. Décider autrement, ce serait abandonner l'exécution des lois au caprice des individus intéressés, qui pourraient ainsi, pour s'enrôler, choisir leur heure et leur moment, de manière à profiter, soit des circonstances heureuses, soit de cas d'exemption récemment survenus (1).

175. Quelque graves que soient ces considérations, nous ne les trouvons pourtant pas concluantes. D'abord, il est certain que, rigoureusement, dans l'espèce proposée, Sioën pouvait se prévaloir des termes mêmes de la loi. En effet, il s'était, en 1865, conformé à la loi du recrutement sans exciper de son extranéité. Lorsqu'il participa au tirage, il savait parfaitement que rien n'eût été plus facile pour lui que de s'y soustraire. Il est vrai qu'en fait, il prit un bon numéro; mais il aurait pu se faire aussi qu'il en prît un mauvais, et alors il aurait été incorporé, s'il ne s'était pas fait exonérer. C'est donc volontairement qu'il a couru les chances du sort; c'est spontanément qu'il s'est exposé à payer à la France la dette la plus noble, mais aussi la plus onéreuse qui puisse incomber à un Français. Pourquoi, dès lors, aurait-on jugé ce dévouement indigne d'une récompense? Parce qu'il avait été tardif? Mais la loi du 22 mars 1849 ne fixe, en aucune façon, le moment exact où ce dévouement doit se produire. Ce qui est vrai, c'est que, d'après la loi du 21 mars 1832, les jeunes gens pouvaient figurer sur les tableaux du recrutement, depuis vingt ans jusqu'à trente ans. C'est précisément pendant cette période que M. Sioën avait été inscrit. — On objecte que, dans l'espèce, l'individu étranger avait déjà refusé, en 1855, de satisfaire au recrutement. Mais, la loi ne dit pas que celui-là seul pourra se prévaloir du bénéfice accordé par le législateur de 1849, qui satisfera au recrutement sans avoir jamais auparavant excipé de son extranéité; elle dit simplement que la faveur est accordée à celui qui aura sa-

(1) Comp. M. Demolombe, t. I, nº 163 *ter*, p. 186.

tisfait au recrutement sans exciper de son extranéité.

On dit encore que la seconde inscription de M. Sioën sur les listes du contingent n'était pas légale, et qu'on ne pouvait point le considérer comme un omis. Mais ce n'est pas à l'autorité judiciaire qu'il appartient de radier les inscriptions erronées, auxquelles il a plu à l'administration de procéder. En fait, M. Sioën avait été compris dans le contingent ; on l'avait laissé se soumettre aux obligations que cet enrôlement comportait : il était juste aussi qu'on le laissât profiter des avantages qui pouvaient en découler. C'est en vain que l'on alléguerait contre lui son refus, après sa vingtième année, de se conformer au recrutement. En opposant ce refus, M. Sioën n'avait fait qu'exercer son droit. De plus, la loi des 22-25 mars 1849 n'a point déclaré qu'il faudrait nécessairement avoir satisfait au recrutement après sa vingtième année.

Si l'on prétendait, en cette matière, ne tenir aucun compte d'une inscription sur le contingent, parce qu'elle serait illégale, la loi du 22 mars 1849 n'aurait plus dès lors aucune application. Car, cette loi suppose qu'un étranger, né en France, a été inscrit pour le recrutement avant d'avoir réclamé la qualité de Français : or, cette inscription est illégale au premier chef, puisque nul n'est admis à servir dans les armées françaises, s'il n'est Français. La loi du 22 mars 1849 n'a donc eu elle-même pour résultat que de déduire une conséquence juridique d'une erreur commise.

Au reste, supposons pour un instant que Sioën, au lieu de prendre, en 1865, un bon numéro, en eût pris un mauvais et eût été incorporé. Dans ce cas, il faudrait bien lui reconnaître le droit de réclamer la qualité de Français. En effet, la loi du 22 mars 1849, alinéa 1, décide que l'individu, né en France d'un étranger, sera admis, même après l'année qui suivra sa majorité, à faire la déclaration prescrite par l'article 9 du Code civil, « s'il sert ou s'il a servi dans les armées françaises de terre ou de mer. » Dans ce premier alinéa, la loi n'a point, comme dans le

second, ajouté ces mots : « sans exciper de son extranéité, » qui servent de base à l'argumentation de la doctrine opposée à la nôtre. Dès lors, on se trouverait ainsi amené à poser une distinction profonde entre le service militaire effectif, et la simple satisfaction à la loi du recrutement.

Mais cette distinction est trop étrange pour être admise. Ceux qui se trouvent affectés au service militaire et ceux que le sort en exempte, méritent au même titre la faveur de la loi : car tous se sont volontairement soumis au même risque, au même aléa. D'ailleurs, la proposition de loi, telle qu'elle avait été déposée sur le bureau de l'Assemblée, admettait, à toute époque, la réclamation des « individus nés en France de parents étrangers, » qui justifieront avoir satisfait à la loi du recrutement. » Ces termes généraux mettaient sur le même rang, à la fois ceux qui, effectivement, servaient ou avaient servi sous les drapeaux, et ceux que le sort exemptait. Si la commission, qui examina le projet, adopta une autre rédaction, composée de deux alinéas, du moins elle n'a pas voulu donner à la loi un nouveau sens, qui comportât une distinction. Sa seule intention était de déterminer, d'une façon plus précise, toute la portée de la disposition édictée.

On objecte enfin, qu'en admettant notre système, l'étranger né en France pourra choisir son heure et son moment pour satisfaire à la loi du recrutement. Mais ce n'est là qu'une considération de fait : elle ne peut l'emporter sur les raisons de droit que nous invoquons. En outre, même dans le système contraire, l'individu, né en France d'un étranger, aurait aussi une certaine liberté dans son choix. Supposons, en effet, qu'il ait été inscrit après sa vingtième année sur les listes du contingent, et, qu'à ce moment, jugeant le service trop périlleux, il ait excipé de son extranéité : il n'en aura pas moins le droit de faire, pendant un an après sa majorité, la déclaration prescrite par l'article 9 du Code civil, et il ne sera appelé qu'au

tirage qui suivra sa déclaration. Au surplus, chaque fois qu'un individu se présente pour figurer comme omis sur les tableaux du recensement, il éveille toujours l'attention. On cherchera si l'oubli dont il a été l'objet n'aurait pas eu pour cause son extranéité. La nationalité étrangère une fois découverte, si la demande d'inscription paraît revêtir un caractère frauduleux, rien n'empêchera l'administration de la rejeter (1).

176. Dans tous les cas, quelle que soit l'opinion qu'on adopte sur la question que nous venons d'étudier, tout le monde conviendra qu'elle est extrêmement délicate. Il est intéressant de noter, en passant, la difficulté même qui s'agite autour de la solution du débat : car cette seule constatation peut aboutir à une conséquence importante en matière électorale. On sait, en effet, qu'il est de jurisprudence constante que le juge de paix, saisi d'un appel au sujet d'une inscription ou d'une radiation sur les listes électorales, doit surseoir à statuer, toutes les fois que la demande soulève une question préjudicielle *sérieuse*.

Ce principe une fois posé, voici l'espèce qui s'est présentée dans la pratique. Un individu, né en France d'un père étranger, s'était, avant sa majorité, soustrait à la loi du recrutement en invoquant son extranéité; mais longtemps après, il avait été admis à concourir au tirage au sort pour le service militaire, comme ayant été omis lors du recensement de sa classe. En cet état, cet individu pouvait-il bénéficier de la loi du 22 mars 1849, et réclamer la qualité de Français en dehors du délai prévu par l'article 9 du Code civil? Comme on le voit, il y a identité parfaite entre cette question et celle qui se posait dans l'affaire Sioën. Si l'on répond *oui*, alors on se trouve en présence d'un Français que l'on doit inscrire sur les listes électorales. Si l'on répond *non*, il faut, au contraire, le rayer desdites listes.

(1) Comp. M. Massenat-Deroche, *Rev. prat. de droit franç.*, 1870, p. 19 et suivantes.

Le juge de paix du canton de Saint-Denis (Seine), avait considéré cette question comme très simple, et l'avait résolue lui-même par une sentence du 18 février 1879, en déniant la qualité de Français à un justiciable.

Mais la Cour de cassation, devant laquelle se pourvut la partie lésée, ne partagea pas le même avis. Par un arrêt du 26 mars 1879 (D. P. 1879-1-204, *affaire Driessens*), elle cassa le jugement « attendu que la demande impliquait la décision préjudicielle d'une question d'Etat *controversable ;* que dès lors, avant de statuer au fond, le juge de paix devait renvoyer préalablement le demandeur à se pourvoir devant les juges compétents.... » Cette solution est parfaitement juste.

SECTION III

Individus nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y étaient nés. (Art. 1 de la loi des 22-29 janvier, 7-12 février 1851, complétée et modifiée par la loi des 16-29 décembre 1874.)

177. Sous l'empire de l'article 9 du Code civil, l'enfant, né en France de parents étrangers, qui eux-mêmes y étaient nés, était étranger ; il avait seulement le moyen de se faire plus facilement naturaliser Français. Il s'était ainsi formé une classe d'individus qui, se rattachant à notre territoire par leur naissance et par celle de leurs auteurs, s'y installaient presque toujours définitivement : ils demeuraient confondus avec les Français ; ils vivaient sous la protection de nos lois, et jouissaient de la plupart des avantages qui appartiennent aux Français. Mais lorsqu'il s'agissait de supporter des charges, le plus souvent ils ne manquaient pas d'exciper de leur extranéité. Pour échapper, par exemple, au service militaire, l'enfant, né en France d'un père étranger, qui lui-même y était né, s'abstenait presque toujours de faire la déclaration prescrite par l'article 9 du Code civil. C'est surtout pour déjouer ces calculs que fut édictée la loi du 7 février 1851.

178. L'article 1er de cette loi est ainsi conçu : « Est Français tout individu, né en France d'un étranger, qui lui-même y est né, à moins que, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française, il ne réclame la qualité d'étranger par une déclaration faite, soit devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires accrédités en France par le gouvernement étranger. »

Ainsi, auparavant, l'enfant, né en France de parents étrangers, soit que ceux-ci fussent eux-mêmes nés sur le sol français, soit qu'ils fussent nés hors de France, était, dans tous les cas, étranger de naissance, sauf à réclamer la nationalité française dans l'année qui suivrait sa majorité (art. 9). Désormais, l'enfant, né en France de parents étrangers, qui eux-mêmes y sont nés, est Français d'origine : seulement, lorsqu'il sera devenu majeur, il pourra, pendant un an, réclamer la nationalité étrangère.

D'abord, le projet portait ces mots : « *Sera* Français.... » Sur un amendement de M. Valette, l'on remplaça le temps futur par le temps présent, pour faire entendre que la loi saisirait même les individus qui, au moment de sa promulgation, étaient déjà nés dans les conditions qu'elle indique (1). Toutefois, il est certain que la nouvelle loi ne devait pas s'étendre à ceux qui, à l'époque de sa promulgation, ayant déjà laissé expirer le délai fixé par l'article 9 du Code civil sans réclamer la nationalité française, étaient demeurés irrévocablement étrangers (2).

Le projet déclarait Français de plein droit l'enfant né en France d'un étranger, qui lui-même y était né, sans lui accorder le droit de réclamer la nationalité étrangère. Mais on fit observer qu'adopter une telle disposition serait faire des Français malgré eux, et en outre compromettre l'état de nos compatriotes résidant en pays étranger : les gouvernements de ces pays n'auraient pas manqué,

(1) Douai, 18 décembre 1854 (Dev. 55-2-263).
(2) Comp. M. Demolombe, t. 1, nº 165 *quater*, p. 194.

en effet, de prendre, contre eux, des mesures analogues à celles qui, en France, auraient frappé leurs nationaux.

Enfin, la proposition, dans sa teneur primitive, exigeait que le père de l'étranger né en France y résidât, ou fût décédé y résidant. La commission, en supprimant cette condition, fut, pensons-nous, assez mal inspirée. L'enfant, né en France d'un père étranger, est Français de plein droit, par cela même que son auteur y est également né, quand même les deux naissances n'auraient eu lieu sur ce sol, que par suite d'une circonstance accidentelle ou d'un passage de quelques jours. On a voulu, dit-on, éviter les difficultés souvent délicates que soulèvent les questions de résidence. Mais, si ces difficultés existent, elles ne sont pas insurmontables. On avait rejeté, en 1803, le principe du *jus soli*, surtout afin qu'un étranger ne devînt pas Français de plein droit, par ce seul fait que sa mère, en traversant la France, l'aurait mis au jour sur une terre étrangère à elle-même, à son mari, à leurs familles, et où cet enfant ne reparaîtrait peut-être jamais. Cette même raison aurait dû, en 1851, faire décider que l'enfant né en France d'un étranger ne serait Français d'origine, que si son auteur, né lui-même en France, y était en outre domicilié (1).

179. L'enfant, dont s'occupe l'article 1 de la loi des 7-12 février 1851, est Français dès sa naissance : il reste tel, à défaut d'une déclaration contraire faite dans l'année qui suit sa majorité, telle que celle-ci est fixée par la loi française. — Supposons que la réclamation de la nationalité étrangère ait eu lieu : quelle sera l'étendue de ses effets? De prime-abord, il semble que cette question soit de même nature que celle soulevée à propos de l'article 9. Néanmoins, nous admettrons ici la rétroactivité, que nous n'hésitions pas à rejeter plus haut. A notre sens, l'enfant, né en France d'un étranger, qui lui-même y est né, est Français dès sa naissance, et demeure tel, s'il ne fait point une déclaration contraire ; mais il est

(1) Comp. M. Beudant, *Rev. critique*, 1856, t. IX, p. 57 et suiv.

étranger, également dès sa naissance, si cette déclaration est faite. En effet, pourquoi la loi des 7-12 février 1851 a-t-elle admis la possibilité de réclamer la nationalité étrangère? C'était afin de ne pas faire des Français malgré eux. Or, si l'individu, né en France d'un étranger, qui lui-même y est né, n'était point réputé, après sa réclamation, rétroactivement étranger dès sa naissance, il se trouverait que, pendant au moins vingt et un ans, il aurait été Français malgré lui. D'ailleurs, M. Benoit-Champy, dans son rapport à l'Assemblée nationale, s'exprimait ainsi : « Il a paru que la plus sérieuse des garanties consistait à laisser à l'étranger, que la nationalité française va saisir, le droit de décliner cette nationalité et de revendiquer *celle qu'il tient de ses ancêtres*... l'étranger pourra toujours *conserver* sa nationalité. » Ces mots : « réclamer une nationalité qu'on tient de ses ancêtres, » ne prouvent-ils pas que la réclamation, devant conférer une nationalité d'origine, remonte nécessairement au jour de la naissance? De même, l'expression « conserver » démontre que l'enfant doit être considéré comme ayant été déjà investi de la nationalité étrangère, avant même de l'avoir invoquée.

180. L'hypothèse suivante s'est présentée dans la pratique. Un individu, né en France d'un père étranger, qui lui-même y est né, réclame en temps utile la qualité d'étranger. Quelques mois plus tard, se trouvant encore dans l'année qui suit sa majorité, il se ravise, et, se disant enfant né en France d'un étranger, il invoque l'article 9 du Code civil, et il réclame la nationalité française. Cette prétention est-elle fondée? Le tribunal civil de Lille a répondu négativement (1). A l'appui de cette décision, on fait remarquer que l'article 9 du Code civil, édictant une faveur exceptionnelle, doit avoir une sphère d'application aussi restreinte que possible. D'ailleurs, ajoute-t-on, à partir du moment où la loi du 7

(1) Trib. civ. de Lille, 18 mai 1872, *Recueil de la jurisprudence de la Cour de Douai*, 1872, t. XXX, p. 222-223.

février 1851 a été édictée, l'article 9 a été du même coup restreint à ceux qui naîtraient en France d'étrangers, qui eux-mêmes n'y seraient pas nés. Or, dans l'espèce, le réclamant est un enfant né en France d'un étranger, qui lui-même y est né. Enfin, dit-on, l'individu, qui réclame la nationalité française après s'en être dépouillé, mérite, en général, peu de faveur.

181. Assurément, en fait, la solution qui précède semble désirable. On ne se sent guère porté à prodiguer la nationalité française à celui qui tantôt la refuse, tantôt la réclame, suivant son caprice et son intérêt. Et pourtant, même à ce point de vue, il convient de remarquer que le mobile, auquel obéira l'individu dont nous nous occupons, sera quelquefois acceptable. Peut-être n'a-t-il réclamé la qualité d'étranger, que pour recueillir une succession dans un pays où, seuls, les nationaux y seraient admis, et dans le but, soit d'augmenter ainsi son crédit en France, soit d'assurer l'avenir de ses enfants. Dans tous les cas, en droit, la solution consacrée par le tribunal civil de Lille, ne laisse pas que de nous inspirer des doutes sérieux.

Pour se prévaloir, dit-on, de l'article 9 du Code civil, il faut être né en France d'un étranger, qui lui-même n'y est pas né : l'article 9 du Code civil exige, en effet, seulement que l'étranger soit né en France d'un étranger. Sans doute, le cas de deux naissances consécutives, de génération en génération, a été, en 1851, soustrait à l'application de l'article 9. Mais pourquoi précisément a-t-on décidé que l'enfant, né en France d'un étranger, qui lui-même y était né, ne tomberait plus sous le coup de l'article 9? C'est parce que l'on voulait que cet enfant fût encore plus facilement Français. Dès lors, on ne peut point logiquement, à notre sens, invoquer dans un but opposé la modification apportée à l'article 9, et s'en servir pour empêcher l'accès de la nationalité française. Le vœu du législateur a toujours été que les enfants nés en France réclamassent

le plus fréquemment possible la qualité de Français en vertu de l'article 9 du Code civil. C'est même parce qu'ils s'en abstenaient trop souvent, qu'on les a déclarés Français de plein droit, quand leurs parents seraient eux-mêmes nés en France. Le rapport qui a précédé le vote sur la loi des 7-12 février 1851 ne laisse aucun doute à cet égard. — D'ailleurs, par cela même que, dans l'année qui suivait sa majorité, il a opté pour la nationalité étrangère, l'enfant, né en France d'un étranger, qui lui-même y est né, doit être réputé avoir été étranger dès le jour de sa naissance. Il s'est placé, par son fait, dans la situation prévue par l'article 9 du Code civil. Cette disposition se réfère, en effet, à celui qui, né en France d'un étranger, est étranger dès sa naissance. Donc, nous avons, dans notre espèce, un enfant étranger dès le jour de sa naissance, par la nature même des situations.

182. Puisque l'enfant, né en France d'un étranger, qui lui-même y est né, est un Français d'origine, tant qu'il n'aura pas, dans l'année qui suivra sa majorité, répudié cette nationalité, il pourra profiter des avantages réservés aux Français et, par exemple, être admis dans les écoles du gouvernement. — Il semble que, par réciprocité, il aurait dû subir les charges, telles qu'elles incombent aux autres Français, et se trouver soumis à la loi du recrutement, après l'âge de vingt ans révolus. Pourtant ce dernier point a été l'objet de vives controverses.

183. D'éminents jurisconsultes, notamment M. Demangeat (1) et M. Valette (2), n'hésitaient pas à le soumettre à la loi commune du recrutement. La Cour de Douai s'était même ralliée à cette opinion (3).

Mais d'autres auteurs, comme MM. Aubry et Rau (4)

(1) *Droit internat. privé*, t. 1, p. 96, note *a*.
(2) Explication sommaire du livre I du Code civil, p. 14.
(3) Douai, 18 décembre 1854, (Dev. 55-2-263).
(4) T. 1, p. 215.

et Demante (1), enseignaient qu'on ne pouvait pas astreindre au service militaire celui qui n'était Français que sauf volonté contraire, tant qu'il ne serait pas déchu du droit de réclamer la qualité d'étranger. Ils s'appuyaient sur une déclaration faite par M. Benoit-Champy, rapporteur de la loi des 7-12 février 1851 : « La commission a voulu, avait-il dit, laisser à la loi spéciale sur le recrutement le soin de régler l'appel et le tirage au sort des étrangers devenus Français, faute d'une déclaration d'extranéité.... » Mais cette considération n'était point décisive; car qualifier « d'étrangers devenus Français, faute d'une déclaration d'extranéité, » les individus dont s'occupe l'article 1er de la loi de 1851, c'était perdre de vue le principe même de cette loi, qui en fait des Français de naissance (2). Quoi qu'il en soit, la loi du 27 juillet 1872, dans son article 9, alinéa 2, dispose que : « Les individus, déclarés Français en vertu de l'article 1er de la loi du 7 février 1851, concourent, dans le canton où ils sont domiciliés, *au tirage qui suit l'année de leur majorité*, s'ils n'ont pas réclamé la qualité d'étrangers conformément à ladite loi. »

184. La réforme si profonde, que la loi des 7-12 février 1851 avait opérée dans notre Code, semblait encore incomplète à beaucoup d'esprits. En effet, la loi de 1851 ne demandait à celui qui répudiait la nationalité française qu'une simple déclaration en faveur de la nationalité étrangère, sans aucune vérification préalable. Il suffisait que les auteurs du déclarant eussent appartenu à une autre nation, sans que le déclarant eût à prouver que lui-même lui appartenait encore. Il arrivait ainsi qu'un enfant, né en France d'un étranger, qui lui-même y était né, s'affranchissait du service militaire dans notre pays, en invoquant l'extranéité. D'un autre côté, souvent il n'était plus le sujet de la nation à laquelle il prétendait pourtant appartenir, par exemple, parce que, à cause de son long

(1) T. II, Appendice, nº 315 *bis*, III.

(2) Comp. M. Demolombe, t. I, nº 165 *ter*, p. 194.

séjour en France, il était à l'étranger, considéré comme ayant perdu l'esprit de retour à sa nationalité d'origine. De cette façon, cet enfant n'était astreint nulle part au service militaire; il vivait en toute sécurité dans la société humaine, sans être soumis à ses lois. Cette situation antisociale attira l'attention d'un certain nombre d'hommes politiques. En 1872, M. des Rotours déposa sur le bureau de l'Assemblée nationale la proposition de loi suivante : « Est déclaré Français, et comme tel soumis à la loi du recrutement de l'armée, tout individu né en France de parents étrangers, à moins qu'il ne déclare, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française, repousser la qualité de Français, et qu'il ne justifie avoir satisfait aux obligations que la loi du recrutement du pays d'origine de sa famille lui impose (1). »

185. Pourtant cette modification de la loi des 7-12 février 1851 ne fut pas adoptée en ces termes. Il était excessif de déclarer Français, de plein droit, l'étranger né en France d'un père qui n'y serait point né. En outre, le projet prenait pour base cette idée : *Celui qui ne remplit pas, dans son pays, ses devoirs civiques, cesse d'en être citoyen*, et dès lors rien n'empêche de lui imposer la nationalité française, c'est-à-dire celle du pays où il est établi. Mais ce principe n'est point consacré par les Codes des différentes nations ni par les usages du droit des gens. Le militaire réfractaire est un mauvais citoyen; mais, en général, il reste citoyen. Enfin, la dignité du nom français s'opposait à ce que l'on pût faire de son acquisition forcée la punition de ceux qui ne veulent pas être soldats dans leur patrie (2). Aussi, la commission

(1) *Journ. off.* du 24 novembre 1872, p. 7268.

(2) D'ailleurs le recrutement n'existe pas partout : et alors qu'aurait-on décidé à l'égard de ceux qui n'y sont pas soumis par la loi de leur pays? On les aurait, sans doute, traités comme ceux qui y auraient satisfait là où il est établi. Mais ce système n'était pas admissible; car le droit de la France, sur ceux qui sont établis chez elle, ne doit pas changer, suivant que ceux-ci appartiennent

chargée de l'examiner, modifia profondément la proposition de M. des Rotours, et, le 16 décembre 1874, sur le rapport présenté par M. Albert Desjardins (1), l'Assemblée nationale vota la loi suivante :

« ARTICLE 1er. L'article 1er de la loi du 7 février 1851 est ainsi modifié : — Est Français tout individu né en France d'un étranger, qui lui-même y est né, à moins que, dans l'année qui suivra celle de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française, il ne réclame la qualité d'étranger par une déclaration faite soit devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence, soit devant les agents diplomatiques et consulaires de France à l'étranger, et qu'il ne justifie avoir conservé sa nationalité d'origine par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration. Cette déclaration pourra être faite par procuration spéciale et authentique.

» ARTICLE 2. Les jeunes gens, auxquels s'applique l'article précédent, peuvent soit s'engager volontairement dans les armées de terre et de mer, soit contracter l'engagement conditionnel d'un an, conformément à la loi du 27 juillet 1872 (titre IV, 3e section), soit entrer dans les écoles du gouvernement à l'âge fixé par les lois et règlements, en déclarant qu'ils renoncent à réclamer la qualité d'étranger dans l'année qui suivra leur majorité.

» Cette déclaration ne peut être faite qu'avec le consentement exprès et spécial du père, ou à défaut du père, de la mère, ou à défaut de père et de mère, qu'avec l'autorisation du conseil de famille. Elle ne doit être reçue qu'après les examens d'admission, et s'ils sont favorables. »

186. Ainsi, l'enfant né en France d'un étranger, qui lui-même y est né, peut encore réclamer la nationalité par leur naissance à telle ou telle nation : l'acquisition de la qualité de Français ne saurait être surbordonnée à la législation militaire des pays étrangers.

(1) *Journ. off.* du 4 janvier 1875 : Comp. l'*Officiel* du 24 novembre 1872.

étrangère dans l'année qui suit sa majorité. Seulement, pour que cette réclamation le dépouille de la qualité de Français, il faut qu'elle soit accompagnée d'un certificat délivré par le gouvernement du pays auquel il prétend appartenir et attestant qu'il n'a point perdu la nationalité de ses parents.

187. En ce qui concerne la réclamation, faite dans les termes de la loi des 7-12 février 1851, elle pouvait être faite, soit devant une autorité française, la municipalité du lieu de la résidence; soit devant une autorité étrangère, à savoir, les agents diplomatiques ou consulaires accrédités en France par le gouvernement étranger. La loi du 16 décembre 1874 a voulu qu'elle ne fût plus reçue à l'avenir que par des fonctionnaires français : en France, par l'autorité municipale du lieu de la résidence du citoyen; en pays étranger, par les agents diplomatiques ou consulaires accrédités par la France dans ce pays. M. Desjardins, dans son rapport, justifiait cette modification en disant : « L'acte qui modifie l'état d'un homme présumé Français, doit être fait devant une autorité française. Il doit être conforme aux instructions données par notre administration supérieure. C'est un élément essentiel pour les listes du recrutement; il revient de droit à celui qui est chargé de dresser ces listes. »

Quant au certificat exigé par la loi du 16 décembre 1874, les gouvernements étrangers ne se refusent pas, en général, à le donner. — Ainsi, le gouvernement de Berne a donné des instructions à ses consuls de France et aux autorités cantonales, pour que cette attestation fût délivrée. — L'Angleterre a communiqué à M. le ministre des affaires étrangères en France la formule du certificat qui serait délivré à ses nationaux par le secrétaire d'Etat de l'Intérieur (1).

188. La loi du 16 décembre 1874 a aussi reconnu, dans son article 2, le droit, pour les enfants nés en France d'étrangers, qui eux-mêmes y sont nés, de con-

(1) Comp. *Journ. de droit internat. privé*, 1876, p. 236.

tracter, dans l'armée, l'engagement conditionnel d'un an, et d'être admis aux écoles du gouvernement. Seulement, pour profiter de ces faveurs, les jeunes gens devront renoncer formellement à réclamer plus tard la nationalité étrangère de leurs parents. C'est là une exigence nouvelle, qui n'était en aucune façon imposée sous l'empire de la loi des 7-12 février 1851. C'est qu'en effet, il était difficile de ne pas admettre ces enfants dans l'armée ou dans les écoles spéciales, puisqu'ils sont du moins momentanément Français, et l'on ne pouvait guère non plus les autoriser à opter pour une nationalité étrangère, après les avoir admis à recevoir une éducation spécialement destinée aux serviteurs de notre pays. Ajoutons que la disposition, qui permet aux jeunes gens de cette catégorie de renoncer à la qualité d'étrangers, alors qu'ils sont encore mineurs, constitue une innovation considérable : car il est de principe, dans notre droit, que les majeurs seuls peuvent faire librement choix d'une nationalité. Mais, tout en reconnaissant nécessaire et équitable cette dérogation à la règle générale, le législateur l'a entourée de garanties particulières. Le mineur devra être habilité par le consentement de ses représentants légaux. Voyez l'article 2 *in fine* (*suprà*, n° 185) : ajoutez *infrà*, les autorités citées, p. 685 à 688.

SECTION IV

Enfants nés de parents d'origine étrangère qui se sont fait naturaliser en France. (Art. 2, loi des 7-12 février 1851.)

189. La loi des 7-12 février 1851 a encore apporté à la disposition de l'article 9 du Code civil une autre modification. L'article 2 de cette loi est ainsi conçu : « L'article 9 du Code civil est applicable aux enfants de l'étranger naturalisé, quoique nés en pays étranger, s'ils étaient mineurs lors de la naturalisation. A l'égard des enfants nés en France ou à l'étranger, qui étaient majeurs

*

à cette même époque, l'article 9 du Code civil leur est applicable dans l'année qui suivra celle de ladite naturalisation. »

Ainsi, tandis que, par son article 1er, la loi des 7-12 février 1851 soustrait, à l'empire de l'article 9, des enfants qui, jusque-là, y étaient soumis, — par son article 2, elle y fait rentrer des enfants qui en étaient exclus. Désormais, ceux-là même qui naîtraient hors de France d'un père étranger, pourront réclamer la qualité de Français, si leur auteur se fait naturaliser dans notre pays. On fait ainsi résulter, au profit de l'enfant, d'un droit antérieurement concédé à un tiers, son père, un privilège, qui pourtant doit être, par sa nature même, essentiellement personnel. Néanmoins, on s'efforce de justifier la disposition de la loi, en disant que l'enfant d'un étranger naturalisé aurait sans doute, pour la France, grâce à l'éducation qu'on lui aura donnée, les mêmes sentiments d'affection que son père; il est, d'ailleurs, convenable, dans l'intérêt de l'Etat, de ne point diviser, autant que possible, le père et les enfants par des différences de nationalité.

190. Remarquons qu'il s'agit, dans l'espèce, des enfants déjà nés au moment de la naturalisation de leur père, et non de ceux nés postérieurement à cette naturalisation : ceux-ci sont, en effet, Français de plein droit.

191. Il faut, du reste, distinguer une double hypothèse :

1° L'enfant de l'étranger naturalisé Français peut être encore mineur lors de la naturalisation de son père. Dans ce cas, rien de plus simple : s'il est né en France, il peut se prévaloir des termes mêmes de l'article 9 du Code civil, et le secours de la loi de 1851 ne lui est pas nécessaire; mais, s'il est né en pays étranger, la loi nouvelle est d'une utilité considérable : car elle lui accorde la même faveur que s'il était né en France.

192. 2° Il peut se faire que l'enfant de l'étranger

naturalisé soit majeur au moment de la naturalisation paternelle. Dans ce cas, la loi des 7-12 février 1851 (art. 2) lui est toujours utile, soit qu'il ait vu le jour sur le sol étranger, soit que, né en France, il n'ait pas rempli, dans le délai d'un an fixé par l'article 9, les formalités requises (1).

193. Le mot « étranger naturalisé » est générique et désigne aussi bien la femme que l'homme. Ainsi, l'enfant naturel d'une femme étrangère devenue Française par la naturalisation, pourra aussi se prévaloir de la loi des 7-12 février 1851.

194. Les enfants de l'étranger naturalisé qui invoquent la nationalité française, l'acquièrent-ils rétroactivement jusqu'au jour de leur naissance? Notre réponse à cette question ne saurait être douteuse. Nous repoussons la rétroactivité. Mais les auteurs qui, sur l'article 9, l'ont admise, hésitent ici à pousser leur principe jusqu'au bout et à décider que l'enfant de l'étranger naturalisé sera réputé Français dès sa naissance : sinon, il en résulterait qu'un enfant serait Français dès avant même la naturalisation de son auteur, par suite de laquelle pourtant il le devient. L'effet préexisterait ainsi à la cause. En présence de cette difficulté, ils déclarent que, dans l'espèce, la nationalité française, acquise par l'enfant, ne rétroagira que jusqu'au jour de la naturalisation de son auteur (2).

195. Comme les individus nés en France de parents étrangers, ceux nés hors de France de parents étrangers naturalisés Français, et mineurs au moment de cette naturalisation, ne sont astreints au service militaire, qu'après qu'ils ont réclamé la nationalité française. (Loi du 27 juillet 1872, art. 9, alin. 1.)

196. Notons, en terminant sur ce point, que, dans

(1) Il eût été plus exact de dire que le délai annal courrait du jour même de la naturalisation. Le rapporteur de la loi avait, en effet, formellement fixé ce point de départ. C'est assurément par inadvertance que la rédaction définitive a exprimé une autre idée.

(2) Comp. M. Demolombe, t. I, nº 165 *septimo*, p. 97.

la séance du 16 décembre 1874, M. Méline proposa de toucher aussi à l'article 2 de la loi du 7 février 1851, et de déclarer « Français, tout individu né en France d'un étranger qui s'est fait naturaliser Français à une époque quelconque. » A l'appui de ce projet, M. Méline faisait remarquer qu'il était contradictoire de conférer, de plein droit, la nationalité française à un enfant né en France, par suite de ce fait purement matériel que son père serait également né sur notre sol, et de ne pas attacher le même effet à l'acte volontaire et spontané par lequel le père s'était fait naturaliser. M. Méline ajoutait que l'adoption de sa proposition permettrait à l'enfant né en France d'un étranger, de contracter, en temps utile, l'engagement conditionnel d'un an et d'être admis aux écoles du gouvernement. Mais, cet amendement fut rejeté. C'est qu'en effet, quand un père et un fils sont, l'un et l'autre, nés en France, il est probable qu'ils se sont fixés dans notre pays, et l'on peut présumer que l'enfant, élevé au milieu de nous, désire avoir pour sienne notre patrie. Mais, quand un étranger se fait naturaliser, on ne peut avoir, à ce moment, aucune donnée certaine, ni sur l'intention qu'il a pour ses propres enfants, ni sur l'intention qu'auront ces enfants eux-mêmes (1).

SECTION V

Individus nés en pays étranger de parents français d'origine, mais qui ont ensuite perdu cette qualité. (Art. 10, al. 2 du Code civil.)

197. Quand un père, de nationalité française, change de patrie, ses enfants déjà nés à ce moment n'en conservent pas moins la nationalité française. Seront seuls étrangers les enfants qui naîtront, après que le père aura perdu sa qualité de Français. Mais ces enfants

(1) *Journ. off.* du 17 décembre 1874, p. 8356 et 8357.

eux-mêmes devaient, sans nul doute, exciter les sympathies du législateur. Comme le disait Boulay dans son exposé des motifs : « Bien que le père ait perdu sa qualité de Français, le fils n'en est pas moins formé de sang français. S'il ne partage pas les sentiments de son père, s'il porte les regards vers la patrie que la nature lui destinait, s'il y est ramené par son amour pour elle, pourquoi ne l'y recevrait-elle que comme un étranger ? » (Locré, *Législation*, t. I, p. 423, n° 6.)

D'ailleurs, l'ancien droit s'était lui-même montré favorable aux enfants placés dans cette situation. « La disposition qui vous est proposée, législateurs, disait le tribun Gary, est d'ailleurs conforme à ce qui s'observait dans l'ancienne jurisprudence. Les enfants de Français qui avaient abdiqué leur patrie recouvraient leurs droits et leur qualité en vertu de simples lettres de déclaration, tandis que les étrangers n'acquéraient cette qualité et ces droits qu'avec des lettres de naturalité. » (*Travaux préparatoires du Code civil*, Fenet, t. VII, p. 645.)

198. Le législateur a établi, dans deux dispositions différentes, une position privilégiée pour les enfants d'anciens Français. C'est d'abord l'article 10, alinéa 2, du Code civil, qui se réfère *généralement* à « tout enfant né en pays étranger d'un Français qui aurait perdu cette qualité. » C'est ensuite la loi des 9-15 décembre 1790 qui favorise *spécialement* les descendants des religionnaires fugitifs.

Ces deux ordres de dispositions vont nous fournir nos *cinquième et sixième cas* de naturalisation par bienfait de la loi.

Nous nous occuperons, dans cette section cinquième, uniquement de la disposition générale relative aux enfants nés d'un Français qui aurait perdu cette qualité.

199. L'article 10, alinéa 2, du Code civil est ainsi conçu : « Tout enfant, né en pays étranger d'un Français qui aurait perdu la qualité de Français, pourra

toujours recouvrer cette qualité, en remplissant les formalités prescrites par l'article 9. »

Nous n'avons pas besoin d'insister sur les formalités que devra remplir l'ex-Français : elles sont, en effet, les mêmes que celles requises de l'enfant né en France d'un étranger.

Mais, d'après l'article 9, l'enfant né en France d'un étranger doit, sous peine de déchéance, faire sa réclamation, ainsi que la déclaration et la soumission prescrites, dans l'année qui suit l'époque de sa majorité. Au contraire, aux termes de l'article 10, alinéa 2, l'enfant né d'un Français qui a perdu cette qualité, peut remplir ces conditions « toujours » et à toute époque : sa situation a paru trop favorable pour qu'on lui imposât aucun délai fatal (1).

Une fois devenu majeur (2), l'enfant de l'ex-Français pourra faire sa réclamation à toute époque. La majorité dont il s'agit ici est certainement celle fixée par la loi étrangère : comparez, du reste, *suprà*, n° 156.

200. L'article 10, alinéa 2, dispose en faveur « de l'enfant né d'un Français, qui aurait perdu cette qualité. » Il faut en conclure que le privilège ne s'applique qu'aux enfants du premier degré ; tous autres descendants ne satisferaient pas à la condition exigée par la loi : car ils seraient nés d'un étranger qui n'aurait jamais été Français.

201. L'expression *recouvrer*, dont se sert notre article, n'est pas très exacte : on ne recouvre que ce que l'on a perdu : or l'enfant issu d'un ex-Français n'a pas perdu la

(1) Certains auteurs ont même pensé que l'enfant d'un ex-Français avait le droit de réclamer sa naturalisation pendant sa minorité, pourvu qu'il fût assisté de son tuteur, ou, en cas d'émancipation, de son curateur. (Comp. MM. Guichard, *Traité des droits civils*, n° 70; Delvincourt, t. I, p. 193, note 7, 2e édit.) Nous repoussons cette opinion. Cet enfant, en acquérant la nationalité française, répudie sa nationalité d'origine. Or l'abdication d'une nationalité est un acte trop important pour ne pas dépasser la capacité d'un mineur. Notre législation n'a apporté à cette règle que deux dérogations, et encore a-t-elle pris soin de les consacrer dans les termes les plus formels. (Comp. la loi du 16 décembre 1874 et la loi des 9-15 décembre 1790.)

(2) Comp. M. Laurent, t. I, n° 342, p. 449.

nationalité française, ne l'ayant jamais eue. Le législateur a donc regardé, en quelque sorte, cet enfant comme ne faisant qu'un avec son père qui, lui, a joui de la qualité de Français. C'est là, du reste, une réminiscence des paroles qui avaient été prononcées au cours des travaux préparatoires (1).

202. L'article 10, alinéa 2, suppose que l'enfant de l'ex-Français est né « en pays étranger. » Dès lors, on s'est demandé si le privilège serait encore applicable quand l'enfant serait né sur le sol français.

203. Un auteur, M. Legat (2), argumentant *à contrario* du texte de l'article 10, alinéa 2, a soutenu que, dans ce cas, l'enfant serait Français d'origine. Mais cette opinion est inadmissible : pour être Français de naissance, il faut être issu de parents français.

204. M. Coin-Delisle (3) estime qu'il pourra se prévaloir de l'article 9 du Code civil. Cette dernière disposition s'applique, en effet, d'après ses termes, à « tout individu né en France d'un étranger. »

205. Mais nous pensons que l'enfant, né en France d'un ex-Français, peut toujours réclamer la nationalité française en vertu de l'article 10, alinéa 2. Puisque ce bénéfice appartient à l'enfant né en pays étranger d'un ex-Français, il appartient à plus forte raison à celui qui, issu d'un ancien Français, est né en outre sur le territoire français. En effet, celui-ci se rattache à la France par un double lien : d'abord par les souvenirs de sa famille, et ensuite par cette affection instinctive qu'un individu éprouve toujours pour le pays qui l'a vu naître. Pourquoi donc le Code ne parle-t-il que de l'enfant né en pays étranger? C'est que, peut-être, il a voulu prévenir le doute qu'aurait pu faire naître la naissance en pays étranger. Alors, il faudrait entendre les termes de la loi en ce sens : « né *même* en pays étranger. » Peut-être aussi le législateur

(1) Locré. *Législat.*, t. I, p. 431, n° 3.
(2) P. 15.
(3) Sur l'art. 10, n° 16.

a-t-il réglé d'après ce qui arrive d'ordinaire, et obéi à cette idée que, le plus souvent, pour le Français qui abdique sa nationalité, en allant s'établir dans une nouvelle patrie, ses enfants naîtront habituellement en pays étranger. Enfin, une explication encore plus vraisemblable est celle-ci : D'après le projet primitif, l'article 9 du Code civil portait que tout individu né en France était Français. Par suite, l'article 10 avait à s'occuper, non pas de l'enfant né en France, qui était dans tous les cas Français d'origine, mais de l'enfant né en pays étranger. Plus tard, le principe fut changé. La modification que l'on fit subir à l'article 9 aurait dû également porter sur l'article 10; mais, par oubli, ce détail fut négligé (1).

206. On sait qu'aux termes de la loi des 7-12 février 1851, l'enfant, né en France d'un étranger, qui lui-même y est né, est Français de plein droit. Cette disposition est évidemment applicable aussi bien, et même à plus forte raison, à l'enfant né d'un ex-Français, qu'à celui né d'un étranger ordinaire (2).

207. Le bénéfice de l'article 10, alinéa 2, est accordé à « tout enfant d'un Français qui aurait perdu cette qualité. » Il importe peu de savoir comment l'auteur de cet enfant avait acquis la nationalité française. Ainsi, l'enfant de celui qui, après s'être fait naturaliser en France, a perdu la qualité de Français, peut toujours réclamer notre nationalité, aussi bien que l'enfant d'un Français de naissance, devenu étranger. Les termes généraux de la loi s'opposent, en effet, à toute distinction.

208. Lorsque l'enfant d'un ex-Français vient à se trouver dans une position telle qu'il eût perdu la nationalité française, s'il en eût été déjà investi, pourra-t-il encore profiter de l'article 10, alinéa 2? Supposons, par exemple, la fille d'un ex-Français, qui s'est mariée avec un étranger. Au cours du mariage, elle invoque l'article 10.

(1) Comp. M. Demolombe, t. 1, n° 166, p. 198. — Marcadé, t. 1, n° 120, p. 94. — Demante, t. 1, n° 20 *bis*. II.

(2) Comp. M. Mourlon, *Répét. écrites*, t. 1, n° 15, p. 100.

209. On a douté que cette réclamation dût être accueillie. En effet, dit-on, une personne ne peut user du privilège dont il s'agit, que si sa nationalité étrangère a pour cause la perte de la qualité de Français éprouvée par ses parents. Or, dans notre espèce, en supposant que la réclamante ait été Française dès sa naissance, elle n'en serait pas moins devenue étrangère par son fait personnel, à savoir par suite de son mariage avec un étranger (art. 19 Cod. civ.) (1).

210. Nous inclinons pourtant à penser que cette fille d'un ex-Français pourra se prévaloir de l'article 10, alinéa 2. En effet, pour jouir de ce droit, il suffit, d'après le texte, d'être l'enfant d'un ex-Français. — En outre, l'article 10, alinéa 2, décide que la faveur qu'il consacre pourra *toujours* être réclamée. Ce mot *toujours* n'indique-t-il pas que la qualité de Français est encore susceptible d'être invoquée, alors même qu'il serait survenu un événement qui l'aurait fait perdre, si elle eût déjà été acquise. — Qu'on ne dise pas que, dans notre hypothèse, l'extranéité de la réclamante a pour cause son fait personnel. En effet, d'après notre droit, pour qu'une femme devienne étrangère par suite de son union avec un étranger, il faut que, lors du mariage, elle ait été Française (art. 19 Cod. civ.) : or, la femme dont nous nous occupons était étrangère quand elle s'est mariée. Peut-être même lui a-t-il été impossible d'être Française à ce moment, parce qu'elle se sera mariée étant encore mineure, et qu'elle ne pouvait réclamer la qualité de Française qu'à partir de sa majorité. — Enfin, le cas dont il s'agit est analogue à celui d'un descendant de religionnaire qui, avant de profiter du décret des 9-15 décembre 1790, aurait commis un acte susceptible de le priver de la qualité de Français. Or, la jurisprudence admet néanmoins cet individu à réclamer la nationalité française (2).

211. L'article 10, alinéa 2, dispose en faveur de l'en-

(1) Comp. Dalloz, *verbo* Droits civils, n° 143.

(2) Aix, 15 mars 1866 (Dev. 66-2-171).

fant né « d'un Français » qui aurait perdu cette qualité. Dès lors, on a demandé si le législateur avait voulu exclure le cas où l'enfant serait né d'une ancienne *Française*. — En d'autres termes, *l'enfant né d'une femme française, qui a perdu sa nationalité en épousant un étranger, ne pourrait-il pas invoquer le bénéfice de l'article* 10, *alinéa* 2?

212. En France, le cas ne s'est encore présenté qu'une fois, à notre connaissance du moins, dans la jurisprudence.

La Cour de Paris, par un arrêt du 30 juillet 1855 (Sirey, 1856-2-275) a résolu la question par la négative. Elle a dénié la faveur de l'article 10 à l'enfant de la femme française mariée à un étranger.

212 *bis*. Mais, en Belgique, où l'article 10, rédigé dans les mêmes termes, est également en vigueur, le débat s'est agité plus d'une fois devant la juridiction des Cours d'appel et de la Cour de cassation. Il a reçu, par suite, des solutions diverses.

La Cour de cassation de Belgique, dans un arrêt en date du 24 février 1874 (Dev. 74-2-233), a refusé d'étendre la règle et ne reconnaît à l'enfant dont il s'agit que le seul droit de se faire naturaliser par les voies ordinaires. Elle s'appuie : — D'une part, sur la tradition historique et les travaux préparatoires du Code; — d'autre part, sur les principes généraux et l'esprit de la loi : d'où quatre arguments principaux :

1° *Tradition historique*. — Dans l'ancien droit, l'enfant dont les parents, ou le père seul, avaient été Français, pouvait bien succéder en France; mais on refusait ce droit à l'enfant, né hors du royaume, *par suite du mariage d'une femme française avec un étranger;* car c'était la filiation paternelle, qui seule réglait la nationalité et par suite procurait le droit aux successions. Or, le Code civil n'a point répudié ces principes;

2° *Travaux préparatoires*. — Il ressort de l'ensemble de la discussion que le législateur a toujours eu en vue

le père, quand il parle de l'individu qui a perdu la qualité de Français, et qu'il ne s'est nullement occupé de la mère ;

3° *Principes généraux.* — L'enfant né d'un légitime mariage suit la nationalité de son père, quelle que puisse être celle de sa mère ; le texte est donc d'accord avec les principes, quand il parle « *d'un Français* » et non d'une *Française ;*

4° *L'esprit de la loi.* — En effet, si l'article 10 se montre favorable à l'enfant né en pays étranger d'un Français qui a perdu sa nationalité, la raison en est que cet enfant eût été Français, si son auteur avait su garder sa nationalité primitive. Or, dans le cas présent, l'enfant, né d'une Française qui a cessé de l'être, n'a rien perdu du chef de sa mère. Ce n'était pas d'elle qu'il devait recevoir sa nationalité. (Comp. en ce sens, MM. Alauzet *De la qualité de Français*, n° 31 ; — Valette, *Explicat. sommaire*, p. 15 ; — Marcadé, sur l'article 10 ; — Massé et Vergé, sur Zachariæ, t. 1, § 53, p. 72, note 11.)

212 *ter.* Cependant ce *premier système* ne paraît pas devoir être admis, et, avec le second système, nous proposons d'étendre l'article 10, alinéa 2, à l'enfant né d'une Française qui a perdu cette qualité par son mariage : nous invoquerons deux arguments :

1° Le mot *Français*, dans le texte de l'article 10, comme d'ailleurs dans la plupart des circonstances où il se trouve employé par la loi, est générique et ne comporte dans son acception aucune distinction de sexe. C'est ainsi que nous disons « tous les Français sont égaux devant la loi ; »

2° En outre, *les travaux préparatoires* et *l'esprit du Code* viennent singulièrement à l'appui de notre solution. Voici, en effet, les paroles que prononçait le tribun Gary dans son discours au Corps législatif : « *Ils (les motifs de la disposition) sont fondés sur la faveur due à l'origine française ; sur cette affection naturelle, sur cet amour ineffaçable que conservent à la France*

tous ceux dans les veines desquels coule le sang français. Vainement un père injuste ou malheureux leur a ravi l'inestimable avantage de leur naissance ; la patrie est prête à le leur rendre ; elle leur tend les bras ; elle leur ouvre son sein ; elle répare à leur égard l'injustice de leurs parents ou les rigueurs de la fortune. » Donc voilà l'idée. Il y a du sang français chez cet individu. De qui le tient-il? de son père? de sa mère? peu importe. L'enfant a, en lui, un germe qui le signale à la bienveillance du législateur : l'article 10 lui est donc applicable.

On nous objecte que précisément, dans la discussion de l'article 10, le législateur a spécialement visé la situation faite par le *père* et ne s'est jamais occupé de la mère. A cela nous répondrons qu'en cette matière, il ne faut pas se renfermer dans le sens étroit des mots; que le législateur a entendu parler *de eo quod plerumque fit*, prenant l'expression qui lui semblait le mieux appropriée à la situation, mais n'entendant pas faire une énumération limitative.

Nous pourrions ajouter que le mot *père* est plutôt employé dans le sens d'*auteur* d'une naissance et non point par opposition à l'expression de *mère* : d'ailleurs la pensée de la loi est suffisamment indiquée par l'exposé des motifs, et un terme ambigu de grammaire ne saurait en détruire l'effet.

On nous objecte encore qu'en légitime mariage, l'enfant doit suivre la nationalité de son père, et que par conséquent il ne saurait être admis à se prévaloir de la nationalité d'origine de sa mère. A cet argument nous faisons *deux* réponses :

a. Par ce système, on aboutit à traiter plus favorablement l'enfant naturel que l'enfant légitime : résultat inadmissible que la loi n'a pu vouloir ;

b. L'objection ne porte pas : car incontestablement l'enfant aurait le droit d'user de la naturalisation ordinaire ; et ici le point en question est simplement de

savoir si la circonstance, à laquelle est attaché le privilège de l'article 10, se trouve réalisée dans sa personne. Or, sur ce point il faut bien admettre l'affirmative : car cet enfant est né à l'étranger d'une personne d'origine française, mais qui, par un événement quelconque, a perdu cette qualité. Le principe que la filiation paternelle règle seule, dans notre droit, la nationalité de l'enfant, n'a été consacré, par notre Code, que pour déterminer la nationalité d'origine. Or, il s'agit ici d'une question différente. Il s'agit de dire si l'enfant, grâce à l'origine de sa mère, a une aptitude spéciale et privilégiée à devenir Français. Son extranéité de naissance n'est nullement contestée. — Enfin, quand on dit que l'enfant n'a rien à recouvrer, n'ayant rien perdu du chef de sa mère, on donne une fausse interprétation au 2e alinéa de l'article 10. La loi n'a pas simplement voulu rendre à l'enfant un droit qu'il aurait eu si son père fut resté Français : mais elle a édicté une disposition de faveur pour l'enfant qui, issu d'un sang français, a ou peut avoir des sentiments français et mérite de n'être pas traité à l'égal d'un étranger ordinaire. Il est dès lors tout à fait conforme au texte et à l'esprit du Code de faire rentrer le cas présent, concernant la mère, dans l'application de l'article 10 (1), par une extension favorable.

213. Nous venons de supposer le cas où l'enfant de l'ancienne Française serait né en légitime mariage. Nous n'avons pas besoin, en effet, d'insister sur le cas inverse où l'enfant serait né, hors mariage, par exemple, d'une femme naturalisée en Belgique. De la doctrine par

(1) Comp. *contrà* Paris, 30 juillet 1855 (D. P. 56-2-277). — Gand, Chambre des mises en accusation, 30 juillet 1864 (Pasicrisie belge), 1865-2-15. — Bruxelles, 19 janvier 1874 (D. P. 75-2-147). — C. cass. de Belgique, 24 janvier 1874 (D. P. 75-2-147). — Comp. en notre sens, M. Demolombe, t. I, n° 167. — Demante, t. I, n° 20 *bis*, III. — MM. Aubry et Rau, t. I, § 70, p. 241, note 1 (4e édit.). — Mourlon, *Revue pratique*, 1858, t. V, p. 254. — Coin-Delisle, *Revue critique*, 1856, t. XXVI, p. 307. — Trib. civ. de la Seine, 11 février 1855 (D. P. 56-2-276). Bruxelles, 20 janvier 1874 (D. P. 75-2-148).

nous admise au numéro précédent, nous devons conclure *à fortiori* que l'enfant naturel, dont il s'agit, pourra se prévaloir de l'article 10, alinéa 2. Ici, en effet, on ne peut tirer aucune objection de la nationalité du père ni des principes généraux qui, dans notre droit, régissent la nationalité d'origine. Ces principes tendent, au contraire, à étendre, à ce cas, le bénéfice de l'article 10, alinéa 2; car les enfants nés hors mariage suivent la condition de la mère, lorsqu'ils n'ont pas été reconnus par leur père, ce que nous supposons ici.

214. L'enfant d'un ex-Français acquiert la nationalité française par le bienfait de la loi. Il n'est pas nécessaire, du moment où il a satisfait aux conditions requises, que le gouvernement intervienne pour lui conférer des lettres de naturalisation. Le décret du 17 mars 1809, qui place, dans les attributions du chef de l'Etat, le pouvoir d'apprécier s'il convient de conférer la nationalité, se réfère au mode général de la naturalisation ordinaire, réglée par la loi du 22 frimaire an VIII. On ne peut donc l'appliquer aux modes spéciaux régis par le Code civil : *specialia generalibus derogant.*

En vain a-t-on objecté que, dans une discussion au conseil d'Etat, il aurait été déclaré que le gouvernement pourrait repousser la demande de ceux dont la présence lui paraîtrait dangereuse, et en particulier les demandes formées par les enfants d'émigrés. Ce qui est vrai, c'est que l'un des membres avait proposé de dire ceci : « le fils du Français qui aura abdiqué sa patrie, *pourra être admis* par le gouvernement français à faire sa déclaration qu'il veut se fixer en France. » Mais cette rédaction ne passa pas dans le Code civil, à la suite d'une observation de Tronchet, portant que, « le Code civil n'ayant rien de commun avec les lois de circonstance portées contre les émigrés, ce sera dans ces lois, et non dans le Code civil, qu'on cherchera toujours la solution des questions relatives aux enfants des émigrés. »

Enfin, on ne peut point davantage se prévaloir des termes qu'emploie la loi du 21 mars 1832, d'après laquelle l'individu, né en France d'un étranger, sera soumis au service militaire, « après qu'il aura été admis à jouir du bénéfice de l'article 9 du Code civil. » Cette loi renvoie simplement à un cas spécial régi par le Code civil : mais rien ne démontre qu'elle ait voulu en changer les conditions d'application.

SECTION VI

Descendants de personnes expatriées pour cause de religion. (Article 22, Décret des 9-15 décembre 1790.)

215. Après avoir vu, dans la section précédente, par quelles dispositions *générales* notre Code facilite la naturalisation aux enfants d'anciens Français, nous en arrivons à une disposition ayant le même objet, mais qui est *spéciale ;* car elle a été rendue dans des circonstances particulières. Elle est relative aux descendants des religionnaires fugitifs.

216. Une grande faute, qu'à bon droit l'histoire reprochera éternellement à Louis XIV, fut la révocation de l'édit de Nantes. Le grand roi détestait les protestants, parce qu'ils étaient hérétiques, et surtout parce qu'ils aimaient peu le pouvoir absolu du souverain. Après le traité de Nimègue, le roi eut de vifs démêlés avec le Saint-Siège au sujet de la régale. Le clergé français se prononça énergiquement pour le roi. Voulant à la fois récompenser le service que l'Eglise française venait de lui rendre, et se débarrasser de gens qui, sans causer pourtant aucun trouble dans l'Etat, ne voyaient pas d'un bon œil sa politique, Louis XIV prit contre les protestants les mesures les plus vexatoires. Un édit de 1685 fit table rase des garanties accordées par l'édit de Nantes, et enjoignit aux religionnaires de cesser tout exercice, soit public, soit privé, de leur

culte, avec défense expresse de sortir du royaume et de transporter leurs biens en pays étranger, *sous peine de perdre la qualité de Français*. D'autre part, étaient interdites également aux protestants les fonctions publiques et les professions libérales. Beaucoup, ne pouvant résister à un régime aussi oppressif, quittèrent la France. Ils perdirent ainsi la nationalité française, et leurs enfants furent également étrangers. Lorsque la révolution arriva, elle se mit en devoir d'exercer contre ces mesures d'intolérance une réaction réparatrice. Les édits lancés contre les protestants furent révoqués. La loi des 9-15 décembre 1790 restitua aux *religionnaires expatriés* leurs droits et leurs biens. Quoique cette loi ne se réfère pas expressément à la nationalité des religionnaires eux-mêmes, la jurisprudence les considère cependant comme ayant recouvré de plein droit, et indépendamment de toutes formalités, la jouissance de leurs droits civils. C'est ainsi que la Cour de cassation a décidé que le religionnaire fugitif, mort avant la révocation des édits, était mort Français, *integri statûs*, même s'il n'était pas rentré en France (1).

217. Mais, quant aux DESCENDANTS *des religionnaires expatriés*, la loi que nous venons de mentionner s'est formellement expliquée. Son article 22 est ainsi conçu : « Toutes personnes qui, nées en pays étranger, descendent, à quelque degré que ce soit, d'un Français ou d'une Française expatriés pour cause de religion, sont déclarés naturels français et jouiront des droits attachés à cette qualité, si elles reviennent en France, y fixent leur domicile et prêtent le serment civique. Les fils de famille ne pourront user de ce droit, sans le consentement de leur père, mère, aïeul ou aïeule, qu'autant qu'ils seront majeurs et maîtres de leurs droits. » Cette disposition a été confirmée par l'article 2 du titre II de la Constitution des 13-14 septembre 1791.

(1) Cass., 30 avril 1806 (Sir. 1806-1-291); — Cass., 13 juin 1811 (Sir. 1811-1-290).

218. Il faut regarder comme compris, dans la loi de 1790, aussi bien les descendants à naître que ceux déjà nés lors de sa promulgation. De plus, d'après son texte même, cette loi s'applique aux descendants des religionnaires expatriés, « à quelque degré que ce soit, » et, en outre, aux descendants par les femmes comme aux descendants par les hommes.

219. Cette disposition n'a, d'ailleurs, fixé aucun délai pour l'accomplissement des formalités qu'elle exige. Cependant on s'est demandé si la loi des 9-15 décembre 1790 était encore aujourd'hui en vigueur. Cette question a une grande importance pratique ; car il existe encore en Europe, en Allemagne surtout, un assez grand nombre de familles descendant de religionnaires fugitifs.

220. M. Demante (1) a soutenu que l'application de cette loi avait cessé aussitôt après la promulgation du Code civil. En effet, l'article 10, alinéa 2, de ce Code, règle la façon dont l'enfant d'un ex-Français acquerra la nationalité française : cette disposition « a eu certainement en vue les expatriations, suite de nos discordes civiles, et a dû nécessairement les embrasser toutes. »

221. Néanmoins, cette opinion n'a prévalu ni dans la doctrine, ni dans la jurisprudence, et nous pensons qu'elle ne devait pas prévaloir. En effet, on ne peut ainsi arbitrairement mettre un délai, là où la loi n'en a pas mis. En outre, une loi ne peut être abrogée que par l'une de ces trois manières : soit expressément, soit par suite d'une incompatibilité avec une loi nouvelle, soit enfin, suivant certains auteurs, par la désuétude (2). Or, on ne trouve nulle part une abrogation expresse de la loi de 1790. Qu'on n'objecte pas l'article 7 de la loi du 30 ventôse an XII, qui abolit les lois antérieures au Code : comme le font remarquer MM. Aubry et Rau, « la dispo-

(1) T. I, n° 20 *bis*.

(2) Comparez notre *Introduction historique à l'étude du Code civil*, n° 36, p. 37 à 39. Nous n'admettons point la *désuétude* comme mode d'abrogation des lois.

sition dont il s'agit étant, de sa nature, plus politique que civile ou ayant tout au moins pour objet une spécialité du droit civil, la promulgation seule du Code Napoléon n'a pu exercer sur cette disposition aucune influence. » D'un autre côté, l'article 10 du Code civil ne s'oppose pas à l'application de la loi des 9-15 décembre 1790 : car l'action respective de ces deux dispositions n'atteint pas les mêmes personnes et ne produit pas les mêmes effets. De plus, loin d'être tombée en désuétude, cette loi a été plusieurs fois appliquée depuis la promulgation du Code, notamment en 1824 et 1828, pour valider l'élection de Benjamin Constant, de Romand et d'Odier (1).

222. On a essayé de soutenir que, pour se prévaloir de la loi des 9-15 décembre 1790, le descendant de religionnaire devait ne pas s'être mis dans une situation qui, d'après le droit commun, lui eût fait perdre la qualité de Français. En effet, dit-on, cet individu ayant été déclaré Français par la loi de 1790, il peut, comme tous autres Français, perdre cette qualité par les modes prévus dans le Code civil (Cass. 13 juin 1811, Sir. 1811-1-290.)

Nous ne croyons pas cependant que cette opinion soit exacte ; car, à notre sens, la loi de 1790 ne confère pas de plein droit la naturalisation : elle ne fait que la faciliter. Ainsi, par exemple, un descendant de religionnaire qui aurait exercé des fonctions publiques en pays étranger, ne se verrait pas opposer l'article 17 du Code civil, et n'en aurait pas moins conservé le droit de devenir Français par le mode privilégié qui nous occupe : (Aix, 15 mars 1866, Dev. 66-2-171.)

223. Enfin, une question qui a été assez vivement discutée, est celle de savoir si les descendants de religionnaires fugitifs qui se conforment aux conditions pres-

(1) Comp. MM. Aubry et Rau, t. 1, § 70, texte et note 32. — M. Demolombe, t. 1, n° 167 *bis*. — Paris, 29 septembre 1847 (D. P. 48-1-501). — Aix, 15 mars 1866 (Dev. 66-2-171). — Le serment civique n'existant plus, il suffira aujourd'hui de rentrer en France et d'y faire une déclaration de domicile dans la forme prescrite par l'art. 9 du Code civil.

crites par l'article 22 de la loi des 9-15 décembre 1790, peuvent se prévaloir de la qualité de Français seulement pour l'avenir ou même rétroactivement dans le passé.

224. Un premier système soutient que les descendants de religionnaires fugitifs ne doivent être considérés comme Français que pour l'avenir. En effet, toute naturalisation doit être présumée non rétroactive. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait une disposition expresse ; or, cette disposition, nous ne la trouvons pas dans l'espèce ; au contraire, l'article 22 de la loi des 9-15 décembre 1790 s'exprime ainsi : « *Ils jouiront* des droits attachés à cette qualité, s'ils reviennent en France.... » Ces mots « *ils jouiront* » se rapportent évidemment à l'avenir. Enfin, le silence gardé par l'article 22 en ce qui concerne la rétroactivité, est d'autant plus significatif que, dans les vingt et un articles qui précèdent, la loi, en réglant la restitution des biens, a pris soin de montrer que la naturalisation, qu'elle organise, aurait, à ce point de vue, un effet rétroactif (1).

225. Mais nous préférons le second système, suivant lequel les descendants de religionnaires fugitifs doivent être regardés comme Français rétroactivement : cette qualité remontera, pour les descendants nés avant la loi, jusqu'au jour de sa promulgation, et pour ceux nés postérieurement, jusqu'au jour de leur naissance.

Sans doute, en principe, la concession de la qualité de Français n'est point rétroactive ; mais, dans l'espèce, il y a une exception. La loi des 9-15 décembre 1790 décide, en effet, que les descendants de religionnaires fugitifs « sont déclarés naturels français. » Or, cette expression, « *déclarés*, » indique la constatation d'un état préexistant. — De plus, ces mots : « *naturels français*, » sont ceux qu'employaient autrefois les lettres de déclaration de naturalité, et l'on sait que ces lettres étaient rétroactives.

(1) Comp. Merlin, Rép. *verbo* Religionnaires, § x, nº 7. — Cass., 17 juin 1813 (Rép. de Merlin), *ibid.*

On objecte ces mots : « *ils jouiront ;* » mais, en s'exprimant ainsi, la loi ne faisait que déduire la conséquence du principe qu'elle venait de poser. Or ce principe, ayant pour base une *déclaration* de naturalité, comporte un effet rétroactif. L'emploi du futur indique simplement que la jouissance des droits attachés à la qualité de Français se trouve subordonné à l'accomplissement des conditions requises par la loi. — D'ailleurs, la loi des 9-15 décembre 1790 dispose sur deux choses : d'abord, sur les biens qu'ont possédés autrefois les religionnaires et dont ils ont été dépouillés ; ensuite, sur les droits de tout genre attachés à la qualité de Français. Quant aux biens, personne ne conteste la rétroactivité : pourquoi n'en serait-il pas de même pour les droits attachés à la qualité de Français ? — Enfin, le rapport du comité des domaines, d'après lequel la loi des 9-15 décembre 1790 a été rendue avec acclamation, disait, en parlant des religionnaires et de leurs descendants : « Oui, *ils n'ont jamais cessé d'être Français*.... Les citoyens dispersés sur une terre étrangère *ne cessent pas un instant, aux yeux de la loi, d'appartenir à la patrie qu'ils ont quittée.* Cette maxime d'équité honora la législation romaine, et doit immortaliser la vôtre.... La patrie n'a jamais cessé de tourner vers eux ses regards affligés ; *elle a toujours conservé leurs droits.* » Pouvait-on montrer, en termes plus catégoriques, que les religionnaires ou leurs descendants devaient se voir appliquer le *jus postliminii* du droit romain, et, par suite, être considérés comme ayant toujours appartenu à la nation française (1) ?

(1) Consultation de M. Desèze (Sir. 1811-1-290). — Comp. M. Demolombe, t. I, n° 167 *bis*. — MM. Aubry et Rau, t. I, § 70, texte et note 34.

SECTION VII

Personnes françaises d'origine, mais qui avaient perdu cette qualité. (Article 18 du Code civil.)

226. Notre législateur a cru devoir créer une situation privilégiée au profit de ceux qui, s'étant volontairement dépouillés de la nationalité française, voudraient ensuite la reconquérir. On a pensé que la France devait leur ouvrir ses portes, non comme à des étrangers proprement dits, mais comme à des enfants prodigues qui se repentent d'avoir abandonné la mère patrie (1) : « Ne peut-on pas supposer, disait Treilhard au conseil d'Etat, qu'en quittant la France, ils ont uniquement cédé à l'impulsion d'un caractère léger, qu'ils ont surtout voulu améliorer leur position par leur industrie, pour jouir ensuite, au milieu de leurs concitoyens, de l'aisance qu'ils se seront procurée? Ne doit-on pas supposer, du moins, que leur désertion a été suivie de vifs regrets? Et leurs frères pourront-ils toujours être insensibles quand ces transfuges viendront se jeter dans leurs bras? »

227. La disposition de faveur, dont nous venons de donner les motifs, se trouve contenue dans l'article 18 du Code civil. Il est ainsi conçu : « Le Français, qui aura perdu sa qualité de Français, pourra toujours la recouvrer en rentrant en France avec l'autorisation du chef de l'Etat, et en déclarant qu'il veut s'y fixer et qu'il renonce à toute distinction contraire à la loi française. » Cette disposition est générale. Elle s'applique toutes les fois que la loi n'a pas indiqué un moyen spécial de réparer la perte de la nationalité française. Or, notre Code n'a édicté de règle particulière que pour deux hypothèses : celles où la perte de la nationalité résulte soit du mariage contracté par une Française avec un étranger (art. 19), soit du service militaire pris par un Français chez l'étranger (art 21).

(1) Comp. Fenet, t. VII, p. 174.

De là, il suit que l'article 18 peut être invoqué quand la nationalité française aura été perdue par tous autres modes. Ainsi, il profite au Français dénationalisé pour avoir, en pays étranger, soit acquis une naturalisation, soit accepté des fonctions publiques, soit créé un établissement sans esprit de retour (art. 17 Code civ.).

Il en est de même s'il a été déchu de sa nationalité pour avoir pratiqué la traite des esclaves (décret du 27 avril 1848 et loi du 28 mai 1858 combinés). — Enfin, l'article 18 comprend également ceux qui auraient été atteints dans leur nationalité par le démembrement du territoire.

228. MM. Delaporte (1) et Coin-Delisle (2) ont enseigné que le Français, devenu étranger pour s'être établi *sans esprit de retour* en pays étranger, n'était pas tenu, pour recouvrer la qualité de Français, d'accomplir les conditions imposées par l'article 18. Il pourrait, suivant ces auteurs, rentrer en France à son gré, et ce fait seul le rétablirait dans sa nationalité primitive. En effet, disent-ils, la qualité de Français est alors enlevée, non par un acte public, mais par la simple présomption que le Français a définitivement abandonné sa patrie. Or cette présomption est précisément renversée par le fait de sa rentrée en France; celle-ci prouve qu'il n'avait jamais perdu l'esprit de retour. Donc, la qualité de Français n'a jamais été perdue alors, et il n'est pas besoin d'user de l'article 18 pour la recouvrer.

Mais cette opinion ne nous semble pas admissible. D'abord, l'article 18 s'applique d'une façon générale « au Français qui aura perdu sa qualité, » sans distinguer entre les causes de perte. On ne peut, sans doute, déclarer que le Français établi à l'étranger a perdu l'esprit de retour, sans avoir acquis, par des preuves certaines, la conviction qu'il voulait cesser d'être Français. Mais, s'il a l'intention de recouvrer sa nationalité, pourquoi n'exige-

(1) *Pandectes françaises*, art. 18, n° 85 et suiv.

(2) Coin-Delisle, sur l'art. 18, n° 1.

rait-on pas aussi qu'il affirme son désir par des preuves également irrécusables? Celles-ci résulteront de la déclaration et de la demande d'autorisation effectuées suivant l'article 18. D'ailleurs, la femme française, mariée avec un étranger et résidant hors de France, n'est pas, quand elle devient veuve, affranchie elle-même de ces formalités (art. 19, al. 2). Et pourtant, sa position est bien aussi favorable que celle du Français fixé à l'étranger sans esprit de retour.

229. Les conditions exigées par l'article 18 sont au nombre de trois : D'abord, l'ex-Français doit demander au gouvernement l'autorisation de fixer en France son domicile. La demande est adressée au ministère de la justice (1). Cette intervention du gouvernement s'explique. Il est juste de se montrer indulgent envers d'anciens nationaux; mais, comme le disait Treilhard, « cette indulgence ne doit pas être aveugle et imprudente; le retour de ces Français ne doit être ni un sujet de troubles pour l'Etat, ni un sujet de discordes pour les familles : il faut que leur rentrée soit autorisée par le gouvernement, qui peut connaître leur conduite passée et leurs sentiments secrets. » Mais il est aussi nécessaire que l'on puisse rejeter du sein de la France ceux qui n'en seraient sortis que pour se jouer de nos lois, et voudraient y rentrer, aussitôt après avoir accompli en pays étranger un fait qu'elles prohibaient.

En second lieu, l'ex-Français doit déclarer sa volonté de se fixer en France. Cette déclaration est reçue par le maire de la commune où l'ex-Français a l'intention de s'établir. Elle pourrait être faite aussi, à l'étranger, devant les agents diplomatiques ou consulaires de la France. Une expédition de cette déclaration doit accompagner la demande adressée au ministre.

Enfin, l'article 18 exige que l'ex-Français renonce à toute distinction contraire à la loi française. Cette con-

(1) Argument par analogie d'un avis du conseil d'Etat du 21 janvier 1812 : Dalloz, *verbo* Droits civils, p. 39.

dition, à l'époque où le Code civil fut rédigé, avait pour objet d'empêcher que les ex-Français pussent rapporter en France des titres de noblesse, alors que ces titres étaient proscrits par nos lois. Mais, dès que les distinctions nobiliaires eurent reparu, cette disposition perdit son principal effet. Cependant, elle s'appliquait encore pour le cas où le Français devenu étranger aurait été investi, en pays étranger, de fonctions ou de titres qu'on ne peut conserver comme Français, sans l'autorisation du chef de l'Etat (art. 17 2°). Ajoutons que la constitution de 1848, en abolissant tout titre nobiliaire, toute distinction de naissance, de classe ou de caste, a implicitement rendu, à la troisième condition imposée par l'article 18, sa portée primitive.

230. L'intervention du gouvernement ne porte que sur l'autorisation de domicile. Du moment où celle-ci sera accordée, la réintégration dans la qualité de Français s'opérera par la seule force de la loi. L'intéressé n'aura qu'à s'établir en France et à remplir les formalités que l'on connaît. On peut donc dire que le recouvrement de la nationalité française, ainsi entendu, constitue une naturalisation par le bienfait de la loi. De là il résulte que les lettres de réintégration qu'on a, dans ce cas, l'habitude de délivrer, pourraient être suppléées : elles constatent un droit, mais ne le créent pas (1).

231. L'article 18 nous semble être applicable, non pas seulement aux Français de naissance, mais encore aux étrangers qui, après s'être fait naturaliser Français, auraient perdu la nationalité ainsi acquise. Il est vrai, sans doute, que l'étranger naturalisé ne se rattache pas à la France par le lien du sang. Mais il est dans l'esprit de la loi d'assimiler complètement le naturalisé Français au Français de naissance. Le texte ne fait, d'ailleurs, aucune distinction.

232. Le Français qui aura perdu sa qualité « pourra *toujours* la recouvrer. » Ce privilège est-il pour cela

(1) Comp. M. Beudant, *De la naturalisation*, n° 63.

susceptible d'être invoqué même en temps de minorité? La négative nous paraît évidente. Elle résulte par analogie de ce que nous avons décidé sur l'article 10 à propos de l'enfant d'un ex-Français.

233. Nous avons dit plus haut (n° 227), que la naturalisation privilégiée, résultant de l'article 18 du Code civil, n'était pas applicable aux Français qui avaient perdu leur qualité, pour avoir pris, sans autorisation, du service militaire à l'étranger, ni aux femmes françaises devenues étrangères par leur mariage avec des étrangers.

Et d'abord, quant aux individus qui ont perdu la nationalité française pour avoir pris du service militaire chez l'étranger, c'est l'article 21 du Code civil qu'il faut leur appliquer. Aux termes de cette disposition, « ils ne pourront rentrer en France qu'avec la permission du chef de l'Etat, et recouvrer la qualité de Français qu'en remplissant les conditions imposées à l'étranger pour devenir citoyen; le tout sans préjudice des peines prononcées par la loi criminelle contre les Français qui ont porté ou porteront les armes contre leur patrie. » Ainsi, le Français dénationalisé pour avoir pris, sans autorisation du chef de l'Etat, du service militaire à l'étranger, ne jouit d'aucune faveur. Il ne recouvrera la qualité de Français qu'en accomplissant toutes les conditions qui incombent à l'étranger ordinaire pour se faire naturaliser. C'est qu'en effet, l'acte qu'il a commis revêt un caractère exceptionnel de gravité. C'est un acte de dévouement à la défense d'une nation, aujourd'hui notre alliée si l'on veut, mais qui demain peut être notre rivale et même notre ennemie.

Nous verrons quelles rigoureuses déchéances le décret (1) du 26 août 1811 attachait, soit à l'acceptation de fonctions civiles ou militaires en pays étranger, soit à la naturalisation à l'étranger sans autorisation du chef de l'Etat. L'article 12 du même décret disait que les individus, tombant sous le coup de ces rigueurs, ne

(1) Comparez le décret du 6 avril 1809.

pourraient « être relevés des déchéances et affranchis des peines ci-dessus » que par des lettres de relief accordées en la forme des lettres de grâce. Mais ces lettres ne peuvent point être considérées comme entraînant la réintégration dans la qualité de Français. Elles effacent seulement les pénalités exorbitantes que les décrets du 6 avril 1809 et du 26 août 1811 avaient ajoutées à la perte de nationalité déjà prononcée par le Code civil. (Comp. Demante, *Revue française et étrangère*, t. VII, p. 424.)

234. Quant à la femme française devenue étrangère en épousant un étranger, elle ne peut pas invoquer non plus, avons-nous dit, l'article 18. Ce n'est pas d'ailleurs ici le lieu d'insister sur sa situation. Comme la naturalisation, que la loi lui offre pour recouvrer sa nationalité, est une naturalisation privilégiée, nous l'examinerons un peu plus loin dans une section spéciale. (V. *infrà*, section 9.)

SECTION VIII

Femmes étrangères qui épousent des Français. (Article 12, du Code civil.)

235. L'article 12 du Code civil est ainsi conçu : « L'étrangère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari. » Par cela même qu'une femme étrangère se marie avec un Français, elle devient donc aussitôt Française.

Deux motifs justifient cette disposition :

D'un côté, comme le disait Boulay, « elle est fondée sur la nature même du mariage, qui, de deux êtres, n'en fait qu'un, en donnant la prééminence à l'époux sur l'épouse (1). » De cette première raison, résulte une conséquence importante. Puisque le mariage produit cet effet par sa nature même, la femme le subira

(1) Locré, t. I, p. 425, nº 14.

nécessairement. Elle ne pourrait point valablement stipuler, dans son contrat de mariage, qu'elle entend conserver sa nationalité étrangère. Il n'est pas en son pouvoir de modifier la nature du mariage et les effets qui en découlent (1) : arg. des art. 1388 et 1389.

D'un autre côté, la disposition qui nous occupe repose sur une présomption de volonté. Le législateur a pensé que la femme étrangère, en épousant un homme qu'elle sait être Français, témoignait suffisamment, par ce fait même, qu'elle consentait à changer de nationalité. On peut donc dire que la volonté de la femme intervient, au moins tacitement, dans le changement de nationalité qui l'atteint : le mariage implique le consentement présumé à ce résultat.

Par suite, la femme étrangère qui aurait épousé un étranger, n'acquerrait pas la nationalité française, si son mari se faisait naturaliser en France pendant le mariage. S'il est permis de supposer que la femme a l'intention d'embrasser, au moment de son mariage, la nationalité de celui qu'elle épouse, parce qu'elle a pu se rendre, par avance, un compte exact du changement d'Etat qu'elle allait subir, on ne peut présumer que la femme, en se mariant, veuille se soumettre aux modifications successives qui, dans la suite, pourront être apportées à la nationalité de son mari par le caprice de celui-ci. De même la femme étrangère, qui s'est mariée avec un Français, conserverait la qualité de Française, alors même que son mari viendrait à perdre sa nationalité : la patrie se perd, comme elle s'acquiert, par un fait exclusivement personnel.

236. Si la femme était mineure au moment de son mariage avec un Français, elle n'en acquerrait pas moins la nationalité française. L'article 12 ne distingue pas, en effet, entre la femme majeure et la femme mineure.

(1) *Sic* M. Laurent, t. 1, n° 348. — M. Demangeat, sur Fœlix, t. 1, n° 35, note *a*. — *Contra* M. Blondeau, *Revue de droit français et étranger*, 1844, t. 1. — Mourlon, *Répét. écrites*, t. 1, n° 164, note 1.

D'ailleurs, dans l'espèce, la qualité de Française, imprimée à la femme, est une conséquence du mariage. Or, le mineur, apte à contracter mariage, est aussi capable que le majeur, quant à tous les effets légaux du mariage, pourvu qu'il ait été assisté des personnes dont le consentement est requis pour la validité de son mariage (art. 1398, Cod. civ.).

237. Pour que le mariage donne à la femme la qualité de Française, il faut qu'il soit valable. S'il était entaché d'une nullité absolue, il ne serait point susceptible de conférer la nationalité. S'il était seulement annulable, il devrait être regardé comme provisoirement attributif de la nationalité, tant que la nullité n'aurait pas été prononcée. Mais, dès qu'un jugement l'aurait fait tomber, les choses devraient être rétablies dans l'état où elles étaient avant sa célébration, et la femme serait réputée avoir toujours été étrangère.

Néanmoins, si le mariage annulable avait été contracté de bonne foi par la femme, il y aurait mariage putatif, c'est-à-dire une union produisant, quant à elle, les effets d'un mariage valable (art. 201 et 202). Par suite, cette femme serait encore considérée comme Française, même après l'annulation. — Faudrait-il attacher la même faveur à la bonne foi de la femme, dans l'hypothèse où le mariage serait nul d'une façon absolue? Cette question est de nature à inspirer quelques doutes. Elle se rattache, en effet, à une controverse qui ne rentre pas dans notre matière, et qui consiste à savoir si un mariage absolument nul peut, en cas de bonne foi, constituer un mariage putatif (1).

238. L'éminent doyen de la Faculté de droit de Paris, M. Beudant (2), s'est demandé si l'article 12 était applicable à l'ex-Française, et si, par suite, le

(1) Comp. Merlin, *Répert. verbo* Mariage, sect. 6, § 2, quest. 4; — M. Demolombe, t. III, nos 354 et 355; — M. Laurent, t. II, nos 501 et suivants : voyez surtout le n° 515.

(2) *De la naturalisation*, n° 72 *in fine*.

mariage de celle-ci avec un Français lui ferait recouvrer sa nationalité primitive, sans qu'elle ait à remplir les conditions prescrites par les articles 18 et 19 du Code civil. Le savant auteur s'est prononcé pour la négative. D'après cette opinion, l'ex-Française, même remariée avec un Français, ne redevient Française que si elle rentre en France et déclare qu'elle veut s'y fixer.

Tel n'est pas notre avis : suivant nous, cette femme sera réintégrée dans sa qualité de Française par le fait seul de son mariage. En effet, d'une part, l'article 12 exige que la femme soit étrangère : or, une ex-Française est une étrangère. D'autre part, cet article est absolu, et ne distingue pas suivant que la femme n'aurait jamais été Française, ou aurait été déjà investie de cette qualité. Les articles 18 et 19, invoqués par M. Beudant, disposent en thèse générale, et non dans un cas spécial où il s'agirait d'une femme ci-devant Française se mariant avec un Français. Enfin, à un autre point de vue, les mêmes articles 18 et 19 n'ont eu pour but que d'établir un bénéfice, et on ne peut les invoquer à l'encontre d'une personne qui refuse de s'en prévaloir, parce qu'elle trouve dans le Code civil un autre privilège : *beneficia non sunt retorquenda*. D'ailleurs, les termes mêmes de ces dispositions démontrent qu'elles sont purement facultatives. « Le Français, dit l'article 18, qui aura perdu sa qualité de Français, *pourra* toujours la recouvrer en rentrant en France, etc.... »

SECTION IX

Femmes françaises de naissance qui ont épousé des étrangers, et qui, étant devenues veuves, désirent recouvrer la qualité de Françaises que leur mariage leur avait fait perdre. (Article 19, alinéa 2.)

239. Lorsque, dans notre *seconde* étude, (*infrà*, n° 354 et suivants), nous exposerons les principes géné-

raux qui régissent la perte de la nationalité française, nous verrons que la femme française perd sa qualité en épousant un étranger. Eh bien, il faut supposer ici cette hypothèse réalisée. Seulement la femme française, ainsi mariée avec un étranger, est devenue veuve, et elle désire *recouvrer* notre nationalité. La loi lui en donne le moyen et lui offre même, dans l'article 19 du Code civil, une naturalisation privilégiée.

L'article 19 est ainsi conçu : « Si elle devient veuve, » (il s'agit de la femme française qui a épousé un » étranger), elle recouvrera la qualité de Française, » pourvu qu'elle réside en France ou qu'elle y rentre » avec l'autorisation du chef de l'Etat et en déclarant » qu'elle veut s'y fixer. »

La pensée qui a présidé à la rédaction de cet article est la même que celle qui avait inspiré les articles 10 et 18. Cette femme, en effet, est Française d'origine, elle appartient à une famille française, et elle n'a sacrifié sa nationalité que devant un devoir plus impérieux, celui qui l'attachait à son époux. Devenue veuve et libre, elle reportera vraisemblablement ses affections vers la France. Il était donc juste de lui faciliter l'accès de sa nationalité d'origine et le retour vers sa patrie première.

240. Pour saisir toute l'étendue de la faveur que contient l'article 19, analysons la disposition qu'il contient. Il distingue nettement deux hypothèses, en distinguant suivant que la femme, au moment où elle est devenue libre, réside en pays étranger ou sur le territoire de la France.

241. *Première hypothèse : — La femme réside en pays étranger.* — Elle doit, dans ce cas, pour recouvrer la nationalité française, remplir deux formalités : 1° demander au chef de l'Etat, par l'entremise du ministre de la justice, l'autorisation de rentrer en France ; 2° déclarer, devant le maire de la commune où elle veut s'établir, son intention d'y fixer son domicile.

Ainsi donc, la femme ne recouvre pas, de plein droit, sa qualité de Française. D'une part, le gouvernement peut donc intervenir : il accorde ou refuse l'autorisation de domicile. C'est à lui de voir jusqu'à quel point l'influence de la seconde patrie a altéré l'attachement dû à la première. D'autre part, la femme doit déclarer sa volonté de s'établir en France : tout changement de nationalité ne peut, en effet, être réalisé, en principe, que par une manifestation de volonté. Mais une fois l'autorisation de domicile accordée, la femme a un droit acquis et certain à la nationalité française. C'est donc encore une naturalisation par le bienfait de la loi.

242. *Deuxième hypothèse : — La femme réside en France.* Alors, elle n'a besoin d'aucune autorisation gouvernementale. Mais on controverse la question de savoir si elle ne doit pas déclarer son intention de se fixer en France. Deux systèmes sont ici en présence.

242 *bis*. *Premier système.* — Pour soutenir que cette déclaration est superflue, on fait remarquer que le texte de l'article 19 est, sur ce point, tout au moins obscur, et que dès lors il y a lieu de l'interpréter en faveur de la nationalité. Ensuite, on ajoute que cette solution est d'autant plus désirable, que le plus souvent la femme ignore quelles formalités administratives elle doit accomplir pour régulariser son état. Enfin on observe que les mots : « *déclarant qu'elle veut s'y fixer*, » ne sauraient s'appliquer au cas où la femme réside en France, parce que le fait de déclarer son intention de se fixer dans un pays suppose qu'on n'y réside pas (1).

Deuxième système. — Nous ne croyons pas cependant cette opinion exacte. D'abord, la contexture grammaticale de l'article 19, alinéa 2, démontre que les mots : « *et en déclarant qu'elle veut s'y fixer*, » se réfèrent aussi

(1) Cass., 19 mai 1830 (Sir. 30-1-326). — Lyon, 11 mars 1835 (Sir. 35-2-191). — Coin-Delisle, art. 19, nº 5.

bien au cas où la femme réside en France qu'à celui où elle n'y réside pas. On objecte que le fait de déclarer son intention de se fixer dans un pays implique qu'on n'y réside pas, c'est une erreur. Ainsi, l'enfant né en France d'un étranger doit aussi, « dans le cas où il résiderait en France, déclarer que son intention est d'y fixer son domicile. » (Art. 9.) L'opinion contraire aboutit à décider que la femme perdra la nationalité de son mari et recouvrera la qualité de Française, sans le vouloir, malgré elle peut-être! Or, le rapprochement des articles 9, 10, 18 et 19 prouve que, dans le système du Code, la qualité de Français ne peut, en général, s'acquérir ou se recouvrer que sous la condition d'une déclaration expresse. — Il n'est pas certain, d'ailleurs, qu'en imposant, de plein droit, la nationalité française à la femme résidant en France, on la favorise. Qui sait si elle ne préfère pas garder la nationalité de son mari, qui est aussi celle de ses enfants? — Enfin, on ne peut pas dire que, le mariage ayant fait perdre à la femme, de plein droit, sa nationalité d'origine, la dissolution du mariage doit aussi la lui restituer de plein droit. Ce motif prouverait trop, puisqu'il s'appliquerait même à l'hypothèse où la femme ne résiderait pas en France. De plus, le mariage est un fait volontaire, et l'on conçoit qu'on y ait attaché un changement de nationalité; mais la dissolution de l'union conjugale, au contraire, sauf le cas de divorce, ne dépend pas de la volonté (1) des époux.

243. Un auteur, M. Duvergier (Sir. 1832-2-641), a enseigné que, si une femme, devenue étrangère par son mariage, recouvrait, après la dissolution, la nationalité française, ses enfants encore mineurs, nés de ce mariage,

(1) Comp. MM. Aubry et Rau, t. 1, § 75, texte et note 6 — Laurent, t. 1, n° 397, p. 502. — Il est bien entendu que si l'ex-Française, au moment où elle devient veuve, ne se trouvait qu'*accidentellement* en France, elle ne serait point regardée comme y résidant, suivant les termes de la loi. A l'inverse, elle serait réputée telle, si, à la même époque, elle se trouvait accidentellement à l'étranger, sa demeure habituelle étant d'ailleurs fixée en France.

deviendraient eux-mêmes de plein droit Français. Il invoque la puissance paternelle, qui passe à la mère après son veuvage, et les inconvénients pratiques qui résulteraient du système opposé.

Mais nous repoussons, sans hésiter, cette doctrine. En effet, il est un principe fondamental en matière de naturalisation : c'est que l'acquisition de la qualité de Français produit toujours des effets exclusivement personnels. En vertu de cette règle, sur laquelle nous insisterons lorsque, dans la troisième partie de cet ouvrage, nous examinerons les effets de la naturalisation, l'on décidera que le *père* lui-même n'a pas le droit de changer la nationalité de ses enfants, en même temps que la sienne propre. Il ne peut donc en être autrement pour la mère. D'ailleurs, le Code a fixé les principes par lesquels seront régis les enfants de la femme redevenue Française. Sont-ils nés en France : ils tombent sous le coup de l'article 9. Sont-ils nés en pays étranger : l'article 10, à notre avis, leur sera applicable. Quant aux inconvénients qu'on objecte, si vrais qu'ils puissent être, ils ne sauraient faire éluder la loi. Du reste, ils sont inévitables : car ils s'imposeraient de l'aveu de tout le monde, du moins quand les enfants sont majeurs.

Jusqu'ici, nous nous sommes placé dans l'hypothèse même prévue par le Code. Nous avons supposé que la dissolution du mariage avait eu lieu par suite de la *mort du mari.*

244. Mais il est une question controversée : c'est celle de savoir si l'on pourrait adopter les mêmes solutions au cas où la femme aurait été *divorcée* selon les lois du pays de son mari. La jurisprudence et la doctrine s'accordent pour étendre à ce cas les dispositions de l'article 19. Cette manière de voir est d'ailleurs conforme au texte et à l'esprit de la loi :

1° *Au texte.* — L'article 19 parle d'une femme veuve; mais une femme est veuve quand elle n'a plus de mari, et une femme légalement divorcée n'en a pas davantage.

Ces deux femmes se trouvent donc exactement dans la même situation, et il est juste de leur appliquer les mêmes principes ;

2° *A l'esprit de la loi.* — Les motifs qui ont inspiré le législateur lors de la rédaction de l'article 19, se retrouvent ici avec la même force : les mêmes questions de sentiment et d'affection pour la France se retrouvent chez la femme divorcée. (Comp. Demolombe, t. I, n° 170. — Lyon, 11 mai 1835. — Dev. 35-2-191.)

245. Nous avons ainsi parcouru les *cinq* modes spéciaux et privilégiés d'acquérir ou de recouvrer la qualité de Français organisés par le Code civil. Avant de passer outre, il nous reste à examiner une question importante.

246. Dans le cas prévu par l'article 19 où la femme devenue veuve réside en France, et en généralisant la question, dans les cas des articles 9, 10 et 12, *l'autorisation du chef de l'Etat est-elle nécessaire pour bénéficier des avantages qui y sont contenus?*

Deux systèmes sont en présence :

247. *Premier système. — L'autorisation du chef de l'Etat est toujours nécessaire et dans tous les cas :* on s'appuie :

1° *Sur les principes généraux du droit.* — La naturalisation, en effet, est un acte gouvernemental : le chef de l'Etat devra donc nécessairement intervenir pour immatriculer un nouveau national. Au point de vue de la sécurité sociale, d'ailleurs, cette intervention est indispensable, et ce n'est que sous un tel contrôle que les garanties peuvent être suffisantes.

2° *Le décret du* 17 *mars* 1809 *combiné avec la loi du* 3 *décembre* 1849, déclare formellement qu'il sera statué, par le chef de l'Etat, sur la naturalisation ; c'est donc un droit et un devoir qui rentrent dans les attributions du pouvoir exécutif. (Cass. 1er août 1836, — Sir. 1836-1-859.)

3° On fait observer, enfin, que *l'article* 2 *de la loi*

du 21 *mars* 1832 *sur le recrutement*, *reproduit par la loi des* 27 *juillet*-17 *août* 1872 (art. 9), proclame ce principe, en déclarant que tout individu né en France de parents étrangers sera soumis à la loi du recrutement, immédiatement après qu'il *aura été admis à jouir* du bénéfice de l'article 9 du Code civil. Or, ajoute-t-on, pour *avoir été admis*, il a donc fallu un acte du pouvoir exécutif.

Nous n'hésitons pas, quant à nous, à repousser ce système et à lui préférer une seconde opinion.

248. *Second système. — L'autorisation du chef de l'Etat n'est nécessaire, en matière de naturalisations par le bienfait de la loi, qu'autant que le texte du Code l'exige formellement.*

1° D'abord, au point de vue du texte, les articles 9, 10, 12 et 19 (1er cas) ne témoignent en aucune façon de la nécessité d'un acte du gouvernement; ils sont muets à cet égard; aussi la qualité de Français, ainsi obtenue, est-elle désignée par l'expression caractéristique de *naturalisation par le bienfait de la loi*, ou naturalisation privilégiée. Bien plus, si le législateur a cru devoir subordonner l'effet des articles 18, 19 (dans un cas), et 21 à l'autorisation du chef du gouvernement, ne sommes-nous pas fondés à conclure que, dans les cas où la loi garde le silence, cette autorisation n'est pas exigée?

2° En second lieu, il y a des cas où il serait absurde d'exiger cette autorisation, dans le cas, par exemple, de l'article 12; jamais personne, que nous sachions, n'a prétendu que la femme *étrangère*, qui épouse un Français, ait besoin de cette autorisation pour prendre la nationalité de son mari. Les autres cas ne sont que l'extension du même principe. On devient Français, ou on recouvre cette qualité, par la seule force de la loi, par le seul accomplissement des conditions requises.

3° Enfin, le décret du 17 mars 1809 ne peut servir d'argument; car ce décret, se référant spécialement au mode général de naturalisation réglé par la loi du 22

frimaire an VIII, a, par cela même, laissé de côté la législation particulière du Code civil. Celui-ci forme le droit commun, et tant qu'une loi spéciale n'y déroge pas positivement, nous devons appliquer les dispositions de ce Code, telles que le législateur les a édictées.

4° On objecte encore, il est vrai, l'article 2 de la loi du 21 mars 1832. A cela nous ferons une réponse bien simple : c'est qu'il faut plutôt interpréter l'esprit qui a présidé à la rédaction d'une loi, que prendre les mots dans leur sens strict et grammatical. Or, il est bien évident ici que les lois du 21 mars 1832 (art. 2), et des 27 juillet-17 août 1872 (art. 9), entendent tout simplement renvoyer à l'article 9 du Code civil : « Quand l'individu, dans les conditions voulues, aura rempli les formalités de l'article 9, il sera soumis à la loi sur le recrutement. » Prise dans ce sens, l'objection n'a donc plus de valeur, ou tout au moins la force qu'on lui attribue se trouve singulièrement diminuée.

C'est d'ailleurs en ce sens que, depuis 1844, s'est prononcée une jurisprudence constante, et pas un arrêt contraire n'est venu en atténuer l'effet, à notre connaissance du moins. (*Sic* Cass. 19 août 1844. D. P. 1844-1-776. — Paris, 11 décembre 1847. Dev. 1848-2-49. Zachariæ-Aubry et Rau, t. 1, p. 211; — Cass. 9 mars 1863. Dev. 1863-1-224; — Cass. 13 janvier 1873. Dev. 1873-1-13. — Beudant, *De la naturalisation*, n° 3, *Revue crit. de législ.*, 1855. t. VII, p. 113 et suiv.)

SECTION X

Étrangers ayant pris part à la guerre de 1870 contre la Prusse. (Décrets des 26 octobre et 19 novembre 1870.)

249. La naturalisation, à laquelle nous arrivons en ce moment, n'est pas à proprement parler une naturalisation par le bienfait de la loi. Nous savons, en effet, qu'il faut réserver cette dénomination technique à la naturalisation qui,

une fois accomplies les conditions requises, s'opère *ipso facto* sans l'intervention du pouvoir gouvernemental. Or la concession de la qualité de Français, que nous allons maintenant examiner, devait être *prononcée* par le gouvernement et supposait même une enquête préalable sur la moralité du postulant. Seulement, comme elle offre sur la naturalisation ordinaire un avantage énorme, une facilité exceptionnelle, elle trouvait naturellement sa place à la suite des neuf hypothèses de naturalisation privilégiée que nous avons déjà étudiées.

Au surplus, point n'est besoin d'insister sur le cas actuel de naturalisation. Il est né, en effet, au milieu de circonstances particulières déjà loin de nous, et ne peut plus aujourd'hui être appliqué. Il ne présente donc qu'un intérêt historique.

250. Le décret du 26 octobre 1870 est ainsi conçu :

« Article 1er. *Le délai d'un an exigé par l'article 2 de la loi du 3 décembre 1849, modifié par la loi du 29 juin 1867, pour la naturalisation exceptionnelle, ne sera pas imposé aux étrangers qui auront pris part à la guerre actuelle pour la défense de la France. En conséquence, ces étrangers pourront être naturalisés aussitôt après leur admission à domicile, sauf l'enquête prescrite par la loi.*

» Article 2. *Les demandes d'admission à domicile ou de naturalisation formées par les étrangers qui se trouvent dans le cas de l'article 1er, sont dispensées de tous frais.*

» Article 3. *Les dispositions qui précèdent ne seront applicables qu'aux demandes formées avant l'expiration des deux mois qui suivront la cessation de la guerre.* »

Voici maintenant les termes du décret du 19 novembre 1870, qui complète le précédent :

« Article 1er. *Sera considéré comme ayant pris part à la guerre, tout étranger qui se sera engagé au service militaire ou maritime, ou aura obtenu un grade ou brevet dans l'armée auxiliaire, ou une légion étran-*

gère, ou qui aura rempli une fonction conférée par le gouvernement de la République, soit aux armées, soit dans un service public assimilé au service militaire, ou qui aura accepté ou rempli une mission conférée par l'autorité compétente, pour l'armement et la fabrication des armes ou munitions, ou pour les hôpitaux militaires et les soins aux blessés en dehors du lieu de son domicile, ou pour forcer des blocus ou investissements, ou pour d'autres actes ou faits utiles aux armées françaises, autorisés et convenus avec l'autorité, et constituant une action personnelle et directe, à l'exclusion d'une simple coopération pécuniaire.

» Article 2. *Si l'étranger a déjà été admis à domicile, la naturalisation pourra être prononcée aussitôt après la clôture de l'enquête ordinaire, où il aura été justifié de l'accomplissement des conditions spéciales spécifiées dans l'article* 1er.

» Article 3. *Si l'admission à domicile n'a pas encore été accordée, une seule enquête suffira pour prononcer, simultanément, et par une même décision, l'admission à domicile, et l'admission à la jouissance des droits de citoyen français.*

» Article 4. *Seront considérées comme formées dans le délai de deux mois, imparti par l'article* 3 *du décret du* 26 *octobre* 1870, *les demandes enregistrées soit au ministère de la justice, soit à la préfecture du département où réside l'étranger, et qui auront ainsi acquis* une date certaine.

» Article 5. La dispense de tous frais accordée par l'article 2 du décret s'entend de tous droits de chancellerie et autres perçus au profit de l'Etat, et des droits de sceau, mais non des droits dus à des communes ou à des officiers publics pour la délivrance de pièces justificatives ordinaires. »

251. De ces deux documents législatifs, il résulte :

1° Que l'on doit considérer, comme ayant pris part à la guerre de 1870 contre la Prusse, *tout étranger qui*

aura coopéré à une action utile et concertée avec le gouvernement : peu importe d'ailleurs que ce soit pour un fait militaire actif, ou pour l'armement des troupes, ou pour les soins aux blessés dans les hôpitaux ou ambulances, etc. ; mais il faut qu'il y ait eu une action directe et personnelle, à l'exclusion d'une simple coopération pécuniaire ;

2° *L'étranger doit être soumis à l'enquête exigée par la loi de* 1867 : cette enquête terminée, l'étranger peut être naturalisé, aussitôt après son admission à domicile, sans aucune condition de délai, ni de stage. En outre, il sera dispensé de tous frais ;

3° Les dispositions qui précèdent ne seront applicables qu'aux demandes formées *avant l'expiration des deux mois* qui suivront la cessation de la guerre, c'est-à-dire la signature du traité de paix.

252. Nous n'avons pas, du reste, à nous arrêter sur les motifs qui ont pu dicter ces mesures tout exceptionnelles. Dans la situation où était la France au mois d'octobre 1870, elle devait accueillir, avec reconnaissance, tous les étrangers qui venaient lui apporter le secours de leurs bras : elle a voulu traduire sa reconnaissance par des effets, et elle a offert la nationalité française, comme récompense des services qui lui seraient rendus par ces étrangers.

CHAPITRE III

De l'annexion à la France ou de l'acquisition de la qualité de Français par la réunion à la France d'un territoire étranger (1).

253. Les remaniements de territoire peuvent être une cause, suivant les cas, tantôt d'*acquisition*, tantôt de *perte* de la qualité de Français. Il y a acquisition de la nationalité française, lorsqu'un nouveau territoire est incorporé à la France : c'est l'hypothèse de *l'annexion*. Il y a, au contraire, perte de cette nationalité, lorsqu'une portion de territoire vient à être séparée de la France : c'est l'hypothèse du *démembrement*. Nous n'avons à envisager, dans cette *première étude*, le remaniement territorial que sous le premier point de vue, c'est-à-dire dans l'hypothèse seulement d'une *annexion*.

254. Que le fait même de l'incorporation à la France d'un nouveau territoire emporte une situation nouvelle, un changement de nationalité pour les habitants de ce territoire, c'est là une proposition qu'il suffit d'émettre pour la faire accepter. Le bon sens et les nécessités de la pratique la justifient pleinement. Si l'annexion à la France n'impliquait pas pour les habitants du territoire annexé une naturalisation générale, et l'acquisition collective de la qualité de Français, autant vaudrait dire que jamais la France ne pourrait établir sur le territoire qui lui a été cédé un droit de souveraineté stable, efficace et sérieux. Peut-on comprendre, en effet, qu'une nation gouverne et régisse, quant aux biens et quant aux

(1) Comparez, sur cette partie du sujet, la remarquable Etude, publiée par M. Jules Herbaux, avocat, docteur en droit, l'un de nos meilleurs élèves, plusieurs fois lauréat de la Faculté. Ce travail porte le titre suivant : *De la qualité de Français, acquise ou perdue par suite d'une annexion au territoire ou de son démembrement.*

personnes, un pays qui resterait exclusivement habité par des étrangers? Ne serait-ce pas déclarer lettre-morte les conventions diplomatiques et frapper d'impuissance les accords internationaux?

255. Puisqu'il est incontestable que l'annexion à la France doit faire des habitants de nouveaux citoyens et constituer pour eux un changement de nationalité, il importe de savoir du moins comment cette naturalisation a été réglementée dans la pratique.

Mais, pour bien comprendre ce sujet, il est indispensable de l'éclairer tout d'abord par quelques principes théoriques et quelques considérations rationnelles.

Nous diviserons donc notre chapitre troisième en deux sections :

Section première : Préliminaires et généralités théoriques ;

Section deuxième : Règles suivies dans la pratique.

SECTION I

Préliminaires et généralités théoriques.

256. La naturalisation, résultant d'une annexion, présente ce caractère remarquable et particulier qu'elle opère *ipso facto*, d'une manière *réelle*, *générale* ou *collective* et *forcée*.

Et d'abord, disons-nous, elle opère *ipso facto :* car elle produit effet, soit du jour où la conquête sur le territoire incorporé est devenue définitive, soit du jour fixé par les puissances contractantes, lorsqu'il y a eu une cession volontaire ratifiée par un traité.

Cette naturalisation opère aussi d'une manière *réelle :* ce qui revient à dire que la souveraineté de l'Etat annexant a d'abord frappé le sol, le territoire de la portion annexée. La naturalisation, pour les habitants, n'en est que le contre-coup. S'ils acquièrent en masse la nouvelle nationalité, c'est à cause du lien qui les rat-

tache au sol incorporé. Ce lien, quel doit-il être ? — Le *domicile*. Mais ne conviendrait-il pas d'exiger, en outre, l'*origine*, la naissance sur le territoire annexé? C'est là une question délicate que nous examinerons bientôt.

La naturalisation dont il s'agit est, en outre, *générale et collective*. Elle embrasse indistinctement tout un ensemble de personnes. C'est même là une conséquence directe de son caractère de réalité. En effet, comme le dit excellemment M. Demante (1), elle « ne s'opère pas pour chacun individuellement et *intuitu personæ ;* elle a lieu pour les habitants en masse, comme conséquence de la nationalité du territoire. »

Ajoutons enfin que la naturalisation, opérée par voie d'annexion, est *forcée*. Les individus qu'elle atteint ne l'ont certes pas sollicitée. Trop souvent, hélas! l'on a vu des peuples l'imposer, en dépit de protestations énergiques et répétées !

257. Le principe de la naturalisation, comme suite de toute annexion, a été admis par tous les anciens auteurs. Denizart, d'abord (*Collections de décisions nouvelles, verbo* Naturalisation, n° 16), proclamait, dans les termes suivants, la nécessité de la naturalisation en vertu de la conquête : « Les étrangers dont le pays est conquis *sont de droit réputés naturalisés*, s'ils restent sous la domination du roi, sans qu'ils aient besoin de lettres. Cette espèce de naturalisation ne s'efface même point, si, par des traités particuliers, les pays conquis retournant à l'ancien souverain, les habitants viennent faire leur demeure en France. »

De même Pothier (*Traité des personnes*, 1re partie, titre 2, section 1re) dit formellement : « Lorsqu'une province est *réunie à la couronne*, ses habitants doivent être considérés comme *Français naturels*. Il y a même lieu de penser que les étrangers établis dans ces provinces, et qui y auraient obtenu, suivant les lois qui y sont établies, les droits de citoyens,

(1) Cours de Code civ., t. 1, p. 74.

devraient, après leur réunion, être considérés comme citoyens, ainsi que les habitants originaires de ces provinces, ou du moins comme des étrangers naturalisés en France. »

Nous voyons également M. l'avocat général Joly de Fleury, dans son réquisitoire, lors de l'arrêt rendu par le Parlement le 6 septembre 1707, déclarer : « La conquête opère *ipso facto* la naturalisation des habitants du territoire incorporé. »

258. Nous n'insisterons pas sur les principes admis, en cette matière, avant la promulgation du Code civil. Nous en avons d'ailleurs déjà parlé dans notre esquisse sommaire sur la naturalisation dans l'ancien droit et dans le droit intermédiaire. Nous avons signalé notamment la controverse qui divisait nos anciens auteurs, sur le point de savoir si la naturalisation des habitants d'un pays annexé à la France devait être considérée comme opérée de plein droit, par le fait seul de l'incorporation d'un territoire ; ou si, au contraire, il ne fallait pas, de plus, un acte officiel émanant du pouvoir royal, pour confirmer cette annexion : voyez *suprà*, nos 50 et suivants.

259. De nos jours, la naturalisation par voie d'annexion peut se réaliser de deux manières bien distinctes :

1° Par la conquête ou la cession forcée d'un territoire ;

2° Par la fusion volontaire d'un Etat dans un autre.

Il faudrait bien se garder d'attacher un tel effet à la simple *invasion* d'un pays. Avant de pouvoir réagir sur l'Etat des personnes, il faut que la souveraineté nouvelle soit établie sur le territoire d'une façon stable et définitive. L'occupation accidentelle d'une portion de territoire ne suffit donc pas à produire le changement de nationalité. Mais, à l'inverse, dès que la domination territoriale aura été permanente et définitive, la naturalisation dont elle aura été la source devra, elle aussi, être considérée comme produisant des effets définitifs et permanents. Ainsi, on ne pourrait pas dire, la réunion à

notre territoire venant à cesser, que les habitants, dont elle avait modifié l'état personnel, sont censés n'avoir jamais été investis de la nationalité française. En bouleversant les nationalités acquises par une réaction aussi exagérée et par une rétroactivité aussi peu justifiée, l'on porterait infailliblement la confusion et le trouble dans les familles et dans les Etats (1).

260. De plus, pour que les habitants du territoire annexé éprouvent un changement dans leur nationalité, il faut que la réunion de leur pays à l'Etat annexant soit telle que désormais il y ait entre eux communauté d'état politique et d'existence nationale. En d'autres termes, l'*allégeance commune*, c'est-à-dire la soumission de deux Etats au gouvernement d'un même souverain, n'a pas pour effet d'entraîner une nationalité identique, si l'un et l'autre de ces Etats conservent d'ailleurs, au point de vue des relations extérieures, leur indépendance et leur autonomie. Telle est, par exemple, la situation faite, de nos jours, à la Suède et à la Norwège. (Comp. Laurence, *Commentaire sur les éléments de droit international de Wheaton*, t. III, p. 187, édition de 1873.)

261. Il est, du reste, reconnu, d'après les principes du droit des gens actuel, que, d'une part, la diversité de races et de langues n'empêche pas l'unité d'une nation : d'autre part, l'unité de race, de langue et de religion ne s'oppose pas au groupement des individus en nations séparées.

Nous disons d'abord que la diversité des races et des langues n'empêche pas l'unité d'une nation. Nous pouvons citer, à titre d'exemples, l'Alsace et la Lorraine, ces provinces si dévouées à la France malgré la dis-

(1) Ce principe, si conforme aux nécessités sociales les mieux constatées, n'a pourtant pas toujours été suivi dans la pratique. Nous le verrons notamment méconnu lorsque prochainement nous étudierons les traités de 1814 et de 1815. L'on a, alors, attribué aux restitutions de territoires des effets rétroactifs. Voyez *infrà* notre *seconde étude*.

semblance des origines, de la langue et des mœurs. Les difficultés que leur assimilation à l'Allemagne, à la suite de la guerre désastreuse de 1870-71, soulève encore chaque jour, en témoignent éloquemment.

Nous avons ajouté que, malgré l'unité de race, de langue et de religion, malgré même l'unité des frontières naturelles, des peuples peuvent appartenir logiquement à des nationalités différentes. Il suffit d'indiquer l'Espagne et le Portugal, dont la séparation en deux Etats différents s'est maintenue à travers les siècles, sans que l'unité géographique puisse jamais être complétée par la fusion des deux Etats.

Ce principe une fois posé, nous en tirerons cette conséquence qu'il n'est pas nécessaire de rencontrer au sein de deux peuples identité de race, de langue ou de sentiments religieux pour que rationnellement on puisse leur faire partager une même patrie.

Mais alors, dira-t-on, ce sera exercer, dans la plupart des cas, une véritable tyrannie; ce sera méconnaître le plus souvent les aspirations, les préférences énergiquement manifestées de deux peuples.

Certes, l'objection serait sérieuse et pressante, si nous ne nous empressions d'apporter immédiatement un tempérament à la règle que nous venons de poser. C'est qu'en effet, à notre sens, une annexion doit poursuivre, comme but, moins la satisfaction des goûts ambitieux et conquérants du peuple qui va s'agrandir, que celle des intérêts moraux ou matériels du peuple qui va être annexé. Mais ces intérêts, quels seront-ils donc au juste? C'est ce que nul ne peut dire *à priori*. Ils sont, en effet, essentiellement contingents et relatifs, variables d'un pays à un autre, susceptibles enfin de se diversifier à l'infini. Aussi, pour les connaître, un seul moyen est pratiquement possible : c'est celui qui consiste à consulter directement, avant toute annexion consommée, les populations mêmes dont il s'agit de modifier l'Etat. Ce n'est là, d'ailleurs, que l'extension, aux rapports inter-

nationaux, d'un principe que depuis assez longtemps déjà la politique a préconisé, pour se mettre d'accord avec les progrès toujours croissants de la civilisation : à savoir le principe du respect dû à la volonté populaire librement exprimée, ou principe de la souveraineté du peuple. Cette doctrine éminemment libérale, que, pour notre part, nous enseignons avec une conviction profonde, s'impose de plus en plus à l'attention des publicistes et a déjà rencontré, en grand nombre, de précieuses adhésions. Il serait à désirer que, dans la pratique, elle inspirât davantage les hommes d'Etat et présidât à tous les remaniements territoriaux.

Jusqu'ici, elle n'a, en effet, été officiellement consacrée que dans deux circonstances. D'abord, en 1860, la France n'accepta la cession de la Savoie et de Nice qu'après le vote affirmatif des populations intéressées (1). Ensuite, en 1866, après la guerre entre l'Autriche et l'Italie, celle-ci ne s'annexa Venise qu'avec l'assentiment unanime des Vénitiens : Comp. *Revue de droit international et de législation comparée*, t. III, année 1871, p. 464-496 et 531-539, articles de MM. Guido Padeletti, de Montluc, et Rolin-Jaequemyns. — *Bulletin de la société de législation comparée*, 1870, n° 2, p. 73 et suiv., et 1875, n° 1, p. 19 : articles de MM. Jozon et Griolet. — Comp. également M. J. Herbaux, *op. cit.*, p. 158-166.

262. Quelque rationnelle que puisse paraître la doctrine ci-dessus développée, nous devons pourtant signaler quelques-unes des critiques qu'elle a provoquées. Notamment, M. René Selosse, dans le remarquable traité (2) que nous avons déjà cité, adresse à cette opi-

(1) La France, au milieu de sa gloire et de sa puissance, avait ainsi donné un exemple généreux. Au jour de ses revers, elle en attendit vainement la réciprocité. Après la guerre de 1870-1871, l'Allemagne lui arrachait, en effet, chacun le sait, l'Alsace et la Lorraine en dépit de la volonté contraire et des protestations de ces deux vaillantes provinces.

(2) *Op. cit.*, pages 92 à 98.

nion le triple reproche d'avoir pour base une pure hypothèse, d'être trompeuse quand on la met en pratique, enfin d'aboutir à des conséquences désastreuses. Nous ne pouvons, pour notre part, adhérer à aucune de ces trois objections.

1° Pure hypothèse à la base! dit-on. Et pourquoi donc? Parce que le fondement de notre doctrine serait, en effet, celui-ci : La nation est un assemblage de familles et d'individus qui se sont réunis sur un même territoire, après avoir mis leurs intérêts en commun. Or, puisqu'un *contrat* les unit, un contrat peut parfaitement les désunir. — Mais nous n'avons jamais entendu formuler ainsi notre pensée. Jamais nous n'avons dit qu'un contrat social *exprès* fût intervenu lors de la formation de chaque nation. Seulement, ce qui nous semble indéniable, c'est que le fait, pour un groupe d'individus, d'avoir, pendant un temps plus ou moins long, fondu son existence dans tel corps de nation, révèle suffisamment un accord *tacite* entre ce groupe et cette nation. Mais s'il arrive un jour que les parties, par un commun accord, en sens inverse, déclarent ne plus vouloir rester unies, alors la société doit se dissoudre! Ainsi le veut le sentiment vrai de la liberté!

2° Doctrine trompeuse, ajoute-t-on! En effet, quand le gouvernement annexant consulte les peuples nouveaux, la pression administrative a déjà fait son œuvre. Le fait accompli domine les esprits. — Mais qui ne voit qu'une telle objection ne prouve rien, parce qu'elle prouve trop! Elle ne tend à rien moins qu'à battre en brèche le principe même du suffrage universel. Et pourtant ce principe s'implante de plus en plus chez les nations civilisées. Ayons donc, sur la moralité des scrutins, de plus rassurantes pensées. Il faut avoir confiance dans les manifestations populaires, surtout lorsqu'elles sont inspirées et éclairées par le patriotisme.

3° Enfin, dit-on encore, les conséquences seraient désastreuses : car on en arrive nécessairement alors à

permettre à une province d'abandonner, à son moment et à son heure, la mère patrie, sans que celle-ci puisse s'opposer à la scission. — Dieu nous garde d'émettre jamais un tel avis. Non, une province ne peut point, quand bon lui semble, abandonner le reste de la nation, et briser ainsi l'unité du territoire. Quand un groupe d'individus est resté uni à un peuple, quand il a consenti à en prendre les idées et les mœurs, participant ainsi aux avantages d'une civilisation déterminée, l'équité la plus élémentaire exige qu'il ne puisse pas, par sa seule volonté, dissoudre l'association. Si le concours de deux volontés expresses ou tacites, a été nécessaire pour constituer l'annexion, il est également indispensable pour constituer le démembrement. Sinon, ce ne serait partout, parmi les peuples, que ruines ou conflits.

Au surplus, quel système préférable pourrait-on bien préconiser? Ce n'est point, à coup sûr, celui qui s'inspirerait de cette maxime : « La force prime le droit! » Non, répond-on : le seul système admissible est celui-ci : « Une nation n'a jamais le droit de se démembrer. Un peuple forme un tout inviolable et indivisible, non seulement pour les autres nations, mais encore pour lui-même. Il forme un tout indivisible; car ce qui constitue une nation, ce ne sont pas seulement la réunion de certains territoires et l'assemblage d'un certain nombre d'individus, mais encore l'*idée commune à ces derniers qu'ils défendent des intérêts communs, et qu'ils tendent vers le même but*. Aussi longtemps que cette idée existe chez les individus, elle est supérieure à tout démembrement qui peut s'opérer dans le territoire; elle conserve à la nation son intégrité morale, alors même que son intégrité matérielle n'existerait plus, car elle lui donne un certain caractère abstrait et immatériel, qui fait que sa personnalité s'étend à tout son territoire, et se retrouve tout entière dans chaque parcelle de terrain, qui en serait détachée (1). »

(1) *Sic* M. Selosse, *Traité de l'annexion*, p. 92.

Voilà bien ce que l'on peut appeler l'idéal de l'abstraction! Existence d'*intérêts communs :* tel est le criterium qui doit seul présider à la formation des peuples. Nous n'avons jamais d'ailleurs professé une autre opinion. Mais cette communauté d'intérêts, par qui sera-t-elle attestée et déclarée? La doctrine qu'on nous oppose ne le dit pas; car, ce serait sortir de l'idéal et de l'abstrait. Dès lors, toutes les suppositions sont possibles. Les uns s'en référeront à la volonté des gouvernants, ce qui sera la consécration de l'arbitraire. Les autres opteront peut-être pour le sentiment exprimé par les philosophes et les publicistes, ce qui sera le triomphe de l'indécision et de la controverse. Notre système à nous est, au contraire, des plus simples. Nous disons : il faut une *communauté d'intérêts* attestée et proclamée par les *intéressés* eux-mêmes. C'est la seule conciliation possible entre la liberté individuelle et les nécessités pratiques.

263. Dès lors, pour qu'une annexion soit légitime, il faut le consentement préalable des populations, qui devront changer de nationalité. Mais, est-ce à dire pour cela, que l'accomplissement de cette condition soit seul nécessaire et suffisant. Evidemment non. En effet, en supposant qu'une annexion ait été acceptée par la majorité de ceux qu'elle doit frapper, il faut bien sauvegarder aussi les droits de la minorité dissidente, sous peine de porter la plus grave atteinte à la liberté individuelle. C'est précisément dans ce but que, dans le droit des gens actuel, l'on reconnaît aux personnes, comprises dans un remaniement de territoire, la faculté de conserver *individuellement* leur ancienne nationalité en remplissant les conditions plus ou moins sévères, suivant les cas, de ce qu'on est convenu d'appeler le *droit d'option.*

264. Déjà d'ailleurs, dans l'ancien droit, Pothier avait posé ce principe, que les habitants d'un pays démembré de la France « peuvent conserver la qualité et les droits de citoyens, en venant s'établir dans une autre province

de la domination française; car, comme ils ne perdraient la qualité de citoyens qui leur était acquise en continuant de demeurer dans la province démembrée, ou rendue par les traités de paix, que parce qu'ils seraient passés sous une domination étrangère, et qu'ils reconnaîtraient un autre souverain, il s'ensuit que, s'ils restent toujours sous la même domination, s'ils reconnaissent le même souverain, ils continuent d'être citoyens et demeurent dans la possession de tous les droits attachés à cette qualité (1). » Mais, comme on le voit par ce passage, si le droit d'option existait alors, ce n'était que sous la forme d'émigration. Il résultait, pour les habitants de la portion démembrée, du fait de quitter ce pays pour aller s'établir sur la portion du territoire conservée à leur ancienne patrie.

Ce droit se maintint, sous cette forme, durant la période du droit intermédiaire ou révolutionnaire. C'est ce qui résulte notamment du traité de Campo-Formio (17 octobre 1797), et du traité consacrant la réunion de Genève à la France (26 avril 1798).

Toutefois, sous l'Empire, les mêmes errements ne furent plus suivis, et l'on voit alors le gouvernement appliquer un régime extrêmement rigoureux. Napoléon est avant tout un conquérant, avide d'augmenter partout sa puissance. Toujours il lui faut des hommes et des territoires. Dans de telles conditions, laisser aux habitants des pays annexés le droit d'opter pour leur ancienne nationalité, c'eût été diminuer le nombre des instruments qu'il recherchait pour exhausser sans cesse l'édifice de sa puissance. Aussi, sous Napoléon, trouve-t-on à peine un traité dans lequel il soit question du droit d'option : nous pouvons seulement citer le traité conclu à Vienne avec l'Empereur d'Autriche le 14 octobre 1809. Il y a plus : on rencontre même certains décrets, enlevant expressément aux habitants des pays annexés le droit de se soustraire, par l'émigration, à la nouvelle nationalité. (Voyez notam-

(1) *Traité des personnes*, 1re partie, tit. 2, sect. 1.

ment le décret du 18 septembre 1807, concernant les habitants des départements situés au delà des Alpes.)

Quant aux traités de 1814, nous verrons, quand nous étudierons le démembrement du territoire, que les traités eux-mêmes ne consacraient qu'un droit d'émigration impuissant à faire recouvrer la nationalité. Mais la réintégration des habitants du territoire séparé, dans la qualité de Français, fut facilitée par une loi spéciale : la loi du 14 octobre 1814, que nous rencontrerons ultérieurement, dans notre seconde étude.

265. De nos jours, afin de ne laisser planer aucune incertitude sur la nationalité des habitants des territoires annexés, on exige que leur option soit, dans un délai limité, expressément déclarée devant une autorité publique. Nous verrons dans un instant, que c'est seulement dans le traité du 24 mars 1860, relatif à l'annexion de la Savoie et de Nice à la France, que l'on trouve, pour la première fois, cette forme nouvelle imposée par un texte, pour la validité du droit d'option.

266. Mais, avant de passer ainsi aux règles suivies dans la pratique, il nous reste, pour terminer ces préliminaires et généralités, à résoudre l'une des questions les plus importantes de ce sujet.

C'est celle de savoir quelles sont, au juste, les personnes que doit, en théorie pure, atteindre et embrasser la *naturalisation* collective résultant d'une *annexion*. Il va sans dire que la question se poserait de même pour le cas du *démembrement*. Il y aurait lieu alors de se demander pour quelles personnes la cession de territoire entraîne *perte de nationalité*.

267. Nous écarterons d'abord une première hypothèse où la solution est facile : nous voulons parler du cas très rare où un Etat est *entièrement* absorbé par un autre Etat. Alors, tous les citoyens, sans exception, de l'Etat annexé, doivent devenir, par voie d'incorporation, membres de l'Etat qui profite de l'annexion. Ils ne sauraient, en effet, continuer à être membres d'une nation

qui, politiquement, n'a plus d'existence légale. La nécessité même des choses exige donc que ces citoyens se rattachent à l'Etat auteur de l'annexion, sous peine d'être dépouillés de toute espèce de nationalité. Peu importent, dès lors, l'origine ou le domicile réel de ces personnes : qu'elles appartiennent à l'Etat supprimé, par leur naissance ou par l'effet d'une naturalisation, qu'elles habitent dans les pays annexés ou sur le territoire d'un troisième Etat, le résultat sera toujours le même; car l'Etat qui a absorbé celui dont elles faisaient partie succède en tout et pour le tout à ses droits. Les seules personnes habitant le pays annexé qui ne soient pas atteintes par sa suppression, ce sont les simples résidents, c'est-à-dire les étrangers appartenant à une nation tierce et non naturalisés : l'annexion de l'Etat, sur le sol duquel ils se trouvent, est sans influence sur leur condition; ils resteront, sous la souveraineté nouvelle, ce qu'ils étaient sous l'ancienne, c'est-à-dire des étrangers (1).

Ces principes ont été d'une application fréquente sous la première République et le premier Empire, où de telles réunions totales n'ont pas été rares : c'est ainsi qu'ils ont été consacrés par les traités de réunion de la République de Mulhouse (11 ventôse an VI) et de la République de Genève (28 floréal an VI). La Cour de cassation les a également appliqués à propos de l'annexion à la France des Etats romains prononcée par décret du 17 mai 1809 : la Cour de cassation a déclaré que les Romains, même domiciliés hors des Etats pontificaux, étaient alors devenus Français (arrêt du 12 juin 1874, D. P. 75-1-333).

268. Mais la difficulté devient, au contraire, très grande lorsqu'un Etat, sans être entièrement détruit,

(1) A ce propos, faisons observer que, même dans le cas où l'annexion ne porte que sur une portion du territoire d'un Etat, il faut encore exclure des effets de l'annexion ceux qui étaient, pour cet Etat, des étrangers, et n'en étaient pas les sujets. Pour qu'un pays puisse céder à un autre sa souveraineté sur des personnes, il faut évidemment que ces personnes, au moment de l'annexion, soient soumises à cette souveraineté : *Nemo dat quod non habet*.

cède soit volontairement, soit sous l'empire de la force, une portion seulement de son territoire à un autre gouvernement. Quelles sont, au juste, les personnes qui vont subir le contre-coup de cette cession et être atteintes par le changement de nationalité? Quatre systèmes sont en présence :

1° On peut s'attacher *exclusivement* au *domicile* et décider que tout citoyen, par cela seul qu'il sera établi sur le territoire annexé, changera de nationalité;

2° On peut se placer aussi *exclusivement* au point de vue de l'*origine* ou de la naissance, et décider que toutes les personnes originaires du territoire annexé deviendront Françaises et seront naturalisées telles par l'annexion;

3° On peut s'attacher *alternativemcnt au domicile et à l'origine*, en décidant que la nationalité de l'Etat annexant s'étendra à ceux qui seront soit domiciliés, soit même seulement nés sur le territoire annexé;

4° Enfin, l'on peut s'attacher *cumulativement* à l'*origine*, c'est-à-dire à la naissance ou à la naturalisation antérieures à l'annexion, *et* au fait du *domicile* actuel au moment de l'annexion. L'on décidera alors que tout citoyen, qui sera *à la fois originaire* des pays annexés *et* juridiquement *domicilié* sur le territoire de ce pays, changera de nationalité.

Examinons la valeur de chacun de ces systèmes.

269. La *première opinion* soutient que c'est au DOMICILE *seulement qu'il faut s'attacher*. Elle est en grande faveur auprès des jurisconsultes français : elle est enseignée notamment par M. Demolombe, (*Cours de droit civil*, t. I, n^os^ 157 et suiv.) (1).

Quatre arguments principaux peuvent être invoqués à l'appui de ce système :

1° Les citoyens d'un pays, dit-on, ne perdent pas leur nationalité directement : ils ne la perdent que par

(1) Comparez également M. Selosse, *op. cit.*, p. 282; — MM. Aubry et Rau, t. I, § 72; — Marcadé, t. I, n° 123; — Demante, t. I, n° 24 *bis*.

voie de conséquence, à savoir par l'effet indirect du démembrement qui soumet à une souveraineté étrangère la portion de territoire à laquelle ils étaient attachés : *c'est donc une question toute territoriale*. De là même, une conséquence inévitable; c'est que le changement de nationalité porte sur toutes les personnes qui sont fixées par leur domicile dans les provinces cédées, sans distinction de naissance : peu importe qu'elles soient originaires de ces provinces ou des autres parties de l'Etat démembré; mais, en revanche, il ne porte que sur celles-là, de sorte qu'il ne s'étendrait pas aux personnes originaires des provinces cédées qui demeureraient dans les provinces conservées par l'Etat démembré. En un mot, ce seraient tous les habitants, mais ce ne seraient que *les* habitants qui changeraient de nationalité.

2° D'ailleurs, ajoute-t-on, quel but poursuit-on en imposant en cette matière un changement de nationalité? On veut ainsi écarter un danger : *on veut que le sol annexé ne soit pas couvert entièrement de nationaux du pays démembré*, c'est-à-dire d'étrangers dont la résistance pourrait être d'autant plus facile que leur état serait régi par des lois autres que celles du pays annexant. Qu'est-ce à dire, si ce n'est que le danger redouté n'est à craindre que de la part des *habitants*, et que par suite eux seuls doivent être nationalisés?

3° Au surplus, avec ce système, on répondra le plus souvent aux vœux des individus mêmes que comprend l'annexion. En effet, si des personnes peuvent désirer suivre le sort d'un territoire, n'est-ce pas précisément surtout le sort du territoire qu'elles habitent, du territoire où se trouvent établis leur famille et leurs intérêts.

4° Enfin, on invoque les *précédents* : Pothier, dit-on, présente les annexions ou les démembrements comme rendant Français ou étrangers tous les *habitants* des provinces qui changent de maître : tous les *habitants*, sans distinguer s'ils sont, ou non, originaires de ces provinces : « Il est certain, dit Pothier, que, lorsqu'une

province est réunie à la couronne, *ses habitants* doivent être regardés comme Français naturels.... » (*Traité des personnes*, partie 1re, tit. 2, section 1re, nº 43, édition Bugnet, t. IX, p. 17.)

270. Le *second système*, diamétralement opposé au premier, soutient, au contraire, que c'est au lieu de la naissance, à *l'origine*, que l'on doit s'attacher pour déterminer les personnes dont la nationalité sera changée par l'annexion ou le démembrement. Dès lors, les citoyens de l'Etat démembré, qui seraient simplement domiciliés dans les provinces cédées, ne devraient pas souffrir du changement d'Etat, soit qu'ils fussent originaires des parties conservées par l'Etat démembré, soit qu'ils fussent des étrangers naturalisés. Trois considérations principales militent, dit-on, en faveur de ce système, suivant lequel le changement de nationalité doit atteindre exclusivement et seulement les *originaires* du territoire cédé, c'est-à-dire ceux qui s'y rattachent par le lien de la naissance :

1º Et d'abord, il n'est pas vrai que l'opinion précédente ait été admise sous l'empire de notre ancienne jurisprudence française. En effet, nous démontrerons bientôt (*infrà*, nº 272), en donnant le passage entier de Pothier, que ce jurisconsulte éminent se préoccupait, non seulement du domicile actuel des citoyens, mais encore de l'élément d'*origine*, c'est-à-dire de la naissance ou de la naturalisation ;

2º D'ailleurs, fût-il vrai que la tradition historique fût en faveur du système qui prend le domicile pour *criterium*, elle n'aurait plus aujourd'hui aucune importance réelle en cette matière ; en effet, les idées modernes, sur ce point, sont complètement différentes de celles qui avaient cours avant la Révolution. Le système ancien pouvait convenir à un temps où régnait le principe que les personnes étaient attachées au sol, dépendaient du sol, et que la souveraineté sur la terre emportait la souveraineté sur les hommes. Mais, dans les temps modernes, une idée tout opposée a prévalu, l'idée de la nationalité envisagée dans les populations elles-mêmes.

De nos jours, les remaniements de frontières sont demandés ou exigés, en Europe du moins, au nom du principe des nationalités. Quelquefois, c'est une raison valable; d'autres fois, ce n'est qu'un prétexte menteur. Mais, quoi qu'il en soit, le principe en lui-même est indéniable, et aujourd'hui les modifications territoriales sont présentées comme ayant en vue moins l'intérêt du territoire que celui des personnes. Dès lors, la solution pour notre question se dégage d'elle-même, et elle a été parfaitement résumée par la Cour de cassation belge, dans ce considérant d'un arrêt du 3 janvier 1822 : « C'est la naissance, et non le domicile, qui fait qu'un individu appartient à une nation plutôt qu'à une autre. »

Contre une telle solution, on objecte qu'il est déplorable de considérer comme étrangères, par rapport à l'Etat démembré, les personnes originaires des provinces cédées, qui sont allées s'établir, depuis longtemps peut-être, dans les provinces conservées, qui s'y sont mariées, qui y occupent même des fonctions publiques! ce serait tout bouleverser! dit-on.

A cette objection, l'on répond qu'elle n'est point concluante : car on peut la retourner et dire : ne serait-il pas encore plus déplorable de considérer comme étrangers, par rapport à l'Etat démembré, les personnes originaires de l'intérieur de cet Etat ou les étrangers naturalisés, par cela seul qu'ils seraient allés s'installer, un peu avant l'annexion, dans les provinces cédées, soit pour leurs affaires privées, soit même pour remplir des fonctions publiques conférées par l'Etat démembré? D'une manière ou de l'autre, il y aura des carrières brisées, des intérêts et des sentiments froissés; mais c'est là une suite inévitable des déchirements politiques. Nous sommes bien obligés de subir ces inconvénients, et ne pouvant nous y soustraire, nous devons nous décider seulement d'après les principes. Or, la vérité des principes, c'est que le changement de nationalité doit résulter de la *naissance*, et non du *domicile ;*

3° Enfin, ajoute-t-on, les nécessités pratiques appuient, elles aussi, cette solution. En effet, les partisans de la doctrine précédente sont forcés de ne pas l'appliquer au cas d'une simple *résidence*. Or, quoi de plus délicat précisément que de dire quand il y aura une simple résidence, et quand il y aura un véritable domicile. Au contraire, l'origine se détermine aisément. Les registres de l'état civil ne donnent-ils pas un moyen rapide et facile de constatation?

271. Les arguments mis en avant par la doctrine que nous venons d'exposer, sont assurément sérieux, et, comme la précédente, celle-ci jouit aussi d'un grand crédit parmi les jurisconsultes (1). Mais il s'est trouvé des auteurs qui, tout en tenant compte de ces considérations, ont cru qu'elles ne devaient pas cependant faire repousser celles alléguées à l'appui du premier système. En effet, dit-on, d'un côté comme de l'autre, il y a incontestablement une certaine part de vérité. Aussi, plusieurs jurisconsultes, en présence de cette perplexité, ont-ils émis un *troisième système*, suivant lequel l'on devrait s'attacher *alternativement* à l'origine et au domicile dans les provinces cédées. Ainsi, en cas d'une annexion à la France, seraient naturalisés tous ceux qui seraient *nés ou* même qui seraient simplement *domiciliés* dans la portion de territoire incorporée.

Nous verrons dans un instant que le traité du 24 mars 1860 n'a été qu'une application pure et simple de ce système.

Est-ce là un système heureux? Est-il bien rationnel? Nous ne le pensons pas. Il nous paraît, au contraire, renfermer un excès, un véritable abus. Et d'abord, il tend à nationaliser de simples *domiciliés*. C'est donc faire prédominer ici le caractère territorial, ce qui, nous le savons, est contraire aux idées modernes. Aujourd'hui, n'est-ce pas la naissance qui est le principe primordial dans l'attribution de la nationalité? — Ensuite, il con-

(1) Comp. M. Laurent, *Principes de droit civil*, t. I, nos 354 et 359.

fère la nationalité de l'Etat annexant à des individus nés sur le territoire cédé, alors même qu'ils n'y avaient pas leur domicile. Mais de cette façon l'on va se trouver en face d'individus qui suivront le sort d'un territoire qu'ils avaient quitté d'une façon définitive, et auquel ne les rattachait plus peut-être aucun lien d'intérêt ou de famille! Si cette conséquence est logique, du moins n'est-elle pas étrange? — Ces objections mêmes doivent nous guider dans le choix de la solution qu'il faut adopter.

272. Nous nous rallions, pour notre part, à un *quatrième système*, dont la tendance est absolument contraire à celle du précédent. Nous pensons qu'il faut tenir compte à la fois et *cumulativement* de l'origine et du domicile. Ainsi se trouvent, à notre sens, naturalisés ceux-là, et ceux-là seuls, qui sont nés sur le territoire annexé, et qui, *en outre*, avaient, lors de l'annexion, leur domicile sur ce territoire.

Après ce que nous avons déjà dit, il n'est pas besoin, pensons-nous, de longs développements pour justifier cette doctrine.

Et d'abord, il suffit de lire en entier le passage, que nous avons déjà annoncé, de Pothier, pour voir que cette solution peut seule se recommander de l'autorité de l'éminent jurisconsulte. Voici, en effet, comment il s'exprime : « Il est certain que lorsqu'une province est » réunie à la couronne, ses *habitants* doivent être » regardés comme Français naturels, soit *qu'ils y soient* » *nés avant ou après la réunion*. Il y a même lieu de » penser que les étrangers, qui seraient établis dans ces » provinces, et y auraient obtenu, suivant les lois qui y » sont établies, les droits de citoyen, devraient, après la » réunion, être considérés comme citoyens, *ainsi que les* » *habitants originaires* de ces provinces, ou du moins » comme des étrangers naturalisés en France (1). »

(1) Pothier, *Traité des personnes*, partie 1re, tit. 2, sect. 1, nº 43, édition Bugnet, t. IX, p. 17.

En outre, ce système est conforme au droit commun en matière d'attribution de nationalité. Aujourd'hui, le fait d'habiter un pays ne suffit pas pour que l'on en devienne sujet. Admettre même, sur le point spécial qui nous occupe, une idée contraire, ce serait remonter plus de cinq siècles en arrière et revenir aux principes de la féodalité.

Ajoutons, enfin, que la doctrine, par nous adoptée, est la seule, à notre avis, qui atteigne le but que doit rechercher l'Etat annexant, sans pour cela le dépasser. Elle l'atteint : car ce que l'on veut, c'est que le sol incorporé ne soit pas entièrement habité par des étrangers ; or, précisément, la plupart des habitants se trouveront frappés par le changement de nationalité. Elle ne le dépasse pas : car elle laisse, en dehors des effets de l'annexion, ceux qui, nés sur le territoire cédé, s'en sont éloignés avant la conquête ou la cession, et qui, partant, ne peuvent plus y devenir menaçants ou dangereux (1).

(1) Dans son *Traité de l'annexion au territoire français*, p. 298 et suivantes, M. Selosse n'a pas abordé la réfutation de ce dernier système. Les raisons qu'il développe pour exiger la condition du *domicile*, sont exactes : mais elles ne prouvent pas, du moins, que la condition de l'origine doive être rejetée. Nous persistons donc à exiger le cumul des deux conditions. — Nous ne mentionnons pas, d'autre part, comme un système distinct, l'opinion émise par M. Paul Cauwès, en note des décisions suivantes : — Paris, 24 juillet 1874; tribunal civil d'Annecy, 9 juillet 1874; Chambéry, 4 mai 1875 (Dev. 1875-2-225). D'après M. Cauwès, *les deux systèmes de l'origine et du domicile seraient l'un et l'autre applicables, mais dans des cas différents.* Il faut, dit-il, tenir compte de la constitution politique de la nation dont le territoire est démembré. Les provinces sont-elles détachées d'un pays *dont l'unité politique est constituée*, dont toutes les subdivisions territoriales se fondent en un même ensemble indivisible? Alors se trouveront dénationalisés ceux qui étaient domiciliés dans la partie cédée. Au contraire, le démembrement a-t-il atteint un *Etat fractionné en un certain nombre de provinces, ayant leur autonomie et des statuts distincts?* Dans ce cas, perdront leur nationalité, pour en acquérir une nouvelle, ceux qui sont originaires du territoire séparé. (Sir. 1875-2-225.) — M. Herbaux, *op. cit.*, p. 171 et 172, repousse avec raison cette manière de voir. En effet, dit-il, « pour le cas particulier où la cession porterait sur une province qui, faisant partie d'une confédération d'Etats, avait une existence nationale indépendante, on peut opposer le

SECTION II

Règles suivies dans la pratique.

273. Pratiquement, l'annexion d'un territoire peut se réaliser de deux manières : par la conquête ou par la cession volontaire. Nous allons examiner successivement ces deux modes d'annexion en ce qui concerne la France. Nous verrons ainsi dans quelle mesure ont été observées les règles théoriques et rationnelles que nous venons de poser à propos de cette manière d'acquérir la qualité de français.

Nous diviserons donc la présente section en deux paragraphes : — § I. *De l'annexion à la France par voie de conquête ;* — § II. *De l'annexion à la France par voie de cession volontaire et de traité amiable.*

§ I.

De l'annexion à la France par voie de conquête.

274. En thèse générale, l'annexion résultant d'une conquête doit produire des effets identiques à ceux de l'annexion résultant d'une cession volontaire. D'un côté comme de l'autre, en effet, il y a acquisition sur un nouveau territoire d'une souveraineté pleine et entière.

dilemme suivant. Ou bien, la province n'a été que *partiellement détachée* de la confédération : alors comme la portion séparée faisait partie sans doute d'une province autonome, mais ne l'était pas elle-même, on se trouve dans une hypothèse identique à celle d'un territoire, enlevé à un Etat dont l'unité politique était constituée, et pour être logique il faudrait également ici s'en référer au domicile. Ou bien la province a *été toute entière détachée* de la confédération et intégralement annexée : alors on retombe nécessairement dans la règle qui régit l'incorporation de tout un pays, et dans ce cas, la dénationalisation ne doit pas frapper seulement les originaires du pays absorbé, mais tous ceux qui en sont les nationaux et les sujets, quand même ils n'y seraient pas nés. » Ces réflexions sont fort justes, et dès lors le système de M. Cauwès ne nous paraît constituer aucune théorie acceptable et vraiment nouvelle.

275. Cependant, il faut bien reconnaître que, si tel est le principe, il est de nature à recevoir dans la pratique plus d'un tempérament. En effet, la conquête opère une incorporation contrainte et forcée. Elle s'accomplit sans tenir aucun compte ni de la volonté de l'Etat démembré, ni de la volonté des populations mêmes qui habitent la portion annexée. Dès lors, si l'unification entre le territoire conquérant et le territoire conquis était toujours absolue et complète, il pourrait se faire, plus d'une fois, que toute règle d'humanité et de justice se trouvât manifestement violée. Ainsi, par exemple, lorsque le conquérant se trouve en présence d'une population aux mœurs et aux coutumes essentiellement contraires aux siennes, en face d'individus ayant une religion propre, professant un culte particulier, il est évident qu'il ne peut point changer, du jour au lendemain, la face de ce territoire et la rendre brusquement semblable à son image. Une telle prétention soulèverait la conscience de tous. Elle échouerait, d'ailleurs, infailliblement devant des impossibilités pratiques et matérielles chaque jour renaissantes.

Dans une telle hypothèse, il faut bien que le régime, imposé aux nouveaux citoyens, diffère de celui imposé à la suite d'une cession volontaire. Et assurément, cette observation n'est point purement théorique : elle a trouvé spécialement son application pour l'annexion à la France de nos plus importantes possessions coloniales, l'Inde et l'Algérie.

276. Les indigènes de ces colonies sont, en effet, loin d'avoir été complètement assimilés, par la conquête, aux sujets de la métropole. Leur civilisation était arriérée; leurs croyances religieuses, poussées jusqu'au fanatisme, avaient donné à leurs lois un caractère particulier qu'il eût été dangereux de vouloir tout d'un coup effacer ou modifier.

On comprend, par suite, que la France conquérante, après comme avant la sujétion des Indiens et des Algé-

riens, leur ait conservé intact leur statut personnel. Ce principe se trouve contenu, en ce qui concerne les Indiens, dans le règlement du 22 février 1777, et en ce qui concerne les Algériens, dans la capitulation du 5 juillet 1830.

De son côté, la jurisprudence française s'est toujours montrée soucieuse gardienne de cette garantie tutélaire. Ainsi, le 25 novembre 1861 (Sir. 65-1-378), la Cour d'Alger décidait que le testament sous signature privée d'un Algérien Israélite, était valable, bien qu'il ne fût pas écrit en entier de la main du testateur : cela était, en effet, conforme à la loi mosaïque. Mais si la jurisprudence devait appliquer la règle dont il s'agit, elle ne devait pas non plus perdre de vue son but et sa portée. En effet, il est certain qu'un tel régime avait été institué, au moins autant dans l'intérêt des indigènes de nos colonies que dans l'intérêt français. Dès lors, les Indiens et les Algériens devaient être laissés libres de renoncer à leur droit spécial pour être régis par celui de la métropole. Telle est précisément la sage doctrine qui, à plusieurs reprises, prévalut devant la Cour suprême. (Cass. 16 juin 1852, Sir. 1852-1-417. — Cass. 15 avril 1862, Sir. 1862-1-577.)

277. La situation particulière que la conquête avait faite aux indigènes de l'Inde et de l'Algérie avait provoqué une question. On s'était demandé s'il fallait les regarder comme devenus sujets français depuis le jour où la puissance française s'était établie dans leur pays. La question ne manquait pas d'intérêt. Par exemple, l'on vit, un jour, un Israélite Algérien solliciter son inscription au tableau des avocats d'Alger. Le conseil de l'ordre refusa d'accueillir sa demande, prétextant qu'il n'était pas Français. Le débat fut porté devant la Cour de cassation qui n'admit pas une telle interprétation. Elle proclama, au contraire, que les Algériens avaient, de plein droit, par l'effet de la conquête, acquis la qualité de Français. (Cass. du 15 février 1864, Sir. 1864-1-113.)

278. Mais, s'il est vrai, comme l'a décidé la jurisprudence, que l'Algérien dût être regardé comme sujet français, ce que nous avons dit précédemment suffit pour faire comprendre quelle différence profonde le séparait du Français ordinaire. C'est qu'il continuait à être régi par son statut personnel. Ajoutons, qu'en outre, l'Algérien n'était pas citoyen et ne jouissait pas des droits politiques. S'il voulait compléter son assimilation avec les Français de la métropole, il devait avoir recours à la naturalisation ; celle-ci fut même, en sa faveur, singulièrement facilitée. Ainsi, il n'avait besoin de justifier d'*aucun stage de résidence ;* il lui suffisait, à l'âge de vingt et un ans accomplis, de faire sa déclaration devant le maire qui procédait à une enquête dont le résultat était transmis à la chancellerie. L'Empereur statuait par décret rendu en conseil d'Etat. (S. C. du 14 juillet 1865 et décret du 21 avril 1866 combinés.)

279. Telles sont les règles qui, de nos jours, sont encore applicables à une grande partie des indigènes algériens, nous voulons dire à ceux d'entre eux qui sont de religion *musulmane.* Mais, en ce qui concerne les Algériens *Israélites*, il en est tout autrement. Il nous reste, en effet, à signaler, au sujet de ces derniers, un décret important rendu, le 24 octobre 1870, par le gouvernement de la défense nationale, sur l'initiative de M. Crémieux.

De ce décret résultent deux dispositions bien nettes : 1° Les Israélites indigènes des départements de l'Algérie sont déclarés en masse *citoyens français ;* 2° quant aux musulmans indigènes, leur situation n'est pas changée. Pour devenir citoyens et être soumis à la loi française, ils devront toujours, comme par le passé, se faire naturaliser.

Etait-il bien politique d'édicter cette assimilation complète et absolue au profit des indigènes israélites ? Etait-il bien politique surtout d'établir une différence si profonde entre ceux-ci et leurs compatriotes de religion musul-

mane? C'est là une question, surtout politique, qui, dans ces derniers temps, fit, à deux reprises, l'objet de débats parlementaires fort animés. Ce n'est pas ici le lieu de l'examiner. Quelle que soit, d'ailleurs, la solution qu'on lui donne, remarquons que le décret du 24 octobre 1870 n'a pas jusqu'ici été rapporté : il conserve, par conséquent, encore force de loi.

§ II.

Annexion à la France par voie de cession volontaire.

280. Le *traité* le plus important qui, dans ces derniers temps, ait consacré une annexion à la France par voie de cession volontaire, est celui conclu le 24 mars 1860 entre le Piémont et la France. Il intervenait en pleine paix, entre nations amies. Aussi ne doit-on pas s'étonner si l'annexion qu'il contient, au profit de la France, de la Savoie et du comté de Nice, fut avant tout subordonnée à l'assentiment des populations intéressées. L'article 1 de ce traité est, en effet, ainsi conçu : « La réunion sera effectuée sans nulle contrainte de la volonté des populations ; les gouvernements de l'empereur des Français et du roi de Sardaigne se concerteront sur les moyens d'apprécier et de constater les manifestations de cette volonté. »

Le traité lui-même fut, quelques mois plus tard, suivi d'un décret en date du 30 juin 1860, lequel eut pour but, c'est du moins notre avis, de faciliter l'accès de la nationalité française à certaines classes de personnes non comprises dans les termes du traité originaire.

Aussi, pour connaître l'économie générale des principes qui, en 1860, réglèrent l'annexion de la Savoie et de Nice à la France, devient-il nécessaire de distribuer nos explications sous deux numéros distincts :

I. Dispositions relatives aux personnes comprises dans les termes mêmes du traité du 24 mars 1860.

II. Dispositions relatives à des personnes non comprises dans les termes mêmes du traité. (Décret du 30 juin 1860.)

I. Dispositions relatives aux personnes comprises dans les termes mêmes du traité du 24 mars 1860.

281. Les représentants des puissances contractantes, lors de la convention diplomatique du 24 mars 1860, choisirent pour critérium de la dénationalisation, à la fois l'origine et le domicile appliqués alternativement. Ainsi, ont acquis de plein droit la qualité de Français, non seulement les sujets sardes *originaires* de la Savoie ou de Nice, c'est-à-dire nés dans ce pays, mais même ceux qui, sans y être nés, s'y trouvaient simplement *domiciliés*. Voici, en effet, dans quels termes est conçu l'article 6 du traité : « Les sujets Sardes, *originaires* de la Savoie et » de l'arrondissement de Nice, ou *domiciliés* actuelle- » ment dans ces provinces, qui entendront conserver la » nationalité sarde, jouiront pendant l'espace d'un an, à » partir des ratifications et moyennant une déclaration » préalable faite à l'autorité compétente, de la faculté » de transporter leur domicile en Italie et de s'y fixer, » auquel cas la qualité de citoyen sarde leur sera » maintenue. » Nous ne reviendrons pas sur la critique que nous avons déjà présentée d'une telle doctrine. Elle nous semble irrationnelle et abusive au premier chef ; il est impossible de la justifier en théorie (1). L'on pourrait, tout au plus, tenter de l'expliquer en disant que, du moins, en 1860, l'annexion n'avait eu lieu qu'avec l'assentiment exprès et libre des populations, et que, dès lors, l'on conçoit qu'on ait pu donner une base plus large à la dénationalisation qui s'en suivait.

Tous les individus visés dans l'article 6 étaient, sans

(1) En pratique, l'adoption de ce système nous a porté un grave préjudice, ainsi que nous l'expliquerons dans notre *seconde étude*. Ce précédent a été, en effet, invoqué par l'Allemagne, en 1871, au point de vue de l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

aucun doute, investis *à priori* de la qualité de Français. C'est là, nous le savons, l'effet ordinaire des réunions de territoire. Mais nous avons déjà dit aussi que cette naturalisation en masse, alors même qu'elle se fait sous la condition de la ratification des populations mêmes qu'elle doit atteindre, serait encore trop rigoureuse si l'on n'accordait aux personnes dénationalisées le moyen de conserver individuellement leur ancienne nationalité. C'est là un des tempéraments admis dans le droit international moderne : le principe est connu sous le nom de *faculté* ou *droit d'option*.

282. Eh bien, c'est surtout sur ce droit spécial qu'il convient maintenant d'insister : car il a donné lieu à de nombreuses questions dans la pratique. Nous examinerons donc à quelles formalités il fut soumis, par quelles personnes il pouvait être exercé, et enfin quels étaient les effets attachés à l'exercice du droit d'option (1), par le traité du 24 mars 1860.

A. — A quelles formalités était soumis le droit d'option ?

283. Si nous nous reportons à l'article 6 dont nous avons donné le texte (*suprà*, n° 281), nous trouvons exigées, par le traité du 24 mars 1860, deux formalités distinctes. En effet, pour opter, les personnes comprises dans l'annexion devaient : 1° faire leur *déclaration* à l'autorité compétente ; 2° *transporter leur domicile* en Italie.

284. Et d'abord, en ce qui concerne la *déclaration*, elle devait être faite devant l'autorité compétente, ce qui revient à dire qu'elle était reçue : dans les Etats Sardes, par la municipalité du lieu où les optants avaient leur résidence ou leur domicile ; et en Italie ou en pays étranger, par l'agent consulaire accrédité par le royaume

(1) Les considérations théoriques auxquelles peut donner lieu le droit d'option trouveront leur place naturelle au cours des développements qui vont suivre. Le *rapprochement* des données *théoriques* et *pratiques* fournira une conception plus nette du sujet que n'aurait pu le faire une exposition séparée des deux points de vue.

de Sardaigne. Mais ce qu'il importe surtout de remarquer, c'est que ladite déclaration devait se produire dans un délai rigoureusement limité. Ce délai était d'*une année* à partir de l'échange des ratifications du traité (1). C'était là, observons-le, un délai qui pouvait être suffisant pour les individus domiciliés sur les lieux mêmes compris dans l'annexion. Mais il ne l'était pas pour les originaires de ces pays actuellement domiciliés dans une contrée lointaine, peut-être même hors de l'Europe. Il est regrettable qu'on n'ait point songé à stipuler pour eux une prorogation. En étudiant plus tard le démembrement de l'Alsace-Lorraine, nous verrons que là, du moins, on n'a pas omis, comme en 1860, de régler cette situation particulière.

285. Quant au *transfert de domicile*, il constitue, il ne faut pas se le dissimuler, une condition bien rigoureuse. Etre obligé, pour conserver sa nationalité, d'abandonner, dans un temps assez court, le centre de ses intérêts et de ses affaires, n'est-ce pas le plus souvent être forcé de choisir entre la ruine et la satisfaction de ses sentiments patriotiques? On peut comprendre sans doute qu'on exige *ce transfert*, alors que l'annexion a été forcée et est le fruit de la conquête. Il assure alors la stabilité du nouvel empire établi sur le territoire; mais sa nécessité est moins évidente quand la réunion de territoires a eu lieu avec l'approbation des individus intéressés. C'est sans doute sous l'influence de cette idée que le gouvernement français fut amené à se montrer d'une extrême tolérance pour l'application de la condition dont il s'agit. Ainsi, l'on admit en 1860 que le transfert du domicile pourrait n'être que fictif. L'on se contenta, par exemple, d'une élection de domicile faite par l'optant dans une ville italienne, alors d'ailleurs qu'il ne cessait pas d'habiter, en réalité, le pays annexé.

B. — Par quelles personnes pouvait être exercé le droit d'option?

(1) Cet échange de ratifications eut lieu à Turin, le 30 mars 1860.

286. La question ne soulève aucune difficulté en ce qui concerne les individus majeurs et maîtres de leurs droits. C'était à eux, s'ils voulaient conserver leur ancienne nationalité, d'accomplir par eux-mêmes et dans les limites du délai fixé par le traité, les formalités requises.

287. Si la personne majeure, atteinte par l'annexion, se trouvait être une femme mariée, on conçoit qu'en vertu des principes généraux du droit, une formalité nouvelle s'ajoutât à celles déjà requises par le traité. Il fallait à cette femme, pour faire une déclaration d'option valable, l'autorisation de son mari. En effet, il s'agissait là d'un acte concernant la nationalité, et offrant une grande analogie avec la naturalisation. Or, tout le monde est précisément d'accord pour subordonner à l'autorisation du mari ou de la justice la validité de la naturalisation de la femme mariée.

288. Notons cependant que, théoriquement, certains auteurs ont proposé d'aller plus loin. Ils ont soutenu que la femme mariée ne pouvait opter, que si son mari se trouvait lui-même dans les conditions du traité et remplissait d'ailleurs, pour son option personnelle, toutes les formalités requises. Ainsi, suivant cette opinion, là où le mari n'optait pas ou n'avait pas besoin d'opter, la femme suivait infailliblement le sort du territoire, quelles que fussent d'ailleurs toutes ses protestations, quelles que fussent ses démarches pour la conservation de son ancienne nationalité.

289. Cette doctrine, heureusement, n'a pas prévalu lors de l'annexion de 1860, et il faut reconnaître que raisonnablement elle ne pouvait pas prévaloir. Rien, en effet, ne nous semble plus personnel et mieux inhérent à l'individu même que sa nationalité. Doit-il la changer ? doit-il, au contraire, la conserver ? cela ne doit regarder que sa seule volonté. Tel est le principe. Si les remaniements de territoire font échec à cette règle et ont pour effet de produire une naturalisation forcée, du moins nous savons que le droit international moderne tempère

cette rigueur par l'admission de la faculté d'option : dès lors, pour être logique, il faut bien, dans l'application de cette faculté même, se référer au droit commun en matière de changement de nationalité. Aussi faut-il déclarer que la femme mariée a un droit d'option qui lui est propre. Nous reviendrons, d'ailleurs, un peu plus loin sur le principe d'où nous semble nécessairement découler cette conséquence, lorsque, en étudiant les effets généraux de la naturalisation, nous montrerons celle-ci absolument personnelle et insusceptible d'être étendue à la famille de celui qui l'obtient. La seule condition spéciale que l'on puisse exiger ici de la femme mariée est donc l'autorisation maritale ou judiciaire. Encore regardons-nous, pour notre part, cette autorisation comme superflue dans le cas où la femme mariée serait séparée de corps. Mais nous touchons ainsi à une question délicate et vivement controversée : celle de savoir si la femme séparée peut changer librement de nationalité. Nous ne pouvons que l'indiquer ici. Son développement complet trouvera sa place naturelle quand nous nous occuperons de la *perte* de la nationalité française par suite d'une naturalisation acquise en pays étranger. Quant à la femme *divorcée*, il est évident qu'elle a recouvré la plénitude de son indépendance au point de vue de la nationalité, comme à tous les autres points de vue, alors que, d'ailleurs, elle est majeure et maîtresse de ses droits.

290. Nous connaissons les principes à suivre à l'égard des femmes mariées comprises dans une annexion ; quels sont maintenant ceux à appliquer à l'égard d'une autre catégorie d'incapables : les enfants encore *mineurs?* On sait qu'en thèse générale, il faut être majeur pour faire acte de nationalité. C'est là un point établi de la façon la plus certaine dans notre droit, notamment par les articles 9, alinéa 2, du Code civil, et 1 de la loi du 7 février 1851 (1). Aussi s'est-on préoccupé de savoir

(1) Nous avons vu que la loi du 16 décembre 1874 avait apporté

quelle serait la situation des enfants, encore mineurs au moment de l'annexion, qui désireraient conserver leur ancienne nationalité.

Trois systèmes sont en présence, soit dans la théorie, soit dans la pratique.

291. Un *premier système* soutient que la condition de l'enfant est subordonnée à celle de son père; il lui est impossible d'agir séparément en ce qui le concerne : 1° Dit-on, la puissance paternelle, à raison de ses attributs, implique ce droit; — 2° Il importe grandement de maintenir l'unité dans la famille.

292. Mais ces raisons n'ont pas paru décisives à la plupart des auteurs : de là un *deuxième système*, suivant lequel l'enfant mineur doit, aussi bien que la femme mariée, avoir un droit d'option individuel et propre.

En effet: 1° la puissance paternelle est organisée en faveur de l'enfant. Elle ne peut donc point se retourner contre lui. Or le père peut être négligent, il peut s'abstenir, et le changement de nationalité eût pu être utile à l'enfant; — 2° Cette puissance d'ailleurs a une limite, et elle ne peut avoir d'effets sur un droit essentiellement personnel; — 3° Le Code lui-même fournit des arguments. En effet, d'après l'article 2 de la loi du 7 février 1851, rapproché de l'article 9, la nationalité du fils n'est pas subordonnée à celle du père.

292 *bis*. Quant aux mineurs émancipés, leur situation est bien plus nette encore. L'émancipation est la fin de la puissance paternelle; cette puissance n'est maintenue que pour les autorisations au mariage. Dès lors, à bien plus forte raison que pour le mineur en tutelle, le mineur émancipé peut-il disposer de sa nationalité. Le curateur n'est donné qu'aux biens; il n'a donc pas à intervenir une légère exception à ce principe : mais les conditions rigoureuses exigées pour l'application de cette disposition nouvelle, prouvent bien qu'à défaut de texte contraire, il faut toujours maintenir la règle dans toute sa fermeté; c'est le cas de dire : *Exceptio firmat regulam : — exceptiones sunt strictissimæ interpretationis.*

dans la question. Donc, conclut-on, il faut toujours reconnaître aux mineurs, émancipés ou non, un droit d'option personnel et propre.

Mais ce droit d'option sera-t-il suspendu jusqu'à leur majorité, et le délai ne courra-t-il que depuis cette époque? En théorie pure, l'affirmative serait équitable et désirable : car l'on retrouve ici les mêmes motifs qui, en droit civil, suspendent la prescription pendant la minorité (art. 2252 Cod. civ.). Mais en pratique, cette situation indécise, qui pourrait se prolonger fort longtemps si, par exemple, le mineur était en bas âge, exige que le droit d'option soit exercé le plus tôt possible. Aussi est-on bien obligé, dit-on, d'admettre l'enfant à opter, même en temps de minorité, pourvu qu'il soit assisté de ses représentants naturels et légaux. Le tuteur légitime ou datif du mineur simple devra être muni de l'autorisation du conseil de famille. Quand au mineur *émancipé*, il agira personnellement assisté de son curateur autorisé par le conseil de famille (art. 484, alinéa 3).

292 *ter*. Les considérations, présentées à l'appui du système qui précède, sont assurément dignes d'attirer l'attention. Nous pensons cependant qu'il n'en faut retenir que les idées relatives au droit d'option personnel et propre aux mineurs. Non, sans aucun doute, un individu, atteint par l'annexion, ne doit pas, par cela seul qu'il se trouve encore en minorité, être privé du droit de conserver sa nationalité. Il ne faut point, non plus, lier indissolublement son option à celle de son père. Ce que nous avons dit pour la situation de la femme mariée s'applique également ici. Nous reviendrons, d'ailleurs, sur ce principe, quand nous examinerons à quelles personnes doivent s'étendre les effets de la naturalisation. Mais, s'il faut ainsi reconnaître à tout individu le droit de conserver sa nationalité, fût-il même encore mineur, faut-il dire que celui-ci exercera son droit soit seul, soit même avec l'assistance de ses représentants? C'est là ce que nous ne pouvons point admettre.

293. Nous adhérons, au contraire, à un *troisième système*, suivant lequel le délai d'option doit être suspendu au profit des mineurs, soit non émancipés, soit même émancipés, jusqu'à ce qu'ils aient atteint leur majorité. C'est à partir de cette époque seulement qu'ils pourront et devront opter.

Cinq arguments principaux nous déterminent en ce sens.

1° Cette solution est conforme, nous l'avons déjà fait observer, aux principes les mieux établis de notre droit actuel. En thèse générale, on ne peut pas aujourd'hui faire acte de nationalité, tant que l'on n'est point majeur. (Art. 9, C. civ. — L. du 7 février 1851. — Comparez toutefois la loi du 16 décembre 1874.)

2° Le second système admet lui-même que l'option doit constituer un droit personnel et propre. Mais qui ne voit que la conséquence, à laquelle il aboutit, va directement à l'encontre du principe? Le mineur optera, dit-on, avec l'assistance de ses représentants. Mais alors si le mineur est en bas âge, encore *infans*, il n'aura aucune participation réelle à la déclaration d'option. L'optant véritable sera le représentant. Que devient alors le caractère éminemment personnel et volontaire que doit revêtir tout changement de nationalité?

3° Au surplus, si l'on tente de rechercher dans quels cas, le mineur étant trop jeune, le père ou le tuteur doit être seul écouté, — dans quels cas, au contraire, le mineur, ayant un esprit déjà assez mûr, doit, du moins avec l'assistance requise, formuler lui-même ses préférences, on aboutira bientôt, dans la pratique, à des difficultés d'appréciation vraiment inextricables. Le gouvernement annexant et le gouvernement annexé ne subiront-ils pas l'influence de deux tendances inverses? l'un, voulant assimiler le plus grand nombre de sujets, cherchera à écarter le père pour n'écouter que l'enfant, quand celui-ci, séduit ou intimidé, se montrera hésitant au moment de l'option déclarée par son père; l'autre, au

contraire, désirant retenir le plus de nationaux possible, trouvera, presque toujours, dans une telle hypothèse, l'enfant trop jeune et ne voudra accorder de valeur qu'à la volonté manifestée par le père. Qui sait où s'arrêteraient ces désaccords entre deux Etats?

4° On objecte qu'avec notre système on crée de grands embarras d'administration pour le gouvernement annexant. L'observation est exacte. Mais nous ne la trouvons pas concluante : ce n'est là, en effet, qu'une considération de fait qui ne peut prévaloir, dans le silence du traité, contre les principes juridiques les plus certains.

5° Enfin, dans quel intérêt a été introduite la faculté d'option? Dans l'intérêt, évidemment, des individus frappés par l'annexion. Or l'intérêt de l'enfant mineur n'exige-t-il pas que lui seul décide, quand il sera devenu majeur, à quelle nationalité il doit définitivement appartenir? Quel sera le meilleur juge de son intérêt, si ce n'est lui-même? Il y a là un acte qui n'admet pas la représentation tutélaire ou paternelle.

294. Si telle est la règle qu'il conviendrait en théorie d'appliquer aux individus annexés encore mineurs, voyons quelle est celle qui fut suivie, à leur égard, lors de l'annexion de 1860. Le traité du 24 mars étant muet sur la question, ce fut la jurisprudence qui dut répondre à sa place. Voici en quels termes la Cour de Chambéry crut devoir appliquer les principes. (Arr. du 22 décembre 1862, Dev. 1863-2-113.) : « Attendu, dit-elle, que la faculté réservée à l'article 6, tout en appartenant aux individus des deux sexes en âge et en situation de disposer de leur personne, ne concernait point les mineurs vivant sous la tutelle de leur père; qu'elle leur était d'autant moins attribuée que la législation de la France comme celle de la Sardaigne ne reconnaissaient à ces mineurs d'autre domicile que le toit paternel, et qu'en les soumettant, l'une et l'autre, à l'obligation de suivre la condition de leur père, elle les tenait pour inhabiles à choisir une autre patrie;

» Attendu qu'ils ne pouvaient pas être relevés de l'incapacité absolue, dont il s'agit, par le consentement du père à la déclaration d'option et au transfert de domicile, pas plus qu'ils n'auraient pu l'être, de l'incapacité analogue de disposer de leurs biens par testament ou de contracter mariage avant l'âge requis ;

» Attendu que le droit d'option devait, pour le mineur, se confondre avec celui du père de famille, son représentant et son organe légal; que si celui-ci, en gardant son domicile en Savoie, imposait à son fils la naturalisation nouvelle, ce n'était là qu'une conséquence naturelle des convenances de la famille, qu'un effet de l'autorité de la loi et de celle du traité, puisant à la même source le pouvoir de statuer souverainement sur l'état des personnes ;

» Attendu qu'en envisageant les motifs de haut intérêt qui donnent aux traités politiques leurs effets immédiats, et qui mettent d'autant plus en relief les limites textuelles de l'article 6, on ne peut admettre que le droit d'option, pour une nationalité qui n'est ni celle de son pays ni celle de sa famille, que les événements lui ont retirée, soit réservé au mineur Savoisien pour l'exercer à sa majorité, tandis qu'il jouit de celle que lui aurait attribuée sa naissance, s'il n'avait vu le jour qu'après les nouvelles destinées de sa patrie..... »

Nous n'insisterons pas sur cet arrêt de la Cour de Chambéry. Les considérations, que nous avons présentées plus haut, suffisent à montrer combien est contestable l'opinion qu'il consacre. Il étend au delà de ses justes limites la puissance paternelle; il confond la condition du fils avec celle du père, oubliant que, dès le jour de la naissance, l'état civil de l'enfant se trouve fixé par la loi et reste indépendant de la condition paternelle.

C. — Quels étaient les effets attachés à l'exercice du droit d'option ?

295. *Rationnellement* d'abord, si l'on réfléchit au but même que l'on a voulu atteindre en admettant la faculté d'option, il est certain que cette faculté, une fois régu-

lièrement exercée, doit produire un effet *rétroactif*. Quelle est, en effet, l'intention des puissances contractantes, en stipulant cette disposition de faveur? Elles veulent tempérer la rigueur de la naturalisation *forcée* résultant d'une annexion. Elles veulent que l'on revienne au principe du changement de nationalité reposant exclusivement sur la volonté formelle des parties que ce changement doit atteindre. Eh bien, il faut alors que l'optant soit censé n'avoir jamais été dépouillé de son ancienne nationalité. Autrement, si l'option n'avait d'effet que pour l'avenir, il se trouverait que, depuis l'annexion jusqu'à l'accomplissement des formalités requises, l'optant aurait été naturalisé malgré lui. C'est précisément ce que l'on veut empêcher.

En d'autres termes, pour nous servir d'une formule plus juridique, nous pouvons dire que l'individu, atteint par l'annexion, a été naturalisé sous la condition résolutoire d'une option ultérieure. L'option ayant lieu, la condition s'accomplit, et l'optant est censé n'avoir jamais été naturalisé. Il est, en effet, de principe que toute condition, en se réalisant, produit un effet rétroactif (art. 1179 du Code civil).

296. *Pratiquement*, cette règle a été consacrée lors de l'annexion de 1860. Que dit, en effet, l'article 6 du traité? Il porte que, par l'option, l'individu compris dans l'annexion pourra « *conserver* » sa nationalité. Cette expression n'implique-t-elle pas l'effet rétroactif? Si l'option n'avait dû être efficace que pour l'avenir, les puissances contractantes auraient dit simplement qu'elle faisait *recouvrer* la nationalité primitive.

II. Dispositions relatives à des personnes non comprises dans les termes mêmes du traité. (Décret du 30 juin 1860)

297. Un peu plus de trois mois après le traité consacrant l'annexion de la Savoie et de Nice à la France, à la date du 30 juin 1860, est intervenu un décret d'une interprétation difficile, comme on va le voir, et dont on

n'aperçoit pas bien nettement tout d'abord, la portée. Il contient deux articles qui sont ainsi conçus :

« Article 1. Les sujets Sardes *majeurs* et dont le *domicile* est établi dans les territoires réunis à la France par le traité du 24 mars 1860, pourront, pendant le cours d'une année à partir des présentes, réclamer la qualité de Français. — Les demandes adressées à cet effet aux préfets des départements où se trouve leur résidence seront, après information, transmises à notre garde des sceaux, ministre de la justice, sur le rapport duquel la naturalisation sera, s'il y échet, accordée sans formalités et sans payement de droits.

» Article 2. Les sujets sardes encore *mineurs nés en Savoie et dans l'arrondissement de Nice,* pourront, dans l'année qui suivra l'époque de leur majorité, réclamer la qualité de Français, en se conformant à l'article 9 du Code civil. »

Recherchons successivement quelle est l'interprétation qu'il convient de donner à l'un et à l'autre de ces articles.

A. — Interprétation de l'article 1 du décret du 30 juin 1860.

298. Comme le montre son texte, l'article 1 du décret du 30 juin 1860 facilite, dans une large mesure, la naturalisation des sujets sardes majeurs, *domiciliés* en Savoie et dans le comté de Nice.

En présence d'une telle disposition et de l'article 6 du traité du 24 mars 1860, il est une réflexion qui vient aussitôt à l'esprit. A quoi bon, se demande-t-on, ouvrir à ces domiciliés un délai d'un an pour réclamer la qualité de Français? Est-ce que le traité du 24 mars 1860 ne comprenait pas déjà dans ses termes les domiciliés aussi bien que les originaires? Ces individus n'étaient-ils pas déjà devenus, de plein droit, Français par l'effet même de l'annexion? La question est, comme on le voit, à la fois délicate et grave. Comment la résoudre? *Deux partis* bien distincts se rencontrent, sur ce point, dans la doctrine. Les uns soutiennent que l'article 1er du décret du

30 juin 1860 consacre une abrogation pure et simple de la disposition contenue dans le traité du 24 mars. Les autres déclarent qu'il faut concilier la disposition du décret avec celle du traité.

299. *a*. Et d'abord, soutient-on dans le *premier parti*, le décret du 30 juin 1860 abroge, en ce qui concerne les domiciliés, la disposition contenue dans le traité du 24 mars précédent. En effet, dit-on, en vertu de cette convention diplomatique, les sujets sardes domiciliés dans les pays réunis, comme ceux qui en étaient originaires, avaient été, de plein droit, naturalisés. Cela résulte, avec évidence, de l'article 6 du traité. Mais c'était là, nous l'avons du reste démontré, un excès, un abus. Aussi le décret du 30 juin 1860 est-il venu abroger ce que le traité renfermait d'exorbitant. Il a décidé que les originaires seuls étaient naturalisés de plein droit, et que les domiciliés verraient leur naturalisation, non pas déjà accomplie et réalisée, mais simplement facilitée.

Ce parti qui jouit d'un certain crédit dans la jurisprudence (1) peut sans doute, *à première vue*, s'appuyer sur les termes mêmes des textes que nous avons rapportés.

Mais, si l'on y regarde de près, on ne tarde pas à s'apercevoir que l'idée qu'il soutient est inadmissible.

En effet, un traité est une convention, c'est-à-dire un acte synallagmatique, émanant de deux parties qu'il lie l'une à l'autre. Dès lors, comment admettre qu'un simple décret, c'est-à-dire une décision émanant d'une seule des parties en cause, puisse détruire une disposition née d'un concours de deux volontés?

De plus, lorsque se produit une réunion de territoires, l'intérêt de l'Etat annexant est certainement de comprendre, sous sa nouvelle souveraineté, le plus grand nombre possible de sujets. Voilà donc, tout à coup, le gouvernement français qui aurait pris une décision contraire à son intérêt, sans même faire précéder un acte aussi important d'un simple mot d'explication!

(1) Chambéry. Arrêt du 4 mai 1875, Dev. 75-2-230.

300. *b*. Ces deux objections ont paru concluantes aux yeux de la doctrine. Aussi s'est-il formé un *second parti* pour soutenir qu'il fallait chercher à concilier le décret du 30 juin 1860 avec le traité du 24 mars précédent. Mais alors quelle conciliation adopter ? C'est ici que les divergences sont nombreuses.

301. Une *première opinion* prétend que le traité et le décret ont, l'un et l'autre, en vue des hypothèses distinctes.

Le *traité* aurait naturalisé, de plein droit, seulement les sujets sardes *originaires* du territoire annexé. Le décret, au contraire, aurait facilité la naturalisation aux sujets sardes domiciliés dans ce pays. — Sans doute, dit-on, le traité dispose pour les « *originaires* ou *domiciliés*. » Mais cette terminologie prouve simplement qu'après s'être occupé d'une manière générale des sujets sardes originaires, il a voulu s'occuper spécialement des sujets sardes originaires et domiciliés.

C'est là, comme on le voit, une opinion qui se réfute d'elle-même. On la trouve pourtant formulée dans un considérant du tribunal d'Annecy (1) ; mais elle n'a rencontré aucun adhérent.

Et en effet, l'argument, tiré du texte que l'on invoque, n'est-il pas une pure subtilité ? On dit que les puissances contractantes s'étaient d'abord occupées d'une façon générale de tous les sujets sardes originaires, qu'ils fussent ou non domiciliés dans le pays annexé. Eh bien, alors, pourquoi donc se seraient-elles ensuite occupées spécialement des originaires domiciliés ? Aucun doute ne pouvait exister à leur égard. L'expression compréhensive d'originaires ne les embrassait-elle pas déjà ? L'on est donc obligé de reconnaître qu'en disant « *originaires* ou *domiciliés*, » le traité a voulu nationaliser, *ipso facto*, ceux-là même qui, sans être nés en Savoie ou à Nice, y avaient du moins leur domicile au moment de l'annexion.

302. Aussi, une *seconde opinion*, présentée par

(1) Jugement du 9 juillet 1874, Dev. 75-2-229.

M. Alauzet (1), a-t-elle enseigné que « le décret était destiné, sans doute, à satisfaire les désirs des *impatients*, qui ne voulaient pas que leur état restât incertain jusqu'à l'expiration des délais donnés par le traité, pour répudier la qualité de Français, ou des *timorés*, qui pouvaient craindre que la constatation de leur domicile ne fût peut-être difficile, ou enfin, de toute autre personne, quel que fût le sentiment qui pouvait la diriger. »

303. Cette opinion ne saurait, à notre sens, prévaloir plus que la précédente.

Et d'abord, il paraît assez étrange qu'un décret soit fait uniquement pour satisfaire des impatiences et calmer des scrupules, et non pour conférer des droits. Ensuite, de quoi donc les sujets sardes domiciliés pouvaient-ils bien être *impatients ?* D'acquérir la qualité de Français? Mais le traité du 24 mars 1860 ne les en avait-il pas, de plein droit, investis? Au surplus, en supposant un seul instant que cette impatience pût se comprendre, ne devait-on pas la supposer aussi chez les originaires, et venir alors à leur secours, comme l'on venait au secours des domiciliés?

Mais, ajoute-t-on, les sujets sardes domiciliés pouvaient être *timorés !* Ils pouvaient craindre que leur domicile ne fût pas facilement constaté. Cette manière de voir a même été tout récemment encore consacrée en termes exprès, dans une décision judiciaire.

Il s'agissait d'un sieur Carmellini, d'origine Italienne, que l'on prétendait avoir été domicilié, lors de l'annexion, sur le territoire de la Savoie. Carmellini se disait étranger, en contestant le fait même de ce domicile : il ajoutait que, dans tous les cas, eût-il été domicilié, il n'en serait pas moins resté sujet sarde, puisqu'il n'avait pas réclamé la qualité de Français, dans les termes du décret du 30 juin 1860, article 1^er^. Le tribunal d'Albertville, par jugement du 15 mars 1879, admit ce système. « Attendu, dit le tribunal, que de la

(1) *De la qualité de Français*, appendice, n° 134.

combinaison de ces dispositions diverses (du décret et du traité), il ressort que si les sujets Sardes originaires des territoires annexés ou y domiciliés, qui ne remplissaient pas les formalités prescrites par le traité pour conserver la nationalité sarde, devenaient implicitement Français, le gouvernement impérial, cependant, n'a pas entendu accepter purement et simplement les conséquences de ce résultat ; quant à ceux qui n'étaient pas nés dans ces territoires, et pour être fixé sur leur nationalité, en raison des prérogatives civiles et politiques qui étaient attachées à la qualité de Français, et ne pas la laisser dépendre des *circonstances souvent incertaines et difficiles à constater, qui déterminent le domicile*, il a exigé d'eux la réclamation expresse, dans le délai d'une année, de la qualité de Français, se réservant, s'il y échet, de la faire suivre d'une naturalisation sans formalités et sans payement de droits. »

Nous ne pouvons point, pour notre part, admettre une telle explication. D'abord, il nous paraît bien étrange que le gouvernement impérial, après s'être lié vis-à-vis du gouvernement Sarde par une convention synallagmatique, eût pu, par sa seule volonté unilatérale, ne pas accepter les conséquences de la convention par lui souscrite. Ensuite, si l'on eût voulu, par le décret, éviter les difficultés de constatation que peut soulever toute question de domicile, il faudrait avouer que le décret, alors, n'aurait pas le moins du monde trouvé le remède cherché. En effet, quelle condition exige-t-il, lui aussi ? Exactement la même condition que le traité : le *domicile !* Il faudra donc bien que ce domicile, exigé par le décret, soit constaté, comme l'eût été celui exigé par le traité. Dès lors, est-ce là faire disparaître les difficultés ?

304. Aussi, nous ne pouvons que nous rallier à la *troisième opinion*, suivant laquelle le traité et le décret de 1860 doivent, dans leur application, se rapporter à des dates différentes. De là, une double proposition : Le *traité naturalise* de plein droit et déclare Français, tous

les sujets Sardes qui, au *jour de l'échange des ratifications*, étaient domiciliés sur le sol annexé. Le décret, au contraire, facilite la naturalisation des sujets sardes majeurs qui, lors de l'échange des ratifications, n'étaient pas encore domiciliés dans ce pays, mais qui y avaient du moins transporté *plus tard* leur domicile, dans l'intervalle compris entre l'échange des ratifications et la promulgation du décret.

Et d'abord, cette hypothèse n'a absolument rien d'invraisemblable. Il pouvait se faire que des sujets Sardes, non originaires d'ailleurs du pays annexé et habitant le territoire au delà des Alpes, eussent en Savoie ou à Nice des propriétés importantes, et une notable partie de leur famille devenue française par l'annexion. Ils se sentaient ainsi entraînés vers la nationalité française : ils se fixaient sur le territoire réuni à la France. C'est pour répondre à leurs vœux et faciliter leur naturalisation, qu'aura été rendu le décret du 30 juin. L'article 1^er^ les dispense, en effet, des formalités ordinaires et du stage de résidence exigé dans les cas ordinaires de naturalisation. De cette façon, le décret s'harmonise parfaitement avec le traité qui l'avait précédé. Il n'en combat aucune disposition. La faveur qu'il consacre, si elle diffère, quant aux conditions, de la naturalisation ordinaire, a du moins la même nature : elle est due à la libre initiative du pouvoir gouvernemental : l'on comprend, dès lors, qu'elle ait pu être édictée par une seule des deux puissances contractantes.

305. L'interprétation que nous venons de donner de l'article 1 du décret en date du 30 juin 1860, a été soutenue et développée, dans la doctrine, par M. Rouquier (Comp. *Rev. prat.* 1862, p. 285.) Dans la jurisprudence, la majorité des décisions incline également en faveur du système que nous avons adopté. La solution la plus récente, qui ait été donnée en ce sens, est un jugement du tribunal civil de Nice en date du 26 mai 1879 : (Comp. *Gazette des tribunaux* du 12 juin 1879 et

Revue de l'Institut juridique international d'Italie, année 1879-1880, 3e livraison, 2e partie, p. 245.) D'après le tribunal de Nice, peut-être par le décret dont il s'agit, le gouvernement français a-t-il voulu parer par avance aux difficultés que pourrait soulever, dans la pratique, la question de domicile. Cependant, la solution qui semble au tribunal la plus admissible, est celle qui n'applique le décret du 30 juin 1860, article 1, qu'aux sujets Sardes domiciliés en Savoie ou à Nice, *postérieurement* au 24 mars 1860 jusqu'au 30 juin 1860.

Telle est bien, comme on va le voir, l'idée qui se dégage des considérants qui servent de base à cet important jugement : — « Le tribunal: attendu qu'aux termes formels de l'article 6 du traité du 15 mars 1860, les sujets sardes originaires de la Savoie et de l'arrondissement de Nice ou domiciliés actuellement dans ces provinces, qui entendent conserver la nationalité sarde, jouiront pendant l'espace d'un an, à partir de l'échange des ratifications et moyennant une déclaration préalable faite à l'autorité compétente, de la faculté de transporter leur domicile en Italie et de s'y fixer, auquel cas la qualité de citoyens sardes leur sera maintenue; — attendu qu'on peut induire de cet article 6 que non seulement les sujets sardes originaires des provinces annexées à la France, mais aussi les sujets Sardes y domiciliés actuellement qui n'ont pas rempli les formalités prescrites par ledit article 6, n'ont pas conservé leur nationalité sarde, et partant sont devenus Français, par l'annexion des territoires où ils étaient actuellement domiciliés; que la qualité de Français leur est conférée, *ipso facto*, par l'effet du traité, sans les soumettre à aucune autre condition que celle de l'origine ou du domicile actuel;

» Attendu qu'à la vérité, cet article 6 paraît être en contradiction avec le décret du 30 juin 1860, dont l'article 1er porte: « Les sujets Sardes majeurs et dont le domi-
» cile est établi dans les territoires réunis à la France par
» le traité du 24 mars 1860, pourront, pendant le cours

» d'une année, à dater des présentes, réclamer la qualité » de Français... » Et dans le second alinéa, il ajoute que « la naturalisation dont il s'agit sera, s'il y échet, accor- » dée sans formalités et sans payements de droits; »

» Mais attendu que, quelle que soit l'interprétation que l'on puisse donner à ce décret, il ne pourrait avoir pour effet de détruire les droits acquis aux sujets Sardes domiciliés dans les territoires annexés par l'article 6 précité; — qu'en effet, par la réunion de la Savoie et de Nice à la France, la qualité de Français s'obtenait immédiatement et de plein droit, et que le décret du 30 juin 1860, émané du gouvernement français seul, ne pouvait détruire les stipulations du traité international qui constitue un véritable contrat bilatéral entre les deux nations qui l'ont conclu; — qu'il suit de là que ce décret, conférant la naturalisation individuellement et non pas collectivement, ne peut s'appliquer qu'aux sujets Sardes qui n'ont pris domicile dans les territoires annexés que postérieurement au 24 mars 1860 jusqu'au 30 juin de la même année, à moins qu'il n'ait eu pour but d'éviter aux sujets Sardes simplement domiciliés et non originaires, toutes les difficultés auxquelles peut donner lieu la preuve du fait de leur domicile, établi dans lesdits territoires antérieurement au 24 mars 1860; — qu'en effet, on ne peut méconnaître que la question du domicile, remontant au moment du traité du 24 mars 1860, peut présenter de grandes difficultés en fait, et que la naturalisation individuelle obtenue sans stage ni payement d'aucuns droits, en vertu du décret du 30 juin 1860, évitait aux sujets Sardes, alors domiciliés dans les territoires annexés, les inconvénients résultant de cette question de domicile;

» Attendu qu'il est notoire que le sieur Boïni, originaire de la Briga, n'a pas cessé d'avoir son domicile à Breil depuis 1840 jusqu'à 1869, et que, depuis lors, il est venu se fixer à Sospel; — qu'étant ainsi domicilié dans les cantons de Breil et de Sospel, annexés à la

France, avant le traité du 24 mars 1860, il peut, à juste titre, invoquer le bénéfice de l'article sus-énoncé ;

» Attendu, d'ailleurs, qu'il est de principe que, dans le cas d'un doute sur la qualité de Français, il doit s'interpréter en faveur de celui qui la réclame ; — que, de plus, d'après la jurisprudence constante du tribunal civil de Nice, les anciens citoyens sardes domiciliés dans ledit arrondissement qui n'ont pas opté dans l'année pour la nationalité italienne, ont toujours été considérés comme Français, en vertu du décret du 24 mars 1860, et qu'il est équitable de leur maintenir cette situation ;

» Attendu, etc....

» Par ces motifs, etc.... »

306. Il nous reste maintenant à examiner l'article 2 du décret du 30 juin 1860. Nous en connaissons le texte : voyez *suprà*, n° 297. Disons tout de suite que le sens de cette nouvelle disposition est encore plus obscur que celui de la précédente. Jusqu'ici même on n'a point réussi à l'éclaircir entièrement. Il nous suffira donc de signaler rapidement les opinions qui se sont produites. D'abord, sur cette difficulté comme sur celle qui la précède, *deux partis* distincts sont en présence.

307. *a*. Maintenant, comme tout à l'heure, *le premier parti* soutient que le décret du 30 juin 1860, dans sa seconde disposition, abroge le traité du 24 mars précédent, du moins en ce qui concerne les *mineurs* originaires de la Savoie et de Nice.

En effet, dit-on, aux termes de l'article 6 du traité, tous les sujets sardes *originaires* étaient, de plein droit, compris dans l'annexion et comme tels devenus Français : on ne distinguait pas suivant leur âge. Eh bien, l'article 2 du décret décide, au contraire, que ces originaires, s'ils étaient encore mineurs au moment de l'annexion, ne doivent pas être regardés comme ayant été naturalisés de plein droit. Ils pourront seulement devenir Français, en se conformant à l'article 9 du Code civil. La contradiction n'est-elle pas manifeste ?

308. Mais ce système, qui a incontestablement pour lui les apparences du texte, n'est guère admissible. Il se réfute par les objections mêmes qui ont servi à réfuter la théorie identique, émise à propos de l'article 1 du décret.

Le traité, en effet, est un acte bilatéral. Comment, dès lors, une décision, émanée d'une seule des parties en cause, pourrait-elle le modifier? De plus, l'intérêt de l'Etat annexant eût conseillé d'englober, dans l'incorporation du territoire, le plus de sujets possibles. Cette tendance avait même prévalu en 1860, dans la rédaction du traité, au point d'atteindre non seulement les originaires, mais même les simples domiciliés : ce qui est un abus. Comment, dès lors, un décret aurait-il pu venir contrarier cet intérêt, sans même qu'on le fît précéder d'aucun rapport, d'aucune explication?

308 *bis*. Aussi, à notre avis, la vérité se trouve-t-elle plutôt avec le *second parti* qui cherche à concilier, entre elles, les deux dispositions du traité et du décret. Mais cette conciliation, quelle est-elle? A cette question, aucune réponse vraiment satisfaisante n'a encore été faite.

309. Ainsi, une *première opinion* (1) enseigne que le décret a eu pour but de remédier aux inconvénients que pouvait présenter l'option des mineurs dont il s'agit, soit que cette option eût été faite *pour eux* par leurs représentants, soit qu'elle eût été faite *par eux-mêmes* avec l'assistance desdits représentants. Il pouvait arriver, en effet, que ces jeunes gens se repentissent, une fois devenus majeurs, d'une option à laquelle ils n'avaient pas du tout participé, ou qu'ils avaient faite dans un temps de légèreté et d'irréflexion. Alors, s'ils désiraient revenir sur cette option et obtenir la nationalité française, le décret, dans son article 2, leur en donnait un moyen, en leur conférant un privilège : ils n'avaient qu'à se conformer à l'article 9 du Code civil, lequel contient, comme nous l'avons vu, un cas de naturalisation par le bienfait de la loi.

(1) Comp. M. Cogordan, *Acquisition de la qualité de Français*, p. 227.

Mais deux raisons décisives doivent faire repousser cette solution. D'abord, le décret ne fait aucune allusion à la faculté d'option. Ensuite, en supposant que notre décret eût voulu venir au secours des mineurs originaires se repentant de leur option, pourquoi donc n'étendait-il pas la même faveur aux mineurs simplement domiciliés? Eux aussi, ne pouvaient-ils pas avoir opté?

Ajoutons, d'ailleurs, que le système dont il s'agit prend, pour point de départ, l'hypothèse où l'option du mineur est faite par son représentant ou par lui-même, assisté de son représentant. Or, nous avons déjà démontré qu'une telle solution n'était point conforme aux principes théoriques : voyez *suprà*, n° 293.

310. Frappée de ces objections, une *seconde opinion* essaie de résoudre la difficulté par la distinction suivante : Ou bien, il s'agit de mineurs nés dans le pays annexé et issus de parents nés eux-mêmes dans ce pays; ou bien, il s'agit de mineurs nés dans le pays annexé, mais issus de parents nés, quant à eux, dans les pays non annexés. Eh bien, dit-on, dans le premier cas, c'est le traité qui s'applique : les enfants ont été naturalisés de plein droit par l'annexion; — au contraire, dans le second cas, les enfants sont restés Sardes, même après l'annexion : la naturalisation en France leur a été simplement facilitée par le décret du 30 juin.

A une telle affirmation, disons-le immédiatement, la réponse est facile. C'est que la distinction ainsi faite est absolument arbitraire et divinatoire. Loin de l'appuyer, les textes la combattent. En effet, le traité du 24 mars 1860 parle des sujets sardes originaires avec la plus grande généralité. Nulle part il ne se préoccupe du lieu où sont nés leurs parents. Pourquoi, dès lors, les commentateurs s'en préoccuperaient-ils?

Ensuite, s'il était vrai que les sujets Sardes mineurs, originaires du territoire cédé, mais issus de parents qui n'y étaient pas nés, n'eussent pas été naturalisés de plein droit, c'est donc que le décret du 30 juin

aurait abrogé, au moins partiellement, le traité du 24 mars 1860. Le traité, en effet, semble bien comporter une naturalisation aussi étendue. Mais nous savons combien l'hypothèse d'une abrogation est inadmissible. Nous l'avons déjà dit plus d'une fois; nous n'y reviendrons pas.

311. Il ne nous reste plus qu'à mentionner la *troisième opinion :* c'est celle qui semble avoir rencontré le plus de faveur dans la doctrine. Elle consiste à soutenir que le traité du 24 mars 1860 ne comprenait, sans doute, que les sujets sardes nés, en Savoie ou à Nice, de parents établis d'une manière fixe et permanente en ce pays. Le décret du 30 juin suivant aurait, au contraire, eu en vue les sujets sardes nés, en Savoie ou à Nice, de parents qui n'y demeuraient qu'accidentellement. Tandis que les premiers avaient été naturalisés de plein droit, les seconds, du moins s'ils étaient encore mineurs lors de l'annexion, avaient vu simplement leur naturalisation facilitée.

Bien que cette opinion ait été suivie par de nombreux auteurs (1), nous ne pouvons pourtant pas nous dissimuler qu'elle repose, elle aussi, sur une base très fragile. Sur quel texte, en effet, s'appuie-t-on pour proposer la distinction dont il s'agit? Le traité du 24 mars parle d'une façon générale de sujets sardes originaires, et ne s'occupe pas de la nature de l'établissement qu'avaient leurs parents dans le territoire annexé. Le décret du 30 juin garde, sur ce point, le même silence. Enfin, on ne pourrait expliquer que bien difficilement pourquoi l'article 2 du décret, s'il est vrai que l'on doive ainsi le motiver, ne vise que les originaires encore mineurs, et non pas ceux qui auraient déjà atteint leur majorité. Aussi préférons-nous, pour notre part, regarder la question comme encore pendante, et nous craignons bien qu'elle reste toujours insoluble. Toutefois, en l'état, nous inclinerions plutôt vers la troisième et dernière opinion.

(1) Comp. notamment M. Rouquier, *Rev. prat.*, 1862, p. 275.

312. Nous avons ainsi terminé l'exposé des principes généraux qui ont présidé à l'annexion de la Savoie et de Nice à la France. Nous ne pouvons mieux faire, pour résumer maintenant tous nos développements sur cette matière, que de donner ici le texte d'un jugement encore inédit, rendu à la date du 24 mars 1877, par le tribunal civil de Lyon. L'affaire concernait M. le député Pierre Durand : elle eut un certain retentissement. Son résultat fut de mettre en discussion à la fois les principes d'interprétation relatifs au traité du 24 mars 1860, comme ceux relatifs au décret du 30 juin de la même année. A ce titre, la solution qui s'en suivit mérite d'être rapportée avec ses motifs.

Le tribunal a statué ainsi qu'il suit : — « Le tribunal : — attendu que le sieur Pierre Durand, dont la nationalité française est contestée par le sieur Marius Conchon, est né à Cézerieux (Ain), le 25 avril 1820;

» Attendu qu'Etienne Durand, son père, était, à ce moment, de nationalité sarde; qu'en effet, né le 30 nivôse an IV, à Ruffieux, département du Mont-Blanc, alors français, Etienne Durand avait recouvré la nationalité sarde, en vertu du traité du 14 octobre 1814; — que, vainement, on a soutenu qu'Etienne Durand avait lui-même perdu la qualité de Sarde par son établissement en France, sans esprit de retour; — que, d'une part, il n'a été produit sur la situation d'Etienne Durand, en 1820, que des allégations vagues et, dans tous les cas, contredites; — que, d'autre part, l'article 34 du Code civil sarde dispose que « la seule translation du domicile » en pays étranger, quelle qu'ait été la durée de ce do-» micile, ne suffit pas, pour faire preuve qu'il n'y a » pas esprit de retour; » — attendu qu'il faut en conclure qu'Etienne Durand était Sarde, et que Pierre Durand, suivant la condition de son père, a reçu, en naissant, la nationalité sarde;

» Attendu que l'article 6 du traité du 24 mars 1860, promulgué le 12 juin suivant, déclare Français : 1° les

Sardes originaires de la Savoie ; 2° les Sardes domiciliés en Savoie ; — qu'il faut rechercher si Pierre Durand se trouve dans l'une ou l'autre de ces deux situations ;

» Attendu que Pierre Durand ne saurait être considéré comme originaire de la Savoie dans le sens de l'article 6 du traité ; — qu'il faut reconnaître que le mot « originaire » n'a pas, dans la langue diplomatique et dans les traités internationaux, la signification étendue qu'il a dans le langage des lois civiles ; — qu'il est employé dans les traités diplomatiques comme indiquant le lieu de la naissance, et non pas les liens de la filiation, et qu'on veut, par l'application restreinte de ce terme, éviter les difficultés pratiques qui résulteraient de la recherche de ces liens de filiation ; — que le mot « originaire » a été interprété en ce sens par la circulaire de M. le garde des sceaux, du 30 mars 1872 ;

» Mais attendu qu'il résulte des affirmations de Durand et des documents présentés par lui, sans qu'ils aient été contredits, la preuve que Pierre Durand, Sarde par sa filiation, *avait transporté son domicile en Savoie quelque temps avant l'annexion ;*

» Attendu, en effet, que Pierre Durand, dans le but de se soustraire à l'action de l'administration française, avait fixé son domicile à Vions, province de Chambéry, et y exerçait sa profession ; — que la preuve en est faite pour une époque très voisine de l'annexion, et résulte notamment : — 1° d'une lettre de l'intendant général de Chambéry, en date du 2 juillet 1859, adressée à M. le docteur Durand, à Vions ; — 2° d'une lettre de M. l'abbé Joly, aumônier de l'hospice de Chambéry, en date du 28 juillet 1859, et portant la même adresse ; — 3° d'une lettre du maréchal de France, ministre de la guerre, en date du 9 août 1859, adressée à M. Durand, à Hollart-de-Vions ; — 4° et spécialement d'une dépêche adressée par M. le ministre de l'intérieur de France à M. le sénateur chargé de l'administration du Rhône, en date du 9 octobre 1859, dans laquelle on lit que le sieur Durand « a fait

» reconnaître sa nationalité sarde, en prouvant que son » père était originaire de Ruffieux, en Savoie; qu'il » réside dans la commune de Vions, province de Cham- » béry, et n'a avec la France que des rapports motivés » par ses affaires de famille; »

» Attendu qu'il résulte de cet ensemble de faits et des documents rappelés, lesquels seront enregistrés avec le présent jugement, la preuve que Pierre Durand, Sarde et domicilié en Savoie au moment de l'annexion, est devenu Français par l'effet du traité du 24 mars 1860;

» Attendu que Marius Conchon soutient que l'article 1er du décret du 30 juin 1860, abrogeant sur ce point l'article 6 du traité, imposait à Durand, s'il voulait devenir Français, l'obligation d'en faire la déclaration dans le délai d'un an, à défaut de quoi il conservait sa nationalité sarde;

» Attendu qu'il est impossible d'admettre que le décret du 30 juin 1860 ait voulu abroger, dans une de ses dispositions les plus essentielles, le traité du 24 mars, promulgué le 12 juin, c'est-à-dire quelques jours seulement auparavant; — que, s'il en était ainsi, le décret s'en serait expliqué en termes formels et explicites;

» Attendu qu'un traité international, tel que celui du 24 mars 1860, constituait un acte synallagmatique et solennel qu'un simple décret, rendu sur la proposition du ministre de la justice, en dehors de l'intervention législative, et sans même que le Conseil d'Etat ait été entendu, était impuissant à modifier, alors que, par sa nature, ce décret ne rentrait pas dans les questions accessoires d'organisation intérieure, sur lesquelles le sénatus-consulte du 12 juin 1860 donnait au chef de l'Etat le pouvoir de faire des règlements par des décrets ayant force de loi;

» Attendu que la modification, introduite ainsi audit traité, eût été si essentielle et si profonde que, s'il était appliqué à la lettre, *il aurait pour effet de priver de* la nationalité française tous les Sardes qui, n'étant pas nés

dans les provinces annexées, mais y étant domiciliés, se seraient confiés aux dispositions formelles du traité promulgué le 12 juin et n'auraient pas fait la déclaration exigée par le nouveau décret; — que l'esprit large et libéral qui a inspiré ces grandes transactions, le texte du traité et les dispositions générales du droit public, résistent également à cette interprétation;

» Attendu, d'ailleurs, que la qualité de Français a été accordée d'une manière définitive et par la force même du traité, à tous les Sardes domiciliés en Savoie au moment de l'annexion, et que le décret du 30 juin 1860 ne saurait avoir d'effet rétroactif;

» Attendu que le décret du 30 juin 1860 avait pour objet de régler certaines situations spéciales, telles que celles de Sardes originaires des provinces italiennes domiciliés en Savoie, et qu'il avait pour effet de leur conserver la nationalité italienne, qui semblait plus naturellement leur appartenir; — qu'il n'y a donc pas lieu de l'appliquer, d'une manière générale, en contradiction avec le traité et surtout à des individus que leur naissance, précédant l'annexion, avait déjà faits originaires de la France;

» Attendu que, dans ces circonstances, il est sans intérêt de rechercher si Pierre Durand, né en France d'un étranger, qui lui-même y était né, n'est pas devenu Français par l'effet des lois des 9 février 1851 et 16 décembre 1874, ou si le traité du 14 octobre 1814 ne fait pas obstacle à l'application de ces lois aux individus nés pendant la période de l'occupation française;

» Attendu que le fait, par Durand, de n'avoir satisfait à la loi militaire ni en France, ni dans le royaume de Sardaigne, est absolument sans influence sur la solution de la question de nationalité; — par ces motifs : — Statuant en premier ressort, dit que la requête du sieur Conchon est rejetée comme mal fondée; — dit que le sieur Pierre Durand est devenu Français par l'effet du

traité du 24 mars 1860; — condamne Conchon aux dépens. »

313. Pour type de l'annexion à la France par voie de cession volontaire, nous avons choisi le traité du 24 mars 1860, organisant la réunion de la Savoie et de Nice à la France. C'est, en effet, la plus importante des annexions qui se soient produites, chez nous, dans ces derniers temps.

Nous devons cependant, pour être complet, en signaler deux autres, sur lesquelles, d'ailleurs, nous passerons rapidement.

314. C'est d'abord la cession faite à la France des communes de Menton et de Roquebrune par le prince de Monaco, moyennant la somme de quatre millions. Le traité est du 2 février 1861. Il offre cette particularité que, dans ses dispositions essentielles, il a été, de tous points, copié sur celui du 24 mars 1860. Ici l'annexion comprit aussi à la fois les sujets monégasques nés ou même simplement domiciliés dans le territoire annexé. La faculté d'option était, d'ailleurs, réservée exactement aux mêmes conditions qu'en 1860, c'est-à-dire moyennant une déclaration régulière, et un transfert de domicile pour les optants, bien entendu, qui, au moment même de la cession, habitaient le sol annexé. Ceux qui, à cette époque, étaient déjà domiciliés partout ailleurs, fût-ce même en France, n'avaient, sans aucun doute, pour opter valablement, qu'à faire leur déclaration. (Aix, 19 fév. 1873, D. P. 73-2-108.)

315. Enfin, l'accroissement le plus récent qui ait augmenté notre souveraineté territoriale, est la cession que nous fit la Suède de la petite île de Saint-Barthélémy, par traité en date du 10 août 1877. Cette cession avait d'ailleurs reçu l'approbation préalable et presque unanime des populations intéressées. Par suite de ce traité se trouvèrent, toutefois, seulement naturalisés, de plein droit, les sujets suédois *domiciliés* dans l'île. Quant aux originaires non domiciliés, ils n'étaient pas compris dans l'annexion.

Le droit d'option, sous l'accomplissement des formalités ordinaires, était d'ailleurs réservé aux habitants ainsi atteints. Observons même qu'à ce point de vue le traité fut plus prévoyant que celui du 24 mars 1860. Il s'occupe, en effet, du sort des *mineurs*. On leur accorde, pour opter, un délai d'un an, *à partir de leur majorité ;* ce qui est conforme à la solution par nous enseignée.

316. Il est clair que nous n'avons pas à rechercher quels effets, au point de vue des personnes, produit en général l'annexion à la France. Ces effets sont ceux d'une naturalisation ordinaire. Nous les verrons donc prochainement, dans notre troisième partie. Il est cependant un effet particulier que nous pouvons noter ici : car on le rencontre à la fois dans les trois traités que nous venons de signaler. C'est celui qui concerne les *fonctionnaires* du pays démembré.

En général, pour être fonctionnaire d'un pays, il faut en être sujet. Or l'annexion fait précisément perdre au fonctionnaire né et domicilié dans le territoire annexé, sa qualité de citoyen vis-à-vis de l'Etat démembré. Il ne pourra donc plus continuer à en être le fonctionnaire. Est-ce à dire pour cela qu'on ne lui tiendra aucun compte des services qu'il a déjà rendus ? Evidemment non : agir ainsi, ce serait commettre une grave injustice, et pousser à l'option tous les fonctionnaires atteints par le traité.

Cette question des fonctionnaires a été développée, avec talent, par M. René Selosse dans son traité déjà cité de l'annexion (1). Nous ne faisons qu'emprunter ici au savant auteur ses principales déductions. Il importe de distinguer entre les fonctionnaires amovibles et les fonctionnaires inamovibles.

317. *Première hypothèse.* — DES FONCTIONNAIRES AMOVIBLES.

Il est certain que ces fonctionnaires ne sont pas révoqués, *de plein droit*, par le fait même de l'annexion.

(1) Pages 186 et suiv. et 226 et suiv.

Mais l'Etat annexant est libre de les maintenir en charge ou de les remplacer.

Dans le premier cas, les services que le fonctionnaire ainsi maintenu a rendus à l'Etat démembré, doivent être comptés, à l'égal de ceux qui auraient été rendus à l'Etat annexant, pour évaluer plus tard la retraite. En effet, l'Etat annexant s'étant substitué à l'Etat démembré vis-à-vis de ce fonctionnaire, il doit donc en acquitter les obligations. Tel est le système équitable qui a été formellement consacré lors des trois annexions à notre territoire, en 1860, 1861 et 1877. Et d'abord, le traité du 24 mars 1860 contenait un article 5 ainsi conçu : « Le gouvernement français tiendra compte aux fonctionnaires de l'ordre civil et aux militaires, appartenant par leur naissance à la province de Savoie et à l'arrondissement de Nice, et qui deviendront sujets français, des droits qui leur sont acquis par les services rendus au gouvernement sarde.... » C'est par application de cette disposition, que l'on vit un ancien général sarde devenir aide de camp de l'empereur Napoléon III. De son côté, le traité conclu le 2 février 1861 avec la principauté de Monaco, obligeait la France à accorder des pensions de réforme ou de retraite, aux anciens fonctionnaires ou employés de la principauté, qui se trouvaient compris dans la cession. Enfin, la dernière convention que nous avons rapportée, celle conclue avec la Suède, le 10 août 1877, décide que, si les fonctionnaires suédois atteints par la cession « restent à la France, » leurs services antérieurs seront comptés comme rendus à notre pays, et leur retraite sera fixée suivant notre loi; et qu'au contraire, s'ils optent pour la Suède, ils seront indemnisés, par la France, des frais auxquels pourrait donner lieu leur repatriement ou la suppression de leur emploi.

Mais, dans le second cas, c'est-à-dire si le fonctionnaire amovible a été remplacé par l'Etat annexant, le fonctionnaire destitué perdra ses droits à la retraite, en supposant, bien entendu, qu'il n'ait pas rempli les conditions

d'âge et de service effectif, exigées par l'ancienne législation de l'Etat démembré. En effet, jusqu'à l'entier accomplissement de ces conditions, le fonctionnaire ne devait envisager sa retraite que comme une simple expectative, et non comme un droit acquis.

318. A côté des fonctionnaires amovibles, plaçons les officiers ministériels. Ici, il convient de concilier l'intérêt général avec l'intérêt privé : car l'*office* représente, on le sait, une véritable propriété. Dès lors, voici, à notre sens, de quelle façon il faut procéder. — Si l'Etat annexant juge exagéré, sur le territoire annexé, le nombre des offices ministériels, il peut en opérer la réduction. Mais l'officier ministériel, dont l'emploi serait ainsi supprimé, aurait droit à une indemnité dont la dépense sera répartie proportionnellement entre les titulaires des offices maintenus. (Comparez, en ce sens, le décret des 1er-14 décembre 1860, article 3, et celui des 19-24 décembre de la même année.) — A l'inverse, si l'Etat annexant croit utile d'augmenter le nombre des offices, il pourra le faire : mais les titulaires des nouveaux offices, dont la concurrence doit désormais nuire aux offices déjà existants, indemniseront les titulaires de ces derniers offices. — Nous venons de raisonner en prévision du cas où les offices, érigés sur le territoire annexé, sont reconnus par la législation du territoire annexant. S'il en était autrement, ils seraient supprimés par raison d'ordre public, sauf indemnité payée par l'Etat annexant.

319. *Deuxième hypothèse.* — DES FONCTIONNAIRES INAMOVIBLES.

Nous supposons ici qu'il s'agit de magistrats dont les fonctions, dans l'Etat démembré comme dans l'Etat annexant, sont garanties par le principe de l'inamovibilité.

320. A première vue, on pourrait croire que de tels fonctionnaires doivent, *nécessairement et par le seul fait de l'annexion*, être maintenus dans leurs fonctions. En effet, semble-t-il, un magistrat inamovible est, en quel-

que sorte, propriétaire de son siège. En outre, l'Etat annexant, en se substituant à l'Etat démembré, succède aux obligations de celui-ci, et ne doit pas pouvoir, plus que lui, révoquer un fonctionnaire inamovible.

321. Tel n'est pourtant pas notre avis. On sait, en effet, que le principe fondamental de la séparation des pouvoirs n'empêche pas le pouvoir judiciaire de n'être au fond qu'une branche du pouvoir exécutif. C'est donc un pouvoir qui se rattache au système gouvernemental d'un Etat, et c'est du gouvernement lui-même que les magistrats doivent recevoir leur nomination. Or, quelle est la condition des magistrats du pays annexé? Ils sont, après l'annexion, des fonctionnaires nommés par un gouvernement étranger. Décider que l'Etat annexant ne peut pas, s'il le veut, se priver de leurs services, ce serait porter la plus grave atteinte au droit inviolable, qui appartient à tout Etat, de conserver l'indépendance de son gouvernement. Il s'agit là, sans doute, de fonctionnaires inamovibles : mais ils sont inamovibles seulement vis-à-vis du gouvernement qui les nomme. — Au surplus, on est bien forcé de reconnaître à l'Etat annexant, le droit de modifier, sur le territoire annexé, les anciennes circonscriptions judiciaires. Or, ce remaniement lui-même n'aura-t-il pas, pour conséquence inévitable, de modifier aussi la situation des magistrats attachés aux tribunaux supprimés ou déplacés. — Enfin, l'on ne peut pas dire que ce système ne laisse aucune place à l'équité : car nous admettons aussitôt, comme tempérament à notre doctrine, que le magistrat, ainsi dépouillé d'un emploi auquel il pensait légitimement avoir un droit acquis, puisqu'il était inamovible, devra recevoir de l'Etat annexant une indemnité.

Observons toutefois, qu'après l'annexion de la Savoie et de Nice à la France, le décret du 12 juin 1860, article 1er, a consacré le principe que nous venons d'établir ; mais il a négligé de reconnaître le droit à une indemnité. C'est là un procédé excessif, il faut bien avoir

le courage de le reconnaître. Toutes les fois qu'une mesure d'intérêt général et d'ordre public aboutit au sacrifice d'un intérêt privé, la personne lésée doit recevoir une compensation pécuniaire : argument de l'article 1382 du Code civil.

322. Les considérations qui précèdent s'appliquent au cas où les fonctionnaires ont été atteints par le changement de nationalité, et n'ont pas opté. S'il s'agissait de fonctionnaires non frappés par la dénationalisation ou ayant opté, ils devraient évidemment être considérés comme étrangers vis-à-vis de l'Etat annexant, et comme n'ayant jamais été engagés par aucun lien à son égard. Il faut même décider que l'Etat annexant n'aurait pas le droit de les obliger à rester en fonctions jusqu'à ce qu'il ait pourvu à leur remplacement. Une telle décision ne pourrait être prise que de concert avec l'Etat démembré, et formulée par suite dans le traité.

Observons cependant que, lors de l'annexion de la Savoie et de Nice, la France n'a pas admis cette solution. Un décret du 12 juin 1860 déclare que les magistrats et officiers ministériels, non compris dans l'annexion, quoique remplissant leurs fonctions dans le pays annexé, devront rester en exercice, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à leur remplacement.

On ne peut que s'élever énergiquement contre une pareille mesure. Elle viole ouvertement, et la liberté du fonctionnaire qui ne reconnaît au-dessus de lui que l'autorité de son gouvernement, et la souveraineté de ce gouvernement lui-même, qui seul a le droit de commander à ses propres sujets.

APPENDICE

De l'acquisition de la qualité de Français par la naissance ou l'origine.

323. Jusqu'ici le but essentiel de notre étude a été de rechercher les principes généraux qui, dans notre droit, gouvernent la *naturalisation* dans le sens large du mot, c'est-à-dire l'acquisition de la nationalité française par ceux qui n'en sont pas investis dès leur naissance. Mais, au cours de ces développements, on a pu s'apercevoir que bien souvent nous étions obligés, pour être clairs, de nous écarter quelque peu de la voie que nous nous étions tracée : plus d'une fois nous avons dû dire quels étaient ceux qui possédaient la qualité de Français par leur seule origine. A ceux-là, en effet, ne sont pas nécessaires les règles que nous avons posées en matière de naturalisation, à moins, bien entendu, qu'ils n'aient perdu leur nationalité d'origine et qu'ils ne désirent la recouvrer (1).

Notre intention, en ajoutant cet appendice, est de préciser ce que jusqu'ici nous n'avons indiqué que par voie de digression. Nous allons examiner suivant quelles règles on devient Français par la naissance, sans avoir besoin du secours d'un mode quelconque de naturalisation. Nous aurons ainsi présenté la théorie générale et complète du Code civil sur l'acquisition de la qualité de Français.

(1) Comp. *suprà*, nos 126 et suivants.

324. Nous avons déjà vu que, dans notre *ancien droit*, il arriva un moment où la nationalité de naissance était conférée dans une double circonstance. Et d'abord, suivant un principe que la féodalité avait légué à la monarchie française, *était* ipso jure *Français tout individu qui naissait sur le sol français*, ses parents fussent-ils tous deux de nationalité étrangère : c'était l'application du *jus soli*. Mais, en outre, suivant un principe dont l'origine remonte jusqu'au droit romain, et que l'on finit par restaurer, *était aussi* ipso jure *Français tout individu qui naissait de pàrents français*, fût-il né même sur un sol étranger : c'était l'application du *jus sanguinis*.

Ces deux principes coexistèrent même sous la période du droit intermédiaire ou révolutionnaire.

325. Devait-on encore les consacrer l'un et l'autre sous l'empire du Code civil actuel ? C'est là une question qui divisa les législateurs de 1803. La solution qu'elle reçut ne passa pas sans difficultés : nous allons y revenir dans un instant.

Mais, disons immédiatement que le résultat auquel on aboutit, fut la consécration du *jus sanguinis*, à l'exclusion du *jus soli*. Ainsi, de nos jours, à la différence de ce qui se passait dans l'ancien droit, est Français dès sa naissance celui-là seul qui naît de parents français, quel que soit d'ailleurs le lieu de sa naissance.

326. Ce principe est déposé dans l'article 10, § 1, du Code civil. Il est ainsi formulé : « Tout enfant né d'un Français *en pays étranger est Français*. »

Mais, à première vue, cette forme, sous laquelle le législateur a exprimé ici sa pensée, ne paraît-elle pas bizarre ? Pourquoi déclarer ainsi tout spécialement Français celui qui naît de parents français *en pays étranger ?* L'enfant né *en France* dans les mêmes conditions, ne naîtrait-il donc pas Français ? Evidemment oui. Cet enfant mérite pour le moins la même faveur que celui né à l'étranger. Aussi paraissait-il évident aux yeux du légis-

lateur que la qualité de Français dût également lui être reconnue en France : « *Que l'enfant né d'un Français soit Français,* disait Boulay de la Meurthe dans l'exposé des motifs du projet de loi, *c'est une chose si évidente qu'il n'était pas besoin de l'exprimer.* Mais sous peine de faire de la France une prison ou un cloître d'où on ne peut sortir sans crime, on ne saurait priver de la même qualité, par une loi funeste, celui qui vient au monde sur une terre étrangère. A la paternité française est donc attachée d'une manière absolue, et abstraction faite de toute autre circonstance, notre nationalité (1). » « On conçoit facilement, disait aussi le tribun Gary, pourquoi le projet de loi ne s'occupe pas des enfants nés en France de Français. C'est bien pour cela qu'est essentiellement faite la loi française et que sont établis les droits civils (2). »

327. Mais s'il en est ainsi, s'il est évident que l'enfant né *en France* de parents français est *à fortiori* Français, ces expressions « né d'un Français *en pays étranger* » employées par l'article 10, § 1, sont donc complètement inutiles.

Leur insertion s'explique par l'historique de la rédaction de ce chapitre : elle s'explique encore par les difficultés et les discussions que nous signalions, il y a un instant, sur la question de savoir si l'enfant né en France de parents même étrangers devait être déclaré Français, *jure soli.* Les débats qui s'élevèrent sur ce point furent assez vifs. Dans le conseil d'Etat, le premier consul s'était prononcé nettement pour le maintien du *jus soli* dans notre droit. « Il ne peut y avoir que de l'avantage, avait-il dit, à étendre l'empire des lois françaises.... Les fils d'étrangers qui se sont établis en France ont l'esprit français, les habitudes françaises; ils ont l'attachement que chacun porte naturellement au pays qui l'a vu naître (3). »

(1) Séance du Corps législatif du 11 frimaire an X.
(2) Séance du 27 ventôse an XI.
(3) Locré, t. II, p. 35.

C'est sous l'influence de ces observations que fut rédigé l'article 2 du projet primitivement adopté au conseil d'Etat, qui correspondait à notre article 9 d'aujourd'hui. Il était ainsi conçu : « Tout individu né en France est Français, » C'était l'application bien nette du *jus soli*.

Mais les considérations, présentées par le premier consul, ne réussirent pas à convaincre le tribunat. « La rédaction de cet article 2, disait le tribun Siméon à la séance du 25 frimaire an X (1), ne présente-t-elle pas quelque chose de bizarre? Le fils d'un Anglais peut devenir Français : mais le sera-t-il, par cela seul que sa mère, traversant la France, l'aura mis au jour sur cette terre étrangère à elle, à son mari, à ses parents? Si chaque nation fait une telle déclaration, nous perdrons autant de Français que nous en gagnerons : on n'appartiendra plus à sa famille, à sa nation ; la patrie dépendra moins de l'affection qui s'y attache, du choix et de l'établissement, que du hasard de la naissance.... Ouvrons nos portes aux étrangers, mais ne nous en saisissons pas malgré eux. » Cette opinion du tribun Siméon fut partagée par le tribunat, qui repoussa, en conséquence, l'article 2 du premier projet présenté par le conseil d'Etat.

Le conseil d'Etat adhéra lui-même aux observations du tribunat et remplaça l'ancien article 2 par l'article 9 actuel qui fut définitivement adopté. De cette façon, les enfants, nés en France d'étrangers, ne sont pas de plein droit Français : on leur accorde seulement une naturalisation par le bienfait de la loi.

On comprend, dès lors, comment l'article 10, § 1, posait ce principe que tout enfant, né d'un Français *en pays étranger*, est Français. Ces mots « *en pays étranger*, » impliquaient que l'enfant *né en France* serait par cela seul Français, quelle que fût la nationalité de ses parents. Cette rédaction concordait avec le principe

(1) Locré, t. II, p. 248.

posé dans l'article 2 du premier projet. Mais elle aurait dû disparaître, dès que l'on eût fait subir à celui-ci la modification radicale et profonde que nous connaissons. Elle n'a été maintenue que par inadvertance.

328. Quoi qu'il en soit, en combinant les articles 9 et 10 du Code civil, on n'en dégage pas moins cette règle certaine que la nationalité d'origine, celle qui est acquise à l'enfant dès sa naissance, n'appartient de nos jours qu'à celui-là seul qui est né, n'importe en quel endroit, de parents français.

329. Nous disons que l'enfant doit être né de parents français.

Cette règle ne souffre assurément pas de difficulté, lorsque le père et la mère ont, tous les deux, la nationalité française. Mais il se peut aussi que le père et la mère ne soient pas de la même nationalité. Par exemple, au jour du mariage, les deux époux étaient étrangers; durant l'union conjugale, le mari seul s'est fait naturaliser en France. Nous avons déjà dit que cette naturalisation n'avait aucun contre-coup sur la femme, laquelle n'en restait pas moins étrangère. C'est ce que nous démontrerons plus loin quand nous préciserons les effets de la naturalisation au point de vue des personnes auxquelles ces effets s'appliquent. Eh bien, quelle serait la nationalité d'un enfant qui naîtrait après cette naturalisation paternelle?

D'une façon générale, pour déterminer la nationalité d'un enfant, lorsque l'un de ses deux parents seulement est Français, il faut distinguer suivant que l'enfant est légitime ou naturel.

330. *Première hypothèse. — L'enfant est légitime.* Lorsque l'enfant est né en légitime mariage, *c'est le père* qui lui transmet sa nationalité. Deux considérations, tirées, l'une de la tradition historique, l'autre des principes généraux du droit, font admettre cette solution :

1° *Tradition historique.* — Il était de principe en *droit romain* que l'enfant, né en légitime mariage, suivait la

condition de son père : « *Cum legitimæ nuptiæ factæ sunt, patrem liberi sequuntur*, » (L. 19, Dig. *De statu homin.*) Cette règle fut également suivie dans notre *ancien droit français*. « Si l'enfant est né en légitime mariage, dit Pothier, il faut que le père soit Français, pour que le fils le soit aussi. Un enfant né en pays étranger d'une Française et d'un étranger, serait réputé étranger. » (*Traité des personnes*, tit. 2, sect. 1.);

2° *Principes généraux du droit.* — La règle que nous venons de poser n'a pas été expressément consacrée par notre Code : mais elle résulte de l'ensemble de ses dispositions sur l'organisation de la famille. Le père est, en effet, le chef de la famille : c'est lui qui exerce la puissance paternelle, c'est lui dont la volonté l'emporte lorsqu'il s'agit du mariage de l'enfant, c'est lui enfin qui transmet à l'enfant son nom pour le perpétuer : il doit, dès lors aussi, lui transmettre sa nationalité. Ainsi le veulent le bon sens et la logique.

331. *Deuxième hypothèse. — L'enfant est naturel.* Il convient de faire ici une sous-distinction. Oui ou non, l'enfant naturel a-t-il été reconnu?

332. *a. — L'enfant naturel n'a pas été reconnu.* Lorsqu'il s'agit d'un enfant naturel non reconnu, autrement dit lorsqu'il s'agit d'un individu né en France de père et mère inconnus, ou d'un *enfant trouvé*, des difficultés s'élèvent dans la doctrine sur la nationalité que l'on doit de préférence lui attribuer.

333. Un *premier système* (1) soutient que cet enfant est *étranger*. Seulement, comme il est né sur le sol français, il pourra invoquer la naturalisation par le bienfait de la loi dont il est question dans l'article 9 du Code civil. En effet, dit-on, des étrangers peuvent avoir donné le jour à cet enfant. Il faut donc accepter cette donnée, comme point de départ de la règlementation.

334. Nous ne pouvons pas, pour notre part, admettre une telle affirmation. Nous nous rallions plutôt

(1) M. Richelot, t. 1, p. 112.

à un second système, suivant lequel il faut regarder l'enfant dont il s'agit comme *Français*, dès sa naissance (1).

En effet, puisque l'on ne connaît pas ses parents, la question est douteuse. Or, est-ce que, dans le doute, on ne doit pas incliner pour ce qui est le principe, la règle générale ? En France, c'est précisément la nationalité française qui forme le droit commun. La présomption doit donc être pour cette nationalité française, et non pour l'extranéité : car l'extranéité est l'exception.

D'ailleurs, grâce au lieu même de sa naissance, grâce au principe général que nous venons de rappeler, l'enfant trouvé aura du moins la *possession d'état de Français*. Il possède donc le plus puissant de tous les titres en matière de nationalité : car, ainsi que le dit M. Demolombe (2), pourrions-nous le plus souvent, tous, tant que nous sommes, prouver notre qualité de Français autrement que par la possession même ?

Enfin, le décret du 4 juillet 1793 déclarait que les enfants trouvés porteraient le titre d'enfants naturels de la patrie. Il est vrai qu'une objection sérieuse ébranle singulièrement l'autorité de ce décret : c'est qu'il est antérieur au Code et en harmonie, par conséquent, avec le vieux principe du *jus soli* encore appliqué sous la période révolutionnaire. Mais nous pouvons heureusement invoquer encore dans le sens de notre opinion un texte plus récent, édicté depuis la consécration exclusive du *jus sanguinis* : c'est le décret du 19 janvier 1811. L'article 17 de ce décret dit, en effet, que les enfants trouvés, élevés à la charge de l'Etat, sont entièrement à sa disposition, et l'article 19 ajoute qu'ils sont appelés

l'armée comme conscrits. Les enfants trouvés ne sont-ils pas traités ainsi manifestement comme des Français ?

(1) Marcadé, t. I, n° 108. — Fœlix, *Rev. étrangère*, 1840, t. VII, p. 201. — Poitiers, 26 juin 1829, Sir. 1830-2-99.

(2) T. I, n° 154.

335. *b.* — *L'enfant naturel a été reconnu.* Si la reconnaissance n'a été faite que par un seul des deux parents, la solution ne souffre pas de difficulté. L'enfant suivra la nationalité du parent qui l'aura reconnu. Peu importe d'ailleurs que la reconnaissance ait été volontaire ou forcée. Ainsi, l'enfant naturel, reconnu par un père français, est lui-même Français. La reconnaissance a, en effet, constaté sa filiation et son origine. Dès ce moment, il doit être regardé comme né d'un Français. Or l'article 10 ne distingue pas entre l'enfant naturel et l'enfant légitime. Il confère la nationalité française à « tout enfant né d'un Français ». D'ailleurs, pourquoi la reconnaissance du père n'attribuerait-elle pas à l'enfant la nationalité de ce père? Est-ce qu'elle ne lui attribue pas aussi le nom de celui-ci? Ne le soumet-elle pas à la puissance paternelle? — Par les mêmes raisons, l'enfant naturel prendrait la nationalité de sa mère, s'il n'avait été reconnu que par celle-ci. L'article 10 du Code civil parle, il est vrai, de l'enfant né d'*un Français*. Mais une telle expression est assez large pour s'appliquer aussi à l'enfant né d'*une Française*. C'est le cas de répéter avec la loi 195, Dig. *De verbor. signif* : « *Pronunciatio sermonis in sexu masculino ad utrumque sexum plerumque porrigitur.* »

336. Supposons maintenant que l'enfant a été reconnu par son père et par sa mère: l'un d'eux est Français et l'autre étranger. Quel est celui qui communiquera sa nationalité à l'enfant? Cette hypothèse est infiniment plus délicate que la précédente. Elle n'a pas donné lieu à moins de quatre systèmes. — Le premier système, présenté par M. Richelot (1), offre à l'enfant le *choix* entre la nationalité de son père et celle de sa mère : il y a doute, dit cet auteur : c'est donc le cas d'accorder à l'enfant, un droit d'option au gré de ses intérêts.

Il n'est pas besoin de s'arrêter à cette opinion qui n'a pas trouvé faveur dans la doctrine. En effet, en principe,

(1) T. 1, p. 3.

la nationalité d'origine se détermine, non point en vertu d'une option ou d'une manifestation libre de la volonté; mais c'est la loi seule qui fixe elle-même d'une façon absolue si, en naissant, on est ou non Français. On comprend d'ailleurs qu'il en soit ainsi : car la nationalité tient à la fois au droit public, au droit international et au droit privé. C'est une matière trop importante pour la laisser soumise à l'arbitraire et au caprice individuel.

337. Frappé de cette nécessité, un *second système* a prétendu que la nationalité de l'enfant devrait être, dans notre hypothèse, la nationalité de sa *mère* (1).

En effet, dit-on, la tradition historique est *en ce sens*. Ainsi en *droit romain* l'enfant né du *concubinatus* suivait la condition de sa mère, et non point celle de son père, bien que cependant celui-ci fût connu : « *Partus ventrem sequitur*. » Cette règle était également absolue dans notre ancienne jurisprudence : elle s'appliquait même au cas où l'enfant aurait été reconnu par son père et par sa mère. Pothier est formel sur ce point. — Or, lorsqu'une règle a traversé tant de siècles sans donner lieu à aucune critique, et que la loi nouvelle n'en contient pas l'abrogation expresse, ne doit-on pas supposer cette règle maintenue ?

Sans doute, ajoute-t-on, l'on comprend que l'enfant suive la condition de son père plutôt que celle de sa mère, quand la personnalité de la mère est, par le mariage, étroitement liée et confondue en quelque sorte avec celle du père. Mais, quand le mariage n'existe pas, les personnes de ceux qui ont reconnu l'enfant demeurent distinctes, et l'enfant ne peut, dès lors, se rattacher d'une façon certaine qu'à l'une d'elles, à la mère qui l'a mis au monde.

On fait observer enfin que la solution proposée reste toujours conciliable avec les articles 9 et 10 qui, dans notre Code civil, ont trait à la nationalité d'origine. — En effet, si l'on suppose d'abord l'enfant né *d'une Française* et *d'un étranger* qui tous deux l'ont reconnu, pourquoi forcer l'enfant à suivre la condition de l'étranger ? L'ar-

(1) M. Duranton, t. I, nos 124 et 125.

ticle 9 n'autorise pas cette décision : car il statue, au contraire, dans la supposition que l'enfant né en France d'un étranger est étranger, et il lui ouvre la voie pour devenir Français. L'article 10 n'est pas plus concluant : car il parle d'un enfant né d'un Français, et nous le supposons ici né d'une Française et reconnu par un étranger. A l'inverse, si l'on suppose l'enfant né d'une étrangère et reconnu par un père français, l'article 10, qui comprend « tout enfant né d'un Français, » tendrait à première vue à faire déclarer l'enfant Français. Mais il ne faut pas oublier que cette expression « *né d'un Français* » est générique. Ce n'est pas un terme employé pour rattacher toujours la condition de l'enfant à celle de son père.

338. Mais ce système n'est pas plus admissible que celui qui précède. Que vient-on parler ici du droit romain ? N'y a-t-il pas un abîme entre cette législation et la nôtre sur le point qui nous occupe ? En droit romain, le *concubinatus* ne produisait entre le père et l'enfant aucun lien, aucun rapport de puissance paternelle, tandis qu'aujourd'hui la reconnaissance produit un tel effet. De plus, lorsqu'il y a concours des deux reconnaissances, c'est le nom du père que l'enfant reçoit, c'est à la puissance du père qu'il est soumis ; c'est la volonté du père qui l'emporte, en cas de dissentiment, sur celle de la mère, quand il s'agit du mariage de l'enfant. Aussi doit-on, à notre sens, admettre ici, par analogie de ce qui se passe quand il y a eu mariage, que la nationalité du père l'emportera sur celle de la mère.

339. Il est intervenu, il est vrai, un *troisième système* qui propose une distinction (1). Si l'enfant naturel est reconnu par un père français et une mère étrangère, l'enfant aurait la nationalité du père et serait Français, par application de l'article 10 qui dit : « Tout enfant né d'un Français est Français. » D'un autre côté, si c'est la mère de l'enfant naturel qui est Française, l'enfant aurait la nationalité de celle-ci et serait encore Français. Alors

(1) M. Coin-Delisle, art. 10, nos 10 et 11.

il faut dire « *partus ventrem sequitur ;* » car, ajoute-t-on, il ne faut pas « qu'une seule goutte de sang français se détourne au profit des nations étrangères. »

Mais le vice d'une telle doctrine saute aux yeux. La distinction qu'elle propose est, en effet, toute de sentiment et n'a rien de juridique. Ce motif suffit pour la faire rejeter.

340. Nous arrivons ainsi au *quatrième système*, le seul qui nous paraisse acceptable. L'enfant naturel, reconnu par ses deux auteurs, suit toujours la nationalité de son *père :* peu importe que celui-ci soit d'ailleurs étranger ou Français.

Nous connaissons déjà la considération qui constitue l'argument fondamental de cette opinion. Nous l'avons donnée pour réfuter ci-dessus le second système. C'est qu'il serait étrange que l'enfant naturel, soumis à l'autorité de son père qui l'a reconnu, portant de plus son nom, n'eût pas la même patrie que lui. Ne serait-ce pas consacrer une cause d'indépendance, sinon de désunion, entre deux êtres que pourtant la loi a faits dépendants l'un de l'autre?

Nous disons que ce principe doctrinal est le plus puissant argument que nous puissions invoquer : car nous n'admettons pas que l'on vienne jeter dans ce débat les articles 9 et 10 du Code civil. Encore une fois, les mots « *Français* et *étranger* » employés par ces articles sont génériques. Ils comprennent indistinctement la femme et l'homme. Ils ne peuvent donc rien décider dans la question.

On a pourtant voulu ébranler notre principe par une triple objection.

1° Il en résulterait, dit-on, qu'il dépendra d'un étranger de dépouiller l'enfant de sa nationalité française. Supposons, en effet, un enfant qui est reconnu tout d'abord par sa mère Française : quinze ou vingt ans après, se produit un acte de reconnaissance émanant d'un étranger qui se dit son père. Cet acte n'est peut-être qu'un odieux mensonge, et cependant il fera perdre la qualité de Français à l'enfant.

2° L'enfant pourra-t-il contester une telle reconnaissance ? Cela lui sera le plus souvent impossible. Il devrait, en effet, administrer comme preuve, l'impossibilité physique de cohabitation entre sa mère et celui qui l'a reconnu, durant le temps qui s'est écoulé depuis le 300e jusqu'au 180e jour avant sa naissance. N'est-ce pas là s'engager dans une démonstration impraticable ?

3° Enfin, poursuit-on, s'il s'agit d'un Français qui vient reconnaître l'enfant d'une femme étrangère, il se peut que les lois du pays de cette femme attribuent toujours, à l'enfant naturel, la nationalité de la mère. Et alors, l'enfant aurait deux patries !

341. Aucune de ces objections ne nous paraît pourtant péremptoire. Quelques explications seulement suffisent pour le démontrer. Un étranger, dit-on, pourra dépouiller l'enfant de sa qualité de Français. — A cela, nous faisons deux réponses : l'une de droit, l'autre de fait. *En droit*, pourquoi ne regarderait-on pas un tel effet comme pouvant découler de la reconnaissance. Celle-ci fera bien prendre à l'enfant le nom du père, elle le soumettra à la puissance paternelle, elle attribuera au père des droits à la successien de l'enfant. Ces effets-là sont-ils donc moins considérables que la transmission de nationalité ? D'ailleurs, *en fait*, la reconnaissance se produira, le plus communément, au moment de la naissance de l'enfant, ou peu de temps après. En supposant qu'elle n'ait lieu que plus tard, le plus souvent, le père, avant de reconnaître l'enfant, lui aura prodigué ses soins ; dans ces circonstances, l'enfant se gardera bien de contester la reconnaissance.

Au surplus, voulût-il le faire, que cela, pour être difficile, ne serait pas cependant impossible. Et puis, on ne peut, dans notre question, essayer d'ébranler un principe par une simple considération de fait, en invoquant des difficultés de preuve. Sinon, on détourne le débat de la voie qu'il doit suivre, et l'on substitue, à une question de droit, une question de législation. Pour critiquer

l'un des effets de la reconnaissance, on s'attaque à la reconnaissance même et aux règles qui l'organisent.

Ajoutons, enfin, que le système opposé au nôtre, celui qui confère toujours, à l'enfant naturel reconnu, la nationalité de sa mère, aboutirait, lui aussi, à une conséquence absolument identique à celle qu'on nous reproche. Supposons, en effet, un enfant reconnu seulement d'abord par un Français, puis, longtemps après, reconnu par une étrangère. Le système que l'on nous oppose ne sera-t-il pas obligé, lui aussi, de décider que l'enfant perdra la qualité de Français pour prendre la nationalité maternelle?

On a encore objecté, il est vrai, que, dans notre système, il pourrait se réaliser telle hypothèse où l'enfant aurait deux patries! Mais il suffit de répondre qu'après tout, ce ne sera pas le seul cas où les lois de deux pays différents revendiqueront le même individu. Ainsi, par exemple, en Angleterre, on applique encore le *jus soli*. Donc, l'enfant né d'un Français, en Angleterre, est *Anglais*, d'après la coutume anglaise, et *Français*, d'après la loi française. Lui aussi aura deux patries! (Comp. Douai, 19 mai 1835, Dev. 38-2-97; — Cass. 15 juillet 1840, Dev. 40-1-900; — Metz, 8 août 1855, Dev. 57-2-35.)

342. Nous savons maintenant dans quels cas l'enfant prend la nationalité de son père et dans quels cas, au contraire, il prend celle de sa mère.

Mais il importe aussi de savoir, dans ces différentes hypothèses, quel moment on devra considérer pour déterminer la nationalité de l'enfant. Se placera-t-on au moment de sa naissance, ou au moment de sa conception? La question peut avoir de l'intérêt : car l'auteur, dont l'enfant doit suivre la condition, a pu fort bien changer de nationalité dans l'intervalle de la conception à la naissance de cet enfant.

Ainsi, par exemple, Pierre, Français d'origine, marié avec Sophie, se fait naturaliser, durant la grossesse de

celle-ci, en Angleterre. Au moment de l'accouchement de Sophie, Pierre est devenu Anglais : quelle sera la nationalité de l'enfant? — Si vous vous attachez au moment de la conception, remontant ainsi à l'époque de la gestation de la mère, l'enfant sera Français ; si, au contraire, vous vous attachez à l'époque de l'accouchement, il sera étranger. Que faut-il décider? — Trois opinions ont été émises sur cette question.

343. *Premier système.* — La première doctrine enseigne qu'on ne doit jamais s'attacher qu'au moment même de la naissance. — Elle invoque d'abord le texte même de la loi; l'article 9 dit : « Tout enfant *né* d'un étranger; » l'article 10 dit : « Tout enfant *né* d'un Français. » On voit qu'il n'est point question, dans ces textes, d'autre chose que de la naissance. — Et cela, ajoute-t-on, est conforme à la *vérité* et à la *nature :* l'enfant, en effet, tant qu'il est dans le sein de sa mère, n'est point encore une personne ; il ne compte, dans la société humaine, qu'à titre d'espérance éventuelle; il n'est donc et ne peut être membre d'aucune nation.

344. *Deuxième système.* — Une seconde opinion distingue entre l'enfant légitime et l'enfant naturel. L'enfant légitime, nous l'avons dit, suit la nationalité de son père ; l'enfant naturel, au contraire, suit la nationalité de sa mère, (et cela toujours), sauf le cas exceptionnel où son père l'aurait reconnu soit volontairement, soit judiciairement. Eh bien, dit-on, si la femme était mariée, la nationalité de l'enfant se déterminera par celle du père au moment de la *conception ;* — pour l'enfant naturel, au contraire, il ne faut s'attacher qu'à l'époque de sa *naissance*, puisqu'il est destiné à suivre la condition de sa mère.

Pour étayer cette théorie, on fait remarquer, d'abord, que les articles 9 et 10 ne tranchent nullement la question. Les mots qu'ils emploient, — « *né* d'un étranger, *né* d'un Français, » — ont uniquement pour but de déterminer les conséquences de cette filiation et de cette

origine différentes ; mais la loi n'a pas eu en vue la fixation précise du moment où la filiation devra être appréciée et caractérisée : c'est-à-dire que le mot *né* est employé ici comme synonyme du mot *issu*.

C'est donc la nature elle-même qui, dans le silence des textes, doit ici servir de guide. Or, quand une femme mariée est enceinte, l'enfant, devant recevoir la condition de son père, ne peut, évidemment, la recevoir qu'au moment même de la *conception* : car, une fois conçu, il devient indépendant du père ; la gestation est l'œuvre exclusive de la mère, et le père peut mourir sans que l'état de l'enfant en soit aucunement affecté. Il est évident, par exemple, que l'enfant conçu pendant le mariage naîtra légitime, lors même qu'au moment de l'accouchement, la femme, étant devenue veuve, ne serait plus mariée (art. 312 à 315) : *momentum patris*, *momentum conceptionis*. — Au contraire, lorsqu'il s'agit d'un enfant naturel qui, lui, reçoit la condition de sa mère, il ne peut la recevoir qu'au moment de la *naissance* : car, jusque-là, il n'est, par rapport à sa mère, qu'une partie d'elle-même, souffrant quand elle souffre, succombant le plus souvent quand elle meurt : *momentum matris*, *momentum editionis*. Il faut donc accepter ici la tradition constatée par Ulpien (*Reg.*, tit. v, § 10), et admise aussi dans notre ancien droit : « *In his qui jure contracto matrimonio nascuntur*, CONCEPTIONIS *tempus spectatur ; in his autem qui non legitimè concipiuntur*, EDITIONIS. »

Il faut accepter ces principes : ils sont parfaitement exacts ; mais nous proposons d'aller plus loin encore dans les déductions qui en découlent logiquement, et de combiner ces principes avec la règle : *Infans conceptus pro jam nato habetur*, *quoties de commodis ejus agitur* (L. 7, Dig. *de statu hominum* ; art. 725, 906, 961 Code civ.) : cette règle nous paraît, dans certains cas, devoir modifier les conséquences du principe primordial.

345. De là le *troisième système* que nous adoptons et dont voici la formule : — Il suffit, pour qu'un

enfant (légitime ou naturel, peu importe) naisse Français, que la personne dont il doit suivre la condition (son père ou sa mère), ait été Française, soit au moment de sa conception, soit au moment de sa naissance, soit même dans l'intervalle de ces deux époques. (Comp. M. Demolombe, t. 1, nº 151.)

Voici comment nous raisonnons. Au point de vue des vrais principes, on ne peut être Français ou étranger, appartenir à telle ou telle nation, qu'autant qu'on est déjà né : ce n'est que par une fiction introduite en faveur de l'enfant, qu'on peut le réputer né du jour de sa conception ; ce n'est encore qu'en vertu d'une fiction qu'il peut être, dans le sein de sa mère, héritier ou légataire (art. 725). La fiction, étant introduite en faveur de l'enfant, ne doit point, par conséquent, être retournée *contre lui ; beneficia non sunt retorquenda*. Or, quel peut être, aux yeux de la loi française, l'intérêt véritable de l'enfant, lorsque les principes ne viennent pas rigoureusement l'entraver? C'est, évidemment, de naître Français. Il faut donc lui accorder cette qualité, toutes les fois qu'à un moment quelconque, depuis la conception jusqu'à l'accouchement, celui ou celle dont il doit suivre la condition, aura appartenu à la nationalité française. Nous passons maintenant à l'application de notre doctrine. Prenons les deux exemples suivants : — Un homme et une femme étrangers, légitimement mariés, se sont fait naturaliser en France au moment où la femme était déjà enceinte. Si vous admettez le second système, l'enfant naîtra étranger, car il doit suivre la condition de son père : or, au moment de la conception (*momentum patris*), le père était bien étranger : l'enfant sera donc nécessairement étranger.

Quant à nous, nous pensons qu'il naîtra Français. En effet, il ne serait né étranger qu'en vertu de la fiction : « *Infans conceptus pro jam nato habetur, quoties de commodis ejus agitur.* » Mais, alors, vous retournez la fiction contre lui. Donc, revenons à la réalité des choses. Au

point de vue de la loi française, il est de l'intérêt de l'enfant de naître Français : il faut donc admettre qu'en effet, il naîtra Français dans notre hypothèse.

De même (et c'est notre second exemple), supposez qu'une femme française, non mariée, soit enceinte, et qu'elle soit devenue étrangère à l'époque de l'accouchement : le deuxième système devrait déclarer l'enfant étranger. — Mais, pour nous, les motifs déjà indiqués nous portent à croire qu'il sera Français. D'une part, l'enfant conçu est réputé né, lorsqu'il s'agit de son intérêt; or, nous devons considérer qu'il est de son intérêt d'être Français. D'autre part, les articles 725 et 906 lui étaient applicables : car le premier de ces articles déclare que, pour être capable de succéder, il faut être au moins conçu au moment de l'ouverture de la succession; le second dit, que, pour être capable de recevoir entre-vifs, il suffit d'être conçu au moment de la donation; et pour être capable de recevoir par testament, il suffit d'être conçu à l'époque du décès du testateur. Si donc une donation lui avait été faite, à lui simplement conçu, à l'époque où sa mère était Française, il aurait pu la recevoir : il n'est pas possible d'admettre que la naturalisation ultérieure de sa mère, en pays étranger, lui enlève un droit acquis.

346. Des développements qui précèdent il résulte, qu'en thèse générale, pour naître Français, il faut naître de parents français. A l'inverse, est étranger, l'enfant qui naît de parents étrangers.

Mais cette double proposition suppose connue la nationalité des parents. Or, il est une hypothèse qui ne rentre, ni dans l'un ni dans l'autre de ces cas, et qui a donné lieu à une question controversée.

Il s'agit d'un enfant né, en France, de parents qui ont perdu leur nationalité étrangère, sans, d'ailleurs, avoir acquis la nôtre, de parents qui, par conséquent, n'ont plus de patrie. Par exemple, ce sont deux époux belges, qui ont quitté leur pays, sans esprit de retour,

pour venir s'installer en France. On sait que, d'après la législation belge (art. 17, alinéa 3), un abandon aussi complet de la patrie fait perdre la nationalité. La même disposition se trouve d'ailleurs dans notre Code (même art. 17, alinéa 3). Voilà donc des époux qui n'ont plus de patrie. Ils ont un enfant, pendant qu'ils habitent la France. Quelle sera la nationalité de cet enfant?

347. Un *premier système* soutient que cet enfant doit être regardé comme Français d'origine. Voici comment on raisonne dans cette opinion :

Et d'abord, dit-on, on ne peut pas déterminer ici la nationalité de l'enfant, d'après celle du père. On ne peut pas dire : l'enfant n'est pas Français, parce que son père ne l'est pas lui-même. En effet, le principe, d'après lequel l'enfant suit la condition de son père *jure sanguinis*, suppose que le père a une nationalité. Mais, quand le père n'en a pas, il ne peut en transmettre aucune à son enfant : *nemo dat quod non habet.*

Peut-on dire, ajoute-t-on, qu'il y a lieu d'appliquer l'article 9 du Code civil, ce qui reviendrait à regarder l'enfant comme né en France d'un étranger, et l'autoriserait à opter dans l'année qui suit sa majorité? En aucune façon : car l'article 9 suppose l'enfant né d'un étranger, c'est-à-dire né d'un père dont la nationalité étrangère est déterminée. Or, dans l'espèce, le père est sans patrie. Donc, conclut-on, puisqu'on ne peut pas appliquer le *jus sanguinis*, puisqu'on ne peut point davantage appliquer le bienfait de la loi auquel se réfère l'article 9, il faut bien en revenir à l'ancien principe du *jus soli.* L'enfant dont il s'agit est donc Français, par cela seul qu'il est né en France. Tel est le système professé par M. Demante, (*Cours analytique de Code civil*, t. 1, p. 66 et suiv.)

348. Nous ne croyons pas devoir admettre cette théorie, et nous nous rallions de préférence au *second système*, suivant lequel l'enfant dont il s'agit naît étran-

ger, sauf pour lui la faculté de profiter de la faveur inscrite dans l'article 9.

Notre raisonnement est bien simple : aux termes de l'article 10, est Français « tout enfant né d'un Français. » Or, dans l'espèce, le père est-il Français? Non, puisqu'on le suppose sans patrie, et puisqu'il ne lui suffit pas, pour être devenu Français, d'avoir perdu la nationalité étrangère : il faudrait qu'il se fût fait naturaliser. Donc logiquement et nécessairement l'enfant de cet individu naît lui-même étranger. (Comp. M. Laurent, t. 1, n° 334.)

349 Ainsi, il faut que le père soit Français pour transmettre la nationalité française à son enfant. La règle est certaine. Mais on s'est demandé si, du moins, elle était rigoureuse à ce point, qu'il faudrait regarder encore comme étranger, l'enfant qui serait né en France d'un étranger, admis par décret du chef de l'Etat à établir son domicile en France, aux termes de l'article 13 du Code civil.

349 *bis*. Quelques auteurs ont pensé qu'ici, il faudrait faire fléchir le principe. Tel est l'avis de M. Delvincourt (1). M. Valette (2), partage cette opinion, pour le cas où l'autorisation de domicile n'aurait été demandée qu'en vue de se faire naturaliser Français.

350. Mais, même avec ce tempérament, nous ne saurions souscrire à une telle doctrine.

Il faut remarquer d'abord que l'autorisation, dont parle l'article 13, ne confère que la jouissance des droits civils, sans faire perdre à l'étranger sa nationalité étrangère. De plus, il paraît difficile d'admettre une distinction entre le cas où l'étranger, autorisé par le chef de l'Etat à établir son domicile en France, n'a pas l'intention d'abdiquer sa patrie, et l'hypothèse où il a, en réalité, perdu tout esprit de retour, et n'a demandé l'autorisation d'établir son domicile en France, que pour

(1) T. 1, p. 189, note 1.

(2) *Sur Proudhon*, t. 1, p. 175.

se faire ensuite naturaliser Français. *En fait*, cette distinction pourra exister; mais, *en droit*, on ne saurait l'admettre : l'étranger reste toujours tel, tant qu'il n'a pas été naturalisé. Il pourrait parfaitement d'ailleurs, avant d'être devenu Français par la naturalisation, abandonner la France, ou se voir retirer son autorisation de domicile.

Il faut donc, à notre avis, considérer toujours comme étranger l'enfant qui viendrait à naître en France, même des œuvres d'un étranger admis par le chef de l'Etat à établir son domicile en France, par application de l'article 13 du Code civil, quelles que puissent être les vues de naturalisation du père, au moment de son admission à domicile.

FIN DE LA PREMIÈRE ÉTUDE

DEUXIÈME ÉTUDE

DEUXIÈME ÉTUDE.

DE LA NATURALISATION

ENVISAGÉE COMME MOYEN

DE FAIRE PERDRE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS,

ET PLUS GÉNÉRALEMENT

DE LA PERTE DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS.

PRÉLIMINAIRES ET NOTIONS HISTORIQUES.

351. Nous avons vu, dans notre première étude, comment s'opère la naturalisation envisagée comme moyen, pour un étranger, d'acquérir la qualité de Français. Nous avons ensuite, dans un appendice, examiné comment la nationalité française s'acquiert par la naissance. De cette façon, nous avons pu présenter une théorie d'ensemble sur l'acquisition, en général, de la qualité de Français.

352. Le moment est venu maintenant de considérer la naturalisation sous son second aspect, c'est-à-dire de l'envisager comme moyen de faire perdre la qualité de Français, en la remplaçant par une nationalité étrangère. Nous suivrons, dans cette nouvelle étude, un plan analogue à celui de la précédente. Nous insisterons surtout, sans doute, sur la naturalisation acquise par un Français en pays étranger, c'est-à-dire sur les différentes hypothèses où la nationalité française se perd, pour être

remplacée par une autre. Mais là ne se borneront pas nos développements. Nous examinerons aussi, accessoirement toutefois (car tel n'est pas le but essentiel de notre ouvrage), les hypothèses diverses où la qualité de Français se trouve perdue, sans qu'une nationalité étrangère lui soit nécessairement substituée. De cette manière, les deux premières études présenteront une théorie générale et complète sur les modes d'acquisition et de perte de la qualité de Français.

353. Mais avant d'étudier les causes de perte de la qualité de Français, telles qu'elles existent sous la législation actuelle, il convient de dire un mot des règles admises, en cette matière, par les législations antérieures. Nous allons donc parcourir rapidement le droit romain, l'ancien droit et le droit intermédiaire ou révolutionnaire.

DROIT ROMAIN

354. On sait qu'en droit romain le *status*, c'est-à-dire l'état d'une personne dans toute sa plénitude, se composait de trois éléments : la liberté, la cité, la famille, (*libertas*, *civitas*, *familia*).

Quiconque perdait la liberté, subissait la *maxima capitis deminutio*, et perdait, par voie de conséquence et du même coup, ses droits de cité et ses droits de famille.

Quiconque perdait ses droits de cité, subissait la *media capitis deminutio*, et perdait en même temps ses droits de famille.

Quant à la déchéance du troisième degré, celle qui portait sur la famille, la *minima capitis deminutio*, elle laissait intactes, à la fois, la liberté et la *qualité de citoyen*. Elle ne doit donc pas nous arrêter ici.

355. Puisque la perte de la liberté emportait comme conséquence la perte de la cité, il s'ensuit que l'esclavage était un mode *indirect* de perdre la qualité de citoyen.

Certes, il ne peut pas entrer dans nos intentions d'étudier ici l'esclavage tel qu'il était pratiqué à Rome. Cette étude n'offrirait aujourd'hui aucun intérêt pratique, l'esclavage étant, Dieu merci! et depuis longtemps aboli : nous n'avons à faire ici aucun rapprochement utile.

Qu'il nous suffise donc de dire que l'esclavage était encouru à Rome pour deux catégories de causes bien distinctes : d'abord pour cause de captivité (car tout citoyen romain qui tombait au pouvoir de l'ennemi devenait esclave); ensuite pour des causes qui se rattachaient au droit civil (telles étaient, sous Justinien, 1° certaines peines déterminées, — 2° les relations d'une femme libre avec l'esclave d'autrui, — 3° l'ingratitude grave d'un affranchi envers son patron, — et 4° enfin la vente frauduleuse d'un homme que l'on disait esclave, quand on le savait libre).

356. Quant à la perte *directe* de la qualité de citoyen romain, elle revêtait un double caractère : elle était volontaire ou forcée.

D'abord elle pouvait être *volontaire*. Nous savons, en effet, que, suivant l'un des principes qui dominent toute la matière de la nationalité en droit romain, *nul ne peut avoir deux patries*. Dès lors, le citoyen romain, qui transportait sa résidence dans une cité étrangère et s'y faisait agréer comme citoyen, cessait par cela même d'être citoyen romain (1). On donnait à ce mode le nom de *dicatio*. Nous le verrons s'appliquer encore, dans l'ancien droit et dans le droit actuel, sous le nom de naturalisation acquise en pays étranger.

La perte directe de la qualité de citoyen romain pouvait être aussi *forcée*. Elle avait ce caractère, lorsqu'elle était attachée à certaines condamnations pénales.

Notons cependant que ce mode fut assez lent à s'implanter. En effet, primitivement, on suivait cet autre principe fondamental que *nul ne peut être privé de la qualité de citoyen malgré lui*. Seulement, comme, en

(1) Cicéron, *Pro Balbo*, 11, § 28.

fait il était impossible de laisser porter, par des individus indignes, un titre aussi honoré que celui de citoyen romain, on commença par tempérer le principe à l'aide d'une subtilité. On imagina l'interdiction de l'eau et du feu. Le citoyen indigne, repoussé par tous ses compatriotes et se voyant refuser de tous l'eau et le feu, était obligé, pour vivre, de s'exiler dans une cité étrangère. On appliquait alors la règle de la *dicatio*, qui, nous l'avons vu, fait perdre la qualité de citoyen.

Plus tard, sous Auguste, apparaît une peine nouvelle : c'est la *deportatio;* elle enlève à celui qui en est frappé *jura quæ sunt juris civilis*, pour ne lui laisser que *ea quæ sunt juris gentium*. (Loi 17, Dig. § 1. ***De pœnis***.)

Enfin, l'interdiction de l'eau et du feu et la déportation se confondent peu à peu et sont régies par des principes identiques. L'une et l'autre, dès qu'elles étaient définitives, emportaient la perte de la *civitas*. Ainsi disparut le principe antique suivant lequel nul ne pouvait être privé de la cité malgré lui. Faisons observer que, dans notre droit moderne, les condamnations pénales n'ont jamais pour effet de faire perdre la qualité de Français. Comparez l'économie de la loi des 31 mai-3 juin 1854.

357. Voyons maintenant quelles règles étaient suivies, en notre matière, par l'ancien droit français.

ANCIEN DROIT FRANÇAIS.

358. On distinguait, dans l'ancien droit, cinq causes distinctes de perte de la qualité de Français : 1° l'établissement en pays étranger ; 2° la naturalisation acquise en pays étranger ; 3° l'acceptation non autorisée de fonctions publiques dans un pays étranger ; 4° l'acceptation non autorisée du service militaire en pays étranger ; 5° le démembrement d'une portion du territoire français.

Reprenons successivement et très brièvement chacune de ces cinq causes, en réunissant toutefois la troisième

et la quatrième, à raison de leur étroite connexité.

359. 1° *Etablissement en pays étranger.* — Les principes, admis à l'époque féodale, nous sont déjà connus. Nous les avons exposés dans notre première étude. Nous savons qu'à cette époque l'on distinguait une catégorie particulière d'étrangers que, dans un langage hardi mais juste, on a appelés des *aubains français*. Comparez notre *étude sur la condition civile des étrangers*, nos 4 et suivants. Celui qui, dans l'intérieur du territoire français, abandonnait la seigneurie où il était né, pour aller se fixer dans une autre, cessait de faire partie de l'ancienne : dans la nouvelle seigneurie, il était traité comme *étranger* (1). Les nécessités des relations et les besoins du commerce obligèrent les seigneurs à faire, entre eux, des traités connus sous le nom de *traités de parçours et entrecours*. Aux termes de ces conventions, celui qui changeait de seigneurie devenait bourgeois du nouveau seigneur, *bourgeois de parcours*, et n'encourait plus de déchéance.

C'est sous le règne de Philippe-le-Bel que l'on vit disparaître cette singularité. Désormais, l'expatriation ne fit plus perdre la qualité de Français que sous deux conditions : 1° si l'établissement avait eu lieu *en pays étranger*, hors du territoire français ; 2° si cet établissement avait été fait sans esprit de retour.

L'ordonnance de 1669 confirma cette innovation : « Défendons, dit-elle, à tous nos sujets de s'établir, sans notre permission, dans les *pays étrangers... pour y prendre établissement stable et sans retour*, à peine de confiscation de corps et de biens et d'être réputés étrangers. »

Au temps de Pothier, la peine exorbitante de la confiscation, attachée par l'ordonnance à l'établissement en pays étranger, n'était plus encourue. Restait seule la perte de la qualité de Français. Et encore, si l'on en juge par ce que dit le grand jurisconsulte, l'on considérait difficilement l'expatrié comme ayant perdu cet

(1) Etablissements de Saint-Louis, liv. I, § 87.

esprit de retour, dont l'absence était indispensable pour le faire déclarer étranger. « On doit toujours présumer l'esprit de retour, dit Pothier (1), à moins qu'il n'y ait quelque fait contraire qui détruise une présomption aussi bien fondée et qui prouve une volonté certaine de s'expatrier. »

360. 2° *Naturalisation acquise en pays étranger.* — Dans l'ancien droit, la naturalisation en pays étranger faisait perdre la qualité de Français. C'était là une application de la *dicatio* du droit romain : « *Nemo duarum civitatum civis esse potest.* »

Toutefois, pour produire un tel effet, la naturalisation en pays étranger devait présenter un double caractère que nous reconnaîtrons encore comme nécessaire dans notre droit actuel.

D'abord, elle devait être *acquise.* Il ne suffisait donc pas qu'elle fût simplement sollicitée ou demandée : peu importait que, dans sa demande adressée au gouvernement étranger, le citoyen français eût formellement abdiqué sa nationalité. Un titre aussi précieux que celui de national ne peut point se perdre par une simple abdication. Ensuite, il fallait qu'on se trouvât en présence d'une naturalisation réelle, d'une *assimilation* complète opérée entre le Français naturalisé et les citoyens du pays étranger. C'est ainsi que, par un arrêt du 8 août 1664, le Parlement de Rouen décida, avec raison, que la *dénization* anglaise, conférée à un Français, ne lui faisait pas perdre sa nationalité. La *dénization* n'est, en effet, qu'une concession partielle des droits de citoyen anglais : c'est un acheminement vers la naturalisation véritable.

Enfin, la naturalisation en pays étranger, pour produire son effet, devait-elle n'avoir pas été acquise en fraude de la loi, c'est-à-dire pour obtenir dans le pays étranger un avantage refusé par la loi française? Nous ne trouvons, dans l'histoire du droit, aucun précédent certain sur ce point. Nous verrons, d'ailleurs, plus loin, combien

(1) *Traité des personnes*, tit. II, sect. 4.

l'idée de la *fraus legis* est inadmissible en cette matière.

361. 3° et 4° *Acceptation non autorisée de fonctions publiques ou du service militaire en pays étranger.* — En principe, dit-on, il est impossible de servir deux maîtres à la fois. Celui qui abandonne la France, pour aller faire profiter de son intelligence et de ses lumières un gouvernement étranger, doit être privé de sa qualité de Français. Toutefois, comme il est possible que des études faites ou des fonctions occupées par l'expatrié en pays étranger profitent à la France, il était juste de permettre l'acceptation de fonctions publiques à l'étranger, pourvu qu'elle fût au préalable autorisée par le gouvernement français. C'est ainsi que l'entendait notre ancien droit : « Ceux qui entrent au service des nations étrangères, nous dit Denisart (1), encourent la peine prononcée par l'édit de 1669. »

On pouvait encore moins admettre qu'un Français conservât sa nationalité, s'il mettait son épée au service d'un pays étranger qui, à un moment donné, pouvait être en guerre avec la France. Aussi l'entrée au service d'une armée étrangère, lorsqu'elle n'était pas autorisée par le roi, entraînait-elle aussi la perte de la nationalité française.

Remarquons toutefois, sur ce point, une particularité. La *noblesse* seule, dans laquelle se recrutaient les principaux officiers, était astreinte à l'autorisation royale pour prendre du service militaire à l'étranger. Un citoyen obscur, un simple *roturier*, pouvait s'enrôler librement dans les troupes étrangères, pourvu qu'il revînt aussitôt en France, si le roi le rappelait. C'est là une liberté qui nous paraît dangereuse, au point de vue des conséquences pratiques.

362. 5° *Démembrement d'une portion du territoire français.* — Dans notre première étude, en présentant l'historique de la naturalisation, nous avons vu déjà comment Pothier posait les principes en matière d'an-

(1) Ancien Denisart, *verbo* Français, n° 16.

nexion au territoire. Citons encore la même autorité en matière de démembrement : « Lorsqu'une province, dit Pothier, est démembrée de la couronne, lorsqu'un pays conquis est rendu par le traité de paix, les habitants changent de domination ; *de citoyens qu'ils étaient par leur naissance jusqu'au temps du démembrement, ils deviennent étrangers.* » Pothier consacre, ensuite, en termes formels la faculté, pour les individus, atteints par le démembrement, de se soustraire au changement de nationalité. Cette faculté correspond au droit moderne connu sous le nom de *droit d'option.* Voici comment s'exprime à ce sujet l'éminent jurisconsulte : « Ils (les individus dénationalisés par le démembrement) peuvent cependant conserver la qualité et les droits de citoyens, en venant s'établir dans une autre province de la domination française ; car, comme ils ne perdraient la qualité de citoyens qui leur était acquise, en continuant de demeurer dans la province démembrée ou rendue par les traités de paix, que parce qu'ils seraient passés sous une domination étrangère, et qu'ils reconnaîtraient un autre souverain, il s'ensuit que, s'ils restent toujours sous la même domination, s'ils reconnaissent le même souverain, ils continuent d'être citoyens, et demeurent dans la possession de tous les droits attachés à cette qualité. » (*Traité des personnes*, 1re partie, tit. 2, sect. 1, § 44.)

Nous n'avons plus maintenant, pour terminer ces notions historiques, qu'à indiquer, en quelques mots, l'état de la législation intermédiaire.

DROIT INTERMÉDIAIRE OU RÉVOLUTIONNAIRE

363. Les cinq causes de perte de la qualité de Français admises par l'ancien droit, subsistent toutes, sous l'empire des lois révolutionnaires. Toutefois, quelques-unes subirent, à cette époque, certaines modifications que nous allons faire connaître.

364. 1° *Etablissement en pays étranger.* — Nous

savons que, dans le dernier état de la législation ancienne, l'établissement en pays étranger n'entraînait la perte de la qualité de Français, que s'il était fait sans esprit de retour. Cet esprit de retour était, d'ailleurs, toujours présumé. Mais le législateur de la Révolution fut, sur ce point, beaucoup plus sévère. Du moment où un citoyen français s'était expatrié, sans autorisation, pendant *sept années* consécutives, il perdait la qualité de Français, sans qu'il fût admis à prouver qu'il avait conservé l'esprit de retour. (Comp. Constitution du 5 fructidor an III, art. 15.) Cette disposition Draconienne ne fut pas, toutefois, de longue durée. En effet, la constitution du 22 frimaire an VIII l'abrogea pour revenir au principe ancien.

365. 2° *Naturalisation en pays étranger*. — Cette cause de perte de la nationalité française ne fut point modifiée par le droit intermédiaire. Toutes les constitutions de l'époque intermédiaire la consacrèrent absolument dans les termes où nous l'avons vue admise dans le droit ancien.

366. 3° et 4° *Acceptation non autorisée de fonctions publiques ou du service militaire en pays étranger*. — Sur ce point, le législateur de la Révolution se montra encore d'une extrême sévérité. Peu importait que l'acceptation des fonctions ou du service militaire fût ou non autorisée, au préalable, par le gouvernement français : dans tous les cas, elle entraînait la perte de la qualité de Français. (Constitution du 22 frimaire an VIII, art. 4.) Ce n'est point tout. Une disposition de la constitution des 3-14 septembre 1791 (art. 6), maintenue par la constitution du 22 frimaire an VIII (art. 4), déclarait que tout Français qui demanderait ou obtiendrait l'admission, ou conserverait l'affiliation à un ordre de chevalerie ou autre, ou à une corporation étrangère, soit civile, soit militaire, fondée sur des distinctions de naissance, perdrait la qualité et les droits de citoyen français. Notons, de plus, que les constitutions des 3-14 septembre 1791

et du 5 fructidor an III, avaient ajouté, comme cause de déchéance, l'affiliation à une corporation exigeant des vœux religieux. Mais cette règle ne fut plus reproduite dans les actes législatifs postérieurs.

367. 5° *Démembrement d'une portion du territoire français.* — Sur ce point, nous ne trouvons rien d'important à noter dans le droit intermédiaire. En effet, aucune disposition ne fut édictée à ce sujet. De plus, en fait, la période révolutionnaire fut assez heureuse pour ne point présenter le cas douloureux d'un démembrement du territoire. Nous arrivons donc à l'étude de la perte de la nationalité française sous l'empire de la législation actuelle.

DROIT MODERNE

368. Aujourd'hui, la perte de la qualité de Français peut résulter de sept causes : — 1° De la naturalisation acquise en pays étranger; — 2° De l'acceptation, non autorisée par le chef de l'Etat, de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger; — 3° De tout établissement fait, en pays étranger, sans esprit de retour; — 4° Du mariage contracté par une Française avec un étranger; — 5° De l'acceptation du service militaire à l'étranger, ou de l'affiliation à une corporation militaire étrangère, sans l'autorisation du chef de l'Etat; — 6° De la possession ou du trafic des esclaves, même en pays étranger; — 7° Du démembrement d'une partie du territoire français. — Nous suivrons cet ordre dans le cours de nos développements.

369. Les cinq premières causes que nous venons d'énumérer, sont édictées, dans le même ordre, par les articles du Code civil. La sixième a été établie par une loi postérieure. Quant à la septième et dernière, bien qu'elle ne se trouve pas expressément consacrée par un texte, elle n'en est pas moins admise dans la pratique.

Remarquons aussi que, sur ces sept modes de perte,

il en est deux qui sont regardés comme investissant l'ex-Français d'une nationalité étrangère. C'est d'abord la naturalisation acquise en pays étranger ; c'est ensuite le démembrement d'une partie du territoire français. Les cinq autres modes de perte peuvent, au contraire, se produire, sans que nous devions reconnaître forcément, chez l'ex-Français, une nationalité nouvelle.

PARTIE PREMIÈRE.

De la naturalisation acquise en pays étranger.

(C. civ., art. 17, 1°.)

370. L'article 17 du Code civil commence par ces mots : « La qualité de Français se perdra : 1° par la naturalisation acquise en pays étranger.... » Le motif sur lequel repose cette disposition est trop évident et trop connu, pour qu'il soit nécessaire d'y insister : c'est que nul ne peut avoir deux patries : « *Duarum civitatum civis esse nemo potest*, » disait Cicéron (1). Il faut applaudir à cette disposition. La dualité de patries est, en effet, une situation si anormale, aboutissant à des conséquences si étranges, qu'il faut incontestablement l'éviter le plus souvent que l'on peut. Ainsi le veut l'intérêt international sainement entendu.

La perte de la qualité de Français est même un effet si essentiel de la naturalisation acquise en pays étranger, que le citoyen, ainsi naturalisé, protesterait, en vain, de son intention de rester Français. Cette qualité lui est enlevée, *de plano*, par le fait même de sa naturalisation réalisée en pays étranger. On ne considérera pas davan-

(1) *Pro Balbo*, § 11.

tage la cause pour laquelle il s'est fait naturaliser. C'est inutilement qu'il offrirait de prouver que sa seule intention, en se faisant naturaliser, était de ne s'éloigner que momentanément de la France, sauf à y revenir après avoir fait fortune à l'étranger. Ces considérations, présentées au cours des travaux préparatoires (1), furent formellement rejetées. Pour des raisons d'ordre public, la naturalisation acquise en pays étranger, a été considérée, par le législateur, comme un fait précis et certain, devant l'emporter invinciblement sur toute autre manifestation d'idées et de sentiments.

371. La matière de la naturalisation acquise en pays étranger, a soulevé, dans ces derniers temps, des questions d'une extrême importance. Nous les grouperons dans trois chapitres distincts, en examinant successivement :

Chapitre I. Quels *caractères* doit revêtir la naturalisation acquise en pays étranger, pour être valable en France?

Chapitre II. Sous quelles *conditions d'aptitude et de capacité* peut-on se faire valablement naturaliser en pays étranger?

Chapitre III. Quels sont les *tribunaux compétents* pour statuer sur la validité d'une naturalisation acquise en pays étranger?

Nous ne nous occuperons pas des *effets* qui s'attachent à une naturalisation obtenue à l'étranger. Nous traiterons ce sujet ultérieurement, dans notre troisième étude, alors que nous étudierons les effets généraux que produit la naturalisation acquise soit en France, soit en pays étranger.

(1) Locré, t. II, p. 74 : — Il ne faut pas, a dit M. Portalis, « préférer la probabilité des conjectures à la certitude que donne l'évidence. »

CHAPITRE I

Quels caractères doit revêtir la naturalisation, acquise en pays étranger, pour être valable en France ?

372. Tout d'abord, aux termes mêmes de l'article 17 du Code civil, alinéa 1, la qualité de Français se perd « par la *naturalisation acquise* en pays étranger. » Ces deux mots, *naturalisation acquise*, doivent un instant retenir notre attention.

373. Ainsi, il faut que la concession faite au Français dans le pays étranger, soit une *naturalisation* réelle et complète. Il faut une assimilation véritable entre le Français et les nationaux du pays étranger. Une simple jouissance des droits civils, qui lui aurait été conférée dans ce pays, ne suffirait pas et serait impuissante à entraîner la perte de la qualité de Français. Par exemple, le bénéfice, que nous connaissons sous le nom d'*autorisation de domicile* (1), existe en Belgique comme en France. Or, un Français qui obtiendrait du gouvernement belge l'admission à domicile, ne perdrait pas, par cela même, sa qualité de Français. En effet, si l'autorisation de domicile est un acheminement vers la naturalisation, elle en diffère profondément : un Français, autorisé à établir en Belgique son domicile, est, au regard du Code civil belge (art. 13), un étranger privilégié, sans doute, mais toujours un étranger. — Il existe également, en Angleterre, une institution connue sous le nom de *dénization*. Elle a pour effet de conférer à un étranger une jouissance partielle des droits civils. Nous disons jouissance *partielle* : car, si le *dénizen* peut acheter des terres et les léguer (ce qui

(1) Art. 13, C. civ.

en Angleterre n'est pas permis à un étranger ordinaire), du moins, il ne peut pas hériter de ses parents étrangers. De plus, la dénization s'accorde par des lettres royales, tandis que la naturalisation véritable procède d'un acte du Parlement. On comprend, dès lors, qu'un Français, après avoir obtenu en Angleterre la faveur de la dénization, ne devrait pas être considéré comme privé désormais, pour cette cause, de la qualité de Français. Il n'est pas *naturalisé*, il n'est pas assimilé aux Anglais d'origine. Cette solution a été, maintes fois, consacrée par la jurisprudence française. C'est en vain qu'on objecterait le serment d'allégeance qui est imposé au *dénizen*. En effet, ce serment, ainsi que le fait remarquer un arrêt rendu par la Cour de Paris, le 27 juillet 1859 (1), n'est pas un acte de sujétion absolue : il constitue une mesure de police et de sûreté intérieure, uniquement relative au maintien de l'ordre de succession à la couronne d'Angleterre. Voyez M. Laurent, *Principes de droit civil*, t. I, nos 376 à 379.

374. De plus, la naturalisation à l'étranger n'emporte la perte de la qualité de Français, que si elle a été « *acquise* ». Il faut donc que l'on se trouve en présence d'un fait accompli. Une naturalisation simplement *sollicitée* d'un gouvernement étranger ne serait pas efficace à opérer la dénationalisation. Elle ne suffirait pas, alors même que le Français aurait, dans sa supplique au gouvernement étranger, abdiqué en termes formels la nationalité française. Il est constant, en effet, qu'une simple abdication ne fait pas perdre la qualité de Français. Cela est d'autant plus certain, qu'une proposition en sens contraire fut faite et ne fut point admise lors des travaux préparatoires. Ainsi, l'article 13 du projet du Code civil (aujourd'hui article 17) était conçu en ces termes : « La qualité de Français se perdra par l'abdi-

(1) D. P. 59-2-179. Voyez aussi Cass., 16 février 1875, D. P. 76-1-49. — Comparez toutefois M. Demangeat, sur Fœlix, *Droit international privé*, t. I, n° 54, note *b*.

cation expresse qui en sera faite. Elle se perdra en outre : 1° par la naturalisation acquise en pays étranger... » Mais, dans la séance du 28 brumaire an X, on fit disparaître ces mots : « Par l'abdication expresse qui en sera faite, » sur les observations de M. Defermon et du consul Cambacérès. Il eût été, en effet, trop facile de se soustraire aux charges publiques, au moyen d'une simple abdication. C'eût été, d'ailleurs, augmenter le nombre des gens sans patrie : anomalie plus singulière et plus injustifiable encore que la dualité de patries.

Ajoutons enfin que la naturalisation en pays étranger aura dû être acquise *volontairement*. Une nationalité imposée n'est pas une nationalité acquise. Qui dit, acquérir un droit, dit l'obtenir par le libre exercice de l'initiative individuelle. Par exemple, la loi Espagnole naturalise de plein droit, indépendamment de toute manifestation de volonté, l'étranger qui fonde en Espagne un établissement de commerce. Eh bien, le Français, qui s'établirait commerçant en Espagne, ne perdrait pas, par là même, la qualité de Français. Il faudrait qu'à l'établissement de commerce il joignît un acte prouvant qu'il accepte librement et sciemment la nouvelle nationalité : arg. de l'article 17, n° 3 *in fine*.

375. Notons cependant qu'aux principes ci-dessus posés, il convient d'apporter une exception, pour l'hypothèse d'un démembrement du territoire. Un tel événement opère, comme on le sait, une naturalisation *forcée* et *collective*, au profit du pays étranger. Il entraîne, par suite, la perte de la qualité de Français.

376. A ces divers caractères que doit revêtir la naturalisation en pays étranger, des jurisconsultes considérables en ajoutent un autre, qui, une fois admis, aboutit à des conséquences d'une importance capitale dans la pratique. Nous voulons parler de la prétendue nécessité de ne pas faire *fraude à la loi* : ceci nous amène à la théorie de la *fraus legis*. On a soutenu, en effet, qu'une

naturalisation en pays étranger n'était efficace en France, et n'entraînait la perte de la qualité de Français que si elle était sincère et n'avait pas été recherchée et obtenue pour faire fraude à la loi, c'est-à-dire pour se ménager l'exercice d'un droit prohibé par la loi française. — La question est soulevée, surtout à propos du divorce. Voilà, par exemple, deux époux français fatigués des liens indissolubles, dans lesquels notre loi les enchaîne. Ils se font naturaliser dans l'un des nombreux pays où le divorce est admis, et ils s'empressent effectivement d'y faire prononcer leur divorce. Pourra-t-on contester, en France, la validité d'une telle naturalisation et repousser, par voie de conséquence, la reconnaissance, en France, du divorce prononcé?

377. Une *première doctrine* enseigne l'affirmative. Elle prétend qu'une naturalisation en pays étranger, obtenue dans ces conditions, a eu pour but de *faire fraude à la loi française*, puisqu'elle fait acquérir la faculté de divorcer, faculté réprouvée, encore à l'heure actuelle (1), par le droit français, comme contraire à l'ordre public. Deux arguments principaux sont présentés à l'appui de cette thèse :

1° Il est vrai, dit-on, que le Code civil consacre, dans son article 17, alinéa 1, la règle générale que la naturalisation, acquise en pays étranger, fait perdre la qualité de Français. Mais, il est évident que le législateur n'a eu en vue qu'une naturalisation acquise de bonne foi. Si elle a été obtenue frauduleusement et pour faire échec à une disposition prohibitive de la loi française, alors la naturalisation est inopérante du moins en France. En effet, chaque fois que notre droit édicte une faculté, sa disposition comporte toujours une exception sous-

(1) Notons toutefois que, sur l'initiative de M. Naquet, la Chambre des députés vient de prendre en considération un projet de loi déposé en vue de rétablir le divorce en France. Le même projet est soumis actuellement au Parlement italien, sur l'initiative de M. le député Morelli. Comparez le remarquable livre de M. Alexandre Dumas fils sur *la question du divorce*.

entendue pour le cas où il y aurait fraude : *fraus omnia corrumpit*. Telle est la maxime bien connue dont l'application rayonne sur toutes les parties du droit, et l'on n'aperçoit pas pour quelle raison l'on refuserait de l'admettre en matière de naturalisation où l'ordre public est manifestement en jeu ;

2° D'ailleurs, si l'on n'adoptait pas cette solution, on ébranlerait du même coup, ajoute-t-on, les principes les plus incontestables et les mieux établis du droit. Ce serait un vrai péril social! Les pays sont nombreux, où la naturalisation est chose des plus faciles. Il suffira de passer les frontières, d'acquérir, peut-être à prix d'argent (cela s'est vu), une nationalité nouvelle! L'on pourrait ainsi désormais se prévaloir en France d'une prérogative que quelques jours auparavant on n'eût pu invoquer sous peine de faire violence aux convenances sociales et de troubler l'ordre public! Un tel système ne se réfute-t-il pas par les conséquences déplorables auxquelles il aboutirait ?

378. Ces considérations, que nous avons développées sans les amoindrir assurément, semblent avoir, pour un temps du moins, convaincu la jurisprudence française. Chaque fois que nos Cours et tribunaux ont eu à statuer sur une situation semblable à celle que nous venons d'indiquer, ils ont toujours tenu pour inefficace en France la naturalisation, par ce motif qu'elle leur apparaissait comme entachée de *fraude à la loi française*. C'est en 1845, pour la première fois (1), que la Cour de cassation a consacré cette théorie. « Lorsqu'il est constaté, dit-elle dans l'un de ses considérants, qu'un Français s'est fait naturaliser en pays étranger, *dans le but d'arriver à un résultat réprouvé par la loi française, et afin de se procurer une liberté que cette loi lui refuse*, cette naturalisation doit être considérée comme faite en fraude de la loi française, et réputée nulle au regard des autorités françaises. » En 1874-1875, le même débat se présenta

(1) Arrêt du 16 décembre 1845, Sirey, 1846-1-100.

devant le tribunal civil de Toulouse, la Cour d'appel de Toulouse et enfin la Cour de cassation (1) : — or, à ces trois degrés successifs de juridiction, il fut proclamé que la naturalisation, objet du litige, était *frauduleuse* et par suite inefficace, attendu que celui qui l'avait obtenue, n'avait eu ainsi « d'autre but que de se soustraire à la juridiction des tribunaux français, d'enlever à sa femme les garanties que lui offrait cette juridiction, et d'obtenir en Suisse un divorce prohibé par la loi française. » Signalons enfin, pour avoir, sur cette question, l'état complet de la jurisprudence, les décisions conformes, rendues dans deux affaires récentes, qui, à des degrés divers, ont, toutes les deux, passionné l'opinion publique. Nous voulons parler de l'affaire Bauffremont-Bibesco et de l'affaire Vidal.

379. Les faits du procès Bauffremont-Bibesco sont suffisamment connus (2). Nous n'y insisterons pas. M^me^ la comtesse de Caraman-Chimay, après avoir fait prononcer, en France, la séparation de corps, contre son mari M. le prince de Bauffremont, se rend en Allemagne, dans l'Etat de Saxe-Altenbourg. Là, elle obtient la naturalisation, sans avoir d'ailleurs demandé à son conjoint séparé, aucune autorisation. Une fois naturalisée Allemande, M^me^ la princesse de Bauffremont profite de ce que les lois spéciales de son nouveau pays d'adoption lui permettent de transformer sa séparation en divorce, et elle épouse régulièrement M. le prince Georges Bibesco. De là procès. M. le prince de Bauffremont demande, en France, la nullité de la naturalisation ainsi obtenue et par suite la nullité du nouveau mariage contracté par M^me^ la princesse Georges Bibesco, ex-princesse de Bauffremont. Entre autres arguments, il allègue que la naturalisation conférée par l'Etat de Saxe-Altenbourg,

(1) Trib. civ. de Toulouse, 1^er^ juin 1874. — Cour d'appel de Toulouse, 17 juillet 1874. — Cass., 19 juillet 1875 (D. P. 1876-1, p. 5-8).

(2) Comp. notre brochure, *De la naturalisation en pays étranger des femmes séparées de corps en France*, 2^e^ édition. Paris, 1876.

a été sollicitée et obtenue frauduleusement, dans le seul but d'arriver à un résultat (le divorce) réprouvé par la loi française. A la date du 10 mars 1876, le tribunal civil de la Seine admit cette prétention. Nous relevons, dans ce jugement, le considérant suivant, qui a directement trait au point qui nous occupe : « .... Attendu, dit le tribunal, que la défenderesse a sollicité et obtenu cette nationalité, (la nationalité de l'Etat de Saxe-Altenbourg), non pas pour exercer les droits et accomplir les devoirs qui en découlaient, en établissant son domicile dans l'Etat de Saxe-Altenbourg, mais dans le seul but d'échapper aux prohibitions de la loi française, en contractant un second mariage, et d'aliéner sa nouvelle condition, aussitôt qu'elle l'aurait acquise ; — que l'acquisition d'une qualité, qui tient à l'état des personnes et conséquemment à l'ordre public, lorsqu'elle a lieu dans ces conditions, ne saurait, même avec l'autorisation maritale, constituer l'exercice légitime d'une faculté conférée par la loi ; — qu'elle n'en serait que l'abus, et qu'à ce titre elle ne pourrait faire obstacle à l'action en nullité, que l'article 184 du Code civil ouvre contre le second mariage qui en aurait été la suite ; — qu'il appartiendrait toujours à la justice de réprimer des entreprises également contraires aux bonnes mœurs et à la loi. » La Cour d'appel de Paris, appelée à se prononcer sur la décision de première instance, la confirma, au moins en partie, par arrêt du 17 juillet 1876. Elle aussi crut devoir déclarer que la princesse « ne serait pas admise à invoquer la loi de l'Etat, où elle aurait obtenu sa nouvelle nationalité, pour se soustraire à l'application de la loi française. »

380. Enfin, avons-nous dit, la jurisprudence, plus récemment encore, s'est prononcée dans le même sens, à propos de l'affaire Vidal. Il s'agissait de deux époux qui, d'accord, s'étaient fait naturaliser en Suisse, après leur séparation prononcée en France.

Puis, à l'ombre de sa nouvelle nationalité, madame

Vidal avait fait prononcer le divorce par l'autorité judiciaire helvétique, et s'était remariée en France.

Sur la demande du premier mari, la validité de la naturalisation, obtenue par madame Vidal, fut mise en question : par voie de conséquence, la validité du second mariage par elle contracté fut contestée.

Le tribunal civil de la Seine (1) refusa, cette fois encore, de tenir pour efficace, en France, la naturalisation dont il s'agit : « .... Attendu que la naturalisation doit constituer, de la part du Français qui l'obtient, l'exercice d'un droit légitime, et non l'abus d'une faculté que cesserait, par là même, de couvrir la protection légale; — que si, comme dans l'espèce, la naturalisation a été poursuivie, exclusivement, en vue de faire fraude à la loi française et d'en éluder certaines prohibitions fondamentales, elle ne saurait être invoquée à l'encontre des intérêts d'ordre public et d'ordre privé que cette même loi a pour but de protéger.... » La Cour d'appel de Paris confirma cette décision, par simple adoption de motifs (2).

380 *bis*. Empressons-nous d'ajouter que la prédilection de la jurisprudence pour cette théorie de la *fraus legis* est loin d'être partagée par la doctrine.

M. Labbé, l'éminent professeur de la Faculté de droit de Paris, qui, comme on le sait, a donné, dans l'affaire Bauffremont-Bibesco, un avis conforme à la solution admise en jurisprudence, n'a pas manqué sans doute de faire valoir, lui aussi, à l'appui de sa thèse, l'argument de la *fraus legis*. Mais après l'avoir développé, le savant jurisconsulte, avec une loyauté à laquelle nous rendons hommage, n'a point pu s'empêcher de faire connaître les doutes qu'un tel système lui inspire. Voici, en effet, comment il termine sur ce point : « Nous avons tenu, déclare-t-il, à indiquer ce motif de nullité : mais nous estimons que le moyen, tiré du défaut d'autorisation

(1) Jugement du 31 janvier 1877, D. P. 1878-2-6.

(2) Arrêt du 30 juin 1877, D. P. 1878-2-6.

maritale, est la base *la plus solide* d'une solution juridique (1). »

381. Quant à nous, notre opinion n'est ni équivoque ni ambiguë. Nous pensons fermement que la *fraus legis* ne peut, en aucun cas et sous aucun prétexte, être alléguée à l'encontre d'une naturalisation acquise, par un Français, en pays étranger.

Certes, les arguments, qui peuvent être présentés à l'appui de cette manière de voir, sont nombreux. Ils sont de deux catégories. Il y a, en effet, des arguments de textes et des arguments de raison. Nous allons exposer rapidement les uns et les autres.

382. *A. — Arguments de textes.*

Quand on se prévaut d'un texte à l'appui d'un système, le mieux, si nous ne nous trompons, est de montrer que l'on est en droit d'invoquer, non seulement la lettre de ce texte, mais encore son esprit. Or, il se trouve précisément que, dans la discussion présente, nous avons ce double avantage.

Et d'abord, pour bien saisir l'esprit du texte, il faut remonter aux sources, et consulter les travaux préparatoires. Sans doute, ces travaux ne visent pas directement l'espèce particulière qui nous occupe en ce moment : mais il n'est pas nécessaire de se livrer à de bien grands efforts d'imagination, pour en tirer, du moins, une induction puissante, décisive même.

En effet, lorsque l'on élabora au conseil d'Etat la disposition qui forme aujourd'hui l'article 17 § 1 du Code civil (2), il arriva un moment où fut posée la question de savoir s'il fallait faire perdre la qualité de Français à ceux-là même qui se faisaient naturaliser en un pays étranger, simplement pour s'y fixer d'une façon momentanée et pour y passer le temps nécessaire à la réalisation de leur fortune. Par exemple, faisait-on observer, il arrive souvent que des Français se font

(1) *Journal de droit international privé*, 1875, p. 421.

(2) Locré, t. II, p. 86; Fenet, t. VII, p. 25 et 39.

naturaliser en Angleterre, pour faciliter leur installation temporaire en ce pays et pour échapper au droit d'aubaine (1). Ces individus conservent donc l'esprit de retour. Eh bien, demandait-on, leur naturalisation sera-t-elle néanmoins considérée comme efficace, de telle sorte qu'elle doive emporter, même au regard de notre droit civil, la perte de la qualité de Français ? Or cette question fut résolue affirmativement.

On répondit, en effet, aux considérations précédentes, que le législateur n'avait pas à scruter les intentions de celui qui se fait naturaliser : s'il en était autrement, ajoutait-on, on en arriverait bientôt à faire triompher une simple probabilité, une conjecture (2), sur un fait précis et certain comme celui que révèle l'acte de naturalisation. Enfin et dans tous les cas, disait-on encore, alors même qu'un Français se fait naturaliser pour éluder les dispositions rigoureuses ou prohibitives d'une loi étrangère, à l'égard des étrangers, dans un pays où il vient habiter, il faut lui faire perdre sa nationalité originaire.

Ainsi, voilà qui est clair !

Une naturalisation acquise par un Français, en pays étranger, n'offre-t-elle aucun caractère sérieux ? N'est-elle qu'un expédient ? Elle n'en est pas moins valable, elle n'entraîne pas moins la perte de la qualité de Français. Une naturalisation acquise par un Français, en pays étranger, n'a-t-elle été sollicitée et obtenue que pour

(1) Effectivement ce droit atteignait encore les étrangers résidant en Angleterre au moment où notre Code civil était promulgué. Voyez les observations de MM. Rœderer et Tronchet, rapportées dans le recueil *Fenet*, t. VII, p. 31, 35, 36 et 37. Voyez aussi les observations de MM. Defermon, Boulay, Portalis, *eod. loco*, p. 38 et 39. Les rédacteurs du Code finirent par s'accorder à écarter toute recherche des intentions et des motifs qui avaient pu guider le citoyen expatrié ou naturalisé. Voyez enfin, dans le même sens, le discours de M. Gary devant le Corps législatif, sur l'article 17 : (Fenet, t. VII, p. 650.)

(2) Paroles de M. Portalis rapportées dans Locré, t. II, p. 74 ; voyez *suprà*, p. 282, note 1.

faire fraude à la loi étrangère, pour éluder une disposition, que cependant l'Etat étranger regarde peut-être comme indispensable à l'ordre public, dans l'étendue de son territoire? Même alors, la naturalisation est efficace : car la loi française n'a pas à rechercher s'il y a eu fraude. Elle doit respecter, en cette matière, toutes les manifestations de la liberté, et toutes les décisions de l'initiative individuelle. Voilà ce qu'a voulu le législateur français. Telle est la solution commandée par l'esprit de la loi : voilà ce que nous révèle l'examen attentif des travaux préparatoires : « L'expatriation, a dit M. Tronchet (Fenet, t. VII, p. 25 *in fine*), est l'usage d'une faculté naturelle que l'on ne peut point contester à l'homme. » Or, puisque le législateur n'a pas voulu que l'on scrutât les intentions du citoyen naturalisé, sous prétexte qu'il aurait pu faire fraude à la *loi étrangère*, de quel droit pourrait-on scruter ces mêmes intentions, sous prétexte que le naturalisé aurait pu vouloir faire fraude à la *loi française?* Pourquoi vouloir sonder ce que le législateur a regardé comme insondable? — Si cette recherche est difficile et périlleuse lorsqu'on soupçonne une fraude dirigée à l'encontre de la loi étrangère, n'offre-t-elle pas les mêmes dangers lorsque l'on soupçonne la fraude dirigée à l'encontre de la loi française?

Toutefois, il nous semble déjà entendre la réponse de nos adversaires. Voici peut-être ce qu'on nous dira : La loi fait perdre la qualité de Français à celui-là même qui s'est fait naturaliser dans le seul but de se soustraire à une *loi étrangère*, parce que cet individu est désormais indigne d'être Français. La validité de la naturalisation est affirmée *contre lui* à titre de *peine* : ce qui prouve bien que la perte de la nationalité française revêt, dans l'espèce, un caractère répressif, ce sont les expressions mêmes dont on s'est servi dans la discussion au conseil d'Etat. « La loi, a-t-on dit textuellement, ne doit pas se prêter à (la recherche et à l'examen) de semblables fraudes. » Or, ajoutera-t-on peut-

être, dans l'espèce qui nous occupe, la situation est toute différente. Il s'agit d'un Français qui s'est fait naturaliser, à l'étranger, pour faire fraude non plus à la loi étrangère, mais bien à la loi française. De plus, on ne se trouve pas en présence d'une naturalisation alléguée *contre lui*, mais tout au contraire d'une naturalisation alléguée *par lui* et *pour lui*, dans son propre intérêt. Eh. bien, poursuivra-t-on, n'est-il pas évident que la loi française ne doit pas, dans l'espèce, « se prêter à de semblables fraudes? » — Si notre législateur a jugé prudent de punir, par le *maintien* de la naturalisation, une fraude faite à une loi étrangère, à combien plus forte raison a-t-il dû vouloir punir, par le *retrait* de cette même naturalisation, une fraude faite à la loi française, c'est-à-dire une fraude faite aux dispositions mêmes qu'il édictait? Or, quel est précisément le moyen de punir le Français coupable d'une telle fraude? C'est de dénier la validité de sa naturalisation, c'est de le priver de l'avantage qu'il prétend tirer d'une nationalité nouvelle, en fraude de nos lois nationales.

A cette objection éventuelle nous ferons une double réponse.

D'abord, le but essentiel du législateur français n'a pas été de *punir* celui qui se fait naturaliser en pays étranger, pour échapper à une loi rigoureuse, grâce aux dispositions légales plus favorables de la nouvelle patrie où il compte s'établir. Ce qui le prouve, c'est que les travaux préparatoires n'expriment cette idée, qu'en la faisant précéder d'une formule de réserve et de restriction. « *Dans tous les cas*, disent-ils, la loi ne devait pas même se prêter à (la recherche) de semblables fraudes. » L'idée de peine, de répression, n'est donc que tout à fait subsidiaire. La raison qui apparaît comme la principale est celle-ci : il est trop difficile de scruter les intentions (1)

(1) Autrement, a dit M. Portalis, on arriverait à « préférer la » probabilité des conjectures à la certitude que donne l'évidence. » (Recueil Fenet, t. VII, p. 39; voyez aussi t. VII, p. 31 et 35 à 38.)

du citoyen naturalisé ; il est trop dangereux de vouloir démontrer chez lui une pensée de fraude ; mieux vaut ne pas entreprendre une telle preuve ; mieux vaut ne prendre en considération que ce fait précis, certain et indéniable : l'obtention de la naturalisation en pays étranger. Mieux vaut simplement constater l'existence d'une nationalité nouvelle, avec sa conséquence naturelle, à savoir la perte de la qualité de Français. Ce motif primordial qui a guidé le législateur, ne trouve-t-il pas, dans notre espèce aussi, son application ? On veut, pour ne pas tenir compte d'une naturalisation, démontrer une fraude prétendue. Et l'on ne réfléchit pas que cette preuve, en fait si difficile, est, en droit, toujours impossible. On se trouve en présence d'un acte de naturalisation. C'est un fait constant devant lequel il faut s'incliner. On ne saurait faire prévaloir, à son encontre, aucune probabilité, ni aucune conjecture.

D'ailleurs, et nous arrivons ainsi à notre seconde réponse, est-il bien vrai que l'inefficacité reconnue, en France, d'une naturalisation acquise à l'étranger pour faire fraude à la loi française, soit toujours un moyen sûr de punir le naturalisé? Ne se peut-il pas qu'il arrive un jour où la nullité d'une telle naturalisation soit demandée, en France, par celui-là même qui l'a obtenue ? On conçoit, en effet, qu'un citoyen puisse y avoir intérêt, lorsqu'il voudra se soustraire, en France, à l'une des obligations qui incombent aux étrangers, dans notre pays. Si cette hypothèse se produit, que répondront nos adversaires ? S'ils sont logiques, ils diront à cet individu : Votre prétention est inadmissible. Vous soutenez avoir changé de patrie, simplement pour faire fraude à la loi française. Nous ne pouvons point vous entendre : *Nemo auditur turpitudinem suam allegans !* D'ailleurs, ajouteront-ils, en supposant que cette fraude ait été par vous commise, vous devez en être puni : et alors vous devez subir, comme peine, la validité de votre naturalisation et la perte de la qualité de Français qui en découle.

Ainsi, voilà donc un même individu auquel tout à l'heure nos adversaires disaient : *Vous êtes resté Français* : car votre naturalisation, en pays étranger, est entachée de fraude vis-à-vis de la loi française. Et maintenant ils lui diront : *vous êtes étranger* ; c'est en vain que vous présentez votre naturalisation, comme ayant été un moyen pour vous d'éluder certaines dispositions de notre droit : la loi française ne doit pas se prêter à de semblables fraudes. Nous avouons, très humblement, ne rien comprendre à un tel raisonnement. La nationalité d'un individu ne peut avoir deux faces. Elle constitue un *état indivisible*. On ne peut point être, à la fois et *dans le même pays*, Français et étranger. Il faut être absolument l'*un ou l'autre*.

382 *bis*. Nous avons démontré, nous l'espérons du moins, que la solution, par nous proposée, est conforme à l'*esprit* de la loi sainement entendu. Il nous reste à démontrer qu'elle s'accorde aussi parfaitement avec la *lettre* du texte législatif. Ici notre tâche est simple et facile. Il suffit de lire l'article 17, alinéa 1 : « La qualité de Français se perdra, dit cet article : 1° par la naturalisation acquise en pays étranger. » Est-il possible de trouver un texte plus général et plus absolu? Qu'on nous signale dans cette formule une expression qui puisse autoriser seulement l'ombre d'une distinction. La loi dit-elle que la qualité de Français se perdra ou ne se perdra pas par la naturalisation acquise en pays étranger, suivant que cette naturalisation n'aura pas eu, ou, au contraire, aura eu pour but d'acquérir un bénéfice, un avantage prohibé par la loi française? En aucune façon : le texte est net et tranchant. Du moment où la nationalité étrangère est acquise, la nationalité française est perdue. Voilà tout ce qui est dit. Peu importe la pensée intime qui inspirait le naturalisé. Peu importe le mobile auquel ce citoyen a pu céder. La loi n'a pas voulu entrer dans tous ces détails. Comparez, *suprà*, n° 3.

Nous arrivons à la seconde partie de notre argumentation. Nous avons encore à montrer que la théorie de la *fraus legis* se réfute d'elle-même, si on la rapproche des idées que suggère la raison et des nécessités de la pratique.

383. *B. — Arguments tirés de considérations rationnelles et pratiques.* — Nous ferons observer que la *fraus legis*, une fois admise en matière de naturalisation, aboutirait, dans la pratique, à des conséquences si exagérées et si excessives qu'elles ne tendraient à rien moins qu'à supprimer entièrement la faculté imprescriptible et le droit incontestable appartenant à tout individu de changer de patrie. Il est bien entendu, en effet, qu'en général on ne va pas se placer sous la protection des lois d'un nouveau pays, quand on ne trouve pas à ce changement un avantage ou un intérêt. Toute naturalisation aboutit donc, par la force même des choses, soit à contrarier une disposition de la loi, soit à léser un intérêt quelconque, au nom duquel des réclamations pourraient toujours être élevées. Par conséquent, les tribunaux se trouveraient, dans tous les cas, autorisés à invalider les naturalisations acquises par des Français en pays étranger, sous le prétexte qu'elles atteindraient quelque chose ou quelqu'un (1) !

N'oublions pas, d'ailleurs, qu'en règle générale, suivant la judicieuse remarque d'un savant auteur (2), « la validité d'un acte s'apprécie, abstraction faite du motif par lequel il a été déterminé. Pour ne point sortir de la matière de la naturalisation, supposons qu'un Français du sexe masculin, majeur et n'ayant pas encore atteint l'âge de vingt-cinq ans, veuille se marier et que, ne pouvant obtenir le consentement de son père, il se fasse naturaliser dans un pays où les

(1) Comp. notre brochure : *De la naturalisation en pays étranger des femmes séparées de corps en France*, 2e édition, p. 108.

(2) Voyez la *Revue du notariat* et de l'enregistrement, année 1876, n° 5116, p. 300.

jeunes gens de vingt et un ans se marient librement. Dirait-on que la naturalisation est nulle, parce que, dans l'espèce, le jeune homme s'est proposé pour but final d'échapper à l'une des conditions que la loi française lui imposait pour se marier? — Non, certainement. De même, une naturalisation, acquise en pays étranger, ne doit pas plus être viciée, par ce motif qu'elle tendrait seulement à rendre possible un divorce et un second mariage. Cette naturalisation doit s'apprécier en elle-même, comme si elle eût été déterminée par le simple désir de changer de nationalité. — La question, ainsi dégagée des faits, devient une question abstraite et générale. »

384. D'ailleurs, comment peut-on soutenir que l'ex-Français, naturalisé en pays étranger, fasse fraude à la loi française, par cela même qu'à l'abri de la loi étrangère, il vient, en France, se prévaloir d'une faculté prohibée dans notre droit, du divorce par exemple? Pour que l'on pût concevoir l'existence d'une fraude dans l'espèce, il faudrait qu'après avoir profité de la faculté prohibée par notre loi, ce citoyen, naturalisé à l'étranger, pût, selon son gré et son caprice, recouvrer la nationalité française. Mais il n'en est pas ainsi. Il lui faudrait obtenir du chef de l'Etat l'autorisation de rentrer en France (art. 18, Code civ.), et cette autorisation peut être refusée. Donc, l'on se trouve en présence d'un individu dont la naturalisation est réelle et sérieuse, alors même qu'il n'aurait pas voulu lui donner ce caractère. Il ne dépend pas de sa seule volonté de ne faire durer son expatriation et son changement de nationalité que le temps exactement nécessaire à la réalisation de son projet réputé frauduleux. La perte qu'il a encourue de la qualité de Français, durera autant qu'il plaira au chef de l'Etat français de la faire durer. En présence de ces conditions, dans quels cas pourra-t-on dire qu'une naturalisation à l'étranger n'a rien de sérieux et a été simplement acquise à titre d'expédient? Alors même que l'individu, dont il

s'agit, n'aurait point voulu donner à sa naturalisation un caractère permanent, la loi ne lui impose-t-elle pas ce caractère ?

385. Ce n'est pas tout : aux jurisconsultes qui veulent absolument qu'une naturalisation acquise en pays étranger puisse être entachée de fraude à la loi française, nous demanderons d'après quel criterium ils reconnaîtront l'existence ou l'absence du vice de fraude.

386. C'est ici que des divergences multiples prennent naissance parmi les partisans de la théorie que nous combattons.

387. Un auteur (1) enseigne que la fraude doit être présumée chez celui qui, peu de temps après s'être fait naturaliser en pays étranger, revient établir son *domicile* dans son ancienne patrie. Mais il est facile d'apercevoir le défaut d'un pareil système. Pour qu'il y eût présomption de fraude, il faudrait au moins que le naturalisé, après s'être servi de sa nationalité nouvelle pour l'intérêt et l'avantage qu'il recherchait, s'empressât d'abandonner cet état nouveau, pour revêtir sa nationalité primitive. Alors, en effet, on se trouve en face d'un homme louvoyant entre deux nationalités, allant à l'une et à l'autre demander les avantages que chacune d'elles peut procurer, mais s'éloignant, à l'occasion, de l'une ou de l'autre pour se soustraire aux charges que chacune d'elles peut aussi imposer. Eh bien! est-ce là la situation de celui qui, après s'être fait *naturaliser* à l'étranger, revient en France établir son *domicile?* Evidemment non : car le Français, naturalisé en pays étranger, a beau revenir s'installer en France, il ne recouvre pas, par cela seul et *de plano*, la nationalité française. Il faudrait que son établissement fût autorisé par le gouvernement et que la nationalité française lui fût rendue, ce qui ne dépend pas de sa volonté individuelle. Donc, cet ex-Français reste étranger. Il profitera sans doute des avantages inhérents à sa nationalité nouvelle, celle de l'Etat qui l'a naturalisé;

(1) M. Hammond, *Southern Law Review*, Saint-Louis, 1876, p. 544.

mais il en supportera aussi les charges. Où est dans tout cela la fraude, où est l'immoralité ?

388. Un autre auteur (1), en présence de ces considérations, a enseigné que la naturalisation, obtenue en pays étranger, serait viciée pour fraude « si la personne se replaçait plus tard sous l'empire de cette loi, à la rigueur de laquelle elle a tenté d'échapper par l'émigration.... Mais, si la nationalité nouvellement acquise est ultérieurement conservée, il ne peut être question de fraude. » Ainsi, suivant cette doctrine, la fraude à la loi se reconnaîtrait à ce fait que le changement de nationalité n'aurait été qu'éphémère et qu'il n'aurait point duré longtemps.

389. Nous ne pensons pas encore que cette proposition doive être acceptée. Sans doute, si le retour à la nationalité, d'abord abandonnée, dépendait de la seule volonté de l'expatrié, nous comprendrions que l'on pût voir, dans ce revirement précipité, une présomption de fraude.... Encore ne serait-ce qu'une simple présomption. Mais nous savons que la nationalité primitive ne peut point être recouvrée sans une autorisation préalable du chef de l'Etat. Le gouvernement exerce son contrôle. Or, ce contrôle même n'est-il pas une garantie que la rentrée dans la nationalité primitive ne sera pas ouverte à ceux-là qui s'en seraient rendus indignes par des agissements véritablement frauduleux ?

Mais cependant, dira-t-on, il y a des cas où la nationalité abandonnée pourra être recouvrée, sans que le gouvernement y prenne aucune part. Supposons, par exemple, une femme française, fille ou veuve, qui, après s'être fait naturaliser en pays étranger, se marie avec un Français. Ce mariage, on le sait, lui fait recouvrer, de plein droit, la nationalité française. Ce fait ne pourra-t-il pas, dans certaines circonstances, être pris en considération, pour établir que la naturalisation antérieure était entachée de fraude ?

(1) M. de Holtzendorff, *Journ. de droit international privé*, 1876, p. 13.

390. Tel n'est pas notre avis. Car, même alors, la démonstration de la fraude serait embarrassée de mille difficultés. Par combien de temps la naturalisation à l'étranger devrait-elle être séparée de la réintégration, pour faire supposer la fraude? Cette question n'étant prévue ni par un texte de loi, ni par aucun traité, on ne peut y répondre que d'une façon arbitraire. Il ne faut pas perdre de vue, d'ailleurs, que c'est précisément pour éviter des difficultés de cette nature, que le législateur, dans les travaux préparatoires, a déclaré la naturalisation à l'étranger valable, même dans le cas où l'on pourrait la supposer faite en fraude d'une loi étrangère. Pourquoi n'appliquerait-on pas, par analogie, la même solution à une naturalisation arguée de fraude vis-à-vis de la loi française? Ajoutons enfin que si la naturalisation, acquise en pays étranger, pouvait être annulée, pour cause de fraude, à la suite d'une réintégration postérieure dans la nationalité primitive, les intérêts les plus respectables pourraient se trouver compromis. Ainsi, je traite avec un ex-Français actuellement naturalisé en pays étranger. Ai-je en face de moi un étranger? Nul, avec la doctrine que nous combattons, ne pourrait le dire *à priori* d'une façon certaine. Car si cet ex-Français vient à recouvrer assez tôt son ancienne patrie, peut-être sa naturalisation antérieure sera-t-elle annulée : peut-être devra-t-on, par suite, le considérer comme n'ayant jamais cessé d'être Français. Il y aurait là, on le comprend aisément, une incertitude gravement préjudiciable à toutes sortes d'intérêts.

391. Pour terminer nos développements sur la *fraus legis*, nous ne pouvons mieux faire que de rapporter ici une opinion précieuse émise en ces derniers temps sur cette théorie. C'est celle d'un magistrat éminent de la Cour de cassation, M. l'avocat général Reverchon. Cette fois, du moins, on ne pourra pas dire que l'avis donné soit dû plutôt au sentiment qu'à la conviction : car l'auteur même qui l'a émis, a pris soin, comme on le verra, de se

déclarer opposé au divorce. Il s'exprimait, en effet, à l'occasion d'une naturalisation obtenue en pays étranger, dans le but d'échapper au principe de l'indissolubilité du mariage. L'arrêt fut rendu à la date du 19 juillet 1875 (1). Nous avons eu déjà plus haut l'occasion de le signaler : « L'homme qui quitte sa patrie pour en adopter une autre, disait M. l'avocat général devant la chambre des Requêtes, peut y être et y est souvent déterminé par la considération de certaines facilités que sa loi d'origine lui refusait et qu'il espère acquérir sous une loi nouvelle : en cela, il use d'un droit incontestable, au moins quand il appartient à un pays qui n'interdit pas absolument l'abdication de la nationalité d'origine ; et, alors même que sa conduite pourrait encourir un blâme moral, il demeure libre d'aller vivre sous une loi plus indulgente ou plus large. Nous avons à peine besoin d'excepter de cette proposition le cas où un individu irait demander à une loi arriérée ou barbare la possibilité de commettre des faits qui seraient illicites ou immoraux dans tous les pays civilisés ; mais ce cas est bien rare et n'est pas celui de l'espèce. Supposez, par exemple, l'habitant d'un pays, dont la législation civile ferait de la disparité des cultes un empêchement au mariage, ainsi qu'il en existe encore quelques exemples dans certains Codes allemands (Lehr, *Eléments du droit civil germanique*, page 316) : il n'y aurait rien d'illicite ou d'immoral, il n'y aurait aucune fraude à demander la naturalisation dans un autre pays, pour arriver à contracter un mariage que ce pays permettrait. Il en est de même du divorce. Certes, nous sommes de ceux qui se félicitent de ce que le divorce n'existe plus dans la loi française ; mais enfin, nous ne pouvons pas faire aux auteurs du Code civil l'injure de les considérer comme ayant introduit ou maintenu, dans la législation française, une institution qui serait condamnée par la morale universelle ; nous ne pouvons pas davantage faire cette même injure aux nations,

(1) D. P. 1876-1, p. 5-8 et la note.

aujourd'hui si nombreuses, qui admettent le divorce.... Ce n'est pas tout. Si le Français commet une fraude à la loi française en se faisant naturaliser pour arriver au divorce dans un pays qui admet cette institution, il faudra donc dire que l'habitant de ce dernier pays commettrait une fraude à sa loi nationale en se faisant naturaliser, pour rendre son mariage indissoluble, dans un pays qui, comme la France, exclurait le divorce! La conséquence serait forcée : nous ne voyons pas comment on l'éviterait; nous ne voyons pas non plus comment on peut justifier le système qui la produit. »

392. Nous connaissons le caractère que juridiquement la naturalisation, à l'étranger, doit revêtir pour produire des effets en France. Nous avons à nous demander quelles conditions d'aptitude et de capacité devront se trouver réunies chez le naturalisé.

CHAPITRE II

Sous quelles conditions d'aptitude et de capacité peut-on se faire valablement naturaliser en pays étranger?

393. Nous savons que l'un des principes fondamentaux de notre matière est celui-ci : *La loi n'empêche personne de changer de patrie.* Le changement de nationalité est accessible à tout individu en âge et en état de décider de son sort. C'est une faculté imprescriptible. On ne peut point l'entraver sans porter atteinte aux sentiments les plus chers et les plus intimes du cœur humain. De ce principe il résulte qu'en thèse générale, la naturalisation en pays étranger ne doit pas avoir besoin d'être, au préalable, autorisée par le gouvernement dont on ne veut plus être le sujet. Une solution contraire

serait une entrave, gratuite et arbitraire, apportée à l'exercice régulier de la liberté individuelle et à l'une des manifestations les plus légitimes du libre arbitre. Voyez *suprà*, nos 2 et 3.

Les rédacteurs de notre Code civil paraissent bien d'ailleurs l'avoir compris ainsi. En effet, l'article 17, alinéa 1, dispose simplement que la qualité de Français se perdra par la naturalisation acquise en pays étranger, sans exiger, d'ailleurs, aucune autorisation gouvernementale. Ainsi donc, sous l'empire du Code civil, le Français, pour se faire naturaliser en pays étranger, n'a pas besoin de se faire habiliter par le consentement préalable du chef de l'Etat. Et qu'on ne dise pas que cette liberté absolue consacrée par l'article 17, alinéa 1, est le résultat d'une inadvertance, d'un oubli du législateur! Car, dans le second alinéa du même article 17, la loi, réglant la perte de la nationalité française, par suite de fonctions publiques acceptées en pays étranger, a bien soin de spécifier le cas d'une « acceptation non autorisée par le chef de l'Etat. » Il est impossible de ne pas admettre qu'une différence aussi profonde entre les deux alinéas, si rapprochés, d'un même article ait été faite en connaissance de cause.

394. Toutefois, si telle était l'organisation générale du Code civil en 1804, il importe de noter que cette économie fut bientôt troublée par divers décrets impériaux.

En effet, Napoléon, toujours en guerre avec les différents peuples de l'Europe, sentit de plus en plus le besoin de retenir, dans ses armées, le plus grand nombre possible de sujets : il promulgua, en conséquence, les décrets du 6 avril 1809 et du 26 août 1811, décrets dictés, comme on va le voir, par un esprit de violence presque tyrannique.

De ces décrets, le second seul, c'est-à-dire celui du 26 août 1811, a trait directement à la naturalisation acquise en pays étranger. Nous parlerons néanmoins aussi de celui du 6 avril 1809. Ce sera un moyen

d'éviter des redites dans la suite de nos développements. D'ailleurs les deux décrets sont unis, l'un à l'autre, par un lien étroit de connexité.

395. Nous abordons immédiatement le *décret du 6 avril* 1809. Ce décret renferme *trois titres :*

Dans le *premier*, qui comprend les articles 1 à 5, sont édictées les peines les plus graves, contre tout Français *qui aura porté les armes contre la France*. Il sera traduit devant une commission militaire et puni de mort (art. 1er). — Or, il faut considérer comme ayant porté les armes contre la France : tous ceux qui auront servi dans les armées d'une nation en guerre avec la France; tous ceux qui seront pris, sur les frontières ou en pays ennemis, porteurs de congés de commandants militaires ennemis; tous ceux qui, se trouvant au service militaire d'une nation étrangère, ne l'auront pas quitté pour revenir en France aux premières hostilités; ceux qui, enfin, servant à l'étranger, et rappelés par un décret en forme, ne rentreront pas conformément audit décret (art. 2).

Le titre *second*, comprenant les articles 6 à 22, édictait des peines contre les Français qui se seraient trouvés chez une nation étrangère, au moment où la guerre aurait éclaté entre cette nation et la France, et qui n'y seraient pas rentrés immédiatement. Tout Français, occupant une position civile ou militaire, chez une nation qui entre en guerre avec la France, doit aussitôt rentrer dans son pays, sous peine de la mort pour lui, et de la confiscation de ses biens pour les siens.

Le titre *troisième* comprend les articles 23-30. L'empereur s'arroge ici le droit de rappeler, à son gré, tout Français se trouvant chez une nation étrangère avec laquelle la France n'est pas en guerre.

396. Nous arrivons au *décret du* 26 *août* 1811. Ce décret vint compléter le précédent.

Ses trois premiers titres sont relatifs *à la naturalisation en pays étranger* (art. 1-16). Le titre IV (art. 17-27)

concerne les Français au service d'une puissance étrangère. Il leur faut, en tout cas, l'autorisation de l'empereur, et ils doivent toujours revenir en France aussitôt qu'ils sont rappelés par lui.

Nous devons surtout insister sur les trois premiers titres du décret du 26 août 1811. Ce sont, en effet, les seuls qui visent la naturalisation acquise en pays étranger.

L'article 1er de ce décret commence par poser ce principe « qu'*aucun Français ne peut être naturalisé, en pays étranger, sans autorisation.* » De là, il semblerait résulter, de prime abord, que la naturalisation acquise en pays étranger, sans avoir été autorisée par le gouvernement français, dût être considérée en France comme nulle et non avenue. Le citoyen qui aura, dans ces conditions, été investi d'une nationalité étrangère, continuera, au regard de notre droit, à être traité comme Français et à être soumis à toutes les obligations dérivant de la loi française.

Pourtant il n'en est rien.

En réalité, le Français, qui se faisait naturaliser à l'étranger sans y avoir été autorisé, devait, même sous l'empire du décret précité, être considéré comme un véritable étranger.

Seulement, ce qui est vrai, c'est que la situation de cet individu, devenu dans tous les cas étranger, était plus ou moins dure, suivant que la naturalisation n'avait pas été ou avait été autorisée. C'est ce qui résulte du rapprochement de l'article 1 du décret, avec les articles qui le suivent.

En effet :

D'une part, les Français, *naturalisés* AVEC AUTORISATION, jouiront du droit de posséder, de transmettre des propriétés, et de succéder, quand même les sujets du pays, où ils seront nationalisés, ne jouiraient pas de ces droits en France (art. 3). — Leurs enfants conçus depuis la naturalisation, outre le bénéfice des articles 9

et 10 du Code civil, qui leur est réservé, recueilleront les successions et exerceront tous les droits qui seront ouverts, à leur profit, pendant leur minorité et dans les dix ans qui suivront leur majorité accomplie (art. 4). — Pour saisir l'utilité de ces dispositions, il faut se rappeler qu'en 1811, sous l'empire du Code civil (art. 726 et 912), les étrangers étaient incapables de succéder et de recevoir en France.

D'autre part, le Français, *naturalisé* SANS AUTORISATION, encourra la perte de ses biens qui seront confisqués; il n'aura plus le droit de succéder, et toutes les successions, qui viendront à lui échoir, passeront à celui qui sera appelé après lui à les recueillir, pourvu qu'il soit regnicole (art. 6). Il perdra ses titres, ses décorations, ses majorats (art 8, 9 et 10). S'il revient en France, il sera, la première fois, arrêté et conduit à la frontière; la seconde fois, il sera condamné à une détention de dix ans (art. 11). Des *lettres de relief* pourront seules le relever de ces incapacités (art. 12). Les dispositions, que nous venons de rapporter, suffisent pour mettre en pleine lumière l'excessive violence des deux décrets du 6 avril 1809 et du 26 août 1811. Comme le fait remarquer M. Duverger (1), ces décrets sont dus à une époque, à des circonstances, à un régime, enfin, profondément différents de notre temps, de nos mœurs, et de nos institutions actuelles.

397. Une question importante, commune à ces deux décrets, est celle de savoir s'ils ont jamais eu, et s'ils ont, encore aujourd'hui, une existence légale.

Et d'abord, les décrets dont il s'agit ont-ils jamais eu une existence légale?

A cette question la jurisprudence répond affirmativement (2).

En effet, dit-on, aux termes des articles 21 et 37

(1) *Etudes de législation*, p. 7.

(2) Paris, 27 juin 1831 (Dev. 31-2-335). — Cass., 8 et 22 avril 1831 (Dev. 31-1-171).

de la constitution du 22 frimaire an VIII, les décrets *législatifs*, qui n'avaient pas été attaqués dans un délai de dix jours, pour cause d'inconstitutionnalité, acquéraient force de loi. Par conséquent, les deux décrets, n'ayant pas été ainsi attaqués, sont devenus obligatoires.

La doctrine a eu, il est vrai, peu de peine à montrer combien cet argument était fragile.

En effet, d'une part, fait-on observer (1), c'était *au tribunat et au gouvernement* que l'article 21 attribuait le droit de déférer au Sénat, les décrets du Corps législatif. Or, après la suppression du tribunat par le sénatus-consulte du 19 août 1807, le *gouvernement seul* demeurait chargé de dénoncer *ses propres actes* pour cause d'inconstitutionnalité. On conviendra que c'était là une garantie bien illusoire. — D'autre part, l'article 37 ne s'appliquait qu'aux *décrets du Corps législatif*, qu'il était, en effet, possible d'attaquer dans le délai de dix jours, à partir de leur émission, délai pendant lequel la promulgation en était suspendue; mais cet article 37 ne s'appliquait pas et ne pouvait pas s'appliquer aux actes du gouvernement, qui n'étaient connus, au contraire, que par leur promulgation même.

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence n'a jamais varié. Toujours elle a consacré la validité des deux décrets. Elle a, sans doute, été amenée à cette solution par des considérations d'utilité pratique. C'est qu'en effet, s'il avait fallu annuler tous les décrets législatifs de la même époque, entachés du même vice que celui relevé dans les décrets de 1809 et de 1811, les suppressions à faire eussent été si nombreuses que la législation eût présenté, du même coup, les lacunes les plus graves.

Toutefois, s'il est vrai que la validité originelle des deux décrets doive être concédée, des auteurs considérables (2) ont pensé que, du moins, ces décrets

(1) Comp. M. Demolombe, t. I, n° 187.

(2) Comp. notamment M. Demante, père, *Rev. étrang. et française de législation*, t. VII, p. 417.

étaient, par la suite, tombés en désuétude et ne pouvaient plus, aujourd'hui, avoir aucune force obligatoire.

398. Mais nous ne pouvons point adhérer à cette manière de voir. En effet, dans l'espèce, la désuétude, loin d'être prouvée, est démentie par les faits. Ainsi, dans une ordonnance royale du 10 avril 1823, on trouve les deux décrets expressément visés. De plus, depuis 1816, trois ordonnances ont accordé à des Français l'autorisation de se faire naturaliser en pays étranger. C'est donc que les décrets sus-visés ont toujours été considérés comme restant en vigueur.

399. Mais, d'un autre côté, si les décrets du 6 avril 1809 et du 26 août 1811, envisagés dans leur généralité et dans leur ensemble, n'ont pas été abrogés et ne sont pas tombés en désuétude, il faut cependant reconnaître que plusieurs de leurs dispositions, considérées individuellement, doivent être tenues pour anéanties, comme incompatibles avec les dispositions de lois postérieures. Ainsi les tribunaux extraordinaires et les peines spéciales dont parlent les deux décrets, — la confiscation, la mort civile, — tout cela est aujourd'hui aboli. (Charte des 14-24 août 1830, art. 53 et 54; constitution du 14 janvier 1852, art. 1; loi des 31 mai-3 juin 1854.)

400. Cette théorie a donné naissance à deux questions qu'il nous importe plus particulièrement de signaler : car elles se rattachent à la naturalisation non autorisée en pays étranger.

401. *Première question.* — D'après l'article 6 du décret du 26 août 1811, les biens du Français naturalisé sans autorisation en pays étranger devaient être confisqués. Eh bien! depuis l'abolition de la confiscation, à qui passeront les biens de cet individu? Restent-ils sa propriété? ou bien, sa succession étant ouverte, passeront-ils à ses héritiers?

402. Un *premier système* (1) soutient que « le Fran-

(1) Foucart, *Droit administratif*, t. I, p. 195. — Delvincourt, t. I, p. 205, 2e édition.

çais, qui s'est fait naturaliser sans autorisation, est frappé *d'une sorte de mort civile*, et que sa succession est ouverte au profit de ses héritiers légitimes. »

Mais c'est là une opinion que nous ne développerons pas : car il est impossible de l'appuyer aujourd'hui sur aucun argument plausible.

403. Nous adhérons, sans hésitation, au *second système*, suivant lequel le citoyen, naturalisé en pays étranger sans autorisation, conserve la propriété de ses biens. Cette solution, qui a toujours été en grande faveur dans la doctrine, ne fait aucun doute en jurisprudence.

En effet, le législateur n'a jamais édicté la *mort civile* contre le Français naturalisé, sans autorisation, en pays étranger. (Comp. le décret du 26 août 1811.) Si cette pénalité exorbitante a été prononcée, ce fut dans des cas qui parurent au législateur plus défavorables encore que la naturalisation. (Comp. décret du 6 avril 1809, art. 22, 26, 28 et 29.)

Nous n'avons pas, d'ailleurs, à insister sur cette difficulté : car la mort civile ayant été abolie par la loi des 31 mai-3 juin 1854, il n'est même plus possible de poser la question aujourd'hui.

404. Nous arrivons à la *seconde question*. — L'article 6 du décret du 26 août 1811 disposait encore que le Français, naturalisé sans autorisation en pays étranger, serait privé du droit de succéder en France. Or, on sait que la loi du 14 juillet 1819, abrogeant les articles 726 et 912 du Code civil, a admis les *étrangers* à succéder en France. Eh bien, le Français qui, par une naturalisation acquise en un autre pays, est devenu étranger, pourra-t-il, lui aussi, invoquer le bénéfice de la loi du 14 juillet 1819?

405. Une *première opinion* (1) enseigne l'affirmative. En effet, dit-on, la perte du droit de succéder, pro-

(1) Merlin, Rép. t. XVI, *verbo* Français. — Valette. *Sur Proudhon*, t. I, p. 187.

noncée contre le Français naturalisé sans autorisation en pays étranger, était simplement la conséquence de la perte de la nationalité française. En 1811, l'étranger ne pouvait point, en principe, succéder en France. Il était naturel d'attacher cet effet à toute naturalisation en pays étranger, puisque, par cette naturalisation, le Français devenait étranger. Mais la loi du 14 juillet 1819, ayant relevé de cette incapacité les étrangers, par l'abrogation des articles 726 et 912, a relevé du même coup, de ladite incapacité, le Français naturalisé en pays étranger. Nous comprenons que cette opinion ait rencontré des sympathies. Elle a pour résultat de mitiger la violence extrême du décret du 26 août 1811 : à ce titre, elle est digne de faveur.

406. Cependant nous ne la croyons pas juridique. Nous adoptons la *seconde opinion*, suivant laquelle le Français, naturalisé sans autorisation en pays étranger, est encore, à l'heure actuelle, incapable de succéder en France.

En effet, dit M. Demolombe (1), ce n'était pas seulement comme un étranger ordinaire, et en vertu de l'article 726 que le Français, naturalisé en pays étranger sans autorisation, était incapable de succéder en France : c'était à titre de peine, et en vertu spécialement de l'article 6 du décret du 26 août 1811. Or, la loi du 14 juillet 1819 se borne à abroger les articles 726 et 912 du Code civil; donc, cette loi n'a pas suffi pour abroger l'article 6 du décret du 26 août 1811.

Ce syllogisme nous semble parfaitement en forme, et la prémisse, qui lui sert de base, nous paraît indestructible. En effet, aux termes du décret du 26 août 1811, article 3, le Français naturalisé en pays étranger *avec autorisation* pouvait succéder en France, alors même que les étrangers ne succédaient pas. Et cependant ce Français, même autorisé, était devenu étranger par sa naturalisation ! A l'inverse, le Français naturalisé en

(1) T. 1, p. 236, n° 188.

pays étranger *sans autorisation* ne pouvait point succéder en France, alors même qu'il se serait fait naturaliser dans un pays dont les nationaux auraient pu, en vertu de traités, succéder en France. Cette différence de situation ne prouve-t-elle pas que l'incapacité de succéder fut édictée par le décret de 1811, non pas comme une application de l'incapacité générale dont le Code frappait alors les étrangers, mais bien comme une peine particulière encourue par le Français naturalisé *sans autorisation ?* En résumé, le décret du 26 août 1811, quoique peut-être inconstitutionnel et si rigoureux qu'il soit, a encore aujourd'hui force de loi pour toutes celles de ses dispositions qui n'ont pas été abrogées par les lois postérieures.

407. Pour terminer, notons encore une conséquence qui découle de ce principe.

Le décret du 26 août 1811, articles 5 et 13, prononçait la peine de mort contre le Français, naturalisé en pays étranger, qui avait porté les armes contre la France. Les auteurs, qui tiennent pour inconstitutionnels les deux décrets que nous connaissons, contestent que cette peine puisse encore être infligée aujourd'hui (1). Quant à nous, après la théorie que nous avons admise, nous ne pouvons pas, à notre grand regret, rejeter l'application de cette peine exorbitante. Aucune loi postérieure ne l'a, en effet, supprimée.

En présence de ces déductions rigoureuses, mais logiques à notre sens, nous ne pouvons qu'émettre un vœu. Nous souhaitons ardemment que le législateur fasse bientôt disparaître les derniers vestiges de ces dispositions tyranniques, qui purent avoir leur utilité au temps de leur promulgation, mais qui, aujourd'hui, sont à la fois inutiles et indignes de la civilisation moderne.

408. Nous savons comment et dans quelle mesure l'autorisation gouvernementale est nécessaire au Français qui se fait naturaliser en pays étranger.

(1) M. Demante, père, *loc. cit.*

409. Demandons-nous maintenant si quelques circonstances particulières, par exemple l'âge, le mariage, ne doivent pas aussi constituer, pour cet individu, des incapacités.

410. Et d'abord, en ce qui concerne la condition d'âge, il est évident que le Français ne peut point se faire naturaliser en pays étranger, tant qu'il n'a pas atteint la *majorité*, telle qu'elle est réglée par la loi française.

Le changement de nationalité entraîne, en effet, un changement essentiel de condition. Les conséquences auxquelles il aboutit sont si considérables et si graves, qu'on ne peut pas raisonnablement mettre l'initiative d'un tel acte aux mains d'un enfant encore mineur. C'est en vain qu'on alléguerait la possibilité, pour cet enfant, de se faire assister par ses représentants légaux. Nous avons déjà réfuté cette objection dans notre première étude, et nous avons établi que la naturalisation acquise en France par un étranger doit être un acte essentiellement libre (1) et personnel : voyez *suprà*, n° 293. Par identité de raisons, il faut admettre exactement la même solution en ce qui concerne la naturalisation acquise, en pays étranger, par un Français. — Tel est bien, d'ailleurs, l'esprit de notre droit. — Ainsi, d'après la loi du 7 février 1851, tout individu né en France d'un étranger, qui lui-même y est né, est Français dès sa naissance. Seulement la loi lui permet d'opter plus tard pour la nationalité étrangère. Cette option, si elle se produit, constituera une naturalisation en pays étranger. Eh bien, à quelle époque peut-elle être exercée? A cette question, la loi répond formellement : « Dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité. » Cette décision doit évidemment être généralisée; car les motifs qui l'ont fait édicter

(1) Ce principe a été nettement posé, dans la pratique, par le traité du 10 août 1877 contenant cession, par la Suède à la France, de la petite île de Saint-Barthélemy. Voyez *suprà*, n° 315, *in fine*, p. 243.

n'ont absolument rien de particulier ni de restrictif. Voyez *suprà*, nos 178 et suivants.

11. Nous avons aussi à examiner si le mariage ne crée pas une incapacité en matière de naturalisation.

412. D'abord, à l'égard du *mari*, il est certain qu'aucun empêchement ne lui est opposable. Il serait absolument arbitraire de lui imposer l'assentiment préalable de sa femme. Ce serait créer une subordination du mari à la femme : or, l'on sait que partout dans le Code, l'esprit et la lettre de la loi protestent contre une telle situation : art. 213 et suivants.

413. Quant à la femme mariée, elle peut, c'est du moins notre avis, acquérir, pendant la durée du mariage, une nationalité étrangère, alors même que son mari resterait Français. On a voulu, il est vrai, appuyer la solution contraire sur les articles 12 et 19 du Code civil. En effet, suivant l'article 12, la femme étrangère qui épouse un Français, devient Française ; suivant l'article 19, la femme française qui épouse un étranger devient étrangère. Eh bien, a-t-on dit, ces dispositions prouvent que l'unité de la nationalité au sein de la famille a été regardée comme essentielle par notre législation. Ce serait précisément troubler cette unité que de permettre à la femme mariée un changement de nationalité que son mari ne voudrait point partager.

Mais il est facile de réfuter cette objection. En effet, les articles 12 et 19 précités, ainsi que leurs termes le prouvent, se placent simplement *au moment du mariage*. C'est à ce moment seulement que la loi veut, entre les époux, une nationalité une et identique. Mais cette identité de condition ne pourra-t-elle pas être modifiée, par la suite, pendant la durée de l'union? La loi ne dit rien à cet égard. A raison de ce silence, il faut évidemment incliner pour le maintien du principe, c'est-à-dire pour le droit commun et en faveur de la liberté individuelle. Il faut permettre à la femme mariée de se faire naturaliser à l'étranger,

même quand son mari conserve sa nationalité primitive.

414. Seulement cette femme sera-t-elle absolument libre? Pourra-t-elle se donner une nouvelle patrie sans y avoir été, au préalable, *autorisée* par son mari? Nous ne le pensons pas. En effet, d'une part, en thèse générale, la femme doit obéissance à son mari (art. 213, Code civil). D'autre part, il est certain que la femme, *durante matrimonio*, ne peut pas avoir un autre domicile que celui de son mari. Or, ce serait supprimer d'un trait cette obligation incontestable, que de permettre à la femme mariée, même non autorisée, la naturalisation en pays étranger. La plupart du temps, en effet, pour ne pas dire toujours, cette naturalisation ne sera possible que moyennant un transfert de domicile dans le pays où la naturalisation sera conférée. Il est bien entendu, d'ailleurs, que si le mari refusait, arbitrairement et sans motifs, d'autoriser sa femme (1), celle-ci pourrait recourir à la justice. L'article 219 du Code civil est, en effet, général et absolu. Il dispose que « si le mari refuse d'autoriser sa femme à passer un acte, la femme peut faire citer son mari devant le tribunal de première instance de l'arrondissement du domicile commun, qui peut donner ou refuser son autorisation.... »

415. Nous venons de raisonner en vue de l'hypothèse où le mariage serait *integri statûs*, c'est-à-dire en vue du cas où les liens matrimoniaux n'auraient pas été relâchés par la séparation de corps. Il convient maintenant d'aborder cette hypothèse nouvelle et de nous placer en face d'une femme *séparée de corps*, qui voudrait, pour une raison ou pour une autre, se faire naturaliser en pays étranger. La question qui doit nous préoccuper est celle-ci : la femme séparée de corps, a-t-elle besoin, comme la

(1) La femme pourrait recouvrer la plénitude de son indépendance, par le *divorce*, dans les pays où le divorce est permis. Une femme pourrait avoir un intérêt très légitime à se faire naturaliser en pays étranger, par exemple pour y recueillir une succession qu'elle serait autrement, suivant la législation exclusive du pays, incapable d'appréhender.

femme mariée *integri statûs*, d'être habilitée par l'autorisation maritale ou judiciaire, pour se faire naturaliser en pays étranger?

416. Il n'entre point dans notre intention d'exposer, à nouveau ici, l'affaire célèbre à l'occasion de laquelle a été soulevée la difficulté que nous abordons. Nous voulons parler de l'affaire Bauffremont-Bibesco. Les faits de ce procès sont connus (1). Nous avons déjà vu que l'on prétendit interdire la naturalisation à la princesse Georges Bibesco, sous le prétexte que cette naturalisation aurait abouti à faire fraude à la loi française. Nous avons déjà fait justice de ce moyen (2). Disons seulement que l'effort principal des débats porta sur le point de savoir si la princesse, épouse séparée du prince de Bauffremont, avait pu, sans l'autorisation de ce dernier, se faire *légalement* naturaliser dans l'Etat de Saxe-Altenbourg. Nous ne reproduirons pas ici, en son entier, la consultation que nous avons publiée sur cette affaire (3). Nous en détacherons simplement la discussion de la controverse, en lui donnant, cette fois, un caractère impersonnel. Nous allons poser et résoudre la question, abstraction faite de la qualité des personnes qui ont pu ou pourraient encore paraître, devant la justice, dans de semblables circonstances.

En thèse générale, la femme mariée, séparée de corps en France, peut-elle se faire naturaliser à l'étranger sans l'autorisation de son mari ou de la justice? — Deux systèmes sont ici en présence, sur cette question si intéressante et si grave en même temps : l'un admettant l'affirmative, l'autre, au contraire, se prononçant énergiquement en faveur de la négative. Nous allons examiner les raisons produites à l'appui de chacune de ces opinions.

(1) V. *suprà*, nº 379.

(2) V. *suprà*, nos 381 et suivants.

(3) Comp. notre brochure, *De la naturalisation en pays étranger des femmes séparées de corps en France*, 2e édition.

417. La première doctrine peut se formuler de la manière suivante : une femme, mariée à un Français, recouvre par la séparation de corps et de biens, judiciairement prononcée, la plénitude de son indépendance, quant à sa personne : *elle peut*, en conséquence, *se faire librement naturaliser* en pays étranger *sans aucune autorisation, soit de son mari, soit de la justice : une fois naturalisée, elle peut user de toutes les facultés accordées aux indigènes par les lois de sa nouvelle patrie.*

Un seul auteur à notre connaissance, *en France du moins*, s'est prononcé en ce sens : c'est M. Blondeau dans la *Revue du droit français et étranger*, année 1844, t. I, page 645, et année 1845, t. II, pag. 133 et 150 à 152. Aucun arrêt n'a, dans la pratique, adopté cette solution. Six arguments principaux peuvent être mis en avant, à l'appui de cette manière de voir :

1° Au point de vue de la *tradition historique*, reportons-nous au droit canon et à l'ancien droit français, sources de la séparation de corps consacrée aujourd'hui par les articles 306 à 311 du Code civil.

M. Massol (*Traité de la séparation de corps*, édition de 1875, page 265, texte n° 7 et note 2) nous apprend que le droit canon, s'attachant à l'objet principal et essentiel de la séparation de corps, à savoir la dispense de la vie commune en faveur de l'époux innocent (homme ou femme), permettait à cet époux d'entrer dans la vie religieuse et même dans les ordres sacrés, en vertu de son initiative indépendante et sans avoir à consulter son conjoint (1). Or, MM. Aubry et Rau (t. I, § 80, page 317, texte n° 1, notes 11 et 12) attestent que, suivant le droit ancien, la profession religieuse, consommée par l'émission de vœux monas-

(1) Voyez chap. 15, décrétales de Grégoire IX, *De conversio. conjug.*, lib. 3, tit. 32; Van Espen, *Jus ecclesiasticum universum*, Pars 2, sect. 1ª, tit. 15, cap. 2, *De separatione matrimonii quoàd thorum et cohabitationem*, n° 7 : — Comparez Pothier, *Traité du contrat de mariage*, n°s 468 à 485 (édition Bugnet, t. VI, p. 213 à 221).

tiques solennels, entraînait la mort civile et l'a toujours entraînée jusqu'à la loi des 13-19 février 1790. Donc l'époux (au moins l'époux innocent) recouvrait la libre disposition de son état civil : s'il pouvait s'exposer, en vertu d'un acte de sa libre initiative, à perdre cet état, à l'aliéner par la mort civile résultant de la profession religieuse, à plus forte raison doit-il aujourd'hui pouvoir modifier sa nationalité, puisque c'est là un acte beaucoup moins grave que l'acte d'encourir la mort civile. Il est d'ailleurs à remarquer que Pothier, parlant des effets de la séparation d'habitation (*Traité du contrat de mariage*, n° 523, édition Bugnet, t. VI, page 241), n'applique plus la puissance maritale qu'aux biens : « La séparation d'habitation, dit-il, ne rompt pas le lien du mariage : elle donne seulement atteinte aux effets qu'il produit. Le mari conserve, même encore après la séparation d'habitation, *quelque reste de la puissance maritale*, la femme séparée ayant besoin, pour les actes qui tendraient à l'*aliénation de ses immeubles*, de l'autorisation de son mari, ou, sur son refus, de celle du juge, qui en est représentative. » Donc la femme, par le jugement de séparation de corps, recouvre la plénitude de son indépendance, quant à son état civil et à sa nationalité. Sa personne échappe désormais aux pouvoirs du mari. Voilà le droit ancien.

Nous nous garderons bien d'ajouter avec M. Blondeau qu'il faut ici remonter aux règles du divorce, la séparation de corps n'ayant été autorisée « qu'autant qu'il le » fallait pour ne pas violenter la conscience des époux » catholiques. » Un abîme, en effet, sépare ces deux institutions. C'est bien plutôt dans le droit ancien et dans le droit canonique, sources véritables de la séparation de corps actuelle, qu'il convient de chercher des analogies.

2° L'unité de nationalité, d'ailleurs, se rattache, par une connexité fort étroite, à l'unité de domicile : il y a là une relation de cause à effet. Le législateur a voulu

qu'une loi, identique pour les deux époux, présidât aux relations du foyer domestique. Il a redouté les rivalités de législation dans cette vie de tous les jours : tels sont les motifs qui ont été donnés à l'appui des articles 12 et 19 du Code civil : or précisément la séparation de corps permet à la femme d'avoir désormais un domicile séparé : donc, elle peut aussi acquérir sa loi spéciale et son statut personnel, particulier et distinct : *cessante causâ, cessat effectus.* L'unité de nationalité n'est pas de l'*essence* du mariage.

3° La nécessité de l'autorisation maritale en pareille matière, ou de l'autorisation de la justice, ne serait pas moins contraire à la nature de la séparation de corps : il est certain que le jugement de séparation, s'il ne rompt pas le lien du mariage, rompt du moins entre les époux les rapports de subordination qui s'attachent plus à la personne qu'aux biens (1). Il n'y a plus désormais de subordination nécessaire de la femme au mari ; l'expatriation même est possible malgré le mari : le devoir d'assistance respective a perdu son caractère juridiquement obligatoire : l'obligation de fidélité n'est plus qu'un mythe du côté du mari : car, ainsi que le fait remarquer fort judicieusement M. Demolombe, sur les effets de la séparation de corps (t. IV, n^os^ 500 et 502), l'adultère du mari ne pourra plus être réprimé, puisqu'il n'est punissable qu'autant que le mari a tenu sa concubine dans la maison conjugale, et qu'il n'y a plus, après la séparation de corps, de maison conjugale (art. 339 du Code pénal) : or si, en effet, les rapports de subordination *personnelle* sont désormais anéantis, la femme recouvre encore, à ce nouveau point de vue, la liberté complète de son état civil : donc elle peut, sans aucune autorisation maritale ou de justice, changer de nationalité.

4° Au point de vue rationnel, M. Blondeau est absolument dans la vérité des situations lorsqu'il dit : « Réduire

(1) Voyez, en ce sens, MM. Massé et Vergé sur *Zachariæ*, t. I, p. 122, note 4.

le pouvoir de l'homme séparé de corps à une sorte de *veto*, c'est-à-dire déclarer que le droit de demander la naturalisation appartient à la femme, mais avec le concours de cet homme, ce ne serait pas assez faire. Et qu'on n'objecte pas que les intérêts du mari peuvent être froissés par le changement de nationalité opéré par sa femme : au contraire, la femme choisira, sans doute, pour y obtenir la naturalisation, le pays où elle peut augmenter sa fortune (qu'elle transmettra à ses enfants), et *où elle pourra obtenir le plus de considération*. La nécessité d'un concours de volonté de la part du mari ne serait donc qu'une fâcheuse entrave.... La femme séparée serait à la merci d'un homme qui doit être présumé avoir plutôt, pour elle, de la haine, qu'un sentiment de bienveillance.... Nous convenons qu'un mari pouvait avoir, sous l'empire de l'article 310 du Code civil, quelque intérêt à exercer de l'influence sur la naturalisation de son conjoint; mais cet intérêt est trop faible, en comparaison de celui que chacun a d'être parfaitement libre à cet égard, pour qu'on puisse sacrifier celui-ci au premier. » La femme peut, d'ailleurs, avoir le plus grand besoin de se faire naturaliser à l'étranger, si elle est sans fortune actuelle : par exemple, pour y recueillir une succession dont sa qualité de Française la ferait écarter, ou pour y exercer une profession lucrative exigeant la qualité d'indigène. Chacun connaît les difficultés d'existence et la fausse position, en France, des femmes séparées.

5° Où donc est le texte de loi qui interdirait à une femme séparée de corps, le changement de nationalité sans l'autorisation de son mari ou de la justice? Car enfin, tout ce qui n'est pas défendu explicitement ou implicitement par les textes des Codes français est permis. N'oublions pas qu'il s'agit ici d'apporter une entrave considérable à l'application des principes de liberté et à l'inviolabilité de la personne humaine. Les règles générales du droit et la tradition historique n'imposent pas,

nous venons de le voir, ce résultat. Dès lors, il faut nécessairement invoquer un texte : or, aucune loi spéciale et formelle n'est mise en avant. Les adversaires de la doctrine que nous exposons se contentent de se référer soit aux articles 215, 217 et suivants, soit à l'article 1449 du Code civil, lesquels s'occupent exclusivement des *biens;* les biens peuvent, en effet, former encore l'objet de certaines préoccupations du mari, par exemple dans l'intérêt des enfants communs ou pour subvenir à telle ou telle charge encore existante du mariage : mais ces textes ne contiennent pas un mot qui soit applicable à la *personne* de la femme ou à la question de naturalisation. Il n'y a point d'analogie directe entre ces deux ordres de difficultés (1).

(1) L'incapacité de la femme mariée, telle que notre Code l'établit, ne s'applique pas à toute espèce d'actes (Code civil, art. 1124). Elle s'applique d'abord aux actes judiciaires (art. 215), puis, parmi les actes extra-judiciaires, à ceux qui concernent les biens et à ceux-là seuls (art. 217). Et c'est pourquoi l'on admet unanimement que la femme mariée n'a pas besoin d'autorisation pour reconnaître un enfant naturel. Son incapacité étant ainsi limitée, c'est un argument sans force et sans valeur que celui qu'on formule ainsi : « L'article 1449 ne soustrait la femme séparée de corps à la règle » de l'autorisation qu'en ce qui concerne l'administration de ses » biens, et par conséquent cette règle continue de s'imposer à elle » pour tous les actes étrangers à ladite administration. » Oui, répondrons-nous, la femme séparée de corps reste soumise à la règle pour tous les cas que l'article 1449 n'excepte pas; mais encore faut-il qu'il s'agisse d'actes compris dans la règle. Or, la naturalisation n'y est pas comprise : car elle a trait à la personne, et non pas aux biens. Voulons-nous dire par là que la femme, non séparée de corps, puisse se faire naturaliser en pays étranger, sans la volonté de son mari? Non, à coup sûr. Mais cela ne tient point du tout à son incapacité ordinaire; cela tient à ce que la loi lui impose le domicile de son mari (art. 108). Or la naturalisation étant partout subordonnée à l'acquisition préalable d'un domicile, il faudrait, pour que la femme se fît naturaliser en pays étranger, que le mari consentît à transférer son propre domicile dans le pays dont elle se propose d'acquérir la nationalité. Ce point de vue nous paraît tellement vrai, que, dans notre opinion, la justice ne pourrait pas, sur le refus du mari, autoriser la femme à demander sa naturalisation en pays étranger : car la conséquence d'une telle autorisation serait, ou de lui permettre de se créer un domicile distinct de celui du mari, ou d'obliger le mari lui-même à changer de domi-

6° Voyez, d'ailleurs, à quelles singulières conséquences l'on pourrait aboutir avec le système restrictif. Un mari, après la séparation de corps prononcée contre lui, aurait donc la faculté d'abord de se faire naturaliser lui-même en pays étranger, ensuite d'empêcher sa femme séparée de corps de changer, elle aussi, de nationalité!!! Une fois naturalisé dans un pays admettant le divorce, ce mari pourrait convoler à de nouvelles noces : sa femme, séparée de corps et restée Française, ne le pourrait pas, suivant la majorité des auteurs et des arrêts : elle serait ainsi soumise à l'autorité maritale d'un conjoint remarié à l'étranger ! Elle devrait s'adresser à lui, non seulement comme le disent les articles 215, 217, 1449 du Code civil, pour l'aliénation de ses biens, mais aussi pour les actes les plus intimes concernant sa personne! Admirez donc la logique des situations : une femme, après avoir obtenu sa séparation de corps, forcée, pour se faire naturaliser, de demander

cile. Mais, lorsqu'une séparation de corps a été prononcée, tout change : la femme peut se choisir un domicile propre. Ce point ne faisait pas de doute dans notre ancien droit. (Pothier, *Contrat de mariage*, n° 522. — *Introduction générale aux contrats*, n° 10.) : et il est également reconnu par les auteurs et par la jurisprudence. Si donc, lorsque la vie commune est obligatoire, il n'y a que l'unité forcée de domicile qui empêche la femme de changer de nationalité selon sa volonté, cet obstacle disparaît nécessairement, de plein droit, du jour où une séparation de corps lui a permis de vivre seule et d'avoir un domicile à elle. Au surplus, pourquoi permettre à la femme séparée de corps de se domicilier en pays étranger, si on lui refuse de s'y faire naturaliser? Est-ce que le principal avantage d'un tel domicile ne consiste pas précisément à rendre une naturalisation possible? Et puis, si, par hasard, il se trouvait un pays où, — comme autrefois dans nos colonies, — le domicile emportât, de plein droit, la naturalisation, est-ce que la femme, domiciliée dans un tel pays, n'y serait pas, par cela même, naturalisée? Notre démonstration nous paraît complète. Mais allons plus loin encore. Si la loi française est muette sur les conditions relatives à la capacité exigée pour se faire naturaliser en pays étranger, cela tient, selon nous, à ce que, d'avance et d'une manière générale, elle accepte, à cet égard, les règles du pays où la naturalisation s'opère. » (*Sic Revue du notariat*, 1876, n° 5116, page 300.)

le consentement d'un époux qui aurait contracté à l'étranger une nouvelle union!!! Cette femme subissant même, au besoin, l'affront de visites domiciliaires de la police chargée, par son ancien mari, (qui aurait cependant convolé à de nouvelles noces), de contrôler la manière dont elle observe l'obligation de la fidélité! L'adultère *de la femme,* dit en effet M. Demolombe, serait toujours punissable, même après la séparation de corps, aux termes de l'article 336 du Code pénal (*Cours de Code civil*, t. IV, n° 500).

De grâce, laissons de côté les raisonnements à outrance. Il est reconnu, en pratique, que trop souvent, le pouvoir certain d'intervention du mari, quant à l'exercice, par la femme séparée de corps, du droit d'aliéner ses biens, est la source des plus monstrueux abus. Il n'y a pas bien des années, nous plaidions pour une malheureuse femme, à l'égard de laquelle son mari, atteint par un jugement flétrissant de séparation, avait imaginé de transformer ses autorisations en un moyen de battre monnaie. Il voulait finalement lui retirer l'autorisation de continuer un commerce lucratif qui faisait vivre toute la jeune famille : la justice y a mis bon ordre.

Loin donc de vouloir élargir les pouvoirs d'autorisation du mari, après la séparation de corps, nous croyons, au contraire, qu'il convient de les restreindre dans les plus strictes limites des textes : il faut surtout les écarter, là où la loi est muette, et dans les cas où la liberté individuelle est en jeu.

De ce que la femme, encore *mariée,* appelée à habiter la même maison que son mari (art. 214), ne peut pas changer de nationalité par un acte indépendant de sa seule volonté, il ne suit pas du tout qu'il doive en être nécessairement de même de la femme *une fois séparée de corps :* car, dans ce dernier cas, il n'y a plus ni foyer commun, ni unité de domicile, sources précisément de l'unité de nationalité et de la prééminence maritale en matière *personnelle* et individuelle.

Le système de M. Blondeau nous paraît, à l'aide des *développements qui précèdent*, solidement appuyé sur tout un ensemble d'arguments que le savant jurisconsulte avait omis d'indiquer dans les deux dissertations publiées par la *Revue de droit français étranger*, année 1844, t. I, page 645 à 658, et année 1845, t. II, page 133 à 158. Il est temps de passer à l'examen de la seconde théorie. Nous exposerons successivement les différents motifs qu'elle invoque, en plaçant constamment la réfutation, telle que nous la comprenons, à la suite de chacun des arguments présentés.

418. D'après cette seconde doctrine, une femme mariée à un Français et judiciairement *séparée de corps*, ne peut pas se faire naturaliser en pays étranger, sans *l'autorisation de son mari ou de la justice*.

Cette théorie est soutenue avec un remarquable talent par l'un des maîtres les plus éminents de la science, M. Labbé, notre savant collègue de la Faculté de droit de Paris, dans une dissertation publiée par le *Journal du droit international privé et de la jurisprudence comparée* (1), numéro de novembre-décembre 1875, t. II, page 409 à 421. M. Demolombe (*Cours de Code civil*, t. IV, n° 111 *in fine*, page 130, édition de 1874) et M. Dalloz (*Jurisprudence générale*, au mot *Droits civils*, n° 118) ont seuls prévu directement la difficulté. La question que nous examinons, en ce moment, présente donc un grand intérêt doctrinal et pratique à la fois.

M. Labbé cite, il est vrai, en faveur de sa doctrine, l'opinion de MM. Aubry et Rau, dans leur *Cours de droit civil français*, quatrième édition, t. V, page 137 à 138, § 472, texte et note 4; ajoutez le même tome V, page 200,

(1) Cette théorie a été reprise de nouveau et développée par M. Labbé, avec l'indication de toutes les autorités en sens divers, dans un second article intitulé : *De la naturalisation et du divorce au point de vue des rapports internationaux* (*Journal du droit international privé*, t. IV, année 1877, p. 5 à 26). Comparez M. Albert Verger (*Revue pratique de droit français*, année 1879, t. XLVI, p. 417 à 445); — Laurent, *le Droit civil international*, t. I, n° 4, p. 17.

§ 494, texte n° 1, note 8. Il indique également M. Valette, *Explication sommaire du livre premier du Code civil*, page 148, n° 8, et M. Laurent, *Principes de droit civil français*, t. III, n° 96, pages 129 et 244 *in fine*, page 396. Mais il suffit de lire les passages de ces auteurs, qui sont précisément rapportés *in extenso* dans la dissertation de notre savant collègue à la page 413 du tome II du *Journal de droit international privé*, pour reconnaître que MM. Aubry et Rau, Laurent, Valette et autres jurisconsultes, indiqués comme références, se bornent à poser les *principes généraux de l'incapacité de la femme mariée :* aucun d'eux n'a prévu l'application de ces principes au point de vue particulier de la *naturalisation* obtenue à l'étranger, par une femme *séparée de corps*, sans l'autorisation de son mari ou de la justice. Nous ferons la même observation quant aux documents de jurisprudence mis en avant par M. Labbé à la page 414 du journal qui contient sa dissertation, savoir : Cass. 6 mars 1827 (Dev. 28-1-541); Cass. 13 novembre 1844 (Sir. Dev. 1845-1-45). Ces deux arrêts, d'accord avec la jurisprudence plus récente, maintiennent l'extension des articles 215, 217 et suivants à la femme mariée séparée soit de biens seulement, soit en même temps de corps et de biens. Les décisions judiciaires et la doctrine des auteurs sont unanimes à le décider ainsi quant aux *intérêts pécuniaires :* c'est un point qui peut être concédé par nous, sans rien préjuger d'ailleurs sur la question toute particulière des conditions à observer, pour la naturalisation à l'étranger des femmes précédemment mariées à des Français et séparées de corps.

419. Il convient d'aborder immédiatement l'étude des différentes raisons présentées par M. J.-E. Labbé à l'appui de sa doctrine (1) rigoureuse et restrictive. Elles peuvent être ramenées aux quatre suivantes :

(1) Comparez, en sens divers, MM. de Holtzendorff (*Journ. de droit international privé*, 3e année, 1876, nos 1 et 2) ; — *Etude sur l'affaire de Bauffremont*, par Albert Teichman, professeur à l'Université de

1° Il est certain que la femme mariée dont la situation est intacte, c'est-à-dire qui n'est point séparée de corps ni de biens, ne peut pas changer volontairement de nationalité, sans l'autorisation de son mari. La même solution est universellement admise pour la femme qui est simplement séparée de biens à la suite de désastres pécuniaires survenus dans la fortune de son mari et par application de l'article 1443 du Code civil. Or la séparation de corps ne dissout pas le mariage : les époux restent époux : l'union conjugale continue de subsister : donc ce que l'on décide pour la femme mariée *integri statûs*, il faut le décider pour la femme séparée de corps, en vertu de l'adage, *ubi eadem ratio, ibi idem jus*. Voyez, pour les développements, M. Labbé, *Journal de droit international privé*, t. II, page 412 *in fine*, 413 et aussi 416 à 417.

Nous repoussons absolument, en ce qui nous concerne, cette assimilation qui sert de point de départ à la théorie de notre savant contradicteur. Oui, sans doute, la femme séparée de corps reste incapable au point de vue de l'aliénation de ses biens : le droit de libre disposition de son patrimoine ne lui est pas rendu. Mais, du moins, la vie commune cesse : il n'y a plus de domicile conjugal : l'unité du foyer domestique est rompue, et la faculté soit d'avoir un domicile séparé, soit même de s'expatrier, est acquise à la femme : or c'est là précisément le nœud de la difficulté. L'affranchissement de la femme, au point de vue du domicile et de l'expatriation, emporte invinciblement, à notre avis, son affranchissement,

Bâle ; — *De la naturalisation, de la séparation de corps et du divorce*, par M. Francesco Guelfi (Rome) ; — *Questions de droit international privé*, par M. de Mauro (Catane) ; — *De la naturalisation de la princesse de Bauffremont*, par M. Théodore Landgraff ; — *La princesse Georges Bibesco devant la justice belge*, par M. Rolin-Jaequemyns, ministre de l'Intérieur en Belgique ; — *Note à propos de l'affaire Bauffremont*, par le docteur A. Stölzel, conseiller intime au ministère de la justice à Berlin (*Journ. du droit international privé*, année 1876, p. 260 ; — Ajoutez les autorités citées *suprà*, p. 324, note 1, et *infrà*, p. 349, note 1.

par voie de conséquence, au point de vue tout personnel de la naturalisation.

Eh quoi donc! un mari *integri statûs* peut, sans le concours de la volonté de sa femme, (ce point est généralement admis), changer sa nationalité; il peut se faire naturaliser à l'étranger, au cours du mariage, sans consulter sa femme. Et ce droit serait refusé à la femme, *après* qu'elle a obtenu un jugement de *séparation de corps*, alors que les liens de subordination *personnelle* ont été rompus, alors qu'elle peut vivre à l'étranger, alors qu'une naturalisation complémentaire de sa situation lui donnerait peut-être des moyens d'existence, lui ouvrirait une profession lucrative, ou lui conférerait la capacité nécessaire à l'effet de recueillir, pour elle et ses enfants, une succession opulente, dont autrement elle demeurerait exclue! Le mari serait ainsi constitué l'arbitre de la nationalité de sa femme, le surveillant de son état civil, l'opposant éventuel à une mesure de naturalisation, après qu'il lui a fermé sa maison et qu'il a été déclaré suspect par un arrêt de la justice! La règle peut être maintenue vis-à-vis de la femme *séparée de* BIENS qui conserve sa place au foyer domestique : elle est inadmissible vis-à-vis de la femme *séparée de* CORPS. A nos yeux, l'unité de nationalité et l'unité de domicile sont deux idées connexes qu'il ne faut point séparer, parce que, encore une fois, il existe entre elles une relation manifeste de cause à effet.

2° M. J.-E. Labbé invoque, en second lieu, l'article 1449 du Code civil, qu'il rapproche habilement des articles 215, 216, 217 et suivants du même Code. Ces articles combinés affranchissent la femme, séparée de corps et de biens ou de biens seulement, de la nécessité de l'autorisation maritale uniquement pour les actes d'administration et, dans une certaine mesure, pour l'aliénation du mobilier : donc *pour tout le reste*, la femme, malgré même la séparation de corps par elle obtenue, demeure incapable et assujettie à la nécessité

de l'autorisation maritale ou de justice, suivant le droit commun. La femme, quoique séparée de corps, ne pourrait pas aliéner un hectare de terres sans autorisation : donc, à plus forte raison, elle ne peut pas disposer de son état civil : elle ne peut pas aliéner sa nationalité française pour en obtenir une autre, sans être préalablement autorisée soit par son mari, soit par la justice.

Il est facile de réfuter ce second argument par une double considération. D'une part, les articles 1449, 215, 217 et suivants du Code civil s'occupent exclusivement des actes concernant les biens, le patrimoine de la femme : ils sont étrangers aux questions purement personnelles pouvant intéresser celle-ci : il faut remonter, pour tout ce qui concerne ces sortes de difficultés, aux articles 108, 212, 213 et 214, dont précisément la séparation de corps ébranle et entame singulièrement l'application.

D'autre part, il convient de ne point perdre de vue la règle de logique et d'interprétation aux termes de laquelle, *qui ne peut pas une chose, en peut souvent une autre*. Il n'y a aucun rapport entre ces deux idées : l'aliénation des biens, et la naturalisation de la personne. Ce sont deux points de vue essentiellement différents : l'on ne peut pas raisonner de l'un à l'autre. Autrement, il serait facile d'arriver, avec le même procédé, à démontrer la persistance nécessaire du domicile commun (art. 108), même après la séparation de corps, ce que nul jurisconsulte autorisé ne soutient aujourd'hui.

Nous repoussons donc le second argument présenté par M. Labbé, — d'abord, parce qu'il est fondé sur des textes qui ne prévoient nullement notre question de naturalisation, — ensuite, parce que l'argument *à fortiori* du savant professeur nous paraît tendre à prouver beaucoup plus que son auteur ne le désirerait certainement : d'autre part, il méconnaît la règle, suivant laquelle, en présence de situations essentiellement

différentes, il devient impossible de raisonner soit *à pari*, soit même *à fortiori*.

3° Le vœu de la loi du 8 mai 1816, en admettant seulement la séparation de corps, est, ajoute M. Labbé (page 415), de maintenir la possibilité d'une réconciliation : or, « de tous les actes que la femme peut accomplir, la naturalisation en pays étranger est celui qui contrariera le plus le but indiqué et rendra le plus promptement la séparation irrémédiable. » Donc, la nécessité de l'autorisation maritale doit être imposée à la femme mariée même séparée de corps, plus encore pour la naturalisation, que pour une aliénation d'immeubles.

Nous ferons ici deux réponses : d'abord ces réconciliations tardives, qui sont le vœu du législateur, sont bien rares dans la pratique. Les souvenirs du passé, les amertumes de la procédure, les décisions de la justice se réunissent pour creuser l'abîme entre les époux : s'il y a quelques exemples de réconciliations survenues au cours de la procédure, il y a, au contraire, fort peu d'exemples de réconciliations survenues après le jugement ou l'arrêt prononçant la séparation de corps. Il faut donc tenir un compte médiocre de cette considération législative.

D'autre part, cette possibilité d'une réconciliation n'arrêtait pas le droit canon, ni l'ancien droit français, devant la profession religieuse et les vœux monastiques solennels : voyez *suprà*, n° 17, et Pothier (*Traité du contrat de mariage*, n° 474, édition Bugnet, t. VI, p. 215); ajoutez M. Tissot, sur le *mariage, la séparation et le divorce*. Or, la profession religieuse créait certainement un obstacle définitif à toute réconciliation ultérieure entre l'époux profès et son ancien conjoint : elle présentait tous les inconvénients que peut engendrer aujourd'hui la naturalisation : et cependant l'on pouvait passer outre !!!

4° L'on objectera peut-être que l'époux qui embras-

sait ainsi la vie religieuse, après la séparation de corps, était, sans doute, soumis à la mort civile. Mais il n'acquérait pas la faculté de divorcer, ce que précisément aujourd'hui la naturalisation, dans la plupart des pays étrangers, peut donner à l'époux ainsi naturalisé.

Ce n'est pas la première fois, répondrons-nous, qu'un principe, posé en vue d'un cas déterminé, aboutit à des conséquences ultérieures que ses auteurs n'avaient point prévues; la règle admise autrefois en matière de profession religieuse a sa base directe dans un certain affranchissement *personnel* de l'époux séparé : Or, nous invoquons précisément cet affranchissement traditionnel de la *personne*, après la séparation de corps, pour arriver à proclamer la liberté de la naturalisation, *liberté que tous les auteurs et tous les arrêts accordent à l'homme, et qu'il serait injuste de ne pas reconnaître aussi à la femme séparée.*

Sans doute, cette liberté pourra conduire à un divorce. Mais n'oublions pas que nous raisonnons ici avec les lois promulguées : il ne s'agit pas de déterminer ce qui pourrait être désirable au point de vue d'une réforme législative; et certes les réformes à opérer ne manqueraient pas en matière de règlementation matrimoniale, si l'on voulait s'en occuper! Voyez M. Massol, *Traité de la séparation de corps*, projets de réforme, page 437 à 490 (édition de 1875). Il ne s'agit pas davantage de se placer au point de vue des dogmes religieux. Il s'agit d'appliquer et d'interpréter la loi civile existante. Or, d'après cette loi, le mariage est considéré comme un contrat civil : il n'est plus, ainsi que sous l'ancien droit français, envisagé, dans le for extérieur, comme un sacrement. Nous maintenons que ni le Code civil, ni aucun autre Code ou loi ne contiennent une disposition d'où l'on puisse inférer une restriction quelconque soit à la liberté de la naturalisation, à l'étranger, des femmes séparées de corps, soit à la liberté du divorce et du convol de ces mêmes femmes

une fois naturalisées dans un pays qui admettrait cette institution. L'on peut protester contre cette situation : mais, en attendant, elle existe, et, tant qu'elle ne sera pas changée, elle lie les tribunaux qui doivent toujours être les interprètes soumis de la loi promulguée.

A ces quatre arguments, M. Labbé, dans son article, en ajoutait un cinquième : celui tiré de la *fraus legis*. Mais nous espérons l'avoir par avance suffisamment (1) réfuté (*suprà*, nos 376, 380 et suiv.). Nous n'y reviendrons pas. Nous ferons seulement remarquer, en terminant cette discussion, quelles conséquences véritablement excessives découleraient du système que nous combattons.

Supposons qu'un mari, séparé de corps et fatigué de son célibat forcé, vînt à installer publiquement et notoirement, dans sa propre maison, une concubine : aucun reproche *légal* ne pourrait lui être adressé (art. 339 du Code pénal) ; car il n'y aurait plus de maison conjugale, ce mari ayant été atteint par un jugement de séparation de corps.

Pendant ce temps, sa femme, naturalisée sans son autorisation, dans un pays qui assimile la séparation de corps, au point de vue de ses effets, à un véritable divorce, s'est remariée officiellement : elle est devenue l'épouse légitime d'un galant homme, lequel, étranger d'origine, l'a acceptée sous la protection de ses lois nationales, devant l'officier de l'état civil et devant les prêtres de son pays.

Une fois mariés, les deux nouveaux époux viennent en France : et voilà que le premier mari, vivant dans un concubinage public, va pouvoir mettre en mouvement les autorités françaises, pour constater le prétendu

(1) Voyez d'ailleurs la discussion de ce point et l'examen des arrêts cités par M. Labbé, (Cass., 16 décembre 1845, Sirey, 1846-1-100, — Cass., 19 juillet 1875, D. P. 1876-1-5, avec l'annotation, — Toulouse, 26 juillet 1874, Sirey, 1876-2-149), dans notre brochure sur le procès Bauffremont, *De la naturalisation, en pays étranger, des femmes séparées de corps en France et de l'incompétence des tribunaux en cette matière* (2e édition), 1876, p. 41 à 54.

flagrant délit. Il va pouvoir, en invoquant les articles 336 à 338 du Code pénal, poursuivre la femme comme convaincue d'adultère, et la faire condamner, avec son second mari comme complice, à l'emprisonnement et à l'amende ! En effet, si l'adultère du mari séparé de corps n'est plus punissable après la séparation (art. 339 Cod. pén.), l'adultère de la femme reste, au contraire, toujours soumis à la répression de l'article 336 du Code pénal (1).

Est-ce que, cependant, un pareil résultat n'est pas choquant et immoral au premier chef? Comment! le premier mari, qui n'a pas su évidemment remplir ses devoirs, puisqu'il a été atteint par un arrêt de la justice, qui vit actuellement dans un désordre connu de tous, va pouvoir ainsi obtenir main-forte des autorités françaises! Il va être admis à traduire en justice, en l'accusant d'adultère, une femme qui est allée demander un asile à un pays étranger, où elle a trouvé le repos et le respect, et où elle est proclamée *officiellement* femme légitime! Le second mari sera traduit à côté de cette femme, qui est la sienne après tout aux yeux de sa loi nationale, sur les bancs de la police correctionnelle, comme complice d'adultère! Le concubinage légalement toléré et sans répression possible en France (art. 338 du Code pénal), vu l'absence de domicile conjugal, va donc pouvoir ainsi s'attaquer, avec des chances de succès, au mariage légitime, officiellement contracté à l'étranger! C'est manifestement monstrueux; cependant ce résultat serait inévitable, *et le cas pourrait se présenter*, si le système contraire au nôtre devait triompher en matière de naturalisation.

Cette extrémité véritablement excessive nous a surtout préoccupé dans les efforts que nous avons faits pour combattre la doctrine rigoureuse, refusant à la femme séparée de corps le droit de se faire naturaliser à l'é-

(1) Comparez M. Demolombe et les autorités qu'il rapporte, dans son *Cours de Code civil*, t. IV, n° 500.

tranger, sans l'autorisation de son mari ou de la justice, alors que le mari est entièrement libre, soit avant, soit après la séparation, de procéder à son profit à cette même naturalisation. Il faut prendre garde de mériter l'application d'une réflexion soumise par un éminent jurisconsulte étranger, dans la *Revue du droit international et de la législation comparée*, tome IV, année 1872, page 353 : « Le législateur français n'a point le monopole des lois morales, et il est toujours délicat de vouloir décider arbitrairement quelles sont les règles du droit naturel, devant lesquelles tous les peuples devront s'incliner. Le mieux est de maintenir le respect dû aux législations étrangères, statuant sur l'état et la capacité des personnes soumises à leur souveraineté. »

420. Notre conclusion sera donc en faveur du système présenté déjà, en 1845, par M. Blondeau. Nous tenons pour certains, (tout en reconnaissant les sérieuses controverses que peuvent soulever ces sortes de questions), les deux points suivants :

1° Une femme mariée peut légalement se faire naturaliser en pays étranger sans l'autorisation de son mari ou de la justice, *après sa séparation de corps* prononcée en France.

2° Alors même qu'après avoir, grâce à sa naturalisation, transformé la séparation de corps en divorce, cette femme se serait remariée à l'étranger, ce second mariage serait valable et devrait être respecté, au regard de la loi française, à cause du statut personnel nouveau dont cette femme peut désormais invoquer l'application (1).

421. Nous présenterons ici, comme conclusion des développements qui précèdent sur la *fraus legis* et sur la capacité ou l'incapacité, pour la femme séparée de corps, de se faire naturaliser en pays étranger, une note relative à l'affaire Bauffremont-Bibesco.

(1) Argument de l'art. 3, al. 3 du Code civil. Comparez les autorités rapportées par M. Demolombe, t. I, nos 97 à 102 ; voyez *infrà*, p. 349 et suivantes.

L'important procès, soutenu par Mme la princesse Bibesco contre son premier mari, M. le général prince de Bauffremont, a dû, en effet, attirer tout spécialement notre attention à raison des principes considérables de droit civil et de droit international qui s'y trouvaient engagés. Voyez *suprà*, nos 379, 416 et suivants.

Nous avons pensé que l'on apprendrait peut-être, avec plaisir, la nouvelle phase dans laquelle est entrée, devant la justice belge, cette affaire retentissante. — Le tribunal civil de Charleroi vient d'affirmer solennellement, sur l'intervention de M. le prince Georges Bibesco, la validité tout à la fois de la naturalisation et du second mariage de la princesse, conformément à l'opinion soutenue par nous, *suprà*, nos 417 et suivants. Le tribunal civil de Charleroi a été appelé à statuer, en la cause, dans les circonstances suivantes.

L'on sait que, le 7 avril 1874, le tribunal civil de première instance de la Seine avait prononcé, au profit de la princesse de Bauffremont, sa séparation de corps *contre* M. le prince de Bauffremont; cette décision fut confirmée par la Cour d'appel de Paris, le 1er août 1874; le pourvoi contre cet arrêt fut rejeté, par la Cour de cassation, le 3 février 1875, (D. P. 1876-1-465-470.) Libre désormais de sa personne et de ses actes, la princesse s'était retirée, avec ses filles, à l'étranger, sans aucune opposition de la part de M. le prince de Bauffremont.

Le 3 mai 1875, la princesse obtenait, dans le duché de Saxe-Altenbourg, le bénéfice de la naturalisation. — Le 13 août 1875, cet acte était officiellement reconnu et confirmé par le gouvernement allemand. — Le 24 octobre 1875, *en vertu de sa nouvelle loi nationale*, la princesse, naturalisée Allemande, contractait mariage, devant l'officier de l'état civil de Berlin, avec le prince Georges Bibesco.

Chacun se rappelle l'émoi que cette nouvelle, répandue à Paris par les journaux le lendemain, excita dans

toutes les classes de la société française (1). M. le prince de Bauffremont réclama aussitôt, au ministère des affaires étrangères, l'expédition des actes dressés à l'occasion du nouveau mariage ; puis il forma une demande en nullité de la naturalisation, et du mariage ainsi contracté à l'étranger. Le 17 juillet 1876, la Cour d'appel de Paris déclarait l'acte de naturalisation *non opposable* au prince de Bauffremont, et proclamait nul et de nul effet *en France* le mariage qui en avait été la suite et la conséquence : (Sir. 1876-2-249.) Tout cela était fait arrière du prince Georges Bibesco et sans, qu'il fût, un seul instant, question de lui, le principal intéressé cependant.

Parallèlement à cette instance et toujours arrière du prince Bibesco, la Cour d'appel de Paris, par deux arrêts, l'un du 7 août 1876, l'autre du 13 février 1877, enlevait à la princesse la garde de ses enfants, à elle confiée par la décision ancienne prononçant la séparation de corps; ces mêmes arrêts décidaient que les enfants seraient remis au prince de Bauffremont, leur père, à peine de 500 francs de dommages-intérêts par chaque jour de retard pendant le premier mois, et 1,000 francs pendant les mois suivants.

Ces arrêts, qui aboutissaient ainsi, par l'énormité des dommages-intérêts, à une véritable confiscation des biens de la princesse, ne furent pas exécutés.

M. le prince de Bauffremont, constitué par là créancier de sommes considérables, et ne trouvant pas en France des biens suffisants pour compléter le montant des dommages-intérêts à lui alloués, commença, en Belgique, une nouvelle procédure : il pratiqua d'abord des saisies-arrêts entre les mains des divers membres de la famille de Chimay, sur les sommes pouvant revenir à la princesse dans la succession de sa mère la princesse de Chimay. Puis il assigna, en validité desdites saisies-arrêts, la prin-

(1) Comparez notre article intitulé, *La princesse Georges Bibesco devant le tribunal civil de Charleroi* (*Revue pratique de droit français*, année 1879, t. XLVI, pag. 505 et suivantes).

cesse Georges Bibesco devant le tribunal civil de Charleroi.

En même temps, M. le prince de Bauffremont demandait au tribunal de prononcer l'*exequatur*, en Belgique, des arrêts en date des 7 août 1876 et 13 février 1877, en vertu desquels les saisies avaient été tout d'abord pratiquées.

La procédure était dirigée contre la princesse Georges Bibesco, née Valentine de Caraman-Chimay, et contre le prince Joseph de Chimay, jouant le rôle de tiers saisi et de défendeur en déclaration de validité des saisies pratiquées.

M. le prince Georges Bibesco signifia, alors, des conclusions d'intervention, en qualité de nouveau et légitime mari de la princesse, laquelle se qualifiait elle-même dans toutes ses conclusions du titre de princesse Georges Bibesco.

La qualité prise ainsi par la princesse et l'intervention du prince Bibesco eurent pour résultat, désiré d'ailleurs par toutes les parties en cause, de poser nettement, devant la justice belge, la question de la validité ou de la nullité, soit de la naturalisation réalisée par la princesse, soit du second mariage qui s'en était suivi.

Le tribunal civil de Charleroi était, dès lors, saisi de toutes les questions qui, dans ce fameux procès, avaient été soumises antérieurement à la justice française.

Le tribunal de Charleroi a nettement affirmé la validité de la naturalisation et du second mariage de la princesse Georges Bibesco : il a refusé l'*exequatur* aux arrêts français en date des 7 août 1876 et 13 février 1877, de la Cour d'appel de Paris ; il a débouté entièrement M. le prince de Bauffremont des diverses actions par lui intentées, en validité des saisies-arrêts pratiquées à sa requête ; il a, de plus, condamné M. le prince de Bauffremont à payer à la princesse, à titre de dommages-intérêts, la somme de 15,000 francs.

Voici, du reste, les termes du jugement rendu, dans cette importante affaire, dont les débats n'avaient pas occupé moins de neuf audiences, du 24 avril au 30 mai

1879. Ce jugement, rendu seulement à la date du 3 janvier 1880, est ainsi libellé :

En la cause du prince de Bauffremont, demandeur en validité de saisies-arrêts, et d'*exequatur* de décisions judiciaires françaises ; Me Martha, avoué ; Me Pierre Splingard, du barreau de Bruxelles, avocat ; contre : 1° La princesse Valentine de Caraman-Chimay, défenderesse, Me Motte, avoué ; MMes Jules Bourlard, du barreau de Mons, et Albéric Rolin, du barreau de Gand, avocats ; 2° Le prince Joseph de Chimay, défendeur en déclaration, tiers-saisi, Me Fay, avoué ; Me Oscar Landrien, du barreau de Bruxelles, avocat ; 3° Le prince Georges Bibesco, intervenant ; Me Motte, avoué ; MMes Jules Bourlard et Albéric Rolin, avocats.

Le tribunal de Charleroi a prononcé le jugement suivant dans les causes jointes, nos 61491, 61492, 62696, 62697, 69108 et 69109 du rôle général :

« Attendu que la défenderesse, Belge de naissance, épousa à Chimay, en 1800 soixante-un, le prince de Bauffremont, de nationalité française ;

» Attendu que par arrêt de la Cour de Paris en date du premier août 1870-quatre, la défenderesse obtint contre le demandeur la séparation de corps et que les deux enfants issus de leur union lui restèrent confiés ;

» Attendu que le trois mai 1870-cinq, le duché de Saxe-Altenbourg conféra à la défenderesse la naturalisation ;

» Attendu que le cinq octobre 1870-cinq, la défenderesse contracta, à Berlin, un nouveau mariage avec le prince Bibesco, demandeur en intervention ;

» Attendu que, par les arrêts des sept août 1870-six et treize février 1870-sept, la Cour de Paris, revenant sur sa décision en ce qui concerne les enfants, déclara que « la garde de ceux-ci cessera d'appartenir à la défen-
» deresse, et que ses deux jeunes filles seront élevées
» au couvent du Sacré-Cœur, rue de Varennes, à Paris,
» jusqu'à leur majorité ; »

» Attendu que ces arrêts décident, en outre, que « pour assurer l'exécution de la disposition ci-dessus, les » enfants seront remis par la princesse de Chimay au » prince de Bauffremont, leur père, sous peine de payer » à celui-ci, à titre de dommages-intérêts par chaque » jour de retard, cinq cents francs pendant le premier » mois et mille francs pendant les mois suivants, » lesquelles pénalités s'élèvent actuellement à la somme d'environ neuf cent mille francs ;

» Attendu que par une liquidation intervenue entre les membres de la famille du prince Joseph de Chimay, père de la défenderesse, celle-ci a été reconnue créancière d'une somme de trois cent cinquante-cinq mille trois cent dix-sept francs cinquante centimes, provenant de la succession de sa mère, de laquelle somme le prince Joseph de Chimay est resté dépositaire ;

» Attendu que le demandeur pratiqua, en mains du prince Joseph de Chimay, plusieurs saisies-arrêts sur la somme prémentionnée qu'il doit à sa fille, et ce, à l'effet d'obtenir payement des dommages-intérêts qui lui ont été alloués par les arrêts précités des sept août 1870-six et treize février 1870-sept ;

» Attendu qu'il s'agit, au présent litige, de faire décider par la justice belge, que les arrêts des sept août 1870-six et treize février 1870-sept, seront exécutoires en Belgique ; et que, comme conséquence, les saisies-arrêts prémentionnées, pratiquées en mains du prince Joseph de Chimay, seront validées ; qu'en outre, les clauses du contrat de mariage des parties, relatives au régime dotal, seront respectées.

» *Sur la demande d'intervention du prince Bibesco.* — Attendu que la présence, au litige, du prince Bibesco, pour autoriser sa femme, et se joindre à elle pour y défendre ses droits, ne pourrait être accueillie, de l'aveu même des parties, qu'à la condition que la validité de son mariage avec la défenderesse soit reconnue ;

» Qu'il y a donc lieu, au point de vue de cette demande

d'intervention, d'examiner les moyens présentés et relatifs à l'existence légale de ce mariage;

» Que c'est en effet sur ce seul titre que le prince Bibesco fonde sa demande, laquelle, d'un autre côté, est repoussée par le prince de Bauffremont, prétendant que le second mariage est nul, en présence du premier contracté à Chimay en 1800 soixante-un;

» Qu'il faut en conséquence rechercher si le second mariage, argué de nullité par le demandeur, est valable, et comme tel produira ses effets dans la cause;

» Attendu que l'arrêt du dix-sept juillet 1870-six de la Cour de Paris, qui a prononcé la nullité du second mariage, n'ayant pas l'autorité de la chose jugée en Belgique, cette question reste entière au procès, et rien ne fait obstacle à ce qu'elle soit appréciée par le tribunal; que s'il doit être admis qu'un jugement modifiant l'état et la capacité d'une personne doit être respecté dans les pays étrangers, sans qu'il soit besoin de recourir à l'*exequatur*, c'est évidemment à la condition que la décision ait été rendue par la juridiction du pays de cette personne, et que la procédure soit régulière; double condition qui n'existe pas dans l'espèce, puisque, d'une part, la défenderesse avait perdu sa qualité de Française et n'habitait plus la France, et que, d'autre part, le prince Bibesco n'a pas été appelé, en même temps que la défenderesse sa femme, pour voir statuer sur le sort de son mariage;

» Attendu que la naturalisation, conférée à la défenderesse par le duché de Saxe-Altenbourg, est un acte de l'autorité souveraine de ce pays; que, selon les principes du droit public, aucun pouvoir en dehors de cette autorité ne peut ni en discuter la validité, ni en modifier les effets; que le duché de Saxe-Altenbourg était seul compétent pour décider si la défenderesse réunissait les conditions pour que sa demande de naturalisation lui fût octroyée;

» Attendu que si cette autorité souveraine n'a pas exigé à cette fin le consentement de son mari, c'est qu'elle a jugé que cette formalité n'était pas nécessaire;

» Attendu que le pouvoir judiciaire, pas plus en France qu'ailleurs, n'a qualité pour contrôler cette procédure émanant de l'autorité d'un pays étranger; que l'opinion contraire, admettant la révision des actes d'un autre gouvernement, consacrerait un système qui violerait évidemment tous les principes du droit des gens;

» Attendu que cet acte de naturalisation, qui est à l'abri de toute contestation, a changé la nationalité de la défenderesse, et a, en conséquence, modifié son statut personnel qui, de Français qu'il était, est devenu Allemand;

» Attendu qu'une femme aliène sa nationalité par la naturalisation, comme par son mariage; que son état et sa capacité sont alors régis par les lois de sa nouvelle patrie, qui la suivent partout où elle se trouve; que cette règle, formant la base de tout édifice social, est essentiellement d'ordre public;

» Attendu que cette théorie est conforme à la législation française qui dispose que : « les lois concernant l'état et la » capacité des personnes régissent les Français même » résidant en pays étranger et que la qualité de Français » se perd par la naturalisation en pays étranger; » (art. 3, al. 3, et art. 17 du Code civ.);

» Attendu que, si la jurisprudence et la doctrine ont parfois diversement interprété la valeur à accorder à un acte de naturalisation, c'est parce que les principes généraux du droit international, fondés sur l'indépendance de chaque nation, ont été mal appréciés;

» Que c'est en effet faire une fausse application de ces principes, que de n'admettre les droits personnels découlant de la naturalisation, que pour autant qu'ils n'aient rien de contraire aux lois de la nationalité d'origine;

» Attendu que la défenderesse ayant acquis la nationalité dans le duché de Saxe-Altenbourg, et y étant domiciliée, c'est la législation de ce pays qui détermine son état personnel et sa capacité quant au mariage;

» Attendu qu'il existe, dans la législation du duché de

Saxe-Altenbourg, des dispositions générales intitulées, « Ordonnance matrimoniale, » promulguées le treize mai 1830-sept, applicables à tous les citoyens sans distinction de confessions; que ces lois disposent que les liens du mariage peuvent être rompus, selon les cas, d'une manière permanente ou provisoire, la séparation provisoire devant finir à une époque déterminée; que, selon les prescriptions du § 265 de ladite ordonnance, dans le cas de séparation prononcée définitivement, les époux peuvent se remarier, l'époux innocent sans autre formalité que la sentence, et l'époux coupable, avec l'autorisation du souverain.

» Attendu que la séparation de corps prononcée en France, et la rupture indéfinie du lien conjugal prononcée à Altenbourg, sont identiques dans leurs effets juridiques en ce qui concerne les rapports des époux; que, selon l'une et l'autre législation, ces jugements produisent la cessation complète de la vie commune; que c'est cette situation que le législateur d'Altenbourg a envisagée pour rendre la liberté aux époux et ne pas les maintenir dans les liens d'une union qui ne remplit plus aucune des conditions pour lesquelles elle a été formée; qu'on chercherait, en vain, dans les lois altenbourgeoises des termes équivalents à la séparation et au divorce de notre législation;

» Attendu que la seule considération, qui doit guider le magistrat pour savoir si ces lois sont applicables à la défenderesse, c'est d'en comparer les effets avec ceux de la loi française, quant à l'affranchissement des époux;

» Attendu qu'il y a d'autant plus lieu de penser qu'en faisant application, à l'espèce, de ces dispositions, on rentre dans l'esprit de cette loi, que, loin d'être favorable à un système de restriction quelconque, le législateur altenbourgeois a entendu, au contraire, réagir contre la doctrine de l'indissolubilité du mariage, en proscrivant la séparation définitive de corps, avec défense de se remarier;

» Attendu qu'il résulte de ce qui précède, que la défenderesse, naturalisée à Saxe-Altenbourg, a pu valablement se remarier à Berlin, et qu'en conséquence la demande d'intervention est recevable.

» *Sur la demande d'exequatur*. — Attendu que l'arrêt du sept août 1870-six, rendu par la Cour de Paris, et dont le demandeur sollicite l'*exequatur*, est ainsi conçu :

« Que le mariage de la princesse de Bauffremont avec » le prince Bibesco, contracté devant l'officier de l'état » civil à Berlin, à la date du vingt-quatre octobre 1870- » cinq, au mépris de la loi française, précédé de lettres » de naturalisation dans le duché de Saxe-Altenbourg, » est par lui-même, et les conséquences fâcheuses qu'il » doit avoir pour les deux jeunes filles confiées à ses » soins par l'arrêt du premier août 1870-quatre, un fait » nouveau, d'une gravité telle qu'il est impossible de » maintenir à leur mère la garde de ses enfants emmenés » loin de leur patrie, et auxquels il y a lieu d'assurer » une éducation morale et religieuse qui ne serait pas » contrariée par l'exemple;

» Que le prince de Bauffremont n'insiste pas pour » qu'elles lui soient remises; qu'il y a lieu, dans leur » intérêt, de les placer dans un établissement offrant » toutes les garanties de bonne éducation, et que la » maison du Sacré-Cœur, à Paris, répond à ce besoin;

» La Cour,

» Déclare que la garde des enfants issus du mariage » cessera d'appartenir à la princesse de Bauffremont; et » sans qu'il y ait lieu d'en conférer la garde au père, » dit, qu'à la diligence de ce dernier, les deux jeunes » filles seront placées au couvent des dames du Sacré- » Cœur, rue de Varennes à Paris, où elles resteront » jusqu'à ce qu'elles aient accompli leur vingt-unième » année ou jusqu'à leur établissement par mariage, à » moins qu'auparavant il n'en soit autrement ordonné par » justice; dit toutefois que faute par elle d'avoir remis » les enfants, au prince de Bauffremont, dans la quinzaine

» de la signification du présent arrêt, elle est dès à » présent condamnée à lui payer par chaque jour de » retard à partir de l'expiration dudit délai de quinzaine, » savoir : cinq cents francs pendant le premier mois et » mille francs pendant le second mois, passé lequel » délai de deux mois à défaut d'exécution, il sera, par la » Cour, fait droit définitivement. »

» Attendu qu'il a été fait droit définitivement par l'arrêt du treize février 1870-sept, et que les mille francs, par chaque jour de retard, ont été maintenus ;

» Attendu que la compétence de la Cour de Paris dans la poursuite dont il s'agit est suffisamment justifiée par les dispositions générales de l'article 14 du Code civil; que cet article consacre une exception à la règle « *actor sequitur forum rei;* » que la défenderesse, par son mariage, ayant contracté des obligations personnelles envers le demandeur, a pu être traduite devant un tribunal français aux fins desdites obligations, malgré sa qualité d'étrangère ;

» Attendu que la défenderesse n'est pas mieux fondée à exciper de son défaut d'autorisation martiale, puisque c'était le prince de Bauffremont lui-même qui avait provoqué le débat; que, dans ce cas, le mari est censé avoir tacitement autorisé sa femme à lui répondre en première instance, et même à continuer la procédure en appel, alors que, comme dans l'espèce, il s'y est défendu, sans rien objecter relativement à l'absence de son autorisation ; que la défenderesse prétend, à tort, qu'elle aurait dû être également autorisée à ester en jugement par son second mari, puisque l'existence légale de ce second mariage était contestée, et que le sentiment de la Cour à cet égard s'était suffisamment fait connaître dans son arrêt du dix-sept juillet 1870-six, qui en prononçait la nullité ;

» Qu'au surplus, la présence, dans un litige, de deux maris, pour autoriser la même femme, constituerait une étrange situation évidemment antijuridique ;

» Attendu qu'en l'absence de traité avec la France, le tribunal saisi de la contestation actuelle doit examiner le mérite de l'arrêt du sept août 1870-six; que la circonstance que la Cour de Paris était uniquement compétente à raison de la nationalité du demandeur, n'est pas un obstacle, aux termes de la loi du vingt-six mars 1870-six, à ce que le fond du litige soit soumis à l'appréciation du tribunal;

» Attendu que les arrêts des sept août 1870-six et treize février 1870-sept étant fondés, pour enlever à la défenderesse la garde de ses enfants, sur les considérations « qu'elle avait, au mépris des lois françaises, » et contrairement aux sentiments moraux et religieux, » contracté à l'étranger un second mariage, » et ces motifs étant trouvés erronés, le tribunal ne peut point accueillir les arrêts précités, dont l'exécution doit au contraire être rejetée en Belgique;

» Qu'il est en effet établi par les considérations ci-dessus exposées, que la défenderesse n'a fait, en épousant le prince Bibesco, qu'exercer les droits qu'elle avait acquis dans sa nouvelle patrie; qu'en posant cet acte, elle ne s'est pas insurgée contre les lois françaises, qui ne lui étaient plus applicables; et qu'elle n'a nullement outragé la morale, puisque le divorce est admis dans la législation des pays les plus civilisés;

» Attendu que si l'éloignement des enfants en pays étranger, peut être considéré comme un fait regrettable au point de vue de la facilité pour le demandeur de les visiter, il n'est cependant pas de nature à devoir en modifier la garde, qui a été laissée à la défenderesse, dans l'intérêt desdites mineures;

» Attendu que MM^es^ Motte et Fay sont d'accord pour qu'il ne soit statué sur les contestations qui existent entre leurs parties respectives, qu'après qu'il aura été fait droit sur la demande principale dirigée contre la défenderesse (1);

(1) Le jugement fait allusion aux contestations qui pourraient

» Attendu que toutes les parties sollicitent la jonction des causes figurant sous les nos 69108 et 69109, et que par le jugement de ce siège du vingt-trois décembre 1870-six, les causes figurant sous les nos 62696, 62697, 61491 et 61492, ont été jointes.

» *Sur la demande reconventionnelle en dommages-intérêts.* — Attendu que le demandeur, en formant en Belgique les différentes demandes dont il s'agit au litige, a empêché la défenderesse de recevoir le capital de trois cent cinquante-cinq mille trois cent dix-sept francs cinquante centimes et les intérêts que lui doit son père, le prince Joseph de Chimay, et l'a en outre forcée à supporter des dépenses considérables pour soutenir ces procès; qu'une condamnation aux dépens serait insuffisante pour réparer le préjudice qui lui a été causé; qu'une somme de quinze mille francs n'est pas un chiffre trop élevé pour l'indemniser de ces différents chefs;

» Par ces motifs :

» Le tribunal, entendu M. le comte de Glymes, procureur du roi, en ses conclusions conformes, déclare joindre, au présent litige, les causes figurant sous les nos 69108 et 69109; et, faisant droit sur icelles, et sur toutes autres causes jointes par jugement du treize décembre 1870-six; — Déclare recevable l'intervention du prince Bibesco, et lui donne acte de ce qu'il autorise la défenderesse, son épouse, à ester en justice; — Dit n'y avoir lieu d'ordonner l'exécution des arrêts des sept août 1870-six et treize février 1870-sept, de la Cour d'appel de Paris; — Déboute, en conséquence, le demandeur des diverses actions qu'il a intentées en validité des saisies-arrêts pratiquées à sa requête, à charge de la défenderesse; — Lui ordonne de donner main-levée desdites saisies-arrêts dans la huitaine de la signification du présent jugement; dit qu'à défaut de le faire dans

s'élever sur le compte de la créance due par le prince de Chimay à sa fille. Les parties étaient convenues de les ajourner, pour ne pas compliquer davantage les débats actuels, par des difficultés pécuniaires.

ledit délai, ce dit jugement en tiendra lieu; — Condamne le demandeur à payer à la défenderesse, à titre de dommages-intérêts, la somme de quinze mille fr.; — Le condamne, en outre, à tous les dépens faits jusqu'à ce jour dans l'instance, liquidés à.... Donne acte aux parties de MM^es^ Motte et Fay de leurs déclarations faites par leurs conclusions des vingt-neuf mai et quatre juin 1800 septante-neuf. — Réserve à statuer ultérieurement sur les contestations respectives entre lesdites parties, y comprise l'action en règlement de remploi, le tout sur le pied du présent jugement. — Ordonne l'exécution provisoire des présentes, nonobstant appel et sans caution, sauf en ce qui concerne les dépens. — Prononcé (1) en audience publique le trois janvier mil huit cent quatre-vingts. »

422. Ainsi qu'on peut le voir par la lecture de cette décision judiciaire, le tribunal civil de Charleroi a pleinement confirmé la légitimité de la doctrine que nous proposions, dès le début, à la date du 15 février 1876, dans la première édition de notre étude sur le *cas de Madame la princesse de Bauffremont*, et sur la *naturalisation en pays étranger des femmes séparées de corps en France.*

Ce résultat, aujourd'hui acquis, est d'autant plus remarquable que la Belgique possède un Code civil entièrement conforme au nôtre sur la plupart des points. La magistrature belge, avec une tolérance qui l'honore, a su respecter la liberté individuelle en validant la naturalisation — et la liberté religieuse, ou de conscience, en validant le second mariage de la princesse.

Sans doute, l'admission du divorce en Belgique, et la prohibition, au point de vue civil, de l'indissolubilité absolue du mariage, ont pu exercer une certaine influence sur l'esprit des juges. — Sans doute, l'origine de la

(1) Présents : Messieurs Libioulle, président; Niffle et Croquet, juges; comte de Glymes, procureur du roi, et Clément, greffier-adjoint. (*Signé*) Libioulle et Ed. Clément.

princesse, Belge de naissance et devenue Française simplement *par accident,* à l'occasion de son premier mariage avec le prince de Bauffremont, a dû être prise en sérieuse considération.

Mais il y a eu surtout cette circonstance que la justice belge ne s'est pas crue, avec raison, obligée de se constituer la gardienne d'un *ordre public* absolument problématique, vis-à-vis d'une princesse naturalisée Allemande et devenue depuis Roumaine, par son second mariage avec le prince Georges Bibesco, qui appartient à cette dernière nationalité. En proclamant et en exagérant la doctrine de la *fraus legis*, qui n'allait à rien moins qu'à supprimer entièrement, dans l'espèce actuelle, le droit incontestable pour tout individu, sans distinction de sexe, de changer de nationalité (1), la Cour d'appel de Paris s'était posée en vengeresse de l'*ordre public français.* Me Bétolaud avait eu, du reste, l'adresse et le talent de placer la cause du prince de Bauffremont sur ce terrain favorable : « Sommes-nous maîtres chez nous, disait-il » dans sa plaidoirie. Sommes-nous maîtres de notre droit, » de nos institutions sur la famille et sur le mariage ? » Voilà la question ! »

Et alors la princesse n'a plus eu ni repos, ni trêve, suivant la judicieuse remarque faite par Me Albéric Rolin dans le *mémoire* si complet produit devant le tribunal de Charleroi *pour le prince et la princesse Georges Bibesco contre le prince de Bauffremont.* « On a frappé à coups précipités.... On paraissait craindre que la princesse n'eût le temps de se reconnaître : il fallait l'écraser sous une série d'actes judiciaires multipliés avec affectation, dans le but de produire l'accablement. La tendance commune de tous ces procès a été de frapper impitoyablement, non seulement dans leurs biens, mais dans leur individualité, dans leur état personnel, dans leur honneur, un mari, une femme, et l'enfant née de leur union légale. C'était une guerre opiniâtre, implacable, une guerre sans miséricorde. »

(1) Voyez *suprà*, nos 381 et suivants.

Dès le début, en effet, (et ce sentiment avait toujours été en s'exagérant), la magistrature française avait été guidée par cette conviction respectable, mais mal fondée, qu'elle devait réprimer en la personne du prince, de la princesse Bibesco et des enfants à venir du nouveau mariage, je ne sais quel attentat à nos lois nationales, et je ne sais quelle prétendue *fraude* à une loi d'ordre public.

Et l'on ne voyait pas que, par cette série manifestement cruelle de jugements et d'arrêts, l'on portait la plus grave atteinte au mutuel respect que se doivent entre elles les souverainetés, puisque désormais la princesse était régie par un statut personnel nouveau et ne relevait plus de l'*ordre public français !*

L'on ne voyait pas que l'on aboutissait à une violation incontestable de la liberté individuelle, en invalidant, dans un esprit de répression à outrance, une naturalisation parfaitement légitime !

L'on ne voyait pas que la liberté de conscience et la liberté religieuse étaient elles-mêmes en jeu : l'on oubliait que, si le second mariage de la princesse avait été célébré le 24 octobre 1875 devant l'officier de l'état civil de Berlin, la bénédiction nuptiale avait été également donnée aux deux époux, à Dresde, suivant le rite grec, par le révérend chapelain de l'Eglise orthodoxe, avec l'observation de toutes les formes et solennités canoniques.

L'on paraissait enfin avoir perdu la mémoire des services rendus à la France par le prince Georges Bibesco, ancien officier d'état-major de l'armée française, qui avait combattu dans nos rangs, au Mexique, et lors de la guerre allemande de 1870.

Aujourd'hui, les efforts persévérants de la princesse Georges Bibesco viennent d'être enfin couronnés de succès. La princesse a trouvé devant le tribunal de Charleroi un esprit de tolérance, de justice et de respect de la liberté individuelle, digne des plus grands éloges.

Si nous ne nous trompons, il y a, en France, un

revirement manifeste dans les idées, et nous sommes loin des indignations excessives et trop souvent de commande de la première heure.

Il nous a paru intéressant de constater cette nouvelle phase des luttes judiciaires de la princesse. Nous avons été, au 15 février 1876, le premier défenseur, *en France*, de la théorie qui triomphe aujourd'hui : nous fûmes même, à cette époque, quelque peu attaqué, pour avoir produit une doctrine dont l'originalité semblait effrayer beaucoup de bons esprits : comparez notre brochure intitulée *la princesse Georges Bibesco devant le tribunal civil de Charleroi*, pag. 14 et 15. »

Nous crûmes néanmoins devoir persister, alors, dans le développement d'une idée qui nous apparaissait comme éminemment juste et conforme à la théorie fondamentale, en droit international, du statut personnel : (voyez l'art. 3, al. 3, du Code civil). Nous demandons aujourd'hui la permission de persévérer, avec la même énergie, dans ce premier avis (1), que la décision si claire, si juridique et si libérale du tribunal civil de Charleroi couvre désormais de sa haute autorité. Toutefois, il ne faut pas oublier, qu'en définitive, il s'agit ici de questions fort graves, tout à fait neuves en doctrine comme en jurisprudence et essentiellement susceptibles de se prêter aux avis les plus divers, dans le domaine du *droit* qui est ici exclusivement le nôtre.

Il est donc permis de regretter le laconisme des textes (2) dans de semblables matières. Du moins, nous

(1) Comparez, en divers sens, M. Gabba, *Le second mariage de la princesse de Bauffremont et le droit international* (*Revue pratique*, t. XLII, année 1876, p. 369 à 414) : — M. Regnault, *De la capacité en France au point de vue du mariage* (*Revue pratique*, t. XLV, année 1879, p. 29 à 87) ; — M. Bluntschli, *De la naturalisation en Allemagne d'une femme séparée de corps en France, et des effets de cette naturalisation* (*Revue pratique*, t. XLI, année 1876, p. 305 à 334).

(2) M. Ernest Lehr, professeur à l'Académie de Lausanne, exprime le même regret dans un remarquable article intitulé : *Du divorce, en Suisse, d'un Genevois devenu Français*. Cet article a été publié dans le *Journal de droit international privé* (année 1879,

avons essayé de nous maintenir dans la région élevée des principes. Plus d'une fois, en venant, après M. Blon-

t. VI, p. 526 et suivantes), à propos d'un jugement du tribunal civil de Genève du 26 décembre 1879, (*Journal des tribunaux de Lausanne* du 7 février 1880). Notre savant collègue rapporte les faits de la cause dans les termes suivants : « M. J..., né, à Bordeaux, d'un père genevois, s'est marié en France avec une Française. Le 14 juillet 1869, le tribunal de première instance de Bordeaux a prononcé la séparation de corps entre les époux J.... — Le sieur J..., voulant obtenir son divorce, a assigné sa femme devant le tribunal de Genève, son lieu d'origine, conformément à l'article 43 de la loi fédérale du 24 décembre 1874. — Mme J... a soulevé une exception d'incompétence, se fondant sur le fait que son mari est Français, qu'il a rempli en France les fonctions de maire, qu'il a servi dans la garde nationale, qu'il y a exercé ses droits électoraux, etc., et qu'en conséquence il ne peut plus se prévaloir de son origine genevoise, alors surtout qu'il est resté domicilié en France et n'est pas retourné dans le pays dont il prétend aujourd'hui lui opposer les lois. — Le tribunal a repoussé cette exception, par le motif qu'avant la loi fédérale du 3 juillet 1876, qui indique les conditions auxquelles un citoyen suisse peut renoncer à sa nationalité, il était de principe de droit civil genevois : « Que la qualité de Genevois, ainsi fixée sur la tête d'un enfant au moment de sa naissance, était indélébile; qu'elle ne pouvait se perdre, ni par l'acquisition d'une nationalité étrangère, ni même par la renonciation qu'aurait déclaré vouloir y faire le citoyen qui en était nanti; qu'il était absolument interdit au gouvernement et aux autorités de Genève de recevoir une telle renonciation (Constitution genevoise de 1794, révisée en 1796, t. II, art. 5, et la discussion qui a eu lieu à ce sujet dans l'Assemblée constituante de 1842. » — Quant à l'objection tirée de ce que le demandeur aurait exercé en France des droits politiques et rempli des fonctions civiques, le tribunal n'estime pas qu'elle soit fondée, ni qu'il résulte des faits allégués la déchéance des droits attachés à sa personne en qualité de Genevois, notamment de celui de demander le divorce : — « Attendu que l'on doit, sans doute, décider qu'un Genevois, naturalisé à l'étranger et y exerçant les droits politiques, ne peut en exercer en même temps à Genève, qu'ainsi il lui serait interdit de venir à Genève les jours d'élection ou de votation pour y prendre part; que cette décision est conforme à la disposition de la Constitution de 1847, portant que « ne peuvent exercer des droits politiques dans le canton ceux qui en exercent hors du canton » (art. 23, § 2, titre IV), et à celle de la Constitution fédérale de 1874, art. 43, ainsi conçu : « Nul ne peut exercer des droits politiques dans plus d'un canton. » — Mais, attendu que la solution de ce point de droit n'est pas, dans l'espèce, soumise au tribunal de céans; qu'il ne s'agit pas, en effet, d'examiner si J... peut ou non exercer actuellement des droits politiques dans le canton, mais seulement de savoir s'il a le

deau, soutenir la doctrine la plus juridique sur ce sujet, nous nous sommes rappelé la judicieuse réflexion (1) d'un

droit d'y demander son divorce; or, attendu que ce droit appartient aux femmes suisses comme aux citoyens; que c'est donc là, non un droit politique, mais un pur droit civil, et qu'il peut toujours être exercé en Suisse par les Suisses domiciliés à l'étranger, aux termes de l'art. 43, al. 3, de la loi fédérale du 24 décembre 1874. » Puis, M. Lehr discute longuement la question, et il termine sa dissertation par le vœu de voir le divorce bientôt rétabli en France : les graves difficultés soulevées, à l'heure actuelle, par les questions de naturalisation, de séparation de corps et de divorce, perdront ainsi beaucoup de leur importance pratique.

(1) Ces jours derniers, un fait nouveau est encore venu donner plus de poids à ces réflexions. Nous venons de voir, dans la suite du procès Bauffremont, le tribunal civil de la Seine appelé à statuer sur le *désaveu d'un enfant*, le jeune prince Georges, *décédé notoirement depuis plus d'une année!!!* Voici le jugement tel qu'il est rapporté dans le *Droit* du dimanche 14 mars 1880. Le fait, d'abord, est celui-ci. Le 26 novembre 1878, a eu lieu, à Godesberg (Prusse Rhénane), la naissance d'un enfant, nommé Georges, issu du légitime mariage de Mme de Bauffremont, *divorcée*, avec M. le prince Georges Bibesco.

M. le général de Bauffremont, le premier mari de la princesse, a cru devoir saisir officiellement le tribunal (*prétention étrange assurément*), d'une demande en désaveu de paternité : cette demande est renouvelée de celle déjà faite lors de la naissance de la princesse Nadéje; *seulement aujourd'hui il s'agit d'un enfant* DÉCÉDÉ!!! M. de Bauffremont ne représentait même pas l'acte de naissance : il fournissait une simple vraisemblance, par la production d'autres documents concordants, tels que des lettres de faire part, des articles publiés dans les journaux, enfin, par cette circonstance, qu'il y avait eu, le jour même de la naissance, au château de Ménars, où cette nouvelle était parvenue par télégraphe, illumination et salve de cent un coups de canon.

En réponse à cette demande en désaveu, *on opposait que, l'enfant étant décédé, il n'y avait pas lieu à désaveu.* C'était précis et concluant.

Mais le tribunal, sur les conclusions de M. Morin, tuteur *ad hoc* de l'enfant désavoué, et sur la plaidoirie de Me Lesourt, avocat de M. le prince de Bauffremont, et après avoir entendu M. l'avocat de la République Louchet en ses conclusions conformes, a rendu le jugement suivant, sous la présidence de M. Aubépin, à la date du 12 mars 1880 :

« Le Tribunal, — Adjugeant le profit du défaut prononcé à l'audience du 20 mai 1879 contre la princesse de Bauffremont, qui n'a pas constitué avoué, quoique dûment assignée; — Et statuant au fond à l'égard de toutes les parties : — Attendu que la loi n'a pas subordonné l'action en désaveu à la représentation, par le mari,

vieil auteur, D'Argentré, dans une circonstance analogue : *Ætati nostræ irascendum, quæ, cùm tàm magnos jurisconsultos per omnes dignitatum gradus evexerit, nulli tamen in mentem venerit, quod unico verbo fieri poterat, lege dissidium judicantium componere.* »

Nous arrivons maintenant à la *question de compétence* qui formera l'objet de notre chapitre troisième.

d'un acte constatant la naissance de l'enfant désavoué ; — Qu'elle lui impose seulement d'établir qu'un enfant est né de sa femme au cours du mariage, et pourrait ainsi réclamer le bénéfice de la présomption édictée par l'art. 312 du Code civil ; — Attendu qu'il résulte des documents de la cause qu'un enfant du sexe masculin est né de la princesse de Bauffremont, pendant l'année 1878, à Godesberg, près Bonn, et a reçu le prénom de Georges ; — Que, s'il est allégué par le tuteur *ad hoc* que ce même enfant serait aujourd'hui décédé, le fait de son décès n'est aucunement justifié ; — Attendu que l'enfant désavoué est né au cours de l'année 1878, c'est-à-dire plus de trois cents jours après l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 1er août 1874, qui a déclaré le prince et la princesse de Bauffremont séparés de corps, et conséquemment après l'ordonnance du président qui avait assigné à la princesse de Bauffremont une résidence, hors du domicile conjugal, pendant la durée de l'instance ; — Que, dès lors, aux termes de l'art. 313, § 2 du Code civil, l'action en désaveu formée par le prince de Bauffremont est fondée ; — Qu'il n'y a lieu, néanmoins, d'ordonner la transcription du présent jugement, partout où besoin sera, ainsi qu'il est requis, cette mesure ne pouvant être prescrite au regard d'actes qui n'auraient pas été dressés en France ; — Attendu, quant aux dépens, qu'ils doivent être supportés en entier par la princesse de Bauffremont dont le fait a nécessité la mise en cause de Morin, ès-noms ; — Par ces motifs, — Déclare régulier en la forme et justifié au fond, le désaveu signifié à la requête du prince de Bauffremont par acte extrajudiciaire du 22 janvier 1879, à l'encontre de l'enfant du sexe masculin, né à Godesberg, près Bonn, dans l'année 1878, de la princesse de Bauffremont, et prénommé Georges ; — Dit qu'il n'y a lieu d'ordonner la transcription du présent jugement partout où besoin sera, ainsi qu'il a été requis ; — Condamne la princesse de Bauffremont aux dépens, tant à l'égard du demandeur qu'à l'égard de Morin, ès-noms. » Que pense le lecteur de cette contrariété de décisions, (due à la différence des tendances et de l'interprétation des lois), entre la justice belge et la justice française ? Est-ce assez complet ? Combien l'uniformité des législations ne serait-elle pas désirable dans l'intérêt de l'ordre public et des bonnes mœurs internationales ? — Comp. M. Laurent, *le Droit civil international*, t. I, nos 446, 447 et suivants.

CHAPITRE III

Quels tribunaux sont compétents pour statuer sur la validité d'une naturalisation acquise en pays étranger?

423. Lorsque la nullité d'une naturalisation acquise en pays étranger est opposée, en France, à celui qui prétend se prévaloir de ladite naturalisation, le tribunal saisi du litige doit tout d'abord examiner la question de savoir s'il est compétent pour en connaître. Or, en pareil cas, est-ce bien aux tribunaux de France qu'il appartient de statuer sur ce point? N'est-ce pas plutôt aux tribunaux de l'Etat étranger qui a conféré la naturalisation? Ces tribunaux sont-ils eux-mêmes compétents, et peuvent-ils apprécier un acte gouvernemental de cette nature? Voilà la difficulté. A notre sens, la solution ne peut faire doute. Nous maintenons le système par nous proposé, il y a quelques années, dans le célèbre procès Bauffremont-Bibesco. Il nous suffira donc de reproduire ici les principaux arguments que nous invoquions alors à l'appui de notre consultation : car, bien qu'elle n'ait point triomphé en jurisprudence, du moins en France, notre opinion est restée entière.

424. Nous continuons à penser que l'*incompétence des tribunaux français*, en cette matière, est absolue : elle s'impose *ratione materiæ*, à raison de la nature même de l'acte.

Qu'est-ce, en effet, que la naturalisation? — C'est la réception d'une personne étrangère dans la communauté et la dépendance sociale et politique d'un Etat. C'est un acte juridique de droit public dont la validité ne peut être appréciée que par les autorités de la nouvelle patrie.

Toute ingérence, en pareille matière, d'un gouver-

nement étranger constituerait une atteinte au principe de la souveraineté interne des Etats. M. Bluntschli (1) dit fort judicieusement : « Chaque gouvernement a le » droit d'établir les conditions sous lesquelles il entend » concéder sa nationalité aux étrangers.... Par con- » séquent, ce sont les autorités de l'Etat accordant » la naturalisation en vertu de son droit souverain, » qui ont seuls à connaître des effets de cette natu- » ralisation (2). »

425. Le point de départ de notre argumentation est, du reste, inébranlable. Le monde civilisé est divisé en nations ou en groupes. Ces nations sont juridiquement égales entre elles, elles sont autonomes, et elles ont chacune la même souveraineté interne dans les limites de leur territoire respectif.

Parfois il arrive que, par le hasard des événements, des empiètements se produisent de la part de tel ou tel gouvernement sur la souveraineté de tel ou tel autre.

De là des conflits regrettables qui, en l'absence d'un tribunal international, ne peuvent trouver d'issue que dans une conciliation par la voie diplomatique ou dans une déclaration de guerre, remettant à la force des armes la solution de la difficulté.

426. Les nations sont des collections ou des aggrégations d'individus que la communauté des races, la similitude des intérêts, ou la conquête, ont réunis et groupés sous un même gouvernement : Comparez M. Laurent, *(Droit civil international)*, t. I, n^os^ 423 à 439. Mais chacun de ces individus peut, par son libre choix et au gré de son caprice, se séparer de la nation à laquelle il appartenait tout d'abord : il peut renoncer à sa patrie, pour en adopter une autre. La loi française notamment ne soumet, au point de vue du droit inter-

(1) *Op. cit.* p. 7.

(2) Ce principe, d'après lequel la naturalisation est un acte de droit public et de souveraineté interne, est admis par tous les auteurs sans exception, notamment par MM. Calvo, Pasquale-Fiore, Vattel, de Holtzendorff, Bluntschli, etc.

national, à la nécessité d'aucune autorisation, le Français qui veut quitter son pays : « attendu, dit un arrêt de la Cour de Colmar (déjà cité *in extenso*, plus haut, n° 3, pages 6 et 7), que, poussant jusqu'aux limites extrêmes le respect absolu du libre arbitre, la législation de la France n'impose aucun lien forcé aux nationaux qui seraient tentés d'abdiquer la mère patrie.... » (Colmar, 17 mai 1868, Sir. Dev. 1868-2-245 à 248 avec les annotations et les renvois.) Et, en effet, l'article 17, alinéa 1er, du Code civil dit expressément : « La qualité de Français se perdra : 1° *par la naturalisation acquise en pays étranger.* »

Le Code ne distingue pas si cette naturalisation a été ou n'a pas été autorisée en France. Dans tous les cas, le simple fait d'avoir acquis une nationalité étrangère suffit pour que l'effet se produise invinciblement et que l'on cesse aussitôt d'être Français. En dernière analyse, le droit des gens et le Code civil français s'accordent à proclamer la liberté de l'émigration et la liberté de la naturalisation, comme une conséquence forcée de la liberté individuelle des citoyens et de l'indépendance réciproque des Etats.

427. D'un autre côté, la nouvelle patrie qui a accepté, au nombre de ses nationaux, un membre jusque-là étranger, lui doit exactement la même protection qu'aux regnicoles. L'identité de situation des indigènes et des individus naturalisés est un principe incontesté en droit international privé et public.

428. Le devoir de protection d'un Etat, à l'égard du citoyen naturalisé, devient surtout impérieux, si ce citoyen est recherché *précisément pour s'être affilié à une nouvelle patrie.* Il est alors, en effet, de toute évidence que si le grief est adressé, *en la forme*, à l'individu poursuivi devant les tribunaux de son ancien pays, la provocation s'adresse, *au fond*, au gouvernement auteur de la naturalisation, gouvernement dont on conteste un acte souverain, en lui déniant le

droit d'admettre tel ou tel individu au nombre de ses nationaux.

Dès que l'acte qui agrège un étranger à une nouvelle patrie est régulier en la forme et en harmonie avec les lois constitutionnelles de l'Etat naturalisant, (or, cet Etat peut seul être juge de ces points), l'ancienne patrie ne peut que s'incliner devant le fait accompli.

Un gouvernement peut bien apporter des entraves à l'émigration et se constituer le juge des questions de *perte* de nationalité : mais jamais il ne peut se constituer le juge d'une acquisition de nationalité nouvelle. Or précisément, ne l'oublions pas, l'article 17 alinéa 1er du Code civil français se désintéresse entièrement de tout examen relatif à la perte de la qualité de Français.

Nul ne peut être, en même temps, Français et étranger. Quiconque a acquis une nationalité étrangère n'est plus Français. Notre loi nationale a bien compris qu'elle ne devait pas s'opposer à la liberté humaine, généralement reconnue à chacun, d'échapper à l'empire d'une loi qu'il juge oppressive pour ses intérêts ; « Du moment, dit M. de Holtzendorff (1), où une personne a acquis la nationalité d'un autre pays, c'est exclusivement d'après les lois de sa nouvelle patrie qu'elle doit être jugée. Les lois et les tribunaux de sa patrie d'origine, au moins en ce qui concerne sa capacité pour les faits juridiques, n'ont aucun droit sur elle, si elle se trouve de passage dans son pays primitif, sans en acquérir de nouveau la nationalité. »

429. L'on ne saurait admettre, en effet, que l'ancienne patrie ait le droit de critiquer les formes à l'aide desquelles l'individu, qui lui appartenait, a été introduit dans une autre communauté : car alors il y aurait une ingérence manifeste dans l'exercice de la souveraineté interne de cette communauté et une atteinte incontestable au principe d'autonomie d'un gouvernement voisin.

(1) *Op. cit.* p. 18.

430. Nous ne saurions admettre davantage que l'ancienne patrie puisse, même sur son propre territoire, rechercher et poursuivre l'individu naturalisé, pour le faire rentrer de vive force dans la communauté première, dont il se serait volontairement retranché par un acte de sa libre initiative : car la nouvelle patrie d'adoption, choisie par cet individu, serait parfaitement fondée à considérer cette recherche et cette poursuite comme une violence exercée arbitrairement et sans droit sur l'un de ses nationaux. Elle ne pourrait même pas refuser son concours et sa protection à l'individu ainsi naturalisé, sans manquer au devoir essentiel de toute nation envers ses membres, devoir consistant à les défendre contre toute agression injuste venant de l'étranger.

431. Si ces principes (1) sont exacts (et ils sont affirmés par tous les auteurs), voici la conséquence : c'est que les recherches et les poursuites, dirigées par l'ancienne patrie, ayant le caractère d'un attentat contre une souveraineté étrangère autonome et juridiquement égale, un conflit serait nécessairement soulevé : or, ce conflit ne pourrait être vidé que comme se vident les conflits de ce genre, c'est-à-dire par la voie amiable et diplomatique ou par la guerre.

432. N'oublions pas que l'acte de naturalisation est un acte essentiellement de droit public, émanant de l'initiative d'une souveraineté étrangère agissant dans la plénitude de son indépendance.

La forme, au surplus, dans laquelle l'acte est passé, l'indique suffisamment : c'est l'autorité de l'Etat naturalisant qui le délivre au nom de la communauté tout entière. De même en France, c'est, aux termes de la loi du 29 juin 1867, un décret du chef de l'Etat, rendu sur le rapport du ministre de la justice, qui proclame solennellement, au nom du pays, la naturalisation d'un étranger, favorablement admis, sur sa de-

(1) Voyez *suprà*, p. 325, note 1, les références ; ajoutez p. 323, note 1 et p. 349, également note 1.

mande, dans la communauté française (art. 1er, dernier alinéa de la loi du 29 juin 1867).

Est-ce que sérieusement l'on voudrait admettre la possibilité de l'annulation d'un semblable décret, par un tribunal allemand, belge, anglais ou italien? Est-ce que le sentiment national ne se soulèverait pas, avec tous les principes du droit, contre une semblable ingérence mettant en question un acte de souveraineté interne?

433. En vain essaye-t-on de distinguer entre les effets que produira en France la naturalisation acquise en pays étranger, et les effets qu'elle produira dans le pays qui l'aura conférée. L'état des personnes est indivisible, et l'on ne peut pas plus le fractionner, qu'on ne peut se constituer le juge d'une naturalisation accordée par un acte souverain du gouvernement. Voici donc notre conclusion sur cette première partie de l'argumentation. Du moment où l'acte de naturalisation est reconnu régulier *en la forme* par les autorités de l'Etat naturalisant, il ne peut être attaqué en France. Il en résulte que la personne, ainsi naturalisée, a perdu la nationalité française (art. 17, al. 1er), puisqu'elle a acquis la naturalisation en pays étranger.

Il y a là un fait accompli qui s'impose au respect de tous et sur la valeur duquel sont seules, le cas échéant, exclusivement compétentes les autorités gouvernementales de l'Etat naturalisant.

Le principe de la souveraineté respective des Etats et la règle de la séparation des pouvoirs imposent manifestement cette solution.

434. Maintenant que nous avons établi la validité de l'acte de naturalisation *en la forme* et l'incompétence des tribunaux français pour apprécier ce point, nous allons rechercher si, *au fond*, les tribunaux français pourraient être régulièrement saisis des critiques qui seraient dirigées contre une naturalisation acquise, par un citoyen, en pays étranger.

Nous nous proposons d'établir que la question du

fond ne peut, pas plus que la question de forme, être soumise aux tribunaux français. Il y a ici incompétence *ratione materiæ*.

Cette affirmation peut être victorieusement établie, non seulement en invoquant les principes généraux du droit international, mais encore en se référant à la pratique elle-même.

435. Au point de vue des principes d'abord, quelle pourrait être la mission des tribunaux? Ils seraient invités à rechercher si l'acte de naturalisation a été accompli conformément aux exigences de la loi. Ils devraient dès lors examiner si les autorités de l'Etat naturalisant ont respecté à la fois les dispositions de la loi française et celles de la loi étrangère. Ils seraient, par suite, amenés à dire si le gouvernement étranger a ou n'a pas excédé les pouvoirs que la nation lui avait délégués. Or, ce faisant, les tribunaux d'une nation s'ingéreraient, de la manière la plus directe, dans l'exercice de la souveraineté interne d'un Etat étranger. L'on ne peut pas admettre que le gouvernement de cet Etat puisse être traduit, directement ou indirectement, à la barre d'un tribunal français, pour un acte relevant de sa *souveraineté interne*. Nous proclamons donc l'incompétence des tribunaux français, à cause du principe de la souveraineté et de l'autonomie des Etats.

Ajoutons que le plus souvent les tribunaux étrangers seront également incompétents, à raison du principe de la séparation des pouvoirs, aujourd'hui admis dans la plupart des Etats. En vertu de ce principe, les tribunaux ne peuvent point être les juges d'un acte politique et gouvernemental. Ils peuvent sans doute dire s'il est ou non, en la forme, en harmonie avec les lois du pays; mais ils ne peuvent pas être constitués les appréciateurs du mérite intrinsèque de l'acte. C'est le pouvoir exécutif qui, seul, a qualité pour accorder la naturalisation à un émigrant étranger, suivant les intérêts du pays. Donc, partout où cette règle fondamentale est en

vigueur, on ne peut attaquer au fond une naturalisation conférée qu'en s'adressant à l'autorité gouvernementale, du moins si c'est elle qui a le pouvoir d'accorder les naturalisations, et en lui demandant de rapporter, s'il y a lieu, l'acte de naturalisation : ce que la puissance publique a fait, elle peut le défaire. Mais il n'y aurait pas d'autre recours possible.

436. La jurisprudence pratique des tribunaux français mène, du reste, directement à cette déclaration d'incompétence. Le conseil d'Etat, dans un arrêt du 28 mars 1866 (Sir. Dev. 1866-2-99 à 102), s'est déclaré incompétent pour apprécier, *au fond*, un décret impérial, régulier *en la forme*, qui conférait des titres de noblesse : (affaire de Montmorency-Luxembourg et autres, contre de Talleyrand-Périgord). Le conseil d'Etat a déclaré, avec raison, que les collations de titres de noblesse sont des actes relevant de la prérogative du chef de l'Etat et de son autorité souveraine, actes qui ne peuvent point, dès lors, être attaqués par la voie contentieuse.

Or, la naturalisation, c'est-à-dire l'aggrégation d'un étranger à une certaine communauté ou à une certaine nation, émane bien plus directement encore de la souveraineté gouvernementale interne, que la simple collation de titres honorifiques à un regnicole. Donc un acte de naturalisation constitue un fait accompli, qui doit être respecté en tous pays.

437. L'article 17, numéro 1^er^ du Code civil, est, sur ce point, en complète harmonie avec les principes généraux du droit et avec la jurisprudence du conseil d'Etat, comme avec la pratique des Cours d'appel; la qualité de Français se perdra, nous dit-il : « par la naturalisation ACQUISE en pays étranger. »

Eh bien, du moment où la nationalité étrangère a été acquise, cela doit évidemment suffire (art. 17, n° 1).

Comment cette naturalisation a-t-elle été acquise?

Ce point regarde uniquement le pays étranger qui a

accordé la naturalisation, puisque c'est un acte de souveraineté interne et politique. En France, ce qu'il faut uniquement considérer, c'est le *fait* accompli de l'acquisition de la nationalité étrangère. Par ce fait, la nationalité française est, de plein droit, perdue.

Toutefois ici nous rencontrons deux objections, plus spécieuses que vraies. Il importe de les réfuter.

438. L'on fait remarquer d'abord que l'article 17 suppose, dans son application, une naturalisation, VALABLEMENT acquise. Or, dit-on, cette validité ne peut relever que de la loi française, et ne peut être proclamée que par des tribunaux français.

Nous faisons ici deux réponses :

1° L'on ajoute, au texte, un mot qui n'y est pas. — L'article 17, n° 1, ne dit pas, « la naturalisation *valablement* acquise; » mais il dit tout simplement : « la naturalisation acquise; »

2° L'on se met en contradiction avec l'esprit du texte. Bien visiblement, dit avec raison l'éminent auteur de l'article publié dans la *Revue du notariat et de l'enregistrement* (année 1876, pag. 303), la disposition de l'article 17, n° 1, procède de l'idée que nul ne peut être considéré, en France, comme ayant deux nationalités, et que, par exemple, celui qui est devenu Allemand, d'après la loi allemande, ne sera pas traité comme Français en France. « Nul ne peut avoir deux patries, » disait Treilhard dans l'*Exposé des motifs du titre de la jouissance et de la privation des droits civils*. Et, sous une autre forme, le tribun Gary, parlant au nom du tribunat devant le Corps législatif, disait la même chose : « Celui qui se donne une nouvelle patrie renonce à la première. » (Fenet, t. VII, page 650.)

Encore une fois, nous comprendrions le Code civil venant réglementer la PERTE (1) de la nationalité fran-

(1) Comparez M. Bluntschli, p. 7, sur le caractère légal et juridique de la naturalisation.

çaise et la subordonner à certaines conditions : or, c'est précisément ce que nos lois ne font pas : l'article 17, alinéa 1, proclame, au contraire, la liberté de l'émigration et de la naturalisation. Les travaux préparatoires éclairent, en ce sens, la décision du texte, et la jurisprudence est conforme : « L'expatriation, a dit M. Tronchet, est l'usage d'une faculté (1) naturelle qu'on ne peut contester à l'homme. On quitte souvent sa patrie par des motifs innocents ; le plus souvent on s'y détermine pour l'intérêt de sa fortune. » Mais nous ne comprendrions pas du tout que la loi française voulût intervenir pour réglementer l'acquisition d'une nationalité étrangère : car la règlementation de cette acquisition regarde uniquement et exclusivement le pays qui accorde la naturalisation. C'est au gouvernement ainsi sollicité, qu'il appartient de voir si l'individu, qui demande son admission, remplit les conditions voulues. Voilà pourquoi, aux termes de l'article 17, alinéa 1, la perte de la nationalité française n'est subordonnée qu'à une condition, à savoir celle-ci : « la naturalisation acquise *en pays étranger*. » Le législateur n'a pas voulu que les tribunaux français fussent les juges de la *validité de cette acquisition* : il y aurait eu là, en présence d'un acte se rattachant aussi manifestement au droit public, politique et gouvernemental des peuples, un empiétement intolérable et dangereux. Voyez *suprà*, nos 381 et suivants.

439. Mais, nous dit-on, (et nous arrivons ainsi à la seconde objection annoncée plus haut, no 437 *in fine*), il faut bien que les tribunaux français apprécient, eux aussi, cette naturalisation. Ils doivent pouvoir en connaître. En effet, si l'acte de naturalisation, en vertu du principe de la souveraineté interne des Etats, s'impose dans l'Etat naturalisant, l'on ne peut pas être tenu de le respecter pourtant, au delà des frontières de cet Etat et sur le territoire français. Il est donc nécessaire que les tribunaux français puissent être saisis des effets que l'on

(1) **Fenet**, *Recueil complet des travaux préparatoires*, t. VII, p. 25 *in fine*.

voudrait appliquer en France : car il y a là aussi une souveraineté interne à faire respecter.

L'objection est assurément sérieuse. Elle nous paraît toutefois susceptible d'être réfutée péremptoirement.

440. En effet, il est impossible d'annuler l'acte de naturalisation, même dans les limites seulement du territoire français, sans porter atteinte aux prérogatives légitimes d'une souveraineté étrangère, laquelle aurait le droit, sur la plainte des personnes intéressées, de demander compte (1) de cette violation manifeste des rapports internationaux.

Il suffit, pour s'en convaincre, de suivre un instant avec attention les conséquences nécessaires auxquelles la solution contraire aboutirait. Par exemple, une personne se fait naturaliser en pays étranger; puis, elle y fait prononcer son divorce et elle se remarie.

Si elle revient en France, on va donc, avec la théorie que nous combattons, faire aussitôt procéder à l'arrestation de cette personne comme coupable d'adultère et de bigamie.

Supposons la personne dont il s'agit, effectivement poursuivie à raison de ces deux chefs. Elle ne pourrait évidemment être ainsi incriminée qu'en qualité de Française et à raison de l'annulation rétroactive de sa qualité d'étrangère. — Jusqu'ici c'est parfait! — Mais cette qualité de personne *valablement* naturalisée subsistant toujours au moins au regard du gouvernement étranger, ce dernier serait en droit, et il aurait le devoir absolu de réclamer comme sien l'individu qu'il a naturalisé. Cette réclamation serait d'autant mieux fondée que le crime poursuivi consisterait précisément dans un fait admis, au contraire, comme régulier par le gouvernement étranger dont il s'agit, et sanctionné par lui, à savoir le divorce, suivi d'un second mariage.

(1) Comparez M. Bluntschli, *De la naturalisation en Allemagne et des effets de cette naturalisation*, p. 24 et 25 (extrait de la *Revue pratique de droit français*, année 1876, t. 41, p. 305 et suivantes).

L'on voit donc nettement à quelles conséquences l'on aboutit. On veut dépouiller la personne naturalisée, de sa qualité incontestable d'étrangère, pour la frapper librement ensuite en disant : il y a eu un crime de bigamie commis par une Française. Et l'on ne comprend pas qu'une semblable solution porterait une inévitable atteinte à un acte régulier de la souveraineté étrangère, puisque, la qualité d'étrangère couvrant, au moins à ce dernier point de vue, la personne naturalisée, toute possibilité de crime s'évanouissait aussitôt!

Mais poursuivons. La souveraineté étrangère étant ainsi directement attaquée dans la personne de l'un de ses nationaux, l'ambassade étrangère réclamera aussitôt cette personne. Qui donc sera juge dans ce conflit, portant sur un acte essentiellement gouvernemental? — Evidemment, aucun tribunal quelconque. Il y aura alors une question à résoudre, par la voie diplomatique, entre les deux gouvernements, qui réclameront, en fait, la même personne comme relevant de leur juridiction.

L'on peut donc maintenant comprendre combien les tribunaux, français ou autres, sont incompétents pour statuer sur la validité, soit en la forme, soit au fond, d'une naturalisation acquise en pays étranger. Pour l'observateur qui va au fond des choses et qui ne s'arrête pas à un examen superficiel, un tel débat s'agiterait en réalité entre deux Etats, dont la souveraineté serait ainsi directement mise en cause. Or, encore une fois, les tribunaux et les Cours, représentant l'autorité judiciaire, ne peuvent pas trancher de pareilles questions, qui sont du domaine exclusif de la diplomatie et relèvent du pouvoir exécutif : « Comment admettre, dit M. Rolin-Jaequemyns (1), » qu'un simple tribunal local, émanation partielle de » la souveraineté intérieure d'un Etat, puisse avoir » juridiction sur les actes d'un Etat étranger, duquel

(1) La princesse Georges Bibesco contre le prince de Bauffremont, devant la justice belge, p. 28 et 29.

» il ne tient aucun mandat? Une pareille attribution » de compétence paraîtra surtout exorbitante, si l'on » réfléchit qu'il y a des pays (1), où la naturalisation, » même ordinaire, est accordée par le pouvoir législatif. » *Conçoit-on un tribunal étranger, français ou autre,* » *s'arrogeant le pouvoir de prononcer la nullité d'une* » *loi d'un pays voisin?... C'est dans la sphère diplo-* » *matique et non dans la sphère judiciaire* que doivent » s'agiter de pareilles contestations (2). »

Nous avons ainsi terminé l'étude de la naturalisation acquise en pays étranger. Nous arrivons à la seconde cause de perte de la qualité de Français.

PARTIE DEUXIÈME.

De l'acceptation non autorisée, par le chef de l'État, de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger.

441. L'article 17, alinéa 2 du Code civil est ainsi conçu : « La qualité de Français se perdra... par l'acceptation, non autorisée par le roi, de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger. »

(1) En Belgique, notamment, aux termes de l'art. 5 de la Constitution belge, la naturalisation est toujours conférée par une loi.

(2) Voyez le complément de nos développements au point de vue de la situation particulière de Mme la princesse Georges Bibesco, dans notre consultation déjà citée, nos 43 à 45, p. 77 à 84. Voyez aussi, sur la validité légale, aujourd'hui opposable partout, sauf en France, du second mariage contracté par la princesse, les principes exposés dans la même brochure, nos 45 à 53, p. 84 à 108.

Cette disposition de notre Code civil a son origine dans les constitutions de l'époque révolutionnaire. En effet, les constitutions du 24 juin 1793 (art. 5), du 5 fructidor an III (art. 12) et du 22 frimaire an VIII (art. 4), privaient de la qualité de Français, tout citoyen qui acceptait des fonctions ou des pensions offertes par un gouvernement étranger.

442. Toutefois, il convient de relever, tout de suite, une différence capitale qui distingue ces dispositions anciennes, de celles de notre droit actuel.

Aujourd'hui, l'acceptation de fonctions publiques en pays étranger n'entraîne la perte de la qualité de Français que si elle n'a pas été, au préalable, autorisée par le chef de l'Etat. Autrefois, au contraire, la perte de la nationalité française s'imposait dans tous les cas, soit qu'il n'y eût pas eu, soit même qu'il y eût eu autorisation.

443. Cette innovation du Code civil est, à notre sens, extrêmement raisonnable. Pour la justifier, il suffit de se rappeler les motifs qui ont fait édicter l'article 17, alinéa 2.

Si l'acceptation de fonctions publiques, conférées par un gouvernement étranger, entraîne la perte de la qualité de Français, c'est parce que l'individu investi de ces fonctions pourrait se trouver, à un moment donné, placé entre deux ordres de devoirs, différents et contraires peut-être (1). Il peut se faire, sans doute, qu'exceptionnellement cette éventualité ne soit pas à craindre. Il peut même arriver que le Français, en recevant des fonctions publiques à l'étranger, loin de déserter les devoirs que sa patrie lui impose, ne fasse ainsi que se rendre indirectement utile à cette même patrie. Tel serait le cas d'un Français qui exercerait des fonctions publiques en

(1) Quand nous étudierons notre sujet, au point de vue de la *législation comparée*, nous verrons sous l'empire de quelles considérations particulières la cause de déchéance, dont il s'agit ici, a été supprimée en Belgique. Disons, dès maintenant, que cette suppression est vue, d'un œil assez défavorable, par les jurisconsultes belges. Comp. M. Laurent, t. I, nos 379-381.

pays étranger, dans le but d'étudier, dans leurs détails, certaines administrations, certains services, dont la connaissance profiterait ensuite à notre pays. Mais toujours est-il que, si cette intention peut exister et être sincère, du moins elle constitue une exception et ne doit point se présumer. Il faut, dès lors, que le gouvernement français ait été mis en mesure de la contrôler, par une demande d'autorisation qui lui aura été faite. Il faut que cette intention ait été proclamée vraie et sincère, précisément par la concession de l'autorisation.

444. Il fut un temps où la disposition de notre article 17, alinéa 2, consacrait une déchéance plus large et plus rigoureuse.

En effet, la première édition du Code civil déclarait privés de leur qualité, non seulement les Français qui acceptaient sans autorisation des fonctions publiques à l'étranger, mais aussi ceux affiliés « à toute corporation étrangère qui exige des distinctions de naissance. » Cette cause de déchéance fut supprimée en 1807, quand Napoléon Ier rétablit les anciens titres de noblesse. En 1848, elle ne fut point insérée de nouveau dans le Code, bien que le décret du 29 février 1848 eût supprimé ces titres. Ajoutons enfin, que même si elle eût été rétablie en 1848, elle ne pourrait plus, dans tous les cas, recevoir son application aujourd'hui, les titres de noblesse ayant recouvré l'existence légale depuis le décret du 24 janvier 1852.

Ainsi, à l'heure actuelle, les fonctions publiques à l'étranger font seules perdre la qualité de Français en vertu de l'article 17, alinéa 2. Et encore faut-il, pour cela, qu'elles n'aient pas été autorisées.

445. Mais l'autorisation elle-même, sous quelle forme se donne-t-elle? C'est là un point intéressant à connaître.

Autrefois, sous l'empire des articles 2 et 19 du *décret* du 26 août 1811, l'autorisation se donnait sous forme de *lettres patentes* adressées par le grand juge à l'intéressé. Ces lettres étaient signées par l'empereur,

contresignées par le ministre secrétaire d'Etat, visées par le prince archichancelier, insérées au *Bulletin des lois*, et enfin enregistrées à la Cour d'appel du dernier domicile de l'impétrant.

Aujourd'hui, les lettres patentes étant supprimées, la concession se fait sous une forme beaucoup plus simple et plus expéditive. Elle résulte d'un décret rendu sur la proposition du ministre de la justice. Ce décret est inséré au *Bulletin des lois;* une expédition en est envoyée à l'intéressé moyennant le payement de certains droits de sceau (1). Nous venons de citer le décret du 26 août 1811. Nous le connaissions déjà dans ses trois premiers titres, qui traitent de la naturalisation des Français en pays étranger : voyez *suprà*, n° 396.

446. Il convient maintenant de rappeler le titre IV de ce décret relatif « aux Français *au service* d'une puissance étrangère. » Des dispositions de ce titre, il résulte qu'un Français, *même autorisé* à servir un gouvernement étranger, devra toujours être prêt à revenir en France, s'il est rappelé, soit par une disposition générale, soit par un ordre direct; jamais il ne devra porter les armes contre la France, et il devra quitter le service même sans être rappelé, si le prince qu'il sert vient à être en guerre avec la France (art. 17 et 18 du décret). Si le Français, dont il s'agit, ne satisfaisait pas à ces obligations, il encourrait toutes les peines exorbitantes que nous avons vues édictées par le décret du 6 avril 1809 (2).

Remarquons enfin l'article 25 du décret du 26 août 1811, aux termes duquel « tout Français, qui entre au service d'une puissance étrangère sans permission, est, par cela seul, censé naturalisé en pays étranger sans autorisation, et sera par conséquent traité conformément aux dispositions du titre II du présent décret; et s'il

(1) Comp. l'ordonnance du 8 octobre 1814 et la loi du 28 avril 1816; voyez aussi, pour plus de détails, *infrà*, n° 489 *bis*.

(2) Comparez nos développements sur les décrets du 6 avril 1809 et 26 août 1811, *suprà*, n^os^ 395, 396 et suivants.

reste au service étranger en temps de guerre, il sera soumis aux peines portées par le décret du 6 avril 1809. »

447. L'article 17, nº 2, attache la perte de la qualité de Français à l'acceptation non autorisée de « *fonctions publiques* » conférées par un gouvernement étranger. Il convient maintenant de rechercher quelles sont les fonctions auxquelles l'on doit reconnaître le caractère de fonctions *publiques* dans le sens de l'article 17, alinéa 2.

L'expression de « fonctions ou charges publiques » est assurément très vague. Aussi a-t-elle soulevé, dans la pratique, plusieurs controverses.

Il est vrai cependant que deux actes législatifs postérieurs au Code civil sont venus préciser un peu le sens de cette formule.

C'est d'abord le décret du 6 avril 1809, dont nous connaissons l'extrême violence. Ce décret, dans ses articles 20, 22, 27 et 29, cite, comme devant être autorisée, l'acceptation des fonctions politiques, administratives et judiciaires.

C'est ensuite un avis du conseil d'Etat du 14 janvier 1812 qui, par son insertion au *Bulletin des lois*, a acquis force légale. Il en résulte que l'autorisation doit être demandée pour « tout service, soit près de la personne, soit près de l'un des membres de la famille d'un prince étranger, fût-ce un service d'honneur comme le service de chambellan, et toute fonction dans une administration publique étrangère. »

L'interprétation, admise par le conseil d'Etat, paraîtra sans doute bien rigoureuse. Mais comme elle a force de loi, on n'est point libre de la repousser. Nous nous inclinons donc devant elle.

448. La portée de l'article 17, alinéa 2, fournit surtout l'objet de discussions ardentes au triple point de vue : 1º des fonctions diplomatiques et consulaires ; 2º des fonctions ecclésiastiques ; 3º de certaines pro-

fessions libérales comme celles d'avocat, de médecin, de professeur.

Nous allons nous placer successivement à ces trois points de vue. — Occupons-nous d'abord *des fonctions diplomatiques et consulaires.*

449. D'abord, en ce qui concerne les *fonctions diplomatiques*, il est certain qu'un Français ne peut point, sans autorisation, les recevoir d'un gouvernement étranger. Ce sont, en effet, des fonctions *politiques* au premier chef : elles rentrent donc directement dans la prohibition établie par le décret du 6 avril 1809.

450. Mais faudrait-il aller plus loin et dire que les fonctions diplomatiques ne pourraient pas être conférées par un gouvernement étranger à un Français, *alors même que celui-ci serait autorisé à les accepter?*

Il faut reconnaître que, de prime abord, les termes du décret du 26 août 1811 semblent bien comporter une telle rigueur. En effet, l'article 24 de ce décret est ainsi conçu : « Les Français au service d'une puissance ne pourront *jamais* être accrédités comme ambassadeurs, ministres ou envoyés auprès de notre personne, ni reçus comme chargés de missions d'apparat qui les mettraient dans le cas de paraître devant nous avec leur costume étranger. »

C'est là une disposition qui semble avoir un sens absolu et interdire les fonctions diplomatiques, conférées par un gouvernement étranger, même au Français autorisé. Disons toutefois, suivant la remarque judicieuse faite par M. Legat (1), que cette disposition paraît aussi être tombée en désuétude. En effet, M. Pozzo di Borgo, de nationalité française, a exercé, pendant plusieurs années, les fonctions d'ambassadeur de Russie en France, sans qu'on ait jamais songé à invoquer contre lui le décret du 26 août 1811. Remarquons enfin que, si ce décret a eu le sens absolu que révèlent ses termes, du moins il ne s'appliquait qu'aux fonctions diplomatiques exercées *en*

(1) *Code des étrangers.*

France au nom d'un gouvernement étranger : de telle sorte que notre gouvernement a toujours pu autoriser des Français à devenir ministres plénipotentiaires d'un gouvernement étranger, près d'une puissance autre que la France. Le décret du 26 août 1811 (art. 20), prévoyant cette possibilité, ne la subordonnait qu'à une seule condition : « Pourvu, disait-il, qu'ils ne servent comme ministres plénipotentiaires dans aucun traité où nos intérêts pourront être débattus. »

451. Passons maintenant aux *fonctions consulaires*.

Un Français peut-il, sans autorisation, être chargé de représenter, en France, une puissance étrangère en qualité de *consul ?*

A cette question il faut répondre, sans hésitation, affirmativement. Les consuls, en effet, à la différence des ambassadeurs, n'exercent pas des fonctions politiques proprement dites : ils ne représentent point le pouvoir exécutif du pays étranger. Ils protègent simplement les nationaux de ce pays, ils veillent à ce que leurs intérêts ne soient pas lésés : ils sont, en un mot, de simples mandataires dans l'intérêt du commerce. — D'ailleurs, quand le chef de l'Etat délivre l'*exequatur* à un Français choisi comme consul en France par un gouvernement étranger, il insère dans son ordonnance cette clause que le Français, dont il s'agit, ne pourra point se prévaloir de ses fonctions, pour se soustraire à ses obligations de citoyen Français : ce qui, évidemment, implique la conservation de la nationalité française. — Au surplus, une décision ministérielle du 28 vendémiaire an IX, avait déjà déclaré que le titre de commissaire des relations commerciales (titre aujourd'hui remplacé par celui de consul), pouvait être accepté sans autorisation. Nous ne voyons aucune raison, pour ne plus suivre cette décision.

452. Si les fonctions diplomatiques et consulaires peuvent être conférées par un gouvernement étranger à un Français non autorisé, la même solution doit-elle être étendue aux *fonctions ecclésiastiques ?*

On ne peut pas, à cette question, répondre *à priori* d'une façon absolue. Il faut, en effet, distinguer entre les différentes fonctions de ce genre.

S'il s'agit d'une fonction revêtant un caractère purement spirituel et n'emportant soumission du prêtre qu'à l'autorité ecclésiastique du pays, alors il ne sera point besoin de l'autorisation du gouvernement français. L'article 17, alinéa 2, ne sera pas applicable. C'est ce qu'a décidé plusieurs fois déjà la Cour de cassation. Ainsi, dans un arrêt du 15 novembre 1836, la Cour suprême déclare qu'une Française, nommée chanoinesse dans un pays étranger, conserve néanmoins sa nationalité première. D'ailleurs, la Cour avait déjà consacré, dans un arrêt antérieur du 17 novembre 1818, la distinction fondamentale que nous venons de rappeler. « Attendu, avait-elle dit, qu'il n'est pas prouvé que les fonctions sacerdotales, que le frère Antoine Tenpié a exercées en Pologne, *aient été du nombre de celles à l'égard desquelles l'autorisation du gouvernement français* fût nécessaire. »

S'il s'agit, au contraire, d'une fonction ecclésiastique qui soumet le prêtre à l'autorité publique, par exemple qui lui assure un traitement payé par le gouvernement ou qui le force à prêter serment de fidélité aux institutions du pays, alors, il faut exiger l'autorisation préalable du chef de l'Etat, dans les termes de l'article 17, alinéa 2.

Un décret du 7 janvier 1808 a fait l'application de ce principe. Il est ainsi conçu : « En exécution de l'article 17 du Code civil, nul ecclésiastique français ne pourra poursuivre ni obtenir la collation d'un évêché *in partibus* fait par le Pape, s'il n'y a été préalablement autorisé par nous, sur le rapport du ministre des cultes. » Ajoutons que la même mesure doit s'étendre, par argument *à fortiori*, aux évêques ordinaires : leurs fonctions sont, en effet, bien autrement importantes que celles des évêques *in partibus*.

En résumé, la distinction à poser en cette matière est celle-ci. La fonction sacerdotale conférée par le gouvernement étranger relève-t-elle exclusivement de l'autorité spirituelle ; ou bien soumet-elle le prêtre, qui en est revêtu, à l'autorité publique et temporelle ? — Mais on conçoit que plus d'une fois, dans la pratique, il sera délicat et difficile d'appliquer un tel criterium. Aussi serait-il *prudent* à un Français, de demander, au préalable, l'autorisation gouvernementale pour *toutes* les fonctions ecclésiastiques qui pourraient lui être conférées en pays étranger.

453. Terminons, en disant maintenant un mot de certaines professions libérales comme celles d'avocat, de médecin, de professeur, etc....

En principe, il est certain qu'un Français peut exercer de telles professions en pays étranger sans avoir besoin de l'autorisation du gouvernement. Il n'y a là, en effet, aucun caractère politique. S'il est vrai que l'exercice de ces professions est, la plupart du temps, subordonné à l'obtention d'un diplôme dans le pays étranger, ce diplôme lui-même ne constitue pas l'investiture d'une fonction publique, mais simplement une attestation de capacité.

Mais si tel est le principe, bien souvent l'on se trouvera en face d'hypothèses particulières où la solution sera assez embarrassante.

Par exemple, c'est un médecin français qui, sans autorisation du chef de l'Etat, est placé par un gouvernement étranger à la tête d'un hospice. Alors la controverse est vive. Des auteurs (1) font remarquer que le médecin, dans l'hospice, est revêtu d'un caractère public puisqu'il reçoit un traitement du gouvernement étranger. — D'autres auteurs (2), au contraire, sont d'avis que le lien de sujétion de ce médecin au gouver-

(1) Comp. Merlin, Rép. *verbo* Français, § 4 ; — Dalloz, *verbo* Droits civils, n° 542.

(2) Comp. Coin-Delisle, sur l'art. 17, n° 14 ; — Alauzet, *De la qualité de Français*, n° 58.

nement étranger n'est pas suffisant pour entraîner la perte de la qualité de Français.

Autre exemple. C'est un professeur de Faculté qui, sans y être autorisé, se laisse attacher à une université étrangère. Nous pensons qu'une telle situation n'emporte pas la perte de la qualité de Français. Les corps universitaires se recrutent généralement par eux-mêmes, et l'investiture gouvernementale n'est plus qu'une question de pure forme. De plus, les professeurs de Faculté ne sont, à aucun titre, des agents de la puissance publique. Le serment, s'ils en prêtent quelqu'un, est purement professionnel, alors même qu'il contient une référence à la personne des souverains. Cette espèce particulière n'offre pas de précédents directs dans la jurisprudence. Nous ne la rencontrons pas davantage prévue dans la doctrine. Toutefois, la Cour de Paris a rendu, sur une question analogue, une décision qui, si on la généralisait, ébranlerait singulièrement la règle que nous venons de poser. Elle a décidé, en effet, que l'acceptation, par un Français, sans l'autorisation du gouvernement, de la place de directeur d'un conservatoire de musique à l'étranger, lui fait perdre sa qualité de Français (Paris, 23 juin 1859, aff. Dansoigne-Mehul, Dev. 1860-2-261).

454. Toutes ces divergences ne révèlent qu'une chose : l'extrême embarras que l'on éprouve, dans la pratique, à faire l'application des principes de cette matière aux questions de fait si diverses qui peuvent se présenter. En général, on peut dire que la fonction, conférée par le gouvernement étranger, emportera la perte de la nationalité française, quand on rencontrera le concours de ces trois circonstances : nomination par le gouvernement, allocation d'appointements et serment de fidélité au souverain étranger. Ainsi, c'est là un point important à noter, même le serment de sujétion au gouvernement étranger n'est pas, à lui seul, suffisant pour faire perdre la qualité de Français. Nous avons déjà, d'ailleurs, rencontré une application remarquable de cette particularité, en parlant de

la *dénization* anglaise (*suprà*, n° 373). En effet, le dénizé ne perd pas sa nationalité, bien qu'il jure fidélité au souverain de l'Angleterre. A combien plus forte raison faut-il appliquer la même solution, en la matière actuelle, puisque le serment, quand il y en aura un, sera le plus souvent professionnel.

Encore une fois, il est impossible d'énumérer toutes les conditions dont la réunion est requise pour faire perdre ici la qualité de Français. C'est surtout une question de fait. Le juge doit rechercher de quelle nature, politique ou non, est le lien de subordination qui rattache un Français à un gouvernement étranger. Dans tous les cas, ce sera toujours une sage mesure de précaution et une garantie que de se munir de l'autorisation gouvernementale, avant d'accepter un emploi rémunéré par un gouvernement étranger. Tel est le conseil, qu'il faut, à notre sens, presque toujours, donner dans la pratique.

455. Nous arrivons maintenant à la troisième cause de perte de la nationalité française.

PARTIE TROISIÈME.

Etablissement fait en pays étranger sans esprit de retour.

456. Aux termes de l'article 17, alinéa 3, la qualité de Français se perdra : « 3° par tout établissement, fait en pays étranger, sans esprit de retour. — Les établissements de commerce ne pourront jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour. »

Si l'on recherche l'effet que l'émigration du territoire produit sur le maintien de la qualité de Français, il est

intéressant de jeter un coup d'œil en arrière. Les progrès faits en cette matière par notre législation sont, en effet, très nettement marqués. Trois étapes différentes doivent être soigneusement distinguées.

457. Dans l'*ancien droit*, la qualité de Français se perdait par le seul changement de chastellenie ou de diocèse ; puis, on n'attacha plus cet effet rigoureux qu'au fait de quitter le territoire.

Dans la législation intermédiaire ou révolutionnaire, on rencontre l'article 15 de la constitution du 5 fructidor an III, qui déclare étranger tout citoyen français, *qui aura résidé pendant sept années consécutives hors du territoire de la République*, sans mission ou sans autorisation (1).

458. Enfin, dans notre *droit actuel*, l'installation d'un Français en pays étranger ne lui fait perdre sa nationalité que si elle présente un double caractère : 1° Il faut qu'elle constitue un *établissement* ; 2° Il faut ensuite qu'il y ait *absence de tout esprit de retour*.

459. Assurément on n'a point de peine à justifier la disposition de notre article 17, n° 3. Le droit, pour tout individu, de s'expatrier est inviolable. L'entraver, ce serait violer la liberté individuelle. Donc, le législateur, ne pouvant prévenir l'émigration, devait simplement en règlementer les effets. C'est ce qu'il a fait en prononçant la perte de la qualité de Français. Il y a là une déchéance juste et raisonnable : car celui qui quitte sa patrie avec l'intention de n'y plus revenir, se soustrait, pour toujours, aux devoirs que lui impose la qualité de citoyen. Il était juste, par réciprocité, qu'on l'empêchât aussi de réclamer les avantages et les droits attachés à ce titre (2). Toute-

(1) Nous ne parlons pas des édits de Louis XIV contre les *religionnaires fugitifs*, ni des lois de proscription contre les *émigrés* : car ces mesures, si déplorables d'ailleurs, sont tout à fait spéciales. Mieux vaut les laisser dans le domaine de la politique : ce ne sont ni des mesures *de droit*, ni des mesures *d'équité*.

(2) Comp. M. Laurent, t. 1, n° 382 ; — Travaux préparatoires du Code, *Fenet*, t. VII, p. 25 *in fine*, et p. 35 et suivantes.

fois, l'on conçoit qu'une telle déchéance ne pouvait pas non plus être encourue pour une simple résidence momentanée et temporaire en pays étranger. Il faut que l'installation de l'expatrié, en ce pays, présente un caractère définitif et permanent. Il faut, pour parler le langage juridique, que ce soit « un établissement. » Il faut, enfin, que les circonstances qui auront précédé, accompagné et suivi cet établissement, cette installation nouvelle, fassent naître, dans la conscience du juge, cette conviction inébranlable que l'expatrié a perdu l'esprit de retour.

460. La loi n'a pas spécifié les faits d'après lesquels on reconnaîtrait que l'esprit de retour est perdu. C'est au juge qu'il appartient de prendre en considération tels indices qu'il croira probants. Tantôt son attention se portera sur ce fait que le Français expatrié aura acquis, dans le pays étranger, des propriétés considérables après avoir vendu celles qu'il avait en France. Tantôt, il s'arrêtera devant ce fait que l'expatrié aura épousé une femme du pays étranger et aura rompu toutes relations avec la France. Toute solution, en un mot, doit être ramenée ici à une question d'appréciation discrétionnaire, et l'on ne peut poser aucune règle absolue.

Mais ce qu'il y a de certain, c'est que la perte de l'esprit de retour ne se présume pas. Le Français expatrié est, au contraire, présumé *à priori* avoir conservé l'intention de revenir en France. Comme le dit excellemment M. Laurent (*loc. cit.*), « personne n'est censé renoncer à un droit quelconque, quelque modique qu'en soit la valeur : que sera-ce du droit le plus considérable de tous, de celui qui nous donne une patrie! » C'est donc à celui qui allègue qu'un Français a perdu sa nationalité, en s'établissant sans esprit de retour en pays étranger, qu'il incombe de prouver ce fait. Ainsi s'est exprimé M. Boulay au conseil d'Etat. (Comp. Locré, t. 1^er^, p. 416, n° 9; Séance du 4 fructidor an IX.)

461. Une question, assez vivement controversée, est celle de savoir quel sens il convient de donner à la

seconde partie de l'article 17, alinéa 3. On sait, en effet, que cet article, après avoir posé le principe que la qualité de Français se perd par l'établissement fait en pays étranger sans esprit de retour, apporte aussitôt une exception pour les établissements de commerce. Ces établissements, dit-il, ne pourront *jamais* être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour.

Quelle est, au juste, la portée de cette exception?

462. Si l'on prenait, à la lettre, les expressions dont s'est servie la loi, on serait tenté d'en conclure que jamais un Français, établi commerçant en pays étranger, ne doit être considéré comme expatrié sans esprit de retour, alors même que les faits et les circonstances, entourant son établissement, tendraient à faire admettre chez lui une telle intention.

Mais cette première interprétation n'a point trouvé crédit. Il faut avouer, en effet, qu'elle aboutirait à exagérer singulièrement la faveur due au commerce. Ainsi, un Français aurait beau s'établir définitivement en pays étranger; il aurait beau multiplier les liens l'unissant à la nouvelle patrie, du moment où il serait commerçant, il faudrait, dans tous les cas, regarder comme maintenue et conservée sa nationalité primitive. Comme si le Français commerçant ne pouvait pas avoir la volonté de s'expatrier aussi bien que le Français agriculteur ou rentier! Comparez M. Gary, *Discours au Corps législatif*, rapporté par Fenet, t. VII, p. 651, sur l'article 17, n° 3.

463. Aussi a-t-on proposé une seconde doctrine. Voici, a-t-on dit, en quel sens il faut entendre l'exception faite par l'article 17 relativement aux établissements de commerce : — en droit commun, un établissement créé par un Français en pays étranger, pourvu que ce ne soit pas un établissement commercial, peut suffire *à lui seul* à faire reconnaître et proclamer, chez ce Français, l'expatriation sans esprit de retour. Eh bien, par exception, un établissement commercial ne suffira jamais, *tant qu'il sera seul*, pour prouver l'absence de l'esprit de retour et

entraîner la perte de la nationalité française (1). Lorsqu'ils se trouveront en face d'un établissement de cette catégorie, les juges, *tout en s'appuyant sur le fait* même de l'établissement, devront chercher encore, dans des circonstances extrinsèques, leurs éléments de preuves.

464. Nous ne pensons pas que cette opinion soit juridiquement exacte. Voici, à notre sens, quelle a été la pensée du législateur. En droit commun, quand il s'agira de prouver qu'un Français a quitté sa patrie sans esprit de retour, on pourra naturellement se prévaloir de l'établissement fait, par ce Français, en pays étranger. Au contraire, quand l'établissement sera commercial, il ne pourra pas figurer au nombre des arguments opposés au Français expatrié : alors les juges devront s'appuyer *exclusivement* sur les faits et circonstances extrinsèques, sans relever le fait même de l'établissement commercial. Le législateur a voulu ainsi faire entendre que l'esprit de retour est, en quelque sorte, inhérent au commerce. A l'appui de cette opinion, on peut invoquer deux raisons qui, à nos yeux, sont péremptoires. Ce sont d'abord les termes dont s'est servi l'article 17, alinéa 3. « Les établissements de commerce *ne pourront jamais* être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour. » Eh bien, le système que nous adoptons satisfait précisément aux prescriptions de la loi. Il a, en effet, pour résultat, de faire rejeter du nombre des preuves, le fait même de l'établissement commercial. Le système qui précède, au contraire, permet de le compter au nombre des preuves invoquées. — En outre, lors de l'élaboration de l'article 17 au sein du conseil d'Etat, M. Boulay, faisant comprendre combien serait difficile à faire la preuve que l'esprit de retour a été perdu, ajoutait : « Nulle preuve ne pourra même être alléguée *à raison d'un établissement de commerce.* » (Comp. M. Demolombe, t. 1, nº 182 ; — M. Laurent, t. 1, nº 384.)

465. Terminons nos développements sur la perte de

(1) Comp. Marcadé, sur l'art. 17, t. 1, p. 93 et 114.

la qualité de Français par suite de l'établissement fait en pays étranger, en signalant une question que la doctrine agite au sujet de la femme mariée. Un mari s'établit, à l'étranger, sans esprit de retour ; la femme le suit. Perdra-t-elle, elle aussi, sa qualité de Française ?

Nous ne le pensons pas. En effet, de même que l'acquisition de la qualité de Français, la perte de cette même qualité ne doit être attachée qu'à un fait purement personnel et volontaire. Il n'appartient pas au mari, nous l'avons déjà dit et répété, de changer la nationalité de sa femme au cours du mariage. — D'ailleurs, la femme qui suit son mari en pays étranger ne fait que se soumettre à une obligation légale. On sait, en effet, qu'aux termes de l'article 214 du Code civil, « la femme est obligée de suivre son mari partout où il juge à propos de résider. » On ne peut pas retourner contre elle l'accomplissement de ce qui est pour elle un devoir strict. — Telle est l'observation qui fut faite, au conseil d'Etat, par le premier consul, et l'observation fut reconnue fondée. Il fut même proposé d'insérer, dans le Code, une disposition qui conserverait à la femme sa nationalité française dans le cas actuel ; mais, la proposition ayant été ajournée, l'introduction de la disposition dans le Code fut plus tard omise.

466. Toutefois, si la femme mariée ne doit pas perdre sa nationalité par le fait de son mari, il n'en reste pas moins vrai qu'elle peut toujours la perdre par son propre fait. Ainsi, s'il était démontré que la femme eût eu, elle aussi, l'intention de s'expatrier définitivement, elle devrait être regardée comme déchue de la qualité de Française. Cette distinction, proposée par M. Duranton (1), nous semble parfaitement juridique. Ce qui est vrai seulement, c'est qu'alors l'absence de l'esprit de retour sera encore plus difficile à prouver, qu'elle ne l'est d'ordinaire. En effet, si l'intention de revenir en France doit être présumée chez tout individu, à plus forte raison doit-elle

(1) T. I, n° 189.

l'être chez une femme mariée qui suit son mari. Elle peut toujours prétendre qu'elle n'a fait que satisfaire à la prescription de l'article 214. Néanmoins, si la preuve est difficile, elle n'est pas pour cela impossible : toutes les fois donc qu'on parviendra à la faire, il faudra déclarer la femme privée de sa nationalité d'origine.

PARTIE QUATRIÈME.

Du mariage contracté par une Française avec un étranger.

467. En étudiant l'acquisition de la qualité de Français, nous avons vu qu'aux termes de l'article 12 du Code civil, la femme étrangère, qui épouse un Français, suit la condition de son mari. Nous rencontrons maintenant, dans l'article 19, la contrepartie de cette disposition : « La femme française qui épouse un étranger suivra la condition de son mari. » Puisque la femme française, mariée à un étranger, *suit la condition* de son mari, il est clair qu'elle ne sera plus désormais Française ; car son mari est étranger. Elle *perd* donc, sans aucun doute possible, la qualité de Française.

468. Mais est-ce à dire, pour cela, qu'elle *acquière*, nécessairement et du même coup, la nationalité étrangère de son mari ?

C'est là une toute autre question. Sans doute, le texte même de l'article 19 semble impliquer cette conséquence par ces expressions : « La femme... *suit la condition*.... » Mais il faut bien prendre garde que, si le législateur français avait eu une telle pensée, il aurait dépassé les limites de sa souveraineté interne, renfermée dans la limite des

frontières. Il n'appartient pas à la loi française d'attribuer à qui que ce soit une nationalité étrangère. Ce que le Code civil pouvait faire, c'était déclarer déchue de sa qualité de Française la femme qui épouse un étranger. C'est précisément ce qu'il a fait. Mais il ne pouvait pas attribuer à cette femme la nationalité du pays étranger. Cette nationalité lui sera donc conférée, seulement si la législation du pays étranger, d'accord avec la nôtre, proclame, elle aussi, que la femme suit la condition de son mari. Ainsi, par exemple, en Belgique, la loi étant, sur ce point, complètement conforme à la nôtre, une femme française qui épouse un Belge perd sa qualité de Française, pour acquérir du même coup la qualité de Belge. Mais, en sens inverse, en Angleterre, le mariage n'ayant, du moins jusqu'à la promulgation du bill de 1844, aucune influence sur la nationalité de la femme, une femme française qui eût épousé à cette époque un Anglais, aurait perdu la nationalité française; mais elle ne serait pas devenue Anglaise.

469. Cette solution, cependant, a été contestée.

On a dit que la femme française, mariée avec un Anglais à une époque antérieure à 1844, ne devenait pas Anglaise, sans doute, au regard de la loi anglaise. Mais l'on a prétendu que cette femme devait être considérée comme Anglaise au regard de la loi française (1). De cette façon, dit-on, l'on respecte la souveraineté du pays étranger, et on respecte en même temps la prescription de la loi française : en effet, quand le Code civil (art. 19) décide que la femme française suit la condition de son mari étranger, c'est violer ouvertement sa disposition, que de ne pas reconnaître la nationalité étrangère acquise par la femme, au moins dans les limites du territoire français. On conçoit tout l'intérêt que peut présenter une telle interprétation. Par exemple, arrive-t-il un moment où il soit nécessaire, pour l'exercice d'un droit, de déterminer,

(1) Comp. Mourlon, *Rép. écr. sur le Code Napoléon*, t. I, p. 110 et suivantes, nº 179.

en France, le statut personnel de la femme dont il s'agit? d'après la doctrine que nous venons d'exposer, c'est à la loi anglaise qu'il faudra se référer, bien qu'en Angleterre cette femme ne soit pas considérée comme Anglaise.

470. Nous ne pouvons point, pour notre part, accepter cette solution. A notre avis, la femme française, mariée avec le national d'un pays, où la loi, contrairement à la nôtre, ne fait pas suivre aux femmes mariées la condition de leur mari, devra être considérée et traitée, en France, comme se trouvant sans patrie. En effet, la femme, ainsi mariée, a perdu la qualité de Française par application de l'article 19. Or, elle n'a pas acquis la nationalité de son mari, puisque la législation du pays de ce mari ne consacre pas un tel mode de naturalisation : la loi française n'a pas le pouvoir de conférer une nationalité étrangère. Décider autrement, ce serait porter atteinte à l'indépendance respective des nations et au mutuel respect que se doivent les gouvernements. Nous ne pouvons pas concevoir que le législateur français confère, par exemple, la qualité d'Anglais à une personne : cela est au-dessus et en dehors de ses attributions. Il est vrai qu'avec ce système on arrive à déclarer une femme mariée, *sans patrie* : situation anormale qu'il faudrait éviter autant que possible. Mais il ne faut pas oublier que le système contraire aboutit, lui aussi, à une situation non moins anormale : car il en résulte qu'une même personne serait étrangère en Angleterre et Anglaise en France. Ce sont là des résultats qu'on ne peut éviter qu'à l'aide de traités. En l'absence de conventions internationales, on ferait peut-être bien de modifier, sur ce point, la rédaction de notre loi civile : l'on pourrait emprunter au Code civil italien la formule suivante : « La femme perd sa nationalité d'origine, quand elle acquiert celle de son mari. »

471. Nous connaissons maintenant le véritable sens qu'il convient de donner à ces expressions de l'article 19 : « La femme suit la condition de son mari. » Pour saisir toute la portée de cette disposition, il ne nous reste plus

qu'à indiquer les cas dans lesquels elle s'applique. Ici nous serons brefs. Il nous suffit, en effet, de nous référer à des développements antérieurs.

472. Ainsi, en examinant dans notre *première étude*, (n° 236) la disposition de l'article 12 du Code civil, nous faisions remarquer qu'une étrangère, bien qu'étant encore *mineure*, acquérait cependant la nationalité française par son mariage avec un Français. C'est, en effet, une application de la maxime : *Habilis ad nuptias, habilis ad nuptiarum consequentias.* (Comp. art. 1398, C. civ.). Eh bien, il faut étendre, à l'espèce actuelle, cette solution. Nous déciderons donc que la femme française, encore *mineure*, mais ayant déjà la capacité nécessaire pour le mariage, perdra sa qualité de Française en épousant un étranger, bien qu'en principe il faille être majeur, suivant notre opinion, pour changer de nationalité.

473. De même nous avons vu aussi, sur l'article 12, que le mariage doit être valable pour emporter l'attribution de la nationalité : *Quod nullum est, nullum producit effectum.* Nous appliquerons ici la même doctrine, et nous dirons : Si le mariage vient à être annulé, la femme sera censée n'avoir jamais perdu sa qualité de Française. C'est en vain que l'on démontrerait chez cette femme l'absence de tout esprit de retour. En effet, si elle a quitté la France avec l'intention de ne plus y revenir, c'est sans doute dans la pensée que son mariage était valable, et qu'elle unissait, à jamais, sa destinée à celle d'un étranger. Une fois le lien matrimonial brisé, une fois le mariage rétroactivement effacé, il ne faut plus tenir compte de la pensée qui avait pu y présider (1). La jurisprudence a toujours consacré cette manière de voir (Poitiers, 7 janvier 1845, Dev. 45-2-215.

473 *bis.* Les questions de validité de mariage, se présentant comme connexes à des questions de changement de nationalité, sont, du reste, fréquemment soulevées dans la pratique. Voici, entre autres espèces,

(1) Comp. toutefois M. Duranton, t. 1, n° 187.

une affaire à propos de laquelle nous fûmes consulté au mois de mai 1879.

M. Edwards fils avait, à l'âge de vingt ans, le 17 juin 1876, contracté mariage à Londres, selon les formes usitées en Angleterre, et il avait régulièrement observé toutes ces formes. Il avait épousé une femme Française de naissance, M^lle^ Isabelle Drouard, âgée de vingt et un ans révolus. M^lle^ Isabelle Drouard avait encore son père et sa mère vivants, au moment de la célébration de l'union conjugale. M. Edwards était né en *Turquie*, de *père* et de *mère d'origine anglaise;* mais ses parents étaient, bientôt après sa naissance, venus se fixer à Paris; M. Edwards père avait même sollicité et obtenu *l'admission à domicile* dans les termes de l'article 13 du Code civil.

M. Edwards fils et M^lle^ Isabelle Drouard, au moment de leur mariage à Londres, n'avaient, ni l'un, ni l'autre, fait effectuer, en France, les publications prescrites par l'article 63 du Code civil. Aucun d'eux n'avait obtenu le consentement, ni même requis le conseil des ascendants respectifs. Ils s'étaient contentés de notifier à leurs familles le mariage une fois contracté et consommé, en revenant se fixer à Paris, deux mois après, en août 1876. Ils avaient omis de faire transcrire, à cette même époque, leur acte de mariage, comme le prescrivait l'article 171 du Code civil.

Or, au commencement de l'année 1879, des dissentiments graves étant survenus entre les deux époux, M^me^ Edwards se retira à Londres : et là elle forma, contre son mari, une demande *en séparation de corps*, devant la Cour du banc de la reine.

M. Edwards répondit à cette attaque par une *demande réconventionnelle en nullité* du mariage célébré à Londres le 17 juin 1876.

Après examen de la législation anglaise sur ces différents points, la Cour anglaise nomma une commission : cette commission fut chargée de se transporter en France, pour recueillir, après prestation de serment, de plusieurs

jurisconsultes français, des témoignages officiels, sur l'état, en cette matière, de la législation française, loi de Mme Edwards avant sa naturalisation par mariage : il devait être seulement ensuite, par les parties, conclu et, par la Cour, statué ce qu'il appartiendrait, en cas de conflit éventuel entre la législation anglaise, loi du mari, et la législation française, loi *d'origine* de la femme. La commission se réunit à Paris, à l'hôtel Continental, et consacra plusieurs séances à l'étude des questions litigieuses se rattachant à cette importante affaire. Elle voulut bien, sur la demande de MM. Mourilyan et fils, *sollicitors* de Mme Edwards, nous faire l'honneur de nous appeler en témoignage, conjointement avec nos honorables confrères du barreau de Paris, MM. Treitt et Jardin.

Nous fûmes invités, les uns et les autres, après la prestation préalable du serment suivant les formes anglaises, à renseigner la commission sur l'état actuel de la doctrine et de la jurisprudence, *en France*, en matière d'absence de publications de mariage et en matière de clandestinité ; nous fûmes interrogés sur les conséquences, soit du défaut de *consentement* de la part des ascendants au mariage de leurs descendants, soit de l'omission de toute réquisition de *conseil* dans les cas où la seule demande de conseil peut suffire ; notre attention fut également appelée sur la sanction à donner à l'article 171 du Code civil, en cas d'inobservation de l'obligation de transcrire, après le retour des époux en France, tout acte de mariage passé en pays étranger. Les plus graves questions de statut personnel furent également débattues. Nous ignorons (car nos dépositions furent reçues séparément) quelles purent être les appréciations de nos éminents confrères sur tous les points qui nous furent soumis : l'affaire fut depuis arrêtée par la réconciliation des époux. Mais il y a, du moins, un principe sur lequel nous dûmes tous nous rencontrer dans l'expression d'un même sentiment : c'est que Mme Edwards (en supposant

son mariage *valable* et toutes les irrégularités du début couvertes par les faits subséquents et l'attitude ultérieure des ascendants), avait dû nécessairement changer de nationalité. Elle était devenue Anglaise, par son mariage avec un Anglais : argument de l'article 12 du Code civil. C'est surtout cette règle qui doit nous préoccuper, dans les développements auxquels le présent travail est consacré.

474. Nous venons de voir que le *mariage* est une cause de perte de la qualité de Française pour la femme qui épouse un étranger. C'est ici le moment d'étudier une question qui se relie à la précédente par un lien très étroit de connexité.

Supposons une femme étrangère devenue Française par son mariage avec un Français (art. 12, C. civ.). Puis cette femme devient veuve. La *viduité* sera-t-elle une cause de perte de sa qualité de Française. En d'autres termes, *l'étrangère, qui est devenue Française par son mariage avec un Français, perd-elle cette qualité et redevient-elle étrangère, par le décès de son mari?*

475. Deux systèmes sont en présence. Un premier système enseigne que *l'étrangère, devenue veuve d'un Français, redevient étrangère, dès le décès de son mari, par cela seul qu'elle en manifeste la volonté.* Il s'appuie sur deux arguments :

1° La femme n'est devenue Française que pour confondre plus intimement sa personne, sa famille, sa destinée avec celles de son mari, et afin qu'aucun élément de discorde ne vienne troubler cette union absolue, résultat du mariage. Or le mari étant décédé, *cessante causâ, cessat effectus :* rien ne rattache peut-être plus, d'ailleurs, la femme au sol français.

2° Il faut appliquer, dit-on, par analogie, l'article 19, alinéa 2, ainsi conçu : « *Si elle devient veuve (la femme française), elle recouvrera la qualité de Française pourvu qu'elle réside en France, ou qu'elle y rentre avec l'autorisation du roi et en déclarant qu'elle veut*

s'y fixer. » En effet, il y a identité de situation, d'une part, entre la femme française qui a épousé un étranger et qui devient veuve, et, d'autre part, la femme étrangère qui a épousé un Français et qui se trouve dans la même situation de veuvage.

476. Le second système, au contraire, soutient que *l'étrangère, devenue Française par son mariage, reste Française après le décès de son mari. Elle doit se faire naturaliser dans son pays, si elle veut recouvrer sa nationalité d'origine.*

La jurisprudence s'est constamment prononcée en ce sens, et nous n'hésitons pas à admettre cette solution. Nous invoquerons trois arguments :

1° L'article 12 est formel : « *L'étrangère suivra la condition de son mari.* » Or la loi ne dit pas « *tant qu'il vivra ;* » et, en dehors des cas prévus par le Code, la nationalité une fois acquise ne se perd plus. La femme est donc bien définitivement Française ;

2° S'il a fallu que l'article 19, alinéa 2, fût édicté spécialement en faveur des femmes françaises, c'est que le droit commun est tout différent. Or, *specialia non sunt extendenda.* Dans le silence de la loi, nous devons appliquer le droit commun ;

3° Il peut être, d'ailleurs, très utile que la femme, devenue veuve, conserve néanmoins la nationalité de son mari, soit au point de vue de l'intérêt général, si, par exemple, elle jouit d'une grande fortune, ou, par sa position de famille, d'une certaine influence ; soit au point de vue de l'intérêt des enfants, pour l'exercice de la tutelle, pour leur éducation, etc. L'étrangère, devenue Française par son mariage, *doit* donc, à notre sens, rester Française après le décès de son mari : Cass. 22 juillet 1863 (Sir. 1863-1-430).

PARTIE CINQUIÈME.

De l'acceptation du service militaire à l'étranger, ou de l'affiliation à une corporation militaire étrangère, sans l'autorisation du chef de l'État.

477. Au cours de cette étude, nous avons déjà rencontré une disposition prononçant la perte de la qualité de Français, contre celui qui, sans autorisation (1), acceptait un service public dans un pays étranger (art. 17, al. 2). De là, on aurait déjà pu conclure que tout Français acceptant, sans autorisation, du service militaire à l'étranger, devait perdre la qualité de Français. Cependant le législateur a tenu à édicter une disposition spéciale pour ce cas particulier. C'est l'article 21 du Code civil ainsi conçu : « Le Français qui, sans autorisation du gouvernement, prendra du service militaire chez l'étranger, ou s'affiliera à une corporation militaire étrangère, perdra sa qualité de Français. »

A quoi bon avoir ainsi fait, de l'acceptation du service militaire, l'objet d'un article spécial?

Si le législateur en a disposé ainsi, c'est que la situation faite aux Français servant, sans autorisation, dans une armée étrangère, est beaucoup plus sévère et plus rigoureuse que celle faite à ceux acceptant toutes autres fonctions à l'étranger. En effet, ceux-ci, pour recouvrer la qualité de Français, ne sont pas soumis aux conditions de la naturalisation proprement dite et peuvent rentrer en France sans avoir à demander aucune autorisation au gouvernement : ceux-là, au contraire, c'est-à-dire ceux qui ont pris, sans autorisation, du service militaire à l'étranger,

(1) Voyez *suprà*, nos 441 et suivants.

ne recouvreront leur ancienne nationalité que moyennant l'accomplissement de certaines conditions particulières. Le Français de cette catégorie « ne pourra, dit l'article 21 *in fine*, rentrer en France qu'avec la permission du Roi, et recouvrer la qualité de Français qu'en remplissant les conditions imposées à l'étranger pour devenir citoyen ; le tout, sans préjudice des peines prononcées, par la loi criminelle, contre les Français qui ont porté ou qui porteront les armes contre leur patrie. » Nous n'avons pas à insister ici sur cette disposition. Nous l'avons déjà étudiée, en examinant comment un ex-Français recouvrait sa nationalité. Il nous suffit de la rappeler, pour justifier l'insertion de l'article 21 à la suite de l'article 17, alinéa 2.

478. Il est évident que l'article 21 est une loi pénale. Il a pour but de réprimer l'imprévoyance ou l'ingratitude des Français qui, en s'enrôlant dans une armée étrangère, s'exposent au danger de combattre un jour leur patrie. De ce caractère nous tirerons une conséquence. C'est que l'article 21 doit être considéré comme applicable aux mineurs aussi bien qu'aux majeurs. Sans doute, en thèse ordinaire, pour pouvoir se dépouiller de sa nationalité, il faut avoir atteint l'âge de la majorité. Mais ici l'hypothèse est spéciale ; c'est un délit civil que l'article 21 réprime. Or, un mineur est responsable de ses délits, du moment où il a un discernement suffisant. Nous ne voyons pas pourquoi l'on n'appliquerait pas le même principe en cette matière.

479. De plus, l'article 21 exprime que l'on peut se soustraire à la déchéance qu'il édicte, si, avant de s'enrôler à l'étranger, l'on en demande l'autorisation au gouvernement français. Or, il est clair que cette autorisation doit être demandée et obtenue *avant* tout enrôlement. Cela se conçoit : car du moment où l'on s'enrôle sans autorisation, on perd la qualité de Français. Donc, un individu qui demanderait l'autorisation après avoir déjà pris du service, devrait être considéré comme un étranger. L'autorisation, par lui demandée, ne serait

rien autre chose qu'un moyen ou plutôt une tentative de recouvrer la nationalité perdue. Mais nous ne voyons nulle part, consacré par notre droit, un tel mode de réintégration dans la qualité de Français. Aussi nous ne comprenons point la solution d'un arrêt rendu par la Cour d'appel d'Amiens le 24 mars 1849, jugeant que l'autorisation, une fois accordée, de *rester* sous les drapeaux à l'étranger, sauvegardait le maintien de la nationalité française. C'est là une indulgence excessive qui nous paraît en complet désaccord avec la loi.

480. Quant à l'autorisation elle-même, en quelle forme doit-elle être donnée? — Aux termes de l'article 19 du décret du 26 août 1811, cette autorisation, comme celle de se faire naturaliser, se donnait par lettres patentes. Depuis la suppression des lettres patentes, aucune forme n'a été fixée par la loi. En fait, l'autorisation se donne par un décret rendu sur la proposition du ministre de la justice et inséré au *Bulletin des lois*. — D'ailleurs, l'autorisation, lorsqu'elle a été accordée, ne laisse la liberté de servir en pays étranger, que sous certaines restrictions fixées dans les décrets du 6 avril 1809 et du 26 août 1811 que nous connaissons déjà. Ainsi, le Français, autorisé, devra revenir en France, si le gouvernement le rappelle soit par une disposition générale, soit par un ordre direct. Il ne peut prêter serment à la puissance chez laquelle il sert que sous la réserve de ne jamais porter les armes contre la France et de quitter le service, même sans rappel, dans le cas où une guerre éclaterait entre les deux pays : la peine de mort sanctionne cette obligation.

481. L'article 21 du Code civil assimile au service militaire l'affiliation « *à une corporation militaire étrangère.* » Cette assimilation paraît, sans doute aujourd'hui, quelque peu énigmatique : l'on a peine à comprendre quelle a pu être la pensée du législateur en s'exprimant ainsi. Pour se l'expliquer, il faut se rappeler qu'au moment de la promulgation du Code, était encore présent à l'esprit de tous le souvenir de corporations moitié religieuses,

moitié militaires, dont la discipline et la puissance eussent pu devenir un péril public. Tels étaient les anciens ordres de chevalerie : l'ordre des chevaliers de Malte, l'ordre Teutonique ou des Templiers. Le législateur craignait le retour de semblables corporations et ne voulait point que des Français pussent en faire partie sans y être autorisés. Aujourd'hui cette disposition est sans objet.

Enfin, les motifs mêmes qui ont fait édicter l'article 21 prouvent que ce que la loi prohibe, c'est l'enrôlement non autorisé dans des armées qui, à un moment donné, pourraient avoir à combattre la France.

481 *bis.* De là, il résulte qu'un Français pourrait, sans autorisation, prendre du service à l'étranger dans une milice bourgeoise, simplement destinée à assurer l'ordre intérieur et la sécurité publique. L'autorisation ne deviendrait nécessaire, qu'au jour où cette milice, sortant de sa destination primitive, serait employée à la défense du territoire.

De même, l'enrôlement n'aurait pas besoin d'être autorisé, s'il avait lieu dans une armée étrangère qui n'aurait point, au regard des autres puissances, le caractère de belligérante. Telle serait l'armée entretenue par un prétendant, et soutenant, pour le compte de celui-ci, une guerre civile et intestine dans un pays étranger.

482. La jurisprudence française a déjà fait plusieurs fois l'application de ce principe.

Ainsi, par un arrêt du 18 juin 1841 (*Journal du Palais*, 1841-2-470), la Cour de Toulouse décida qu'un Français enrôlé dans les troupes de don Carlos en Espagne, avait conservé sa nationalité, bien qu'aucune autorisation ne lui eût été accordée. Il se peut que bientôt la question se représente à nouveau devant la justice, des Français ayant pu prendre part au mouvement carliste qui naguère encore ensanglantait l'Espagne. Aussi est-il intéressant de connaître l'un des principaux considérants qui déterminèrent la Cour de Toulouse. Il est ainsi conçu : « Qu'était don Carlos en s'entourant de soldats et de nombreux adhérents, en prenant les armes contre la reine

d'Espagne, sinon un prétendant à la tête du parti qu'il avait soulevé contre cette reine, le chef d'une guerre civile ? Don Carlos, par ses entreprises, se sera-t-il élevé au rang de ces puissances étrangères reconnues par la France ; les seules dont s'occupe le décret de 1811 ? Il ne peut sans doute prétendre à ce titre, et avoir servi sous lui n'est pas avoir servi sous une puissance étrangère contre les prohibitions du décret du 26 août 1811. »

De même, le 14 mars 1846, la Cour de Paris déclarait que le général Clouet n'avait pas perdu sa qualité de Français, par le fait d'être entré sans autorisation, en 1833, au service du prétendapt portugais dom Niguel. Par arrêt du 2 février 1847, la Cour de cassation rejeta le pourvoi formé contre cette décision (Dev. 1847-1-582).

483. Enfin arrêtons-nous un instant à l'examen d'une question qui, il y aura bientôt vingt ans, passionna vivement l'opinion publique. Nous voulons parler de la situation des *zouaves pontificaux*.

484. En 1862, une circulaire ministérielle, lancée par M. de Persigny, déclarait déchus de la qualité de Français, et par suite rayés des listes électorales, les jeunes gens français, qui, s'étant engagés en 1861 dans le régiment des *zouaves pontificaux*, étaient rentrés, depuis, en France, après l'échauffourée de Castelfidardo.

Voici les termes de cette circulaire, en date du 1er mai 1862 (D. P. 62-3-77) : « Monsieur le préfet, j'ai été con-
» sulté sur la question de savoir si les individus qui,
» ayant pris du service dans l'armée pontificale sans
» l'autorisation du gouvernement de l'empereur, sont
» rentrés en France sans obstacle, doivent être inscrits
» sur la liste électorale de la commune où ils résidaient
» antérieurement, et où ils résident encore depuis leur
» retour.

» L'article 12 du décret du 21 février 1852, déclarant
» électeurs, sans condition de cens, tous les Français
» âgés de vingt et un ans accomplis, il suit de là que
» l'individu qui a cessé d'être Français, ne peut pas être

» électeur. Or, aux termes de l'article 21 du Code Napo-
» léon, le Français qui, sans autorisation de l'empereur,
» prendrait du service à l'étranger ou s'affilierait à une
» corporation militaire étrangère, perdra sa qualité de
» Français. En présence de textes aussi formels, toute
» ambiguïté doit cesser, et dès l'instant où le fait d'avoir
» pris du service dans l'armée pontificale est constant, il
» est hors de doute que la qualité de Français et par suite
» les droits d'électeurs sont perdus.

» Les enrôlements dans l'armée pontificale ont eu une
» notoriété assez grande, pour qu'ils puissent être diffi-
» cilement mis en doute, dans la localité où ils se sont
» produits. Si donc le maire les tient pour certains, il ne
» devra pas hésiter à retrancher de la liste électorale ou
» à ne pas y inscrire les personnes de cette catégorie,
» sauf à celles-ci à se pourvoir, par les voies légales,
» pour obtenir leur inscription.

» Il ne vous échappera pas toutefois, monsieur le
» préfet, et vous voudrez bien appeler l'attention de
» MM. les maires sur ce point, que la perte comme
» l'acquisition de la qualité de Français, ne pouvant
» résulter que du fait d'une personne capable de tous
» les actes de la vie civile, l'article 21 du Code Napo-
» léon n'est pas applicable aux mineurs qui, sans auto-
» risation du gouvernement, ont pris du service militaire
» à l'étranger, à la condition, toutefois, qu'ils aient cessé
» ce service à l'époque de leur majorité, et qu'ils aient
» satisfait en France à la loi du recrutement.

» Dans ce cas, la qualité de Français n'ayant point été
» perdue, il y aurait lieu d'inscrire, sur la liste, les indivi-
» dus qui réclameraient l'exercice de leur droit électoral. »

484 *bis*. Il résulte de cette circulaire que :

1° Les jeunes gens français majeurs qui, sans autorisation du gouvernement, avaient pris du service dans l'armée pontificale, étaient déchus de la qualité de Français, et par suite, devaient être rayés des listes électorales ;

2° Que ces mêmes jeunes gens, s'ils étaient *mineurs*, au moment de leur enrôlement, ne tombaient pas sous l'application de la déchéance légale. Cette interprétation de l'article 21 est loin d'être admise sans protestations, et de bons esprits contestent l'exactitude de cette solution. Deux systèmes sont en présence.

485. Mais avant d'aborder le fond de la discussion, il est nécessaire d'examiner le caractère de cette circulaire, indépendamment des prescriptions qu'elle contient. Or, nous n'hésitons pas à la déclarer *inconstitutionnelle* au premier chef : par suite, elle ne peut avoir aucune autorité. Il s'agit, en effet, dans le cas qui nous occupe, d'appliquer une pénalité civile en interprétant l'article 21. Or, telle ne peut être la mission d'une autorité administrative. Il fallait donc s'adresser aux tribunaux et procéder à un débat contradictoire. La loi du 19 mai 1834 a d'ailleurs prévu le cas, pour les officiers de l'armée française : ART. 1er. « Le grade est conféré par le roi : » Il constitue l'état d'officier. L'officier ne peut le perdre » que par l'une des causes ci-après : 1° Démission acceptée » par le roi; 2° perte de la qualité de Français, *pro-* » *noncée par jugement*.... » On ne peut donc pas déclarer, *de plano*, un officier, déchu de son titre : de même, l'autorité judiciaire est seule compétente pour statuer sur les questions d'état et de nationalité. (*Sic* Conseil d'Etat, 10 août 1844, D. P. 45-3-70.)

On objecte que l'article 12 du décret du 21 février 1852 décide que, pour être électeur, il faut jouir de ses droits civils et politiques. Mais nous répondons que l'article 15 de ce même décret reconnaît implicitement que la privation de ces droits doit résulter d'un jugement. (*Sic* Douai, 12 nov. 1844, D. P. 45-4-208.)

485 *bis*. La circulaire déclare, en tout cas, que les zouaves pontificaux avaient, par suite de leur engagement, perdu la qualité de Français. Toutefois elle ajoute que l'article 21 n'est pas applicable *aux mineurs qui, sans autorisation du gouvernement, ont pris du service*

militaire à l'étranger, à la condition... etc.... (Voir la circulaire, *suprà*, p. 394.) Un arrêt de la Cour de Metz, du 25 avril 1849 (1), semble corroborer cette décision. Pas plus que la première, nous ne pouvons adopter cette solution.

L'acceptation du service militaire à l'étranger est une sorte de délit civil que la loi punit de la perte de la nationalité française, plutôt qu'une renonciation implicite de l'individu à cette nationalité. — Par son incorporation dans un régiment étranger, le Français s'expose à porter les armes contre sa patrie (Code pénal, art. 75).

L'application de l'article 21 serait donc réclamée dans un intérêt public et comme mesure répressive par l'autorité administrative. — Or, dans cette hypothèse, la minorité ne pourrait point faire obstacle aux poursuites : car la minorité n'exclut pas fatalement le discernement.

A ces deux points de vue, la circulaire ministérielle est donc sujette à critique. Mais qu'auraient dû décider les tribunaux s'ils avaient été saisis de la question?

486. Les zouaves pontificaux avaient-ils réellement perdu la qualité de Français par application de l'article 21 ? — L'avaient-ils, au contraire, conservée? C'est ici que nous retrouvons, *en droit*, les deux systèmes que nous avons annoncés.

487. *Premier système. — Les zouaves pontificaux ont perdu la qualité de Français, et par suite on doit leur appliquer toutes les déchéances qui en résultent.* Cette opinion invoque surtout deux arguments :

1° L'article 21 est formel. La loi ne distingue pas : « Quiconque... prend du service... perdra, etc., » *sauf* (une exception) l'autorisation *individuelle* et *expresse* du chef de l'Etat. (Art. 21 Code civ. — Décrets du 6 avril 1809 et du 26 août 1811.) Or, jamais, dans l'espèce, le gouvernement n'avait donné d'autorisation *expresse* ni *individuelle* ;

2° Les zouaves pontificaux s'affiliaient à un régiment

(1) Voir pour tous ces détails D. P. 1862-3-77 et la note.

du Pape considéré comme Souverain temporel ; ils passaient donc à l'état de troupes étrangères, au service d'un souverain étranger, et comme tels ils tombaient complètement sous l'application de l'article 21.

Malgré la force apparente de ce raisonnement, nous croyons préférable d'adopter le deuxième système auquel maintenant nous arrivons.

488. *Deuxième système. — Les zouaves pontificaux étaient restés Français*, malgré leur enrôlement. Quand on examine, en effet, les circonstances dans lesquelles ces enrôlements se sont produits, l'époque où ces jeunes gens ont quitté la France, le mobile qui les faisait agir, il est évident que le premier système fait une mauvaise application des principes :

1° Il s'agit ici d'une déchéance civile, déchéance qu'il faut interpréter restrictivement. Pour rentrer dans les termes de la loi, il faut que nous trouvions un régiment étranger, un gouvernement étranger, une incorporation réelle dans ce régiment. Or, dans l'espèce, rien de semblable. — Que voyons-nous, en effet? — Rien que des éléments français : un général français (Lamoricière), — des jeunes gens français, — dont le régiment se forme en France. Les zouaves pontificaux formaient, en un mot, une *corporation militaire française* allant au secours d'un gouvernement étranger, — et non point des éléments, individuels et épars, s'encadrant dans une troupe étrangère.

2° L'*autorisation du gouvernement* était virtuelle, d'ailleurs, et résultait des faits. — Formée au grand jour avec beaucoup de bruit et d'éclat, cette corporation pouvait être considérée comme ayant obtenu l'assentiment tacite du chef de l'Etat. Or, l'article 21 n'indique nullement de quelle manière l'autorisation doit être donnée.

3° L'*esprit de la loi* impose cette conclusion. Si nous considérons les circonstances dans lesquelles l'article 21 fut édicté, il est facile d'apercevoir que l'espèce qui nous occupe ne rentre nullement dans la pensée qui a guidé le

législateur. On sortait, en 1804, des guerres de la République : beaucoup d'émigrés servaient encore dans les armées ennemies; les mécontents du régime nouveau quittaient la France, et peut-être même déjà le premier consul rêvait-il ses gigantesques promenades guerrières à travers l'Europe. On était bien alors exposé à rencontrer un ex-Français ayant renié sa patrie soit par calcul, soit par dépit, pour ne pas dire par vengeance. Il était prudent et sage d'édicter une disposition spéciale pour cette catégorie d'individus. De là, la nécessité d'une autorisation pour celui qui voudrait prendre du service à l'étranger; de là, des mesures rigoureuses pour reconquérir la nationalité française individuellement perdue.

Mais, ici, rien de semblable. *C'est une fraction de la nation* qui se réunit dans un même but, afin de se consacrer à une œuvre qui, aux yeux de beaucoup, passait alors pour éminemment française, et afin de collaborer à une politique dont le gouvernement français, le premier, avait indiqué la marche. On ne peut donc établir aucune assimilation entre les deux cas.

489. La question, d'ailleurs, a singulièrement perdu de son intérêt, depuis qu'un décret du 28 août 1866 a autorisé les Français à s'engager dans la légion romaine au service du Saint-Siège, en conservant leur qualité de Français. — Voici les termes de ce décret :

Article 1er. Les Français de tous grades qui feront partie de la légion romaine au moment où ce corps sera mis à la disposition des commissaires du Saint-Siège, conserveront la qualité de Français.

Article 2. Il en sera de même pour les Français qui, ultérieurement, entreront dans la même légion, à la charge par eux de faire parvenir un extrait de l'acte d'engagement au ministère de la guerre.

489 *bis*. Il nous paraît utile de préciser ici, comme conclusion de notre cinquième partie, et référence à la partie deuxième (voyez *suprà*, nos 441 et 477), quelles sont les formalités à remplir, en France, pour obtenir

l'autorisation de prendre du service militaire ou l'autorisation d'accepter des fonctions publiques à l'étranger?

Les principes sont posés par M. Clunet, notre savant confrère du barreau de Paris, dans les termes suivants : « Le Français ne peut, sous des peines diverses, dont la première est la perte de la nationalité française, accepter des fonctions publiques ou prendre du service militaire à l'étranger sans l'autorisation du gouvernement (art. 17 et 21, C. civ.). L'autorisation doit être individuelle, et il ne suffirait pas que le prince étranger, qui désirerait garder des Français à son service, en fît une demande collective par un état général (avis du cons. d'Etat, 21 janvier 1812). Cette autorisation était autrefois délivrée par des lettres patentes adressées par le ministre de la justice et enregistrées à la Cour d'appel du dernier domicile de celui qu'elles concernaient (décr. 26 août 1811, art. 2 et 19). Voyez *suprà*, n° 445. Elle est accordée aujourd'hui par un décret rendu sur une demande spéciale. (V. lettres du ministre de la justice, 4 mai 1859, Demoly, *Analyse des circulaires et instructions du ministère de la justice*, de 1791 à 1876, n° 3994.) La demande doit être rédigée sur papier timbré et indiquer le nom de la puissanee que l'on désire servir, ainsi que la nature du service auquel on doit être appelé. Cette demande, accompagnée de l'acte de naissance de l'impétrant, est transmise au garde des sceaux par le préfet du département chargé de procéder à l'instruction nécessaire. Un droit de sceau s'élevant à 660 fr. 35 doit être payé préalablement à la délivrance du décret d'autorisation. » (*Journal de droit international privé*, 6e année, — 1879, — page 540.)

PARTIE SIXIÈME.

De la possession ou du trafic des esclaves.

490. Nous aurons peu de choses à dire sur ce mode de perte de la nationalité française. Il est organisé, nous allons le voir, par une disposition postérieure au Code civil.

Certes, le temps est déjà bien loin où l'abolition de l'esclavage fut proclamée en France. Des édits royaux de 1315, 1318, 1553, consacrèrent, on le sait, cette réforme humanitaire : il était même devenu de tradition, qu'il suffisait de toucher la terre de France, pour échapper à la servitude.

Seulement, il faut bien remarquer que ces édits s'appliquaient exclusivement à la France continentale, en sorte que l'esclavage restait toujours légalement permis aux colonies. Cet état de choses subsistait encore, en 1789, malgré la proclamation et l'établissement des principes égalitaires.

491. Ce fut seulement le décret du 16 pluviôse an II, rendu par la Convention, qui abolit l'esclavage dans nos colonies : mesure excellente en elle-même et qui, pour réussir, n'aurait eu besoin que d'un peu de sens pratique. Mais ce décret, troublant l'état de choses existant, sans ménager aucune transition, trouva de nombreux adversaires parmi les intéressés, c'est-à-dire parmi les propriétaires d'esclaves qu'il allait avoir pour résultat de ruiner. Les plaintes furent si vives, qu'il fallut, par un décret du 30 floréal an X, abroger le décret du 16 pluviôse an II. L'intérêt parvenait ainsi à relever ce que la morale avait renversé. Cependant, ceux qui avaient combattu pour la liberté individuelle et pour l'humanité ne perdirent pas

courage. Leurs efforts opiniâtres se rapprochèrent, de plus en plus, du but à atteindre.

Une ordonnance de 1817 commença par prohiber la traite des noirs, et le 4 mars 1831, au lendemain de la Révolution de 1830, la prohibition était sanctionnée par une loi d'une extrême sévérité : la peine encourue pouvait aller jusqu'aux travaux forcés (1).

492. Le gouvernement provisoire de 1848 reprit, lui aussi, la question de l'esclavage. Il ne faisait que suivre l'impulsion donnée au mouvement par l'Angleterre. Le 25 avril 1848, il faisait paraître un décret, d'après lequel tout Français qui acquerrait dorénavant des esclaves, serait déchu de sa qualité de citoyen. Il est à remarquer qu'il importe peu que le trafic, fait par le Français, ait lieu en France ou ailleurs. *Même fait en pays étranger*, ce trafic entraînerait la perte de la qualité de Français.

493. Seulement le gouvernement de 1848, voulant ménager une transition et éviter les récriminations, devant lesquelles la tentative du 16 pluviôse an II avait échoué, décida qu'un délai de trois ans serait accordé aux possesseurs d'esclaves pour les affranchir ou les aliéner. Malgré cette précaution, le succès ne fut pas complet. Les esclaves affranchis ne fournissaient pas le travail qu'on attendait d'eux. Nombre d'industriels préféraient la sauvegarde de leurs intérêts à la conservation de leur nationalité et ne se soumettaient pas aux prescriptions du décret. Aussi le gouvernement impérial, ému de cette situation, modifia-t-il le décret du gouvernement provisoire. A la date du 26 mai 1858, il faisait rendre une loi, consacrant à la vérité le principe antérieur et prohibant le trafic des esclaves, mais contenant cependant un triple tempérament. Les acquisitions antérieures au 27 avril 1848 étaient respectées. De plus, tous ceux, dit cette loi, qui possédaient depuis cette époque, ou même qui viendront à posséder dans l'avenir des esclaves par suite de succession, legs, donations ou conventions matrimoniales, pour-

(1) Comparez M. Acollas, *Manuel de droit civil*, t. 1, p. 46.

ront les conserver. — Enfin, le délai de trois ans, institué par le décret du 25 avril 1848, était porté à dix années.

PARTIE SEPTIÈME.

Du démembrement du territoire français.

494. De même qu'il y a acquisition collective de la qualité de Français par suite d'une annexion (1), bien que le Code civil ne dise rien de ce mode, de même aussi, il peut y avoir perte collective de la qualité de Français par suite d'un démembrement, bien que, d'ailleurs, le Code garde également, sur ce point, le plus complet silence.

Nous ne reviendrons pas sur les considérations théoriques et rationnelles que peut comporter l'hypothèse d'un démembrement du territoire français. Celles que

(1) Comparez, sur la question de savoir si l'annexion peut produire des effets rétroactifs, le *Bulletin de la Cour de cassation* (chambre civile) du 16 mars 1880, rapporté dans la *Gazette des tribunaux* du jeudi 18 mars 1880. Nous y lisons ce qui suit : « Pour savoir si une donation faite en Savoie par un père de famille à ses enfants, est, ou non, sujette à rapport lors de l'ouverture de la succession, *il faut se reporter au Code Albertin, législation en vigueur au moment où cette donation a eu lieu*. Dès lors, le Code précité ne permettant pas de considérer comme sujettes à rapport, au bénéfice des filles, les donations faites sous son empire et par lesquelles un père de famille a gratifié ses enfants mâles de tous ses biens immeubles, à la charge de payer ses dettes et de solder les légitimes auxquelles leurs sœurs pouvaient avoir droit, un arrêt ne peut soumettre les donataires au rapport des biens à eux donnés, sous prétexte que *le donateur étant décédé après l'annexion de la Savoie à la France*, sa succession serait régie par la loi française. » Cassation, au rapport de M. le conseiller Onofrio, et conformément aux conclusions de M. le premier avocat général Charrins, d'un arrêt rendu le 17 mai 1875 par la Cour d'appel de Chambéry, entre les frères Duriaud et leurs sœurs, les dames Burnay et autres. — Plaidants : Mes Housset et Sabatier, avocats.

nous avons présentées à propos de l'annexion trouvent, en effet, ici encore, leur entière application.

495. Nous arrivons donc, de suite, au point de vue pratique. Dans deux chapitres distincts, nous étudierons les règles qui ont été suivies lors du démembrement de l'Empire en 1814, et lors du douloureux démembrement, encore récent, de l'Alsace et de la Lorraine (1871).

CHAPITRE I

Démembrement de 1814 (1).

496. Deux questions capitales dominent toujours, en droit, la matière d'une annexion au territoire ou de son démembrement.

D'abord, il importe de savoir quelles personnes ont changé de nationalité, par suite du remaniement territorial. Ensuite, il s'agit de déterminer comment ces personnes, ainsi atteintes, pouvaient échapper au changement de nationalité et s'y soustraire. Nous nous placerons successivement à l'un et l'autre de ces points de vue.

SECTION I

Quelles personnes ont changé de nationalité par suite du démembrement de 1814?

497. Nous avons déjà démontré, dans notre première étude, que le criterium de dénationalisation à admettre en

(1) Sur toute cette matière, comp. M. J. Herbaux, *De la qualité de Français acquise ou perdue, par suite d'une annexion ou d'un démembrement*, p. 221-246. Le jeune lauréat de notre Faculté a publié, sur ce sujet, une thèse de doctorat, fort remarquable à tous les points de vue et de nature à lui faire le plus grand honneur.

notre matière était celui de *l'origine jointe au domicile.* En d'autres termes, doivent *rationnellement* perdre leur qualité de Français, à la suite d'un démembrement, seulement ceux-là qui, au jour du traité, sont nés et sont, en même temps, domiciliés sur le territoire séparé. Cette théorie, pourtant, n'a pas été suivie lors du démembrement de 1814. A cette époque, on a considéré comme dénationalisés les *originaires* des territoires séparés.

498. Mais, quel est au juste le sens spécial qu'il convient ici d'attacher à l'expression d'*originaires?* En thèse ordinaire, on dit qu'un individu est *originaire* d'un pays lorsqu'il est *né sur le sol* de ce pays. Il faut bien se garder d'appliquer cette définition au démembrement de 1814. Pour bien faire comprendre ceux que l'on regardait alors comme *originaires*, il faut mettre en relief le caractère, tout à fait particulier et anormal, qui distingue les démembrements de cette époque.

Ainsi, prenons pour exemple la Belgique.

Ce pays, comme on le sait, après avoir été réuni à la France sous la République, en fut séparé en 1814, au jour où l'Empire de Napoléon Ier s'effondra sous l'effort des puissances alliées. Or, le traité de démembrement une fois conclu, voici comment l'on raisonna. La Belgique, dit-on, n'était, par l'annexion, devenue française, que sous la condition résolutoire de sa séparation ultérieure. Le démembrement s'étant accompli, les Belges, précédemment compris dans l'annexion, devaient donc être censés n'avoir jamais eu, à aucun moment, la qualité de Français. En effet, le démembrement, jouant le rôle d'une condition résolutoire, devait effacer cette qualité rétroactivement et dans le passé : car il est de principe que toute condition qui s'accomplit produit des effets rétroactifs (art. 1179).

Ce principe une fois admis, l'on voit, tout de suite, quelles conséquences l'on en tirait, en 1814, pour l'interprétation du mot *originaires*.

Etaient censés originaires du territoire démembré,

non point les Français nés pendant l'annexion sur ce territoire, mais bien tous ceux qui, à un titre quelconque, étaient Belges au moment de l'annexion ou qui, du moins, le fussent devenus, en supposant que jamais cette annexion n'eût eu lieu.

499. Ce principe de la rétroactivité, qui engendre une conséquence si rigoureuse, est-il exact et doit-il être approuvé? Telle est maintenant la question que nous devons résoudre.

500. Un auteur (1) a entrepris de justifier ce système, en alléguant cette raison que les territoires, démembrés en 1814, n'avaient été annexés à la France que par voie de conquête et non par voie de traités. Lorsque, dit-on, un territoire est réuni à la France par la conquête et simplement *par une loi du peuple vainqueur*, alors « les habitants ne conservent la qualité de Français, qu'autant qu'en définitive le pays n'est pas restitué à son ancien souverain; la qualité de regnicole s'efface par la reddition ultérieure du pays conquis et réuni par une simple mesure législative. »

501. Nous ne pouvons point, quant à nous, adhérer à une semblable théorie. On prétend distinguer entre l'annexion par voie de conquête et l'annexion par voie de traité. En vérité, nous n'apercevons point sur quelles bases cette distinction peut être appuyée. — Est-ce que la conquête n'a pas, comme le traité, un caractère définitif? Quel est le conquérant qui n'entend donner à ses entreprises qu'un caractère provisoire? S'il est une distinction possible en cette matière, c'est seulement celle qui sépare la simple invasion d'une conquête. Un territoire envahi n'est pas un territoire annexé. L'invasion ne confère point aux habitants du territoire la nationalité du peuple envahissant; quand elle vient à cesser, tous ses effets sont anéantis même pour le passé.

Mais il est loin d'en être de même pour la conquête. Celle-ci opère un changement de nationalité. Elle est

(1) M. Coin-Delisle, sur l'art. 8, n° 9.

toujours définitive, du moins dans les intentions du conquérant, comme est aussi définitif, dans les intentions des contractants, tout traité de cession de territoire.

D'ailleurs, que l'on réfléchisse aux inconvénients que la doctrine contraire engendrerait nécessairement. Le territoire conquis, dit-on, lorsqu'il viendra à être démembré, sera censé n'avoir jamais été conquis. Mais alors que de troubles dans les familles et dans les Etats à la suite d'un bouleversement aussi profond! Toutes les fois qu'un traité n'aura pas consacré une annexion, les individus, compris dans l'annexion, n'auront jamais qu'une nationalité provisoire et incertaine. Quiconque voudra traiter avec l'un de ces individus, ne saura pas s'il a devant lui un Français ou un étranger. Car, qui sait si le démembrement n'interviendra pas! Quel préjudice une telle incertitude n'apporterait-elle pas aux intérêts les plus légitimes?

Quoi qu'il en soit, il est certain que le principe de la rétroactivité domine le démembrement de 1814: cette règle ressort du traité du 30 mai 1814, de la loi du 14 octobre qui a suivi le traité, et sur laquelle nous reviendrons; enfin telle est l'interprétation constante donnée, au traité, par les hautes puissances contractantes.

Ainsi, il importe peu qu'un Belge, devenu Français par l'annexion, se soit établi sur le territoire resté français après le démembrement: il n'en redeviendra pas moins Belge à la suite du traité. A l'inverse, supposons un Belge *naturalisé* Français avant l'annexion et établi sur le territoire séparé: il ne redeviendra pas Belge à la suite du démembrement. Le traité du 30 mai 1814, en effet, détruit rétroactivement ce que l'annexion avait fait: or, précisément, ce n'était pas l'annexion qui avait fait, du Belge en question, un Français. Il était devenu Français par une naturalisation antérieure. Il n'était donc pas originaire du pays séparé dans le sens du traité.

502. L'effet rétroactif du démembrement de 1814,

exerça aussi une influence particulière sur le sort des femmes, que les Belges, nationalisés par l'annexion, avaient pu épouser pendant la réunion des territoires, et sur le sort des enfants qui leur étaient nés dans le même espace de temps.

503. Ainsi supposons un Belge devenu Français par la conquête de son pays. Il épouse ensuite une Française d'origine. Puis survient le démembrement de 1814. Cet individu redevient Belge sans aucun doute. Mais sa femme, Française d'origine, subira-t-elle, elle aussi, ce changement de nationalité ?

En droit commun, nous devrions répondre non : car nous savons que toute naturalisation, forcée ou volontaire, est toujours exclusivement personnelle, et ne saurait s'étendre du mari à la femme. Eh bien, le caractère particulier des démembrements de 1814 est tel, que nous sommes obligés ici d'admettre une solution contraire.

La femme dont il s'agit était devenue Belge, elle aussi, par suite du démembrement. Voici, en effet, comment il faut raisonner : le Belge, devenu Français par l'annexion, est censé, après le démembrement, n'avoir jamais été Français et n'avoir jamais cessé d'être Belge : car il y a, nous le savons, *rétroactivité*. Donc il faut nécessairement le regarder comme ayant été Belge au moment où il se mariait. Mais alors, la femme, que nous avons supposée Française d'origine, a épousé un Belge ! Elle est donc devenue Belge, puisque, aux termes de l'article 19 du Code civil, la femme française, qui épouse un étranger, suit la condition de son mari. En résumé, cette femme, après le démembrement survenu, devait être considérée comme Belge, depuis le jour de son mariage.

C'est là une conséquence rigoureusement logique du traité du 30 mai 1814. Ajoutons qu'elle a été généralement consacrée par la jurisprudence française. Ainsi, dans un arrêt rendu le 14 avril 1818, la Chambre des requêtes

rejetait, par les motifs suivants, le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Paris : « Attendu, dit-elle, que, dans l'espèce, Vanherke n'a été momentanément Français que par suite du droit de conquête, et qu'il a cessé de l'être par la séparation du pays de Liège d'avec la France, n'ayant jamais fait la déclaration prescrite par la loi du 14 octobre 1814 ; — Attendu que, suivant l'article 19 du Code civil, la femme française, qui épouse un étranger, suit la condition de son mari ; — « *Attendu que la femme Vanherke, en épousant un étranger, est devenue étrangère elle-même...* » On voit que la Cour suprême s'est nettement placée, dans cette espèce, au point de vue de la rétroactivité (1).

504. Ce que nous venons de dire de la femme mariée, il faut le dire évidemment aussi des enfants, ou du moins des enfants mineurs. Le raisonnement est toujours le même. Un enfant, né, pendant l'annexion, d'un Belge devenu Français par la conquête, doit, lui aussi, être considéré, après le démembrement, comme étant Belge dès sa naissance. En effet, par suite de la fiction que nous connaissons, il est né d'un Belge, puisque son père est censé, après 1814, n'avoir jamais perdu cette qualité.

A ce principe apportons toutefois une restriction. Si l'enfant, dont il s'agit, était né *sur un territoire resté français après le démembrement* et de plus *avant la promulgation de notre Code civil*, alors il resterait Français, malgré la dénationalisation de son père. En effet, nous savons qu'avant la promulgation du Code civil, la *naissance sur le sol français* conférait la nationalité française. Donc l'enfant, né dans ces conditions, fût-il même issu d'un père censé être toujours resté Belge, était Français de naissance, *jure soli*. En supposant même que l'annexion de la Belgique à la France n'eût jamais eu lieu, cet enfant n'en serait pas moins né Français. La rétroactivité du démembrement de 1814 ne

(1) Comp. également Cour de Metz, 25 avril 1825, Sir. 1827-2-191. — Cour de Paris, 24 août 1844, Sir. 44-2-568.

saurait donc trouver ici son application : l'enfant resterait Français.

504 *bis.* Nous savons quelles personnes se sont trouvées atteintes par le démembrement de 1814. Il importe d'examiner comment ces personnes ont pu échapper aux effets du démembrement.

SECTION II

Comment les personnes, atteintes par le démembrement de 1814, ont-elles pu se soustraire au changement de nationalité?

505. Le traité du 30 mai 1814 contient un article 17 ainsi conçu : « Dans tous les pays qui doivent ou devront changer de maîtres, tant en vertu du présent traité que des arrangements qui doivent être faits en conséquence, il sera accordé aux habitants naturels et étrangers, de quelque condition et nation qu'ils soient, un espace de six ans, à compter de l'échange des ratifications, pour disposer, s'ils le jugent convenable, de leurs propriétés acquises, soit avant, soit depuis la guerre actuelle, et se retirer dans tels pays qu'il leur plaira de choisir. » Comme on le voit, cet article consacre le droit d'*émigration* et, en même temps, la faculté et la nécessité d'émigrer.

506. On a prétendu (1) que, par l'exercice de ce droit, les individus, dénationalisés à la suite du traité du 30 mai 1814, échappaient aux rigueurs du démembrement et notamment à la perte de la qualité de Français.

507. Mais cette doctrine ne saurait être admise.

D'abord, en thèse générale, il faut bien se garder de confondre le droit d'émigration avec le droit d'option que nous avons déjà étudié à propos du traité d'annexion du 24 mars 1860 (*suprà*, nos 281, 284 et suivants). Le droit d'option est véritablement un moyen d'échapper au

(1) Comp. Fœlix, *Revue de droit français et étranger*, 1845.

changement de nationalité, résultant d'un démembrement. Il s'exerce non seulement par un transfert de domicile, mais encore et surtout par une déclaration expresse d'intention. Au contraire, le droit d'émigration n'est pas un moyen de retenir et de conserver la nationalité atteinte par un démembrement. Il s'exerce, d'ailleurs, par un simple transfert de domicile, sans qu'il soit nécessaire de faire aucune déclaration.

Telle est bien la nature du droit consacré par l'article 17 du traité du 30 mai 1814. Il est simplement destiné à permettre aux victimes du démembrement de quitter le pays séparé, sans être inquiétées, dans leurs personnes ou dans leurs biens, par le gouvernement étranger. D'ailleurs, si cet article 17 donnait le moyen de se soustraire au changement de nationalité, il n'aurait pas dû se borner à viser simplement les habitants du territoire séparé. Nous savons, en effet, qu'en 1814 furent atteints par le démembrement les citoyens *originaires* du territoire cédé, sans distinguer s'ils y étaient ou non domiciliés. Enfin, la question a été, un jour, l'objet d'une discussion législative. Il arriva un moment où fut proposée, à la Chambre des représentants, une loi permettant aux individus, atteints par le démembrement, de conserver la nationalité française. On fit observer que cette loi serait inutile, parce que déjà l'article 17 du traité parait à la situation. Mais cette observation ne fut point écoutée, et l'on vota la loi proposée.

508. Cette loi est celle du 14 octobre 1814. Il nous reste à l'examiner.

509. D'après l'*article* 1^er^, tous les habitants des territoires réunis à la France depuis 1791, et qui, en vertu de cette réunion, étaient venus se fixer sur le territoire resté français après le démembrement, et comptaient dix années consécutives de résidence depuis leur majorité, étaient censés avoir fait la déclaration exigée par l'article 3 de la loi du 22 frimaire an VIII, à la charge par eux de déclarer, dans les trois mois, leur intention de

continuer à résider en France. Ils obtenaient alors des lettres de *déclaration de naturalité :* ils pouvaient jouir, dès ce moment, des droits de citoyen français, sauf ceux réservés dans l'article 1er de l'ordonnance du 4 juin 1814, lesquels ne pouvaient être accordés qu'en vertu de *lettres de naturalisation* vérifiées dans les deux Chambres.

Nous ferons observer que, dans la pratique, ce délai de trois mois ne fut pas, du reste, considéré comme un délai fatal, et que cet article continua à être applicable jusqu'au moment où la loi des 3-11 décembre 1849 vint l'abroger par son article 4.

510. En vertu de l'*article* 2 de la loi du 14 octobre 1814, ceux qui n'avaient pas encore dix années de résidence réelle sur le sol resté français, acquéraient les mêmes droits de citoyens français, le jour où leurs dix ans de résidence étaient révolus, à la charge de faire, dans les mêmes délais, la déclaration de l'article 1er. Bien plus, le chef de l'Etat se réservait d'accorder, lorsqu'il le jugerait convenable, des lettres de *déclaration de naturalité,* même avant les dix ans révolus.

511. Enfin, d'après l'*article* 3, ceux qui, lors du démembrement, étaient encore domiciliés, non pas sur le sol resté français, mais sur le territoire séparé, devaient, s'ils voulaient conserver leurs droits de citoyens français, remplir toutes les conditions requises par la loi du 22 frimaire an VIII, c'est-à-dire faire la déclaration prescrite et résider en France pendant dix ans..., à moins cependant que le Roi ne consentît, avant l'accomplissement de ce délai, à leur octroyer des lettres de déclaration de naturalité.

512. En quoi consistaient donc ces lettres de déclaration de naturalité? Ce n'est pas ici le lieu de développer cette question. Nous l'avons déjà résolue dans notre première étude, lorsque, faisant l'historique de la naturalisation, nous avons établi le parallèle des lettres de déclaration de naturalité avec les simples lettres de naturalité (*suprà,* n° 47). Qu'il nous suffise ici de rappeler

que les lettres de déclaration de naturalité faisaient considérer celui qui les obtenait comme n'ayant jamais été étranger. Elles emportaient donc un effet essentiellement rétroactif. (Comp. M. Demolombe, t. I, n° 173.)

CHAPITRE II

Démembrement de 1871, (séparation de l'Alsace-Lorraine).

513. Nous arrivons au douloureux traité de Versailles du 10 mai 1871. Sur ce traité, comme sur celui du 30 mai 1814, nous examinerons deux questions :

1° Quelles personnes ont changé de nationalité par suite du démembrement de l'Alsace-Lorraine en 1871?

2° Comment les personnes, ainsi atteintes, ont-elles pu se soustraire au changement de nationalité?

SECTION I

Quelles personnes ont changé de nationalité par suite du démembrement de l'Alsace-Lorraine en 1871?

514. L'article 2 du traité du 10 mai 1871 considérait comme devenus Allemands « *les sujets Français originaires des territoires cédés, domiciliés actuellement sur ces territoires.* » C'était la reproduction exacte des termes du traité du 24 mars 1860, sauf la suppression d'un petit mot, qui modifiait profondément la portée de la disposition, la disjonctive ou *domiciliés : l'origine* et le *domicile* n'étaient pris en considération, pour faire

perdre la nationalité française, qu'autant que ces deux conditions *étaient réunies*.

Ainsi tandis que, d'après le traité du 24 mars 1860, devenaient Français ceux-là qui étaient, soit nés, soit simplement domiciliés sur le sol annexé, au contraire, d'après le traité du 10 mai 1871, devenaient Allemands ceux-là qui étaient *à la fois* nés et domiciliés sur le territoire démembré.

Ce critérium de dénationalisation, conforme à celui par nous adopté (*suprà*, n° 272), avait l'avantage d'être favorable à l'intérêt français. Malheureusement les Allemands n'eurent garde de le laisser définitivement passer : ils réclamèrent, lors des pourparlers qui s'ouvrirent à Francfort sur l'application du traité de Versailles, et alors ils mirent la France en demeure de choisir entre les deux principes du domicile ou de l'origine. Les plénipotentiaires français soutinrent le principe du domicile, comme étant le *criterium* le plus exact et le plus commode; mais les plénipotentiaires allemands insistèrent en faveur du principe de l'*origine* et le firent prévaloir.

De cette convention additionnelle de Francfort, passée le 11 décembre 1871, il résulte, en effet, que tous les individus *originaires* de l'Alsace-Lorraine, même domiciliés en dehors des territoires cédés, ont perdu la qualité de Français : c'est ce que constatait M. Dufaure, alors ministre de la justice, dans une circulaire du 30 mars 1872, où, après avoir rappelé les difficultés qui s'étaient élevées sur ce point, il ajoutait, comme conclusion : « Tous ceux qui sont nés dans les territoires cédés... seront considérés comme Allemands, et, au contraire, tous ceux qui ne sont pas nés dans ces territoires... sont Français de plein droit. »

La convention de Francfort, ayant été approuvée par l'Assemblée nationale, le 9 janvier 1872, faisait corps avec le traité de Versailles : elle avait force de loi pour nous. Or, de la combinaison de cette convention avec le traité primitif, il ressort nettement qu'en 1871, on

s'était attaché à l'origine des personnes, sans tenir compte de leur domicile.

515. Le gouvernement allemand a, toutefois, plus tard, contesté ce principe : la chancellerie allemande a prétendu, après coup, que tous les *habitants* de l'Alsace-Lorraine, c'est-à-dire tous ceux qui y étaient *domiciliés*, fussent-ils Bretons ou Corses d'origine, étaient devenus Allemands par la cession du pays qu'ils habitaient. Il est curieux de voir comment les agents diplomatiques et les journaux de l'Allemagne ont entrepris de justifier cette prétention excessive, malgré les textes des conventions diplomatiques et les déclarations formelles, en sens contraire, tout d'abord, des plénipotentiaires allemands : leur argumentation est un véritable modèle de subtilité.

Ainsi, ils s'appuient surtout sur ce qui s'était passé, au profit de la France, en 1860, lors de l'annexion de la Savoie (1) et du comté de Nice.

Sans doute, c'était là un argument que l'on eût pu faire valoir lors de la discussion des bases du traité. Mais il était impossible de l'admettre après coup. En effet, la convention fait la loi des parties.

L'on se trouvait en présence d'un traité signé par l'Allemagne, et l'on devait s'en tenir aux termes exprès de ce traité. Ajoutons que la situation, d'ailleurs, était bien différente, pour la France, en 1860. Comme le déclare l'article 1er du traité du 24 mars 1860, « la réunion de la Savoie et du comté de Nice s'est effectuée, sans nulle contrainte de la volonté des populations; » c'est un libre vote, en pleine paix, qui les avait détachés de l'Italie, et comme les sujets sardes *domiciliés* dans les provinces annexées avaient pris part à ce vote, on pouvait, jusqu'à un certain point, justifier leur changement de nationalité. Au contraire, le démembrement de l'Alsace-Lorraine arrachait à la France, des populations que le vainqueur se gardait bien de consulter, de sorte qu'aucun prétexte ne pouvait même excuser cette pré-

(1) Voyez *suprà*, p. 215, note 1, sous le numéro 281.

tention de transformer *de plano* en Allemands les personnes simplement *domiciliées* en Alsace-Lorraine et originaires des autres parties de la France.

516. Aussi, le gouvernement français a-t-il refusé, avec grande raison, d'accepter l'interprétation nouvelle que l'Allemagne voulait donner au traité du 10 mai 1871 ; cette interprétation est en contradiction flagrante, à la fois, avec le texte formel des traités et avec les principes de la matière : nous n'avons pas à en tenir compte en France. De cette divergence d'interprétation, toutefois, entre les deux gouvernements, il résulte que les Français, simplement domiciliés en Alsace-Lorraine lors de la cession, sont considérés, en Allemagne, comme Allemands, tandis qu'ils restent et demeurent Français au regard des tribunaux de France. On arrive donc, ici encore, à constater cette situation anormale et bizarre, que nous avons déjà signalée, d'individus qui ont ou peuvent avoir deux patries.

En résumé, l'on regarde, aujourd'hui, en Allemagne, comme devenus Allemands, les Français soit originaires d'Alsace-Lorraine, soit domiciliés dans ces pays annexés. Au contraire, en France, sont réputés devenus Allemands, seulement ceux-là qui, au moment de la cession, étaient nés en Alsace-Lorraine.

517. Puisque les *originaires* sont devenus Allemands aux yeux de l'une et l'autre des puissances contractantes, quel est du moins le sens qu'il faut attacher à cette dénomination ?

On conçoit que l'on ne puisse pas lui donner ici le sens que nous avons vu admis en 1814. En effet, cette signification spéciale était une conséquence directe du principe de la rétroactivité alors adopté. Or, en 1871, il ne pouvait point être, et effectivement il ne fut pas question d'un démembrement, avec effet rétroactif, à l'égard de deux provinces qui avaient été confondues avec la France par une réunion plusieurs fois séculaire.

D'ailleurs, l'expression « originaires des territoires

cédés, » a été expressément résolue dans les pourparlers relatifs aux traités de 1871. En effet, les termes « *nés dans les territoires cédés* » ont toujours été employés comme synonymes d'*originaires des territoires cédés;* et notre ministre des affaires étrangères, ayant voulu dissiper toute équivoque sur ce point, en demandant au gouvernement allemand ce qu'il entendait par « *originaires des territoires cédés*, » reçut cette réponse que le gouvernement impérial « considérait comme originaires de l'Alsace-Lorraine tous ceux qui y étaient nés. » Par conséquent, les individus, qui ont perdu la qualité de Français par suite de la cession de l'Alsace-Lorraine, furent tous ceux, mais seulement ceux qui étaient natifs de ces pays, quel que fut d'ailleurs le département ou la province de France dont leur famille était originaire. Ce n'est point là, d'ailleurs, la seule différence que nous devions noter entre le traité du 30 mai 1814 et celui du 10 mai 1871.

518. Nous avons vu comment on arrivait, dans l'interprétation du traité de 1814, à faire suivre, par la femme mariée ou par les enfants, le changement de nationalité qui atteignait le mari ou le père. Cela tenait toujours au caractère rétroactif du remaniement territorial de cette époque.

Au contraire, en 1871, pour savoir, dans une famille, quels sont ceux qui sont dénationalisés, il faut voir s'ils se trouvent personnellement dans les conditions formulées par le traité ou par la convention additionnelle de Francfort. Peu importe la situation du père ou du mari. De là les conséquences suivantes :

Les enfants, nés de parents alsaciens-lorrains avant le démembrement, ont conservé la qualité de Français, s'ils sont nés dans l'intérieur de la France; et réciproquement, les enfants, nés en Alsace-Lorraine de parents originaires des autres départements français, pourraient être considérés comme ayant perdu la nationalité de leurs parents ;

De même, la femme née dans l'intérieur de la France,

et mariée à un Alsacien avant le démembrement, est restée Française, quoique ayant continué de résider en Alsace avec son mari devenu Allemand, tandis que l'Alsacienne, mariée à un Parisien et restée en France, pourrait, à la rigueur, être considérée comme Allemande.

519. Seulement il importe de considérer que ces solutions ne sont vraies qu'au point de vue de la loi française ; quant aux lois Prussiennes, elles suivent, dans l'application du traité du 10 mai 1871, le même système qu'en 1814, mais pour un motif tout à fait étranger à nos idées. Pour donner plus de cohésion à la famille, les lois Allemandes n'admettent pas que la femme et les enfants aient une condition différente de celle du mari ou du père, de sorte que tout changement dans la condition du chef de famille réagit sur eux ; par suite, en Allemagne, les enfants et la femme d'un Alsacien annexé, sont toujours considérés comme Allemands, et ces enfants, s'ils sont en âge de porter les armes, s'exposeraient, en passant la frontière, à des mesures de rigueur, dont on n'a déjà eu que trop d'exemples. L'interprétation du traité du 10 mai 1871 mène donc, ici encore, à un nouveau cas de dualité de patries (*suprà*, n° 516).

SECTION II

Comment les personnes, atteintes par le démembrement de 1871, ont-elles pu se soustraire au changement de nationalité ?

520. Le traité du 10 mai 1871 réservait aux individus, atteints par le démembrement, la faculté d'*option*. Nous avons déjà parlé de ce droit en étudiant le traité d'annexion du 24 mars 1860 : voyez *suprà*, n^os^ 281 et suivants. Pour exposer, dans leur ensemble, les conditions auxquelles le traité de Versailles et la convention de Francfort subordonnaient le droit d'option en 1871, nous ferons successivement l'application des règles posées :

1° Aux citoyens majeurs et capables ; — 2° aux mineurs ; — 3° aux femmes mariées. Puis, dans un quatrième paragraphe, nous déterminerons la position juridique des individus, qui n'auraient pas encore opté, pendant le délai accordé par le traité pour prendre parti.

§ I.

Conditions imposées aux individus, majeurs et capables, pour l'exercice du droit d'option.

521. Pour plus de clarté, il convient ici d'envisager successivement le droit d'option, en tant qu'il est exercé par les *originaires non domiciliés*, ou par les *domiciliés seulement*. L'article 2 du traité du 10 mai 1871, s'exprime ainsi : « Les sujets français, originaires des territoires cédés, domiciliés actuellement sur ces territoires, qui entendent conserver la nationalité française, jouiront jusqu'au 1er octobre 1872, et moyennant une déclaration préalable faite à l'autorité compétente, de la faculté de transporter leur domicile en France et de s'y fixer, (sans que ce droit puisse être altéré par les lois sur le service militaire), auquel cas la qualité de citoyen français leur sera maintenue. » L'article 1er de la convention additionnelle de Francfort (1) proroge d'un an le délai d'option pour les Alsaciens-Lorrains résidant hors de l'Europe. Nous avons vu à la suite de quelles circonstances cette interprétation a été donnée et cette extension accordée.

522. De ces textes il résulte que, pour opter valablement et conserver ainsi leur ancienne nationalité, les *personnes originaires* des pays annexés ou cédés, avaient, toutes, une première condition à remplir : *déclarer* leur volonté de conserver leur nationalité devant l'autorité compétente : or, d'après la convention de Francfort, l'autorité compétente était, le maire du domicile de

(1) Cette convention a été signée le 11 décembre 1871 (D. P. 1872-4-9 et suivantes). Voyez aussi D. P. 1871-4-23 et 25.

chacun, ou les agents diplomatiques français pour ceux qui résideraient en pays étranger.

En outre, *les personnes domiciliées* dans les pays annexés ou cédés, avaient une *seconde condition* à remplir, à savoir *transférer leur domicile* dans les provinces ou les départements conservés par l'Etat démembré. Cette seconde condition, déjà inscrite dans le traité du 24 mars 1860, n'avait pas été, on le sait, appliquée, par le gouvernement français, aux sujets Sardes qui avaient manifesté le désir de conserver la nationalité italienne. On se contentait de leur déclaration d'option, avec élection de domicile sur le territoire italien. Voyez *suprà*, n° 285.

523. Mais, dans les mains du gouvernement prussien, cette exigence est devenue une arme terrible contre les habitants de l'Alsace-Lorraine : dans l'espoir d'arriver à germaniser les provinces conquises, les Allemands ont voulu éloigner tous les éléments réfractaires à leur travail d'assimilation.

Pour diminuer le nombre de ceux qui auraient entretenu, dans le pays, un esprit hostile au nouvel ordre de choses, ils ont appliqué, avec la dernière rigueur, la condition du transfert de domicile à tous les Alsaciens-Lorrains, qui avaient opté pour la nationalité française. L'Allemagne a exigé des optants, qu'ils transportâssent, réellement et effectivement, en France, leur résidence habituelle et le centre de leurs affaires; en un mot, elle leur a imposé l'émigration comme condition, *sine quâ non*, de la conservation de la qualité de Français. La résidence, conservée en Alsace-Lorraine, a servi de prétexte pour invalider les options dans une proportion énorme. D'après la statistique officielle, cent soixante mille options environ pour la nationalité française ont été faites en Alsace-Lorraine. Cent dix mille (soit près de soixante-dix pour cent) ont été annulées par le gouvernement allemand, paraît-il, pour défaut de transfert effectif du domicile de l'autre côté de la frontière.

Ce n'est pas tout.

Non seulement le gouvernement allemand exigea, pour la validité même de l'option, une translation réelle du domicile : mais, cette translation une fois opérée, il défendit à ceux qui l'avaient faite, de revenir en Alsace-Lorraine, sous peine de voir leur option annulée.

Tels furent les erremens de la chancellerie allemande aussitôt après le démembrement.

524. Plus tard, elle suivit un autre système, également rigoureux. Elle fit *expulser* les Alsaciens-Lorrains qui, après avoir opté pour la France et avoir transporté chez nous leur principal établissement, allaient faire un séjour, même de courte durée, sur leur sol natal. S'ils voulaient éviter l'expulsion, ils devaient signer leur demande de *renaturalisation* pour redevenir Allemands.

525. Cette mesure fut, sans aucun doute, appliquée jusque dans ces derniers temps : car le 6 mars 1878, MM. Grad, Jannez et d'autres députés du parti, connu aujourd'hui sous le nom de *parti de la protestation*, saisirent le Reichstag allemand d'une proposition de réforme. En voici les termes : « Inviter le chancelier de l'Empire à prendre des mesures pour que : 1° le droit de séjourner, en Alsace-Lorraine, soit reconnu aux optants au même titre qu'à tous les autres étrangers ; 2° que les optants âgés de vingt-trois à vingt-sept ans, et obligés par d'impérieuses nécessités de famille à rentrer dans leur pays d'origine, puissent obtenir la naturalisation en Alsace-Lorraine, sans être astreints au service militaire. »

Le parti soi-disant *autonomiste* proposa de son côté la résolution suivante : « Inviter le chancelier à faire en sorte que les questions, concernant les optants, soient résolues d'après des principes de droit uniformes, et en tenant compte, dans chaque cas particulier, des règles de l'équité ; au besoin, tenir la main à ce qu'un projet de loi soit préparé sur la matière. »

Cette seconde proposition l'emporta sur la première et fut votée. Mais il est à remarquer que tous les

orateurs entendus dans la discussion, et même le représentant du gouvernement, ont reconnu, en termes formels, que *la situation, créée par l'option, dans les pays annexés, était pleine de confusion et de malaise, et que la nécessité d'y porter remède s'imposait avec une urgence croissante.*

Un autre député au Reichstag, M. le vice-président de Stauffenberg, se plaignit, de son côté, que le gouvernement allemand n'eût pas précisé à l'avánce les conditions auxquelles il entendait soumettre la validité de l'option, et que, *malgré les déclarations de ses plénipotentiaires à Francfort,* il ait persisté à ne tenir aucun compte de l'option des mineurs assistés de leurs représentants légaux (1).

Mais ce reproche, mieux vaudrait dire cet *aveu,* puisqu'il émane d'un Allemand, vis-à-vis des pays annexés, a trait à une matière nouvelle. Il concerne la situation faite aux Alsaciens-Lorrains encore mineurs au jour de l'annexion. Ce point va faire l'objet du paragraphe auquel nous arrivons.

§ II

Conditions imposées aux individus encore mineurs, pour l'exercice du droit d'option.

526. Nous savons que, d'après les principes généraux en matière de naturalisation, un enfant, même *mineur*, a déjà une nationalité qui lui est propre. Son état ne se confond nullement avec celui de son père ou de son tuteur. Une fois déterminée par la naissance, la nationalité constitue un titre individuel, véritable propriété de celui qui en est investi et ne pouvant être modifié que par la volonté de celui-ci.

527. En présence de ces principes, à nos yeux incontestables, on aurait dû décider, lors du démembrement

(1) Comp. *Bulletin de la société de législation comparée*, 1878, p. 384.

de 1871, que les Alsaciens-Lorrains encore mineurs devaient, eux aussi, jouir du droit d'option. Seulement, comme, pour faire acte de nationalité, il faut être arrivé à un âge qui permette d'avoir une volonté libre et éclairée, on aurait dû, pour les mineurs, ne faire courir le délai d'option qu'à partir de leur majorité.

Ce système, conforme à celui que nous avons déjà exposé en matière d'annexion (*suprà*, nos 290 et suiv.), fut, en effet, proposé par les négociateurs français lors des conférences de Francfort.

528. Mais le gouvernement Allemand refusa d'adhérer à cette proposition. Il répondit très nettement qu'au point de vue du délai d'option, il n'y avait aucune différence à faire entre les majeurs et les mineurs.

Mais, alors, comment les mineurs exerceront-ils leur droit? Le gouvernement allemand répondit que les mineurs seraient assistés de leurs représentants légaux, sans qu'il fallût, d'ailleurs, distinguer entre les mineurs émancipés ou non émancipés (1).

Cette décision, bien que contraire aux principes consacrés par notre droit, était, cependant encore, relativement favorable. Elle sauvegardait, dans une certaine mesure, le respect dû à la volonté personnelle du mineur.

529. Malheureusement, le gouvernement Allemand ne devait point persister dans ses premières déclarations.

En effet, par un déplorable revirement d'idées, les Allemands prétendirent bientôt que les Alsaciens-Lorrains, encore mineurs, devaient, nécessairement, suivre le sort de leur père ou tuteur. Nous avons déjà dit, dans le paragraphe précédent, que cette solution est conforme au système consacré par la loi Allemande qui lie indissolublement la nationalité des enfants ou de la femme à celle du père ou du mari. Mais une telle interprétation, venant après des déclarations formelles faites en sens contraire, constituait, (personne ne saurait le contester), un acte de pure subtilité.

(1) Procès-verbaux des séances des 6 et 13 juillet 1871.

Il fallut bien, cependant, subir les prétentions nouvelles du vainqueur : *væ victis !*

Voici, en quels termes, le chargé d'affaires allemand, M. d'Arnim, fit connaître, par dépêche du 15 juillet 1872, le changement d'idées de son gouvernement : « Le gouvernement impérial n'a pas cru pouvoir reconnaître aux mineurs le droit d'option; mais il a cru devoir leur laisser, au contraire, la position que leur assigne en France le Code civil (art. 108), d'après lequel ils ont leur domicile chez leurs père et mère, ou chez leur tuteur. Les *mineurs émancipés*, auxquels sont conférés, par le fait même de l'émancipation, certains droits limités, parmi lesquels se trouve le droit d'élire domicile, conserveront la nationalité française dans le cas où la seule translation du domicile suffit à cet effet, c'est-à-dire *lorsqu'ils ne sont pas nés en Alsace-Lorraine;* mais le gouvernement impérial ne saurait admettre qu'aux droits limités que la loi accorde par suite de l'émancipation et qui tous concernent l'administration de la fortune, vienne se joindre, dans le cas présent, le droit de changer de nationalité. »

Le 1er septembre 1872, fut faite une nouvelle communication du gouvernement Allemand confirmant la précédente : « Il n'avait été question, dans les conférences de Francfort, que des mineurs émancipés, et les plénipotentiaires allemands, en déclarant qu'il n'y avait point lieu de faire une distinction entre eux et les mineurs non émancipés, avaient émis seulement l'opinion qu'ils ne devaient pas jouir d'avantages qui seraient refusés à ces derniers. »

530. Ainsi, d'après les dernières communications de la chancellerie allemande, il fallait désormais diviser les Alsaciens-Lorrains mineurs en deux grandes catégories :

1° Enfants mineurs qui, n'étant point nés en Alsace-Lorraine, y étaient simplement domiciliés ;

2° Enfants mineurs nés en Alsace-Lorraine.

Reprenons chacune de ces catégories.

531. I. Parmi les Alsaciens-Lorrains mineurs, *simplement domiciliés* dans le territoire séparé, il faut distinguer ceux qui sont *émancipés*, de ceux qui ne le sont pas. Les premiers pouvaient transférer leur domicile en France et conserver ainsi la nationalité française, alors même que leur curateur aurait jugé bon de prendre, pour lui-même, un autre parti.

Les autres, au contraire, ceux non émancipés, suivaient nécessairement la condition de leur père ou tuteur. C'était en vain qu'ils émigraient en France, si leur représentant légal ne remplissait pas, pour lui-même, les formalités de l'option.

On remarquera, en passant, combien cette distinction entre les mineurs émancipés et non émancipés est formellement contraire aux déclarations précédemment faites par le gouvernement allemand.

532. II. Quant aux mineurs de la seconde catégorie, c'est-à-dire ceux nés en Alsace-Lorraine, qu'ils fussent émancipés ou non, ils suivaient toujours la condition de leur père, tuteur ou curateur.

Ce n'est pas tout. Le gouvernement allemand nous réservait encore une autre surprise!

Jusques-là, on avait toujours pensé que, pour savoir si un individu était *originaire* d'Alsace-Lorraine, il suffisait de voir s'il était né sur le territoire séparé. On se rappelle même que cette interprétation avait été primitivement arrêtée, d'un commun accord, entre les gouvernements français et allemand. Eh bien, ici encore, le gouvernement allemand se ravisa. Il déclara que l'enfant mineur, même né sur le territoire resté français, serait regardé comme originaire d'Alsace-Lorraine, par cela seul que son père était né sur le sol séparé!

532 *bis.* Nous n'avons pas besoin de dire que le gouvernement français, tant en ce qui concerne les mineurs domiciliés que les mineurs originaires, refusa toujours de souscrire aux nombreux revirements du gouvernement allemand. Il s'en est toujours tenu aux premiers enga-

gements consentis par la chancellerie allemande, et il a persisté à ne regarder comme dénationalisés que les mineurs, nés dans les territoires cédés, si dans le délai voulu, ils n'avaient pas opté avec l'assistance de leurs représentants légaux.

De son côté, la jurisprudence française a toujours consacré cette interprétation. Comparez notamment un arrêt, rendu par la Cour de cassation, le 6 mars 1877, (*France judiciaire*, 1877, p. 417-426). Voyez également un arrêt de la Cour de cassation du 6 mars 1877, qui pose très nettement, en principe, que les traités de 1871 n'ont pas entendu, au point de vue de la nationalité, soumettre la condition de l'enfant mineur à celle de son père, dont l'option ou la non-option n'ont pu, quant à ce point de vue, ni profiter, ni nuire au mineur (*Gazette des tribunaux* du 9 mars 1877, et Sirey, 1879-1-305 et suivantes).

§ III

Conditions imposées aux femmes mariées pour exercer le droit d'option.

533. Lors du traité du 10 mai 1871, la situation des femmes mariées, atteintes par le démembrement, ne fut point prévue. Il faut donc la déterminer, en se référant exclusivement aux principes. Sur ce point, nous aurons peu de choses à dire. En effet, nous avons déjà signalé la différence profonde qui sépare la législation allemande de la législation française, relativement à la nationalité de la femme mariée et des enfants nés du mariage. En Allemagne, la nationalité de la femme est indissolublement liée à celle de son mari. Par conséquent, une Alsacienne ou une Lorraine, en 1871, ne pouvait opter, que si son mari n'était pas atteint par le démembrement, ou s'il optait lui-même. Quand le mari s'abstenait, la femme devait le faire aussi. Ses préférences personnelles n'étaient point prises en considération. Tel

est le principe dont il fut fait application par les autorités allemandes.

Au contraire, en France, la nationalité de la femme mariée constituant un titre personnel, distinct et indépendant, pendant la durée du mariage, de la nationalité du mari, on permit aux femmes, Alsaciennes ou Lorraines, d'opter, alors même que leurs maris préféraient demeurer sujets allemands.

De cette divergence de principes et d'interprétations, il résulte qu'ici encore on rencontrera bien souvent la dualité de patries. Telle femme, regardée comme Allemande en Allemagne, est, au contraire, réputée Française en France. Il est clair, d'ailleurs, que, pour opter, la femme mariée devait se munir de l'autorisation maritale et, à son défaut, de l'autorisation de la justice.

534. Toutefois, si la femme mariée était séparée de corps, elle aurait pu opter librement sans avoir aucune autorisation à demander. C'est là une conséquence directe et nécessaire de la théorie, par nous enseignée, suivant laquelle la femme, séparée de corps, peut changer de nationalité, sans avoir besoin d'aucune autorisation : voyez *suprà*, n^os^ 416 et suivants.

535. Un excellent auteur (1), après avoir émis le principe opposé au nôtre, que la femme séparée de corps en France doit être habilitée par l'autorisation maritale ou judiciaire pour se faire naturaliser en pays étranger, se trouve forcé d'apporter une exception à cette règle, pour l'hypothèse de l'exercice du droit d'option. « Cependant, dit-il, comme l'option se distingue de la naturalisation, en ce qu'elle constitue un acte essentiellement conservatoire, et remédie aux conséquences d'événements qu'on ne pouvait empêcher, nous inclinons à penser que la femme séparée... pourra exercer librement la faculté d'option. »

535 *bis*. Cette concession nous semble excessive.

(1) M. Herbaux, *De la qualité de Français acquise ou perdue par suite d'une annexion au territoire ou de son démembrement*, p. 183.

Elle ruine le principe même auquel l'on voudrait ainsi simplement apporter un tempérament.

En effet, est-ce qu'en définitive l'exercice du droit d'option ne constitue pas, comme une naturalisation ordinaire, une décision prise sur la nationalité? — Est-ce que la naturalisation elle-même n'aura pas lieu, bien souvent, sous l'empire de circonstances tellement favorables qu'elle présentera, elle aussi, le caractère d'un acte conservatoire? — Dès lors, ne vaut-il pas mieux adopter nettement ce principe que la femme séparée peut changer de nationalité, sans aucune autorisation? Comparez au surplus les développements que nous avons consacrés à cette question (*suprà*, nos 416 et suivants).

536. Nous connaissons maintenant les formalités auxquelles était soumise l'option en 1871, ainsi que les conditions de capacité qui s'imposaient, soit aux mineurs, soit aux femmes mariées.

Nous n'avons pas besoin de nous arrêter ici sur les effets que produisait le droit d'option une fois régulièrement exercé. Ces effets, nous les connaissons : nous les avons suffisamment indiqués à propos du traité du 24 mars 1860 (1). Qu'il nous suffise de rappeler que l'option a des effets essentiellement rétroactifs. En conséquence, l'optant, en 1871, était considéré comme n'ayant jamais été Allemand, et n'ayant jamais cessé, un seul instant, d'être Français.

537. Il ne nous reste donc plus qu'à examiner quel était le sort des Alsaciens-Lorrains pendant le cours du délai d'option et tant qu'ils n'avaient pas encore opté : comparez *suprà*, n° 520.

(1) Voyez *suprà*, n° 295.

§ IV.

Position juridique des Alsaciens-Lorrains, qui n'avaient pas encore opté, pendant le cours du délai qui leur était accordé par le traité pour prendre parti.

538. Depuis le 10 mai 1871, date du traité de paix, jusqu'au 1er octobre 1872 (ou au 1er octobre 1873 pour les citoyens qui se trouvaient hors d'Europe), date de sa complète exécution, il y avait un délai de *un an* (ou de *deux ans*), et en *plus* de quatre mois. Il s'agit de savoir quelle était la situation des Alsaciens-Lorrains durant cet intervalle. Etaient-ils, *pendente conditione*, Français ou étrangers? Fallait-il les considérer provisoirement *comme Allemands*, *sous la condition suspensive* de leur option pour la nationalité française, ou provisoirement comme Français *sous la condition résolutoire* de la même option?

539. La solution de cette question pouvait avoir un triple intérêt : 1° si l'on considérait les habitants des territoires cédés comme provisoirement Français, on ne devait pas exiger d'eux, s'ils venaient plaider devant les tribunaux français, la caution *judicatum solvi*; sinon, on devait l'exiger; 2° une Cour française, régulièrement saisie d'un appel, restait, dans le premier cas, et point dans le second, compétente pour statuer, alors même que, depuis qu'il avait été interjeté, l'arrondissement où siégeait le tribunal dont le jugement était attaqué, aurait été séparé de la France; 3° les tribunaux français auraient été compétents, on non, suivant la solution adoptée, pour connaître des contestations auxquelles auraient pu donner lieu les engagements contractés par des étrangers, envers les habitants des territoires cédés.

540. Le tribunal de Vesoul d'abord (19 juillet 1871, Dev. 71-2-185), et ensuite la Cour de Nancy (31 août 1871, Dev. 71-2-129), ont statué sur la question. Ces tribunaux ont décidé que les habitants des territoires cédés

devaient rester Français jusqu'à l'expiration du délai qui leur avait été imparti (1er octobre 1872) pour faire la déclaration mentionnée dans l'article 2 du traité du 10 mai 1871.

541. Cette solution nous paraît seule conforme, en effet, au texte du traité, aussi bien qu'à son esprit :

1° L'article 2 du traité se sert de ces mots : « Les sujets français qui entendent *conserver* la nationalité française..., » et il ajoute : « ... auquel cas la qualité de Français leur sera *maintenue*.... » Or, il est clair qu'on ne peut *conserver* que ce que l'on possède encore : une qualité ne peut être maintenue qu'à ceux qui ne l'avaient pas perdue. Avant même d'avoir opté et tant que le délai n'était point expiré, les Alsaciens-Lorrains n'avaient donc pas encore perdu la qualité de Français.

2° Quel était le but que se proposait le traité lui-même? C'était d'atténuer la rigueur des principes ordinaires du droit international. D'après ces principes, en effet, les Alsaciens-Lorrains devaient perdre la nationalité française, du jour même de la signature du traité de paix : or, le traité est venu dire, précisément, qu'ils la conserveraient encore pendant un certain temps qu'il fixait. C'est, d'ailleurs, en ce sens que s'exprimait le rapporteur de la loi du 19 juin 1871 (Dev. 71-4-57), lorsqu'il disait : « Les Français originaires des territoires cédés et domiciliés actuellement sur ce territoire, ne perdront définitivement leur qualité de Français, d'après les termes mêmes du traité, que si, au 1er octobre 1872, ils n'ont fait aucune déclaration. »

FIN DE LA DEUXIÈME ÉTUDE.

TROISIÈME ÉTUDE

TROISIÈME ÉTUDE.

DE LA NATURALISATION.

DES EFFETS GÉNÉRAUX DE LA NATURALISATION.

542. Nous avons étudié successivement les différents modes à l'aide desquels s'acquiert la naturalisation en France. Nous savons également sous quelles conditions notre droit moderne reconnaît comme efficace une naturalisation acquise par un Français en pays étranger : et si nous n'avons pas encore dit par quels modes s'obtient cette naturalisation dans les différents pays étrangers, c'est que nous réservons cet examen pour notre quatrième étude exclusivement consacrée à la législation comparée.

Nous devons donc maintenant exposer les effets généraux qui s'attachent à la naturalisation acquise soit en France, soit en pays étranger. Or, ces effets doivent être envisagés à trois points de vue : de là, la subdivision, toute naturelle, de cette étude en trois parties consacrées à examiner successivement :

1° Les effets de la naturalisation au point de vue des *personnes qu'elle peut atteindre ;*

2° Les effets de la naturalisation au point de vue du *temps dans la durée duquel elle opère ;*

3° Les effets de la naturalisation au point de vue des *droits et des obligations qui en découlent*.

Cette troisième partie est de beaucoup la plus importante de cette étude. C'est elle qui nous retiendra le plus longtemps.

PARTIE PREMIÈRE.

Des effets de la naturalisation au point de vue des PERSONNES qu'elle peut atteindre.

543. La doctrine, que nous devons exposer dans cette première partie, est depuis longtemps connue : nous avons eu, en effet, l'occasion d'y faire souvent déjà allusion au cours de cet ouvrage. Il s'agit de savoir quelle est l'influence de la naturalisation sur la famille du naturalisé. En d'autres termes, quand un père ou un mari aliène sa nationalité pour en prendre une autre, ses enfants et sa femme participent-ils, eux aussi, nécessairement et *ipso jure*, à ce changement de nationalité?

A cette question nous faisons, on le sait, une réponse négative. A notre avis, la naturalisation est un fait essentiellement personnel : elle ne produit son effet que sur la tête de la personne même qui l'a obtenue. Cette théorie a déjà trouvé bien des fois son application au cours de cet ouvrage. Il s'agit maintenant de la justifier.

Pour plus de clarté, nous scinderons la question, et nous l'étudierons dans deux chapitres distincts : le premier sera consacré à l'examen de la situation des *enfants* du naturalisé : le second contiendra l'exposition de la situation faite à la *femme* du citoyen naturalisé.

CHAPITRE I

Des effets de la naturalisation quant aux ENFANTS de celui qui l'a obtenue.

544. Tout d'abord, en ce qui concerne les enfants du citoyen naturalisé, il y a un cas qui ne peut faire l'objet d'un doute. C'est le cas où l'on se trouverait en présence d'enfants qui, au jour de la naturalisation de leur père, n'étaient point encore nés, ni même simplement conçus. Il est clair que ces enfants prennent, en naissant, la nouvelle nationalité de leur père. Ainsi Pierre, de nationalité anglaise, se fait naturaliser Français. Puis une année plus tard, par exemple, il lui naît un enfant. Sans aucun doute, cet enfant sera, non point Anglais, mais Français : en effet, il est issu d'un Français. Ce n'est point là d'ailleurs une naturalisation véritable, c'est une investiture de nationalité, *jure sanguinis*, par droit de naissance. Ajoutons que l'enfant, pour naître Français, n'a pas besoin d'avoir pour auteur, *au moment de sa naissance*, un Français; il faut simplement que, soit au moment où remonte la conception, soit à un moment quelconque de la durée de la gestation, l'auteur de l'enfant ait été Français. Ce sont là, du reste, des principes connus, sur lesquels nous n'avons plus besoin d'insister. Nous les avons suffisamment établis dans notre première étude. (Comp. *suprà*, nos 342 et suivants.)

545. Plaçons-nous donc en face de l'hypothèse suivante. Paul, de nationalité française, a déjà des enfants qui sont nés Français comme lui. Il se fait naturaliser Anglais. Du même coup, ses enfants déjà nés deviendront-ils aussi Anglais, nécessairement et pour ainsi dire à leur insu? — Avant de répondre, faisons une observation importante. Si, au moment de la naturalisation

paternelle, les enfants, dont il s'agit, ont atteint l'âge de la majorité, il va sans dire que la question ne peut pas même se poser. Personne, dans cette espèce, n'a jamais prétendu que les enfants dussent prendre, eux aussi, la nationalité anglaise de leur père. En effet, sur quel argument s'appuie-t-on surtout pour étendre, *ipso jure,* aux enfants, la naturalisation acquise par le père? On s'appuie sur la puissance paternelle. Or, est-ce que la majorité de l'enfant ne le soustrait pas précisément à cette puissance?

546. Il faut donc absolument supposer que les enfants déjà nés sont encore *mineurs.* C'est ici que la controverse s'agite, et deux systèmes sont en présence.

547. Une *première doctrine* soutient que les enfants *mineurs* acquièrent, de plein droit et malgré eux, la nouvelle nationalité de leur père.

Les enfants encore mineurs sont, dit-on, soumis à la puissance paternelle. Il n'y a donc rien d'exorbitant à les soumettre à la même nationalité que leur père. Ce qui serait déplorable, au contraire, ce serait de voir dans une même famille, au même foyer, des enfants amenés peut-être à faire des vœux pour une patrie qui ne serait point celle de leur père : ainsi rattachés à une nationalité étrangère, ils seraient exposés à être mis un jour en état d'hostilité ouverte avec celui qui a le droit d'exiger d'eux obéissance et respect (art. 371).

D'ailleurs, ajoute-t-on, alors même que la puissance paternelle serait encore debout, même à l'égard d'enfants reniant la patrie de leur père, comment une telle puissance pourrait-elle s'exercer? Il suffit de supposer des prohibitions de succéder et de transmettre entre les habitants des deux pays différents, auxquels appartiendraient d'une part les enfants, et d'autre part le père. Les incapacités qui résulteraient d'un tel système ne seraient-elles pas choquantes? Ce serait un véritable scandale!

Enfin, l'on fait encore observer que l'état actuel de notre droit lui-même prouve que la nationalité paternelle

est communicable à l'enfant. En effet, quelle nationalité s'imprime de plein droit sur la tête d'un enfant légitime, aussitôt qu'il a vu le jour, si ce n'est celle de son père? (Comp. Fœlix, *Droit international privé*, t. 1, n° 40, p. 106, et *Revue de droit français et étranger*, année 1843, t. x, p. 462 à 464.)

548. Quelque respectables que soient les tendances qui ont fait émettre ce premier système, nous n'hésitons pas, pour notre part, à le rejeter. A notre sens, la *seconde doctrine*, suivant laquelle la naturalisation du père ne s'étend pas aux enfants, peut seule se justifier.

L'on invoque ici à tort la puissance paternelle. Il ne s'agit pas, dans cette question, d'un droit du père, mais bien d'un droit de l'enfant. Or, la puissance paternelle, telle qu'elle est organisée dans notre législation, à l'inverse de ce qui existait à Rome, a pour but de protéger l'enfant. Elle doit sauvegarder l'intérêt de l'enfant avant celui du père. Or, l'intérêt de l'enfant ne serait rien moins que garanti, s'il était permis à un père d'imposer à ses enfants, par sa seule volonté, une nationalité contraire à leurs préférences et à leurs goûts. Ce ne serait plus là l'exercice d'une puissance, mais plutôt une véritable tyrannie.

Sans doute, la divergence de nationalité, au sein d'une même famille, entraînera souvent des inconvénients. Nous y reviendrons, lorsque nous étudierons les effets de la naturalisation quant aux droits et aux obligations qui en découlent. Mais ces inconvénients éventuels s'adressent plus au législateur qu'à l'interprète de la loi, et, pour les éviter, il faudrait des traités conclus entre les différentes puissances. Dans tous les cas, le système contraire est, lui aussi, impuissant à écarter ces situations difficiles et embarrassées. En effet, n'admet-il pas que les enfants *majeurs* ne suivront pas la nouvelle nationalité de leur père? Donc, dans cette hypothèse, du moins, les inconvénients signalés persisteraient toujours, quelle que soit la solution adoptée.

D'ailleurs, il ne faut pas dire que la nationalité du père soit *toujours* communicable à l'enfant, parce que, aux termes mêmes de la loi, cette nationalité s'imprime sur la tête de l'enfant au moment *précis* de sa naissance. C'est là un mauvais raisonnement. C'est conclure du particulier au général. Quand un enfant voit le jour, il faut bien lui donner une nationalité: Et alors, laquelle choisir pour lui? Sera-ce celle du lieu qu'il habite à ce moment? Ainsi le pensait la féodalité qui proclamait le *jus soli*. Mais, sous l'influence des idées modernes, le Code civil a constitué, avec grande raison, la nationalité d'origine exclusivement d'après le sang et la race. Elle a organisé le *jus sanguinis*. L'enfant, *en naissant*, prend la nationalité de son père. Mais il n'en est pas moins vrai que cette nationalité, une fois imprimée, constitue, pour l'enfant, un droit qui lui est propre et personnel. Lui seul pourra l'aliéner quand il sera majeur. En vérité, la question de nationalité aboutit aux conséquences les plus graves. Elle impose des devoirs souvent périlleux : en cas de guerre, par exemple, elle peut aller jusqu'au sacrifice de la vie. On ne comprendrait pas qu'une telle question pût être résolue et tranchée par un autre que l'intéressé lui-même, par la volonté d'un tiers, ici le père de famille.

Ajoutons que, s'il en était autrement, il pourrait fort bien se faire qu'un enfant ignorât la naturalisation de son père et ne connût point, par conséquent, son propre changement de nationalité. Voilà donc un vaste champ ouvert aux surprises. Un pareil résultat est inadmissible. La nationalité doit toujours être susceptible d'une preuve directe. Il serait étrange que les modifications qui l'atteignent pussent se produire à l'insu de ceux qu'elles intéresseraient le plus.

L'on a invoqué, également sans fondement, à l'appui de la doctrine contraire, les principes généraux du droit. Si ces principes, tels qu'ils ont été posés par le Code civil (car, jusque maintenant, nous ne nous plaçons

pas en face d'autres documents législatifs), si ces principes, disons-nous, peuvent être ici mis en avant, c'est assurément en faveur de la solution que nous adoptons. Voyez l'article 10 du Code civil. Cette disposition a pour but, on le sait, de faciliter l'accès de la nationalité française aux enfants d'anciens Français. Or, quelle est l'hypothèse prévue par l'article 10? Les termes de ce texte sont ainsi conçus : « Tout enfant né... d'un Français qui aurait perdu la qualité de Français.... » Ainsi, le législateur se place en présence d'un enfant né *après* le changement de la nationalité du père. Il ne songe pas à faciliter la naturalisation en France aux enfants nés *avant* l'expatriation du père. Qu'est-ce à dire, si ce n'est qu'il considère ces enfants comme étant restés Français et comme n'ayant pas besoin, par suite, de facilités particulières pour le redevenir?

549. Et cependant, cet article 10 lui-même a été invoqué récemment, à l'appui de l'opinion contraire, dans un document officiel. En effet, si nous consultons le *Livre jaune* du mois de décembre 1873, nous y trouvons quelques dépêches intéressantes échangées entre la France et la Suisse. Le gouvernement fédéral prétendait que les enfants *mineurs* d'un Français naturalisé Suisse avaient perdu, comme leur père, la qualité de Français, « *l'article* 10 *du Code civil les autorisant à* RECOUVRER *cette qualité.* » Par suite, la Suisse déniait au gouvernement français le droit d'appeler sous les drapeaux les jeunes gens dont le père s'était fait naturaliser Suisse pendant leur minorité.

L'inexactitude de cette interprétation fut très nettement démontrée, au nom du gouvernement français, dans une dépêche de M. de Broglie, en date du 30 juin 1873. Il y avait là, en effet, une confusion qu'il importait de dissiper :

« Pour appliquer exactement l'article 10, disait M. de Broglie, il faut distinguer entre les enfants qui sont nés *avant* la naturalisation du père et ceux qui naissent *après*.

» Les premiers sont nés d'un Français ; ils sont Français eux-mêmes, aux termes du § 1er de l'article 10, et ils n'ont pas besoin de *recouvrer* une qualité qui leur appartient. D'après notre loi, qui diffère, à cet égard, de la législation en vigueur dans certains cantons de la Confédération, la naturalisation, acquise par le père à l'étranger, n'exerce aucune influence sur la condition de ses fils déjà nés, personne en France n'ayant le droit, par son seul fait, de modifier l'état et la capacité d'autrui.

» Quant aux enfants nés à l'étranger, postérieurement au changement de nationalité du père, ils naissent étrangers ; mais, par une faveur spéciale, la loi les autorise à réclamer l'ancienne nationalité de leur père, en remplissant les formalités prescrites par l'article 9. C'est à eux seulement que s'applique le § 2 de l'article 10, qui leur permet de *recouvrer,* ou, pour employer une expression plus juste, d'*acquérir* la qualité de Français (1).

» Il n'est donc pas exact de dire, d'une manière absolue, que les enfants d'un Français naturalisé Suisse ont perdu la nationalité française, la naturalisation du père n'ayant aucun effet sur l'état de son fils déjà né. C'est un principe fondamental de notre loi que la nationalité de l'enfant est fixée, à l'époque de sa naissance, par celle que son père avait alors. D'autre part, on ne comprendrait pas que la loi française pût considérer comme étrangers les enfants du Français qui se fait, après leur naissance, naturaliser à l'étranger, alors que cette loi (2) respecte la nationalité des enfants déjà nés de l'étranger qui se fait naturaliser Français.... »

550. Nous venons de montrer que l'intérêt des enfants exige que leur nationalité ne soit pas indissolublement liée à celle de leur père. Il est aisé de montrer aussi que

(1) Sur l'inexactitude de l'expression *recouvrer* employée dans l'art. 10, al. 2, comp. *suprà*, *Première étude*, nº 201.

(2) Comparez, en effet, la loi du 7 février 1851, *suprà*, nos 177 et suiv., et *infrà*, nos 551 et suivants.

l'intérêt, soit du père, soit de l'Etat naturalisant, impose, avec autant de force, la même solution.

En effet, quand on sollicite une naturalisation, il faut, pour l'obtenir, satisfaire à certaines conditions de dignité et de moralité. Or, supposons qu'un père réunisse parfaitement toutes ces conditions, mais qu'elles ne se retrouvent pas chez ses enfants. Que va-t-il arriver? C'est que le père se verra refuser la naturalisation à raison de l'indignité de ses enfants. On ne lui conférera pas le titre de citoyen qu'il demande, simplement parce que ce titre, s'étendant du même coup aux enfants, serait par eux profané. Voilà donc un individu qui porte la peine d'une indignité qui n'est pas sienne. Un gouvernement, pour éviter un résultat aussi injuste, ira-t-il jusqu'à fermer les yeux sur les fautes des enfants, pour ne voir que le mérite du père? Alors, c'est l'intérêt de l'Etat qui se trouve compromis. Au lieu d'entrebailler, pour ainsi dire, les portes de la cité, pour ne laisser passage qu'à un homme méritant et digne, on les ouvre toutes grandes pour laisser entrer à sa suite des individus peut-être déclassés et dangereux. (Comp. M. Demolombe, t. 1, n° 175; MM. Aubry et Rau, t. 1, § 71, texte et note 34; — Grenoble, 16 décembre 1828, Sir. 1829-2-23; Paris, 23 juin 1859, Sir. 1860-2-261. — Cass. 5 mai 1862, Sir. 1862-1-657.)

551. Jusqu'ici, pour résoudre la controverse, nous avons raisonné, comme si nous nous trouvions en face du Code civil seul. Mais il convient d'ajouter qu'une loi postérieure au Code est intervenue, qui ne laisse plus place au moindre doute, et ne permet même pas de poser la question. C'est la loi du 7 février 1851, dont nous avons fourni le commentaire (*suprà*, n^os^ 177 et suiv.). Nous avons vu que cette loi, dans son article 2, admet les enfants mineurs de l'étranger naturalisé Français à *réclamer*, lors de leur majorité, la qualité de Français. Or, admettre ces enfants à réclamer la nationalité de leur père, n'est-ce pas décider virtuellement, mais très

clairement, qu'ils n'avaient pas acquis, de plein droit, cette nationalité au jour de la naturalisation ? C'est ainsi qu'il ne reste plus aujourd'hui l'ombre même d'une difficulté.

552. Mais à côté de la controverse ainsi tranchée, il en est une autre qui, celle-là, dure encore : elle doit nous préoccuper. Nous voulons parler de la difficulté relative à la *femme* du naturalisé.

CHAPITRE II

Des effets de la naturalisation quant à la FEMME de celui qui l'a obtenue.

553. La question à examiner est celle-ci : La femme qui a épousé un Français devient-elle *ipso jure* étrangère, quand son mari se fait naturaliser en pays étranger ? A l'inverse, la femme qui a épousé un étranger devient-elle *ipso jure* Française, quand la naturalisation est acquise en France par son mari ? Nous retrouvons ici deux doctrines semblables à celles que nous avons exposées à propos des enfants du naturalisé.

554. Ainsi, un *premier système* prétend que la femme doit, toujours et dans tous les cas, suivre la nationalité de son mari.

En effet, les termes dans lesquels la loi a consacré la *puissance maritale* sont nets et précis : « Le mari, dit l'article 213 du Code civil, doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari. — La femme, dit aussi l'article 214, est obligée d'habiter avec le mari, et de le suivre partout où il juge à propos de résider.... » Cette suite de devoirs qui incombent à la femme, soit au point de vue de l'obéissance en général, soit au point de vue particulier des changements de domicile que le mari jugerait à propos d'effectuer, tout cela n'implique-t-il

pas la solution cherchée quant aux effets du changement de nationalité du mari? Que deviendrait la puissance maritale si la femme était libre de ne pas adopter la même patrie que son mari? Que deviendrait ce devoir d'obéissance, si formellement consacrée par la loi, si, à un moment donné, la femme pouvait affirmer, en face de son mari, une nationalité et une autonomie distinctes.

D'ailleurs, ajoute-t-on, la nature même du mariage s'oppose absolument à de telles divergences entre le mari et la femme. *Matrimonium est conjunctio individuam vitæ consuetudinem continens* (1). Certes, l'indivisibilité qui caractérise l'état du mariage ne serait plus que chimère et illusion, si la femme pouvait toujours et à son gré se séparer de son mari sur la question de nationalité : « Dans la même maison, dit M. Varambon (2), au même foyer, dans l'union la plus intime qui puisse exister, apparaîtrait, pour ainsi dire, une rivalité de nation à nation, des intérêts opposés entre personnes unies, des affections différentes, des patries diverses, des vœux ennemis pour des pays peut-être en guerre, et cela entre personnes qui ont juré de s'aimer, entre lesquelles tout est commun, et qui ne doivent jamais se quitter. »

Enfin, dit-on encore, les dispositions du Code civil, qui se sont occupées de la nationalité de la femme, montrent bien qu'elle doit toujours être inséparable de celle de son mari. Ainsi, voyez d'abord l'article 12 aux termes duquel « *l'étrangère* qui aura épousé un *Français* suivra la condition de son mari. » C'est ensuite l'article 19 : « Une femme *française*, dit cet article, qui épousera un *étranger*, suivra la condition de son mari. » Dès lors, l'indivisibilité de condition entre le mari et la femme ne rentre-t-elle pas dans le vœu de la loi? Ainsi donc, la femme, en se mariant, sait parfaitement qu'elle doit suivre la condition de son mari. Mais d'autre part, elle sait aussi, ou elle doit savoir, que cette condition n'est pas

(1) *Instit.* Justin., liv. I, tit. 9, § 1.

(2) *Revue pratique*, 1859, t. VIII, p. 50 et suivantes.

immuable et qu'elle peut changer au gré du mari. Par suite, en se mariant, elle adhère du même coup à tous les changements qui pourront survenir dans la suite (1).

555. Quant à nous, nous ne pouvons point admettre un tel système. La forme brillante sous laquelle de savants auteurs l'ont présenté, l'ont sans doute rendu spécieux et lui ont valu quelques adhésions. Mais si l'on juge de près et froidement les considérations qui précèdent, on s'aperçoit aisément qu'elles n'ont absolument rien de probant. Nous pensons que la femme mariée n'est pas nécessairement soumise, *durante matrimonio*, aux divers changements qui peuvent affecter la nationalité de son mari.

La doctrine contraire prétend, il est vrai, rentrer dans le vœu de la loi, et, à l'appui de cette prétention, elle allègue les articles 12 et 19 du Code civil. Nous expliquerons tout à l'heure ce que signifient ces dispositions. Mais disons, de suite, que si l'on examine les *travaux préparatoires*, il semble bien que l'esprit de la loi milite en faveur de notre opinion. En effet, dans la discussion au conseil d'Etat sur l'article 214 du Code civil, M. Regnauld de Saint-Jean d'Angély déclara expressément que « le mari n'a pas le droit de faire de sa femme une étrangère (2). » Or, à quoi tend précisément le système que nous combattons, si ce n'est à donner au mari le droit absolu d'aliéner la nationalité de sa femme, et, par conséquent, de faire de celle-ci une étrangère?

Mais, dit-on, la puissance maritale, avec l'énergie que lui a donnée le Code, implique un tel effet!

Pour notre part, nous protestons de toutes nos forces contre une pareille interprétation. On exagère singulièrement la volonté du législateur. Si le mari a vraiment ce droit absolu que l'on prétend lui attribuer, que

(1) Comp. Fœlix, *Droit international privé*, t. I, n° 40, et M. Massé, *Droit commercial*, t. III, n° 48.

(2) Comp. Fenet, t. IX, p. 173.

devient cette *protection* qu'aux termes de l'article 213, il doit à sa femme? Que devient aussi l'obligation, sainement entendue, d'*obéissance* qui incombe à la femme? On bouleverse toutes les prescriptions de la loi. Là où le législateur a dit protection, on lui fait dire tyrannie et despotisme. Là où il a dit obéissance, on lui fait dire servitude. La puissance maritale est déjà suffisamment exorbitante, telle qu'elle est organisée dans notre droit (art. 215 et suivants), pour qu'on doive se garder d'en élargir les limites et d'en exagérer les termes. Il est intolérable qu'un jour un mari puisse dire à sa femme, à l'origine, de nationalité française : « Il me convient aujourd'hui d'être Allemand, toi aussi tu seras Allemande : car tes sentiments patriotiques m'importent fort peu. Voilà ma volonté, à toi de la suivre! » Un pareil langage répugne assurément à la conscience publique. Et cependant, c'est bien celui-là que le système contraire met dans la bouche du mari. Voilà l'omnipotence qu'on lui accorde!

On poursuit pourtant l'argumentation jusqu'au bout : l'on ajoute que si dure que puisse être la situation faite à la femme, du moins, telle est bien celle qui résulte des termes mêmes de la loi. En effet, d'après les articles 12 et 19 du Code civil, la femme française ou étrangere qui épouse un étranger ou un Français, suit toujours, d'une façon absolue, la condition de son mari. De plus, comme la femme doit savoir que la condition du mari n'est point immuable, en se mariant, elle donne, dit-on, une adhésion tacite et anticipée à tous les changements qui pourraient survenir.

L'objection est, en vérité, peu pressante, et la réponse est facile. Les articles 12 et 19 disent que la femme française ou étrangère *qui épouse* un étranger ou un Français devient elle aussi étrangère ou Française. Qu'est-ce que cela signifie? Simplement ceci, à savoir que la femme suit la condition du mari au moment où elle l'épouse, c'est-à-dire au moment même du mariage.

Et alors, nous le reconnaissons volontiers, ce résultat n'a rien d'exorbitant. En effet, la femme connaît ou doit connaître la nationalité actuelle de celui qu'elle épouse. Elle apprécie donc la situation nouvelle qui va lui être faite, et, en se mariant, elle s'y soumet librement.

Mais si plus tard, au cours du mariage, le mari change de nationalité, pour quelle raison imposera-t-on ce changement à la femme? D'abord, on ne se trouve plus au moment même du mariage, et, par conséquent, les articles 12 et 19 ne s'appliquent plus. Ensuite, on ne peut pas dire qu'en se mariant, la femme ait, par avance, souscrit à ces changements éventuels (1). En effet, si la femme savait alors que la condition de son mari n'était pas immuable, du moins, elle ignorait de quelle nature seraient les changements possibles de nationalité. Le mari devait-il, au cours du mariage, devenir Suisse plutôt que Belge, Allemand plutôt que Russe? Rien, sans doute, au jour du mariage, ne pouvait le faire supposer. Dès lors, comment la femme aurait-elle pu tacitement consentir à de tels changements!

Mais, on fait observer cependant, qu'avec notre système, il pourra se trouver, au même foyer, une rivalité de nation à nation, des affections diverses, des vœux ennemis, peut-être, pour des pays différents : et tout cela entre personnes qui ont juré de s'aimer!

Cette objection ne peut point nous arrêter. En effet, la doctrine opposée à la nôtre ne saurait non plus prétendre faire disparaître ces divergences de vœux et de sympathies. Ce n'est pas en imposant à une femme la nationalité de tel pays, qu'on lui inspirera l'amour de cette nouvelle patrie. Le patriotisme est un sentiment qui ne se commande pas! De telle sorte que l'on se

(1) En se mariant avec un homme de telle nationalité, la nationalité française, par exemple, la femme manifeste évidemment le désir de prendre et de *garder* cette nationalité. Il y a, pour elle, un droit acquis. Or *nemo facilè præsumitur juri suo renuntiare.*

trouverait en présence d'une femme qui, dans la réalité des choses, aurait deux patries : une patrie de droit, et une patrie de cœur. Les inconvénients signalés ne disparaîtraient donc pas. Les froissements entre le mari et la femme seraient même plus à craindre que jamais. En effet, la pression exercée sur la femme ne contribuerait-elle pas à les raviver (1)? (Comp. M. Demolombe, t. I, n° 175; — MM. Aubry et Rau, t. I, § 71, texte et note 36; — M. Colmet d'Aage, *Revue française et étrangère*, t. I, p. 401; — Comp. également Paris, 16 déc. 1845, Dev. 46-2-100; — Douai, 3 août 1858, Dev. 58-2-513.)

556. Nous venons de déterminer l'étendue de la naturalisation quant aux personnes atteintes. Il importe maintenant de fixer exactement à partir de quel moment elle produira ses effets. Nous arrivons ainsi à notre seconde partie.

(1) En examinant la question de savoir si la naturalisation du père s'étendait, de plein droit, aux enfants, nous avons démontré que l'intérêt du citoyen naturalisé et de l'Etat naturalisant s'opposait à une pareille extension. Nous n'avons pas reproduit ici cet argument au sujet de la femme du naturalisé. Mais il est bien évident qu'il s'y applique avec toute sa force.

PARTIE DEUXIÈME.

Des effets de la naturalisation au point de vue du TEMPS dans la durée duquel elle opère.

557. Tout d'abord, il est un point qui ne peut pas faire doute. C'est que la naturalisation ne peut produire d'effet, qu'après avoir été définitivement acquise. Ainsi, par exemple, s'agit-il de la naturalisation proprement dite, on ne pourra s'en prévaloir qu'après l'insertion, au *Bulletin des lois*, de l'acte de naturalisation (1). Tant que la naturalisation n'a été que sollicitée et demandée au gouvernement, elle n'a pu produire aucun effet.

De même, s'agit-il de la naturalisation par le bienfait de la loi, l'étranger, qui entend en profiter, ne pourra le

(1) Ce point a été très nettement établi par un jugement du tribunal civil de la Seine en date du 12 février 1876. Voici quelle était l'espèce. Un étranger avait sollicité en France la naturalisation, et en 1831 une ordonnance royale la lui avait conférée. Seulement il se trouva que cette ordonnance ne fut insérée au *Bulletin des lois* que 37 ans plus tard, en 1868. Or, d'une part, on sait qu'aux termes de l'ordonnance du 27 novembre 1816, les ordonnances royales, de même que les lois, ne devenaient exécutoires que par leur insertion au *Bulletin des lois*. D'autre part, l'étranger en question était mort antérieurement à l'insertion de l'ordonnance qui le naturalisait. Il laissait un enfant qui, engagé dans un procès, voulut se soustraire à la caution *judicatum solvi*, en se prétendant Français. Il se disait enfant d'étranger naturalisé et invoquait dès lors l'art. 2 de la loi du 7 février 1851. Par le jugement précité, le tribunal civil de la Seine repoussa, avec raison, cette prétention. L'insertion au *Bulletin des lois* n'avait point pu, en effet, rendre efficace l'ordonnance de naturalisation, puisqu'elle était intervenue à une époque où la mort avait fait disparaître le sujet auquel la nationalité nouvelle devait s'appliquer. Par arrêt du 19 février 1877, la Cour de Paris confirma cette décision. (Comp. *Gazette des tribunaux* du 27 février 1877.)

faire, qu'après l'accomplissement des conditions requises par la loi.

Enfin, s'agit-il de la naturalisation collective par voie d'annexion au territoire, elle n'opère, elle aussi, la modification de la nationalité, qu'à partir du jour fixé dans le traité comme date officielle du changement de souveraineté.

558. Plaçons-nous en présence d'une naturalisation acquise ou accomplie. Elle est, sans doute, susceptible de produire ses effets. Mais la question est de savoir si lesdits effets pourront remonter dans le passé ou, si, au contraire, ils ne vaudront que pour l'avenir.

559. On sait que dans l'*ancien droit*, pour résoudre cette question, il fallait distinguer entre les *lettres de naturalité* et les *lettres de déclaration de naturalité*. Les premières ne produisaient d'effet que pour l'avenir. Les secondes, au contraire, remontaient même dans le passé : celui qui les obtenait était *déclaré* naturel Français, c'est-à-dire, qu'il était censé n'avoir jamais été étranger. Voyez *suprà*, n° 47.

560. *De nos jours*, les lettres de déclaration de naturalité ont disparu. Il est vrai qu'à la suite du démembrement de l'Empire, une loi du 14 octobre 1814 les avait restaurées au profit de ceux qui, atteints par la séparation de territoires, désiraient rester Français. Mais ces lettres elles-mêmes ont, depuis, été abrogées par la loi du 3 décembre 1849, article 4. Disons d'ailleurs qu'elles devaient leur restauration à des circonstances tout à fait particulières. C'est qu'en effet, comme nous l'avons signalé (*suprà*, n^os^ 499 et suivants), les effets du démembrement de 1814, auxquels elles avaient pour but de remédier, étaient eux-mêmes considérés comme rétroactifs. Mais aujourd'hui, il n'y a plus que des lettres de naturalité produisant des effets simplement pour l'avenir. Du moins, tel est le caractère qu'il faut donner aux *décrets* de naturalisation; car le nom de lettres de naturalité n'existe plus. Remarquons que cette non-rétroactivité

s'applique, quelle que soit la forme de la naturalisation. Qu'il s'agisse d'une naturalisation proprement dite ou par le bienfait de la loi : peu importe. Dans tous les cas, il y a absence complète de rétroactivité. Voyez *suprà*, nos 160 et suivants.

C'est là, d'ailleurs, un principe tellement nécessaire qu'il n'a pas besoin d'être justifié. Il se comprend comme par instinct. La naturalisation, en effet, opère un changement de législation au profit du citoyen naturalisé. Dès lors, quoi de plus naturel que de lui appliquer la règle fondamentale déposée dans l'article 2 du Code civil : « La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif. » On conçoit d'ailleurs combien serait désastreux le système contraire. Si les lois nouvelles, sous l'empire desquelles viendrait se placer un individu, pouvaient réagir sur les actes par lui passés sous l'empire d'autres lois, ne serait-ce pas livrer la société au plus effrayant arbitraire, à l'instabilité la plus déplorable? Ne serait-ce pas compromettre les intérêts les plus précieux et les plus sacrés des citoyens et des familles?

561. Pourtant ce principe de la non-rétroactivité, qui domine toute naturalisation acquise, n'a pas été formulé par la loi en termes généraux et absolus. Sans doute nous rencontrons, dans le Code civil, l'article 20 ainsi conçu : « Les individus qui recouvreront la qualité de Français, dans les cas prévus par les articles 10, 18 et 19, ne pourront s'en prévaloir qu'après avoir rempli les conditions qui leur sont imposées par ces articles et *seulement pour l'exercice des droits ouverts à leur profit depuis cette époque.* » Mais il est à remarquer que cette disposition, comme cela d'ailleurs résulte de ses termes formels, ne vise que la naturalisation servant à *recouvrer* la qualité de Français. Quoi qu'il en soit, le principe n'en est pas moins absolu et applicable à toute espèce de naturalisation, notamment à la naturalisation considérée comme faisant acquérir la qualité de Français à un individu qui n'en avait jamais été

revêtu. L'article 20 n'est qu'une application particulière d'un principe général. C'est là un point admis par tout le monde, aussi bien en doctrine qu'en jurisprudence.

Mais alors, dira-t-on, pourquoi l'article 20 a-t-il posé la règle de la non-rétroactivité simplement pour la réintégration dans la qualité de Français, et non point pour la naturalisation en général? Cette singularité apparente trouve son explication dans les travaux préparatoires. Boulay de la Meurthe, l'orateur du gouvernement, nous la donne dans l'exposé des motifs. « Dans l'ancien droit, dit-il, on distinguait les lettres de *naturalité*, qui donnaient à un étranger la qualité de Français, des lettres de *déclaration* qui rendaient cette qualité, ou à un Français qui l'avait perdue, ou à ses enfants; ces lettres de déclaration avaient un effet rétroactif, c'est-à-dire que celui qui les obtenait était considéré comme n'ayant jamais quitté le territoire. » De cet effet attaché aux lettres de déclaration, il résultait un grand trouble dans les relations civiles : ainsi l'on revenait sur le partage des successions ouvertes à l'époque où l'un des successibles, devenu étranger, n'avait pas pu succéder. Le but de l'article 20 a été de faire cesser cet abus : aussi ne vise-t-il pas les lettres de naturalité, c'est-à-dire la naturalisation faisant acquérir pour la première fois la qualité de Français, puisque là ne se présentait point le même danger.

Comme le fait judicieusement observer M. Laurent (1), l'article 20 ne dit rien non plus du Français qui a pris du service militaire à l'étranger, parce que, dans le système du Code, il ne pouvait pas y avoir de doute sur sa condition : assimilé entièrement aux étrangers, il ne redevient Français que par la naturalisation; or, jamais la naturalisation ne rétroagit.

562. Au surplus, faisons remarquer que si, par les termes dans lesquels il est conçu, l'article 20 ne

(1) T. I, nº 399, p. 505. Comparez M. Laurent, *Le droit civil international*, t. I, nºs 11 et suivants.

paraît se rapporter qu'à la *réintégration* dans la qualité de Français, cependant, des articles auxquels il renvoie, il ressort qu'il a voulu consacrer la non-rétroactivité même pour l'acquisition de la nationalité française. En effet, il contient une référence à l'article 10 du Code civil. Or, cet article 10 régit un cas, non de recouvrement, mais d'acquisition de la qualité de Français.

563. Toutefois, s'il est vrai que la naturalisation s'acquiert simplement pour l'avenir, sans que les effets de cette acquisition remontent dans le passé, il convient pourtant de signaler trois exceptions dont les deux premières sont consacrées par le droit civil, et la troisième par le droit international :

1° Comme nous l'avons établi, en étudiant la naturalisation par le bienfait de la loi (*suprà*, nos 215 et suiv.), les descendants de religionnaires fugitifs qui se conformaient aux conditions prescrites par l'article 22 de la loi des 9-15 décembre 1790, devaient être considérés comme Français même dans le passé.

2° L'enfant, né en France d'un étranger *qui lui-même y est né*, devra être considéré comme étranger depuis le jour de sa naissance s'il réclame la qualité d'étranger, en conformité de l'article 1er de la loi du 7 février 1851. N'oublions pas cependant que l'enfant né en France d'un étranger ne devrait pas être considéré comme Français dès sa naissance, mais simplement depuis le jour de sa réclamation, si effectivement il réclamait la qualité de Français dans les termes de l'article 9 du Code civil.

3° Enfin, suivant le droit international moderne, les individus, atteints par un remaniement de territoires, peuvent conserver leur nationalité, en exerçant le droit d'option. L'exercice de ce droit a des effets rétroactifs. Ceux qui en profitent sont censés n'être jamais tombés sous le coup du démembrement.

564. La naturalisation, avons-nous dit, offre une analogie frappante avec le changement de lois, qu'elle

engendre. Par conséquent, elle se trouve, elle aussi, gouvernée par la règle générale de la non-rétroactivité si nettement posée par l'article 2 du Code civil. Ce principe n'a jamais été contesté par personne. Un savant auteur, Blondeau (1), l'a mis parfaitement en lumière en disant : « L'individu que la naturalisation soumet à une loi différente de celle qui régit la nation qu'il quitte, est, vis-à-vis des individus qui ont eu avec lui, avant sa naturalisation, des relations légales, dans la même position où se trouvent, les uns à l'égard des autres, les individus qui ont eu des relations légales sous l'empire d'une loi qui vient à être changée. »

565. Cependant, quelque inébranlable et évident que soit le principe, ce ne sont certes pas les questions difficiles et délicates qui font défaut, lorsque, après l'avoir posé, on essaie d'approfondir quelques-unes de ses applications. En effet, tout passage d'une loi à une autre provoque toujours de nombreuses questions, célèbres dans la science du droit, et connues sous le nom de *questions transitoires*.

566. Ainsi, un fait a pris naissance sous la loi nationale d'un individu. Mais des conséquences de ce fait se produisent et se développent sous une loi nationale nouvelle, qui actuellement régit ledit individu par suite d'une naturalisation. Quelle loi règlera ces conséquences? La loi ancienne ou la loi nouvelle?

Certes, si la loi nouvelle devait régler tous les effets, même les plus directs et les plus nécessaires d'un fait antérieur, on arriverait à admettre indirectement la rétroactivité. Mais, d'un autre côté, si la loi ancienne devait régir même les conséquences les plus éloignées d'un fait antérieur, on énerverait l'efficacité de la loi nouvelle. Ce serait effacer l'acte de naturalisation et tenir en échec la souveraineté même de l'Etat qui l'aurait conférée.

Il faut donc distinguer. Il faut voir quelles consé-

(1) *Revue de droit français et étranger*, 1844, p. 645, et 1845, p. 133.

quences doivent ressortir de la loi ancienne, quelles autres, au contraire, appartiennent à la loi nouvelle. Œuvre délicate et difficile! L'interprète aura, sans cesse, à faire une comparaison des avantages et des inconvénients. Sans cesse, il aura à mettre en parallèle l'intérêt privé et l'intérêt public. En effet, il ne lui suffira pas de se préoccuper de l'intérêt privé de ceux avec lesquels le naturalisé a pu contracter et qui pourraient se trouver lésés par l'application de la loi nouvelle. Il faudra prendre aussi en considération l'intérêt social qui veut, — d'une part, que tout individu puisse aliéner librement sa nationalité pour prendre celle de ses préférences et de ses goûts, et, — d'autre part, qu'un Etat naturalisant puisse exercer le plus librement possible sa souveraineté en faisant entrer réellement et efficacement, dans son sein, de nouveaux citoyens.

Ces considérations générales seront, sans aucun doute, mieux saisies et mieux comprises lorsque dans un instant nous essaierons d'en faire l'application aux principaux droits et aux principales obligations qui découlent de la naturalisation.

567. Pour le moment, bornons-nous à signaler le principe qui domine toute cette matière. On peut le formuler ainsi : — La loi de la nouvelle patrie s'appliquera même aux conséquences d'un fait antérieur, s'il ne doit en résulter aucun préjudice, ou du moins si son application ne fait qu'enlever de faibles attentes, de vagues expectatives. — Au contraire, la loi de la patrie abandonnée par le naturalisé continuera de s'appliquer, si le changement de loi devait détruire des effets sur lesquels les particuliers comptaient déjà solidement et fermement. En un mot, respect des *droits acquis*, voilà le grand principe qui gouverne les effets d'une naturalisation. Nous arrivons à la partie troisième qui contiendra le développement de cette règle importante.

PARTIE TROISIÈME.

Des effets de la naturalisation au point de vue des DROITS et des OBLIGATIONS qui en découlent.

568. S'il est une matière où il convienne de poser et de maintenir la célèbre distinction juridique qui sépare la jouissance d'un droit d'avec son exercice, c'est bien la matière de la naturalisation.

En effet, il est assez simple, sans doute, de dire et d'énumérer quels sont les droits qui appartiendront, quelles sont les obligations qui incomberont à l'individu naturalisé, soit en France, soit en pays étranger.

569. Mais ce qui est beaucoup moins aisé, c'est de déterminer comment s'exerceront ces droits, comment s'exécuteront ces obligations. En effet, la difficulté provient de ce qu'il faut combiner ici les effets généraux de la naturalisation avec le double principe que nous connaissons et qui les domine tous, à savoir : 1° que la naturalisation est essentiellement personnelle à celui-là même qui l'obtient; 2° que la naturalisation n'a pas, en général, un caractère rétroactif.

570. Nous diviserons donc cette partie en deux chapitres :

Chapitre I. Quelle est la nature des droits et des obligations qui découlent de la naturalisation ?

Chapitre II. Comment s'exercent les droits, et comment s'exécutent les obligations du citoyen naturalisé ?

CHAPITRE I

Quelle est la nature des droits et des obligations qui découlent de la naturalisation?

571. Afin d'exposer ici une théorie complète, nous distinguerons entre l'étranger naturalisé en France et le Français naturalisé en pays étranger?

Il faut d'ailleurs commencer par affirmer en cette matière la double proposition suivante. En principe, l'étranger naturalisé en France est assimilé au Français d'origine, tant sous le rapport du droit civil que sous celui du droit public et politique; — à l'inverse, le Français naturalisé en pays étranger se trouve désormais, au regard de la loi française, dans la même situation que l'étranger d'origine.

572. Nous donnerons dans deux sections distinctes le développement de ces propositions.

SECTION I

Droits et obligations qui naissent au profit ou à l'encontre de l'étranger naturalisé en France.

573. En thèse générale, avons-nous dit, l'assimilation entre le Français d'origine et l'étranger naturalisé en France est complète, au double point de vue des droits civils et des droits politiques.

Et d'abord, pour parler des *droits civils*, l'étranger, devenu Français par la naturalisation, jouira désormais de tous ceux que la loi française refuse ordinairement aux étrangers. Mais précisément ces droits civils refusés par notre loi aux étrangers, quels sont-ils? C'est là une question difficile.

574. Notons d'abord les points qui, à notre sens, ne peuvent faire aucun doute.

L'étranger garde, en France, son statut personnel (1) : il est régi par sa loi nationale et non point par la loi française. Eh bien, si cet étranger se fait naturaliser en France, son statut sera désormais régi par la loi française.

575. Cette règle, remarquons-le, est, d'ailleurs, la conséquence directe de la solution d'une question générale qui est celle-ci : le statut personnel dépend-il du *domicile* de l'individu ou de sa *nationalité?*

576. Un *premier système*, encore soutenu aujourd'hui par d'éminents auteurs (2), le fait dépendre du *domicile*. De là il résulterait que le changement de loi, au point de vue du statut personnel, serait un effet du changement d'habitation, en dehors même de toute naturalisation acquise. A l'appui de cette opinion, on invoque surtout les articles 3 et 13 du Code civil.

D'abord, dit-on, l'article 3, alinéa 3, est ainsi conçu : « Les lois, concernant l'état et la capacité des personnes, régissent les Français même résidant en pays étranger. » La loi parle des Français *résidant* à l'étranger. Elle suppose donc que le Français reste régi par la loi française, tant qu'il n'a, à l'étranger, qu'une simple *résidence :* ce qui implique que, s'il y acquiert un *domicile*, il cessera d'être soumis à la loi française. — Ensuite, ajoute-t-on, aux termes de l'article 13, « l'étranger qui aura été admis par l'autorisation du chef de l'État à établir son domicile en France, y jouira de *tous les droits civils*, tant qu'il continuera d'y résider. » L'étranger *domicilié* en France, est assimilé au Français pour la jouissance de *tous les droits civils*. N'est-ce pas dire que son statut personnel est régi par la loi française ?

D'ailleurs, quoi de plus naturel? L'étranger n'a-t-il pas manifesté la volonté d'être gouverné par la loi

(1) Le statut personnel est l'ensemble des règles relatives à l'état et à la capacité des personnes (art. 3, al. 3, Code civil).

(2) Notamment Merlin et Savigny ; comp. M. Laurent, *Le droit civil international*, t. I, nos 220 et suivants.

française, en demandant l'autorisation d'établir son domicile en France (1)?

577. Mais ces arguments n'ont, à notre sens, absolument rien de probant. Nous nous rallions, sans hésitation, au *second système*, suivant lequel le statut personnel dépend de la *nationalité*.

En effet, Portalis, au cours des travaux préparatoires, posait très nettement ce principe que les lois personnelles sont attachées à la qualité de Français : « Il suffit d'être Français, disait-il, pour être régi par la loi française dans tout ce qui regarde l'état de la personne (2). »

D'ailleurs, comme le dit excellemment M. Laurent (3), « ce sont les mille éléments physiques, intellectuels, moraux, politiques, constitutifs de la nationalité, qui déterminent aussi l'état des personnes et leur capacité ou leur incapacité. Pourquoi, dans les pays du midi, le mariage est-il permis à douze ans, tandis que l'époque où l'on peut se marier est reculée, à mesure que l'on approche du nord? Question de climat; or le climat joue un grand rôle dans la formation des nationalités et dans les caractères qui les distinguent. Même question et même réponse pour l'âge de la majorité, sauf qu'ici les mœurs politiques exercent autant d'influence que les causes physiques. Puisque les lois personnelles sont l'expression de la nationalité, elles font partie de son individualité, elles sont entrées en quelque sorte dans son sang. Comment pourra-t-il s'en affranchir? Il ne le peut qu'en changeant de nationalité.... »

C'est donc en vain que l'on objecte l'article 3 du Code civil. D'abord, cet article ne fait nullement, entre le domicile et la résidence, une opposition qui permette de tirer du mot « *résidant* » l'argument *à contrario* que l'on a pré-

(1) Comp. M. Demangeat, *Du statut personnel* (*Rev. pratique*, t. 1, p. 66).

(2) Séance du Corps législatif du 4 ventôse an XI. (Locré, t. 1, p. 304.)

(3) T. 1, nº 74, p. 109.

tendu en tirer. Si le Code civil parle du Français résidant en pays étranger, c'est qu'en général le Français, alors même qu'il va s'établir ailleurs, conserve son domicile en France. Il est vrai que le Français peut aussi acquérir un véritable domicile à l'étranger. Mais alors, il n'en conserve pas moins sa nationalité et par suite sa loi nationale. Le Code civil ne contient nulle part une disposition contraire. L'article 13 lui-même, dont on a aussi voulu se prévaloir, ne peut pas être invoqué ici : car il est étranger à la question des statuts. De ce que l'étranger domicilié en France *jouit* des droits civils, il ne s'ensuit pas que l'*exercice* de tous ses droits soit régi par la loi française. Cette question est tranchée par l'article 3, al. 3. Puisque, aux termes de cet article, le statut personnel français suit le Français en pays étranger, il est logique que, par réciprocité, le statut personnel étranger suive aussi l'étranger en France.

De tout ceci, il résulte, à l'évidence, que le statut personnel est une question de nationalité. Aussi, avons-nous eu raison de présenter l'application du statut personnel français à un individu étranger, comme le premier des effets attachés à sa naturalisation.

Nous passons maintenant aux autres effets.

578. Aux termes de l'article 14 du Code civil, l'étranger, même non résidant en France, peut être cité, devant les tribunaux français, pour l'exécution des obligations qu'il a pu contracter envers un Français, soit en France, soit en pays étranger. Il en résulte donc que l'étranger n'a pas le droit de se prévaloir de l'une des règles fondamentales de notre Code de procédure, à savoir la règle *actor forum sequitur rei.* Au contraire, l'étranger qui se fait naturaliser en France, rentre du même coup dans le droit commun : il se verra désormais actionné, comme tous les autres Français, devant le tribunal de son domicile ou de sa résidence.

579. On sait aussi que tout étranger demandeur, en matières autres que celles de commerce, est tenu de

donner, au préalable, la caution connue sous le nom de caution *judicatum solvi* (Comp. article 16, C. civ.) : c'est encore là une disposition restrictive, qui tombe en face d'une naturalisation acquise, en France, par l'étranger.

580. Avant la loi du 14 juillet 1819, et sous l'empire des articles 726 et 912 du Code civil, grâce à une naturalisation acquise en France, un étranger pouvait échapper, du moins pour l'avenir, à l'incapacité d'acquérir par succession, legs ou donation.

581. De même, sous l'empire de la loi du 17 avril 1832, la contrainte par corps pouvait être prononcée contre les étrangers (1) dans des cas où elle ne pouvait pas l'être contre des Français. — Les étrangers pouvaient aussi, en cas de dette exigible, être arrêtés provisoirement, en vertu d'une simple ordonnance du président du tribunal, ce qui n'était jamais permis à l'égard des Français.

Par la naturalisation acquise en France, les étrangers pouvaient se soustraire à ces mesures de sévérité. Mais tout cela n'a plus d'importance pratique, aujourd'hui que la loi du 22 juillet 1867 a aboli la contrainte par corps, tant vis-à-vis des Français que pour les étrangers même non naturalisés.

582. Dans les cas exceptionnels où la contrainte par corps a été maintenue par la loi du 22 juillet 1867, le débiteur malheureux peut conserver sa liberté, comme il le pouvait déjà sous la loi du 17 avril 1832, en faisant à ses créanciers l'abandon de tous ses biens (art. 1268 C. civ.). Mais il est à remarquer que cette faveur n'appartient qu'aux débiteurs français. L'étranger ne peut donc être admis à en jouir qu'après avoir obtenu le bénéfice de la naturalisation.

583. Ces différents points ne sont pas contestés.

(1) Comparez, du reste, dans notre étude sur la *condition civile et juridique des étrangers en France*, le n° 45 consacré à une comparaison de la situation des étrangers, dans notre pays, avec la situation des Français.

Mais il en est deux autres sur lesquels la controverse est très vive. Il s'agit de savoir si un étranger peut, *sans le secours de la naturalisation*, soit adopter ou être adopté en France, soit être tuteur d'un mineur Français.

Cette question particulière n'est qu'une branche d'une question plus générale que nous avons déjà annoncée et qui est celle-ci : Quels sont, au juste, les droits civils que notre loi française accorde ou refuse aux étrangers?

Ce n'est pas ici, on le conçoit, le lieu d'approfondir cette question. Elle nous conduirait à faire un exposé, déjà publié d'ailleurs par nous (1), de la condition juridique, en France, des étrangers. Elle ne rentre donc qu'indirectement dans un traité sur la naturalisation. Il nous suffit de signaler, en passant, les principales opinions en présence.

584. Un *premier système* prétend trouver un *criterium* très net et très simple dans la distinction entre les droits *naturels* (qui doivent être communs à tous les hommes sans distinction de nationalité) et les droits *civils*, apanage des seuls nationaux. Ainsi le droit de se marier, le droit de tester appartiennent aux étrangers aussi bien qu'aux nationaux; l'hypothèque, l'adoption, la tutelle, rentrent exclusivement dans le *droit civil*, œuvre propre de telle ou telle nation. — Toutefois cette doctrine, qui s'appuie sur la *nécessité* et la vérité des situations, ne fournit pas la solution. Elle veut remonter aux principes; mais elle recule la difficulté, et ne la tranche pas; car c'est précisément le *criterium* qui nous fait défaut, un *criterium* qui permette de distinguer, avec *certitude*, les droits purement naturels, de ceux qu'il faut ranger parmi les droits civils. Elle a, de plus, le

(1) Voyez la *Revue de l'institut juridique international* d'Italie, publiée à Milan, année 1879, t. I. La série des articles, par nous rédigés, a été tirée à part : elle est déposée chez M. le docteur Vallardi, éditeur, rue Disciplini, 15, à Milan, et chez Marescq aîné, 20, rue Soufflot, à Paris.

grave inconvénient d'établir une antithèse inexacte entre le droit naturel et le droit civil. C'est, suivant elle, pour l'une ou l'autre des législations qu'il faudrait se prononcer ; et cependant, le Code civil comprend beaucoup de règles du droit naturel, il les a faites siennes : par conséquent, il faut dire que tout ce qui n'y est pas implicitement ou explicitement renfermé, est abrogé par la loi du 30 ventôse an XII. Comparez notre *Notion du droit et de l'obligation*, n° 17, p. 32 et suivantes.

584 *bis*. Le *deuxième système* accorde aux étrangers, en France, les mêmes droits civils qu'aux Français eux-mêmes, sauf ceux qu'un texte exprès leur refuserait. Ce système, qui est celui de M. Mourlon (t. I, p. 85 *in fine*), s'appuie sur les motifs suivants : — 1° *La tradition historique*. — Dans l'ancien droit, en effet, en laissant de côté l'époque où la législation était personnelle, le droit privé était appliqué à tous les individus, sans distinction de nationalité ; — 2° Les articles 8 et 11 contiennent une *énumération*, c'est-à-dire, une limitation des effets qu'ils doivent produire. Ils n'excluent point, comme ils paraissent le dire, les étrangers de *tous les droits civils* : ceux dont ils les privent *seront marqués dans les titres du Code qui y auront trait* : c'est ce qui ressort des paroles de M. Grenier au tribunat (1).

585. Nous arrivons au *troisième système*. Ce dernier système, qui nous semble préférable, a été adopté par M. Demolombe, t. I, n° 240. Les étrangers, d'après cette doctrine, ne jouissent, en France, que des droits civils *qui leur sont accordés*, soit par un contrat intervenu entre la France et leur gouvernement, soit

(1) Voyez Fenet, t. VII, p. 240. — Quoi qu'il en soit de ces explications, il nous est impossible d'accepter ce second système. Car l'argument tiré de la tradition historique est loin d'être concluant : on l'invoque dans toutes les opinions. Quant à l'explication donnée des articles 8 et 11, elle est trop contraire à la lettre du texte, pour que l'on puisse l'admettre un seul instant. Comp. M. Demangeat, *Histoire de la condition civile des étrangers en France*, p. 254 et suivantes.

par une disposition expresse ou implicite de la loi française : l'inaptitude aux droits civils est la règle, l'aptitude est l'exception.

Tout d'abord, aux termes de l'article 8 du Code civil, tout Français jouit des droits civils : donc les droits civils français sont faits spécialement pour les Français : l'étranger, en principe, n'en peut réclamer la jouissance qu'autant qu'elle lui a été accordée. Ainsi l'article 11 établit une mesure de réciprocité ; les étrangers jouissent en France des mêmes droits que la nation, à laquelle ils appartiennent, reconnaît aux Français.

On objecte que l'article 11 a disparu par l'effet de la loi du 14 juillet 1819, qui a abrogé les articles 726 et 912 du Code civil. C'est là une fausse interprétation ; car l'article 11 pose un principe général, dont les articles 726 et 912 n'étaient qu'une application, importante sans doute, mais non pas unique et exclusive. L'article 11 n'est donc pas abrogé.

Mais, les droits civils peuvent être concédés aux étrangers par les lois françaises. La concession peut alors être *expresse* ou *tacite*. — Elle est *expresse* dans le cas de l'article 3, alinéa 2, suivant lequel « les immeubles, *même ceux possédés par des étrangers*, sont régis par la loi française. » Elle l'est encore dans les hypothèses prévues par les lois du 14 juillet 1819, du 5 juillet 1844, article 27, et du 23 juin 1857, articles 5 et 6, sur les brevets et la contrefaçon des marques de fabrique. Ces lois ont accordé aux étrangers des facultés nouvelles ; c'est donc que les étrangers n'avaient pas, de par la loi et de plein droit, la jouissance de tous les droits civils. — La concession, au contraire, est *tacite*, lorsque la loi française, accordant une faculté principale, reconnaît implicitement, par voie de conséquence, toutes les facultés secondaires qui sont les conditions indispensables pour l'exercice de cette faculté principale : *qui veut la fin veut les moyens*. Ainsi, d'après l'article 3 du Code civil, les étrangers peuvent être propriétaires : il faut en conclure

que toutes les manières d'*acquérir* et de *transmettre* la propriété leur seront applicables. Aux termes des articles 14 et 15, ils peuvent être débiteurs et créanciers : ils seront donc régis par le livre III tout entier du Code civil ; ils pourront invoquer tous les moyens, soit de conserver, soit d'éteindre les créances à leur profit, comme les Français eux-mêmes pourraient le faire.

C'est ainsi encore, en poussant notre théorie à ses extrêmes limites, que les étrangers pourront invoquer la *prescription*. Cette question, fort controversée autrefois, l'est encore aujourd'hui. Beaucoup d'auteurs ont soutenu que la prescription ne pouvait pas être invoquée par les étrangers. Elle n'est, en effet, disent-ils, que de droit civil, nullement de droit naturel : on ne peut point la considérer comme une faculté principale virtuellement concédée aux étrangers par la loi française. Quelques-uns même ont qualifié ce moyen de secours impie, *impium præsidium*.

Tenons, au contraire, pour certain que l'étranger peut invoquer la prescription, comme tout autre moyen d'acquisition, d'extinction ou de libération, soit des obligations, soit de la propriété. Le législateur leur accorde le droit d'être propriétaires, créanciers, débiteurs (art. 3, 14, 15, Code civ.). Cette faculté principale emporte, du même coup, l'attribution de tous les moyens, soit d'acquérir, soit de conserver, soit d'éteindre les droits concédés. Or les créances s'éteignent, et la propriété s'acquiert par la prescription (art. 2219 et suiv.) : donc, toute créance s'éteindra, toute propriété sera susceptible d'être acquise par la prescription, aussi bien au profit de l'étranger qu'au profit du Français. (Comp. nos *Considérations générales sur l'acquisition ou la libération par l'effet du temps*, n° 44.) La prescription, d'ailleurs, n'est pas un *impium præsidium ;* on peut, sans doute, en faire un mauvais usage ; mais c'est une institution nécessaire, qui rend stables les droits et favorise la sécurité des familles : — *patrona generis humani*. Les

titres, en effet, peuvent être égarés, les preuves perdues, les personnes qui pourraient témoigner de la légitimité du droit, mortes ou disparues. On voit par là, comment ce système, largement appliqué, mérite peu les reproches, qu'on lui a adressés, d'être étroit, mesquin et peu libéral. En tout cas, la loi nous paraît formelle en ce sens. Tel est le système qui nous semble exact.

585 *bis.* Nous devons signaler la conséquence qui en découle logiquement : c'est que les lois françaises sur l'adoption et la tutelle ne sont pas, en principe, applicables aux étrangers. Nous reviendrons bientôt sur les questions de détail qui se rattachent à ces deux points.

586. Nous connaissons maintenant les *droits civils* pour la jouissance desquels l'étranger a intérêt à se faire naturaliser en France (1). Il a intérêt, suivant nous, notamment au point de vue de l'application des lois sur la tutelle et sur l'adoption. Toutefois, avant de quitter cette partie du sujet, il est encore une question à laquelle nous devons répondre. Si les droits civils que nous venons d'énumérer sqnt attachés à la naturalisation, est-ce à dire qu'un étranger ne puisse pas les acquérir par un autre moyen? Evidemment non. D'abord, il se peut qu'il les acquière en vertu d'un traité conclu suivant les termes de l'article 11 du Code civil. Il peut arriver aussi que l'étranger, sans avoir demandé ni obtenu la naturalisation, ait eu simplement l'autorisation d'établir en France son domicile. Dans ce cas, l'article 13 décide

(1) Notons qu'au *point de vue pénal*, la naturalisation, acquise en France par un étranger, ne change rien à sa situation antérieure : elle ne peut pas effacer les conséquences des condamnations qu'il aurait auparavant encourues. Ainsi, il a été jugé que la naturalisation, accordée en France à un étranger, ne fait pas disparaître l'incapacité électorale résultant des peines antérieurement prononcées contre lui par la justice française (Cass., 1er décembre 1874, D. P. 1875-1-301). En vain dirait-on que l'incapacité électorale n'avait pu frapper le condamné, puisque celui-ci, n'étant pas Français, n'était pas électeur. Cette déchéance était du moins *virtuellement* comprise dans la condamnation encourue. D'ailleurs, il ne faut pas que l'étranger, devenu Français par naturalisation, soit plus favorisé que le Français originaire.

formellement que l'étranger « jouira de tous les droits civils » tant qu'il continuera de résider en France. Ainsi, l'étranger, simplement domicilié en France, jouit de tous les droits civils (1).

587. A cette formule générale employée par la loi, il convient cependant d'apporter quelques tempéraments qui constituent autant de différences entre l'étranger autorisé à avoir un domicile en France, et l'étranger devenu Français par la naturalisation.

588. 1° L'étranger domicilié continue toujours, nous le savons, à avoir son *statut personnel* régi par la loi étrangère. — Au contraire, l'étranger naturalisé en France est soumis à la loi française pour tout ce qui concerne son état et sa capacité;

589. 2° Les enfants de l'étranger autorisé à résider en France, naissent étrangers comme lui, sauf pour eux le bénéfice de l'article 9 du Code civil. — Au contraire, les enfants du naturalisé Français, sont, de plein droit, Français dès leur naissance;

590. 3° L'étranger, autorisé suivant l'article 13 du Code civil, peut être expulsé de France, par simple mesure administrative (loi du 3 décembre 1849, article 7, alinéa 2). — Il en est autrement de l'étranger naturalisé, qui a tous les droits d'un *indigène;*

591. 4° Le citoyen naturalisé ne peut être privé de la jouissance des droits civils, que par la loi ou par la justice, dans les cas légalement déterminés. — Au contraire, l'autorisation de domicile n'est pas irrévocable : le gouvernement, qui est le maître de l'accorder ou de la refuser, peut aussi la retirer après l'avoir donnée (loi du 3 décembre 1849, article 3);

592. 5° Enfin, le citoyen naturalisé jouit des droits civils tant qu'il reste Français : peu importe qu'il de-

(1) Comparez, dans notre *Etude sur la condition civile des étrangers en France*, les nos 53 à 55 : ils contiennent un parallèle entre le Français, l'étranger autorisé à établir son domicile en France, et l'étranger ordinaire.

meure en France ou à l'étranger. — Il en est autrement des étrangers (1) autorisés à fixer chez nous leur domicile : la jouissance des droits civils qu'on leur accorde est subordonnée à la condition de leur domicile en France (art. 13 Code civil).

593. Il ne nous reste plus, pour avoir complètement caractérisé la situation faite à l'étranger naturalisé en France, qu'à énumérer les *droits politiques* qui désormais lui seront accessibles.

Ici encore le principe est l'assimilation du citoyen naturalisé avec le Français originaire. De là il suit qu'il pourra désormais être juré, électeur, témoin dans les actes notariés et dans les testaments (art. 980), exercer des fonctions publiques et certaines professions réservées aux Français, telles, par exemple, que la profession d'avocat.

Au sujet du droit d'éligibilité, rappelons que, pendant longtemps, le naturalisé ne put en jouir que moyennant une investiture particulière que l'on appelait la *grande naturalisation*. Mais de nos jours, quel que soit le mode de naturalisation, l'étranger devenu Français se trouve de plein droit éligible soit à la Chambre des députés, soit au Sénat (loi du 29 juin 1867, art. 1 et 3).

594. La règle que nous posons ici s'applique d'ailleurs, quel que soit le mode de naturalisation. Ainsi, nous ne comprenons pas qu'on ait pu mettre en question le point de savoir si l'individu, devenu Français par suite d'une annexion au territoire, jouïssait de plein droit de la capacité politique (2). Outre qu'en principe *tout Français*, mâle et majeur de vingt et un ans, est citoyen, il importe de ne pas placer les habitants des pays annexés dans une situation inférieure à celle des autres citoyens : ce serait compromettre l'annexion elle-même. Sans doute,

(1) Comparez, sur tous ces points, M. Antoine, *Parallèles de droit civi* p. 11, 13, 15, 17 et 19.

(2) Comp. M. Selosse, *Traité de l'annexion au territoire et de son démembrement*, p. 355.

le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 contient une disposition contraire à cette règle. Mais il ne faut pas perdre de vue que ce sénatus-consulte, qui se réfère à la conquête de l'Algérie, vise une situation tout à fait exceptionnelle. Il s'agissait là d'un état de mœurs et de civilisation qui ne permettait pas *à priori* l'assimilation complète et absolue. Du reste, en 1860, après la réunion de Nice et de la Savoie à la France, notre gouvernement s'est bien gardé de suivre encore de pareils errements.

595. Le droit d'exercer la *tutelle* est aussi, à nos yeux, « une dépendance de l'état politique (1). » Par suite, un étranger ne serait admis à gérer une tutelle, en France, qu'à la condition de se faire préalablement naturaliser. Il ne lui suffirait même pas d'obtenir l'autorisation de domicile. Cette autorisation, en effet, à la différence de la naturalisation, ne confère aucun droit politique. Sans doute certains auteurs contestent l'exactitude de ce caractère que nous prétendons donner à la tutelle. Il n'y a pas là, disent-ils, le caractère de *fonction publique*. En effet, une fonction publique confère une partie quelconque de la puissance sociale. Or, le tuteur exerce moins un pouvoir, qu'un devoir de protection. Ainsi le tuteur doit ses soins à la personne du mineur; il doit aussi administrer ses biens : en cela, il est un mandataire légal. Partout on ne voit que des devoirs à la charge du tuteur. La tutelle est donc, conclut-on, une charge civile. Mais ces raisons ne nous ont point convaincu : et nous persistons à penser que la tutelle ne peut pas être ouverte aux étrangers sans une naturalisation préalable.

595 *bis*. Toutefois, s'il est vrai qu'au point de vue public et politique, l'assimilation doive, en principe, être faite entre le Français originaire et l'étranger devenu Français par la naturalisation, cependant il convient d'apporter à cette règle deux exceptions. L'une a trait au

(1) Zachariæ, t. I, p. 160; — M. Demolombe, t. I, n° 267; — *Revue pratique*, année 1875, p. 561 et suivantes.

service militaire, l'autre regarde les fonctions ecclésiastiques.

596. D'abord, en ce qui concerne le *service militaire*, le citoyen naturalisé n'est point traité sur un pied d'égalité avec le Français d'origine. La loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement ne le soumet pas à cette obligation patriotique. Il y a là une grave lacune. Nous faisons tous nos vœux pour la voir bientôt comblée. Il est juste que tout individu naturalisé soit appelé à défendre sa nouvelle patrie. D'ailleurs, il en est bien ainsi dans le cas de naturalisation par le bienfait de la loi consacré par l'article 9 du Code civil. On sait, en effet, que l'article 9 de la loi du 27 juillet 1872, astreint au service militaire l'enfant né en France d'un étranger, lorsqu'il a réclamé la qualité de Français. Pourquoi donc ne pas généraliser cette disposition et ne pas l'appliquer à toutes les hypothèses de naturalisation?

597. Ensuite, l'article 16 de la loi du 18 germinal an X, non encore abrogée, dispose que « *l'on ne pourra être nommé évêque si l'on n'est originaire français.* » Ce texte, si l'on se réfère à sa lettre, exclut donc le simple naturalisé des dignités ecclésiastiques. Nous doutons cependant que l'on songe à en faire encore actuellement l'application. Quelle raison motiverait l'exclusion des fonctions épiscopales de celui que l'on juge digne d'être promu aux plus hautes charges de l'Etat et de prendre, dans les Chambres, la part la plus active à l'exercice de la puissance publique?

597 *bis*. Il nous reste à déterminer la situation faite au Français naturalisé en pays étranger.

SECTION II

Droits et obligations qui naissent au profit ou à l'encontre du Français naturalisé en pays étranger.

598. De même que l'étranger naturalisé en France est, en principe, assimilé au Français d'origine, de même le

Français naturalisé en pays étranger est, au regard de la loi française, assimilé à un étranger originaire.

599. Par conséquent, le Français, naturalisé à l'étranger, sera désormais exclu de tous les droits politiques.

600. Il ne jouira plus du privilège, *actor forum sequitur rei,* et, alors même qu'il résiderait à l'étranger, il pourra être traduit, par un de nos nationaux, devant un tribunal français (art. 14, Code civ.); il ne plaidera en France, comme demandeur, que sous la condition de fournir la caution *judicatum solvi;* avant la loi du 22 juillet 1867, abolitive de la contrainte par corps, il pouvait être soumis à cette mesure dans des cas où le Français n'y aurait pas été soumis : il pouvait même être arrêté provisoirement; il ne jouira pas du bénéfice de la cession de biens (art. 905, Code pr. civ.).

601. Enfin, son état et sa capacité seront régis par la loi de sa nouvelle patrie. Toutefois, est-ce à dire pour cela que le statut personnel du nouvel étranger sera toujours, et dans tous les cas, régi en France par la loi étrangère? Cette règle n'admet-elle pas quelques exceptions? On en a proposé deux dans la doctrine. Examinons-les.

602. D'abord, a-t-on dit, la loi étrangère cessera de régir le statut personnel du Français devenu étranger, toutes les fois qu'un Français, ayant traité avec cet ex-Français, aura *intérêt* à ce qu'il en soit ainsi. Ainsi, par exemple, l'ex-Français se trouve-t-il, par sa naturalisation à l'étranger, placé sous l'empire d'une loi qui le répute mineur, alors que, d'après la loi française, il doit être regardé comme majeur? Dans ce cas, on lui appliquera le Code civil français, et on le considérera comme majeur. En effet, s'il en était autrement, il n'y aurait plus de sécurité pour les Français. Les intérêts de nos nationaux pourraient être, chaque jour, gravement compromis.

602 *bis.* Bien que ce raisonnement ait trouvé faveur en France, tant dans la jurisprudence que dans la doc-

trine (1), cependant nous ne le croyons pas concluant.

Oui ou non, se trouve-t-on en présence d'un statut personnel? Voilà toute la question. Si c'est un statut personnel, il suit l'étranger en France. Il n'est pas permis de décider que ce statut, tantôt franchira la frontière de France, et tantôt ne la franchira pas. Une telle distinction est contraire à la nature même de la loi qu'il s'agit d'appliquer.

On pourrait sans doute concevoir que le législateur eût sanctionné le système que nous combattons, et qu'il se fût opposé à l'application du statut étranger, quand l'intérêt français aurait paru le réclamer. Mais il n'en a pas disposé ainsi. Il a commencé par décider que, dans tous les cas, le statut personnel français suit le Français, même à l'étranger; et par identité de raison, la doctrine, à son tour, décide que le statut personnel étranger suivra, dans tous les cas, l'étranger même en France (art. 3, Code civ.). Le juge doit respecter cette règle absolue, sans essayer de la faire fléchir suivant les intérêts en présence. C'est au législateur qu'il appartient d'édicter le droit selon les intérêts; mais au juge incombe le devoir de décider selon le droit. (Comp. M. Laurent, t. 1, n° 84, p. 124.)

603. Une autre exception, que l'on a encore proposée, est celle-ci. Si l'état, qui appartient au Français devenu étranger en vertu des lois de son nouveau pays, est contraire à l'*ordre public*, tel qu'il est réglé par la loi française, c'est la loi française qui prévaudra (2).

Certes, cette exception, à la différence de la précédente, est juridique. Mais toute la difficulté gît dans la question de savoir ce qu'il faut entendre par l'*ordre public* (3). A notre sens, cela signifie simplement que le

(1) M. Valette, *sur Proudhon*, t. 1, p. 85. — M. Demolombe, t. 1, p. 113. — Dalloz, Rép. *verbo* Lois, n° 385.

(2) Comp. Valette, *sur Proudhon*, t. 1, p. 85.

(3) Comparez, sur la portée des lois d'ordre public, notre *Notion du droit et de l'obligation* (introduction philosophique à l'étude du Code civil), p. 50 et suivantes, n° 26 *bis*, note 1.

Français, devenu étranger, ne pourra pas invoquer son nouveau statut personnel pour accomplir en France un acte qui violerait les lois sur lesquelles reposent, dans notre pays, le droit public et les bonnes mœurs. Mais on ne peut donner ici à l'expression ordre public un sens plus large, sous peine de tourner dans un cercle vicieux. Voici, en effet, à quelles conséquences l'on arriverait. Les lois qui règlent l'*état et la capacité* des personnes, dirait-on, sont d'ordre public. Donc, l'étranger ne pourra point invoquer son statut personnel pour se soustraire à ces lois. Ne serait-ce pas là nier la nature même du statut personnel?

En un mot, notre formule est celle-ci : Le Français devenu étranger ne peut pas se prévaloir de son nouveau statut personnel pour échapper à la règle fondamentale que les lois de police et de sûreté obligent, aux termes de l'article 3, alinéa 1, tous ceux qui habitent le territoire français. Ainsi, par exemple, un Français naturalisé à l'étranger, en Turquie, invoquerait vainement, en France, une loi de son pays nouveau qui autoriserait la *polygamie*. Un tel état constitue, en effet, en France, une infraction, et l'on comprend qu'une naturalisation, même acquise en pays étranger, ne puisse pas donner le droit de commettre des infractions, crimes ou délits en France.

604. Mais supposons qu'un Français, naturalisé dans un pays où le divorce est admis, ait eu recours à ce mode de dissolution. Puis il revient en France où il veut se remarier. Peut-on l'en empêcher?

On l'a prétendu, en disant que ce nouveau mariage serait, en France, une violation de l'*ordre public :* voyez Douai, 8 janvier 1877 (D. P. 1878-2-7). Cet arrêt a, du reste, été, avec juste raison, cassé par la Cour suprême, à la date du 15 juillet 1878 (D. P. 1878-1-340).

Nous ne saurions, pour notre part, admettre l'opinion de la Cour de Douai.

On ne peut pas considérer le divorce à l'égal de la polygamie, comme un de ces attentats à la morale universelle,

que les nations policées ne doivent absolument pas reconnaître. Il est admis par le plus grand nombre des législations en Europe, et il l'a été chez nous depuis 1792 jusqu'à 1816 (1). Comme le disait M. le procureur général Dupin, dans un réquisitoire célèbre, ce qui constitue la polygamie, ce qui choque en elle, c'est la promiscuité et la simultanéité. Mais il n'y a rien de semblable dans une seconde union formée, après que la première a été légalement dissoute, et que les premiers époux sont devenus aussi complètement étrangers, aussi morts l'un à l'autre que s'ils n'avaient jamais été mariés ensemble. — Sans doute les lois qui, en France, règlent les conditions du mariage sont d'ordre public. Mais toutes les lois, qui concernent l'état et la capacité des personnes, sont aussi d'ordre public. Dès lors, on pourrait dire qu'elles sont encore obligatoires pour l'ex-Français, après sa naturalisation en pays étranger. On arriverait ainsi à nier ce qui est admis par la grande majorité des auteurs et par la jurisprudence, à savoir, que le statut personnel d'un individu est régi par les lois de la nation dont il est membre. — D'ailleurs, Merlin (2) a démontré que les époux français, divorcés avant la loi du 8 mai 1816, abolitive du divorce, pouvaient encore se remarier en France après la promulgation de cette loi. Or, si des époux, restés Français, peuvent ainsi profiter d'un divorce prononcé, et contracter en France un nouveau mariage, pourquoi n'en serait-il pas de même d'époux devenus étrangers? En quoi l'ordre social est-il plus profondément troublé dans la seconde hypothèse que dans la première (3)?

(1) Comp. M. Demolombe, t. I, n° 101. Le divorce paraît, du reste, sur le point d'être rétabli, en France, sur la proposition de M. Naquet, et introduit, en Italie, sur l'initiative de M. le député Morelli.

(2) *Quest. de droit*, *verbo* Divorce, § 12.

(3) Comp. M. Laurent, t. I, n° 93; — Cass., 28 février 1860; — Dalloz, 1860-1-57, avec les conclusions conformes de M. Dupin; — Orléans, 19 avril 1860; — Dall., 60-2-82; — Paris, 13 février 1872, *Revue de droit international*, année 1872, t. IV, p. 352 avec la note.

Les considérations qui précèdent ne sont que le développement de cette idée, que le Français naturalisé en pays étranger est *assimilé* à l'étranger originaire (1).

605. Mais il convient maintenant d'apporter à ce principe une double dérogation.

606. En effet, d'une part, le Français naturalisé en pays étranger est *plus favorisé* qu'un étranger ordinaire, en ce sens qu'il peut être admis de nouveau à la nationalité française par un mode de naturalisation privilégié (comp. art. 18, Code civ.). De plus, ses enfants, à la différence de ceux d'un étranger ordinaire, peuvent également, s'ils désirent être Français, avoir recours à la naturalisation par le bienfait de la loi. (Comp. art. 10, al. 2, Code civ.)

607. Mais, d'autre part, la position du Français naturalisé à l'étranger peut être *plus rigoureuse* que celle de l'étranger originaire. Ainsi, il lui est défendu de porter les armes contre la France sous peine de mort. Nous devons ajouter, toutefois, que cette extrême sévérité est loin d'être admise par tout le monde.

Notamment, M. Faustin-Hélie (2), qui repousse cette théorie, fait observer que l'article 75 du Code pénal dit simplement : « Tout *Français* qui aura porté les armes contre la France, sera puni *de mort*. » Cette disposition ne parle donc pas d'un ancien Français.

De plus, ajoute l'éminent jurisconsulte, il serait extrêmement juste de ne pas appliquer une pareille rigueur au Français naturalisé à l'étranger. En effet, « les devoirs qui lient l'homme au pays où il est né ne sont point immuables, absolus, comme ceux qu'il puise dans sa

(1) En étudiant les effets de la naturalisation acquise, en France, par un étranger, nous avons noté qu'elle ne pouvait effacer des condamnations encourues pendant l'extranéité. (*Suprà*, n° 586, note 1.) Remarquons également ici qu'il en est exactement de même de la naturalisation acquise par un Français en pays étranger. Ainsi, à la date du 18 juin 1874, la Cour de cassation a décidé qu'un Français, condamné à la surveillance de la haute police, n'y demeurerait pas moins soumis, alors qu'il reviendrait en France après s'être fait naturaliser en pays étranger. (Dalloz, 1874-1-88.)

(2) *Théorie du Code pénal*, t. II, p. 25.

conscience : ils sont le résultat d'une convention ; une convention nouvelle peut les dissoudre. La patrie peut exiger du citoyen jusqu'au sacrifice de sa vie pour sa défense : car elle le couvre de ses lois, elle le protège de sa puissance. Mais s'il a renoncé à sa protection, s'il est allé vers d'autres lois, s'il a porté sa tente dans un autre pays, comment lui imposer encore les mêmes obligations ? Il ne jouit plus des bénéfices du contrat, il n'en doit pas supporter les charges. Les mêmes devoirs l'enchaînent encore, mais envers sa patrie adoptive ; et l'homme ne peut avoir deux patries. »

607 *bis*. Certes, c'est là un sentiment louable et digne de rencontrer de vives sympathies. Seulement, on ne peut point résoudre une question de droit avec le seul sentiment. Il faut se référer aux textes. Or, si nous consultons les textes, nous avouons, à regret, ne pouvoir pas adhérer à l'opinion que nous venons d'exposer. En effet, indépendamment de l'article 75 du Code pénal, il y a l'article 3 du décret du 6 avril 1809 que nous connaissons déjà. On se souvient que cette disposition étend les peines prononcées par la loi criminelle contre les Français coupables du crime de félonie, « *même à ceux qui auraient obtenu des lettres de naturalisation d'un pays étranger.* » Et l'on sait aussi que cette disposition a été reproduite, avec plus de netteté encore, par l'article 13 du décret du 26 août 1811.

Sans doute, M. Faustin-Hélie ne manque pas de faire observer combien ces mesures exorbitantes sont contraires aux idées de notre époque. « Le décret du 26 août 1811, dit-il, fut, comme celui du 6 avril 1809, l'œuvre d'un pouvoir tyrannique qui prétendait faire ployer, sous ses volontés, et la justice et la loi. »

Mais cette critique, si exacte qu'elle soit, est impuissante à effacer les décrets en question. Les lois les plus dures, tant qu'elles n'ont pas été abrogées, doivent être observées comme les lois les plus bienveillantes. Or, où est le texte qui abroge les dispositions tyranniques des

décrets du 6 avril 1809 et du 26 août 1811? A quelle place, dans notre droit, se trouve un article d'où l'on puisse induire que la peine de mort ne doive plus être appliquée nominalement, du moins, (car, en fait, qui oserait exécuter une pareille énormité?) contre le Français devenu étranger qui aurait porté les armes contre la France. L'article 75 du Code pénal, étant antérieur aux décrets précités, n'a point pu avoir pour but ou pour résultat de les abroger. Inclinons-nous donc devant la loi promulguée, impuissants que nous sommes à la corriger, et faisons le vœu de voir disparaître bientôt ces derniers restes d'un despotisme qui ne connut ni frein, ni mesure! (Comp. en ce sens, M. Demante, *Revue étrangère et française,* 1840, t. VII, p. 435.)

608. Nous venons de parler du décret du 26 août 1811. Comme nous en connaissons déjà les dispositions, nous n'y insisterons pas. Rappelons seulement la distinction nette et tranchée qu'il posait entre la naturalisation autorisée et celle non autorisée. Le Français, naturalisé *sans autorisation* du gouvernement, était frappé d'incapacités particulières dont plusieurs, nous le savons, subsistent encore aujourd'hui. Telle est notamment l'incapacité de succéder en France, bien que cette incapacité ait été levée, pour les étrangers en général, par la loi du 14 juillet 1819. Il est juste, toutefois, d'ajouter qu'aux termes de l'article 3 du décret du 26 août 1811, le Français, naturalisé à l'étranger *avec autorisation,* pouvait succéder en France, même à l'époque où ce droit était encore refusé, en France, aux étrangers ordinaires.

609. Nous avons terminé ainsi l'énumération des droits et des obligations qui découlent de la naturalisation acquise soit en France, soit en pays étranger. Nous arrivons donc à l'étude des règles particulières relatives à l'exercice de ces droits comme à l'exécution de ces obligations (1).

(1) Au cours des développements qui précèdent, nous nous sommes placé en présence d'un Français qui perdait sa nationalité

CHAPITRE II

Comment s'exercent les droits, et comment s'exécutent les obligations du naturalisé?

610. Lorsqu'un individu se fait naturaliser en pays étranger, son *statut personnel* est désormais, nous le savons, régi par la loi étrangère. C'est là le premier et le plus important des effets qui s'attache à la naturalisation. C'est, à coup sûr, le plus fécond en conséquences. Le statut personnel, en effet, comprenant l'ensemble des règles d'un pays sur l'état et la capacité des nationaux, rayonne sur toutes les matières qui, dans notre droit, sont contenues dans le livre premier du Code civil. Ainsi, il domine toutes les *relations de famille*. Nous aurons donc à étudier les effets de la naturalisation à ce premier point de vue. Nous verrons ainsi toute l'influence que peut avoir, en fait, le principe que déjà nous avons posé en théorie, à savoir que la naturalisation est personnelle à celui-là qui l'obtient, et n'atteint aucun membre de sa famille.

611. Nous savons également que la naturalisation a pour en *acquérir* une autre. Si l'on veut avoir une théorie complète, il convient d'indiquer aussi la situation faite au Français qui *perdrait purement et simplement* sa nationalité, sans en acquérir une autre. Un seul mot suffit pour caractériser sa situation. En principe, il sera, pour la jouissance des droits civils, traité comme un étranger ordinaire. Mais ce principe comporte deux exceptions : — 1° Puisque cet ancien Français se trouve actuellement sans patrie, il ne pourra pas invoquer en France un *statut personnel* régi par les lois d'une *nationalité* déterminée. Son état et sa capacité seront régis par les lois du pays où il sera *domicilié*. (Comp. M. Laurent, t. I, n° 86.) — 2° Il ne pourra pas, non plus, se prévaloir de l'article 11 du Code civil, c'est-à-dire profiter des traités que la France aurait pu conclure avec une nation quelconque, et qui établiraient la réciprocité pour la jouissance des droits civils.

pour effet d'effacer la différence qui existe entre le Français et l'étranger soit au point de vue de l'obligation de fournir, avant de plaider comme demandeur, la caution *judicatum solvi* (art. 14 du Code civ.), soit au point de vue de certaines règles particulières de compétence établies par les articles 15 et 16 du Code civil : nous reviendrons sur ces points. Nous y ajouterons l'exposé des effets de la naturalisation, en ce qui concerne le contrat *pécuniaire* de mariage et les donations faites entre époux. Nous pourrons ainsi apprécier toute l'influence qu'exerce la naturalisation sur les *relations pécuniaires*. C'est surtout en cette matière que nous aurons à appliquer le principe déjà connu, que la naturalisation n'a aucun caractère rétroactif.

Enfin, après avoir étudié la naturalisation dans ses références au droit civil, nous dirons quelques mots de ses rapports avec deux matières spéciales d'une grande importance : l'*extradition* et le *service militaire*.

612. Nous allons donc subdiviser notre chapitre en deux sections :

Section I. Comment s'exercent les droits et comment s'exécutent les obligations du naturalisé au point de vue de ses *relations de famille?*

Section II. Comment s'exercent les droits et comment s'exécutent les obligations du naturalisé au point de vue de ses *relations pécuniaires?*

Puis, viendra un court *appendice* exposant les effets de la naturalisation au point de vue de l'*extradition* et du *service militaire*.

SECTION I

Comment s'exercent les droits et comment s'exécutent les obligations du naturalisé au point de vue de ses RELATIONS DE FAMILLE.

613. L'influence que peut exercer la naturalisation sur les relations de famille est, à coup sûr, une des

matières les plus difficiles et les plus délicates de notre ouvrage. Pour plus de clarté, nous examinerons les principaux droits de famille, en les ramenant successivement sous cinq paragraphes distincts consacrés : 1° au mariage, 2° à la puissance paternelle, 3° à la tutelle, 4° au conseil de famille, et enfin 5° au droit de provoquer l'interdiction.

§ I.

Du mariage.

614. Lorsqu'un individu vient à être investi d'une nationalité nouvelle, c'est par les lois de sa nouvelle patrie que se trouve régie sa capacité. Par conséquent, c'est à ces lois qu'il faudra se référer pour savoir, par exemple, si cet individu satisfait aux conditions requises pour pouvoir contracter mariage. Ainsi, cet individu a-t-il atteint l'âge voulu ? Est-il habilité par les personnes dont le consentement est nécessaire ? Ce sont là toutes questions dont la solution doit être cherchée dans la législation de l'Etat naturalisant.

Supposons, par exemple, un Français qui s'est fait naturaliser en Belgique. Il se marie ensuite, soit en Belgique, soit en France : peu importe. L'union conjugale qu'il contractera pourra être, plus tard, s'il y a lieu, dissoute par le divorce, bien qu'en France le divorce ne soit pas admis. La question du divorce est, en effet, résolue par la *loi personnelle,* dans l'espèce par la loi belge, et non point par la loi du lieu où le mariage a été célébré. Voyez *suprà*, n° 604.

615. Cette dernière doctrine a été, il est vrai, un instant, soutenue. Ainsi, suivant Merlin (1), un mariage qui serait *contracté en France* par un étranger devrait être régi, quant à ses effets, et par conséquent quant au divorce, par la loi française : c'est celle-ci et non la loi étrangère qui déciderait s'il y a lieu à divorce ou non.

616. Mais il faut, sans hésiter, rejeter cette opinion.

(1) Répertoire, *verbo* Divorce, sect. 4, § 10.

Le mariage se rattache au statut personnel, non seulement pour la capacité des parties, mais aussi pour les effets qu'il produit. Donc, c'est la loi nationale qui doit décider de la faculté du divorce. D'ailleurs, c'est une question d'état, et l'état des personnes ne rentre-t-il pas dans le statut personnel? (Comp. Laurent, t. I, n° 94; — Demolombe, t. I, n° 101; — Orléans, 11 août 1817; — Dall., *verbo* Mariage, n° 507.)

617. De même, supposons un Belge qui se fasse naturaliser en France, puis qui se marie, soit en France, soit en Belgique. Il n'aura point le droit de recourir au divorce pour rompre son mariage : car s'il est vrai que la loi belge admette le divorce, du moins, la loi française, qui régit actuellement le statut personnel de cet individu, rejette un tel mode de dissolution, qu'elle considère comme contraire à l'ordre publie. Toutefois, pour bien saisir les nuances dont ces questions sont susceptibles, modifions un peu notre hypothèse.

618. Supposons qu'un Belge ait fait prononcer son divorce dans son pays. Puis il se fait naturaliser en France. Cette naturalisation, acquise en un pays qui n'admet pas le divorce, enlèvera-t-elle à l'ancien Belge le droit de convoler à un second mariage?

Evidemment non. L'individu en question ayant, en effet, son statut personnel désormais régi par la loi française, se trouve, sans doute, comme tous autres Français, soumis à l'article 147 du Code civil. Or que décide cet article? Il dispose qu'on ne peut contracter un second mariage *avant la dissolution* du premier. Mais nous supposons précisément que la dissolution du premier mariage s'est opérée sous l'empire de la loi belge.

On a soutenu cependant que, du moins, l'ancien Belge divorcé ne pourrait pas contracter *en France* son nouveau mariage. *L'ordre public*, dit-on (1), s'oppose, en

(1) Voir l'arrêt de la Cour d'appel de Douai, du 8 janvier 1877 (D. P. 1878-2-7). Cet arrêt a été, avec raison, cassé par la Cour suprême à la date du 15 juillet 1878 (D. P. 1878-1-340).

France, à la célébration de la nouvelle union. Nous avons eu déjà l'occasion de montrer plus haut toute l'inanité d'un pareil argument. Il suffit de se reporter, *suprà*, nos 604 et suivants. Nous n'insisterons donc plus sur ce point.

619. Toutes les solutions qui précèdent sont simples. On suppose, en effet, que la naturalisation est intervenue *avant* le premier mariage, ou avant le second mariage, en cas de divorce antérieurement prononcé.

620. Mais la controverse devient plus ardente, si l'on suppose que la naturalisation s'opère au cours même du mariage que l'on prétend ensuite faire dissoudre par le divorce. Ainsi, supposons deux époux français. L'un d'eux se fait naturaliser en un pays où le divorce est admis. L'autre époux, nous le savons, n'en reste pas moins Français : car *les effets de la naturalisation sont essentiellement personnels*. Le conjoint naturalisé fait prononcer le divorce par les tribunaux de son nouveau pays, et il se remarie. De là, naît une question : Ce nouveau mariage est-il valable au regard de la loi française? Ou bien, le conjoint demeuré Français peut-il en faire déclarer la nullité par les tribunaux français ?

621. Un *premier système*, qui a trouvé un défenseur convaincu en M. Labbé (1), soutient que le second mariage, ainsi contracté, n'est point valable au regard de notre droit, et ne peut être, par conséquent, opposé à l'époux resté Français.

On s'appuie, dans cette doctrine, sur deux arguments principaux :

1° D'abord, dit-on, en principe, un contrat ne peut, en ce qui concerne ses effets et ses causes de dissolution, être régi que par une seule et même loi. Une des parties contractantes ne peut pas, après coup, par un changement de nationalité et par sa soumission à une loi nouvelle, introduire un changement dans la convention

(1) *Journal de droit international privé*, 1877, p. 20 et suivantes.

et forcer l'autre partie à subir une loi qu'elle n'a pas acceptée comme base des rapports communs. Or que s'est-il passé dans le cas qui nous occupe ? L'époux, demeuré Français, est entré en état de mariage sous l'empire d'une loi connue. Il a pris en considération la durée assignée à cette union par la loi française, union qui ne serait plus la même et n'aurait plus la même valeur, si elle n'embrassait pas toute la vie. Cet époux, en un mot, a eu confiance dans la sagesse du législateur, aux prescriptions duquel il s'est soumis ; il a accepté les conséquences d'une existence matrimoniale au sein d'une civilisation déterminée. Il y a donc, pour cet époux, une *attente ou une espérance légale* qui doit être garantie.

2° D'ailleurs, ajoute-t-on, s'il en était autrement, si l'on permettait à un conjoint devenu étranger de se remarier quand l'autre conjoint demeure Français et reste, comme tel, régi par la loi du mariage indissoluble, il en résulterait une profonde injustice. Un époux serait encore engagé dans les liens d'un mariage, alors pourtant qu'il n'aurait plus de conjoint. Le devoir d'assistance et de secours, toujours subsistant contre lui, serait, à son profit, dépourvu de toute sanction. L'on se trouverait, en un mot, en présence d'un créancier dépouillé de son droit par la volonté unilatérale de son débiteur !

622. Quelle que soit la force apparente de ces deux arguments, cependant, nous ne les trouvons pas concluants. Nous persistons à penser que le nouveau mariage contracté par l'époux naturalisé sera valable en France et opposable à l'époux demeuré Français.

Et d'abord, le premier argument du système opposé nous semble, en vérité, bien étrange. Il revient à dire ceci : en se mariant, l'époux demeuré Français a cru s'obliger pour toute sa vie. Voilà qu'un jour on lui oppose une naturalisation acquise en pays étranger par son conjoint, et l'on prétend que les obligations nées du premier

mariage ont pris fin avant le terme primitivement fixé. Dans cette disparition anticipée d'obligations contractées, il y a lésion d'un droit acquis !

Nous ne comprenons pas, pour notre part, que l'état d'homme ou de femme mariée, c'est-à-dire un droit d'état essentiellement personnel, puisse jamais être invoqué par les citoyens comme étant dans leur domaine. Si nous ne nous trompons, les droits de cette nature ne sont jamais ce que l'on appelle des droits acquis. L'état des personnes, étant essentiellement d'intérêt public, est par cela même dans le domaine de la *loi*, mais non pas dans le domaine des individus. Or, quelle est précisément la prétention du conjoint naturalisé à l'étranger ? Il prétend que l'état, créé par son premier mariage, se trouve modifié par l'application, en France, d'une *loi* étrangère. Que l'on dise donc, si on le peut, que la soumission de cet époux à la loi nouvelle n'est point valable. Que l'on démontre, si on le peut, que la naturalisation, par lui acquise, est inopérante en France comme ayant été faite en fraude de la loi française (1).

Mais, du moment où la naturalisation est régulière et valable, il faut admettre aussi toutes les conséquences qui en découlent. Il faut bien admettre que le *statut personnel* de l'individu naturalisé a été changé, et que, par suite, un nouveau mariage a été possible, après un divorce prononcé en vertu de la loi étrangère.

On insiste pourtant, et l'on dit qu'il y aurait là une suprême injustice. Car l'époux resté Français demeurera toujours lié, et par suite soumis aux obligations nées de son mariage ; l'autre, au contraire, s'étant par sa seule volonté fait naturaliser en pays étranger, et s'étant affranchi de ses premiers liens matrimoniaux, sera désormais libre de toute obligation. Voilà donc un contrat,

(1) Nous savons qu'une telle démonstration ne saurait être, d'ailleurs, *utilement* faite. Voyez *suprà* les développements que nous avons consacrés à la théorie de la *fraus legis*, nos 376 et suivants.

un acte dû au concours de deux volontés, brisé et détruit par le caprice d'un seul!

En réponse à cette considération, nous ferons d'abord observer que le premier mariage n'a point pu être détruit par une volonté unique, par le caprice d'un seul. Il a fallu un *divorce* régulièrement prononcé par les tribunaux, et obtenu, nous le supposons, contre l'époux demeuré Français. Or un divorce, que nous sachions, ne s'obtient pas sans causes. Pourquoi donc l'époux, resté Français, a-t-il donné lieu au divorce? Si la situation nouvelle qui lui est faite lui déplaît, il faut avouer qu'elle n'est que le résultat de son inconduite. Ses doléances ne peuvent donc point inspirer de bien vives sympathies.

De plus, nous n'avons jamais soutenu que l'époux français serait encore engagé dans les liens du mariage, alors que l'époux devenu étranger s'en serait dégagé par un divorce. Au contraire, notre opinion est que, du moment où le lien a été rompu, la rupture existe au regard de tous. Ainsi donc, l'époux français ne sera plus, pour l'avenir, soumis aux obligations (1) de son mariage.

623. Nous allons même jusqu'à prétendre qu'il pourrait se remarier, même en France, en admettant que des convictions religieuses ou des raisons de conscience ne l'arrêtent pas. « La loi humaine, disait l'éminent jurisconsulte Royer-Collard, dans son fameux *Discours sur la loi du sacrilège,* la loi humaine, reléguée aux choses de la terre, ne participe point aux croyances reli-

(1) En effet, laisser l'*époux, resté Français*, soumis encore aux obligations d'un mariage dont les liens sont désormais rompus du côté de son *conjoint naturalisé* à l'étranger, *divorcé* et *remarié*, ne serait-ce pas une véritable absurdité? Quand la chaîne est, une fois, légalement brisée du côté de l'un des conjoints, l'autre, en vérité, ne peut point y demeurer rivé. Le mariage suppose essentiellement deux termes, un homme et une femme. Si l'un des deux est dégagé par la naturalisation, le divorce et une nouvelle union légalement contractée à l'étranger, comment l'autre pourrait-il encore être retenu? Et à quel titre?

gieuses ; dans sa capacité temporelle, elle ne les connaît, ni ne les comprend ; au delà des intérêts de cette vie, elle est frappée d'ignorance et d'impuissance. Comme la religion n'est pas de ce monde, la loi humaine n'est pas du monde invisible. » C'est pourtant sous le règne de cette loi, trop souvent, hélas! imparfaite et fautive, que naissent, vivent et meurent les sociétés. C'est cette loi seule qui doit nous occuper ici et dont il faut examiner les termes.

Que nous dit-elle? — Elle nous dit que l'époux, « dont le mariage est légalement dissous, peut valablement contracter une nouvelle union. » Beaucoup de gens traduisent ainsi : « Nul ne peut se remarier, tant que vit son premier conjoint; » — ce qui n'est pas du tout la même chose et ce que la loi s'est bien gardée de dire. L'article 147 du Code civil et l'article 340 du Code pénal parlent tout simplement de la DISSOLUTION du premier lien. Comparez les articles 227 et 228.

Or il fut un temps où le mariage pouvait être dissous du vivant même des deux conjoints : au moment d'abord où le divorce existait en France, c'est-à-dire jusqu'en 1816 (8 mai 1816); au temps ensuite où la *mort civile* existait, *jusqu'au* 31 *mai* 1854. Ainsi, il y a vingt-cinq ans, on pouvait voir, dans la société française, sans que l'ordre public en fût choqué, ce spectacle, que l'on trouve si monstrueux aujourd'hui, d'un conjoint remarié du vivant même de son conjoint. Il est vrai que le premier conjoint était retranché de la société; mais c'était une pure fiction légale (art. 25 Cod. civ.).

Ce droit absolu, pour le conjoint du mort civilement, de se remarier, ne faisait doute pour personne : « L'affirmative, dit M. Demolombe (*Cours de Code civil*, t. I, nº 206), m'a toujours paru incontestable : 1º Le mariage était dissous quant à tous ses effets civils; or l'un des effets civils, les plus essentiels, de la dissolution du mariage, c'est précisément le droit, pour l'autre con-

joint, de se remarier ; cela résulte de l'article 147 et surtout, en ce qui concerne la mort civile, du rapprochement des articles 227 et 228 ; 2° Ces mots : *Quant à tous ses effets civils*, se rapportaient uniquement à la séparation qui venait de s'opérer entre le *mariage civil* et le *mariage religieux*, autrefois confondus ; 3° Aussi l'article 25 ouvrait-il au profit de l'autre époux tous les droits qu'aurait ouverts la mort naturelle ; 4° Comment caractériser d'ailleurs, dans le système contraire, l'*état de l'autre conjoint, qui n'aurait été ainsi ni marié ni libre?* Quel eût été l'état des enfants issus de ce prétendu mariage tout à la fois dissous et existant? La loi du 8 mai 1816, abolitive du divorce, n'avait pas pu modifier cette solution. Le divorce et la mort civile étaient deux causes distinctes et indépendantes de dissolution du mariage. Le divorce seul était aboli, la mort civile subsistait encore. » Ces lignes, écrites par l'illustre doyen de la Faculté de Caen, dans sa deuxième édition, en 1860, se retrouvent également dans la première édition de son ouvrage, en 1845, alors que la mort civile était en pleine vigueur. Donc, dans le cas de mort civile, comme dans le cas de divorce, l'existence naturelle de l'un des conjoints n'était pas un obstacle au convol de l'autre.

Voici la raison de cette décision ; c'est que, au point de vue juridique, l'unique question était de savoir, non pas si les deux conjoints existaient simultanément, mais *si leur mariage avait été légalement dissous.*

Aujourd'hui, sans doute, la mort civile a été abolie par la loi du 31 mai 1854. Mais les explications qui précèdent démontrent toujours que ce n'est pas l'existence physique du conjoint naturalisé à l'étranger qui peut être le véritable obstacle au convol de l'époux demeuré Français : le seul obstacle peut résider dans l'existence persévérante du premier mariage. Si donc, par une circonstance quelconque, ce premier mariage s'est trouvé réellement dissous, l'époux français reprend son entière

liberté (1). Or, dans le cours de ce travail, nous avons essayé déjà d'établir que, par l'effet des lois étrangères auxquelles l'un des deux époux français se soumet, en vertu d'un acte de naturalisation, le mariage peut être valablement dissous, même au regard de la loi française ; donc l'obstacle unique qui se dressait devant l'époux resté Français et l'empêchait de se remarier a disparu : à moins qu'on ne prétende que la dissolution régulière d'un mariage, prononcée à l'étranger, ne peut avoir aucun effet en France, parce que la loi française ne reconnaîtrait aujourd'hui (art. 227) que la mort naturelle comme cause de dissolution du mariage.

Mais cette question a été jadis examinée, débattue dans un cas spécial, celui où un étranger, divorcé selon la loi de son pays, voudrait contracter mariage en France ; au nom de la morale publique, on lui refusait cette faculté. Voici la réponse de M. Demolombe : « On invoque la morale publique. Il ne s'agit pas d'exprimer ici une opinion sur le divorce.... C'est, après tout, un mode comme un autre de dissolution civile du mariage, et je ne vois pas de motifs suffisants pour que nous ne lui reconnaissions pas cet effet dans la personne des étrangers. Eh ! que dirait-on si le mariage de l'étranger avait été dissous dans son pays, en vertu d'une autre cause que nos lois n'admettraient pas non plus ; pour cause d'impuissance naturelle, par exemple ? Si vous reconnaissez ce mode de dissolution, pourquoi nier le divorce ? Et si vous ne le reconnaissez pas, comment n'être pas effrayé de toutes les conséquences

(1) En un mot, tout homme sans femme et toute femme sans mari ont le droit de se marier : les principes en matière de mort civile ne consacraient pas autre chose. Or, quand l'un des conjoints est régulièrement *divorcé* et *remarié* avec un tiers, à la suite d'une naturalisation réalisée en pays étranger, l'union ancienne n'existe plus : donc (art. 147) l'époux, resté Français, a, par la force même des situations, *recouvré* sa liberté. Autrement, l'on arriverait à cette situation étrange d'un époux ayant deux conjoints légitimes, l'un en France, et l'autre au delà de la frontière. Est-ce là ce que le législateur a pu vouloir ?

qui vont s'ensuivre? Il faudra donc alors juger, d'après nos lois françaises, toutes les questions d'état relatives aux étrangers (1), et les considérer comme bigames, bâtards, adultérins, incestueux, s'il arrive qu'un mariage, valable d'après la loi étrangère, ne le soit pas d'après la nôtre?... Ce serait violer toutes les règles du droit international et jeter, dans tous nos rapports avec les étrangers, la plus inextricable confusion.... » (*Cours de Code civil*, t. I, n° 101, avec les autorités qui y sont rapportées.) Il est donc constant que la dissolution d'un mariage, régulièrement prononcée à l'étranger, est valable en France, sous peine, comme dit M. Demolombe, de violer toutes les règles du droit international privé.

La conséquence nécessaire de la doctrine que nous venons d'exposer, c'est que le mariage du conjoint devenu étranger par une naturalisation régulière, ayant été régulièrement aussi dissous par une loi étrangère, cette dissolution s'impose à tous, même en France : elle doit être efficace même au regard de l'époux demeuré Français.

Mais, objectera-t-on, voilà donc un époux devenu *veuf malgré lui*, et alors que son conjoint vit encore!

A cela nous répondrons par le dilemme suivant. Ou bien, c'est la femme *integri statûs* qui s'est fait naturaliser en pays étranger : alors le mari a dû *autoriser* la naturalisation (2); il savait à quelles conséquences cette naturalisation pouvait conduire. Ce n'est donc pas *malgré lui* qu'il en supporte les effets. Cette autorisation sans doute n'aura pas été nécessaire, si une séparation de corps était déjà intervenue en France (3). Mais c'est là un cas particulier qui ne peut détruire les principes.

(1) Or, un Français, régulièrement naturalisé à l'étranger, a tous les droits d'un indigène étranger : l'assimilation est complète et le statut personnel identique. — Voilà l'argument auquel les adversaires de notre théorie devraient répondre, au lieu de présenter des considérations de pur sentiment.

(2) Voyez *suprà*, n° 414.

(3) Voyez *suprà*, n^os^ 415 et suivants.

D'ailleurs, en demandant la séparation, le mari consentait implicitement à donner à sa femme toute la liberté qui dérive de l'état d'époux séparé ; et si c'est la femme qui a obtenu la séparation, alors le mari n'avait qu'à ne pas se mettre en faute, qu'à ne pas faire naître contre lui les griefs qui ont abouti à la séparation, depuis convertie en divorce, après une naturalisation régulière : *Nemo auditur turpitudinem suam allegans.*

Ou bien, et c'est là la seconde branche du dilemme, c'est le mari qui s'est fait naturaliser à l'étranger. Dans ce cas, il a pu le faire, sans aucune autorisation de sa femme. De quoi donc celle-ci se plaindrait-elle ? La liberté, dont a usé le mari, était une conséquence logique du jeu des principes qui régissent la puissance maritale. C'est la loi elle-même qu'il faudrait critiquer. Or, une telle critique ne peut nous arrêter, nous, simples interprètes des formules législatives.

Peut-être aussi les partisans de la théorie que nous présentons ici, feront-ils remarquer que, dans les espèces dont la doctrine et la jurisprudence ont eu à s'occuper jusqu'à ce jour, le mariage dissous avait été contracté entre deux étrangers ; la dissolution avait été opérée conformément à leur statut personnel : or, dirait-on, le mariage sur lequel nous raisonnons ici, était, nous le supposons, régi par la loi française, et cette loi ne reconnaît d'autre mode de dissolution du mariage que la mort naturelle de l'un des deux époux.

Cela est vrai ; mais il ne faut pas oublier que, *par le fait de sa naturalisation*, l'un des conjoints est devenu étranger : il s'est trouvé soumis à une loi qui admet le divorce. Vis-à-vis de lui, étranger, le divorce a pu être légalement et régulièrement prononcé, et le mariage contracté en France considéré comme dissous. Or, il est impossible que la dissolution, prononcée vis-à-vis de l'un des conjoints, ne réfléchisse pas sur l'autre resté Français ; car le mariage est *un état indivisible* : on est marié, ou on ne l'est pas ; on ne peut pas être l'un et

l'autre à la fois, pas plus qu'on ne peut être marié dans un pays et libre dans un autre, marié à un kilomètre de la frontière et libre au delà!

C'est précisément, *cette indivisibilité du mariage* que nous invoquons, pour admettre le convol de l'époux demeuré Français.

Dira-t-on que la loi étrangère, dont excipe aujourd'hui le conjoint naturalisé, n'a point pu cependant rétroagir à l'encontre d'un mariage contracté sous l'empire et sur la foi de la loi française? La réponse serait alors facile : en effet, en cas de séparation de corps, il n'y a pas de *droit acquis* pour l'un des conjoints à ce que l'autre ne se remarie pas, lui vivant. Comme le dit si judicieusement M. Laurent (t. I, nos 180 et 181), « il ne peut pas être question d'un *droit* des personnes mariées à l'indissolubilité ou à la dissolubilité de leur union.... Le divorce rompt définitivement le mariage, et ce serait une chose peu morale de forcer l'un des époux divorcés à rentrer dans les liens du mariage. » Or, à quoi tendrait précisément le système contraire au nôtre? A maintenir, pour un seul des époux, un lien que la loi avait créé pour les unir tous deux et qui a été régulièrement brisé et rompu. Un tel résultat est inadmissible. Deux époux sont liés l'un à l'autre, ou bien ils ne le sont pas. On ne peut pas concevoir une situation intermédiaire. On ne comprendrait pas qu'un des époux fût désormais dégagé et libre, tandis que l'autre resterait toujours rivé à la chaîne! Encore une fois, on est marié ou on ne l'est pas.

Nous reconnaissons, du reste, volontiers, les difficultés sérieuses que peut soulever, en droit et en fait, l'application de la doctrine que nous venons de développer ci-dessus (1). Notre seule pensée a été de mettre en

(1) Nous ne pouvons pas nous résoudre à admettre, avec M. Laurent (*Le droit civil international*, t. I, n° 441, p. 653), qu'il y ait là un conflit véritablement insoluble. La mission de la science est toujours de *chercher* à trancher même les difficultés que l'on prétend

lumière la controverse : d'autres plus habiles trouveront, sans doute, de nouveaux éléments de solution. Espérons qu'un jour les peuples s'entendront pour arriver à une codification sérieuse du droit international *privé*, ce qui est parfaitement possible : comparez sur les négociations déjà entamées, dans ce but, M. Laurent (*Le droit civil international*, t. 1, nos 446 et suivants).

624. Nous n'insisterons pas davantage sur les effets de la naturalisation par rapport au mariage. Nous compléterons plus tard cette théorie, lorsque, dans la section relative aux *relations pécuniaires*, nous parlerons des conventions matrimoniales de l'époux naturalisé. Là nous nous trouverons en présence de droits acquis, en face de droits comptant dans le patrimoine.

625. Nous arrivons aux effets de la naturalisation par rapport à la puissance paternelle.

§ II.

De la puissance paternelle.

626. Il est d'abord un principe, incontestable à nos yeux, et qu'il faut commencer par poser. C'est que la puissance paternelle forme un *statut personnel*. Comme le disait Merlin (1), « la puissance paternelle est un *état* proprement dit, une *condition* véritable ; ainsi l'on ne peut douter que la loi qui l'admet ou la rejette ne soit un statut personnel, et ne s'étende par conséquent hors de son territoire. »

Il est vrai toutefois que Merlin, qui professait cette opinion sous l'ancien droit, changea d'avis plus tard, et soutint ensuite que la puissance paternelle était régie par la loi du domicile (2).

être inextricables. Son rôle est de *chercher* à concilier les principes, en apparence contradictoires. Autrement il faudrait renoncer à considérer le droit international privé comme une véritable science.

(1) Rép. *verbo* Puissance paternelle, sect. 7, n° 1.

(2) Rép. *verbo* Effet rétroactif, sect. 3, § 2, art. 8, n° 2.

627. Mais nous ne comprenons pas, pour notre part, ce revirement. La puissance que le père a sur ses enfants, de même que toute loi personnelle, est une question de nationalité, de race, et non pas une question d'habitation. C'est même en cette matière que l'opposition des diverses nationalités semble éclater avec le plus d'évidence, comme le fait si judicieusement observer M. Laurent (1) : « Les Romains, dit cet éminent jurisconsulte, ne reconnaissent aucun droit, aucune individualité à l'enfant; il appartient à son père comme une chose; la puissance paternelle est un droit de domaine; établie en faveur du père, elle ne cesse que quand le père y met fin. Tel n'est pas le sentiment des peuples germains : ils respectent l'individualité de l'homme jusque dans son berceau; sans doute l'enfant est incapable : c'est une raison pour lui donner un protecteur, mais non un maître. En ce sens, nos coutumes disaient : *puissance paternelle n'a lieu.* Elles n'entendaient pas laisser l'enfant sans protection; elles ne voulaient pas que le père le traitât comme sa chose. Est-ce que des lois pareilles ne tiennent pas aux entrailles de l'homme, à son sang? Son sang change-t-il quand il change de résidence? La loi qui est entrée dans son sang dès sa conception ne peut pas changer davantage. » Donc, tant qu'un père et ses enfants ont la même nationalité, il n'y a point de difficulté. La puissance paternelle est régie par la loi de la nation, dont ce père et ces enfants sont les sujets, quel que soit d'ailleurs le pays qu'ils habitent.

628. Mais la question peut paraître plus délicate, s'il advient que le père se fasse naturaliser en pays étranger. Cette naturalisation ayant, nous le savons, des effets essentiellement personnels, les enfants restent Français. Voilà donc des nationalités diverses au sein d'une même famille! Voilà donc aussi des statuts personnels différents! Quelle influence cette diversité de patries va-t-elle exercer sur la puissance paternelle?

(1) T. I, nº 95, p. 144. *Principes de droit civil.*

629. D'abord, il est une règle qui ne peut raisonnablement point faire doute : c'est que le père ne sera pas privé du droit d'exercer la puissance paternelle, par suite de sa nationalité étrangère. En effet, puisque la puissance paternelle n'est autre chose qu'un système de protection créé en faveur des enfants et remis par la loi aux mains de celui qui, d'après son affection présumée, protégera le mieux lesdits enfants, pourquoi donc l'enlèverait-on au père qui aurait cessé d'être Français? Son extranéité actuelle n'est pas une cause suffisante de suspicion. D'ailleurs, on ne cesse pas, que nous sachions, de reconnaître le mariage d'un ex-Français naturalisé en pays étranger. Dès lors, pourquoi ne continuerait-on pas aussi de reconnaître l'existence de l'un des effets les plus directs du mariage, les plus précieux pour le père, et les plus essentiels dans l'intérêt même de l'ordre public (1).

630. Mais, s'il est certain que le père, quoique devenu étranger, reste investi de la puissance paternelle, du moins, d'après quel statut devra-t-il, désormais, exercer cette puissance ? Sera-ce d'après le statut personnel des *enfants*, c'est-à-dire d'après la loi française ? Sera-ce, au contraire, d'après son nouveau statut personnel, c'est-à-dire d'après la loi étrangère ?

A notre sens, c'est le statut des enfants, c'est-à-dire, dans l'espèce, la loi française, qui doit prévaloir.

En effet, pour que l'on pût se référer exclusivement au statut du père, il faudrait que la puissance paternelle fût organisée principalement, sinon exclusivement, dans l'intérêt du père. Or, nous savons que ce n'est pas ainsi qu'il faut, aujourd'hui, à la différence de ce qui avait lieu à Rome, envisager la puissance paternelle. Les orateurs du conseil d'Etat et du tribunat, ont tous, au contraire, représenté cette puissance comme un élément de protec-

(1) Comp. en ce sens M. Demolombe, t. I, n° 104. — Ce que nous disons ici de la puissance paternelle s'étend, par identité de motifs, à la *puissance maritale*, pour le cas où un mari devient étranger, sa femme restant Française.

tion et de défense pour les enfants. C'est l'*enfant* qui est le personnage principal en vue duquel la puissance paternelle a été constituée ; c'est lui qui est, en cette matière, l'objet essentiel des préoccupations du législateur.

De plus, comme le fait observer M. Demolombe (t. 1, nº 104), aux termes de l'article 3 du Code civil, les lois sur l'état et la capacité des personnes régissent les Français même résidant en pays étranger ; or, les enfants, dans notre hypothèse, restent Français, malgré la naturalisation de leur père ; donc, ils ne peuvent être soumis qu'aux lois personnelles françaises. Enfin, l'application des lois personnelles étrangères à des Français serait, dans tous les cas, contraire à notre droit public, aux principes de la souveraineté, et souvent même à nos usages et à nos mœurs. Il ne convient pas de soumettre toute une famille française à des lois étrangères.

631. De ce principe, que le statut personnel des enfants doit prévaloir en cette matière, il pourra, sans aucun doute, résulter une étrange anomalie. En effet, le père pourra avoir des enfants de nationalité diverse. Tandis que ceux déjà nés au moment de la naturalisation restent Français, ceux nés postérieurement seront étrangers. Sur les uns, le père conservera la puissance, d'après certaines règles, tandis que sur les autres peut-être ne l'aura-t-il pas organisée de la même manière ! De tels conflits sont assurément possibles. En l'état actuel du droit, ils sont inévitables. Souhaitons seulement de les voir disparaître sous l'influence des relations internationales qui, devenant chaque jour plus étroites et plus intimes, aboutiront, au moyen de traités, à l'établissement de grands principes uniformes pour toutes les nations. Notons, d'ailleurs, que l'anomalie signalée existerait également si l'on adoptait le système suivi en dernier lieu par Merlin, et faisant régir la puissance paternelle par la loi du domicile. D'après cette opinion, en effet, le père aurait ou n'aurait pas la puissance

paternelle suivant qu'il irait, avec sa famille, habiter une terre où une telle puissance serait ou ne serait pas connue.

Observons encore que le statut personnel de l'enfant doit être suivi dans tous les cas, soit qu'il ait pour effet d'élargir ou de restreindre les pouvoirs qui devraient appartenir au père, si l'on se référait au statut étranger. Ainsi l'enfant ne pourrait pas, renonçant à son statut, se soumettre à celui du père, lorsqu'il croirait se créer ainsi une situation plus favorable. Le statut personnel doit être indivisible dans son application comme la condition qu'il est destiné à régir. Il est impossible que l'enfant puisse ne recueillir que des avantages à rester Français : il doit courir la chance d'y trouver, parfois, des inconvénients.

632. Ces règles générales une fois connues, disons un mot de leur application aux principales prérogatives contenues dans la puissance paternelle. Nous supposerons successivement que la naturalisation en pays étranger a été acquise, soit par le père, soit par l'enfant.

633. D'abord, il est certain que le père, devenu étranger, aura toujours le droit d'exiger de son enfant, resté Français, honneur et respect. De même l'enfant devrait, lui aussi, malgré son extranéité, s'acquitter de cette obligation. L'article 371 du Code civil consacre, en effet, un principe de morale universelle qui doit, dans tous les cas, être observé.

634. Le père, devenu étranger, pourrait encore former opposition au mariage de son enfant : seulement il devrait le faire en se conformant à la loi française. A l'inverse, si c'était l'enfant qui fût devenu étranger, ce serait d'après la loi étrangère que le droit d'opposition devrait être exercé. La question peut présenter un intérêt réel. Or, il se peut parfaitement que le statut étranger soit, à ce point de vue, plus rigoureux que le statut français. Par exemple, on sait qu'en France (art. 176) un père peut, sans motifs, former opposition au ma-

riage de son enfant, même majeur, mais que, dans ce cas, le tribunal doit prononcer la main-levée. Au contraire, en Prusse (1), ladite opposition doit être motivée, et lorsque ses motifs sont exactement ceux qui sont déterminés par la loi, elle doit être maintenue. Supposons que l'enfant se soit fait naturaliser en Prusse : c'est à la législation de ce pays que l'on se référera pour juger les motifs de l'opposition.

635. De même, au point de vue du consentement des père et mère au mariage, il se pourrait que l'enfant devenu étranger en eût besoin jusqu'à un âge plus avancé que celui fixé par notre droit. C'est ce qui arrivera lorsque la loi du pays étranger reculera la majorité quant au mariage.

636. Notons encore une particularité qui peut se présenter. Par exemple, le Code des Deux-Siciles (2) permettait au roi de suppléer, en connaissance de cause, au refus du consentement paternel, injuste ou contraire à l'intérêt des enfants. Eh bien, nous pensons qu'un officier de l'état civil français aurait été obligé de passer outre au mariage, sur le vu de cette autorisation délivrée par un souverain dont l'enfant serait devenu le sujet, et ce, bien que le père resté Français maintînt toujours son opposition. En vain ferait-on observer qu'un souverain étranger ne peut enjoindre aucun ordre, en France, à nos officiers publics. Il ne s'agit pas ici de l'application, en France, d'une souveraineté étrangère, mais simplement de l'application du statut personnel étranger, qui, désormais, appartient à l'enfant. L'autorisation royale étrangère ne fait, en effet, que représenter ici l'autorisation paternelle qu'elle supplée.

637. Ce que nous venons de dire du consentement paternel, requis pour le mariage de l'enfant, doit être étendu au consentement requis pour l'adoption dudit enfant. Dans tous les cas, c'est toujours le statut personnel de cet enfant qu'il faut appliquer.

(1) Code prussien, art. 58 à 67.

(2) Art. 165.

638. Passons maintenant à l'examen des modifications que la naturalisation pourrait apporter à l'exercice du droit de tutelle.

§ III.

De la tutelle.

639. Nous devons examiner ici deux questions : car il convient d'envisager la tutelle au point de vue actif et au point de vue passif. Nous avons à nous demander, d'abord, si le Français, qui se fait naturaliser en pays étranger, peut encore être tuteur de ses enfants français, et ensuite, si une personne française, en tutelle, reste encore soumise à cette tutelle, lorsqu'elle devient étrangère.

640. Sur le point de savoir si le Français, qui se fait naturaliser en pays étranger, peut encore être tuteur de ses enfants français, la question revient simplement à savoir si, en thèse générale, un étranger (1) peut être tuteur d'un Français. Comme nous l'avons déjà fait observer, ce n'est pas ici le lieu d'approfondir cette difficulté. Elle se rattache à la théorie de la condition juridique des étrangers en France, et non point à la matière spéciale de la naturalisation. Rappelons seulement qu'après avoir posé, en principe, que l'étranger jouit en France de tous les droits civils qui lui ont été expressément accordés, nous en avons tiré cette conséquence, que l'étranger ne peut pas être tuteur d'un Français (2). Dès lors, nous admettrons également que l'ex-Français perd la tutelle de ses enfants français, par suite d'une naturalisation par lui acquise en pays étranger. Cette solution n'est point, sans doute, conforme à celle que nous avons proposée relativement à la puissance paternelle. Nous savons, en effet, que si le chef d'une famille française se fait naturaliser à l'étranger depuis la naissance, ou même depuis la conception de son enfant, il

(1) Comparez la *Revue pratique de droit français*, t. XXXIX, année 1875, p. 561 et suivantes : *Un étranger peut-il être tuteur en France?*

(2) Voir *suprà*, n° 585 *bis*.

n'en conserve pas moins la puissance paternelle telle qu'elle est organisée par la loi française (voyez *suprà*, n° 629).

Pourquoi donc, a-t-on dit pourtant, ce même individu, si sa femme vient à mourir, n'aurait-il pas la tutelle de ses enfants mineurs? Pourquoi donc ce père étranger, qui gouvernait la personne et les biens de ses enfants pendant le mariage, perdrait-il l'administration de leur fortune par suite du décès de leur mère? Est-ce que la loi ne se montre pas, en général, très disposée à laisser au père la tutelle de ses propres enfants? (Comp. art. 442, n° 1, C. civ.; art. 34, n° 4, et 42, n° 6, C. pén.)

641. Observons néanmoins que la jurisprudence française ne paraît pas favorable à cette opinion, et nous préférons cette manière de voir : comparez, sur ce point, les développements fournis dans notre *étude sur la condition civile des étrangers*, n^os^ 12 et 49. Ainsi, le 25 juillet 1817, la Cour de Colmar décida qu'un individu français, qui avait changé forcément de nationalité par suite d'un démembrement de territoire, était devenu, par cela même, inhabile à conserver la tutelle de ses petits-enfants : comp. Bastia, 5 juin 1838, Dev. 1838-2-439; ajoutez *Revue pratique*, t. xxxix, p. 561 et suivantes.

642. Si, maintenant, nous envisageons la tutelle au point de vue passif, nous regardons comme incontestable que le pupille (1), devenu étranger, sera soumis à la

(1) Les hypothèses où un pupille, c'est-à-dire un mineur, change de nationalité sont assez rares; car, en principe, il faut être majeur pour se faire naturaliser en pays étranger. — On peut cependant supposer que le mineur est devenu étranger par suite d'un démembrement de territoire dans lequel n'aurait pas été compris son tuteur. On peut aussi prévoir le cas d'une femme française encore mineure qui se marie avec le sujet d'un pays étranger où le mariage n'affranchit pas de la tutelle. Comparez notamment, sur ce dernier point, l'article de M. Colmet d'Aage, sur les *modifications dans les effets juridiques des relations de famille entre la femme française qui épouse un étranger et ses parents français*. Cette savante dissertation a été pour nous la source de renseignements très précieux. (*Revue de droit français et étranger*, t. I, 1844, p. 401 et suivantes.)

tutelle en France, du moins dans les conditions suivant lesquelles la tutelle existe dans le nouveau pays de ce mineur. Ainsi, par exemple, supposons une femme française mineure qui épouse un Prussien. En Prusse, la tutelle ne finit pas par le mariage du mineur, et l'on n'admet pas, comme chez nous, les nominations de tuteur par le conseil de famille : la nomination du tuteur doit être faite par le tribunal dans le ressort duquel le père a eu son domicile. Il faudra donc décider que la femme mariée dont il s'agit restera soumise à la tutelle, et que son tuteur sera nommé par le tribunal du domicile de son père suivant les règles du Code prussien. En un mot, c'est une nouvelle tutelle qui commencera, organisée d'après le nouveau statut personnel de la femme.

§ IV.

Du conseil de famille.

643. A propos du conseil de famille, procédons comme nous l'avons fait au sujet de la tutelle, et envisageons encore la question à ses deux points de vue : point de vue actif et point de vue passif.

644. D'abord, un Français, qui se ferait naturaliser en pays étranger, pourrait-il encore continuer à faire partie du conseil de famille d'un de ses parents français en état de minorité.

645. Les auteurs, qui déclarent l'étranger incapable d'être tuteur d'un Français, hésitent ici à lui reconnaître le droit d'être membre d'un conseil de famille. Les nécessités pratiques leur arrachent pourtant cette concession. Ainsi, M. Colmet d'Aage (1), après avoir soutenu que la femme française mariée avec un étranger ne peut plus être tutrice de ses enfants français, admet néanmoins que cette même femme peut faire partie d'un conseil de famille français. En effet, dit M. Colmet d'Aage, cette femme a conservé la puissance paternelle : on doit tou-

(1) *Loco suprà citato.*

jours présumer son affection pour ses enfants. D'ailleurs, ajoute-t-il, l'article 445 du Code civil n'écarte formellement du conseil de famille que ceux qui sont exclus ou destitués de la tutelle, mais non ceux qui sont simplement incapables de l'exercer : or, la femme n'est repoussée que comme incapable.

646. Quant à nous, notre opinion (1) ne saurait être douteuse. Puisque nous ne reconnaissons pas au Français naturalisé en pays étranger le droit de conserver la tutelle en France, nous ne lui reconnaissons pas davantage le droit de siéger dans un conseil de famille français. La concession de M. Colmet D'Aage nous paraît inadmissible, en présence de l'analogie des fonctions.

647. Considérons maintenant la question sous son second aspect. C'est un mineur qui, pourvu d'un conseil de famille, vient à cesser d'être Français et à acquérir une nationalité étrangère. Nous supposons toujours le mineur en France et sollicitant une autorisation, soit pour passer un contrat en France, soit pour y vendre des biens.

648. D'abord, il se peut que la loi de la nouvelle patrie de ce mineur n'admette pas l'institution du conseil de famille. Peut-être, dans cette hypothèse, une controverse serait-elle possible. On pourrait, en effet, soutenir que l'intervention du conseil de famille est une affaire de forme, et que, par conséquent, en vertu de la règle *locus regit actum*, il serait nécessaire de faire intervenir le conseil de famille français, pour tout mineur ex-français se trouvant en France dans un des cas où l'autorisation du conseil de famille est exigée par le Code civil. — Mais nous ne pouvons point, pour notre part, regarder une telle opinion comme juridiquement exacte. L'intervention du conseil de famille est un complément de la *capacité* du mineur. Elle se rattache donc intimement au statut personnel, et par suite, les principes exigent

(1) Comparez notre étude sur la *Condition civile des étrangers*, nos 13 et 14.

qu'elle soit réglée par la loi de la nouvelle patrie de ce mineur. (Comp. Fœlix, *Traité de droit international privé*, t. I, n° 33.) Sans doute, les formes relatives soit à la convocation du conseil de famille, soit à l'homologation du tribunal, devront être encore celles organisées par la loi française. En ce sens, il est vrai de dire que la règle *locus regit actum* reçoit son application. Mais, quant aux questions de savoir si l'intervention d'un conseil de famille est encore nécessaire, en quel lieu il doit être assemblé, d'après quelles règles il doit être composé, ce sont là toutes questions qui désormais relèveront de la loi personnelle du mineur.

En dernière analyse, le changement de nationalité qui s'opère en la personne du mineur, amène, à notre sens, la dissolution du conseil de famille primitivement constitué. Si la loi de la nouvelle patrie n'admet pas l'institution du conseil de famille, il n'y a plus lieu de s'en occuper. Si elle l'admet, c'est un nouveau conseil qui sera convoqué. Comme on le voit, notre solution sur ce point est exactement identique à celle que nous avons déjà donnée au sujet de la tutelle. Voyez *suprà*, n^os^ 639 à 642.

§ V.

Du droit de provoquer l'interdiction.

649. L'ex-Français, naturalisé en pays étranger, conserverait-il le droit de provoquer, en France, l'interdiction de son parent français? Sur ce point, l'affirmative ne peut faire aucun doute. En effet, quel est le but de l'interdiction? Elle tend à provoquer des mesures qui seront de nature à conserver le patrimoine de l'interdit et à assurer la transmission de sa succession à ses héritiers légitimes. Or, est-ce que l'ex-Français, naturalisé en pays étranger, cesse pour cela d'être le parent de celui qu'une interdiction doit atteindre? Est-ce qu'il n'a pas toujours un droit éventuel à la succession de ce parent?

Comparez les articles 490, 726, 912 du Code civil et la loi du 14 juillet 1819.

650. Quant à la question inverse, consistant à se demander si un Français, devenu étranger, peut encore être placé en interdiction sur la demande d'un de ses parents français, pourvu d'ailleurs que la loi étrangère admette cette procédure, nous n'hésitons pas à la résoudre aussi de la même façon. Il faudrait alors suivre les formes exigées par la loi du pays où le Français se serait fait naturaliser.

651. Nous n'insisterons pas davantage sur les effets de la naturalisation au point de vue des relations de famille du naturalisé. Certes, ce sujet est loin, sans doute, d'être épuisé. Des difficultés nouvelles peuvent surgir tous les jours. Nous souhaitons seulement que la recherche des solutions à donner puisse être éclairée par les développements qui précèdent. Nous arrivons maintenant au second ordre d'idées que nous avons annoncé.

SECTION II.

Comment s'exercent les droits et comment s'exécutent les obligations du naturalisé au point de vue de ses RELATIONS PÉCUNIAIRES ?

652. Nous savons que la naturalisation, une fois acquise, ne rétroagit pas : elle ne produit d'effets que pour l'avenir. Elle respecte les *droits* qui ont pu être *acquis*, par les tiers, sous l'empire de l'ancienne nationalité. Tel est l'un des grands principes fondamentaux de notre matière, tel est celui dont nous allons voir surtout ici l'application.

653. Supposons qu'un étranger appartenant à un pays où la majorité serait fixée à vingt ans eût, à cet âge, contracté une obligation. S'il se fait naturaliser en France avant vingt et un ans, il retombera aussitôt en état de minorité. Mais les tiers envers lesquels il

s'est préalablement obligé, n'en pourront pas moins tenir pour valable le contrat passé sous l'empire de la loi étrangère. — A l'inverse, si un étranger, sujet d'un pays où la majorité serait fixée à vingt-cinq ans, avait, à l'âge de vingt-trois ans, consenti une obligation, il pourrait encore, après sa naturalisation en France, attaquer son engagement pour cause d'incapacité, bien que, suivant la loi française, tout citoyen soit, dès sa vingt et unième année accomplie, capable de s'obliger.

Mais la situation nouvelle créée par la naturalisation soit en France soit en pays étranger n'est pas toujours aussi simple. Des difficultés se sont surtout élevées dans la pratique au sujet de la dette alimentaire, du contrat pécuniaire de mariage, ainsi qu'au sujet des règles spéciales de procédure auxquelles est soumis, dans notre droit, un étranger créancier ou débiteur d'un Français. Nous examinerons ces différentes hypothèses dans quatre paragraphes distincts.

§ I.

De la dette alimentaire.

654. Le statut personnel ne régit pas seulement l'état et la capacité des personnes. Il régit aussi les droits et les obligations qui résultent de l'état, du *status* : car l'état et la capacité ne sont rien, sans les droits et les obligations qui en découlent. Par conséquent, le droit d'exiger une pension alimentaire ou l'obligation de la servir, seront régis par le statut personnel : car si c'est là un droit qui compte dans le patrimoine, du moins c'est un droit essentiellement attaché à l'état, à la qualité d'une personne, à sa situation de parente ou d'alliée.

655. Aucun embarras n'existe lorsque le statut personnel du créancier et celui du débiteur sont identiques. Dans ce cas, on applique naturellement la loi française si le débat s'agite entre Français, et la loi étrangère s'il s'agite entre étrangers.

656. Mais la controverse devient très vive, dans le cas où les lois personnelles du créancier et du débiteur sont différentes. Or, la naturalisation aboutit précisément à engendrer cette divergence de statuts personnels. Ainsi, supposons un père qui devient étranger, tandis que son fils reste Français. Par quelle loi désormais sera régie l'obligation alimentaire?

Les auteurs n'ont point prévu cette question. Ils supposent que les parties en présence sont, l'une française et l'autre étrangère, mais que cette nationalité leur appartient par l'origine et non point par la naturalisation. Pour résoudre cette hypothèse, *trois systèmes* ont été présentés (1).

657. Le *premier système* estime que l'on devra toujours appliquer la loi française, pourvu que la difficulté s'élève devant un tribunal français. En effet, dit-on, dans l'impossibilité de concilier les deux intérêts qui peuvent être en présence, les juges français doivent s'en rapporter à ce qui est, pour eux, la raison écrite. (Comp. M. Demangeat, *Condition des étrangers*, p. 361.)

Mais cette opinion ne peut pas être admise, car elle est purement arbitraire. Elle viole ouvertement la loi : en ne tenant aucun compte de l'extranéité de l'une des parties en présence, elle déroge à cette règle fondamentale que le statut personnel des étrangers les suit même en France.

658. Aussi un *second système* a-t-il été proposé. On le formule de la manière suivante : Si un parent étranger réclame d'un parent français l'acquittement d'une obligation alimentaire que la loi française lui assurerait, s'il était Français, il ne l'obtiendra pas si sa loi personnelle ne consacre pas, elle aussi, ce droit à son profit. En effet, il faut appliquer aux étrangers, en France, la loi personnelle de leur patrie (arg. de l'art. 3, al. 3).

Toutefois, ajoute-t-on, dans ce système, si la loi

(1) Comp. *Journ. de droit international privé*, 1874, p. 46, note 1.

personnelle du parent étranger, qui réclame des aliments, lui confère ce droit dans un cas où la loi française le refuse, alors on dérogera au principe que le statut personnel suit l'étranger en France. Dans ce cas spécial, on déniera au parent étranger le droit aux aliments. En effet, dit-on, le parent français auquel l'étranger s'adressera en France invoquera, lui aussi, le bénéfice de sa loi personnelle qui ne l'oblige pas dans ce cas : or, dans un tel conflit de lois opposées, c'est l'*intérêt français* qui doit l'emporter. (Comp. Dalloz, *verbo* Lois, nº 392.)

659. A ce second système M. Laurent (t. I, nº 88, p. 130) en oppose un *troisième* qui ne distingue pas et applique le statut personnel étranger, même dans le cas où ce statut aboutirait à accorder une pension alimentaire que la loi française refuserait. En effet, dit l'éminent jurisconsulte belge, « ce statut étranger peut-il devenir inefficace parce que le droit est exercé en France? Alors on déroge au statut personnel, et on y déroge dans un intérêt français : or, la question des statuts n'est pas une question où s'agitent des intérêts opposés, c'est une question où des droits sont en cause; or tout droit doit pouvoir être exercé : sinon ce n'est plus un droit. Vainement le Français dira-t-il que la loi française ne reconnaît pas le droit de l'étranger; elle le reconnaît, par cela seul qu'elle reconnaît le statut étranger; puisqu'elle admet que l'étranger jouit d'un état, à raison duquel il a un droit, elle doit aussi admettre ce droit (1). »

660. De prime abord, il semblerait que l'on dût faire un choix entre ces systèmes, pour le cas où la divergence de statuts entre le créancier et le débiteur, au lieu d'avoir pour source la nationalité originaire des parties, résulterait de la naturalisation ultérieure, acquise par l'une d'elles. Tel n'est cependant pas notre avis.

(1) Comparez Laurent, *Le droit civil international*, t. I, nº 441, p. 654.

661. Dans le cas où l'on se trouve en face d'un étranger *d'origine*, demandant des aliments à son parent français, nous pensons, avec M. Laurent, que c'est toujours le statut personnel étranger qui doit être appliqué. Il importe peu que l'application de ce statut ait pour résultat de léser un intérêt français.

Mais, dans le cas, tout différent, où le demandeur étranger est devenu tel par la *naturalisation*, alors pour savoir si le statut étranger est applicable, il faut, à notre sens, admettre une distinction. Cette nécessité de distinguer tient elle-même à la nature particulière que revêt, selon nous, la créance alimentaire. Cette créance prend, en effet, naissance en même temps que naissent les rapports de parenté ou d'alliance qui lui servent de base. Dès ce moment, la créance existe. Elle constitue un droit, dont l'exercice n'est encore que conditionnel, mais qui n'en compte pas moins dans le patrimoine. Nous disons que l'exercice de ce droit est conditionnel : car il est soumis à la condition du *besoin réel* du créancier (art. 208). Ce principe, qui domine la nature même de la créance alimentaire, doit être combiné avec celui de la non-rétroactivité de la naturalisation et du respect des droits acquis. Dès lors, deux hypothèses distinctes doivent être posées.

662. D'abord, c'est un étranger qui, sujet d'un pays où la dette alimentaire n'existe pas, se fait naturaliser en France. Cette naturalisation ne lui donnera pas le droit de demander des aliments à ses enfants déjà nés au moment de sa naturalisation et restés étrangers. En effet, quand les rapports de parenté sont nés entre ces parties, la dette alimentaire n'a pas pu prendre naissance, puisque la loi étrangère qui, alors, était la loi commune, ne l'admettait pas. Donc, les enfants ont eu, dès ce moment, un droit acquis à ne pas subir ladite dette : une naturalisation, survenant après coup, ne peut pas les en dépouiller. Les aliments pourraient seulement être demandés aux enfants nés après la naturalisation paternelle.

663. Mais supposons maintenant qu'un père français se fasse naturaliser dans un pays où la dette alimentaire n'est pas admise. Perdra-t-il le droit de demander des aliments à ses enfants restés Français ? La négative résulte évidemment de ce que nous venons de dire. Le droit aux aliments était né sur la tête du père avant sa naturalisation. Celle-ci ne peut pas l'en priver. Il perdrait seulement ce droit vis-à-vis des enfants nés après sa naturalisation. C'est en ce sens que s'est prononcé, par jugement du 22 mai 1877, le tribunal civil de la Seine (*Gazette des tribunaux* du 28 juin 1877). Il s'agissait, dans ce procès, de savoir si un Français, qui s'était fait *naturaliser aux Etats-Unis*, était recevable dans une demande en pension alimentaire intentée contre ses enfants, restés Français, alors que la loi américaine ne reconnaît point aux parents le droit de réclamer des aliments à leurs enfants. En un mot, fallait-il appliquer strictement au père de famille les dispositions de son nouveau statut personnel, ou bien l'obligation alimentaire imposée aux enfants, laquelle avait pris naissance avant le changement de nationalité du père de famille, n'avait-elle point survécu à la naturalisation ? Le tribunal a décidé que l'obligation imposée aux enfants de fournir des aliments à leur père et mère, a son principe dans la filiation même et non point dans les circonstances ou les besoins qui autorisent les parents à demander l'application de l'article 205 du Code civil; que *le droit éventuel de réclamer des aliments avait été acquis au père de famille, par le seul fait de sa qualité de père légitime, antérieurement à sa naturalisation comme citoyen des Etats-Unis d'Amérique;* que la demande en pension alimentaire devait être appréciée d'après la législation française, qui régissait les parties lors de la naissance du droit invoqué, et qu'il était dès lors sans intérêt de rechercher si la loi américaine permettait, ou non, au père d'introduire une instance en pension alimentaire.

§ II.

Du contrat pécuniaire de mariage.

664. La question de savoir sous quel régime deux époux sont mariés, lorsqu'il n'y a pas eu de conventions matrimoniales expresses, est une pure question de fait et d'intention. Mais, dès lors, à quels indices reconnaîtra-t-on cette intention? Cette question comporte une double réponse.

665. D'abord, il faut poser, en principe, que le régime matrimonial des époux sera celui du lieu où les époux, au moment du mariage, se sont proposé de fixer leur domicile matrimonial, et où, en fait, ils se sont établis (1). En l'absence de toute circonstance indiquant,

(1) Sur cette difficulté, différents systèmes ont, du reste, été présentés. Parmi les auteurs, les uns ont proposé d'appliquer la loi personnelle et d'origine du mari; les autres se sont prononcés en faveur de la prédominance de la loi de la situation des biens. Il suffit d'indiquer ces deux doctrines développées par M. Fœlix dans son *Traité de droit international privé*, t. I, n° 90, et dans une note insérée dans le recueil de MM. Dalloz, année 1825-1-311. Elles n'ont point, en effet, été accueillies par la pratique. La théorie, qui triomphe aujourd'hui *et que nous adoptons pleinement*, est celle d'après laquelle l'étranger, qui se marie sans contrat avec une Française, est censé vouloir adopter le régime national du pays où les époux entendent fixer leur domicile conjugal. Cette manière de voir a été consacrée par les coutumes de l'ancienne France. Elle est aujourd'hui adoptée par les auteurs et les arrêts suivants: — *Auteurs :* — Demolombe, t. I, n° 87; — Aubry et Rau, t. V, § 504 *bis*, p. 275; — Rodière et Pont, *Contrat de mariage*, t. I, n° 34; — Dalloz, Code civil annoté sur l'art. 3, n^os^ 167, 170, 171, 177, 178 et suivants. — *Arrêts* : — Cass. req., 29 décembre 1836 (Sirey, 37-1-437); — Paris, 3 août 1849 (D. P. 49-2-182 et Sirey, 49-2-420); — Metz, 9 juin 1852 (D. P. 52-2-190); — Paris, 15 décembre 1853 (D. P. 55-2-192, Sirey, 54-2-105); — Cass. civ., 11 juillet 1855 (D. P. 56-1-9 et Sirey, 55-1-699); — Cass. civ., 4 mars 1857 (D. P. 57-1-102 et Sirey, 57-1-247); — Alger, 16 février 1867 (Sirey, 68-2-48); — Bordeaux, 2 juin 1875 (D. P. 76-2-143). Nous pouvons encore citer, dans le même sens, un arrêt de la Cour de cassation en date du 18 août 1873 (D. P. 1874-1-258). — Cet arrêt admet, de tous points, la doctrine par nous proposée : seulement, eu égard aux circonstances particulières de l'espèce qu'il visait, il a refusé d'appliquer le principe à un Anglais, M. Evans, mais par trois motifs

d'une manière certaine, l'intention, de la part des époux, de fixer le siège de leur association conjugale ailleurs qu'au domicile du mari, c'est ce domicile qui est à considérer comme domicile matrimonial. Telle est la règle admise par la grande majorité des auteurs dans la doctrine, et des arrêts en jurisprudence. (Comp. MM. Aubry et Rau, t. v, § 504 *bis*, texte et note 4 ; — Cass. 29 décembre 1836. Sir. 37-1-437).

Mais d'un autre côté, il se peut aussi que le lieu du domicile commun, ou, à son défaut, du domicile du mari, ne soit pas connu, ou bien ne présente pas un caractère de fixité suffisant pour être pris en considération. Dans ce cas, il y a nécessité de s'attacher à un autre criterium. Voici alors la double règle qu'il convient de poser. Les époux, *tous deux Français*, sont censés, en l'absence de contrat de mariage, avoir voulu se soumettre au régime de la communauté légale, établi par la loi française, et ce principe s'appliquera même au cas où le mariage aurait été célébré à l'étranger. De même, deux étrangers, appartenant à la même nation, qui se seront mariés en France, devront aussi être considérés comme ayant voulu adopter le régime de droit commun établi par leur loi nationale. — Quant au cas spécial où le mariage aurait été contracté entre Français et étrangers, le domicile du mari ne pouvant, nous le supposons, être pris en considération, on tiendrait alors compte de la loi nationale du mari.

Telle est l'hypothèse en vue de laquelle nous nous rallions à l'opinion de Fœlix, lorsqu'il nous dit : « La *loi personnelle* imprime une direction aux faits de

purement d'espèce : — 1° M. Evans n'avait jamais eu, en France, qu'une *résidence passagère ;* — 2° son mariage avait été contracté à *l'étranger*, à savoir à Nice, non encore réunie à la France ; — 3° Plusieurs actes authentiques, passés après le mariage, affirmaient *l'esprit de retour* de M. Evans en Angleterre. — Nous avons donné dernièrement, en ce sens, une consultation, demandée par nos éminents confrères de Paris, MM. les *solicitors Mourilyan and Son*, dans l'affaire Dugdale.

l'homme, par exemple, relativement à l'association conjugale quant aux biens.... Le fait des époux qui s'unissent par mariage, reçoit, quant aux biens, sa direction par la loi personnelle du mari; et la loi personnelle du mari exerce ses effets même sur ceux des biens immeubles appartenant aux époux, qui se trouvent situés hors du territoire pour lequel cette loi a été rendue (1). »

666. Ces règles une fois connues, rappelons-en une autre d'une extrême importance. C'est qu'en France, aux termes de l'article 1395 du Code civil, dès que le mariage est célébré, le contrat pécuniaire de mariage devient irrévocable comme le mariage lui-même. Il faut bien qu'il en soit ainsi. En effet, si le contrat de mariage pouvait, après la célébration du mariage, être modifié ou abandonné, il pourrait fort bien se faire qu'un des époux, dominé par l'autre, acceptât nécessairement et avec une obéissance aveugle, tous les changements qu'exigerait l'intérêt personnel de son conjoint. A ce premier motif s'en ajoute, du reste, un second. C'est qu'il importe dans l'intérêt des tiers, et pour la sécurité des affaires, que les conventions matrimoniales ne soient pas variables au gré des parties. Les époux pourraient, d'ailleurs, se faire ainsi des libéralités indirectes et irrévocables en violation de l'article 1096. Quelque puissantes que soient ces considérations, notons cependant qu'elles n'ont pas paru décisives aux yeux de tous les législateurs : car il y a, paraît-il, des pays où les conventions matrimoniales ne sont pas irrévocables.

667. Maintenant que nous avons rappelé les principes de la matière, posons l'hypothèse suivante. Deux époux français se marient en France, où ils adoptent un certain régime matrimonial; ou bien encore, ils n'ont pas fait de contrat de mariage, de telle façon qu'aux termes de l'article 1400 du Code civil, ils se trouvent de plein droit soumis au régime de la communauté légale. Plus tard, une naturalisation est acquise par ces deux époux, ou

(1) *Droit international privé*, t. I, p. 208.

par le mari seul, dans un pays où les conventions matrimoniales ne sont pas, comme en France, irrévocables, ou bien dans un pays où, en l'absence de conventions expresses, le régime de droit commun n'est pas celui de la communauté.

668. De là naît la question suivante : Après cette naturalisation, le mari ou les époux pourront-ils changer leur contrat de mariage ? ou bien le régime à eux imposé, en l'absence de conventions, sera-t-il désormais celui du pays étranger où la naturalisation a été acquise ?

Comme on le voit, cette question est complexe et comprend en réalité deux cas qu'il faut distinguer avec soin : — ou bien c'est le mari seul qui s'est fait naturaliser dans le pays étranger ; — ou bien la naturalisation a été acquise par les deux époux.

669. 1^er^ *cas.* Le mari seul, Français d'origine, s'est fait naturaliser dans un pays étranger.

Pour ce premier cas, nous ne pensons pas que la controverse soit possible. Sans doute, une difficulté pourrait se concevoir dans le système de ceux qui pensent que la naturalisation acquise par le mari seul s'étend de plein droit à la femme : car, dans cette opinion, les deux époux à la fois seraient soumis à un statut personnel nouveau. Mais pour nous, qui avons admis que la nationalité de la femme est un droit personnel et indépendant, la question ne peut faire aucun doute.

Dès que les conventions matrimoniales ont été conclues, ou bien dès le jour où, en l'absence de contrat, les époux se sont trouvés régis par la communauté légale, ce fut un droit pour eux de rester soumis à ce régime. Permettre au mari de changer, après coup, par une naturalisation, ce qui a été formellement ou tacitement convenu entre les deux époux, ce serait lui permettre de dépouiller sa femme d'un *droit acquis*, résultat auquel la naturalisation, comme on le sait, ne doit jamais aboutir.

Sans doute, lorsqu'il s'est agi de l'union civile, nous avons admis que si l'un des époux se faisait régulière-

ment naturaliser dans un pays où il pourrait divorcer, l'autre époux resté Français se trouverait, sauf controverse, du même coup délié d'un engagement primitivement indissoluble. Mais c'est qu'alors nous ne nous trouvions pas, comme ici, en présence d'un droit pécuniaire, comptant dans le patrimoine, d'un *droit acquis*. On ne peut pas dire, en effet, qu'un époux ait un *droit acquis* à ne pas se remarier, quand son conjoint est régulièrement divorcé.

Cette solution, d'ailleurs, a toujours été consacrée par la jurisprudence française. Ainsi, par un arrêt du 30 janvier 1854 (Dev. 54-1-268), la Cour de cassation a posé en principe que le régime matrimonial, une fois établi, ne peut recevoir aucune atteinte par le changement de nationalité ou de domicile du mari. Dans l'affaire à l'occasion de laquelle est intervenu cet arrêt de la Cour suprême, il s'agissait d'un Anglais qui, s'étant marié sans contrat, était venu s'établir en France, *s'y était fait naturaliser*, et enfin y avait acheté un immeuble, conjointement avec sa femme. On décida que cet immeuble n'était point commun aux deux époux comme l'eût voulu la loi française, mais qu'il appartenait uniquement au mari, conformément à la loi anglaise.

Plus récemment, par un arrêt du 12 juin 1874 (D. P. 75-1-334), la Cour de cassation a encore décidé qu'un individu qui, devenu Français par l'incorporation de son pays à la France, s'était marié sans contrat, se trouvait, du même coup, soumis au régime de la communauté légale (art. 1400 du Code civil), mais que ce régime ne changerait pas à la suite de la séparation ultérieure du territoire. Cette décision est d'autant plus remarquable qu'il s'agissait, dans l'espèce, du démembrement de 1814 qui, comme on le sait, a revêtu un caractère rétroactif (1). La nature particulière du remaniement territorial de cette

(1) Comparez M. Herbaux, *De la qualité de Français acquise ou perdue par suite d'une annexion au territoire ou de son démembrement*, p. 223, note 1.

époque eût donc rigoureusement exigé que l'individu en question fût regardé comme n'ayant jamais été soumis à la loi française, ni, par suite, au régime matrimonial qui, en France, constitue le droit commun. La Cour suprême a cependant dérogé à cette interprétation logique, tant est grand son respect pour les droits acquis découlant de conventions matrimoniales, formelles ou tacites. (Comp. Dalloz, *verbo* Contrat de mariage, n° 209; — Cour de Lyon, 28 décembre 1838; Dalloz, *ibidem*, n° 213, note 1; — Cour de Metz, 9 juin 1852, D. P. 52-2-190.)

670. 2e *cas*. Nous avons maintenant à supposer que les époux, Français d'origine, se sont, *tous les deux*, fait naturaliser dans un pays étranger. La jurisprudence n'a pas eu à s'occuper de cette hypothèse. Les arrêts, rendus en cette matière, prévoient simplement le cas où le mari seul aurait changé de nationalité. Deux systèmes sont en présence.

671. Un *premier système* soutient que, même dans le cas où les deux époux changeraient de nationalité, ils ne pourraient pas, pour cela, modifier leurs conventions matrimoniales, et que, à défaut de contrat, ils ne cesseraient pas d'être régis par la communauté légale.

En effet, dit-on, il est de principe qu'un changement de nationalité, chez des parties contractantes, n'altère pas une convention précédemment conclue. Or, s'il n'y a pas eu de contrat de mariage, la même règle n'en doit pas moins être observée : car, si alors la loi impose la communauté légale aux parties, elle ne fait que présumer leur volonté. Les époux qui ne font pas dresser par un notaire un contrat de mariage, sont censés, par là même, choisir le régime de la communauté légale (art. 1393). Il y a là l'idée d'une *convention* tacite qui, comme toute convention expresse, doit, dans l'avenir, toujours être régie par la loi qui a présidé à sa formation.

D'ailleurs, ajoute-t-on, les motifs qui ont fait édicter, en France, l'immutabilité du régime matrimonial, ne perdent rien de leur force par l'effet d'une naturalisation

intervenue. Est-ce qu'après, comme avant le changement de nationalité, il n'y a pas lieu de craindre qu'un époux ne se laisse dominer par l'autre? Est-ce que les tiers n'auraient pas à redouter des surprises? (Comp. Fœlix, *Droit international privé*, t. I, nº 91, p. 214.)

672. Nous ne pensons pas, cependant, que ces raisons soient décisives, et nous nous rallions, de préférence, au *second système* suivant lequel, après la naturalisation volontaire des deux époux, leurs conventions matrimoniales pourront être modifiées si la loi de la nouvelle patrie admet ces modifications : à défaut de contrat, le régime cessera d'être celui de la communauté, pour devenir celui de droit commun dans l'Etat naturalisant.

Sans doute, il est exact de dire qu'un changement de nationalité ne peut point altérer une convention préalablement passée. Mais s'il en est ainsi, en principe, c'est que, pour la plupart des conventions, la loi qui préside à leur formation et régit leurs effets, est celle du lieu où elles ont été conclues. Or, nous nous trouvons ici dans une matière exceptionnelle. Nous avons, en effet, supposé que, le domicile matrimonial ne pouvant être pris en considération, force était bien de s'en rapporter au statut personnel des époux.

Du moment où l'on admet cette prémisse, il faut en déduire les conséquences directes que la logique impose. Le statut personnel des époux étant devenu nouveau, par le moyen de la naturalisation, leur régime matrimonial pourra aussi devenir nouveau. Soutenir le contraire, ce serait dénier la souveraineté de la loi personnelle.

Mais, objecte-t-on, l'article 1395, sous l'empire duquel les époux se sont mariés, ne prohibe-t-il pas la révocation du contrat de mariage? A cela nous répondrons que l'article 1395, étant une règle de statut personnel, n'a pu être édicté que pour des Français. Or nous nous trouvons maintenant en présence d'époux étrangers. La révocabilité ou l'irrévocabilité du régime matrimonial est une règle d'ordre public : or, chaque pays entend et

règle l'ordre public à sa façon. Force est donc d'appliquer, sur ce point, aux divers individus, naturalisés ou indigènes, leurs lois nationales. Qu'on ne dise pas davantage que, de cette manière, un époux va pouvoir désormais être dominé par l'autre. Si l'époux le plus faible vient en réalité à subir cette domination, c'est qu'il l'aura bien voulu : rien ne l'obligeait à changer de patrie.

Quant aux tiers, il va sans dire que les droits, acquis par eux sous l'empire de l'ancien régime matrimonial, seront entièrement respectés. Les relations qu'ils pourront avoir, dans l'avenir, avec les époux, seront régies par la nouvelle loi. Quelquefois, sans doute, ils pourront être trompés. Mais qu'y faire? C'est là un des inconvénients inhérents à la diversité des législations. D'ailleurs, les plus prudents pourront, s'ils le veulent, provoquer des époux une déclaration sur le régime qui actuellement les régit. Si cette déclaration était mensongère, il y aurait là une manœuvre dolosive contre laquelle la jurisprudence ne manquerait jamais de s'élever : arg. de la loi du 10 juillet 1850 et de l'article 1391 du Code civil. Nous concluons donc, en disant que deux époux français peuvent changer leurs conventions matrimoniales, lorsque, par la naturalisation, ils sont devenus citoyens d'un pays où le contrat de mariage est révocable. Mais à l'inverse, deux époux étrangers, qui se feraient naturaliser en France, ne pourraient plus, à cause de leur nouveau statut personnel, modifier désormais leur régime matrimonial. (Comp. en ce sens M. Demangeat, *sur Fœlix*, t. I, p. 216, note *a*.)

673. Ce que nous venons de dire des conventions matrimoniales s'applique, par identité de motifs, aux donations entre époux. Aussi retrouvons-nous, en cette matière, la même controverse que celle relative au contrat de mariage.

674. Ainsi un *premier système*, soutenu par Fœlix (1), prétend que la donation entre époux, incommutable d'après

(1) *Droit international privé*, t. I, n° 108, p. 247.

la loi du pays où elle a été passée, ne saurait être révoquée par l'un d'eux, lorsque les époux, par une naturalisation en France, se trouvent soumis à la disposition de l'article 1096 du Code civil, disposition qui, comme on le sait, déclare toujours révocables toutes les donations faites entre époux pendant le mariage.

675. Au contraire, un *second système*, soutenu par M. Demangeat (1), l'éminent annotateur de Fœlix, pose en principe que la révocabilité des donations entre époux, comme, à l'inverse, l'irrévocabilité des conventions matrimoniales, dépend du statut personnel. De cette prémisse, M. Demangeat tire cette conséquence que deux époux étrangers, qui se sont fait naturaliser Français, ayant désormais la loi française pour loi personnelle, se trouvent soumis à l'article 1096 du Code civil, comme d'ailleurs, nous les avons déjà déclarés soumis à l'article 1395 du même Code. De plus, ajoute M. Demangeat, ces articles touchant à l'ordre public, on n'est pas recevable, pour en éviter l'application, à parler de *droits acquis*. C'est à ce dernier système que nous nous rallions de préférence.

676. Nous avons annoncé qu'après les difficultés soulevées sur les effets de la naturalisation relatifs à la dette alimentaire et au contrat pécuniaire de mariage, il y en avait encore d'autres relatives à certaines règles de *procédure* auxquelles est soumis, dans notre droit, un étranger créancier ou débiteur d'un Français. C'est à l'examen de ces difficultés nouvelles que nous arrivons.

Nous verrons successivement les effets que peut produire la naturalisation d'un étranger, relativement à la compétence spéciale qui pouvait lui être applicable en vertu de l'article 14 du Code civil, et aussi relativement à la caution *judicatum solvi*, qui lui est imposée par l'article 16 du même Code.

(1) *Op. cit.*, nº 108, note *a*.

§ III.

De la COMPÉTENCE SPÉCIALE applicable à l'étranger, en vertu de l'article 14 du Code civil.

677. Suivant le droit commun, en matière personnelle, le demandeur doit poursuivre le défendeur devant le tribunal du domicile de ce dernier. C'est ce qu'on exprime par l'adage si connu : *actor sequitur forum rei* (art. 59, Cod. pr. civ.). Mais, par exception à cette règle, l'article 14 du Code civil décide qu'un Français peut poursuivre un débiteur étranger, même non résidant en France, *devant un tribunal de France*, pour des obligations contractées envers lui par cet étranger, soit en France, soit à l'étranger. Cette particularité une fois rappelée, nous poserons l'hypothèse suivante. Un étranger est créancier d'un autre étranger. Plus tard, ce créancier devient Français par voie de naturalisation. On se demande alors s'il pourra désormais, en vertu de l'article 14, poursuivre son débiteur devant un tribunal français.

678. Un *premier système* soutient la négative :

1° L'article 14, pris dans ses termes, n'admet d'exception au principe de la compétence que dans le cas d'*obligations contractées par un étranger envers un* Français. Or le créancier dont il s'agit était étranger, au moment où l'obligation a été contractée envers lui;

2° D'ailleurs, l'étranger débiteur n'a pas dû s'attendre, en contractant, à subir l'application de l'article 14. Décider que la naturalisation du créancier pourrait venir empirer la situation de ce débiteur, ce serait donner, en violation des principes, un caractère rétroactif à la naturalisation. (Comp. M. Massé, *Dr. comm.*, t. 1, n° 682; M. Pailliet, Dict., *verbo* Actions concernant les étrangers, n° 6; — Rouen, 29 février 1840, Sir, 1840-2-256; — Paris, 11 décembre 1847, Sir. 48-2-49.)

679. Nous préférons le *second système* d'après lequel un étranger, créancier d'un autre étranger, peut, après sa naturalisation en France, poursuivre son débiteur devant un tribunal français :

1° En effet, il faut d'abord remarquer que l'article 14 ne repose pas essentiellement sur l'intention présumée des parties contractantes. Dès lors, il ne faut pas trop s'attacher à l'espoir que le débiteur aurait conçu, en contractant, de ne pas être justiciable des tribunaux français. Le législateur, en édictant l'article 14, a surtout voulu protéger nos nationaux, parce qu'il se défiait des décisions rendues par les tribunaux étrangers. Or, l'étranger, naturalisé en France, s'il devait nécessairement s'adresser aux tribunaux de son ancienne patrie, rencontrerait, peut-être, du mauvais vouloir chez les juges ;

2° D'ailleurs, par suite de la naturalisation qu'il a obtenue, le créancier, primitivement étranger, se trouve être devenu un créancier nouveau, et il peut, évidemment, argumenter de toutes les qualités personnelles qui résultent de son état. Or, comme la loi a attaché à la qualité de Français la prérogative de l'article 14, incontestablement ce créancier, actuellement Français, doit avoir le droit de s'en prévaloir ;

3° Enfin, l'article 14 établit un privilège relativement à la forme de procéder : or, il est de principe que les formes de procéder se règlent d'après la loi du temps où la demande est intentée.

Aussi a-t-il été jugé avec raison, d'après nous, qu'un étranger, déclaré d'abord non recevable à poursuivre son débiteur étranger devant les tribunaux français, pouvait, après avoir obtenu la naturalisation en France, actionner de nouveau le défendeur, devant les mêmes tribunaux (1).

680. Nous avons supposé jusqu'ici un créancier

(1) Cour de Trèves, 18 mars 1807, Dall., *verbo* Droit civ., n° 285, note 2. — Aix, 24 juillet 1826, *Ibid.*, n° 269, note 3. — Comp. Fœlix, t. I, n° 176 ; — M. Demangeat, *Ibid.* note *a* : — M. Bonfils, *De la compét.*, n° 63.

étranger devenant Français. Il est bien entendu, qu'à l'inverse, un Français, créancier d'un étranger, ne pourrait plus invoquer l'article 14, si, au moment de la poursuite, il s'était fait naturaliser en pays étranger.

681. On sait aussi qu'aux termes de l'article 15 du Code civil, un *Français* peut être traduit, devant un tribunal de France, pour des obligations par lui contractées en pays étranger, même avec un étranger. Par application de la doctrine que nous avons exposée sur l'article 14, il faut également décider qu'un étranger, naturalisé Français, pourrait être traduit, par un étranger, devant un tribunal français, alors même que la naturalisation serait postérieure à la naissance de l'obligation. (Cass. 27 mars 1833, *Gazette des Tribunaux*, 10 avril 1833; Fœlix, t. 1, n° 129.)

§ IV.

De la caution judicatum solvi.

682. En vertu de l'article 16 du Code civil, un étranger, qui est demandeur devant un tribunal français, est, en principe, tenu de donner caution pour le paiement des frais et dommages-intérêts résultant du procès.

683. Voici, dès lors, la question que l'on a soulevée. Un individu, qui était Français au moment où une obligation a été souscrite à son profit, mais qui est devenu étranger au moment où il intente son action, sera-t-il soumis à la caution *judicatum solvi?* A notre avis, il faut faire une réponse affirmative. En effet, comme nous le disions sur l'article 14, c'est là une de ces questions de procédure pour la solution desquelles il faut se placer au moment même de la demande. Le demandeur ne peut pas se plaindre d'être ainsi dépouillé d'une faculté sur laquelle il pouvait légitimement compter : car le droit, pour lui, de ne pas donner la caution *judicatum solvi*, n'était pas attaché à sa créance. Ce droit pouvait simplement être attaché à sa qualité de demandeur *français* :

or, il se trouve que, par suite d'une naturalisation acquise en pays étranger, il n'a plus cette qualité.

684. A l'inverse, et par analogie, il faudrait décider qu'un créancier étranger, devenu Français au moment de la poursuite, ne serait plus tenu de donner la caution *judicatum solvi*.

685. Nous avons ainsi terminé l'exposé des effets de la naturalisation sur les relations pécuniaires du citoyen naturalisé. Il ne nous reste plus qu'à dire quelques mots, en appendice, des effets produits par la naturalisation dans deux matières spéciales : l'extradition et le service militaire.

APPENDICE.

Des effets de la naturalisation, en matière d'EXTRADITION et de SERVICE MILITAIRE.

A. De l'extradition.

686. Nous avons déjà eu l'occasion de dire (*suprà*, n° 586, note 1), que la naturalisation d'un individu ne devait en rien faire obstacle, soit à la répression des infractions qu'il aurait antérieurement commises, soit à l'accomplissement des peines qui lui auraient été infligées dans son pays d'origine. Par conséquent, un Français qui, après avoir commis un délit, s'est fait naturaliser en pays étranger, sera, s'il revient dans son pays d'origine, arrêté, poursuivi et jugé, sans que sa nouvelle patrie puisse entraver l'œuvre de la justice française.

687. Mais la question, qui fait difficulté, est celle de savoir si le citoyen naturalisé peut être *extradé* pour un crime commis avant sa naturalisation. On sait, en effet, qu'ordinairement dans les traités d'extradition, les hautes puissances contractantes conviennent de ne pas livrer leurs nationaux. Supposons donc qu'un individu, après avoir commis un crime en France, ou dans tout autre Etat, se réfugie dans un pays étranger et s'y

fasse naturaliser. L'Etat, sur le territoire duquel le crime a été commis, pourra-t-il encore exiger du pays de refuge l'extradition du malfaiteur ?

688. Disons tout de suite, qu'en fait, le droit des gens actuel n'est pas favorable à une telle demande d'extradition. En pareil cas, le pays de refuge répond habituellement qu'il ne peut point livrer le criminel, puisque celui-ci est devenu un de ses *nationaux*.

689. Nous ne pensons pas, cependant, qu'une telle prétention soit fondée. En effet, au jour où il commettait son crime, l'individu dont il s'agit, n'était pas national du pays où il s'est réfugié. Donc, dès ce moment, le gouvernement qui le réclame a eu, ce nous semble, un droit acquis à l'extradition. Si la naturalisation ne peut porter atteinte aux droits acquis en faveur du naturalisé, elle ne doit pas davantage porter atteinte aux droits acquis contre lui.

690. Notons, d'ailleurs, que cette solution a été consacrée dans le dernier traité d'extradition conclu entre la France et l'Angleterre. Ce traité, en date du 14 août 1876, porte, dans son article 2, que, si le malfaiteur a obtenu la naturalisation dans le pays de refuge, postérieurement à la perpétration du crime, il sera néanmoins livré. Nous souhaitons de voir se généraliser cette disposition tutélaire de la convention franco-anglaise.

B. Du service militaire.

691. Nous savons que l'étranger qui se fait naturaliser en France jouit, en principe, des *droits* de citoyen français, le plus complètement qu'il est possible. Par réciprocité, il est juste qu'il supporte aussi *toutes les obligations* attachées à cette qualité. Il importe cependant de noter une grave dérogation à cette règle. C'est que l'étranger, qui obtient en France la naturalisation, n'est pas astreint, aux termes de la loi du 27 juillet 1872, à l'obligation du service militaire.

C'est là certainement un oubli de la loi du 27 juillet

1872. Il serait logique que les citoyens naturalisés fussent appelés avec la classe dont ils feraient partie s'ils étaient nés Français. Beaucoup de lois étrangères ont d'ailleurs consacré ce système (1). (Comparez, au surplus, un arrêt du conseil d'Etat en date du 19 janvier 1877, que nous avons déjà rapporté en présentant le commentaire de l'art. 9 du Code civil, *suprà*, n° 169.)

692. Plaçons-nous maintenant en face d'un ex-Français qui revient en France, avec le titre de citoyen d'une puissance étrangère. S'il n'a pas régulièrement accompli ses devoirs militaires avant son départ, il peut se trouver, ou *omis* sur les listes du contingent, ou *insoumis*, ou *déserteur*.

A-t-il été omis? Il n'est passible d'aucune peine. Une inscription postérieure à sa naturalisation ne serait pas efficace : nul n'est admis dans les troupes françaises, s'il n'est Français (loi du 27 juillet 1872, art. 7).

L'individu en question est-il un *insoumis?*

Dans ce cas, voici comment procède le ministère de la guerre, si nous nous en rapportons à une excellente consultation (2) donnée en 1868, par M. Treitt, avocat et conseil de l'ambassade anglaise à Paris : « Quand un *insoumis* est signalé au ministre de la guerre, il le traduit devant un conseil de guerre : car un insoumis est un soldat qui n'a pas rejoint son drapeau. — Si l'insoumis excipe de sa naturalisation en pays étranger, le conseil de guerre surseoit à l'application de la peine et accorde au prévenu un délai pour faire constater, par les tribunaux civils, sa qualité d'étranger. — S'il obtient un jugement déclarant qu'il a perdu la qualité de Français, le conseil de guerre l'acquitte, mais seulement quand sa naturalisation est *antérieure à trois années;* sinon les juges lui appliquent la peine de l'in-

(1) Comp. notamment la loi autrichienne du 5 décembre 1868, art. 6.

(2) Cette consultation se trouve rapportée *in extenso* dans nos *Questions pratiques de naturalisation*, p. 6 et suivantes.

soumission : en effet, l'insoumission est un *délit successif,* c'est-à-dire qu'il ne peut se prescrire (se pardonner) par aucun laps de temps, qu'il dure aussi longtemps que l'insoumission elle-même, et ne finit que quand l'insoumission *cesse*. Or, la jurisprudence des conseils de guerre est que l'insoumission *cesse,* le jour de la naturalisation en pays étranger. Dès ce jour, la prescription court contre le délit d'insoumission ; alors ce délit, comme tous les autres délits, se prescrit par trois ans, et *l'insoumis, dont la naturalisation remonte à plus de trois ans, n'encourt plus aucune peine.* Si, au contraire, la naturalisation n'a pas trois années de date, l'ex-Français est traité comme un insoumis et puni, lors même qu'il serait citoyen d'un autre pays, quel qu'il soit. — Ainsi, pour échapper à la peine de l'insoumission, l'ex-Français est obligé de passer au moins trois années loin de la France ; s'il revient avant ce délai, il court le risque que les conseils de guerre lui appliquent une peine de un mois à un an de prison ; car il est encore en état d'insoumission. — Il ne faut pas oublier de dire que quand, dans ce cas, l'insoumis a fait sa peine, il est libre, et sa qualité d'étranger empêche qu'il soit incorporé dans l'armée française. »

693. Enfin, lorsque, d'abord incorporé, un Français *déserte* et se fait naturaliser dans le pays où il s'est réfugié, il peut être poursuivi pour désertion : mais la prescription commence, de même, à courir en sa faveur, du jour de la naturalisation.

FIN DE LA TROISIÈME ÉTUDE.

QUATRIÈME ÉTUDE

QUATRIÈME ÉTUDE.

DE LA NATURALISATION.

LÉGISLATION COMPARÉE EN MATIÈRE DE NATURALISATION.

694. Pour terminer notre traité, il nous a paru intéressant et utile à la fois, de consacrer une quatrième et dernière étude à l'examen spécial des législations diverses du monde civilisé.

Nous nous occuperons, dans deux parties distinctes, des pays d'*Europe* et des pays d'*Amérique*. Pour l'une et l'autre de ces contrées, nous classerons les Etats par ordre alphabétique.

PARTIE PREMIÈRE.

PAYS D'EUROPE.

695. En ce qui concerne l'Europe, nous nous proposons d'examiner successivement les législations de l'Allemagne, — de l'Angleterre, — de l'Autriche-Hongrie, — de la Belgique, — du Danemark, — de l'Espagne,

— de la Grèce, — de l'Italie, — du Luxembourg, — de la Principauté de Monaco, — de la Norwège, — des Pays-Bas, — du Portugal, — de la Russie, — de la Roumanie, — de la Suède, — de la Suisse, — enfin, de la Turquie.

ALLEMAGNE

696. Quand le législateur d'une confédération, comme l'Allemagne, veut régir les modes d'acquisition de la nationalité, il a une question préalable à résoudre, question qui ne peut même pas se poser à propos d'un Etat simple et indivisible, comme la France. C'est celle de savoir, si pour être citoyen confédéré, il faudra nécessairement être membre de l'un des Etats qui forment la confédération.

On conçoit que ce problème puisse être diversement apprécié et résolu. En fait, il a reçu des solutions différentes suivant les pays. Ainsi, aux Etats-Unis, le titre de citoyen américain est indépendant de celui de citoyen de l'un des Etats de l'Union. En effet, s'il est vrai que tout citoyen d'un Etat soit *ipso facto* citoyen des Etats-Unis, il ne s'ensuit pas que tout citoyen des Etats-Unis soit nécessairement citoyen d'un Etat déterminé (1).

En Suisse, au contraire, celui-là seul peut être citoyen de la confédération Helvétique, qui est membre d'un canton (2).

697. C'est en faveur de cette dernière théorie que s'est prononcée la Constitution de la confédération Allemande. Malheureusement ce système, une fois adopté, avait, dès le début, été la source de bien des difficultés. En effet, du moment où la nationalité fédérale a pour base la nationalité d'un des Etats et ne peut exister sans celle-ci, les règles, pour l'acquérir ou la perdre, différeront avec les lois de chacun de ces Etats particuliers. C'est pour

(1) Comp. M. Dutcher, *American Law Review*, vol. XL, nº 3, p. 447.
(2) Art. 2, Constitution fédérale.

remédier à cette fâcheuse diversité qu'a été votée la loi du 1er juin 1870. Le législateur allemand a voulu, par là, établir des règles uniformes, sur un sujet aussi important que la nationalité. Cette loi, d'abord faite pour l'Allemagne du Nord, a été étendue à tout l'Empire d'Allemagne, depuis que celui-ci a été fondé. Nous allons résumer ici ses dispositions principales.

698. Il faut distinguer, nous l'avons déjà dit, deux manières de déterminer la nationalité : l'une indiquant que l'on fait partie de l'un des Etats confédérés; l'autre indiquant que l'on fait partie de la confédération elle-même. De là aussi deux espèces de collation du droit de cité. La première, l'*aufnahme*, n'est autre chose que l'acceptation, dans un *Etat* de l'empire, des *citoyens d'un autre Etat ;* — la seconde est la naturalisation proprement dite : elle s'applique à l'étranger qui, venu d'un pays autre que l'empire d'Allemagne, désire obtenir la qualité de citoyen *(staatsangehorigkeit)*.

L'*aufnahme* diffère de la naturalisation en ce qu'elle constitue un *droit* que l'on peut réclamer, sans crainte de se le voir refuser, pourvu, d'ailleurs, que l'on remplisse les conditions généralement exigées pour la naturalisation.

Au contraire, la *naturalisation* est une *faveur* que l'on sollicite du gouvernement : celui-ci peut refuser cette faveur, alors même que le postulant remplirait les conditions requises pour son obtention.

699. Quelles sont donc les conditions requises pour obtenir la naturalisation, si toutefois le gouvernement veut bien l'accorder? Ces conditions sont au nombre de quatre :

1° Il faut que l'étranger, qui demande la naturalisation, soit capable de disposer *(dispositionsfahig)*, d'après la loi de sa propre patrie, ou, à défaut de cette capacité, qu'il ait obtenu l'autorisation de son père, de son tuteur ou de son curateur. Quelle est au juste la portée de la condition indiquée par ce mot : *dispositionsfahig ?* Les auteurs ne sont pas d'un accord unanime sur ce point. Sui-

vant M. de Holtzendorff (1), cette expression signifierait « capable de disposer de ses biens. » La plupart des jurisconsultes qui se sont occupés de la question pensent, au contraire, que la capacité ici exigée comprend celle de disposer de sa personne. M. Bluntschli (2), qui est de cet avis, propose pourtant une distinction. Selon cet auteur, il y aurait d'une part des incapacités naturelles, rationnelles : ce sont les seules qui s'opposeraient à la validité de la naturalisation. D'autre part, il y aurait des incapacités artificielles, arbitraires, qui ne créeraient aucun obstacle à l'acquisition de la nationalité : parmi ces dernières, figurerait l'incapacité qui continue, suivant certains auteurs (combattus par nous *suprà*, n^os^ 417 et suivants), à frapper la femme même séparée de corps, dans les termes de la loi française ;

2° Il faut que la conduite de l'étranger soit irréprochable ;

3° Il faut qu'il ait, dans l'endroit où il veut se fixer, une habitation à lui, ou une location ;

4° Enfin, il faut encore que l'étranger soit en état de pourvoir à son entretien et à celui de sa famille. Remarquons qu'aucun *délai de stage* n'est exigé. Ainsi, en principe, la naturalisation, d'après les lois allemandes, exige une concession gracieuse et expresse faite par le gouvernement.

700. A ce principe, il convient cependant d'apporter quelques dérogations.

701. En effet, aux termes de l'article 9 de la loi du 1^er^ juin 1870, l'admission, par le gouvernement d'un des Etats confédérés, d'un étranger au service direct de l'Etat ou sa nomination à des fonctions ecclésiastiques, universitaires ou municipales, tient lieu de naturalisation, à moins de réserve formelle dans l'acte de nomination. L'acte de naturalisation peut donc être remplacé par la nomination à une fonction publique. Il y a là une naturalisation *tacite*.

(1) *Journal de droit international privé*, 1876, p. 10.

(2) *Revue pratique*, 1876, p. 318.

Mais il faut bien remarquer que, même dans ce cas, l'étranger n'acquiert la nationalité allemande que s'il s'établit, pour l'exercice de ses fonctions, dans un Etat de l'Allemagne. Du moins telle est l'interprétation que comportent les termes de la loi du 1er juin 1870.

Dès lors, avec un tel système, les étrangers qui remplissent des fonctions publiques, *hors du territoire Allemand*, ne peuvent point obtenir la naturalisation. Et pourtant, puisqu'ils servent, eux aussi, le gouvernement allemand, ils sont également dignes de la faveur de ce gouvernement.

Cette anomalie n'existe plus aujourd'hui. Une loi du 20 décembre 1875 est venue la faire disparaître par son article unique ainsi conçu : « La naturalisation ne peut pas être refusée dans les pays de la confédération, dans lesquels ils réclament la concession de la nationalité d'Etat, aux étrangers qui, étant au service de l'Empire, reçoivent un traitement du Trésor de l'Empire, et ont leur résidence professionnelle en pays étranger (1). »

A propos des fonctions publiques, notons qu'en France elles ne suffisent pas pour naturaliser de plein droit. Seulement, il est possible que l'étranger puisse s'en prévaloir pour diminuer et faire réduire à une seule année le stage de résidence (2).

702. Nous pouvons encore citer deux autres cas dans lesquels la nationalité allemande est acquise sans concession expresse. — C'est d'abord le cas de *mariage* : la femme étrangère, qui épouse un Allemand, devient elle-même Allemande. La même disposition se trouve, on le sait, édictée par notre Code civil français (art. 12). — C'est ensuite le cas de la *légitimation*. En effet, supposons un enfant naturel, reconnu par un père allemand et une mère étrangère. Cet enfant est étranger : car en Allemagne, à la différence du système communément adopté en droit français, l'enfant naturel, même reconnu

(1) Comp. *Annuaire de législation étrangère*, 1876, p. 290.

(2) Voyez art. 2, loi du 29 juin 1867.

par les auteurs de sa naissance, suit toujours la nationalité de sa mère. Mais, si cet enfant vient à être *légitimé* par ses parents, il sera du même coup naturalisé, et il prendra la nationalité allemande de son père : car les enfants légitimes suivent la condition paternelle.

703. Dans notre droit français, il existe un mode de naturalisation par le bienfait de la loi, au profit de celui qui est né en France d'un père étranger : (Comp. article 9 du Code civil et loi du 7 février 1851). Il n'en est pas ainsi en Allemagne. Pour être investi, par la naissance, de la nationalité allemande, il faut absolument naître d'un père allemand, soit d'ailleurs en Allemagne, soit en pays étranger. Quant à celui qui naît, même en Allemagne, d'un père étranger, il n'est pas plus favorisé, au point de vue de la naturalisation, que ne l'est l'enfant né d'un étranger hors du territoire allemand.

704. En ce qui concerne les *effets de la naturalisation*, qu'il nous suffise de dire que la naturalisation confère à l'étranger naturalisé tous les droits de citoyen. Toutefois, signalons qu'à la différence de ce qui se passe en France, les effets de la naturalisation ne sont pas personnels au naturalisé. Ils s'étendent, de plein droit, à sa femme et à ses enfants mineurs. C'est là un système appelé, sans doute, à fortifier l'unité et la cohésion au sein des familles. Mais nous le trouvons peu respectueux de la liberté individuelle et du droit inviolable qui appartient à chacun de choisir sa patrie.

705. Ce n'est point d'ailleurs par ce seul côté que la loi du 1er juin 1870 nous semble peu libérale. Elle est encore critiquable au point de vue de la naturalisation acquise en pays étranger. Suivant notre droit moderne, la nationalité acquise à l'étranger par un Français fait perdre à celui-ci sa qualité primitive, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'agrément du gouvernement français (art. 17 Code civ.). En Allemagne, c'est toute autre chose. Le sujet allemand, qui obtient la naturalisation à l'étranger, n'acquiert cette nationalité nouvelle qu'au

regard du pays où il s'est fait naturaliser. Mais il reste Allemand au regard de la loi allemande. Pour cesser d'être tel, il faut qu'il donne sa démission, et que celle-ci soit acceptée par son gouvernement. L'acceptation même de cette démission serait d'ailleurs non avenue, si, dans un délai de six mois, l'ex-citoyen allemand ne s'était pas établi hors du territoire Allemand, ou n'avait pas acquis une nationalité étrangère (1).

706. Cette nécessité d'une démission *acceptée* a été édictée par la loi allemande, pour empêcher les sujets de se soustraire trop facilement au service militaire.

Aussi, le droit d'établir, en temps de guerre, des règles spéciales sur l'acceptation des démissions, a-t-il été réservé au président de la confédération. En temps de paix, la démission est toujours acceptée quand on prouve l'acquisition d'une nationalité nouvelle à l'étranger; — à défaut de cette preuve, il faudrait faire celle que, par la démission, on ne se dérobe pas au service militaire.

707. Notons, en passant, qu'en Allemagne la diminution du contingent militaire est tellement redoutée, que, d'après l'article 7 de la loi du 3 juin 1870 sur la milice, les étrangers, qui ne justifient d'aucune nationalité déterminée, sont assimilés aux regnicoles, quant à l'obligation de se faire inscrire sur les listes de la milice, dans l'année où ils ont dix-neuf ans accomplis. Après tout, nous ne pouvons trop critiquer cette disposition. S'il est rationnel que l'on acquitte ses obligations militaires envers le pays dont on est réellement le national, il est juste, en cas d'ignorance sur la nationalité, qu'on les acquitte envers le pays au milieu duquel l'on vit et où l'on trouve abri et protection.

Ainsi le veut la morale d'accord avec l'équité. Quoique

(1) Il en serait ainsi, lors même que celui qui aurait obtenu le congé, aurait cessé, depuis l'époque où ce congé lui a été délivré, de payer les impôts dans la ville prussienne où il les payait auparavant. (Arrêt de la Cour de Milan, 15 février 1876.) *Journal de droit international privé*, 1876, p. 217.

moins rigoureuse, notre loi française du 16 décembre 1874, due à l'initiative de M. des Rotours, s'est proposé un semblable but. Voyez *suprà*, nos 184 et suivants.

708. Observons encore que, par le traité du 27 avril 1876 conclu entre l'Allemagne et la Suisse, chacun des deux Etats peut interdire chez lui, le séjour d'individus, qui ont été ses nationaux et se sont fait naturaliser dans l'autre Etat, avant d'avoir satisfait aux obligations du service militaire (1).

709. Nous venons de voir la loi allemande restreindre dans d'étroites limites, le droit de changer de patrie. Nous arrivons maintenant à une disposition plus libérale. En effet, de la loi du 1er juin 1870, il résulte que la perte de la nationalité fédérale ou d'Etat, peut aussi découler du séjour prolongé en pays étranger pendant dix ans. On sait que, chez nous, la qualité de Français se perd (art. 17, n° 3) par l'établissement en pays étranger sans esprit de retour.

Comme on le voit, les dispositions ne sont pas absolument les mêmes. De là une différence pratique. C'est qu'en France quiconque s'expatrie, quel que soit le temps de son absence, est toujours présumé avoir conservé l'esprit de retour, et par suite sa nationalité. C'est à celui qui lui conteste la qualité de Français, qu'il incombe de fournir la preuve contraire. A l'inverse, en Allemagne, le citoyen qui s'est expatrié, du moins pendant dix ans, est présumé, du même coup, avoir perdu sa qualité de sujet allemand, parce que la prolongation de l'absence pendant dix ans a paru au législateur allemand une présomption suffisante que l'esprit de retour était perdu.

Ce n'est pas à dire que la preuve contraire ne puisse être faite : seulement elle incombe à celui qui prétend que, malgré son absence de dix ans, il a gardé l'esprit de retour et, par suite, sa nationalité. La loi indique

(1) *Annuaire de législation étrangère*, t. VII, 1878, p. 71 et 579. — Voyez Cogordan, *Nationalité*, p. 144.

même un moyen, pour l'expatrié, d'écarter toute présomption à fonder contre lui : il n'a qu'à inscrire son nom sur le registre du consul allemand dans le lieu où il réside.

710. Le séjour à l'étranger, pendant dix ans, entraîne la perte de la nationalité allemande, sans qu'il y ait eu besoin de demander au gouvernement allemand aucun congé, ni l'acceptation d'une démission. Et pourtant cette formalité était exigée pour la naturalisation en pays étranger. Il y a là un défaut évident de logique, que nous signalons simplement, et que nous nous garderons bien de critiquer, puisqu'il est en somme favorable à la liberté individuelle.

711. Mais si l'expatriation n'a pas besoin d'être autorisée, du moins, elle n'entraînera la perte de la nationalité, que si l'expatrié est une personne capable. Quelle capacité faut-il exiger? C'est non seulement la capacité de changer de domicile, mais encore celle de renoncer à sa nationalité, puisque, dans l'espèce, le changement de domicile doit contenir renonciation à une nationalité. Donc, une expatriation effectuée par des mineurs, même avec l'autorisation de leurs parents, ne procèderait pas utilement. C'est ce qui a été décidé avec raison par le tribunal de première instance de Strasbourg dans un jugement (1) du 16 mai 1876.

712. Le système adopté par le législateur allemand, en ce qui concerne la naturalisation acquise en pays étranger, est de nature à provoquer bien des difficultés et à soulever bien des conflits. Ainsi, supposons un sujet allemand qui se fait naturaliser en pays étranger sans avoir demandé ou obtenu le congé nécessaire. Tant que le délai de dix ans ne sera pas écoulé depuis le jour de son établissement à l'étranger, il sera regardé comme Allemand en Allemagne. Qu'il vienne à ne pas satisfaire au service militaire en Allemagne, il sera rigoureusement puni. Mais d'un autre côté, l'Etat naturali-

(1) *Journal de droit international privé*, 1878, p. 521.

sant regarde le sujet dont il s'agit, comme ayant efficacement changé de nationalité, et l'aura astreint à servir dans ses armées. Cet Etat réclamera donc, sans doute par la voie diplomatique, contre la peine qui aura pu être infligée en Allemagne. De là une source de conflits internationaux. Le législateur allemand a prévu de telles difficultés. Pour les éviter autant que possible, il a autorisé le gouvernement à conclure, avec les nations étrangères, des traités où il pourra être stipulé que les citoyens allemands, naturalisés dans un pays étranger sans que leur démission ait été d'abord acceptée, perdront leur nationalité par cela seul que leur séjour s'y sera prolongé pendant *cinq* ans seulement (1).

713. Pour terminer, il nous reste à indiquer encore trois autres causes de perte de la nationalité allemande. Ce sont : la déchéance, la légitimation et le mariage.

La *déchéance* de la qualité de sujet allemand s'opère par décision du gouvernement. C'est ce qui a lieu, par exemple, si en cas de guerre déclarée ou imminente, les citoyens ne rentrent pas dans leur pays, en observant le délai fixé; de même, si des nationaux acceptent des fonctions publiques à l'étranger et si, sommés de s'en démettre, ils n'obéissent pas à cette injonction.

714. Quant à la *légitimation*, nous savons déjà comment elle peut faire perdre la nationalité. Un enfant naturel, reconnu par un père étranger et une mère allemande, vient à être légitimé : il cesse dès lors d'être Allemand, et il se trouve, de plein droit, naturalisé dans le pays de son père.

715. Enfin, le *mariage* d'une femme allemande avec un étranger lui fait acquérir *ipso facto* la nationalité de celui-ci.

716. En traitant de la naturalisation acquise par un étranger en Allemagne, nous avons remarqué que les effets de cette acquisition n'étaient pas personnels et qu'ils

(1) Un semblable traité avait déjà été conclu, avant la loi du 1er juin 1870, avec les Etats-Unis. Il porte la date du 22 février 1868.

s'étendaient à la femme comme aux enfants encore mineurs du citoyen naturalisé. Notons maintenant que la proposition inverse est également exacte. Le sujet allemand, qui vient à perdre sa nationalité, la fait perdre, du même coup, à sa femme et à ses enfants encore mineurs. C'est par application de cette règle, que la Cour de cassation de Bruxelles (1) a pu déclarer, par un arrêt du 15 mai 1876, que le mineur né en Belgique de parents prussiens avait, comme ces derniers, perdu sa nationalité allemande par suite de leur séjour continué pendant plus de dix ans sur le territoire belge.

ANGLETERRE

717. D'après le droit coutumier (*common law*), tout individu, né sous la souveraineté du roi d'Angleterre, était sujet anglais; la règle dominante était donc le *jus soli*. Il n'y avait d'exception à ce principe que pour les enfants des agents diplomatiques étrangers, et pour ceux des étrangers ennemis, pendant l'occupation du territoire britannique. (Voyez Cockburn, *Nationality*, p. 7; Foote, *Treatise*, p. 1.)

718. Mais les statuts vinrent se poser à côté du droit coutumier, et, en résumé, ils adoptèrent le principe de l'origine, le *jus sanguinis*; en sorte que, dans le dernier état de la législation anglaise, à l'époque de la promulgation de l'Acte de 1870, non seulement les individus nés sur le territoire de la Couronne, mais aussi ceux nés à l'étranger, dont les parents ou le grand-père paternel étaient nés en Angleterre, devaient être considérés comme sujets britanniques. — Quant à la *naturalisation*, il y en avait quatre modes de réalisation : — *a*. l'Acte du parlement; — *b*. le certificat du secrétaire d'Etat; — *c*. le mariage d'une étrangère; enfin — *d*. certains services rendus à la Couronne (2).

(1) *Journal de droit international privé*, 1878, p. 520.

(2) Blaxland, *Codex*, p. 202; — Westlake, *Treatise*, p. 5; — Wes-

719. Le célèbre Acte de 1870 modifia profondément, on le sait, le texte et les principes de la législation anglaise, en matière de nationalité et de naturalisation.

D'abord, en ce qui concerne l'acquisition de la nationalité par la naissance, l'Angleterre adopte le double principe du *jus sanguinis* et du *jus soli*.

Ainsi, sont Anglais, non seulement les enfants nés de parents anglais soit en Angleterre, soit en pays étranger, mais encore les individus nés en Angleterre de parents étrangers.

720. On comprend que, du moment où l'on donne à l'acquisition de la nationalité d'origine, une base aussi large, l'on doit nécessairement se montrer facile pour le règlement des conflits internationaux, dont les questions de nationalité peuvent être la source. En effet, avec un pareil système, il est infaillible que bien souvent un pays étranger considérera comme son sujet, un individu que, de son côté, l'Angleterre réclamera aussi comme sien. C'est ce qui s'est produit notamment avec le gouvernement de Montevideo. Celui-ci regardant aussi comme devenus nationaux, les enfants d'étrangers nés sur son territoire, il fallait décider quel serait le sort des enfants nés dans ce pays, de parents anglais. L'Angleterre, pour résoudre la difficulté, partit de cette idée fort logique, qu'un pays ne peut pas refuser de reconnaître chez lui les effets d'une loi étrangère identique à la sienne. Aussi, les instructions, envoyées le 20 décembre 1842 au consul d'Angleterre à Montevideo, portaient ce qui suit (1) : « Les enfants nés hors des possessions britanniques, de père ou même de grand-père né anglais, sont Anglais en Angleterre : mais ils ne peuvent pas invoquer cette qualité contre le gouvernement du pays où ils sont nés, du moins tant qu'ils y demeurent. — Par la com-

toby, *Résumé*, p. 24; — Stephen, *Commentaries*, t. II, p. 433; — Cutler, *Law of naturalisation*, p. 2; — Cockburn, *loc. cit.*, p. 6. — *Report of the Royal Commissioners*, appendix, p. 5.

(1) Comp. Cogordan, *La nationalité*, p. 41.

mune loi anglaise, les enfants nés en Angleterre de parents anglais ou étrangers, sont Anglais, et si la loi d'un Etat étranger est conçue de la même manière, cet Etat a le droit de considérer comme sujets, ces enfants nés sur son sol. »

De même, le 1er janvier 1858, lord Palmerston écrivait à M. Christie, à Buenos-Ayres, en réponse à un mémoire adressé au gouvernement britannique relativement à l'enrôlement, par contrainte, des fils d'étrangers dans la milice locale, que le gouvernement de Sa Majesté ne pouvait point réclamer de telles personnes comme sujets britanniques (1).

721. Nous avons vu que l'Angleterre, malgré la dernière réforme, avait maintenu le principe territorial, qui imposait la nationalité britannique aux fils des étrangers, nés sur le sol des Trois-Royaumes. Mais, d'après l'Acte de 1870, ces individus, s'ils se trouvent également, lors de leur naissance, sujets d'un pays étranger, peuvent à l'époque de leur majorité se dépouiller de la nationalité anglaise au moyen d'une déclaration d'extranéité *(alienage)*, devant l'autorité locale ou les agents diplomatiques ou consulaires. Ceux nés hors du territoire britannique, d'un père sujet britannique, peuvent de la même façon renoncer à la nationalité d'origine (art. 4). Cette option, mesure on ne peut plus raisonnable, tend à éviter des conflits de nationalité : mais elle ne les a pas supprimés entièrement (Cogordan, *loc. cit.*, p. 35).

722. Passons maintenant à la naturalisation.

En ce qui concerne l'acquisition des droits de sujet anglais par voie de naturalisation, il faut, d'après M. Pasquale Fiore (2), distinguer trois actes bien distincts.

723. C'est d'abord la naturalisation imparfaite qui n'est rien autre chose que ce que nous avons déjà vu sous le nom de *dénization* (3). L'Acte de 1870, article

(1) *Report of the Royal Commissioners*, appendix, p. 61.
(2) *Droit international privé*, p. 132, 625, 635, 641 et 650.
(3) Comp. notre *Deuxième étude*, *suprà*, nº 373, p. 283.

13, déclare expressément qu'il n'enlève pas à la reine la faculté d'accorder des lettres de dénization. Ceci a lieu lorsqu'un décret royal, rendu en forme de lettre patente, pose la personne étrangère dans une condition intermédiaire entre l'étranger et le naturalisé : car l'étranger, suivant la loi anglaise, n'a pas, comme le citoyen, la jouissance des droits civils. En vertu de la dénization, il les aura presque tous, et même il jouira de certains droits politiques. Nous avons déjà dit que la dénization, accordée à un Français, ne lui ferait pourtant pas perdre sa nationalité d'origine : car ce n'est pas une naturalisation véritable. On peut la comparer à l'autorisation de fixer leur domicile, que l'on accorde dans quelques Etats aux sujets étrangers. (Westoby, *loc. cit.*, p. 40 ; comp. l'art. 13 du Code civil français.)

724. Ensuite, il y a la naturalisation simple ou ordinaire. La naturalisation ne pouvait être autrefois accordée que par le Parlement : mais depuis l'acte du 12 mai 1870, c'est le secrétaire d'Etat qui est compétent pour statuer, sans appel, sur la requête de l'étranger. Pour que la demande soit recevable, il faut que le candidat à la naturalisation, sur un espace de huit ans, ait été domicilié, pendant cinq ans, dans les Iles Britanniques. Le stage de résidence peut être remplacé par des fonctions remplies, pendant un temps égal, en pays étranger, pour le service de l'Angleterre. Quand la supplique de l'étranger a été accueillie, il ne lui reste plus qu'à prêter le serment d'allégeance, pour être assimilé à un Anglais de naissance.

Quant aux *effets* de cette naturalisation, l'étranger, qui aura obtenu le certificat du secrétaire d'Etat (ainsi s'exprime l'Acte de 1870), jouira des mêmes droits politiques, ou autres que le citoyen d'origine *(natural born)*, pourvu qu'il soit considéré comme sujet britannique dans sa patrie d'origine, s'il vient à y séjourner (art. 7). A l'égard de l'étendue de ces droits, une question peut se poser, celle de savoir si l'étranger naturalisé peut siéger

au Parlement, être membre du Conseil privé et exercer un emploi public (Cutler, *loc. cit.*, p. 26). Cette question est controversée, et l'opinion *la plus probable* est celle-ci : ce n'est que la naturalisation par Acte du Parlement qui rend le naturalisé apte à siéger au Parlement ou au Conseil privé. (Voir cependant Westlake, dans la *Revue de droit intern.*, 1871, p. 603. Voyez aussi Cogordan, *loc. cit.*, p. 181, note.)

725. Enfin, il y a encore, quoique l'Acte de 1870 n'en parle point, la naturalisation conférée par statut du *Parlement*, qui peut être comparée à la grande naturalisation (Westoby, *loc. cit.*, p. 40).

C'est celle qui assimile complètement l'étranger au citoyen anglais. En effet, la naturalisation ordinaire ou simple, donnait bien les droits civils et politiques : mais, à la différence de celle conférée par les Chambres, elle ne donnait pas le droit de siéger au Parlement, ni celui d'être membre du Conseil privé.

726. C'est seulement depuis un Acte de 1844, que la femme étrangère qui s'unit à un Anglais, acquiert la nationalité de son mari. L'Acte de 1870 est allé plus loin ; il consacre, de la façon la plus générale, le principe suivant lequel la femme mariée doit être considérée comme sujette de l'Etat auquel appartient actuellement son mari.

727. Quant aux enfants mineurs, diverses clauses règlent leur condition : dans tous les cas, où le père de famille ou sa veuve changent de nationalité, les enfants qui, pendant leur minorité, auront résidé avec le père ou la mère veuve, dans le pays dont leur père ou leur mère veuve a acquis la nationalité, seront également regardés comme des nationaux de ce pays (art. 10). Telle est la condition de la femme mariée et des enfants mineurs, en cas de naturalisation.

728. Enfin, en ce qui concerne la perte de la qualité de sujet anglais, observons que jusqu'en ces derniers temps la loi anglaise consacrait le principe de l'*allégeance perpétuelle*.

729. Ce système, en désaccord avec les règles communément reçues par le droit des gens moderne, eut pour résultat de rendre les relations de l'Angleterre, avec les autres nations, souvent embarrassées et difficiles. Ainsi, l'Angleterre avait été jusqu'à saisir et enrôler des marins anglais, qui cependant avaient acquis une naturalisation régulière aux Etats-Unis. Ce fut là l'occasion d'une querelle célèbre (1), qui, après avoir été très vive, se calma quelque temps, pour être ravivée en 1868. A cette époque, en effet, les Américains n'hésitèrent pas à proclamer un bill, dont le préambule condamnait formellement le système anglais : « Tous les citoyens naturalisés des Etats-Unis, y est-il dit, devront recevoir, lorsqu'ils se trouveront en pays étranger, la même protection dans leur personne et leurs biens, que celle qu'on accorde à des citoyens de naissance placés dans les mêmes conditions. » Toutefois, nous verrons plus loin que ce n'est là qu'une affirmation théorique : car, même à l'heure présente, les Américains du Nord n'ont pas encore abandonné dans la pratique le principe : « *Nemo potest exuere patriam.* » (Comp. *infrà*, pays d'*Amérique*, nos 905 et suivants.)

Mais il n'en est pas moins vrai que, devant cette attitude résolue des Etats-Unis, l'Angleterre céda et reconnut, par l'Acte du 12 mai 1870, le droit pour les Anglais de renoncer à la nationalité britannique : « La naturalisation, ainsi porte l'article 6, obtenue en pays étranger par un sujet britannique ayant toute sa capacité, lui fait perdre sa nationalité britannique. Cet effet résulte même de la naturalisation obtenue avant l'adoption de l'Acte (2). »

730. Mais le citoyen britannique, devenu étranger en vertu des susdites dispositions, demeure responsable des actes par lui commis, antérieurement à l'époque de

(1) C'est la fameuse question de l'*impressment*.

(2) Voyez sur toutes ces questions : Wheaton's *Elements*, éd. Dana, p. 142; — éd. Lawrence, appendix, p. 891 ; — éd. Boyd, p. 201; — Lawrence, *Commentaire*, t. III, p. 183-264 ; — Cockburn, *loc. cit.*, p. 68; — *Report of the Royal Commissioners*, appendix, p. 29.

son changement de nationalité (art. 15) : car il y a des actes qui ne constituent un délit devant les lois anglaises, que lorsqu'ils sont commis par un sujet britannique (1).

731. Aussi, rendant hommage au principe de la liberté d'expatriation, l'Acte de 1870 contient-il une série de clauses favorables, soit autorisant la personne, devenue par naturalisation sujet britannique, à recouvrer sa nationalité primitive, soit autorisant le citoyen britannique d'origine, devenu étranger, à demander et obtenir, s'il y a lieu, un certificat de réadmission dans la nationalité anglaise (art. 3 et 8). De même, la femme veuve, britannique d'origine et devenue étrangère par le mariage, peut obtenir, à toute époque de son veuvage, un certificat de réadmission dans la nationalité anglaise, et la femme veuve, de nationalité britannique, peut aussi devenir étrangère aux termes de la loi (art. 10, § 2 et 3).

732. Telle est la loi générale sur la naturalisation, mais seulement dans le Royaume-Uni. En effet, une disposition de l'Acte de 1870 laisse aux colonies anglaises, comme avant l'époque de sa promulgation, le droit de légiférer sur la naturalisation dans les limites de leur territoire, sous le contrôle toutefois de la Couronne, comme pour toute autre matière législative (art. 16) (2).

733. Enfin, nous arrivons à l'acquisition de la nationalité par l'application des règles du droit des gens : les auteurs anglais sont d'avis que, dans le cas de cession ou abandon de territoire par conquête ou autrement, la nationalité des habitants doit être prévue dans les clauses des traités : mais, en l'absence de pareilles clauses, la nationalité doit rester dépendante de l'option des habitants (3).

(1) Cutler, *Law of naturalisation*, p. 39.

(2) *Revue de droit international*, année 1875, p. 394; — Cogordan, *loc. cit.*, p. 181; — Cutler, *loc. cit.*, p. 39.

(3) Phillimore, *Commentaries*, t. III, p. 868; — Westlake, *Treatise*, p. 27; — Foote, *Treatise*, p. 6. — Voyez aussi Lawrence, *Commentaire*, t. III, p. 187.

AUTRICHE-HONGRIE

734. En Autriche-Hongrie, la nationalité d'origine ou de naissance s'acquiert, comme en France, *jure sanguinis*. Pour être Autrichien de naissance, il faut absolument être issu de parents autrichiens. Quant à l'enfant issu de parents étrangers, il est lui-même étranger : peu importe, du reste, que sa naissance ait eu lieu en Autriche ou ailleurs. Bien plus, le fait de sa naissance sur le sol austro-hongrois ne pourra pas être invoqué par lui, pour obtenir plus facilement la nationalité autrichienne ou hongroise.

735. S'il s'agit d'enfants naturels, ils acquièrent, suivant la loi autrichienne, la nationalité de leur mère : *Partus ventrem sequitur*. Toutefois, la *légitimation*, s'appliquant à des enfants encore mineurs, les naturaliserait de plein droit. Mais, le même effet ne serait pas attaché à l'*adoption*.

736. Enfin, les enfants, dont les père et mère sont inconnus, sont considérés comme Autrichiens, s'ils ont été trouvés sur le sol autrichien. Il y a présomption, en effet, que leurs auteurs sont de nationalité autrichienne. On sait que nous avons admis une règle analogue à l'égard des *enfants trouvés* sur le territoire français. Voyez *suprà*, n° 334.

737. Occupons-nous maintenant de la nationalité autrichienne ou hongroise acquise par voie de *naturalisation*.

Pour se faire naturaliser dans l'empire d'Autriche ou dans le royaume de Hongrie, il faut satisfaire à trois conditions :

1° Avoir élu domicile dans une commune de l'un ou l'autre de ces pays, et y avoir résidé pendant un délai que la loi fondamentale du 21 décembre 1867 fixe à dix années ;

2° S'adresser aux autorités provinciales qui vérifieront si la conduite de l'étranger a été irréprochable;

3° Enfin, prêter serment de fidélité à l'empereur.

Telles sont les conditions auxquelles est subordonnée la naturalisation proprement dite.

738. Quant à la naturalisation acquise *de plein droit*, elle est aujourd'hui très rare sous l'empire de la nouvelle législation autrichienne. Ainsi, autrefois, l'admission d'un étranger à un service public, autre, toutefois, que le service militaire, entraînait *de plano* la collation de la nationalité. Mais l'article 3 de la Constitution de 1867, ayant fermé l'accès des fonctions publiques aux étrangers, a, du même coup, fait disparaître ce mode de naturalisation. Notons cependant que la femme étrangère qui épouse un Autrichien, devient elle-même Autrichienne par le seul fait de son mariage.

739. Observons également que les effets de la naturalisation sont soumis, en Autriche-Hongrie, à une règle différente de celle suivie par notre droit français. En effet, l'acquisition de la nationalité par le mari s'étend aussi à la femme et aux enfants mineurs.

740. En ce qui concerne la perte de la qualité de sujet autrichien, elle est encourue par le fait de l'*émigration*, c'est-à-dire, quand un sujet abandonne le territoire de l'Empire avec l'intention de ne plus y retourner. Toutefois, pendant longtemps, cette émigration n'eut d'effet, qu'autant que l'individu avait obtenu l'autorisation des autorités administratives auxquelles il était subordonné (1).

Mais, d'après l'opinion qui domine parmi les jurisconsultes autrichiens, l'ancienne différence entre les effets de l'émigration, *avec* ou *sans* l'autorisation du gouvernement, n'existe plus, depuis que l'article 4 de la loi du 21 décembre 1867 a décrété la liberté de l'émigration. Suivant cette opinion, la nécessité, pour s'expatrier, d'une permission spéciale, ne serait plus imposée qu'aux

(1) Comp. Fœlix, *Droit international privé*, t. 1, n° 45.

sujets autrichiens et hongrois faisant partie, par leur âge, de l'armée austro-hongroise.

741. Enfin, s'il est vrai que l'étrangère qui épouse un Autrichien devient de plein droit Autrichienne, à l'inverse, la femme autrichienne, qui épouse un étranger, devient également *ipso jure* étrangère. Il y a là une conformité parfaite avec le double principe que nous avons vu admis par la loi française : (art. 12 et 19 Code civ.) : Consultez, au reste, sur la législation austro-hongroise, en matière de nationalité, la *Revue de droit international*, 1875, page 394 ; — aj. M. Cogordan, *Traité de la nationalité*.... pages 34, 144 et 183.

BELGIQUE

742. En principe, la législation belge, sur l'acquisition et la perte de la nationalité, est semblable à la législation française. Cette similitude nous dispense de longs développements. Nous ne nous arrêterons que sur les quelques points où l'on rencontre des différences avec notre droit.

743. Et d'abord, la matière de la naturalisation n'est pas régie non plus par le Code civil en vigueur en Belgique, mais bien par une loi spéciale, la loi du 22 septembre 1835. Mais tandis qu'en France la naturalisation proprement dite est une concession gracieuse du pouvoir exécutif, en Belgique elle émane du *pouvoir législatif*. A ce point de vue, la loi belge nous semble supérieure à la loi française. Nous avons déjà, du reste, fait connaître notre sentiment à cet égard (1).

Ainsi donc la naturalisation est accordée, en Belgique, sous forme de loi. Mais, à la différence des lois ordinaires, il ne suffit pas qu'elle soit votée par les deux Chambres et sanctionnée par le roi : il faut encore qu'elle soit

(1) Voyez *suprà*, notre *Introduction*, p. x et xi. — Ajoutez notre *première étude*, n° 7.

acceptée par celui à qui elle est accordée. Cela se conçoit : un changement de nationalité doit toujours être volontaire. Donc, c'est seulement, après l'acceptation du citoyen naturalisé, que la naturalisation sera insérée au *Bulletin des lois*.

744. Nous savons aussi qu'en France il n'existe plus aucune distinction entre la *grande* et la *petite* naturalisation. Du moment où l'on devient Français, on acquiert, du même coup, la plénitude des droits civils et politiques. Notre loi du 29 juin 1867 a fait cesser toute controverse sur ce point. — Au contraire, le législateur belge a laissé subsister cette distinction. Ceux qui deviennent Belges par la naturalisation ordinaire sont privés de certains droits politiques. Ils ne sont pas éligibles au Sénat et à la Chambre des représentants, ils ne sont pas électeurs, ils ne peuvent pas être ministres. Ces prérogatives appartiennent à ceux-là seuls qui ont obtenu la grande naturalisation.

Cette division en deux espèces de naturalisation est-elle rationnelle ? Nous avons déjà indiqué notre avis à ce sujet. D'après nous, ce système peut parfaitement se concevoir dans les pays où la naturalisation émane du prince ou du pouvoir exécutif. Là, en effet, la faveur seule a pu faire accorder la naturalisation, et l'on peut craindre que cette concession du droit de cité ne fasse parvenir des individus indignes aux plus hautes fonctions publiques. Mais la même défiance ne se comprend plus du moment où la naturalisation émane, comme en Belgique, du pouvoir législatif.

Au surplus, ce sont les Chambres qui règlent, d'une façon souveraine, l'exercice des droits politiques ; elles sont des assemblées politiques, qui doivent leur existence aux préférences que la nation a manifestées par voie d'élection. Il faut donc les regarder comme capables de discerner mieux que personne les individus dignes ou indignes d'obtenir la jouissance et l'exercice des droits politiques. La naturalisation, toutes les fois qu'elle est

leur œuvre, devrait être un indigénat absolu et complet.

745. A quelles conditions sont soumises, en Belgique, les deux espèces de naturalisation admises par les lois de ce pays?

746. D'abord, pour obtenir la *naturalisation ordinaire*, il faut avoir accompli sa vingt et unième année et, en outre, avoir résidé, pendant cinq années, en Belgique. Observons que la loi exige non la majorité du pétitionnaire, mais l'accomplissement de sa vingt et unième année. C'est là une disposition regrettable. Il se peut, en effet, qu'il s'agisse d'un individu national d'un pays où la majorité est fixée par exemple à vingt-cinq ans. Il en résulte qu'il sera devenu Belge au regard de la Belgique, mais que, pendant quatre ans encore, il sera censé n'avoir pas perdu sa nationalité primitive, au regard du pays qu'il aura quitté. En effet, d'après la législation de ce pays, il n'avait pas la capacité de changer de patrie.

747. Quant à la *grande naturalisation*, pour l'obtenir, il faut avoir rendu des services éminents à l'Etat. Quels services? La loi ne les a pas précisés. Elle s'en remet sur ce point à l'appréciation entièrement libre du pouvoir législatif.

748. En France, les effets de la naturalisation sont essentiellement personnels. Bien que ce caractère n'ait pas été formellement énoncé par la loi, il a pourtant été admis par la majorité des auteurs et la jurisprudence. Nous savons même qu'en ce qui concerne les enfants, la question n'est plus discutable depuis la loi du 7 février 1851. — En Belgique, la naturalisation ne produit également que des effets personnels. Mais, pour prévenir toutes discussions semblables à celles qui s'agitaient en France, la loi du 22 septembre 1835 a pris soin d'établir nettement la personnalité des effets attachés à la naturalisation.

749. Est-ce à dire pour cela que les enfants du naturalisé, déjà nés au moment de la naturalisation pater-

nelle, ne jouiront d'aucune faveur? Nous n'entendons pas aller jusque-là : il faut distinguer si ces enfants sont mineurs ou majeurs. S'ils sont mineurs, la loi leur permet de profiter de la naturalisation de leur père, moyennant une simple déclaration d'intention faite dans l'année de leur majorité. On sait que la même disposition a été reproduite par notre loi du 7 février 1851, article 2. — Si les enfants sont majeurs, ils devront suivre la même voie que leur père pour arriver à la naturalisation. La loi française précitée a, au contraire, poussé la faveur plus avant. Elle décide que les enfants *majeurs* du naturalisé pourront devenir Français, en faisant la déclaration d'intention dans l'année qui suit la naturalisation paternelle.

750. Quant aux enfants encore à naître du naturalisé, il est clair qu'ils seront Belges dès leur naissance. Ce n'est point là une naturalisation conférée, mais une nationalité d'origine à reconnaître. Cependant, une controverse existe pour le cas où le père de ces enfants n'aurait obtenu que la naturalisation ordinaire. On se demande alors si ces enfants pourront, à la différence de leur père, exercer les droits politiques. Un premier système, qui semble rigoureusement logique, leur refuse les droits politiques. En effet, dit-on, on ne comprendrait pas qu'un père pût transmettre à ses enfants une nationalité plus complète que celle dont il est lui-même investi. *Nemo dat quod non habet* (1).

La jurisprudence belge s'est prononcée pourtant en faveur du système contraire, en considération des nécessités pratiques (2). C'est qu'en effet, les idées d'égalité, qui ont cours de nos jours, seraient trop ouvertement froissées, si on laissait se perpétuer indéfiniment une classe de demi-citoyens, de *cives sine suffragio,* vivant à côté d'une population dont l'indigénat serait supérieur.

(1) Comp. en ce sens M. Laurent, t. I, p. 352.

(2) Cour de cassation de Bruxelles. Arrêt du 29 juillet 1861, *Pasicrisie*, 62-1-100.

En outre, on aperçoit aisément qu'une telle situation deviendrait une source inépuisable de réclamations et de difficultés.

751. Nous venons de parler de la naturalisation proprement dite. Mais il ne faut pas perdre de vue que la loi belge, de même que la loi française, admet aussi la naturalisation par *le bienfait de la loi.*

752. Toutefois, en ce qui concerne l'enfant né en Belgique d'un étranger, il convient de signaler une particularité. A coup sûr, cet enfant naît étranger : car, en Belgique comme en France, la nationalité d'origine s'acquiert par le sang, *jure sanguinis*, et non par la naissance sur le sol, *jure soli.* Mais cet enfant sera naturalisé Belge par le bienfait de la loi, si, dans l'année qui suit sa majorité, il réclame la qualité de Belge, en déclarant que son intention est de fixer son domicile en Belgique et en l'y fixant effectivement dans l'année. Cette disposition de l'article 9 du Code civil belge n'est que la reproduction de celle qui figure également dans l'article 9 de notre Code français. La réclamation, qu'on le remarque bien, doit se produire dans l'année de la majorité. Passé ce délai, l'enfant ne parviendrait à la nationalité que par la voie ordinaire de la naturalisation. Mais, si tel est le principe qui se dégage à la fois des Codes français et belge, il convient de noter qu'une loi postérieure lui a apporté, en Belgique, une dérogation qui n'existe pas en France. Cette loi postérieure n'est autre que la loi générale sur la naturalisation du 27 septembre 1835. En effet, il avait été constaté que beaucoup de personnes étrangères, nées en Belgique, se croyant, à tort, Belges d'origine, négligeaient de faire, dans l'année utile, la déclaration requise. La loi précitée est donc venue à leur secours. Dans son article 2, elle décide que les individus habitant la Belgique, nés sur le sol belge de parents qui y étaient également domiciliés, pourront demander la *grande naturalisation*, alors même qu'ils ne pourraient se prévaloir d'aucun service éminent rendu à l'Etat.

753. Observons que cette faveur exceptionnelle, accordée par la loi de 1835, diffère essentiellement du droit contenu dans l'article 9 du Code belge. D'abord, l'article 9 consacre une naturalisation par le bienfait de la loi, c'est-à-dire une naturalisation s'opérant de plein droit au profit de l'enfant, du moment où il a rempli les formalités requises. Au contraire, la grande naturalisation, dont parle l'article 2 de la loi du 27 septembre 1835, doit être demandée au pouvoir législatif, mais peut être refusée par lui. — En outre, la nationalité, acquise par application de l'article 9, ne donnera pas au naturalisé la faculté d'exercer les droits politiques. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait que la naturalisation organisée par l'article 9 fût rétroactive et fît regarder l'enfant, qui en bénéficie, comme Belge depuis sa naissance. Or, cette rétroactivité est repoussée par la jurisprudence belge (1), comme d'ailleurs par la doctrine. (Bruxelles, 8 janvier 1872, D. P. 72-2-13.) Quant à celui qui bénéficie de l'article 2 de la loi du 27 septembre 1835, il est certain qu'il obtient un indigénat complet, puisqu'il s'agit là de la grande naturalisation. — Enfin, la loi du 27 septembre 1835 (art. 2) exige que les parents de l'étranger aient aussi leur domicile en Belgique, tandis que l'article 9 ne requiert pas cette condition (2).

754. Passons à l'examen des causes qui peuvent faire *perdre* la qualité de Belge.

755. D'abord, il est clair que la naturalisation d'un Belge en pays étranger lui fait perdre sa nationalité. Remarquons même qu'en Belgique on n'a pas intérêt, comme en France, à demander l'autorisation préalable du gouvernement pour acquérir une nationalité étrangère. En effet, il n'est plus question, en Belgique, des déplorables décrets du 6 avril 1809 et du 26 août 1811, qui, comme on le sait, édictent, contre les Français naturalisés à

(1) En France, la jurisprudence, se séparant de la doctrine, incline pour la rétroactivité.

(2) Comp. M. Laurent, t. I, p. 444.

l'étranger sans autorisation, des peines contre lesquelles nous nous sommes déjà vivement élevé. Un arrêté-loi du prince souverain des Pays-Bas du 30 septembre 1814, les a abrogés. Cet arrêté flétrit les décrets précités en les qualifiant d'injustes. Le mot n'est pas trop fort : car ils n'ont fait que substituer la tyrannie impériale à la légalité, et ils portent la plus grave atteinte à la liberté individuelle. La France ne saurait tarder plus longtemps à imiter l'exemple de sa voisine.

756. L'établissement à l'étranger sans esprit de retour, fait perdre aussi la qualité de Belge. De même, pour le mariage d'une femme belge qui épouse un étranger (1).

757. En France, celui qui, sans autorisation du gouvernement, accepte des fonctions publiques conférées par un Etat étranger, ou prend du service dans une armée étrangère, perd sa nationalité. Pour le cas du service militaire, la loi s'est même montrée fort rigoureuse : car le Français déchu, pour cette cause, de sa qualité, ne pourra la recouvrer que par la voie ordinaire de la naturalisation. (Comp. art. 17, n° 2, et art. 21 du Code civil).

Cette dernière disposition a, paraît-il, semblé trop sévère au législateur belge. En effet, déjà dans la loi du 27 septembre 1835, article 2, nous le voyons permettre aux Belges, qui auraient perdu leur nationalité pour avoir pris du service militaire à l'étranger, de la recouvrer en demandant la grande naturalisation, sans être tenus de justifier qu'ils aient rendu des services éminents à l'Etat. Cette première faveur ne suffisait pas encore au législateur belge : il voulut aller plus loin. Par la loi du 21 juin 1865, il abroge purement et simplement l'article 21. Ainsi, le Belge, qui, sans autorisation, s'enrôle dans une armée étrangère, conserve sa nationalité. Il

(1) Les articles du Code civil belge qui contiennent ces différentes solutions correspondent exactement aux articles 17 et 19 de notre Code civil français.

y a plus : les Belges, qui, à la date du 21 juin 1865, avaient déjà perdu de ce chef leur qualité, la recouvrent, de plein droit, à partir de la publication de la loi nouvelle.

758. Par quelles raisons a-t-on donc pu justifier une pareille abrogation? On en a présenté deux principales. D'abord, a-t-on dit, la faveur, primitivement accordée par la loi du 27 septembre 1835, était onéreuse. En effet, pour obtenir les lettres de grande naturalisation, il faut payer des droits d'enregistrement élevés, paiement que le plus souvent ne pouvaient faire ceux qui avaient pris du service militaire à l'étranger. C'était là une mauvaise raison! Si la situation d'un national qui prend, sans autorisation, du service militaire à l'étranger, est si intéressante, rien n'empêche de le dégrever de tout ou partie des droits d'enregistrement. Il n'était pas nécessaire pour cela de décider qu'il conserverait sa nationalité. — Ensuite, a-t-on dit encore, la Belgique est un pays neutre. C'est mettre le gouvernement dans une position gênante que de l'appeler à autoriser ses sujets à prendre, dans une guerre, parti pour un pays plutôt que pour l'autre. Cette raison ne vaut guère mieux que la précédente. Car est-ce bien respecter la neutralité, que de donner par avance à des nationaux la liberté absolue et complète de s'enrôler dans les armées de pays étrangers?

En somme, la réforme opérée par le législateur belge nous paraît regrettable. Quoi qu'il en soit, du moment où elle était accomplie en ce sens, au point de vue du service militaire, il fallait naturellement l'étendre à l'acceptation non autorisée de fonctions publiques à l'étranger. Le fait d'accepter ces fonctions est, en effet, moins grave que celui de prendre du service militaire. Voilà comment l'abrogation de l'article 21 du Code civil entraîna celle de l'article 17, alinéa 2 : aujourd'hui un Belge, même non autorisé, conserve sa qualité, quoiqu'il devienne fonctionnaire civil ou soldat au service d'une nation étrangère.

759. Dans les développements qui précèdent, nous ne nous sommes occupé de l'acquisition ou de la perte de la qualité de Belge qu'au point de vue individuel. Pour terminer, nous avons à dire quelques mots de cette acquisition et de cette perte envisagées comme opérant collectivement. Nous voulons parler de l'influence exercée sur la nationalité par l'annexion au territoire ou son démembrement.

760. Nous n'avons plus à revenir ici sur l'important remaniement territorial dont la Belgique fut l'objet lors du démembrement du premier empire français. Réunie à la France sous la République, la Belgique en fut séparée par le traité du 30 avril 1814. Nous pensons avoir suffisamment montré comment cette cession de territoires atteignit dans leur nationalité ceux qui étaient originaires du pays démembré, et quel sens particulier il convenait de donner, dans l'espèce, à cette expression *d'originaires*. Nous avons également indiqué par quel moyen ces individus purent conserver leur qualité de Français, grâce à la loi du 14 octobre 1814. Les effets spéciaux qui s'attachèrent aux lettres de déclaration de naturalité instituées par cette loi nous sont connus. (Comp. sur tous ces points, notre *deuxième étude*, *suprà*, nos 498 et suivants.)

Il convient cependant de nous arrêter un instant sur quelques particularités auxquelles a donné indirectement naissance, au point de vue qui nous occupe, le démembrement de 1814.

761. Et d'abord, la loi fondamentale des Pays-Bas qui s'applique aux provinces belges séparées de la France, contenait, dans son article 8, un principe repoussé par notre législation, et repoussé également, nous le savons, par la législation belge actuelle. C'est le principe du *jus soli :* la naissance, sur le territoire des Pays-Bas, d'un enfant, dont le père étranger avait son domicile également sur ce territoire, donnait, de plein droit, à cet enfant la nationalité de ce pays.

Mais il y a plus : de ce que cette disposition était conçue en termes absolus, on conclut qu'elle devait recevoir, dans la pratique, son application au passé comme à l'avenir. Et de là il résulta que des enfants nés en Belgique, même pendant l'annexion, de parents français qui y étaient domiciliés, furent considérés comme Belges au regard de la législation des Pays-Bas. Il va sans dire que la jurisprudence française ne cessa pas de regarder ces enfants comme restés Français. Voilà donc un nouvel exemple de dualité de patries. Résultat regrettable qui ne se fût point produit, comme le fait judicieusement remarquer M. Laurent (1), si la loi fondamentale, dans son article 8, eût au moins exigé, des individus dont il s'agit, une déclaration d'option pour la nationalité belge : en effet, on se fût alors trouvé en présence d'une naturalisation volontaire acquise par des Français en pays étranger.

Voilà pour les individus nés, dans les provinces belges, de parents français qui y avaient leur domicile.

762. Que fallait-il décider quant aux individus, Français d'origine, qui n'étaient pas nés sur le sol belge, mais dont le domicile s'y trouvait fixé au moment de la séparation. D'une part, il est clair qu'en France ces individus continuaient à être considérés comme des Français. D'autre part, en Belgique, l'article 8 de la loi fondamentale ne s'appliquait pas ici. Toutefois, l'article 10 de cette même loi accordait au roi le pouvoir de leur conférer l'indigénat : mais ce pouvoir expirait au bout d'une année. Beaucoup de Français, domiciliés en Belgique lors de la séparation, laissèrent donc passer ce court délai sans songer à profiter de la faveur légale. La constitution belge vint à leur secours. Dans son article 133, elle décide que les étrangers établis en Belgique avant le 1er janvier 1814, et qui avaient continué à y être domiciliés, seraient considérés comme Belges de naissance, à la condition de déclarer que leur inten-

(1) *Principes de droit civil*, t. I, p. 462, nº 356.

tion était de jouir de ce bénéfice. Cette déclaration devait se faire dans les six mois à partir de la publication de la constitution.

763. Beaucoup de personnes, paraît-il, négligèrent, cette fois encore, de manifester leur intention en temps utile. Le législateur belge ne considéra pas ces abstentions comme des refus. Il pensa que les individus, dont il s'agit, avaient pu être empêchés de faire leur déclaration, par des circonstances indépendantes de leur volonté. Qu'ils prouvent donc ce fait, et ils pourront obtenir la grande naturalisation sans jamais cependant avoir rendu aucun service éminent à l'Etat! Ainsi le décide la loi sur la naturalisation du 27 septembre 1835 (art. 16).

764. La révolution de 1830 sépara, comme on le sait, la Belgique du royaume des Pays-Bas. Mais alors, suivant quelles règles les citoyens du royaume autrefois uni furent-ils attribués à l'un des deux pays plutôt qu'à l'autre? Suivant M. Laurent (t. 1, n° 358), durent être regardés comme Belges tous les naturels de Belgique, et par naturels il faut entendre soit ceux nés de parents belges, soit aussi ceux nés en Belgique de parents étrangers y domiciliés. Nous savons, en effet, que, d'après la loi fondamentale du royaume des Pays-Bas, la naissance sur le sol belge donnait la nationalité d'origine : cette règle, après 1830, cessa d'être applicable à la Belgique (art. 137 de la constitution) (1) : elle ne subsista plus que pour la Hollande.

765. Que fallait-il décider quant à ceux qui étaient devenus citoyens des Pays-Bas par voie de naturalisa-

(1) Par suite de cette abrogation, la Cour de cassation de Bruxelles a décidé que l'individu, né en Belgique d'un père d'origine néerlandaise, mais ayant, lors de la naissance de son fils, perdu sa nationalité d'origine par une longue résidence en Belgique, sans esprit de retour, n'est ni Belge ni Hollandais. En conséquence, il a pu être désigné pour le service de la milice, par application de l'art. 7 de la loi du 18 septembre 1873, qui y astreint ceux qui ne justifient d'aucune nationalité déterminée. (Arrêt du 21 mai 1877, *Pasicrisie Belge*, année 1877-1-242.)

tion, sans être nés sur le territoire ? Après la dissolution du royaume en 1830, étaient-ils Belges ou Hollandais ? Il eût, à coup sûr, paru logique de leur laisser le choix. Tel ne fut pourtant pas le système suivi. La loi du 22 septembre 1835 trancha la question, dans son article 15, en décidant que, parmi ces naturalisés, seraient Belges ceux qui étaient domiciliés en Belgique au 1er décembre 1830, et qui depuis lors, y avaient conservé leur domicile. On conçoit qu'un pareil procédé avait dû exciter, dans la pratique, bien des susceptibilités et troubler bien des préférences. Pour atténuer autant que possible ce fâcheux résultat, il fut décidé que les Belges, atteints dans leur nationalité soit à cause de leur qualité de naturels du territoire séparé, soit, s'ils étaient de simples naturalisés, à cause de leur domicile sur ce même territoire, seraient considérés comme *Belges de naissance*, si, avant le 7 février 1831, époque où la constitution belge fut publiée, ils étaient domiciliés ou étaient venus demeurer sur le sol resté belge, et avaient depuis lors continué d'y résider. Ce tempérament aux effets rigoureux de la séparation fut consacré par l'article 1er de la loi du 22 septembre 1835 (1).

766. Enfin, un traité du 14 avril 1839 démembra les provinces de Luxembourg et de Limbourg : une partie resta à la Belgique, une autre fut attribuée au roi des Pays-Bas. Il est à remarquer que le traité ne contient aucune disposition réglant l'effet du démembrement en ce qui touche la nationalité des habitants. Dès lors, quelles règles convenait-il de suivre dans la pratique ? On pressent quelle est notre opinion. Nous avons longuement expliqué dans notre *première étude* (2) qu'en cas de cession de territoire, ceux-là seuls sont atteints dans leur nationalité qui sont nés sur le territoire cédé, et qui, en outre, s'y trouvaient domiciliés au moment de la cession. Or nous n'apercevons aucune raison de

(1) Comp. M. Laurent, t. I, nos 358, 361 et 366 *in fine*.

(2) *Suprà*, nos 268 à 272, pag. 203 à 210.

déroger à ce principe, quand la cession, au lieu de s'appliquer à des provinces tout entières, ne comprend que des fractions de provinces ou même quelques communes.

767. Telle n'est pourtant pas la solution qui paraît avoir prévalu en Belgique. L'éminent jurisconsulte belge, M. Laurent (1), enseigne qu'il ne fallait s'attacher qu'à la naissance. D'après lui, ont perdu leur qualité de Belges, ceux qui étaient *nés*, dans les provinces cédées, de parents belges. — Cette opinion paraît avoir été admise par le gouvernement lui-même : car, lors de la discussion d'une loi postérieure sur laquelle nous reviendrons, deux mois après le traité, le ministre de l'intérieur laissait très nettement entendre qu'il regardait comme atteint par la cession « tout individu jouissant de la qualité de Belge qui est *né* dans une des parties cédées du Limbourg et du Luxembourg, *soit qu'il n'y habite pas*, soit qu'il y habite encore (2). » — Enfin, la jurisprudence a sanctionné cette manière de voir. En effet, le 31 janvier 1876, la Cour de cassation de Bruxelles (3), ayant à se prononcer sur la nationalité d'un individu né à Bruxelles, en 1836, d'un père *originaire* de Thorn, commune cédée aux Pays-Bas par le traité du 19 avril 1839, regarda cet individu comme « né d'un *père à qui le traité de* 1839 *a fait perdre la qualité de Belge*. »

768. Mais la Cour de cassation belge alla plus loin. Par le même arrêt, elle décida que l'individu en question, quoique n'étant pas né, lui, dans une localité cédée, n'en avait pas moins perdu, de plein droit, sa qualité de Belge. En effet, dit-elle, « il était Belge du chef de son père : il a donc, avec lui et au même titre, perdu la qualité qu'il en avait reçue. Rien, dans la discussion de la loi de 1839, ne révèle l'intention de rompre l'unité

(1) *Principes de droit civil*, t. I, nº 359.
(2) *Moniteur belge* du 11 mai 1839.
(3) *Pasicrisie Belge*, 1876-1-99.

de la famille et d'attribuer aux enfants d'un Belge, atteint par le traité, des nationalités différentes, selon qu'ils sont nés sur le sol belge ou sur le territoire cédé. » Nous ne pouvons point, pour notre part, souscrire à cette décision de la Cour de cassation belge. La nationalité d'un enfant lui appartient en propre : il ne doit pouvoir la perdre que par des causes qui lui soient également propres (1) et personnelles.

769. A la suite du démembrement qui sépara le Luxembourg et le Limbourg, intervint la loi du 4 juin 1839. Elle décide que « toute personne jouissant de la qualité de Belge, qui perdrait cette qualité par suite des traités du 19 avril 1839, » peut la *conserver*, à la charge de déclarer, dans les quatre ans, que telle est son intention, et de prouver qu'elle a transféré son domicile dans le territoire qui constitue définitivement le royaume de Belgique.

Comme on le voit, les termes qui désignent les personnes visées par cette loi sont bien généraux. Aussi des difficultés s'étaient-elles élevées, dans la pratique, à ce sujet. La Cour de cassation de Belgique avait elle-même varié dans sa jurisprudence. Pour faire cesser ces controverses, une loi en date du 1er juin 1878 (2) est venue interpréter la loi du 4 juin 1839. Elle est ainsi conçue : « Toute personne jouissant de la qualité de Belge, QUI EST NÉE dans l'une des parties du Limbourg et du Luxembourg détachées de la Belgique par les traités du 19 avril 1839 et perdrait cette qualité par suite de ces traités, peut la conserver à la condition de déclarer, etc.... » — Et l'on a ajouté : « Les personnes nées, avant le 8 juin 1839, sur le territoire de la Belgique, *de parents habitant ce territoire, qui*

(1) Voyez, en ce sens, un arrêt de la Cour de Paris, du 24 juillet 1874 : *Journal du Palais*, 1875, pag. 940. — Comparez également les développements que nous avons consacrés à cette question dans nos *Première et Deuxième études*, *suprà*, nos 268 et suivants; comparez les nos 498 à 504.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, année 1879, p. 436.

ont perdu la qualité de Belges par suite des traités prémentionnés, conserveront cette qualité, sans être soumises à la déclaration prescrite par le paragraphe précédent. » On a, par suite, ordonné la réintégration, sur les listes électorales, des citoyens auxquels s'applique cette interprétation.

770. Comme on le voit, par l'expression *conserver* dont se sert la loi du 4 juin 1839, ceux-là qui faisaient la déclaration requise étaient censés n'avoir jamais perdu leur qualité de Belges. Ils la recouvraient rétroactivement. Ce n'est pas la première fois d'ailleurs que nous rencontrons un tel effet attaché à la récupération d'une nationalité perdue. Nous l'avons déjà signalé et développé à propos des lettres de déclaration de naturalité établies par la loi du 14 octobre 1814 (1).

771. Cependant, il ne faudrait pas conclure de là à une similitude parfaite entre la loi belge du 4 juin 1839 et la loi française du 14 octobre 1814. A côté de cette ressemblance, il existe, en effet, des différences qui ont été mises très nettement en lumière par M. Herbaux dans son remarquable ouvrage déjà cité : *De la qualité de Français acquise ou perdue par suite d'une annexion au territoire ou de son démembrement.*

Et d'abord, dit M. Herbaux (2), « nous savons que le délai dans lequel devait être faite la déclaration exigée par la loi du 14 octobre 1814, n'ayant été considéré que comme purement comminatoire, fut étendu en fait jusqu'en 1849. Au contraire, nos voisins, les Belges, ont eu la sage précaution de ne pas étendre le délai de quatre ans fixé par leur loi du 4 juin 1839. Ensuite, pour se prévaloir de la loi du 14 octobre 1814, il fallait avoir obtenu des lettres de déclaration de naturalité. La loi du 4 juin 1839 ne parle pas de pareilles lettres : il suffisait d'avoir effectué, en temps utile, la déclaration prescrite.

(1) Comp. *suprà*, nos 497 et suivants.

(2) Pages 244 et 245.

» De plus, tant que les individus compris dans les démembrements de 1814, n'avaient pas rempli les formalités requises par la loi du 14 octobre, ils restaient certainement étrangers, quand bien même ils se seraient encore trouvés dans le délai utile. C'est là ce qui résulte des termes mêmes de la loi, article 1er : « Ils *obtiendront* des lettres... et pourront *dès ce moment* jouir des droits de citoyens français. » Au contraire, en Belgique, on a essayé de soutenir que les Luxembourgeois et les Limbourgeois, atteints par la cession, restaient provisoirement Belges depuis le jour de la ratification du traité jusqu'à l'expiration du délai imparti pour faire la déclaration. A l'appui de cette opinion, on invoquait le mot *conserver* dont se servait la loi. La Cour de cassation de Belgique (29 juillet 1840) nous semble avoir fait une saine application des principes, en décidant le contraire : (comp. M. Laurent, t. 1, nº 366). »

Enfin, nous avons vu (1) que l'accomplissement, par un individu, des formalités de la loi du 14 octobre 1814, ne profitait pas nécessairement à sa famille. Au contraire, (par arrêt du 29 janvier 1877, rapporté dans le *Journal de droit international privé*, 1878, p. 522), la Cour de cassation de Belgique a décidé que la déclaration, faite par le père en conformité de la loi du 4 juin 1839, produisait, de plein droit, effet pour ses enfants mineurs. Toutefois, cette solution rencontre des contradicteurs. (Comp. *Journal de droit international privé*, *loc. cit.*)

772. Nous avons signalé, il y a un instant, qu'aux termes de la loi du 4 juin 1839, pour conserver la qualité de Belge, il fallait faire sa déclaration dans les quatre années à partir de la ratification du traité. Ajoutons, pour terminer, qu'une loi du 20 mai 1845 accorde aux individus, dénationalisés par le démembrement de 1839, une nouvelle faveur. Elle permet à ceux qui ont transféré leur domicile en Belgique, dans le délai de quatre ans, d'obtenir la qualité de Belge, moyennant une

(1) *Suprà*, nos 502 et suivants.

simple déclaration d'intention, faite dans les trois mois. Observons, toutefois, qu'en bénéficiant de cette loi, on ne *recouvre* la nationalité belge que pour l'avenir, tandis que la loi du 4 juin 1839 permettait de la *conserver*, même pour le passé (comp. M. Laurent, t. 1, n° 366, *in fine*).

DANEMARK

773. En Danemark, on distingue deux sortes de nationalités : d'une part, l'indigénat, qui donne les droits d'électorat et d'éligibilité, avec l'accès aux fonctions publiques, et d'autre part, la simple collation de la qualité de sujet danois.

774. L'*indigénat* est acquis, de plein droit, soit à ceux qui sont nés de parents indigènes, soit aussi à ceux qui sont nés dans le royaume de parents étrangers. L'indigénat peut aussi être obtenu par voie de naturalisation : il est alors l'objet d'une loi spéciale votée par les deux Chambres du Rigsdag.

775. Quant à la *qualité de sujet*, elle s'acquiert par le simple domicile sur le sol danois, pourvu, d'ailleurs, que ce domicile révèle l'*animus commorandi*, c'est-à-dire affecte un caractère définitif. Les signes, auxquels se reconnaît un tel domicile, ne sont point nettement définis. Toutefois, la jurisprudence danoise regarde, comme révélant suffisamment l'*animus commorandi*, les faits suivants : le mariage dans le pays; l'achat d'immeubles; la vente, par l'étranger, de ses propriétés dans son pays d'origine; l'installation, en Danemark, de la famille de l'étranger. Un établissement de commerce lui-même pourrait être pris en considération : c'est une différence avec la règle posée par le Code civil français qui, comme nous savons, décide, dans l'article 17, *in fine*, que « les établissements de commerce ne pourront jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour. »

776. Du reste, en Danemark, le domicile qui n'apparaît pas comme définitif, et qui est, dès lors, impuissant à conférer la nationalité, n'en produit pas moins des effets importants. Après deux années de simple résidence, l'étranger ne peut plus être expulsé, et a droit aux secours publics : il ne pourrait même pas être extradé.

777. Signalons maintenant, en ce qui concerne la perte de la nationalité, une disposition remarquable de la loi danoise. C'est que le Danois perd sa qualité de sujet et de citoyen quand il va demeurer définitivement à l'étranger : mais cependant, quoique dénationalisé en principe, il conserve encore un certain droit d'indigénat qui lui permettra de réclamer des secours, dans le cas où, revenu en Danemark, il tomberait dans la misère.

ESPAGNE

778. En Espagne, la nationalité d'origine s'acquiert *jure sanguinis*, comme en France. Sont donc Espagnols, dès leur naissance, les enfants issus de parents espagnols.

779. Quelle est, cependant, la condition des enfants qui sont issus, il est vrai, de parents étrangers, mais qui sont nés, du moins, en Espagne? Si l'on appliquait à la lettre la constitution du 30 juin 1876, on serait, sans doute, amené à reconnaître aussi à ces enfants la nationalité d'origine. En effet, cette constitution, dans son article 1^er^, alinéa 1^er^, contient la disposition suivante : « Sont Espagnols : 1° ceux qui sont nés sur le territoire espagnol.... » Mais cette disposition n'est pas nouvelle. Depuis 1812, elle a été successivement reproduite dans toutes les constitutions qui se sont succédé en Espagne : aussi est-ce à l'aide des précédents qu'il convient d'en rechercher le véritable sens. Or, en 1837, à la suite d'observations faites par le gouvernement français, il fut très nettement déclaré à l'assemblée des Cortès (1) que

(1) Séance du 11 mai 1837 : Déclaration de M. Olozaga, président de la commission chargée d'élaborer le projet de constitution.

l'individu, né en Espagne de parents étrangers, pourrait seulement *choisir* entre la nationalité de sa famille et celle que lui confère la constitution espagnole. Cette interprétation, admise sans protestation par les Cortès, fut communiquée au gouvernement français, et acceptée par lui.

Au surplus, un décret du 17 novembre 1852, dans son article 1^er^, alinéa 3, déclare formellement étrangers les individus nés en Espagne de parents étrangers, ou même de père étranger et de mère espagnole, s'ils n'ont pas réclamé la qualité de sujet espagnol. Cette réclamation doit se faire, soit à la municipalité du lieu où réside l'intéressé, soit à la direction générale de l'état civil à Madrid. Si l'individu dont il s'agit demeure hors d'Espagne, il fera son option devant les autorités diplomatiques ou consulaires représentant, dans le pays étranger, le gouvernement espagnol.

780. Mais à quelle époque l'intéressé pourra-t-il ainsi opter pour la nationalité espagnole? Quand sera-t-il réputé *capable* à cet effet? Puisqu'il s'agit d'un individu, encore étranger, qui ne doit devenir Espagnol que par l'accomplissement d'une option, *à priori*, on pourrait croire que la capacité, requise en sa personne pour faire acte de nationalité, sera régie par la loi du pays étranger auquel jusque-là il appartient. Tel est même, rappelons-le en passant, le système que nous avons adopté, en interprétant l'article 9 du Code civil français. A notre avis, l'enfant qui, né en France de parents étrangers, peut réclamer la nationalité française dans l'année qui suit sa majorité, doit être réputé majeur selon la loi du pays étranger (1). Telle n'est cependant pas la solution suivie en Espagne. L'enfant, né en Espagne de parents étrangers, ne fait valablement son option qu'à l'époque où la loi espagnole fixe la capacité : à savoir, dans l'année qui

(1) On sait toutefois que cette question est vivement controversée parmi les jurisconsultes français. Comparez *suprà*, notre *Première étude*, n^os^ 154 à 159.

suit sa majorité, c'est-à-dire sa vingt-cinquième année... ; — et encore faut-il qu'il ait été préalablement émancipé ; car, en Espagne, la puissance paternelle ne cesse pas, de plein droit, par la majorité du fils. On aboutit ainsi à cette inconséquence, qu'un enfant, non encore investi de la nationalité espagnole, puisqu'il doit opter pour l'obtenir, voit cependant sa capacité déjà régie par le statut personnel espagnol : l'effet précède la cause !

Quoi qu'il en soit, toutes ces règles sont encore certaines aujourd'hui : la constitution du 30 juin 1876 n'a, sur ce point, consacré aucune innovation (1).

781. En ce qui concerne l'acquisition de la nationalité espagnole par voie de *naturalisation*, observons que, depuis un temps immémorial, il existe en Espagne deux grandes catégories de naturalisés que la récente constitution a d'ailleurs conservées et maintenues : « Sont Espagnols, dit le législateur de 1876... : 3° les étrangers qui ont obtenu des lettres de naturalisation ; — 4° ceux qui ont acquis le droit de cité dans une ville de la monarchie. » Nous allons examiner successivement ces deux modes de naturalisation.

782. I. *Obtention des lettres de naturalisation.* — C'est la naturalisation proprement dite. Disons tout de suite qu'elle ne présente pas toujours la même étendue et la même efficacité. Il faut établir une sorte de hiérarchie parmi les naturalisés : on en compte, en effet, quatre classes. Au premier degré se trouve la naturalisation *universelle*, qui donne, d'une façon générale, la jouissance de tous les droits, soit ecclésiastiques, soit séculiers. Au second degré se trouve la naturalisation qui ne confère que des privilèges de l'ordre séculier. Enfin, les deux autres naturalisations ne donnent qu'une partie des droits, soit ecclésiastiques, soit séculiers. En effet, la naturalisation du troisième degré ne fait obtenir que certains revenus ou certaines dignités ecclésiastiques ; — quant à celle du quatrième et dernier degré, elle

(1) Comp. M. Cogordan, *De la nationalité...*, p. 50 et suivantes.

ne donne, parmi les avantages séculiers, que la jouissance des dignités et des honneurs.

Les naturalisations des trois premiers degrés ne peuvent être conférées que par le pouvoir législatif, et sous forme de loi ; — le roi ne peut donner que la naturalisation du dernier degré, et encore, doit-il consulter, à cet effet, le conseil d'Etat. Toute naturalisation, pour être efficace, doit être inscrite sur les registres de l'état civil, le naturalisé ayant d'ailleurs, au préalable, prêté le serment de fidélité à la constitution et au roi. Il est à remarquer que, par application des principes libéraux consacrés par la Révolution de 1868, l'étranger n'a plus besoin, pour obtenir la naturalisation, de prouver qu'il est catholique et qu'il a été baptisé.

783. II. *Acquisition du droit de cité dans une ville de la monarchie.* — D'après M. Cogordan, le droit de cité dans une ville d'Espagne est acquis, de plein droit, « à tout étranger qui a obtenu le privilège de naturalité *(naturaleza)*, — qui est né en Espagne, — s'y est converti à la foi catholique, — y a établi son domicile, — y a expressément demandé et obtenu la *vecindad* (droit de cité), — qui a épousé une femme espagnole et demeure dans le royaume avec elle, — qui possède des biens-fonds en Espagne, — y exerce une profession, — y tient boutique, — y demeure depuis dix ans en *casa poblada*, etc. (1).... »

784. Autrefois, l'étranger, qui se trouvait dans ces conditions, était obligé de prêter le serment de fidélité, ce qui consacrait, peut-être malgré lui, sa qualité de sujet espagnol. Aujourd'hui ce serment n'est plus que facultatif. Dès lors, la nationalité espagnole ne *s'impose* plus. D'ailleurs, les étrangers qui, admis au droit de cité dans une ville, auront prêté le serment de fidélité, ont même encore un moyen de se soustraire à la nationalité espagnole. En effet, depuis une loi de 1870, la qualité de sujets espagnols ne leur est acquise que s'ils renoncent

(1) M. Cogordan, *La nationalité...*, p. 188.

à la nationalité qu'ils avaient auparavant. Or, cette renonciation n'est, en rien, obligatoire ni forcée.

GRÈCE

785. En ce qui concerne l'acquisition de la qualité de sujet hellénique, soit par naturalisation, soit par la naissance, il suffit de se référer au *Report of the royal commissioners for inquiring into the laws of naturalization and allegiance*. Ce recueil contient, en effet, sur cette matière une consultation (1) très complète de M. G. A. Rhally, avocat à Athènes (pages 110 et suiv., 143 et suiv.).

786. D'abord, quant à la naturalisation, voici en quels termes s'exprime M. Rhally : « Aux termes de l'article 15 du Code civil, l'étranger qui voudra se faire naturaliser, doit déclarer sa volonté à la municipalité du lieu où il veut établir son domicile, et habiter en Grèce pendant deux ans, s'il est Grec d'origine, et pendant trois ans, s'il appartient à toute autre nationalité (2). Passé ce délai et après qu'il aura été constaté que l'étranger ne s'est point rendu coupable de crimes ou de l'un des délits prévus par l'article 22 du Code pénal, il prêtera, par-devant le monarque, le serment de sujet hellène. L'étranger qui aura rendu des services importants à l'Etat, qui aura introduit dans le pays des inventions ou une industrie utiles, ou qui se distinguerait par des talents extraordinaires peut, dès qu'il aura fixé son domicile en Grèce, être naturalisé par une loi. Pen-

(1) Cette consultation porte la date des 19-31 août 1868.

(2) Malgré cette condition du domicile, la naturalisation grecque semble avoir été souvent conférée, par faveur spéciale, à des Grecs de l'empire Ottoman qui n'avaient jamais résidé dans le royaume. Mais, en 1875, il se fit un arrangement d'après lequel la Sublime-Porte reconnut la qualité de sujets hellènes à ceux-là seulement qui avaient été naturalisés avant l'année 1858. (*Journal des Débats* du 12 septembre 1875.)

dant tout le temps qu'il sera nécessaire à l'étranger de résider en Grèce pour la naturalisation, il pourra être admis par le roi, à la jouissance des droits civils, et dans ce cas il sera régi, pour tous ses rapports légaux, par les lois helléniques (art. 16 du Code civil). »

787. Puis M. Rhally expose de la façon suivante l'acquisition de la nationalité grecque par la naissance : « En règle générale, la circonstance qu'un enfant est né sur le sol hellénique ne lui confère pas la qualité d'Hellène ; l'origine seule la donne. Pour résoudre donc la question de savoir, si un enfant est ou non Hellène, une seule chose est à considérer : de qui est-il né? L'est-il d'un Hellène, il est lui-même Hellène, en quelque pays qu'il soit né. Ses parents sont-ils étrangers, il est étranger comme eux, alors même qu'il est né en Grèce (art. 14, n° 1, du Code civil). »

788. Il faut cependant remarquer que la circonstance qu'un enfant est né sur le sol hellénique produit un double effet en sa faveur :

1° Elle lui permet d'acquérir plus facilement qu'un étranger ordinaire la qualité d'Hellène ; il n'a, en effet, qu'à remplir trois conditions :

a. Déclarer, lorsqu'il réside en Grèce, que son intention est d'y fixer son domicile, et l'y établir dans l'année à compter de l'acte de soumission ; — *b*. Faire cette déclaration ou cette soumission dans l'année de sa majorité, etc. ; — *c*. Prêter le serment de sujet hellène devant le monarque compétent (art. 17 et 19 du Code civil).

2° Elle fait présumer, lorsque ses père et mère sont inconnus, qu'il est né de parents hellènes, et par conséquent, qu'il est lui-même Hellène (art. 114, n° 3, du Code civil).

789. Le principe que l'origine de l'enfant détermine sa nationalité, indépendamment du lieu de sa naissance, ne présente aucune difficulté, lorsque ses père et mère sont, l'un et l'autre, étrangers ; l'enfant est Hellène dans

le premier cas, étranger dans le second. Mais que décider si l'un est Hellène et l'autre étranger? L'enfant suivra-t-il la condition de son père ou celle de sa mère?

790. Si l'enfant est né en légitime mariage, cette question se présentera rarement : car, la femme suivant la condition de son mari (art. 21 et 25 du Code civil), les époux seront, dans la plupart des cas, l'un et l'autre Hellènes, ou l'un et l'autre étrangers. Cependant le principe proclamé par ces articles, devant être entendu en ce sens restreint que la femme prend la condition de son mari au moment de son mariage, l'hypothèse contraire peut se présenter. Alors l'enfant suivra-t-il la condition de son père ou celle de sa mère ? Le père étant le chef de la famille, l'article 14, n° 11, décide que l'enfant suivra la nationalité du père.

791. Quant à l'enfant né d'une mère étrangère et d'un père naturel Hellène, s'il est légalement reconnu par son père seul ou par son père et par sa mère, il suit la condition de son père (art. 14, n° 5, du Code civil). Par *à contrario*, il faut décider que, s'il a été reconnu seulement par sa mère, il est, comme elle, étranger.

Celui qui est né d'une mère hellène et d'un père naturel étranger, est réputé sujet hellène, s'il n'a pas été reconnu par ce dernier (art. 14, n° 2, du Code civil) ; s'il a été reconnu, pour obtenir la nationalité hellénique, il doit remplir les formalités susmentionnées de l'article 17 du Code civil (art. 19 du même Code).

792. M. Rhally examine ensuite la question de savoir si l'enfant prend la condition qu'avait son père ou sa mère au moment de sa *conception* ou de sa *naissance*. La question présente de l'intérêt : car la personne, dont l'enfant doit suivre la condition, a pu, dans l'intervalle de la conception à la naissance, d'Hellène qu'elle était, cesser de l'être par une naturalisation acquise en pays étranger, ou réciproquement, d'étrangère qu'elle était, devenir Hellène par une naturalisation acquise en Grèce :

« L'article 11 du Code civil, proclamant la maxime romaine, *Infans conceptus pro jàm nato habetur, quoties de ejus commodis agitur*, » et comme aux yeux de la loi hellénique il vaut mieux pour l'enfant qu'il naisse Hellène qu'étranger, nous dirons, déclare M. Rhally, qu'il suffit, pour qu'un enfant naisse Hellène, que la personne, dont il doit suivre la condition, ait été Hellène, soit au moment de sa conception, soit au moment de sa naissance, soit même dans l'intervalle de ces deux époques. »

793. Les enfants, qui naîtraient pendant les deux ou les trois ans exigés pour la naturalisation de l'étranger (selon qu'il est ou non d'origine hellénique), deviennent Hellènes par la naturalisation de leur père (art. 18 du Code civil). Quant aux enfants qui lui seraient survenus avant la déclaration exigée pour la naturalisation, ils restent étrangers, ainsi que sa femme ; mais, si à l'époque de sa naturalisation ils étaient mineurs, ils peuvent acquérir la nationalité hellénique, en manifestant leur volonté à cet égard, dans l'année qui suivra l'époque de leur majorité, devant l'autorité communale du lieu où ils veulent fixer leur domicile, en s'établissant en Grèce et en prêtant le serment de sujet hellène devant le monarque compétent (art. 17 du Code civil).

794. L'article 20 du même Code décide que l'enfant, né de parents qui avaient perdu la qualité d'Hellènes, pourra toujours acquérir cette qualité, en remplissant les formalités prescrites par l'article 17. Le Code civil de la Grèce n'attribuant la qualité d'Hellène qu'à l'origine, il n'y a pas à distinguer si l'enfant d'un ci-devant Hellène est né à l'étranger ou en Grèce ; dès que ceux dont il suit la condition sont étrangers, il naît nécessairement étranger comme eux, quel que soit le lieu de sa naissance. Cependant il faut remarquer que l'enfant né d'un ci-devant Hellène est traité plus favorablement que l'enfant né en Grèce d'un étranger ordinaire ; l'un peut *toujours*, c'est-à-dire à tout âge, pourvu qu'il soit

majeur, réclamer la qualité d'Hellène ; l'autre ne le peut, au contraire, que dans un délai assez court, dans l'année qui suit sa majorité. Cette différence s'explique sans peine ; l'enfant, né d'un ci-devant Hellène, étant Hellène selon la nature, la loi ne doute pas de son attachement pour la Grèce ; à quelque époque qu'il se présente, elle l'accepte avec empressement, convaincue que le sentiment qui le fait agir ne peut être que son amour pour sa patrie naturelle. Il n'en est pas de même de l'enfant né en Grèce d'un étranger ; celui-là n'a rien d'hellénique. Il se peut qu'il affectionne la Grèce, puisqu'il y est né ; mais, s'il est trop lent à manifester le désir d'avoir le titre d'Hellène, la loi, avertie par son indifférence, présume, lorsqu'il se présente plus tard, qu'il ne vient que dans son intérêt personnel; aussi le traite-t-elle à l'égal d'un étranger ordinaire.

ITALIE

795. Avant la publication du nouveau Code civil italien, laquelle publication a eu lieu par décret du 25 juin 1865, la naturalisation était réglée par les législations en vigueur dans les différents Etats entre lesquels était divisée l'Italie.

796. Aujourd'hui, sous l'empire du nouveau Code, on distingue encore la *grande* et la *petite* naturalisation. En effet, dit M. Pasquale Fiore (1), le Code civil italien (art. 10) admet deux formes de naturalisation : celle opérée en vertu d'une loi et celle concédée par un décret royal.... La naturalisation réalisée par une loi confère à l'étranger tous les droits politiques, sans en exclure l'électorat politique et le droit d'être juré : celle qui a lieu par un décret royal lui confère l'exercice de tous

(1) *Droit international privé*, p. 135, n° 63.

les droits politiques ou publics pour lesquels la naturalisation par une loi n'est pas expressément exigée.

797. Quand la naturalisation a lieu par un décret, celui-ci ne produit pas d'effet, si, dans les six mois de sa date, il n'est pas enregistré par l'officier de l'état civil du lieu où l'étranger entend fixer ou a fixé son domicile : de plus, entre les mains du même officier, un serment de fidélité au roi et d'observance des statuts et lois du royaume doit être prêté par l'étranger naturalisé.

798. Mais il est à remarquer que la naturalisation italienne, qu'elle résulte d'une loi ou d'un décret, ne suppose pas, comme dans le droit français, l'accomplissement d'un stage de domicile préalable (1).

799. En principe, la législation italienne, pour ce qui regarde la nationalité d'origine ou de naissance, proclame le *jus sanguinis*. Par conséquent, « est citoyen le fils d'un père citoyen » (art. 4). S'il s'agit d'un enfant né hors mariage, la règle est la même : car le législateur n'a fait aucune distinction. Mais si le père est inconnu, l'enfant suivra la condition de sa mère. Enfin, si le père et la mère sont inconnus, l'enfant est citoyen quand il est né dans le royaume (art. 7). Bien que le *jus sanguinis* constitue la règle générale, il ne s'ensuit pas que la *naissance sur le sol* n'emporte aucune faveur. Au contraire, l'article 8 du Code civil décide que tout individu né, dans le royaume, *d'un père étranger* qui y a *établi depuis dix ans* non interrompus son domicile (et non pas une résidence pour cause de commerce), est, de plein droit, réputé citoyen. Toutefois, cet individu a la faculté de choisir la qualité d'étranger, en faisant une déclaration en ce sens dans l'année de sa majorité (2).

(1) Comp. M. Huc, le Code civil italien et le Code Napoléon, *Etude de législation comparée*, t. I, p. 26.

(2) L'article 4 de la convention dite d'établissement et consulaire, du 22 juillet 1868, passée entre la Suisse et l'Italie, assure aux enfants qui se trouvent dans ces conditions et qui sont issus d'un père d'origine suisse, le droit de ne point être appelés au service dans l'armée royale, avant que l'âge de la majorité ne soit légalement

Nous savons que le droit français s'est également montré favorable à l'enfant né en France d'un étranger : mais il procède d'une façon inverse : chez nous, l'enfant est réputé étranger, à moins que, dans l'année de sa majorité, il ne réclame la qualité de Français (art. 9 du Code civil).

800. Que faudrait-il décider si l'enfant était né en Italie d'un père étranger non domicilié depuis dix ans? Dans ce cas, aux termes de l'article 8 *in fine*, l'enfant est réputé étranger, « mais les dispositions des deux derniers alinéas de l'article 6 lui sont applicables. » En d'autres termes, cet enfant, étranger dès sa naissance, « peut devenir citoyen en faisant la déclaration prescrite par l'article 5 (déclaration devant l'officier de l'état civil du lieu de sa résidence), et en fixant dans le royaume son domicile, dans l'année de la déclaration. Toutefois, s'il a accepté un emploi public dans le royaume, s'il a servi ou sert dans l'armée nationale de terre ou de mer, si enfin il a satisfait autrement à la levée militaire, sans exciper de la qualité d'étranger, il sera, sans autre forme, réputé citoyen (1) » (art. 6, al. 2 et 3). Telle est la solution donnée pour l'enfant *né* en Italie d'un père étranger qui n'y était pas domicilié depuis dix ans,

801. On demande si la faveur accordée à cet enfant pourrait s'étendre à celui qui serait simplement *conçu* en Italie et né à l'étranger. Nous adoptons la négative sur cette question, bien que la maxime « *Infans conceptus pro nato jàm habetur...* » semble, de prime abord, devoir faire admettre le contraire. En effet, quel est le

atteint. (Comp. *Journal de droit international privé*, 1875, p. 471 et *Gazette des tribunaux suisses*, 11 décembre 1875)

(1) Nous savons qu'en France, l'enfant né sur notre sol d'un étranger, voit aussi sa situation améliorée quand il a servi dans les armées. La loi du 22 mars 1849 lui permet alors de réclamer la qualité de Français, non plus seulement dans l'année de sa majorité, mais à toute époque : seulement il est à remarquer que la loi française, moins libérale que le Code italien, n'a pas assimilé, sur ce point, les emplois publics au service militaire. (Comp. *suprà*, *Première étude*, nos 170 et suivants.)

droit commun? C'est le *jus sanguinis*. La naturalisation, organisée par la combinaison des articles 6 (al. 2 et 3) et 8 *in fine*, est tout à fait *exceptionnelle*. Or, le législateur italien ne l'accorde qu'à l'enfant né, « *nato*. » Il faut rigoureusement respecter les termes dont il s'est servi : car les exceptions sont de droit étroit (1).

802. Signalons encore deux autres dispositions favorables du Code civil italien.

803. On conçoit, qu'en principe, l'enfant né d'un père qui a perdu la nationalité italienne, doive naître étranger. En effet, nous l'avons dit, c'est le *jus sanguinis* qui est appliqué. Cependant, la loi tient compte à cet enfant de ce que les liens de l'origine le rattachent du moins à un ancien Italien. Il importe, d'ailleurs, de distinguer suivant que l'enfant du ci-devant Italien est né en Italie ou en pays étranger.

Lorsqu'il est né en Italie, il est réputé citoyen, pourvu qu'il ait aussi sa résidence en Italie (art. 5). Toutefois, il peut, dans l'année qui suivra sa majorité, telle qu'elle est fixée par les lois du royaume, opter pour la qualité d'étranger en faisant une déclaration en ce sens devant l'officier de l'état civil de sa résidence, ou, s'il se trouve en pays étranger, devant les agents diplomatiques ou consulaires. Lorsque, au contraire, l'enfant de l'ex-Italien est né à l'étranger, il peut seulement acquérir la *citoyenneté* italienne, en faisant une déclaration par devant l'officier de l'état civil, dans l'année de la majorité, et en fixant son domicile en Italie dans l'année de la déclaration. Toutefois, il serait réputé citoyen, s'il avait accepté une fonction publique ou le service militaire sans exciper de son extranéité.

A la différence de la loi italienne, le droit français ne témoigne pas à l'enfant né d'un ex-Français un plus haut degré de faveur, s'il est né en France, que s'il est né à

(1) Nous avons rencontré une semblable question en droit français au sujet de l'art. 9 du Code civil, et nous lui avons donné la même solution. (Comp. *suprà*, *Première étude*, nos 136 et 137.)

l'étranger. L'un et l'autre peuvent, à toute époque, à partir de leur majorité, réclamer la qualité de Français, en satisfaisant, d'ailleurs, aux formalités prescrites par l'article 9 du Code civil (art. 10, al. 2).

804. Enfin, aux termes de l'article 9 du Code italien, « la femme étrangère qui se marie à un citoyen, acquiert, par là même, cette qualité et la conserve même dans son veuvage. » C'est là une disposition qui correspond à notre article 12 du Code civil. Observons, d'ailleurs, que la nationalité italienne est ainsi acquise à la femme mariée, alors même que, d'après les lois de sa patrie d'origine, le mariage ne devrait point lui faire perdre sa nationalité. La proposition contraire, qui aurait eu pour résultat d'éviter la dualité de patries, fut soutenue, lors de l'élaboration du Code, par M. Stefani-Nicolosi : mais elle ne fut point adoptée.

L'effet que la loi italienne attribue au mariage, de changer le domicile et la nationalité de l'épouse est, d'ailleurs, subordonné à la condition que le pays étranger, auquel appartient le mari, adopte la même règle. Il suit de là que le principe, en vertu duquel une Italienne qui épouse un étranger suit sa nationalité, ne s'applique pas quand, en vertu des lois du pays de son époux, elle n'acquiert pas la nationalité de ce dernier. (Turin, Cass., avril 1871 : *Revue de droit international*, article de M. César Norsa, t. VII, 1875, p. 201.)

805. Quant aux *effets* de la naturalisation, ils ne sont point personnels. C'est une différence avec notre droit français. Les enfants mineurs du naturalisé deviennent, eux aussi, Italiens, pourvu qu'ils aient, comme leur père, fixé leur résidence dans le royaume. La même règle existe pour la femme du naturalisé (art. 10, § 4 du Code civil italien). Il y a, dans cette extension des effets de la naturalisation, un véritable excès. Disons, toutefois, que le Code italien a admis, pour les enfants, un tempérament qui ne paraît pas consacré pour la femme. Les enfants du naturalisé peuvent opter pour la qualité

d'étrangers en faisant leur déclaration devant l'officier d'état civil, dans l'année de leur majorité.

806. Quelques mots maintenant sur la naturalisation des Italiens en pays étranger, et, en général, sur la *perte de la nationalité italienne*.

807. Autrefois, dit M. Pradier-Fodéré (1), le *lien de sujétion — subditanza* — était, en Italie, considéré comme perpétuel. Un citoyen ne pouvait point, par son fait personnel, se dégager des liens qui l'attachaient au gouvernement de sa patrie. Il pouvait bien encourir la perte de la *cittadinanza*, c'est-à-dire du *status civitatis :* mais la *subditanza* l'assujettissait toujours à certains devoirs dont il ne pouvait être affranchi que par un acte émané du souverain.

808. L'article onze du nouveau Code civil italien prouve que ces anciens errements ont disparu (2). En effet, d'après cet article, la nationalité italienne se perd :

1° Pour celui qui y renonce par une *déclaration* devant l'officier de l'état civil de son domicile propre, *et transfère* sa résidence dans un pays étranger. — Nous savons, qu'en droit français, une pareille déclaration d'intention serait complètement inopérante pour faire perdre la qualité de citoyen. Quant au transfert de domicile, il serait efficace, s'il était prouvé que l'établissement du Français en pays étranger est fait sans esprit de retour : au contraire, le Code italien ne voit pas, dans ce fait, une cause de dénationalisation ;

2° Pour celui qui est devenu citoyen dans un pays étranger (3) ;

(1) Notes sur Pasquale Fiore, *op. cit.*, p. 120.

(2) Toutefois, même dans le cas où l'on perd la qualité d'Italien par application de l'art. onze, on n'est pas exempt des obligations du service militaire ni des peines infligées à qui porte les armes contre sa patrie (art. 12).

(3) L'enfant naturel dont la mère est Italienne, mais qui vient, dans la suite, a être reconnu par son père qui est étranger, prend-il la nationalité de ce dernier et se trouve-t-il naturalisé, de plein droit, en pays étranger? Nous adoptons l'affirmative : solution que

3° Pour celui qui, sans autorisation du gouvernement, a accepté un emploi d'un gouvernement étranger ou est entré au service militaire d'une puissance étrangère.

Nous avons dit plus haut que la femme étrangère, qui épouse un Italien, devient Italienne de plein droit (art. 9 du Code civil italien). A l'inverse, la femme italienne, qui épouse un étranger, devient étrangère (art. 14 du Code civil italien).

809. Cependant, il existe, entre les deux cas, une différence importante. En effet, dans le premier cas, nous savons que la nationalité italienne s'impose à la femme étrangère, quand même la loi de son pays d'origine consacrerait une solution contraire. De là, le danger de doubles nationalités. Mais, dans le second cas, la perte de la nationalité italienne n'atteindra la femme que si elle peut acquérir la nationalité de son mari, par le fait des lois du pays de ce dernier. On n'a pas voulu que cette femme pût se trouver sans patrie. Il y a, évidemment, entre ces deux dispositions divergentes, une inconséquence (1).

810. Enfin, de même que la nationalité acquise en Italie s'étend à la femme et aux enfants mineurs du naturalisé, — de même, la perte de la nationalité italienne s'étend à la femme et aux enfants mineurs du citoyen dénationalisé, à moins, toutefois, qu'ils n'aient continué à tenir leur résidence dans le royaume (art. 11 *in fine*). Nous croyons devoir critiquer cette seconde disposition, comme nous avons critiqué la première à laquelle elle correspond. Le législateur italien de 1865 aurait pu, à notre avis, se montrer plus respectueux de la liberté individuelle.

811. Après avoir vu comment s'acquiert et se perd la nationalité italienne, il faut indiquer comment elle se recouvre.

d'ailleurs nous avons déjà suivie sur la même question à propos du droit français. (Comp. *suprà*, *Première étude*, nos 148 et suivants.) Dans l'une et l'autre législation, les arguments sont les mêmes.

(1) Comp. M. Huc, le Code civil italien et le Code Napoléon.

812. En thèse générale, celui qui a perdu la nationalité italienne peut la recouvrer : 1° en rentrant dans le royaume avec la permission spéciale du gouvernement ; 2° en renonçant à la nationalité étrangère, à l'emploi ou au service militaire acceptés en pays étranger ; 3° en déclarant devant l'officier de l'état civil qu'il veut fixer, et en fixant réellement son domicile dans le royaume (art. 13).

813. Mais, des modes spéciaux de réintégration sont mis à la disposition de la femme et des enfants mineurs.

814. En ce qui concerne la femme, peu importe qu'elle soit devenue étrangère par son mariage avec un étranger, ou par suite de la perte encourue par son mari, au cours du mariage : en tous cas, elle peut, en devenant veuve, recouvrer la citoyenneté si elle réside dans le royaume, ou si elle y revient, ou si elle déclare devant l'officier de l'état civil qu'elle veut y fixer son domicile (art. 14, § 2. — Rapprocher de cette disposition l'article 19, alinéa 2 du Code civil français).

815. Quant aux enfants mineurs devenus étrangers par la perte de la nationalité de leur père, ils peuvent la recouvrer en faisant leur déclaration dans l'année de leur majorité, par devant l'officier de l'état civil de leur résidence, ou devant les agents consulaires ou diplomatiques du royaume à l'étranger (art. 11, § 5).

816. Dans les développements qui précèdent, nous n'avons traité que de la naturalisation individuelle. Ce n'est pas cependant, que les cas de naturalisation ou de dénationalisation collective fassent défaut pour l'Italie.

817. Et d'abord, nous connaissons déjà le traité du 21 mars 1860 (1) conclu entre la France et l'Italie, par lequel la Savoie et le comté de Nice devenaient partie intégrante du territoire français. Nous avons vu comment, lors de cette cession, avait été réglé le sort des sujets sardes originaires des pays cédés et de ceux mêmes qui n'y étaient que domiciliés. Nous n'avons pas dissimulé

(1) Comp. *suprà, Première étude*, nos 280 et suivants.

combien les errements suivis à cette époque par le gouvernement français nous paraissaient abusifs.

818. Mais, notons qu'antérieurement au traité de 1860, était intervenu le traité de Zurich du 10 novembre 1859 par lequel l'empereur d'Autriche cédait à Napoléon III, la Lombardie. Dans le même traité (art. 5), l'empereur des Français déclarait son intention de remettre au roi de Sardaigne les territoires cédés. C'est à la suite de cette remise que le territoire d'Italie s'est accru des provinces lombardes.

819. Quels furent donc les sujets lombards qui se trouvèrent, par suite de cette cession, dénationalisés ? Des termes mêmes du traité, il résulte que la cession atteignit à la fois les sujets lombards domiciliés sur le sol cédé ou qui en étaient originaires. C'est l'application du système si critiquable suivi en 1860. Qu'il nous suffise de citer ici l'article 12 du traité (1), qui assurait, du moins, aux dénationalisés, le droit d'option. Cet article est ainsi conçu : « Les sujets lombards *domiciliés* sur le territoire cédé par le présent traité, jouiront, pendant l'espace d'un an, à partir du jour de l'échange des ratifications, et moyennant une déclaration préalable à l'autorité compétente, de la faculté pleine et entière, d'exporter leurs biens meubles en franchise de droits, et de se retirer avec leurs familles, dans les Etats de S. M. I. et R. A.; *auquel cas, la qualité de sujets autrichiens leur sera maintenue.* Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire de la Lombardie. La même faculté est accordée réciproquement aux individus *originaires* du territoire cédé de la Lombardie, établis dans les Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche. Les Lombards qui profiteront des présentes dispositions ne pourront être, du fait de leur option, inquiétés de part ni d'autre, dans leurs personnes ou dans leurs propriétés situées dans les Etats respectifs.... »

(1) Le texte du traité se trouve *in extenso* dans la *Rivista dell' instituto giuridico internazionale* (Milano), p. 62 et suivantes.

LUXEMBOURG

820. Dans le grand-duché de Luxembourg, la nationalité d'origine s'acquiert *jure sanguinis*. Toutefois, par imitation des règles suivies en France, l'enfant qui naît sur le sol luxembourgeois de parents étrangers, jouit, du moins, d'un privilège pour acquérir la nationalité luxembourgeoise. En effet, aux termes de l'article 9 du Code civil (1), il lui suffira de *réclamer*, à sa majorité, la qualité de sujet luxembourgeois. — Observons cependant que, par une exception apportée par une loi du 12 novembre 1859, ce bénéfice n'appartient pas à l'enfant, né dans le Luxembourg, d'un étranger militaire. La même observation doit être faite pour l'enfant né d'un représentant diplomatique. — Ajoutons encore, que si l'enfant né, d'un étranger, sur le sol luxembourgeois, négligeait de faire la déclaration prescrite, toute faveur ne serait pas perdue pour lui : il pourrait recourir à la naturalisation ordinaire, et il serait même dispensé du stage de résidence. Ainsi le décide l'article 2 de la loi du 28 janvier 1878 sur la naturalisation (2).

821. Nous venons de parler de l'enfant né, dans le Luxembourg, d'un étranger. Or, jusque dans ces derniers temps, la règle, établie par l'article 9 du Code civil, s'appliquait également au cas où le père *étranger* de l'enfant était né lui-même sur le territoire grand-ducal. Mais la loi du 28 janvier 1878 a consacré, sur ce point, le

(1) Le Code civil en vigueur dans le Luxembourg, est le Code civil français de 1804. — Dans la séance de la Chambre du 31 janvier 1877, M. le député Mertens, incidemment à un projet sur la qualité des témoins dans les actes notariés, avait proposé de reconnaître la jouissance des droits civils à *l'étranger né dans le grand duché de Luxembourg et y ayant établi son domicile*. Cette proposition fut repoussée par le motif que sa place naturelle eût été plutôt marquée dans une loi générale sur la nationalité et l'indigénat. (*Annuaire de législation étrangère*, 1879, p. 551.)

(2) Comp. *Annuaire de législation étrangère*, 1879, p. 548.

système organisé en France par la combinaison de nos lois des 7 février 1851 et 16 décembre 1874. Désormais « est Luxembourgeois, tout individu ayant son domicile dans le Grand-Duché, et né dans le pays d'un étranger qui y est né lui-même et y a eu sa résidence (1), jusqu'à la naissance de cet enfant, à moins que dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi luxembourgeoise, cet enfant ne réclame la qualité d'étranger. A cet effet, il devra en faire la déclaration devant l'autorité communale du lieu de sa dernière résidence, et justifier avoir conservé sa nationalité d'origine par une attestation, en due forme, de son gouvernement, laquelle restera annexée à la déclaration. »

822. Quant à la naturalisation proprement dite, elle se trouve également régie par la loi du 28 janvier 1878 précitée.

La naturalisation est prononcée par le *pouvoir législatif*. Toutefois, à la différence de ce qui a lieu pour les lois ordinaires, il est statué à huis-clos sur la demande de naturalisation. Une fois accordée, elle doit, pour produire effet, être *acceptée*, dans les trois mois, par l'impétrant.

823. Les conditions qu'il faut accomplir pour obtenir la naturalisation luxembourgeoise, consistent : 1° à être âgé de vingt-cinq ans ; 2° à avoir résidé pendant cinq ans au moins sur le territoire du Grand-Duché ; 3° à justifier qu'on a toujours été d'une bonne moralité pendant toute la durée de son séjour. Toutefois, la résidence pendant cinq ans n'est pas obligatoire, lorsque celui qui sollicite la naturalisation a rendu des services signalés à l'Etat.

824. Le Luxembourgeois naturalisé jouit, absolument comme le Luxembourgeois de naissance, de tous les

(1) Il est à remarquer que cette double condition, d'un *domicile* pour l'enfant, d'une *résidence* pour le père, n'a pas été exigée dans la loi française du 16 décembre 1874.

droits civils et politiques. De plus, les effets de la naturalisation ne sont pas personnels : ils s'étendent de plein droit aux enfants *mineurs* du naturalisé. En ce qui concerne les enfants *majeurs*, leur nationalité originaire reste intacte : mais, s'ils veulent se faire naturaliser eux-mêmes, ils seront dispensés du stage de cinq ans de résidence, pourvu, toutefois, que la naturalisation ait été accordée à leur père « *pour services rendus.* » Ajoutons aussi, sur les effets de la naturalisation, que le législateur luxembourgeois de 1878, a adopté une règle dont le but est d'éviter le conflit des législations en matière de nationalité. C'est l'article 2, alinéa 1^er^, ainsi conçu : « La naturalisation ne pourra être accordée à des étrangers, lorsqu'elle ne se concilie pas avec les obligations qu'ils ont à remplir envers l'Etat auquel ils appartiennent, et qu'il pourrait en naître des conflits. » Nous rencontrerons une pareille disposition, lorsque nous nous occuperons de la loi fédérale suisse du 3 juillet 1876.

825. La loi luxembourgeoise du 28 janvier 1878 a encore introduit une innovation quant à la perte de la nationalité. Désormais, l'acceptation de services civils ou militaires à l'étranger n'entraîne plus la dénationalisation (1).

826. Enfin, le sujet luxembourgeois qui, après avoir perdu sa qualité, désire la recouvrer, peut recourir à une naturalisation privilégiée : il est dispensé du stage des cinq années de résidence (loi du 28 janvier 1878 précitée, article 2, n° 2).

MONACO

827. La nationalité d'origine, dans la Principauté de Monaco, s'acquiert *jure sanguinis*. Est sujet monégasque, l'enfant né d'un père monégasque.

(1) Voyez, *suprà*, n^os^ 742 et suivants, même disposition établie en Belgique par une loi du 21 juin 1865.

828. L'enfant qui naît, dans la principauté, d'un étranger, n'acquiert donc pas, de plein droit, la nationalité de cette principauté : toutefois, aux termes de l'article 9 du Code civil monégasque (article identique à l'article 9 du Code civil français), l'enfant dont il s'agit pourra réclamer la qualité de sujet monégasque dans l'année qui suivra sa majorité.

829. D'après le Code civil, la condition de cet enfant restait la même, quand il était né, dans la Principauté, d'un père étranger qui lui-même y était né. Mais une ordonnance du 8 juillet 1877 (1) est venue consacrer le droit suivi en France depuis la loi du 7 février 1851 : donc, aujourd'hui, « est sujet du prince, tout individu né dans la Principauté d'un étranger qui lui-même y est né, à moins que dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par le Code civil, il ne réclame la qualité d'étranger, par une déclaration faite devant l'autorité municipale. »

830. Signalons, cependant, une particularité. En France, les descendants, *in infinitum*, nés sur le sol français d'un auteur qui lui-même y est né, peuvent toujours répudier la qualité de Français, dans l'année qui suit leur majorité. Au contraire, à Monaco, la faculté de se soustraire à la nationalité monégasque cesse dès la troisième génération : l'individu né dans la Principauté, d'un étranger qui lui-même y est né, peut réclamer la qualité d'étranger; mais « ses enfants seront nécessairement sujets du prince. » (Article 1er de l'ordonnance du 8 juillet 1877.)

831. Une modification importante a aussi été apportée dans la législation monégasque en ce qui concerne la *naturalisation* proprement dite. Autrefois, tout individu qui, après sa majorité, avait son domicile depuis dix ans dans la Principauté, devenait *de droit* sujet du prince. Aujourd'hui, depuis l'ordonnance précitée, l'individu dont il s'agit pourra seulement *solliciter* la naturalisation :

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1878, p. 488.

il ne l'obtiendra, que si le prince veut bien la lui accorder. — Au surplus, le prince peut conférer la naturalisation, sans condition, à toute personne qu'il juge digne de cette faveur (art. 2, ordonn. du 8 juillet 1877).

NORWÈGE

832. Les principes qui, en Norwège, régissent la nationalité sont presque identiques à ceux que nous avons exposés pour le Danemark. Cette similitude n'est pas surprenante, d'ailleurs, si l'on songe qu'avant d'être séparés, en 1814, la Norwège et le Danemark avaient eu leurs destinées confondues par une union plus de quatre fois séculaire. En Norwège, comme en Danemark, on distingue l'indigénat et la simple qualité de sujet.

833. En ce qui concerne *l'indigénat* qui a pour effet l'admission aux fonctions publiques, il faut noter une disposition nouvelle en date du 15 juin 1878, portant modification à l'article 92 de la constitution. Cette disposition est ainsi conçue (1) : « Ne pourront être nommés aux emplois publics que les citoyens norwégiens parlant la langue du pays et à la condition qu'ils soient :

a. Ou nés, dans le royaume, de parents qui étaient sujets de l'Etat norwégien ; — *b*. Ou nés à l'étranger de parents norwégiens qui, au moment de leur naissance, n'étaient pas sujets d'un Etat étranger ; — *c*. Ou fixés dans le royaume depuis dix ans ; — *d*. Ou naturalisés par le storthing (2).

» D'autres personnes peuvent cependant être appelées aux fonctions de professeur à l'Université ou dans les écoles savantes, de médecin, ou de consul en pays étranger.... »

Comme on le voit par les deux premiers alinéas de

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1879, p. 616.
(2) C'est-à-dire par une loi.

cette disposition, deux catégories d'indigènes se trouvent désormais exclues, en Norwège, des fonctions publiques. Ce sont : *a*. les citoyens norwégiens nés dans le royaume de parents étrangers, et *b*. les citoyens norwégiens nés à l'étranger de parents devenus Norwégiens par la naturalisation.

834. Quant à l'acquisition de la nationalité par voie de *naturalisation*, elle résulte en Norwège, comme en Danemark, de l'installation du domicile dans le pays. Il faut seulement que ce domicile paraisse contenir l'*animus commorandi*. Pour s'assurer que le domicile a bien ce caractère, on ne prendra pas exclusivement en considération sa durée. Ce n'est qu'au bout de dix ans que l'établissement de l'étranger sur le sol norwégien emportera de plein droit l'indigénat. Mais jusqu'à ce que ce délai ne soit atteint, l'étranger, alors même que son domicile ne serait pas suffisant pour conférer la qualité de sujet, n'en jouira pas moins d'avantages importants. Ainsi, après deux années de résidence, il a le droit d'être secouru dans le district de secours où il demeure ; — après trois ans de séjour, il ne peut plus être expulsé (1) s'il a commis un crime ; — enfin, après cinq ans, il est électeur si, remplissant, d'ailleurs, les conditions imposées par les lois électorales, il prête serment à la constitution.

835. Le Norwégien qui s'expatrie sans esprit de retour perd sa nationalité, sauf, toutefois, le droit pour lui d'être encore secouru en Norwège, si, de retour dans ce pays, il y est devenu malheureux. Nous avons constaté une loi identique en vigueur dans le Danemark. Sur la législation dano-norwégienne en matière de nationalité, consultez, du reste, M. Cogordan, *la Nationalité...*, pages 145 et 196.

(1) Devrait-il être livré, demande M. Cogordan, *op. cit.*, p. 196, en vertu d'un traité d'extradition? Le pouvoir local appréciera, suivant les circonstances de la cause et les clauses des traités.

PAYS-BAS

836. D'après le Code civil des Pays-Bas (art. 5, § 2), sont Néerlandais de naissance les enfants nés soit dans les Pays-Bas, soit ailleurs, de parents néerlandais.

837. Quant aux enfants nés dans les Pays-Bas de parents étrangers, leur condition est réglée d'après une distinction. Si leurs parents, quoique étrangers, avaient dans les Pays-Bas la qualité de « regnicoles établis, » ces enfants naissent Néerlandais. Que si les parents n'étaient pas établis sur le sol des Pays-Bas, les enfants naissent étrangers, sauf le droit pour eux d'acquérir plus tard, d'une façon privilégiée, la nationalité néerlandaise. Tel est le système qui résulte de la loi sur la nationalité du 29 juillet 1850, articles 1 et 3 combinés.

« Article 1er : Sont Néerlandais en ce qui concerne l'exercice des droits civiques :

1° Ceux qui sont nés de parents établis sur le territoire de l'Etat en Europe ;

2° Ceux qui, étant nés sur le territoire de l'Etat en Europe, de parents qui n'y sont pas établis, auront déclaré à la municipalité du lieu de leur domicile, dans l'année qui suivra l'époque à laquelle ils auront atteint vingt-trois ans révolus, leur intention de continuer à demeurer sur ce territoire... ;

Article 3 : Les regnicoles établis sont ceux qui ont demeuré sur le territoire de l'Etat en Europe :

1° Durant les trois dernières années ;

2° Durant dix-huit mois après avoir déclaré à la municipalité du lieu de leur domicile l'intention de s'y établir. »

838. Les règles qui précèdent doivent être suivies à l'égard des enfants nés en légitime mariage. Les *enfants naturels* suivent la nationalité de leur mère,

s'ils n'ont pas été reconnus; mais, reconnus par un père néerlandais, ils prennent la nationalité de ce dernier, alors même qu'ils seraient nés d'une femme étrangère.

839. Quant aux enfants trouvés recueillis sur le territoire des Pays-Bas, ils sont Néerlandais, pourvu cependant qu'ils résident sur ce territoire jusqu'à vingt-trois ans révolus.

840. Occupons-nous maintenant de la *naturalisation.*

Dans les Pays-Bas, la naturalisation est, comme en Belgique, prononcée par une loi qui doit être acceptée de l'étranger qui l'a sollicitée.

841. Aux termes de l'article 5 de la loi du 29 juillet 1850, « les conditions exigées pour la naturalisation sont : 1° l'âge de vingt-trois ans révolus ; — 2° le domicile établi sur le territoire de l'Etat en Europe, ou dans les colonies ou les possessions de l'Etat dans les autres parties du monde, durant *six* années consécutives avec intention déclarée d'y rester établis. »

Observons toutefois que ces conditions pourraient ne pas être imposées à l'étranger qui aurait rendu des services extraordinaires à l'Etat. Pour produire effet, la naturalisation doit être *acceptée* par l'impétrant dans les six mois qui suivent le jour où la loi qui l'accorde est devenue exécutoire. De plus, l'intéressé doit faire enregistrer les lettres de naturalisation à la mairie de sa commune.

842. Observons, en outre, que toute cette réglementation, organisée par la loi du 29 juillet 1850, n'a trait qu'à l'acquisition de la nationalité considérée comme donnant la jouissance des droits *politiques*. C'est qu'en effet, en ce qui concerne la jouissance des droits *civils*, les étrangers, aux Pays-Bas, sont assimilés aux nationaux, non seulement en vertu de l'admission par le gouvernement, conformément à l'article 13 du Code civil, mais aussi, quand ils ont eu pendant six années, sans interruption, leur domicile dans la même commune,

et qu'ils déclarent leur intention de rester établis dans le royaume (1).

843. Enfin, aux termes de l'article 10 de la loi du 29 juillet 1850, « la qualité de Néerlandais se *perd* :

1° Par l'acceptation de la naturalisation à l'étranger ;

2° Par l'entrée, sans notre autorisation, au service militaire à l'étranger, ou l'acceptation des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger ;

3° Par un séjour de cinq années à l'étranger avec l'intention évidente de ne point faire retour.

» L'esprit de retour est présumé, lors de tout séjour à l'étranger en connexion avec les établissements commerciaux du royaume. »

844. Notons, pour terminer, que la loi néerlandaise du 29 juillet 1850 a aussi consacré une disposition (l'art. 4) au cas où la nationalité s'est perdue par voie *générale et collective.* Il s'agit des personnes dont la nationalité néerlandaise a pu être atteinte par la séparation des anciennes provinces des Pays-Bas, constituant aujourd'hui le royaume de Belgique, mais qui, à l'époque de la ratification des traités du 19 avril 1839, avaient leur domicile sur le territoire des Pays-Bas, ou s'y sont établies dans les deux ans à partir de ladite époque. Si ces personnes ont conservé, d'ailleurs, leur domicile depuis cette date, la loi de 1850 les répute sujets néerlandais. Il y a plus : les individus qui, remplissant cette condition, sont décédés dès avant la promulgation de la loi du 29 juillet 1850, sont censés avoir conservé, jusqu'à l'instant de leur mort, la nationalité néerlandaise.

PORTUGAL

845. L'acquisition et la perte de la nationalité portugaise est réglée par la constitution, ainsi que par le

(1) Comparez en ce sens *Revue de droit international*, 1875, p. 396.

Code civil qui a développé et expliqué le texte constitutionnel. Cette constitution est encore celle du 29 avril 1826, modifiée par l'acte additionnel du 5 juillet 1852. La qualité de citoyen portugais dérive : 1° de la naissance ; 2° de la naturalisation (art. 7).

846. I. Sont citoyens portugais, par la *naissance :*

1° Les individus qui sont nés en Portugal, ou dans ses dépendances, bien que leur père soit étranger, à moins, toutefois, que celui-ci ne réside en Portugal pour le service de sa nation (art. 7, § 1er). D'après le Code civil, les enfants nés dans le pays, de parents étrangers, peuvent, à l'époque de la majorité ou de l'émancipation, déclarer qu'ils répudient la nationalité portugaise. Tant qu'ils sont encore mineurs, cette déclaration peut aussi être faite par l'organe de leurs parents ou tuteurs : toutefois, à leur majorité ou lors de leur émancipation, ils pourraient réclamer contre la nationalité qui leur aurait été donnée de la sorte (art. 18) ;

2° Les enfants d'un père portugais, et les enfants illégitimes d'une mère portugaise même s'ils sont nés en pays étranger, lorsqu'ils viennent établir leur domicile dans le royaume (Const. art. 7, § 2) ;

3° Les enfants d'un père portugais qui réside en pays étranger pour le service du royaume, encore bien qu'ils n'aient pas établi leur domicile dans le royaume (Const. art. 7, § 3).

847. II. Sont aussi citoyens portugais les étrangers *naturalisés*, quelle que soit, du reste, leur religion (Const. art 7, § 4).

La constitution renvoie à une loi ordinaire le soin de déterminer sous quelles conditions les lettres de naturalisation peuvent être obtenues (art. 7, § 4). Cette loi est aujourd'hui le Code civil.

Les étrangers peuvent être naturalisés : s'ils sont majeurs conformément à la loi de leur pays d'origine et à la loi portugaise ; s'ils ont des moyens d'existence, ou s'ils sont capables de subvenir à leurs besoins par

leur travail; enfin, s'ils ont résidé au moins *un an* sur le territoire portugais. Peut être dispensé de ce stage d'un an, l'étranger qui se rattache au Portugal par des liens de famille, ou qui a épousé une femme portugaise, ou qui a rendu au pays un service important (Code civil, art. 19 et 20).

848. Les lettres de naturalisation sont accordées par le *pouvoir exécutif* (Const. art. 75, § 10) : mais leur validité dépend de l'enregistrement à la municipalité du district où l'impétrant aura établi son domicile (Code civil, art. 21).

849. L'étranger, une fois naturalisé, entrera dans la jouissance des droits de citoyen portugais. Cependant il est frappé de certaines incapacités : il ne peut être ni député (Const. art. 68, § 2, acte add. art. 7), ni ministre ou conseiller d'Etat (Const. art. 106 et 108).

849 *bis*. *La perte* de la nationalité portugaise est réglée par la constitution et par le Code civil.

La qualité de Portugais se perd :

1° Par la naturalisation en pays étranger (Const. art. 8, § 1er) : mais on peut recouvrer la qualité de Portugais, en fixant son domicile dans le royaume, et en faisant les déclarations nécessaires à la commune de ce domicile (Code civil, art 22, n° 1);

2° Par l'acceptation de fonctions publiques, pensions ou décorations d'un gouvernement étranger (Const. art. 8, § 2) : mais on pourra se réhabiliter par une grâce spéciale du gouvernement (Code civil, art. 22, n° 2) ;

3° Par le bannissement (Const. art. 8, § 3), tant que dureront les effets de la peine (Code civil, art. 22, n° 3) ;

4° Par le mariage d'une Portugaise avec un étranger, sauf si le pays de celui-ci ne la déclare pas naturalisée par ce fait. A la dissolution du mariage, elle peut recouvrer la qualité de Portugaise, en fixant son domicile dans le royaume (Code civil, art. 22, n° 4).

849 *ter*. La naturalisation d'un Portugais n'emporte pas la perte de la nationalité de la femme portugaise, sauf

si celle-ci déclare qu'elle veut suivre la nationalité de son mari (Code civil, art. cité, § 1er).

De même, la naturalisation du Portugais, quoique marié à une femme étrangère d'origine, n'emporte pas la perte de la nationalité portugaise, par rapport aux enfants mineurs; sauf à ceux-ci le droit de déclarer, à la majorité, ou lors de l'émancipation, qu'ils veulent suivre la nationalité de leur père (Code civil, art. cité, § 2).

Les personnes, qui recouvreront la qualité de Portugais, ne pourront, comme tels, jouir des droits reconnus par les lois portugaises, que du jour de la réhabilitation (Code civil, art. 23).

L'article 9 de la Constitution traite de la suspension de l'exercice des droits politiques.

RUSSIE

850. En Russie, la *nationalité d'origine* s'acquiert *jure sanguinis*. Sont Russes de naissance les enfants nés de parents russes, s'il s'agit d'enfants légitimes, et nés d'une mère Russe, s'il s'agit d'enfants naturels.

851. Notons, toutefois, que l'enfant, né sur le territoire de l'empire de parents étrangers, obtient plus facilement qu'un étranger ordinaire la nationalité russe. En effet, un ukase du 6 mars 1864, sur la naturalisation, porte, dans son article 12, la disposition suivante : « Les enfants d'étrangers, non naturalisés Russes, qui sont nés et ont été élevés en Russie, ou qui, quoique nés à l'étranger, ont fait leurs cours d'études dans les établissements d'instruction supérieurs ou secondaires russes, acquièrent, par ce fait, le droit d'obtenir la naturalisation russe dans l'année qui suit leur majorité.... »

852. Quant à la *naturalisation*, elle est aussi réglée, en Russie, par l'ukase du 6 mars 1864, que nous venons de mentionner. Pour se faire naturaliser, l'étranger doit,

d'abord, obtenir du gouvernement provincial l'autorisation d'établir son domicile dans l'Empire. Lorsqu'il aura résidé, pendant un certain temps, sur le territoire, il adressera sa demande au ministre de l'intérieur, qui, après enquête, accordera ou refusera la naturalisation. En tout cas, la naturalisation ne sera parfaite que par la prestation du serment de sujétion (1) à la personne du czar.

Mais quel est, au juste, le temps pendant lequel l'étranger doit avoir résidé en Russie, pour obtenir la naturalisation? Pour résoudre cette question, il faut combiner les articles 4, 11 et 14 de l'ukase précité. Ces textes sont ainsi conçus :

« Article 4. Après *cinq ans* d'établissement en Russie, un étranger peut solliciter la naturalisation russe. Les cas dans lesquels ce délai pourra être abrégé sont déterminés ci-dessous, dans les articles 11 et 14.

« Article 11. La durée de l'établissement préalable qui doit précéder la naturalisation peut, avec l'autorisation du ministre de l'intérieur, être abrégée en faveur d'étrangers qui auront rendu des services importants à la Russie, ou se seront signalés par des talents remarquables, par leur érudition, etc..., ou bien, enfin, auront placé des capitaux considérables dans des entreprises d'utilité publique russe....

« Article 14. Les étrangers au service militaire ou civil de la Russie, de même que les ministres des cultes

(1) Autrefois les Français, résidant en Russie, étaient obligés, pour faire le commerce et entrer dans les *guildes* des marchands, de prêter le serment de sujétion à l'empereur. Ce serment leur faisait-il perdre la qualité de Français? Nous ne le pensons pas : car, en le prêtant, ils n'avaient pas l'intention de changer de nationalité. (Comp. M. Massé, *Droit commercial*, t. II, n° 993.) Cependant, même en France, ils paraissent avoir été considérés comme devenus Russes malgré eux, par le seul effet du serment : car un décret du 1er décembre 1860, rendu après que l'abolition de ce serment particulier eût été prononcée par l'ukase des 7-19 juin 1860, porte que les Français dont il s'agit « sont réintégrés, de plein droit, dans la qualité de Français qu'ils avaient perdue. » (Comp. M. Demangeat, *Droit international privé*, t. I, p. 113, note *a*.)

étrangers invités, par disposition du ministre de l'intérieur, à venir servir en Russie, peuvent, s'ils le désirent, être admis à prêter le serment de sujétion en tout temps, et sans être assujettis à l'observation d'un délai quelconque, par une simple décision de leurs chefs immédiats : les militaires dans leurs régiments et corps, et les fonctionnaires publics dans leurs administrations.... »

853. Toutefois, les règles que nous venons d'exposer brièvement, ne s'appliquent pas dans le Grand-Duché de Finlande : ce duché conserve sa constitution particulière, malgré son union à la Russie. En Finlande, les conditions à accomplir pour se faire naturaliser, ressemblent à celles exigées en Suède : rien d'étonnant d'ailleurs : car la Finlande a, pendant longtemps, relevé de la souveraineté suédoise. Il suffit d'avoir son domicile en Finlande depuis au moins trois ans, d'être capable et en état de subvenir à ses besoins. C'est le sénat d'Helsingfors qui *propose* la naturalisation; mais c'est l'empereur grand-duc qui dispose, c'est-à-dire qui statue, en définitive, sur la demande de l'étranger.

854. Aux termes de l'article 17 de l'ukase du 6 mars 1864, que nous avons signalé, *les femmes étrangères qui épousent des sujets russes*, deviennent, par ce fait, sujettes russes, sans qu'elles aient besoin de prêter aucun serment. Mais l'étrangère, devenue ainsi femme russe par le mariage, peut, après la dissolution de ce mariage, se dépouiller de la nationalité russe, en quittant le pays.

855. Quelle est l'étendue *des effets* de la naturalisation acquise en Russie? Il convient, sur cette question, de noter une anomalie que, du reste, nous rencontrerons encore bientôt dans la législation suédoise. C'est que la naturalisation obtenue par un mari, par un père de famille, s'étend à la femme, sans s'étendre aux enfants déjà nés. Cette distinction, pour le moins bizarre, est contenue dans les articles 17 et 6 de l'ukase précité :

« Article 17. .... Les femmes des étrangers qui se

font naturaliser en Russie, deviennent, par ce fait, sujettes russes....

» Article 6. La naturalisation russe... ne s'étend pas aux enfants, qu'ils soient majeurs ou mineurs. »

Ajoutons seulement que l'article 13 facilite et favorise, dans certains cas, la naturalisation des enfants. S'ils sont majeurs et s'ils veulent se faire naturaliser, ils sont, à cet effet, dispensés de présenter le certificat d'établissement, pourvu que leur demande se produise, soit simultanément avec celle de leurs parents, soit dans l'année qui suit la naturalisation de ces derniers.

856. Occupons-nous maintenant de la *perte* de la nationalité russe.

857. Il est un mode de dénationalisation que le droit russe semble avoir consacré depuis les temps les plus reculés : c'est le *mariage* d'une femme russe avec un étranger. Mais remarquons que cette femme pourra recouvrer la nationalité russe, après la dissolution du mariage, par le seul fait de fixer son domicile en Russie.

858. Aucune autre cause de perte de la nationalité n'était reconnue dans l'ancienne législation de l'Empire russe, et l'allégeance était perpétuelle aussi bien pour les Russes de naissance que pour les Russes naturalisés. Mais l'ukase du 6 mars 1864 établit une distinction entre ces deux catégories de sujets russes : la dénationalisation demeure interdite aux natifs; elle est, au contraire, permise aux étrangers devenus Russes par voie de naturalisation. C'est en vain que le Russe de naissance émigrerait d'une façon définitive en pays étranger : le statut personnel russe le suit partout. Il y a plus : s'il s'est fait sujet d'une puissance étrangère, si, pour émigrer, il ne s'est point muni des autorisations nécessaires, il sera, aux termes de l'article 225 du Code pénal, frappé de déchéances qui correspondent à ce qu'était, dans notre ancien droit, la mort civile. Nous ne pouvons mentionner ces dispositions draconiennes, sans

signaler l'analogie qu'elles présentent avec deux anciens décrets français dont nous avons critiqué (1) l'impitoyable rigueur. Nous voulons parler des décrets du 6 avril 1809, et du 26 août 1811. Il est regrettable que les réformes opérées par l'ukase du 6 mars 1864, n'aient point été conçues dans un sens plus libéral.

859. Observons cependant que le principe de l'allégeance perpétuelle s'efface et disparaît dans le cas où le sujet russe voudrait n'acquérir la naturalisation que dans un pays soumis, lui aussi, à la souveraineté du czar : tel est le cas où il se ferait naturaliser Polonais ou Finlandais. Cette naturalisation fait perdre la qualité de sujet russe.

ROUMANIE

860. Jusqu'en ces derniers temps, les questions de nationalité, en Roumanie, ont été réglées par le Code civil et par certaines dispositions postérieures, consacrées par la loi constitutionnelle de 1866.

8 1. Indépendamment de ceux qui sont Roumains par droit de naissance, par suite de leur filiation, les enfants, nés en Roumanie de parents étrangers, s'ils ne sont pas admis de plein droit à la nationalité, peuvent, du moins, l'acquérir d'une façon privilégiée. En effet, aux termes de l'article 8 du Code civil, s'ils ont été élevés, d'ailleurs, en Roumanie, il leur suffira de *réclamer* la qualité de Roumain à leur majorité. Toutefois, il importe de faire ici une double observation.

D'abord, en vue d'éviter, autant que possible, les conflits de nationalité, le Code civil impose aux enfants qui veulent profiter du bénéfice de l'article 8, l'obligation préalable d'établir qu'ils ne dépendent d'aucun gouvernement étranger : on sait que l'article 9 du Code civil français ne contient pas cette exigence.

(1) Comp. *suprà*, notre *Deuxième étude*, nos 395 et suivants.

En outre, la faveur, établie par l'article 8 du Code civil roumain, n'est pas offerte à tous les individus nés en Roumanie, sans distinction de cultes et de croyances religieuses. En effet, d'après l'article 9 du même Code, les étrangers, *non chrétiens*, ne pourront devenir Roumains, qu'en satisfaisant à toutes les conditions exigées pour la naturalisation ordinaire. C'est là une disposition déplorable, dont la rigueur s'est encore malheureusement aggravée sous l'empire de la constitution de 1866.

862. Voyons maintenant comment s'opère, en Roumanie, la naturalisation proprement dite?

D'après l'article 16 du Code, « l'étranger qui voudra obtenir la naturalisation, devra la demander par requête adressée au prince, en indiquant la fortune qu'il possède, ou la profession ou le métier qu'il exerce, et en manifestant l'intention d'établir sa résidence sur le territoire roumain. Si, à la suite de cette demande, l'étranger réside pendant dix ans en Roumanie, et si sa conduite et ses actes prouvent qu'il est utile au pays, l'Assemblée législative, sur l'initiative du prince, et le conseil d'Etat entendu, pourra lui accorder des lettres de naturalisation qui seront sanctionnées et promulguées par le prince. — Pourra être dispensé du stage de dix ans, l'étranger qui aura rendu au pays des services importants, qui y aura introduit soit une industrie, soit des inventions utiles, qui y aura apporté des talents distingués, qui aura formé en Roumanie de grands établissements de commerce ou d'industrie. »

A cette disposition du Code civil roumain, il faut ajouter la constitution de 1866, qui consacre deux innovations, dont l'une est favorable, mais dont l'autre est extrêmement rigoureuse.

D'abord, d'après l'article 9 de la Constitution, le Parlement pourra accorder, *sans aucun délai*, la naturalisation aux étrangers qui, dégagés d'ailleurs de tout lien de sujétion vis-à-vis de leur patrie d'origine, appartiennent

aux populations de *race roumaine :* tels sont les individus originaires de la Servie, de la Bukovine, etc....

Ensuite, aux termes de l'article 7 de la même Constitution, « les étrangers du rite *chrétien* peuvent seuls obtenir la naturalisation. » C'est là le dernier terme, en matière de naturalisation, de cet esprit d'intolérance religieuse que nous avons déjà signalé plus haut au sujet de l'article 8 du Code civil roumain. Ajoutons que des mesures de rigueur et de véritable persécution étaient également prises, même à l'égard des *indigènes* non chrétiens.

863. Toutefois, le congrès de Berlin qui s'est réuni en 1878, à la suite des derniers événements survenus en Orient, s'occupa de remédier à un pareil état de choses. Le traité, dont les termes ont été arrêtés dans ce congrès, porte, dans son article 44, une disposition ainsi conçue : « En Roumanie, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit.... »

L'application de ce principe devait entraîner un remaniement dans les règles jusque-là suivies quant à la naturalisation des étrangers en Roumanie. C'est, d'ailleurs, au prix de ces modifications que la reconnaissance de la Roumanie, comme Etat indépendant (1), fut promise par les puissances représentées au traité de Berlin.

Le pouvoir législatif de Roumanie paraît, du reste, s'être mis sincèrement et sérieusement à l'œuvre. En effet, au mois d'avril 1879, fut voté par les Chambres

(1) Le traité de Berlin promit aussi de reconnaître la Servie comme Etat indépendant. Il impose d'ailleurs à cette Principauté les mêmes réformes qu'à la Roumanie. Mais nous ne possédons pas de document pouvant nous faire connaître les règles actuellement en vigueur sur l'acquisition ou la perte de la nationalité serbe. Comp. M. Cogordan, *De la nationalité....*, p. 205-206.

roumaines un projet de loi aux termes duquel les conditions de la naturalisation ne dépendraient plus désormais de la religion, mais seraient applicables à tous les étrangers.

SUÈDE

864. En Suède, la nationalité d'origine s'acquiert *jure sanguinis*. Sont Suédois tous les individus nés soit en Suède, soit à l'étranger, d'un père suédois.

865. Quant aux enfants nés, même en Suède, de parents étrangers, ils sont étrangers, sans que le fait de leur naissance puisse être invoqué par eux pour obtenir plus facilement la nationalité suédoise.

866. Quant à l'enfant né hors mariage, il suit la nationalité de sa mère. Toutefois, s'il venait à être *légitimé* par un père suédois, il acquerrait, du même coup, la nationalité suédoise.

867. A quelles conditions l'individu, qui n'est pas Suédois de naissance, pourra-t-il le devenir? La réponse à cette question se trouve dans l'ordonnance royale sur la naturalisation, en date du 27 février 1858. Le § 2 de ladite ordonnance est, en effet, ainsi conçu : « Le droit d'être citoyen suédois peut être obtenu par l'étranger : 1° qui a atteint l'âge de vingt et un ans; — 2° qui jouit d'une bonne réputation; — 3° qui a demeuré trois ans dans le royaume; — 4° qui peut subvenir à ses besoins.

» Si un étranger a été admis au service de l'Etat et s'il s'est rendu célèbre par une remarquable habileté dans les sciences, dans les arts, dans l'agriculture, dans l'industrie des mines ou dans une autre industrie, ou si autrement sa naturalisation peut être utile au pays, le délai prescrit ci-dessus peut être abrégé. »

C'est au roi que la demande en naturalisation doit être adressée avec pièces à l'appui.

868. Les dispositions qui précèdent révèlent, assurément, une frappante analogie avec les règles consacrées par la loi française en matière de naturalisation proprement dite. Mais, contrairement à ce qui a lieu dans notre droit français, la loi suédoise a pris soin d'éviter un cas de double nationalité : à cet effet, le § 4 de l'ordonnance précitée dispose que l'étranger ne pourra jouir de la naturalisation par lui obtenue, qu'à la condition « d'établir, s'il ne l'a déjà fait, qu'il a cessé d'être le sujet d'une puissance étrangère. »

Autre différence avec le droit suivi en France : la naturalisation ne produit d'effets, qu'à partir du jour où l'impétrant a prêté serment de foi et de fidélité comme citoyen suédois.

869. Mais, de même que la loi française, la loi suédoise proclame la naturalisation, de plein droit, à l'égard de la femme étrangère qui épouse un Suédois.

870. Quant aux effets de la naturalisation, ils sont réglés, en Suède, d'une façon, qu'en vérité, l'on ne peut s'empêcher de trouver étrange et singulière. L'on sait qu'un des grands problèmes soulevés dans le droit international, est celui de savoir si le changement de nationalité, qui atteint un époux, un père de famille, doit s'étendre *ipso facto* à sa femme et à ses enfants. Or, la législation suédoise consacre, sur ce point, une solution hybride que nous n'essaierons pas d'expliquer. D'une part, la *femme* du naturalisé acquiert, du même coup, la nationalité suédoise. Mais, d'autre part, cette naturalisation n'a pas d'effet quant aux *enfants* déjà nés (1).

871. En ce qui concerne la perte de la nationalité suédoise, observons qu'elle résulte soit de l'*émigration*, pourvu que celle-ci revête un caractère permanent et définitif, soit de la *naturalisation* acquise par un Suédois dans un pays étranger. Ajoutons aussi qu'une Suédoise perd sa nationalité par son *mariage* avec un étranger.

872. Enfin, remarquons qu'en matière de dénationa-

(1) Comp. *Revue de droit international*, 1875, p. 398.

lisation, la loi suédoise n'a plus suivi, pour les enfants, la règle que nous venons de voir consacrée en matière de naturalisation.. S'il est vrai que les enfants d'un étranger qui se fait naturaliser en Suède ne deviennent pas eux-mêmes Suédois, au contraire, les enfants d'un Suédois qui se fait naturaliser à l'étranger perdent, comme leur père, leur nationalité..., sauf, cependant, le droit, quand ils seront devenus majeurs, et s'ils rentrent sur le territoire du royaume dans l'*an et nuit*, de recouvrer de plein droit la qualité de Suédois.

SUISSE

873. En ce qui concerne l'acquisition de la nationalité suisse par droit de naissance, nous n'avons qu'un seul mot à dire. En principe, la nationalité d'origine s'acquiert *jure sanguinis.*

874. Il y a même lieu de remarquer que l'enfant, né en Suisse de parents étrangers, ne jouit d'aucune faveur pour parvenir au droit de cité. C'est ce qui résulte de la réponse faite, à la date du 31 août 1868, par le président de la Confédération suisse, M. Dubs, et le chancelier, M. Schiess, à la demande de renseignements qui leur avait été faite au nom de Sa Majesté Britannique. Après avoir exposé comment la qualité de citoyen suisse s'acquiert par la naissance, le conseil fédéral ajoutait qu'il n'y avait lieu de faire aucune exception favorable, pas même en faveur « d'étrangers qui sont nés en Suisse, quand même eux et leurs parents auraient été très longtemps domiciliés en Suisse. Sous ce rapport, la Suisse maintient purement et simplement le même principe que celui qu'elle reconnaît pour les descendants de ses propres ressortissants : les enfants légitimes suivent la condition de leur père, et les enfants illégitimes la condition de leur mère (1). »

(1) Comparez, *The report of the royal commissioners for inquiring into the laws of naturalization*, p. 148, appendix.

875. Mais il importe surtout d'insister sur les règles actuellement suivies, en Suisse, en matière de *naturalisation*.

876. Pour parvenir au droit de cité fédérale, il faut passer par deux étapes préalables. En effet, il faut avoir commencé par acquérir, d'abord, la bourgeoisie dans une commune et, en outre, l'indigénat dans un canton. Ainsi, nul ne peut être citoyen Suisse sans appartenir spécialement à l'un des cantons confédérés et à l'une des communes de ce canton. C'est là une règle analogue à celle posée par la Constitution de la Confédération allemande, et c'est une différence, au contraire, avec les principes suivis aux Etats-Unis. (Comp. *suprà*, n° 696, et *infrà*, n° 905.)

877. Autrefois, lorsqu'on avait acquis le droit de bourgeoisie dans une commune helvétique et, qu'en outre, on était devenu indigène d'un des vingt-deux cantons, on devenait, du même coup et de plein droit, citoyen de la Confédération, sans qu'il y eût besoin, par conséquent, d'aucune participation des autorités fédérales, d'aucune intervention du pouvoir central.

878. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Les règles auxquelles est actuellement soumise la naturalisation suisse se trouvent contenues dans la loi du 3 juin 1876 (1) que nous allons exposer sommairement.

Aujourd'hui, c'est l'action du conseil fédéral qui apparaît comme le facteur principal dans la concession de la nationalité. Le message qui proposait cette innovation à l'assentiment de l'assemblée fédérale en donnait plusieurs raisons. C'est, en effet, le conseil fédéral qui, eu égard aux rapports qu'il entretient avec les pays étrangers, est le plus, nous dirions même le seul intéressé à ce que l'étranger, qui demande à être naturalisé, se soit libéré de tous liens envers l'Etat dont il était précédemment ressortissant.... En outre, grâce à cette coopération de la

(1) Voyez le texte de cette loi dans le *Journal de droit international privé*, 1876, p. 507.

Confédération, on prévient les conflits et les difficultés dont une autorité locale ne saurait apprécier la nature : car le conseil fédéral est à même de se renseigner exactement, sur chaque cas spécial, par le moyen de ses agents diplomatiques ou consulaires.

Désir d'éviter avec les puissances étrangères les difficultés, les divergences de décision quant à la nationalité : voilà quelle est l'idée dominante qui se dégage de la loi du 3 juin 1876.

879. L'étranger, qui désire obtenir la nationalité suisse, doit demander au conseil fédéral l'autorisation de se faire recevoir citoyen d'un canton et d'une commune (art. 1). Voilà la mesure de l'intervention du pouvoir central! Mais pour que le conseil fédéral puisse accorder son autorisation, il faudra la réalisation de deux conditions. D'abord, il est indispensable que le pétitionnaire ait son domicile ordinaire en Suisse depuis deux ans. Il ne s'agit point là, d'ailleurs, d'un domicile préalablement autorisé. C'est une différence avec la législation française.

880. Ensuite, il faut que le pétitionnaire ait, avec l'Etat auquel il ressortit, des rapports tels qu'il est à prévoir que son admission à la nationalité suisse n'entraînera, pour la Confédération, aucun préjudice (art. 2, al. 2). Cette exigence s'explique par les abus auxquels avait autrefois donné naissance la naturalisation en Suisse. Certains gouvernements cantonaux ouvraient les portes de la cité avec une facilité véritablement déplorable. Plus d'une fois, des Français en avaient profité et se prévalaient de leur nationalité suisse, promptement obtenue, pour faire prononcer leur divorce. De nombreux jeunes gens de familles allemandes, après 1866, avaient également espéré se soustraire, par ce moyen, à la conscription prussienne. Toutes ces personnes invoquaient l'appui diplomatique de la Suisse, leur nouvelle patrie, à l'encontre du pays qu'ils avaient abandonné. Mais celui-ci refusait d'attacher aucun effet à la naturalisation, par la raison qu'elle avait été faite *in fraudem*

legis, dans le seul but de se dérober à des charges trouvées trop lourdes. De là des difficultés internationales auxquelles la Suisse a voulu mettre un terme. Désormais, pour obtenir du conseil fédéral l'autorisation d'être admis à l'indigénat, le pétitionnaire devra prouver qu'il a rompu l'allégeance de l'Etat auquel il ressortissait.

Par quels moyens cette preuve pourra-t-elle être faite? On ne peut le dire *à priori*. Ces moyens varieront suivant les lois de la patrie d'origine du pétitionnaire. Ainsi, s'agit-il d'un Allemand, il devra produire le permis d'expatriation connu sous le nom d'*entlassungsurkunde*. S'agit-il d'un Austro-Hongrois? il devra produire une pièce attestant qu'il a satisfait au service militaire dans son pays. Même règle s'il s'agit d'un Italien.

Quid d'un Français? Il sera prudent de sa part de se pourvoir de l'autorisation du gouvernement français, afin d'échapper aux pénalités encore subsistantes du décret du 26 août 1811. Mais, s'il n'a pas pris cette précaution, il n'en pourra pas moins obtenir la naturalisation en Suisse. Seulement, s'il vient à surgir des difficultés entre son ancienne patrie et lui, le gouvernement fédéral décline à l'avance toute charge de protection. — Les sujets belges ou néerlandais n'ont pas, non plus, à produire une autorisation de leur gouvernement.— Tous ces détails ont été réglés dans une note explicative (1) dont le gouvernement suisse a fait suivre la nouvelle loi du 3 juin 1876.

881. Qu'arriverait-il cependant, si un individu parvenait à se faire naturaliser Suisse, sans avoir brisé les liens de son ancienne nationalité? Dans ce cas, le naturalisé n'aurait droit à la protection du Conseil fédéral que vis-à-vis des Etats autres que son pays d'origine. C'est ce qui résulte de l'article 5 de la loi.

882. Nous savons à quelles conditions se donne l'autorisation du Conseil fédéral. Supposons maintenant cette autorisation accordée. Que reste-t-il à faire?

(1) *Conditions et formalités à remplir pour obtenir du Conseil fédéral l'autorisation prévue par la loi du 3 juin* 1876.

Le pétitionnaire doit, *dans les deux ans*, obtenir la naturalisation cantonale ou communale, conformément aux dispositions des lois d'un canton (art. 4).

Il est clair que nous ne pouvons pas, sur ce sujet, passer en revue toutes les lois cantonales.

Disons seulement que, dans la grande majorité des cantons, la procédure à suivre est la suivante : solliciter de l'autorité centrale du canton, l'autorisation de se faire admettre comme bourgeois dans une commune. Présenter cette autorisation à la commune qui promettra de conférer la bourgeoisie à l'étranger, dès que le canton l'aura lui-même admis comme indigène. Alors revenir à l'autorité du canton, le plus souvent à l'autorité législative, qui décernera les lettres de naturalisation. Sur le vu de ces lettres, l'autorité de la commune, le plus souvent la municipalité, exécutera à son tour sa promesse.

883. Quant aux conditions requises de l'étranger pour la naturalisation cantonale, il en est deux, qui se retrouvent dans la plupart des cantons. On exige du pétitionnaire : 1° un séjour plus ou moins long sur le territoire cantonal; 2° l'attestation de moyens d'existence, accompagnée de certificats propres à prouver sa moralité : exemple, certificats de bonne renommée, de baptême, etc. — Enfin, une troisième condition se trouve imposée dans l'unanimité des cantons : c'est l'acquittement des droits de sceau.

Leur montant varie suivant les lieux. Mais ils sont presque partout considérables : car ils représentent la part de jouissance dans les *biens communaux* qui va désormais revenir au citoyen naturalisé (1).

(1) En France, la question de savoir si l'étranger a besoin d'être naturalisé, pour jouir des biens communaux, a été vivement controversée. *Trois opinions* se sont formées :

1° Nécessité de la qualité de Français; exclusion de l'étranger, même autorisé (Comp. Cons. d'Et., 30 mars 1846, D. P. 46-3-130; — Colmar, 3 juillet 1846, D. P. 46-4-12; — Colmar, 28 mai 1867, D. P. 67-2-114; — Foucart, *Droit admin.*, t. III, n° 93);

2° Admission de l'étranger autorisé suivant l'article 13 du Code

884. Un mot maintenant sur les *effets* de la naturalisation une fois obtenue. Qu'il nous suffise de dire, qu'à la différence de ce qui a lieu dans notre droit français, ces effets ne sont pas personnels. Ils s'étendent à la femme et aux enfants mineurs du naturalisé. Toutefois, la loi suisse, ayant toujours en vue d'éviter les conflits avec les nations étrangères, ajoute, dans son article 3, qu'il pourra être fait exception à l'extension des effets de la naturalisation, si les lois de l'ancienne patrie du naturalisé étaient contraires à une pareille extension. Cette disposition conciliatrice a été insérée dans la loi, à la suite d'une correspondance diplomatique dont nous avons déjà parlé, *suprà*, n° 549, et par laquelle le gouvernement fédéral, s'appuyant sur une interprétation erronée de l'article 10 de notre Code civil, avait, en vain, essayé de démontrer qu'en France, la naturalisation acquise par le père à l'étranger s'étend de plein droit à ses enfants mineurs.

885. Enfin, nous avons à exposer brièvement comment on *perd* la nationalité suisse. La loi du 3 juin 1876 ne prévoit, comme cause de perte, que la renonciation du citoyen suisse à sa nationalité; renonciation qui, pour être efficace, doit être accompagnée de l'acquisition, par le renonçant, d'une nationalité nouvelle en pays étranger.

886. Et d'abord, pour perdre sa qualité, il faut que le citoyen suisse y renonce. Observons que la déclaration

civil. (Comp. Dalloz, Rép., *verbo* Commune, n° 2319, et *verbo* Forêts, n° 1781; Serrigny, *Droit public*, t. I, p. 260; Req. 26 février 1838 et 23 mars 1853; Curasson, *Traité de la compétence des Juges de paix*, t. II, 4e édit., p. 448 et suiv., n° 710);

3° Admission de l'étranger ordinaire, même non autorisé suivant l'article 13 du Code civil. (Comp. Req. 1er juillet 1867, D. P. 67-1-389; Civ. c., 22 février 1869, D. P. 69-1-180.) Voyez *suprà*, n° 573 et suivants.

Ajoutons que la loi du 25 juin 1874, modifiant l'article 105 du Code forestier, n'admet les étrangers au partage du droit d'affouage, que s'ils ont été autorisés à établir leur domicile en France. Toutefois, cette loi, étant spéciale pour l'affouage, laisse subsister la controverse quant aux droits de *pâturage* à exercer sur les biens communaux.

de renonciation doit être présentée par écrit, non pas au gouvernement fédéral, que pourtant nous avons vu intervenir en matière de naturalisation, mais bien au gouvernement cantonal. Celui-ci n'est pas obligé d'accorder la demande de renonciation. Il en donnera connaissance aux autorités de la commune qui pourront, s'ils y ont intérêt, faire opposition à la renonciation. Le gouvernement cantonal fixe aussi un délai de quatre semaines, au plus, pendant lequel de simples particuliers peuvent, s'ils y ont intérêt, faire aussi opposition. C'est ce qui arriverait, s'ils démontraient que le renonçant n'a pour but, en se dénationalisant, que de se soustraire à des obligations consenties envers des tiers. Sans doute, ces obligations n'en subsisteront pas moins après le changement de nationalité. Mais leur sanction pourrait être moins efficace. On conçoit, en effet, qu'un changement de nationalité puisse entraîner un changement dans la compétence. En France, théoriquement il n'existe pas de droit d'opposition semblable au profit des tiers. Nous savons seulement que la jurisprudence s'est reconnu le droit d'annuler une naturalisation, lorsqu'elle a été obtenue pour se soustraire à des obligations déjà nées, soit vis-à-vis de la société, soit vis-à-vis de particuliers. On dit qu'il y a là, en effet, *fraus legis*. Mais nous espérons avoir démontré (1) que cette interprétation est des plus faibles au point de vue de la légalité.

Il va sans dire que les oppositions une fois faites n'empêchent pas toujours la renonciation d'être efficace. Il peut se faire qu'elles soient mal fondées. Le renonçant peut alors en demander la main levée au tribunal fédéral (2). (Voyez l'art. 7 de la loi du 3 juin 1876.)

887. Mais, supposons qu'il n'y ait pas eu d'oppositions

(1) Comp. *suprà*, *Deuxième étude*, nos 376 et suivants.

(2) Ainsi, ce n'est point le gouvernement cantonal qui est compétent en cette matière. Jugé, en ce sens, par le tribunal fédéral contre commune de Zielebach, affaire Steiner, (5 avril 1878. — *Journal de droit international privé*, 1879, p. 95.)

ou qu'elles aient été levées. Même dans ce cas, la renonciation ne procédera que moyennant le concours de trois conditions.

Le renonçant doit :

1° Ne plus avoir de domicile en Suisse (1);

2° Jouir de la capacité civile d'après les lois du pays dans lequel il réside.

Ainsi, remarquons-le tout de suite, de cette seconde condition, il résulte que, pour se faire naturaliser en pays étranger, il faut être capable, non point d'après la loi suisse, mais d'après la loi du pays étranger. Au point de vue théorique, il y a là une anomalie incontestable : car tant que la renonciation n'est point encore un fait accompli, le Suisse reste Suisse : il devrait donc voir son statut personnel régi par la loi suisse. Mais au point de vue pratique, cette disposition a, du moins, pour résultat, d'éviter tout conflit avec l'Etat étranger qui aura conféré la naturalisation. Il peut se faire, en effet, que cet Etat règle la capacité civile autrement que la Suisse.

Enfin le renonçant doit : 3° *Avoir une nationalité étrangère acquise ou assurée*, pour lui, sa femme et ses enfants mineurs.

Ce troisième alinéa de l'article 6 est très important. Il montre, une fois de plus, l'esprit qui a guidé le législateur suisse de 1876. Tout à l'heure, nous l'avons vu prenant toutes les précautions pour prévenir les doubles nationalités : et, ce faisant, il agissait très sagement. En effet, les gens qui ont deux patries invoquent trop souvent l'une contre l'autre, pour n'obéir à aucune d'elles, et apportent ainsi le trouble dans les relations internationales. Main-

(1) Par arrêt du 27 septembre 1878 (affaire Ammann), le tribunal fédéral, appelé à interpréter l'article 6 de la loi fédérale sur la naturalisation, a décidé, qu'à supposer même que le Suisse ait acquis un droit de cité étranger, il ne peut valablement renoncer à l'indigénat suisse, s'il possède encore un domicile ou une résidence sur le territoire de la Confédération. (*Revue de l'institut juridique international*, publiée à Milan, 1879, 3e livraison, p. 257.)

tenant, le législateur suisse est non moins sage : il cherche à éviter, par tous les moyens en son pouvoir, la situation de gens sans patrie : situation qui reçoit en Suisse le nom d'*Heimathlosat*. C'est qu'en effet, les *Heimathlos* sont des gens dont il faut à tout prix chercher à restreindre le nombre. Ils profitent de la plupart des avantages attachés à la civilisation du pays où ils se sont établis, sans supporter aucune des charges nationales. C'est là une irrégularité que le droit des gens, sainement entendu et appliqué, ne saurait tolérer. Il est vrai que plusieurs pays, notamment la Belgique et l'Allemagne, soumettent au service militaire les étrangers qui ne peuvent pas se réclamer d'une nationalité déterminée. Mais cette disposition salutaire ne s'est point encore généralisée. Grâce à la troisième condition que nous venons de voir exigée par la loi suisse, l'*heimathlosat* se trouve entravé.

888. Lorsque toutes les conditions qui précèdent sont remplies, l'autorité compétente, aux termes de la loi cantonale, déclare le renonçant libéré des liens de la nationalité cantonale et communale (art. 8). Cette dénationalisation, de même que la naturalisation, n'est point d'ailleurs personnelle au renonçant. Elle s'étend à sa femme et à ses enfants mineurs, pourvu cependant qu'ils vivent avec lui « en un même ménage. » Au surplus, si cette extension avait lieu d'une façon absolue et dans tous les cas, il pourrait en résulter des cas d'heimathlosat. Par exemple, un Suisse s'est fait naturaliser en France. Que deviendraient ses enfants mineurs? Ils seraient sans patrie : car la loi française n'admet pas que la naturalisation s'étende aux enfants du naturalisé. Mais un pareil résultat irait à l'encontre de la tendance générale qui se dégage de la loi suisse. Pour le prévenir, l'article 8 ajoute qu'il pourra être fait une exception formelle, à l'égard de la femme et des enfants mineurs, dans la libération du renonçant et la transformation de son statut.

889. Enfin, l'article 9 contient une dernière disposition de faveur au profit de la femme et des enfants du

Suisse dénationalisé. La femme, devenue veuve ou divorcée, et les enfants, devenus majeurs, pourront recouvrer la nationalité suisse. Ils n'auront qu'à en adresser la demande au Conseil fédéral. Mais cette faculté est subordonnée aux conditions suivantes. Il faut qu'elle soit exercée dans les dix ans qui suivront soit la dissolution du mariage pour la femme, soit l'âge de la majorité pour les enfants. En outre, il faut que le Conseil fédéral estime que cette récupération de la nationalité suisse ne doit entraîner aucun conflit avec l'Etat dont cette femme et ces enfants auront été, pendant quelque temps, les sujets. Enfin il est encore nécessaire que les requérants résident en Suisse. — Observons, d'ailleurs, que ce retour à la nationalité suisse n'opère que pour l'avenir et sans aucun effet rétroactif. (Consultez, sur la loi du 3 juin 1876, le commentaire exégétique publié par M. Cogordan dans le *Bulletin de la société de législation comparée*, année 1878, nº 5 ; ajoutez *la Nationalité*, p. 461 et 477.)

TURQUIE

890. La Constitution des 11-23 décembre 1876 (art. 8) porte : « La qualité d'Ottoman s'acquiert et se perd suivant les cas spécifiés par la *loi*. » A quelle loi renvoie donc la Constitution? A la loi du 19 janvier 1869.

Jusqu'en 1869, le mode ordinaire d'acquérir la nationalité ottomane était d'embrasser la religion de Mahomet. Mais désormais, grâce à la loi nouvelle, les questions de nationalité se trouvent résolues, dans l'empire Ottoman, d'une façon conforme aux principes reçus en Europe et aux règles du droit des gens en général.

891. En ce qui concerne la *nationalité d'origine*, la loi turque proclame le *jus sanguinis* : — « Article 1 : Toute personne née de parents ottomans, ou dont le *père* seul est Ottoman, est sujet ottoman. — Article 2 :

Toute personne née dans le territoire ottoman de parents étrangers peut réclamer la nationalité ottomane, dans l'espace de trois ans, après qu'elle aura atteint sa majorité. »

892. L'acquisition de la nationalité ottomane par voie de *naturalisation* est ainsi réglée : — « Article 3 : Tout étranger *majeur*, qui a habité l'empire ottoman pendant cinq années consécutives, pourra se faire naturaliser ottoman, en s'adressant soit directement, soit par un intermédiaire, au ministre des Affaires étrangères ; — Article 4 : Le gouvernement impérial donnera des lettres de naturalisation extraordinaire à un étranger qui, quoiqu'il n'ait pas rempli les conditions de l'article précédent, sera jugé digne de cette faveur exceptionnelle. »

Observons que la naturalisation une fois obtenue ne produit, d'ailleurs, que des effets strictement personnels. « Les enfants, quoique mineurs, d'un étranger qui se sera fait naturaliser sujet ottoman, ne suivront pas la condition du père, mais resteront étrangers. » (Art. 8, *in fine*.) Par ce côté, la loi ottomane nous paraît préférable à la loi allemande et à la loi italienne, lesquelles, comme on le sait, ont sacrifié la liberté individuelle à l'unité de la famille.

893. Enfin, la nationalité ottomane *se perd* d'abord, par la naturalisation acquise en pays étranger. Seulement il est à remarquer qu'aux termes de l'article 5 de la loi, « nul sujet ottoman ne pourra, en aucun cas, se faire naturaliser en pays étranger, sans obtenir un acte d'autorisation en vertu d'un *irade* impérial. »

894. D'où vient cette rigueur? Elle s'explique par les circonstances suivantes : beaucoup de sujets ottomans, séduits par les avantages et les privilèges que donnait chez eux, aux étrangers, le système des capitulations, cherchaient, eux aussi, à réclamer la protection des ambassades étrangères. Cette protection leur ayant été facilement accordée, « il s'était formé en Turquie un corps de protégés étrangers dont le nombre dépassait celui des

citoyens étrangers eux-mêmes. C'étaient tous des sujets ottomans qui, tout en ayant leur domicile permanent dans l'Empire, se soustrayaient à leur autorité nationale, législative (1). » En présence de cet abus, la Sublime-Porte détermina, d'une façon stricte et rigoureuse, les conditions moyennant lesquelles ses sujets pourraient se placer sous la protection des consulats ou ambassades. Mais alors, les sujets ottomans, impuissants à se faire protéger en restant sujets de l'Empire, sollicitèrent la naturalisation auprès des puissances chrétiennes représentées à Constantinople. La Grèce surtout se montra d'une facilité extrême dans la concession de sa nationalité (2). Nouveau danger qui appelait un nouveau remède! Voilà comment la Sublime-Porte fut amenée à consacrer, dans l'article 5, une quasi-allégeance perpétuelle.

895. Est-ce à dire pour cela que la naturalisation, acquise sans autorisation à l'étranger, ne pourra jamais être valable ni entraîner la perte de la qualité de sujet ottoman? Non, car l'article 6 décide que « néanmoins, le gouvernement impérial pourra déclarer tout sujet ottoman, qui aura obtenu sa naturalisation en pays étranger, déchu de son caractère de sujet ottoman; et à toute personne qui perd ainsi sa nationalité ottomane, il sera tout à fait interdit de retourner dans l'Empire ottoman. » L'article 6 précité étend la même règle au sujet ottoman qui entrerait au service militaire d'un gouvernement étranger, sans l'autorisation de son souverain.

896. Aux termes de l'article 7, la femme ottomane qui épouse un étranger perd sa nationalité. Mais elle peut la recouvrer, si elle devient veuve, en faisant la déclaration de sa volonté, en ce sens, dans les trois années qui suivent le décès de son mari. Au surplus, cette réintégration n'aura d'effets que quant à la « *personne* » de la femme

(1) Voir le *Livre jaune*, publié en novembre 1869. — Ce document est rapporté par M. Georges Cogordan dans son ouvrage sur la *Nationalité*, p. 217, 463 et 481.

(2) Comp. *suprà*, *Grèce*, note 1, sous les numéros 785 et 786.

et quant à son statut personnel : « Ses biens resteront sujets aux mêmes lois et règlements qu'auparavant (art. 7). »

897. La perte de la nationalité ottomane n'a, de même que son acquisition, que des effets personnels et purement individuels. L'article 8 *in principio* décide avec raison que les enfants, quoique mineurs, d'un sujet ottoman qui s'est fait naturaliser à l'étranger, ou qui aura perdu sa nationalité, ne suivront pas la condition du père, mais resteront sujets ottomans.

898. Nous terminerons en faisant remarquer la présomption établie par l'article 9 : « Tout individu qui habite le territoire ottoman est censé être sujet ottoman, et sera traité comme tel jusqu'à ce que sa qualité d'étranger soit vérifiée d'une manière régulière. »

899. Principautés vassales de la Turquie. — Nous savons déjà que, depuis le traité de Berlin de 1878, il n'y a plus lieu de placer, au nombre des principautés vassales de la Turquie, la Roumanie et la Serbie (1). Mais il y a lieu de nous occuper de deux nouvelles principautés vassales créées par le même traité : la Bulgarie et la Roumélie orientale.

900. *Bulgarie.* — D'après une loi récente votée par l'assemblée des notables de Tirnovo, la nationalité bulgare sera acquise à la fois *jure sanguinis et jure soli*. Seront Bulgares tous les citoyens natifs du territoire, et aussi les individus nés, au dehors, de parents bulgares.

Quant à la *naturalisation* proprement dite, il a été décidé qu'elle serait conférée par le *pouvoir législatif*. — Sous quelles conditions? La solution de cette question a été renvoyée à la nouvelle constitution, et nous ne savons pas si celle-ci a été promulguée (2).

901. *Roumélie orientale.* — La commission européenne, chargée, par le traité de Berlin, d'arrêter les termes du « statut organique de la Roumélie orientale, » a adopté, le 26 avril 1879, les dispositions suivantes :

(1) Comp. *suprà*, n° 863 avec la note.

(2) Voyez M. Cogordan, *Nationalité*, p. 222.

« Jouissent de l'indigénat, dans la Roumélie orientale, tous les sujets ottomans nés dans cette province, et tous ceux qui s'y trouvaient domiciliés avant le 1er janvier 1877. Tout sujet ottoman acquerra l'indigénat de la province, si, après y avoir fixé son domicile, il y réside pendant un an. L'étranger, qui voudra acquérir cet indigénat, devra, au préalable, se faire naturaliser ottoman. La perte de la qualité d'Ottoman entraîne celle de l'indigénat rouméliote. Cet indigénat se perd, en outre, par l'enrôlement dans une troupe étrangère, sans l'autorisation du gouverneur général. »

902. Quant à l'île de *Chypre* et quant à l'*Herzégovine* et la *Bosnie*, elles demeurent, comme par le passé, soumises à la souveraineté de la Porte. L'occupation de ces provinces, à la suite des événements de 1878, par l'Angleterre et par l'Autriche-Hongrie, paraît n'avoir touché en rien à la nationalité ottomane des habitants (1).

PARTIE DEUXIÈME.

PAYS D'AMÉRIQUE

903. Nous nous occuperons successivement de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale, des Antilles et de l'Amérique du Sud. Pour chacune de ces régions, nous classerons les différentes puissances dans leur ordre alphabétique, comme nous l'avons fait *suprà*, nº 695, pour les pays d'Europe.

(1) Comparez en ce sens M. Cogordan, *Nationalité*, p. 223.

AMÉRIQUE DU NORD

904. Notre examen doit ici porter sur deux législations particulièrement importantes : celle des Etats-Unis, et celle du Mexique.

ETATS-UNIS

905. En présence de l'organisation politique et des classes dont se compose encore la population de cette République, on ne pouvait pas, jusqu'à une époque très récente, définir exactement qui était citoyen des Etats-Unis. Aussi l'attorney général Bater, en 1862, disait-il : « Je ne trouve pas cette définition, je ne trouve aucune opinion autorisée sur le sens de cette expression, ni dans les arrêts de nos tribunaux, ni dans la constante et conforme action des différentes branches de notre administration publique. Que je sache, au contraire, la matière est à présent si peu comprise dans ses détails et dans ses éléments, et la question est si ouverte à l'argumentation et à la critique spéculative, que l'on en est, aujourd'hui, au même point où l'on était au commencement de notre gouvernement. Quatre-vingts ans de jouissance pratique de la citoyenneté, sous le régime de la constitution, n'ont pas suffi à nous apprendre soit le sens exact du mot, soit les éléments constitutifs d'un droit que nous estimons si profondément (1). » En effet, la constitution des Etats-Unis ne fait pas ce que les autres constitutions de l'Amérique ont fait; elle ne détermine pas le point de savoir qui est et qui n'est pas citoyen : elle ne précise point les conditions qui constituent la citoyenneté ou la nationalité.

906. Mais deux lois existent aujourd'hui, qui règlent

(1) Comp. *Report of the Royal Commissioners*, appendix, p. 86.

la nationalité américaine. La première, c'est l'acte du Congrès du 10 février 1855 : il déclare que les personnes nées jusqu'à cette époque, ou qui naîtront hors des Etats-Unis, et dont les pères étaient ou seront, à l'époque de leur naissance, citoyens des Etats-Unis, seront regardées elles-mêmes comme citoyens des Etats-Unis ; mais les droits de citoyen ne descendront pas jusqu'aux personnes dont les pères n'auraient jamais résidé aux Etats-Unis.

La seconde loi, c'est le quatorzième amendement à la constitution, déclarant que toutes les personnes nées ou naturalisées aux Etats-Unis, et soumises à la juridiction de ce pays, sont citoyens des Etats-Unis (1).

907. Aussi les jurisconsultes américains disent-ils que les citoyens des Etats-Unis sont ou naturels (*native born*), ou naturalisés (Paschal, *Constitution*, p. 225). Les citoyens adoptifs ou naturalisés sont tels, soit par l'origine *(jure sanguinis)*, soit en vertu de traités, comme les habitants du Texas, de la Californie ; soit en vertu des statuts spéciaux, comme cela eut lieu pour La Fayette ; soit enfin par la règle *uniforme* de la naturalisation. Les traités ne s'appliquent plus aux Indiens : un acte du Congrès de 1872 déclare qu'aucune nation indienne ou tribu dans le territoire des Etats-Unis, ne sera reconnue comme nation, tribu ou puissance indépendante, avec laquelle les Etats-Unis puissent conclure des traités, sauf, en tous cas, l'observation des obligations résultant des traités ratifiés avec les tribus indiennes avant le 3 mars 1871 (2).

908. Passons maintenant à la législation fédérale sur la *naturalisation*. La constitution de la République porte que le Congrès a le pouvoir d'établir une règle uniforme de naturalisation (art. 1er, sect. VIII, § 4). « C'est un acte de sagesse, dit Story (3), d'avoir remis au gou-

(1) Comp. *Wheaton's Elements*, by A. C. Boyd, 1878, p. 206.
(2) *Wheaton's Elements*, *op. cit.*, p. 53.
(3) *Commentaires*, t. II, p. 62.

vernement *national* le pouvoir de déterminer les règles uniformes de la naturalisation dans toute l'Union. »

909. Les conditions et formalités à remplir pour la naturalisation, sont réglées par différentes lois; en voici le sommaire.

L'étranger, libre (et blanc), qui veut se faire naturaliser aux Etats-Unis, ou dans quelque Etat de l'Union, est tenu, aux termes de l'acte du 14 avril 1802 :

1° De déclarer, par serment ou affirmation, devant une des Cours de justice mentionnées dans l'acte précité, trois ans avant son admission (aujourd'hui — deux ans — depuis l'acte du 26 mai 1824), son intention *bonâ fide*, de devenir citoyen des Etats-Unis, et de renoncer pour toujours à tous liens de sujétion (*allegiance*), et de fidélité envers un Etat, prince, ou souveraineté étrangère, nommément envers celui dont il a dépendu jusqu'alors comme sujet;

2° De renouveler, de la même manière, cette déclaration au moment de son admission, et de s'engager à défendre, par tous les moyens et de toutes ses forces, la constitution américaine;

3° De prouver, par-devant la Cour auprès de laquelle il sollicite la naturalisation, qu'il a résidé depuis cinq ans, au moins, aux Etats-Unis, ou un an, au moins, dans l'Etat ou dans le territoire où siège la Cour appelée à connaître de sa demande, et que, pendant ce temps, il s'est conduit de manière à faire preuve d'un caractère moral, qu'il a témoigné son attachement à la constitution, et son amour pour le bien public et le bon ordre.

Toutefois, il importe de noter que si le demandeur en naturalisation avait résidé plus de cinq ans aux Etats-Unis, il ne suffirait pas que sa conduite eût été bonne pendant les cinq dernières années qui ont précédé sa demande. Il faudrait que, même dans les années antérieures, il se fût toujours comporté comme un homme de bon caractère moral (*of good character moral*). Telle

est, du moins, l'interprétation qui ressort d'un arrêt rendu par la Cour de circuit de l'Orégon, en date du 8 juillet 1877 (1).

La même décision a, en même temps, consacré ce point, d'ailleurs indiscutable à nos yeux, que l'individu, antérieurement condamné pour un crime, ne saurait prétendre à la naturalisation, quand même il aurait été gracié postérieurement. En effet, comme le dit excellemment le juge Deady, auteur de cette sentence : « La grâce n'a d'effet que pour l'avenir, et n'agit pas rétroactivement.... Elle ne change point le passé et ne peut pas annihiler ce fait, une fois constaté, que le condamné s'est rendu coupable d'un crime ; »

4° De renoncer formellement à tout titre de noblesse ou autre distinction héréditaire (2).

910. Les enfants mineurs qui, à l'époque de leur arrivée aux Etats-Unis, étant libres et de race blanche, auront résidé, pendant trois ans, avant d'atteindre l'âge de vingt et un ans, pourront être admis à la qualité de citoyen, après cinq ans de résidence, y compris les trois ans qui ont couru pendant leur minorité. Ils n'auront pas besoin de faire une déclaration préalable ; mais ils devront prêter le serment de la renonciation (3).

911. Les étrangers, âgés de vingt et un ans, qui se sont enrôlés ou s'enrôleront dans l'armée ou dans la milice, et qui auront honorablement fait leur temps de service, pourront être naturalisés après un an de résidence, sans déclaration préalable de l'intention (4).

Les matelots étrangers, qui auront servi pendant trois

(1) *Journal de droit international privé*, 1878, p. 543.

(2) Comp. Story, *Commentaire*, t. II, p. 62, note ; — Cockburn, *Nationality*, p. 38 ; — Brightly's *Digest*, t. I, p. 33 ; — Paschal, *Constitution*, p. 112 ; — Lawrence's-Wheaton *Elements*, édition de 1864, appendix, p. 891.

(3) Acte du 26 mai 1824, § 1er ; — Lawrence, *Commentaire*, t. III, p. 197 ; — Cockburn, *op. cit.*, p. 39 ; — Story, *op. cit.*, p. 63.

(4) Acte du 17 juillet 1862, § 21 ; — Cockburn, *op. cit.*, p. 40 ; — Brightly's *Digest*, t. II, p. 5 ; — Lawrence, *Commentaire*, t. III, p. 198.

ans, à bord d'un bâtiment marchand américain, pourront aussi être naturalisés (Acte du 7 juin 1872).

912. La veuve et les enfants d'un étranger, qui meurt avant que sa naturalisation ait été prononcée, peuvent se faire naturaliser, en prêtant le serment exigé par la loi (Acte du 26 mars 1804).

913. « Les auteurs américains, observe Sir Alex. Cockburn (1), admettent que la déclaration de l'intention de devenir citoyen américain n'a, par elle-même, aucun effet sur la nationalité du déclarant; il reste étranger jusqu'à son admission définitive à la citoyenneté. »

Néanmoins, pendant la guerre de *sécession*, il y eut des cas de *naturalisation forcée* et sommaire, pour les besoins de la conscription; on astreignit alors au service militaire des individus ayant fait la déclaration dont il s'agit et exercé des droits politiques, quoiqu'ils ne fussent pas encore citoyens américains (2).

En outre, il ressort de la jurisprudence de l'Etat du Texas « que les enfants d'un étranger qui meurt après avoir fait la *première déclaration de son intention de devenir citoyen des Etats-Unis*, mais avant d'avoir obtenu la naturalisation, peuvent recueillir les biens immeubles qui dépendent de la succession de leur père (3). »

914. L'Acte précité du 14 avril 1802 règle aussi les effets de la naturalisation par rapport aux enfants : la naturalisation du père emporte *ipso facto* celle des enfants, qui résident aux Etats-Unis (§ 4).

Quant à la femme, notons que si elle est, d'ailleurs, en état de pouvoir être légalement naturalisée selon les lois existantes, et si elle épouse un citoyen, elle sera elle-même considérée comme citoyenne (4).

(1) *Op. cit.*, p. 40.

(2) Bernard, *Neutrality*, p. 452; — Proclamation du président Lincoln dans les *Archives diplomatiques* de 1863, t. IV, p. 61.

(3) *Journal de droit international privé*, 1875, p. 389.

(4) Acte du 10 février 1855; — Paschal, *op. cit.*, p. 224; — Cockburn, *op. cit.*, p. 13; — Lawrence, *Commentaire*, t. III, p. 197.

Cependant, le mariage d'une Américaine avec un étranger ne dissout pas son *allegiance* naturelle, quand même elle demeurerait avec lui dans un pays étranger (1), à moins que le contraire n'ait été stipulé par des traités internationaux sur la condition réciproque des naturalisés (2).

915. Une fois la naturalisation accordée, l'étranger entre dans la jouissance de tous les droits et privilèges d'un Américain naturel. Cependant il ne peut pas être président ou vice-président (Const. art. 2, sect. 1re, § 3); mais il peut être élu représentant après avoir été sept ans citoyen, et sénateur après neuf années révolues (art. 1er, sect. 2, § 1er et sect. 3, § 2) (3).

916. A ces documents nous devons ajouter une disposition importante : celle de l'Acte du 14 juillet 1870, qui applique les lois sur la naturalisation « aux étrangers d'origine africaine et aux descendants d'Africains. » Comme on le voit, la condition de couleur n'est plus exigée ici, à la différence des actes antérieurs (4).

Toutefois, une nouvelle modification fut faite par l'acte du 18 février 1875, intitulé, « Acte pour corriger les erreurs et suppléer aux omissions des statuts révisés des Etats-Unis. » La rédaction la plus récente est celle-ci : « Les dispositions de ce titre (dispositions relatives à la naturalisation) s'appliquent aux étrangers, personnes libres et blanches, aux étrangers d'origine africaine et aux descendants d'Africains. »

Malgré ces additions et modifications, toute obscurité, semble-t-il, n'a pas encore disparu. Dernièrement, en effet, au sujet d'un Chinois de race mongole qui demandait à être admis aux droits de citoyen américain, la

(1) Lawrence, *Commentaire*, t. III, p. 198; — Cockburn, *op. cit.*, p. 24.

(2) Lawrence, *Commentaire*, t. III, p. 198, note.

(3) Lawrence, *Commentaire*, t. III, p. 195.

(4) Voyez *Revised statutes*, tit. XXX, et *Wheaton's Elements*, by A. C. Boyd, 1878, p. 643.

question suivante s'est présentée : « Le texte précité est-il restrictif et exclut-il de la naturalisation toute personne qui ne peut être considérée, soit comme personne blanche, soit comme originaire d'Afrique ou descendant d'Africain? » La question, vivement débattue à cause de sa nouveauté, fut résolue affirmativement, et le Chinois de race mongole, n'ayant pas été regardé comme une personne blanche, ne fut point admis à la naturalisation (1).

917. Tels sont les principes qui régissent la naturalisation d'un étranger aux Etats-Unis. Il importe maintenant de nous arrêter, un instant, à l'hypothèse inverse, c'est-à-dire au cas de la naturalisation d'un citoyen des Etats-Unis en pays étranger.

918. L'une des idées, qui passent aujourd'hui pour indiscutable, est à coup sûr celle qui fait reconnaître à tout homme le droit d'abdiquer sa patrie. « C'est le fondement immuable de notre société, disait déjà Cicéron, que l'homme, maître de ses droits de cité, puisse y renoncer ou les conserver à son gré. » Cependant, on est obligé de constater que la législation des Etats-Unis, si favorable dans son ensemble à la liberté individuelle, n'a pas encore consacré ce droit primordial et naturel. C'est là un phénomène singulier, qu'on ne peut pas entreprendre de justifier, mais qui s'explique, grâce aux précédents et aux traditions historiques.

En effet, nous savons qu'en Angleterre jusqu'à la loi du 12 mai 1870, tout individu, né sur le territoire britannique, ne pouvait, par un acte de sa propre volonté, abdiquer sa nationalité d'origine, que s'il acquérait la nationalité d'un autre pays. Mais celle qu'il tenait de sa naissance sur le sol anglais n'en subsistait pas moins : il avait désormais deux patries. Pour effacer la nationalité d'origine, il eût fallu que la nationalité nouvelle eût été acquise avec l'autorisation et le consentement

(1) Circuit court, district of California, 29 avril 1878, — *Journal de droit international privé*, 1878, p. 393.

formel du souverain anglais. C'est le système de l'allégeance perpétuelle. Toutefois, il y avait un cas où le sujet était délié de plein droit de son allégeance : c'était le cas où le prince méconnaissait les devoirs qui lui étaient imposés par la constitution de l'Etat.

Dès lors, il est facile d'apercevoir quelle fut au juste la transformation qu'apporta dans l'état des colons anglais leur émigration en Amérique. La guerre que leur avait faite le souverain anglais, leur fournissait un prétexte pour se regarder comme déliés de l'allégeance que, jusque-là, ils lui devaient. Seulement, dans les rapports de ces colons avec le nouvel Etat qu'ils venaient de fonder, c'était toujours le vieux principe de la législation anglaise qui restait en vigueur. De là cette règle : « L'individu né sur le sol américain est incapable de renoncer à sa patrie par un simple acte de sa volonté. » Les différents actes et constitutions des Etats de l'Union, ne contiennent pas de disposition contraire, sauf pourtant un acte de l'Etat de Virginie, passé en 1779. Quant aux constitutions de Pensylvanie, du 2 septembre 1790, et du Kentucky, du 17 août 1799, si elles déclarent en termes exprès que « l'émigration de l'Etat ne doit pas être défendue, » elles ne visent ainsi que la faculté, pour tout citoyen américain, de s'établir dans un autre Etat, sans qu'il faille en déduire cette conséquence, qu'il puisse à son gré changer de nationalité.

En suite du pacte de 1787 qui, comme on sait, vint resserrer les liens entre les Etats, il fut admis que le citoyen d'un Etat était en même temps citoyen de l'Union, et devait allégeance aux Etats-Unis aussi bien qu'à l'Etat dont il était membre. Mais même alors, le principe que nous avons rappelé continua à être appliqué. Toute la jurisprudence fédérale est unanime en ce sens. Ainsi, en 1830, dans un procès où il s'agissait de savoir si une Américaine, mariée à un officier anglais, et domiciliée, sans esprit de retour, en Angleterre, avait perdu sa nationalité primitive, on voit encore la Cour suprême

affirmer textuellement ceci : « La règle générale est que nul ne peut, par un acte de sa propre volonté, sans le consentement du gouvernement, renoncer à son allégeance et devenir étranger. »

Certes, il serait à souhaiter que la législation Américaine abandonnât au plus tôt de pareils erremens. Un pays, gouverné par des institutions politiques éminemment libérales, ne peut, sans contradiction, restreindre le droit, qui appartient à tout citoyen, de changer de patrie. Il semble bien même que cette idée ait été nettement acceptée et affirmée par le Congrès. En effet, une disposition législative du 27 juillet 1868, relative aux droits des citoyens américains dans les Etats étrangers, reconnaît « que le droit d'expatriation est un droit naturel et inné pour tous les hommes, indispensable pour la jouissance du droit à la vie, à la liberté, à la recherche du bonheur.... »

Il est fâcheux que les Chambres américaines se soient bornées à cette déclaration platonique, et n'aient point entrepris d'organiser, dans la pratique, les conséquences de l'excellent principe qu'elles venaient de proclamer. Cette grave lacune, signalée d'ailleurs, dans un message présidentiel du 7 décembre 1875, ne tardera plus, sans doute, à être comblée. Jusqu'ici il a fallu prendre la voie diplomatique pour tourner les difficultés naissant d'une aussi fâcheuse situation. C'est ainsi que la faculté d'abdiquer leur patrie a été reconnue, par des conventions internationales, aux citoyens américains qui se feraient naturaliser dans les pays suivants : Autriche, Suède, Bade, Bavière, Hesse, Wurtemberg, Allemagne, Belgique, Danemark, Mexique, et Grande-Bretagne. C'est là un premier pas. Le législateur américain n'hésitera, sans doute, pas à faire le second, et à proclamer ce qu'ont décidé depuis longtemps la plupart des pays civilisés (1).

(1) Pour plus de développements, consultez sur ce point la remarquable étude publiée par M. Dutcher dans l'*American law Review*, et résumée dans le *Journal de droit international privé*, année

919. Après ces observations sur les principes qui dominent encore la législation américaine sur la naturalisation des citoyens des Etats-Unis, il ne faut pas s'attendre à trouver des règles sur la perte de la nationalité, comme dans les autres constitutions de l'Amérique. Notre Code (différent des Codes de la France et d'autres nations), disait l'attorney général, ne contient aucunes règles sur la perte ou la privation légale de la citoyenneté. Une fois citoyen, soit *natus*, soit *datus* (comme sir Edward Coke s'exprimait), on est toujours citoyen, *sauf changement par la volonté et action de l'individu*. Ni l'enfance, ni la folie, ni les infractions ne peuvent enlever à un sujet la qualité de citoyen. Et les lois américaines déclarent, en termes formels, citoyens, les femmes et les enfants, par exemple, dans l'acte du 10 février 1855 (1).

Mais il faut remarquer que le *changement de nationalité par la volonté de l'individu*, auquel fait allusion l'avis de l'attorney général, n'est qu'une opinion purement doctrinale, en opposition, du reste, avec les précédents et l'autorité des plus grands jurisconsultes américains (Cockburn, *Nationality*, p. 64). Il y a des exceptions, il est vrai, au principe de l'*allégeance* perpétuelle : mais, comme nous venons de le voir, elles ont été consacrées, non point par un statut, mais par le droit conventionnel, par la convention ou le contrat.

MEXIQUE

920. L'acquisition ou la perte de la nationalité est un sujet qui a été mis, par les constitutions américaines, sous

1877, p. 389. — Voyez aussi Wheaton's *Elements*, éd. Dana, p. 142 : éd. Lawrence, appendix, p. 891 ; éd. Boyd, p. 201 ; *Commentaire* de Lawrence, t. III, p. 183 ; Cockburn, *Nationality*, p. 68 ; *Report of the Royal Commissioners*, appendix.

(1) *Report* cité, p. 88.

la sauvegarde du texte de la loi organique ; c'est une matière de droit public et non de droit civil. Aussi, le récent Code civil de cette République, voté par le Congrès le 8 décembre 1870, lorsqu'il traite des Mexicains et des étrangers (liv. 1er, tit. 1er), ne contient-il qu'un renvoi à la constitution du 5 février 1857, pour tout ce qui a trait à la jouissance et à la privation des droits civils.

921. D'après cette constitution, sont Mexicains :

1° Tous les individus nés de parents mexicains sur le territoire ou hors du territoire de la République. Les individus, nés au Mexique de parents étrangers, sont donc étrangers : ils continueront à l'être après leur émancipation, s'ils déclarent leur intention de rester étrangers ;

2° Les étrangers qui se font naturaliser conformément aux lois de la fédération ;

3° Les étrangers qui acquièrent des biens-fonds dans la République, ou qui ont des fils mexicains, à moins qu'ils ne manifestent la résolution de conserver leur nationalité (art. 30).

Tous ceux qui ne possèdent pas ces qualités sont considérés comme étrangers (art. 33).

922. Au Mexique, dit M. Cogordan (1), « les lettres de naturalisation sont délivrées par le chef de l'Etat : elles sont de deux sortes; *attributives* ou *déclaratives*. Ces dernières sont données aux individus déjà naturalisés par l'effet de la loi, et obtiennent leurs effets du jour où a été accompli l'acte qui a conféré tacitement la nationalité. La naturalisation *expresse* peut être accordée à tout individu qui témoigne qu'il est en mesure de vivre honorablement avec sa profession ou son industrie : toutefois, on ne peut point la conférer à un individu condamné pour certaines peines infamantes, ou appartenant à un pays en guerre avec la République mexicaine. La naturalisation *tacite* est acquise : 1° à l'individu né au

(1) *Nationalité*, p. 233.

Mexique de parents étrangers, qui, émancipé avant sa *mayor edad*, a laissé un an après sa *mayor edad* (25e année), sans réclamer la qualité d'étranger ; 2° à l'individu qui, étant dans la même situation, mais n'étant émancipé qu'après sa *mayor edad*, a omis de faire sa réclamation dans son acte d'émancipation ; 3° à l'individu qui a accepté des charges ou emplois publics réservés à des Mexicains ; 4° à l'individu qui épouse une Mexicaine et déclare l'intention de se fixer dans le pays en qualité de citoyen de la République ; 5° à celui qui arrive comme colon, et sous la protection des lois spéciales à la colonisation. On voit par là que la législation mexicaine n'impose pas à l'étranger la naturalisation ; elle lui laisse toujours la liberté de rester, s'il le désire, sujet de son ancienne patrie. »

923. Nous ne rencontrons pas de dispositions sur la naturalisation par mariage, ou sur les effets de la naturalisation quant à la femme et aux enfants mineurs. Seulement, d'après le Code civil, le domicile des incapables est celui de leurs représentants légaux. La femme, légalement séparée de son mari, peut avoir toutefois un domicile propre (*Revue de droit international*, année 1872, p. 306).

924. Quant à la *perte* de la qualité de citoyen mexicain, elle a lieu, selon la constitution :

1° Par la naturalisation en pays étranger ;

2° Par l'engagement au service officiel du gouvernement d'un autre pays ;

3° Par l'acceptation, sans permission préalable du congrès fédéral, de décorations, de titres ou de fonctions de ce gouvernement. Sont exceptés, cependant, les titres littéraires, scientifiques et humanitaires, qui peuvent s'accepter librement (art. 37) (1).

(1) *Revue de droit international*, 1872, p. 305 ; — Calvo, *Droit international*, t. 1, p. 448.

AMÉRIQUE CENTRALE

925. Dans l'Amérique centrale, nous passerons sommairement en revue les législations de Costa-Rica, de Guatémala et de San-Salvador. Les documents nous manquent en ce qui concerne Honduras et Nicaragua. Mais il y a lieu d'observer que toutes les constitutions des Républiques de l'Amérique centrale ne diffèrent guère les unes des autres : elles sont toutes modelées presque d'après le même type.

COSTA-RICA

926. Dans l'Etat de Costa-Rica, une loi du 20 juillet 1861 a déclaré que les fils d'étranger, nés sur le territoire costaricain, seraient réputés étrangers, sauf le droit d'opter, à leur majorité, pour la nationalité locale (1).

GUATÉMALA

927. A Guatémala, aux termes de la constitution du 19 octobre 1851, revisée en 1859, pour devenir citoyen, il faut avoir une profession, une propriété, ou exercer une industrie quelconque. Les fonctions publiques ne peuvent être exercées que par ceux qui jouissent des droits de citoyens. La nomination d'un étranger à ces fonctions, lui confère en même temps la qualité de citoyen (2).

Cette constitution déclare citoyens tous ceux qui naissent dans la République, et ceux qui s'y font naturaliser. C'est à la Chambre des représentants (*chambre*

(1) Cogordan, *Nationalité*, p. 39.

(2) Block, *Dictionnaire*, *verbo* Guatémala, p. 1159.

unique), qu'il appartient d'accorder les lettres de naturalisation aux étrangers (1).

928. D'après l'interprétation donnée par le gouvernement à la constitution, l'enfant né de parents étrangers *perd* la nationalité guatémalienne, s'il retourne dans le pays d'où sa famille est originaire.

929. Malgré les dernières révolutions, il n'y a pas encore, paraît-il, de constitution nouvelle (2).

Le principe franchement admis par l'Etat de Costa-Rica, et partiellement par la République de Guatémala, se retrouve, nous l'avons vu, dans la République du Mexique, qui reconnaît aussi la qualité d'étranger à l'enfant né, sur le territoire, de parents étrangers.

SAN-SALVADOR

929 *bis*. D'après la constitution du 9 novembre 1872, pour être citoyen, il faut avoir vingt et un ans et savoir lire et écrire, ou être père de famille, ou justifier de moyens d'existence. Les Hispano-Américains obtiennent la naturalisation de droit après une année de séjour régulier. Les étrangers peuvent acquérir des immeubles. Le mariage d'une femme du pays avec un étranger ne lui enlève pas sa qualité de Salvadorienne. (*Bulletin de la société de législation comparée*, année 1876, pag. 286.)

ANTILLES

930. En ce qui concerne la région des Antilles, la législation haïtienne formera seule l'objet de notre examen.

(1) *Rapports des Agents consulaires du Brésil*, t. I, p. 335.
(2) *Gotha* de 1880, t. II, p. 514.

HAITI

931. Le Code civil d'Haïti réglait la jouissance, la perte ou la suspension des droits civils et politiques des Haïtiens, ainsi qu'il suit.

932. L'article 13 déclare Haïtien tout individu né, dans l'île d'Haïti ou en pays étranger, d'un Haïtien ou d'une Haïtienne. L'article 14 détermine les conditions qui doivent être remplies par ceux qui, en vertu de la constitution, sont habiles à acquérir la qualité de citoyens d'Haïti, afin d'obtenir du président l'acte de reconnaissance.

933. La perte de la qualité de citoyen résulte : — 1° de la condamnation à des peines perpétuelles, à la fois afflictives et infamantes; — 2° de l'abandon de la patrie au moment d'un danger imminent; — 3° de la naturalisation acquise en pays étranger; — 4° de l'acceptation de fonctions publiques, confiées par un gouvernement étranger, et de tout service, soit dans les troupes, soit à bord des bâtiments d'une puissance étrangère; — 5° de tout établissement en pays étranger sans esprit de retour (art. 18). — Les causes exprimées aux nos 2, 3, 4 et 5 de l'article 18, emportent la perte de la propriété de tous les biens et l'ouverture de la succession, l'Haïtien devant être, à l'avenir, considéré comme étranger (art. 22). On peut cependant redevenir Haïtien, en remplissant les formalités de l'article 14, excepté en cas de perte par la cause prévue au n° 2 de l'article 18 (art. 23).

Les articles 24 et 25 traitent de la suspension des droits politiques. Comme on le voit, le Code civil réglait positivement la condition de ceux qui avaient perdu la nationalité; il les considérait comme étrangers, et conséquemment il n'y avait pas d'*allégeance* perpétuelle.

934. Par suite des révolutions qui se sont produites

dans ce pays, et des changements de constitutions, les principes que nous avons exposés ont dû subir des altérations profondes.

935. L'île d'Haïti est rangée aujourd'hui parmi les Etats qui adoptent le principe territorial, c'est-à-dire qui considèrent comme nationaux les enfants des étrangers nés sur le territoire de la République.

936. Quant à l'acquisition de la qualité de citoyen par voie de naturalisation, tout Africain ou Indien peut devenir Haïtien ; mais les diverses constitutions établissent qu'aucun blanc, de quelque nation qu'il soit, ne peut acquérir cette qualité, ni devenir propriétaire d'immeubles dans la République (1).

937. Enfin, le Code civil haïtien a supprimé l'article 12 du Code civil français, déclarant que l'étrangère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari (2). En effet, une loi du 10 octobre 1860, dit M. Cogordan (3), décide que la femme haïtienne, qui épouse un étranger, conserve sa nationalité.... On discute aujourd'hui, ajoute-t-il, si la nouvelle constitution de la République n'a pas abrogé la loi du 10 octobre 1860.

AMÉRIQUE DU SUD

938. Pour continuer l'ordre que nous avons précédemment adopté, nous classerons, de la façon suivante, les différents Etats de l'Amérique du Sud, dont il nous reste maintenant à étudier les législations : République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Paraguay, Pérou, Uruguay, Vénézuéla.

(1) Block, *Dictionnaire de la politique*, t. II, *verbo* Haïti, p. 5.
(2) Saint-Joseph, *Concordance*, t. II, p. 322.
(3) *Nationalité*, p. 262.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

939. Dans la République Argentine, la constitution du 25 septembre 1860 décréta que les étrangers pourraient obtenir la naturalisation moyennant une résidence de deux années consécutives sur le territoire de la nation. Ce délai pouvait être réduit par l'autorité publique en faveur de ceux qui le demanderaient, en alléguant et prouvant des services rendus par eux à la République (art. 20). En même temps, la constitution, tout en défendant aux provinces de légiférer sur cette matière, ainsi que sur la qualité de citoyen (art. 108), autorisa le Congrès à promulguer une loi générale sur la naturalisation et la citoyenneté, en respectant toujours le principe de la citoyenneté naturelle ou d'origine (art. 67, § 11).

940. Cette loi fédérale a été, en effet, promulguée le 1er octobre 1869 : (Cogordan, *Nationalité*, p. 438).

941. D'après l'article 1er, sont Argentins :

1° Tous ceux qui sont nés dans la République, quelle qu'ait été la nationalité de leurs parents, à l'exception des enfants des ministres étrangers et des membres de leurs légations résidants dans la République;

2° Les enfants des Argentins qui, bien que nés à l'étranger, opteraient pour la nationalité du pays de leurs parents;

3° Ceux nés dans les légations ou à bord des navires de guerre de la République;

4° Ceux nés dans les Républiques composant les provinces unies du Rio-Plata, avant l'émancipation de ces Républiques, et qui résident sur le territoire national, en déclarant leur résolution de devenir citoyens argentins;

5° Ceux nés, dans les eaux neutres, sous pavillon argentin.

942. D'après l'article 2, sont Argentins par voie de naturalisation :

I. Les étrangers qui auront résidé dans la République pendant deux années consécutives, en déclarant par devant les juges fédéraux leur désir de devenir citoyens ;

II. Les étrangers, quel que soit le délai de résidence, qui auront rendu les services suivants : — *a*. Avoir honorablement rempli les fonctions d'un emploi national ou provincial à l'intérieur ou à l'étranger ; — *b*. Avoir servi dans l'armée ou dans la marine, ou pris part à la défense de la République ; — *c*. Avoir établi une nouvelle industrie dans le pays, ou introduit une invention utile ; — *d*. Avoir entrepris ou construit des chemins de fer dans une province quelconque ; — *e*. Les colons établis ou qui s'établiront dans un territoire soit national, soit provincial, en possédant des biens immeubles ; — *f*. Ceux qui s'établiront dans les frontières actuelles, ou en dehors de leurs limites ; — *g*. Ceux qui auront épousé des femmes Argentines dans une province quelconque ; — *h*. Les professeurs d'une branche quelconque de l'industrie ou de l'enseignement.

943. Quant aux *effets* de la naturalisation, la loi a prévu seulement ceux relatifs aux enfants. Les enfants, mineurs lors de la naturalisation de leur père, nés à l'étranger, peuvent obtenir des lettres de naturalisation en s'enrôlant dans la garde nationale à l'époque fixée par la loi. Cette disposition est applicable aux enfants d'un citoyen naturalisé en pays étranger (art. 3 et 4).

C'est aux juges fédéraux qu'il appartient de vérifier les conditions légales et d'expédier les lettres de naturalisation (art. 6) ; celles-ci sont délivrées gratis (art. 10 et 11).

L'étranger naturalisé ne peut pas être président ou vice-président de la République (Const., art. 76) : mais il peut être sénateur ou député : il lui faut alors un stage plus ou moins long de citoyenneté, après l'obtention des lettres de naturalisation. Les citoyens par voie de natu-

ralisation sont libres de faire ou non le service militaire pendant dix ans à compter de l'obtention des lettres de naturalisation (art. 21).

944. La constitution et la loi, dont nous avons parlé, gardent le silence à l'égard de la naturalisation par mariage. D'après le Code civil (loi du 29 septembre 1869), la femme mariée a le domicile de son mari, quoique, par la permission de celui-ci, elle se trouve dans un autre endroit. La femme légalement séparée conserve le domicile conjugal, si elle n'en a pas choisi un autre. La veuve conserve le domicile qu'avait son mari, tant qu'elle ne s'établit pas ailleurs (liv. 1er, sect. 1re, tit. 6, art. 2, § 9). Les incapables ont le domicile de leurs représentants légaux (art. 2, § 6).

945. Quant à la perte de la qualité d'Argentin, on suit, dans cette République, le principe de la pérennité du lien de sujétion à la patrie (Cogordan, *Nationalité*, p. 138). En effet, la loi ci-dessus citée, du 1er octobre 1869, déclare que les personnes suivantes *ne jouissent pas des droits politiques :* — 1° Les individus naturalisés en pays étranger; — 2° Ceux qui acceptent des emplois sous un gouvernement étranger, sans l'autorisation du Congrès; — 3° Les banqueroutiers frauduleux; — 4° Les condamnés à mort ou à une peine infamante (art. 8).

Le Congrès seul a le pouvoir de restituer leurs droits à ceux qui ont perdu la qualité de citoyen argentin (art. 9).

BOLIVIE

946. La dernière constitution de cette République, qui vient d'être promulguée le 15 février 1878, déclare, comme la précédente, que l'on est Bolivien par la naissance ou par la naturalisation (1).

947. Sont Boliviens de naissance : 1° ceux qui sont nés sur le territoire de la République; 2° ceux qui sont

(1) *Annuaire de législation étrangère de* 1879, p. 764 et suivantes.

nés, à l'étranger, de père ou mère boliviens au service de la République, ou émigrés pour causes politiques, même pour les cas dans lesquels la loi exige la condition d'être né sur le territoire bolivien (art. 31).

948. Sont aussi Boliviens : 1° les fils de père ou mère boliviens, nés en territoire étranger, par le seul fait de s'être établis en Bolivie; 2° les étrangers qui, ayant résidé pendant un an dans la République, déclarent, devant la municipalité du lieu où ils résident, leur volonté de s'établir dans le pays; 3° les étrangers qui, par privilège, ont obtenu de la Chambre des députés des lettres de naturalisation (art. 32).

949. L'étranger naturalisé est frappé de certaines incapacités politiques. Il ne peut pas être : député (art. 57), sénateur (art. 62), président ou vice-président de la République (art. 79), ministre d'Etat (art. 92), préfet (art. 102), ministre de la Cour suprême (art. 110), enfin, général, chef et officier dans l'armée, sauf avec le consentement du Congrès (art. 131).

950. La naturalisation, par suite d'un mariage contracté, est réglée par le Code civil. L'étrangère, qui aura épousé un Bolivien, aura les mêmes droits civils que son mari. La femme bolivienne, qui aura épousé un étranger, deviendra étrangère : mais si elle devient veuve, elle recouvrera la qualité de Bolivienne, pourvu qu'elle fixe son domicile dans la République (art. 21). Les règles sur le domicile de la femme mariée et des mineurs, sont les mêmes que celles du Code civil français (1).

951. Enfin, nous arrivons à la *perte* de la qualité de Bolivien.

Après avoir réglé les conditions pour être *citoyen*, et défini les droits de *citoyenneté*, la constitution proclame les cas de leur perte ou suspension.

Les droits de citoyen se perdent : 1° par la naturalisation en pays étranger; 2° par une condamnation judiciaire, émanant des tribunaux compétents, à une

(1) Saint-Joseph, *Concordance*, t. II, p. 70.

peine corporelle, et cela, jusqu'à la réhabilitation; 3° par la faillite frauduleuse déclarée; 4° par l'acceptation d'emplois, fonctions ou décorations d'un gouvernement étranger, sans la permission spéciale du Sénat (art. 35). Les droits de citoyen sont suspendus par suite d'un décret d'accusation, ou par le fait d'être exécuté comme débiteur en retard vis-à-vis du fisc, après l'expiration du délai de grâce (art. 36).

BRÉSIL

952. L'acquisition, la conservation et la perte de la qualité de Brésilien (1), sont réglées par la constitution de l'Empire, qui est encore celle promulguée le 25 mars 1824 et modifiée par l'acte additionnel du 12 août 1834. Cette constitution ne distingue pas la qualité de *sujet* Brésilien de la qualité de *citoyen;* le mot *citoyen* y est donc synonyme de *national* (art. 6). Pour l'exercice des droits politiques, on distingue les *citoyens actifs* de ceux qui ne le sont pas (art. 90); les citoyens actifs sont ceux auxquels la constitution accorde l'exercice des droits électoraux, et les autres sont ceux auxquels elle refuse cet exercice, quoiqu'ils jouissent pleinement de tous les droits du citoyen (2).

953. La qualité de citoyen brésilien peut être acquise: 1° par la naissance; 2° par la naturalisation.

954. Sont citoyens brésiliens par la naissance: — 1° Ceux qui sont nés au Brésil, qu'ils soient ingenus ou affranchis, même s'ils sont nés d'un père étranger, à moins que celui-ci ne réside au Brésil pour le service de sa nation; — 2° Les fils de père brésilien et les enfants

(1) C'est pour nous, en même temps, un devoir et un plaisir d'exprimer notre plus vive reconnaissance à M. le baron d'Ourém, membre du conseil de Sa Majesté l'empereur du Brésil. Nous devons à son obligeance la communication d'une foule de renseignements intéressants et inédits sur la législation de l'Amérique. Nous lui devons particulièrement toute l'exposition de la législation du Brésil.

(2) Ribas, *Dir. adm.*, p. 214; P. Bueno, *Dir. publico*, t. II, p. 448.

illégitimes de mère brésilienne, nés en pays étranger, qui viendraient établir leur domicile dans l'Empire ; — 3° Les fils d'un père brésilien qui est, en pays étranger, au service de l'Empire, encore bien qu'ils n'aient pas établi leur domicile au Brésil (art. 6, § § 1, 2 et 3).

L'article 6, § 1er, comme on le voit, est basé sur le principe territorial adopté par quelques nations européennes, et consacré presque partout en Amérique ; celui qui est né sur le territoire du Brésil est donc Brésilien, *jure soli*, quoique son père soit étranger : l'enfant d'un Brésilien, né en pays étranger, est Brésilien *jure sanguinis*, du moins conditionnellement. Les opinions des législateurs, des publicistes et des jurisconsultes, au Brésil, sont partagées, d'ailleurs, à l'égard de la portée de ce texte : les uns pensent qu'il peut être modifié par une loi ordinaire (1) ; les autres pensent, au contraire, qu'il faudrait pour cela une réforme constitutionnelle (2). On n'a pas même accordé que la disposition constitutionnelle soit *facultative :* au contraire, en la réputant *impérative*, on a considéré qu'elle ne confère pas un bienfait, mais qu'elle reconnaît un droit ; on ne peut pas priver celui qui est né sur le territoire d'un Etat, d'en être membre. D'un autre côté, a-t-on ajouté, les intérêts de l'avenir du Brésil sont engagés dans la question (Décret impérial du 7 mars 1846, rendu sur avis du Conseil d'Etat).

955. L'application du principe de la territorialité aux enfants nés de père ou mère étranger, a donné lieu au Brésil, comme dans les autres Etats de l'Amérique, à de grandes discussions avec quelques puissances étrangères, qui reconnaissent de tels enfants comme leurs sujets à cause du principe de l'origine, que le Brésil admet aussi, du moins dans une certaine mesure. Il serait trop long de faire ici l'historique de ces réclamations et des solutions qui en découlèrent successivement jusqu'au dernier état de la législation brésilienne

(1) P. Bueno, *Dir. publico*, t. II, p. 449.

(2) Ribas, *Dir. adm.*, p. 259; Souza, *Analyse*, t. I, p. 37.

sur cette matière ; il faut l'exposer très brièvement (1).

Ces réclamations étaient soulevées surtout à l'occasion de l'administration et de la liquidation des successions étrangères. D'un côté, les agents consulaires étrangers réclamaient le droit d'intervenir dans les successions, à cause de l'extranéité des intérêts y engagés : car ils considéraient comme étrangers et soumis à leur protection, la veuve, quoique Brésilienne d'origine, et les enfants nés, au Brésil, du *de cujus ;* de son côté, l'autorité locale leur contestait le droit d'intervenir : car, d'après la constitution, ces enfants étaient Brésiliens, et la veuve n'avait jamais perdu la citoyenneté. A ces difficultés venaient souvent s'ajouter, comme préliminaire, la question de la compétence des agents consulaires pour de pareils actes, compétence qui était loin d'être bien définie dans le droit conventionnel, et se prêtait ainsi à être invoquée là où elle n'était nullement admissible. L'organisation de la tutelle était aussi, on peut bien le comprendre, une autre source d'embarras. De même, la liquidation des sociétés commerciales où il y avait des mineurs intéressés, provoquait des réclamations, surtout à cause de l'absence d'un Code de lois commerciales, qui ne fut promulgué qu'en 1850. Enfin le service militaire, non encore réglé par la conscription, comme il l'a été depuis 1874, venait offrir matière à la correspondance des agents diplomatiques étrangers avec le gouvernement brésilien.

956. Des doutes graves planaient et ils planent encore, comme nous l'avons dit, sur la nature du texte constitutionnel concernant la qualité de citoyen : — Peut-il être modifié par une loi ordinaire, quand même il serait convenable de le faire? — Telle était la question qui se posait toujours et qui se pose encore devant les hommes d'Etat

(1) *Annuaire de législation étrangère*, t. VII, 1878, p. 836. — Comparez la remarquable notice générale, sur les sessions parlementaires de 1877, publiée par M. le baron d'Ourém dans le même *Annuaire*, année 1878, pag. 825 à 855.

et les législateurs brésiliens à l'égard de l'article 6 de la constitution : cette question est, en tous cas, très complexe, et, on ne peut pas le nier, de la plus haute importance.

957. Après maint projet, après mainte discussion, la loi du 10 septembre 1860 est venue déclarer que le droit, qui règle au Brésil l'état civil des étrangers n'y résidant point pour le service de leur nation, pourra être appliqué à l'état civil des enfants de ces étrangers, nés sur le territoire de l'Empire, pendant la minorité seulement, et sans préjudice de la nationalité reconnue par l'article 6 de la constitution. Aussitôt que ces enfants auront atteint la majorité, ils entreront dans l'exercice des droits de citoyens brésiliens : ils seront réciproquement soumis aux obligations ordinaires, aux termes de la constitution et des lois (art. 1er). Armé de cette faculté, le gouvernement a pu conclure, depuis cette époque, des conventions consulaires avec plusieurs nations : il appliqua alors la loi du 10 septembre 1860, en admettant l'intervention consulaire dans la liquidation et l'administration des successions du *de cujus* étranger, lorsque cette intervention était nécessaire à cause des mineurs, absents ou incapables, mais en imposant d'un autre côté à cette intervention des bornes, aussi infranchissables que justifiées par les lois de procédure civile, ou par les intérêts y engagés des sujets d'une tierce puissance. Dans les récentes conventions, sans parler d'autres matières importantes qu'elles contiennent, on est allé plus loin : on a adopté un expédient à l'égard de l'organisation de la tutelle : l'on a posé, en même temps, un principe salutaire de droit international privé, à savoir celui qui règle l'ordre de la succession et la mesure des droits successoraux, par l'examen de la loi nationale du *de cujus*. En l'absence d'un Code civil, ce sont des lacunes regrettables dans la législation brésilienne, que le droit conventionnel s'est chargé, par des traités, de combler provisoirement (1). La liquidation des

(1) *Annuaire de législation étrangère*, t. VIII, 1879, p. 738, note 4.

sociétés commerciales est aujourd'hui réglée par le Code de commerce (art. 309 et 310). Les traités se rapportent aussi à ces dispositions, et l'intervention des agents consulaires, lorsqu'il y a des mineurs ou incapables intéressés, peut avoir lieu dans les conditions générales prévues par les conventions. Enfin, quant au service militaire, un décret impérial du 2 août 1876, rendu sur avis du conseil d'Etat, a déclaré qu'on ne devrait pas appeler sous les drapeaux les enfants des étrangers, nés au Brésil, et immatriculés comme étrangers sur les registres des chancelleries, tant que la question de droit international, à l'égard de la nationalité de ces enfants, ne serait point définitivement tranchée.

958. Telle est, en résumé, la situation des enfants étrangers nés au Brésil; on voit donc que la source des conflits entre la législation brésilienne et les législations des autres Etats est presque entièrement supprimée. Mais, dans ces circonstances, il importe aussi à ces Etats de prendre quelques mesures, afin d'éviter entièrement, s'il est possible, les résultats fâcheux de la divergence des législations sur la nationalité : il ne faut pas oublier combien cette matière est importante : elle est destinée à jouer un grand rôle dans les relations de droit international privé.

959. L'article 6, § 2, a été critiqué en tant qu'il exige des enfants de Brésiliens, nés à l'étranger, la condition d'établir leur domicile au Brésil, afin d'être reconnus comme citoyens; on considère cette clause, avec raison, comme injuste et impolitique (1).

960. Enfin, quant aux enfants trouvés, ils sont considérés purement et simplement comme Brésiliens; telle est la doctrine admise au Brésil, mais non sans controverse (2). Cette nationalité est provisoire : si postérieurement ils sont régulièrement reconnus par un auteur

(1) P. Bueno, *Dir. publico*, t. II, p. 453.

(2) P. Bueno, *Dir. publico*, t. II, p. 658; *contrà* Ribas, *Dir. adm.*, p. 256.

de nationalité différente, ils prendront la qualité d'étrangers rétroactivement depuis leur naissance. Passons maintenant à la naturalisation.

961. Sont citoyens brésiliens par la naturalisation : — *a.* Tous ceux qui, étant nés en Portugal ou sur ses possessions, résidaient au Brésil lors de la proclamation de l'indépendance dans la province qu'ils habitaient, et qui ont adhéré à cette proclamation, soit formellement, soit tacitement par la continuation de leur résidence (Const. art. 6, § 4). Cette règle est applicable aussi aux étrangers naturalisés portugais sous les mêmes conditions (loi du 14 août 1827). Ces Brésiliens étaient appelés, même officiellement, citoyens *adoptifs;* — *b.* Les étrangers naturalisés, quelle que soit leur religion (Const. art. 6, § 5).

962. La constitution confie aux lois réglementaires la mission de fixer les conditions nécessaires pour obtenir les lettres de naturalisation (art. précité), et au pouvoir exécutif l'attribution de les accorder conformément à ces lois (art. 102, § 10). Cette matière a été réglée, jusqu'à une époque très rapprochée, par une loi de 1832, modifiée en 1843 : mais les dispositions de ces lois, quoique favorables à la naturalisation, la rendaient difficile en raison des formalités nécessitées par l'instruction ; aussi s'empressa-t-on, dans l'intérêt de la colonisation, de faire subir à ces lois d'importantes exceptions et modifications.

963. La règle générale sur les conditions et les formalités de la naturalisation, a été profondément altérée par la loi suivante, datée du 12 juillet 1871 et actuellement en vigueur :

« Article 1er. Le gouvernement est autorisé à conférer des lettres de naturalisation à tout étranger majeur de vingt et un ans, qui, ayant résidé au Brésil ou hors de l'Empire, au service de l'Etat, durant plus de deux années, en fait la demande, en déclarant son intention de continuer à résider au Brésil ou à rester à son service après la naturalisation.

» Article 2. Le gouvernement peut dispenser du temps de la résidence :

I. Celui qui est marié avec une Brésilienne ;

II. Celui qui possède des biens immeubles au Brésil, ou une part dans quelque établissement industriel;

III. L'inventeur ou l'introducteur d'une branche quelconque de l'industrie ;

IV. Celui qui se recommande, par ses talents et son instruction, ou par son aptitude professionnelle dans n'importe quelle branche de l'industrie ;

V. L'enfant de l'étranger naturalisé né à l'étranger avant la naturalisation de son père.

» Article 3. Sont considérés comme preuves suffisantes : les certificats extraits des registres publics, ou émanant de l'administration, ainsi que les attestations fournies par les autorités et même par les personnes de crédit.

» Article 4. Les lettres de naturalisation sont exemptes de tout impôt, excepté de celui du timbre.

» Article 5. Les lettres de naturalisation ne produisent aucun effet, si celui auquel elles sont accordées ne prête lui-même, ou par un fondé de pouvoir spécial, le serment (ou l'affirmation) d'obéissance et de fidélité à la constitution et aux lois du pays, jurant ou promettant, en même temps, de reconnaître à l'avenir le Brésil pour sa patrie.

» Article 6. Ce serment peut être prêté, soit par devant le gouvernement, soit par devant les présidents de provinces.

» A cette occasion, le naturalisé fera les déclarations suivantes : il indiquera sa religion, sa patrie; il dira s'il est célibataire ou marié, soit avec une Brésilienne, soit avec une étrangère, — s'il a des enfants, et quel est leur nombre, leurs noms, sexe, âge, religion, état et lieu de naissance. — Avec ces déclarations, on procédera, dans le ministère compétent *(celui de l'Intérieur)*, à l'immatriculation de tous les étrangers naturalisés.

» Article 7. La naturalisation des colons continuera à être réglée par la loi du 23 juin 1855. » Telle est la loi ordinaire. En dehors même de ces conditions, la naturalisation peut être conférée extraordinairement, par le Corps législatif, au moyen d'une loi spéciale : mais celle-ci, dans ses effets, ne peut pas être contraire aux dispositions de la constitution. Il n'y a donc pas, au Brésil, à signaler l'existence de la *grande naturalisation*.

964. La naturalisation peut-elle s'appliquer aux *affranchis?* — « Parmi nous, d'après la constitution » (ainsi s'exprime un des jurisconsultes les plus émi- » nents du Brésil), l'affranchi, né dans l'empire, est » citoyen brésilien par la naissance; celui né à l'étranger » pourra le devenir par la naturalisation : car, ni la » constitution, ni les lois sur la naturalisation n'y mettent » obstacle; il pourrait même le devenir, en vertu d'un » acte spécial du Corps législatif. Si la condition anté- » rieure (d'esclave) ne l'empêche pas d'être citoyen » brésilien, lorsqu'il naît au Brésil, il n'y a aucune » raison qui s'oppose à ce qu'il obtienne la natura- » lisation, lorsqu'il est né à l'étranger (1). »

Cependant, il faut remarquer que les affranchis étrangers ne peuvent point débarquer au Brésil sous n'importe quel prétexte, et que l'expression, *affranchis*, dont se sert la loi du 7 novembre 1831, article 7, qui a fait cette défense, a été depuis quelque temps interprétée officiellement comme l'antithèse d'esclaves : conséquemment cette défense doit s'appliquer indistinctement aux hommes de couleur *(libres ou affranchis)* qui ne sont pas Brésiliens (2). Ne pouvant pas débarquer au Brésil, ils ne peuvent évidemment point remplir la condition de résidence, dans l'Empire, exigée par la loi.

965. Quant aux effets de la loi par rapport aux enfants et à la femme du naturalisé : — Les enfants mineurs, nés à l'étranger, ne sont pas naturalisés, de

(1) P. Malheiro, *A Escravidão*, t. 1, p. 206.

(2) Rapports du ministre de la justice de 1867 et 1868.

plein droit, par la naturalisation du père; mais à leur majorité, d'après la loi brésilienne (21 ans), ils pourront invoquer la condition de leur père pour la dispense de résidence, afin d'obtenir la naturalisation, à leur tour (loi, art. 2, § 5). — La femme du naturalisé ne devient pas Brésilienne : car la naturalisation est individuelle et volontaire, et la loi ne se prononce point à cet égard; cette femme conserve donc sa nationalité. — Cependant, il y a des auteurs qui pensent le contraire, tant à l'égard de la femme qu'à l'égard des enfants du naturalisé (1).

966. Quant à la naturalisation par mariage : — La loi du 10 septembre 1860, dont nous avons déjà parlé, porte (art. 2) que l'étrangère, qui épousera un Brésilien, *suivra la condition du mari* : pareillement la Brésilienne, qui épousera un étranger, suivra la *condition* de celui-ci. Si la Brésilienne devient veuve, elle recouvrera la nationalité brésilienne, en déclarant (par devant le conseil communal) qu'elle veut fixer son domicile dans l'Empire (Décr. du 6 septembre 1865). Nous verrons plus loin, en parlant de la perte de la nationalité, comment cette loi a été interprétée par le gouvernement brésilien.

Ajoutons que la loi du 23 septembre 1869, article 3, a décrété que le mariage de la souveraine ou de la princesse impériale avec un étranger, entraîne, pour celui-ci, la condition de citoyen brésilien naturalisé, et qu'il doit prêter le serment exigé, par devant l'empereur.

967. L'étranger, une fois naturalisé, acquiert la pleine jouissance des droits civils et politiques du Brésilien. Les incapacités politiques du citoyen naturalisé ne se rapportent plus qu'aux fonctions de régent, de député au Corps législatif, et de ministre d'Etat (Const., art. 95 et 136; Acte add., art. 27).

968. Les dispositions spéciales de la loi du 23 juin 1855, à l'égard des colons, sont les suivantes : — Les

(1) P. Bueno, *Dir. internacional*, nº 57, p. 40; — Lobo, *Dir. dos estrangeiros*, p. 20.

étrangers qui achèteront des terres et s'y établiront, ou qui viendront, à leurs frais, exercer une industrie quelconque, ou qui feront partie d'une colonie au Brésil, seront naturalisés, s'ils le veulent, après deux ans de résidence, par leur simple déclaration devant le conseil municipal. Le gouvernement peut même dispenser, de ce délai de deux ans, les colons qui sont jugés dignes de cette concession. — Au vu du certificat de cette déclaration, le gouvernement accorde les lettres de naturalisation, exemptes de tous frais et impôts. — Enfin les pères, tuteurs ou curateurs de colons mineurs, nés à l'étranger avant la naturalisation de leurs parents, pourront, au lieu et place de leurs fils ou pupilles, faire les déclarations exigées et obtenir pour ceux-ci les lettres de naturalisation, sauf le droit des mineurs de changer de nationalité à leur majorité.

969. Le service militaire est aussi un titre pour la naturalisation. — D'après la loi récente sur le recrutement (26 septembre 1874, art. 4, § 1^er^), les étrangers, qui serviront un an dans les armées de terre ou de mer (en qualité de volontaires), avec bonne conduite, pourront être naturalisés, sans aucuns frais et sans autres conditions.

970. Pour terminer ce que nous avions à dire sur la naturalisation, il faut faire mention d'une question importante qui s'est agitée, à cet égard, tout récemment : « Une réclamation du gouvernement du Maroc aux agents de différentes puissances, y compris le Brésil, a soulevé la question des effets de la naturalisation en cas de retour aux pays d'origine. Le gouvernement marocain se plaignait à ces agents de ce que ses sujets naturalisés en pays étranger, en retournant sur le territoire de l'Empire, ne voulaient plus se soumettre à ses lois et à sa juridiction. D'après le rapport qui a été présenté au Corps législatif par le ministre des affaires étrangères (27 décembre 1878), quelques Israélites, sujets du sultan, naturalisés brésiliens, résident au Maroc, avec des

enfants mineurs nés au Brésil, et l'agent consulaire du Brésil leur a accordé la protection qui leur est due. Le conseil d'Etat, ayant été consulté sur cette question, a été d'avis que, soit par une loi, soit par une convention avec l'Empire du Maroc, on devrait établir la présomption que le naturalisé a renoncé à la naturalisation, dès qu'il est retourné à son pays de naissance, pourvu qu'il s'y fixe ou y réside pendant deux ans au plus. C'est là une application du principe admis par le droit conventionnel des Etats-Unis avec quelques nations européennes, principe, on le sait, qui n'a pas été à l'abri de toute critique lorsqu'il fut adopté. Le gouvernement brésilien a décidé de proposer au Corps législatif une loi en ce sens, tout en continuant à protéger les Brésiliens naturalisés qui habitent le territoire du sultan (1). »

971. Il nous reste à parler de la *perte* de la nationalité brésilienne : — Perdent les droits de citoyen brésilien (art. 7) : — 1° Celui qui se fait naturaliser en pays étranger ; — 2° Celui qui, sans autorisation de l'empereur, accepte une fonction, pension ou décoration de quelque gouvernement étranger ; — 3° Celui qui est banni par sentence.

972. En ce qui concerne la première espèce prévue par l'article 7, nous ferons remarquer que cette disposition doit être seulement appliquée aux cas de naturalisation en pays étranger réalisée *volontairement et librement ;* telle est la doctrine des meilleurs auteurs (2).

973. Quant au second cas, nous dirons que l'article 7 est interprété dans un sens plus libéral qu'autrefois ; en effet, on demandait l'autorisation du gouvernement pour être, par exemple, membre de n'importe quelle société littéraire ou scientifique. Aujourd'hui, l'on considère exceptés, comme la constitution du Mexique (art 37) le déclare expressément, les titres littéraires, scientifiques et humanitaires (3). A l'égard des pensions et décorations,

(1) *Annuaire de législation étrangère*, t. VIII, 1879, p. 733.
(2) Ribas, *Dir. adm.*, p. 280.
(3) Ribas, *Dir. adm.*, p. 282.

l'article 7 ne présente pas de difficultés; mais, dans la partie relative aux fonctions, il ne peut viser, ce nous semble, que les fonctions qui, par leur nature, par le serment de sujétion ou par l'adhésion qu'elles exigent, présupposent l'abdication de la nationalité; tel est le principe général que l'on peut poser à ce sujet. La question s'est agitée quelquefois : mais elle n'a pas reçu une solution positive.

974. Enfin, la peine du bannissement, dont parle le dernier alinéa de l'article 7, a été même définie par le Code pénal, article 50 : mais ni ce Code, ni aucune autre disposition, ne l'ont appliquée à un délit quelconque. Les effets de cette peine, si jamais elle est appliquée, sont la privation des droits de la citoyenneté (nationalité), et l'interdiction perpétuelle d'habiter le territoire de l'Empire; le banni, qui rentrerait au Brésil, serait passible de l'emprisonnement perpétuel. On peut donc dire que le Brésil ne connaît pas la dénationalisation à titre de peine, au moins en pratique.

La question des droits civils, que le banni peut exercer, n'en est pas une (*O. Direito*, t. XVI, 1878, p. 26). D'abord au Brésil, il n'y a perte de droits civils dans aucun cas, soit par la déchéance de la nationalité, soit par suite de condamnations judiciaires. La question ne peut donc être soulevée qu'à l'égard des droits acquis, à exercer après le bannissement, et lorsque le banni n'aura pas adopté une nationalité quelconque; dans ces circonstances, on serait forcé d'invoquer la loi du domicile ou de la résidence, bien entendu pour tous les droits qui, dans le droit international privé, dépendent de la nationalité.

975. La perte de la qualité de citoyenne brésilienne résulte-t-elle du mariage de la femme Brésilienne avec un étranger?

La question est fort controversée, et les monuments de la jurisprudence sont contradictoires. Nous connaissons le texte de la loi du 10 septembre 1860, article 2.

Parmi les auteurs, les uns adoptent l'affirmative (1), les autres la négative (2). Malgré la discussion de cette loi, qui prouve que l'intention du Corps législatif a été de changer la nationalité de la femme mariée, un avis du conseil d'Etat du 21 novembre 1868, a interprété l'expression *condition* dans le sens restreint de *condition civile* : il a déclaré que la Brésilienne qui épouse un étranger ne perd pas sa nationalité. Un des résultats de cette interprétation est qu'il n'y a pas, au Brésil, de naturalisation reconnue par l'effet du mariage.

976. Terminons par une observation sur la nature de l'acte qui déclare la perte de la nationalité. Est-ce une affaire qui rentre dans les attributions du pouvoir exécutif pur? Est-ce, au contraire, une affaire contentieuse? Et dans ce cas, est-ce une affaire administrative ou de la compétence des tribunaux civils ou criminels? On voit nettement tout ce que l'on pourrait dire sur cette importante matière (3). L'opinion qui a prévalu au Brésil, et elle est en effet la plus raisonnable, l'opinion, qui peut invoquer même quelques textes législatifs, est celle qui attribue aux tribunaux civils la compétence en matière de nationalité ou de perte de nationalité, comme en toute autre question touchant à l'état des personnes. Mais l'administration, suivant l'esprit des lois du Brésil sur la procédure, peut incidemment, *per modum causæ*, afin d'exercer une attribution quelconque de sa compétence, décider une question de nationalité, ou déclarer déchu un citoyen de ses droits de citoyenneté, sauf à qui de droit la faculté de se pourvoir, devant les tribunaux civils, par les voies judiciaires.

977. Ajoutons enfin que l'article 8 de la constitution Brésilienne traite de la *suspension de l'exercice des droits politiques*. La distinction, établie entre *la perte de la citoyenneté* et *la suspension des droits de citoyen actif*,

(1) P. Bueno, *Dir. publico*, t. II, p. 457 et 460; *Dir. intern.*, p. 41.
(2) Ribas, *Dir, adm.*, p. 268; *Dir. civ.*, t. II, p. 33.
(3) Cogordan, *Nationalité*, p. 381 et suivantes.

prouve évidemment qu'on ne suit pas, au Brésil, la doctrine de l'allégeance perpétuelle.

CHILI

978. Au Chili, comme dans toutes les constitutions politiques de l'Amérique, la nationalité, ainsi que la naturalisation, sont réglées par la loi organique, qui est maintenant dans cette République celle du 25 mai 1833 (chap. 4).

979. L'article 6 de cette constitution déclare Chiliens : — 1° Les citoyens nés sur le territoire du Chili; — 2° Les enfants de père ou mère chilien, nés sur le territoire étranger, par le seul fait du domicile au Chili (*avexindar-se en Chile*). Les enfants de Chiliens nés à l'étranger, le père étant au service de la République, sont Chiliens : ils sont réputés tels, même au point de vue des effets attachés, par la loi fondamentale ou toute autre loi, à la naissance sur le territoire chilien; — 3° Les citoyens naturalisés.

980. Quant aux enfants qui naissent sur le territoire du Chili, ceux-là sont incontestablement Chiliens, alors même que le père dont ils sont issus serait étranger, et n'aurait point acquis la nationalité chilienne. Cette acquisition de la qualité de citoyen, *ipso facto et jure soli*, ne fait aucun doute. Nous la trouvons affirmée par le tribunal de Valparaiso, dans un jugement du 21 mai 1865, dont le premier considérant est ainsi conçu : « Considérant : 1° Que, par le fait seul d'être née sur le territoire du Chili, Adèle P... doit être considérée comme Chilienne, suivant la constitution de l'Etat.... » Observons, toutefois, que cette nationalité, ainsi imposée par une loi étrangère, ne serait pas reconnue au regard de la loi française. Dans notre droit, en effet, la nationalité d'origine se transmet *jure sanguinis*, et non *jure soli*. En conséquence, l'enfant dont il s'agit, étant né au Chili

d'un père français, doit être considéré comme Français en France, tandis qu'il est regardé comme sujet chilien au Chili. Il y a ici un exemple de dualité de patries (1).

981. La naturalisation est : — I. *Ordinaire,* ou par l'effet du domicile ; — II. *Extraordinaire,* ou par privilège.

Quant à la première : — lorsque l'étranger n'est pas marié, la naturalisation ordinaire s'acquiert après une résidence de dix ans sur le territoire de la République, pourvu que déclaration soit faite, par devant le conseil municipal, de l'intention de se fixer au Chili. Le délai de résidence est réduit à six ans, lorsque l'étranger est marié, s'il a une famille au Chili, et à trois ans, s'il a épousé une Chilienne. Il faut cependant en tout cas, comme condition essentielle, que l'étranger exerce quelque science, art ou industrie, ou qu'il possède des biens immeubles ou un capital en circulation.

La seconde, c'est-à-dire la naturalisation privilégiée, s'acquiert par une faveur particulière du Congrès (const. art. 6 § § 3 et 4).

982. Les commentateurs de cette constitution, MM. Lastarria, Arosemena, etc., considèrent ces dispositions comme très restrictives. Nous croyons, dit ce dernier auteur, qu'une réforme libérale à ce sujet augmenterait les cas de naturalisation ; au moins, elle placerait le Chili au rang des peuples les plus civilisés : (*Constituciones,* t. 1, p. 162 ; Lastarria, *Elementos,* p. 232).

983. C'est au Sénat que la loi organique attribue la compétence pour déclarer si les conditions, afin d'obtenir la naturalisation, ont été remplies par l'étranger ; dans le cas de l'affirmative, le président, vu la déclaration du Sénat, expédie les lettres de naturalisation (art. 7).

984. Les lettres de naturalisation ne confèrent pas à l'étranger tous les droits de citoyen chilien ; quelques incapacités, en effet, atteignent encore le naturalisé. Il ne peut pas être président (art. 60), ni ministre d'Etat

(1) Comp. *Journal de droit international privé*, 1875, p. 380.

(art. 85), la constitution exigeant formellement, pour ces fonctions élevées, la naissance sur le territoire de la République, ou sous le pavillon national, si le père est au service de l'Etat à l'étranger. Cependant le citoyen naturalisé peut être député, sénateur et conseiller d'Etat, six ans après l'obtention des lettres de naturalisation (art. 23, 32 et 103).

985. Ajoutons que l'étranger, qui s'occupe de la traite des noirs, ne peut pas se faire naturaliser dans la République (art. 32).

986. La constitution du Chili garde le silence sur la naturalisation par *mariage*, ainsi que sur les effets de la naturalisation par rapport à la femme et aux enfants mineurs du citoyen naturalisé. Le Code civil (art. 71) porte simplement que la femme mariée, non divorcée, suit le domicile du mari, tant que celui-ci réside au Chili, et que celui qui est sous la puissance paternelle (art. 72), suit le domicile de son père, et s'il est sous la tutelle ou la curatelle, celui de son tuteur ou curateur (loi du 14 janvier 1855).

987. Quant à la *perte* de la citoyenneté *(ciudadania)*, elle résulte, d'après l'article 11 de la constitution : — 1° D'une condamnation à une peine afflictive ou infamante ; — 2° De la banqueroute frauduleuse ; — 3° De la naturalisation en pays étranger ; — 4° De l'acceptation d'emplois, fonctions, distinctions ou pensions d'un gouvernement étranger, sans autorisation spéciale du Congrès ; — 5° De la résidence, en pays étranger, au delà de dix ans, sans l'autorisation du président de la République. — Ceux qui, par une des causes prévues dans cet article, auront perdu la qualité de citoyens, pourront demander au Sénat leur réhabilitation.

988. Les commentateurs de cette constitution se prononcent contre quelques dispositions de cet article 11, ainsi que de l'article 10, qui traite de *la suspension de la qualité de citoyen actif avec droit de vote* (1). La

(1) Arosemena, *Constituciones*, t. I, p. 163 ; Lastarria, *Elementos*, p. 248.

combinaison de ces deux articles nous donne l'interprétation de l'article 11. « Il y en a qui croient, dit M. Lastarria, que ces causes (celles prévues au susdit article), ne font perdre que la citoyenneté active avec le droit de suffrage, et non pas la qualité de sujets Chiliens; cependant, cette opinion ne se fonde pas sur les règles d'une interprétation stricte. Le Code (constitutionnel) distingue deux espèces de citoyens, l'une *naturelle,* l'autre *politique,* en nommant constamment celle-ci *qualité de citoyen avec droit de suffrage,* comme pour la distinguer de l'autre. L'article 10 parle de la suspension de cette seconde citoyenneté, en la signalant positivement avec ces mots. L'article 11, en énumérant les cinq causes qu'il établit, commence par cette expression, « *on perd la qualité de citoyen,* » et il paraît qu'il se rapporte à la citoyenneté naturelle, à la qualité de Chilien : car non seulement il omet les mots complémentaires *avec droit de suffrage,* dont se sert l'article précédent, et que le Code emploie dans des circonstances analogues, mais il ne confère au Sénat que l'attribution de réhabiliter *ceux qui auraient perdu la qualité de citoyen* par les causes indiquées : ceci prouve incontestablement que cet article vise, non point la perte accidentelle d'un droit politique, mais celle d'un droit naturel, tel que la citoyenneté naturelle. » (*Elementos*, p. 249.)

Ainsi donc, l'article 11 de la constitution du Chili se rapporte à la perte, non de la qualité de citoyen chilien, c'est-à-dire de citoyen actif, mais à la perte de la qualité de sujet chilien. Telle est l'interprétation que l'on doit aussi donner à d'autres dispositions analogues, que nous rencontrons dans les parties de cette exposition relatives au Mexique, à l'Uruguay et à la Bolivie.

989. Les textes, rapprochés entre eux, des constitutions du Brésil, du Paraguay et des Etats-Unis de Colombie, sont clairs : ils ne présentent aucun doute sur le sens, qui doit leur être attribué, lorsqu'ils parlent

des cas de perte des droits de citoyen : il s'agit là de la perte de la nationalité, de la citoyenneté naturelle, comme l'appelle M. Lastarria, ou de la citoyenneté internationale, selon l'expression de M. Arosemena. Dans le sens contraire, sont formelles les dispositions de la loi de 1869 de la République Argentine et des constitutions du Pérou, de l'Equateur et de Vénézuéla. Selon ces dispositions, il n'y a pas déchéance de la qualité de national, mais seulement des droits politiques, de la citoyenneté politique, même dans le cas de naturalisation en pays étranger. En d'autres termes, c'est la consécration de la vieille doctrine de l'*allégeance* perpétuelle.

990. De l'interprétation donnée à l'article 11 de la constitution du Chili, il résulte qu'il consacre, comme d'autres constitutions Américaines, la dénationalisation à titre de peine. Ce principe est, suivant nous, aussi inadmissible dans le droit des gens moderne, que le principe de la dénationalisation pour cause de résidence prolongée, domicile ou établissement sans esprit de retour à l'étranger, adopté, toutefois, par quelques législations européennes et américaines.

COLOMBIE

991. La constitution des Etats-Unis de Colombie du 8 mai 1863, déclare d'abord que tout ce qui concerne la naturalisation des étrangers, constitue une matière fédérale (art. 17, § 10) : puis elle règle les conditions de l'acquisition et de la perte de la qualité de Colombien.

992. Sont Colombiens : — 1° Les individus qui sont nés ou qui naîtront sur le territoire des Etats-Unis de Colombie, quoique fils de père étranger non domicilié *(transeuntes)*, s'ils viennent établir leur domicile dans le pays ; — 2° Les fils de père ou mère Colombien, qu'ils soient, ou non, nés sur le territoire des Etats-Unis de Colombie, si, dans ce dernier cas, ils viennent s'y

domicilier ; — 3° Les étrangers qui auront obtenu des lettres de naturalisation ; — 4° Les individus nés dans l'une des Républiques hispano-américaines, toutes les fois qu'ils auront fixé leur résidence dans le territoire de l'Union, et qu'ils auront déclaré, par devant l'autorité compétente, leur désir de devenir Colombiens (art. 31).

993. C'est au pouvoir exécutif qu'il appartient d'accorder les lettres de naturalisation, aux termes de la loi générale sur cette matière (art. 66, § 15).

994. De toutes les constitutions américaines, celle de la Colombie est la plus favorable aux citoyens naturalisés. On n'y voit pas consacrées des incapacités politiques contre eux : au contraire, l'article 33 proclame les fonctions publiques du gouvernement général des Etats-Unis accessibles à tous les Colombiens majeurs de vingt et un ans, mariés ou non : les ministres d'une religion quelconque sont seuls exceptés.

995. D'après la loi du 11 avril 1843, qui, paraît-il, est encore en vigueur, le pouvoir exécutif peut accorder des lettres de naturalisation à tout étranger qui en fait la demande (art. 1er). La naturalisation du mari entraînera celle de sa femme et de ses enfants âgés de moins de vingt et un ans (art. 2). L'étranger, domicilié depuis un an, obtient la qualité de Colombien, s'il déclare à la municipalité du lieu où il réside, l'intention de se fixer *(s'avecindar)* dans la République.

996. Quant à la perte de la qualité de Colombien, voici les règles posées. Les Colombiens, qui fixeront leur domicile à l'étranger et y acquerront la nationalité étrangère, perdront leur qualité de Colombien : telle est la disposition textuelle de l'article 32 de la constitution. L'article 88 défend à tout Colombien d'accepter des fonctions, décorations, titres et pensions, de gouvernements étrangers, sans l'autorisation du Congrès ; la contravention à cette disposition emporte la perte de la qualité de Colombien. M. Arosemena, dans son excellent

Recueil des constitutions de l'Amérique méridionale, se prononce hautement contre ces articles : « Tous les » deux, dit-il, nous semblent étranges dans un pays, » qui, sous plusieurs rapports, peut se vanter, avec » raison, de posséder des institutions plus libérales » qu'aucun autre. » (*Constituciones*, t. II, p. 292.)

EQUATEUR

997. La constitution du 11 août 1869 établit une distinction entre les Equatoriens par la naissance et ceux qui sont tels par la naturalisation (art. 4).

998. Sont Equatoriens par la naissance : — 1° Ceux nés sur le territoire de l'Equateur ; — 2° Ceux nés sur un autre territoire, de père ou mère Equatorien de naissance, s'ils viennent résider dans la République.

999. Sont Equatoriens par naturalisation : — I. Les naturels d'autres Etats qui se trouvent actuellement dans la jouissance de ce droit ; — II. Les étrangers qui professent quelque science, art ou industrie utile, ou qui, étant propriétaires de biens immeubles ou de capitaux en circulation, et après un an de résidence, déclarent, par devant l'autorité désignée par la loi, leur intention de se naturaliser à l'Equateur, et obtiennent des lettres de naturalisation ; — III. Ceux qui obtiennent la naturalisation du Congrès, pour des services rendus, ou qu'ils pourraient rendre au pays (art. 6). — C'est au pouvoir exécutif qu'il appartient d'accorder les lettres de naturalisation (art. 60, § 10).

1000. Les étrangers naturalisés sont frappés de quelques incapacités politiques : ils ne peuvent jamais aspirer aux fonctions de président (art. 53), de ministre d'Etat (art. 63), de sénateur (art. 21), de conseiller d'Etat (art. 69), et même de membre de la Cour suprême de justice (art. 74).

1001. Enfin, comme pour l'exercice des droits poli-

tiques, on exige la profession de la religion catholique (art. 10, § 1er) : les étrangers naturalisés, qui ne la professent pas, ne sont pas *citoyens* proprement dits : car cette constitution établit la distinction entre les Equatoriens et les citoyens.

1002. La constitution de l'Equateur ne parle pas de la *perte* de la qualité d'Equatorien, mais seulement de la perte de la citoyenneté, c'est-à-dire des droits politiques. (V. *Vénézuéla.*)

Perdent les droits de citoyenneté : — 1° Celui qui entre au service d'une nation ennemie ; — 2° Celui qui se fait naturaliser en pays étranger ; — 3° Le banqueroutier frauduleux ; — 4° Celui qui vend son vote ou achète celui d'un autre citoyen ; — 5° Celui qui aura été condamné à une peine corporelle ou infamante (art. 11).

1003. Les Equatoriens qui, par quelqu'une des causes énumérées en l'article précédent, auront perdu les droits de citoyenneté, pourront obtenir du Sénat leur réhabilitation, sauf ceux de la dernière catégorie, qui ne pourront pas l'obtenir, sans avoir subi la peine par eux encourue (art. 12).

1004. Enfin, l'article 13 énumère six cas de suspension des droits de citoyen. — Cette constitution, paraît-il, a été remplacée dernièrement par une autre appelée *de Ambato*, nom d'un village près de Quito, capitale de la République : mais nous n'en connaissons pas le texte.

PARAGUAY

1005. Le premier gouvernement libéral de cette République ne date que du mois d'août 1869. A cette époque, un plébiscite installa, dans la capitale, un gouvernement provisoire par suite de la guerre contre le dictateur Lopez. L'année suivante, une convention nationale organisait et votait une constitution des plus libérales : elle fut promulguée le 24 novembre 1870.

1006. D'après cette constitution, sont citoyens paraguayens : — 1° Ceux nés sur le territoire paraguayen ; — 2° Les enfants de père ou mère paraguayen, par le seul fait de leur résidence au Paraguay ; — 3° Les enfants de Paraguayens, nés en pays étranger, le père étant au service de la République. Ceux-ci sont citoyens paraguayens, même dans les cas où les lois fondamentales ou toute autre loi, exigent la naissance sur le territoire de la République ; — 4° Les étrangers naturalisés (art. 35).

1007. La naturalisation est accordée à tout étranger qui, ayant résidé pendant deux années consécutives dans le pays, possède des biens immeubles ou un capital en circulation, ou professe quelque science, art ou industrie. Ce délai peut être réduit pour ceux qui auront épousé des femmes du pays, ou qui prouveront avoir rendu des services à la République (art. 36).

La naturalisation peut aussi être accordée par le Congrès comme une faveur spéciale (art. 35). C'est au Congrès qu'il appartient de déclarer si l'étranger se trouve dans les conditions exigées pour la naturalisation : le président, vu la déclaration affirmative du Congrès, expédie les lettres de naturalisation (art. 37).

1008. Les étrangers naturalisés jouissent de tous les droits civils et politiques des citoyens nés au Paraguay : ils peuvent exercer toute espèce d'emplois, excepté, toutefois, celui de président ou vice-président, de ministre d'Etat, de député et de sénateur (art. 35, § 4). Ils ne peuvent point non plus être membres des conventions constituantes qui pourraient s'assembler pour la réforme partielle de la constitution (art. 124) : car pour remplir ces fonctions, on exige la naissance au Paraguay, ou sous le pavillon de la République, le père étant au service de l'Etat à l'étranger. Enfin, ils ne sont astreints au service militaire que trois ans après la naturalisation (art. 30).

1009. La perte de la citoyenneté a lieu : — 1° Par

la banqueroute frauduleuse ; — 2° Par l'acceptation d'emplois, fonctions, distinctions ou pensions d'un gouvernement étranger, sans autorisation spéciale du Congrès (art. 40).

1010. En tout cas, on peut demander au Congrès et obtenir la réhabilitation (art. 41). — L'article 39 déclare les cas où le droit de suffrage est suspendu.

PÉROU

1011. La constitution du 13 novembre 1860 y est encore en vigueur : elle déclare que l'on est Péruvien par la naissance ou par la naturalisation (art. 33).

1012. Sont Péruviens par la naissance : — 1° Ceux nés sur le territoire de la République ; — 2° Les enfants de père péruvien ou de mère péruvienne, nés à l'étranger, et dont les noms seront inscrits sur le registre civique, d'après le désir de leurs pères, pendant leur minorité, ou de leur propre volonté, aussitôt qu'ils auront atteint la majorité, ou qu'ils auront été émancipés ; — 3° Les naturels de l'Amérique espagnole, et les Espagnols qui se trouvaient au Pérou, lorsque l'indépendance a été proclamée et jurée, pourvu qu'ils aient continué à résider, dans le pays, postérieurement (art. 34).

1013. « On s'est demandé, dit M. Pradier-Fodéré, dans son remarquable travail sur les étrangers au Pérou, quelle sera la condition : — 1° Des enfants nés au Pérou de pères étrangers ? — 2° Des enfants nés au Pérou d'une mère étrangère, et de père non connu ?

» M. Pacheco les considère comme seulement *réputés étrangers,* et non pas comme étrangers proprement dits. Ce qui le préoccupe, c'est le principe d'après lequel le fils suit la condition de son père, ou de sa mère, si le père est inconnu.

» Nous préférons l'opinion émise par M. Cipriano Zegarra, qui déclare ces enfants *Péruviens de fait.* Il y a, en

effet, un texte de la constitution, qui est formel, l'article 34, n° 1. Cette disposition est très précise ; elle n'admet aucune distinction relative à la nationalité des père et mère ; ces enfants sont nés au Pérou, cela suffit (1) »

1014. Sont Péruviens par la naturalisation : — Les étrangers, majeurs de vingt et un ans, résidants au Pérou, qui exercent quelque métier, industrie ou profession, et qui s'inscrivent au registre civique, suivant les termes prescrits par la loi (art. 35).

1015. Malgré ces facilités, l'étranger naturalisé est atteint de certaines incapacités politiques ; il n'est pas admis au Congrès, soit comme député, soit comme sénateur (art. 47 et 49), ni à la présidence ou vice-présidence (art. 79 et 89), ni aux fonctions de ministre d'Etat (art. 98).

1016. La naturalisation, par l'effet du mariage, est réglée dans le Code civil du 29 décembre 1851 ; en fixant d'une manière très libérale les droits des étrangers, l'article 41 de ce Code civil ajoute que la femme péruvienne, mariée à un étranger, et l'étrangère mariée à un Péruvien, suivent la condition de leurs maris. En cas de veuvage, la première recouvrera, et la seconde conservera la qualité de Péruvienne, pourvu qu'elles résident au Pérou. Puis, en traitant du domicile, les articles 50 et 53 déclarent que la femme mariée a le domicile du mari, et le mineur ou l'incapable, celui de ses père ou tuteur, et que ces dispositions s'appliquent aussi aux étrangers.

1017. Quant à la perte de la nationalité, la constitution n'en parle pas. Le Code civil, comme nous venons de le voir, a seulement prévu le cas de perte de la nationalité par le mariage. Comme d'autres constitutions de l'Amérique, celle du Pérou ne proclame que les cas de perte de la qualité de *citoyen*, c'est-à-dire de la citoyenneté politique, des droits politiques.

Le droit de citoyenneté se perd : — 1° Par un arrêt des tribunaux qui le déclare ainsi ; — 2° Par la banque-

(1) *Journal de droit international privé*, 1878, p. 347.

route frauduleuse, judiciairement déclarée ; — 3° Par l'acquisition ou l'exercice de la citoyenneté *(ciudadania)* dans un autre Etat ; — 4° Par l'acceptation d'un emploi, titre ou décoration d'un gouvernement étranger, sans autorisation du Congrès ; — 5° par la profession dans les ordres religieux : mais les droits de citoyenneté peuvent être de nouveau acquis moyennant la sécularisation ; — 6° Par la traite des noirs, quel que soit le lieu où elle se fasse (art. 41).

1018. Enfin, l'exercice des droits politiques *(de la ciudadania)* est suspendu dans les cas énumérés par l'article 40.

URUGUAY

1019. D'après la Constitution de la république Orientale de l'Uruguay du 10 septembre 1829, promulguée en juillet 1830, les citoyens sont *naturels* ou *légaux* (art. 6). C'est dans cette dernière branche de la classification que rentrent les étrangers naturalisés.

1020. L'article 7 déclare *citoyens naturels*, tous les individus libres, nés sur n'importe quel point du territoire de la République.

1021. L'article 8 déclare *citoyens légaux :* — I. Les étrangers, pères de citoyens naturels, et résidant dans la République avant la Constitution ; — II. Les enfants de père ou mère natifs du pays, nés à l'étranger, depuis le moment qu'ils établissent leur résidence dans le pays ; — III. Les étrangers qui, en qualité d'officiers, ont combattu ou combattront dans les armées de terre ou de mer de la nation ; — IV. Les étrangers, quoique sans enfants, ou avec des enfants étrangers, mais mariés avec des femmes du pays, qui, professant une science ou exerçant un art ou une industrie, ou possédant quelque capital ou des biens immeubles, se trouvaient dans le pays au moment où le serment a été prêté à la Constitution ; — V. Les étran-

gers, mariés avec des étrangères, dans les circonstances indiquées ci-dessus, ayant trois ans de résidence; — VI. Les étrangers non mariés dans les mêmes circonstances et ayant quatre ans de résidence; — VII. Les étrangers qui obtiendront cette faveur spéciale des Chambres législatives, à cause de services éminents ou de mérites exceptionnels. Telles sont les dispositions sur la naturalisation; aucune disposition ne s'y rencontre sur les effets des lettres de naturalisation par rapport à la femme et aux enfants mineurs, ou sur la naturalisation par le mariage.

1022. La seule incapacité décrétée par la Constitution, à l'égard de l'étranger naturalisé, est celle d'être président de la république (art. 74); pour être sénateur ou député, il faut un délai plus ou moins long de citoyenneté après la naturalisation.

1023. Suivant les dispositions de la Constitution Uruguayenne sur la naturalisation, on plaçait sur le même pied un simple fait, comme la résidence, et un acte volontaire, comme la demande d'un diplôme de citoyen. En 1853, la réaction se fit, et une loi décida qu'à l'avenir une patente de naturalisation devrait avoir été délivrée, sur leur demande, aux citoyens *légaux*, avant qu'ils puissent faire usage de leurs droits. (Comparez M. Cogordan, de la *Nationalité*, p. 232.)

1024. Les articles 11 et 12 s'occupent de la suspension et de la perte de la citoyenneté uruguayenne.

La citoyenneté est perdue : — 1° Par un arrêt de condamnation portant une peine infamante : — 2° Par la faillite frauduleuse déclarée telle; — 3° Par la naturalisation dans un autre pays; — 4° Par l'acceptation de fonctions, distinctions ou titres d'un autre gouvernement, sans une autorisation spéciale du Congrès.

En tout cas, on peut demander et obtenir la réhabilitation (art. 12). — L'article 11 s'occupe de la *suspension de la citoyenneté.*

VÉNÉZUÉLA

1025. La Constitution du 28 mars 1864 déclare Vénézuéliens : — 1° Tous les individus nés ou qui naîtront sur le territoire de Vénézuéla, quelle que soit la nationalité de leurs pères ; — 2° Les enfants de père ou mère vénézuélien nés sur un autre territoire, s'ils viennent établir leur domicile dans le pays et déclarent leur désir de devenir Vénézuéliens ; — 3° Les étrangers qui auront obtenu des lettres de naturalisation ; et — 4° Les individus nés ou qui naîtront sur le territoire d'une des Républiques hispano-américaines ou dans les Antilles espagnoles, dès qu'ils auront fixé leur résidence dans le territoire de l'Union et voudront devenir nationaux (art. 6).

1026. C'est au président qu'il appartient d'accorder des lettres de naturalisation, et ce, aux termes de la loi (art. 72, § 12).

1027. Les incapacités politiques des naturalisés se rapportent aux fonctions de président (art. 62) et de sénateur (art 26). Pour être ministre d'Etat, il faut cinq ans de citoyenneté (art. 55), et pour être membre de la haute cour fédérale, dix ans (art. 85).

1028. La nationalité vénézuélienne ne se perd jamais : l'article 7 de la Constitution déclare formellement que ceux qui fixeront leur domicile et acquerront la nationalité, en pays étranger, ne perdront point la qualité de Vénézuéliens. — Si la première partie de cet article est un hommage rendu aux droits naturels et innés de tous les hommes, la seconde partie, au contraire, est une application manifeste de la vieille doctrine de l'*allégeance* perpétuelle, doctrine repoussée, à l'heure actuelle, presque partout, dans les pays civilisés. En parlant de la Constitution du Chili, nous avons vu comment les textes des constitutions américaines devaient être *interprétés*

pour ne pas arriver à y trouver la *pérennité du lien de sujétion*.

1029. Sous forme *d'avis aux émigrants*, la communication suivante a été publiée et reproduite dans le *Journal officiel* (français) les 18 et 20 mai 1875 : « Le décret du Président de la république de Vénézuéla, en date du 14 janvier 1874, relatif à l'émigration, n'a pas abrogé les dispositions des lois et règlements antérieurs, d'après lesquels les étrangers. qui émigrent au Vénézuéla, acquièrent la nationalité vénézuélienne, par le seul fait de leur arrivée sur le territoire de cette République. Il en résulte que les Français, qui se rendront dans ce pays en qualité d'émigrants, ne sauraient compter sur la protection de nos agents consulaires, pour obtenir des autorités vénézuéliennes le passeport dont ils auraient besoin, dans le cas où ils voudraient rentrer en France. »

Voilà donc une nationalité *imposée* par un gouvernement étranger! C'est une violation flagrante du principe fondamental de notre droit public, d'après lequel nul ne doit être saisi par une nationalité étrangère sans y avoir donné son libre assentiment. Et cependant c'est aussi un droit, certain quoique exorbitant, qui appartient à un Etat de déférer à un étranger la qualité de regnicole, sans le consentement ou la volonté de celui auquel une pareille qualité est déférée : (Comp. en ce sens, arrêt de la Cour de Riom, 7 avril 1835, D. P. 36-1-57.) — Quel sera donc le résultat de cette contrariété de principes et de législation entre deux peuples? — C'est que l'un et l'autre de ces principes, l'une et l'autre de ces lois seront respectées et observées, mais seulement dans l'étendue des territoires respectivement soumis à leur empire. Telle est la solution qu'impose le mutuel respect que se doivent les nations également autonomes et indépendantes (1). De là, il résulte qu'un Français qui s'établit

(1) Consultez les développements si judicieux consacrés à cette question par M. le premier président Robinet de Cléry, dans le *Journal de droit international privé*, 1875, p. 180.

sur le sol vénézuélien, sans avoir perdu l'esprit de retour, aura deux patries. Le gouvernement de Caracas le regardera comme devenu l'un de ses sujets, puisqu'il a accompli le fait de la résidence, seule condition exigée pour devenir, de plein droit et même contre son gré, national de ce pays.

Mais, d'un autre côté, nous devons toujours considérer ce citoyen comme restant Français au regard de la loi française. En effet, d'après notre droit moderne, pour perdre la qualité de citoyen par la naturalisation en pays étranger, il faut que le Français ait eu la volonté d'acquérir la nationalité étrangère (1). Par suite, l'émigrant dont il s'agit verra ses droits comme ses obligations régis en France conformément au droit français. Il n'en serait autrement que le jour où l'on prouverait, à son encontre, un fait qui, aux termes du Code civil, emporterait la perte de la qualité de Français : tel serait notamment l'abandon de tout esprit de retour, ou l'entrée de l'émigrant dans les armées vénézuéliennes sans l'autorisation préalable du gouvernement français (art. 21 Cod. civ.).

(1) Comparez notre *deuxième étude, suprà*, n° 374.

FIN DE LA QUATRIÈME ÉTUDE

ANNEXES

ANNEXES

DOCUMENTS DIVERS
RELATIFS AUX QUESTIONS DE NATURALISATION
ET D'EXTRANÉITÉ

1030. Nous réunissons ici, avec plusieurs références au corps de l'ouvrage, les principaux documents parvenus à notre connaissance, durant l'impression du présent traité, trop tard pour être insérés à leur place naturelle.

Ces annexes contiendront également différentes solutions des tribunaux, dont le caractère *spécial* ne rentrait pas directement dans le cadre des développements donnés au cours de ce travail.

Les arrêts de la Cour d'appel de Douai et les jugements inédits du tribunal civil de Lille si riche en décisions relatives aux questions de nationalité, ont été particulièrement mis, par nous, à contribution.

Nous devons, sur ce dernier point, adresser l'expression de notre particulière reconnaissance à l'éminent président du tribunal civil de Lille, M. Félix Le Roy, qui a bien voulu mettre, à notre disposition, les principaux documents déposés au greffe et se rapportant à la matière qui nous occupe. Le tribunal civil de Lille, par sa situation topographique, est, en effet, appelé,

presque chaque jour, à statuer sur des questions de nationalité et d'extranéité.

1031. Nous constatons, d'abord, que le tribunal civil de Lille a entièrement adopté notre manière de voir, (exprimée notamment *suprà*, n° 3, page 4), quant à la liberté de l'expatriation, et au droit, pour tout citoyen, de se faire naturaliser là où il lui plaît d'aller se fixer : « Attendu, dit un jugement de ce siège, du 30 septembre 1879, (affaire Duforets contre M. le Préfet du Nord), que si tout Français doit le service militaire et peut être appelé à le fournir depuis l'âge de vingt ans jusqu'à celui de quarante, il est excessif d'en conclure que, jusqu'à l'âge de quarante ans, il ne puisse point abdiquer sa qualité de Français et changer de nationalité; — Attendu que la faculté, pour chaque citoyen français, de renoncer à sa nationalité pour en adopter une autre, *est de droit naturel et reconnu par la loi;* qu'il ne peut y être dérogé que lorsque l'abdication de la nationalité constitue une désertion à un service ordonné; — Attendu que le service militaire n'est ordonné en France que lorsqu'un citoyen, appelé devant le conseil de révision, a été déclaré propre au service; — Attendu que Duforets, né le 7 octobre 1857 à Roubaix, y a concouru au tirage au sort dans le canton Ouest, comme faisant partie de la classe de 1877; qu'en 1878, le conseil de révision l'a ajourné à l'année suivante; que dans cet intervalle et alors qu'il avait atteint sa majorité, il s'est fait naturaliser Anglais; qu'à partir du 18 décembre 1878, date de sa naturalisation, il a perdu sa qualité de Français; que dès lors, il ne pouvait plus être admis dans les troupes françaises le 9 mai 1879; — Qu'il ne peut y avoir désertion, de sa part, dans le fait de s'être fait naturaliser Anglais en 1878, alors que le point de savoir, s'il serait appelé sous les drapeaux en France, restait indécis, et qu'il n'a été déclaré propre au service qu'en 1879; — Par ces motifs, et sans qu'il

y ait lieu d'examiner s'il a perdu sa qualité de Français en s'établissant en Angleterre sans esprit de retour : — Le tribunal dit que c'est à tort que Louis Duforets a été déclaré soldat français : — Ordonne en conséquence qu'il soit rayé des cadres de l'armée. »

1032. Dans notre *première Etude,* notamment *suprà*, nos 129 et 131, pages 106 et 107, nous avons parlé de la *déclaration* qui doit être faite, aux termes de l'article 9 du Code civil, devant les agents compétents, par l'individu né en France d'un étranger qui veut, après vingt et un ans d'âge, *réclamer la qualité de Français.* Nous avons dû revenir, plus tard encore, sur la nécessité de la même déclaration, faite en sens inverse, dans le cas prévu par l'article 1 de la loi des 7-12 février 1851, (voyez *suprà*, nos 177 et suivants, pages 141 et suivantes), par un individu qui veut, au contraire, étant né en France, d'un étranger qui lui-même y est né, *réclamer la qualité d'étranger.*

Comment *la preuve* de l'accomplissement de ces formalités pourra-t-elle être faite en justice?

Evidemment, par la représentation de *l'acte authentique* qui aura dû en être régulièrement dressé. C'est précisément ce qu'a décidé le tribunal civil de Lille, à la date du 1er octobre 1872, dans l'affaire de M. Pollet contre M. le Préfet du Nord. Ce jugement est ainsi conçu : « Attendu qu'aux termes de l'article 1er de la loi du 7 février 1851, Pierre-Joseph Pollet, né en France d'un étranger qui y était né lui-même, ne pouvait perdre la qualité de Français, qu'à la condition de réclamer, dans l'année qui a suivi sa majorité, la qualité d'étranger, par une déclaration faite devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence ; — Qu'il n'a pas fait cette déclaration au cours de ladite année ; — Qu'il invoque vainement les trois déclarations faites par lui, la première à la date du 5 août 1870, et les deux autres aux dates des 15 mai et 25 août 1872 ; — Que la première a

été faite, alors qu'il était encore mineur et avant l'époque fixée par la loi de 1851 ; — Que les deux autres ne l'ont été que postérieurement à ladite époque ; que ces déclarations ne peuvent, dès lors, produire aucun effet ; — Que, d'un autre côté, Pollet ne saurait non plus invoquer les pourparlers qu'il aurait eus avec le Maire de la commune de Bourghelles au cours de l'année de sa majorité, pourparlers dans lesquels il aurait fait connaître son intention de devenir étranger ; — Qu'il ne saurait être suppléé par aucun équivalent, ni par aucune autre preuve, à la *déclaration exigée par la loi, laquelle ne peut être constatée que d'une manière authentique* : — Le tribunal, sans s'arrêter à la preuve offerte par le demandeur, qui n'est ni pertinente ni admissible, dit que Pierre-Joseph Pollet est resté étranger, etc.... »

1033. Le bulletin de la Cour de cassation du 28 avril 1880 (*Gazette des tribunaux* du 4 mai 1880), contient, en matière de preuve, une solution analogue : « Lorsque, dit la Cour suprême, un tiers électeur demande qu'une personne soit inscrite sur la liste électorale d'une commune, il doit, en cas de contestation, justifier, par la production d'un acte de naissance ou de pièce probante, la qualité de Français qu'il attribue à celui dont il prétend faire valoir les droits. Il ne lui suffit pas de déclarer le lieu et la date de la naissance de cette personne. — Rejet, au rapport de M. le conseiller Legendre, et contrairement, sur un point, aux conclusions de M. l'avocat général Desjardins, des pourvois des sieurs Compagnyo et Do attaquant deux sentences rendues le même jour, 24 février 1880, par M. le juge de paix de Ceret (Pyrénées-Orientales). » Cette règle découle naturellement des principes posés aux articles 34 et suivants du Code civil.

1034. Que décider cependant dans le cas où, un citoyen ayant rempli toutes les formalités prescrites

soit par l'article 9 du Code civil, soit par la loi des 7-12 février 1851, l'acte authentique constatant sa déclaration, n'aurait pas été dressé? Que décider encore si cet acte avait été perdu, par la faute de l'officier public, ou par suite d'un cas de force majeure, l'incendie par exemple?

Le tribunal civil de Lille a pensé, avec raison, à notre avis, qu'il convenait, (sauf à se montrer très difficile sur les éléments de démonstration à fournir), d'appliquer ici l'article 46 du Code civil et d'autoriser la preuve de la déclaration alléguée, par tous les moyens possibles : arg. de l'article 46 du Code civil. Voici, en effet, le texte d'un jugement rendu le 13 mai 1874, entre le sieur Alphonse-Hippolyte Lecuy, et M. le Préfet du département du Nord :

« Attendu qu'aux termes de l'article 1er de la loi du 7 février 1851, Alphonse-Hippolyte Lecuy, né le 5 janvier 1852, en France, d'un étranger qui y était né lui-même, doit, pour justifier qu'il n'est pas resté Français, prouver que, dans l'année qui a suivi sa majorité, il a réclamé la qualité d'étranger par une déclaration faite devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence; — Que s'il ne prouve pas, dès à présent, qu'il a fait cette déclaration, il établit : — 1° Qu'en vue d'échapper au recrutement et d'éviter son inscription sur le tableau du recensement de la classe 1872, il a, quelque temps avant sa majorité, produit à la mairie de la Madeleine-lez-Lille les pièces exigées par les instructions préfectorales pour constater que sa famille était d'une nationalité étrangère; 2° Que ces pièces, après avoir été communiquées à la préfecture du Nord, furent renvoyées, le 17 février 1873, à la mairie de la Madeleine, avec recommandation d'ajourner l'inscription du réclamant, jusqu'après l'année qui suivrait sa majorité, et pour le cas où une déclaration serait faite, en vertu de la loi du 7 février 1851, de la faire enregistrer afin de lui donner date certaine;

3° Que le lendemain, 18 février, Alphonse-Hippolyte Lecuy, avisé de retirer ses pièces de la mairie, s'y est présenté et les a retirées sur récépissé ; qu'à raison de ces diverses démarches qui rendent vraisemblable le fait qu'il allègue, le demandeur est admissible à prouver par témoins que, dans l'année qui a suivi sa majorité et notamment le 18 février 1873, *il a fait régulièrement, devant l'autorité municipale* de la commune de la Madeleine, *la déclaration prescrite* par l'article 1er de la loi du 7 février 1851, *bien qu'on ait à la mairie négligé d'en dresser un acte authentique* ; — avant de faire droit, le tribunal admet ledit demandeur à prouver tant par titres que par témoins, devant M. de Valroger, juge, que, dans l'année qui a suivi sa majorité et notamment le 18 février 1873, il a fait régulièrement, devant l'autorité municipale de la commune de la Madeleine, la déclaration prescrite par l'article 1er de la loi du 7 février 1851, bien qu'on ait à la mairie négligé d'en dresser actes authentiques, les défenseurs entiers en preuve contraire. »

Le sieur Lecuy fournit sa preuve, et le 17 juillet 1874, le tribunal civil de Lille rend un jugement définitif ainsi conçu : « Attendu que de l'enquête à laquelle il a été procédé, il est résulté qu'au moment où Alphonse-Hippolyte Lecuy a repris, contre récépissé, à la mairie de la Madeleine-lez-Lille, les pièces relatives à son état civil, il a, à la date du 18 février 1873, c'est-à-dire dans l'année qui a suivi sa majorité, ratifié et confirmé la déclaration faite antérieurement en son nom et alors qu'il n'était pas majeur, par son père, au sujet de la qualité d'étranger qu'il entendait réclamer ; qu'il ne s'est retiré de la mairie que sur l'affirmation du greffier qu'il était en règle et qu'il n'avait plus rien à faire ; que, dans ces conditions, il a atteint la preuve des faits par lui articulés ; le tribunal dit qu'Alphonse-Hippolyte Lecuy est étranger ; ordonne en conséquence qu'il sera rayé de la liste du contingent

de la classe de 1873 et condamne le sieur Lecuy aux dépens (1). »

Ces différentes décisions nous paraissent être l'expression des vrais principes.

1035. A propos du *jus soli*, nous avons fait remarquer, à plusieurs reprises, que *jusqu'au moment de la promulgation du Code civil*, ceux-là étaient, de plein droit, Français, qui étaient nés sur le sol de la France : voyez notamment notre *première Etude*, *suprà*, n° 133, pag. 108, avec la note 1.

Le tribunal civil de Lille a consacré ce principe, par un jugement du 4 juin 1875, dans l'affaire de M. Lepoutre contre M. le Préfet du Nord : ce jugement est ainsi conçu : « Attendu que, d'après les principes de l'ancien droit français, la qualité de Français résultait du seul fait de la naissance sur le territoire de la France, indépendamment de l'origine du père de l'enfant; que Louis-Joseph Lepoutre, père du demandeur, né à Wervicq-Sud (France) le 28 février 1789, était donc Français; — que, d'un autre côté, cette qualité n'étant pas la conséquence de la réunion de la Belgique à la France, mais résultant d'un fait antérieur à cette réunion et personnel audit Louis-Joseph Lepoutre, celui-ci l'a conservée, bien qu'il ait quitté la France en 1812, et qu'après la séparation des deux pays, il n'ait fait aucune déclaration en vertu de la loi du 14 octobre 1814, laquelle ne lui était nullement applicable; — attendu que le demandeur Auguste-Adolphe Lepoutre, né d'un Français le 12 avril 1819, à Gheluwe (Belgique), est Français lui-même aux termes des dispositions de l'article 10 du Code civil; — le tribunal dit que le deman-

(1) Il est, en effet, de principe que le Préfet, lorsqu'il agit dans un intérêt public, ne doit jamais être condamné aux dépens : civ. cass., 10 novembre 1845, (D. P., 1846-1-17) et la note; — civ. cass., 21 mars 1854, (D. P., 1854-1-126); — aj. M. Dalloz, *Jurispr. générale*, *verbo* Frais, nos 61 et suivants; — *Tables* de 1867 à 1877, *verbo* Frais et dépens, nos 36 à 38.

deur, Auguste-Joseph Lepoutre, est Français : — et le condamne aux dépens de l'instance. »

1036. Signalons encore, dans le même sens, un arrêt de la Cour d'appel de Douai du 21 avril 1880, rendu dans l'*affaire Verhaeghe contre M. le Préfet du Nord.* Cet arrêt traite, en même temps, de l'*annexion de la Belgique à la France, du démembrement du* 30 *mai* 1814, *de la situation faite aux enfants nés, en France, de Belges, atteints par la séparation des territoires; il précise les conditions d'un établissement fait en pays étranger sans esprit de retour.*

Voici les faits de la cause :

Un sieur Mathieu-Jacques Verhaeghe, né à Watton (Belgique), le 28 juillet 1767, était devenu Français, le 9 vendémiaire au IV (1er décembre 1795), par suite de l'annexion de la Belgique à la France. Cinq ans plus tard, le 7 nivôse an IX (27 décembre 1800), alors qu'il était domicilié dans la commune d'Houtkerque (commune faisant actuellement partie de l'arrondissement d'Hazebrouck, Nord), il lui naquit un fils, François-Joseph Verhaeghe.

Le 30 mai 1814, la Belgique est séparée de la France. François-Joseph Verhaeghe n'en reste pas moins domicilié en France, à Houtkerque. Mais en 1820, se réclamant de son extranéité, il obtient sa radiation des listes du contingent; puis, s'étant marié avec une Belge, il quitte la France pour s'établir à Stravèle (Belgique). Là, le 19 mars 1829, il lui naît un fils, François-Benoît-Joseph Verhaeghe.

François-Benoît Verhaeghe demeure, lui aussi, un certain temps en Belgique. Il se fait *substituer*, pour satisfaire, en Belgique, à la loi du recrutement : puis, un peu plus tard, il revient en France, à Houtkerque, pays auquel le rattachent ses souvenirs de famille. Il s'est marié, et le 8 août 1859, il a un fils Jules-Réné Verhaeghe.

Arrive l'année 1880. Jules-Réné Verhaeghe a accompli

sa vingtième année. Il est inscrit sur le tableau du recensement de la commune d'Houtkerque. Aussitôt Jules-Réné Verhaeghe proteste, et le 7 janvier 1880, son père François-Benoît Verhaeghe assigne, au nom de son enfant encore mineur, M. le Préfet du Nord, pour voir dire que Jules-Réné Verhaeghe est étranger, et que c'est à tort qu'il a été compris dans les listes du recensement.

Le 31 janvier 1880, le tribunal civil d'Hazebrouck rend un jugement favorable à Verhaeghe et duquel ressortent les propositions suivantes : — François-Joseph Verhaeghe, l'aïeul de Jules-Réné Verhaeghe, est né à Houtkerque (France) d'un père, momentanément Français, mais redevenu rétroactivement Belge, par suite du démembrement de 1814. Donc il doit être considéré comme né en France d'un père étranger. — Pour acquérir la nationalité française, François-Joseph Verhaeghe aurait dû remplir les formalités édictées par l'article 2 de la constitution du 22 frimaire an VIII : mais il ne l'a point fait, et même, en 1820, il s'est fait rayer, en France, des listes du contingent. — Par suite, François-Joseph Verhaeghe, étranger comme son père, n'avait point pu conférer la nationalité française à son fils, François-Benoît Verhaeghe, né à Stravèle, ni à son petit-fils, Jules-Réné Verhaeghe, né à Houtkerque.

M. le Préfet du Nord interjeta appel de ce jugement.

Un grave reproche pouvait être adressé à la décision du tribunal d'Hazebrouck. Il était inexact de prétendre que François-Joseph Verhaeghe, l'aïeul de l'enfant mineur en cause, fût étranger. Sans doute, il faut reconnaître que le père de François-Joseph Verhaeghe était à considérer comme n'ayant jamais été investi de la qualité de Français, puisque, on le sait, le principe de la *rétroactivité* domine le démembrement de 1814. Mais si François-Joseph Verhaeghe, fils d'étranger, n'était pas Français par la filiation, *jure sanguinis*, du moins il était tel *jure soli*. A quelle date, en effet, se place sa naissance à Houtkerque (France)? Au 27 décembre 1800 (7 ni-

vôse an IX). Or sous l'empire de notre ancien droit, et jusqu'à la promulgation du Code (1) en 1804, l'enfant *né en France* d'un étranger n'était-il pas Français de plein droit? Voilà ce que le tribunal civil d'Hazebrouck avait perdu de vue! Nous ne pouvons qu'approuver l'arrêt de la Cour d'appel de Douai réformant, de ce chef, la décision des premiers juges. La solution admise par la Cour est d'ailleurs conforme aux principes que nous avons déjà enseignés au cours de cet ouvrage. A la page 408 (n° 504) de notre *deuxième Etude*, nous nous exprimons, en effet, ainsi : « Si l'enfant du Belge atteint par le démembrement, était né *sur un territoire resté français après le démembrement* et de plus *avant la promulgation de notre Code civil*, alors il resterait Français malgré la dénationalisation de son père. En effet, nous savons qu'avant la promulgation du Code civil, la naissance sur le sol français conférait la nationalité française. Donc l'enfant, né dans ces conditions, fût-il même issu d'un père censé être toujours resté Belge, était Français de naissance, *jure soli*. En supposant même que l'annexion de la Belgique à la France n'eût jamais eu lieu, cet enfant n'en serait pas moins né Français. » (Comparez également, en ce sens, M. Laurent, *Principes de droit civil français*, t. 1, n° 364; —

(1) Notre excellent confrère, Me Dubois, avait essayé de soutenir, devant la Cour d'appel de Douai, que le principe du *jus soli* aurait été, même avant la promulgation du Code civil, atténué par l'art. 2 de la constitution du 22 frimaire an VIII. Cet article aurait exigé une inscription sur le registre civique, et un certain temps de résidence en France pour pouvoir invoquer le *jus soli*. Nous ne saurions admettre cette interprétation, repoussée d'ailleurs formellement, dans le cas actuel, par la Cour de Douai, et aussi par la Cour de cassation dans son arrêt du 5 mai 1862 (D. P., 1862-1-229 et 230), sur le pourvoi du Préfet du Nord contre Lebeau. Ajoutez les arrêts rapportés *suprà*, p. 108, n° 133, note 1. Il suffit de lire le texte de l'art. 2 de la constitution du 22 frimaire an VIII, (*suprà*, n° 73, p. 62), pour voir que les conditions de résidence et d'inscription sur le registre civique se réfèrent, non pas à l'acquisition de la qualité de Français *jure soli*, mais à la *capacité politique* du citoyen français, conformément à la loi constitutionnelle : ce qui est une toute autre question.

M. Herbaux, *De la qualité de Français acquise ou perdue par suite d'une annexion au territoire ou de son démembrement*, page 227. — Cass. 5 mai 1862, (D. P. 1862-1-229.)

Toutefois, s'il est incontestable, à nos yeux, que le sieur François-Joseph Verhaeghe était resté Français malgré le démembrement, est-ce à dire pour cela que son petit-fils, Jules-René Verhaeghe, fût nécessairement encore investi de cette nationalité, comme le prétendait M. le Préfet du Nord? Evidemment non. En effet, une circonstance postérieure au démembrement avait, peut-être, fait perdre la qualité de Français à François-Joseph Verhaeghe.

Tel est le cas précisément qui a été constaté. La Cour, comme nous allons le voir, décide que François-Joseph Verhaeghe a perdu la nationalité française, en s'établissant définitivement en Belgique. Dès lors, François-Benoît Verhaeghe, né postérieurement à cet établissement et à cette perte de nationalité, n'est point né Français, et n'a pu transmettre la qualité de Français à son fils Jules-René Verhaeghe.

En résumé, la Cour d'appel de Douai admet la conclusion dernière adoptée par le tribunal civil d'Hazebrouck, à savoir l'extranéité de Jules-René Verhaeghe, mais en s'appuyant, avec raison d'ailleurs, sur des motifs différents.

L'arrêt rendu par la Cour, à l'audience du 21 avril 1880, est ainsi conçu :

« Attendu que François-Joseph Verhaeghe, aïeul de Jules-René Verhaeghe, dont la nationalité fait l'objet du litige, était incontestablement Français, comme étant né en France le 29 décembre 1800 ;

» Qu'il n'était point assujetti, pour conserver cette qualité, à remplir les formalités prescrites par l'article 2 de la loi du 22 frimaire an VIII, lequel n'avait trait qu'aux droits civiques ;

» Que, d'un autre côté, il ne perdit point cette qualité,

en vertu de la loi de 1814, restituant leur nationalité à ceux qui, nés à l'étranger, étaient devenus Français, par suite d'annexions que de nouveaux traités venaient de rompre, puisque les enfants, nés en France, même de père et mère étrangers, *avant la promulgation du Code civil*, se trouvaient investis, de droit, en dehors de leur filiation, de la qualité de Français.

» Mais attendu qu'il ressort des éléments de la cause que François-Joseph Verhaeghe, après avoir été rayé, en 1820, de la liste des jeunes gens appelés en France au service militaire, et, après s'être marié avec une Belge, quitta la France pour se fixer en Belgique, où il prit à ferme une exploitation agricole, dans laquelle il demeura jusqu'à sa mort.

» Attendu qu'aux termes de l'article 17 du Code civil, la qualité de Français se perd par un établissement fait en pays étranger sans esprit de retour, — et, qu'eu égard aux circonstances sus-rappelées, il paraît impossible de méconnaître que tel fut bien le caractère de l'établissement réalisé en Belgique par François-Joseph Verhaeghe, qui perdit dès lors sa nationalité française.

» Attendu que François-Benoît Verhaeghe, son fils, né à Stravèle (Belgique), est lui-même étranger et a satisfait à la loi du recrutement en Belgique.

» Attendu que, sous l'empire de notre droit actuel, Jules-René Verhaeghe, fils de François-Benoît, Belge, bien que né en France, n'a point acquis la qualité de Français et ne saurait l'acquérir qu'en se conformant aux dispositions de l'article 9 du Code civil; qu'il ne peut dès lors être assujetti, en France, au service militaire.

» Par ces motifs, la Cour met l'appel à néant, confirme le jugement, ordonne qu'il sortira plein effet;

» Et attendu que les instances en déclaration de nationalité, sont dans l'intérêt de celui au profit duquel la réclamation est formée, laisse les dépens d'appel à la charge de l'intimé. »

Nous ferons seulement observer, en terminant, que

l'expression de *Belge* appliquée, dans le dernier considérant de l'arrêt qui précède, au sieur Jules-René Verhaeghe, est peut-être un peu excessive. En effet, tout ce qui résulte des faits attestés par l'arrêt, c'est que Jules-René Verhaeghe est l'enfant d'un ancien Français qui a perdu sa nationalité, pour s'être établi, en Belgique, sans esprit de retour. Or, l'établissement, même définitif, effectué en Belgique par un étranger, ne confère pas, de plein droit, nous l'avons vu, la qualité de Belge. La théorie dite de l'*Incolat* n'est pas plus admise en Belgique qu'en France. Comparez M. Laurent, t. 1, nº 372. Donc, la Cour ne pouvait pas affirmer que Jules-René Verhaeghe fût devenu Belge, puisqu'il n'était pas démontré que son père, François-Benoît, établi en Belgique, eût acquis la nationalité belge. Mais, comme il n'en est pas moins vrai que Jules-René Verhaeghe n'était pas Français, on devait être amené (1) à le déclarer, en tout cas, affranchi du service militaire en France.

(1) Une circulaire (signée de Serre), du ministère de la justice, en date du 7 juillet 1819, précise ainsi qu'il suit la limite, en cette matière, du pouvoir des tribunaux : « Monsieur, vous avez reçu, par la circulaire de mon prédécesseur du 7 octobre 1818, des instructions relatives à l'exécution de la loi sur le recrutement, en ce qui concerne les tribunaux : il en reste encore quelques-unes à vous donner qui seront contenues dans la présente : — 1º Les tribunaux ne sont compétents en matière de recrutement que pour les demandes en nullité des engagements volontaires et les questions concernant l'état ou les droits civils des jeunes gens appelés au recrutement. Toutes les réclamations d'une nature différente, celles relatives aux exemptions, aux dispenses, à la formation des listes et à la libération, leur sont étrangères. Si des demandes de cette nature étaient portées devant eux, ils devraient se déclarer incompétents sur la réquisition de vos substituts, ou ceux-ci devraient élever le conflit, qui pourrait l'être aussi par le Préfet. — 2º Le Préfet est la partie qui doit défendre aux réclamations, soit des engagés volontaires, soit des appelés qui élèvent des questions sur leur état ou leurs droits civils; l'article 16 de la loi le dit expressément, quant à ces dernières questions. Il y a la même raison de décider pour les actions en nullité des engagements volontaires; c'est l'Administration qui a intérêt à les repousser, et son défenseur naturel est le Préfet. — 3º Le Préfet doit être reçu à instruire et à défendre sur toutes les demandes concernant le recrutement, par simple mémoire et sans ministère d'avoué. — 4º Le

Ajoutons, au surplus, que si la *preuve* de la qualité de Belge n'apparaît pas, dans l'espèce, au profit du sieur Jules-Réné Verhaeghe, du moins, cette qualité doit être *présumée*. En effet, son père, établi définitivement en Belgique, y a passé, aux yeux de tous, pour être sujet Belge : il a même satisfait à la loi du recrutement en Belgique. Or, on peut utilement invoquer la *possession d'état* à l'appui de la nationalité qu'on invoque, sauf à l'adversaire à fournir la

tribunal compétent est le tribunal de première instance du domicile, soit de l'engagé volontaire, soit de l'appelé. — 5° L'article 16 de la loi veut qu'il soit statué par les tribunaux, sans délai, à la requête de la partie la plus diligente, qui sera presque toujours le Préfet. Vous veillerez à ce que ces causes soient promptement vidées comme sommaires et urgentes, tant en première instance qu'en cause d'appel. — 6° Pour abréger le temps et diminuer les frais, à l'exemple de ce qui est établi pour les causes qui intéressent le gouvernement, les jugements devront contenir seulement les conclusions, les motifs et le dispositif, sans que les mémoires puissent y être insérés. Les motifs doivent généralement être exprimés avec concision. — 7° Les parties pourront même se faire délivrer, par simple extrait, le dispositif des jugements interlocutoires, et, s'il y a lieu à enquêtes, elles seront mises sous les yeux des juges. — 8° Les appels seront portés à l'audience, sur simple acte et sans autre procédure. — 9° La partie qui succombera sera condamnée aux dépens, qui ne devront guère consister qu'en simples déboursés. — 10° Vous remarquerez que la loi veut qu'on inscrive sur les listes du contingent des jeunes gens destinés à remplacer ceux qui ont fait des réclamations, pour le cas où elles viendraient à être reconnues justes. La dernière disposition de l'article 17 dit qu'aussitôt qu'il aura été statué par les tribunaux sur les questions mentionnées dans l'article 16, le Conseil, d'après leur décision, prononcera la libération ou des réclamants ou des jeunes gens conditionnellement désignés pour les suppléer. Il suit de là deux choses : — La première, que les tribunaux n'ont jamais à prononcer la libération. Elle peut être une conséquence de leurs jugements, mais le conseil de révision seul peut l'ordonner ; — La seconde, c'est que les jeunes gens qui négligent de présenter leurs réclamations avant que la liste départementale soit définitivement close et arrêtée, se rendent non recevables à les produire. En privant le conseil de révision des moyens de les remplacer, ils renoncent à leurs droits : leurs réclamations tardives ne peuvent pas soit diminuer le contingent, soit préjudicier aux jeunes gens du canton dont la libération aurait été prononcée. — Recevez, etc. — *Signé :* DE SERRE. » (Comparez *suprà*, n° 125, p. 102 *in fine*.)

preuve du contraire. (Comparez *suprà*, *première Etude*, n° 124 *bis*.)

1037. Nous devons également faire connaître un arrêt de la Cour d'appel de Douai, du 8 juin 1874, rendu dans l'affaire Calonne contre M. le Préfet du Nord (1). Cet arrêt est rapporté dans le *Recueil spécial* de la jurisprudence de la Cour, année 1875, t. XXXIII, pages 20 à 22.

Les faits de la cause sont exposés, par l'arrêtiste, dans les termes suivants : la question du procès était de savoir si l'appelant, Adolphe-Jean-Baptiste Calonne, devait être déclaré Français ou étranger. Mais le débat présentait cette physionomie originale que, selon qu'on se plaçât au point de vue de la loi française ou de la loi belge, l'appelant revêtait l'une ou l'autre nationalité. Les principes appliqués par la Cour font, de Calonne, un citoyen français, tout aussi rigoureusement que la justice belge en eût fait un citoyen belge. L'appelant est né à Vieux-Condé, en 1853; son père était né à Péruwelz (Belgique), en 1825; il y avait tiré au sort en 1844 et avait été inscrit dans la milice; son grand-père, Louis-Jacques Calonne, était né à Vieux-Condé, en 1780; puis il s'était fixé et marié en Belgique, à Péruwelz.

Quand Adolphe Calonne, l'appelant, se vit compris dans les opérations du tirage au sort, en 1874, à Condé, il assigna M. le Préfet du Nord pour que son nom fût rayé : « Je suis Belge, disait-il, parce que je suis fils d'un Belge, et quoique né en France d'un étranger, je reste étranger, n'ayant point fait la réclamation prévue par l'article 9 du Code civil. Je prouve que mon père était Belge; car, né à Péruwelz, en 1825, il appartenait, de droit, à la nationalité des

(1) Comparez, Pothier, *Des personnes*, t. II, sect. 1re; Domat, *Droit public*, liv. I, t. VI, sect. 4, n° 5; Cass., 8 thermidor an XI (Sir. 3-1-368); Douai, 1er juin 1855 (*Jurispr.*, t. XIII, p. 218; D. 1856-2-105); Cass., 5 mai 1862 (D. 1862-1-229).

Pays-Bas, aux termes de l'article 8 de la loi des Pays-Bas du 13 août 1815, qui déclare citoyen des Provinces-Unies tout individu qui *naît sur leur territoire*, de parents y *domiciliés*, sans distinction de leur origine. Il est donc incontestable, ajoutait-il, que mon père est étranger à la France et citoyen belge d'origine, au point même qu'il a rempli en Belgique toutes les obligations des nationaux de cet Etat. Moi-même, je reste donc étranger. » Si concluante que parût cette prétention, M. le Préfet du Nord répondait : « Vous êtes Français, car votre père était Français. Son père, en effet, Louis-Jacques Calonne, votre aïeul, était né en France, en 1780. Le fait seul de sa naissance en France l'a rendu Français, *jure soli* : son fils, votre père, est, à la vérité, né en Belgique ; mais, par suite des faits précédemment exposés, il est né, à l'étranger, d'un Français (art. 10, Code civ.), et en conséquence, il est Français ; c'est aussi votre nationalité. » Un jugement du tribunal civil de Valenciennes, du 17 avril 1874, débouta Adolphe Calonne en se fondant sur ce que son père, Français, comme né d'un Français à l'étranger, n'aurait point perdu cette nationalité ; son séjour en Belgique, son tirage au sort, son inscription dans les rangs de la milice ne suffisaient pas pour lui faire perdre la qualité de Français : dès lors, le demandeur était lui-même Français.

En appel, et dans l'intérêt d'Adolphe Calonne, l'on faisait observer qu'il ne s'agissait pas de savoir, comme l'avaient cru les premiers juges, si le père de l'appelant avait pu acquérir la nationalité belge et perdre ainsi la qualité de Français : mais il s'agissait de rechercher s'il n'était point Belge, *ab initio*, du moment de sa naissance, puisqu'il était né à Péruwelz sous l'empire de la loi fondamentale des Pays-Bas, du 13 août 1815, aux termes de laquelle il était incontestablement citoyen des Pays-Bas.

La Cour d'appel de Douai, sans s'arrêter à l'appli-

cation de la loi étrangère sollicitée par l'appelant, a rendu l'arrêt suivant, à la date du 8 juin 1874 : « La Cour : — attendu qu'Adolphe-Jean-Baptiste Calonne, né à Vieux-Condé (France), le 2 mars 1855, prétend appartenir à la nationalité belge, par la raison que son père, Adolphe Calonne, serait lui-même sujet belge ; que, si celui-ci est né à Péruwelz (Belgique), le 24 février 1825, il était lui-même fils de Louis-Jacques-Joseph Calonne, né à Vieux-Condé, le 11 février 1780 ; que ce dernier était Français en vertu d'un principe constant du droit public en vigueur en France, au moment de sa naissance, par le seul fait qu'il avait reçu le jour sur le territoire français ; — Que son fils Adolphe Calonne, père du demandeur, né à l'étranger d'un Français, est Français aux termes de l'article 10 du Code civil, et n'a point pu transmettre à son fils une nationalité autre que la nationalité française ; qu'il n'a encouru, à aucun titre, la perte de la nationalité française ; que, dans la situation que les événements ont faite à Adolphe-Jean-Baptiste Calonne, c'est la loi française et non pas la loi belge dont il faut lui faire l'application pour régler sa nationalité ; — la Cour, après en avoir délibéré, dit qu'il a été mal appelé ; en conséquence, met l'appel au néant, ordonne que le jugement, dont est appel, sortira son plein et entier effet, et condamne l'appelant à l'amende et aux dépens. »

1038. Le tribunal civil de Dunkerque a rencontré également des difficultés analogues dans un jugement rendu à la date du 19 février 1875 (affaire Vermesch contre le Préfet du Nord). Il a posé les deux règles suivantes :

1° Est étranger l'individu né en France d'un père né à l'étranger, et dont les aïeuls étaient nés sur une partie du territoire français qui, par suite des traités, était devenue, en 1814, territoire étranger ;

2° La partie qui demande sa radiation des listes de la

conscription, même si elle gagne, doit être condamnée aux dépens (1).

Voici, du reste, les termes de cette décision : « Le tribunal, considérant qu'il résulte des traités des 30 mai 1814, 20 novembre 1815 et 28 mars 1820, que la ferme sur laquelle est né, le 23 juin 1823, Bernard-Benoît Vermesch, avait été distraite de la commune d'Honschoote dont elle faisait partie, pour être annexée à celle de Leyseele, commune faisant alors partie du royaume des Pays-Bas, puis de la Belgique ; que la ferme, exploitée par la famille Vermesch, avait été nommément séparée du territoire français, par l'article 3 du traité de délimitation du 28 mars 1820 ; qu'à cette époque, le père dudit Bernard-Benoît Vermesch, nommé Jean-Ignace, était lui-même devenu étranger par l'effet de cette séparation territoriale ;

» Considérant, en droit, que la perte de la qualité de Français résulte du démembrement d'une partie du territoire ; que les individus et les familles perdent ainsi leur nationalité, comme conséquence de la souveraineté étrangère qui frappe la partie du sol à laquelle ils sont attachés ; que la partie, distraite en vertu des traités internationaux, entraîne donc le changement réel et collectif de nationalité des habitants de cette portion du territoire ;

» Considérant, en fait, que Bernard-Benoît Vermesch est né en juin 1823, à Leyseele, commune dépendante alors des Pays-Bas, et ensuite de la Belgique ; qu'il était donc étranger par la naissance, et que son père Jean-Ignace l'était devenu lui-même, depuis le 28 mars 1820, par la séparation territoriale ; que, de plus, ledit Bernard-Benoît Vermesch a conservé sa nationalité étran-

(1) Le tribunal fait ici une application de ce principe constant que le Préfet, qui agit dans un intérêt public, ne peut pas être condamné aux dépens : Cass., 14 novembre 1838 (S. 1839-1-384 ; D. P. 1839-1-301) ; Cass., 21 mars 1854 (S. 1854-1-634 ; D. P. 1854-2-311) ; Douai, 2 juin 1855 (*Jurispr.*, t. XIII, p. 219) ; Caen, 24 mai 1858, (Sir. 1858-2-535).

gère, en accomplissant le service militaire dans l'armée belge ; que, plus tard, vers 1851, il est venu s'établir en France, à Warhem, où, à la date du 20 décembre 1854, est né son fils Charles-Louis-Henri, lequel revendique aujourd'hui la qualité d'étranger pour échapper au recrutement de l'armée française; que cette qualité ne saurait lui être refusée, puisque son aïeul paternel était aussi étranger par suite de la séparation territoriale ;

» Considérant que la loi du 7 février 1851 *et celle du* 16 *décembre* 1874 supposent que le réclamant est né en France d'un père qui, lui-même, y est né ; que cette seconde condition manque dans l'espèce, puisque le père de Charles-Louis-Henri Vermesch est né dans les Pays-Bas, à Leyseele, le 23 juin 1823 ; et que, de plus, son aïeul paternel était devenu étranger par le démembrement du territoire français ; que, par conséquent, les lois de 1851 et de 1874 ne s'appliquent pas au réclamant;

» Considérant, en ce qui touche les dépens, que la demande du sieur Vermesch père et fils est intentée uniquement dans leur intérêt, et qu'elle ne peut et ne doit profiter qu'à eux seuls ; qu'il n'appartient pas à l'autorité administrative de rayer d'office le nom de Vermesch fils de la liste des conscrits, avant que l'autorité judiciaire ait rendu sa décision ; qu'une instance est donc devenue nécessaire par suite de la réclamation de Vermesch, et que celui-ci doit en supporter les conséquences ; — par ces motifs, le tribunal déclare que Charles-Louis-Henri Vermesch, né à Warhem, le 10 décembre 1854, est étranger, comme fils d'un père qui lui-même est étranger ; dit que, par suite de sa qualité d'étranger, ledit Vermesch fils sera rayé des rôles de la conscription en France ; condamne le demandeur aux dépens. »

1039. Le tribunal civil de Lille, appelé à interpréter et à appliquer l'article 1 de la loi des 7-12 février 1851, a, de son côté, posé dans une décision, remarquablement motivée, du 18 mai 1872, la règle suivante :

L'individu né en France d'un étranger qui lui-même

y est né, *ne peut pas*, après avoir *réclamé à sa majorité la qualité d'étranger* en vertu de l'article 1er de la loi du 7 février 1851, *réclamer dans la même année la qualité de Français* en vertu de l'article 9 du Code civil. Cette seconde déclaration est et demeure sans effet, et cela, alors même qu'il aurait été admis, postérieurement à ladite déclaration, à prendre du service dans l'armée française (1). Il s'agissait de l'affaire du Préfet du Nord contre Bonzel.

Voici le texte de ce jugement du 18 mai 1872 : « Le tribunal, attendu que Charles Bonzel est né à Haubourdin, le 12 juillet 1849, de Pierre-Charles-Adolphe Bonzel, sujet prussien, né à Lille, le 24 février 1814; qu'aux termes de l'article 1er de la loi des 7-12 février 1851, il est né Français; que, seulement, dans l'année qui a suivi l'époque de sa majorité telle qu'elle est fixée par la loi française, il avait le droit de réclamer la qualité d'étranger, par une déclaration faite devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence;

» Attendu que, devenu majeur le 12 juillet 1870, il a, par une déclaration faite le 5 août suivant, devant le maire d'Haubourdin, et dûment enregistrée, réclamé la nationalité de son père, c'est-à-dire la nationalité prussienne; — qu'il est, par conséquent, et à partir de cette date du 5 août, devenu étranger; — attendu qu'un mois après, le 5 septembre 1870, Charles Bonzel a fait, toujours devant le maire d'Haubourdin, une seconde déclaration, par laquelle, en sa qualité d'individu né en France d'un étranger, et en invoquant les dispositions de l'article 9 du Code civil, il a réclamé la qualité de Français, en s'obligeant à fixer son domicile en France;

» Mais, attendu qu'il n'était pas dans une situation qui lui permit d'invoquer le bénéfice dudit article 9; — que cet article, en effet, prévoit le cas où un individu né en France d'un étranger *qui n'y est pas né lui-même*, est

(1) V. Cass., 29 janvier 1869 (S. 1869-1-129; D. P. 1869-1-295 et la note).

étranger comme son père jusqu'à sa majorité ; jusqu'alors, et à raison de la faveur qui s'attache à la naissance de l'étranger sur le sol français, la loi concède à cet individu le droit de devenir Français par une déclaration qui doit être faite dans l'année qui suit sa majorité ; — que Bonzel, au contraire, fils d'un étranger *né lui-même en France*, était Français jusqu'à sa majorité, en vertu de la loi de 1851 ; — que c'est par sa volonté formelle et expresse, manifestée depuis sa déclaration du 5 août 1870, *qu'il a répudié la nationalité française*, pour revendiquer une nationalité étrangère ; — que sa situation n'est donc nullement celle prévue par l'article 9 du Code civil ; — que *la loi ne doit aucune faveur à l'individu qui, né Français de plein droit, déclare à sa majorité ne plus vouloir conserver cette qualité ;* — qu'il s'ensuit que la seconde déclaration en date du 5 septembre 1870 est radicalement nulle, et qu'elle n'a point pu infirmer les effets de celle du 5 août, qui avait rendu Bonzel irrévocablement étranger ; — que celui-ci invoque vainement la circonstance que l'autorité administrative aurait ratifié sa seconde déclaration, en consentant à son incorporation dans la garde nationale mobilisée et à sa participation au tirage au sort ; — que ce consentement, en supposant qu'il n'ait pas été le résultat de l'erreur, ne saurait avoir pour effet d'attribuer à Bonzel la qualité de Français, contrairement aux dispositions de la loi ; — que ledit Bonzel invoque vainement aussi les dispositions de la loi des 22-25 mars 1849 ; que ces dispositions n'ont qu'un objet, celui d'accorder une prorogation de délais, en autorisant, aux conditions qui y sont énoncées, l'individu, né en France d'un étranger, à faire la déclaration prescrite par l'article 9 du Code civil, même après l'époque de sa majorité ; — que Bonzel ayant fait cette déclaration dans ladite année, la loi de 1849 ne peut recevoir aucune application dans la cause ; — par ces motifs, dit que Charles Bonzel est étranger, etc. »

1040. Le tribunal civil de Lille a été appelé, deux

fois, à interpréter et à appliquer le nouveau principe posé par la loi du 16 décembre 1874 (rapportée *suprà*, nº 185, p. 149) : cette loi, on le sait, *déclare Français* tout individu, né en France d'un étranger qui lui-même y est né, à moins que, dans l'année qui suivra celle de sa majorité, *il ne réclame la qualité d'étranger*... etc....

Le tribunal a fermement maintenu cette règle dans deux jugements, l'un en date du 11 août 1876, et l'autre en date du 16 février 1877.

Voici, d'abord, les termes du jugement du 11 août 1876, rendu dans l'affaire Delespaul, contre le Préfet du Nord : « Attendu que le demandeur, Alfred Delespaul, est né à Hem, le 9 janvier 1854, d'un père belge, né lui-même en France; que par suite et *aux termes de l'article* 1er *de la loi du* 16 *décembre* 1874, *il est Français*, à moins que, dans l'année qui a suivi l'époque de sa majorité (du 9 janvier 1875 au 9 janvier 1876), il n'ait : 1º réclamé la qualité d'étranger par une déclaration faite devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence; 2º justifié avoir conservé sa nationalité d'origine par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle devait être annexée à ladite déclaration; — attendu qu'Alfred Delespaul a bien fait, à la mairie d'Hem, commune de sa résidence, et dans le délai imparti (le 24 décembre 1875), la déclaration exigée; — mais qu'il n'a formé dans le même délai aucune attestation relative à la conservation de sa nationalité d'origine; — qu'en conséquence, il est Français; — qu'il est d'ailleurs indifférent que postérieurement, et dans les premiers jours d'avril 1876, il ait produit une attestation, délivrée le 31 mars précédent par le ministre de Belgique à Paris, et certifiant qu'il avait conservé la nationalité belge; — que sa nationalité, au point de vue de la loi française, a été irrévocablement fixée le 9 janvier 1876, sans qu'une production tardive ait pu y apporter aucune modification; — le tribunal

déclare Alfred Delespaul Français (1) ; — le déboute en conséquence de ses fins et conclusions et le condamne aux dépens. »

1041. Le second jugement, rendu à la date du 16 février 1877, dans l'affaire Descy contre le Préfet du Nord, est conçu dans les mêmes termes : « Attendu que Jules-Léon Descy est né à Tourcoing le 11 avril 1854, d'un père étranger qui lui-même était né en France ; — qu'*en conséquence et aux termes de l'article* 1er *de la loi du* 16 *décembre* 1874, *il est Français*, à moins que, dans l'année qui a suivi l'époque de sa majorité, il n'ait : — 1° réclamé la qualité d'étranger par une déclaration faite, soit devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence, soit devant les agents diplomatiques et consulaires de la France à l'étranger; — 2° justifié avoir conservé sa nationalité d'origine par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle devait demeurer annexée à ladite déclaration; — attendu que si Descy a accompli la première de ces deux formalités, il n'a, dans le délai utile (du 11 avril 1875 au 11 avril 1876), produit aucune attestation en due forme du gouvernement belge, établissant qu'il avait conservé sa nationalité d'origine ; — qu'il n'a produit qu'à la date du 29 septembre 1876, une attestation délivrée le 27 du même mois par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges à Paris ; — qu'il est donc Français; — que, d'un autre côté, il importe que le demandeur ait pris du service militaire en Belgique, les dispositions des articles 17 et 21 du Code civil (lesquelles ne sont pas d'ailleurs invoquées dans la cause), ne pouvant point ouvrir un moyen de répudier la qualité de Français, dans un cas où cette qualité est maintenue par la loi, à défaut de formalités strictement déterminées; — le

(1) Le jugement, (Delespaul contre le Préfet du Nord), a été confirmé à la date du 7 novembre 1877, par la Cour d'appel de Douai, avec adoption des motifs des premiers juges. (*Jurisprudence spéciale* de la Cour, année 1877, t. XXXV, p. 37.)

tribunal déclare Jules-Léon Descy Français, et le condamne aux dépens. »

1042. Nous avons également une observation complémentaire à présenter à propos des difficultés juridiques relatives à *l'annexion de la Savoie et de Nice à la France, et à l'interprétation de l'article* 2 *du décret du* 30 *juin* 1860.

L'article 2 du décret du 30 juin 1860, rapporté *suprà*, p. 226, est ainsi conçu : « Les sujets sardes, *encore mineurs, nés en Savoie et dans l'arrondissement de Nice*, pourront, dans l'année qui suivra l'époque de leur majorité, réclamer la qualité de Français, en se conformant à l'article 9 du Code civil. » On sait que ce texte est véritablement énigmatique, en présence du traité d'annexion du 24 mars 1860, lequel paraissait avoir naturalisé, de plein droit, les sujets dont il est question à l'article 2 du décret. Nous avons vu dans quel embarras l'interprétation d'une telle disposition avait mis les commentateurs. (Comp. *suprà, première Etude*, nos 306 et suiv., p. 234 et suiv.)

Après avoir énuméré les nombreux systèmes provoqués par cette difficulté, nous disions, *suprà*, p. 237 *in fine* (n° 311) : « Nous préférons, pour notre part, regarder la question comme encore pendante, et nous craignons bien qu'elle ne reste toujours insoluble. »

Nous nous félicitons maintenant d'avoir gardé cette réserve. En effet, la nouvelle édition du livre de M. Alauzet (1), *(De la qualité de Français, de la naturalisation et du statut personnel des étrangers)*, contient, à la p. 100, note 3, une information extrêmement intéressante, qu'il importe de mettre sous les yeux du lecteur. Elle explique comment devaient être fatalement stériles tous les efforts tentés par de si nombreux auteurs pour interpréter l'article 2 du décret du 30 juin 1860.

(1) M. Alauzet, *ancien chef de division au ministère de la justice*, était, à coup sûr, bien placé pour constater le fait qu'il rapporte.

Voici, en effet, en quels termes s'exprime M. Alauzet dans la note précitée :

« J'étais, depuis plus de douze ans, à l'époque où » ce décret a été rendu, chef de la division du » sceau au ministère de la justice, et je ne sais si » je dois dégager la part de responsabilité qui pour- » rait m'être attribuée ; j'avais, pour directeur, un ancien » officier de marine, porté à ce poste par les évé- » nements politiques et très curieux de se donner de » l'importance. Le décret fut préparé par lui seul, sans » que je fusse consulté, et présenté par lui à la » signature d'un garde des sceaux très intelligent, qui » le signa sans le lire, conformément à un usage qui » s'était déjà établi à cette époque et s'est perpétué. » Je puis donc affirmer que *ce décret n'est autre chose* » *qu'un non-sens* et le fruit de l'ignorance d'un directeur » incapable et de l'inadvertance ou de la paresse d'un » ministre intelligent et instruit. »

Cela nous dispense évidemment de chercher, plus longtemps, l'interprétation à donner à l'article 2 du décret du 30 juin 1860 qui a tant exercé les commentateurs, et auquel nous avons dû consacrer nous-même, *suprà*, dans notre *première Etude*, les nos 306 à 312, page 234 et suivantes.

1043. Nous avons dû, *suprà*, nos 328 et suivants, (et surtout nos 335 à 341), nous préoccuper de la situation de l'enfant *naturel* reconnu à la fois par son père et par sa mère, lorsque les deux auteurs de la naissance appartiennent, d'ailleurs, à des nationalités différentes. Nous avons pensé (*suprà*, no 240) que l'enfant naturel, ainsi reconnu par ses deux auteurs, devra toujours suivre la nationalité de son père.

Telle est, précisément, la solution consacrée par le tribunal civil de Lille dans son jugement du 22 février 1878, à propos de l'affaire Demulier contre M. le Préfet du Nord : « Attendu, dit le tribunal, que le

demandeur, Henri-Charles Demulier, est né hors mariage à Mouscron (Belgique) le 16 juin 1823, d'une mère belge, Virginie Lecroart, domiciliée audit Mouscron, et d'un père français, Ferdinand-Joseph Demulier, né à Wattrelos (France) et domicilié dans ladite commune, tant au moment de la rédaction de l'acte de naissance de l'enfant, contenant reconnaissance de la part du père, qu'à celui du mariage des père et mère, célébré à Mouscron le 30 juillet 1823, le tout, ainsi qu'il résulte des énonciations des actes de l'état civil; — Qu'un *enfant naturel*, né ainsi de père et mère de nationalités différentes et reconnu par eux, *suit la nationalité du nom, c'est-à-dire du père;* que par conséquent, Henri-Charles Demulier est Français; — Que l'article 8 des lois constitutionnelles du royaume des Pays-Bas, en date de 1815, ne concerne que les individus nés de parents domiciliés soit dans le royaume, soit dans les colonies; qu'il est donc tout à fait étranger à la cause; — Que d'un autre côté, Henri-Charles Demulier n'a pas perdu postérieurement la qualité de Français, par suite du tirage au sort qu'il a subi en Belgique, en 1842, ce fait s'étant passé alors que l'intéressé était encore mineur, et le numéro obtenu par lui l'ayant exempté de tout service militaire; — Que jamais non plus, il ne s'est établi en Belgique sans esprit de retour, puisqu'en 1852, il est venu se fixer à Wattrelos, commune qu'il n'a pas quittée depuis; — Qu'enfin il n'y a pas à rechercher si Ferdinand-Joseph, père dudit Henri-Charles Demulier, avait, pendant la minorité de ce dernier, perdu la qualité de Français, l'enfant mineur ne pouvant point être dépouillé de sa nationalité par le fait de son père; — Qu'il suit de ce qui précède qu'Emile-Edouard Demulier est né à Wattrelos le 19 août 1857 d'un père français; — Qu'il est donc Français lui-même et qu'à bon droit, il a été inscrit sur les listes du recrutement; — Le tribunal dit qu'Emile-Edouard Demulier

est Français et, comme tel, tenu des obligations du recrutement en France. »

1044. Ainsi que le lecteur peut le voir, c'est presque toujours à propos du recrutement, en France, que sont soulevées, dans nos pays frontières, les questions de nationalité et d'extranéité. La majeure partie des consultations, sollicitées dans les cabinets d'avocats, ont exactement le même objet.

A ce propos, il ne sera peut-être pas sans intérêt de rapporter ici des faits à propos desquels notre avis fut demandé dernièrement : cet exposé complètera les notions sommaires données *suprà*, nos 691 à 723, page 521 et suivantes.

Nous fûmes consulté, au mois de novembre 1878, par l'un de nos anciens élèves, malheureusement décédé depuis, M. Bataille. M. Bataille, qui habitait alors le village de Quiévrain, en Belgique, désirait être fixé sur sa situation au point de vue militaire, soit vis-à-vis de l'Etat Belge, soit vis-à-vis du gouvernement Français : il avait, dans les deux pays, des intérêts considérables. Voici les faits, tels qu'ils nous furent exposés.

M. Bataille est né en Belgique le 31 janvier 1857. Son père était Français et a toujours conservé cette qualité, bien que domicilié en Belgique depuis l'époque de son mariage. Le consultant, après examen tout à la fois des articles 9 et 10 du Code civil français et des articles 9 et 10, identiques en la forme et au fond, du Code civil belge, a cru avoir un *droit d'option pour la Belgique*, dans l'année qui suivrait sa majorité, sans toutefois pouvoir être *préalablement* soumis à la loi française sur le recrutement de l'armée. Mais, au mois de mai 1878, M. Bataille, modifiant son intention première, a résolu *d'opter pour la France*. Il a alors demandé à faire le volontariat d'un an. (Il faut noter que le consultant avait, à ce moment, vingt-un ans accomplis).

M. le Ministre de la guerre a refusé catégoriquement

cette faculté au consultant : le volontariat d'un an est, en effet, un pur bénéfice dont la revendication n'est possible que dans l'année précédant le tirage au sort. M. Bataille avait laissé passer l'époque fixée par la loi française du 27 juillet 1872, articles 53, 57 et suivants. Par conséquent, sur ce point, la décision ministérielle est à l'abri de toute discussion.

Mais, M. le Ministre de la guerre ne s'est pas borné à rejeter la demande du consultant. Le Maire de la commune de Quiévrechain (Nord), où le consultant *se disposait* à élire domicile, a reçu une injonction formelle d'avoir à porter *d'office* et immédiatement, sur les listes de l'année actuelle, M. Bataille comme *indûment omis* sur la liste de son tirage.

Le consultant, exposé ainsi, ou bien à faire cinq ans de service militaire, ou bien, s'il se retirait en Belgique, a être arrêté comme réfractaire et traduit devant un conseil de guerre, le premier jour où il mettrait les pieds en France, a fait agir près de M. le Ministre de la guerre, afin d'obtenir le retrait de l'injonction précédemment visée.

Le Ministre de la guerre a maintenu dans son intégrité sa précédente décision, en invoquant notamment les motifs suivants que nous ne faisons que transcrire : « .... La loi militaire dit formellement que les » engagements conditionnels d'un an doivent *précéder* » les opérations du tirage au sort. Si cette pres- » cription tirait son origine d'un simple règlement ou » d'un arrêté, peut-être eût-il été possible de tenir » compte à M. Bataille des circonstances particulières » dans lesquelles il se trouve. Mais dans l'espèce, il » est tout à fait impossible d'aller à l'encontre d'une » loi aussi catégorique; — De plus, si, d'après la » législation belge, M. Bataille est effectivement en » situation de pouvoir opter pour la nationalité belge, » il n'est pas du moins considéré, *en France*, comme » jouïssant de cette faculté;

» *En fait, habitant la Belgique, il peut se faire* » *naturaliser Belge. Mais, en droit, il serait toujours* » *regardé en France comme Français et devrait être* » *classé dans la catégorie des insoumis. Il ne pour-* » *rait pas, par conséquent, désormais, venir en* » *France, sans s'exposer à être poursuivi immédiate-* » *ment, devant un Conseil de guerre, comme réfrac-* » *taire;*

» N'ayant pas rempli en temps utile les formalités » nécessaires pour être admis au volontariat, M. Bataille » se trouve donc, au point de vue où doit se placer » l'autorité militaire française, dans la *nécessité absolue* » d'accomplir en France les cinq années de service » exigées par la loi du 27 juillet 1872 sur le recru- » tement de l'armée. »

En présence de cette décision rigoureuse, M. Bataille nous demandait s'il ne pourrait pas se soustraire au service militaire en France, à l'aide d'une option expresse pour la nationalité belge, ou même en recourant aux formalités de la naturalisation en Belgique. Le consultant ajoutait qu'il ne voudrait, à aucun prix, être considéré comme réfractaire en France, où l'appellent fréquemment ses intérêts et ses relations. Il importait, tout d'abord, de bien poser les principes généraux du droit en cette matière.

M. Bataille est né le 31 janvier 1857, en Belgique, d'un Français : donc, à notre point de vue national, il est, de plein droit, Français : car l'article 10 de notre Code civil est ainsi conçu dans son alinéa 1er : « *Tout enfant né d'un Français, en pays étranger,* » *est Français.* »

Par conséquent, M. Bataille était soumis à la loi française sur le recrutement : il aurait dû prendre part au tirage au sort. Il relève de l'autorité militaire française, et peut être poursuivi comme réfractaire, s'il n'obtempère pas à ces injonctions.

Il importe toutefois de remarquer que cette situation

peut changer, si un fait juridique nouveau vient modifier son état personnel et sa nationalité première.

Nous arrivons ainsi à nous préoccuper de la part à faire à la législation belge, en face de la législation française.

Le consultant, étant né sur le territoire belge, peut incontestablement bénéficier de l'article 9 du Code civil belge, qui donne à tout individu, né en Belgique d'un étranger, la faculté d'opter pour la nationalité belge dans l'année qui suivra sa majorité.

Par conséquent, M. Bataille, né le 31 janvier 1857, sera, jusqu'au 31 janvier 1879, dans le délai légal pour *réclamer*, conformément à l'article 9, la nationalité belge. Cette solution est certaine au point de vue du droit belge.

Tant que le consultant n'aura pas agi ainsi, tant qu'il ne sera pas en état de représenter un certificat de naturalité belge, il restera sans doute Français, et il ne pourra même pas être considéré provisoirement comme Belge, ainsi que la jurisprudence l'a décidé en France pour le cas inverse : (loi du 21 mars 1832 art. 2; — Seine, 10 juillet 1859, et Paris, 30 juillet 1859; Valette, *Explications sommaires du Code civil*, pages 46 et 47).

Mais, (et c'est ici qu'il convient d'examiner de près la solution rigoureuse de M. le Ministre de la guerre), ce certificat de naturalité belge une fois obtenu et toutes les conditions requises pour obtenir la nationalité belge étant remplies, l'autorité militaire française pourrait-elle encore émettre la prétention de considérer, en France, M. Bataille comme Français malgré lui, et le traiter, en conséquence, comme un insoumis ou un réfractaire?

Il nous paraît impossible que l'on puisse ainsi, en France, persister à considérer M. Bataille comme Français et le traiter comme un insoumis ou un réfractaire, *à partir du jour où il pourrait justifier avoir*

été naturalisé Belge, par application de l'article 9 du Code civil de Belgique.

Il ne s'agit pas, en effet, ici d'une naturalisation que M. Bataille obtiendrait par une pure faveur du gouvernement Belge, et dans le but direct et avoué de *faire fraude* à la loi militaire française, en échappant au recrutement et au service militaire. Il s'agit, pour le consultant, de l'exercice d'un droit naturel et primordial inscrit, en termes formels, dans la constitution belge, titre 2, article 4, et règlementé par l'article 9 du Code civil belge, comme une application souveraine de la liberté individuelle.

Dès lors, toute poursuite, qui, conformément à la doctrine de M. le Ministre de la guerre, serait exercée de ce chef contre M. Bataille, amènerait nécessairement un conflit diplomatique : le consultant, en effet, pourra se plaindre au gouvernement belge de l'action dirigée contre lui, individu désormais Belge, *postérieurement* à sa naturalisation. Le principe international de l'autonomie et de l'indépendance réciproque des Etats s'oppose, en effet, à ce que le citoyen d'un pays puisse être atteint par la loi militaire d'un pays voisin. De plus, il est indispensable qu'il en soit ainsi : car autrement un particulier pourrait être amené à subir un enrôlement forcé contre son propre pays.

Mais, (et là est le nœud de la difficulté) que décider pour l'époque *antérieure* au jour de la naturalisation que M. Bataille se propose d'obtenir en Belgique ? Le consultant est autorisé, par l'article 9 du Code civil belge, à exercer son option dans l'année qui suit sa majorité de vingt et un ans, par conséquent jusqu'à vingt-deux ans. Or précisément le service militaire pèse, en France, sur le citoyen, dès l'âge de vingt et un ans, aux termes des articles 3 et 8 de la loi du 27 juillet 1872. Dans cette mesure et pour cette année là, la doctrine de M. le Ministre de la guerre peut-elle prévaloir, en telle sorte que, de ce

chef du moins et dans cette mesure, M. Bataille puisse être considéré comme insoumis ou réfractaire et traité comme tel?

Sans doute, pendant cette période intermédiaire, — du jour de sa vingtième année au jour de sa naturalisation en Belgique, — M. Bataille, en ne se présentant pas devant l'autorité militaire française, a violé la loi française qui le régissait alors incontestablement. Cette *violation* est, d'après l'article 12 de la loi du 27 juillet 1872, bienveillamment réputée être une *simple omission* et donne lieu à une régularisation d'inscription.

Mais il nous semble que les faits accomplis dans cette période intermédiaire où M. Bataille, n'étant pas encore Belge, aura conservé *provisoirement* la qualité de Français, sont indifférents en la cause et au point de vue de la situation du consultant vis-à-vis de l'autorité militaire française.

En effet, les irrégularités qui auraient pu être commises par M. Bataille seront couvertes *rétroactivement* par la naturalisation obtenue en Belgique, la jurisprudence et la doctrine, en France, s'accordant, d'une manière à peu près constante (1), à décider que toute naturalisation obtenue, conformément à l'article 9 du Code civil français, a un effet rétroactif : un Belge, par exemple, né en France de parents belges, mais qui, dans l'année suivant l'époque de sa majorité, a réclamé la nationalité française, est réputé, *en droit*, avoir toujours été Français : c'est le sens que la Cour de cassation française a attribué au mot « *réclamer*, » notamment dans un arrêt du 19 juillet 1848 (Dev. 1848-1-529).

Par la même raison et par voie de réciprocité, l'article 9 du Code civil belge étant conçu exactement dans les mêmes termes que l'article 9 du Code civil français, auquel il a été emprunté, on doit décider pareillement

(1) Nous avons toutefois contesté cette interprétation (*suprà*, n° 161, p. 124 et suivantes), au point de vue théorique.

que le Français, né en Belgique de parents Français, mais qui, dans l'année suivant l'époque de sa majorité, a réclamé la qualité de Belge, *doit être réputé Belge rétroactivement et dès le jour de sa naissance* (1).

Toute autre solution amènerait des conflits insolubles dans les relations internationales, au grand préjudice des citoyens exposés ainsi à être tiraillés entre deux lois militaires incompatibles et également rigoureuses. Comparez Valette, *Expl. somm. du Code civil*, page 48; Demolombe, *Cours de Code civil*, t. 1, page 188; Cass., 5 mai 1862 (Dev. 1862-1-657).

Il nous est donc impossible, en l'état du moins de la doctrine et de la jurisprudence, d'admettre comme juridique, l'interprétation donnée au consultant par M. le Ministre de la guerre, lorsque celui-ci déclare, dans la lettre précitée, que, nonobstant toute naturalisation en Belgique, M. Bataille devrait être, *en droit*, toujours regardé comme Français et classé par l'autorité militaire française dans la catégorie des insoumis.

Cette interprétation est contraire à tous les principes. Son application dans l'espèce serait même particulièrement injuste : M. Bataille, en effet, dans une communication faite au dernier moment, nous révèle qu'il a tiré au sort en Belgique, mais qu'il a eu la chance d'y prendre un bon numéro. Or, nul citoyen ne peut être, au point de vue du droit constitutionnel, forcé de subir le tirage au sort dans deux pays différents; car autrement il pourrait y avoir ainsi création simultanée d'obligations militaires absolument incompatibles. Cela arriverait notamment en cas de guerre entre les deux pays.

En dernière analyse, voici notre conclusion : en ce moment, M. Bataille est encore Français : il a été indûment omis; il peut subir les injonctions de l'autorité mili-

(1) Nous avons pris ici, comme base de notre raisonnement, la jurisprudence existante : mais nous croyons cette interprétation susceptible d'exciter des doutes sérieux au point de vue doctrinal : voyez *suprà*, nos 161 et suivants, pag. 124.

taire française : il peut, en l'état, devenir insoumis ou réfractaire dans les conditions prévues par le Code français de justice militaire, article 230, et par la loi du 27 juillet 1872, article 61; il peut être exposé à des poursuites sur le territoire français. Dans cette mesure, la doctrine de M. le Ministre de la guerre est irréprochable.

Mais M. Bataille peut échapper à cette situation par une naturalisation régulièrement obtenue en Belgique dans les termes de l'article 9 du Code civil de ce pays.

A partir du jour où, conformément à cet article 9, le consultant aura *réclamé* la nationalité belge et l'aura fait reconnaître en sa personne, cette consécration de la qualité de Belge opérera rétroactivement, du moins d'après la jurisprudence, au jour de sa naissance. Désormais M. Bataille ne pourra plus avoir rien à craindre de l'autorité militaire française. A ce dernier point de vue, la doctrine opposée, émise par M. le Ministre de la guerre, est absolument inadmissible. Elle est contraire à la jurisprudence et à l'opinion de la majorité des auteurs. Le consultant, s'il était inquiété, devrait immédiatement porter la question, à la fois sur le terrain judiciaire et sur le terrain diplomatique : il obtiendrait certainement une solution conforme à ses plus chers intérêts.

M. Bataille étant décédé quelques mois après la présente consultation, aucune suite ne put être donnée à l'affaire le concernant.

1045. Avant de quitter l'exposition des documents de jurisprudence se rapportant à notre *première Etude*, nous devons encore signaler une importante décision du tribunal civil de Chambéry rapportée dans la *France judiciaire*, 4e année, pages 435 à 438.

Le tribunal applique avec fermeté, à propos de *l'annexion de la Savoie à la France*, le principe de la *non rétroactivité des effets* de l'annexion. Après avoir posé ce principe dans notre *première Etude*, nous

l'avons développé dans notre *troisième Etude*, *suprà*, nos 557 à 567, pages 448 et suivantes.

Le jugement précité du tribunal civil de Chambéry, rendu à la date du 4 février 1880, rappelle d'abord que, sous la législation sarde, les églises et leurs dépendances étaient la propriété des fabriques. De là les juges concluent, avec raison, que, depuis l'annexion de 1860, à la France, la *propriété des églises et de leurs dépendances est restée, en Savoie, dans le domaine des fabriques, qui en étaient déjà propriétaires, la loi française n'ayant d'effet que pour l'avenir et ne pouvant pas modifier les droits acquis. (Commune de Sonnaz* contre *Fabrique de Sonnaz.)*

Voici les faits de la cause. — Le 2 octobre 1878, un procès-verbal fut dressé par le garde champêtre de Sonnaz contre le curé de la commune, qui faisait élaguer des platanes se trouvant, sur la place, devant l'église. Le curé expliqua que ces platanes étaient la propriété de la fabrique, et qu'il les faisait élaguer avec l'autorisation du conseil de fabrique. Il ne fut donné aucune suite au procès-verbal.

Mais la commune se fit autoriser, par le conseil de préfecture de la Savoie, à intenter une action pétitoire contre la fabrique; et, par exploit du 16 octobre 1879, elle assigna cette dernière devant le tribunal civil de Chambéry, pour la faire déclarer sans droit sur les platanes et sur le sol de la place devant l'église, pour la faire condamner à restituer à la commune le bois coupé et à lui payer les dommages-intérêts. Le tribunal a rendu le jugement suivant, qui consacre un principe, dont les conséquences en droit sont de la plus grande importance :

« Le tribunal : — attendu qu'au vu des conclusions respectivement prises par les parties, la question soumise à la décision du tribunal est celle de savoir à qui, de la commune de Sonnaz ou de la fabrique, appartient la propriété de la place, qui se trouve devant l'église,

inscrite sous le n° 225 de l'ancien cadastre, et sous le n° 218 du nouveau;

» Attendu que, la fabrique fondant son droit de propriété exclusive sur la place dont il s'agit, et par voie de conséquence sur les platanes qui s'y trouvent, sur ce que les lois sardes, en vigueur à l'époque où l'église a été construite, soit en 1842, reconnaissaient aux fabriques, à l'exclusion des communes, le droit de propriété des églises et de leurs dépendances, il est le cas d'examiner avant tout si, en droit, cette prétention est fondée;

» Attendu qu'avant la révolution française, les fabriques n'existaient pas dans les Etats sardes, comme en France; que les églises et leurs dépendances étaient la propriété des bénéfices et portées ordinairement au cadastre en leur nom; qu'en 1814 et 1815, l'ancien droit a été remis en vigueur; mais qu'il est à remarquer qu'il a été modifié par deux dispositions législatives très importantes, les lettres patentes du 5 avril 1825 et le manifeste sénatorial du 22 août de la même année; qu'il résulte, à l'évidence, de ces dispositions, et notamment des articles 2 et 5 du manifeste, que la propriété des églises et de leurs dépendances a été attribuée d'une manière exclusive aux fabriques, qui ont été chargées des grosses réparations, le concours des communes ne pouvant être exigé que lorsque les ressources de la fabrique elle-même ne suffisaient pas pour les réparations ou reconstructions; que la propriété des églises et de leurs dépendances a formé alors principalement le temporel de la fabrique, et que la loi communale sarde de 1848 n'a, en rien, modifié ce droit de propriété; que c'est dans ce sens que la Cour de Chambéry a interprété les lettres patentes du 25 avril 1825 et le manifeste sénatorial du 22 août 1825, et que ses décisions sur ce point ont été consacrées d'une manière formelle par deux arrêts de la Cour de cassation de Turin des 15 et 18 novembre 1858; — qu'il ne peut dès lors être douteux que, sous

l'empire de la loi sarde, les églises et leurs dépendances étaient la propriété des fabriques et non des communes; qu'il doit en être ainsi de la propriété de l'église de Sonnaz et de la place qui en forme une dépendance, du moment qu'elle a été construite en 1842, et qu'appartenant alors à la fabrique, il n'est point justifié que cette dernière ait été dépouillée du droit de propriété qui lui appartenait;

» Attendu que, pour se soustraire aux conséquences de cet état de choses, la commune de Sonnaz soutient que le sol, qui a servi à l'emplacement de l'église et de la place, n'a pas été donné à la fabrique par le comte de Sonnaz, mais à la commune; — que cette place n'est nullement nécessaire aux besoins du culte, et que, donnant accès non seulement à l'église mais à la mairie et aux écoles, on ne peut la considérer comme une dépendance absolue et nécessaire de l'église; — qu'enfin et dans tous les cas, par suite de l'annexion de la Savoie à la France et de l'application des lois françaises sur les fabriques, la propriété dont il s'agit, si elle avait existé en faveur des fabriques, aurait été transmise, de plein droit, aux communes, qui, en France, sont propriétaires exclusives des églises et de leurs dépendances;

» Attendu qu'il résulte, à la vérité, des pièces produites que c'est à la commune de Sonnaz que les 108 toises de terrain (ancienne mesure), reconnues nécessaires pour la construction de l'église, ont été abandonnées gratuitement par le comte de Sonnaz en 1841; mais qu'il en résulte également que cet abandon n'a été demandé et obtenu que dans le but précis et déterminé de le faire servir à la construction de l'église; que c'est donc à la paroisse en réalité et non à la commune que cet abandon a été consenti, et que d'ailleurs l'église et ses dépendances devant appartenir alors, de droit, à la fabrique, la circonstance que le terrain a été cédé à la commune ne suffirait pas pour modifier et transformer un droit de

propriété consacré par les lois en vigueur; que d'ailleurs c'est bien au nom de l'église et de ses dépendances que les 108 toises abandonnées en 1841, correspondant à 7 ares 85 centiares, ainsi que la commune elle-même le reconnaît dans sa délibération du 16 mai 1879, ont été inscrites au cadastre nouveau sous les nos 717 et 718; — Qu'il importe peu, d'un autre côté, que la place, dont il s'agit, ne serve plus aujourd'hui exclusivement d'accès à l'église paroissiale, et serve également d'accès à la mairie et aux écoles, construites depuis 1860 sur un emplacement dû également à la générosité de la famille de Sonnaz, car cette circonstance ne peut porter atteinte à un droit acquis de propriété; que, dans la donation faite en 1841 par le comte de Sonnaz, aucune distinction n'a été faite entre l'espace qui serait occupé par la construction même de l'église et celui qu'elle n'occuperait pas; qu'il suffit de lire la lettre du comte de Sonnaz en date du 18 mai 1841 et la délibération du conseil communal en date du 22 même mois, pour se convaincre que, soit dans la pensée du donateur, soit dans celle des conseillers de la commune, la place au-devant de l'église, comme celle qui serait laissée libre autour de l'édifice, devait former une dépendance accessoire de l'église elle-même; que, si cette place, par suite de constructions nouvelles, sert aujourd'hui au public pour d'autres usages que celui auquel elle était destinée, ce dont la fabrique ne se plaint pas, cette circonstance ne pourrait modifier un droit de propriété préexistant;

» Attendu enfin que l'annexion de la Savoie à la France a trouvé les fabriques propriétaires des églises et de leurs dépendances; que rien n'établit qu'elles aient été dépouillées alors d'un droit de propriété incontestable, le fait de l'annexion n'ayant point pu porter atteinte à des droits légitimement acquis; qu'aucune disposition législative n'est d'ailleurs intervenue alors, en ce qui concerne les fabriques, et qu'on doit en conclure que, si pour

l'avenir les lois françaises sur cette matière doivent seules servir de règle, les droits acquis ont dû rester à l'abri de ces dispositions; qu'il doit d'autant plus en être ainsi, que, si en France les fabriques et leurs dépendances sont généralement considérées comme appartenant aux communes, c'est non en vertu d'un texte de loi précis, mais en vertu d'une jurisprudence constante du conseil d'Etat, jurisprudence basée sur ce que les églises avaient été attribuées aux communes avant le concordat, circonstance qui ne peut être invoquée en ce qui concerne les fabriques sous la loi sarde;

» Attendu, cela posé, que, le droit de propriété de la fabrique au sol de la place de l'église étant constant, il en résulte qu'elle doit être présumée propriétaire des platanes, qui y ont été plantés; que cette présomption, consacrée par l'article 550 du Code civil, se trouve corroborée par les faits de jouissance articulés, et dont la preuve résulte déjà suffisamment du fait même qui a donné lieu à l'action pétitoire de la commune de Sonnaz, et de la délibération de la fabrique des 4 mai 1862 et 12 avril 1863; que les faits articulés par la commune de Sonnaz l'ont été moins pour établir qu'elle avait planté elle-même les platanes en question et faire la preuve exigée par le susdit article 553, qu'à l'appui de ces conclusions principales sur le chef de la propriété; qu'il est le cas, dès lors, tout en la déboutant desdites conclusions, de lui réserver tous droits, pour le cas où, insistant à soutenir que c'est elle qui a fait planter les platanes, elle voudrait se prévaloir de l'article 555, qui règle les droits, que peut avoir le tiers qui a fait des plantations sur le terrain d'autrui; — Par ces motifs : — Sans s'arrêter aux exceptions de la commune de Sonnaz ni aux faits qu'elle a articulés, sauf à elle à se prévaloir des dispositions de l'article 555 du Code civil, en ce qui concerne les plantations dont l'élagage a motivé le procès-verbal du 2 octobre 1878, qui a donné lieu à la présente instance, la déboute de toutes ses conclusions et la condamne aux dépens. »

1046. Dans notre *seconde Etude*, pages 375 à 381, nous avons dû, (voyez notamment le n° 460, pag. 377), indiquer les faits principaux susceptibles d'être pris en considération, comme indiquant l'existence ou l'absence de *l'esprit de retour*, suivant les termes de l'article 17, alinéa 3 du Code civil.

Le tribunal civil de Lille a rencontré cette difficulté dans un jugement du 14 février 1873 (affaire Blieck contre M. le Préfet du Nord). Il a accepté entièrement les principes posés *suprà*, n° 460, page 377.

Voici, du reste, les termes de la décision citée : « Attendu que Charles-Louis Blieck, aïeul du demandeur, étant né à Wervicq-Sud, (France), le 25 novembre 1770, était Français, aux termes des lois alors en vigueur; que si, en 1772, il est allé habiter Wervicq-Nord, (Belgique), il n'est pas établi qu'il ait quitté la France sans esprit de retour ; qu'une semblable intention, en l'absence d'une manifestation formelle, ne saurait résulter du fait, par l'intéressé, d'avoir simplement franchi la frontière pour aller se fixer à quelques pas de son domicile, et dans une autre partie, pour ainsi dire, de la même commune; — Qu'il s'ensuit que Pierre-Joseph Blieck, fils du précédent et père du demandeur, né le 22 octobre 1803, d'un Français à Wervicq-Nord, est Français; — Qu'il est indifférent que ladite commune de Wervicq-Nord fût à cette époque momentanément réunie au territoire français, et que depuis elle en ait été détachée par les traités de 1815; que si, en effet, aux termes des lois intervenues à l'occasion de ces traités, l'enfant né ainsi, dans un pays réuni à la France, d'un père devenu Français par l'effet de cette réunion, a perdu, comme son père, la qualité de Français par la séparation ultérieure des deux pays, il n'en est pas de même de l'enfant né d'un père français d'origine, et qui était établi dans le pays étranger antérieurement à la réunion; que le père ayant alors la qualité de Français par suite de sa

naissance antérieure sur le sol de la France, et nullement comme conséquence de l'acte politique, en vertu duquel s'est effectuée la réunion des deux pays, la séparation des territoires qui remet la chose en l'état au moment de la réunion, ne saurait avoir pour résultat de faire perdre ladite qualité de Français, soit au père, soit à l'enfant; — qu'il est inadmissible que, par le fait de la réunion momentanée à la France du pays dans lequel il est allé se fixer, le Français se trouve privé de sa nationalité, alors qu'il l'aurait certainement conservée au cas où le pays n'aurait jamais cessé d'être étranger;

» Attendu, d'un autre côté, que les dispositions de la loi fondamentale des Pays-Bas du 24 août 1815, invoquées par le demandeur, n'ont pas pu faire perdre à un Français la nationalité que lui reconnaissait la loi française;

» Attendu enfin qu'il importe peu que Pierre-Joseph Blieck ait, pour la levée de 1822, satisfait à la loi sur la milice nationale en Belgique, et que le numéro 28, qui du reste l'a exempté de tout service, lui soit échu; — qu'à ce moment, il était encore mineur, et qu'en conséquence sa participation à cet acte n'a pu avoir pour effet de lui faire perdre sa nationalité;

» Attendu qu'il résulte de ce qui précède que Pierre-Joseph Blieck n'a jamais, pas plus que son père Charles-Louis Blieck, cessé d'être Français; — qu'en conséquence le demandeur, fils et petit-fils des précédents, né à Wervicq-Sud, (France), le 20 mars 1833, a également la qualité de Français, qualité qu'il s'est d'ailleurs reconnue lui-même en servant pendant sept ans dans l'armée française; — le tribunal, en déclarant que ledit demandeur est Français, le déboute de ses fins et conclusions et le condamne aux dépens. » Voyez, dans le même sens, Douai, 25 mars 1863, (*Jurisprudence spéciale de la Cour*, 1863, t. XXI, pag. 113 à 117, avec les notes et références; — Colmar, 19 mai 1867 (D. P.

68-2-225 à 228); — Dalloz, *Tables* de 1867 à 1877, *vèrbo* Droits civils, n° 40.

1047. Nous avons également traité, dans notre *seconde Etude* (*suprà*, n^os^ 496 à 512, pag. 403 à 412), les questions soulevées à propos du démembrement de 1814. Nous avons notamment rappelé, au n° 497, page 404, notre *critérium rationnel* de dénationalisation, qui est celui de *l'origine jointe au domicile*. Cette manière de voir paraît partagée par le tribunal civil de Lille, dans son jugement du 9 août 1878 (affaire Defives contre M. le Préfet du Nord). Voici, en effet, le texte de cette décision :

« Attendu que Charles-Louis Defives, aïeul du demandeur, était Français d'origine, comme né à Prémesque (France), le 29 avril 1783, de parents français; que si, en 1809, pendant la réunion temporaire de la Belgique à la France, il a été se fixer à Warneton (Belgique), et s'il a continué d'y résider après la séparation des provinces annexées opérée par les traités de 1814, cette circonstance ne suffit pas pour lui avoir fait perdre sa qualité de Français; qu'en effet, *d'après les principes généraux de notre droit*, comme *d'après l'article* 3 *de la loi des* 14-17 *octobre* 1814, *le démembrement du territoire n'opère d'effet que sur les naturels, c'est-à-dire sur ceux qui y étaient nés ou naturalisés et qui y avaient leur domicile;*

» Attendu, d'autre part, que la prolongation de la résidence de Charles-Louis-Joseph Defives, soit à Warneton, soit à Ploegsteert, commune voisine, jusqu'à son décès arrivé en 1863, ne prouve pas l'absence de l'esprit de retour; que l'esprit de retour est toujours présumé, à moins qu'il n'y ait des faits contraires qui prouvent la volonté certaine de changer de nationalité; qu'aucun de ces faits n'est articulé; qu'en vain l'on objecte que cinq fils de Charles-Louis-Joseph Defives auraient fait partie, de 1828 à 1839, des milices néerlandaises et belges, et que l'un d'eux aurait même été incor-

poré dans l'armée belge ; que ces faits, qui peuvent s'expliquer par les législations spéciales aux deux royaumes dont il s'agit, sont sans influence aucune sur la nationalité française dont la perte ne peut être subie que dans les cas et conditions prévues par la loi française ; qu'ainsi l'aïeul a conservé sa qualité de Français ;

» Attendu que Narcisse-Joseph Defives, son fils, père du demandeur, est Français, comme né en pays étranger d'un Français ; qu'il n'est pas justifié qu'il ait changé cette qualité en faisant les déclarations prescrites par l'article 9 du Code civil, ni qu'il l'ait perdue en prenant du service militaire en Belgique ; qu'il est, au surplus, venu habiter la France en 1850, ce qui démontre l'esprit de retour ; qu'il est donc resté Français ; — attendu que Jules-Désiré Defives, né à Frelinghien le 15 février 1857 d'un père français, est Français ; — le tribunal déclare Français Jules-Désiré-Joseph Defives. »

1048. Il est encore utile de signaler, à propos du traité du 20 novembre 1815, un jugement du tribunal civil de Lille, rendu à la date du 4 novembre 1865 et confirmé le 25 avril 1866 par un arrêt de la Cour d'appel de Douai.

Ces décisions judiciaires posent le principe suivant : « *La cession par la France à une puissance étrangère d'une portion de son territoire, enlève aux habitants domiciliés sur le sol cédé la qualité de Français. Spécialement, la perte de la qualité de Français a été encourue par les habitants qui n'ont pas usé de la faculté qui leur était accordée de se retirer dans l'intérieur de la France, pendant un délai de six ans, aux termes de l'article 7 du traité du 20 novembre 1815, par lequel la France a cédé aux Pays-Bas certaines portions de l'ancien sol français* (1).

(1) Voici le texte de l'article 7 du traité de 1815 : « Dans tous les » pays qui changeront de maîtres, tant en vertu du présent traité » que des arrangements qui doivent être faits en conséquence, il » sera accordé aux habitants naturels et étrangers, de quelque » condition et nation qu'ils soient, un espace de six ans, à compter

Voici les faits de cette affaire (Deffontaine contre Salembier), tels qu'ils sont rapportés par l'arrêtiste : « Le sieur Louis Deffontaine est né le 15 juillet 1806, dans *la cense des Chartreux* qui faisait partie de la commune de Baisieux, canton de Lannoy, arrondissement de Lille. Depuis cette époque, il a demeuré dans l'habitation de ses parents dont la famille exploitait la cense des Chartreux depuis 1613. En 1815, cette ferme a été cédée aux Pays-Bas par les traités des 20 novembre 1815 et 28 mars 1820. Aux termes de ces conventions diplomatiques, et spécialement aux termes de l'article 7 de la convention du 20 novembre 1815, il était accordé aux habitants naturels et étrangers un espace de six ans à compter de l'échange des ratifications (28 mars 1820), pour disposer de leurs propriétés et se retirer dans tel pays qu'il leur plairait de choisir. Par l'effet de cette cession, le territoire sur lequel était située la cense des Chartreux fut rattaché à la commune de Blandain (actuellement Belgique). Depuis les événements de 1830, Louis Deffontaine et tous les membres de sa famille, ayant continué à résider dans la ferme, étaient devenus étrangers à la France et avaient perdu la qualité de Français en conservant leur domicile dans la portion du territoire distraite du sol français. En 1825, Louis Deffontaine subit le tirage au sort en vertu de la loi sur le recrutement dans les Pays-Bas, et prit le numéro 39 qui ne fut pas appelé. Plus tard, il accepta le grade de lieutenant dans la garde civique, sous le règne de Léopold ; il fut porté sur la liste des électeurs

» de l'échange des ratifications, pour disposer, s'ils le jugent con-
» venable, de leurs propriétés, et se retirer dans tel pays qu'il
» leur plaira de choisir. »

Le traité du 24 mars 1860 (art. 6) établit un principe analogue pour la cession de la Savoie et du comté de Nice à la France. Les habitants des provinces cédées avaient, aux termes de l'article 6, un délai d'une année pour conserver leur nationalité italienne, en transférant leur domicile en Italie.

Pothier, dans son *Traité des personnes*, livre 1er, titre 2, développe une opinion conforme à cette théorie législative.

municipaux et politiques de la commune de Blandain. Plus tard encore, en 1848, paraît-il, il fut nommé conseiller municipal à Baisieux où les intérêts du moment l'avaient porté électeur. De 1848 à 1860, il fit partie du conseil municipal de cette commune. Vers cette époque, il quitta la cense des Chartreux et vint s'établir à Baisieux avec son frère Denis. Tous deux se firent inscrire comme électeurs. Lors des élections municipales, en 1865, ils furent élus conseillers municipaux. Mais Denis Deffontaine, obéissant aux prescriptions de l'article 11 de la loi du 5 mai 1855, donna sa démission. Le maire de Baisieux, le sieur Salembier, crut devoir protester contre l'élection des frères Deffontaine; il l'argua de nullité, en soutenant qu'ils n'étaient pas Français, qu'ils étaient Belges par suite des traités des 20 novembre 1815 et 28 mars 1820, n'ayant pas rempli, dans le délai de six ans, les formalités qui devaient leur assurer la qualité de regnicoles.

Le conseil de préfecture du Nord, ayant été saisi de la réclamation de Salembier, déclara, par arrêté du 9 août 1865, surseoir à statuer jusqu'à ce que les tribunaux civils eussent jugé la question d'état ou de nationalité. L'affaire ayant été soumise à l'examen du tribunal civil de Lille, un jugement du 4 novembre 1865 décida que Deffontaine avait perdu la qualité de Français et était devenu Belge, en vertu des traités de 1815. Voici le texte de ce jugement :

« Attendu que Louis-Joseph Deffontaine est né, le 15 juillet 1806, en *la cense des Chartreux*, alors dépendante de Baisieux, commune française, et que sa famille exploitait depuis plusieurs générations; qu'en 1820, et en vertu du traité en date du 28 mars entre la France et les Pays-Bas, une portion du territoire de Baisieux, comprenant nommément la cense dite des Chartreux, où ledit Deffontaine demeurait toujours avec ses parents, fut cédée et incorporée audit royaume des Pays-Bas, et devint partie intégrante de la commune de Blandain

(actuellement Belgique); qu'en vertu de ladite cession, la partie distraite passa, de par le droit des gens, territoire et naturels, sous une nouvelle domination et s'absorba dans une autre nationalité;

» Attendu que le remède à cette situation était, pour chacun de ces dénationalisés, dans le traité général du 20 novembre 1815 (art. 7), stipulant que dans tous les pays qui changeraient de maître, tant en vertu dudit traité que des arrangements qui seraient faits en conséquence (ce qui est précisément le cas de l'espèce, le traité de 1820 se référant à des rectifications apportées aux limites territoriales posées par le traité de 1815), « tout habitant naturel ou étranger jouirait de la » faculté, dans un espace de six ans à compter de » l'échange des ratifications, soit de disposer de ses » propriétés, soit de se retirer dans tel pays qu'il lui » plairait de choisir; »

» Attendu que, dans le délai imparti, et celui-ci n'eût-il commencé à courir contre Deffontaine que du jour de sa majorité, il n'a point usé du bénéfice de l'article 20 dudit traité; qu'au contraire, il résulte manifestement des faits et circonstances de la cause, que sa famille et lui ont accepté pleinement leur nationalité nouvelle, qu'ils n'ont tenté de répudier que dans ces derniers temps, c'est-à-dire vers 1862; — Qu'en effet, on retrouve successivement Louis Deffontaine concourir au tirage au sort pour le recrutement de l'armée des Pays-Bas, y devenir officier de la garde civique, y jouir des droits électoraux, toutes choses incompatibles avec la prétention, dont maintenant il excipe, de la nationalité française; — Et attendu que depuis il n'a point récupéré ladite nationalité par l'un des moyens légaux conformément au droit commun; — Le tribunal dit et déclare que Louis-Joseph Deffontaine n'est pas Français, et le condamne aux dépens. »

L'appel fut interjeté par Deffontaine. Voici l'arrêt de la Cour : La Cour : Adoptant les motifs des premiers

juges, met l'appellation au néant, ordonne que le jugement dont est appel sortira effet; condamne l'appelant, etc. Arrêt du 25 avril 1866.

Comparez, sur l'application de la loi du 14 octobre 1814, sur l'appréciation de l'esprit de retour, et sur la situation des enfants mineurs des nationaux annexés, les documents suivants, *en sens divers :* Douai, 1er juin 1855 (Delvigne contre le Préfet du Nord; — Douai, 2 juin 1855 (le Préfet du Nord contre Deren); trois autres arrêts de la même Cour également du 2 juin 1855; tous rapportés dans le *Recueil spécial de jurisprudence de la Cour de Douai*, année 1855, t. XIII, pages 218 à 225, avec une annotation complète de l'arrêtiste; — voyez aussi Douai, 18 décembre 1854, (*Jurisprudence de la Cour*), année 1855, t. XIII, pages 70 à 79 avec les notes; — Douai, 25 avril 1860 (*Jurisprudence de la Cour*), année 1860, t. XVIII, pages 167 à 170, avec la note. Ce dernier arrêt a, du reste, été cassé, par la Cour suprême, à la date du 5 mai 1862, sous la présidence de M. Troplong, (D. P. 1862-1-229 et 230). Il s'agissait, dans les espèces de ces deux arrêts, d'affaires dirigées par le Préfet du Nord, contre Lebeau (1re espèce) et contre Hénault (2me espèce); — ajoutez, Dalloz, *Tables* de 1867 à 1877, *verbo* Droits civils, nos 10, 44 et suivants; — Sirey et Ruben de Couder, *Tables* de 1861 à 1870, *verbis* Français et étranger, *passim*.

1049. Nous avons rencontré, incidemment, dans notre *troisième Etude* (*suprà*, no 604, page 472, et no 618, pag. 480, note 1), la question de savoir si le divorce devait être, *en France*, interdit même aux étrangers et aux anciens Français naturalisés à l'étranger, au nom de l'*ordre public*, tel qu'il se présente à nous depuis la loi du 8 mai 1816. Nous avons signalé, à ce propos, la divergence d'appréciations qui s'est produite, dans ces dernières années, entre la Cour d'appel de Douai (arrêt du 8 janvier 1877) et la Cour de cassation.

Nous avons dit que la Cour suprême persistant, avec raison, dans son ancienne doctrine, favorable aux étrangers *légalement divorcés,* avait cassé, à la date du 15 juillet 1878 (D. P. 1878-1-340), l'arrêt de la Cour de Douai du 8 janvier 1877 (D. P. 1878-2-7). L'affaire Placquet contre le maire de Lille a été renvoyée, à la suite de cette décision de la Cour de cassation, devant la Cour d'appel d'Amiens.

La Cour d'appel d'Amiens vient de se ranger, à la date du 15 avril 1880, à l'opinion de la Cour suprême. Voici le texte de cet arrêt, remarquablement motivé, de la Cour d'appel d'Amiens, en date du 15 avril 1880 :

« La Cour : — considérant que si, aux termes de l'article 3, § 3 du Code civil, les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissant les Français même résidant en pays étranger, par l'application du principe de réciprocité qui forme la base du droit international en cette matière, les lois qui régissent l'état et la capacité des étrangers les suivent eux-mêmes en France, lorsqu'ils y résident ;

» Considérant que les seules exceptions, apportées à ce principe, doivent résulter d'un texte précis de la loi, et qu'il est, d'ailleurs, toujours limité par les dispositions de l'article 6 du Code qui porte que nul ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs ;

» Considérant que, d'après l'article 147 du même Code, il est permis de contracter un second mariage, si la preuve de la dissolution du premier est rapportée ; que l'étranger administre cette preuve, s'il justifie que son mariage a été dissous conformément aux lois de son pays et spécialement par le divorce régulièrement prononcé, s'il s'agit d'un sujet belge ;

» Considérant qu'il serait contradictoire avec les règles ci-dessus rappelées que la liberté, qu'il a ainsi reconquise, ne dût pas le suivre en France et qu'il ne

pût pas, en cet état, contracter mariage avec une Française; — Qu'on exciperait, en vain, contre lui, des dispositions de la loi du 8 mai 1816 qui a aboli le divorce *en France;* que rien, dans le texte de cette loi, ne révèle la pensée de refuser l'effet d'une dissolution légale aux divorces qui seraient régulièrement prononcés, *entre étrangers*, par les tribunaux de leur pays; — Qu'on ne saurait objecter davantage que l'ordre public et les bonnes mœurs s'opposent au mariage que l'étranger divorcé voudrait contracter en France; que cette objection n'a jamais été opposée au Français lui-même, divorcé avant la loi du 8 mai 1816, qui a désiré contracter une nouvelle union, et qu'il n'existe pas de raison sérieuse de traiter autrement l'étranger qui se trouve dans la même situation;

» Considérant que, pour échapper à l'application de ces principes, on se prévaudrait vainement encore de ce que le premier mariage a été contracté avec une Française, puisque, celle-ci étant devenue étrangère par le mariage, la sentence qui a prononcé le divorce se trouve avoir l'autorité d'un jugement rendu entre étrangers et que, si la femme a pu redevenir Française, ce n'est que parce que son mariage est considéré comme légalement dissous;

» Considérant en fait qu'il est établi par des pièces produites en forme probante : — 1° Que Abel-Henri Placquet est né à Lille le 20 août 1848 de parents belges et qu'il a conservé la nationalité de ses père et mère; — 2° Qu'à la date du 11 août 1868, il a contracté mariage devant l'officier de l'état civil de Lille avec Elvire-Julie Platel, Française d'origine, née à Lille le 28 juillet 1834; — 3° Que, par jugement du 6 décembre 1869, le tribunal de première instance de Tournai (Belgique) a prononcé, au profit de la dame Placquet, la séparation de corps et de biens d'entre elle et son mari; — 4° Que trois années s'étant écoulées depuis ce jugement, et la femme ayant refusé de

faire cesser la séparation, Abel-Henri Placquet a obtenu à son tour du même tribunal, à la date du 12 mars 1873, un jugement admettant le divorce en vertu de l'article 310 du Code civil belge, et renvoyant Placquet à se présenter, conformément à la loi, devant l'officier de l'état civil de Leuze (Belgique), pour le faire prononcer ; — 3° Que le divorce a été, en effet, prononcé par ledit officier de l'état civil, à la date du 17 juillet 1873 ; — Qu'il suit de là que Placquet justifie régulièrement de la dissolution de son mariage avec la demoiselle Platel, et qu'à tort, lorsqu'il s'est présenté devant lui pour l'en requérir, le maire de Lille a refusé de procéder à son mariage avec la demoiselle Mélanie Bouchez ;

» Considérant néanmoins que, lorsque cette réquisition était faite, la question qui a arrêté le maire de Lille pouvait être regardée comme controversée, et que l'on ne saurait lui imputer à grief une résistance exclusivement dictée par un sentiment de réserve prudente ; — par ces motifs : la Cour, statuant par suite du renvoi ordonné par l'arrêt de la Cour de cassation du 15 juillet 1878, donne défaut contre le maire de Lille, non comparant, ni personne pour lui, quoique dûment assigné ; — et pour le profit, met l'appellation et le jugement dont est appel au néant ; — émendant..., statuant au principal et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire : — dit que le maire de Lille, en qualité d'officier de l'état civil, sera tenu de procéder aux publications préalables au mariage et ensuite à la célébration dudit mariage entre Abel-Henri Placquet et la demoiselle Mélanie-Augustine-Magdeleine Bouchez. »

Cet arrêt est, à tous les points de vue, conforme aux vrais principes. Comparez, sur cet arrêt, le remarquable article publié par M. Francisque Sarcey, dans le numéro du *Dix-neuvième Siècle* du jeudi 8 mai 1880 (n° 3054). Voyez aussi, en sens divers : — Gabba, *Revue*

pratique, 1876, p. 369. — Note de M. Cazalens, Dalloz, 1878-2-6. — Sur le statut personnel, quand l'application de la loi étrangère lèserait un intérêt français : Demolombe, t. I, nos 98 et suivants. — Dalloz, articles 3 et 147 du Code civil annoté. — Cass., 19 août 1875, Dalloz, 1875-1-151. — Paris, 2 août 1866, Dalloz, 1867-2-41. — Paris, 13 février 1872; Dalloz, 1873-2-160. — Sur l'assimilation de la mort et du divorce : Laurent, t. I, nº 395. — Dalloz, article 19 du Code civil annoté. — Dalloz, *Droits civils*, nº 167. — Sur la question générale du divorce prononcé à l'étranger entre personnes, toutes deux étrangères lors de leur union : — A. *Doctrine.* Affaire Bauffremont; Dalloz, 1878-2-1, et 1878-1-201. — Demangeat, sur Félix, t. I, p. 66, 167, 81. — Aubry et Rau, t. I, 30, 31; t. IV, p. 117; t. V, p. 469. — Blondeau, *Revue de Dr. fr. et étr.*, 1845, p. 151. — Hérisson, *Revue pratique*, 1870, 1re partie, p. 466. — Demolombe, t. I, nº 101. — Laurent, t. I, nº 93. — Dalloz, *verbo* Lois, 395. — Massé et Vergé, t. I, p. 37. — *Journal du Palais*, 1860, p. 15. — B. *Jurisprudence.* Nancy, 30 mai 1826; Sirey, 1826-2-256. — Paris, 18 mars 1843; Dalloz, 1844-2-89. — Poitiers, 7 janvier 1845; Sirey, 1845-2-215. — Cass., 16 déc. 1845; Sirey, 1846-1-100. — Paris, 20 sept. 1848; Sirey, 1849-2-11. — Cass., 21 juin 1858; Dalloz, 58-1-265. — Paris, 4 juillet 1859; Dalloz, 1859-2-153, (Et la plaidoirie de M. Dufaure.) — Cass., 28 février 1860; Dalloz, 1860-1-157, (Et conclusions de M. Dupin.) — Orléans, 19 avril 1860; Dalloz, 1860-2-82.

M. Detourbet, avocat général à la Cour d'appel d'Amiens, a donné des conclusions contraires aux termes de l'arrêt qui vient d'être rapporté.

Voici pourtant les faits très simples, qui avaient donné lieu au procès : la *Gazette des tribunaux* du jeudi 13 mai 1880, les expose dans les termes suivants : En 1868, Placquet, sujet belge, épousait à Lille Mlle Platel, Française, qui, par l'effet de ce mariage, devint Belge

(art. 19 Code civil). — Les époux Placquet se rendirent ensuite à Tournai (Belgique), où ils habitèrent. En 1869, la séparation de corps était prononcée. Le 1er mars 1873, un jugement du tribunal civil de Tournai admettait le divorce. Le 17 juillet 1873, le divorce était prononcé par l'officier de l'état civil. Les ex-époux revinrent ensuite, tous les deux, mais séparément, à Lille. Mlle Platel ne paraît pas, jusqu'à ce jour, avoir cherché à y convoler en secondes noces. Placquet, au contraire, s'adressa, dès 1875, au maire de Lille, en le priant de procéder, une seconde fois, à la célébration de son mariage. L'officier de l'état civil refusa d'obtempérer à cette demande. Une instance fut introduite par Placquet. Le tribunal civil de Lille, par jugement du 18 août 1876, approuva le refus opposé au demandeur par le maire de Lille.

Sur appel, la Cour de Douai confirma, le 8 juin 1877, le jugement sus-énoncé. Mais, le 15 juillet 1878, la Cour suprême cassa l'arrêt de la Cour d'appel de Douai (voir la *Gazette des tribunaux*, du 15 juillet 1878), en déclarant que l'officier de l'état civil avait eu tort de refuser de procéder aux publications et à la célébration du mariage de Placquet avec Mlle Bouchez. L'affaire, renvoyée devant la Cour d'Amiens, est venue à l'audience du 9 avril. Le maire de Lille a fait défaut.

Me Werquin s'est présenté pour Placquet, et a défendu la doctrine de l'arrêt de la Cour de cassation. A l'audience du même jour, M. Detourbet, avocat général, a combattu ce système. Il a fait d'abord remarquer que tous les documents de doctrine ou de jurisprudence visaient l'hypothèse d'un mariage entre étranger et étrangère, célébré à l'étranger, et suivi du divorce prononcé à l'étranger, hypothèse toute différente de celle du procès actuel. Dans le premier cas, M. l'avocat général reconnaît que la théorie de la Cour de cassation est inattaquable. Sans doute, l'article 147 est alors inapplicable, car la dissolution du mariage est certaine; Placquet est un homme « non marié. » Sans doute, le demandeur (futur

époux) a le droit d'invoquer les règles du statut personnel. Sans doute, la loi du 8 mai 1816, qui a abrogé le divorce en France, ne peut pas porter atteinte à des législations européennes, qui admettent ce mode de dissolution du lien matrimonial. Sans doute, on doit considérer comme Belge la femme française qui a épousé un Belge. Sans doute encore, on articulerait vainement que le nouveau mariage en France de l'étranger divorcé est contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, dans un pays où le divorce a été longtemps reconnu par le législateur. Le ministère public donne quelques développements à ces considérations, s'associe pleinement aux conclusions de M. le procureur général Dupin, dans l'affaire Bulkley (Dalloz, 1860-1-57) et indique les inconvénients de la solution contraire, notamment en matière de contrats civils. Un nouvel empêchement dirimant ne saurait être ajouté à ceux qui s'opposent au mariage.

Mais, selon M. l'avocat général, il convient de raisonner autrement *quand la première épouse du demandeur était une Française.*

Celle-ci, après le divorce prononcé en Belgique, ayant rempli les formalités nécessaires pour recouvrer sa nationalité (art. 19 du Code civil), est redevenue Française. Elle habite un pays où l'indissolubilité du lien matrimonial est indiscutable. Elle est contrainte de se soumettre à cette règle du statut réel. Elle ne saurait demander à contracter un second mariage en France, sa naturalisation étrangère (1) momentanée n'ayant pas eu pour effet de la relever de son incapacité à ce sujet. Pourquoi la situation de son ex-mari serait-elle plus favorable? Permettre à celui-ci une nouvelle union, c'est proclamer à son profit, aussi bien qu'au profit de la femme (indirectement), la dissolubilité de leur union. Remarquons,

(1) Nous contestons formellement cette affirmation : tout citoyen naturalisé régulièrement a tous les droits de l'indigène, dont il a emprunté la nationalité. Tel est l'axiome de droit à maintenir partout et toujours. Voyez, d'ailleurs, *suprà*, nº 623, pag. 484.

dit M. l'avocat général, que la demoiselle Platel aurait eu le droit de prendre, dans les débats, des conclusions d'intervention (art. 339 et suivants du Code de procédure civile). Elle aurait pu alors demander à être protégée ; elle aurait pu invoquer la législation de son pays (art. 8 du Code civil), et faire remarquer qu'elle n'a pas perdu sa qualité d'épouse ; elle aurait pu ajouter qu'aux termes d'une jurisprudence constante, qui ne fait que consacrer la grande maxime, *Neminem lædere*, les règles du statut personnel cessent d'avoir effet, quand l'application de la loi étrangère serait de nature à compromettre un intérêt français. Or, ce que la demoiselle Platel ne réclame pas, le ministère public peut le demander pour elle. Quand la loi de son pays est en contradiction avec la loi étrangère, le juge français opte forcément pour la première. Il ne doit sanctionner aucun empiètement de la loi étrangère, au détriment de la loi française, qui se trouverait comme paralysée sur le sol national. Il a, devant lui, non pas deux étrangers, mais une Française et un étranger. Enfin, bien que les souverainetés des deux pays soient opposées, il n'a cependant qu'une patrie. La situation des époux Placquet, par suite du divorce, est la même que celle des individus qui ont eu des relations légales sous l'empire d'une loi ensuite abrogée. Or il est de principe qu'aucune atteinte ne peut être apportée à des droits acquis. Et au nombre de ces droits figurent, en première ligne, ceux qui touchent à l'état des personnes. Qu'une loi française rétablisse le divorce, les anciens rapports se trouveront-ils modifiés ? Nullement. Les séparations de corps, antérieures à la loi nouvelle, seront-elles, par exemple, converties, de plein droit, en divorces ? Assurément non. Proclamer ainsi les droits de M^lle^ Platel, n'est-ce pas repousser les prétentions de Placquet ? Celui-ci, sujet belge, peut profiter des dispositions de la loi de son pays sur le divorce et contracter une nouvelle union en Belgique. Mais ce qui lui est interdit, c'est de se remarier en France.

La Cour de cassation (arrêt du 15 juillet 1878), s'assimilant une savante dissertation de Merlin, devenue classique, et se fondant sur le retrait, en décembre 1816, du projet de loi du gouvernement, qui avait pour but de prohiber, à partir de 1816, le second mariage des personnes divorcées avant le 8 mai de ladite année, en conclut que ce qui a été, depuis cette époque, permis aux Français divorcés, doit, de même et pour des raisons analogues, être autorisé en faveur des étrangers divorcés. Ce raisonnement n'est pas absolument juste : car il a pour base cette circonstance, qu'au moment où les personnes dont il s'agit avaient fait prononcer la dissolution de leur union, le divorce était reconnu par notre législation. Il avait, au contraire, cessé d'exister, depuis cinquante-deux ans quand Mlle Platel se mariait à Lille, en 1868, avec Placquet. Donc, aucune assimilation n'est possible entre ces deux situations, il n'y a aucun argument à en tirer. En terminant, M. l'avocat général signale le résultat fâcheux et choquant, auquel conduirait la solution proposée par la Cour suprême. Sur les registres de l'état civil de la même ville, deux unions successives du même individu seraient constatées, alors que sa première femme habite la localité; elles seraient en quelque sorte attestées par le même maire, à quelques années d'intervalle; ce serait la consécration d'une sorte de bigamie légale; pour le public lillois, en effet, Placquet sera toujours un bigame, et son nom continuera à être porté par deux femmes vivant l'une à côté de l'autre.

Notre opinion est entièrement conforme à celle admise par la Cour d'appel d'Amiens, *contrairement* aux conclusions de M. l'avocat général : voyez *suprà*, nos 604 et 618, pages 472 et 480 à 481; aj. no 623, pag. 484 à 491.

1050. Comme référence à nos développements sur les effets de la naturalisation en matière de *tutelle*

(*suprà*, nos 595 et 639-642) et en matière de *conseil de famille* (*suprà*, nos 643-648), nous avons à signaler un jugement rendu le 24 janvier 1878 par le tribunal civil de Briey, et un arrêt de la Cour d'appel de Paris en date du 21 août 1879. — Ces importantes décisions judiciaires sont rapportées dans Sirey, 1880-2-81 — Il en ressort les trois solutions suivantes : — « Les ascendants étrangers peuvent être tuteurs de leurs descendants français ; spécialement ils peuvent être tuteurs légitimes de leurs petits-enfants (Code civil, art. 11, 13, 402) ; — De même les autres parents étrangers du mineur peuvent être membres du conseil de famille (Code civil, art. 11, 405) ; — La tutelle dérivant du droit naturel, il s'ensuit que les lois qui en règlent les effets concernent aussi bien les étrangers que les nationaux. — Ainsi l'étranger, parent d'un mineur français, peut être tuteur de ce mineur, comme il peut faire partie de son conseil de famille. »

Ces décisions judiciaires, publiées le 20 mai dans le dernier cahier de Sirey, et parvenues, par suite, à notre connaissance à la fin de l'impression du présent traité, consacrent des solutions tout à fait opposées à l'avis émis par nous, *suprà*, nos 640 et 641, p. 498, et no 646, p. 500.

Nous croyons néanmoins devoir persister dans notre première manière de voir que nous résumons ainsi : les étrangers sont incapables d'être tuteurs, subrogés tuteurs, ou membres d'un conseil de famille en France : or le Français, qui se fait naturaliser en pays étranger, entre exactement dans la situation créée par la loi à l'étranger lui-même, en vertu du principe fondamental suivant lequel *le citoyen naturalisé acquiert tous les droits, mais ne peut avoir que les droits accordés aux indigènes* : donc le Français, naturalisé en pays étranger, devient aussitôt inhabile à être désormais, en France, tuteur, subrogé tuteur, ou membre d'un conseil de famille.

Toutefois, en présence des tendances et des hésitations récentes que trahissent les nouvelles décisions précitées

(Sirey, 1880-2-81), il nous paraît utile de retracer les variations successives de la jurisprudence.

La jurisprudence a commencé par décider que les étrangers sont toujours incapables d'être tuteurs, subrogés tuteurs ou membres d'un conseil de famille en France : telle est l'opinion soutenue par nous, *suprà*, nos 640 et 641, p. 498, et n° 646, p. 500 : cette solution a été consacrée notamment par la Cour de Colmar, le 25 juillet 1817 (Sirey, 1818-2-250), par la Cour de Bastia, le 5 juin 1838 (Sirey, 1838-2-439), et par la Cour d'appel de Paris, le 21 mars 1861 (Sirey, 1861-2-209). Les motifs principaux, sur lesquels se fondaient ces différents arrêts, étaient de nature diverse.

Voici d'abord ce que nous trouvons dans l'arrêt de la Cour de Colmar du 25 juillet 1817 (Sirey, 1818-2-250) :

« Attendu que si le Code civil ne déclare pas expressément l'étranger incapable d'être tuteur d'un Français, d'une part cette *loi des Français* n'est *faite que pour eux* dans toutes ses dispositions régulatrices des droits civils, et d'autre part, il résulte des termes mêmes dans lesquels sont conçus plusieurs des articles de ce Code, relatifs à la tutelle, que c'est aux *citoyens français* exclusivement qu'ils s'appliquent. »

La Cour de Bastia s'exprime ainsi dans son arrêt du 5 juin 1838 (Sirey, 1838-2-439) :

« Attendu que, tant aux termes de la loi romaine que d'après l'ensemble des dispositions du Code civil, *la tutelle étant une charge publique*, le droit de l'exercer ne peut pas compéter aux étrangers qui n'ont pas en France la jouissance des droits civils, soit en vertu des traités de la nation à laquelle ils appartiennent, soit par suite d'une autorisation accordée par le roi d'établir leur domicile en France. »

La Cour d'appel de Paris a encore décidé, le 21 mars 1861 (Sirey, 1861-2-209), que les étrangers sont incapables d'être tuteurs ou membres d'un conseil de famille en France : voici les motifs de l'arrêt :

« Considérant que, si c'est au droit naturel que remonte le principe de la surveillance et de la protection qui doivent entourer l'enfance, c'est au droit positif et statutaire qu'appartiennent les dispositions qui déterminent l'âge jusqu'aux limites duquel cette protection doit s'exercer, les qualités et les devoirs de ceux auxquels est imposée la charge de cette protection, enfin le mode et l'étendue de son action; qu'il suit de ces principes que les fonctions de tuteur et les fonctions de membre des conseils de famille *sont des charges publiques qui ne peuvent peser que sur des Français*, comme elles sont aussi l'exercice *de droits civils qui n'appartiennent qu'aux Français.* »

Nous persistons à penser que telle est effectivement la vraie solution, dans l'état actuel de nos lois, en présence des articles 11 et 13 du Code civil.

Mais bientôt la jurisprudence a admis une déviation de ces principes absolus, en faveur de l'hypothèse particulièrement intéressante de la tutelle légitime. La Cour d'appel de Paris, par un arrêt du 21 mars 1862 (Sirey, 1862-2-411), a déclaré qu'un ascendant, *même étranger*, pouvait être nommé tuteur de son descendant français :

« Considérant, dit cet arrêt, que la qualité d'étranger n'empêcherait pas la mère d'être en France valablement tutrice de son enfant mineur ; qu'aucune disposition de loi n'interdit la tutelle d'un enfant français par son ascendant étranger ; — considérant que, si le Code Napoléon se sert à diverses reprises du mot *citoyen* dans les dispositions relatives à la tutelle, c'est dans les articles où la qualité de citoyen impose des devoirs relatifs à la tutelle ou en dispense, et jamais dans ceux qui sont relatifs aux obligations des membres de la famille à l'égard du mineur ; — qu'à défaut de prohibition légale, la tutelle des ascendants étrangers ne pourrait être repoussée, que dans le cas où elle serait préjudiciable aux intérêts du mineur. »

Si donc la Cour de Paris reconnaissait alors aux ascendants étrangers la possibilité d'être maintenus, *cognitâ*

causâ, dans la tutelle légale de leurs descendants français, elle paraissait néanmoins ne pas admettre qu'ils pussent y être *établis*. L'arrêt précité fut déféré à la chambre des requêtes ; mais le pourvoi fut rejeté par ce motif que, dans l'espèce, la mère était Française.

En présence de cet état de la doctrine et de la jurisprudence, M. Demazure (*Revue pratique*, t. XXXIX, 1875, p. 566) tire fort judicieusement la conclusion suivante : « Tout le monde est d'accord pour reconnaitre qu'il s'agit ici d'un droit *sui generis*, auquel les solutions générales ne peuvent point s'adapter sans justification. La difficulté consiste à déterminer la nature de ce droit. Appartient-il au *jus gentium?* Est-il, au contraire, et dans quelle mesure, une création du droit statutaire? C'est un point sur lequel on pourrait, à notre sens, discuter longtemps, sans y rencontrer la véritable raison de décider ; l'arrêt de la Cour d'appel de Paris de 1861 le montre bien. On se trouve ainsi conduit à serrer de plus près et à formuler plus nettement la question. La tutelle doit-elle être considérée, oui ou non, comme un droit privé créé au profit exclusif des Français? En d'autres termes, car on a un peu trop subtilement, à notre gré, essayé d'établir une distinction entre ces deux faces de la même idée, est-elle soit une fonction publique, soit une charge publique réservée aux seuls nationaux? Là est vraiment le nœud du débat; de là doit sortir une solution, quel que soit d'ailleurs le système général auquel on se rallie, sur la condition civile des étrangers en France. »

Telle est également la distinction maintenue, en matière de tutelle, par la Cour de Paris, le 21 août 1879 (Sirey, 1880-2-81) : « Attendu qu'il convient de reconnaître que la loi civile n'a pas exigé, à peine de nullité, la qualité de citoyen français, *chez le tuteur légal tout au moins*, lequel tient son aptitude et son appel à la tutelle de son droit de puissance paternelle.... » (Comp. Trib. civil de la Seine, 1er mai 1879. Sirey, 1880-2-81.) La chambre civile de la Cour de cassation, à la date du 16 février 1875

(Sirey, 1875-1-193 et la note), est venue ensuite proclamer d'une manière absolue le principe qu'aucune disposition de loi n'exclut, en France, les étrangers des fonctions de tuteur, de subrogé tuteur ou de membre d'un conseil de famille à l'égard de leurs enfants ou descendants français. Cet arrêt tranche en même temps différentes questions de naturalisation.

Voici les motifs de cet arrêt de la Cour suprême, du 16 février 1875, (Dev. 1875-1-193), dans la partie qui nous intéresse : « Sur la deuxième branche du deuxième moyen, tiré de la prétendue violation des articles 11 et 13 du Code civil, en ce que l'arrêt attaqué a jugé qu'un étranger peut exercer en France les fonctions de subrogé tuteur de mineurs français.

» Attendu que la tutelle et la subrogée tutelle déférées aux ascendants dérivent, comme la puissance paternelle, du droit naturel de protection et de surveillance qui leur appartient sur leurs enfants et descendants ;

» Qu'on ne trouve dans nos lois aucune disposition qui exclue de ces *charges de famille* les père et mère ou autres ascendants étrangers ;

» Que cette exclusion serait contraire aux intérêts des mineurs pour la défense desquels la tutelle et la subrogée tutelle sont instituées ;

» Qu'elle porterait d'ailleurs atteinte au principe d'autorité qui sert de base à la famille ;

» Attendu que, les mineures de B.... étant placées sous la tutelle légale de leur père, leur subrogé tuteur devait, aux termes de l'article 423 du Code civil, être pris dans la ligne maternelle ;

» Que le conseil de famille n'a fait que se conformer à la disposition de cet article, en désignant, pour exercer cette charge, l'aïeul maternel des mineurs ;

» Attendu, en conséquence, que l'arrêt attaqué a pu, sans violer l'article du Code civil visé par le pourvoi, rejeter l'exception tirée du défaut de qualité.... »

La chambre civile a ainsi reconnu d'une manière

très nette aux ascendants étrangers le droit d'être tuteurs ou subrogés tuteurs de leurs descendants français.

C'est ce qui explique comment M. l'avocat général Blanche, tout en défendant, dans ses conclusions, l'opinion qui a triomphé devant la chambre civile, s'est borné cependant à la présenter comme une concession qu'il fallait faire à la tutelle et à la subrogée tutelle DES ASCENDANTS, et a exprimé, pour tous les autres cas, les réserves les plus formelles.

Il y avait toutefois, dans cette décision de la Cour de cassation, une évolution très significative : elle devait mener plus loin encore.

Le tribunal civil de Briey, par un jugement du 24 janvier 1878, vient d'aggraver les tendances pratiques en proclamant, nettement et d'une manière générale, que la tutelle est une institution du droit des gens : d'où la conséquence suivante qui paraît s'imposer désormais, à savoir que des *étrangers* (et par suite des Français naturalisés à l'étranger), *même non parents*, peuvent être tuteurs, subrogés tuteurs ou membres d'un conseil de famille (1). L'on y arrivera, sans doute, prochainement.

Toutefois le tribunal civil de Briey, dans son jugement précité du 24 janvier 1878 (Sirey, 1880-2-82), consacre seulement le principe qu'un étranger, *parent d'un mineur français* (son oncle, dans l'espèce), peut être tuteur de ce mineur, comme il peut faire partie de son conseil de famille. *Le tribunal n'exige plus la qualité d'ascendant vis-à-vis de son propre descendant :*

« Attendu, dit-il, qu'il est de raison que celui qui,

(1) L'annotateur de cette décision judiciaire, (Sirey, 1880-2-81), l'apprécie de la manière suivante : « Cette doctrine du tribunal de Briey peut se recommander de l'autorité de MM. Valette, sur Proudhon, *Etat des personnes*, t. I, p. 177; Pasquale-Fiore et Pradier-Fodéré, *Droit intern. privé*, n° 178; Laurent, *Principes de droit civil*, t. I, n° 445, et t. IV, n° 366. Cette doctrine est en harmonie avec le progrès des mœurs, qui tend à élargir, de plus en plus, le cercle du droit des gens. »

à cause de son jeune âge, ne peut gérer ni sa personne ni ses biens, soit placé sous la protection et la direction d'une autre personne plus âgée; que la tutelle dérive donc du droit naturel; qu'il s'ensuit que les lois, qui en règlent les effets, concernent aussi bien les étrangers que les nationaux; que si, à Rome, la tutelle, institution du droit civil, ne devait être conférée qu'aux seuls citoyens, l'organisation de la famille, qui reposait non sur le droit naturel, mais sur le droit de cité, le voulant ainsi, il en est autrement en France, où la famille trouve sa base dans l'amour, l'affection et l'égalité des membres qui la composent, chacun d'eux devant, aux autres, secours et protection; qu'un étranger, parent d'un mineur français, peut donc être tuteur de ce mineur, comme il peut aussi faire partie de son conseil de famille, que cette dernière institution trouve également sa source dans la loi naturelle de protection et de surveillance qui appartient aux parents majeurs sur leurs parents mineurs; qu'inconnue ou tout au moins inusitée chez les Romains, où le magistrat ne prenait qu'en certains cas, d'office, l'avis des parents, elle s'est peu à peu introduite dans les mœurs comme l'expression d'une loi du cœur, en usage dans les pays de droit coutumier, et même dans ceux de droit écrit, où le tuteur, quoique toujours nommé par le magistrat, est obligé de prendre l'avis des parents, et de se régler par leur conseil; elle est réglementée d'abord par les édits; puis les lois intermédiaires s'en emparent pour lui donner un nouveau développement; enfin le Code civil forme un corps complet de dispositions sur sa composition et ses attributions, consacrant ainsi *la loi naturelle* par la loi civile; qu'à la vérité, dans plusieurs articles du Code, (art. 409,430, 432), la loi se sert du mot « *citoyen*, » et que l'on a voulu induire de cette expression que les citoyens Français seuls, ayant la jouissance de leurs droits civils, pouvaient être tuteurs et faire partie du conseil de famille, mais qu'il est à remarquer que la loi emploie ce

mot, non pas dans les articles qui sont relatifs aux *obligations des membres de la famille à l'égard du mineur*, mais dans ceux où *la qualité de citoyen* impose des devoirs relatifs à la tutelle, ou en dispense ; qu'il est également sans valeur l'argument tiré de l'article 413, et qui consiste à soutenir que l'étranger parent pourra impunément ne pas comparaître au conseil de famille, puisque l'amende prononcée par la loi en cas de non-comparution ne pourra être recouvrée contre lui ; que le fait, par la Régie, de pouvoir, ou non, recouvrer une amende prononcée par le magistrat, n'est pas de nature à modifier un principe ni à changer la nature d'un droit : qu'au surplus, dans cette matière où la loi n'édicte pas de nullité, où elle ne prononce pas l'exclusion des étrangers, les tribunaux doivent, en tout et avant tout, consulter les intérêts du mineur et voir s'ils sont suffisamment protégés ; que, de même qu'il sera toujours de l'intérêt de ce dernier d'avoir, comme tuteur, son père, quoique étranger, plutôt que de lui substituer bien souvent un indifférent, de même il sera aussi toujours de l'intérêt du mineur que son conseil de famille soit composé de *parents rapprochés, quoique étrangers*, plutôt que de personnes insouciantes, disposées à considérer leurs fonctions, moins comme un devoir que comme un embarras ; — Attendu, dans l'espèce, que Désiré Pierrée est l'oncle par alliance de la mineure, qu'il réside à Gorze, localité voisine d'Onville ; qu'il peut efficacement surveiller l'éducation et les intérêts de sa nièce ; que, s'il est étranger, sa condition, loin d'avoir été recherchée par lui, il l'a douloureusement reçue, imposée qu'elle a été par les traités politiques ; que c'est donc à bon droit et avec raison qu'il a été appelé à faire partie du conseil de famille de sa nièce, etc. »

Si la jurisprudence persiste dans cette voie, elle arrivera fatalement bientôt, à admettre *les étrangers même non parents à être tuteurs, subrogés tuteurs ou membres d'un conseil de famille en France*. Telle est, en effet,

la conséquence du principe suivant lequel la tutelle serait une institution du droit des gens.

Nous ne croyons pas toutefois que cette solution soit exacte. Qu'il s'agisse d'une tutelle légitime, testamentaire, naturelle ou dative, *la tutelle nous apparaît toujours comme une charge publique et comme l'exercice d'un droit purement civil.* Elle ne peut donc être exercée, sous quelque forme que ce soit, que *par des citoyens Français*, jouissant de la plénitude de leurs droits. Voyez *suprà*, nos 641 et 646, p. 498 et 500; — ajoutez notre étude sur la *Condition juridique des étrangers en France*, nos 12 à 14, p. 9 et 10, (article extrait de la *Revue de l'institut juridique international d'Italie*, année 1879, t. 1er, p. 190 et 265). Nous reconnaissons volontiers que les tendances actuelles de la jurisprudence sont peut-être davantage en harmonie avec le progrès des mœurs : mais elles nous paraissent en contradiction manifeste avec les textes du Code civil, qui doivent, avant tout, dicter l'interprétation juridique.

1051. Nous avons traité, (*suprà*, nos 890, 899 et suivants), de la législation comparée en ce qui concerne la *Turquie* et les principautés vassales de la *Turquie*. Nous avons également parlé, aux nos 860 à 863, de la situation créée à la Roumanie par le congrès de Berlin en 1878.

Il nous a paru utile, à ce dernier point de vue et pour présenter un exposé complet de la situation internationale actuelle, de donner ici le texte entier de la circulaire que M. de Freycinet, président du conseil, Ministre des affaires étrangères, vient d'adresser à tous les représentants de la France à l'étranger : — elle est rapportée par *le Temps* du 21 avril, et datée de Paris, le 16 avril 1880 : « Monsieur l'ambassadeur, au moment où la confiance du président de la République m'a investi de la direction des affaires étrangères, j'ai dû porter mon attention sur un certain nombre de négociations spéciales que j'ai trouvées

engagées avec les divers cabinets. Je n'avais d'ailleurs pas la pensée, vous le savez déjà, de les aborder dans un esprit différent de celui qui a prévalu, depuis plusieurs années, dans notre politique extérieure, laquelle est, avant tout, une politique de paix et de conciliation. Je suis trop pénétré des besoins de la France pour vouloir changer, en ce qui me concerne, la ligne tracée à son activité par l'illustre M. Thiers, et je pense que, continuant à se recueillir, elle ne doit songer au passé que pour y puiser d'utiles enseignements.

» Ma tâche a été rendue facile par les bons rapports établis entre les puissances et nous. Je me suis donc appliqué, dès le début, à presser, autant qu'il dépendait de moi, dans le sens d'une stricte exécution des traités, la solution amiable des questions pendantes, de manière à écarter partout les causes de rivalité et de conflit.

» Deux affaires principales étaient, si je puis le dire, à l'ordre du jour. Elles se rattachaient l'une et l'autre à la mise en œuvre des stipulations du traité de Berlin et à la consolidation du nouvel état de choses créé en Orient par cet acte international. Je veux parler de la reconnaissance définitive de la principauté de Roumanie comme puissance indépendante, et du règlement des frontières entre la Turquie et le royaume hellénique.

» La reconnaissance de la souveraineté de la Roumanie avait été retardée par les difficultés que le gouvernement de ce pays a rencontrées, lorsqu'il s'est agi, pour lui, de se conformer aux conditions posées par le congrès de 1878, lesquelles impliquaient l'établissement de l'égalité civile et politique pour tous les ressortissants de la principauté, sans distinction de confession religieuse. Les puissances, en insistant pour l'introduction d'un régime légal fondé sur les principes admis par la généralité des peuples modernes, ne

pouvaient avoir la pensée d'englober artificiellement, dans la famille roumaine, les nombreux israélites émigrés des pays voisins et appartenant en réalité, par un lien de filiation ou de dépendance, à une nationalité étrangère ; mais elles demandaient à bon droit que les israélités indigènes, domiciliés de père en fils sur le sol roumain et exempts de toute protection extérieure, fussent assimilés, devant la loi de leur pays, aux populations chrétiennes au milieu desquelles ils vivent.

» Bien qu'il ne s'agît que d'un chiffre relativement restreint d'individus, le vœu des puissances a rencontré de vives résistances et soulevé des préventions marquées en Roumanie. Après de longs délais, les Chambres roumaines se sont décidées, en novembre dernier, à abroger l'article de la Constitution qui excluait de l'égalité des droits, en matière politique, les adhérents d'un culte non chrétien. Mais, tout en proclamant d'une manière théorique le principe recommandé par le congrès de Berlin, la loi nouvelle impose aux israélites roumains, comme s'ils étaient des étrangers, la nécessité de naturalisations individuelles subordonnées, pour chaque cas particulier, à un vote des pouvoirs législatifs. Il est évident qu'un semblable système, bien qu'il tende à assurer, dans l'avenir, le résultat demandé par l'Europe, ne pouvait pas être accepté comme donnant, dès à présent, une satisfaction complète aux puissances. Aussi se sont-elles empressées de formuler des observations dans ce sens. De son côté, le gouvernement roumain leur a fait parvenir des assurances explicites de sa résolution de marcher en avant dans la voie désormais ouverte devant lui et de se rapprocher le plus rapidement possible du but indiqué à ses efforts. En effet, une première loi de naturalisation a admis en bloc au bénéfice intégral des droits de citoyen plusieurs centaines d'israélites.

» Dans ces circonstances, nous avons pensé qu'il y

avait lieu de tenir compte à la fois de la bonne volonté manifestée par le gouvernement princier et des difficultés réelles que lui créent les conditions d'existence toutes spéciales d'une race soumise, depuis des siècles, à l'infiltration lente d'éléments hétérogènes contre lesquels elle se croit obligée de réagir, sous peine d'être absorbée par eux. Nous nous sommes convaincus que la Roumanie avait atteint la limite des concessions que sa situation intérieure lui permettait de faire au sentiment de l'Europe, et qu'en prolongeant sans profit nos instances à Bucharest, nous risquerions d'amener à se méprendre, sur nos dispositions véritables, une nation envers laquelle nous avons toujours professé les sympathies les plus sincères.

» L'Angleterre et l'Allemagne, avec lesquelles nous n'avons cessé de marcher d'accord, ont apprécié les choses comme nous. Déjà la Russie, l'Autriche, et plus tard l'Italie, obéissant à des considérations qui leur étaient propres, nous avaient devancés dans la voie de la reconnaissance de la Roumanie. Nous nous sommes donc entendus avec les cabinets de Londres et de Berlin pour arrêter le mode d'après lequel nous devions procéder de concert à l'accomplissement d'une formalité que nous étions décidés à ne pas retarder davantage. Le 20 février dernier, les agents de la France, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne ont remis simultanément au ministre des affaires étrangères roumain des notes conçues en termes identiques, annonçant l'intention des trois puissances d'entrer en relations diplomatiques régulières avec la principauté. Les réserves de principe, dont nous avons dû entourer cette notification, n'enlevaient d'ailleurs rien au caractère amical que nous désirions lui donner. Quelques jours plus tard, l'arrivée du ministre plénipotentiaire, accrédité au nom de la République française, auprès du prince de Roumanie, et l'accueil empressé qui était fait à Bucharest à notre représentant, consacraient la conclusion de ce long débat.

» *La question grecque*, sans avoir fait des progrès aussi marqués, est entrée du moins dans une voie nouvelle qui permet d'espérer prochainement une solution définitive.

» Mon prédécesseur, vous vous le rappelez, avait proposé aux cabinets d'adopter une transaction qui aurait eu pour effet de conserver à la Turquie, avec la possession de Janina, les groupes de population musulmane établis au sud du Calamas, dans l'Epire, et d'attribuer à la Grèce, comme compensation, des territoires au nord du Salamyrias, du côté de la Thessalie.

» Toutes les puissances, hormis l'Angleterre, avaient accepté ce compromis, au moment où j'ai pris possession du portefeuille des affaires étrangères. Quoique regrettant, pour ma part, certains points de la solution, je ne crus pas devoir revenir sur une proposition qui semblait avoir déjà l'assentiment de l'Europe. Sur ces entrefaites, l'Angleterre fit connaître son refus de se ranger à l'avis commun. Elle demanda qu'une commission spéciale de délimitation, analogue à celles qui avaient fonctionné en Bulgarie et dans d'autres régions, fût chargée préalablement de déterminer, sur les lieux, la ligne de démarcation la plus convenable. Le cabinet anglais admettait, d'ailleurs, que les décisions de cette commission fussent prises à la majorité des voix.

» Bien qu'à notre avis les questions à trancher n'eussent pas un caractère exclusivement technique, comme celles qui s'étaient posées en Bulgarie, et qu'elles impliquassent, au contraire, une interprétation politique du traité de Berlin, qui aurait été mieux remise à une conférence diplomatique, nous n'avions garde de repousser une suggestion qui nous ouvrait le moyen de placer l'affaire sur un meilleur terrain. Nous avons donc accepté, en principe, la proposition anglaise. Nous avons seulement insisté pour que le mandat de la commission fût élargi, ses pouvoirs bien spécifiés, et pour que la

composition en fût réglée de manière à correspondre à la nature complexe des questions à débattre.

» La justesse de nos observations a été reconnue à Londres : il a été convenu que la commission aurait de pleins pouvoirs pour arrêter, à la pluralité des voix, le tracé de la frontière, et que sa décision, acceptée d'avance par toutes les puissances, serait ensuite recommandée par elles à la Turquie et à la Grèce. La commission aurait, d'ailleurs, à s'inspirer des divers intérêts en jeu, en prenant pour base les indications consignées dans le protocole 13 du congrès de Berlin, avec toute latitude pour interpréter ces indications et même au besoin s'en écarter, pourvu, bien entendu, qu'elle y procédât de bonne foi et dans l'esprit général du protocole. Il a été subsidiairement admis que la commission comprendrait à la fois des envoyés diplomatiques et des délégués aptes par leurs connaissances spéciales à fournir un avis compétent sur le côté matériel de la délimitation.

» Les gouvernements auxquels le cabinet de Londres a communiqué sa proposition n'ont point fait difficulté de l'accepter dans les termes concertés avec nous. Ils ont d'ailleurs pensé, comme nous-mêmes, que la Turquie et la Grèce, étant directement intéressées toutes deux dans la décision à intervenir, ne devaient pas être appelées à siéger au sein de la commission, du moins avec voix délibérative, et nous avons insisté pour qu'en tout état de cause, une complète égalité, conforme à la nature même de l'arbitrage, fût maintenue dans le traitement réservé aux deux parties.

» Les seuls obstacles qui entravent aujourd'hui la réalisation effective de la suggestion anglaise paraissent provenir de la nécessité où se trouve le cabinet de Londres d'établir une entente avec la Porte-Ottomane sur les conditions dans lesquelles la commission internationale devra poursuivre ses opérations en territoire turc. Nous avons la confiance que ces obstacles ne

peuvent point tarder à être levés. Dans tous les cas, la question des frontières grecques est posée désormais d'une façon qui permet de bien préciser le rôle et la responsabilité de chacun. La part d'initiative que nous y avons prise répond aux sentiments généreux de la France, à l'amitié qui nous anime envers les deux parties en cause et à la juste sollicitude que nous éprouvons pour leur intérêt bien entendu. Toutefois, notre action n'était justifiée qu'en tant qu'elle s'exerçait au nom de l'Europe, et c'est l'Europe aussi qui rendra son verdict dans la délibération collective qui se prépare. Quel que soit le sort immédiat de cet arrêt, demeurât-il même quelque temps sans être obéi, ceux qui seraient tentés de le méconnaître en sentiront inévitablement la force dans un avenir prochain. Car, si les puissances médiatrices, pour marquer le caractère tout amical de leur intervention, se sont interdit l'emploi des moyens coercitifs, la logique des choses, il est facile de le prévoir, précipitant le cours des événements, donnera une sanction certaine à des décisions dont nul ne pourra contester l'autorité morale.

» Quelques questions d'ordre secondaire, dérivant, comme les deux précédentes, du traité de Berlin, ont dû encore attirer mon attention.

» *La délimitation du Montenegro,* restée en suspens jusqu'à ces derniers jours, vient de recevoir une solution satisfaisante. A la suggestion du cabinet italien et sur l'avis amical des puissances, la Turquie et le Montenegro se sont mis d'accord pour une modification du tracé prévu par le traité de Berlin. Cette modification, qui répond aux convenances des populations, ne tardera pas à recevoir la ratification officielle des puissances.

» *La fixation de la frontière entre la Roumanie et la Bulgarie,* aux environs de Silistrie, a été différée par suite d'une divergence d'opinions concernant la possibilité de construire un pont sur le Danube, pour établir les communications entre l'ancien territoire moldo-valaque

et la Dobroutcha devenue roumaine, sans entamer la banlieue de la ville. Une commission internationale technique a été chargée de vérifier la nature des lieux, et en déterminant l'emplacement nécessaire du pont, elle a conclu dans un sens qui implique l'attribution à la Roumanie de la position contestée d'Arab-Tabia. Le cabinet de Bucharest montre une impatience légitime d'arriver à la solution de cette affaire; nous nous sommes déclarés prêts à coopérer, avec les autres gouvernements, au règlement définitif.

» Les incidents de la dernière guerre d'Orient et les modifications territoriales, sanctionnées par l'acte du 13 juillet 1878, ont provoqué dans la péninsule des Balkans des mouvements d'émigration qui ont porté une grave atteinte à la stabilité des populations et aux conditions même de la propriété foncière. Le retour des réfugiés qui tend à s'opérer maintenant, les revendications que ces malheureux élèvent contre les occupants de leurs anciens domaines et de leurs foyers désertés, jettent un trouble profond dans les relations civiles auxquelles les administrations de la Serbie, de la Bulgarie et du Montenegro ont aujourd'hui mission de présider. Le congrès de Berlin, en prévision de cet état de choses douloureux, a prescrit un certain nombre de mesures destinées à en atténuer les conséquences. Nous nous employons à hâter, de concert avec les autres puissances, la mise à exécution de ces dispositions, et nous recommandons aux gouvernements chrétiens qui ont recueilli les avantages de la guerre d'accepter, de bonne foi, tous les devoirs de leur situation nouvelle, en accordant à leurs sujets musulmans le traitement qu'exigent l'humanité, la tolérance et la justice.

» Tel est, monsieur, l'esprit que nous avons apporté dans les différentes affaires soumises, depuis quelques mois, à l'examen de l'Europe. Il en est une autre dont je crois utile de vous entretenir également, et qui soulevait pour nous des préoccupations d'une nature plus

personnelle. Vous connaissez les circonstances qui nous ont amenés à prendre, d'accord avec l'Angleterre, l'initiative des mesures devenues indispensables pour rendre à l'Egypte le bienfait d'une administration régulière. Pour les Anglais, ce pays est la route de l'Inde, c'est-à-dire qu'un besoin impérieux leur commande d'y veiller à la sécurité de leurs communications. Pour nous, l'*Egypte* est une terre arrosée autrefois de notre sang, fécondée aujourd'hui par nos capitaux, riche en produits qui alimentent notre trafic dans la Méditerranée; elle constitue un débouché nécessaire pour notre activité industrielle et commerciale, et elle se rattache à la France par tout un ensemble de traditions que nous se saurions laisser péricliter, sans qu'une des sources de notre grandeur nationale fût atteinte. Nous avons jugé que ces intérêts considérables, mais non exclusifs, n'étaient point incompatibles avec ceux dont l'Angleterre a la garde; nous avons pensé qu'en associant nos efforts aux siens, nous parviendrions plus sûrement au but qu'il importe à tous d'atteindre, c'est-à-dire à l'organisation d'un régime administratif et gouvernemental pouvant garantir l'indépendance de l'Egypte contre tous les risques, soit d'un désarroi à l'intérieur, soit d'une intervention du dehors qui ne manquerait pas d'en être la conséquence.

» Notre premier soin, dans cet ordre d'idées, devait être de pourvoir à la reconstitution des finances du pays, profondément compromises par l'administration d'Ismaïl-Pacha. Les deux puissances se sont entendues pour mettre, à cet effet, à la disposition du nouveau khédive, des fonctionnaires spéciaux, chargés d'assister, avec le titre de contrôleurs généraux, les ministres indigènes. Puis, les ressources de l'Egypte étant notoirement insuffisantes pour faire face à la fois aux services du gouvernement et aux charges accumulées de la dette extérieure, elles ont conseillé au khédive d'instituer une commission spéciale de liquidation, qui serait armée, avec l'auto-

risation des puissances intéressées, de pouvoirs suffisants pour arrêter législativement, à l'égard des tribunaux mixtes, les conditions d'un arrangement financier du vice-roi avec les différentes catégories de ses créanciers. La France et l'Angleterre, représentant ensemble la masse la plus considérable des créances, devaient désigner chacune deux membres de cette commission ; l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne seraient conviées à en nommer chacune un. Mais, en même temps, les cinq puissances s'engageraient d'avance, par une déclaration formelle, à reconnaître force de loi aux décisions de la commission, et à solliciter l'adhésion, dans les mêmes termes, des autres gouvernements ayant concouru à l'établissement des tribunaux mixtes.

» Les bases de ce projet témoignaient manifestement de notre désir d'attribuer, dans la liquidation proposée, une part légitime à l'action des autres gouvernements. Si les cabinets de Paris et de Londres réservaient, au sein de la commission, la majorité des voix à leurs représentants, l'importance des intérêts financiers de leurs nationaux, aujourd'hui en souffrance, ne justifiait que trop cette proportionnalité. Cependant avant que la rédaction de la déclaration collective et du projet de décret instituant la commission ne fût approuvée par les cinq gouvernements appelés à participer à cette transaction, des pourparlers prolongés ont été nécessaires. Les cours de Rome, de Vienne et de Berlin ont enfin reconnu que le mode de procéder, suggéré par l'Angleterre et par nous, était à la fois le plus équitable et le plus pratique. L'entente que nous avons réussi à obtenir sur ce terrain a été scellée, le 31 mars dernier, par la signature, au Caire, des actes dont les termes avaient été concertés entre les cinq puissances.

» Trop d'intérêts, trop de susceptibilités diverses sont encore en jeu dans les affaires d'Egypte, pour que nous puissions nous flatter que ce succès, d'ailleurs

notable, de nos efforts, doive être considéré comme mettant fin aux tiraillements qui accompagnent inévitablement l'œuvre laborieuse d'une liquidation générale. D'un autre côté, ce serait se méprendre beaucoup sur le caractère de notre politique dans ce pays, que d'en chercher le mobile principal dans le désir d'apurer la situation des porteurs de bons de la dette égyptienne. La liquidation des embarras financiers de l'Egypte nous paraît le préliminaire indispensable d'une réorganisation administrative sérieuse, et c'est à ce titre surtout que nous y attachons tant d'importance. Aussi, sans nous dissimuler que notre tâche est encore incomplète, nous nous félicitons des résultats acquis, et nous y puisons confiance pour tendre vers le but que nous nous sommes assigné.

» Je ne saurais terminer cette revue sans mentionner ici deux incidents de nature fort diverse, qui touchent, par certains côtés, à notre politique internationale.

» Le premier, qui a fait quelque bruit dans la presse européenne, est l'arrestation en France d'un réfugié russe, désigné sous le nom de Hartmann et soupçonné d'être l'auteur de l'attentat de Moscou du 1er décembre.

» Le gouvernement russe nous avait demandé l'extradition du prévenu. Bien qu'aucun traité ne nous lie sur ce point et que nous fussions libres dès lors de de ne pas accueillir une semblable requête, nous l'avons examinée, néanmoins, avec le sincère désir d'y donner la suite régulière qu'elle pouvait comporter. Vous connaissez déjà, par les indications que j'ai eu soin de vous transmettre, la marche de l'instruction judiciaire qui fut ouverte et les conclusions négatives auxquelles ont abouti les magistrats chargés de la suivre. On semble avoir éprouvé, tout d'abord, en Russie, un vif désappointement de la mise en liberté d'un homme que nos lois nous interdisaient de retenir, du moment où les preuves fournies contre lui n'étaient

pas reconnues suffisantes. Un échange d'explications à ce sujet a dû avoir lieu entre les deux gouvernements, dans des termes empreints, d'ailleurs, d'une courtoisie réciproque. L'ambassadeur de l'empereur à Paris, appelé pour donner de vive voix à sa cour des éclaircissements jugés nécessaires, a apporté, nous n'en doutons pas, à Saint-Pétersbourg, des éléments d'information propres à dissiper ce regrettable malentendu. Nous avons fait, de notre côté, ce qui dépendait de nous pour édifier la chancellerie impériale sur les motifs d'ordre exclusivement légal par lesquels nous avons été guidés dans la circonstance, et nous sommes en droit d'espérer que nos efforts pour dégager cette affaire de toute considération étrangère au débat ont déjà ramené à une calme et impartiale appréciation des faits l'opinion d'un grand pays dont l'amitié nous est précieuse.

» Le second incident auquel j'ai fait allusion est la promulgation des décrets du 29 mars qui visent la règlementation d'un certain nombre de congrégations religieuses et la dissolution de l'une d'entre elles. Quelques personnes ont supposé que ces décrets pourraient avoir, pour conséquence, l'abandon de notre politique séculaire en Orient et dans l'extrême Orient, et que nous cesserions désormais de protéger les missionnaires qui contribuent à étendre notre influence et à faire connaître au loin le nom français. C'est là une erreur complète. Les motifs qui ont dicté les décrets du 29 mars sont exclusivement d'ordre intérieur. Il s'agit de ramener à l'observation des lois des associations qui s'en étaient, depuis longtemps, écartées et qui ont appelé sur elles l'attention des pouvoirs publics. Mais notre sollicitude pour les intérêts religieux et notre respect pour les droits individuels n'en sont nullement affaiblis. Les mesures prises n'affectent donc, en rien, les conditions de notre protection à l'égard des missionnaires à l'étranger.

» J'ai cru opportun, monsieur, d'entrer avec vous

dans ces détails, afin de vous éclairer, aussi complètement que possible, sur la marche que j'ai adoptée depuis le jour où la direction de nos relations extérieures m'a été confiée. Les affaires sur lesquelles je me suis étendu n'appartiennent pas toutes, il est vrai, à la catégorie de celles que vous êtes chargé de traiter directement; mais il ne me paraît pas moins utile que vous soyez exactement instruit de l'esprit dans lequel elles ont été suivies. Je désire, en effet, que les agents appelés à représenter la République auprès des nations étrangères, soient tous étroitement associés à la pensée du gouvernement, qu'ils ont mission de faire connaître et respecter au dehors. Je compte donc sur votre dévouement à la France pour apporter, dans cette tâche, tout le zèle nécessaire. De mon côté, je regarde comme un devoir de confiance vis-à-vis de vous, de bien mettre en lumière les lignes essentielles de la politique dont vous devez retracer dans vos entretiens l'orientation générale. De la sorte, l'accord entre nous sera plus constant et mieux assuré. — Agréez, etc. » C. DE FREYCINET. (Voir le journal *le Temps* du mercredi 21 avril 1880).

1052. Les difficultés, relatives à *l'exécution en pays étranger* des jugements français, se présentent souvent, dans nos départements du Nord de la France, vis-à-vis de la Belgique : elles sont soulevées soit en ce qui concerne des Français résidant en Belgique, soit en ce qui touche des Français naturalisés Belges, soit au point de vue des intérêts des Belges eux-mêmes ou des autres étrangers qui ont obtenu des jugements en France.

Il est, dès lors, utile de connaître le texte de l'article 10 de la loi Belge du 25 mars 1876 : — Article 10 : « Les tribunaux de première instance connaissent des décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale. — S'il existe, entre la Belgique et le pays où la décision a été rendue, un traité conclu sur la base de la réciprocité, leur examen ne portera que sur

les points suivants : — 1° Si la décision ne contient rien de contraire à l'ordre public ni aux principes du droit public belge ; — 2° Si, d'après la loi du pays où la décision a été rendue, elle est passée en force de chose jugée ; — 3° Si, d'après la même loi, l'expédition qui en est produite réunit les conditions nécessaires à son authenticité ; — 4° Si les droits de la défense ont été respectés ; — 5° Si le tribunal étranger n'est pas uniquement compétent à raison de la nationalité du demandeur. »

Le tribunal civil de Bruxelles vient de faire, à la date du 10 janvier 1880, une remarquable application de ces principes, en décidant que *le jugement, prononçant la séparation de biens entre deux époux, tient au statut personnel, et que, rendu même par un tribunal étranger, il peut, dès lors, être exécuté en Belgique, sans avoir été, au préalable, révisé au fond.*

Voici le texte de ce jugement du tribunal civil de Bruxelles, rendu à la date du 10 janvier 1880 et rapporté dans le *Droit* du vendredi 28 mai 1880 : « Attendu que la demanderesse et le défendeur sont Français; — Attendu que, par jugement rendu le 7 août 1879, par défaut, contre le défendeur, la deuxième chambre du tribunal civil de première instance de la Seine a déclaré la demanderesse séparée quant aux biens d'avec son mari, et l'a autorisée à poursuivre la liquidation de ses droits et reprises devant un notaire désigné; — Attendu que ce jugement, produit en due forme, visé pour timbre et enregistré à Bruxelles et portant toutes les légalisations requises, constate, sur les conclusions de M. le procureur de la République, que le défendeur défaillant a été dûment appelé ; — Attendu que ce jugement par défaut a été signifié à domicile, à Paris, et à personne, à Bruxelles; qu'il n'y a pas été fait opposition ; qu'il est passé en force de chose jugée et a été exécuté en France ; — Attendu qu'il est donc établi que la demanderesse a repris, dans sa patrie, la libre administration de ses biens, qu'elle peut disposer de son mobilier et l'aliéner ; mais qu'elle ne peut

aliéner ses immeubles sans le consentement de son époux ou sans être autorisée en justice, à son refus (Code civ., art. 1449); — Attendu que, par exploit du 6 octobre 1879, elle a fait assigner celui-ci, devant ce tribunal, aux fins de voir rendre exécutoire en Belgique le jugement du tribunal de la Seine, du 7 août dernier; — Attendu qu'elle conclut en ce sens, qu'elle demande qu'il soit dit par le tribunal que tout l'avoir de leur communauté en Belgique sera liquidé, et qu'il soit nommé un notaire pour procéder à l'inventaire et, au besoin, à la vente des biens; — Attendu que cette demande soulève, avant tout, la question de savoir si le jugement étranger dont l'*exequatur* est demandé, doit être révisé quant au fond, conformément à l'article 10 de la loi du 25 mars 1876; — Attendu que l'article 3 § 3, du Code civil dispose que les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Belges même résidant à l'étranger; — Attendu qu'une juste réciprocité fait admettre que les étrangers sont régis, en Belgique, par les lois étrangères qui règlent leur statut personnel, pourvu que ces lois ne blessent point les principes du droit public belge ou de la morale; — Attendu que cette réciprocité se fonde non seulement sur les rapports de bon voisinage entre les nations, mais que l'état et la capacité doivent avoir de l'unité et de la stabilité; qu'il ne serait pas conforme à la raison qu'un individu eût un état ou une capacité différente, selon qu'il se trouve dans tel ou tel pays; qu'au reste, les travaux préparatoires du Code civil démontrent que le législateur a entendu qu'il en fût ainsi, puisque l'article 4 du titre IV du livre préliminaire du projet primitif de ce Code était conçu comme il suit : « La loi oblige indistinctement ceux qui habitent le territoire; l'étranger y est soumis pour les biens qu'il y possède et pour sa personne pendant sa résidence; » et que ces termes généraux ne furent point adoptés; — Attendu que les jugements régulièrement rendus, qui ont pour effet d'attribuer ou de modifier un état ou une capacité, doivent être rangés sur la même ligne que les lois; qu'au-

cune modification n'a été introduite à cet égard, dans la législation, par l'article 10 de la loi du 25 mars 1876, qui s'occupe seulement de régler la compétence des tribunaux belges, et nullement de déterminer quelles décisions étrangères doivent être soumises à l'examen du juge belge; — Attendu que les biens sont régis par le statut de leur situation, conformément à la seconde règle de l'article 3, § 2, du Code civil;

» Attendu que la jurisprudence et la doctrine admettent que « le caractère distinctif du statut personnel est de régler directement, et abstraction faite des biens, la capacité ou l'incapacité générale et absolue des personnes pour contracter; qu'au contraire, le caractère distinctif du statut réel est d'avoir principalement et directement les biens pour objet, abstraction faite de l'état de capacité ou d'incapacité des personnes; » — Attendu qu'il faut, en conséquence, distinguer le cas où le législateur ou le juge a entendu régler ou modifier la capacité d'administrer, d'acquérir, d'aliéner, etc., etc., d'un individu, ce qui entraîne nécessairement certaines conséquences quant aux biens, et celui où il a voulu s'occuper des modes et conditions d'acquisition, d'aliénation, de transmission, de conservation, etc., etc., des biens, ce qui produit également des conséquences diverses relativement à la capacité des personnes; — Attendu qu'il a été décidé que le statut matrimonial est personnel; que dès lors, les modifications apportées à ce statut ont le même caractère;

» Attendu que la séparation de biens est « l'exclusion » du mari de l'administration de la dot lorsqu'il a mal » géré, et entraîne la cessation de la communauté; »

» Attendu que le but du législateur a été de prévenir les abus du pouvoir dont le régime de la communauté investit le mari, en permettant à la femme d'en empêcher la continuation, dès que le désordre des affaires de son conjoint lui enlève la garantie qu'elle a le droit d'en attendre pour exercer ses reprises, à la dissolution du mariage;

» Attendu que cette mesure porte essentiellement atteinte à la puissance maritale, en privant le mari d'un droit d'administration que lui confère la loi, et auquel il ne peut valablement renoncer, et a pour effet de diminuer sa capacité; — Attendu que la conséquence en est également de modifier complètement la capacité de la femme mariée; qu'après la prononciation de la séparation de biens, l'incapacité absolue de celle-ci disparaît pour faire place à une indépendance complète d'administration, sauf en ce qui concerne l'aliénation des immeubles; — Attendu que cette mesure n'a pas pour objet direct les biens, puisqu'elle ne modifie pas les conditions ou les formes de l'aliénation des immeubles appartenant à la communauté ou constituant des propres de la femme, et ne s'en occupe qu'au point de vue de la capacité de cette dernière; — Que cela est si vrai, que la femme peut poursuivre la séparation de biens lors même qu'elle n'a aucune reprise à exercer, soit qu'elle veuille sauvegarder des droits éventuels, soit qu'elle désire préserver le produit d'un commerce, ou d'une industrie personnelle;

» Attendu qu'il est admis en Belgique, par une jurisprudence constante, que l'incapacité résultant de la faillite d'un étranger, prononcée par les juges de son pays, est de statut personnel, et qu'il est plus d'un point d'analogie entre la faillite et la séparation de biens, sorte de faillite de l'association conjugale; — Qu'il a été admis également, à diverses reprises, que l'incapacité d'un étranger, par l'effet de sa mise sous conseil judiciaire, le suit en Belgique; — Que cependant, dans l'un comme dans l'autre cas, les mesures prises, quoique visant la capacité de l'individu, ont leurs conséquences surtout quant aux biens, ce qui démontre de plus près le bien fondé de la distinction ci-dessus rappelée qui caractérise les deux statuts;

» Attendu qu'il n'y a pas d'argument à tirer du droit de souveraineté et de la protection qui est due, en cas de

séparation de biens, aux créanciers belges ; — Attendu, en effet, que les créanciers ont, aux termes de l'article 873 du Code de procédure civile, un délai d'un an pour former tierce-opposition s'il y a fraude entre les époux, seul cas où ils puissent attaquer le jugement de séparation, puisqu'ils ne peuvent le faire, dans le cas même où la séparation leur serait préjudiciable ; — Attendu que leur situation, au reste, n'est pas plus précaire, ni leurs droits plus compromis que dans divers autres cas où la capacité de leur débiteur est modifiée, et où l'on ne conteste pas qu'il n'y ait réellement modification du statut personnel de celui-ci ;

» Attendu qu'il suit de ces considérations, que le jugement qui a prononcé la séparation de biens entre les époux Chetelat, a modifié le statut personnel de la demanderesse et peut être invoqué par elle en Belgique, où il est appelé à produire certaines conséquences juridiques ; — Qu'il n'est point pour cela nécessaire que le fond soit examiné de nouveau par le juge belge, qui doit se borner à vérifier si l'article 3, § 1er du Code civil n'est pas violé, c'est-à-dire rechercher si les règles du droit public belge et de la morale sont respectées par cette décision ;

» Attendu qu'à ce point de vue, il suffit de constater que les deux législations, française et belge, sont les mêmes en matière de séparation de biens, et que toutes les règles et formalités qu'elles tracent ont été observées en France... ; — Par ces motifs, ouï, en son avis contraire, M. Moreau, juge suppléant faisant fonctions de procureur du roi, et rejetant les conclusions du défendeur, dit que le jugement rendu le 7 août 1879 par le tribunal civil de la Seine, qui a prononcé la séparation des biens entre la dame Chetelat et son mari, peut être exécuté en Belgique, et que l'avoir de leur communauté en ce pays doit être liquidé ; nomme le notaire Milcamps pour procéder à l'inventaire et au besoin à la vente des biens ; désigne le notaire De Ro pour représenter Chetelat, en cas d'absence ou de refus de procéder aux opérations susdites. »

Ainsi, le tribunal admet que le jugement, qui prononce la séparation de biens entre deux époux, se rattache au statut personnel. On peut, du reste, consulter sur cette question : Dalloz, *Rép.*, *verbo* Lois, nos 385 et suiv.; arrêt de la Cour de cassation, du 2 mai 1825 et 4 mars 1829, rapportés en note dans Dalloz, *verbo citato*, sous le n° 388; Cour de cassation, 30 janvier 1854 (D. P., 1854-1-62); Tribunal civil de Boulogne-sur-Mer, 11 février 1854 (D. P., 1854-3-37); Cour de Metz, 26 juillet 1865 (D. P., 1865-2-160). M. Demolombe, t. I, nos 103 et suiv.; M. Laurent, *Principes de droit civil*, nos 98 et suiv.; Paillet, sur les articles 3 et 14 du Code civil.

1053. Nous avons, à diverses reprises, notamment *suprà*, dans l'*Avant-propos* et dans la leçon d'introduction, émis le vœu de voir des traités intervenir entre les peuples, pour faire cesser les conflits en matière de naturalisation. Nous trouvons, à ce propos, dans le journal *le Droit* du vendredi 4 juin 1880, un document important. Nous voulons parler du dépôt, devant le Sénat, dans la séance du 20 mai 1880, d'un projet de loi *adopté par la Chambre des députés, portant approbation d'une convention conclue, le 23 juillet 1879, entre la France et la Suisse* (1), *à l'effet de régulariser la situation des enfants des Français naturalisés Suisses.*

Voici d'abord l'*exposé des motifs :*

« La convention, que nous avons l'honneur de soumettre à votre examen, a pour but de mettre fin à des conflits de nationalité intéressant les enfants nés de Français qui ont acquis la nationalité suisse postérieurement à leur naissance. Par suite de la divergence des règles admises dans chacun des deux pays, les intéressés continuent à être considérés comme Français en France, tandis qu'ils sont réputés Suisses de l'autre côté de la frontière. Il en résulte pour eux, notamment en ce qui concerne l'application des lois militaires, de graves inconvénients

(1) Comparez *suprà*, nos 873 à 889, p. 600 à 609.

que le traité du 23 juillet 1879 fera cesser, en leur donnant la faculté d'opter, à leur majorité, pour l'une des deux nationalités et en ajournant jusque-là leur appel sous les drapeaux.

» L'exposé des motifs, présenté à la Chambre des députés et auquel nous nous référons, fournit tous les éclaircissements nécessaires sur l'économie et sur les diverses clauses de l'arrangement. Nous ajouterons seulement que cet arrangement a déjà été approuvé par l'Assemblée fédérale, le 18 décembre dernier, et qu'il y aurait intérêt, pour en faire bénéficier les jeunes gens qui ont tiré au sort cette année, à ce que les ratifications en pussent être échangées le plus promptement possible. Nous espérons, par suite, que le Sénat consentira à en aborder l'examen d'urgence. »

Voici les termes du *projet de loi :*

Article unique. Le président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention conclue, le 23 juillet 1879, entre la France et la Suisse, et dont le texte demeure annexé à la présente loi :

Convention entre la France et la Suisse, à l'effet de régulariser la situation des enfants des Français naturalisés Suisses.

Le président de la République française et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, ayant reconnu la nécessité de conclure une convention, *afin de régler, au point de vue de la nationalité et du service militaire, la situation des enfants de Français naturalisés Suisses,* ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le président de la République française,

M. Waddington, sénateur, président du conseil, ministre des affaires étrangères ;

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse ;

M. Jean-Conrad Kern, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près la République française,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

« Art. 1er. Les individus, dont les parents, Français d'origine, se font naturaliser Suisses et qui sont mineurs au moment de cette naturalisation, auront le droit de choisir, dans le cours de leur vingt-deuxième année, entre les deux nationalités française et suisse. Ils seront considérés comme Français, jusqu'au moment où ils auront opté pour la nationalité suisse.

» Art. 2. *L'option pour la nationalité suisse* résultera d'une déclaration faite par l'intéressé devant l'autorité municipale française ou suisse du lieu de sa résidence. Si l'intéressé ne réside ni sur le territoire français ni sur le territoire suisse, il pourra faire cette déclaration devant les agents diplomatiques ou consulaires de l'un ou de l'autre Etat. Il pourra se faire représenter par un mandataire pourvu d'une procuration spéciale et légalisée.

» Ceux qui n'auront pas effectué cette déclaration, dans le cours de leur vingt-deuxième année, seront considérés comme ayant définitivement conservé la nationalité française.

» Art. 3. *Les jeunes gens,* à qui est conféré ce droit d'option, *ne seront pas astreints au service militaire en France avant d'avoir accompli leur vingt-deuxième année.* Toutefois, ils pourront, sur leur demande, remplir avant leur majorité leurs obligations militaires, ou s'engager dans l'armée française, à la condition de renoncer à leur droit d'option pour la nationalité suisse. Cette renonciation devra être faite par les intéressés, avec le consentement de leurs représentants légaux, dans les mêmes formes et devant les mêmes autorités que les déclarations d'option.

» Art. 4. Toute déclaration d'option ou de renoncia-

tion au droit d'opter sera communiquée à l'autre gouvernement par celui qui l'aura reçue.

Disposition transitoire.

» Art. 5. Les enfants mineurs des Français naturalisés Suisses avant la mise en vigueur de la présente convention qui, par suite de la non-concordance des législations des deux pays, sont considérés de part et d'autre comme Français et Suisses, bénéficieront de la règle établie dans l'article 3.

» En déclarant, dans le cours de leur vingt-deuxième année et conformément aux dispositions de l'article 2, leur intention d'être Suisses, ils cesseront d'être considérés en France comme Français.

» Ceux d'entre eux qui auront atteint leur vingt et unième année, avant la mise en vigueur de la présente convention, pourront faire la même déclaration dans le délai d'un an, après que ladite convention sera devenue exécutoire.— Ce délai sera de deux ans en faveur de ceux qui, au moment de la mise à exécution de la présente convention, ne résideraient ni en France ni en Suisse.

» Art. 6. La présente convention est conclue pour cinq années à partir du jour de l'échange des ratifications.

» Dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera d'être obligatoire encore une année, et ainsi de suite d'année en année, à compter du jour où l'une des parties l'aura dénoncée.

» Art. 7. La présente convention sera soumise à l'approbation des pouvoirs législatifs.

» Les ratifications en seront échangées à Paris, et la convention entrera en vigueur aussitôt que faire se pourra. »

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 23 juillet 1879.

(*L. S.*) : WADDINGTON. (*L. S.*) : KERN.

ANNEXE. — TEXTES DE LOIS A CONSULTER

1° *Code civil français.*

Art. 9. Tout individu né en France d'un étranger pourra, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, réclamer la qualité de Français, pourvu que, dans le cas où il résiderait en France, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile, et que, dans le cas où il résiderait en pays étranger, il fasse sa soumission de fixer en France son domicile, et qu'il l'y établisse dans l'année à compter de l'acte de soumission.

Art. 10. Tout enfant né d'un Français en pays étranger est Français.

Tout enfant, né en pays étranger d'un Français qui aurait perdu la qualité de Français, pourra toujours recouvrer cette qualité, en remplissant les formalités prescrites par l'article 9.

Art. 17. La qualité de Français se perdra : 1° par la naturalisation en pays étranger; 2° par l'acceptation, non autorisée par le roi, de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger; 3° enfin, par tout établissement fait en pays étranger, sans esprit de retour.

Les établissements de commerce ne pourront jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour.

2° *Loi française du 7 février* 1851.

Art. 2. L'article 9 du Code civil est applicable aux enfants de l'étranger naturalisé, quoique nés en pays étranger, s'ils étaient mineurs lors de la naturalisation. — A l'égard des enfants nés en France ou à l'étranger, qui étaient majeurs à cette même époque, l'article 9 du Code civil leur sera applicable dans l'année qui suivra celle de ladite naturalisation.

3° *Loi militaire française du* 27 *juillet* 1872.

Art. 9. Les individus nés en France de parents étrangers, et les individus nés à l'étranger de parents étrangers naturalisés Français et mineurs au moment de la naturalisation de leurs parents, concourent, dans les cantons où ils sont domiciliés, au tirage qui suit la déclaration faite par eux en vertu de l'article 9 du Code civil et de l'article 2 de la loi du 7 février 1851.

Les individus déclarés Français, en vertu de l'article 1er de la loi du 7 février 1851, concourent également, dans le canton où ils sont domiciliés, au tirage qui suit l'année de leur majorité, s'ils n'ont pas réclamé leur qualité d'étranger, conformément à ladite loi.

Les uns et les autres ne sont assujettis qu'aux obligations de service de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge.

4° *Loi française du* 16 *décembre* 1874.

Art. 1er. L'article 1er de la loi du 7 février 1851 est ainsi modifié :

Est Français tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né, à moins que, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française, il ne réclame la qualité d'étranger par une déclaration faite, soit devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence, soit devant les agents diplomatiques et consulaires de France à l'étranger, et qu'il ne justifie avoir conservé sa nationalité d'origine par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration.

Cette déclaration pourra être faite par procuration spéciale et authentique.

Art. 2. Les jeunes gens auxquels s'applique l'article précédent peuvent, soit s'engager volontairement dans les armées de terre et de mer, soit contracter l'engagement conditionnel d'un an, conformément à la loi du

27 juillet 1872, titre IV, 3e section, soit entrer dans les écoles du gouvernement à l'âge fixé par les lois et règlements, en déclarant qu'ils renoncent à réclamer la qualité d'étranger dans l'année qui suivra leur majorité.

Cette déclaration ne peut être faite qu'avec le consentement exprès et spécial du père, ou, à défaut du père, de la mère, ou, à défaut de père et de mère, qu'avec l'autorisation du conseil de famille. Elle ne doit être reçue qu'après les examens d'admission et s'ils sont favorables.

5° *Loi fédérale suisse du* 3 *juillet* 1876 *sur la nationalité.*

Art. 1er. L'étranger qui désire obtenir la nationalité suisse doit demander au Conseil fédéral l'autorisation de se faire recevoir citoyen d'un canton et d'une commune.

L'autorisation du Conseil fédéral doit également être demandée par l'entremise d'un gouvernement cantonal, s'il s'agit de la naturalisation à accorder à un étranger à titre de don.

Art. 2. Le Conseil fédéral n'accordera cette autorisation qu'à des étrangers : 1° qui ont élu leur domicile ordinaire en Suisse depuis deux ans ; 2° dont les rapports avec l'Etat auxquels ils ressortissent sont tels, qu'il est à prévoir que leur admission à la nationalité suisse n'entraînera, pour la Confédération, aucun préjudice.

Art. 3. La naturalisation s'étend à la femme de l'étranger naturalisé et à ses enfants mineurs, s'il n'est pas fait pour ceux-ci une exception formelle en vue de l'article 2, paragraphe 2.

FIN

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS. . . . . (*lettres a — f.*)

INTRODUCTION

Leçon d'ouverture et indication de l'objet des conférences.

Numéros. Pages.

1. Triple caractère que doit présenter toute exposition rationnelle du droit des gens. I
2. Elle doit être historique. I
3. Elle doit être pratique. I
4. Elle doit être enfin philosophique. . . . I
5. Division de la leçon d'ouverture II

PARTIE PREMIÈRE

Définition du droit des gens : — Existe-t-il comme droit? — Ou bien est-ce simplement une branche de la morale?

6. Définition du droit des gens. II
7. Confusion qu'il importe d'éviter. II
8. Origine du mot droit des gens. III
9. Le droit des gens existe-t-il comme droit? — Controverse. III
10. *Premier système* : le droit des gens n'existe pas comme droit. III
11. *Second système* adopté par l'auteur : le droit des gens existe comme droit. V
12. Quelle est la sanction de ce droit? V
13. Transition. VI

PARTIE DEUXIÈME

Fondement et sources du droit des gens ou du droit international : ses différentes divisions.

14. Il existe *six sources* principales du droit international. Examen de ces sources. VI
15. Divisions du droit des gens. VII
16. Droit des gens naturel et droit des gens positif. . . VII

Numéros. Pages.

17. Droit des gens public et droit des gens privé. . . VIII

18. Importance de la législation comparée en cette matière. VIII

19. Transition. — Examen détaillé des principes qui régissent la matière de la *naturalisation*. Division du sujet en *quatre Etudes*. IX

20. Extrême importance de cette matière. . . . X

21. L'étude de la naturalisation touche d'abord au *droit politique et constitutionnel* à un double point de vue. . . . X

22. 1° Au point de vue du *mode de concession* de la naturalisation. X

23. 2° Au point de vue des *effets* qu'elle doit produire. . XII

24. La naturalisation met aussi en jeu les principes du *droit international*. XIV

25. Premier principe : tout individu peut changer de patrie. XIV

25 *bis*. Deux autres principes. XV

26. Nul ne doit être sans patrie. XV

27. Nul ne doit avoir deux patries. XVII

28. Influence qu'exerce, en *droit civil*, la naturalisation. . XVIII

PREMIÈRE ÉTUDE

De la naturalisation envisagée comme faisant acquérir la qualité de Français, avec un Appendice sur l'acquisition de la qualité de Français par la naissance ou l'origine.

Préliminaires et généralités.

1. Nature des recherches que nécessite l'étude de la naturalisation. 3

2. *Définition* de la naturalisation. 3

3. Consécration par la loi française de ce principe que tout individu peut changer de patrie. (Référence au n° 1031.). . . 4

4. Diversité des législations quant à l'application du précédent principe. 5

5. La naturalisation n'est pas applicable aux personnes morales. 5

6. La naturalisation peut être *individuelle* ou *collective*. . 6

7. La naturalisation individuelle se divise elle-même en naturalisation proprement dite et en naturalisation par bienfait de la loi. 6

8. Distinction entre la *naturalisation simple* et la *grande naturalisation*. 7

9. Effet d'une loi nouvelle sur les naturalisations acquises sous l'empire d'une loi précédente. 8

10. Conséquences de la souveraineté respective des Etats en cette matière. 8

11. *Division* de la *première Etude*. 9

Numéros. Pages.

PARTIE PREMIÈRE

Notions historiques sur la naturalisation.

12. La naturalisation ne saurait être constituée à l'origine des sociétés. 9
13. Disposition de la loi de Moïse. 10
14. Coutume des Scythes et des Egyptiens. . . . 10
15. Droits de la Grèce. 11
15 *bis*. Lois de Sparte. 11
15 *ter*. Lois d'Athènes. . . . . 11 *in fine*

CHAPITRE I

Esquisse sommaire de la jurisprudence romaine en matière de naturalisation.

16. Le mot de naturalisation n'est pas connu à Rome, mais la chose existe. 14

SECTION I

Acquisition de la qualité de citoyen romain par des peuples ou par des individus sujets de Rome.

17. Différences fondamentales entre le droit romain et notre législation actuelle. 15
18. Eléments du *jus civitatis*. 16
19. Positions variées faites par Rome aux populations soumises. — Des *Latini veteres*. . . . . 16 *in fine*
20. Des *Latini coloniarii*. 17
21. Des *Latini Juniani*. 18
22. Du *jus Italicum*. 20
23. Situation faite aux *provinces*. 21

SECTION II

Acquisition de la qualité de citoyen romain par des peuples ou par des individus indépendants de Rome.

24. Double observation. . . . . 21 *in fine*
25. Importance, à l'origine, de la qualité de citoyen romain. Rareté de sa concession aux pérégrins. 22
26. La concession a lieu sous forme de loi. . . . 23

Numéros. Pages.

27. Période où le droit de conférer la cité appartient aux généraux ou aux consuls. 24

28. Période impériale. Constitution de Caracalla. . . 25

29. Conditions sous lesquelles s'obtient la qualité de citoyen romain. Effets de cette concession. 27

CHAPITRE II

Esquisse sommaire de l'ancienne jurisprudence française en matière de naturalisation.

30. Transition. 27

SECTION I

Epoque germanique.

31. Condition de l'étranger chez les Germains. . . 28

32. Admission de l'étranger dans la garantie de la famille. 28

33. Admission de l'étranger dans la tribu. . . . 29

SECTION II

Epoque franque.

34. De l'étranger chez les Francs. 30

35. Admission de l'étranger dans une tribu franque. . 30

36. Examen de la théorie des *professiones legis*. . . 31

37. Effet produit par l'entrée dans les ordres ecclésiastiques. 32

SECTION III

Epoque féodale et coutumière.

38. Bases du système féodal. . . . . 32 *in fine*

39. De l'*aubain* acquis serf au seigneur. . . 33 *in fine*

40. Substitution de la bourgeoisie au servage. . . 34

41. De l'aubain placé sous l'*avouerie* du seigneur. . . 35

42. Substitution du patronage royal à l'*avouerie* des seigneurs. 36

43. Effets du changement de nationalité résultant d'une *annexion* au territoire ou de son *démembrement*. 38

44. Causes diverses de l'annexion au territoire ou de son démembrement. 39

44 *bis*. Causes provenant du fait du roi. . . . 39

44 *ter*. Causes provenant du fait de la nation. . . 40

Numéros. Pages.

SECTION IV

Epoque monarchique.

45. De la naturalisation *individuelle*. Des *lettres de naturalité* : leur nature et leur forme. 41

46. Conditions sous lesquelles s'obtenaient les lettres de naturalité. . . . . 42 *in fine*

47. Des *lettres de déclaration de naturalité* : leurs cas d'application, leurs effets. 44

48. Double source de la naturalisation collective. . . 45

49. Des *décisions royales*. 45

50. Des *annexions*. A partir de quel moment les sujets de la province annexée étaient-ils Français ? *Controverse*. . . 46

51. *Première opinion*. Il suffisait que l'annexion fût, en fait, consommée. 47

52. *Seconde opinion*. Il fallait que l'annexion eût été proclamée par lettres patentes ou déclaration royale. . . . 47

53. *Effets* de la naturalisation une fois conférée. . . 48

54. De la clause, « *Proviso quod heredes impetrantis sint regnicolæ*. » 48

55. Dissidence entre Bacquet et Loysel sur le droit héréditaire de l'aubain naturalisé. 49

56. Différences entre l'aubain naturalisé et le Français originaire. 49

CHAPITRE III

Esquisse sommaire de la législation intermédiaire ou révolutionnaire, en matière de naturalisation.

57. La naturalisation cesse d'être une faveur, pour devenir un *droit*. 50

58. Différents actes législatifs à examiner. . . . 51

SECTION I

Loi des 30 avril - 2 mai 1790.

59. Texte de la loi des 30 avril-2 mai 1790. . . . 52

60. Rôle du *serment civique* dans la naturalisation. . 52

61. A quels étrangers, au juste, était applicable la loi des 30 avril-2 mai 1790. 53

62. Améliorations apportées à la condition des étrangers. Loi des 6-18 août 1790. 54

63. Loi du 8 avril 1791. 55

Numéros. Pages.

SECTION II

Constitution des 3-14 septembre 1791.

64. Texte des principaux articles de la constitution des 3-14 septembre 1791. 55
64 *bis*. Il y a *cinq* manières d'obtenir la qualité de Français. 56
65. Remarque. 58
66. Transition. 58

SECTION III

Constitution du 24 juin 1793.

67. Caractère général de la constitution du 24 juin 1793. . 58
68. Texte et commentaire de l'article 4. . . . 58
69. Disposition abrogative du décret du 10 octobre 1793. A quelles personnes elle s'applique. 59

SECTION IV

Constitution du 5 fructidor an III, ou 22 août 1795.

70. Dispositions principales de la constitution du 5 fructidor an III. 60
71. Consécration d'un principe nouveau. . . . 61
72. Observation. 61

SECTION V

Constitution du 22 frimaire an VIII.

73. Existence d'un revirement dans l'opinion publique. . 62
74. Texte des principaux articles de la constitution du 22 frimaire an VIII. 62
75. Inconvénient de la modification apportée par la constitution nouvelle 63
76. Deux observations. 63
77. *Première observation :* La seule résidence en France n'a jamais suffi, dans le droit intermédiaire, pour conférer la qualité de Français. 63
78. Seconde observation relative au passage d'une législation à une autre. 63
79. De la naturalisation collective acquise par voie d'annexion au territoire. 64

Numéros. Pages.

CHAPITRE IV

Esquisse sommaire du droit nouveau ou moderne (1803 à 1880), en matière de naturalisation.

80. Objet du chapitre IV. 66
81. Rappel des conditions exigées par l'article 3 de la constitution du 22 frimaire an VIII. 66
82. Caractères des innovations législatives qui se sont succédé de 1803 à 1880. 66
83. La constitution de l'an VIII était *trop facile* à certains égards. Dispositions de l'avis du Conseil d'Etat des 16-20 prairial an XI et du décret du 17 mars 1809 (art. 1). 66
84. La constitution de l'an VIII était aussi *trop difficile* en certains cas. 68
85. Sénatus-consultes des 21-26 vendémiaire an XI et du 19 février 1808. . . . . 68 *in fine*
86. Ordonnance du 4 juin 1814. 69
87. Deux sortes de naturalisations : la *naturalisation simple*, et la *grande naturalisation*. . . . . 69 *in fine*
87 *bis*. Loi des 13-21 novembre et 3 décembre 1849. Différences avec le droit actuel. 70
88. Texte de la loi du 14 octobre 1814. . . . 70
89. Transition 72
90. Décret provisoire des 28-31 mars 1848. . . 72
91. Critique du décret précité. 72
92. Arrêté ministériel du 29 juin 1848. . . . 73
93. Loi des 13-21 novembre, 3-11 décembre 1849. . 73 *in fine*
94. Cinq conditions sont exigées par les articles 1 et 2 de la loi du 11 décembre 1849. 74
95. Articles 3, 4, 5 et 6 de la loi du 11 décembre 1849. . 75
96. Transition 76
97. Loi des 22-25 mars 1849. 77
98. Loi des 22-29 janvier, 7-12 février 1851. . . 77
99. Transition. 78
100. Constitution du 14 janvier 1852. . . . 78
101. Décret du 25 janvier 1852 (art. 1, 5 et 24). . . 78
102. Disposition particulière de l'article 26 du décret précité. 79
103. Décret du 30 juin 1860. 80
104. Sénatus-consulte du 14 juillet 1865, sur l'état des personnes et la naturalisation en Algérie. 81
104 *bis*. Remarque sur les articles 3 et 4 du sénatus-consulte précité. 81
105. Loi des 29 juin-5 juillet 1867. 82
106. Double innovation. 82

Numéros. Pages.

107. Critiques auxquelles a donné lieu l'application de la loi du 29 juillet 1867. 83
108. Remarque sur l'intervention du Conseil d'Etat. . 85
109. Projet de loi déposé le 20 février 1877, par MM. les députés Escanyé, Massot, etc. 85
110. Adhésion de l'auteur à ce projet de loi. . . 89
111. Transition. 89
112. Décret du 12 septembre 1870. . . . 89 *in fine*
113. Décret du 26 octobre 1870. 90
114. Décret du 19 novembre 1870. . . . 91
115. Loi des 16-29 décembre 1874. . . . 93
116. Transition. 94

PARTIE DEUXIÈME

Comment s'opère la naturalisation?

117. La naturalisation s'opère de trois manières. . 94 *in fine*

CHAPITRE I

De la naturalisation proprement dite, c'est-à-dire de l'acquisition de la qualité de Français, par l'accomplissement des conditions habituellement requises des étrangers, aux termes des actes législatifs soit antérieurs soit postérieurs à la promulgation du Code civil.

118. Objet de ce chapitre. 95
119. Conditions exigées aujourd'hui de l'étranger qui veut se faire naturaliser. . . . . 95 *in fine*
120. On ne distingue plus la *naturalisation simple* de la *grande naturalisation*. 97
121. *Quid* des étrangers établis en France depuis un temps immémorial? *Controverse*. 97
122. *Premier système* : Ils sont de plein droit naturalisés Français. . . . . 97 *in fine*
123. *Second système* : Ils jouissent d'une situation mixte : l'*incolat*. 98
124. *Troisième système* adopté par l'auteur : Ils restent des étrangers ordinaires. 99
124 *bis*. Bénéfice attaché à la *possession d'état* de la qualité de Français. 101
125. Comment se prouve la naturalisation, et quelles formalités doivent entourer les décisions sur les questions de nationalité en général? . . . . . 102 *et la note*

Numéros. Pages.

CHAPITRE II

De la naturalisation par les modes spéciaux et privilégiés accordés à certains étrangers que le Code civil ou des lois antérieures ou postérieures à ce Code ont jugés particulièrement dignes de faveur ; — en d'autres termes, de la NATURALISATION PAR LE BIENFAIT DE LA LOI.

126. Il existe *dix* circonstances principales dans lesquelles l'acquisition de la qualité de Français peut se réaliser par le *bienfait de la loi*. 103

SECTION I

Individus nés en France d'un étranger.

127. Précédents historiques d'où l'article 9 du Code civil tire son origine. 105
128. Division de la présente section. . . . 106

§ I

En quoi consiste le privilège consacré par l'article 9 du Code civil, et quel en est le fondement rationnel?

129. Formalités à remplir pour obtenir la naturalisation consacrée par l'article 9 du Code civil. 106
130. Nature *exceptionnelle* de cette naturalisation. . . 106
131. Lieu où doit se faire la déclaration d'intention exigée par l'article 9. 107
132. Fondement rationnel de l'article 9. (Référence pour les nos 129 à 132 aux nos 1032 à 1034.). 107

§ II

A quels enfants s'applique le bénéfice de l'article 9?

133. L'article 9 ne s'applique pas aux enfants étrangers déjà nés au moment de la promulgation du Code. (Aj. *infrà*, nos 1035 à 1039.) 108
134. Les enfants naturels peuvent, comme les enfants légitimes, bénéficier de l'article 9. 108
135. *Trois conditions* doivent se trouver réunies dans la personne de l'enfant. 108
136. 1° Il faut que l'enfant soit *né* en France. . 108 *in fine*
137. Il ne suffit pas que l'enfant ait été *conçu* en France. . 109
138. 2° Il faut que le lieu de la naissance soit le territoire français. 109

Numéros. Pages.

139. *Quid* de l'enfant né à l'étranger dans l'hôtel de l'ambassade française? 110

140. La naissance dans les colonies équivaut à la naissance en France. 110

141. Article 2 du décret du 30 juin 1860. . . . 111

142. 3° Il faut que l'auteur de l'enfant soit un étranger. . 111

143. L'enfant né d'un étranger autorisé à établir son domicile en France peut se prévaloir de l'article 9. 111

144. *Quid* de l'enfant né, en France, de parents qui n'auraient plus de patrie? *Controverse.* 111

145. Adoption du système suivant lequel cet enfant n'est pas Français de naissance, mais peut le devenir par application de l'article 9. 112

146. Les enfants, nés en France de père et mère inconnus, peuvent-ils invoquer le bénéfice de l'article 9. *Controverse.* . 113

147. Adoption de l'*affirmative.* . . . 113 *in fine*

148. L'article 9 est aussi applicable à l'enfant naturel né en France d'une mère *française*, mais reconnu, dans la suite, par un père *étranger*. . . . . 114 *in fine*

149. *Quid*, si cet enfant naturel a été aussi reconnu plus d'un an après sa majorité? Renvoi. 115

150. Jugement du tribunal d'Albertville (15 mars 1879). . 116

§ III

A quelle époque le privilège consacré par l'article 9, peut-il et doit-il être exercé?

151. Le délai d'un an imparti par l'article 9 ne peut pas être *avancé*, lorsqu'il s'agit pour l'enfant de se prévaloir d'un bénéfice. 117

152. Il ne peut pas non plus être *avancé*, s'il s'agit pour l'enfant de s'acquitter d'une obligation. 118

153. Il ne peut pas davantage être étendu ou *reculé*. . . . 118

154. Quelle est la *majorité* dont parle l'article 9 du Code civil? *Controverse.* 119

155. *Premier système* : Il s'agit de la majorité *française*. . 119

156. *Second système*, adopté par l'auteur : Il s'agit de la majorité déterminée par la loi *étrangère*. 120

157. Tempérament proposé au second système pour l'enfant national d'un pays où la majorité serait plus précoce qu'en France. Réfutation. 121

158. Arrêt rendu par la Cour de cassation de Belgique, le 6 février 1878. 122

Numéros. Pages.

§ IV

Quelle est l'étendue du privilège consacré par l'article 9 du Code civil, et quels sont ses effets?

159. L'individu naturalisé par application de l'article 9 du Code civil est-il censé Français dès le jour de sa naissance, ou ne devient-il Français que pour l'avenir? *Controverse.* . . . 123

160. *Première opinion* : Il faut considérer cet individu comme Français dès sa naissance. 123

161. *Seconde opinion*, adoptée par l'auteur : La qualité de Français n'aura été acquise que pour l'avenir. 124

162. Conséquences diverses de cette solution. . 127 *in fine*

163. Conséquences : 1° Quant à l'application de l'article 2 de la loi du 14 juillet 1819. 128

164. 2° Quant à l'application de l'article 14 du Code civil. 129

165. 3° Quant à la participation, comme témoin, à un acte notarié. 129

166. 4° Quant à la femme et aux enfants du naturalisé. . 129

167. 5° Quant aux crimes commis par l'individu en question avant sa naturalisation. Affaire Brans. . . . 129 *in fine*

168. Arrêt de la Cour d'assises du Nord, du 3 août 1877. . 131

169. 6° Conséquence de la solution admise par l'auteur, *en matière administrative*. Décision du Conseil d'Etat, du 19 janvier 1877. 133

SECTION II

Etrangers qui ont subi la loi du recrutement et se sont laissé enrôler dans l'armée française de terre ou de mer, sans exciper de leur extranéité et sans protester contre l'erreur commise à leur préjudice. (Loi des 22-25 mars 1849.)

170. Texte de la loi des 22-25 mars 1849. . . . 134

171. La circonstance prévue par la loi peut se présenter. 134

172. Motifs de la loi des 22-25 mars 1849. . . 135

173. Question controversée qui s'est élevée dans la pratique. *Affaire Liévin.* L'individu qui, *après avoir une première fois excipé de son extranéité*, satisfait à la loi du recrutement, peut-il se prévaloir de la loi des 22-25 mars 1849? 135

174. Négative consacrée par la Cour de cassation. . 136

175. Affirmative admise par l'auteur. . . . 137

176. Devoir du juge de paix, lorsqu'une pareille question s'élève devant lui au sujet de l'inscription sur les listes électorales. . 140

Numéros. Pages.

SECTION III

Individus nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y étaient nés (art. 1 de la loi des 22-29 janvier, 7-12 février 1851, complétée et modifiée par la loi des 16-29 décembre 1874).

177. Pour quel motif fut édictée la loi du 7 février 1851. . 141
178. Texte de l'article 1 de cette loi. . . . 142
179. Effet rétroactif de la déclaration faite en conformité de la loi des 7-12 février 1851 (art. 1). 143
180. L'individu qui a réclamé la qualité d'étranger en vertu de la loi du 7 février 1851, peut-il, se ravisant plus tard, réclamer la qualité de Français en vertu de l'article 9 du Code civil? *Négative admise par la jurisprudence.* 144
181. Adoption de l'affirmative. 145
182. Condition de l'individu qui n'a pas réclamé la qualité d'étranger par application de la loi du 7 février 1851. . . . 146
183. Est-il soumis au service militaire? Oui, d'après la loi du 27 juillet 1872 (art. 9, al. 2). Avant cette loi, la question était controversée. . . . . 146 *in fine*
184. Proposition de loi déposée en 1872 par M. des Retours sur le bureau de l'Assemblée nationale. — Ses motifs. . . 147
185. Critique de cette proposition, et texte de la loi du 16 décembre 1874. (Aj. *infrà*, nos 1040 et 1041.). . . . 148
186. Nécessité d'un *certificat* à obtenir du gouvernement étranger dont se réclame l'individu visé par la loi du 16 décembre 1874. . . . . 149 *in fine*
187. Quels fonctionnaires recevront la déclaration faite en vertu de la loi du 16 décembre 1874. 150
188. Droit pour les enfants, nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés, de contracter l'engagement conditionnel d'un an et d'être admis aux écoles du gouvernement. . . 150 *in fine*

SECTION IV

Enfants nés de parents d'origine étrangère qui se sont fait naturaliser en France. (Art. 2 de la loi des 7-12 février 1851.)

189. Texte de l'article 2 de la loi des 7-12 février 1851. . 151
190. Observation. 152
191. Deux hypothèses sont à distinguer. *Première hypothèse* : L'enfant de l'étranger naturalisé est encore *mineur*. . . 152
192. *Seconde hypothèse* : L'enfant de l'étranger naturalisé est *majeur*. . . . . 152 *in fine*
193. Le mot « *étranger* » naturalisé est générique. . 153

Numéros. Pages.

194. La nationalité française ne peut être acquise à l'enfant du naturalisé que pour l'avenir. 153

195. A partir de quel moment sont astreints à la loi du recrutement les enfants nés hors de France d'étrangers naturalisés Français? 153

196. Proposition faite par M. le député Méline à la séance du 16 décembre 1874, en vue de modifier également l'article 2 de la loi du 7 février 1851. . . . . 153 *in fine*

SECTION V

Individus nés en pays étranger de parents Français d'origine, mais qui ont ensuite perdu cette qualité. (Art. 10, al. 2 du Code civil.)

197. Motifs de faveur qui s'imposaient en cette matière. 154 *in fine*

198. Double hypothèse régie par le législateur. . . 155

199. Texte de l'article 10, alinéa 2 du Code civil. . 155 *in fine*

200. L'article 10, alinéa 2 ne s'applique qu'aux enfants du premier degré. 156

201. L'expression *recouvrer*, dont se sert l'article 10, alinéa 2, est inexacte. . . . . 156 *in fine*

202. L'article est-il applicable si l'enfant de l'ex-Français est né *en France? Controverse.* 157

203. *Première opinion :* Cet enfant est Français d'origine. . 157

204. *Deuxième opinion :* Cet enfant devra se prévaloir de l'article 9 du Code civil. 157

205. *Troisième opinion*, admise par l'auteur : Cet enfant peut se prévaloir de l'article 10, alinéa 2. 157

206. La loi des 7-12 février 1851 est aussi applicable à l'enfant né en France d'un *ex-Français*, qui lui-même y est né. . . 158

207. Il importe peu de savoir comment l'ex-Français avait acquis la nationalité française. 158

208. La fille d'un ex-Français qui s'est mariée avec un étranger peut-elle invoquer l'article 10? *Controverse.* . . 158 *in fine*

209. *Premier système* : Négative. 159

210. *Second système* (adopté) : Affirmative. 159

211. L'enfant né d'une femme française, qui a perdu sa nationalité en épousant un étranger, pourrait-il invoquer le bénéfice de l'article 10, alinéa 2? *Controverse.* . . . 159 *in fine*

212. La jurisprudence française adopte la *négative*. . . 160

212 *bis*. La jurisprudence belge est divisée. . . . 160

212 *ter*. *Affirmative* adoptée par l'auteur. . . . 161

213. Cas où l'enfant serait né, hors mariage, d'une femme devenue étrangère. 163

214. La nationalité s'acquiert *de droit* lorsque les conditions de l'article 10, alinéa 2, se trouvent remplies. . . . 164

Numéros. Pages.

SECTION VI

Descendants de personnes expatriées pour cause de religion (art. 22 du décret des 9-15 décembre 1790).

215. Objet de cette section. 165
216. Origine historique de la loi des 9-15 décembre 1790. . 165
217. Texte de l'article 22 de cette loi. . . . 166
218. La loi des 9-15 décembre 1790 comprend les descendants à naître comme ceux déjà nés. 167
219. La loi des 9-15 décembre 1790 est-elle encore aujourd'hui en vigueur? *Controverse*. 167
220. *Premier système :* Négative. 167
221. *Second système* (adopté) : Affirmative. . . . 167
222. Peu importe que le descendant de religionnaires se soit mis dans une situation qui, d'après le droit commun, lui ferait perdre la qualité de Français. 168
223. Les descendants de religionnaires qui se sont conformés à l'article 22 de la loi des 9-15 décembre 1790, peuvent-ils se prévaloir de la qualité de Français, même *rétroactivement* dans le passé? *Controverse*. . . . . 168 *in fine*
224. *Première opinion* : Négative. 169
225. *Seconde opinion*, adoptée par l'auteur : Affirmative. . 169

SECTION VII

Personnes françaises d'origine, mais qui avaient perdu cette qualité. (Art. 18 du Code civil.)

226. Motifs de l'article 18 du Code civil. . . . 171
227. Texte de l'article 18. 171
228. Le Français, devenu étranger pour s'être établi *sans esprit de retour* en pays étranger, doit, pour recouvrer la nationalité française, accomplir les conditions imposées par l'article 18 (sauf controverse). 172
229. *Trois conditions* sont exigées par l'article 18. . . 173
230. L'intervention du gouvernement ne porte que sur l'autorisation de domicile. 174
231. L'article 18 s'applique aux étrangers qui, après s'être fait naturaliser Français, auraient perdu cette nationalité. . . 174
232. Le privilège de l'article 18 ne peut pas être invoqué en temps de minorité. . . . . 174 *in fine*
233. L'article 18 n'est pas applicable aux Français qui ont perdu leur qualité en prenant, sans autorisation, du service militaire à l'étranger. 175
234. *Quid* de la femme devenue étrangère par mariage? Renvoi. 176

Numéros. Pages.

SECTION VIII

Femmes étrangères qui épousent des Français. (Art. 12 du Code civil.)

235. Texte de l'article 12 du Code civil. — Ses motifs et sa portée. 176

236. Cet article s'applique à la femme *mineure*, au moment de son mariage. . . . . 177 *in fine*

237. Il faut que le mariage soit valable, sauf le cas du mariage putatif. 178

238. L'article 12 est applicable à l'ex-Française, (sauf controverse). . . . . 178 *in fine*

SECTION IX

Femmes françaises de naissance qui ont épousé des étrangers, et qui, étant devenues veuves, désirent recouvrer la qualité de Françaises que leur mariage leur avait fait perdre. (Art. 19, al. 2.)

239. Texte et motifs de l'article 19, alinéa 2, du Code civil. . 179

240. Deux hypothèses sont prévues par cet article. . . 180

241. *Première hypothèse* : La femme réside en pays étranger. 180

242. *Deuxième hypothèse* : La femme réside en France. — A-t-elle besoin de déclarer son intention de se fixer en France? *Controverse.* 181

242 *bis*. Adoption de l'*Affirmative.* 181

243. Si une femme, devenue étrangère par son mariage, recouvre, après la dissolution de cette union, la nationalité française, ses enfants encore mineurs, nés de ce mariage, ne deviennent pas eux-mêmes de plein droit Français. 182

244. L'article 19 doit être étendu à la femme *divorcée*, selon les lois du pays de son mari. 183

245. Transition. 184

246. L'autorisation du chef de l'Etat, est-elle nécessaire en matière de naturalisations par le bienfait de la loi, alors même que le texte du Code ne l'exigerait pas formellement? *Controverse.* . 184

247. *Premier système* : Affirmative. 184

248. *Second système*, adopté par l'auteur : Négative. . 185

SECTION X

Etrangers ayant pris part à la guerre de 1870 contre la Prusse (Décrets des 26 octobre et 19 novembre 1870.)

249. Caractères de cette naturalisation. . . . 186

250. Texte des décrets du 26 octobre et du 19 novembre 1870. 187

Numéros. Pages.

251. Conditions requises par ces deux décrets. . 188 *in fine*
252. Motifs de ces dispositions. 189

CHAPITRE III

De l'annexion à la France ou de l'acquisition de la qualité de Français par la réunion à la France d'un territoire étranger.

253. Objet du présent chapitre. . . . 190
254. Nécessité d'un changement de nationalité en cas d'annexion. 190
255. Division. 191

SECTION I

Préliminaires et généralités théoriques.

256. Caractère de la naturalisation opérée par voie d'annexion. 191
257. Origine historique de cette naturalisation. . . 192
258. Renvoi. 193
259. Manière dont peut se réaliser la naturalisation par voie d'annexion. 193
260. L'*allégeance commune* ne suffit pas pour opérer le changement de nationalité. 194
261. Les questions de race, de langue et de religion ne sont que secondaires dans le groupement des individus en nations. Principes de la communauté d'intérêts et de la souveraineté du peuple. . 194
262. Objections produites contre cette théorie. Réfutation. 196 *in fine*
263. Nécessité du droit d'option. 199
264. Origine historique du droit d'option. . . 199 *in fine*
265. Caractère revêtu actuellement par le droit d'option. . 201
266. Quelles personnes doit atteindre la naturalisation collective résultant d'une annexion? Deux hypothèses. . . . 201
267. Hypothèse de l'absorption *entière* d'un Etat dans un autre. 201
268. Hypothèse d'une séparation *partielle* de territoire. *Controverse.* Quatre systèmes . . . . . 202 *in fine*
269. *Premier système* : C'est au *domicile* qu'il faut s'attacher pour déterminer les personnes atteintes par l'annexion. . . 203
270. *Second système* : C'est l'*origine* qu'il faut prendre pour *criterium* de nationalisation. 205
271. *Troisième système* : On peut s'attacher indifféremment *soit au domicile soit à l'origine.* 207
272. *Quatrième système*, adopté par l'auteur : Il faut exiger la *double condition du domicile et de l'origine*, sans que, d'ailleurs, il soit nécessaire de distinguer suivant la constitution politique des états : Dissidence avec M. Cauwès. . . 209 *et la note*

Numéros. Pages.

SECTION II

Règles suivies dans la pratique.

273. Division 210

§ I

De l'annexion à la France par voie de conquête.

274. Principe général. 210
275. Caractère particulier de la conquête. . . 211
276. Position spéciale qui doit être faite aux Indiens et aux Algériens après la conquête. 211
277. Ces individus étaient-ils devenus sujets Français depuis le jour où la puissance française s'était établie dans leur pays? — *Affirmative.* 212
278. Dispositions du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et décret du 21 avril 1866. 213
279. Décret du 24 octobre 1870 relatif aux Algériens israélites. 213

§ II

Annexion à la France par voie de cession volontaire.

280. Traité du 24 mars 1860 et décret du 30 juin 1860. — Division. 214

I. Dispositions relatives aux personnes comprises dans les termes mêmes du traité du 24 mars 1860.

281. Critique du système consacré par l'article 6 du traité du 24 mars 1860. 215
282. Du droit d'option. — Division. . . . 216

A. — A quelles formalités était soumis le droit d'option?

283. Deux formalités sont exigées par l'article 6 du traité du 24 mars 1860. 216
284. Autorité compétente pour recevoir la *déclaration* d'option. 216
285. Du *transfert de domicile.* 217

B. — Par quelles personnes pouvait être exercé le droit d'option?

286. Des individus *majeurs* et *maîtres de leurs droits.* . 218
287. De la *femme mariée.* 218
288. La femme mariée ne peut-elle opter que si son mari opte lui-même? — Controverse. 218
289. Système appliqué en 1860. 218
290. *Quid* des enfants *mineurs? Trois systèmes.* . . 219

Numéros Pages.

291. *Premier système* : La condition de l'enfant est subordonnée à celle de son père. 220

292. *Deuxième système* : Les enfants mineurs ont un droit d'option individuel et propre, mais ils opteront avec l'assistance de leurs représentants légaux. 220

292 *bis*. Continuation du même sujet. . . . 220

292 *ter*. Continuation du même sujet. . . . 220

293. *Troisième système*, adopté par l'auteur : Les *mineurs* ont un droit propre d'option, ils l'exercent eux-mêmes. Le délai ne court contre eux qu'à partir de leur *majorité*. . . . 222

294. Jurisprudence, sur ce point, de la Cour de Chambéry. Arrêt du 22 décembre 1862. 223

C. — Quels étaient les effets attachés à l'exercice du droit d'option?

295. Principe rationnel. 224

296. Système suivi par l'article 6 du traité du 24 mars 1860. 225

II. Dispositions relatives à des personnes non comprises dans les termes mêmes du traité. (Décret du 30 juin 1860.)

297. Texte du décret du 30 juin 1860. — Division. . . 225

A. — Interprétation de l'article 1 du décret du 30 juin 1860.

298. Objet de l'article 1 du décret du 30 juin 1860. — Position de la difficulté. *Deux partis* dans la doctrine. . . . 226

299. *Premier parti* : L'article 1 du décret du 30 juin 1860 abroge, quant aux *domiciliés*, le traité du 24 mars précédent. . . 227

300. *Second parti* : Il faut concilier le décret avec le traité. Comment? *Controverse*. 228

301. *Première opinion* : Le traité vise les *originaires*. Le décret s'occupe des *domiciliés*. 228

302. *Seconde opinion* : Le décret n'a eu pour but que de satisfaire les *impatients* ou les *timorés*, parmi ceux déjà compris dans les termes du traité. . . . . 228 *in fine*

303. Réfutation de l'opinion précédente. . . . 229

304. *Troisième opinion*, adoptée par l'auteur : Le traité et le décret se rapportent à des *dates différentes*. 230

305. Etat de la jurisprudence. 231

B. — Interprétation de l'article 2 du décret du 30 juin 1860.

306. *Deux partis* en présence. 234

307. *Premier parti* : Le décret *abroge* le traité en ce qui concerne les *mineurs originaires*. 234

308. Réfutation. 235

308 *bis*. *Second parti* : Il faut concilier le décret avec le traité. Comment? *Controverse*. 235

309. *Première opinion* : Le décret a eu pour but de permettre aux mineurs originaires de revenir sur leur option. . . . 235

Numéros. Pages.

310. *Seconde opinion :* Le traité naturalise de plein droit les mineurs nés dans le pays annexé de parents *nés eux-mêmes dans ce pays.* Au contraire, le décret facilite la naturalisation pour les enfants nés dans le pays annexé, mais issus de parents originaires de pays non annexés. 236

311. *Troisième opinion :* Le traité ne comprend (1) que les sujets Sardes nés, en Savoie ou à Nice, de parents *définitivement* établis en ce pays. Le décret vise les sujets Sardes nés, en Savoie ou à Nice, de parents qui n'y demeuraient qu'*accidentellement.* . . 237

312. Jugement rendu par le tribunal de Lyon, à la date du 24 mars 1877. *Affaire Durand.* 238

313. Transition. 242

314. Cession à la France des communes de Menton et de Roquebrune (Traité du 2 février 1861). 242

315. Cession à la France de l'île Saint-Barthélemy (Traité du 10 août 1877). 242

316. Effet particulier de l'annexion, quant aux *fonctionnaires.* — Deux hypothèses. 243

317. *Première hypothèse* : Des fonctionnaires amovibles. 243 *in fine*

318. Des officiers ministériels 245

319. *Deuxième hypothèse :* Des fonctionnaires inamovibles. . 245

320. Une erreur à éviter. 245

321. Principes à suivre. 246

322. Critique d'un décret rendu le 12 juin 1860, relatif à des fonctionnaires non atteints par l'annexion. 247

APPENDICE

De l'acquisition de la qualité de Français par la naissance ou l'origine.

323. Objet du présent Appendice. 248

324. Principes admis, dans l'ancien droit, quant à la nationalité d'origine. 249

325. Droit actuel. 249

326. Texte et motifs de l'article 10, § 1 du Code civil. . 249

327. Historique de la rédaction de l'article 10, § 1. . . 250

328. Règle générale à poser en cette matière. . . 252

329. *Quid* de l'enfant né d'un père et d'une mère de nationalités différentes? *Deux hypothèses.* 252

330. *Première hypothèse* : L'enfant est légitime. . . 252

331. *Deuxième hypothèse* : L'enfant est naturel. — Sous-distinction. 253

332. *a. — L'enfant naturel n'a pas été reconnu. — Controverse.* 253

(1) Ajoutez *infrà*, le renseignement important donné au nº 1042, page 688.

Numéros. Pages.

333. *Premier système* : Cet enfant est étranger. . . 253

334. *Second système*, adopté par l'auteur : Cet enfant est Français, pourvu qu'il soit né en France. 254

335. *b.* — *L'enfant naturel a été reconnu.* . . . 255

336. *Quid*, s'il a été reconnu par son père et par sa mère, mais que ceux-ci n'aient pas la même nationalité? *Controverse.* — *Quatre systèmes.* — *Premier système* : L'enfant a le choix entre la nationalité de son père et celle de sa mère 255

337. *Second système* : Cet enfant suit la nationalité de sa mère. 256

338. Réfutation du second système. 257

339. *Troisième système* : L'enfant prendra la nationalité de celui de ses auteurs qui est Français. 257

340. *Quatrième système*, adopté par l'auteur : L'enfant suit toujours la nationalité de son père. Aj. *infrà*, n° 1043. . . . 258

341. Réfutation des objections présentées à l'encontre du quatrième système. 259

342. A quel moment se fixe la nationalité de l'enfant? *Controverse.* Trois systèmes. 260

343. *Premier système* : Au moment même de la *naissance*. . 261

344. *Deuxième système* : Au moment de la *conception*, pour l'enfant légitime ; au moment de la *naissance* pour l'enfant naturel. . 261

345. *Troisième système*, adopté par l'auteur : La nationalité se fixe, soit au moment de la conception, soit au moment de la naissance, suivant que l'enfant y aura intérêt. . . . 263 *in fine*

346. *Quid* de l'enfant né en France de parents sans patrie. *Controverse.* 264

347. *Premier système* : Un tel enfant est Français. . . 265

348. *Second système*, adopté par l'auteur : Cet enfant est étranger. 265 *in fine*

349. L'enfant, né en France d'un étranger, autorisé à établir son domicile en France, est-il encore étranger? *Controverse.* . 266

349 *bis*. *Première opinion* : Négative. . . . 266

350. *Seconde opinion* (adoptée) : Affirmative . . . 266

DEUXIÈME ÉTUDE

De la naturalisation envisagée comme moyen de faire perdre la qualité de Français, et, plus généralement, de la perte de la qualité de Français.

Préliminaires et notions historiques.

351. Transition. 271

Numéros. Pages.

352. Objet de cette deuxième Étude. . . . 271
353. Nécessité de donner quelques notions historiques. . 272
354. Droit romain. Des *Capitis deminutiones.* . . 272
355. De l'esclavage. . . . . 272 *in fine*
356. De la *perte volontaire ou forcée* de la qualité de citoyen romain. 273
357. Transition. 274
358. Ancien droit français. *Cinq* causes de perte de la qualité de Français. 274
359. 1° Etablissement en pays étranger. . . . 275
360. 2° Naturalisation acquise en pays étranger. . . 276
361. 3° et 4° Acceptation non autorisée de fonctions publiques ou du service militaire en pays étranger. 277
362. 5° Démembrement du territoire français. . 277 *in fine*
363. Droit intermédiaire ou révolutionnaire. *Cinq* causes de perte de la qualité de Français. 278
364. 1° Etablissement en pays étranger. . . 278 *in fine*
365. 2° Naturalisation en pays étranger. . . . 279
366. 3° et 4° Acceptation non autorisée de fonctions publiques ou du service militaire en pays étranger. 279
367. 5° Démembrement du territoire français. . . 280
368. Droit moderne. *Sept* causes de perte de la qualité de Français. Division. 280
369. Caractères généraux des différentes causes de perte de la qualité de Français. 280

PARTIE PREMIÈRE

De la naturalisation acquise en pays étranger.

370. Texte et motifs de l'article 17, alinéa 1, du Code civil. 281
371. Division du sujet en trois chapitres. . . . 282

CHAPITRE I

Quels caractères doit revêtir la naturalisation acquise en pays étranger, pour être valable en France?

372. Remarque sur l'article 17, alinéa 1, du Code civil. . 283
373. Il faut une naturalisation réelle et complète. *Quid* de l'*autorisation de domicile? Quid* de la *dénization?* . . . 283
374. Il faut que la naturalisation soit *volontairement acquise.* 284
375. Observation pour le cas d'un démembrement du territoire. 285

Numéros. Pages.

376. Est-il nécessaire que la naturalisation ne fasse pas *fraude à la loi*? Théorie dite de la *fraus legis*. Controverse. . . . 285
377. *Première doctrine*. Affirmative. 286
378. Etat de la jurisprudence. 287
379. Affaire de Bauffremont contre la princesse Georges Bibesco. 288
380. Affaire Vidal. 289
380 *bis*. — Opinion de M. Labbé. 290
381. *Seconde doctrine*. Adoptée par l'auteur : Négative. — Réfutation de la théorie dite de la *fraus legis*. 291
382. A. Arguments de textes. 291
382 *bis*. Texte même de l'article 17, alinéa 1. . . 296
383. B. Arguments tirés de considérations rationnelles et pratiques. 297
384. Induction tirée de l'article 18 du Code civil. . . 298
385. Recherche du *criterium* d'après lequel la doctrine contraire reconnaîtrait la prétendue fraude à la loi. . . . 299
386. Divergences multiples parmi les partisans de la première doctrine. 299
387. Opinion de M. Hammond. Réfutation. . . . 299
388. Opinion de M. de Holtzendorff. 300
389. Réfutation. 300
390. Continuation de la réfutation. 301
391. Opinion de M. Reverchon. 301
392. Transition. 303

CHAPITRE II

Sous quelles conditions d'aptitude et de capacité peut-on se faire valablement naturaliser en pays étranger?

393. Du principe que « *la loi n'empêche personne de changer de patrie.* » 304
394. Décrets du 6 avril 1809 et du 26 août 1811. . . 304
395. Exposé du décret du 6 avril 1809. . . . 305
396. Exposé du décret du 26 août 1811. Du Français naturalisé en pays étranger *avec* ou *sans* autorisation. . . 305 *in fine*
397. Les décrets précités ont-ils jamais eu une existence légale? 307
398. Sont-ils tombés en désuétude? 309
399. Incompatibilité de ces décrets avec le droit actuel, quant à certaines de leurs dispositions. 309
400. Deux questions. 309
401. Première question : Depuis l'abolition de la confiscation, à qui passent les biens du Français naturalisé à l'étranger sans autorisation? Controverse. 309

Numéros. Pages.

402. *Premier système* : Ils passent à ses héritiers légitimes. 309 *in fine*

403. *Second système*, adopté par l'auteur : Ils restent la propriété du naturalisé. 310

404. Deuxième question : Le Français, naturalisé à l'étranger sans autorisation, peut-il invoquer la loi du 14 juillet 1819 ? Controverse. 310

405. *Première opinion* : Affirmative. . . . 310 *in fine*

406. *Seconde opinion*, adoptée : Négative. . . . 311

407. Du Français, naturalisé en pays étranger, qui porte les armes contre la France. 312

408. Transition. 312

409. Examen de quelques situations particulières. . . 313

410. De l'*âge*. La majorité, à exiger du Français qui change de patrie, sera celle fixée par la loi française. . . . 313

411. Du *mariage*. 314

412. Capacité du mari. 314

413. Capacité de la femme mariée. 314

414. Nécessité de l'autorisation maritale ou judiciaire. . 315

415. De la femme *séparée de corps*. 315

416. Rappel de la *controverse* soulevée à propos de l'affaire de Bauffremont contre la princesse Bibesco. 316

417. *Première doctrine*, admise par l'auteur : La femme française, séparée de corps, peut se faire naturaliser en pays étranger *sans aucune autorisation*. Développement. 317

418. *Seconde doctrine* : L'autorisation du mari ou de la justice est nécessaire. 324

419. Réfutation de la seconde doctrine. . . . 325

420. Conclusion. 333

421. Jugement rendu, le 3 janvier 1880, par le tribunal de Charleroi (Belgique) et relatif à l'affaire de Bauffremont contre la princesse Bibesco. 333

422. Adhésion de l'auteur au jugement qui précède. . . 346

CHAPITRE III

Quels tribunaux sont compétents pour statuer sur la validité d'une naturalisation acquise en pays étranger ?

423. Position de la difficulté. 353

424. *Opinion de l'auteur* : Les tribunaux du pays étranger où la naturalisation a été accordée seraient seuls compétents. . 353

425. Ils seraient seuls compétents d'abord pour apprécier l'acte de naturalisation *en la forme*. Arguments. 354

426. Continuation de la même question. . . . 354

427. Suite. 355

428. Suite. 355

Numéros. Pages.

429. Suite. 356
430. Suite. 357
431. Suite. 357
432. Suite. 357
433. Suite. 358
434. Les tribunaux du pays étranger seraient également seuls compétents pour apprécier la naturalisation quant au *fond*. . 358
435. Arguments. 359
436. Suite. 360
437. Deux objections. 360
438. Première objection. Réfutation. 361
439. Seconde objection. Réfutation. 362
440. Conclusion. — En réalité, ces questions ne sont pas de la compétence des tribunaux. C'est dans la sphère diplomatique et non dans la sphère judiciaire que doivent s'agiter de pareilles contestations. 363

PARTIE DEUXIÈME

De l'acceptation, non autorisée par le chef de l'Etat, de fonctions publiques conférées par un gouvèrnement étranger.

441. Texte de l'article 17, alinéa 2, du Code civil. . . 365
442. Différences du droit actuel avec l'ancien droit. . . 366
443. Motifs de l'article 17, alinéa 2, du Code civil. . . 366
444. De l'affiliation à une corporation étrangère qui exige des distinctions de naissance. 367
445. Comment se donne l'autorisation d'accepter des fonctions publiques? 367
446. Titre quatrième du décret du 26 août 1811. . . 368
447. Que faut-il entendre par fonctions *publiques?* . . 369
448. Trois questions à résoudre. 369
449. *Quid* des fonctions d'*ambassadeur?* . . . 370
450. Interprétation de l'article 24 du décret du 26 août 1811. 370
451. *Quid* des fonctions de *consul?* 371
452. *Quid* des fonctions *ecclésiastiques?* . . 371 *in fine*
453. *Quid* des fonctions d'avocat, de médecin, de professeur. 373
454. Règle générale à suivre. 374
455. Transition. 375

PARTIE TROISIÈME

Etablissement fait en pays étranger sans esprit de retour.

456. Texte de l'article 17, alinéa 3. 375
457. De l'émigration sous l'ancienne législation. . . 376

Numéros. Pages.

458. De l'émigration dans le droit actuel. . 376
459. Motifs de l'article 17, alinéa 3. . . 376
460. Comment se reconnaît la perte de l'esprit de retour (1). 377
461. Exception faite pour les établissements de commerce. Portée de cette exception. Controverse. . . . 377 *in fine*
462. *Première doctrine* : Jamais un Français, établi commerçant à l'étranger, ne pourra être considéré comme ayant perdu l'esprit de retour. 378
463. *Seconde doctrine* : L'établissement de commerce à l'étranger ne pourra être invoqué contre le Français, que s'il est accompagné d'autres faits attestant la perte de l'esprit de retour. . . . 378
464. *Troisième doctrine* (adoptée par l'auteur) : L'établissement de commerce à l'étranger ne peut pas être invoqué à l'encontre du Français ; *mais*, tout en négligeant le fait de cet établissement, les juges pourront tenir compte d'autres circonstances qui paraîtraient prouver la perte de l'esprit de retour. 379
465. La femme qui accompagne son mari, définitivement établi à l'étranger, ne perd pas la nationalité française. . . 379 *in fine*
466. Observation. 380

PARTIE QUATRIÈME

Du mariage contracté par une Française avec un étranger.

467. Texte de l'article 19 du Code civil. . . . 381
468. Il peut arriver que la femme française, mariée à un étranger, soit considérée, en France, comme n'ayant point acquis la nationalité de son mari. 381
469. Doctrine contraire. 382
470. Réfutation. 383
471. Transition. 383
472. *Quid* si la femme est encore *mineure?* . . . 384
473. Du mariage *nul*. 384
473 *bis*. Affaire Edwards. 385
474. L'étrangère, devenue Française par son mariage avec un Français, redevient-elle étrangère dès le décès de son mari? Controverse. 387
475. *Premier système* : Affirmative. 387
476. *Second système* : Négative, adoptée par l'auteur. . 388

PARTIE CINQUIÈME

De l'acceptation du service militaire à l'étranger, ou de l'affiliation à une corporation militaire étrangère, sans l'autorisation du chef de l'Etat.

477. Texte de l'article 21 du Code civil. Ses motifs. . 389

(1) Ajoutez les autorités rapportées *infrà*, n° 1046, page 704.

Numéros. Pages.

478. L'article 21 est applicable aux *mineurs*. . . 390
479. L'autorisation doit nécessairement être obtenue *avant* l'enrôlement. 390
480. Forme de l'autorisation. 391
481. De l'affiliation à une corporation militaire étrangère. . 391
481 *bis*. L'enrôlement, dans une simple milice bourgeoise ou dans les bandes d'un prétendant, ne suffirait pas pour faire perdre la qualité de Français. 392
482. Etat de la jurisprudence française en cette matière. . 392
483. Situation des *zouaves pontificaux*. . . 393
484. Circulaire ministérielle de M. de Persigny. . . 393
484 *bis*. Déchéances consacrées par la circulaire. . . 394
485. La circulaire de M. de Persigny était-elle *inconstitutionnelle* ? 395
485 *bis*. Critique de la disposition relative aux mineurs. . 395
486. Les zouaves pontificaux tombaient-ils, en droit, sous le coup de l'article 21 du Code civil? Controverse. . . . 396
487. *Premier système* : Affirmative. . . . 396
488. *Deuxième système* : Négative, adoptée par l'auteur. 397
489. Décret du 28 août 1866, autorisant les Français à s'engager dans la légion romaine au service du Saint-Siège. . . 398
489 *bis*. Procédure à suivre pour obtenir l'autorisation de prendre du service militaire ou d'accepter des fonctions publiques en pays étranger. 398

PARTIE SIXIÈME

De la possession ou du trafic des esclaves.

490. Précédents historiques. 400
491. Dispositions du droit intermédiaire et du droit actuel relatives à la possession des esclaves. . . . 400
492. Décret du 25 avril 1848. . . . 401
493. Décret du 26 mai 1858. . . . 401

PARTIE SEPTIÈME

Du démembrement du territoire français.

494 Objet de cette partie. 402
495. Division 403

CHAPITRE I

Démembrement de 1814 ou démembrement de l'Empire.

496. Subdivision du sujet. . . . 403

Numéros. Pages.

SECTION I

Quelles personnes ont changé de nationalité par suite du démembrement de 1814?

497. Principe rationnel. (Aj. *infrà*, n° 1047). . . 404
498. Caractère rétroactif du démembrement de 1814. . 404
499. Cette rétroactivité se justifie-t-elle? Controverse. . 405
500. *Première opinion* : Affirmative. . . . 405
501. *Seconde opinion* : Négative (adoptée par l'auteur). . 405
502. Situation des femmes, épousées pendant l'annexion, et des enfants nés dans le même espace de temps. . . 406 *in fine*
503. Situation des femmes mariées. . . . 407
504. Situation des enfants. 408
504 *bis*. Transition. 409

SECTION II

Comment les personnes, atteintes par le démembrement de 1814, ont-elles pu se soustraire au changement de nationalité?

505. Droit d'*émigration* consacré par l'article 17 du traité du 30 mai 1814. 409
506. Quel est l'effet de ce droit d'*émigration*. . . 409
507. Il ne conserve pas la qualité de Français. . . 409
508. Examen de la loi du 14 octobre 1814. . . 410
509. Article 1er de la loi du 14 octobre 1814. . . 410
510. Article 2 de la loi du 14 octobre 1814. . . 411
511. Article 3 de la loi du 14 octobre 1814. . . 411
512. Des lettres de déclaration de naturalité établies par la loi précitée. 411

CHAPITRE II

Démembrement de 1871 (séparation de l'Alsace-Lorraine).

513. Examen du traité du 10 mai 1871. — Division. . 412

SECTION I

Quelles personnes ont changé de nationalité par suite du démembrement de l'Alsace-Lorraine, en 1871?

514. Article 2 du traité du 10 mai 1871. La condition de l'*origine* doit être jointe à celle du *domicile*. . . . 412

Numéros. Pages.

515. Contestations soulevées par le gouvernement allemand. 414

516. Résistance du gouvernement français. — Cas de dualité de patries. 415

517. Sens du mot *originaires*. . . . 415

518. Situation de la femme et des enfants des Alsaciens annexés au regard de la loi française. 416

519. Examen de la même question envisagée au point de vue de la loi allemande. 417

SECTION II

Comment les personnes, atteintes par le démembrement de 1871, ont-elles pu se soustraire au changement de nationalité?

520. Du droit d'*option* consacré par le traité du 10 mai 1871. 417

§ I

Conditions imposées aux individus majeurs et capables, pour l'exercice du droit d'option.

521. Article 2 du traité du 10 mai 1871, combiné avec l'article 1 de la convention additionnelle du 11 décembre 1871. . . 418

522. De la déclaration d'option et du transfert de domicile. 418

523. Interprétation rigoureuse donnée par l'Allemagne à la condition du transfert de domicile. 419

524. Mesure d'expulsion prise contre les Alsaciens-Lorrains qui avaient valablement opté. 420

525. Proposition déposée au Reichstag allemand, le 6 mars 1873, par le *parti* dit *de la protestation*. 420

§ II

Conditions imposées aux individus encore mineurs, pour l'exercice du droit d'option.

526. La nationalité est un droit propre pour l'individu, même encore *mineur*. 421

527. Proposition faite par les négociateurs français à Francfort. . . . . 421 *in fine*

528. Solution imposée par le gouvernement allemand. . 422

529. Revirement d'idées survenu à la chancellerie allemande. Dépêche de M. d'Arnim, en date du 15 juillet 1872. . . 422

530. Il faut diviser les Alsaciens-Lorrains mineurs en deux catégories. 423

531. 1° Des mineurs simplement *domiciliés* dans le territoire séparé. 424

532. 2° Des mineurs *originaires* du territoire séparé. . 424

Numéros. Pages.

§ III

Conditions imposées aux femmes mariées pour exercer le droit d'option.

533. Divergence de principes entre les législations française et allemande quant à la nationalité de la femme mariée. . . 425

534. La femme séparée de corps peut opter sans aucune autorisation maritale ou judiciaire. 426

535. Suite. — Contradiction d'un auteur. . . . 426

535 *bis.* Suite . . . . . 426 *in fine*

536. Rétroactivité de l'option. . . . 427

537. Transition. 427

§ IV

Position juridique des Alsaciens-Lorrains, qui n'avaient pas encore opté, pendant le cours du délai qui leur était accordé par le traité pour prendre parti.

538. Quelle était la situation transitoire des Alsaciens-Lorrains pendant le délai d'option. 428

539. Intérêts de la question. . . . 428

540. Solution de la jurisprudence. . . . 428

541. Opinion de l'auteur. 429

TROISIÈME ÉTUDE

Des effets généraux de la naturalisation.

542. Objet de cette étude. Division. 433

PARTIE PREMIÈRE

Des effets de la naturalisation au point de vue des PERSONNES qu'elle peut atteindre.

543. Subdivision. 434

CHAPITRE I

Des effets de la naturalisation quant aux ENFANTS de celui qui l'a obtenue.

544. Des enfants du naturalisé nés *postérieurement* à la naturalisation de leur auteur. 435

Numéros. Pages.

545. Des enfants nés et déjà *majeurs* au jour de la naturalisation de leur auteur. 435

546. Des enfants déjà nés, mais encore *mineurs*. Controverse. 436

547. *Première doctrine* : Les enfants mineurs acquièrent, de droit, la nouvelle nationalité de leur père. 436

548. *Seconde doctrine* (adoptée par l'auteur) : La naturalisation du père ne s'étend pas aux enfants mineurs. . . . 437

549. Argument tiré de l'article 10 du Code civil. Inexactitude de la rédaction de ce texte. 439

550. Argument tiré de l'intérêt du père naturalisé et de l'Etat naturalisant. 440

551. Argument tiré de la loi du 7 février 1851. . . 441

552. Transition. 442

CHAPITRE II

Des effets de la naturalisation quant à la FEMME de celui qui l'a obtenue.

553. Position de la question. Controverse. . . . 442

554. *Premier système* : La femme doit toujours suivre la nationalité de son mari. 442

555. *Second système* (adopté par l'auteur): La naturalisation du mari ne s'étend pas à la femme. 444

556. Transition. 447

PARTIE DEUXIÈME

Des effets de la naturalisation au point de vue du TEMPS dans la durée duquel elle opère.

557. La naturalisation ne produit ses effets qu'à partir du jour où elle est définitivement acquise (1). 448

558. La naturalisation a-t-elle des effets rétroactifs? . 449

559. Etat de l'ancien droit sur ce point. . . . 449

560. Du droit actuel en cette matière. . . . 449

561. Texte de l'article 20 du Code civil. . . . 450

562. Référence de l'article 20 avec l'article 10 du Code civil. 451

563. Cas exceptionnels où la naturalisation est rétroactive. . 452

564. Référence de l'article 20 du Code civil, avec l'article 2 du Code civil. . . . . 452 *in fine*

565. Questions transitoires. 453

566. Difficultés soulevées par les questions transitoires. . 453

567. Principe général. 454

(1) Ajoutez les autorités *infrà*, nº 1045, page 698.

Numéros. Pages.

PARTIE TROISIÈME

Des effets de la naturalisation au point de vue des droits et des obligations qui en découlent.

568. Première question. 455
569. Seconde question. 455
570. Division. 455

CHAPITRE I

Quelle est la nature des droits et des obligations qui découlent de la naturalisation ?

571. Principes généraux. 456
572. Subdivision. 456

SECTION I

Droits et obligations qui naissent au profit ou à l'encontre de l'étranger naturalisé en France.

573. *Assimilation* de l'étranger naturalisé, au Français, quant aux droits civils. 456
574. Du statut personnel. 457
575. Le statut personnel dépend-il du domicile ou de la nationalité? Controverse. 457
576. *Premier système* : Il dépend du domicile. . . 457
577. *Second système* (adopté) : Il dépend de la nationalité . 458
578. De la règle *actor forum sequitur rei.* . . . 459
579. De la caution *judicatum solvi.* . . . 459 *in fine*
580. De l'incapacité d'acquérir par succession, legs ou donation. 460
581. De la contrainte par corps. . 460
582. Loi du 22 juillet 1867 relative à la contrainte par corps. 460
583. Quels sont les droits civils que la loi française accorde ou refuse aux étrangers? Controverse. 461
584. *Premier système* : Il faut distinguer entre les droits naturels et les droits civils. 461
584 *bis*. *Deuxième système* : Les étrangers ont les mêmes droits civils que les Français, sauf ceux expressément refusés par un texte. 462
585. *Troisième système* (adopté) : Les étrangers ne jouissent, en France, que des droits civils qui leur sont accordés par un *traité* ou par la *loi*. 462
585 *bis*. Double conséquence du système qui précède. . 465
586. Effets de la naturalisation au point de vue *pénal*. 465 et la note.

Numéros. Pages.

587. Cinq différences entre le citoyen naturalisé et l'étranger admis à domicile (art. 13, Code civ.). 466

588. Différence au point de vue : 1° du statut personnel. . 466

589. 2° Des enfants. 466

590. 3° Du droit d'expulsion. 466

591. 4° De la déchéance éventuelle des droits civils. . 466

592. 5° De la nécessité du domicile en France. . 466 *in fine*

593. Jouissance des droits politiques au profit du naturalisé. 467

594. La règle s'étend à la naturalisation par voie d'annexion. 467

595. Du droit d'exercer la *tutelle*. 468

595 *bis*. Exception au principe d'assimilation. . . 468

596. Exception quant au service militaire. . . . 469

597. Exception quant aux fonctions ecclésiastiques. . . 469

597 *bis*. Transition. 469

SECTION II

Droits et obligations qui naissent au profit ou à l'encontre du Français naturalisé en pays étranger.

598. *Assimilation* du citoyen naturalisé en pays étranger à l'étranger originaire. . . . . 469 *in fine*

599. Des droits politiques. 470

600. De la règle *actor forum sequitur rei*. . . . 470

601. Du statut personnel. 470

602. *Quid*, si l'application du statut personnel étranger doit nuire à un Français. 470

602 *bis*. Adoption du système, suivant lequel il faudra, dans le cas qui précède, appliquer encore le statut personnel étranger. 470 *in fine*

603. *Quid*, si le statut personnel étranger est contraire à l'*ordre public français?* 471

604. Un Français, naturalisé en pays étranger et divorcé selon la loi de ce pays, peut-il se remarier en France (1)? . . . 472

605. Double exception au principe d'assimilation. . . . 474

606. Exception contenue dans l'article 18 du Code civil . 474

607. Exception contenue dans l'article 75 du Code pénal. . 474

607 *bis*. Suite. 475

608. De la naturalisation acquise, sans autorisation, en pays étranger. 476

609. Transition. 476

(1) Ajoutez les autorités rapportées *infrà*, n° 1049, p. 711.

Numéros. Pages.

CHAPITRE II

Comment s'exercent les droits et comment s'exécutent les obligations du citoyen naturalisé?

610. Objet de ce chapitre. 477
611. Suite. 477
612. Division 478

SECTION I

Comment s'exercent les droits, et comment s'exécutent les obligations du naturalisé au point de vue de ses relations de famille?

613. Subdivision. 478

§ I

Du mariage.

614. Application de la loi personnelle quant au divorce. . 479
615. Opinion de Merlin. 479
616. Réfutation. . . . . 479 *in fine*
617. Suite. 480
618. Cas d'un Belge divorcé, puis naturalisé en France. Il peut se remarier 480
619. Transition. 481
620. *Quid*, si la naturalisation est opérée au cours même du mariage que l'on prétend briser par le divorce, grâce à la naturalisation acquise. Controverse. 481
621. *Premier système* : Le second mariage, qui aura suivi le divorce, ne sera pas opposable à l'époux non naturalisé. . 481
622. *Second système* (adopté) : Le second mariage est opposable à l'époux demeuré Français. 482
623. L'époux demeuré Français pourrait d'ailleurs, lui-même, se remarier en France. Controverse. 484
624. Renvoi. 491
625. Transition. 491

§ II

De la puissance paternelle.

626. La puissance paternelle forme un statut personnel. . 491
627. Changement d'opinion de Merlin. . . . 492
628. *Quid*, si le père se fait naturaliser en pays étranger? 492
629. Le père ne perdra pas la puissance paternelle. . 493

Numéros. Pages.

630. Mais il l'exercera d'après le statut personnel des enfants. 493
631. Anomalie qui peut résulter de cette règle. . . 494
632. Principales dérogations et principales prérogatives contenues dans la puissance paternelle. 495
633. Article 371 du Code civil. 495
634. De l'opposition au mariage de l'enfant. . . 495
635. Du consentement des père et mère au mariage. . 496
636. Suite. 496
637. Du consentement des père et mère à l'adoption de l'enfant. 496
638. Transition 497

§ III

De la tutelle.

639. Deux questions à examiner. 497
640. 1° Le Français, naturalisé en pays étranger, peut-il encore être tuteur de ses enfants français. (Aj. *infrà*, n° 1050.). . 497
641. Solutions admises par la jurisprudence française. . 498
642. 2° Le pupille devenu étranger reste-t-il encore soumis à la tutelle en France? 498

§ IV

Du conseil de famille.

643. Deux questions à examiner. 499
644. 1° Le Français, naturalisé à l'étranger, peut-il encore faire partie du conseil de famille d'un de ses parents français? . 499
645. Concessions de certains auteurs. . . . 499
646. Opinion de l'auteur. 500
647. 2° *Quid* si c'est un mineur, qui, pourvu d'un conseil de famille, vient à cesser d'être Français? . . . 500
648. Opinion de l'auteur. 500

§ V

Du droit de provoquer l'interdiction.

649. L'ex-Français, naturalisé à l'étranger, conserve-t-il le droit de faire interdire, en France, son parent français? . . 501
650. L'ex-Français, naturalisé à l'étranger, peut-il encore être interdit sur la demande de l'un de ses parents français? . 502
651. Transition. 502

Numéros. Pages.

SECTION II

Comment s'exercent les droits, et comment s'exécutent les obligations du naturalisé au point de vue de ses RELATIONS PÉCUNIAIRES?

652. Respect dû aux droits acquis. 502
653. Difficultés qui peuvent se présenter dans la pratique. . 502

§ I

De la dette alimentaire.

654. Application du statut personnel. . . . 503
655. Cas qui ne peut pas faire doute. . . . 503
656. Cas où les lois personnelles du créancier et du débiteur sont différentes. Exemple : un père est étranger, son fils est Français. Controverse. 504
657. *Premier système* : On appliquera toujours la loi française, pourvu que la difficulté s'élève devant un tribunal français. . 504
658. *Second système* : La loi étrangère ne devra être écartée, que si elle devait nuire à un intérêt français. 504
659. *Troisième système* : Il faut appliquer le statut étranger dans tous les cas. 505
660. *Quid*, quand la différence des nationalités tient non à l'origine, mais à une naturalisation survenue. . . . 505
661. Deux hypothèses doivent être posées. . . 506
662. *Quid* de l'étranger qui, sujet d'un pays où la dette alimentaire n'existe pas, se fait naturaliser en France? . . 506
663. *Quid* d'un Français se faisant naturaliser dans un pays où la dette alimentaire n'est pas admise. 507

§ II

Du contrat pécuniaire de mariage.

664. Principes généraux à poser. 508
665. Le régime des époux sera celui du lieu où ils se sont proposé, au moment du mariage, de fixer leur domicile matrimonial. 508
666. Le contrat de mariage est irrévocable. . . 510
667. Double hypothèse. 510
668. Position de la question. 511
669. 1° Deux sujets français se marient en France, et le mari seul se fait naturaliser à l'étranger. 511
670. 2° Les *deux* époux se font naturaliser à l'étranger. Controverse. 513
671. *Premier système* : Ils ne peuvent pas, pour cela, modifier leurs conventions matrimoniales. 513

Numéros. Pages.

672. *Second système* (adopté) : Ces conventions pourront être modifiées suivant la loi de la nouvelle patrie. 514

673. *Quid* des donations entre époux? Controverse. . 515

674. *Premier système* : Elles restent incommutables, malgré la naturalisation des deux époux français en pays étranger. . . 515

675. *Second système* (adopté) : Elles pourront être révoquées, si la nouvelle loi des époux le permet. 516

676. Transition. 516

§ III

De la compétence spéciale applicable à l'étranger, en vertu de l'article 14 du Code civil.

677. Un étranger, créancier d'un autre étranger qui devient Français par la naturalisation, peut-il poursuivre celui-ci devant un tribunal français? Controverse. 517

678. *Premier système* : Négative. 517

679. *Second système* : Affirmative (adoptée). . . 518

680. Cas inverse où un Français, créancier d'un étranger, se fait naturaliser en pays étranger. . . . . 518 *in fine*

681. Un étranger, naturalisé Français, peut être traduit devant un tribunal français, même si la naturalisation est postérieure à la naissance de l'obligation. 519

§ IV

De la caution *judicatum solvi*.

682. Article 16 du Code civil. 519

683. Un individu, Français au moment où une obligation est souscrite à son profit, mais étranger au moment où il intente son action, est-il soumis à la caution *judicatum solvi*? Affirmative. . 519

684. Un créancier *étranger, devenu Français au moment* de la poursuite, n'est plus tenu de donner la caution *judicatum solvi*. . 520

685. Transition. 520

APPENDICE

Des effets de la naturalisation en matière d'extradition et de service militaire.

A. De l'extradition.

686. La naturalisation d'un individu ne doit pas faire obstacle à la répression des infractions par lui commises antérieurement. . 520

687. Le citoyen naturalisé peut-il être *extradé* pour un crime commis avant sa naturalisation. 520

Numéros. Pages.

688. Errements suivis dans la pratique. . . . 521
689. Opinion de l'auteur. 521
690. Article 2 du traité d'extradition, conclu entre la France et l'Angleterre, le 14 août 1876. 521

B. Du service militaire (1).

691. Lacune dans la loi du 27 juillet 1872. 521
692. Du Français, naturalisé à l'étranger et *omis* sur les listes du contingent en France, ou *insoumis*. 522
693. Du Français qui déserte et se fait naturaliser à l'étranger. 523

QUATRIÈME ÉTUDE

Législation comparée en matière de naturalisation.

694. Transition et division. 527

PARTIE PREMIÈRE

Pays d'Europe.

695. Enumération et examen par ordre alphabétique. . 527

ALLEMAGNE

696. Question préalable à résoudre. 528
697. Système adopté par la constitution de la confédération Allemande. 528
698. Manière de déterminer la nationalité. . . . 529
699. Conditions requises pour obtenir la naturalisation. . 529
700. Dérogation. 530
701. Suite. 530
702. Suite. 531
703. La naturalisation, par le bienfait de la loi, n'est pas admise en Allemagne. 532
704. Effets de la naturalisation une fois obtenue. . . 532
705. Suite. 532
706. Suite. 533
707. Précautions prises pour empêcher la diminution du contingent militaire. 533
708. Traité du 27 avril 1876, entre l'Allemagne et la Suisse. 534

(1) Ajoutez *infrà*, la consultation rapportée nº 1044, pages 691 et suivantes.

Numéros. Pages.

709. Effets d'un séjour prolongé en pays étranger pendant dix ans. 534
710. Suite. 535
711. Suite. 535
712. Suite. 535
713. De la perte de la nationalité allemande par la déchéance. 536
714. De la légitimation. 536
715. Du mariage. 536
716. Observations et conclusion. 536

ANGLETERRE

717. Sphère d'application du *jus soli*. 537
718. Sphère d'application du *jus sanguinis*. . . . 537
719. Acte de 1870. 538
720. Ses conséquences internationales. . . . 538
721. Suite. 539
722. De la naturalisation. 539
723. De la *dénization*. 539
724. Organisation de la naturalisation simple ou ordinaire. . 540
725. De la naturalisation conférée par le Parlement. . . 541
726. Effets du mariage sur la nationalité de la femme. . 541
727. Des enfants mineurs. 541
728. Du principe de *l'allégeance perpétuelle*. . . . 541
729. Ses conséquences. 542
730. Suite. 542
731. Suite. 543
732. Situation des colonies Anglaises. . . . 543
733. Effets des cessions de territoires ou de l'annexion. . 543

AUTRICHE-HONGRIE

734. Du *jus sanguinis*. 544
735. Des enfants naturels. 544
736. Suite. 544
737. De la naturalisation : — Ses conditions. . . 544
738. Suite. 545
739. Suite. 545
740. De la perte de la qualité de sujet Autrichien. . . 545
741. Influence du mariage sur la nationalité de la femme. 546

BELGIQUE

742. Analogies avec la législation française. . . 546
743. Loi du 22 septembre 1835. 546
744. Distinction de la *grande* et de la *petite* naturalisation. 547

Numéros. Pages.
745. Conditions de la naturalisation. . . . 548
746. De la naturalisation ordinaire. . . . 548
747. De la grande naturalisation. 548
748. Effets de la naturalisation obtenue. . . . 548
749. Des enfants du naturalisé. 548
750. Suite. — Distinctions diverses. . . . 549
751. De la naturalisation par le bienfait de la loi. . 550
752. De l'enfant né, en Belgique, d'un étranger. . 550
753. Comparaison avec l'article 9 du Code civil français. . 551
754. Des causes de la perte de la qualité de Belge. . 551
755. De la naturalisation en pays étranger. . . 551
756. De l'établissement à l'étranger sans esprit de retour. . 552
757. De l'acceptation de fonctions publiques à l'étranger. . 552
758. Suite. 553
759. De l'annexion et des démembrements de territoire. . 554
760. Suite. 554
761. Suite. 554
762. Suite. 555
763. Suite. 556
764. De la séparation de la Belgique et du royaume des Pays-Bas. 556
765. Suite. 556
766. Traité du 14 avril 1839. 557
767. Suite. 558
768. Suite. 558
769. Loi du 4 juin 1839. 559
770. Suite. 560
771. Comparaison avec la loi française du 14 octobre 1814. 560
772. Loi du 20 mai 1845. 561

DANEMARK

773. Il faut distinguer deux sortes d'initiation à la nationalité. 562
774. De l'indigénat. 562
775. De la qualité de sujet. 562
776. Du domicile. 563
777. De la perte de la nationalité. . . . 563

ESPAGNE

778. Du *jus sanguinis*. 563
779. Condition des enfants nés, en Espagne, de parents étrangers. 563
780. De l'option pour la nationalité espagnole. . . 564

Numéros. Pages.

781. De la naturalisation en général. . . . 565
782. De la naturalisation proprement dite. . . . 565
783. De l'acquisition du droit de cité. . . . 566
784. Du serment de fidélité. 566

GRÈCE

785. Analyse de la consultation de M. Rhally. . . 567
786. De la naturalisation. 567
787. Du *jus sanguinis*. 568
788. Suite. 568
789. Suite. 568
790. De l'enfant légitime. 569
791. De l'enfant naturel. 569
792. Faut-il se reporter au moment de la conception de l'enfant, ou au moment de sa naissance? 569
793. Effets de la naturalisation du père sur les enfants. . 570
794. Suite. 570

ITALIE

795. Nouveau Code civil promulgué. . . . 570
796. De la *grande* et de la *petite* naturalisation. . . 570
797. De la naturalisation par décret. . . . 572
798. Suite. 572
799. De l'application du *jus sanguinis*. . . . 572
800. Que décider à l'égard de l'enfant d'un étranger résidant depuis dix ans en Italie, mais sans aucune admission à domicile? 573
801. De l'enfant simplement conçu. 573
802. Transition. 574
803. De l'enfant né d'un père qui avait perdu la nationalité italienne. 574
804. Influence du mariage sur la nationalité de la femme. 575
805. Effets de la naturalisation une fois obtenue. . . 575
806. De la perte de la nationalité italienne. . . 576
807. Suite. 576
808. Suite. 576
809. Suite. 577
810. Suite. 577
811. Comment se recouvre la nationalité italienne, quand elle a été perdue? 577
812. Suite. 578
813. Suite. 578
814. Suite. 578
815. Suite. 578

Numéros. Pages.

816. De la naturalisation collective résultant de l'annexion. 578
817. Traité du 21 mars 1860. 578
818. Traité de Zurich du 10 novembre 1859. . . 579
819. Suite. 579

LUXEMBOURG

820. Du *jus sanguinis*. 580
821. Suite. 580
822. De la naturalisation. 581
823. Conditions requises pour l'obtenir. . . . 581
824. Ses effets. 581
825. De la perte de la nationalité. 582
826. Peut-elle se recouvrer? 582

MONACO (Principauté de)

827. Du *jus sanguinis*. 582
828. Suite. 583
829. Suite. 583
830. Suite. 583
831. De la naturalisation proprement dite. . . . 583

NORWÈGE

832. Similitude avec le Danemark. 584
833. De l'indigénat. 584
834. De la naturalisation proprement dite. . . . 585
835. De l'expatriation. 585

PAYS-BAS

836. Du *jus sanguinis*. 586
837. Suite. 586
838. Suite. 586
839. Des enfants trouvés. 587
840. De la naturalisation. 587
841. Conditions exigées pour l'obtenir. . . . 587
842. Ses effets. 587
843. De la perte de la nationalité. 588
844. De la naturalisation générale et collective. . 588

PORTUGAL

845. Comment devient-on citoyen Portugais? . . 588
846. Du *jus sanguinis*. 589

Numéros. Pages.

847. De la naturalisation. 589
848. Suite. 590
849. Effets de la naturalisation. 590
849 *bis*. De la perte de la nationalité. . . . 590
849 *ter*. Suite. 590

RUSSIE

850. Du *jus sanguinis*. 591
851. Ukase du 6 mars 1864, article 12. . . . 591
852. De la naturalisation. 591
853. Réserves à faire pour le grand-duché de Finlande. . 593
854. Effets du mariage sur la nationalité de la femme. . 593
855. Effets de la naturalisation. 593
856. De la perte de la nationalité russe. . . . 594
857. Distinctions à faire. 594
858. Suite. 594
859. Limites du principe de l'allégeance perpétuelle. . 595

ROUMANIE

860. Constitution de 1866. 595
861. Suite. (Aj. *infrà*, n° 1051, p. 728). . . . 595
862. Comment peut-on obtenir la naturalisation proprement dite? 596
863. Congrès de Berlin en 1878. 597

SUÈDE

864. Du *jus sanguinis*. 598
865. Enfants nés de parents étrangers. . . . 598
866. Enfants nés hors mariage. 598
867. De la naturalisation. 598
868. Analogies et différences avec la loi française. . . 599
869. Suite. 599
870. Effets de la naturalisation. 599
871. De la perte de la nationalité. 599
872. Suite. 599

SUISSE

873. Du *jus sanguinis*. 600
874. Suite. 600
875. De la naturalisation. 601
876. Suite. 601
877. Suite. 601

Numéros. Pages.

878. Suite. 601
879. Suite. 602
880. Suite. 602
881. Suite. 603
882. Suite. 603
883. Divergences de la législation dans les différents cantons. 604
884. Effets de la naturalisation. 605
885. De la perte de la nationalité. 605
886. Suite. 605
887. Suite (Référence au n° 1053). 606
888. Suite. 608
889. Situation de la femme et des enfants du Suisse dénationalisé. 608

TURQUIE

890. Constitution des 11-23 décembre 1876. . . 609
891. De la nationalité d'origine. 609
892. De la naturalisation. 610
893. De la perte de la nationalité. 610
894. Suite. 610
895. Suite. 611
896. Suite. 611
897. Effets de la perte de la nationalité. . . . 612
898. Présomption de nationalité ottomane, sauf la preuve du contraire (art. 9 de la Constitution des 11-23 décembre 1876). . 612
899. Principautés vassales de la Turquie. . . . 612
900. Bulgarie. 612
901. Roumélie orientale. 612
902. Simple observation quant à la Bosnie, l'Herzégovine et l'île de Chypre. 613

PARTIE DEUXIÈME

Pays d'Amérique.

903. Transition et division. 613

Amérique du Nord.

904. Division de cette partie du sujet. . . . 614

ÉTATS-UNIS

905. Observations préliminaires. 614
906. Lois qui règlent aujourd'hui l'acquisition de la nationalité américaine. 614

Numéros. Pages.

907. Des citoyens *naturels* et des citoyens *adoptifs* ou naturalisés. 615
908. Conditions et formalités à remplir pour obtenir la naturalisation. 615
909. Suite. 616
910. Suite. 617
911. Suite. 617
912. Suite. 618
913. Suite. 618
914. Effets de la naturalisation une fois obtenue. . . 618
915. Suite. 619
916. Suite. 619
917. De la perte de la nationalité américaine. . . 620
918. Suite. 620
919. Suite. 623

MEXIQUE

920. Observations générales. 623
921. Comment s'acquiert la qualité de Mexicain. . . 624
922. Des lettres de naturalisation. 624
923. Effets généraux de la naturalisation. . . . 625
924. De la perte de la qualité de citoyen mexicain. . 625

Amérique centrale.

925. Transition et division. 626

COSTA-RICA

926. Loi du 20 janvier 1861. 626

GUATÉMALA

927. De l'acquisition de la qualité de citoyen. . . 626
928. De la perte de cette qualité. 627
929. Suite. 627

SAN-SALVADOR

929 *bis*. Constitution du 9 novembre 1872. . . . 627

Antilles.

930. Division. 627

HAÏTI

931. De la jouissance des droits civils et politiques . . 628
932. Suite. 628

Numéros. Pages.

933. De la perte de la qualité de citoyen. . . 628
934. Suite. 628
935. Du *jus soli*. 629
936. De la naturalisation. 629
937. Suite. 629

Amérique du Sud.

938. Exposition générale et division. 629

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

939. Constitution du 25 septembre 1860. 630
940. Loi fédérale du 1 octobre 1869. 630
941. Du *jus sanguinis* et du *jus soli*. 630
942. De la naturalisation. 631
943. Effets de la naturalisation. 631
944. Suite. 632
945. De la perte de la qualité de citoyen argentin. . . 632

BOLIVIE

946. L'on est Bolivien par la naissance ou par la naturalisation. 632
947. De la naissance. 632
948. De la naturalisation. 633
949. Suite. 633
950. Suite. 633
951. De la perte de la qualité de Bolivien. . . . 633

BRÉSIL

952. Lois règlementaires et distinctions qui en découlent. . 634
953. La qualité de citoyen brésilien peut être acquise par la naissance ou par la naturalisation. 634
954. De la naissance. 634
955. Du *jus soli*. 635
956. Difficultés à propos du texte de la constitution. . 636
957. Loi du 10 septembre 1860. 637
958. Résumé et conclusion. 638
959. Suite. 638
960. Des enfants trouvés. 638
961. De la naturalisation. 639
962. Conditions et formalités à accomplir. . . . 639
963. Suite. 639
964. Suite. 641

Numéros. Pages.

965. Situation des enfants et de la femme du citoyen naturalisé. 641
966. De la naturalisation par mariage. Référence au n° 975. 642
967. Effets de la naturalisation une fois obtenue. . . 642
968. Dispositions spéciales de la loi du 23 juin 1855, à l'égard des colons. 642
969. Le service militaire est aussi un titre pour la naturalisation. 643
970. Réclamation du gouvernement du Maroc. . . 643
971. De la perte de la nationalité brésilienne. . . 644
972. Suite. 644
973. Suite. 644
974. Suite. 645
975. Retour à la naturalisation par mariage : (Référence au n° 966). Controverse. 645
976. Observations sur la nature de l'acte qui proclame une perte de nationalité encourue par un citoyen. . . . 646
977. Le Brésil n'admet pas la doctrine de l'*allégeance perpétuelle*. 647

CHILI

978. Indication des lois organiques. . . . 647
979. Effets de la naissance sur le territoire du Chili ou sur un territoire étranger. 647
980. Suite. 647
981. Distinctions admises en ce qui touche la naturalisation. 648
982. Suite. 648
983. Compétence en cette matière. 648
984. Effets des lettres de naturalisation. . . . 648
985. De l'étranger qui s'occupe de la traite des noirs. . 649
986. Effets du mariage, en ce qui concerne la naturalisation. 649
987. De la perte de la citoyenneté. 649
988. Opinion des commentateurs de la constitution. . 649
989. Suite. 650
990. De la dénationalisation à titre de peine : appréciation. 651

COLOMBIE

991. Caractère général et portée de la constitution du 8 mai 1863. 651
992. Application du *jus soli* et du *jus sanguinis*. . . 651
993. De la naturalisation. 652
994. Son mode d'application et ses effets. . . . 652
995. Suite. 652
996. De la perte de la qualité de citoyen de la Colombie. . 652

Numéros. Pages.

ÉQUATEUR

997. Distinctions admises par la constitution du 11 août 1869. 653
998. Influence de la naissance. 653
999. De la naturalisation et de ses effets. . . . 653
1000. Suite. 653
1001. Suite. 653
1002. De la perte des droits de citoyenneté. . 654
1003. Suite. 654
1004. Causes de suspension des droits de citoyen. . . 654

PARAGUAY

1005. Constitution du 24 novembre 1870. . . . 654
1006. Conditions requises pour être citoyen du Paraguay. . 655
1007. De la concession de la naturalisation. . . 655
1008. Effets de la naturalisation une fois obtenue. . . 655
1009. De la perte de la qualité de citoyen. . . . 655
1010. De la réhabilitation. 656

PÉROU

1011. Constitution du 13 novembre 1860. . . . 656
1012. De l'acquisition de la qualité de Péruvien par la naissance. 656
1013. Suite. — Controverses diverses. . . . 656
1014. De l'acquisition de la qualité de Péruvien par la naturalisation. 657
1015. Incapacités politiques du citoyen naturalisé. . . 657
1016. De la naturalisation par mariage. . . . 657
1017. De la perte de la qualité de citoyen. . . 657
1018. De la suspension de l'exercice des droits politiques. . 658

URUGAY

1019. Division des citoyens en *naturels* et *légaux*. . . 658
1020. Des citoyens *naturels*. 658
1021. Des citoyens *légaux*. 658
1022. Incapacités qui sont maintenues à l'égard du citoyen naturalisé. 659
1023. De la patente de naturalisation. . . . 659
1024. De la suspension et de la perte de la qualité de citoyen. 659

VÉNÉZUÉLA

1025. Constitution du 28 mars 1864. . . . 660
1026. Concession des lettres de naturalisation. . . 660

Numéros. Pages.

1027. Incapacités politiques des citoyens naturalisés. . 660

1028. Doctrine de l'allégeance perpétuelle. . . . 660

1029. Avis aux émigrants, pour le pays de Vénézuéla, inséré au *Journal officiel* français des 18 et 20 mai 1875. . . . 661

ANNEXES

Documents divers relatifs aux questions de nationalité et d'extranéité.

1030. Exposition générale. 665

1031. La faculté de renoncer à sa nationalité d'origine est, pour tout citoyen, de droit naturel : Jugement du tribunal civil de Lille du 30 septembre 1879; (référence au n° 3 de l'ouvrage.) . . 666

1032. Application de l'article 1 de la loi des 7-12 février 1851; (référence aux n°s 129, 131, 141 et suivants de l'ouvrage) : — Jugement du tribunal civil de Lille du 1er octobre 1872. . . . 667

1033. Suite. — Bulletin de la Cour de cassation du 28 avril 1880. 668

1034. Suite. — Jugements du tribunal civil de Lille du 13 mai 1874 et du 17 juillet 1874. 668

1035. Application du *jus soli*, jusqu'au moment de la promulgation du Code civil; (référence au n° 133 de l'ouvrage) : — Jugement du tribunal civil de Lille du 4 juin 1875. 671

1036. Suite. — Arrêt de la Cour d'appel de Douai du 21 avril 1880. 672

1037. Suite. — Arrêt de la Cour d'appel de Douai du 8 juin 1874. 679

1038. Suite. — Jugement du tribunal civil de Dunkerque du 19 février 1875. 681

1039. Suite. — Jugement du tribunal civil de Lille du 18 mai 1872. 683

1040. Interprétation et application de la loi du 16 décembre 1874 : (référence au n° 185 de l'ouvrage) : — Jugement du tribunal civil de Lille du 11 août 1876, confirmé par arrêt de la Cour d'appel de Douai du 7 novembre 1877. 685

1041. Suite. — Jugement du tribunal civil de Lille du 16 février 1877. 687

1042. Interprétation impossible à donner de l'article 2 du décret du 30 juin 1860 : renseignement curieux fourni, sur ce point, par M. Alauzet, ancien chef de division au ministère de la justice : (référence aux n°s 306, 311 et suivants de l'ouvrage.). . . 688

Numéros. Pages.

1043. L'enfant naturel, reconnu à la fois par son père et par sa mère, (qui sont chacun de nationalité différente), suit la condition et la nationalité de son *père :* (référence aux nos 328 et 335 à 341 de l'ouvrage) : — Jugement du tribunal civil de Lille du 22 février 1878. 689

1044. Consultation donnée, sur une question de nationalité, au point de vue du recrutement militaire en France : affaire Bataille : (référence aux nos 691 à 693 de l'ouvrage). . . . 691

1045. La naturalisation ne peut pas avoir d'effet rétroactif à l'encontre des *droits acquis* : (référence aux nos 557 à 567 de l'ouvrage) : — Jugement du tribunal civil de Chambéry du 4 février 1880. . 698

1046 Caractères de *l'esprit de retour*, dans les termes de l'article 17 alinéa 3 du Code civil français : (référence au no 460 de l'ouvrage). — Jugement du tribunal civil de Lille du 14 février 1873. . . 704

1047. Le *critérium rationnel* de dénationalisation, en matière d'annexion, est celui de *l'origine jointe au domicile* : (référence aux nos 496 à 512) : — Démembrement de 1814 : — Ses conséquences : — Jugement du tribunal civil de Lille du 9 août 1878. . . . 706

1048. Traité du 20 novembre 1815 : interprétation et application des règles consacrées par ce traité : — Jugement du tribunal civil de Lille, rendu à la date du 4 novembre 1865 et confirmé, le 25 avril 1866, par un arrêt de la Cour d'appel de Douai ; — Références à diverses décisions de Cours et tribunaux. 707

1049. Un Français, naturalisé à l'étranger, en Belgique par exemple, acquiert tous les droits d'un indigène : spécialement, il peut divorcer, et une fois légalement divorcé, suivant les règles admises par le Code de sa nouvelle patrie, il peut se remarier en France, même avec une Française : — (Référence aux nos 604 et 618 de l'ouvrage) : — Arrêt de la Cour d'appel d'Amiens du 15 avril 1880. . 711

1050. Exercice du droit de tutelle par un étranger vis-à-vis de mineurs français (référence aux nos 595, 639, 642, 643, 648 de l'ouvrage); — Jugement du tribunal civil de Briey du 24 janvier 1878 et arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 août 1879. . . . 719

1051. Circulaire de M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères, adressée à tous les représentants de la France à l'étranger, à la date du 16 avril 1880 : (référence aux nos 860 à 863 et 890, 899 et suivants de l'ouvrage). 728

1052. Loi Belge du 25 mars 1876, sur l'exécution des jugements étrangers, et application de cette loi par le tribunal civil de Bruxelles, à la date du 10 janvier 1880. 740

1053. Convention conclue, le 23 juillet 1879, entre la France et la Suisse, à l'effet de régulariser la situation des enfants des Français naturalisés Suisses. 746

FIN DE LA TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES[1]

A

ACTOR FORUM SEQUITUR REI. — Effets de la naturalisation quant à la règle *actor forum sequitur rei*, 578 et 600.

ALGÉRIE. — Position spéciale faite aux Algériens, 276; — Ils sont devenus sujets français depuis le jour de la conquête, 277; — Sénatus-consulte du 14 juillet 1865, sur l'état des personnes et la naturalisation en Algérie, 104 et 278; — Décret du 21 avril 1866, 278; — Décret du 24 octobre 1870 relatif aux Algériens israélites, 279.
Voyez CONQUÊTE.

ALLÉGEANCE. — L'allégeance commune ne suffit pas pour opérer le changement de nationalité, 260.

ALLEMAGNE. — Législation comparée, 696 à 716.

ALSACE-LORRAINE. — *Séparation de l'Alsace-Lorraine :* traité du 10 mai 1871, 513; — Quelles personnes ont ainsi changé de nationalité ? 514 et suiv.; — De la femme et des enfants des Alsaciens-Lorrains annexés, 518 et 519; — Convention additionnelle du 11 décembre 1871, 521; — Du droit d'option, 522 et suiv.; — Ses effets rétroactifs, 536; — Mesures d'expulsion prises contre les Alsaciens-Lorrains optants, 524; — Des Alsaciens-Lorrains mineurs, 526 et suiv.; — Des mineurs domiciliés, 531, ou originaires, 532; — Des femmes mariées en Alsace-Lorraine, 533 et suiv.; — Situation transitoire des Alsaciens-Lorrains pendant le délai d'option, 538 et suiv.
Voyez ANNEXION, DÉMEMBREMENT, OPTION.

AMBASSADEUR. — L'article 9 du Code civil ne s'applique pas aux enfants nés à l'étranger dans l'hôtel des ambassadeurs français, 139; — Un Français ne peut point, sans autorisation, recevoir, d'un gouvernement étranger, les fonctions d'ambassadeur, 449; — *Quid* s'il a été autorisé? *Ibidem.*
Voyez FONCTIONS PUBLIQUES.

AMÉRIQUE CENTRALE. — Législation comparée, 925 à 929 *bis.*

AMÉRIQUE DU NORD. — Législation comparée, 901 à 924.

AMÉRIQUE DU SUD. — Législation comparée, 938 à 1029.

ANGLETERRE. — Législation comparée, 717 à 733.

(1) Cette table renvoie aux *numéros* de l'ouvrage : elle ne contient aucun renvoi aux *pages* du présent volume.

ANNEXES. — Documents divers et décisions judiciaires se rapportant à la naturalisation et à l'extranéité, avec références au corps de l'ouvrage, 1030 à 1052.

ANNEXION. — De l'annexion, sous la période féodale et coutumière, 43 et suiv.; — A l'époque monarchique, 50 et suiv.; — A l'époque intermédiaire ou révolutionnaire, 79; — A l'époque actuelle : ses causes, ses conditions, quelles personnes elle peut atteindre; principes rationnels, 253 et suiv.

Voyez aussi DROIT D'OPTION, INDE, ALGÉRIE, SAVOIE-NICE, SAINT-BARTHÉLEMY, MENTON-ROQUEBRUNE, EMPIRE, ALSACE-LORRAINE, FONCTIONNAIRES.

ANTILLES. — Législation comparée, 930 à 937.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE. — Législation comparée, 939 à 945.

ATHÈNES. — Loi d'Athènes en matière de naturalisation, 15 *ter*.

Voyez GRÈCE, SPARTE.

AUBAIN, AUBAINE. — Droits d'aubaine, conditions du droit d'aubaine, 39; — Etymologie du mot, 39 note 1; — De l'aubain placé sous l'avouerie du seigneur, 41; — Du droit héréditaire de l'aubain naturalisé; comparaison de l'aubain naturalisé avec le Français originaire, 55 et 56.

Voyez AVOUERIE, SERVAGE.

AUTORISATION. — De l'étranger *autorisé* à établir son domicile en France (art. 13 C. civ.); condition de son enfant né en France, 143 et 349 et suivants; — L'*autorisation* du chef de l'Etat est-elle nécessaire pour bénéficier des articles 9, 10, 12 et 19 du Code civil? 246 et suiv.; — L'*autorisation* donnée à un Français d'établir son domicile en pays étranger ne lui fait pas perdre sa nationalité, 373; — Du Français naturalisé en pays étranger *avec ou sans autorisation* (Décrets du 6 avril 1809 et du 26 août 1811), 394, 408 et 608; — A qui passent les biens du Français naturalisé à l'étranger sans autorisation? 401-403; — Le Français, naturalisé à l'étranger sans autorisation, peut-il encore succéder en France? 404-406. — La femme mariée doit, pour se faire naturaliser en pays étranger, se munir de l'*autorisation* maritale ou judiciaire, 414; — *Quid*, si elle est séparée de corps? 415 à 422. — En quelles formes se donne l'autorisation d'accepter du service militaire ou des fonctions publiques à l'étranger? 445 et 480.

Voyez FONCTIONS PUBLIQUES, SERVICE MILITAIRE, DOMICILE, ETRANGER, FEMME MARIÉE.

AUTRICHE-HONGRIE. — Législation comparée, 734 à 741.

AVOCAT. — Les fonctions d'avocat, de médecin, de professeur, exercées en pays étranger, font-elles perdre la qualité de Français? 453 et 454.

Voyez FONCTIONS PUBLIQUES.

AVOUERIE. — De l'aubain placé sous l'avouerie du seigneur, 41; — Substitution du patronage royal à l'avouerie des seigneurs, 42.

Voyez AUBAIN, SERVAGE.

B

Barthélémy (île Saint-). — Cession à la France de l'île Saint-Barthélémy (Traité du 10 août 1877), 315.

Belgique. — Législation comparée, 742 à 772.

Bienfait de la loi. — De la naturalisation par le Bienfait de la loi, 126 et suivants.

Voyez Enfant né, Descendants, Réintégration, Mariage, Service militaire.

Bolivie. — Législation comparée, 946 à 951.

Bosnie. — *Voyez* Turquie.

Brésil. — Législation comparée, 952 à 977.

Bulgarie. — *Voyez* Turquie.

C

Capitis deminutiones. — Des *capitis deminutiones* en droit romain, 354.

Voyez Citoyen romain.

Caution *judicatum solvi*. — Effets de la naturalisation quant à la *caution judicatum solvi*, 579, et 682-685.

Voyez Etranger, Droits civils.

Cession volontaire. — *Voyez* Savoie, Nice, Menton, Barthélémy (île Saint-).

Chili. — Législation comparée, 978 à 990.

Chypre (île de). — *Voyez* Turquie.

Citoyen romain. — Importance de la qualité de citoyen romain, 24, 25; — Comment elle se concède, 26-28; — Effets de cette concession, 29; — De la perte volontaire ou forcée de la qualité de citoyen romain, 356.

Voyez Jus civitatis, Latins, Pérégrins, Provinces, Capitis deminutiones.

Colombie. — Législation comparée, 991 à 996.

Colonies. — La naissance dans les *colonies* équivaut à la naissance en France pour l'application de l'article 9 du Code civil, 140.

Voyez Enfant né.

Compétence. — Les tribunaux des pays étrangers où la naturalisation a été accordée sont-ils *compétents* pour apprécier l'acte de naturalisation en la forme et au fond? 423-440; — Effets de la naturalisation quant à la *compétence* spéciale établie par l'article 14 du Code civil, 677-682.

Voyez Souveraineté.

CONQUÊTE. — De l'annexion à la France par voie de conquête; principe général à suivre en cette matière; caractère particulier de la conquête, 274-276.

Voyez ALGÉRIE, INDE.

CONSEIL DE FAMILLE. — Effets de la naturalisation en ce qui concerne la participation du citoyen naturalisé à un conseil de famille, 643-648; — Référence aux ANNEXES, 1050.

Voyez TUTELLE, INTERDICTION.

CONSTITUTIONS. — Constitutions et Lois des 30 avril-2 mai 1790, 50-64; — 3-14 septembre 1791, 64-67; — 24 juin 1793, 67-70; — 5 fructidor an III, 70-73; — 22 frimaire an VIII, 73-79.

Voyez DROIT CONSTITUTIONNEL.

CONSUL. — Un Français peut sans autorisation représenter, en France, une puissance étrangère, en qualité de *consul*, 451; — Le séjour à l'étranger pour l'exercice, par exemple, des fonctions de *consul*, est assimilé au séjour, en France, quant au stage de résidence (Loi du 29 juin 1867, article 1er), 105.

Voyez FONCTIONS PUBLIQUES.

CONTRAINTE PAR CORPS. — Effets de la naturalisation en matière de *contrainte par corps*, 581 et 582.

CONTRAT PÉCUNIAIRE DE MARIAGE. — Effets de la naturalisation sur le contrat pécuniaire de mariage passé par le naturalisé, 664-676.

Voyez DOMICILE, MARIAGE.

CORPORATION. — De l'affiliation à toute corporation étrangère qui exige des distinctions de naissance, 444; — De l'affiliation à une corporation militaire étrangère, 481-483.

Voyez SERVICE MILITAIRE, PERTE DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS.

COSTA-RICA. — Législation comparée, 926.

D

DANEMARK. — Législation comparée, 773 à 777.

DÉMEMBREMENT. — Démembrement du territoire français, dans l'ancien droit, 363; dans le droit intermédiaire, 367; dans le droit actuel, 494 et suivants.

Voyez EMPIRE, ALSACE-LORRAINE.

DÉNIZATION. — L'obtention de la *Dénization* ne fait pas perdre la qualité de Français, 337. — Référence au mot ANGLETERRE, 723.

DESCENDANTS *de personnes expatriées pour cause de religion* (art. 22, décret des 9-15 décembre 1790), 215-225; — L'article 10, alinéa 2, du Code civil, s'applique aux enfants, du 1er degré, de l'ex-Français, et non aux autres *descendants*, 200.

Voyez ENFANT.

DETTE ALIMENTAIRE. — Des effets de la naturalisation en matière de *dette alimentaire*, 654-663.

DIVORCE. — Un Français peut valablement *divorcer* dans un pays étranger où il s'est fait naturaliser, 604, et 620-624; — L'étranger *divorcé* peut se remarier en France, même après s'y être fait naturaliser, 618; — L'article 19 du Code civil doit-il être étendu à la femme *divorcée* selon les lois du pays de son mari? 244. — Référence aux ANNEXES, 1049.

Voyez MARIAGE, FEMME MARIÉE, AUTORISATION.

DOMICILE, DOMICILIÉS. — Les étrangers *domiciliés* en France, même depuis un temps immémorial, ne sont pas de plein droit naturalisés, 121-124; — Nécessité de fixer en France son *domicile* pour bénéficier de l'article 9 du Code civil, 129; — Même condition dans l'article 10 alinéa 2 du Code civil, 199 et 214; — Nécessité du transfert du domicile en France pour l'application du décret des 9-15 décembre 1790 et de l'article 18 du Code civil, 217 et 227; — Est-ce au *domicile* qu'il faut s'attacher pour déterminer les personnes atteintes par l'annexion? 269; — Du *transfert de domicile* exigé, comme condition d'option, par le traité du 24 mars 1860, 285; — L'article 1 du décret du 30 juin 1860 vise-t-il les sujets sardes *domiciliés?* 301; — Des Alsaciens-Lorrains *domiciliés*, 514 et 515; — Du *transfert de domicile* exigé par le traité du 10 mai 1871, 522 et 523; — Des Alsaciens-Lorrains encore mineurs et simplement *domiciliés*, 531; — Le statut personnel dépend-il du *domicile?* 575; — Comparaison entre le naturalisé et l'étranger *admis à domicile*, 587-592; — Du *domicile matrimonial* considéré comme base du contrat pécuniaire de mariage, 665; — L'intervention gouvernementale, au sujet de l'application de l'article 18 du Code civil, ne porte que sur l'*autorisation de domicile*, 230.

Voyez ANNEXION, AUTORISATION, OPTION, STATUT PERSONNEL.

DROITS ACQUIS. — La naturalisation ne peut pas avoir d'effet rétroactif à l'encontre des droits acquis, 657-567. — Référence aux ANNEXES, 1045.

Voyez RÉTROACTIVITÉ, QUESTIONS TRANSITOIRES.

DROITS CIVILS. — Influence qu'exerce la naturalisation sur les droits civils. *Introd.*, 28; — Assimilation de l'étranger naturalisé au Français quant aux *droits civils*, 573; — Quels sont les droits civils que la loi française accorde ou refuse aux étrangers? 583; — Effets de la naturalisation quant à la déchéance éventuelle des droits civils, 591.

Voyez ETRANGER, NATURALISATION.

DROIT CONSTITUTIONNEL. — Rapports sous lesquels l'étude de la naturalisation touche au *droit constitutionnel* et politique. *Introduction*, 21, 22, 23.

Voyez CONSTITUTIONS, DROITS POLITIQUES.

DROIT DES GENS. — Caractères que doit présenter toute exposition rationnelle du *droit des gens*, *Introd.*, 1-5; — Définition du droit des gens; existe-t-il comme droit? *Introd.*, 6-13; — Fondement, sources, divisions du droit des gens, *Introd.*, 14-19; — Principes du droit des gens ou du droit international qui servent de base à la naturalisation, *Introd.*, 24-28.

DROIT PÉNAL. — Effets de la naturalisation en droit pénal, 167, 407 et 586 avec la note, et 607.

Voyez SERVICE MILITAIRE, EXTRADITION.

Droits politiques. — Distinction entre la naturalisation simple et la grande naturalisation, 8; — Ordonnance du 4 juin 1814, 86 et 87; — On ne distingue plus aujourd'hui la naturalisation simple de la grande naturalisation, 120; — Effets de la naturalisation quant à la jouissance des droits politiques, 593 et suivants, et 599.

Voyez Droits civils, Naturalisation.

E

Ecclésiastique. — Effet produit, à l'époque franque, par l'entrée dans les ordres ecclésiastiques, 37; — L'acceptation de fonctions ecclésiastiques en pays étranger fait-elle perdre la qualité de Français? 452; — L'étranger naturalisé n'est pas assimilé au Français quant aux fonctions ecclésiastiques, 454.

Voyez Fonctions publiques.

Ecoles du gouvernement. — L'enfant né en France d'un étranger ne peut pas entrer aux écoles du gouvernement (Polytechnique, Navale, Saint-Cyr), 151-153 et 157; — Conditions sous lesquelles ces écoles sont ouvertes à l'enfant né en France d'un étranger qui lui-même y est né, 188.

Voyez Enfant né.

Egyptiens. — Coutume des Scythes et des Egyptiens vis-à-vis des étrangers, 14.

Emigration. — De l'émigration sous l'ancienne législation, 457; — De l'émigration dans le droit actuel, 458; — Du droit d'émigration consacré par l'article 17 du traité du 30 mai 1814; effet de ce droit, 505-508.

Voyez Etablissement en pays étranger, Vénézuela, 1029.

Empire (*Démembrement de l'*) ou *Démembrement de* 1814. — Quelles personnes ont changé de nationalité par suite du démembrement? 497-504; — Comment ont-elles pu se soustraire au changement de nationalité? 505-512. — Référence aux Annexes, 1048.

Voyez Démembrement, Emigration, Rétroactivité.

Enfant. — Effets de la naturalisation quant aux enfants nés avant la naturalisation paternelle, 44 et suiv.; — Quant aux enfants à naître, 589.

Enfant simplement conçu. — L'enfant simplement conçu en France ne peut pas invoquer l'article 9 du Code civil, 137; — L'enfant légitime est-il censé investi de la qualité de Français dès qu'il est *conçu?* 344.

Enfant naturel. — Les enfants naturels peuvent aussi bénéficier de l'article 9 du Code civil, 134; — L'article 9 s'applique encore à l'enfant naturel né en France d'une mère Française et reconnu plus tard par un père étranger, 148; — L'enfant naturel d'une ex-Française peut-il invoquer l'article 10, al. 2, du Code civil? 213; — A quelles conditions l'enfant naturel est-il Français de naissance? 331-342; — Enfant naturel reconnu par son père et par sa mère qui sont de nationalités différentes, *annexes*, 1043.

Voyez Majorité.

Enfant né en France. — L'*enfant né* en France d'un étranger peut invoquer le bénéfice de l'article 9 du Code civil, 127; — En quoi consiste ce privilège? 129-132; — A quels enfants au juste s'applique-t-il? 133-150; — A quelle époque ce privilège doit-il être exercé? 151-158; — Etendue de ce privilège, 159-169. — De l'enfant né en France de parents sans patrie, 144 et 346-348; — L'enfant, né en France d'un étranger qui lui-même y est né, est Français, sauf le droit pour lui de réclamer la nationalité étrangère (lois des 7-12 février 1851, et 16 décembre 1874, comb.), 177-188. — Référence aux Annexes, 1032-1034, 1040. — *Enfant né* de parents étrangers qui se sont fait naturaliser Français (art. 2 de la loi des 7-12 février 1851), 189-196.

Enfant né d'un ex-Français. — Situation favorable qui lui est faite par l'article 10, alinéa 2 du Code civil, 199-207; — *Quid* de l'enfant né d'une ex-Française mariée à un étranger? 211-213; — *Enfant né* d'un père et d'une mère de nationalités différentes, 329-331; — Situation des enfants nés pendant l'annexion qui précéda le démembrement de 1814, 504.

Voyez Jus sanguinis, Jus soli.

Enfant trouvé. — Il peut invoquer l'article 9 du Code civil, 146 et 147

Engagement conditionnel d'un an. — Droit, pour l'enfant né en France d'un étranger, qui lui-même y est né, d'être admis à contracter l'engagement conditionnel d'un an, 188.

Voyez Ecoles du Gouvernement, Service militaire.

Equateur. — Législation comparée, 997 à 1004.

Esclavage, Esclaves. — De l'esclavage en droit romain, 355; — De la possession ou du trafic des esclaves, considéré comme cause de perte de la qualité de Français, 490-493.

Voyez Perte de la qualité de Français.

Espagne. — Législation comparée, 778 à 784.

Etablissement en pays étranger sans esprit de retour. — De l'établissement en pays étranger sous l'ancien droit français, 359; — Dans le droit intermédiaire ou révolutionnaire, 364; — Dans le droit actuel, 458 et 459; — Comment se reconnaît la perte de l'esprit de retour? 460; — *Quid* des établissements de commerce? 461-465. — Référence aux Annexes, 1046.

Voyez Perte de la qualité de Français, Emigration, Femmes mariées.

Etats-Unis. — Législation comparée, 905 à 919.

Etranger. — Condition de l'étranger chez les Germains, 31; — Admission de l'étranger dans la garantie de la famille, 32; — De l'étranger chez les Francs, 34; — Amélioration apportée à la condition des étrangers : loi des 6-18 août 1790, 62; — L'article 18 du Code civil s'applique aux étrangers qui, après s'être fait naturaliser Français, auraient perdu cette nationalité, 231.

Voyez Naturalisation, Domicile, Autorisation, Droits civils.

Exécution des jugements étrangers en Belgique, 1052.

EXPULSION. — Effets de la naturalisation en ce qui concerne le *droit d'expulsion*, 590.

EXTRADITION. — Des effets de la naturalisation en matière d'*extradition*, 686-690.

Voyez DROIT PÉNAL.

F

FEMME MARIÉE. — La femme qui accompagne son mari, établi en pays étranger sans esprit de retour, perd-elle aussi la nationalité française? 465; — La femme Française, mariée à un étranger, peut être considérée, en France, comme n'ayant pas acquis la nationalité de son mari, 468; — Situation des femmes mariées à la suite du démembrement de 1814, 503; — Conditions imposées, en 1860, aux femmes des sujets sardes pour l'exercice de l'option, 287-289; — *Quid* d'après le traité du 10 mai 1871? 533 et 534. — Des effets de la naturalisation quant à la femme du naturalisé, 553 et suiv.

Voyez AUTORISATION, MARIAGE, OPTION, NATURALISATION.

FONCTIONNAIRES. — Effets de l'annexion quant aux fonctionnaires amovibles ou inamovibles, 316-322.

Voyez OFFICIERS MINISTÉRIELS.

FONCTIONS PUBLIQUES. — De l'acceptation non autorisée de fonctions publiques, dans l'ancien droit, 361; — Dans le droit intermédiaire ou révolutionnaire, 366; — Dans le droit actuel, 441 et 442; — Que faut-il entendre par des fonctions publiques? 447.

FRAUS LEGIS. — La naturalisation acquise en pays étranger n'est-elle valable qu'autant qu'elle n'est pas entachée de *fraus legis?* 376-392.

Voyez NATURALISATION, PERTE DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS.

G

GRÈCE. — Législation comparée, 785 à 794.

Référence aux NOTIONS HISTORIQUES, *Droit de la Grèce*, 15.

GUATÉMALA. — Législation comparée, 927 à 929.

GUERRE. — Décrets du 26 octobre et du 19 novembre 1870 au profit des étrangers ayant pris part à la guerre de 1870 contre la Prusse, 249-292.

Voyez NATURALISATION, SERVICE MILITAIRE.

H

HAÏTI. — Législation comparée, 931 à 937.

HEIMATHLOSAT. — Du danger de l'heimathlosat, ou du principe que nul ne doit être sans patrie, *Introd.*, 26.

Voyez SUISSE, 887.

HERZÉGOVINE. — *Voyez* TURQUIE.

HONGRIE. — *Voyez* AUTRICHE.

I

INDE, INDIENS. — Position spéciale faite aux *Indiens* après la conquête, 276 et 277.

Voyez ALGÉRIE, CONQUÊTE.

INTERDICTION. — Exercice du droit d'interdiction par le naturalisé ou contre lui, 649-651.

ITALIE. — Législation comparée, 795 à 819.

J

JUGE DE PAIX. — Devoir du juge de paix lorsqu'une question de nationalité s'élève devant lui au sujet de l'inscription sur les listes électorales, 176.

JUS CIVITATIS. — Eléments du *jus civitatis*, 18.

Voyez CITOYEN ROMAIN.

JUS ITALICUM. — Privilège du *jus italicum*, 22.

JUS SANGUINIS. — Admission dans le droit français actuel du *jus sanguinis*, et rejet du *jus soli*, 127 et 324-327.

Voyez ENFANT NÉ.

JUS SOLI. — Application du *jus soli* jusqu'à la promulgation du Code civil, annexes, 1035-1040.

Voyez JUS SANGUINIS, ENFANT NÉ, NAISSANCE.

L

LATINS. — Condition des *Latini veteres*, 19; — Des *Latini coloniarii*, 20. — Des *Latini juniani*, 21.

Voyez CITOYEN ROMAIN.

LÉGION ROMAINE. — Décret du 28 août 1866, autorisant les Français à s'engager dans la légion romaine au service du Saint-Siège, 489.

Voyez SERVICE MILITAIRE, AUTORISATION.

LUXEMBOURG. — Législation comparée, 820 à 826.

M

MAJORITÉ. — Le privilège consacré par l'article 9 du Code civil doit être exercé dans l'année qui suit la majorité de l'enfant, 151-153; — *Quid* si l'enfant naturel, né en France d'une mère française, a été reconnu par un étranger plus d'un an après sa majorité, 149; — La majorité, dont il est question dans l'article 9, est la majorité fixée par la loi étrangère, 154-158; — Cas où l'enfant de l'étranger naturalisé français est majeur au moment de la naturalisation paternelle, 192; — La majorité, exigée du Français qui change de patrie, est celle fixée par la loi française, 410.

Voyez MINEUR, OPTION, NATURALISATION.

Mariage. — La fille d'un ex-Français, qui a contracté mariage avec un étranger, peut-elle invoquer l'article 10 du Code civil? 208-210; — L'article 18 du Code civil n'est pas applicable à la femme devenue étrangère par le mariage, 234; — Le mariage d'une femme étrangère avec un Français lui fait acquérir la qualité de Français, 235-238; — Influence du mariage sur la capacité de changer de patrie, 411-422; — Le mariage contracté par une Française avec un étranger fait perdre la nationalité française, 467-476; — *Quid* si le mariage est nul? 473; — Effets de la naturalisation sur le mariage du naturalisé, 614 et suivants.

Voyez Contrat pécuniaire de mariage.

Médecin. — *Voyez* Avocat.

Menton (*Commune de*). — Traité du 2 janvier 1861, cédant à la France les communes de Menton et de Roquebrune, 314.

Mexique. — Législation comparée, 920 à 924.

Mineur. — Le privilège de l'article 18 du Code civil, ne peut pas être invoqué en temps de minorité, 232; — L'article 12 du Code civil s'applique à la femme mineure au moment de son mariage, 236; — Si une femme, devenue étrangère par son mariage, recouvre, après la dissolution de son union, la nationalité française, ses enfants encore mineurs, nés de ce mariage, ne deviennent pas de plein droit Français, 243; — *Quid* de la femme encore *mineure*, mariée à un étranger? 472. — Critique de la circulaire ministérielle de M. de Persigny, en ce qui concerne les zouaves pontificaux, encore *mineurs*, 485 *bis*; — Conditions imposées, par le traité du 10 mai 1871, aux individus encore mineurs pour l'exercice du droit d'option, 526-532; — *Quid*, lors du traité du 24 mars 1860? 290-294; — Des effets de la naturalisation, quant aux enfants *mineurs* du naturalisé, 546-552.

Voyez Majorité, Option.

Monaco (*Principauté de*). — Législation comparée, 827 à 831.

N

Naissance. — De l'acquisition de la qualité de Français, par la naissance ou l'origine, 323-350.

Voyez Jus sanguinis, Jus soli, Enfant né.

Naturalisation. — Extrême importance de l'étude de la naturalisation, *Introd.*, 20 et suiv.; — Recherches qu'elle nécessite, 1; — Définition de la naturalisation, 2; — Elle peut être individuelle ou collective, 6; — Il y a la naturalisation proprement dite et la naturalisation par le bienfait de la loi, 17; — De la naturalisation simple et de la grande naturalisation, 8 et 87; — La naturalisation ne saurait être constituée à l'origine des sociétés, 12; — Le mot de naturalisation n'était pas connu à Rome, 16; — De la naturalisation collective opérée, à l'époque monarchique, par *décisions royales*, 19; — Effets

de la naturalisation sous l'ancien droit, 53 ; — Dans la législation intermédiaire, la naturalisation cesse d'être une faveur, pour devenir un droit, 57; — Textes législatifs rendus en matière de naturalisation, depuis la promulgation du Code, 82-104; — Critique de la loi des 29 juin-5 juillet 1867, 105-111; — Triple mode par lequel s'opère la naturalisation, 117; — Conditions exigées aujourd'hui pour la naturalisation proprement dite, 119; — Effet de la naturalisation acquise en pays étranger sous l'ancien droit français, 360; — Dans le droit intermédiaire ou révolutionnaire, 365; — De la naturalisation acquise en pays étranger, dans le droit moderne, 368-440 ; — Des effets généraux de la naturalisation, 542 et suivants.

Voyez BIENFAIT DE LA LOI, ANNEXION, PERTE DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS, FRAUS LEGIS.

NATURALITÉ. — Des lettres de *naturalité* et des lettres *de déclaration de naturalité*, à l'époque monarchique, 45, 46, 47; — Insertion dans les lettres de naturalité de la clause « *Proviso quod heredes impetrantis sint regnicolæ*; » — Des lettres de déclaration de naturalité établies par la loi du 14 octobre 1814, 88 et 508-512.

Voyez NATURALISATION.

NICE. — *Voyez* SAVOIE.

NORWÈGE. — Législation comparée, 832 à 835.

O

OFFICIERS MINISTÉRIELS. — Effets de l'annexion, quant aux officiers ministériels, 318.

Voyez FONCTIONNAIRES, ANNEXION.

OPTION. — Nécessité du *droit d'option*, 263; — Son origine historique, 264; — Caractères qu'il revêt actuellement, 265; — Formalités auxquelles le traité du 24 mars 1860 soumettait le droit d'option, 283-285; — Quelles personnes pouvaient l'exercer? *Quid* quant aux *majeurs*, 286; — Effets du droit d'option d'après le traité du 24 mars 1860, 295 et 296; — Conditions requises par le traité du 10 mai 1871 pour la validité de l'option, 520-525.

Voyez MAJEUR, MINEUR, FEMME MARIÉE.

ORIGINAIRES. — L'article 2 du décret du 30 juin 1860 abroge-t-il le traité du 24 mars 1860 en ce qui concerne les *mineurs originaires?* 307-312. — Référence aux ANNEXES, 1042. — Sens du mot *originaires* dans le traité du 10 mai 1871, 517.

Voyez ALSACE-LORRAINE, SAVOIE, ANNEXION.

ORIGINE. — Est-ce l'*origine* qu'il faut prendre pour critérium de dénationalisation en matière d'annexion, 270, 271, 272; — Référence aux ANNEXES, 1047.

Voyez JUS SANGUINIS.

P

PARAGUAY. — Législation comparée, 1005 à 1010.

PATRIE. — Consécration par la loi française du principe que tout individu peut changer de patrie, 3 et 393; — Référence aux ANNEXES, 1031. — Nul ne doit être sans patrie, *Introd.*, 26; — Nul ne doit avoir deux patries, *Introd.*, 27.

Voyez HEIMATHLOSAT.

PAYS D'AMÉRIQUE. — Législation comparée : — Division de ces différents pays par ordre alphabétique, 903 à 1029.

PAYS-BAS. — Législation comparée, 836 à 844.

PAYS D'EUROPE. — Législation comparée : — Division des pays par ordre alphabétique, 695 à 903.

PÉRÉGRINS. — Rareté de la concession de la qualité de citoyen romain aux *pérégrins*, 25.

Voyez CITOYEN ROMAIN.

PÉROU. — Législation comparée, 1011 à 1018.

PERSONNES MORALES. — La naturalisation n'est pas applicable aux personnes morales, 5.

PERTE DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS. — Etat de l'ancienne législation, 358-362; — Droit intermédiaire ou révolutionnaire, 363-367; — Droit moderne, 368 et 369.

Voyez NATURALISATION, FONCTIONS PUBLIQUES, ETABLISSEMENT, MARIAGE, SERVICE MILITAIRE, ESCLAVES, DÉMEMBREMENT, RÉINTÉGRATION.

PORTUGAL. — Législation comparée, 845 à 849.

POSSESSION D'ETAT. — Bénéfice attaché à la possession d'Etat de la qualité de Français, 124 *bis*.

Voyez PREUVE.

PREUVE. — Comment fait-on la *preuve* d'une naturalisation acquise, 125; — Référence aux ANNEXES, 1032-1039.

Voyez POSSESSION D'ETAT, ENFANT NÉ.

PROCÉDURE. — Quelle *procédure* spéciale doit entourer les décisions judiciaires sur les questions de nationalité? 125, note 1; — Procédure à suivre pour obtenir l'autorisation d'accepter du service militaire ou des fonctions publiques en pays étranger, 489 *bis*.

PROFESSEUR. — *Voyez* AVOCAT.

PROVINCES. — Situation faite aux *provinces* dans la législation romaine, 23.

PUISSANCE PATERNELLE. — Effets de la naturalisation quant à l'exercice de la *puissance paternelle*, 626-638.

Q

QUESTIONS TRANSITOIRES. — Effet d'une loi nouvelle sur les naturalisations acquises sous l'empire d'une loi précédente, 9 ; — Du passage d'une législation à une autre, à l'époque intermédiaire ou révolutionnaire, 78 ; — Respect dû aux droits acquis quant aux relations pécuniaires du naturalisé, 652 et 653. — Position transitoire des Alsaciens-Lorrains pendant le délai d'option, 538. — Questions transitoires en matière de naturalisation, 563.

Voyez RÉTROACTIVITÉ, DROITS ACQUIS.

R

RÉINTÉGRATION *dans la qualité de Français, ou d'étranger*. — Texte et motifs de l'article 18 du Code civil. Conditions exigées par cet article, 226, 227 et 229; — L'ex-Française retrouve sa qualité de Française par son mariage avec un Français (art. 12, C. civ.), 238; — Réintégration dans la qualité de Françaises au profit des femmes qui, Françaises de naissance et ayant épousé des étrangers, sont devenues veuves, 239-246; — L'étrangère, devenue Française par son mariage avec un Français, redevient-elle étrangère dès le décès de son mari? 474-476.

Voyez PERTE, RÉTROACTIVITÉ.

RÉTROACTIVITÉ. — L'exercice du privilège consacré par l'article 9 du Code civil fait acquérir la qualité de Français sans aucune rétroactivité. Conséquences, 159-169; — La déclaration faite en conformité de la loi des 7-12 février 1851 (art. 4), opère rétroactivement, 179; — Les descendants des religionnaires qui se sont conformés à l'article 22 de la loi des 9-15 décembre 1790 peuvent-ils se prévaloir rétroactivement de la qualité de Français? 223-226; — Caractère rétroactif du démembrement de 1814, 498-501; — Effet rétroactif attaché aux lettres de déclaration de naturalité établies par la loi du 14 octobre 1814, 512; — La naturalisation, comme la réintégration dans la qualité de Français, ne produit pas d'effet rétroactif, 553 et suiv.; — Rétroactivité attachée au droit d'option, 536.

Voyez RÉINTÉGRATION, NATURALISATION, OPTION, DROITS ACQUIS, QUESTIONS TRANSITOIRES.

ROQUEBRUNE (*Commune de*). — *Voyez* MENTON.

ROUMANIE. — Législation comparée, 860 à 863.

ROUMÉLIE. — *Voyez* TURQUIE.

RUSSIE. — Législation comparée, 850 à 859.

S

SAN-SALVADOR. — Législation comparée, 929 *bis*.

SAVOIE. — Traité du 24 mars 1860 cédant la Savoie et Nice à la France, 281.

Voyez ANNEXION, OPTION.

SCYTHES. — *Voyez* EGYPTIENS.

SERMENT. — Du *serment civique*, son rôle dans la naturalisation sous l'empire de la loi des 30 avril-2 mai 1790, 60; — L'obligation du *serment de fidélité*, attachée à l'exercice d'une fonction publique à l'étranger, contribue à faire perdre la qualité de Français, 454; — Quid du *serment de sujétion* prêté, par un Français, à l'empereur de Russie : référence au mot *Russie*, 852 note 1.

Voyez FONCTIONS PUBLIQUES.

SERVAGE. — De l'aubain acquis *serf* au seigneur, 39; — Substitution de la bourgeoisie au servage, 40.

Voyez AVOUERIE, AUBAIN.

SERVICE MILITAIRE. — Faveur créée par la loi des 22-23 mars 1849 pour les enfants qui, nés en France d'étrangers, ne se sont point soustraits au service militaire, 170-176; — Comment l'enfant, né en France d'un étranger, qui lui-même y est né, est-il soumis au service militaire en France? 183; — A partir de quel moment sont astreints à la loi du recrutement les enfants, nés hors de France, d'étrangers naturalisés Français, 195; — L'article 18 n'est pas applicable aux Français qui ont perdu leur qualité, en prenant, sans autorisation, du service militaire à l'étranger, 233; — Acceptation non autorisée du service militaire à l'étranger, dans l'ancien droit et dans le droit intermédiaire, 361 et 366; — Du Français naturalisé à l'étranger qui porte les armes contre la France, 407 et 607; — De l'acceptation non autorisée du service militaire à l'étranger, 477-489; — L'étranger naturalisé n'est pas assimilé au Français quant au service militaire, 596 et 691; — Des effets de la naturalisation, quant à l'*omission* sur les listes du contingent, et quant au délit d'*insoumission* : 692; quant au crime de *désertion* : 693. — Référence aux ANNEXES, 1044.

Voyez ECOLES DU GOUVERNEMENT, ENGAGEMENT CONDITIONNEL D'UN AN, GUERRE, AUTORISATION, CORPORATION, LÉGION ROMAINE, ZOUAVES PONTIFICAUX.

SOUVERAINETÉ. — Conséquences de la souveraineté respective des Etats en matière de naturalisation, 10.

Voyez COMPÉTENCE.

SPARTE. — Lois de Sparte vis-à-vis des étrangers, 15 *bis*.

Voyez ATHÈNES, GRÈCE.

STATUT PERSONNEL. — Effets de la naturalisation sur le statut personnel du naturalisé, 574 et suiv.; — 601 et suiv.

Voyez NATURALISATION, ETRANGER, DOMICILE.

Succession. — Effets de la naturalisation quant à l'incapacité d'acquérir par *succession*, *legs ou donation*, 580.

Voyez Autorisation, Etranger.

Suède. — Législation comparée, 861 à 872.

Suisse. — Législation comparée, 873 à 889, et 1053.

T

Tribu. — Admission de l'étranger dans la tribu à l'époque germanique, 33; et à l'époque franque, 35.

Turquie. — Législation comparée, 890 à 902. — *Principautés vassales* de la Turquie, 900 à 902; — *Bulgarie*, 900; — *Roumélie orientale*, 901; — *Chypre*, *Bosnie*, *Herzégovine*, 902.

Tutelle. — Effets de la naturalisation, quant à l'exercice du droit de tutelle, 595 et 639-642 — Référence aux Annexes, 1050.

Voyez Conseil de famille.

U — V

Urugay. — Législation comparée, 1019 à 1024.

Vénézuéla. — Législation comparée, 1025 à 1029.

Z

Zouaves pontificaux. — Situation des zouaves pontificaux, au point de vue de la perte de la qualité de Français, 483 et 486; — Circulaire ministérielle de M. de Persigny, 484-486.

Voyez Service militaire, Légion romaine, Autorisation.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS.

— Lille. Typ J. Lefort. 1880 —

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7502 01329552 4

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS
(lettres a - f.)
INTRODUCTION
Numéros
Pages.
1.
Triple caractère que doit présenter toute exposition rationnelle du droit des gens
2.
Elle doit être historique
3.
Elle doit être pratique
4.
Elle doit être enfin philosophique
5.
Division de la leçon d'ouverture
PARTIE PREMIÈRE
6.
Définition du droit des gens
7.
Confusion qu'il importe d'éviter
8.
Origine du mot droit des gens
9.
Le droit des gens existe-t-il comme droit? - Controverse
10.
Premier système: le droit des gens n'existe pas comme droit
11.
Second système adopté par l'auteur: le droit des gens existe comme droit
12.
Quelle est la sanction de ce droit?
13.
Transition
PARTIE DEUXIÈME
14.
Il existe six sources principales du droit international. Examen de ces sources
15.
Divisions du droit des gens
16.
Droit des gens naturel et droit des gens positif
17.
Droit des gens public et droit des gens privé
18.
Importance de la législation comparée en cette matière
19.
Transition. - Examen détaillé des principes qui régissent la matière de la *naturalisation*. Division du sujet en quatre Etudes
20.
Extrême importance de cette matière
21.
L'étude de la naturalisation touche d'abord au *droit politique et constitutionnel* à un double point de vue
22.
1° Au point de vue du mode de concession de la naturalisation
23.
2° Au point de vue des effets qu'elle doit produire
24.
La naturalisation met aussi en jeu les principes du droit *international*
25.
Premier principe: tout individu peut changer de patrie
25 *bis*.
Deux autres principes
26.
Nul ne doit être sans patrie
27.
Nul ne doit avoir deux patries
28.
Influence qu'exerce, en droit civil, la naturalisation
PREMIERE ETUDE
1.
Nature des recherches que nécessite l'étude de la naturalisation
2.
Définition de la naturalisation
3.
Consécration par la loi française de ce principe que tout individu peut changer de patrie. (Référence au n° 1031.)
4.
Diversité des législations quant à l'application du précédent principe
5.
La naturalisation n'est pas applicable aux personnes morales
6.
La naturalisation peut être *individuelle* ou *collective*
7.
La naturalisation individuelle se divise elle-même en naturalisation proprement dite et en naturalisation par bienfait de la loi
8.
Distinction entre la *naturalisation simple* et la *grande naturalisation*
9.
Effet d'une loi nouvelle sur les naturalisations acquises sous l'empire d'une loi précédente
10.
Conséquences de la souveraineté respective des Etats en cette matière
11.
Division de la première Etude
PARTIE PREMIÈRE
12.
La naturalisation ne saurait être constituée à l'origine des sociétés
13.
Disposition de la loi de Moïse

14.
Coutume des Scythes et des Egyptiens
15.
Droits de la Grèce
15 *bis*.
Lois de Sparte
15 *ter*.
Lois d'Athènes
CHAPITRE I
16.
Le mot de naturalisation n'est pas connu à Rome, mais la chose existe
SECTION I
17.
Différences fondamentales entre le droit romain et notre législation actuelle
18.
Eléments du *jus civitatis*
19.
Positions variées faites par Rome aux populations soumises. - Des *Latini veteres*.
20.
Des *Latini coloniarii*
21.
Des *Latini Juniani*
22.
Du *jus Italicum*
23.
Situation faite aux *provinces*
SECTION II
24.
Double observation
25.
Importance, à l'origine, de la qualité de citoyen romain. Rareté de sa concession aux pérégrins
26.
La concession a lieu sous forme de loi
27.
Période où le droit de conférer la cité appartient aux généraux ou aux consuls
28.
Période impériale. Constitution de Caracalla
29.
Conditions sous lesquelles s'obtient la qualité de citoyen romain. Effets de cette concession
CHAPITRE II
30.
Transition
SECTION I
31.
Condition de l'étranger chez les Germains
32.
Admission de l'étranger dans la garantie de la famille
33.
Admission de l'étranger dans la tribu
SECTION II
34.
De l'étranger chez les Francs
35.
Admission de l'étranger dans une tribu franque
36.
Examen de la théorie des *professiones legis*
37.
Effet produit par l'entrée dans les ordres ecclésiastiques
SECTION III
38.
Bases du système féodal
39.
De l'aubain acquis serf au seigneur
40.
Substitution de la bourgeoisie au servage
41.
De l'aubain placé sous l'avouerie du seigneur
42.
Substitution du patronage royal à l'avouerie des seigneurs
43.
Effets du changement de nationalité résultant d'une *annexion* au territoire ou de son *démembrement*
44.
Causes diverses de l'annexion au territoire ou de son démembrement
44 *bis*.
Causes provenant du fait du roi
44 *ter*.
Causes provenant du fait de la nation
SECTION IV
45.
De la naturalisation individuelle. Des *lettres* de *naturalité:* leur nature et leur forme
46.
Conditions sous lesquelles s'obtenaient les lettres de naturalité
47.
Des *lettres de déclaration de naturalité*: leurs cas d'application, leurs effets
48.
Double source de la naturalisation collective
49.
Des *décisions royales*
50.
Des annexions. A partir de quel moment les sujets de la province annexée étaient-ils Français? *Controverse*
51.
Première opinion. Il suffisait que l'annexion fût, en fait, consommée
52.
Seconde opinion. Il fallait que l'annexion eût été proclamée par lettres patentes ou déclaration royale

53.
Effets de la naturalisation une fois conférée
54.
De la clause, *"Proviso quod heredes impetrantis sint regnicoloe."*
55.
Dissidence entre Bacquet et Loysel sur le droit héréditaire de l'aubain naturalisé
56.
Différences entre l'aubain naturalisé et le Français originaire
CHAPITRE III
57.
La naturalisation cesse d'être une faveur, pour devenir un *droit*
58.
Différents actes législatifs à examiner
SECTION I
59.
Texte de la loi des 30 avril-2 mai 1790
60.
Rôle du *serment civique* dans la naturalisation
61.
A quels étrangers, au juste, était applicable la loi des 30 avril-2 mai 1730
62.
Améliorations apportées à la condition des étrangers. Loi des 6-18 août 1790
63.
Loi du 8 avril 1791
SECTION II
64.
Texte des principaux articles de la constitution des 3-14 septembre 1791
64 bis.
Il y a cinq manières d'obtenir la qualité de Français
65.
Remarque
66.
Transition
SECTION III
67.
Caractère général de la constitution du 24 juin 1793
68.
Texte et commentaire de l'article 4
69.
Disposition abrogative du décret du 10 octobre 1793. A quelles personnes elle s'applique
SECTION IV
70.
Dispositions principales de la constitution du 5 fructidor an III
71.
Consécration d'un principe nouveau
72.
Observation
SECTION V
73.
Existence d'un revirement dans l'opinion publique
74.
Texte des principaux articles de la constitution du 22 frimaire an VIII
75.
Inconvénient de la modification apportée par la constitution nouvelle
76.
Deux observations
77.
Première observation: La seule résidence en France n'a jamais suffi, dans le droit intermédiaire pour conférer la qualité de Français
78.
Seconde observation relative au passage d'une législation à une autre
79.
De la naturalisation collective acquise par voie d'annexion au territoire
CHAPITRE IV
80.
Objet du chapitre IV
81.
Rappel des conditions exigées, par l'article 3 de la constitution du 22 frimaire an VIII
82.
Caractères des innovations législatives qui se sont succédé de 1803 à 1880
83.
La constitution de l'an VIII était *trop facile* à certains égards. Dispositions de l'avis du Conseil d'Etat des 16-20 prairial an XI et du décret du 17 mars 1809 (art. 1)
84.
La constitution de l'an VIII était aussi *trop difficile* en certains cas
85.
Sénatus-consultes des 21-26 vendémiaire an XI et du 19 février 1808
86.
Ordonnance du 4 juin 1814
87.
Deux sortes de naturalisations: la *naturalisation simple*, et la *grande naturalisation*
87 *bis*.
Loi des 13-21 novembre et 3 décembre 1849. Différences avec le droit actuel
88.
Texte de la loi du 14 octobre 1814
89.
Transition
90.
Décret provisoire des 28-31 mars 1848
91.
Critique du décret précité
92.
Arrêté ministériel du 29 juin 1848
93.
Loi des 13-21 novembre, 3-11 décembre 1849
94.
Cinq conditions sont exigées par les articles 1 et 2 de la loi du 11 décembre 1849

95.
Articles 3, 4, 5 et 6 de la loi du 11 décembre 1849
96.
Transition
97.
Loi des 22-25 mars 1849
98.
Loi des 22-29 janvier, 7-12 février 1851
99.
Transition
100.
Constitution du 14 janvier 1852
101.
Décret du 25 janvier 1852 (art. 1, 5 et 24)
102.
Disposition particulière de l'article 26 du décret précité
103.
Décret du 30 juin 1860
104.
Sénatus-consulte du 14 juillet 1865 sur l'état des personnes et la naturalisation en Algérie
104 bis.
Remarque sur les articles 3 et 4 du sénatus-consulte précité
105.
Loi des 29 juin-5 juillet 1867
106.
Double innovation
107.
Critiques auxquelles a donné lieu l'application de la loi du 29 juillet 1867
108.
Remarque sur l'intervention du Conseil d'Etat
109.
Projet de loi déposé le 20 février 1877, par MM. les députés Escanyé, Massot, etc.
110.
Adhésion de l'auteur à ce projet de loi
111.
Transition
112.
Décret du 12 septembre 1870
113.
Décret du 26 octobre 1870
114.
Décret du 19 novembre 1870
115.
Loi des 16-29 décembre 1874
116.
Transition
PARTIE DEUXIÈME
117.
La naturalisation s'opère de trois manières
CHAPITRE I
118.
Objet de ce chapitre
119.
Conditions exigées aujourd'hui de l'étranger qui veut se faire naturaliser
120.
On ne distingue plus la *naturalisation simple* de la *grande naturalisation*
121.
Quid des étrangers établis en France depuis un temps immémorial? *Controverse*
122.
Premier système: Ils sont de plein droit naturalisés Français
123.
Second système: Ils jouissent d'une situation mixte: l'*incolat*
124.
Troisième système adopté par l'auteur: Ils restent des étrangers ordinaires
124 *bis*.
Bénéfice attaché à la possession d'état de la qualité de Français
125.
Comment se prouve la naturalisation, et quelles formalités doivent entourer les décisions sur les questions de nationalité en général?
CHAPITRE II
126.
II existe dix circonstances principales dans lesquelles l'acquisition de la qualité de Français peut se réaliser par le bienfait de la loi
SECTION I
127.
Précédents historiques d'où l'article 9 du Code civil tire son origine
128.
Division de la présente section
§ I
129.
Formalités à remplir pour obtenir la naturalisation consacrée par l'article 9 du Code civil
130.
Nature *exceptionnelle* de cette naturalisation
131.
Lieu où doit se faire la déclaration d'intention exigée par l'article 9
132.
Fondement rationnel de l'article 9. (Référence pour les n°s 129 à 132 aux nos 1032 à 1034.)
§ II
133.
L'article 9 ne s'applique pas aux enfants étrangers déjà nés au moment de la promulgation du Code. (Aj. *infrà*, nos 1035 à 1039.)
134.
Les enfants naturels peuvent, comme les enfants légitimes bénéficier de l'article 9
135.
Trois conditions doivent se trouver réunies dans la personne de l'enfant
136.
1° II faut que l'enfant soit né en France

137.
Il ne suffit pas que l'enfant ait été conçu en France
138.
2° Il faut que le lieu de la naissance soit le territoire français
139.
Quid de l enfant né à l'étranger dans l'hôtel de l'ambassade française?
140.
La naissance dans les colonies équivaut à la naissance en France
141.
Article 2 du décret du 30 juin 1860
142.
3° Il faut que l'auteur de l'enfant soit un étranger
143.
L'enfant né d'un étranger autorisé à établir son domicile en France peut se prévaloir de l'article 9
144.
Quid de l'enfant né, en France, de parents qui n'auraient plus de patrie? *Controverse*
145.
Adoption du système suivant lequel cet enfant n'est pas Français de naissance, mais peut le devenir par application de l'article 9
146.
Les enfants, nés en France de père et mère inconnus, peuvent-ils invoquer le bénéfice de l'article 9. *Controverse*
147.
Adoption de l'affirmative
148.
L'article 9 est aussi applicable à l'enfant naturel né en France d'une mère française, mais reconnu, dans la suite, par un père *étranger*
149.
Quid, si cet enfant naturel a été aussi reconnu plus d'un an après sa majorité? Renvoi
150.
Jugement du tribunal d'Albertville (15 mars 1879)
§ III
151.
Le délai d'un an imparti par l'article 9 ne peut pas être *avancé*, lorsqu'il s'agit pour l'enfant de se prévaloir d'un bénéfice
152.
Il ne peut pas non plus être avancé s'il s'agit pour l'enfant de s'acquitter d'une obligation
153.
Il ne peut pas davantage être étendu ou *reculé*
154.
Quelle est la majorité dont parle l'article 9 du Code civil? *Controverse*
155.
Premier système: Il s'agit de la majorité française
156.
Second système, adopté par l'auteur: Il s'agit de la majorité déterminée par la loi *étrangère*
157.
Tempérament proposé au second système pour l'enfant national d'un pays où la majorité serait plus précoce qu'en France. Réfutation
158.
Arrêt rendu par la Cour de cassation de Belgique, le 6 février 1878
§ IV
159.
L'individu naturalisé par application de l'article 9 du Code civil est-il censé Français dès le jour de sa naissance, ou ne devient-il Français que pour l'avenir? *Controverse*
160.
Première opinion: Il faut considérer cet individu comme Français dès sa naissance
161.
Seconde opinion adoptée par l'auteur: La qualité de Français n'aura été acquise que pour l'avenir
162.
Conséquences diverses de cette solution
163.
Conséquences: 1° Quant à l'application de l'article 2 de la loi du 14 juillet 1819
164.
2° Quant à l'application de l'article 14 du Code civil
165.
3° Quant à la participation, comme témoin, à un acte notarié.
166.
4° Quant à la femme et aux enfants du naturalisé
167.
5° Quant aux crimes commis par l'individu en question avant sa naturalisation. Affaire Brans
168.
Arrêt de la Cour d'assises du Nord, du 3 août 1877
169.
6° Conséquence de la solution admise par l'auteur, *en matière administrative*. Décision du Conseil d'Etat, du 19 janvier 1877
SECTION II
170.
Texte de la loi des 22-25 mars 1849
171.
La circonstance prévue par la loi peut se présenter
172.
Motifs de la loi des 22-25 mars 1849
173.
Question controversée qui s'est, élevée dans la pratique. Affaire Liévin. L'individu qui, après avoir une première fois excipé de son extranéité, satisfait à la loi du recrutement, peut-il se prévaloir de la loi des 22-25 mars 1849?
174.
Négative consacrée par la Cour de cassation
175.
Affirmative admise par l'auteur
176.
Devoir du juge de paix, lorsqu'une pareille question s'élève devant lui au sujet de l'inscription sur les listes électorales
SECTION III
177.
Pour quel motif fut édictée la loi du 7 février 1851
178.
Texte de l'article 1 de cette loi
179.
Effet rétroactif de la déclaration faite en conformité de la loi des 7-12 février 1851 (art. 1
180.
L'individu qui a réclamé la qualité d'étranger en vertu de la loi du 7 février 1831, peut-il, se ravisant plus tard, réclamer la qualité de Français en vertu de l'article 9 du Code civil? *Négative admise par la jurisprudence*

181.
Adoption de l'affirmative
182.
Condition de l'individu qui n'a pas réclamé la qualité d'étranger par application de la loi du 7 février 1851
183.
Est-il soumis au service militaire? Oui, d'après la loi du 27 juillet 1872 (art. 9, al. 2). Avant cette loi, la question était *controversée*
181.
Proposition de loi déposée en 1872 par M. des Retours sur le bureau de l'Assemblée nationale. - Ses motifs
185.
Critique de cette proposition, et texte de la loi du 16 décembre 1874. (Aj. *infrà*, n^{os} 1040 et 1041.)
186.
Nécessité d'un *certificat* à obtenir du gouvernement étranger dont se réclame l'individu visé par la loi du 16 décembre1874
187.
Quels fonctionnaires recevront la déclaration faite en vertu de la loi du 16 décembre 1874
188.
Droit pour les enfants, nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés, de contracter l'engagement conditionnel d'un an et d'être admis aux écoles du gouvernement
SECTION IV
189.
Texte de l'article 2 de la loi des 7-12 février 1851
190.
Observation
191.
Deux hypothèses sont à distinguer. *Première hypothèse:* L'enfant de l'étranger naturalisé est encore *mineur*
192.
Seconde hypothèse: L'enfant de l'étranger naturalisé est *majeur*
193.
Le mot *"étranger"* naturalisé est générique
194.
La nationalité française ne peut être acquise à l'enfant du naturalisé que pour l'avenir
195.
A partir de quel moment sont astreints à la loi du recrutement les enfants nés hors de France d'étrangers naturalisés Français?
196.
Proposition faite par M. le député Méline à la séance du 16 décembre 1874, en vue de modifier également l'article 2 de la loi du 7 février 1851
SECTION V
197.
Motifs de faveur qui s'imposaient en cette matière
198.
Double hypothèse régie par le législateur
199.
Texte de l'article 10, alinéa 2 du Code civil
200.
L'article 10, alinéa 2 ne s'applique qu'aux enfants du premier degré
201.
L'expression recouvrer, dont se sert l'article 10, alinéa 2, est inexacte
202.
L'article est-il applicable si l'enfant de l'ex-Français est né en France? *Controverse*
203.
Première opinion: Cet enfant est Français d'origine
204.
Deuxième opinion: Cet enfant devra se prévaloir de l'article 9 du Code civil
205.
Troisième opinion, admise par l'auteur: Cet enfant peut se prévaloir de l'article 10, alinéa 2
206.
La loi des 7-12 février 1851 est aussi applicable à l'enfant né en France d'un *ex-Français*, qui lui-même y est né
207.
Il importe peu de savoir comment l'ex-Français avait acquis la nationalité française
208.
La fille d'un ex-Français qui s'est mariée avec un étranger peut-elle invoquer l'article 10? *Controverse*
209.
Premier système: Négative
210.
Second système (adopté): Affirmative
211.
L'enfant né d'une femme française, qui a perdu sa nationalité en épousant un étranger, pourrait-il invoquer le bénéfice de l'article 10, alinéa 2? *Controverse*
212.
La jurisprudence française adopte la *négative*
212 *bis*.
La jurisprudence belge est divisée
212 *ter*.
Affirmative adoptée par l'auteur
213.
Cas où l'enfant serait né, hors mariage, d'une femme devenue étrangère
214.
La nationalité s'acquiert de *droit* lorsque les conditions de l'article 10, alinéa 2, se trouvent remplies
SECTION VI
215.
Objet de cette section
216.
Origine historique de la loi des 9-15 décembre 1790
217.
Texte de l'article 22 de cette loi
218.
La loi des 9-15 décembre 1790 comprend les descendants à naître comme ceux déjà nés
219.
La loi des 9-15 décembre 1790 est-elle encore aujourd'hui en vigueur? *Controverse*
220.
Premier système: Négative
221.
Second système (adopté): Affirmative
222.
Peu importe que le descendant de religionnaires se soit mis dans une situation qui d'après le droit commun, lui ferait perdre la qualité de Français
223.
Les descendants de religionnaires qui se sont conformés à l'article 22 de la loi des 9-15 décembre 1790, peuvent-ils se prévaloir de la qualité de Français, même *rétroactivement* dans le passé? *Controverse*

221.
Première opinion: Négative
225.
Seconde opinion, adoptée par l'auteur: Affirmative
SECTION VII
226.
Motifs de l'article 18 du Code civil
227.
Texte de l'article 18
228.
Le Français, devenu étranger pour s'être établi *sans esprit-de retour* en pays étranger, doit, pour recouvrer la nationalité française, accomplir les conditions imposées par l'article 18 (sauf controverse)
229.
Trois conditions sont exigées par l'article 18
230.
L'intervention du gouvernement ne porte que sur l'autorisation de domicile
231.
L'article 18 s'applique aux étrangers qui, après s'être fait naturaliser Français, auraient perdu cette nationalité
232.
Le privilège de l'article 18 ne peut pas être invoqué en temps de minorité
233.
L'article 18 n'est pas applicable aux Français qui ont perdu leur qualité en prenant, sans autorisation, du service militaire à l'étranger
234.
Quid de la femme devenue étrangère par mariage? Renvoi
SECTION VIII
235.
Texte de l'article 12 du Code civil. - Ses motifs et sa portée
236.
Cet article s'applique à la femme *mineure* au moment de son mariage
237.
Il faut que le mariage soit valable, sauf le cas du mariage putatif
238.
L'article 12 est applicable à l'ex-Française, (sauf controverse)
SECTION IX
239.
Texte et motifs de l'article 19, alinéa 2, du Code civil
240.
Deux hypothèses sont prévues par cet article
241.
Première hypothèse: La femme réside en pays étranger
242.
Deuxième hypothèse: La femme réside en France. - A-t-elle besoin de déclarer son intention de se fixer en France? *Controverse*
242 *bis*.
Adoption de l'*Affirmative*
243.
Si une femme, devenue étrangère par son mariage, recouvre, après la dissolution de cette union, la nationalité française, ses enfants encore mineurs nés -de ce mariage ne deviennent pas eux-mêmes de plein droit Français
244.
L'article 19 doit être étendu à la femme divorcée selon les lois du pays de son mari
245.
- Transition
246.
L'autorisation du chef de l'Etat, est-elle nécessaire en matière de naturalisations par le bienfait de la loi, alors même que le texte du Code ne l'exigerait pas formellement? *Controverse*
247.
Premier système: Affirmative
248.
Second système, adopté par l'auteur: Négative
SECTION X
249.
Caractères de cette naturalisation
250.
Texte des décrets du 26 octobre et du 19 novembre 1870
251.
Conditions requises par ces deux décrets
252.
Motifs de ces dispositions
CHAPITRE III
253.
Objet du présent chapitre
254.
Nécessité d'un changement de nationalité en cas d'annexion
255.
Division
SECTION I
256.
Caractère de la naturalisation opérée par voie d'annexion
257.
Origine historique de cette naturalisation
258.
Renvoi
259.
Manière dont peut se réaliser la naturalisation par voie d'annexion
260.
L'*allégeance commune* ne suffit pas pour opérer le changement de nationalité
261.
Les questions de race, de langue et de religion ne sont que secondaires dans le groupement des individus en nations. Principes de la communauté d'intérêts et de la souveraineté du peuple
262.
Objections produites contre cette théorie. Réfutation
263.
Nécessité du droit d'option
264.
Origine historique du droit d'option

265.
Caractère revêtu actuellement par le droit d'option
266.
Quelles personnes doit atteindre la naturalisation collective résultant d'une annexion? Deux hypothèses
267.
Hypothèse de l'absorption entière d'un Etat dans un autre
268.
Hypothèse d'une séparation *partielle* de territoire. *Controverse*. QUATRE SYSTÈMES
269.
Premier système: C'est au *domicile* qu'il faut s'attacher pour déterminer les personnes atteintes par l'annexion
270.
Second système: C'est l'origine qu'il faut prendre pour *criterium* de nationalisation
271.
Troisième système: On peut s'attacher indifféremment *soit au domicile soit à l'origine*
272.
Quatrième système, adopté par l'auteur: Il faut exiger la *double condition du domicile et de l'origine*, sans que, d'ailleurs, il soit nécessaire de distinguer suivant la constitution politique des états: Dissidence avec M. Cauwès
SECTION II
273.
Division
§ I
274.
Principe général
275.
Caractère particulier de la conquête
276.
Position spéciale qui doit être faite aux Indiens et aux Algériens après la conquête
277.
Ces individus étaient-ils devenus sujets Français depuis le jour où la puissance française s'était établie dans leur pays? - *Affirmative*
278.
Dispositions du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et décret du 21 avril 1866
279.
Décret du 24 octobre 1870 relatif aux Algériens israélites
§ II
280.
Traité du 24 mars 1860 et décret du 30 juin 1860. - Division
I. Dispositions relatives aux personnes comprises dans les termes mêmes du traité du 24 mars 1860.
281.
Critique du système consacré par l'article 6 du traité du 24 mars 1860
282.
Du droit d'option. - Division
A. - A quelles formalités était soumis le droit d'option
283.
Deux formalités sont exigées par l'article 6 du traité du 24 mars 1860
284.
Autorité compétente pour recevoir la déclaration d'option
285.
Du transfert de domicile
B. - Par quelles personnes pouvait être exercé le droit d'option?
286.
Des individus *majeurs et maîtres de leurs droits*
287.
De la *femme mariée*
288.
La femme mariée ne peut-elle opter que si son mari opte lui-même? - Controverse
289.
Système appliqué en 1860
290.
Quid des *enfants mineurs*? *Trois systèmes*
291.
Premier système: La condition de l'enfant est subordonnée à celle de son père
292.
Deuxième système: Les enfants mineurs ont un droit d'option individuel et propre, mais ils opteront avec l'assistance de leurs représentants légaux
292 *bis*.
Continuation du même sujet
292 *ter*.
Continuation du même sujet
293.
Troisième système adopté par l'auteur: Les *mineurs* ont un droit propre d'option, ils l'exercent eux-mêmes. Le délai ne court contre eux qu'à partir de leur *majorité*
294.
Jurisprudence, sur ce point, de la Cour de Chambéry. Arrêt du 22 décembre 1862.
C. - Quels étaient les effets attachés à l'exercice du droit d'option?
295.
Principe rationnel
296.
Système suivi par l'article 6 du traité du 24 mars 1860
II. Dispositions relatives à des personnes non comprises dans les termes mêmes du traité. (Décret du 30 juin 1860.)
297.
Texte du décret du 30 juin 1860. - Division
A. - Interprétation de l'article 1 du décret du 30 juin 1860.
298.
Objet de l'article 1 du décret du 30 juin 1860. - Position de la difficulté. *Deux partis* dans la doctrine
299.
Premier parti: L'article 1 du décret du 30 juin 1860 abroge, quant aux *domiciliés*, le traité du 24 mars précédent
300.
Second parti: II faut concilier le décret avec le traité. Comment*Controverse*
301.
Première opinion: Le traité vise les originaires. Le décret s'occupe des domiciliés
302.
Seconde opinion: Le décret n'a eu pour but que de satisfaire les *impatients* ou les *timorés*, parmi ceux déjà compris dans les termes du traité
303.
Réfutation de l'opinion précédente
304.
Troisième opinion, adoptée par l'auteur: Le traité et le décret se rapportent à des *dates différentes*

305.
Etat de la jurisprudence
B. - Interprétation de l'article 2 du décret du 30 juin 1860.
306.
Deux partis en présence
307.
Premier parti: Le décret abroge le traité en ce qui concerne les *mineurs originaires*
308.
Réfutation
308 bis.
Second parti: Il faut concilier le décret avec le traité. Comment? *Controverse*
309.
Première opinion: Le décret a eu pour but de permettre aux mineurs originaires de revenir sur leur option
310.
Seconde opinion: Le traité naturalise de plein droit les mineurs nés dans le pays annexé de parents nés eux-mêmes dans ce pays. Au contraire, le décret facilite la naturalisation pour les enfants nés dans le pays annexé mais issus de parents originaires de pays non annexés
311.
Troisième opinion: Le traité ne comprend (1) que les sujets Sardes nés, en Savoie ou à Nice, de parents définitivement établis en ce pays. Le décret vise les sujets Sardes nés, en Savoie ou à Nice, de parents qui n'y demeuraient qu'accidentellement
312.
Jugement rendu par le tribunal de Lyon, à la date du 24 mars 1877. *Affaire Durand*
313.
Transition
314.
Cession à la France des communes de Menton et de Roque brune (Traité du 2 février 1861)
315.
Cession à la France de l'île Saint-Barthélemy (Traité du 10 août 1877)
316.
Effet particulier de l'annexion, quant aux *fonctionnaires*. - Deux hypothèses
317.
Première hypothèse: Des fonctionnaires amovibles.
318.
Des officiers ministériels
319.
Deuxième hypothèse: Des fonctionnaires inamovibles
320.
Une erreur à éviter
321.
Principes à suivre
322.
Critique d'un décret rendu le 12 juin 1860, relatif à des fonctionnaires non atteints par l'annexion
APPENDICE
323.
Objet du présent Appendice
324.
Principes admis, dans l'ancien droit, quant à la nationalité d'origine
325.
Droit actuel
326.
Texte et motifs de l'article 10, § 1 du Code civil
327.
Historique de la rédaction de l'article 10, § 1
328.
Règle générale à poser en cette matière
329.
Quid de l'enfant né d'un père et d'une mère de nationalités différentes? Deux hypothèses
330.
Première hypothèse: L'enfant est légitime
331.
Deuxième hypothèse: L'enfant est naturel. - Sous-distinction
332.
a. - L'enfant naturel n'a pas été reconnu. - Controverse
333.
Premier système: Cet enfant est étranger
334.
Second système, adopté par l'auteur: Cet enfant est Français, pourvu qu'il soit né en France
835.
b. - *L'enfant naturel a été reconnu*
336.
Quid, s'il a été reconnu par son père et par sa mère, mais que ceux-ci n'aient pas la même nationalité? *Controverse*. - *Quatre systèmes*. - *Premier système*: L'enfant a le choix entre la nationalité de son père et celle de sa mère
337.
Second système: Cet enfant suit la nationalité de sa mère
338.
Réfutation du second système
339.
Troisième système: L'enfant prendra la nationalité de celui de ses auteurs qui est Français
340.
Quatrième système, adopté par l'auteur: L'enfant suit toujours la nationalité de son père. Aj. infrà, n° 1043
341.
Réfutation des objections présentées à l'encontre du quatrième système
342.
A quel moment se fixe la nationalité de l'enfant? *Controverse*. Trois systèmes
343.
Premier système: Au moment même de la naissance
344.
Deuxième système: Au moment de la *conception*, pour l'enfant légitime; au moment de la *naissance* pour l'enfant naturel
345.
Troisième système, adopté par l'auteur: La nationalité se fixe, soit au moment de la conception, soit au moment de la naissance, suivant que l'enfant y aura intérêt
346.
Quid de l'enfant né en France de parents sans patrie. *Controverse*.
347.
Premier système: Un tel enfant est Français
348.
Second système, adopté par l'auteur: Cet enfant est étranger

349.
L'enfant, né en France d'un étranger, autorisé à établir son domicile en France, est-il encore étranger? *Controverse*
349 bis.
Première opinion: Négative
350.
Seconde opinion (adoptée): Affirmative
DEUXIÈME ETUDE
351.
Transition
352.
Objet de cette deuxième Étude
353.
Nécessité de donner quelques notions historiques
354.
DROIT ROMAIN. *Des Capitis deminutiones*
355.
De l'esclavage
356.
De la *perte volontaire* ou *forcée* de la qualité de citoyen romain
857.
Transition
358.
ANCIEN DROIT FRANÇAIS. *Cinq* causes de perte de la qualité de Français
359.
1° Etablissement en pays étranger
360.
2° Naturalisation acquise en pays étranger
361.
3° et 4° Acceptation non autorisée de fonctions publiques ou du service militaire en pays étranger
362.
5° Démembrement du territoire français
363.
DROIT INTERMÉDIAIRE OU RÉVOLUTIONNAIRE. *Cinq* causes de perte de la qualité de Français
364.
1° Etablissement en pays étranger
365.
2° Naturalisation en pays étranger
366.
3° et 4° Acceptation non autorisée de fonctions publiques ou du service militaire en pays étranger
367.
5° Démembrement du territoire français
368.
DROIT MODERNE. *Sept* causes de perte de la qualité de Français. Division
369.
Caractères généraux des différentes causes de perte de la qualité de Français
PARTIE PREMIÈRE
370.
Texte et motifs de l'article 17, alinéa 1, du Code civil
371.
Division du sujet en trois chapitres
CHAPITRE I
372.
Remarque sur l'article 17, alinéa 1, du Code civil
373.
Il faut une naturalisation réelle et complète. *Quid* de *l'autorisation de domicile*? *Quid* de la dénization?
374.
Il faut que la naturalisation soit volontairement acquise
375.
Observation pour le cas d'un démembrement du territoire
376.
Est-il nécessaire que la naturalisation ne fasse pas fraude à la loi? Théorie dite de la fraus legis. Controverse
377.
Première doctrine. Affirmative
378.
Etat de la jurisprudence
379.
Affaire de Bauffremont contre la princesse Georges Bibesco
380.
Affaire Vidal.
380 *bis*.
- Opinion de M. Labbe
381.
Seconde doctrine. Adoptée par l'auteur: Négative. - Réfutation de la théorie dite de la fraus legis
382.
A. Arguments de textes
382 bis.
Texte même de l'article 17, alinéa 1
383.
B. Arguments tirés de considérations rationnelles et pratiques
384.
Induction tirée de l'article 18 du Code civil
385.
Recherche du *criterium* d'après lequel la doctrine contraire reconnaîtrait la prétendue fraude à la loi
386.
Divergences multiples parmi les partisans de la première doctrine
387.
Opinion de M. Hammond. Réfutation
388.
Opinion de M. de Holtzendorff
389.
Réfutation
390.
Continuation de la réfutation
391.
Opinion de M. Reverchon

392.
Transition
CHAPITRE II
393.
Du principe que "*la loi n'empêche personne de changer de patrie*."
394.
Décrets du 6 avril 1809 et du 26 août 1811
395.
Exposé du décret du 6 avril 1809
396.
Exposé du décret du 26 août 1811. Du Français naturalisé en pays étranger *avec* ou *sans* autorisation
397.
Les décrets précités ont-ils jamais eu une existence légale?
398.
Sont-ils tombés en désuétude?
399.
Incompatibilité de ces décrets avec le droit actuel, quant à certaines de leurs dispositions
400.
Deux questions
401.
Première question: Depuis l'abolition de la confiscation, à qui passent les biens du Français naturalisé à l'étranger sans autorisation? Controverse
402.
Premier système: Ils passent à ses héritiers légitimes.
403.
Second système adopté par l'auteur: Ils restent la propriété du naturalisé
404.
Deuxième question: Le Français, naturalisé à l'étranger sans autorisation, peut-il invoquer la loi du 14 juillet 1819? Controverse
405.
Première opinion: Affirmative
406.
Seconde opinion, adoptée: Négative
407.
Du Français naturalisé en pays étranger, qui porte les armes contre la
408.
Transition
409.
Examen de quelques situations particulières
410.
De l'âge. La majorité, à exiger du Français qui change de patrie, sera celle fixée par la loi française
411.
Du *mariage*.
412.
Capacité du mari
413.
Capacité de la femme mariée
414.
Nécessité de l'autorisation maritale ou judiciaire
415.
De la femme *séparée* de corps
416.
Rappel de la controverse soulevée à propos de l'affaire de Bauffremont contre la princesse Bibesco
417.
Première doctrine, admise par l'auteur: La femme française, séparée de corps, peut se faire naturaliser en pays étranger *sans aucune autorisation*. Développement
418.
Seconde doctrine: L'autorisation du mari ou de la justice est nécessaire
419.
Réfutation de la seconde doctrine
420.
Conclusion.
421.
Jugement rendu, le 3 janvier 1880, par le tribunal de Charleroi (Belgique) et relatif à l'affaire de Bauffremont contre la princesse Bibesco
422.
Adhésion de l'auteur au jugement qui précède
CHAPITRE III
423.
Position de la difficulté
424.
Opinion de l'auteur: Les tribunaux du pays étranger où la naturalisation a été accordée seraient seuls compétents
425.
Ils seraient seuls compétents d'abord pour apprécier l'acte de naturalisation *en la forme*. Arguments
426.
Continuation de la même question
427.
Suite
428.
Suite
429.
Suite
430.
Suite
431.
Suite
432.
Suite
433.
Suite
434.
Les tribunaux du pays étranger seraient également seuls compétents pour apprécier la naturalisation quant au *fond*
435.
Arguments
436.
Suite
437.
Deux objections

438.
Première objection. Réfutation
439.
Seconde objection. Réfutation
440.
Conclusion. - En réalité, ces questions ne sont pas de la compétence des tribunaux. C'est dans la sphère diplomatique et non dans la sphère judiciaire que doivent s'agiter de pareilles contestations
PARTIE DEUXIÈME
441.
Texte de l'article 17, alinéa 2, du Code civil
442.
différences du droit actuel avec l'ancien droit
413.
Motifs de l'article 17, alinéa 2, du Code civil
444.
De l'affiliation à une corporation étrangère qui exige des distinctions de naissance
445.
Comment se donne l'autorisation d'accepter des fonctions publiques?
446.
Titre quatrième du décret du 26 août 1811
447.
Que faut-il entendre par fonctions *publiques*?
448.
Trois questions à résoudre
449.
Quid des fonctions d'*ambassadeur*?
450.
Interprétation de l'article 24 du décret du 26 août 1811
451.
Quid des fonctions de *consul*?
452.
Quid des fonctions *ecclésiastiques*?
453.
Quid des fonctions d'avocat, de médecin, de professeur
454.
Règle générale à suivre
455.
Transition
PARTIE TROISIEME
456.
Texte de l'article 17, alinéa 3
457.
De l'émigration sous l'ancienne législation
458.
De l'émigration dans le droit actuel
459.
Motifs de l'article 17, alinéa 3
460.
pomment se reconnaît la perte de l'esprit de retour (1)
461.
Exception faite pour les établissements de commerce. Portée de cette exception. Controverse
462.
Première doctrine: Jamais un Français, établi commerçant à l'étranger, ne pourra être considéré comme ayant perdu l'esprit de retour
463.
Seconde doctrine: L'établissement de commerce à l'étranger ne pourra être invoqué contre le Français, que s'il est accompagné d'autres faits attestant la perte de l'esprit de retour
464.
Troisième doctrine (adoptée par l'auteur): L'établissement de commerce à l'étranger ne peut pas être invoqué à l'encontre du Français; mais tout en négligeant le fait de cet établissement, les juges pourront tenir compte d'autres circonstances qui paraîtraient prouver la perte de l'esprit de retour
465.
La femme qui accompagne son mari, définitivement établi à l'étranger, ne perd pas la nationalité française
466.
Observation
PARTIE QUATRIÈME
467.
Texte de l'article 19 du Code civil
468.
Il peut arriver que la femme française, mariée à un étranger, soit considérée, en France, comme n'ayant point acquis la nationalité de son mari
469.
Doctrine contraire
470.
Réfutation
471.
Transition
472.
Quid si la femme est encore mineure
473.
Du mariage nul
473 bis.
Affaire Edwards
474.
L'étrangère, devenue Française par son mariage avec un Français, redevient-elle étrangère dès le décès de son mari? Controverse
475.
Premier système: Affirmative
476.
Second système: Négative, adoptée par l'auteur
PARTIE CINQUIEME
477.
Texte de l'article 21 du Code civil. Ses motifs
478.
L'article 21 est applicable aux mineurs
479.
L'autorisation doit nécessairement être obtenue avant l'enrôlement
480.
Forme de l'autorisation

481.
De l'affiliation à une corporation militaire étrangère
181 *bis*.
L'enrôlement, dans une simple milice bourgeoise ou dans les bandes d'un prétendant, ne suffirait pas pour faire perdre la qualité de Français
482.
Etat de la jurisprudence française en cette matière
483.
Situation des *zouaves pontificaux*
484.
Circulaire ministérielle de M. de Persigny
484 *bis*.
Déchéances consacrées par la circulaire
485.
La circulaire de M. de Persigny était-elle *inconstitutionnelle*?
485 bis.
Critique de la disposition relative aux mineurs
486.
Les zouaves pontificaux tombaient-ils, en droit sous le coup de l'article 21 du Code civil? Controverse
487.
Premier système: Affirmative
488.
Deuxième système: Négative adoptée par l'auteur
489.
Décret du 28 août 1866 autorisant les Français à s'engager dans la légion romaine au service du Saint-Siège
489 *bis*.
Procédure à suivre pour obtenir l'autorisation de prendre du service militaire ou d'accepter des fonctions publiques en pays étranger
PARTIE SIXIÈME
490.
Précédents historiques
491.
Dispositions du droit intermédiaire et du droit actuel relatives à la possession des esclaves
492.
Décret du 25 avril 1848
493.
Décret du 26 mai 1858
PARTIE SEPTIEME
494.
Objet de cette partie
495.
Division
CHAPITRE I
496.
Subdivision du sujet
SECTION I
497.
Principe rationnel. (Aj. *infrà*, n° 1047)
498.
Caractère rétroactif du démembrement de 1814
499.
Cette rétroactivité se justifie-t-elle? Controverse
500.
Première opinion: Affirmative
501.
Seconde opinion: Négative (adoptée par l'auteur)
502.
Situation des femmes, épousées pendant l'annexion et des enfants nés dans le même espace de temps
503.
Situation des femmes mariées
504.
Situation des enfants
504 *bis*.
Transition
SECTION II
505.
Droit d'émigration consacré par l'article 17 du traité du 30 mai 1814
506.
Quel est l'effet de ce droit d'*émigration*.
507.
Il ne conserve pas la qualité de Français
508.
Examen de la loi du 14 octobre 1814
509.
Article 1er de la loi du 14 octobre 1814
510.
Article 2 de la loi du 14 octobre 1814
511.
Article 3 de la loi du 14 octobre 1814
512.
Des lettres de déclaration de naturalité établies par la loi précitée
CHAPITRE II
513.
Examen du traité du 10 mai 1871. - Division
SECTION I
514.
Article 2 du traité du 10 mai 1871. La condition de l'*origine* doit être jointe à celle du *domicile*
515.
Contestations soulevées par le gouvernement allemand
516.
Résistance du gouvernement français. - Cas de dualité de patries
517.
Sens du mot *originaires*
518.
Situation de la femme et des enfants des Alsaciens annexés au regard de la loi française
519.
Examen de la même question envisagée au point de vue de la loi allemande

SECTION II
520.
Du droit d'*option* consacré par le traité du 10 mai 1871
§ I
521.
Article 2 du traité du 10 mai 1871, combiné avec l'article 1 de la convention additionnelle du 11 décembre 1871
522.
De la déclaration d'option et du transfert de domicile
523.
Interprétation rigoureuse donnée par l'Allemagne à la condition du transfert de domicile
524.
Mesure d'expulsion prise contre les Alsaciens-Lorrains qui avaient valablement opté
523.
Proposition déposée au Reichstag allemand, le 6 mars 1873, par le *parti dit de la protestation*
§ II
526.
La nationalité est un droit propre pour l'individu, même encore mineur
527.
Proposition faite par les négociateurs français à Francfort
528.
Solution imposée par le gouvernement allemand
529.
Revirement d'idées survenu à la chancellerie allemande. Dépêche de M. d'Arnim, en date du 15 juillet 1872
530.
Il faut diviser les Alsaciens-Lorrains mineurs en deux catégories
531.
1° Des mineurs simplement domiciliés dans le territoire séparé
132.
2° Des mineurs originaires du territoire séparé
§ III
533.
Divergence de principes entre les législations française et allemande quant à la nationalité de la femme mariée
534.
La femme séparée de corps peut opter sans aucune autorisation maritale ou judiciaire
535.
Suite. - Contradiction d'un auteur
535 *bis*.
Suite
536.
Rétroactivité de l'option
537.
Transition
§ IV
538.
Quelle était la situation transitoire des Alsaciens-Lorrains pendant le délai d'option
539.
Intérêts de la question
540.
Solution de la jurisprudence
541.
Opinion de l'auteur
TROISIÈME ÉTUDE
542.
Objet de cette étude. Division
PARTIE PREMIÈRE
543.
Subdivision
CHAPITRE I
544.
Des enfants du naturalisé nés *postérieurement* à la naturalisation de leur auteur
545.
Des enfants nés et déjà *majeurs* au jour de la naturalisation de leur auteur
546.
Des enfants déjà nés mais encore *mineurs*. Controverse
547.
Première doctrine: Les enfants mineurs acquièrent de droit, la nouvelle nationalité de leur père
548.
Seconde doctrine (adoptée par l'auteur): La naturalisation du père ne s'étend pas aux enfants mineurs
549.
Argument tiré de l'article 10 du Code civil. Inexactitude de la rédaction de ce texte
550.
Argument tiré de l'intérêt du père naturalisé et de l'Etat naturalisant
551.
Argument tiré de la loi du 7 février 1851
552.
Transition
CHAPITRE II
553.
Position de la question. Controverse
554.
Premier système: La femme doit toujours suivre la nationalité de son mari
555.
Second système (adopté par l'auteur): La naturalisation du mari ne s'étend pas à la femme
556.
Transition
PARTIE DEUXIÈME
557.
La naturalisation ne produit ses effets qu'à partir du jour où elle est définitivement acquise (1)
558.
La naturalisation a-t-elle des effets rétroactifs?
559.
Etat de l'ancien droit sur ce point
560.
Du droit actuel en cette matière

561.
Texte de l'article 20 du Code civil
562.
Référence de l'article 20 avec l'article 10 du Code civil
563.
Cas exceptionnels où la naturalisation est rétroactive
564.
Référence de l'article 20. du Code civil, avec l'article 2 du Code civil
565.
Questions transitoires
566.
Difficultés soulevées par les questions transitoires
567.
Principe général
PARTIE TROISIEME
568.
Première question
569.
Seconde question
570.
Division
CHAPITRE I
571.
Principes généraux
572.
Subdivision
SECTION I
573.
Assimilation de l étranger naturalisé, au Français, quant aux droits civils
574.
Du statut personnel
575.
Le statut personnel dépend-il du domicile ou de la nationalité? Controverse
576.
Premier système: Il dépend du domicile
577.
Second système (adopté): Il dépend de la nationalité
578.
De la règle *actor forum sequitur rei*
579.
De la caution *judicatum solvi*
580.
De l'incapacité d'acquérir par successioa, legs ou donation
581.
De la contrainte par corps
582.
Loi du 22 juillet 1867 relative à la contrainte par corps
583.
Quels sont les droits civils que la loi française accorde ou refuse aux étrangers? Controverse
584.
Premier système: Il faut distinguer entre les droits naturels et les droits civils
584 bis.
Deuxième système: Les étrangers ont les mêmes droits civils que les Français, sauf ceux expressément refusés par un texte
585.
Troisième système (adopté): Les étrangers ne jouissent, en France, que des droits civils qui leur sont accordés par un *traité* ou par la *loi*
585 *bis*.
Double conséquence du système qui précède
588.
Effets de la naturalisation au point de vue *pénal*.
587.
Cinq différences entre le citoyen naturalisé et l'étranger admis à domicile (art. 13, Code civ.)
588.
Différence au point de vue 1° du statut personnel
589.
2° Des enfants
590.
3° Du droit d'expulsion
591.
4° De la déchéance éventuelle des droits civils
592.
5° De la nécessité du domicile en France
593.
Jouissance des droits politiques au profit du naturalisé
594.
La règle s'étend à la naturalisation par voie d'annexion
595.
Du droit d'exercer la *tutelle*
595 bis.
Exception au principe d'assimilation
596.
Exception quant au service militaire
597.
Exception quant aux fonctions ecclésiastiques
597 *bis*.
Transition
SECTION II
598.
Assimilation du citoyen naturalisé en pays étranger à l étranger originaire
599.
Des droits politiques
600.
De la règle *actor forum sequitur rei*
601.
Du statut personnel

602.
Quid, si l'application du statut personnel étranger doit nuire à un Français
602 *bis*.
Adoption du système, suivant lequel il faudra, dans le cas qui précède, appliquer encore le statut personnel étranger
603.
Quid, si le statut personnel étranger est contraire à l'*ordre public français*?
604.
Un Français, naturalisé en pays étranger et divorcé selon la loi de ce pays, peut-il se remarier en France (1)?
605.
Double exception au principe d'assimilation
606.
Exception contenue dans l'article 18 du Code civil
607.
Exception contenue dans l'article 75 du Code pénal
607 *bis*.
Suite
608.
De la naturalisation acquise, sans autorisation, en pays étranger
609.
Transition
CHAPITRE II
610.
Objet de ce chapitre
611.
Suite
612.
Division
SECTION I
613.
Subdivision
§ I
614.
Application de la loi personnelle quant au divorce
615.
Opinion de Merlin
616.
Réfutation
617.
Suite
618.
Cas d'un Belge divorcé, puis naturalisé en France. Il peut se remarier
619.
Transition
620.
Quid, si la naturalisation est opérée au cours même du mariage que l'on prétend briser par le divorce, grâce à la naturalisation acquise. Controverse
621.
Premier système: Le second mariage, qui aura suivi le divorce, ne sera pas opposable à l'époux non naturalisé
622.
Second système (adopté): Le second mariage est opposable à l'époux demeuré Français
623.
L'époux demeuré Français pourrait d'ailleurs, lui-même, se remarier en . Controverse
624.
Renvoi
625.
Transition
§ II
626.
La puissance paternelle forme un statut personnel
627.
Changement d'opinion de Merlin
628.
Quid, si le père se fait naturaliser en pays étranger?
629.
Le père ne perdra pas la puissance paternelle
630.
Mais il l'exercera d'après le statut personnel des enfants
631.
Anomalie qui peut résulter de cette règle
632.
Principales dérogations et principales prérogatives contenues dans la puissance paternelle
633.
Article 371 du Code civil
634.
De l'opposition au mariage de l'enfant
635.
Du consentement des père et mère au mariage
636.
Suite
637.
Du consentement des père et mère à l'adoption de l'enfant
638.
Transition
§ III
639.
Deux questions à examiner
640.
1° Le Français, naturalisé en pays étranger, peut-il encore être tuteur de ses enfants français. (Aj. *infrà*, n° 1050.)
641.
Solutions admises par la jurisprudence française
642.
2° Le pupille devenu étranger reste-t-il encore soumis à la tutelle en France?
§ IV
643.
Deux questions à examiner

644.
1° Le Français naturalisé à l'étranger, peut-il encore faire partie du conseil de famille d'un de ses parents français?
645.
Concessions de certains auteurs
646.
Opinion de l'auteur
647.
2° *Quid* si c'est un mineur, qui, pourvu d'un conseil de famille, vient à cesser d'être Français?
648.
Opinion de l'auteur
§ V
649.
L'ex-Français, naturalisé à l'étranger, conserve-t-il le droit de faire interdire, en France, son parent français?
630.
L'ex-Français, naturalisé à l'étranger, peut-il encore être interdit sur la demande de l'un de ses parents français?
651.
Transition
SECTION II
652.
Respect dû aux droits acquis
653.
Difficultés qui peuvent se présenter dans la pratique
§ I
654.
Application du statut personnel
655.
Cas qui ne peut pas faire doute
656.
Cas où les lois personnelles du créancier et du débiteur sont différentes. Exemple: un père est étranger, son fils est Français. Controverse
657.
Premier système: On appliquera toujours la loi française, pourvu que la difficulté s'élève devant un tribunal français
658.
Second système: La loi étrangère ne devra être écartée, que si elle devait nuire à un intérêt français
659.
Troisième système: Il faut appliquer le statut étranger dans tous les cas
660.
Quid, quand la différence des nationalités tient non à l'origine, mais à une naturalisation survenue
661.
Deux hypothèses doivent être posées
662.
Quid de l'étranger qui sujet d'un pays où la dette alimentaire n'existe pas, se fait naturaliser en
663.
Quid d'un Français se faisant naturaliser dans un pays où la dette alimentaire n'est pas admise
§ II
664.
Principes généraux à poser
665.
Le régime des époux sera celui du lieu où ils se sont proposé, au moment du mariage, de fixer leur domicile matrimonial
666.
Le contrat de mariage est irrévocable
667.
Double hypothèse
668.
Position de la question
669.
1° Deux sujets français se marient en France, et le mari seul se fait naturaliser à l'étranger,.
670.
2° Les *deux époux* se font naturaliser à l'étranger. Controverse
671.
Premier système: Ils ne peuvent pas, pour celai modifier leurs conventions matrimoniales
672.
Second système (adopté): Ces conventions pourront être modifiées suivant la loi de la nouvelle patrie
673.
Quid des donations entre époux? Controverse
674.
Premier système: Elles restent incommutables, malgré la naturalisation des deux époux français en pays étranger
675.
Second système (adopté): Elles pourront être révoquées, si la nouvelle loi des époux le permet
676.
Transition
§ III
677.
Un étranger, créancier d'un autre étranger qui devient Français par naturalisation, peut-il poursuivre celui-ci devant un tribunal français? Controverse
678.
Premier système: Négative
679.
Second système: Affirmative (adoptée)
680.
Cas inverse où un Français créancier d'un étranger, se fait naturaliser en pays étranger
681.
Un étranger, naturalisé Français, peut être traduit devant un tribunal français même si la naturalisation est postérieure à la naissance de l'obligation
§ IV
682.
Article 16 du Code civil
683.
Un individu, Français au moment où une obligation est souscrite à son profit, mais étranger au moment où il intente son action, est-il soumis à la caution *judicatum solvi*? Affirmative
684.
Un créancier *étranger, devenu Français au moment* de la poursuite, n'est plus tenu de donner la caution *judicatum solvi*
685.
Transition
APPENDICE
A. De l'extradition.
686.
La naturalisation d'un individu ne doit pas faire obstacle à la répression des infractions par lui commises antérieurement

687.
Le citoyen naturalisé peut-il être *extradé* pour un crime commis avant sa naturalisation
688.
Errements suivis dans la pratique
689.
Opinion de l'auteur
690.
Article 2 du traité d'extradition conclu entre la France et l'Angleterre, le 14 août 1876
B. Du service militaire (1).
691.
Lacune dans la loi du 27 juillet 1872
692.
Du Français, naturalisé à l'étranger et omis sur les listes du contingent en France, ou insoumis
693.
Du Français qui déserte et se fait naturaliser à l'étranger
QUATRIÈME ÉTUDE
694.
Transition et division
PARTIE PREMIÈRE
695.
Enumération et examen par ordre alphabétique
ALLEMAGNE
696.
Question préalable à résoudre
697.
Système adopté par la constitution de la confédération Allemande.,
698.
Manière de déterminer la nationalité
699.
Conditions requises pour obtenir la naturalisation
700.
Dérogation
701.
Suite
702.
Suite
703.
La naturalisation, par le bienfait de la loi, n'est pas admise en Allemagne
704.
Effets de la naturalisation une fois obtenue
705.
Suite
706.
Suite
707.
Précautions prises pour empêcher la diminution du contingent militaire
708.
Traité du 27 avril 1876, entre l'Allemagne et la Suisse.
709.
Effets d'un séjour prolongé en pays étranger pendant dix ans
710.
Suite
711.
Suite
712.
Suite
713.
De la perte de la nationalité allemande par la déchéance
714.
De la légitimation.
715.
Du mariage
716.
Observations et conclusion
ANGLETERRE
717.
Sphère d'application du jus soli
718.
Sphère d'application du jus sanguinis
719.
Acte de 1870
720.
Ses conséquences internationales
721.
Suite
722.
De la naturalisation
723.
De la dénization
724.
Organisation de la naturalisation simple ou ordinaire
725.
De la naturalisation conférée par le Parlement
726.
Effets du mariage sur la nationalité de la femme
727.
Des enfants mineurs
728.
Du principe de l'allégeance perpétuelle
729.
Ses conséquences
730.
Suite
731.
Suite

732.
Situation des colonies Anglaises
733.
Effets des cessions de territoires ou de l'annexion
AUTRICHE-HONGRIE
734.
Du *jus sanguinis*
735.
Des enfants naturels
736.
Suite
737.
De la naturalisation: - Ses conditions
738.
Suite
739.
Suite
740.
De la perte de la qualité de sujet Autrichien
741.
Influence du mariage sur la nationalité de la femme
BELGIQUE
742.
Analogies avec la législation française
743.
Loi du 22 septembre 1835
744.
Distinction de la grande et de la petite naturalisation
745.
Conditions de la naturalisation
746.
De la naturalisation ordinaire
747.
De la grande naturalisation
748.
Effets de la naturalisation obtenue
749.
Des enfants du naturalisé
750.
Suite. - Distinctions diverses
751.
De la naturalisation par le bienfait de la loi
752.
De l'enfant né, en Belgique, d'un étranger
753.
Comparaison avec l'article 9 du Code civil français.
754.
Des causes de la perte de la qualité de Belge
755.
De la naturalisation en pays étranger
756.
De l'établissement à l'étranger sans esprit de retour
757.
De l'acceptation de fonctions publiques à l'étranger
758.
Suite
759.
De l'annexion et des démembrements de territoire
760.
Suite
761.
Suite
762.
Suite
763.
Suite
764.
De la séparation de la Belgique et du royaume des Pays-Bas
765.
Suite
766.
Traité du 14 avril 1839
767.
Suite
768.
Suite
769.
Lei du 4 juin 1839
770.
Suite
771.
Comparaison avec la loi française du 14 octobre 1814
772.
Loi du 20 mai 1845
DANEMARK
773.
Il faut distinguer deux sortes d'initiation à la nationalité
774.
De l'indigénat
775.
De la qualité de sujet
776.
Du domicile
777.
De la perte de là nationalité

ESPAGNE
778.
Du *jus sanguinis*
779.
Condition des enfants nés, en Espagne, de parents étrangers
780.
De l'option pour la nationalité espagnole
781.
De la naturalisation en général
782.
De la naturalisation proprement dite
783.
De l'acquisition du droit de cité
784.
Du serment de fidélité
GRÈCE
785.
Analyse de la consultation de M. Rhally
786.
De la naturalisation
787.
Du *jus sanguinis*
788.
Suite
789.
Suite
790.
De l'enfant légitime
791.
De l'enfant naturel
792.
Faut-il se reporter au moment de la conception de l'enfant, ou au moment de sa naissance?
793.
Effets de la naturalisation du père sur les enfants
794.
Suite
ITALIE
795.
Nouveau Code civil promulgué
796.
De la *grande* et de la *petite* naturalisation
797.
De la naturalisation par décret
798.
Suite
799.
De l'application du jus sanguinis
800.
Que décider à l'égard de l'enfant d'un étranger résidant depuis dix ans en Italie, mais sans aucune admission à domicile?
801.
De l'enfant simplement conçu
802.
Transition
803.
De l'enfant né d'un père qui avait perdu la nationalité italienne
804.
Influence du mariage sur la nationalité de la femme
805.
Effets de la naturalisation une fois obtenue
806.
De la perte de la nationalité italienne
807.
Suite
808.
Suite
809.
Suite
810.
Suite
811.
Comment se recouvre la nationalité italienne, quand elle a été perdue?
812.
Suite
813.
Suite
814.
Suite
815.
Suite
816.
De la naturalisation collective résultant de l'annexion
817.
Traité du 21 mars 1860
818.
Traité de Zurich du 10 novembre 1859
819.
Suite
LUXEMBOURG
820.
Du jus sanguinis
821.
Suite.
822.
De la naturalisation

823.
Conditions requises pour l'obtenir
824.
Ses effets.
825.
De la perte de la nationalité
826.
Peut-elle se recouvrer?
MONACO (PRINCIPAUTÉ DE)
827.
Du jus sanguinis
828.
Suite
829.
Suite
830.
Suite
831.
De la naturalisation proprement dite
NORWÈGE
832.
Similitude avec le Danemark
833.
De l'indigénat
834.
De la naturalisation proprement dite
835
.De l'expatriation
PAYS - BAS
836.
Du *jus sanguinis*
837.
Suite
838.
Suite
839.
Des enfants trouvés
840.
De la naturalisation
841.
Conditions exigées pour l'obtenir
842.
Ses effets
843.
De la perte de la nationalité
844.
DE la naturalisation générale et collective
PORTUGAL
845.
Comment devient-on citoyen Portugais?
846.
Du jus sanguinis
817.
De la naturalisation
818.
Suite
819.
Effets de la naturalisation
849 *bis*.
De la perte de la nationalité
849 ter.
Suite
RUSSIE
850.
Du *jus sanguinis*
851.
Ukase du 6 mars 1864, article 12
852.
De la naturalisation
853.
Réserves à faire pour le grand-duché de Finlande
854.
Effets du mariage sur la nationalité de la femme
855
.Effets de la naturalisation
856.
De la perte de la nationalité russe
857.
Distinctions à faire
858.
Suite
859.
Limites du principe de l'allégeance perpétuelle
ROUMANIE
860.
Constitution de 1866
861.
Suite. (Aj. *infrà*, n° 1051, p. 728)
802.
Comment peut-on obtenir la naturalisation proprement dite?
863.
Congrès de Berlin en 1878
SUÈDE
864.
Du jus sanguinis

865.
Enfants nés de parents étrangers
866.
Enfants nés hors mariage
867.
De la naturalisation
868.
Analogies et différences avec la loi française
869.
Suite
870.
Effets de la naturalisation
871.
De la perte de la nationalité
872.
Suite
SUISSE
873.
Du jus sanguinis
874.
Suite
875.
De la naturalisation
876.
Suite
877.
Suite
878.
Suite
879.
Suite
880.
Suite
881.
Suite
882.
Suite
883.
Divergences de la législation dans les différents cantons
884.
Effets de la naturalisation
885
De la perte de la nationalité
886.
Suite
887.
Suite (Référence au n° 1053)
888.
Suite
889.
Situation de la femme et des enfants du Suisse dénationalisé
TURQUIE
890.
Constitution des 11-23 décembre 1876
891.
De la nationalité d'origine
892.
De la naturalisation
893.
De la perte de la nationalité
894.
Suite
894.
Suite
896.
Suite
897.
Effets de la perte de la nationalité
898.
Présomption de nationalité ottomane, sauf la preuve du contraire (art. 9 de la Constitution des 11-23 décembre 1876)
899.
Principautés vassales de la
900.
901.
orientale
902.
Simple observation quant à la , l' et l'
PARTIE DEUXIÈME
903.
Transition et division
Amérique du Nord.
904.
Division de cette partie du sujet
ÉTATS-UNIS
905.
Observations préliminaires
906.
Lois qui règlent aujourd'hui l'acquisition de la nationalité américaine
907.
Des citoyens *naturels* et des citoyens *adoptifs* ou naturalisés
908.
Conditions et formalités à remplir pour obtenir la naturalisation
909.
Suite

910.
Suite
911.
Suite
912.
Suite
913.
Suite
914.
Effets de la naturalisation une fois obtenue
915.
Suite
916.
Suite
917.
De la perte de la nationalité américaine
918.
Suite
919.
Suite
MEXIQUE
920.
Observations générales
921.
Comment s'acquiert la qualité de Mexicain
922.
Des lettres de naturalisation
923.
Effets généraux de la naturalisation
924.
De la perte de la qualité de citoyen mexicain
Amérique centrale.
925.
Transition et division
COSTA-RICA
926.
Loi du 20 janvier 1861
GUATEMALA
927.
De l'acquisition de la qualité de citoyen
928.
De la perte de cette qualité
929.
Suite
SAN - SALVADOR
929 *bis*.
Constitution du 9 novembre 1872
Antilles.
930.
Division
HAÏTI
931.
De la jouissance des droits civils et politiques
932.
Suite
933.
De la perte de la qualité de citoyen
934.
Suite.
935.
Du jus soli
936.
De la naturalisation
937.
Suite
Amérique du Sud.
938.
Exposition générale et division
RÉPUBLIQUE ARGENTINE
939.
Constitution du 25 septembre 1860
940.
Loi fédérale du 1 octobre 1869
941.
Du *jus sanguinis* et du jus soli
942.
De la naturalisation
943.
Effets de la naturalisation
944.
Suite
945.
De la perte de la qualité de citoyen argentin
BOLIVIE
946.
L'on est Bolivien par la naissance ou par la naturalisation
947.
De la naissance
948.
De la naturalisation
949.
Suite
950.
Suite

951.
De la perte de la qualité de Bolivien
BRÉSIL
952.
Lois réglementaires et distinctions qui en découlent
953.
La qualité de citoyen brésilien peut être acquise par la naissance ou par la naturalisation
954.
De la naissance
955.
Du *jus soli*
956.
Difficultés à propos du texte de la constitution
957.
Loi du 10 septembre 1860
958.
Résumé et conclusion
959.
Suite
960.
Des enfants trouvés
961.
De la naturalisation
962.
Conditions et formalités à accomplir
963.
Suite.
964.
Suite.
965.
Situation des enfants et de la femme du citoyen naturalisé.
966.
De la naturalisation par mariage. Référence au n° 975.
967.
Effets de la naturalisation une fois obtenue
968.
Dispositions spéciales de la loi du 23 juin 1855, à l'égard des colons
969.
Le service militaire est aussi un titre pour la naturalisation
970.
Réclamation du gouvernement du Maroc
971.
De la perte de la nationalité brésilienne
972.
Suite
973.
Suite
974.
Suite
975.
Retour à la naturalisation par mariage: (Référence au n° 966). Controverse
976.
Observations sur la nature de l'acte qui proclame une perte de nationalité encourue par un citoyen
977.
Le Brésil n'admet pas la doctrine de l'*allégeance perpétuelle*
CHILI
978.
Indication des lois organiques
979.
Effets de la naissance sur le territoire du ou sur un territoire étranger
980.
Suite
981.
Distinctions admises en ce qui touche la naturalisation
982.
Suite
983.
Compétence en cette matière
984.
Effets des lettres de naturalisation
985.
De l'étranger qui s'occupe de la traite des noirs
986.
Effets du mariage, en ce qui concerne la naturalisation
987.
De la perte de la citoyenneté
988.
Opinion des commentateurs de la constitution
989.
Suite
990.
De la dénationalisation à titre de peine: appréciation
COLOMBIE
991.
Caractère général et portée de la constitution du 8 mai 1863
992.
Application du jus soli et du jus sanguinis
993.
De la naturalisation
994.
Son mode d'application et ses effets
995.
Suite
996.
De la perte de la qualité de citoyen de la

EQUATEUR
997.
Distinctions admises par la constitution du 11 août 1869
998.
Influence de la naissance
999.
De la naturalisation et de ses effets
1000.
Suite
1001.
Suite
1002.
De la perte des droits de citoyenneté
1003.
Suite
1001.
Causes de suspension des droits de citoyen
PARAGUAY
1005.
Constitution du 24 novembre 1870
1006.
Conditions requises pour être citoyen du
1007.
De la concession de la naturalisation
1008.
Effets de la naturalisation une fois obtenue
1009.
De la perte de la qualité de citoyen
1010.
De la réhabilitation
PÉROU
1011.
Constitution du 13 novembre 1860
1012.
De l'acquisition de la qualité de Péruvien par la naissance
1013.
Suite. - Controverses diverses
1014.
De l'acquisition de la qualité de Péruvien par la naturalisation
1015.
Incapacités politiques du citoyen naturalisé
1016.
De la naturalisation par mariage
1017.
De la perte de la qualité de citoyen
1018.
De la suspension de l'exercice des droits politiques
URUGAY
1019.
Division des citoyens en naturels et légaux
1020.
Des citoyens *naturels*
1021.
Des citoyens *légaux*
1022.
Incapacités qui sont maintenues à l'égard du citoyen naturalisé
1023.
De la patente de naturalisation
1024.
De la suspension et de la perte de la qualité de citoyen
VÉNÉZUÉLA
1025.
Constitution du 28 mars 1864
1026.
Concession des lettres de naturalisation
1027.
Incapacités politiques des citoyens naturalisés
1028.
Doctrine de l'allégeance perpétuelle
1029.
Avis aux émigrants, pour le pays de Vénézuéla, inséré au *Journal officiel français* des 18 et 20 mai 1875
ANNEXES
1030.
Exposition générale
1031.
La faculté de renoncer à sa nationalité d'origine est, pour tout citoyen, de droit naturel: Jugement du tribunal civil de Lille du 30 septembre 1879; (référence au n° 3 de l'ouvrage.)
1032.
Application de l'article 1 de la loi des 7-12 février 1851; (référence aux n^{os} 129, 131, 141 et suivants de l'ouvrage): - Jugement du tribunal civil de Lille du 1er octobre 1872
1033.
Suite. - Bulletin de la Cour de cassation du 28 avril 1880
1034.
Suite. - Jugements du tribunal civil de Lille du 13 mai 1874 et du 17 juillet 1874
1035.
Application du jus soli, jusqu'au moment de la promulgation du Code civil; (référence au n° 133 de l'ouvrage): - Jugement du tribunal civil de Lille du 4 juin 1875
1036.
Suite. - Arrêt de la Cour d'appel de Douai du 21 avril 1880
1037.
Suite. - Arrêt de la Cour d'appel de Douai du 8 juin 1874
1038.
Suite. - Jugement du tribunal civil de Dunkerque du 19 février 1875
1039.
Suite. - Jugement du tribunal civil de Lille du 18 mai 1872
1040.
Interprétation et application de la loi du 16 décembre 1874: (référence au n° 185 de l'ouvrage): - Jugement du tribunal civil de du 11 août 1876, confirmé par arrêt de la

Cour d'appel de Douai du 7 novembre 1877
1041.
Suite. - Jugement du tribunal civil de Lille du 16 février 1877
1042.
Interprétation impossible à donner de l'article 2 du décret du 30 juin 1860: renseignement curieux fourni, sur ce point, par M. Alauzet, ancien chef de division au ministère de la justice: (référence aux n^os 306, 311 et suivants de l'ouvrage.)
1043.
L'enfant naturel reconnu à la fois par son père et par sa mère, (qui sont chacun de nationalité différente), suit la condition et la nationalité de son *père*: (référence aux n^os 328 et 335 à 341 de l'ouvrage): - Jugement du tribunal civil de-Lille du 22 février 1878
1044.
Consultation donnée, sur une question de nationalité, au point de vue du recrutement militaire en France: affaire Bataille: (référence aux n^os 691 à 693 de l'ouvrage)
1045.
La naturalisation ne peut pas avoir d'effet rétroactif à l'encontre des *droits acquis*: (référence aux nos 557 à 567 de l'ouvrage): - Jugement du tribunal civil de Chambéry du 4 février 1880
1016.
Caractères de l'*esprit de retour*, dans les termes de l'article 17 alinéa 3 du Code civil français: (référence au n° 460 de l'ouvrage). - Jugement du tribunal civil de Lille du 14 février 1873
1047.
Le *critérium rationnel* de dénationalisation, en matière d'annexion, est celui de l'*origine jointe au domicile*: (référence aux n^os 496 à 512): - Démembrement de 1814: - Ses conséquences: - Jugement du tribunal civil de Lille du 9 août 1878
1048.
Traité du 20 novembre 1815: interprétation et application des règles consacrées par ce traité: - Jugement du tribunal civil de Lille, rendu à la date du 4 novembre 1865 et confirmé, le 25 avril 1866, par un arrêt de la Cour d'appel de Douai; - Références à diverses décisions de Cours et tribunaux
1049.
Un Français, naturalisé à l'étranger, en Belgique par exemple, acquiert tous les droits d'un indigène: spécialement, il peut divorcer, et une fois légalement divorcé, suivant les règles admises par le Code de sa nouvelle patrie, il peut se remarier en France, même avec une Française: - (Référence aux nos 604 et 618 de l'ouvrage): - Arrêt de la Cour d'appel d'Amiens du 15 avril 1880
1050.
Exercice du droit de tutelle par un étranger vis-à-vis de mineurs français (référence aux nos 595, 639, 642, 643, 648 de l'ouvrage); - Jugement du tribunal civil de Briey du 24 janvier 1878 et arrêt de la Cour d'appel de du 21 août 1879
1051.
Circulaire de M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères, adressée à tous les représentants de la à l'étranger, à la date du 16 avril 1880: (référence aux n^os 860 à 863 et 890, 899 et suivants de l'ouvrage)
1052.
Loi Belge du 25 mars 1876, sur l'exécution des jugements étrangers, et application de cette loi par le tribunal civil de , à la date du 10 janvier 1880
1053.
Convention conclue, le 23 juillet 1879, entre la France et la Suisse, à l'effet de régulariser la situation des enfants des Français naturalisés

FIN DE LA TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES